

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1^{er} JANVIER 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Anciens Etablissements Draye et Brousmiche	34	Meert Africa Ltd.	8
Bamboli Cultuur Maatschappij	73	Multiplex du Mayumbe	16
Banque Commerciale du Congo	30	Pierres et Matériaux du Katanga	38
Banque du Congo Belge	100	Plantations du Km 206 Stan-Irumu	97
Bonnerie Africaine	57	Société Belge des Textiles au Congo	59
Colonial Equipment Company	14	Société Congolaise de Gestion Immobilière	69
Compagnie Africaine d'Entreprises Commerciales	20	Société d'Entreprises Electriques au Congo	11
Compagnie Agricole d'Afrique	26	Société Minière de Kindu	69
Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance	6	Société Minière du Congo Septentrional	2
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie	2 - 87	Tabacongo	22
Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique	115	Loterie Coloniale	118

KAOW - ARSOM.
Louizalaan - avenue Louise 231
B-1050 Brussel - Bruxelles
<http://www.kaowarsom.be>

10801

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles n° 3531.

Léopoldville n° 931.

COMPOSITION DU BUREAU.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration
du 17 novembre 1952.*

Le conseil ayant pris acte de la décision du comte LIPPENS, demeurant à Ixelles, 1, Square du Val de la Cambre, de renoncer aux fonctions de président du conseil d'administration, lui confère à l'unanimité le titre honorifique de ces fonctions.

A l'unanimité, le conseil appelle M. Paul GILLET, vice-président du conseil d'administration, demeurant à Uccle, 45, rue Edmond Picard, aux fonctions de président du conseil d'administration et désigne en qualité de vice-président M. Edgar VAN DER STRAETEN, demeurant à Ixelles, 268, chaussée de Vleurgat, qui continuera à assumer également les fonctions d'administrateur-délégué et de président du comité permanent.

Bruxelles, le 4 décembre 1952.

Un Administrateur.

E. VAN DER STRAETEN.

Un Administrateur.

G. PERIER.

Société Minière du Congo Septentrional (SOMINOR).

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Buta (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce Congo : Stanleyville, n° 1223.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 66.881.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions	314.000,—
Prospections et Abonnements :	
Solde antérieur	2.372.026,04
Dépenses de l'exercice	111.800,20
	<hr/>
	2.483.826,24

Constructions :

Solde antérieur . . .	229.661,10	
Dépenses de l'exercice .	3.000,—	
		232.661,10
Amortissement de l'exercice	56.000,—	
		176.661,10

Matériel en service :

Solde antérieur . . .	1.017.081,72	
Dépenses de l'exercice .	198.090,25	
		1.215.171,97
Amortissement de l'exercice	160.252,20	
		1.054.919,77
		4.029.407,11

Réalisable :

Portefeuille et participations	2.221.666,50	
Or et argent à réaliser	569.620,30	
Débiteurs divers	1.191.638,83	
Approvisionnements	166.110,95	
		4.149.036,58
Comptes divers		265.766,29
Disponible		702.500,17

Pertes et profits :

Perte reportée	1.604.686,17	
Perte de l'exercice	701.941,08	
		2.306.627,25

Compte d'ordre :

Cautionnements		mémoire
		11.453.337,40

PASSIF.

Non exigible :

Capital :

20.000 Act. Sie. A. de 500 frs.	10.000.000,—	
20.000 Act. Sie. B. s. d. v. n.		mémoire
Réserve statutaire	88.700,—	
Fonds de réserve	700.000,—	
		10.788.700,—

Exigible :

Créditeurs divers	599.970,90	
Versements à appeler sur participations .	64.666,50	
	<u> </u>	664.637,40

Compte d'ordre :

Cautionnements		mémoire
		<u>11.453.337,40</u>

Pertes et profits au 30 juin 1952.

DOIT.

Dépenses d'exploitation	4.115.950,71
Frais généraux	397.575,74
Frais sur vente or	47.306,—
Intérêts et commissions	15.361,25
	<u>4.576.193,70</u>

AVOIR.

Valeur de la production	3.873.394,62
Divers	858,—
	<u>3.874.252,62</u>
Perte de l'exercice	701.941,08
	<u>4.576.193,70</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire
du 2 décembre 1952.*

L'Assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. Elle approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 1952.
2. Elle donne décharge, par vote spécial, de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1951-1952.
3. *Nominations statutaires.*

L'Assemblée réélit en qualité d'administrateurs MM. René BRASSEUR et Emile VINSTOCK, dont les mandats expiraient à l'issue de la présente Assemblée.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Jean LEMAIGRE, Docteur en Droit, Licencié en Sciences fiscales et financières, 17, rue Willy Ernst, Charleroi, Président.

M. Etienne ASSELBERGHS, Géologue, 11, Place Foch, Louvain, Administrateur-Délégué.

M. René BRASSEUR, Ingénieur E. C. A. M. Paris, 185, Chaussée de la Hulpe, Boitsfort, Administrateur.

M. le Prince Albert-Edouard de LIGNE, Administrateur de sociétés, 125, Avenue de Broqueville, Woluwe St.-Lambert, Administrateur.

M. le Colonel honoraire Eugène LALLEMAND, 37, rue Gustave Biot, à Bruxelles, Administrateur.

M. Georges LESCORNEZ, Administrateur de sociétés, 9, Avenue des Capucines, Bruxelles, Administrateur.

M. Emile VINSTOCK, Propriétaire, 72, rue aux Laines, Bruxelles, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. le Baron Jean de MOFFARTS, Propriétaire, 9, Mont St.-Martin, Liège.

M. le Baron Marcel de SCHAEZTEN, Propriétaire, 87, rue Royale, Bruxelles.

M. Pierre MILLOEN, Comptable, 52, rue Henri Maubel, Bruxelles.

Délégué du Ministère des Colonies :

M. Fernand GILSOUL, Ingénieur Principal au Ministère des Colonies, 7, Place Royale, à Bruxelles.

Bruxelles, le 2 décembre 1952.

Certifié conforme :

SOCIETE MINIERE DU CONGO SEPTENTRIONAL (SOMIBOR),

L'Administrateur-Délégué,

E. ASSELBERGHS.

Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 4, rue d'Egmont, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 231.494.

—
Actes constitutif et modificatifs publiés aux annexes au Moniteur belge
des 14 avril 1951, sous le n° 6209, 17 octobre 1951, sous le n° 21675,
15 octobre 1952, sous le n° 22401.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 4 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, d'études et de premier établissement	1,—	
Matériel et mobilier	341.676,—	
Amortissement	53.659,—	
	<u>288.017,—</u>	288.018,—

Réalisable et disponible :

Portefeuille et participations syndicales	114.005.949,—	
Comptes débiteurs	7.903.877,—	
Banques	40.117.278,—	162.027.104,—
	<u>162.027.104,—</u>	
Comptes d'ordre		mémoire
		<u>162.315.122,—</u>

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital	150.000.000,—	
Réserve indisponible : Prime d'émission	7.500.000,—	
	<u>157.500.000,—</u>	

Envers les tiers :

Comptes créditeurs	182.706,—	
Comptes d'ordre		mémoire

Pertes et profits :

Bénéfice	4.632.416,—	
	<u>4.632.416,—</u>	
		<u>162.315.122,—</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	388.725,—
Amortissements	32.080,—
Solde bénéficiaire	4.632.416,—
	<hr/>
	5.053.221,—
	<hr/>

CREDIT.

Intérêts, revenus et divers	5.053.221,—
	<hr/>

Répartition du bénéfice.

Fonds de réserve statutaire	231.620,—
Dividende	4.177.993,—
Solde à reporter	222.803,—
	<hr/>
	4.632.416,—
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, à Forest, président.

M. Baron Léon Lambert, banquier, 24, avenue Marnix, à Bruxelles, vice-président.

M. Jean del Marmol, avocat honoraire, 16, avenue Bel-Air, à Uccle, administrateur-délégué.

M. Jacques Bemberg, administrateur de sociétés, 6, avenue de l'Avant-Poste, à Lausanne.

M. Louis Camu, administrateur de banque, 2, rue de l'Abbaye, à Bruxelles.

M. Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois, Overijse.

M. Camille Gutt, banquier, 20, chaussée de Dieleghem, à Jette St.-Pierre.

M. Baron Guy de Lhoneux, banquier, 1a, rue de Spa, à Bruxelles.

M. Baron Alain de Rothschild, banquier, 23, avenue de Marigny, à Paris.

M. Louis Zurstrassen, industriel, château de Joncmesnil, à Lambermont.

Collège des Commissaires.

M. Comte Baudouin Cornet d'Elzies, docteur en droit, 23, rue aux Laines, à Bruxelles.

M. Jacques Drèze, secrétaire de banque, 29, avenue de Spa, à Verviers.

M. Fernand Hye de Crom, administrateur de sociétés, 136, avenue des Cerisiers, à Woluwe St.-Lambert.

L'administrateur-délégué,

J. DEL MARMOL.

Le Président,

G. de FORMANOIR de la Cazerie.

« MEERT AFRICA Ltd ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social et Administratif à Costermansville (Congo Belge).

Registre du Commerce de Costermansville n° 354.

Autorisée par Arrêté Royal du 13 juin 1951.

Statuts publiés dans les Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé	1.746.426,80
Réalisable et disponible	22.936.069,25
	<hr/>
	24.682.496,05

Résultat :

Perte de l'exercice	8.561,30
	<hr/>
	24.691.057,35
	<hr/>

PASSIF.

Non exigible	20.000.000,—
Exigible	4.691.057,35
	<hr/>
	24.691.057,35
	<hr/>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux	589.162,50
Amortissements	352.218,60
	<u>941.381,10</u>

CREDIT.

Bénéfice brut de l'exercice	557.188,80
Intérêts	375.631,—
	<u>932.819,80</u>

Résultat :

Perte à reporter	8.561,30
	<u>941.381,10</u>

Situation du capital.

Versements effectués :	9.500.000,—
Capital restant à libérer :	
Ets. Edmond Meert S. A. à Saint-Nicolas-Waas	9.000.000,—
Monsieur Edmond Meert, 73, rue de la Station à Saint-Nicolas-Waas	735.000,—
Monsieur Marcel Meert, 73, rue de la Station à Saint Nicolas-Waas	187.500,—
Monsieur André Meert, 73, rue de la Station à Saint Nicolas-Waas	187.500,—
Monsieur Max Meert, Boîte Postale 909 à Costermansville	187.500,—
Madame Blanche Meert, Bosstraat, 6, à Beveren-Waas .	187.500,—
Monsieur Pierre Lodewijck, Voskotstraat, 12, à Haasdonk	7.500,—
Monsieur Frans Faresyn, Mgr. Stillemansstraat, 78 à Saint Nicolas-Waas	7.500,—
	<u>20.000.000,—</u>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 27 novembre 1952.*

A l'unanimité :

L'Assemblée approuve les rapports des administrateurs et commissaire ainsi que le bilan et compte de pertes et profits arrêtés au 30 juin 1952.

Elle donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire.

Elle élit Madame Antoinette Lagrange comme administrateur pour un terme de six années, portant ainsi le nombre des administrateurs de cinq à six. Elle réélit Monsieur Pierre Lodewijck comme commissaire pour un terme de six années.

L'assemblée donne son accord sur l'ordre de sortie suivant, déterminé par un tirage au sort :

Madame Blanche Meert, administrateur, sortant en 1953.

Monsieur Max Meert, administrateur, sortant en 1954.

Monsieur André Meert, administrateur, sortant en 1955.

Monsieur Marcel Meert, administrateur, sortant en 1956.

Monsieur Edmond Meert, administrateur, sortant en 1957.

L'assemblée ratifie la décision du conseil d'administration d'établir un siège administratif à Costermansville.

Conseil d'Administration.

Monsieur Edmond Meert, industriel, 73, rue de la Station, Saint Nicolas-Waas, administrateur-délégué.

Monsieur Marcel Meert, industriel, 73, rue de la Station, Saint Nicolas-Waas, administrateur.

Monsieur André Meert, industriel, 73, rue de la Station, Saint Nicolas-Waas, administrateur.

Monsieur Max Meert, industriel, Boîte Postale 909, Costermansville, (Congo Belge), administrateur.

Madame Blanche Meert, sans profession, Bosstraat, 6, Beveren-Waas, administrateur.

Commissaire.

Monsieur Pierre Lodewijck, expert-comptable, Voskotstraat, 12, Haasdonk.

Certifié conforme.

MEERT AFRICA LTD.

L'Administrateur-délégué.

Edmond MEERT.

Société d'Entreprises Electriques au Congo (ENTRELCO)

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville, Congo Belge.

Siège administratif : 31, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 221.285.

Registre du Commerce : Elisabethville n° 689.

Constituée le 29 août 1949 et autorisée par Arrêté du Régent du 25 octobre 1949, acte publié aux Annexes du « Moniteur Belge » du 2 décembre 1949 n° 22.603 et aux Annexes du « Bulletin Officiel du Congo-Belge » du 15 décembre 1949.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

(Approuvé par l'Assemblée générale annuelle du mardi 25 novembre 1952)

ACTIF.

Immobilisé :

Installations, mobilier, matériel et outillage	8.982.865,—	
Apports	1.250.000,—	
<i>A déduire :</i>		
Amortiss. de l'exercice	125.000,—	
	<u>1.125.000,—</u>	
		10.107.865,—
Frais de constitution	230.015,80	
Amortissement de l'exercice	57.503,95	
	<u>172.511,85</u>	

Réalisable :

Approvisionnements	6.919.127,—	
Amortiss. de l'exercice	279.595,—	
	<u>6.639.532,—</u>	
Débiteurs divers		9.510.233,20
Travaux et entreprises en cours		2.984.128,08

Disponible :

Caisses, banques, dépôts	4.147.880,52
------------------------------------	--------------

Divers :

Cautionnements déposés par la Société	249.550,—
Comptes débiteurs	1.414.582,—

Compte d'ordre :

Dépôts en garantie de gestion	mémoire
	<u>35.226.282,65</u>

PASSIF.

<i>Envers la société :</i>	
Capital :	
représenté par 20.000 parts sociales sans mention de valeur nominale	20.000.000,—
Réserve statutaire	18.474,04
Fonds d'amortissement	2.453.106,—
<i>Envers des tiers :</i>	
Créditeurs divers	9.450.733,30
<i>Divers :</i>	
Comptes créditeurs	747.747,—
<i>Compte d'ordre :</i>	
Déposants en garantie de gestion	mémoire
<i>Profits et pertes :</i>	
Solde bénéficiaire	2.556.222,31
	<u>35.226.282,65</u>

Compte de profits et pertes au 30 juin 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	390.698,65
Provision pour impôt complémentaire	430.000,—
Amortissements	1.915.290,95
Solde bénéficiaire	2.556.222,31
	<u>5.292.211,91</u>

CREDIT.

Report à nouveau	351.006,94
Résultats bruts d'exploitation et divers	4.941.204,97
	<u>5.292.211,91</u>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Composition du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

Président :

M. Robert VAN CAUWENBERGHE, Directeur de la Société Générale de Belgique, 17, rue Guimard, à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Eugène SUNNEN, Ingénieur, à Jadotville (Congo Belge).

Administrateurs :

M. Léonce DEPOORTER, Administrateur de sociétés, 23, Avenue de l'Echevinage, à Uccle.

M. Georges LANDSBERG, Ingénieur, 2, Place Constantin Meunier, Forest.

M. André LERICHE, Ingénieur à Elisabethville (Congo-Belge).

M. Martin THEVES, Administrateur de Sociétés, 12, Avenue de la Forêt de Soignes, à Rhode-Saint-Genese.

M. Alexis THYS, Administrateur de Sociétés, 63, rue de l'Empereur, à Anvers.

Collège des Commissaires.

M. Raphaël BOUE, Licencié en Sciences Commerciales, 34, rue Cardinal Lavigerie, à Etterbeek.

M. Gaston de STATE, Directeur de Société, Hoogboomssesteenweg, 51, à Ekeren.

Bruxelles, le 25 novembre 1952.

Certifié conforme.

SOCIETE D'ENTREPRISES ELECTRIQUES DU CONGO
(ENTRELCO).

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Administrateur,
G. LANDSBERG.

Président du Conseil,
R. VAN CAUWENBERGHE.

Colonial Equipment Company, en abrégé CECO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Léopoldville.

Siège Administratif : 21, rue de la Senne à Bruxelles.

Registre du Commerce Léopoldville n° 2303.

Registre du Commerce Bruxelles n° 230980.

Acte Constitutif : Annexes du Moniteur Belge des 23-24 avril 1951, actes n°s 7387-7388, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1951.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Immobilisés moins amortissements	112.270,—
Disponible et réalisable	24.131.852,19
Compte d'ordre	18.361.545,90
	<u>42.605.668,09</u>
Envers elle-même	10.000.000,—
Envers les tiers	4.136.345,05
Comptes de provisions	2.052.233,85
Comptes d'ordre	18.361.545,90
Pertes et profits	8.055.543,29
	<u>42.605.668,09</u>

Pertes et profits.

Charges diverses	2.797.272,01
Amortissements. Réserves pour investissements et Résultats Divers	8.077.817,29
	<u>10.875.089,30</u>
Exploitation exercice (17 mois)	<u>10.875.089,30</u>

Répartition.

Réserves pour investissements	6.440.000,—
Répartition statutaire	1.605.554,33
Solde à reporter	9.988,96
	<u>8.055.543,29</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Administrateurs en fonction.

M. P. DUTRY, Industriel, 46, Boulevard Auguste Reyers, Schaerbeek-Bruxelles, Président.

M. J. E. DUTRY, Ingénieur, Square du Bois, 555, Avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

M. René BERGERAT, Industriel, 56, Avenue Victor Hugo, Paris.

Mme U. DE WOLF, épouse J. E. Dutry, Square du Bois, 555, Avenue Louise, Bruxelles.

Commissaires en fonction.

M. J. De Boeck, Secrétaire de Société, 40, rue Louis Hymans à Ixelles.

M. Chr. Didier, Expert-comptable, 38, Avenue Nouvelle à Etterbeek.

Le 2 décembre 1952.

Certifié exact.

J. E. DUTRY.

Administrateur-Délégué.

Colonial Equipment Company, en abrégé CECO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Léopoldville.

Siège Administratif : 21, rue de la Senne à Bruxelles.

Registre du Commerce Léopoldville n° 2303.

Registre du Commerce Bruxelles n° 230980.

Acte Constitutif : Annexes du Moniteur Belge des 23-24 avril 1951, actes n° 7387-7388, et Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1951.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire
du 18 novembre 1952.*

A l'unanimité, l'assemblée générale renouvelle les mandats de MM. P. DUTRY, J. E. DUTRY, René BERGERAT et Madame U. De Wolf, épouse J. E. DUTRY, en qualité d'administrateurs et de M. J. De BOECK en qualité de commissaire.

M. De Wolf ayant renoncé à son mandat d'administrateur, il a été décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

A l'unanimité, l'assemblée générale appelle aux fonctions de second commissaire M. Christian DIDIER, expert-comptable, 38, Avenue Nouvelle à Etterbeek, qui déclare accepter.

Le 2 décembre 1952.

Certifié exact.

J. E. DUTRY.

Administrateur-Délégué.

Multiplex du Mayumbe.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

DISSOLUTION.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le treize novembre.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur Christian Janssens van der Maelen, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, numéro 34.

Monsieur Francis Pêche, ingénieur A. I. G., demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 418.

Tous deux administrateurs de la « Société Forestière et Agricole du Mayumbe », « Agrifor », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Boma (Congo belge), constituée suivant acte reçu par Maître De Leener, notaire à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le vingt deux février mil neuf cent vingt quatre, autorisée par arrêté royal du vingt six avril mil neuf cent vingt quatre et dont les statuts, publiés au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze mai mil neuf cent vingt quatre et à l'annexe au Moniteur belge des dix neuf/vingt mai mil neuf cent vingt quatre, numéro 6556, ont été modifiés suivant actes du dit notaire De Leener, des dix huit octobre mil neuf cent vingt huit et vingt deux janvier mil neuf cent trente sept, approuvés par arrêtés royaux respectivement du treize novembre mil neuf cent vingt huit et du douze février mil neuf cent trente sept, publiés aux annexes du Moniteur belge du premier novembre mil neuf cent vingt huit, numéro 14432 et du sept février mil neuf cent trente sept, numéro 1225, et au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze décembre mil neuf cent vingt huit et du quinze février mil neuf cent trente sept et suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt et un octobre mil neuf cent quarante huit, publié après autorisation par arrêté royal du vingt neuf novembre mil neuf cent quarante huit à l'annexe au Moniteur belge du deux décembre mil neuf cent qua-

rante huit, numéro 22507 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze janvier mil neuf cent quarante neuf.

Monsieur Christian Janssens van der Maelen, réélu administrateur par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du dix huit octobre mil neuf cent cinquante et un.

Et Monsieur Francis Pêche élu administrateur par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du seize octobre mil neuf cent quarante sept.

Lesquels comparants, agissant es dites qualités et conformément à l'article vingt sept des statuts de la dite société « Agrifor », nous ont déclaré et requis d'acter ce qui suit :

I. La Société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor » s'est rendue successivement acquéreur des quatre mille actions de dix mille francs congolais chacune, soit la totalité des titres, de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Multiplex du Mayumbe » en abrégé « Multimayumbe », établie à Boma (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, le vingt cinq novembre mil neuf cent quarante six, autorisée par arrêté du Régent du vingt quatre février mil neuf cent quarante sept en dont les statuts publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze mars mil neuf cent quarante sept et à l'annexe au Moniteur belge des vingt quatre/vingt cinq mars mil neuf cent quarante sept, numéro 4550, ont été modifiés suivant acte du dit notaire Hubert Scheyven, du vingt et un septembre mil neuf cent quarante huit, publié après autorisation par arrêté du Régent du neuf novembre mil neuf cent quarante huit, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze décembre suivant et à l'annexe au Moniteur belge du neuf janvier mil neuf cent quarante neuf, numéro 433, suivant acte reçu par le dit notaire Scheyven, le quatre mai mil neuf cent quarante neuf, publié à l'annexe au Moniteur belge des vingt sept/vingt huit mai mil neuf cent quarante neuf, numéro 11256 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juin mil neuf cent quarante neuf et suivant acte du même notaire Scheyven en date du quinze février mil neuf cent cinquante, publié, après autorisation par arrêté du Régent du six avril mil neuf cent cinquante, à l'annexe au Moniteur belge du cinq mai mil neuf cent cinquante, numéro 9622 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge du quinze mai mil neuf cent cinquante.

A l'appui de quoi, Messieurs Christian Janssens van der Maelen et Francis Pêche, prénommés, nous ont produit le registre des actionnaires de la dite société, d'où il résulte que toutes les actions sont inscrites au nom de la dite « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » « Agrifor ».

II. La Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Multiplex du Mayumbe » en abrégé « Multimayumbe » est dissoute par suite de la réunion de toutes les actions de cette société dans le chef de la dite « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » « Agrifor », qui représente seule aujourd'hui l'intégralité des intérêts sociaux de la dite société dissoute.

III. En conséquence, la « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » « Agrifor » est devenue propriétaire de tout l'actif et de tout le passif de la société dissoute, elle possède toutes les créances et actions de cette société et elle est tenue de tous ses engagements.

Messieurs Christian Janssens van der Maelen et Francis Pêche pré-qualifiés, agissant es qualités, nous ont déclaré encore :

1) Que les livres et documents sociaux de la société congolaise « Multiplex du Mayumbe » en abrégé « Multimayumbe » sont en possession de la « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » « Agrifor » établie à Boma (Congo belge), qui les conservera pendant cinq ans au moins.

2) Que la société dissoute est ainsi pleinement liquidée et que la « Société Forestière et Agricole du Mayumbe », Agrifor » représentant aujourd'hui la totalité des intérêts sociaux se trouve être, sans mutation conventionnelle, par le seul fait de la disparition de l'être moral qui personnifiait la Société Multiplex du Mayumbe, seule propriétaire de tout l'avoir social de cette dernière société, dont la liquidation est clôturée.

3) Que la société dissoute était bénéficiaire des baux suivants :

1. Contrat de location numéro Na. 14.451 en date du quinze novembre mil neuf cent quarante sept, pour un terme de trois ans, relatif à un terrain situé à Lukula (Congo belge) de dix hectares soixante ares cinquante neuf centiares.

2. Contrat de location numéro Na. 19.366 en date du seize février mil neuf cent cinquante, pour un terme de trois ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) de deux hectares cinquante centiares.

3. Contrat de location numéro Na. 22.459 en date du trois septembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de trois ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) de un hectare quatre vingt huit ares dix sept centiares.

4. Contrat de location numéro Na. 23.120 en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) (parcelle numéro 7), de un hectare deux ares un centiare.

5. Contrat de location numéro Na. 23.126, en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) de vingt deux ares cinquante huit centiares.

6. Contrat de location, numéro Na. 23.127, en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) (parcelle numéro 2), de trente ares cinq centiares.

7. Contrat de location, numéro Na. 23.128, en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) (parcelle numéro 3), de un hectare seize ares soixante et onze ares.

8. Contrat de location, numéro Na. 23.130, en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) de cinquante trois ares soixante cinq centiares (parcelle numéro 8).

9. Contrat de location numéro Na. 23.131, du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) (parcelle numéro 4) de soixante huit ares quarante trois centiares.

10. Contrat de location numéro Na. 23.132 en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (parcelle numéro 6) de un hectare cinq ares.

11. Contrat de location numéro Na. 23.133 en date du vingt six novembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (parcelle numéro 5) de quarante sept ares trente six centiares.

12. Contrat de location, numéro Na. 23.165 en date du trois décembre mil neuf cent cinquante et un, pour un terme de deux ans, relatif à un terrain à Lukula (Congo belge) de cinq hectares quatorze ares soixante quatorze centiares.

INTERVENTION.

Aux présentes, sont intervenus :

Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele.

Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 196.

Tous deux administrateurs de la Société « Multiplex du Mayumbe », « Multimayumbe », précitée, en fonctions lors de la dissolution de la société, et agissant conformément à l'article dix neuf des statuts.

Messieurs le Baron de Steenhault de Waerbeek et Alfred Liénart, nommés aux fonctions d'administrateur, aux termes de l'acte de constitution de la dite société, reçu par le notaire soussigné, le vingt cinq novembre mil neuf cent quarante six.

Lesquels, après avoir entendu lecture de ce qui précède, ont déclaré et reconnu que la « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » « Agri-for » possède la totalité des actions de la société « Multiplex du Mayumbe », qu'en conséquence, elle est propriétaire de tout l'avoir de cette société dissoute, ainsi qu'il vient d'être constaté.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants et intervenants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) C. Janssens van der Maelen; F. Pêche; J. de Steenhault de Waerbeek; A. Liénart; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 20 novembre 1952, volume 1387, folio 26, case 2, trois rôles, un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven,
notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, N° 936.

Bruxelles, le 26 novembre 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M.
Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 novembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M.
Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 27 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Compagnie Africaine d'Entreprises Commerciales, en abrégé « CADEC ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lodja (Congo belge).

Siège administratif : Anvers, rue des Flandres, 6-8.

Registre du commerce d'Anvers, n° 30.554.

Acte de constitution du 3 novembre 1933, publié aux annexes au *Moniteur*
Belge du 16 décembre 1933 sous le n° 15.026. Actes modificatifs publiés
aux dites annexes du 11 août 1937, sous le n° 12.270 et du 31 décembre
1950 sous le n° 26.415.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

ACTIF.

Immobilisé	993.022,55
Disponible	1.968.511,59
Réalisable	11.312.380,52
	<hr/>
	14.273.914,66
	<hr/>

PASSIF.

Capital	10.000.000,—
Réserve et amortissements	1.762.848,—
Solde en bénéfice	2.511.066,66
	<hr/>
	14.273.914,66
	<hr/>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux et amortissements	8.954.572,77
Solde en bénéfice	2.511.066,66
	<hr/>
	11.465.639,43
	<hr/>

CREDIT.

Report bénéfice de l'exercice antérieur	512.514,07
Bénéfice brut	10.953.125,36
	<hr/>
	11.465.639,43
	<hr/>

Répartition bénéficiaire.

Réserve légale	1.000.000,—
Dividende aux actions	1.000.000,—
Report à nouveau	511.066,66
	<hr/>
	2.511.066,66
	<hr/>

A l'unanimité, l'assemblée générale a approuvé les susdits bilan, compte de pertes et profits et répartition bénéficiaire.

Par cote spécial et à l'unanimité, elle a accordé décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exécution de leur mandat.

Conseil d'administration.

M. Robert Braunschweig, négociant, demeurant à Anvers, 139, rue Van Schoonbeke, administrateur-délégué.

Mme Robert Braunschweig, sans profession, demeurant à Anvers, 139, rue Van Schoonbeke.

M. André Maandag, négociant, demeurant à Lodja (Congo belge).

Commissaire.

M. Guillaume Noeninckx, expert-comptable, demeurant à Berchem-Anvers, 355, Grande Chaussée.

Anvers, le 14 novembre 1952.

Pour extrait conforme.

R. BRAUNSCHWEIG.

Administrateur-délégué.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) den negentien November 1952, deel 230, blad 53, vak 17, een blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger a i R. Coeck.

Tabacong.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le douze novembre.

Devant nous, Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Tabacong », avec siège social à Elisabethville (Congo Belge) et siège administratif à Anvers, constituée par acte du notaire Antoine Cols soussigné le quatre septembre mil neuf cent trente-neuf, autorisée par arrêté royal du deux octobre suivant, dont les statuts ont été publiés aux annexes au Moniteur Belge et du Bulletin Officiel du Congo Belge, respectivement du quinze octobre mil neuf cent trente-neuf, sous le n° 13553 et quinze novembre suivant et dont les statuts ont été modifiés par actes du même notaire, respectivement en date du seize novembre mil neuf cent quarante-cinq, publié après approbation par arrêté du Régent, du quinze février mil neuf cent quarante-six, aux annexes au Moniteur Belge, le dix-sept mars mil neuf cent quarante-six, sous le n° 3431 et du Bulletin Officiel du Congo Belge le quinze février mil neuf cent quarante-six, en date du sept juillet mil neuf cent quarante-huit, publié après approbation par arrêté du Régent du huit septembre mil neuf cent quarante-huit, aux annexes au Moniteur Belge, le vingt-neuf septembre suivant, sous le n° 19128 et du Bulletin Officiel du Congo Belge, le quinze octobre mil neuf cent quarante-huit et en date du treize octobre mil neuf cent cinquante, publié après approbation par arrêté du Prince Royal, du vingt-et-un novembre mil neuf cent cinquante, aux annexes au Moniteur Belge, le six décembre mil neuf cent cinquante, sous le n° 25204 et du Bulletin Officiel du Congo Belge, le quinze décembre mil neuf cent cinquante.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de titres ci-après indiqué :

1. La société anonyme « Union Financière Belge des Tabacs « Tabacofina », établie à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 32, ici représentée par un de ses administrateurs Monsieur Georges Vander Elst, demeurant à Brasschaat, 10, avenue Gabrielle et son directeur Monsieur Edmond Wouters, demeurant à Anvers, 39, rue Van Schoonbeke, deux mille quatre cent nonante-trois actions 2.493

2. La société anonyme « Usines Vander Elst frères » établie à Anvers, 32, Longue rue de l'Hôpital, ici représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Georges Vander Elst, prénommé et Charles Vander Elst, demeurant à Blanden, 51, Chaussée de Namur, une action 1

3. La société anonyme « Etablissements Nicoletto Princeps » établie à Anvers, 67, avenue Plantin Moretus, ici représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Georges Vander Elst et Edmond Wouters, une action 1

4. La société anonyme « La Cigarette Orientale », établie à Molenbeek-St.-Jean, 175-177, avenue Jean Dubucq, une action 1

5. La société anonyme « Jubilé, Manufacture de Tabacs », établie à Liège, 75, rue des Champs, une action 1

6. La société anonyme « Manufacture de Cigarettes et Tabacs John Thomass » anciennement Van Zuylen frères, Tabacs », établie à Liège, 75, rue des Champs, une action 1

7. La société anonyme « Manufacture de Tabacs, Cigares et Cigarettes, Louis Doize », établie à Liège, 75, rue des Champs, une action 1

8. La société anonyme « Etablissements Cogétama-Néron », établie à Gand, 23, Boulevard de l'Heirnisse, une action 1

Ensemble : deux mille cinq cents actions 2.500

Les comparants, ici représentés en vertu de procurations sous seing privé ci-annexées : sub 4 et 8 par Monsieur Georges Vander Elst et sub 5, 6, 7 par Monsieur Charles Vander Elst.

La séance est ouverte au siège administratif à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 32, à seize heures trente, sous la présidence de Monsieur Georges Vander Elst, président du conseil.

Qui désigne comme secrétaire Monsieur Marcel Demeulemeester, docteur en droit, à Anvers, 11, rue Breughel.

Remplissent les fonctions de scrutateurs, Messieurs Charles Vander Elst et Edmond Wouters.

Le bureau étant ainsi constitué, conformément à l'article 34 des statuts, Monsieur le président constate que le capital social étant de cinquante millions de francs, représenté par deux mille cinq cents actions sans désignation de valeur, tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'en conséquence, l'assemblée peut délibérer valablement sur tous les points qu'elle mettra à son ordre du jour, sans autres formalités.

Le président propose ensuite l'ordre du jour suivant :

1. Modification de l'expression du capital social par conversion, à la même parité, des francs belges en francs congolais.

2. Modification à l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la décision ci-dessus.

3. Suppression des alinéas 3 et 4 de l'article 13 des statuts pour les remplacer par la disposition suivante : « Les administrateurs et commissaires sont nommés et révoqués par l'assemblée générale, qui fixera également leur nombre et la durée de leur mandat. »

Cet ordre du jour étant adopté à l'unanimité des voix, Monsieur le président, après avoir mis ces diverses propositions en délibération, requiert le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes prises par l'assemblée.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide que le capital social sera désormais exprimé en francs congolais, le montant de ce capital étant converti à la même parité des francs belges en francs congolais.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

A l'article 5. Le texte de cet article est remplacé par le suivant :

« Le capital social est de cinquante millions de francs congolais, représenté par deux mille cinq cents actions sans désignation de valeur. »

A l'article 13. Les alinéas 3 et 4 de cet article sont supprimés et remplacés par la disposition suivante : « Les administrateurs et commissaires sont nommés et révoqués par l'assemblée générale qui fixera également leur nombre et la durée de leur mandat », de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit :

« La société est administrée par un conseil composé de trois membres » au moins.

• » Ses opérations sont surveillées par un commissaire au moins.

» Les administrateurs et commissaires sont nommés et révoqués par l'assemblée générale qui fixera également leur nombre et la durée de leur mandat.

» Les administrateurs et commissaires sortants sont rééligibles. »

DELIBERATION.

Ces modifications aux statuts sont adoptées à l'unanimité des voix.

Dont procès-verbal.

Fait et dressé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir, ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Geregistreerd twee bladen een verzending te Antwerpen B. A. I, kantoor den 19 November 1952. Deel 193, blad 17, vak 3.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger (g.) Hougardy.

(Suivent les procurations).

Pour expédition.

Le Notaire.

(s.) A. COLS.

Gezien door ons H. Anthonis, Voorzitter der Rechtbank van Eerste aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklarink van het hierboven staande handteken van A Cols.

Antwerpen, de 27 November 1952.

(get.) H. Anthonis.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. H. Anthonis, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 novembre 1952.

Le chef de Bureau (s.) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 28 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Compagnie Agricole d'Afrique.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Costermansville (Kivu-Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue du Commerce, 112.

Registre de Commerce :

Bruxelles n° 59941.

Costermansville n° 424.

Statuts et actes modificatifs publiés dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1932, 15 juillet 1936, 15 juin et 15 septembre 1938, 15 janvier 1939, 15 mars 1949 et 15 février 1951.

BILAN AU 31 MARS 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution		mémoire
Terrains et concessions		202.928,—
Immeubles et matériel en Afrique		1.875.955,02
Matériel et mobilier en Europe	90.574,08	
Amortissements	90.574,08	
		mémoire
Plantations	6.461.051,08	
Amortissements de l'exercice	1.610.355,15	
		4.850.695,93
		<u>6.929.578,95</u>

Disponible :

Caisses, banques et chèques-postaux	5.071.666,49
---	--------------

Réalisable :

Portefeuille-titres et participations	966.350,—	
Débiteurs divers	3.412.539,45	
Produits en stock	1.151.636,98	
Approvisionnements et stocks divers	2.193.619,02	
		7.724.145,445

Comptes transitoires :

Produits remis aux organismes de vente en		
Afrique	16.495.705,29	
Frais payés d'avance et divers	365.890,30	
		16.861.595,59

Comptes d'ordre :

Dépôts de cautionnements statutaires		mémoire
		<u>36.586.986,448</u>

PASSIF.

<i>Non exigible :</i>		
Capital	9.000.000,—	
Réserve statutaire	256.861,47	
	<hr/>	9.256.861,47
<i>Exigible :</i>		
Créditeurs divers	2.230.929,97	
Montant restant à libérer sur portefeuille- titres et participations	3.750,—	
Dividendes à payer	27.636,60	
	<hr/>	2.262.316,57
<i>Comptes transitoires :</i>		
Avances perçues sur produits remis aux organismes de vente en Afrique	15.488.950,81	
Provisions et comptes divers	4.310.512,85	
	<hr/>	19.799.463,66
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Dépôts de cautionnements statutaires		mémoire
<i>Pertes et profits :</i>		
Report de l'exercice antérieur	338.693,90	
Bénéfice de l'exercice	4.929.650,88	
	<hr/>	5.268.344,78
		<hr/>
		36.586.986,48
		<hr/>

Compte de pertes et profits au 31 mars 1952.

DEBIT.

Frais d'administration et de direction en Europe et en Afrique	1.842.265,86
Participations bénéficiaires	468.316,83
Charges financières	231.715,40
Prévision fiscale et impôts payés	1.416.411,—
Amortissements sur plantations	492.276,—
<i>Amortissements sur investissements quinquina :</i>	
sur immeubles et matériel en Afrique	351.480,05
sur plantations	1.118.079,15
sur portefeuille-titres	408.750,—
	<hr/>
	1.878.309,20

Solde bénéficiaire à répartir :

Report de l'exercice antérieur	338.693,90	
Bénéfice de l'exercice	4.929.650,88	
		5.268.344,78
		<u>11.597.639,07</u>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	338.693,90	
Bénéfice d'exploitation	11.053.715,63	
Revenus et résultats divers	205.229,54	
		11.597.639,07

Répartition du bénéfice.

Solde bénéficiaire de l'exercice	5.268.344,78	
dont répartition :		
5 % à la réserve statutaire	246.482,54	
Report à nouveau	1.005.862,24	
90 % aux 40.000 actions sans désignation de valeur	3.614.400,—	
10 % aux membres du Conseil d'Adminis- tration et du Collège des Commissaires .	401.600,—	
	5.268.344,78	5.268.344,78

Composition du Conseil d'Administration.

Président : M. Henri DEPAGE, Administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, Avenue du Parc de Woluwé, à Auderghem.

Administrateur-délégué : M. Louis ORTS, Docteur en Droit, 33, Avenue Jeanne à Bruxelles.

Administrateurs :

M. Marcel BERRE, Administrateur de sociétés, 24, Avenue Frédéric de Mérode à Berchem-Anvers.

M. René BRASSEUR, Administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile à Ixelles-Bruxelles.

M. Albert DELIGNE, Directeur de la Compagnie Financière Africaine, 98, rue de Linthout à Schaerbeek.

M. Charles HUFFMANN, Administrateur de sociétés, 22, Avenue Bosmans à Anvers.

M. Pierre ORTS, Président de la Compagnie Financière Africaine, 33, Avenue Jeanne à Bruxelles.

M. Herman TEIRLINCK, Administrateur de sociétés, t'Uwenberg à Beerse! (Brabant).

M. Raymond THIBAUD, Administrateur de sociétés, 88, rue de Tocqueville, Paris 17^{me}.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Georges POUMAY, Comptable, 67, rue Felix Sterckx à Bruxelles II.

M. Désiré TILMANT, Expert-Comptable, 19, rue Raoul Warocqué à Morlanwelz.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 4 décembre 1952.*

Première résolution : A l'unanimité l'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 mars 1952, ainsi que la répartition des bénéfices proposée par le Conseil d'Administration.

Deuxième résolution : Par un vote spécial et à l'unanimité, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1951-1952.

Troisième résolution : A l'unanimité l'assemblée décide de renouveler pour un terme de cinq ans le mandat d'administrateur de M. Albert Deligne et pour un terme de deux ans le mandat de commissaire de M. Georges Poumay.

Bruxelles, le 4 décembre 1952.

Pour copies et extraits conformes.

A. DELIGNE.

Administrateur.

L. ORTS.

Administrateur-délégué.

Banque Commerciale du Congo.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 14-16, rue Thérésienne, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles n° 678.

Léopoldville n° 2579.

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge du 8 février 1950, n° 2124.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 19 novembre 1952.

ACTIF.

Disponible et réalisable :

Banq. Nationale, Banq. du Congo Belge, Chèq. postaux .	126.129.193,58
Banquiers	29.714.078,96
Autres valeurs à recevoir à court terme	216.723,95

Portefeuille-effets :

Portefeuille commercial	497.901.529,65
Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	14.000.000,—
Effets publics mobilisables à la Banque du Congo Belge à concurrence de 95 %	700.000.000,—
Reports et avances sur titres	133.221,83
Débiteurs divers	293.217.337,80

Portefeuille-titres :

Fonds publics congolais	48.115.381,03
Actions de banques	4.432.329,48
Autres titres	2.660.000,—
Divers	288.173,—

Immobilisé :

Immeubles	250.000,—
---------------------	-----------

1.717.057.969,28

PASSIF.

Exigible :

Créanciers privilégiés ou garantis	50.009.835,90
Banquiers	218.266,90
Autres valeurs à payer à court terme	7.166.732,58

Dépôts et comptes-courants :

A vue et à un mois au plus	290.614.325,07
A plus d'un mois	1.207.899.000,—
Montants à libérer sur titres	1.972.549,43
Divers	28.920.456,85

Non exigible :

Capital	20.000.000,—
Réserve de réévaluation du portefeuille	83.445,15
Réserve statutaire	2.000.000,—
Réserve disponible	36.500.000,—
Provisions	38.050.900,62

Comptes de résultats :

Bénéfice reporté	668.273,91
Bénéfice de l'exercice	32.954.182,87
	<u>1.717.057.969,28</u>

Comptes d'ordre.

Actifs donnés en garantie	60.000.000,—
Titres déposés en cautionnement pour compte propre	2.388.750,—
Garanties reçues de tiers	683.243.234,70
Nos cautions pour compte de tiers	1.124.610.488,27
Effets réescomptés	103.600.000,—
Opérations de change à terme	242.145.400,40
Dépôts à découvert	154.183.558,25
Emprunt de l'assainissement monétaire. Art. 1 ^{er} loi du 14 octobre 1945 :	
Titulaires	24.387.000,—
Divers	63.709.843,29

Compte de profits et pertes.

Exercice 1951-1952.

DEBIT.

Intérêts et commissions bonifiés 15.642.936,21

Frais généraux :

Frais d'exploitation 6.109.164,57

Allocations légales et autres en faveur du personnel 138.439,—

Taxes et impôts 3.448.719,—

Frais de publicité 80.084,30

Provisions 21.698.274,45

Bénéfice :

Bénéfice reporté 668.273,91

Bénéfice de l'exercice 32.954.182,87

33.622.456,78

80.740.074,31

CREDIT.

Intérêts et commissions perçus 71.020.908,20

Revenus du portefeuille-titres 2.127.341,25

Divers 3.542.440,95

Bénéfice reporté 668.273,91

Virement du compte provisions 3.381.110,—

80.740.074,31

Répartition du bénéfice :

Dividende 10.542.169,—

Tantièmes statutaires 1.554.501,94

Dotation à la réserve disponible 20.000.000,—

Report à nouveau 1.525.785,84

33.622.456,78

Situation du capital social.

Le capital de 20.000.000 de francs congolais est représenté par 50.000 actions sans désignation de valeur. Toutes ces actions sont entièrement libérées.

Conseil d'Administration.

M. Jules BAGAGE, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 8, avenue de l'Yser, Etterbeek, vice-président.

M. Albert DELEFORTRIE, administrateur de banques, 97, avenue Brillat Savarin, Ixelles, administrateur-délégué.

M. le Baron CARTON de WIART, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 177, avenue de Tervueren, Woluwé-St.-Pierre, administrateur.

M. Henri BORGERS, administrateur de banque, 17, avenue Van Eyck, Anvers, administrateur.

M. Bénédict GOLDSCHMIDT, banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles, administrateur.

M. Jacques LEPERE, directeur de banque, 130, avenue de Boetendael, Uccle, administrateur.

M. Paul RAMLOT, administrateur de banques, 50, rue de l'Ermitage, Ixelles, administrateur.

Commissaire-reviseur :

M. Edmond DEREUME, 63, avenue Montjoie, Uccle.

Certifié conforme.

BANQUE COMMERCIALE DU CONGO.

A. DELEFORTRIE.

J. BAGAGE.

Vu pour légalisation de signature de M. A. Delefortrie, J. Bagage.

Bruxelles, le 3 décembre 1952.

Pour le bourgmestre, l'échevin-délégué, M. H. Van den Heuvel.

Anciens Etablissements Draye et Brousmiche.
Société congolaise par actions à responsabilité limitée.
à Léopoldville, avenue Valcke, n° 6,
et à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux.

Le trente octobre.

Devant nous, Maître Etienne de Fays-Genin, notaire résidant à Schaerbeek.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Anciens Etablissements Draye et Brousmiche », dont le siège social est sis à Léopoldville, avenue Valcke, numéro 6, et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112, constituée par acte reçu par Maître Etienne de Fays-Genin, notaire soussigné, le dix-neuf février mil neuf cent cinquante et un, et dont les statuts, autorisés par arrêté du Prince Royal du vingt mars mil neuf cent cinquante et un, ont été publiés dans l'annexe I du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent cinquante et un, page 860, et aux annexes du « Moniteur Belge » du huit avril mil neuf cent cinquante et un, sous le numéro 5394.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, lesquels déclarent posséder le nombre de titres ci-après indiqué :

1) Monsieur Abel Draye, administrateur de société, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Monoplan, 14, cent parts	100
2) Monsieur Franz Brousmiche, administrateur de société, demeurant à Koekelberg, avenue de la Liberté, 30 A, cent cinquante parts	150
3) Monsieur Pierre Sommereyns, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, av. de la Renaissance, 15, cinquante parts	50
4) Monsieur François Leborgne, expert comptable, demeurant à Koekelberg, rue des Archers, 38, cinquante parts	50
5) Monsieur Hector Brunard, chef-comptable, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de l'Hôpital Français, 60, cinquante parts	50
6) Monsieur Robert Hobbin, expert fiscal, demeurant à Forest, rue de Bourgogne, 30, cinquante parts	50
7) Monsieur Marius Brouwers, comptable, demeurant à Grand-Halleux, cinquante parts	50
Soit ensemble cinq cents actions de capital, ou l'intégralité du capital social	500

(1) Arrêté royal du 29 novembre 1952. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} janvier 1953. — 1^{re} Partie.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Abel Draye, préqualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Hector Brunard, préqualifié.

L'assemblée désigne comme scrutateurs Messieurs Franz Brousmiche et Pierre Sommeryns, prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1°) Augmentation du capital social à concurrence de un million de francs congolais pour le porter de cinq cent mille francs congolais à un million cinq cent mille francs congolais, par la création de mille actions nouvelles de mille francs chacune, qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de capital existant actuellement et participeront à la répartition des bénéfices à partir de ce jour.

2°) Renonciation par les actionnaires au droit de souscription par préférence des nouvelles actions créées ce jour, qui leur est accordé par l'article six des statuts.

3°) Souscription et libération des nouvelles actions.

4°) Adjonction aux statuts d'un article cinq bis pour les mettre en concordance avec les résolutions à adopter.

5°) Modification du premier alinéa de l'article quatre des statuts.

II. — Que tous les actionnaires étant présents et possédant ensemble la totalité des actions de capital, il n'y a pas lieu de justifier de l'envoi de convocations.

III. — Que pour assister à la présente assemblée, tous les actionnaires se sont conformés aux dispositions de l'article vingt-sept des statuts sociaux.

IV. — Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur son ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président expose les motifs qui ont amené le Conseil d'administration à soumettre aux actionnaires les propositions figurant à l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de un million de francs congolais pour le porter de cinq cent mille francs congolais à un million cinq cent mille francs congolais, par la création de mille actions de capital nouvelles de mille francs chacune, qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions de capital existant actuellement et participeront à la répartition des bénéfices à partir de ce jour.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Les actionnaires décident de renoncer au droit de souscription par préférence des nouvelles actions créées ce jour, qui leur est accordé par l'article six des statuts.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Les actions nouvellement créées sont souscrites par moitié, soit à concurrence de cinq cents actions par chacun d'eux, par Messieurs Abel Draye et Franz Brousmiche, préqualifiés, qui déclarent accepter avec l'accord unanime de l'assemblée.

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des mille actions nouvelles ont été libérées en espèces, antérieurement aux présentes, à concurrence de vingt pour cent, de sorte que la somme de deux cent mille francs se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de compléter les statuts par l'adjonction d'un article cinq bis, de manière à les mettre en concordance avec les résolutions qui viennent d'être adoptées :

« *Article 5 bis.* — Le capital initial de la société, tel qu'il résulte de l'article cinq ci-dessus, actuellement intégralement libéré et dont les actions représentatives sont donc au porteur, a été augmenté comme suit, aux termes d'une assemblée générale des actionnaires, tenue le trente octobre mil neuf cent cinquante-deux, devant Maître Etienne de Fays-Genin, notaire à Schaerbeek : il a été porté de cinq cent mille francs congolais à un million cinq cent mille francs congolais, par la création de mille actions nouvelles de mille francs chacune, souscrites par Messieurs Abel Draye et Franz Brousmiche, préqualifiés, chacun à concurrence d'une moitié, soit cinq cents actions nouvelles, libérées à concurrence de vingt pour cent. »

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer le texte actuel du premier alinéa de l'article quatre des statuts, par le texte suivant :

« La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours » à dater de l'Arrêté royal autorisant la constitution de la société. »

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

FRAIS.

L'assemblée reconnaît que le montant des frais, charges ou rémunérations sous quelque forme que ce soit, incombant à la société du chef des présentes, s'élève à la somme de trente mille francs environ, en ce non compris les frais de timbrage des titres.

DECLARATION.

Les comparants déclarent que les résolutions adoptées ci-dessus ont été prises sous la condition suspensive de leur autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à onze heures trente minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Schaerbeek, 1^{er} Bureau; deux rôles, six renvois, le quatre novembre 1900 cinquante-deux. Vol. 292, folio 3, case 6.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) : P. Van Caenegem.

Pour expédition conforme.

(signé) de FAYS.

Etienne de Fays-Genin, notaire - Schaerbeek.

Justice de Paix du Second Canton de Schaerbeek - Brabant.

N° 3847. — Coût : quatre francs pour légalisation de la signature ci-contre de M. le notaire de Fays, à Schaerbeek, par nous, Ch. Goossens, Juge de paix du second canton de Schaerbeek, le 13 novembre 1952.

(sé) Ch. Goossens.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Goossens, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 novembre 1952.

Le Chef de Bureau : (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 24 novembre 1952.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 24 November 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Pierres et Matériaux du Katanga, en abrégé « PIERKAT ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le cinq novembre.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. Crédit Foncier Africain, société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 39.

Ici représentée par Monsieur Henri Demuylder, secrétaire général du Crédit Foncier Africain, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de Koekelberg, numéro 36, suivant procuration du quatre de ce mois.

2. Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises, société anonyme, établie à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33.

Ici représentée par Monsieur Ernest Dierkens, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 8, suivant procuration du vingt-cinq octobre dernier.

3. Société Africaine de Construction, société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 33.

Ici représentée par Monsieur Ernest Dierkens, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq octobre dernier.

(1) Arrêté royal du 29 novembre 1952. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} janvier 1953. — 1^{re} Partie.

4. Socol Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

Ici représentée par Monsieur Christian Janssens van der Maelen, ingénieur demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, numéro 34 et Monsieur Pierre Herremans, directeur de société, demeurant à Wemmel, avenue du Val Brabançon, numéro 67, suivant procuration du vingt-trois octobre dernier.

5. Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation, « Congoréal », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge) et le siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, numéro 127.

Ici représentée par Monsieur Yves Guillaume Auguste Marie Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 31, suivant procuration du vingt-cinq octobre dernier.

6. Compagnie Foncière du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Elisabethville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 8.

Ici représentée par Monsieur Georges Joseph Jean Lombar, directeur-adjoint à l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 12, suivant procuration du vingt-quatre octobre dernier.

7. Le Comité Spécial du Katanga, organisme de droit public congolais, établi à Bruxelles, rue des Petits Carmes, numéro 51.

Ici représenté par Monsieur Aimable Bourgeois, secrétaire général-adjoint du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue du Diamant, numéro 51, suivant procuration du trente octobre dernier.

8. Monsieur Nicolas (Gérard Nicolas) Guillaume, entrepreneur, résidant à Elisabethville (Congo Belge), avenue Delcommune, numéro 29, domicilié à Lanaye.

9. Carrières de Grès de la Gombe à Esneux, firme appartenant à Messieurs Jacques Maurice Félix Marie Prion et Charles Florent Marie Oscar Prion, industriels, demeurant à Cointe (Commune d'Ougrée).

Ici représentée par Monsieur Jacques Prion, prénommé, suivant procuration du vingt-neuf octobre dernier.

10. Monsieur Arnold Gabriel Henry Joseph Marie Ghislain, Comte de Looz-Corswaerem Officier retraité, demeurant au Château de Buvrinnes (Hainaut).

Ici représenté par Monsieur Jacques Prion prénommé, suivant procuration du vingt-quatre octobre dernier.

11. Monsieur Etienne Ghislain Walter Marie Lamarche, administrateur du Comptoir d'Escompte de la Banque Nationale de Belgique à Liège, demeurant au Château d'Awan-Aywaille.

Ici représenté par Monsieur Jacques Prion, prénommé, suivant procuration du vingt-cinq octobre dernier.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article premier.

Il est constitué, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de : « Pierres et Matériaux du Katanga » en abrégé « Pierkat ».

Article deux.

Le siège social est établi à Elisabethville (Katanga, Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, par décision du conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Le conseil en fixe l'endroit; il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, de la Colonie ou de l'étranger par décision du conseil d'administration.

Le transfert du siège social ou du siège administratif sera publié par avis inséré aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, aux annexes du « Moniteur Belge ».

Des succursales, bureaux et agences peuvent être établis, par décision du conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article trois.

La société a pour objet l'exploitation au Congo et au Ruanda-Urundi, de carrières, gisements, dépôts de toute nature, pour l'extraction ou la mise en valeur de pierres, scories ou de tous autres matériaux, le concassage ou la transformation de ces produits ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales s'y rapportant directement ou indirectement.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toute société ou entreprise dont elle utilise les produits ou qui consomme ceux de sa fabrication, dont l'objet social est analogue ou connexe au sien ou dont l'activité contribue au développement économique des régions où elle exerce son activité, le tout tant à l'étranger qu'au Congo Belge et au Ruanda-Urundi.

Accessoirement, la société peut exercer toute activité de nature à faciliter la poursuite de son objet social.

L'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint, mais sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre.

La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date de l'autorisation de sa fondation par arrêté royal.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article trente-neuf ci-après et, dans le cas de prorogation, moyennant autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq.

Le capital social, fixé à dix millions de francs congolais, est représenté par dix mille parts sociales sans mention de valeur nominale, donnant droit chacune à un/dix millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Article six.

Les dix mille parts sociales représentant le capital social sont souscrites, en espèces, au prix de mille francs congolais chacune, comme suit :

1. Crédit Foncier Africain, sept cent quinze parts sociales	715
2. Compagnie Belge de Chemins de Fer et d'Entreprises (S.A.B.) sept cent quinze parts sociales	715
3. Société Africaine de Construction, sept cent quinze parts soc.	715
4. Socol Congo, mille quatre cent vingt-huit parts sociales	1.428
5. Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation, mille quatre cent vingt-huit parts sociales	1.428
6. Compagnie Foncière du Katanga, mille quatre cent vingt-huit parts sociales	1.428
7. Comité Spécial du Katanga, organisme de droit public congolais, mille quatre cent vingt-huit parts sociales	1.428
8. Monsieur Nicolas Guillaume, sept cent quinze parts sociales	715
9. Carrières de Grès de la Gombe, huit cent soixante-dix-huit parts sociales	878
10. Monsieur le Comte Arnold de Looz-Corswarem, cinq cents parts sociales	500
11. Monsieur Etienne Lamarche, cinquante parts sociales	50
Ensemble : dix mille parts sociales	10.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que les parts sociales sont libérées à concurrence de quarante pour cent et que le montant ainsi libéré, soit la somme de quatre millions de francs congolais, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

Article sept.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

Sous cette réserve, les nouveaux titres qui seraient à souscrire contre espèces seront offerts par préférence aux propriétaires des parts sociales existantes.

Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des titres nouveaux et décidera si le non-usage, total ou partiel du droit de préférence, par certains propriétaires de parts sociales, aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article huit.

Le conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard.

Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement du principal et des intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, en Belgique ou ailleurs, sans préjudice au droit de réclamer à l'actionnaire le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Article neuf.

Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés seront admis.

Article onze.

Les parts sociales même entièrement libérées restent nominatives jusqu'au jour où le conseil d'administration décide d'autoriser par voie de mesure générale les conversions en titres au porteur.

A partir de ce jour, les inscriptions nominatives peuvent être converties en titres au porteur à la demande des actionnaires.

Les premières inscriptions nominatives et la première mise des titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives, se font à la demande et aux frais des propriétaires.

Toutes les parts sociales portent un numéro d'ordre.

Article douze.

La propriété des parts sociales nominatives s'établit par une inscription dans un registre, tenu au siège administratif. Ce registre peut être consulté, sans déplacement, par les actionnaires.

Il contient les indications suivantes : la désignation précise des propriétaires, le nombre de titres possédés par chacun d'eux, la date et le montant des versements effectués, la date des transferts ou conversions.

Vis-à-vis de la société, les transferts de titres nominatifs s'opèrent exclusivement par une déclaration inscrite dans le registre, la dite déclaration étant datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs mandataires, agissant en vertu des pouvoirs dont il doit être justifié.

Il est loisible au conseil d'administration d'accepter et d'inscrire dans le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents, établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. Aucun transfert de parts sociales non entièrement libérées ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale du conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

Il est délivré aux titulaires d'inscriptions nominatives un certificat non transmissible, constatant l'inscription au registre des titres qui leur appartiennent.

Ce certificat indique les numéros de leurs titres.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des parts sociales auxquelles il se rapporte.

Il n'est procédé à aucun transfert de parts sociales nominatives, à aucune conversion d'inscriptions nominatives en titres au porteur ou de titres au porteur en inscriptions nominatives, le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale ainsi que pendant les dix jours francs qui précèdent ce jour.

Les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tout titre conférant directement ou indirectement droit à ces parts sociales, ne seront négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel de la société, qui suit leur création. Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit, sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces titres mentionneront leur nature, la date de leur création, et les conditions prescrites pour leur cession.

Si les titres sont nominatifs mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite dans le registre des actionnaires en nom et sur les certificats d'inscription.

S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai prévu ci-dessus et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession. Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

Seront toutefois exceptés de l'application des dispositions reprises aux quatre alinéas précédents : les titres qui représentent l'apport de l'avoir d'une société ayant plus de cinq ans d'existence et les titres qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'une substitution d'actions aux créances obligataires, sont substituées à des obligations émises depuis deux ans au moins.

Article treize.

Les titres au porteur sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et une personne spécialement déléguée à cet effet par le conseil d'administration.

L'une de ces deux signatures ou toutes deux peuvent être remplacées par des griffes.

Ils mentionnent la date de l'acte constitutif de la société, ainsi que de ses modifications et des arrêtés qui les autorisent, l'objet, le siège et la durée de la société, le capital social, le nombre, la nature des parts sociales, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions de parts sociales quelconques ne sont valables qu'après autorisation de leur création par arrêté royal.

Article quatorze.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur mise.

La possession d'une part sociale emporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Article quinze.

Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

Tous les copropriétaires indivis d'une part sociale ou les ayants droit, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire à son égard de la part sociale.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article seize.

La société peut, par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire, créer et émettre des bons de caisse ou des obligations.

Le type, la valeur, le taux du revenu, le mode et l'époque d'amortissement et de remboursement ainsi que toutes autres conditions, d'émission des obligations seront déterminés par le conseil d'administration.

Les bons ou obligations sont valablement signés par deux administrateurs.

Ces signatures peuvent être apposées à l'aide d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article dix-sept.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non. Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale, statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale et sont révocables en tous temps.

Le conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article dix-huit.

Le conseil d'administration peut constituer, parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, un comité permanent, dont il fixe les attributions et le mode de fonctionnement.

Il peut, en outre, confier la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil et du comité permanent. Il détermine les rémunérations afférentes à ces attributions.

Article dix-neuf.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt.

Sauf le cas de force majeure, à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le conseil d'administration et le comité permanent ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs, s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par l'administrateur délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article vingt et un.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts est de sa compétence.

Il peut, notamment, donner tous mandats ou pouvoirs pour des affaires générales ou spéciales à des administrateurs, directeurs ou agents et même à des personnes étrangères à la société. Il détermine les appointements, émoluments, tantièmes ou indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, il nomme et révoque tous employés et agents et fixe les conditions de leur engagement.

Article vingt-deux.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs ou procurations sont signés, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par le dit conseil.

Article vingt-trois.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article vingt-quatre.

Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt-cinq.

Les opérations de la société sont surveillées par un collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle. Celle-ci, statuant comme en matière ordinaire, fixe leur nombre.

Le collège des commissaires peut élire un président parmi ses membres.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement de ceux-ci.

Chaque semestre, le conseil d'administration remet au collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt-six.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de vingt-cinq parts sociales et par chaque commissaire un cautionnement de dix parts sociales.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt; il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

Ce cautionnement prend fin et peut être restitué lorsque, après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel l'administrateur ou le commissaire sortant a été en fonctions, l'assemblée générale, par vote spécial, lui aura donné décharge de sa gestion.

Article vingt-sept.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort de manière que par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et les commissaires sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortant de charge prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur, les membres restants du conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement.

Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur nommé dans ces conditions n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt-huit.

Un délégué nommé par le Comité Spécial du Katanga exerce sur les opérations de la société, tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et commissaires; il est notamment convoqué à toutes les réunions du conseil d'administration, du comité permanent et du collège des commissaires, a voix consultative, reçoit copie des procès-verbaux des séances et de toutes les autres communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires.

Ce délégué a droit à une indemnité ou des jetons de présence dont le montant est fixé par le conseil d'administration, d'accord avec le Comité Spécial du Katanga.

Article vingt-neuf.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulée à l'article quarante-quatre, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une rémunération fixe, à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article trente-neuf, les délibérations de l'assemblée sont prises quelle que soit la portion des parts sociales représentées à la majorité absolue des votes exprimés.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Article trente et un.

Les assemblées générales se réunissent dans la localité où est établi le siège administratif, à l'endroit désigné dans la convocation.

Une réunion de l'assemblée générale se tient le dernier mardi du mois de mai de chaque année, à onze heures, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-quatre; si ce jour est un jour férié légal, la réunion aura lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite par le collège des commissaires ou la majorité de ses membres ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins.

Toute demande de convocation adressée au conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour.

Article trente-deux.

Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par annonces paraissant huit jours au moins et quinze jours au plus avant l'assemblée, dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge » et, sauf le cas de force majeure, dans les annexes du « Moniteur Belge », et dans un journal de Bruxelles ou de la localité où le siège administratif se trouve établi.

Des lettres missives seront adressées quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Quand toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article trente-trois.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au conseil, trois semaines au moins avant la réunion, soit par des propriétaires de parts sociales possédant ensemble au moins un cinquième des titres émis, soit par des commissaires dans le cas où, suivant l'article trente et un, ils requièrent convocation de l'assemblée.

Article trente-quatre.

Pour être admis à la réunion de l'assemblée générale, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer ceux-ci, cinq jours au moins avant la réunion, au siège administratif ou dans un des établissements financiers indiqués dans l'avis de convocation.

Les propriétaires de titres nominatifs doivent aviser le siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à la réunion, cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les titres appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

Article trente-cinq.

Tout propriétaire de parts sociales peut se faire représenter à la réunion de l'assemblée par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à la réunion.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente-six.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du conseil complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et l'assemblée choisit deux scrutateurs.

Article trente-sept.

Le conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante toute réunion quelconque de l'assemblée à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions, notamment, sont nulles de plein droit.

En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

Article trente-huit.

Chacune des parts sociales sur lesquelles les versements régulièrement appelés et exigibles ont été opérés donne droit à une voix. Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Ces limitations ne s'appliquent pas aux parts sociales appartenant au Comité Spécial du Katanga, sans que, toutefois ces parts puissent être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur à la moitié plus une.

Article trente-neuf.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée

générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à cette réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre des titres représentés.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix afférentes aux titres représentés à l'assemblée et exprimées valablement.

Article quarante.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par le président du conseil d'administration ou l'administrateur délégué ou, à défaut de l'un ou de l'autre, par un administrateur.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante et un.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et se clôture au trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

Article quarante-deux.

Le trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements.

A la même époque, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il établit ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société.

L'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes, leurs annexes et le rapport du conseil d'administration sont mis, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition du collège des commissaires, qui, dans les quinze jours, doit présenter un rapport contenant ses propositions.

Dans les quinze jours précédant l'assemblée générale statutaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts sociales, avec l'indication du montant des sommes restant dues sur celles-ci, et du rapport des commissaires.

Article quarante-trois.

L'assemblée générale annuelle entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

L'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société, sont, dans le mois de leur approbation, déposés aux fins de publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge », et, sauf le cas de force majeure, aux annexes du « Moniteur Belge ».

Article quarante-quatre.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque ce fonds aura atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau, les montants que décidera l'assemblée générale.

Le solde est réparti à raison de quatre-vingt-dix pour cent aux parts sociales, et dix pour cent pour tantièmes au conseil d'administration et au collège des commissaires.

Les tantièmes sont répartis entre les membres du conseil d'administration et du collège des commissaires selon un règlement d'ordre intérieur, la part d'un commissaire étant au moins égale à un tiers d'une part d'administrateur n'exerçant pas de fonctions spéciales.

Article quarante-cinq.

Le conseil d'administration peut décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive des bénéfices nets, conformément à l'article quarante-quatre des statuts, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article quarante-six.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

A défaut de convocation par les administrateurs, le collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article trente-neuf.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.

La décision de l'assemblée, dans ce cas, est rendue publique dans les conditions prévues à l'article quarante-trois.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante-sept.

A l'expiration du terme de durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

Article quarante-huit.

Pendant tout le cours de la liquidation tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société. Elle peut, à la simple majorité, décider notamment que les liquidateurs continueront, jusqu'à la réalisation, l'industrie ou le commerce de la société, qu'ils pourront emprunter pour régler les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles, même de gré à gré, et faire apport de tout ou partie de l'avoir social à d'autres sociétés congolaises ou non, quel que soit leur objet.

L'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article quarante-neuf.

Après apurement de toutes dettes et charges et des frais de la liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts sociales.

Si les parts sociales ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder au remboursement, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'égalité entre toutes les parts, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres

insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus, après déduction d'une somme à fixer par l'assemblée générale pour rémunération des liquidateurs, est réparti entre les parts sociales.

L'acte de clôture de la liquidation est publié dans les formes prévues à l'article quarante-trois.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante.

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur non domicilié dans la province où le siège administratif se trouve établi, est tenu d'y élire domicile; faute de ce faire, il est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif, où toutes les sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui sont valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

Article cinquante et un.

La société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation coloniale.

Article cinquante-deux.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à cent quatre-vingt-cinq mille francs.

Article cinquante-trois.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts et pour autant qu'il n'y soit pourvu par les dispositions légales en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, les parties déclarent s'en référer aux stipulations des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante-quatre.

Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires, réunis en assemblée générale extraordinaire, statuent sur tous les objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article cinquante-cinq.

Par dérogation aux articles dix-sept et vingt-cinq des statuts, sont nommés pour la première fois :

1. Administrateurs :

Monsieur Georges Bitaine, ingénieur-électricien, résidant à Elisabethville (Congo Belge), avenue des Chutes, numéro 188.

Monsieur Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 31.

Monsieur Marcel Delporte, administrateur de société, demeurant à Auderghem, avenue Léon Van Dromme, numéro 32.

Monsieur Ernest Dierkens, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 8.

Monsieur Nicolas Guillaume, entrepreneur résidant à Elisabethville (Congo Belge), avenue Delcommune, numéro 29, domicilié à Lanaye.

Monsieur Jacques Prion, industriel, demeurant à Cointe, Commune d'Ougrée, avenue des Platanes, numéro 18.

Monsieur Elomire Reintjens, ingénieur civil des mines A. I. Ms., demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, numéro 12.

2. Commissaires :

Monsieur Emile Hauthave, directeur de société, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 27.

Monsieur François Célestin Schuurwegen, expert comptable, demeurant à Saint-Trond, chaussée de Tirlemont, numéro 149.

Monsieur Armand Vandercappellen, chef comptable, demeurant à Etterbeek, rue des Erables, numéro 27.

Les mandats ainsi conférés prendront fin immédiatement après la réunion de l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante-sept.

A partir de cette assemblée, les administrateurs et commissaires seront nommés conformément aux stipulations des articles dix-sept et vingt-cinq des statuts.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) H. Demuylder; E. Dierkens; Ch. Janssens van der Maelen; P. Herremans; Y. de Brouwer; G. Lombar; A. Bourgeois; N. Guillaume; J. Prion; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 10 novembre 1952. Vol. 1387, folio 19, case 9, treize rôles, trois renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a i. (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Paul de la Vallée Poussin, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 860.

Bruxelles, le 14 novembre 1952.

(signé) P. de la Vallée Poussin.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Mr. Paul de la Vallée Poussin, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 novembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) : R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) : N. Cornet.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 26 novembre 1952.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 26 November 1952.

(sé) DEQUAE (get.).

Bonneterie Africaine (BONAF).

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif à Zottegem.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1019.

Registre du Commerce d'Alost n° 27.284.

Statuts autorisés par arrêté royal du 24 décembre 1951 et publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1952 ainsi qu'aux Annexes du Moniteur Belge du 13 janvier 1952.

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 1952.

*Approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 26 novembre 1952.*

ACTIF.

Immobilisé :

Matériel	1.479.266,25	
Frais de 1 ^{er} établissement et de constitution	220.662,20	
	<hr/>	1.699.928,45

Réalisable :

Actionnaires	3.600.000,—	
Approvisionnements	131.528,05	
Débiteurs	19.675,—	
	<hr/>	3.751.203,05
Disponible		567.829,50
		<hr/>
		6.018.961,—
		<hr/> <hr/>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	6.000.000,—
-------------------	-------------

Exigible :

Créditeurs	18.961,—
	<hr/>
	6.018.961,—
	<hr/> <hr/>

Situation du capital au 26 novembre 1952.

Versements effectués	3.600.000,—
Versements restant à effectuer :	
1. Filatures et Tissages Africains, s. c. r. l., 29, rue Neuve Saint Pierre à Gand	799.600,—
2. Succession M. Paul Cantaert à Zottegem	400.000,—
3. M. Jacques Cantaert à Zottegem	398.400,—
4. M. Jean Cantaert à Zottegem	398.400,—
5. M. Willy Cantaert à Zottegem	398.400,—
6. M. Jean Guisset à Zottegem	4.800,—
7. M. Gaston Braun, 29, rue Neuve Saint Pierre à Gand .	400,—
	<hr/>
	2.400.000,—
	<hr/>

Conseil d'Administration.

Président :

M. Gaston Braun, industriel, 29, rue Neuve Saint Pierre à Gand.

Administrateur-Délégué :

M. Jacques Cantaert, industriel, Bruggenhoek, Strijpen à Zottegem.

Administrateurs :

M. Jean Cantaert, industriel, Bruggenhoek, Strijpen, Zottegem.

M. Willy Cantaert, industriel, Bruggenhoek, Strijpen, Zottegem.

M. René Hanet, industriel, 21, boulevard Britannique à Gand.

M. Joseph Jennen, Ministre Plénipotentiaire, 30, Rockefeller Plaza,
New-York, 20, N. Y. - U. S. A.

Collège des Commissaires.

M. Jean Guisset, industriel, Meirelaan, Strijpen, Zottegem.

M. Thomas L. Ferguson, chartered accountant, 182, avenue Fr. Roose-
velt à Bruxelles.

M. le Chevalier Jean Kraft de la Saulx, industriel, 2, boulevard Mili-
taire à Gand.

BONNETERIE AFRICAINE.

L'Administrateur-Délégué.

Jacques CANTAERT.

Le Président.

Gaston BRAUN.

Bonneterie Africaine (BONAF).

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif à Zottegem.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1019.

Registre du Commerce d'Alost n° 27.284.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 novembre 1952 a désigné Madame Paul Cantaert, née Alma De Meyer, pour achever le mandat d'administrateur laissé vacant à la suite du décès de Monsieur Paul Cantaert.

BONNETERIE AFRICAINE.

L'Administrateur-Délégué.

Jacques CANTAERT.

Le Président.

Gaston BRAUN.

—

Société Belge des Textiles au Congo « BELTEXCO ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kinshasa (Congo Belge).

Siège administratif : Gand (Belgique).

—

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'An mil neuf cent cinquante deux, le vingt-neuf septembre.

Par devant nous Maître Renaud NEVE, notaire à la résidence de Gand,

S'est réunie extraordinairement, au siège administratif, 106, Chaussée de Termonde, à Gand, l'assemblée générale des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « SOCIETE BELGE DES TEXTILES AU CONGO » (BELTEXCO), ayant son siège social à Kinshasa (Léopoldville, Congo Belge) et son siège administratif, à Gand, Chaussée de Termonde, 106, constituée par acte sous seing privé, du six juin mil neuf cent vingt-deux, arrêté royal du cinq octobre mil neuf cent vingt-deux,

(1) Arrêté royal du 2 décembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} janvier 1953. — 1^{re} Partie.

(Bulletin officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent vingt-deux) modifiée par décisions de l'assemblée générale extraordinaire du premier août mil neuf cent vingt-quatre, arrêté royal du quinze janvier mil neuf cent vingt-cinq (Bulletin Officiel du quinze février mil neuf cent vingt-cinq), par l'assemblée générale extraordinaire du dix-sept novembre mil neuf cent vingt-quatre, arrêté royal du quatre avril mil neuf cent vingt-cinq), Bulletin Officiel du quinze mai mil neuf cent vingt-cinq), par l'assemblée générale extraordinaire du vingt-quatre octobre mil neuf cent vingt-huit (Bulletin Officiel du quinze décembre mil neuf cent vingt-huit), par l'assemblée générale extraordinaire du vingt-six juin mil neuf cent vingt-neuf, (Bulletin Officiel du quinze août mil neuf cent vingt-neuf), par l'assemblée générale extraordinaire du vingt-sept mars mil neuf cent trente-neuf, (Bulletin Officiel du quinze juillet mil neuf cent trente-neuf), par l'assemblée générale extraordinaire du premier mars mil neuf cent quarante, arrêté royal du six mai mil neuf cent quarante (Bulletin Officiel du quinze décembre de la même année), par l'assemblée générale extraordinaire du trente août mil neuf cent quarante-neuf (Bulletin Officiel du quinze octobre de la même année), société prorogée par acte du onze janvier mil neuf cent cinquante-un (Bulletin Officiel du quinze juin mil neuf cent cinquante-un).

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur le Baron Fernand van ACKERE, industriel, demeurant à Gand.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur le Chevalier Jean KRAFT de la SAULX, industriel, demeurant à Gand.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Georges BUYSSE, industriel, demeurant à Laetem Saint-Martin et Georges DE SUTTER, expert-comptable CNECB agréé, demeurant à Mont-Saint-Amand-lez-Gand.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, profession, domicile et le nombre d'actions qu'ils possèdent ou représentent, sont désignés sur une liste de présence, dressée et signée par le bureau, reconnue exacte par les associés et le notaire soussigné; ladite liste de présence avec les procurations qui y sont mentionnées, formera partie intégrante du présent procès-verbal et y restera annexée, et sera enregistrée simultanément aux présentes ainsi que les procurations.

Monsieur le président expose :

A. Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Augmentation du capital à raison de trente-trois millions six cent mille francs congolais, pour le porter de deux millions quatre cent mille francs congolais à trente six millions de francs congolais, par prélèvements;

a) à concurrence de quatorze millions quatre cent nonante-un mille vingt-huit francs quatre-vingt-deux centimes congolais, sur bénéfices reportés et non distribués;

b) à concurrence de dix-neuf millions cent et huit mille neuf cent septante-un francs dix-huit centimes congolais, sur Réserves.

2) Alimentation du fonds de réserve légal jusqu'au maximum obligatoire selon la loi et les statuts, c'est-à-dire à trois millions six cent mille francs congolais, par prélèvement de trois millions trois cent soixante mille francs congolais sur Réserves.

3) Modifications aux statuts :

1) A l'article cinq et cinq-bis pour le mettre en concordance avec la décision prise quant à l'augmentation du capital envisagé au 1^o de l'ordre du jour.

2) Aux articles douze et vingt-un, pour porter la durée du mandat des administrateurs de deux à six ans, et celui des commissaires de un à trois ans.

3) A l'article 38 le 2^o du deuxième paragraphe de cet article est à modifier comme suit :

« 2^o la somme de trois cent soixante mille francs congolais, à répartir » par parts égales entre toutes les parts sociales, à titre de premier dividende. »

Le restant de cet article reste inchangé.

B. Que les convocations, contenant cet ordre du jour, ont été faites, conformément à la loi et à l'article vingt-huit des statuts, par lettres recommandées à la poste, portant convocation à la présente assemblée, les actionnaires étant tous en nom, les récépissés des lettres recommandées sont déposés sur le bureau.

C. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux dispositions de l'article vingt-neuf des statuts sociaux.

D. Que sur les douze cents parts sociales, existant à ce jour dans la société, la présente assemblée réunit, par eux-mêmes ou par mandataires, les possesseurs de onze cent nonante-neuf parts sociales, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits exposés, reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président aborde l'ordre du jour et invite l'assemblée à commencer ses délibérations.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de trente-trois millions six cent mille francs congolais, qui sera ainsi porté de deux millions quatre-cent mille francs à trente-six millions de francs congolais, par prélèvements :

a) à concurrence de quatorze millions quatre cent nonante-un mille, vingt-huit francs, quatre-vingt-deux centimes congolais, sur bénéfices reportés et non distribués.

b) à concurrence de dix-neuf millions cent et huit mille neuf cent septante-un francs, dix-huit centimes congolais, sur Réserves.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'alimenter le fonds de réserve légal jusqu'au maximum obligatoire, selon la loi et les statuts, soit de trois millions trois cent soixante mille francs congolais, qui sera ainsi porté de deux cent quarante

mille francs congolais à trois millions six cent mille francs congolais, à prélever sur Réserves.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

En conséquence de ce qui précède l'assemblée décide à l'unanimité d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Article cinq. — Le premier paragraphe de cet article sera remplacé par le texte suivant :

« Article cinq. — Le capital social est de trente-six millions de francs » congolais, divisé en douze cents parts sociales, sans désignation de valeur, représentant chacune un douze centième de l'avoir social ».

Article cinq-bis. — Ajouter le texte suivant :

« Le capital social a été augmenté de trente-trois millions six cent mille » francs congolais et porté à trente-six millions de francs congolais, par » incorporation de réserves diverses, divisé en douze cents parts sociales, » représentant chacune un douze centième de l'avoir social, suivant acte » passé devant Maître Renaud Nève, notaire à Gand, en date du vingt- » neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux ».

Article douze. — Au premier paragraphe, remplacer les mots « deux ans » par « six ans ».

Article vingt-un. — Au premier paragraphe, remplacer « un an » par « trois ans ».

Article trente-huit. — le 2^e du deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« 2) La somme de trois cent soixante mille francs congolais, à répartir » par parts égales entre toutes les parts sociales, à titre de premier dividende ».

Le restant de l'article reste inchangé.

L'assemblée reconnaît que les frais, charges et rémunérations quelconques, incombant à la société à raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élèveront approximativement à la somme de cinquante mille francs.

DONT ACTE, fait et passé à Gand.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande, ont signé avec nous, notaire.

Illisible.

Geregistreerd te Gent (III), den 1e Oktober 1952.

Boek 21, blad 36, vak 11, twee rollen, drie verz.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger, Illisible.

SOCIETE BELGE DES TEXTILES AU CONGO « BELTEXCO ».

Société Congolaise à responsabilité limitée, ayant son

Siège social : Kinshasa (Congo Belge).

Siège administratif : Gand (Belgique).

*Assemblée générale extraordinaire du vingt-neuf septembre
mil neuf cent cinquante-deux.*

LISTE DE PRESENCE.

Numéros d'ordre	NOM, PRENOM, PROFESSION, DOMICILE DES ACTIONNAIRES.	Nombre de		SIGNATURES
		parts sociales	Voix	
1	La Compagnie Congolaise d'Afrique, société de personnes à responsabilité limitée, établie à Gand, Chaussée de Termonde, 106, représentée par le Chevalier Kraft de la Saulx, ci-après nommé, suivant procuration sous seing privé du vingt-six septembre dernier, ci-annexée, propriétaire de onze cent septante actions.	1170	240	voix, pour le Chevalier Kraft de la Saulx et ses mandants.
2	Monsieur Walter GISIN, directeur de société, demeurant à Léopoldville (Congo Belge) propriétaire de vingt-quatre parts sociales; représenté par le Chevalier Kraft de la Saulx, suivant procuration sous seing privé, en date du vingt-cinq septembre dernier, ci-annexée.	24	—	Kraft de la Saulx
3	Baron Fernand van ACKERE, industriel, demeurant à Gand, propriétaire d'une part sociale.	1	1	F. van Ackere
4	Le Chevalier Jean KRAFT de la SAULX, industriel, demeurant à Gand, 1, avenue Militaire, propriétaire d'une part sociale.	1	—	Jean Kraft de la Saulx
5	Monsieur Georges BUYASSE, industriel, demeurant à Laethem Saint-Martin, propriétaire d'une part sociale.	1	1	G. Buysse
6	Monsieur Georges DE SUTTER, expert-comptable CNECB agréé, demeurant à Mont-Saint-Amand, 61, rue du Bromelia, propriétaire d'une part sociale.	1	1	G. De Sutter
7	Monsieur Guy van ACKERE, industriel, demeurant à Léopoldville, propriétaire d'une part sociale, représentée par le Baron Fernand van Ackere, prénommé, suivant procuration, en date du vingt septembre dernier, ci-annexée.	1	1	F. van Ackere
Totaux :		1199	244	

La présente liste de présence a été arrêtée à onze cent nonante-neuf parts sociales, donnant droit à deux cent quarante-quatre voix.

Gand, ce vingt-neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux.

Les Scrutateurs,

Le Secrétaire,

Le Président,

(s.) Buysse

(s.) Kraft de la Saulx

(s.) van Ackere

(s.) De Sutter

Annexée à un procès-verbal d'assemblée générale, dressé ce jour par le soussigné Maître Renaud Nève, notaire à Gand, ce vingt-neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux.

(s.) Illisible.

Geregistreerd te Gent (III), den 1e Oktober 1952.

Boek 21, blad 53, vak 5, twee rollen.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger, Illisible.

PROCURATION.

Le soussigné : Guy van Ackere,
propriétaire de

parts sociales de la société congolaise à responsabilité limitée « SOCIETE BELGE DES TEXTILES AU CONGO « BELTEXCO » ayant son siège social à Kinshasa (Léopoldville, Congo Belge) et son siège administratif à Gand, 106, Chaussée de Termonde,

Constitue, par les présentes, pour son mandataire spécial Monsieur le Baron Fernand van Ackere, industriel, demeurant à Gand, également actionnaire de la dite société, et lui donne tous pouvoirs pour le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée le vingt-neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux, à onze heures, au siège administratif, *avec l'ordre du jour suivant* :

1) Augmentation du capital de trente-trois millions six cent mille francs congolais, pour le porter de deux millions quatre cent mille francs congolais à trente-six millions de francs congolais, par prélèvements :

a) à concurrence de quatorze millions quatre cent nonante-un mille vingt-huit francs quatre-vingt-deux centimes francs congolais, sur bénéfices reportés et non distribués;

b) à concurrence de dix-neuf millions cent et huit mille neuf cent septante-un francs dix-huit centimes congolais sur Réserves.

2) Alimentation du fonds de réserve légal jusqu'au maximum obligatoire selon la loi et les statuts, c'est-à-dire, à trois millions trois cent soixante mille francs congolais, pour le porter de (240.000) deux cent quarante mille francs congolais, à trois millions six cent mille francs congolais, par prélèvement de trois millions trois cent soixante mille francs congolais sur Réserves.

3) Modifications aux statuts :

1) A l'article 5 et 5-bis, pour le mettre en concordance avec la décision prise quant à l'augmentation du capital envisagé au 1^o de l'ordre du jour;

2) Aux articles 12 et 21 pour porter la durée du mandat d'un administrateur de 2 à 6 ans et celui d'un commissaire de 1 à 3 ans;

3) A l'article 38, le 2^e du deuxième paragraphe de cet article est à modifier comme suit :

« 2) La somme de trois cent soixante mille francs congolais, à répartir » par parts égales entre toutes les parts sociales, à titre de premier dividende. »

Le restant de cet article reste inchangé.

De prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué; aux effets ci-dessus approuver et signer tous procès-verbaux et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Le même mandat est donné pour représenter le soussigné à toute assemblée subséquente, qui serait réunie avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Le soussigné déclare savoir que les frais, droits et charges quelconques, incombant à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital envisagée, s'élèveront approximativement à la somme de cinquante mille francs.

Ainsi fait et signé à Léopoldville, ce vingt septembre mil neuf cent cinquante-deux.

Bon pour pouvoir,

Illisible.

Geregistreerd te Gent (III), den 1e Oktober 1952.

Boek 017/4, blad 58, vak 4, een rol.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger, Illisible.

PROCURATION.

Le soussigné : Walter GISIN, demeurant à Léopoldville (Congo Belge) propriétaire de vingt-quatre parts sociales parts sociales de la société congolaise à responsabilité limitée « SOCIETE BELGE DES TEXTILES AU CONGO « BELTEXCO » ayant son siège social à Kinshasa (Léopoldville, Congo Belge) et son siège administratif à Gand, 106, Chaussée de Termonde,

Constitue, par les présentes, pour son mandataire spécial Monsieur le Chevalier Jean KRAFT de la SAULX,

également actionnaire de la dite société, et lui donne tous pouvoirs pour le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée le vingt-neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux, à onze heures, au siège administratif, avec l'ordre du jour suivant :

1) Augmentation du capital de trente-trois millions six cent mille francs congolais, pour le porter de deux millions quatre cent mille francs congolais à trente-six millions de francs congolais, par prélèvements :

a) à concurrence de quatorze millions quatre cent nonante-un mille vingt-huit francs quatre-vingt-deux centimes francs congolais, sur bénéfices reportés et non distribués;

b) à concurrence de dix-neuf millions cent et huit mille neuf cent septante-un francs dix-huit centimes congolais sur Réserves.

2) Alimentation du fonds de réserve légal jusqu'au maximum obligatoire selon la loi et les statuts, c'est-à-dire, à trois millions trois cent soixante mille francs congolais, pour le porter de (240.000) deux cent quarante mille francs congolais, à trois millions six cent mille francs congolais, par prélèvement de trois millions trois cent soixante mille francs congolais sur Réserves.

3) Modifications aux statuts :

1) A l'article 5 et 5-bis, pour le mettre en concordance avec la décision prise quant à l'augmentation du capital envisagé au 1) de l'ordre du jour;

2) Aux articles 12 et 21 pour porter la durée du mandat d'un administrateur de 2 à 6 ans et celui d'un commissaire de 1 à 3 ans;

3) A l'article 38, le 2) du deuxième paragraphe de cet article est à modifier comme suit :

« 2) La somme de trois cent soixante mille francs congolais, à répartir » par parts égales entre toutes les parts sociales, à titre de premier dividende. »

Le restant de cet article reste inchangé.

De prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué; aux effets ci-dessus approuver et signer tous procès-verbaux et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Le même mandat est donné pour représenter le soussigné à toute assemblée subséquente, qui serait réunie avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Le soussigné déclare savoir que les frais, droits et charges quelconques, incombant à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital envisagée, s'élèveront approximativement à la somme de cinquante mille francs.

Ainsi fait et signé à Lyss (Suisse), ce vingt-cinq septembre mil neuf cent cinquante-deux.

Illisible.

Geregistreerd te Gent (III), de 1^e Oktober 1952.

Boek 016/4, blad 53, vol. 4, een rol.

Ontvangen veertig frank. \

De ontvanger, Illisible.

PROCURATION.

La soussignée : COMPAGNIE CONGOLAISE D'AFRIQUE, demeurant à Gand, Chaussée de Termonde, 106, propriétaire de mille cent septante parts sociales de la société congolaise à responsabilité limitée « SOCIETE BELGE DES TEXTILES AU CONGO » « BELTEXCO » ayant son siège social à Kinshasa (Léopoldville, Congo Belge) et son siège administratif à Gand, 106, Chaussée de Termonde,

Constitue, par les présentes, pour son mandataire spécial Monsieur le Chevalier Jean KRAFT de la SAULX,

également actionnaire de la dite société, et lui donne tous pouvoirs pour le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée le vingt-neuf septembre mil neuf cent cinquante-deux, à onze heures, au siège administratif, *avec l'ordre du jour suivant* :

1) Augmentation du capital de trente-trois millions six cent mille francs congolais, pour le porter de deux millions quatre cent mille francs congolais à trente-six millions de francs congolais, par prélèvements :

a) à concurrence de quatorze millions quatre cent nonante-un mille vingt-huit francs quatre-vingt-deux centimes francs congolais, sur bénéfices reportés et non distribués;

b) à concurrence de dix-neuf millions cent et huit mille neuf cent septante-un francs dix-huit centimes congolais sur Réserves.

2) Alimentation du fonds de réserve légal jusqu'au maximum obligatoire selon la loi et les statuts, c'est-à-dire, à trois millions trois cent soixante mille francs congolais, pour le porter de (240.000) deux cent quarante mille francs congolais, à trois millions six cent mille francs congolais, par prélèvement de trois millions trois cent soixante mille francs congolais sur Réserves.

3) Modifications aux statuts :

1) A l'article 5 et 5-bis, pour le mettre en concordance avec la décision prise quant à l'augmentation du capital envisagé au 1^o de l'ordre du jour;

2) Aux articles 12 et 21 pour porter la durée du mandat d'un administrateur de 2 à 6 ans et celui d'un commissaire de 1 à 3 ans;

3) A l'article 38, le 2^o du deuxième paragraphe de cet article est à modifier comme suit :

« 2) La somme de trois cent soixante mille francs congolais, à répartir » par parts égales entre toutes les parts sociales, à titre de premier dividende. »

Le restant de cet article reste inchangé.

De prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué; aux effets ci-dessus approuver et signer tous procès-verbaux et en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Le même mandat est donné pour représenter le soussigné à toute assemblée subséquente, qui serait réunie avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Le soussigné déclare savoir que les frais, droits et charges quelconques, incombant à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital envisagée, s'élèveront approximativement à la somme de cinquante mille francs.

Ainsi fait et signé à Gand, ce 26 (vingt-six) septembre mil neuf cent cinquante-deux.

Bon pour pouvoir,

Le Président,

Illisible.

Bon pour pouvoir,

L'Administrateur-délégué,

Geregistreerd te Gent (III), den 1^e Oktober 1952.

Boek 074, blad 53, vak 4, een rol.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger, Illisible.

Pour copie conforme.

(sé) R. NEVE.

Renaud Neve, Notaire à Gand. Cour d'Appel.

Rechtbank van 1^e Aanleg. Gent.

Gezien door Ons, Voorzitter der Rechtbank van 1^e Aanleg van Gent voor echtverklaring van het handteken van M^e Neve hierboven aangeduid.

Gent, de 24 October 1952. — 16.368 — 4 fr.

(sé) Steyaert.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Steyaert, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 novembre 1952.

Le Chef de Bureau, (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint, N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 27 novembre 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën.
de 27 November 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

« COGIMO ». Société Congolaise de Gestion Immobilière.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 3, rue d'Egmont.

Registre du commerce de Léopoldville n° 3803.

Acte constitutif publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1948. Modifications aux statuts. Acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
du 14 novembre 1952.*

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le Conseil décide de transférer le siège administratif, 16, rue de l'Industrie à Bruxelles, à partir du 1^{er} décembre 1952.

« COGIMO » SOCIETE CONGOLAISE DE GESTION IMMOBILIERE.
s. c. a. r. l.

Illisible.

Société Minière du Kindu (SOMIKIN).

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Kindu (Congo belge).

Siège administratif à Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du commerce de Costermansville, n° 191.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 53036.

Actes constitutifs publiés dans les annexes au Bulletin Officiel du Congo belge des 15 juin 1931, 15 mai 1932, 15 novembre 1932, 15 février 1934, 15 juin 1935, 15 avril 1937, 15 septembre 1949, 15 avril 1950 et 15 septembre 1951 et dans les annexes au Moniteur belge des 6-7-8 avril 1931, n° 4072; 19 décembre 1931, n° 16343; 19 mars 1932, n° 2319; 13 juillet 1932, n° 10512; 26 novembre 1933, n° 14448; 14 avril 1935, n° 4546; 15-16 février 1937, n° 1447; 9 juillet 1949, n° 15058; 4 janvier 1950, n° 132; 8 décembre 1950, n° 25283; 21 juillet 1951, n° 17279.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, apports et divers . mémoire —

Réalisable :

Portefeuille	31.471.546,40	
Débiteurs divers	3.750,—	
	<hr/>	31.475.296,40

Disponible :

Banques et chèques postaux	7.266.593,68
--------------------------------------	--------------

Compte transitoire :

Dividende intérimaire	4.200.000,—
---------------------------------	-------------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	—
		<hr/>
		42.941.890,08
		<hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

60.000 actions de capital de 500 fr.	30.000.000,—	
Réserve légale	1.196.112,07	
Réserve extraordinaire	50.000,—	
Prime sur émission d'actions	960.000,—	
	<hr/>	32.206.112,07

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	22.344,95	
Coupons à payer	255.064,75	
	<hr/>	277.409,70

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	—
---------------------------------	---------	---

Profits et pertes :

Solde	10.458.368,31	
	<hr/>	42.941.890,08
		<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et charges financières	168.162,55
Solde	10.458.368,31
	<hr/>
	10.626.530,86
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	258.576,86
Revenus du portefeuille	10.342.985,—
Intérêts	24.969,—
	<hr/>
	10.626.530,86
	<hr/>

Répartition.

Réserve légale 5 %	509.989,57
Dividende :	
fr. 149 par titre aux 60.000 actions de capital	8.940.000,—
Tantièmes au conseil général	993.333,—
Report à nouveau	15.045,74
	<hr/>
	10.458.368,31
	<hr/>

Situation du capital social.

Le capital social de fr. 30.000.000 est entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 9 décembre 1952.*

A l'unanimité, l'assemblée prend les résolutions suivantes :

— réélit Mr René Brasseur en qualité d'administrateur et désigne en remplacement de M. Renaud Loumaye, commissaire sortant, M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise à Bruxelles. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1958.

Composition du Conseil d'Administration.

Président :

Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, 125, avenue de Broqueville, Woluwé-St.-Pierre.

Administrateur-délégué :

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, 11, Place Foch, Louvain.

M. René Brasseur, ingénieur de l'Ecole centrale des Arts et Manufacture de Paris, 185, chaussée de La Hulpe, Boitsfort.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 4, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

M. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, 4, rue Jules Lejeune, Ixelles.

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 15, avenue des Chasseurs, Crainhem (Quatre-Bras).

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, Etterbeek.

M. Marcel van de Putte, ingénieur A. I. Lg., 6, Vijfde Dreef, Kappellenbos, Kapellen.

Collège des Commissaires.

M. Pierre De Leeuw, expert-comptable, 2, rue Doyen Adriaens, Molenbeek-St.-Jean.

M. Renaud Loumaye, directeur commercial, 26, avenue Emile Duray, Ixelles.

M. Pierre Vlayen, expert-comptable, 19, avenue des Klauwaerts, Ixelles.

Bruxelles, le 9 décembre 1952.

Certifié conforme.

Deux administrateurs.

Marcel JACQUES.
Administrateur de sociétés.
1, avenue des Scarabées,
Bruxelles.

Léopold HOOGVELST.
Administrateur de sociétés.
29, avenue de Tervueren,
Etterbeek.

Société Minière du Kindu (SOMIKIN).

Société congolaise à responsabilité limitée.

Le solde du dividende de l'exercice 1951-52 sera payable à partir du 16 décembre 1952, par fr. 79,— net par action de capital, contre remise du coupon n° 7 aux guichets :

— de la Banque du Congo Belge, 14-16, rue Thérésienne à Bruxelles;

— de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 31, rue des Colonies à Bruxelles.

« Bamboli Cultuurmaatschappij », « BAMBOLI ».

Kongolese Aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Maatschappelijke zetel : Stanleystad
(Belgisch Congo).

Handelsregister van Stanleystad
n° 1404.

Administratieve zetel :
Berchem-Antwerpen.
Kardinaal Mercierlei, 5.

Handelsregister van Antwerpen
n° 19.643.

Siège social : Stanleyville
(Congo Belge).

Registre du Commerce de
Stanleyville n° 1404.

Siège Administratif :
Berchem-Anvers.
5, Avenue Cardinal Mercier.

Registre du Commerce d'Anvers
n° 19.643.

VERGADERING NIET IN GETAL.

Het jaar negentien honderd twee
en vijftig, de dertigste Oktober.

Voor Meester Maurice Van Zee-
broeck, notaris ter standplaats, Ant-
werpen.

Is bijeengekomen :

De buitengewone algemene verga-
dering der aandeelhouders van de
Kongolese aandelenvennootschap met
beperkte aansprakelijkheid « Bam-
boli Cultuur Maatschappij » bij af-
korting « Bamboli » waarvan de
maatschappelijke zetel gevestigd is te
Stanleystad (Belgisch Congo) en de
Administratieve zetel te Berchem,
Antwerpen, Kardinaal Mercierlei, 5.

Handelsregister van Stanleystad
n° 1404.

Handelsregister van Antwerpen n°
19643.

Gesticht bij akte verleden voor on-
dergetekende notaris Maurice Van
Zeebroeck de eerste Oktober negen-
tien honderd negen en twintig, be-
kendgemaakt in de bijlagen aan het
« Belgisch Staatsblad » van vijftien
November nadien onder n° 17.140; en
in de bijvoegsels aan het Ambtelijk
blad van Belgisch Kongo van vijftien
December nadien; waarvan de stand-
regelen gewijzigd en het kapitaal
verhoogd werden bij akte verleden

ASSEMBLEE NON EN NOMBRE.

L'An mil neuf cent cinquante deux,
le trente octobre.

Devant Maître Maurice Van Zee-
broeck notaire de résidence à An-
vers.

S'est Réunie :

L'assemblée Générale Extraordi-
naire des actionnaires de la Société
Congolaise par actions à responsabi-
lité Limitée « Bamboli Cultuur Maat-
schappij » en abrégé « Bamboli » dont
le siège social est établi à Stanley-
ville (Congo Belge) et le siège admi-
nistratif à Berchem-Anvers, 5, Ave-
nue Cardinal Mercier.

Régistre du Commerce de Stanley-
ville n° 1404.

Régistre du Commerce d'Anvers :
n° 19.643.

Constituée suivant acte reçu par le
notaire Maurice Van Zeebroeck, sous-
signé le premier octobre mil neuf cent
vingt neuf, publié aux annexes du
« Miniteur Belge » du quinze novem-
bre suivant sous le n° 17.140 et à l'an-
nexe au Bulletin Officiel du Congo
Belge du quinze décembre suivant;
dont les statuts ont été modifiés et le
capital augmenté suivant acte reçu
par le notaire Maurice Van Zee-
broeck, soussigné le trente juin mil

voor ondergetekende notaris Maurice Van Zeebroeck de dertigste Juni negentienhonderd twee en dertig, bekendgemaakt in de bijvoegsels aan het « Belgisch Staatsblad » van achttien September nadien onder n° 12.357, en in de bijvoegsels aan het Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo van vijftien Oktober nadien, en bij akte verleden voor notaris Antoine Cols te Antwerpen de negende April en de tweede September negentien honderd zeven en veertig, bekendgemaakt in de bijvoegsels aan het Belgisch Staatsblad van twaalf/dertien Mei n° 9219 en van zes en twintig November nadien onder n° 20.981, en in het Bestuursblad van Belgisch Kongo van tien Maart negentien honderd acht en veertig.

De zitting wordt geopend te vijftien uur vijftien op de administratieve zetel te Berchem-Antwerpen, Kardinaal Mercierlei n° 5, onder voorzitterschap van Mijnheer Leo Gérard Van de Steen, hiernagenoemd.

De Voorzitter duidt aan in hoedanigheid van secretaris Mijnheer John Gielen, secretaris-generaal, Troyenhoflaan, 74, te Berchem.

Er worden geen stemopnemers aangesteld.

Zijn tegenwoordig of vertegenwoordigd de aandeelhouders, waarvan de naam, voornamen, beroep en woonst en gebeurlijk de naam van hun mandataris en het aantal aandelen door hen nedergelegd of op hun naam ingeschreven vermeld staan op de aanwezigheidslijst welke door het bureel zal afgesloten worden met de melding van het aantal aandeelhouders en het aantal geldig vertegenwoordigde aandelen. Deze aanwezigheidslijst zal vervolgens door het bureel en de notaris « ne varietur » ondertekend worden en aan het proces-verbaal gehecht om samen geregistreerd te worden.

De vergadering bekrachtigt de samenstelling van het bureel.

neuf cent trente deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du dix huit septembre suivant sous le n° 12.357 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre suivant, et suivant acte reçu par le notaire Antoine Cols à Anvers le neuf avril et le deux septembre mil neuf cent quarante sept, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des douze/treize mai n° 9219 et du vingt six novembre suivant sous le n° 20.981 et au Bulletin Administratif du Congo Belge du dix mars mil neuf cent quarante huit.

La séance est ouverte à quinze heures quinze au siège administratif à Berchem-Anvers, 5, Avenue Cardinal Mercier, sous la présidence de Monsieur Léo Gérard Van de Steen, ci-après nommé.

Le président désigne en qualité de secrétaire Monsieur John Gielen, secrétaire général, Avenue Troyenhof, 74, à Berchem.

Il n'est pas désigné de scrutateurs.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les nom, prénoms, profession et domicile ainsi que le cas échéant le nom des mandataires et en outre le nombre des titres régulièrement déposés ou inscrits en nom dans le chef de chaque actionnaire, se trouvent consignés sur la liste de présence laquelle sera clôturée par le bureau avec la mention du nombre total d'actionnaires et du nombre des titres valablement représentés.

Cette liste sera ensuite signée, ne varietur, par le bureau et par le notaire instrumentant et annexée au présent procès-verbal, avec lequel elle sera simultanément enregistrée.

Vervolgens zet de Voorzitter uiteen en de leden van de vergadering erkennen wat volgt :

I. De tegenwoordige buitengewone algemene vergadering werd bijeengeroepen om te beraadslagen en zich uit te spreken over volgende dagorde :

Dagorde :

1^o Vaststelling dat de waarde van het kapitaal uitgedrukt is in Kongolese franken en dat het vervallen en toekomstig dividend bijgevolg in dezelfde munt wordt uitgedrukt.

2^o Wijziging aan de statuten :

Artikels 5 en 6. Wijziging overeenkomstig punt 1^o van de dagorde.

Artikel 32. Wijziging van de datum der jaarlijkse algemene vergadering, deze wordt verplaatst van de derde Dinsdag van November naar de tweede Dinsdag van December.

Alinea 1 van artikel 32 wordt vervangen door volgende tekst : « De algemene vergaderingen worden gehouden ten administratieven zetel van de vennootschap of in elke andere plaats uitdrukkelijk door de raad in de oproeping aangeduid.

» De jaarlijkse algemene vergadering komt van rechtswege bijeen op de tweede Dinsdag van de maand December, te vijftien uur. Is die dag een feestdag, dan heeft de vergadering plaats de eerstvolgende werkdag.

» De vergadering hoort de verslagen van de beheerders en toezichters, keurt de balans goed, benoemt de beheerders en toezichters en beraadslaagt in 't algemeen over al de punten aan de dagorde ».

Artikel 45. Wijziging van de winstverdeling; vermindering van het bedrag toe te wijzen als tantièmes.

L'assemblée ratifie la composition du bureau, ensuite le président expose et les membres de l'assemblée reconnaissent ce qui suit :

I. La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer et se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1^o. Constatation que la valeur du capital est exprimée en francs congolais et que, par voie de conséquence les dividendes échus et à échoir sont exprimés dans la même monnaie.

2^o. Modifications aux statuts :

Articles 5 et 6. Modification conformément au premier point à l'ordre du jour.

Article 32. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle à reporter du troisième mardi de novembre au deuxième mardi de décembre.

L'alinéa premier de l'article 32 est remplacé par le texte suivant :

« Les assemblées générales se tiendront au siège administratif de la société ou en tout autre lieu expressément désigné par le conseil dans la convocation.

» L'assemblée générale annuelle se réunit d'office le deuxième mardi de décembre, à quinze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

» L'assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, approuve le bilan, nomme les administrateurs et commissaires et, en général, délibère sur tous les objets à l'ordre du jour ».

Article 45. Modification de la répartition des bénéfices; diminution de la somme à prélever à titre de tantièmes.

Alinea 4 van artikel 45 wordt vervangen door volgende tekst :

« Van het mogelijk overschot wordt tien ten honderd toegekend aan de beheerders en aan de commissarissen onder hen te verdelen volgens een reglement van inwendige orde opge maakt door de raad van beheer, zonder dat evenwel het aandeel van een commissaris een derde van een beheerdersaandeel mag overtreffen ».

II. De bijeenroepingen de dagorde inhoudende werden bekendgemaakt overeenkomstig artikel 34 der standregelen door aankondiging in de volgende bladen :

a) De bijvoegsels aan het Ambtelijk blad van Belgisch Kongo van elf en een en twintig Oktober laatst.

b) Het Belgisch Staatsblad van elf en twintig/een en twintig Oktober laatst.

c) Avond Echo, dagblad uitgegeven te Antwerpen van tien/elf en een en twintig Oktober laatst.

d) Agence Economique et Financière, dagblad uitgegeven te Brussel van tien elf en een en twintig Oktober laatst.

e) Echo de la Bourse, dagblad uitgegeven te Brussel van tien/elf en een en twintig Oktober laatst.

De bewijsnummers dezer bekendmakingen worden op het bureel nedergelegd en gekorttekend door de leden van het bureau.

III. Ten einde aan de tegenwoordige vergadering deel te nemen, hebben de tegenwoordige of vertegenwoordigde aandeelhouders voldaan aan de voorschriften van artikel 35 betrekkelijk de nederlegging der aandelen aan drager.

IV. Het maatschappelijk kapitaal is thans vijf en dertig miljoen frank en is vertegenwoordigd door vier en

L'alinéa 4 de l'article 45 sera remplacé par le texte suivant :

« Du surplus éventuel, dix pour cent sont alloués aux administrateurs et aux commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur arrêté par le conseil d'administration, sans que toutefois la part d'un commissaire puisse dépasser le tiers de celle d'un administrateur ».

II. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été publiées conformément aux dispositions de l'article 34 des statuts par des annonces insérées dans :

a) L'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge des onze et vingt et un octobre dernier.

b) Le Moniteur Belge des onze et vingt/vingt et un octobre dernier.

c) Avond Echo, journal publié à Anvers des dix/onze et vingt et un octobre dernier.

d) Agence Economique et Financière, journal publié à Bruxelles des dix/onze et vingt octobre dernier.

e) Echo de la Bourse, journal publié à Bruxelles des dix/onze et vingt et un octobre dernier.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés séance tenante sur le bureau et paraphés par le bureau.

III. En vue d'assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 35 des statuts relatives au dépôt des titres au porteur.

IV. Le capital social est actuellement de trente cinq millions de francs représenté par cinquante quatre mille

vijftig duizend maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde.

Er bestaan bovendien zes en twintig duizend vijf honderd stichtersaandelen zonder aanduiding van nominale waarde.

V. Ten einde te mogen beraadslagen en beslissen moet de vergadering minstens de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen aangezien de dagorde wijzigingen inhoudt aan de standregelen.

VI. Volgens de aanwezigheidslijst zijn drie aandeelhouders tegenwoordig of vertegenwoordigd welke samen vier duizend twee honderd dertig aandelen bezitten en geen enkel stichtersaandeel hetzij minder dan de helft in elke reeks.

Uit het voorgaande blijkt, wat tevens bevestigd wordt door de Voorzitter en juist erkend door al de leden van de vergadering, dat tegenwoordige vergadering regelmatig werd bijeengeroepen en geldig samengesteld maar aangezien zij de aanwezigheidsvoorwaarden niet vervult om geldig over de dagorde te beslissen zo zal ene tweede algemene vergadering bijeengeroepen worden met zelfde dagorde, welke geldig zal kunnen beraadslagen en beslissen hoe de vertegenwoordiging van het kapitaal ook weze.

Zullen aan huidig proces-verbaal gehecht blijven de twee aangehechte volmachten.

De vergadering wordt geheven te vijftien uur dertig.

Waarvan Proces-Verslagschrift.

Opgemaakt te Antwerpen, plaats, jaar, datum en uur als gezegd.

Na voorlezing aan de leden van het bureel en van de vergadering hebben deze allen met ons notaris, dit verslagschrift ondertekend

parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Il existe en outre vingt six mille cinq cents parts de fondateurs sans désignation de valeur nominale.

V. L'Ordre du jour étant électif de modifications aux statuts la présente assemblée doit, afin de pouvoir délibérer et statuer valablement, réunir la moitié au moins du capital social.

VI. D'après la liste de présence trois actionnaires sont présents ou représentés, totalisant quatre mille deux cent trente parts sociales et aucune part de fondateur, soit moins de la moitié des titres dans chaque catégorie.

Il résulte de ce qui précède, ce qui est constaté par le président et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée, que l'assemblée a été régulièrement convoquée qu'elle est valablement constituée, mais qu'elle ne remplit pas les conditions de présence requises pour aborder valablement son ordre du jour. En conséquence une seconde assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, laquelle assemblée pourra délibérer et statuer quelle que soit la représentation du capital.

Resteront annexées au présent procès-verbal les deux procurations annexées.

Le Président lève la séance à quinze heures trente.

Dont Procès-Verbal.

Dressé à Anvers, lieu, an, date et heure comme dit.

Après lecture aux membres du bureau et de l'assemblée ceux-ci ont tous signé le procès-verbal avec nous, notaire.

(Volgen de handtekeningen.)

Geboekt vier bladen acht verzendingen te Antwerpen B. A. 3° kantoor, den zeven November 1952. Deel 148, blad 66, vak 8.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

AANGEHECHTE STUKKEN.

BAMBOLI — Bamboli Cultuur Maatschappij.

AANWEZIGHEIDSLIJST

van de buitengewone algemene vergadering gehouden te Berchem-Antwerpen op 30 Oktober 1952.

Naam	Maatsch. aand.	Opricht. aand.	Handtekening
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe S. C. A. M., 13, Brederodestraat, Brussel.	4.200		(getekend)
Van de Steen L. G., Wisselagent, Bisschopstraat, 70, Antwerpen.	25		(getekend)
Assur. Hippique Belge S. A., 21, rue des Chartreux, Brussel.	5		(getekend)

Deze lijst werd afgesloten met drie aandeelhouders, verenigende vier duizend twee honderd dertig maatschappelijke aandelen.

De Secretaris (get.) J. Gielen — De Voorzitter (get.) Vande Steen.

Getekend « ne varietur » door ons, Notaris Van Zeebroeck, te Antwerpen, voor aanhechting aan ons verslagschrift dd. 30 Oktober 1952.

(signé) « ne varietur » par nous, notaire Van Zeebroeck, à Anvers, pour annexe à notre procès-verbal en date du 30 octobre 1952.

De Notaris - Le Notaire (sé) Maurice Van Zeebroeck (get.).

Geboekt een blad geen verzending te Antwerpen B. A. 3° kantoor, den 7 November 1952. Deel 14, blad 51, vak 11.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

(Volgen de aangehechte volmachten).

(Suivent les procurations annexées).

Voor gelijkvormig afschrift.
Pour expédition conforme.

De Notaris : — Le Notaire :
(get.) Maurice Van ZEEBROECK. (sé)

« Bamboli Cultuurmaatschappij », « BAMBOLI ».

Kongolese Aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Maatschappelijke zetel : Stanleystad.
(Belgisch Congo).

Handelsregister van Stanleystad
n° 1404.

Administratieve zetel :
Berchem-Antwerpen.
Kardinaal Mercierlei, 5.

Handelsregister van Antwerpen
n° 19.643.

Siège social : Stanleyville
(Congo Belge).

Registre du Commerce de
Stanleyville n° 1404.

Siège Administratif :
Berchem-Anvers.
5, Avenue Cardinal Mercier.

Registre du Commerce d'Anvers
n° 19.643.

WIJZIGING
AAN DE STANDREGELS.

Het jaar negentien honderd twee
en vijftig, de achttiende November.
Voor Meester Maurice Van Zeebroeck
notaris ter standplaats Antwerpen.

Is bijeengekomen :

De buitengewone algemene verga-
dering der aandeelhouders van de
Kongolese aandelenvennootschap met
beperkte aansprakelijkheid « Bambo-
li Cultuur Maatschappij » bij afkor-
ting « Bamboli » waarvan de maat-
schappelijke zetel gevestigd is te
Stanleystad (Belgisch Congo) en de
Administratieve zetel te Berchem
Antwerpen, Kardinaal Mercierlei, 5.

Handelsregister van Stanleystad n°
1404.

Handelsregister van Antwerpen
n° 19643.

Gesticht bij akte verleden voor on-
dergetekende notaris Maurice Van
Zeebroeck de eerste Oktober negen-
tien honderd negen en twintig, be-
kendgemaakt in de bijlagen aan het
« Belgisch Staatsblad » van vijftien
November nadien onder n° 17.140; en
in de bijvoegsels aan het Ambtelijk
blad van Belgisch Kongo van vijftien
December nadien; waarvan de stand-
regelen gewijzigd en het kapitaal ver-
hoogd werden bij akte verleden voor

MODIFICATION AUX STATUTS

L'An mil neuf cent cinquante deux,
le dix huit novembre. Devant Maître
Maurice Van Zeebroeck, notaire de
résidence à Anvers.

S'est Réunie :

L'assemblée Générale Extraordinaire
des actionnaires de la Société Con-
golaise par actions à responsabilité
limitée « Bamboli Cultuur Maat-
schappij » en abrégé « Bamboli »,
dont le siège social est établi à Stan-
leyville (Congo Belge) et le siège ad-
ministratif à Berchem-Anvers, 5,
Avenue Cardinal Mercier.

Régistre du Commerce de Stanley-
ville : n° 1404.

Régistre du Commerce d'Anvers :
n° 19.643.

Constituée suivant acte reçu par le
notaire Maurice Van Zeebroeck, sous-
signé le premier octobre mil neuf cent
vingt neuf, publié aux annexes du
« Moniteur Belge » du quinze novem-
bre suivant sous le n° 17.140 et à l'an-
nexe au Bulletin Officiel du Congo
Belge du quinze décembre suivant;
dont les statuts ont été modifiés et le
capital augmenté suivant acte reçu
par le notaire Maurice Van Zee-
broeck, soussigné le trente juin mil

ondergetekende notaris Maurice Van Zeebroeck de dertigste Juni negentien honderd twee en dertig, bekendgemaakt in de bijvoegsels aan het « Belgisch Staatsblad » van achttien September nadien onder n° 12.357, en in de bijvoegsels aan het Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo van vijftien Oktober nadien, en bij akte verleden voor notaris Antoine Cols te Antwerpen de negende April en de tweede September negentien honderd zeven en veertig, bekendgemaakt in de bijvoegsels aan het Belgisch Staatsblad van twaalf/dertien Mei n° 9219 en van zes en twintig November nadien onder n° 20.981 en in het Bestuursblad van Belgisch Kongo van tien Maart negentien honderd acht en veertig.

De zitting wordt geopend te vijftien uur dertig op de administratieve zetel te Berchem-Antwerpen, Kardi-naal Mercierlei, 5, onder voorzitterschap van Mijnheer Georges Lescor-nez, hiernagenoemd.

De Voorzitter duidt aan in hoedanigheid van secretaris Mijnheer John Gielen, hiernagenoemd.

Worden aangeduid in hoedanigheid van stemopnemers de heren Louis Ringoet en Van Dessel, beiden hiernagenoemd.

Zijn tegenwoordig of vertegenwoordigd de aandeelhouders, waarvan de naam, voornamen, beroep en woonst en gebeurlijk de naam van hun mandataris en het aantal aandelen door hen nedergelegd of op hun naam ingeschreven vermeld staan op de aanwezigheidslijst welke door het bureel zal afgesloten worden met de melding van het aantal aandeelhouders en het aantal geldig vertegenwoordigde aandelen.

Deze aanwezigheidslijst zal vervolgens door het bureel en de notaris « ne varietur » ondertekend worden en aan het proces verbaal gehecht om samen geregistreerd te worden.

De vergadering bekrachtigt de samenstelling van het bureel.

neuf cent trente deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du dix huit septembre suivant sous le n° 12.357 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre suivant, et suivant acte reçu par le notaire Antoine Cols à Anvers, le neuf avril et le deux septembre mil neuf cent quarante sept, publié aux annexes du « Moniteur Belge » le douze/treize mai n° 9219 et du vingt six novembre suivant sous le n° 20.981 et au Bulletin Administratif du Congo Belge du dix mars mil neuf cent quarante huit.

La séance est ouverte à quinze heures trente au siège administratif à Berchem-Anvers, 5, Avenue Cardinal Mercier, sous la présidence de Monsieur Georges Lescornez ci-après nommé.

Le président désigne en qualité de secrétaire Monsieur John Gielen, ci-après nommé.

Sont désignés pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Louis Ringoet et Van Dessel, tous deux ci-après nommés.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les nom, prénoms, profession et domicile ainsi que le cas échéant le nom des mandataires et en outre le nombre des titres régulièrement déposés ou inscrits en nom dans le chef de chaque actionnaire, se trouvent consignés sur la liste de présence laquelle sera clôturée par le bureau avec la mention du nombre total d'actionnaires et du nombre des titres valablement représentés.

Cette liste sera ensuite signée, ne varietur, par le bureau et par le notaire instrumentant et annexée au présent procès-verbal, avec lequel elle sera simultanément enregistré.

L'assemblée ratifie la composition du bureau, ensuite le président expo-

Vervolgens zet de Voorzitter uiteen en de leden van de vergadering erkennen wat volgt :

I. De tegenwoordige buitengewone algemene vergadering werd bijeen-geroepen om te beraadslagen en zich uit te spreken over volgende dagorde :

Dagorde :

1°. Vaststelling dat de waarde van het kapitaal uitgedrukt is in Kogolese franken en dat het vervallen en toekomstig dividend bijgevolg in dezelfde munt wordt uitgedrukt.

2°. Wijziging aan de statuten :

Artikels 5 en 6. Wijziging overeenkomstig punt 1° van de dagorde.

Artikel 32. Wijziging van de datum der jaarlijkse algemene vergadering; deze wordt verplaatst van de derde Dinsdag van November naar de tweede Dinsdag van December.

Alinea 1 van artikel 32 wordt vervangen door volgende tekst : « De algemene vergaderingen worden gehouden ten administratieven zetel van de vennootschap of in elke andere plaats uitdrukkelijk door de raad in de oproeping aangeduid.

» De jaarlijkse algemene vergadering komt van rechtswege bijeen op de tweede Dinsdag van de maand December, te vijftien uur. Is die dag een feestdag, dan heeft de vergadering plaats de eerstvolgende werkdag.

» De vergadering hoort de verslagen van de beheerders en toezichters, keurt de balans goed, benoemt de beheerders en toezichters en beraadslaagt in 't algemeen over al de punten aan de dagorde ».

Artikel 45. Wijziging van de winstverdeling; vermindering van het bedrag toe te wijzen als tantièmes.

se et les membres de l'assemblée reconnaissent ce qui suit :

I. La présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer et se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1°. Constatation que la valeur du capital est exprimée en francs congolais et que, par voie de conséquence les dividendes échus et à échoir sont exprimés dans la même monnaie.

2°. Modifications aux statuts :

Articles 5 et 6. Modification conformément au premier point à l'ordre du jour.

Article 32. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle à reporter du troisième mardi de novembre au deuxième mardi de décembre.

L'alinéa premier de l'article 32 est remplacé par le texte suivant :

« Les assemblées générales se tiendront au siège administratif de la société ou en tout autre lieu expressément désigné par le conseil dans la convocation.

» L'assemblée générale annuelle se réunit d'office le deuxième mardi de décembre, à quinze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

» L'assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, approuve le bilan, nomme les administrateurs et commissaires et, en général, délibère sur tous les objets à l'ordre du jour ».

Article 45. Modification de la répartition des bénéfices; diminution de la somme à prélever à titre de tantièmes.

Alinea 4 van artikel 45 wordt vervangen door volgende tekst :

« Van het mogelijk overschot wordt tien ten honderd toegekend aan de beheerders en aan de commissarissen onder hen te verdelen volgens een reglement van inwendige orde, opgemaakt door de raad van beheer, zonder dat evenwel het aandeel van een commissaris een derde van een beheerdersaandeel mag overtreffen.

II. De bijeenroepingen de dagorde inhoudende werden bekendgemaakt overeenkomstig artikel 34 der standregelen door aankondiging in volgende dagbladen :

a) Het Belgisch Staatsblad van een en dertig Oktober en van negen November laatstleden.

b) De Bijvoegsels aan het Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo van een en dertig Oktober en van negen November laatstleden.

c) Agence Economique et Financière, dagblad uitgegeven te Brussel van een en dertig Oktober en van negen November laatstleden.

d) Echo de la Bourse, dagblad uitgegeven te Brussel van een en dertig Oktober en van zeven/acht/negen November laatstleden.

e) Avond Echo, dagblad uitgegeven te Antwerpen van een en dertig Oktober en van zeven/acht/negen November laatstleden.

De bewijsnummers dezer bekendmakingen worden op het bureau nedergelegd en gekorttekend door de stemopnemers.

III. Ten einde aan de tegenwoordige vergadering deel te nemen, hebben de tegenwoordige of vertegenwoordigde aandeelhouders voldaan aan de voorschriften van artikel 35 betrekkelijk de nederlegging der aandelen aan drager.

IV. Het maatschappelijk kapitaal is thans vijf en dertig millioen frank

L'alinéa 4 de l'article 45 sera remplacé par le texte suivant :

« Du surplus éventuel, dix pour cent sont alloués aux administrateurs et aux commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur arrêté par le conseil d'administration, sans que toutefois la part d'un commissaire puisse dépasser le tiers de celle d'un administrateur.

II. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été insérées, conformément à l'article 34 des statuts dans les journaux suivants :

a) Le Moniteur Belge du trente et un octobre et du neuf novembre dernier.

b) Les annexes au Bulletin Administratif du Congo Belge du trente et un octobre et du neuf novembre dernier.

c) Agence Economique et Financière, journal publié à Bruxelles du trente et un octobre et neuf novembre dernier.

d) Echo de la Bourse, journal publié à Bruxelles, du trente et un octobre et des sept/huit/neuf novembre dernier.

e) Avond Echo, dagblad uitgegeven te Antwerpen van een en dertig Oktober en van zeven/acht/negen November laatstleden.

Les numéros justificatifs de ces publications sont déposés sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. En vue d'assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 35 des statuts relatives au dépôt des titres au porteur.

IV. Le capital social est actuellement de trente cinq millions de francs

en is vertegenwoordigd door vier en vijftig duizend maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde.

Er bestaan bovendien zes en twintig duizend vijf honderd stichtersaandelen zonder aanduiding van nominale waarde.

V. Volgens de aanwezigheidslijst zijn twaalf aandeelhouders tegenwoordig of vertegenwoordigd welke samen veertig duizend en zes maatschappelijke aandelen bezitten en tien duizend twintig stichtersaandelen.

Een eerste buitengewone algemene vergadering werd op dertig Oktober laatstleden bijeengeroepen ten einde zich over zelfde dagorde uit te spreken; daar het wettelijk quorum ter zelfde vergadering niet bereikt werd zo werden de aandeelhouders bijeengeroepen tot de thans zitting houdende vergadering welke derhalve geldig kan beraadslagen en beslissen over de punten aan de dagorde welk ook het aantal vertegenwoordigde aandelen weze doch mits de door de wet vereiste meerderheid.

VI. Hoofdens hetgene voorgaat is de tegenwoordige vergadering geldig samengesteld en bekwaam om wettelijk te beraadslagen en te beslissen.

Overgaande tot de dagorde legt de Heer Voorzitter aan de vergadering volgende beslissingen voor :

EERSTE BESLISSING.

De vergadering stelt vast dat de waarde van het kapitaal uitgedrukt is in Kongolese franken en dat het vervallen en toekomstig dividend bijgevolg in dezelfde munt wordt uitgedrukt.

STEMMING.

Deze beslissing wordt met eenparigheid van stemmen getroffen.

représenté par cinquante quatre mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Il existe en outre vingt six mille cinq cents parts de fondateur sans désignation de valeur.

V. D'après la liste de présence, douze actionnaires sont présents ou représentés possédant ensemble quarante mille et six parts sociales et dix mille et vingt parts de fondateur.

Une première assemblée générale extraordinaire a été convoquée le trente octobre dernier afin de se prononcer sur le même ordre du jour. Vu que le quorum légal n'était pas atteint lors de cette première assemblée les actionnaires ont été convoqués à la présente assemblée, laquelle pourra délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, quel que soit le nombre des titres valablement représentés, moyennant la majorité légale requise.

VI. Il résulte de ce qui précède que la présente assemblée est valablement constituée et apte à délibérer et se prononcer légalement.

Passant à l'ordre du jour le président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée constate que la valeur du capital est exprimée en francs congolais et que, par voie de conséquence les dividendes échus et à échoir sont exprimés dans la même monnaie.

DECISION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TWEDE BESLISSING.

De vergadering beslist de standregelen te wijzigen als volgt :

Artikels 5 en 6 worden in overeenstemming gebracht met voorgaande beslissing ; het woord « frank » wordt in de tekst van die artikels vervangen door de woorden « Kongolese franken ».

Artikel 32. De datum der jaarlijkse algemene vergadering wordt verplaatst van de derde Dinsdag van November naar de tweede Dinsdag van December.

Alinea 1 van artikel 32 wordt vervangen door volgende tekst :

« De algemene vergaderingen worden gehouden ten administratieven zetel van de vennootschap of in elke andere plaats uitdrukkelijk door de raad in de oproeping aangeduid.

» De jaarlijkse algemene vergadering komt van rechtswege bijeen op de tweede Dinsdag van de maand December, te vijftien uur, is die dag een feestdag, dan heeft de vergadering plaats de eerstvolgende werkdag.

« De vergadering hoort de verslagen van de beheerders en toezichters, keurt de balans goed, benoemt de beheerders en toezichters en beraadslaagt in 't algemeen over al de punten aan de dagorde ».

Artikel 45. Alinea 4 wordt vervangen door volgende tekst :

« Van het mogelijk overschot wordt tien ten honderd toegekend aan de beheerders en aan de commissarissen onder hen te verdelen volgens een reglement van inwendige orde opge maakt door de raad van beheer, zonder dat evenwel het aandeel van een commissaris een derde van een beheerdersaandeel mag overtreffen ».

STEMMING.

Deze beslissingen worden artikels gewijs getroffen met eenparigheid van stemmen.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier les statuts comme suit :

Articles 5 et 6 sont mis en concordance avec la décision qui précède ; dans le texte de ces articles le mot « francs » est remplacé par les mots « francs congolais ».

Article 32. La date de l'assemblée générale annuelle est reportée du troisième mardi de novembre au deuxième mardi de décembre.

L'alinéa 1 de l'article 32 est remplacé par le texte suivant :

« Les assemblées générales se tiendront au siège administratif de la société ou en tout autre lieu expressément désigné par le conseil dans la convocation.

» L'assemblée générale annuelle se réunit d'office le deuxième mardi de décembre, à quinze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

» L'assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, approuve le bilan, nomme les administrateurs et commissaires et, en général, délibère sur tous les objets à l'ordre du jour ».

Article 45. L'alinéa 4 est remplacé par le texte suivant :

« Du surplus éventuel, dix pour cent sont alloués aux administrateurs et aux commissaires à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur arrêté par le conseil d'administration, sans que toutefois la part d'un commissaire puisse dépasser le tiers de celle d'un administrateur ».

DECISION.

Article par article ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

De maatschappijen vermeld op de aanwezigheidslijst onder nummers 2 en 3 zijn alhier vertegenwoordigd ingevolge volmachten gehecht aan het proces-verbaal van dertig Oktober laatstleden, geregistreerd.

De maatschappij vermeld onder 1° is alhier vertegenwoordigd ingevolge volmacht welke aan dit verslagschrift zal gehecht blijven.

Niets meer op de dagorde voorkomende wordt de zitting geheven te zestien uur dertig.

Waarover verslagschrift.

Opgemaakt te Antwerpen, plaats, jaar, datum en uur als gezegd.

Na voorlezing aan de leden van het bureau en van de vergadering hebben deze allen, met ons notaris, dit verslagschrift ondertekend.

Les sociétés mentionnées sur la liste de présence sous les numéros 2 et 3 sont ici représentées suivant procurations annexées au procès-verbal du trente octobre dernier, enregistré.

La société mentionnée sous 1° est ici représentée suivant procuration qui demeurera annexée au présent procès-verbal.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à seize heures trente.

Dont procès-verbal.

Dressé à Anvers, lieu, an, date et heure comme dit.

Après lecture aux membres du bureau ceux-ci ont tous signé avec nous, notaire.

(get.) Lescornez; Ringoet; Van Dessel; Engels; J. Gielen; Maurice Van Zeebroeck.

Geboekt vijf bladen, negen verzendingen te Antwerpen B. A., 3° kantoor, den 26 November 1952. Deel 148, blad 84, vak 11.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

AANGEHECHTE STUKKEN.

B A M B O L I.

Bamboli Cultuur Maatschappij.

Aanwezigheidslijst van de Buitengewone Algemene Vergadering gehouden te Berchem-Antwerpen op 18 November 1952.

Naam	Maatsch. aand.	Opricht. aand.	Handtekening
1. SOCIETE INTERNATIONALE FORESTIERE ET MINIERE DU CONGO, 48, rue Royale, Bruxelles.	4.604	—	Lescornez.
2. SOCIETE DE COLONISATION AGRICOLE AU MAYUMBE, Brederodestraat, 13, Brussel.	4.200	—	Onleesbaar.
3. ASSUR. HIPPIQUE S. A., 21, rue des Chartreux, Brussel.	5	—	Onleesbaar.

Naam	Maatsch. aand.	Opricht. aand.	Handtekening
4. RINGOET Louis, 94 C, Mark- straat, Schepdaal.	10	—	Ringoet.
5. MAATSCH. TOT ONDER- ZOEK, BEHEER EN BELEGGING V/KOL. ONDERNEM. MOBEKO, N. V., Kardinaal Mercierlei, 5, Ber- chem.	31.000	10.000	Lescornez. Onleesbaar.
6. LESCORNEZ Georges, 9, av. des Capucines, Brussel.	25	—	Lescornez.
7. GEVAERT Jozef, 50, East, 55th street N. Y.	25	—	Gevaert.
8. VAN DE STEEN L. G., wissel- agent, Bisschopstraat, 70, Antwer- pen.	25	—	Van de Steen.
9. VAN THILLO Cyriel, Mechel- sesteenweg, 111, Antwerpen.	10	—	Van Thillo.
10. ENGELS Octave, Jan, Van Ryswycklaan, 3, Antwerpen.	25	—	Engels.
11. VAN DESSEL H., wisselagent 3, De Lignestraat, Brussel.	75	20	Van Dessel.
12. SIMONS Jan, Ballaerstraat, 79/4, Antwerpen.	2	—	Simons.
	40.006	10.020	

Twaalf aandeelhouders, veertig duizend en zes maatschappelijke aan-
delen en tienduizend en twintig stichtersaandelen.

De Secretaris, De Stemopnemers. De Voorzitter.
(get.) J. GIELEN. (get.) RINGOET. (get.) LESCORNEZ.
(get.) VAN DESSEL.

Getekend « ne varietur » door ons, Notaris Maurice Van Zeebroeck, te
Antwerpen, voor aanhechting aan ons verslagschrift van buitengewone
algemene vergadering dd.18 November 1952.

De Notaris - Le Notaire (sé) Maurice Van Zeebroeck (get.).

Geboekt een blad geen verzending te Antwerpen B. A. 3° kantoor, den
26 November 1952. Deel 14, blad 58, vak 4.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (get.) F. Schoeters.

(Volgt de aangehechte volmacht).

(Suit la procuration annexée).

Voor gelijkvormig afschrift.

Pour expédition conforme.

De Notaris : — Le Notaire :
(get.) Maurice Van ZEEBROECK. (sé)

Compagnie du Congo Belge pour le Commerce et l'Industrie « C.C.C.I. ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le dix-sept novembre, à dix heures quarante-cinq minutes.

En l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, rue Royale, numéro 38.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » en abrégé « C. C. C. I. », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, constituée suivant acte du ministère du notaire Hubert Scheyven à Bruxelles soussigné, du douze février mil neuf cent cinquante et un et dont les statuts ont été publiés, après autorisation de la fondation de la société par arrêté royal du vingt-deux mars mil neuf cent cinquante et un, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent cinquante et un et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt avril mil neuf cent cinquante et un, numéro 6865.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions privilégiées et d'actions de capital dont chacun d'eux déclare être propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, non annexées aux présentes, sont demeurées annexées à un acte de notre ministère en date du sept de ce mois.

Conformément à l'article trente-quatre des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, numéro 1, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président nomme comme secrétaire Monsieur Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 48, directeur de la société, et comme scrutateurs Messieurs Charles de Launois, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Slegers, numéro 33 et Paul Van Mollekat, agent de change, demeurant à Uccle, avenue des Myrtilles, numéro 55.

Prennent place au bureau :

Messieurs Paul Gillet, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, rue Picard, numéro 45, vice-président; Edgar van der

Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268, administrateur-délégué; Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 107; Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 46; Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, place de la Sainte Alliance, numéro 1; Gilbert Périer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 573; Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18, le Vicomte François-Xavier Simonis, industriel, demeurant à Jehanster (par Polleur), Bois des Récollets; Robert Thys, ingénieur A. I. M.-A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 136 et Firmin Van Brée, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Chair et Pain, numéro 5, administrateurs.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modifications aux statuts :

Article sept : Résumer la relation de la formation du capital et de sa représentation.

Article quinze : Prévoir la possibilité pour l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs administrateurs ou commissaires honoraires qui, à titre consultatif, pourront prendre part aux réunions du conseil d'administration ou du collège des commissaires.

Titre huit : supprimer les dispositions transitoires qui font l'objet des articles quarante à quarante-trois inclus des statuts.

II. — Que, conformément aux dispositions de l'article trente-deux des statuts, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du sept novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Le « Moniteur Belge », numéro du sept novembre mil neuf cent cinquante-deux.

L'« Echo de la Bourse », numéro du sept/huit/neuf novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéro du sept-huit novembre mil neuf cent cinquante-deux.

L'« Agence Economique et Financière (Edition coloniale), numéro du sept/huit novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées huit jours au moins avant l'assemblée.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés aux dispositions des articles trente-trois et trente-quatre des statuts.

IV. — Que sur les douze mille six cents actions privilégiées et les deux cent dix mille actions de capital sans désignation de valeur, la présente assemblée réunit les douze mille six cents actions privilégiées et quarante-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix actions de capital.

V. — Qu'une précédente assemblée, ayant le même ordre du jour, mais à laquelle la moitié des titres dans chaque catégorie n'était pas représentée, a été tenue le sept novembre mil neuf cent cinquante-deux, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette date par nous, notaire.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-sept des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte de l'article sept est remplacé par :

« Le capital social a été formé lors de la constitution de la société, par »
» l'apport effectué par la société anonyme « Compagnie du Congo pour »
» le Commerce et l'Industrie », en liquidation, conjointement avec douze »
» actionnaires de cette société, pour la part dans l'apport global afférente »
» aux actions qui leur appartenaient, de toute la situation active et pas- »
» sive de la dite « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », »
» en liquidation, en ce compris l'ensemble des éléments de son activité »
» sociale, le dit apport effectué sur base de la situation de l'actif et du »
» passif au trente juin mil neuf cent cinquante, tel que le tout est plus »
» amplement décrit à l'acte constitutif de la présente société reçu le douze »
» février mil neuf cent cinquante et un, par Maître Hubert Scheyven, »
» notaire à Bruxelles. »

» En rémunération de cet apport, il a été attribué douze mille six cents »
» actions privilégiées d'une valeur nominale de vingt-vingt et unièmes »
» de cinq cents francs congolais chacune et deux cent dix mille actions de »
» capital sans désignation de valeur, toutes entièrement libérées, réparties »
» entre les actionnaires de la société anonyme en liquidation, conformé- »
» ment à leurs droits respectifs. »

A l'article quinze, il est ajouté, entre le premier et le second alinéa, un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Le conseil d'administration peut comprendre en outre, à titre consul- »
» tatif, un ou plusieurs anciens administrateurs, nommés par l'assemblée »
» générale et qui portent le titre honorifique de leurs fonctions. »

Au même article quinze, il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Le collège des commissaires peut comprendre en outre, à titre consul- »
» tatif, un ou plusieurs anciens commissaires, nommés par l'assemblée »
» générale et qui portent le titre honorifique de leurs fonctions. »

Le titre huit « Dispositions Transitoires » et les articles quarante, quarante et un, quarante-deux et quarante-trois sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 25 novembre 1952, volume 1385, folio 72, case 12, trois rôles, trois renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) : J. Boon.

ANNEXE.

COMPAGNIE DU CONGO POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

- | | |
|--|-------|
| 1. Monsieur Lucien Beckers, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Uccle, 24, avenue Hamoir, propriétaire de quarante actions de capital | 40 |
| Représenté par Monsieur Gilbert Périer, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-cinq octobre dernier. | |
| (signé) G. Périer. | |
| 2. Monsieur Maurice-Albert Beeckman, greffier honoraire, demeurant à Leeuw-Saint-Pierre, 17, rue Jules Sermon, propriétaire de quatorze actions de capital | 14 |
| Représenté par Monsieur Anatole De Bauw, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier. | |
| (signé) A. De Bauw. | |
| 3. Monsieur Gaston Blaise, Gouverneur honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, 47, avenue Général de Gaulle, propriétaire de treize cents actions de capital | 1.300 |
| Représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier. | |
| (signé) E. van der Straeten. | |

4. Monsieur Henri-Joseph-Georges Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Tournai, rue du Chambge, 47, propriétaire de trente actions de capital . . . 30

(signé) H. Carton de Tournai.

5. Compagnie Congolaise des Métaux « Congométaux », société par actions à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 54, rue des Fabriques, propriétaire de douze cent cinquante-neuf actions de capital 1.259

Représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-huit octobre dernier.

(signé) E. van der Straeten.

6. Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 4, rue d'Egmont, propriétaire de cinq cents actions de capital 500

Représentée par Monsieur Gilbert Périer, ci-après nommé, suivant procuration du trente et un octobre dernier.

(signé) G. Périer.

7. Compagnie des Propriétaires Réunis, société anonyme établie à Bruxelles, 3, rue du Marquis, propriétaire de cent vingt-cinq actions de capital 125

Représentée par Monsieur Paul Gillet, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-neuf octobre dernier.

(signé) P. Gillet.

8. Monsieur Anatole-Constant De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, n° 107, propriétaire de trente actions de capital 30

(signé) A. De Bauw.

9. Monsieur Charles de Launois, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 33, avenue Slegers, propriétaire de quatre actions de capital 4

(signé) C. de Launois.

10. Monsieur Georges-Marie-Joseph Delhayé, ingénieur civil, demeurant à Mons, boulevard Dolez, numéro 2, propriétaire de dix actions de capital 10

Représenté par Monsieur Anatole De Bauw prénommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.

(signé) A. De Bauw.

11. Monsieur le Baron Maurice de Woot de Trixhe, demeurant au Château de Jannée à Pessoux, propriétaire de trente-quatre actions de capital 34
- Représenté par Monsieur le Comte Maurice Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-neuf octobre dernier.
- (signé) M. Lippens.
12. Monsieur le Comte Henri d'Hanins de Moerkerke, industriel, demeurant à Houtain-le-Val, propriétaire de dix actions de capital 10
- (signé) Comte H. d'Hanins de Moerkerke.
13. Monsieur Doede Doedes Breuning ten Cate, rentier, demeurant à Santa Barbara (Californie - Etats-Unis d'Amérique), rue Alameda Padre Serra, n° 1226, propriétaire de dix-neuf actions de capital 19
- Représenté par Monsieur le Comte Maurice Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-huit octobre dernier.
- (signé) Comte M. Lippens.
14. Monsieur Eugène François, demeurant à Bruxelles, 381, avenue Louise, propriétaire de soixante-cinq actions de capital 65
- Représenté par Monsieur le Comte Maurice Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-huit octobre dernier.
- (signé) Comte M. Lippens.
15. Monsieur Victor Gillard, demeurant à Ixelles, 37, rue de la Brasserie, propriétaire de dix actions de capital . . . 10
- Représenté par Monsieur le Comte Maurice Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.
- (signé) Comte M. Lippens.
16. Monsieur Paul Gillet, gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, 45, rue Edmond Picard, propriétaire de trente actions de capital 30
- (signé) P. Gillet.
17. Monsieur le Baron Henri Goffinet, demeurant à Bruxelles, 28, boulevard du Régent, propriétaire de deux cents actions de capital 200
- Représenté par Monsieur le Comte Maurice Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du neuf novembre dernier.
- (signé) M. Lippens.

18. Monsieur Lambert Jadot, conseiller de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, 15a, rue du Bourgmestre, propriétaire de trente actions de capital. 30
- Représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.
- (signé) E. van der Straeten.
19. Monsieur Jean Koeckx, directeur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, n° 7, propriétaire de dix actions de capital 10
- (signé) J. Koeckx.
20. L'Abeille, compagnie anonyme d'assurances contre les accidents, établie à Bruxelles, 138, rue Royale, propriétaire de deux cent cinquante-trois actions de capital 253
- Représentée par Monsieur Anatole De Bauw prénommé, suivant procuration du huit novembre dernier.
- (signé) A. De Bauw.
21. La Belgo-Katanga, société anonyme établie à Ixelles, 126, chaussée d'Ixelles, propriétaire de cent actions de cap. 100
- Représenté par Monsieur Gilbert Périer, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.
- (signé) Gilbert Périer.
22. Monsieur le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, n° 1, propriétaire de cent quatre-vingts actions de capital 180
- (signé) M. Lippens.
23. Monsieur Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, 46, avenue du Vert-Chasseur, propriétaire de trente actions de capital 30
- (signé) A. Marchal.
24. Monsieur Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 135, boulevard Maurice Lemonnier, propriétaire de une action de capital 1
- (signé) G. Moreau.
25. Monsieur Gilbert Périer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 573, avenue Louise, propriétaire de trente actions de capital. 30
- (signé) G. Périer.

26. Monsieur Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, 18, rue Guimard, propriétaire de trente actions de capital 30
(signé) J. Philippson.
27. Monsieur Georges Regnier, ingénieur, demeurant à Lisbonne (Portugal), rua dos Fanqueiros, 10, 1°, propriétaire de quarante actions de capital 40
Représenté par Monsieur Gilbert Périér prénommé, suivant procuration du vingt-huit octobre dernier.
(signé) G. Périér.
28. Monsieur le Vicomte François-Xavier Simonis, industriel, demeurant à Jehanster (par Polleur) « Le Bois des Récollets » propriétaire de trente actions de capital . . . 30
(signé) Vicomte Simonis.
29. Société anonyme des Ateliers de La Louvière-Bouvy, établie à Saint-Vaast (par La Louvière), propriétaire de vingt actions de capital 20
Représentée par Monsieur Gilbert Périér prénommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.
(signé) Gilbert Périér.
30. Société Générale de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de douze mille six cents actions privilégiées et de quarante-quatre mille septante et une actions de capital 12.600 44.071
Représentée par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-neuf octobre dernier.
(signé) E. van der Straeten.
31. Monsieur Jean, Christophe, Marie, Joseph Tiberghien-Salmon, industriel, demeurant à Mouvaux (Nord-France), boulevard Carnot, n° 210, propriétaire de dix actions de cap. 10
Représenté par Monsieur Gilbert Périér, prénommé, suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) Gilbert Périér.
32. Union Cotonnière, société anonyme, établie à Gand, rue Neuve Saint-Pierre, n° 29, propriétaire de deux cent septante-trois actions de capital 273
Représentée par Monsieur Gilbert Périér prénommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.
(signé) Gilbert Périér.

33. Monsieur Firmin Van Brée, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 5, rue Chair et Pain, propriétaire de trente actions de capital 30

(signé) F. Van Brée.

34. Monsieur Victor Vanderborght, assureur-conseil, demeurant à Tournai, 7, rue du Sondart, propriétaire de vingt-cinq actions de capital 25

Représenté par Monsieur Gilbert Périer prénommé, suivant procuration du neuf novembre dernier.

(signé) Gilbert Périer.

35. Monsieur Edgar van der Straeten, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, 268, chaussée de Vleurgat, propriétaire de trente actions de capital 30

(signé) E. van der Straeten.

36. Monsieur Paul Van Molleket, agent de change, demeurant à Uccle, 55, avenue des Myrtilles, propriétaire de quarante actions de capital 40

(signé) P. Van Molleket.

37. Monsieur Georges Velge, ingénieur, demeurant à Ixelles, 18, rue de Belle-Vue, propriétaire de cinquante actions de capital 50

Représenté par Monsieur Gilbert Périer prénommé, suivant procuration du vingt-huit octobre dernier.

(signé) Gilbert Périer.

38. Monsieur Robert G. Velge, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 7a, rue Guimard, propriétaire de vingt-cinq actions de capital 25

Représenté par Monsieur Gilbert Périer prénommé, suivant procuration du vingt-sept octobre dernier.

(signé) Gilbert Périer.

39. Monsieur Jules Verriest, rentier, demeurant à Bruxelles, 50, rue Renkin, propriétaire de deux actions de cap. 2

(signé) J. Verriest.

Ensemble : douze mille six cents actions privilégiées et quarante-huit mille neuf cent nonante actions de capital . 12.600 48.990

Le Président (signé) : M. Lippens.

Le Secrétaire (signé) : Robert Cambier.

Les Scrutateurs (signé) : Ch. de Launois; P. Van Molleket.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le dix-sept novembre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 25 novembre 1952, volume 251, folio 83, case 5, trois rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) : J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1002.

Bruxelles, le 2 décembre 1952.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 3 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) : R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 décembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) : N. Cornet.

« Plantations du Kilomètre 206 Stan-Irumu ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Bafwapada (Congo Belge).

Siège administratif à Alost, 14, quai Pierre Cornelis.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 462.

Acte constitutif publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1951.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	1,—	
Frais de premier établissement		1,—	
Terrains, plantations, bâtiments et matériel		3.233.241,—	
		<u>3.233.241,—</u>	3.233.243,—

Disponible et Réalisable :

Caisses, Banques et Compte Chèques Postaux	2.451.610,93	
Débiteurs divers	5.161.547,—	
Marchandises	403.279,88	
	<u>8.016.437,81</u>	

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
	<u>Fr. 11.249.680,81</u>

PASSIF.

Envers la société elle-même :

Capital	fr.	3.000.000,—
Amortissements sur plantations, bâtiments et matériel		518.335,—

Envers les tiers :

Obligations	3.000.000,—	
Intérêts et taxes sur obligations	267.548,—	
Provisions pour charges à régler	120.365,—	
Créditeurs divers	446.547,50	
	<u>3.834.460,50</u>	

Bénéfice de l'exercice 3.896.885,31

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires pour mémoire

Fr. 11.249.680,81

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux et amortissements fr. 1.764.385,05

Bénéfice net 3.896.885,31

Fr. 5.661.270,36

CREDIT.

Résultat brut de l'exploitation fr. 5.661.270,36

REPARTITION DU BENEFICE.

— au Fonds de réserve fr. 194.844,27

— premier dividende : 60 fr. brut par part sociale 180.000,—

— tantièmes statutaires 352.204,10

— deuxième dividende : 60 fr. brut par part sociale 180.000,—

— au Fonds d'investissement 2.989.836,94

Fr. 3.896.885,31

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 25 novembre 1952.*

A l'unanimité l'assemblée a :

- 1) Approuvé le bilan et le compte de Pertes et Profits;
- 2) Par vote spécial, donné décharge aux administrateurs et aux commissaires;
- 3) Adopté la répartition des bénéfices proposés par le Conseil d'Administration, et décidé que le dividende de fr. 120,— brut par part sociale sera payable à une date à fixer par le Conseil d'Administration.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Marcel Le Clercq, administrateur de sociétés, à Asse (ter heide), Drève du Marquis.

Administrateurs :

M. André Coppens, administrateur de sociétés, à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Hêtre, 5.

M^{me} Henry Delloye-De Terwangne, sans profession, 38, rue des Palais, Schaerbeek.

M. Philippe Delloye, administrateur de sociétés, à Schaerbeek, 38, rue des Palais.

M^{me} Jean Le Clercq-François, sans profession, à Ixelles, 197a, chaussée de Vleurgat.

COMMISSAIRES.

M. Odilon L. Grillaert, expert-comptable, à Schaerbeek, 12, avenue Emile Verhaeren.

M. Edmond Raineri, sous-directeur de banque, à Forest, 159, rue du Hêtre.

DEMISSION D'UN ADMINISTRATEUR.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Par décision du Conseil général en date du 25 novembre 1952, Mademoiselle Nicole Delloye, sans profession, à Schaerbeek, 38, rue des Palais, a été nommée administrateur en remplacement de Madame Henry Delloye-De Terwangne, administrateur démissionnaire, dont elle achèvera le mandat qui prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1954.

Pour extrait conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,

Marcel LE CLERCQ.

Banque du Congo Belge
en néerlandais « Bank van Belgisch Congo »
Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—
AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le dix-neuf novembre, à onze heures quarante-cinq minutes.

A Bruxelles, rue Thérésienne, numéro 14.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Banque du Congo Belge » en néerlandais « Bank van Belgisch Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue Thérésienne, numéro 14, constituée suivant acte du ministère du notaire Hubert Scheyven à Bruxelles, soussigné, du seize septembre mil neuf cent cinquante-deux, autorisée par arrêté royal du deux octobre mil neuf cent cinquante-deux, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-deux octobre mil neuf cent cinquante-deux, numéro 22.961 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent cinquante-deux.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente-deux des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Pierre Bonvoisin, Président du conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, numéro 30, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97, et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Henri Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, demeurant à Tournai, rue du Chambge, numéro 47, et Georges Raquez, lieutenant général honoraire, demeurant à Ixelles, rue de Stassart, numéro 94.

(1) Arrêté royal du 15 décembre 1952. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 1^{er} janvier 1953. — 1^{re} Partie.

Messieurs Edgar van der Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268, vice-président du conseil d'administration, Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347, administrateur-délégué, Richard Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, numéro 142, Armand Dothey, administrateur de sociétés, demeurant à Plancenoit, La Maison Blanche, Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, numéro 187, Adhémar Mullie, directeur de banque, demeurant à Bruxelles, rue des Confédérés, numéro 116, Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18, Gaston Verbuyt, administrateur-délégué de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 50, Jean Willems, directeur du Fonds National de la Recherche Scientifique, demeurant à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 11, administrateurs, et Monsieur Edmond Dereume, professeur à l'Université de Louvain, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, numéro 63, commissaire-réviseur, complètent le bureau :

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social pour le porter de vingt millions à trois cents millions de francs congolais, par incorporation d'une somme de deux cent quatre-vingts millions, à prélever sur le fonds de prévision;

2. Deuxième augmentation du capital social pour le porter de trois cents millions à quatre cents millions de francs congolais, par apport à la présente société, par la Banque Commerciale du Congo, de toute sa situation active et passive.

3. En représentation des augmentations de capital ci-dessus, création de cinq cent soixante mille actions nouvelles sans désignation de valeur, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions actuelles et dont :

a) Quatre cent soixante mille entièrement libérées seront réparties entre les porteurs des quarante mille actions actuelles, à raison de onze actions et demie nouvelles par action actuelle.

b) Cent mille seront remises entièrement libérées à la Banque Commerciale du Congo, en rémunération de son apport, pour être réparties entre tous ses actionnaires, en échange de leurs titres, à raison de deux actions pour une.

4. Réalisation de l'apport prévu ci-dessus.

5. Modifications aux statuts pour :

Article quatre, mentionner que la durée de la société a pris cours le deux octobre mil neuf cent cinquante-deux, date de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

Article cinq, mentionner le nouveau capital et sa représentation.

Article six, faire l'historique du capital et de sa représentation et résumer les apports.

Article vingt-trois : fixer le cautionnement des administrateurs et commissaires.

Article vingt-huit, dire que l'assemblée générale ordinaire se tiendra à l'heure indiquée dans les avis de convocation.

Article trente-neuf, au tertio, remplacer le texte par :

« La somme suffisante pour payer un dividende de cinq pour cent l'an » sur le montant appelé et libéré du capital. »

Ajouter une disposition transitoire qui sera d'application tant qu'il existera des moitiés d'action résultant de l'attribution prévue au littéra a) du tertio ci-dessus, et aux termes de laquelle ces moitiés d'action seront représentées exclusivement par des inscriptions au registre des actions nominatives et donneront droit chacune à la moitié des droits et avantages afférents à une action entière.

6, Affectation du solde des réserves et fonds de prévision à la constitution de la réserve statutaire et, pour le surplus, à la constitution d'une réserve disponible.

7. Nomination d'administrateurs.

8. Détermination du montant de l'indemnité fixe allouée aux administrateurs; fixation de la rémunération du commissaire et divers.

Les décisions sur les points premier à sept ci-dessus de l'ordre du jour seront prises sous la condition suspensive que les augmentations de capital soient autorisées par arrêté royal.

II. — Que, conformément aux dispositions de l'article vingt-neuf des statuts, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites par annonces insérées dans les journaux ci-après :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du trois novembre mil neuf cent cinquante-deux.

L'« Echo de la Bourse », numéro du premier/deux/trois novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Qu'en outre, les titulaires d'actions nominatives ont été convoqués par lettres missives leur adressées le dix novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs des journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. — Que sur les quarante mille actions sans désignation de valeur, représentatives du capital social, la présente assemblée réunit vingt et un mille trois cent cinquante-sept actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément aux dispositions de l'article trente-cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président, au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de deux cent quatre-vingts millions de francs congolais, pour le porter de vingt millions à trois cents millions de francs congolais, par incorporation au capital social d'une somme de deux cent quatre-vingts millions de francs congolais, prélevés sur le fonds de prévision figurant au bilan et en représentation de cette augmentation de capital, l'assemblée décide de créer quatre cent soixante mille actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions actuelles et qui seront réparties entre les porteurs des quarante mille actions actuelles, à raison de onze actions et une demie action nouvelles pour une action actuelle.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

a) d'augmenter encore le capital social de cent millions de francs congolais pour le porter de trois cents millions à quatre cent millions de francs congolais, par la création de cent mille actions nouvelles, sans désignation de valeur, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions actuelles, à remettre entièrement libérées à la « Banque Commerciale du Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), pour être réparties entre ses actionnaires, en rémunération de l'apport à faire par elle de toute sa situation active et passive, telle qu'elle existait au trente juin mil neuf cent cinquante-deux et du bénéfice éventuel des opérations effectuées depuis le premier juillet mil neuf cent cinquante-deux jusqu'à la date de l'arrêté royal qui autorisera le dit apport, sous déduction toutefois des bénéfices dont la distribution a été décrétée par l'assemblée générale ordinaire de ses actionnaires en date de ce jour.

et b) de procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital contre apport.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef des augmentations de capital qui précèdent, s'élève à un million deux cent quatre-vingt-quinze mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la deuxième résolution, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le premier alinéa de l'article quatre est remplacé par :

« La société est constituée pour une période de trente années qui a pris
» cours à la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation, soit le deux
» octobre mil neuf cent cinquante-deux. »

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à quatre cents millions de francs congolais.
» Il est représenté par six cent mille actions sans désignation de valeur,
» donnant droit chacune à un six cent millième de l'avoir social et jouis-
» sant des droits et avantages définis par les présents statuts. »

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à vingt
» millions de francs congolais, était représenté par quarante mille actions
» sans désignation de valeur, remises entièrement libérées en rémunéra-
» tion de l'apport fait par la Banque du Congo Belge, société anonyme en
» liquidation à Bruxelles, conjointement avec six actionnaires, pour la part
» dans l'apport global afférent aux actions qui leur appartenaient, de toute
» la situation active et passive de la dite société anonyme Banque du
» Congo Belge, de toute son activité sociale ainsi que de sa dénomination
» sociale; le dit apport effectué sur la base du bilan arrêté au trente juin
» mil neuf cent cinquante-deux, comprenait notamment la propriété des
» immeubles situés tant en Belgique qu'au Congo Belge, au Ruanda-
» Urundi et à l'étranger, tel que le tout est plus amplement décrit à l'acte
» constitutif dressé par le notaire Hubert Scheyven à Bruxelles, le seize
» septembre mil neuf cent cinquante-deux.

» Suivant acte du dit notaire Hubert Scheyven, en date du dix-neuf
» novembre mil neuf cent cinquante-deux, le capital social a été porté
» d'abord de vingt à trois cents millions de francs congolais par incorpo-
» ration d'une somme de deux cent quatre-vingts millions de francs pré-
» levée sur le fonds de prévision et ensuite de trois cents à quatre cents
» millions de francs congolais, par apport par la « Banque Commerciale
» du Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, de
» toute sa situation active et passive, y compris sa dénomination sociale.
» En représentation des dites augmentations de capital, il a été créé cinq
» cent soixante mille actions nouvelles sans désignation de valeur, dont
» quatre cent soixante mille entièrement libérées ont été réparties entre
» les porteurs des actions anciennes et cent mille ont été remises entière-
» ment libérées à la « Banque Commerciale du Congo », en rémunération
» de son apport, pour être réparties entre tous ses actionnaires. »

L'article vingt-trois est remplacé par :

« Il est affecté par privilège, en garantie de l'exécution de son mandat,
» par chaque administrateur, cent cinquante actions.

» Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à cinquante actions.»

A l'article vingt-huit, la première phrase du premier alinéa est rem-
placée par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit, le quatrième
» mercredi du mois d'avril de chaque année, en Belgique ou au Congo
» Belge, à l'heure et à l'endroit indiqués dans les avis de convocation. »

A l'article trente-neuf, le texte du numéro trois est remplacé par :

« 3. La somme suffisante pour payer un dividende de cinq pour cent l'an sur le montant appelé et libéré du capital. »

Sous le Titre huit, Dispositions temporaires et transitoires, il est ajouté un nouvel article qui portera le numéro quarante-neuf et sera libellé comme suit :

« *Article quarante-neuf.* — Tant qu'il existera des moitiés d'action résultant de l'attribution décidée au profit des porteurs d'actions anciennes par l'assemblée générale extraordinaire du dix-neuf novembre mil neuf cent cinquante-deux, les dispositions ci-après seront d'application :

» a) Les moitiés d'action seront représentées exclusivement par des inscriptions au registre des actions nominatives;

» b) Aux assemblées générales ces moitiés d'action venant concurremment avec des actions entières, jouiront d'une voix et les actions entières de deux voix.

» c) Dans les répartitions bénéficiaires, chaque moitié d'action aura droit à la moitié du dividende attribué à une action entière.

» et d) En cas de liquidation de la société il sera attribué à une moitié d'action la moitié de ce qui sera attribué à une action entière. »

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

APPORT.

Et à l'instant, sont intervenus aux présentes :

Messieurs Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8, et Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97, respectivement vice-président du conseil d'administration et administrateur-délégué de la Banque Commerciale du Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville, agissant en vertu des pouvoirs leur conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite « Banque Commerciale du Congo », tenue ce jour et dont le procès-verbal a été dressé par nous, notaire soussigné, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la présente société, ont déclaré faire apport à la présente société, qui accepte, de toute la situation active et passive de la « Banque Commerciale du Congo », en ce compris l'ensemble de son activité sociale, ainsi que la dénomination sociale.

Le dit apport est basé sur le bilan au trente juin mil neuf cent cinquante-deux, approuvé par l'assemblée générale de ce jour, déduction faite de la somme de douze millions quatre-vingt-seize mille six cent soixante-dix francs quatre-vingt-quatorze centimes, constituant la partie du bénéfice dont la distribution a été décidée par la dite assemblée; toutefois, toutes les opérations faites par la société apporteuse depuis la clôture de son bilan précité, sont pour compte de la présente société et à ses profits et risques, comme si elle-même les avait faites, celle-ci succédant intégralement dans la situation active et passive de la société apporteuse, telle qu'elle existera à la date de l'arrêté royal autorisant la présente fusion.

A partir de cette dernière date, la présente société se trouvera substituée sans qu'il puisse en résulter novation, dans tous les droits et obligations de la société apporteuse; elle sera notamment subrogée dans tous les droits et actions de celle-ci envers tous débiteurs, y compris ceux dont la dette aurait été portée comme amortie en comptabilité.

Elle est autorisée à faire toutes significations et à prendre toutes mesures d'exécution qui seraient nécessaires pour assurer les effets du transfert à son profit de tous privilèges, hypothèques, cautions, gages et nantissements consentis à la Banque Commerciale du Congo.

Les comparants déclarent avoir parfaite connaissance de la réalité et de la consistance de l'apport ci-dessus et dispenser le notaire soussigné d'une description plus étendue.

La présente société supportera seule et exclusivement tout le passif de la société apporteuse, ainsi que tous frais d'apport et de liquidation, elle reprendra et continuera tous engagements de la société apporteuse en se substituant à elle, tant activement que passivement et la garantira contre toutes actions et réclamations de la part des tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse jamais être recherchée ni inquiétée.

En rémunération de cet apport, il est attribué à la société apporteuse les cent mille actions sans désignation de valeur créées en la deuxième résolution qui précède, pour être réparties entre les actionnaires de la société apporteuse par voie d'échange à raison de deux actions de la Banque du Congo Belge pour une action de la Banque Commerciale du Congo.

Monsieur le Président déclare et l'assemblée reconnaît que, par suite de la réalisation de l'apport qui précède, le capital social est porté à quatre cents millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

QUATRIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive d'autorisation par arrêté royal des augmentations de capital qui précèdent, l'assemblée autorise le conseil d'administration à utiliser les réserves et le solde du fonds de prévision de la société qui n'auront pas été consacrés à l'augmentation du capital, objet de la première résolution et les réserves comprises dans l'apport de la Banque Commerciale du Congo, en les affectant, à concurrence de quarante millions de francs, à la constitution de la réserve statutaire et, à concurrence de soixante-sept millions deux cent soixante-dix-neuf mille cinq cent vingt-six francs trente-sept centimes à la constitution d'une réserve disponible.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

Sous la même condition suspensive que ci-dessus, l'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de onze à dix-neuf et appelle aux fonctions d'administrateur :

Monsieur Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8.

Monsieur Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97.

Monsieur Edmond Baron Carton de Wiart, directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 177.

Monsieur Henri Borgers, administrateur de banque, demeurant à Anvers, avenue Van Eyck, numéro 17.

Monsieur Benedict Goldschmidt, banquier, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 18.

Monsieur Léon Baron Lambert, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Marnix, numéro 24.

Monsieur Jules Lepère, directeur de banque, demeurant à Uccle, avenue de Boetendael, numéro 130.

Monsieur Paul Ramlot, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, rue de l'Ermitage, numéro 50.

Dont le mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-huit.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance continue.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) P. Bonvoisin; A. Delefortrie; H. Carton de Tournai; G. Raquez; E. van der Straeten; G. Feyerick; R. Baseleer; A. Dothez; O. Kreglinger; A. Mullie; J. Philippson; G. Verbuyt; J. Willems; E. Dereume; J. Bagage; E. Paligot; X. Bribosia; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 24 novembre 1952, volume 1386, folio 34, case 11, six rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

BANQUE DU CONGO BELGE, S. C. R. L.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 novembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Banque de la Société Générale de Belgique, société anonyme, établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de treize mille trois cent vingt-six actions 13.326

Ici représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du douze novembre dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

2. La Royale Belge, société anonyme établie à Bruxelles, 74, rue Royale, propriétaire de cent cinquante actions 150
Ici représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du huit novembre dernier.
(signé) P. Bonvoisin.
3. Compagnie de Bruxelles, société anonyme établie à Bruxelles, 56, rue Royale, propriétaire de cent actions 100
Ici représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin, ci-après nommé, suivant procuration du treize novembre dernier.
(signé) P. Bonvoisin.
4. Monsieur Pierre Bonvoisin, Président du conseil d'administration de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, 30, boulevard Saint-Michel, propriétaire de vingt act. 20
(signé) P. Bonvoisin.
5. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S.C. R.L., dont le siège administratif est établi à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de cinq cents actions 500
Représentée par Monsieur Edgar van der Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, chaussée de Vleurgat, n° 268, suivant procuration du treize novembre dernier.
(signé) E. van der Straeten.
6. Compagnie du Katanga, S.C.R.L., dont le siège administratif est établi à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de huit cent trente-trois actions 833
Ici représentée par Monsieur Edgar van der Straeten pré-nommé, suivant procuration du dix novembre dernier.
(signé) E. van der Straeten.
7. Intertropical Comfina, S.C.R.L., dont le siège administratif est établi à Bruxelles, 66, rue du Commerce, propriétaire de deux mille actions 2.000
Représentée par Monsieur Richard Baseleer, ci-après nommé suivant procuration du dix novembre dernier.
(signé) R. Baseleer.
8. Mademoiselle Lucienne Tschaggeny, sans profession, demeurant à Bruxelles, 11, rue Guimard, propriétaire de vingt-cinq act. 25
Représentée par Monsieur Richard Baseleer, ci-après nommé suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) R. Baseleer.

9. Mademoiselle Simone Tschaggeny, sans profession, demeurant à Bruxelles, 11, rue Guimard, propriétaire de vingt-cinq act. 25
Représentée par Monsieur Richard Baseleer, ci-après nommé suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) R. Baseleer.
10. Monsieur Richard Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 142, avenue Prekelinden, propriétaire de vingt actions 20
(signé) R. Baseleer.
11. Messieurs F. M. Philippson et Co, banquiers, établis à Bruxelles, 44, rue de l'Industrie, propriétaire de sept cents actions 700
Représentés par Monsieur Jules Philippson, banquier, demeurant à Bruxelles, 18, rue Guimard, suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) J. Philippson.
12. Banque de Paris et des Pays-Bas, S.A., établie à Bruxelles, 29-31, rue des Colonies, propriétaire de huit cent vingt actions 820
Représentée par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
13. Coloniale de Belgique, S.A. établie à Bruxelles, 121, rue du Commerce, propriétaire de cinq cent septante actions 570
Représentée par Monsieur Guy Feyerick ci-après nommé, suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
14. Monsieur Jacques Matthieu de Wynendaele, administrateur de sociétés, demeurant à Thorout, propriétaire de trois cent cinquante actions 350
Représenté par Monsieur Guy Feyerick ci-après nommé, suivant procuration du six novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
15. Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, S.C.R.L. dont le siège administratif est établi à Bruxelles, 4, rue d'Egmont, propriétaire de deux cents actions 200
Représentée par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du six novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
16. Madame Veuve Louis Bauer, née Adèle Vandermeyleen, sans profession, demeurant à Bruxelles, 33, place Georges Brugmann, propriétaire de septante-cinq actions 75
Représentée par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du cinq novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.

17. Monsieur Guillaume Scholl, agent de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, demeurant à Mons, 42, rue des Capucins, propriétaire de septante actions 70
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du treize novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
18. Madame Veuve Félicien Cattier, née Corinne Polak, sans profession, demeurant à Bruxelles, 283, avenue Louise, propriétaire de soixante-sept actions 67
Représentée par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du quatre novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
19. Monsieur Albert Geldof, directeur à la Banque du Congo Belge, demeurant à Bruxelles, 31, rue Capouillet, propriétaire de soixante-quatre actions 64
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du trois novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
20. Monsieur Alfred Mathot, industriel, demeurant à Saint-Gilles, 27, chaussée de Charleroi, propriétaire de cinquante actions..... 50
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du quatre novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
21. Monsieur Célestin Camus, directeur général de la Compagnie C.F.L. établie à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, propriétaire de cinquante actions 50
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du trois novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
22. Monsieur Maximilien Tridon, sous-directeur en Afrique de la Banque du Congo Belge, c/o Banque du Congo Belge à Bunia (Congo Belge), propriétaire de cinquante actions 50
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du sept novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
23. Société anonyme des Etablissements Baertson et Buysse, établie à Gand, 374, chaussée de Termonde, propriétaire de quarante-trois actions 43
Représentée par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du dix novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.

24. Monsieur René Thomas, ingénieur agronome, demeurant à Ixelles, 62, rue Mignot Delstanche, propriétaire de trente-trois act. 33
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du quatre novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
25. Office d'Exploitation des Transports Coloniaux « Otraco », établissement public établi à Bruxelles, 101, avenue Louise, propriétaire de vingt-neuf actions 29
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du treize novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
26. Monsieur Paul Charles, Gouverneur de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, demeurant à Saint-Josseten-Noode, 69, chaussée de Haecht, propriétaire de vingt-cinq act. 25
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du dix novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
27. Société Mobilière et Immobilière Congolaise, S.C.R.L., dont le siège administratif est établi à Bruxelles, 14-16, rue Thérésienne, propriétaire de vingt actions 20
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, ci-après nommé, suivant procuration du dix novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
28. Monsieur Guy Feyerick, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 347, avenue Louise, propriétaire de vingt actions 20
(signé) G. Feyerick.
29. Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, administrateur de sociétés, établi à Ixelles, 1, avenue de l'Hippodrome, propriétaire de dix actions 10
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du huit novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
30. Madame Veuve Frédéric Hainaut, née Marguerite Barbé, sans profession, demeurant à Mons, 28, rue Ferrer, propriétaire de six actions 6
Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du sept novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
31. Monsieur le Général Frédéric V. Olsen, demeurant à Bruxelles, 21, rue des Taxandres, propriétaire de cinq actions 5
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du dix novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.

32. Monsieur Maurice Beeckman, greffier honoraire, demeurant à Leeuw-Saint-Pierre, 17, rue Jules Sermon, propriétaire de cinq actions 5
- Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du huit novembre dernier.
- (signé) G. Feyerick.
33. Madame Charlotte Perseguers, administratrice des biens de Monsieur Marius J.M.J. Perseguers, demeurant à Boissise-le-Roi, par Ponthierry (S. et M. France), propriétaire de un action 1
- Représentée par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du huit novembre dernier.
- (signé) G. Feyerick.
34. Le Comte Maurice Lippens, conseiller de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 1, square du Val de la Cambre, propriétaire de quatre-vingt-cinq actions 85
- Représenté par Monsieur Guy Feyerick prénommé, suivant procuration du sept novembre dernier.
- (signé) G. Feyerick.
35. Banque Industrielle Belge, S. A., établie à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement, propriétaire de cent soixante actions 160
- Représentée par Monsieur Adhémar Mullie, ci-après nommé, suivant procuration du sept octobre dernier.
- (signé) A. Mullie.
36. Monsieur Adhémar Mullie, administrateur de banques, demeurant à Bruxelles, 116, rue des Confédérés, propriétaire de vingt actions 20
- (signé) A. Mullie.
37. Monsieur Henri Carton de Tournai, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, demeurant à Tournai, 47, rue du Chambge, propriétaire de cent actions 100
- (signé) H. Carton de Tournai.
38. Fondation pour favoriser l'Etude scientifique des Parcs Nationaux du Congo Belge, établie à Bruxelles, 21, rue Montoyer, propriétaire de quarante-trois actions 43
- Représentée par Monsieur Jean Willems ci-après nommé, suivant procuration du cinq novembre dernier.
- (signé) J. Willems.
39. Monsieur Jean Willems, directeur du Fonds National de la recherche Scientifique, établie à Bruxelles, 11, rue d'Egmont, propriétaire de vingt actions 20
- (signé) J. Willems.

40. Monsieur Georges Raquez, Lieutenant-Général honoraire, demeurant à Ixelles, 94, rue de Stassart, propriétaire de trente act. 30
(signé) G. Raquez.
41. Monsieur Gaston Verbuyt, administrateur-délégué de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 50, boulevard Brand Whitlock, propriétaire de dix actions 10
(signé) G. Verbuyt.
42. Monsieur Firmin Paligot, agent de change, demeurant à Bruxelles, 12, boulevard du Régent, propriétaire de quatorze actions 14
(signé) F. Paligot.
43. Le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, 11, rue Linde, propriétaire de vingt actions 20
Représenté par Monsieur Guy Feyerick, prénommé, suivant procuration du douze novembre dernier.
(signé) G. Feyerick.
44. Kreglinger, G. et C., société anonyme établie à Anvers, 9, Grand'Place, propriétaire de vingt actions 20
Représentée par Monsieur Oscar Kreglinger, son vice-président, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, n° 187, suivant procuration du dix-neuf novembre dernier.
(signé) O. Kreglinger.
45. Monsieur Xavier Bribosia, ancien greffier provincial, demeurant à Bruxelles, 222, avenue Molière, propriétaire de treize act. 13
(signé) X. Bribosia.
46. Monsieur René-Jules Cornet, avocat honoraire, demeurant à Knocke, 3, Sentier des Mouettes, propriétaire de cinq actions..... 5
Pour lequel se porte fort Monsieur Guy Feyerick prénommé.
(signé) G. Feyerick.
47. Compagnie Belge d'Assurance Générales sur la Vie, société anonyme, établie à Bruxelles, 14, rue de la Fiancée, propriétaire de trois cents actions 300
Représentée par Monsieur Jules Bagage, son Président du conseil d'administration, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8.
(signé) J. Bagage.
48. « L'Union », compagnie d'assurances sur la vie humaine, établie à Bruxelles, 24, rue de la Loi, propriétaire de septante actions 70
Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin prénommé, suivant procuration du sept novembre dernier.
(signé) P. Bonvoisin.

49. Monsieur Paul Gillet, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de vingt actions

20

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin prénommé, suivant procuration du six novembre dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

50. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga (Pension du Personnel et Fonds d'Amortissement, 1^{er} Etablissement K.D.L.), établie à Bruxelles, 7, Montagne du Parc, propriétaire de cent soixante-cinq actions

165

Représentée par Monsieur Pierre Bonvoisin prénommé, suivant procuration du huit novembre dernier.

(signé) P. Bonvoisin.

Ensemble : vingt et un mille trois cent cinquante-sept actions 21.357

Le Président (signé) P. Bonvoisin.

Le Secrétaire (signé) A. Delefortrie.

Les Scrutateurs (signé) G. Raquez; H. Carton de Tournai.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère de ce jour.

Bruxelles, le 19 novembre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 24 novembre 1952, volume 251, folio 83, case 1, trois rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 949.

Bruxelles, le 27 novembre 1952.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 27 novembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 27 novembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 8 décembre 1952.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 8 December 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

**Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique
« COFIMA ».**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 98, rue de la Loi.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 222923.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » année 1950, n° 2562 et du « Bulletin Officiel » du 15 décembre 1949.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	404.961,85
-----------------------------	-----	------------

Réalisable et disponible :

Banque - Participations - Débiteurs divers		4.827.421,75
--	--	--------------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P.M.	
	Fr.	<u>5.232.383,60</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital et réserve légale	fr.	5.008.000,—
---------------------------------	-----	-------------

Envers les tiers :

Créditeurs divers		21.750,—
-------------------------	--	----------

Résultat :

Report antérieur	5.629,—	
------------------------	---------	--

Bénéfice de l'exercice	197.004,60	
		202.633,60

Compte d'ordre :

Déposants statutaires		P.M.
	Fr.	5.232.383,60

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux et charges diverses	fr.	12.992,40
Solde bénéficiaire		202.633,60
	Fr.	215,626,—

CREDIT.

Report antérieur	fr.	5.629,—
Profits financiers et divers		209.997,—
	Fr.	215,626,—

REPARTITION DU BENEFICE.

Attribution à la Réserve légale	fr.	10.000,—
Dividendes		180.000,—
Report à nouveau		12.633,60
	Fr.	202.633,60

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTIONS.

M. le baron de Marcq de Tiège, Louis, industriel, 125, rue Defacqz à Bruxelles. Président.

M. Dewyspelaere, Joseph, administrateur de sociétés, 26, avenue du Général de Gaulle, Ixelles. Administrateur.

M. Dubois, Hector, administrateur de sociétés, 6, avenue du Cerf-Volant, Watermael-Boitsfort. Administrateur.

M. Callebaut, Félix, P., administrateur de sociétés, « Hoogland » Chemin de la Hoeze, Alost. Administrateur.

M. Drugmand, Gaston, administrateur de sociétés, 76, avenue de la Constitution, Jette-Saint-Pierre. Administrateur-directeur.

M. Debroux, René, expert-comptable, 34, rue de l'Ermitage, Ixelles. Commissaire.

Les administrateurs :

Baron de MARCQ de TIEGE.

G. DRUGMAND.

F. P. CALLEBAUT.

Le commissaire :

R. DEBROUX.

Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique
« COFIMA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 98, rue de la Loi, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 222.923.

DEMISSIONS — NOMINATIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 15 décembre 1952.*

L'assemblée, à l'unanimité, décide d'appeler aux fonctions d'administrateur : Monsieur Paul MOSTAERT, industriel, domicilié à Roulers, 34, rue d'Espagne, suite à la résolution de l'assemblée du 15 décembre 1951; et d'accepter la démission d'administrateur de Monsieur Joseph DEWYSPELAERE. De ce fait, et provisoirement, le nombre d'administrateurs est réduit à cinq.

Pour extrait conforme,

L'administrateur-directeur,

G. DRUGMAND.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 17^{me} TRANCHE 1952

SAMEDI 6 DECEMBRE 1952

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
1200	2.500 fr.	5225	5.000 fr.
4120	10.000 fr.	74625	20.000 fr.
7520	2.500 fr.	25235	20.000 fr.
23050	100.000 fr.	66835	20.000 fr.
84970	100.000 fr.	395845	1.000.000 fr.
8690	5.000 fr.	4755	2.500 fr.
		97365	20.000 fr.
		6575	2.500 fr.
1	200 fr.		
4111	5.000 fr.	64836	20.000 fr.
140061	2.500.000 fr.	22966	100.000 fr.
97361	20.000 fr.	2286	5.000 fr.
06171	20.000 fr.	31496	20.000 fr.
97171	20.000 fr.		
5881	5.000 fr.		
		01607	40.000 fr.
9912	5.000 fr.	81917	20.000 fr.
3072	5.000 fr.	75227	20.000 fr.
73992	40.000 fr.	2837	2.500 fr.
		30457	20.000 fr.
		1557	2.500 fr.
		59797	40.000 fr.
03	500 fr.		
87103	40.000 fr.		
623	1.000 fr.	4028	2.500 fr.
8933	10.000 fr.	4968	2.500 fr.
42673	40.000 fr.		
993	1.000 fr.		
		04019	20.000 fr.
45914	20.000 fr.	1249	5.000 fr.
66364	100.000 fr.	256359	1.000.000 fr.
65994	20.000 fr.	30969	100.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 17^e SCHIJF 1952

ZATERDAG 6 DECEMBER 1952

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
1200	2.500 fr.	5225	5.000 fr.
4120	10.000 fr.	74625	20.000 fr.
7520	2.500 fr.	25235	20.000 fr.
23050	100.000 fr.	66835	20.000 fr.
84970	100.000 fr.	395845	1.000.000 fr.
8690	5.000 fr.	4755	2.500 fr.
		97365	20.000 fr.
		6575	2.500 fr.
1	200 fr.		
4111	5.000 fr.		
140061	2.500.000 fr.	64836	20.000 fr.
97361	20.000 fr.	22966	100.000 fr.
06171	20.000 fr.	2286	5.000 fr.
97171	20.000 fr.	31496	20.000 fr.
5881	5.000 fr.		
9912	5.000 fr.	01607	40.000 fr.
3072	5.000 fr.	81917	20.000 fr.
73992	40.000 fr.	75227	20.000 fr.
		2837	2.500 fr.
		30457	20.000 fr.
		1557	2.500 fr.
		59797	40.000 fr.
03	500 fr.		
87103	40.000 fr.		
623	1.000 fr.		
8933	10.000 fr.	4028	2.500 fr.
42673	40.000 fr.	4968	2.500 fr.
993	1.000 fr.		
45914	20.000 fr.	04019	20.000 fr.
66364	100.000 fr.	1249	5.000 fr.
65994	20.000 fr.	256359	1.000.000 fr.
		30969	100.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 JANVIER 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	148	Société de Colonisation Agricole au Mayumbe	131
Chantier Naval et Industriel du Con- go	140	Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo	137
Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Bel- ge	126	Société des Forces Hydro-Electri- ques de l'Est de la Colonie . .	144
Crédit Foncier Africain	131	Société des Forces Hydro-Electri- ques du Bas-Congo	140-144
Les Industries de Lukunki	160	Société d'Etudes et de Réalisations Immobilières au Congo	150
Plantations de la Luba	122	Société Financière, Immobilière et Commerciale Congolaise	145
Scieries du Congo Belge	135-136	Loterie Coloniale	161
Société Commerciale, Agricole, Fo- restière et Industrielle de la Tshuapa	138-139		
Société Congolaise Zech et Compa- gnie	132		

Plantations de la Luba.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

MISE EN LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le quatre décembre, à dix heures.

En notre Etude à Bruxelles, rue du Moniteur, numéro 8.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Plantations de la Luba » dont le siège social est établi à Kaniama (District du Lomami-Congo belge) avec siège administratif à Bruxelles, rue du Musée, numéro 22, constituée suivant acte reçu par le notaire Morren à Bruxelles, substituant le notaire Delwart, également à Bruxelles, le vingt trois janvier mil neuf cent trente trois, publié aux annexes du Moniteur belge du douze février suivant, numéro 1113 et au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze avril mil neuf cent trente trois et dont les statuts ont été modifiés par acte reçu par Maître Verbist, substituant son confrère, Maître Delwart, tous deux notaires à Bruxelles, le neuf mai mil neuf cent trente cinq, publié aux annexes du Moniteur belge des vingt sept vingt huit du même mois, numéro 8140 et au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juillet mil neuf cent trente cinq et suivant acte de Maître Morren, substituant son confrère, Maître Delwart, tous deux notaires à Bruxelles, en date du vingt cinq février mil neuf cent trente six, publié aux annexes du Moniteur belge du quatorze mars suivant, numéro 2641 et au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juin mil neuf cent trente six.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les nom, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer. Cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente quatre des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur René du Breuil, administrateur de sociétés, demeurant à Genève (Suisse) rue Emile Yung, numéro 17, Président du conseil d'administration, assisté de Messieurs Jacques Dupont, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Dautzenberg, numéro 70 et François de Villepin, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, Quai de Passy, numéro 12, administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jacques Dupont prénommé et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Eugène De Laet, secrétaire de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Louis Hymans, numéro 16.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Mise en liquidation de la Société.

2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués, conformément à l'article trente des statuts, par lettres missives leur adressées sous pli recommandé à la Poste le treize novembre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et le récépissé des lettres recommandées délivré par l'administration des Postes.

III. Que pour assister à l'assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions des articles trente et un, trente deux et trente cinq des statuts.

IV. Que sur les cinq mille actions représentatives du capital social, la présente assemblée réunit trois mille huit cent six actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Plantations de la Luba » est dissoute par anticipation et entre en liquidation à compter de ce jour.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de nommer un seul liquidateur et appelle à ces fonctions :

Monsieur Eugène De Laet, secrétaire de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Louis Hymans, numéro 16.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au liquidateur les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission, notamment tous ceux mentionnés aux articles cent quatre vingt deux à cent quatre vingt cinq inclus des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, sans qu'il doive recou-

rir à l'assemblée générale des actionnaires pour obtenir l'autorisation d'exercer les pouvoirs spéciaux énumérés dans les articles cent quatre vingt deux et cent quatre vingt cinq, paragraphe deux des dites lois, la présente assemblée lui conférant dès à présent et expressément ces pouvoirs.

Le liquidateur est dispensé de faire inventaire et pourra se référer aux livres et écritures de la société.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, déléguer certains de ses pouvoirs à des tiers de son choix.

Les fonctions de liquidateur sont gratuites.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à dix heures vingt cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal,

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) R. du Breuil; J. Dupont; F. de Villepin; E. De Laet; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 12 novembre 1952, volume 1386, folio 53, case 7, deux rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Plantations de la Luba, S. C. R. L.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 4 décembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Monsieur Jacques Dupont, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 70, rue Dautzenberg, propriétaire de mille cinquante actions 1.050

(signé) J. Dupont.

2. M. François de Villepin, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 12, Quai de Passy, propriétaire de dix actions . . . 10

(signé) F. de Villepin.

3. Monsieur Eugène De Laet, secrétaire de sociétés, demeurant à Ixelles, 16, rue Louis Hymans, propriétaire de dix actions . . . 10

(signé) E. De Laet.

4. Financieele Maatschappij voor den Handel « Holland » F. M. H., établie à Amsterdam, Jan Luijkenstraat, numéro 3, propriétaire de mille cent septante sept actions 1.177

Représentée par Monsieur Eugène De Laet prénommé, suivant procuration du dix neuf novembre dernier.

(signé) E. De Laet.

5. Société Anonyme de Production de Transports et d'Echanges, établie à Bruxelles, 95a, rue Joseph II, propriétaire de trois cent cinquante actions 350

Représentée par Monsieur François de Villepin prénommé, suivant procuration du vingt quatre novembre dernier.

(signé) F. de Villepin.

6. Société civile de la Famille Georges Lesieur, établie à Paris, 59, rue du Rocher, propriétaire de cinq cent vingt cinq actions 525

Représentée par Monsieur Jacques Dupont prénommé, suivant prccuration du quatorze novembre dernier.

(signé) J. Dupont.

7. Monsieur Henry De Laet, administrateur de société, demeurant à Elisabethville, 80, avenue de Kambove, propriétaire de six cent quatre vingt quatre actions 684

Représentée par Monsieur Eugène De Laet prénommé, suivant procuration du dix huit novembre dernier.

(signé) E. De Laet.

Ensemble : trois mille huit cent six actions 3.806

Le Président (signé) R. du Breuil.

Le Secrétaire (signé) J. Dupont.

Le Scrutateur (signé) E. De Laet.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 4 décembre 1952.

(signé) Hubert Scyheven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 12 décembre 1952, volume 251, folio 89, case 7, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, n° 1119.

Bruxelles, le 18 décembre 1952.

(signé) C. Bareel.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 décembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

**Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges
en abrégé « GEOMINES ».**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Manono (Congo Belge).

Registre du Commerce Elisabethville n° 1409.

Siège administratif, 5, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce Bruxelles n° 224.920.

Actes constitutifs modificatifs publiés aux annexes au Moniteur Belge,
année 1950, n° 12.407 et n° 17.608, année 1952, n° 12.563.

BILAN AU 30 JUIN 1952

approuvé par l'assemblée générale du 9 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé.

En Belgique :

Immeubles Bruxelles et Anvers 17.871.969,50

Amortissements 140.000,—

17.731.969,50

Mobilier 1,—

17.731.970,50

En Afrique :

Concessions, prospections, sondages, installations, matériel et outillage	1.054.795.950,96
Matériel réévalué	218.800.000,—
	<u>1.273.595.950,96</u>

Amortissements :

Précédents	482.894.850,99	
De l'exercice	69.869.855,58	
	<u>552.764.706,57</u>	720.831.244,39
		<u>738.563.214,89</u>

Réalisable et disponible :

Minerais et métal en stock en cours de route	38.228.634,30
Approvisionnements en stock et cours de route	213.802.641,15
Portefeuille et participations	29.254.941,63
Débiteurs divers	34.943.146,30
Caisses et Banques	316.025.153,34
	<u>632.254.516,72</u>
Comptes débiteurs à liquider	3.998.261,—
Dépôts statutaires et actions nominatives	mémoire
Engagements, contrats et commandes en cours	mémoire
	<u>1.374.815.992,61</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital 700.000.000,—

Représenté par :

800.000 actions de 250 francs chacune et
500.000 actions de 1000 francs chacune.

Fonds de réserve statutaire	20.000.000,—
Fonds de réserve indisponible	20.000.000,—
	<u>740.000.000,—</u>

Plus-value de réévaluation du matériel	218.800.000,—
	<u>958.800.000,—</u>

Dettes de la Société envers les tiers :

Exigible à long terme :

Obligations nominatives 5 1/4 % à 10 ans 50.000.000,—

Exigible à court terme :

Dividendes non réclamés 3.647.609,53

Versements à effectuer

sur titres 650.000,—

Créditeurs divers . . 136.569.542,27

Banquiers 4.947.594,40

E.C.A. Dollars: 1.630.000 . 81.500.000,—

227.314.746,20

277.314.746,20

Comptes créditeurs à liquider 37.871.559,41

Déposants statutaires et actions nominatives mémoire

Engagements, contrats et commandes en cours mémoire

Profits et pertes :

Report de l'exercice précédent . . . 5.829.687,—

Bénéfice de l'exercice 95.000.000,—

100.829.687,—

1.374.815.992,61

Compte de profits et pertes au 30 juin 1952.

DEBIT.

Frais gén. d'administrat. . 6.997.752,20

Taxe sur la cotation des
titres 554.880,—

Intérêts et taxe mobilières
sur obligations . . . 3.017.242,—

Impôt complémentaire . 10.391.648,—

Intérêts et frais bancaires 8.006.615,93

28.968.138,13

Amortissements 69.869.855,58

98.837.993,71

Boni de l'exercice 95.000.000,—

193.837.993,71

CREDIT.

Bénéfice brut	187.281.907,96
Revenus sur portefeuille et divers	6.556.085,75
	<u>193.837.993,71</u>
Boni de l'exercice	95.000.000,—
5 % à la réserve statutaire	4.750.000,—
	<u>90.250.000,—</u>
Report de l'exercice précédent	5.829.687,—
	<u>96.079.687,—</u>

Situation du capital social.

Le capital de 700 millions de francs est entièrement libéré.

Administrateurs et Commissaires en fonctions :

M. Léon GREINER, ingénieur A. I. Lg., 23, Avenue Emile Demot, Bruxelles, président.

M. Albert DEWANDRE, ingénieur A. I. Lg., 3, rue Lebeau, Liège, vice-président.

M. Henry BARZIN, ingénieur A. I. Ms., 9, Drève du Prieuré, Auderghem, administrateur-délégué, directeur général.

M. Georges BECQUEVORT, directeur de société, 186, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Henry COSTE, ingénieur A. I. Lg., 22a, Square de Meeus, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. André-Eric GERARD, ingénieur A. I. Lg., 16, Avenue Emile Demot, Bruxelles, administrateur, secrétaire du conseil.

M. Victor BRIEN, ingénieur A. I. Lg., 45, rue du Pépin, Bruxelles, administrateur.

M. René-Jules CORNET, avocat-honoraire, 3, Sentier des Mouettes, Knocke, administrateur.

M. Pierre de ROUBAIX, ingénieur A. I. Lg., 34, Avenue Charlotte, Anvers, administrateur.

M. Baron Jean de STEENHAULT de WAERBECK, banquier, 50, Avenue Général de Gaulle, Etterbeek, administrateur.

M. Paul FONTAINAS, ingénieur U. L. Lv., 526, Avenue Louise, Bruxelles, administrateur.

M. Emile CORLIA, Président du Comité Spécial du Katanga, 9, Avenue de la Sapinière à Uccle, administrateur.

M. Ary GUILLAUME, vice-président du Comité Spécial du Katanga, 402, Boulevard du Souverain, Auderghem, administrateur.

M. Georges REGNIER, ingénieur A. I. Lg., 3, Place de Londres, Lisbonne, administrateur.

M. Joseph VAN OIRBEEK, ingénieur A. I. Lg., 35, Quai St. Paul de Sincay, Angleur, Liège, administrateur.

M. Raymond DEPIREUX, licencié en sciences commerciales, 64, rue de Stanley à Uccle, commissaire.

M. Jean DULAIT, ingénieur U. L. B., 30, Avenue Brugmann, Bruxelles, commissaire.

M. Emmanuel GREINER, ingénieur A. I. Lg., 72, Avenue Louis Lepoutre, Bruxelles, commissaire.

M. Jean REULIAUX, industriel, Quatre-Coins, Andenne, commissaire.

M. Joseph SELLEKAERS, directeur de banque, 125, Avenue de la Brabançonne, Bruxelles, commissaire.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Renouvellement mandats et démission administrateurs.

Nomination nouveaux commissaires.

L'assemblée générale des actionnaires du 9 décembre 1952, a réélu, en qualité d'administrateur, Messieurs Léon GREINER, ingénieur A. I. Lg., 23, Avenue Emile Demot, Bruxelles; André-Eric GERARD, ingénieur A. I. Lg., 16, Avenue Emile Demot, Bruxelles.

Démission a été présentée par Monsieur Emile GORLIA, Président du Comité Spécial du Katanga, 9, Avenue de la Sapinière à Uccle, précédemment nommé administrateur. Le mandat est laissé vacant.

En application de l'article 23 des Statuts, le nombre des commissaires est porté de 5 à 7.

Les deux nouveaux mandats ont été confiés à :

Messieurs Aimable BOURGEOIS, secrétaire général adjoint du Comité Spécial du Katanga, 51, Avenue du Diamant à Schaerbeek.

Et Paul BERLEYSSEN, expert-comptable, 85, Avenue du Castel à Woluwe St.-Lambert.

Crédit Foncier Africain.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 39, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2668.

NOMINATION.

Conseil Général du 18 décembre 1952.

Le Conseil Général désigne le Baron Henri de BROQUEVILLE, 27, avenue de l'Espinette Centrale, à Rhode Saint-Genèse, en qualité d'Administrateur pour remplir le mandat laissé vacant par le décès de Monsieur Franz LEEMANS.

Pour extrait conforme :

Crédit Foncier Africain, S. C. R. L.

M. DEGUENT,

Administrateur-Délégué.

A. ANDRIES,

Administrateur-Délégué.

**Société de Colonisation Agricole au Mayumbe
(comprenant le domaine Urselia)**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Tshela, Mayumbe (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 8.547.

DELEGATION DE POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration
du 10 décembre 1952.*

Prenant acte de la décision de M. E. VAN DER STRAETEN, Président du Conseil d'Administration et Administrateur-Délégué, de renoncer aux fonctions d'Administrateur-Délégué, le Conseil agissant conformément à l'article 13 al. 16 des statuts désigne M. L. AHRENS en qualité d'Administrateur-Délégué.

Sans préjudice des pouvoirs conférés par le Conseil en ses séances des 11 janvier et 12 décembre 1951, le Conseil agissant conformément aux dispositions précitées des statuts délègue à M. L. AHRENS les pouvoirs

nécessaires pour assurer la gestion journalière de la Société en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger ainsi que l'exécution de toutes les décisions prises par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction.

Bruxelles, le 22 décembre 1952.

Pour extrait certifié conforme.

L'Administrateur-Directeur,
P. MINY.

Le Président,
E. VAN DER STRAETEN.

Société Congolaise Zech et Compagnie

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Kikwit (Congo belge).

Siège administratif à Kikwit (Congo belge).

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le huit décembre.

Au siège administratif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée : « Société Congolaise Zech et Compagnie » établie à Braine-le-Comte.

Devant Maître Joseph POTVIN, docteur en droit, Notaire résidant à Braine-le-Comte, s'est réunie l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la dite société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Congolaise Zech et Compagnie » ayant son siège social à Kikwit (Congo Belge), dont les statuts ont été arrêtés suivant acte reçu par le Notaire Devos d'Ixelles en date du neuf juin mil neuf cent cinquante publiés aux annexes du Moniteur Belge du quatorze janvier mil neuf cent cinquante un sous le numéro 784.

La séance s'est ouverte à quatorze heures trente minutes sous la présidence de Madame Fernande Flore Louise Levie, Présidente du conseil d'Administration, ci-après dénommée et qualifiée.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Paul Marcel Lucien Zech ci-après nommé et qualifié.

L'Assemblée choisit pour remplir les fonctions de scrutateurs Monsieur Jean Camille Joseph Legast et Madame Ghislaine Marcelle Jeanne Devergnies, épouse de Monsieur Guillaume Lucien Paul Zech, ci-après nommés.

Sont présents :

1. Madame Fernande Flore Louise Levie, veuve de Monsieur Théophile Zech, sans profession, demeurant à Braine-le-Comte, rue de Mons, numéro 55.

Propriétaire de seize actions 16

2. Monsieur Guillaume Lucien Paul Zech, éditeur, et son épouse qu'il assiste et autorise Madame Ghislaine Marcelle Jeanne Devergnies, sans profession, demeurant ensemble à Braine-le-Comte, rue de Mons, numéro 101.

Propriétaire de vingt actions 20

3. Monsieur Paul Marcel Lucien Zech, éditeur et son épouse qu'il assiste et autorise Madame Madeleine Emilie Marie Mommens, sans profession, demeurant ensemble à Braine-le-Comte, rue de France, numéro 46.

Propriétaire de vingt et une actions 21

4. Madame Marie Elisabeth Fernande Zech, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Jean Legast, industriel, avec qui elle demeure à Soignies, Tour Petit Château, numéro 2bis.

Propriétaire de cinq actions 5

5. Monsieur Jules Pierre Joseph Vincent Bergeret, industriel, demeurant à Soignies, rue de la Station, numéro 93, époux de dame Pauline Zech.

Propriétaire de dix sept actions 17

Total : septante neuf actions 79

Madame la Présidente expose que la présente Assemblée a pour ordre du jour :

Modifications aux statuts.

1. Le texte du second alinéa de l'article deux est à remplacer par le texte suivant :

« Le siège Administratif est établi à Braine-le-Comte et pourra être » transféré par décision du conseil d'Administration en tout autre lieu » situé en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger. Tout changement de » lieu du siège Administratif est publié par les soins du conseil d'Admi- » nistration à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du » « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

2. A l'article 5 est ajouté trois fois le mot « Congolais » après les mots « francs ».

3. A l'article vingt deux est ajouté le mot « Congolais » après le mot « francs ».

Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément aux statuts sociaux et aux dispositions légales.

Que la présente assemblée est statutairement et légalement constituée et peut délibérer valablement.

Après cet exposé reconnu exact par tous les comparants et actionnaires ci-dessus, l'ordre du jour est abordé par l'Assemblée et après délibération tous les comparants et actionnaires décident à l'unanimité :

1. de remplacer le texte du second alinéa de l'article deux par le texte suivant :

« Le siège Administratif est établi à Braine-le-Comte et pourra être » transféré par décision du Conseil d'Administration en tout autre lieu » situé en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger. Tout changement de » lieu du siège Administratif est publié par les soins du conseil d'ad- » ministration à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou du » « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

2. A l'article cinq sera ajouté trois fois le mot « Congolais » après les mots « francs ».

3. A l'article vingt deux il sera ajouté le mot « Congolais » après le mot « francs ».

La séance est levée à seize heures.

Et immédiatement après la dite séance, s'est réuni le Conseil d'administration de la dite société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Congolaise Zech et Compagnie » composé comme suit : Madame Zech-Levie, Messieurs Paul Zech, Gui Zech, Jules Bergeret, tous prénommés, lesquels ont déclaré que le Conseil d'Administration susdit a décidé de transférer le siège administratif de la dite société Congolaise par actions à responsabilité limitée à Kikwit (Congo Belge).

De tout quoi le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Lieu et date que dessus. Et lecture faite, tous les comparants et le notaire ont signé.

(signé) F. Zech Levie; Gui Zech; Gh. Zech; M. Zech; Paul Zech; M. Legast Zech; Legast J.; J. Berberet; Joseph Potvin, notaire.

Enregistré à Braine-le-Comte le quinze décembre 1900 cinquante deux vol. 18, folio 97 Ce 1 un rôle, un renvoi.

Reçu quarante francs. 40.

Le Receveur (signé) Cambier.

Pour copie conforme délivrée sur papier libre pour être insérée au Bulletin Officiel du Congo Belge.

Joseph POTVIN.

Scieries du Congo Belge « SCICOBÉ ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Les actes de société de « Scieries du Congo Belge » (Scicobe) sont déposés au Greffe du Tribunal de Première Instance d'Elisabethville sous le numéro A. S. 699.

BILAN AU 30 JUIN 1950.

ACTIF.

Immobilisé	8.472.077,10	
Amortiss. antérieurs	700.051,28	
Amortissements exercice	834.672,82	
	<u>1.534.724,10</u>	6.937.353,—
Réalisable		5.674.460,89
Disponible		115.305,30
Débiteurs divers		41.958,—
Dépôts statutaires et actions nominatives		mémoire
		<u>12.769.077,19</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même	6.430.337,28
Dettes de la société envers des tiers	5.254.131,05
Créditeurs divers	82.309,63
Déposants statutaires et actions nominatives	mémoire
Solde disponible	1.002.299,23
	<u>12.769.077,19</u>

Pertes et profits au 30 juin 1950.

DEBIT.

Frais généraux	3.413.621,71
Amortissements	834.672,82
Bénéfices	1.002.299,23
	<u>5.250.593,76</u>

CREDIT.

Bénéfice brut sur ventes	5.250.593,76
------------------------------------	--------------

Ce bilan et ce compte Pertes et Profits ont été approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 novembre 1950.

Scieries du Congo Belge S. C. R. L.

Illisible.

Scieries du Congo Belge « SCICOBÉ ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Les actes de société de « Scieries du Congo Belge » (Scicobe) sont déposés au Greffe du Tribunal de Première Instance d'Elisabethville sous le numéro A. S. 699.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1950.

ACTIF.

Immobilisé	9.115.883,98	
Amortiss. antérieurs	1.534.724,10	
Amortissements exercice	452.033,—	
	<u>1.986.757,10</u>	
		7.129.126,88
Réalisable		6.501.614,05
Disponible		30.845,80
Dépôts statutaires et actions nominatives		mémoire
		<u>13.661.586,73</u>

PASSIF.

Dette de la société envers elle-même	10.317.636,51
Dettes de la société envers des tiers	1.687.597,18
Créditeurs divers	132.783,81
Déposants statutaires et actions nominatives	mémoire
Solde disponible	1.523.569,23
	<u>13.661.586,73</u>

Pertes et profits au 31 décembre 1950.

DEBIT.

Frais généraux	1.954.883,81
Amortissements	452.033,—
Bénéfice	1.523.569,23
	<hr/>
	3.930.486,04
	<hr/>

CREDIT.

Bénéfice brut sur ventes	3.930.486,04
	<hr/>

Ce bilan et ce compte Pertes et Profits ont été approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juillet 1951.

Scieries du Congo Belge S. C. R. L.

Illisible.

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Aketi (Congo Belge).

Siège administratif, 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 518.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.174.

AVIS AUX PORTEURS D'ACTIONS DE CAPITAL.

Il est porté à la connaissance de Messieurs les actionnaires qu'en exécution des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 septembre 1952 les actions de capital amorties au troisième tirage du 1^{er} décembre 1952 sont remboursables à partir du 31 décembre 1952 par :

Frs. 100,— net

pour les titres unitaires et par :

Frs. 2.500,— net

pour les coupures de 25 unités aux guichets des banques ci-après à Bruxelles :

Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc.

Messieurs Nagelmackers Fils et C^o, 12, Place de Louvain.

Les mêmes banques effectueront également l'échange des titres amortis contre des actions de jouissance Série A.

Les listes des actions remboursables se trouvent à la disposition des actionnaires au Siège Administratif ou chez les banquiers de la Société.

Le Conseil d'Administration.

**Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa
en abrégé « S. C. A. F. I. T. ».**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Wema (Congo Belge).

Siège administratif à St.-Josse-ten-Noode, rue de la Limite, 2.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 211188.

**DEMISSION D'ADMINISTRATEURS.
COMPOSITION DU NOUVEAU CONSEIL GENERAL.
TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.**

Suppression du Comité de Gestion et du Fondé de Pouvoirs.
Annulation de leurs pouvoirs.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
des actionnaires tenue le 24 novembre 1952.*

L'assemblée :

1) à l'unanimité des voix :

a) accepte et ratifie les démissions des administrateurs MM. Jules VOET, Luc VAN DEN BOSSCHE, Willy ELENIS et Michel MEERT et leur donne décharge.

2) et à la majorité des voix.

b) décide de composer ainsi qu'il suit le nouveau conseil général, dont les mandats respectifs expireront lors de l'assemblée générale statutaire de 1958 :

1) Monsieur Raphaël JOIE, directeur de société à Havelange, administrateur et Président du Conseil d'Administration.

2) Monsieur René BRANDENBERG, directeur de société, demeurant à Liège, Place Albert, 1, administrateur.

3) Monsieur François JOIE, agent commercial, demeurant à Leval-Trahegnies, 10, rue St.-Martin, administrateur.

4) Monsieur Marcel VERMEIRE, directeur de société, demeurant à Wezembeek-Oppem, avenue de la Forêt, 56, administrateur.

5) Monsieur Alphonse DELIEZ, expert-comptable, demeurant à Bruxelles, avenue Pierre Curie, 147, commissaire.

6) Monsieur Godefroid FROEDURE, docteur en médecine, demeurant à St-Denys-Helkijn, commissaire.

c) Décide de transférer le siège administratif de la société de St.-Josseten-Noode. rue de la Limite, 2, à Havelange, chaussée de Liège, 2.

d) Décide de supprimer purement et simplement les décisions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 24 juillet 1952, dont l'extrait du procès-verbal a fait l'objet de la publication aux Annexes du Moniteur Belge du 23 août 1952 sous le numéro 20.002. Ces décisions ayant trait à la formation d'un conseil de direction, à la nomination d'un fondé de pouvoirs et aux pouvoirs leur conférés.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P. le 17-12-1952. Vol. 936, Folio 69, case 74, 2 rôles s/renv.

Reçu : 40 francs.

Le Receveur, (s.) Langest.

Pour extrait analytique conforme.

Deux administrateurs,

(s.) R. JOIE.

(s.) R. BRANDENBERG.

Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa
en abrégé « S. C. A. F. I. T. ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Wema (Congo Belge).

Siège administratif à Havelange, Chaussée de Liège, 2.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 211188.

DEMISSION D'ADMINISTRATEUR.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration,
tenue au siège administratif, le 14 décembre 1952.*

Le Conseil prend acte de la démission de Monsieur Marcel VERMEIRE comme administrateur de la société et décide de ne pas pourvoir à son remplacement.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P. le 29-12-1952. Vol. 936, folio 90, case 5, 1 rôle s/renv.

Reçu : 40 francs.

Le Receveur, (s.) Langest.

Pour extrait analytique conforme.

Deux administrateurs,

(s.) F. JOIE.

(s.) R. BRANDENBERG.

Chantier Naval et Industriel du Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 37, Square de Meeûs, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 11999.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général
du 17 décembre 1952.

*Nomination de Monsieur Raymond Vanderlinden,
Administrateur de la Société, 46, rue de l'Arbalette, Watermael-Boitsfort
pour achever le mandat de Monsieur Arthur Bemelmans, décédé.*

Le Conseil Général marque son accord à l'unanimité sur cette nomination qui sera soumise à l'approbation de la prochaine assemblée.

Bruxelles, le 20 décembre 1952.

Pour extrait conforme :

Le Président du Conseil,

P. JENTGEN.

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo
« FORGES DU BAS-CONGO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

Registre du Commerce :

Léopoldville n° 2660.

Bruxelles n° 229589.

Constituée à Bruxelles le 18 décembre 1950 par acte du Notaire Nols,
autorisée par Arrêté Royal du 9 janvier 1951.

Actes constitutif et modificatif publiés aux Annexes Sociétés Commerciales du Bulletin Officiel du Congo Belge, le 15 février 1951 et le 15 octobre 1952 et aux Annexes au Moniteur Belge, le 9 février 1951 sous le n° 2002 et le 12 octobre 1952 sous le n° 22292.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1951.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	2.493.276,10	
Frais de 1 ^{er} établissement exercice 1951 .	6.446.339,03	
Achat des études Sydelco	9.027.612,52	
Immeubles et constructions (Afrique) .	18.036.361,78	
Mobilier, matériel, outillage :		
— Europe	149.575,95	
— Afrique	8.459.305,89	
	<u>8.608.881,84</u>	
Avances sur commandes :		
— de matériel	15.639.590,60	
— d'ouvrages	8.109.542,90	
	<u>23.749.133,50</u>	
		68.361.604,77

Réalisable :

Capital non appelé	80.000.000,—	
Prêts et avances aux agents	44.399,—	
Débiteurs	2.708.531,80	
Comptes débiteurs	249.092,—	
	<u>83.002.022,80</u>	

Valeurs engagées :

Matériaux approvisionnés sur chantiers .	949.559,97	
Marchandises en route	7.697.031,83	
	<u>8.646.591,80</u>	

Disponible :

Europe : Caisses, Banques, C. C. P. . .	28.313.917,91	
Afrique : Caisses, Banques	14.467.679,71	
	<u>42.781.597,62</u>	

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	
	<u>202.791.816,99</u>	

PASSIF.

Non exigible :

Capital A : 200.000 actions A de 1.000 frs. chacune . . . 200.000.000.—

Exigible :

Créditeurs	2.492.238,04	
Comptes créditeurs	41.775,20	
Agents (comptes indisponibles)	257.803,75	
	<hr/>	2.791.816,99

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
	<hr/>	202.791.816.99
	<hr/>	<hr/>

Compte de profits et pertes :

Il n'a pas été établi de compte de profits et pertes, la Société n'étant pas encore en période d'exploitation.

Situation du capital.

Le capital est composé de 200 millions de francs d'actions A, entièrement libérées, et de 200 millions de francs d'actions B, libérés à concurrence de 30 %. Le solde de 140 millions de francs par libération des actions B est à libérer par la Colonie du Congo Belge.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Franz LEEMANS, Administrateur de Sociétés, 225, Avenue de Broqueville, Bruxelles, décédé.

Président ff. :

M. Eudore DE BACKER, (Vice-Président), Inspecteur Royal des Colonies, 43, Avenue Van Sever, Wezembeek-Opem.

Administrateurs :

M. Léon BRUNEEL, Docteur en Droit, 5, Avenue Antoine Depage, Ixelles.

M. Albert CLERFAYT, Ingénieur, 200, rue de la Loi, Bruxelles.

M. Jean de STEENHAULT de WAERBECK, Banquier, Château de et à Vollezele.

M. Hubert de WASSEIGE, Ingénieur, 26, rue Mariane, Uccle.

M. Marcel DULAIT, Ingénieur civil, 94, Avenue de l'Université, Ixelles.

M. Edgar GILLON, Ingénieur civil, 43, Avenue Léopold III, Héverlé-Louvain.

M. Georges LANDSBERG, Ingénieur, 2, Place Constantin Meunier, Forest.

M. Georges MARCHAL, Ingénieur civil, 28, Avenue de Lothier, Woluwé-St.-Pierre.

M. Joseph RHODIUS, Administrateur de sociétés, Castel Bel Air, Namur-Citadelle.

M. Frédéric SIMON, Ingénieur, 86, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Martin THEVES, Ingénieur, 12, Avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Ste-Genèse.

M. Albert THYS, Ingénieur, Lintkasteel, Grimbergen.

M. Robert THYS, Ingénieur, 209, Avenue Louise, Bruxelles.

M. René VAN LAERE, Ancien Directeur Général des Travaux Publics et Communications au Congo Belge, 5, Avenue de Putdael, Woluwé-St.-Pierre.

M. Eugène VAN WYNSBERGHE, Licencié en sciences commerciales, 4, Avenue du Congo, Bruxelles.

M. Charles VIGNERON, Directeur général à Sanga, 301, Avenue de Tervueren, Woluwé-St.-Pierre.

Collège des Commissaires :

M. Roger BLAISE, Docteur en droit, 72, Avenue du Behrensheyde, Watermael-Boitsfort.

M. Auguste DELMOTTE, Chef comptable de la Régideso, 9, Avenue Eugène Plasky, Schaerbeek.

M. Raymond DEPIREUX, Licencié en Sciences commerciales, 64, rue Stanley, Uccle.

Le Conseil d'Administration.

G. Marchal, M. Theves, E. De Backer, J. de Steenhault de Waerbeck, G. Landsberg, R. Van Laere, E. Van Wynsberghe, Ch. Vigneron, M. Du-lait, F. Simon, A. Thys, H. de Wasseige, A. Clerfayt, L. Bruneel, E. Gillon.

Le Collège des Commissaires.

R. Depireux, A. Delmotte, R. Blaise.

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo
« FORGES DU BAS-CONGO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

Registre du Commerce :

Léopoldville n° 2660.

Bruxelles n° 229589.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 10 décembre 1952.*

L'Assemblée procède à l'élection définitive de M. René VAN LAERE, Ingénieur en Chef de la Colonie, domicilié, 5, Avenue de Putdael, Woluwé-St.-Pierre, désigné comme administrateur en remplacement de M. Frédéric, démissionnaire à la date du 23 novembre 1951.

M. Wertz, au nom de la Colonie, présente la candidature de M. Pascal GEULETTE, Directeur Général des Travaux Publics et Communications au Congo Belge, domicilié à Gourdinne, au poste d'administrateur, laissé vacant par le décès de M. Franz Leemans.

L'Assemblée élit M. Pascal Geulette à ce poste.

Pour extrait certifié conforme.

Un Administrateur,
E. VAN WYNSBERGHE.

L'Administrateur-Directeur,
F. SIMON.

Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie « FORCES ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

Registres du Commerce :

Stanleyville : n° 766.

Bruxelles : n° 234310.

**NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR
ET ELECTION DU PRESIDENT.**

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue le 10 décembre 1952, 30, rue Marie de Bourgogne à Bruxelles.

Le Ministre des Colonies propose la désignation de M. Pascal GEULETTE, Directeur Général des Travaux Publics et Communications au

Congo Belge, domicilié à Gourdinne, au poste d'administrateur laissé vacant par le décès de M. Franz Leemans. Le Conseil marque son accord.

Cette nomination, faite en application de l'art. 15 des statuts, sera soumise à la ratification de la première assemblée générale.

Le Ministre des Colonies a exprimé au Conseil le désir de voir M. Geulette élu aux fonctions de Président-Administrateur-Délégué de Forces.

A l'unanimité, le Conseil élit M. Geulette à ces fonctions.

Pour extrait certifié conforme.

L'Administrateur-Directeur,
F. SIMON.

Le Vice-Président,
E. DE BACKER.

Société Financière, Immobilière et Commerciale Congolaise « SONAG ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville, 14, avenue Ministre Rubbens.

Siège Administratif : Bruxelles, 12, Place de Louvain.

Registre du Commerce :

Bruxelles n° 230.226.

Léopoldville n° 1419.

Constituée par acte passé devant Maître Paul Dulait, Notaire à Bruxelles, le 5 avril 1950, publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1950 et aux annexes au Moniteur Belge du 7 juin 1950 sous le n° 13787. Modifié par acte passé devant Maître Paul Dulait, le 19 juillet 1950 et publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1950 et aux annexes au Moniteur Belge du 28 septembre 1950, sous le n° 21489.

Autorisée par Arrêté Royal en date du 15 mai 1950.

Assemblée Générale Ordinaire du 11 décembre 1952.

Rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1952.

ACTIF.

Portefeuille titres	13.205.963,05
Banques	477.841,79
Débiteurs	1.518.155,70
Pour ordre	1.815.000,—
	<hr/>
	17.016.960,54
	<hr/>

PASSIF.

Capital	12.500.000,—
Réserve légale	61.540,55
Actions à libérer	161.500,—
Pour ordre	1.815.000,—
Bénéfice : report 1950-51	1.169.270,55
exercice 51-52	1.309.649,44
	<u>2.478.919,99</u>
	<u>17.016.960,54</u>

Compte de pertes et profits au 30-9-1952.

DEBIT.

Frais généraux	105.779,—
Taxe mob. s/coupons	121.700,—
Bénéfice 51-52	1.309.649,44
	<u>1.537.128,44</u>

CREDIT.

Résultat de l'exercice	1.537.128,44
	<u>1.537.128,44</u>

Répartition.

Réserve légale	88.459,45
Fonds de réserve	1.000.000,—
Report à nouveau	557.127,54
Dividende 5 % net, 60 frs. brut	750.000,—
Tantièmes	83.333,—
	<u>2.478.919,99</u>

Composition du Conseil Général.

Jean NAGELMACKERS, Banquier, 206, Boulevard d'Avroy, Liège, Président.

Gérard NAGELMACKERS, Banquier, 17, avenue Emile Demot, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

Pierre NAGELMACKERS, Banquier, 23, Boulevard d'Avroy, Liège, Administrateur.

Baron de STEENHAULT de WAERBECK, Banquier, Rue Linde, Volzele (Brabant), Administrateur.

Pierre TRASENSTER, Banquier, 70, avenue Blonden, Liège, Administrateur.

Edouard ZURSTRASSEN, Industriel, 14, avenue St.-Antoine, Heusy (Verviers), Administrateur.

William GRISARD de la ROCHETTE, Administrateur de Sociétés, Château de la Rochette, Chaudfontaine, Administrateur.

Raymond DEPIREUX, Licencié en Sciences Commerciales, 64, rue Stanley, Uccle, Commissaire.

Jacques NAGELMACKERS, Industriel, 40, Boulevard Frère Orban, Liège, Commissaire.

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

ACTIF — ACTIVA

	31-10-52	30-11-52	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>
Encaisse or <i>Goudvoorraad.</i>	3.124.209.292,13	3.248.141.731,85	+ 123.932
Avoirs en monnaies convertibles en or <i>Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.</i>	3.424.504.251,30	3.651.407.393,26	+ 226.903
Avoirs en francs belges. <i>Tegoed in Belgische franken.</i>			
Banques et divers organismes . . . <i>Banken en diverse organismen.</i>	223.951.920,09	88.910.615,66	— 135.041
Certificats du Trésor Belge . . . <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>	1.800.000.000,—	1.600.000.000,—	— 200.000
Autres avoirs <i>Andere tegoeden.</i>	6.223.015,55	41.401.341,30	+ 38.178
Avoirs en autres monnaies <i>Tegoed in andere deviezen.</i>	30.750.961,56	25.799.188,10	— 4.952
Effets commerciaux sur le Congo et le Ruanda-Urundi <i>Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>	—	—	—
Avoirs aux offices des chèques postaux <i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>	3.663.991,01	1.606.358,51	— 2.058
Effets publics belges émis en francs congolais <i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong. franken.</i>	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—
Fonds publics (art. 6, par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts) <i>Overheidsfondsen (art. 6, par. 1, litt. 12 en 13 der Statuten).</i>	99.508.529,40	99.487.138,40	+ 21
Immeubles, matériel, mobilier . . . <i>Gebouwen, materieel, meubelen.</i>	47.806.992,05	51.810.792,05	— 4.004
Divers <i>Diversen.</i>	116.128.538,93	121.523.441,13	+ 5.395
	13.312.910.829,58	13.369.251.337,82	+ 56.340

PASSIF — PASSIVA

	31-10-52	30-11-52	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>
Billets et monnaies métalliques en circulation	4.057.144.112,85	4.113.062.140,20	+ 55.918
<i>Biljetten en metalen munten in omloop.</i>			
Comptes-courants et créditeurs divers.			
<i>Rekeningen-courant en diverse crediteuren.</i>			
Congo Belge et Ruanda-Urundi	4.318.033.819,30	4.184.887.829,67	— 133.146
<i>Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>			
Comptes-courants divers	2.371.649.614,47	2.458.730.352,76	+ 87.081
<i>Diverse rekeningen-courant.</i>			
Valeurs à payer	114.831.196,79	135.453.234,26	+ 20.622
<i>Te betalen waarden.</i>			
Total des engagements à vue	10.861.658.743,41	10.892.133.556,89	+ 30.475
<i>Totaal der verbintenissen op zicht.</i>			
Engagements en francs belges.			
<i>Verbintenissen in Belgische franken.</i>			
A vue	797.798.271,81	673.866.201,69	— 123.932
<i>Op zicht.</i>			
A terme	275.000.000,—	275.000.000,—	—
<i>Op termijn.</i>			
Engagements en monnaies étrangères.			
<i>Verbintenissen in buitenlandse deviezen.</i>			
En monnaies convertibles	1.069.472.069,09	1.193.863.231,70	+ 124.390
<i>In omzetbare deviezen.</i>			
En autres monnaies	7.243.337,41	7.243.133,11	—
<i>In andere deviezen.</i>			
Divers	151.738.407,86	177.145.214,43	+ 25.407
<i>Diversen.</i>			
Capital	150.000.000,—	150.000.000,—	—
<i>Kapitaal.</i>			
	13.312.910.829,58	13.369.251.337,82	+ 56.340

H. LENAERT.
Directeur.

P. CHARLES.
Gouverneur.

**« Société d'Etudes et de réalisations immobilières au Congo »
en abrégé « ETRIMO-CONGO »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

—
CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt six novembre.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1) M. André H. Gilson, administrateur de sociétés, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant à Woluwe Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 194a.

2) M. Maurice Schmitz, ingénieur architecte, demeurant, 16, boulevard Louis Schmidt à Etterbeek.

3) Madame Adélie Elise Collin, veuve de M. Fernand Tonglet, chef de vente à la société Etrimo, demeurant à Ixelles, 3, place Albert Leman.

4) M. Francis Hubert Raymann, administrateur de sociétés, demeurant 40, avenue Van Bever à Uccle.

5) M. Jean Florian Modeste Collin, architecte, demeurant à Bruxelles, rue Ducale, 49.

6) M. Jules Charles Lucien Janlet, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, Bruxelles, Drève du Caporal, 40.

7) La société de personnes à responsabilité limitée « Etrimo » ayant son siège social, 49, rue Ducale à Bruxelles, représentée par son gérant ayant les pouvoirs requis, M. Francis Raymann préqualifié.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est formé sous le régime de la législation du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée dénommée : « *Société d'Etudes et de Réalisations Immobilières au Congo* » en abrégé « Etrimo-Congo ».

Article 2. — Le siège social est établi à Léopoldville. Il peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge par décision du conseil d'administration.

(1) Arrêté royal du 30 décembre 1952. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1953. — 1^{re} Partie.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, ce terme comprenant les diverses communes de l'agglomération bruxelloise. Il peut être transféré dans toute autre localité en Belgique ou au Congo Belge, par décision du conseil d'administration.

Le transfert du siège social ou du siège administratif sera publié, sauf le cas de force majeure, par avis insérés dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou dans le Bulletin Administratif du Congo Belge et aux annexes du Moniteur Belge. Le conseil d'administration peut établir en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger des succursales, agences ou bureaux.

Article 3. — La société a pour objet l'étude et la réalisation dans la Colonie et les territoires limitrophes, de toutes opérations foncières et immobilières. Elle pourra d'une façon générale faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation soit en son nom, soit comme mandataire ou en participation avec d'autres groupes. Elle fait toutes opérations soit sous son nom, soit sous le nom de tiers pour son compte, pour compte de tiers ou en participation avec eux.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente années prenant cours à dater de l'arrêté royal autorisant sa constitution. Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour modifier les statuts et en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL — APPORTS — ACTIONS.

Article 5. — Le capital est fixé à un million de francs congolais. Il est représenté par deux cents parts sociales sans désignation de valeur.

Article 6. — Les deux cents parts sociales sont souscrites contre espèces à raison de cinq mille francs l'une par les comparants précités, savoir :

M. André H. Gilson souscrit vingt parts	20
M. Maurice Schmitz, souscrit cinq parts	5
M. Jean Collin souscrit quarante parts	40
M. Francis Raymann souscrit quarante parts	40
M. Jules Janlet souscrit vingt parts	20
Madame veuve Tonglet souscrit vingt parts	20
La société de personnes à responsabilité limitée Etrimo, souscrit cinquante cinq parts	55
Ensemble les deux cents parts sociales	200

Les comparants nous déclarent et requièrent d'acter que les deux cents parts sociales ont été libérées chacune par leurs souscripteurs respectifs en espèces à raison de cinquante pour cent (deux mille cinq cent francs par part) ensemble cinq cent mille francs congolais qui se trouvent dès à présent à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

Article 7. — Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour modifier les statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal. Lors de toute augmentation du capital social contre espèces, les nouvelles parts sociales seront offertes par préférence aux anciens actionnaires au prorata du nombre de titres appartenant à chacun d'eux à cette époque et ce, tant à titre réductible qu'irréductible.

Le conseil d'administration pourra passer avec tous tiers aux clauses et conditions qu'il avisera, les conventions propres à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Article 8. — Le conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts sociales non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques de versements et en fixe les montants dans les avis envoyés par lettre recommandée à la poste, au moins quinze jours avant la date fixée pour les versements.

Ces appels vaudront mise en demeure et tout versement en retard porte intérêt de plein droit au taux de huit pour cent l'an à compter du jour de l'exigibilité jusqu'au jour du paiement au profit de la société.

Si ce versement n'est pas effectué dans les trente jours, le conseil d'administration aura le droit pour se couvrir des sommes qui lui seraient dues, soit de faire vendre les titres en retard de versement par ministère d'agent de change, soit de réclamer judiciairement le paiement de ces sommes, soit de recourir à cet effet et simultanément à tous autres moyens de droit.

Article 9. — Tout actionnaire a le droit de se libérer anticipativement aux conditions à déterminer par le conseil d'administration.

Les actionnaires ne sont tenus qu'à la libération de leurs titres.

Article 10. — Les parts sociales non entièrement libérées ou libérées anticipativement sont nominatives.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la constitution de la société ou l'augmentation de capital.

Les cessions de parts sociales non entièrement libérées ne peuvent se faire qu'au profit d'un cessionnaire agréé par le conseil d'administration.

Après que les derniers appels de fonds ont été faits les parts sociales entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix du titulaire. Les actions au porteur peuvent être converties en actions nominatives aux frais du titulaire.

La première conversion en titre au porteur et la première conversion en inscription nominative est aux frais de la société. Les conversions ultérieures sont aux frais de l'actionnaire qui les requiert.

Le conseil d'administration peut créer des titres multiples représentant plusieurs parts sociales. Dans ce cas, tout actionnaire pourra obtenir à ses frais, la conversion de titres unitaires en titres multiples et réciproquement.

Article 11. — Il est tenu un registre des actions nominatives. Sauf le cas de force majeure, les demandes d'inscription, de cession et de toutes autres mentions à inscrire dans le registre doivent être faites au siège administratif de la société.

Toute inscription, toute mention de cession d'action ou toutes autres mentions à faire au registre des actions nominatives sont suspendues durant les quinze jours précédant la réunion d'une assemblée générale des actionnaires.

Article 12. — Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part sociale, tous les co-propriétaires indivis d'une part sociale ou tous les ayants droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nus-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. A défaut par eux de le faire, le conseil d'administration peut suspendre les droits afférents aux titres dont il s'agit. Les représentants et créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeur de la société ou en demander le partage ou la licitation; ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION.

Article 13. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires. Ces membres sont révocables. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

En dehors du tantième prévu à l'article trente six, l'assemblée générale peut attribuer des émoluments fixes aux membres du conseil d'administration.

Article 14. — Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à trois parts sociales. Il ne pourra être restitué qu'après approbation par l'assemblée générale du bilan, de l'exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur auront pris fin.

Article 15. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis pourront pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui statuera sur la nomination définitive.

Article 16. — Le conseil nomme parmi ses membres un président et s'il le juge nécessaire, un vice-président.

En cas d'absence du président et du vice-président, le conseil désigne un de ses membres pour remplir les fonctions de président.

Article 17. — Chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou à son défaut du vice-président, à défaut de ceux-ci d'un administrateur désigné par ses collègues.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de parité des voix, celle du président est prépondérante. Chaque administrateur peut, par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois aucun administrateur ne pourra avoir plus de deux voix, y compris la sienne. Sauf le cas de force majeure, le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée.

Article 18. — Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux conservés dans un registre spécial, tenu au siège administratif de la société ou en cas de force majeure au siège social et signés par la majorité des membres ayant pris part à la délibération. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article 19. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes qui entrent dans le domaine de l'activité sociale, à la seule exception de ceux qui sont spécialement et exclusivement réservés à l'assemblée générale. Il peut notamment acquérir et vendre tous immeubles, constituer tous droits réels ou y renoncer, consentir à toutes affectations hypothécaires, stipuler la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions, transcriptions, saisies ou oppositions avec ou sans paiement, emprunter à court ou long terme par voie d'obligation au porteur ou autre, hypothécaire ou non, compromettre ou transiger sur tous les intérêts sociaux. Cette énumération est exemplative et non limitative.

Article 20. — Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un ou plusieurs administrateurs délégués dont il détermine les attributions et auxquels il peut allouer des émoluments à prélever sur les frais généraux en sus des tantièmes mentionnés à l'article trente six des statuts. Il peut nommer des directeurs dont il fixe les attributions et les émoluments. Il peut désigner un ou plusieurs administrateurs pour remplacer un des administrateurs délégués en cas d'empêchement. Il peut de plus, en fixant leurs attributions et leurs émoluments, déléguer un ou plusieurs de ses membres et constituer des mandataires hors son sein.

Le conseil peut créer un ou plusieurs comités de direction, administratifs, techniques ou autres dont il détermine les pouvoirs et les attributions. Il en nomme les membres et fixe leurs émoluments.

Article 21. — A moins de délégation expresse du conseil d'administration à un de ses membres ou à un tiers, les actes engageant la société sont signés par un administrateur délégué ou par l'administrateur qui le remplace et contresignés par un autre administrateur, sans qu'ils aient à justifier envers les tiers d'une délibération préalable conforme du conseil.

TITRE IV.

SURVEILLANCE.

Article 22. — La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires. Ils sont révocables.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

En dehors du tantième prévu à l'article trente six l'assemblée générale peut attribuer aux commissaires des émoluments fixes.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à une part sociale. Il ne pourra être restitué qu'après approbation par l'assemblée générale du bilan de l'exercice pendant lequel les fonctions de commissaire auront pris fin.

TITRE V.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 23. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article 24. — Les convocations de toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par avis insérés au moins huit jours avant la réunion sauf le cas de force majeure, dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou dans le Bulletin Administratif du Congo Belge et aux annexes du Moniteur Belge.

Des lettres missives sont adressées huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom mais sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Article 25. — Pour assister à l'assemblée générale, les titulaires de parts sociales aux porteurs déposeront leurs titres au lieu indiqué dans la convocation au moins cinq jours francs avant la réunion, à l'exception des administrateurs et commissaires pour ce qui concerne les parts sociales formant leur cautionnement. Les titulaires de parts sociales inscrits au registre des actions nominatives depuis quinze jours au moins conformément à l'article onze feront connaître au lieu indiqué dans les convocations cinq jours francs avant la réunion, le nombre de titres pour lequel ils prendront part au vote.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial pourvu que celui-ci soit actionnaire et ait le droit de vote. Toutefois, les femmes mariées, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les associations de fait peuvent être représentées respectivement par leurs maris, tuteurs, curateurs et mandataires même non actionnaires.

Le conseil d'administration pourra arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué dans les convocations cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes devront pour assister à l'assemblée générale, se faire représenter par une seule et même personne.

Article 26. — Les assemblées générales se réunissent sur convocation du conseil d'administration dans l'agglomération bruxelloise au lieu désigné dans la convocation ou en cas de force majeure au siège social ou ailleurs.

L'assemblée générale annuelle se tient le troisième mardi de juin à onze heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale autant de fois que l'intérêt social l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou par des actionnaires représentant au moins le cinquième des parts sociales.

Article 27. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, à son défaut par le vice-président et à défaut de celui-ci par un des administrateurs.

Article 28. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions qui sont énoncées dans l'ordre du jour.

Article 29. — Chaque part sociale donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 30. — Sont spécialement et exclusivement du ressort de l'assemblée générale, les décisions ci-après :

- 1) Approbation annuelle des bilans sur rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires, répartition des bénéfices.
- 2) Fixation du nombre, nomination, remplacement et révocation des administrateurs et détermination de leurs émoluments.
- 3) Fixation du nombre, nomination, remplacement et révocation des commissaires et détermination de leurs émoluments.
- 4) Modification des statuts.
- 5) Augmentation ou réduction du capital.
- 6) Prorogation ou dissolution anticipée de la société.
- 7) Fusion avec d'autres sociétés.
- 8) Nomination des liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs et émoluments.

Article 31. — Sous réserve des dispositions de l'article vingt neuf et sauf dérogation prévue à l'alinéa suivant, les décisions de l'assemblée générale sont prises quel que soit le nombre de parts sociales représentées, à la majorité absolue des voix.

Toutefois, pour augmenter ou réduire le capital social, fusionner avec une autre société, proroger ou dissoudre anticipativement la société et modifier les statuts, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si les actionnaires assistant à la réunion représentent au moins la moitié du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée générale sera convoquée et délibérera valablement quelle que soit la part du capital représentée.

Dans tous les cas, les décisions des assemblées générales délibérant sur les questions énumérées à l'alinéa deux du présent article, n'auront d'effet que si elles réunissent au moins les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article 32. — Les décisions prises par l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, le secrétaire et les deux scrutateurs.

Les procès-verbaux sont ensuite transcrits dans un registre spécial et signés par le président de l'assemblée.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

TITRE VI.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article 33. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente un décembre de chaque année.

Le premier exercice se clôturera le trente un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Le trente un décembre de chaque année, les écritures de la société sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes.

Le conseil d'administration évalue au mieux des intérêts sociaux les créances ainsi que les valeurs, meubles et les immeubles de la société.

Article 34. — Trente jours au moins avant l'assemblée générale annuelle, le conseil d'administration met le bilan, le compte de profits et pertes et son rapport à la disposition des commissaires qui dressent leur rapport dans les quinze jours. Quinze jours avant l'assemblée le bilan et le compte de profits et pertes sont déposés au siège administratif ou en cas de force majeure au siège social où les actionnaires peuvent en prendre connaissance sur production de leur titre.

Article 35. — Il est porté annuellement aux frais généraux une somme destinée à être attribuée aux membres du personnel de la société. Cette allocation sera répartie par le conseil d'administration suivant un règle-

ment d'ordre intérieur. Si l'entièreté de l'allocation n'est pas attribuée, le solde en sera versé à un fonds spécial en faveur du personnel.

Article 36. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice il est d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour la dotation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Du surplus il est attribué nonante pour cent aux parts sociales et dix pour cent au conseil d'administration et au collège des commissaires. Le conseil d'administration établit la répartition de ces tantièmes suivant un règlement d'ordre intérieur. Le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice après dotation de la réserve statutaire, soit à un report à nouveau soit à la dotation de fonds spéciaux de réserve.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux lieux désignés par le conseil d'administration.

Article 37. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans la quinzaine de leur approbation, publiés sauf le cas de force majeure aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et aux annexes du Moniteur Belge.

TITRE VII.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 38. — Lors de la dissolution de la société soit à l'expiration de son terme, soit par anticipation, la liquidation sera faite par le conseil d'administration alors en fonction à moins que l'assemblée générale ne désigne à cet effet un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et les émoluments, conformément à l'article trente.

En cas de perte de la moitié du capital social, le conseil d'administration doit soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital social, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires, possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Article 39. — L'actif net sera partagé également entre toutes les parts sociales. Si celles-ci n'étaient pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à la répartition rétabliront l'égalité entre les parts sociales, soit par des appels de fonds complémentaires, soit par des remboursements préalables.

TITRE VIII.

ELECTION DE DOMICILE. REFERENCES AUX LOIS COLONIALES BELGES.

Article 40. — Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur est censé faire élection de domicile au siège administratif de la société où toutes notifications, significations, sommations et assignations pourront être valablement faites.

Article 41. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il en est référé à la législation congolaise et à défaut à la législation belge sur la matière.

TITRE IX.

NOMINATIONS.

L'assemblée décide de nommer quatre administrateurs et un commissaire.

Elle appelle aux fonctions d'administrateurs Messieurs : André H. Gilson, Jean Florian, Modeste Collin, Maurice Schmitz et Francis Raymann, tous précités qui acceptent.

Elle appelle aux fonctions de commissaire : Madame veuve Fernand Tonglet précitée qui accepte.

Leurs mandats prendront fin immédiatement après l'assemblée statutaire de mil neuf cent cinquante huit.

CONDITION SUSPENSIVE.

La présente constitution est faite sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi.

ESTIMATION.

L'assemblée estime à environ trente cinq mille francs le montant des frais, charges ou rémunérations incombant à la société ou mis à sa charge du chef de la présente constitution.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré six rôles, cinq renvois à Bruxelles A. C. III, le 28 novembre 1952, volume 604, folio 57, case 5, reçu : quarante francs.

Le receveur (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

Le Notaire,
(s.) Paul ECTORS.

Paul Ectors, Notaire à Bruxelles, Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Bareel Charles, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M. Ectors, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 1060.

Bruxelles, le 11 décembre 1952.

(s.) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 15 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le 15 décembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 23 décembre 1952.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën.
de 23 December 1952.

(sé.) DEQUAE (get.)

Les Industries de Lukunki.

Société congolaise à responsabilité limitée.

CHANGEMENT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Par décision du Conseil d'Administration en date du 22 septembre 1952, décision confirmée par l'Assemblée Générale du 29 septembre 1952, le siège administratif de la société a été transféré, 192, rue Royale à Bruxelles.

LOTTERIE COLONIALE

18^{me} TRANCHE 1952.

TIRAGE DE LA TRANCHE SPECIALE DE NOEL.

SAMEDI 27 DECEMBRE 1952.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
109400	1.000.000 fr.	4735	5.000 fr.
240	1.000 fr.	9595	5.000 fr.
12440	100.000 fr.		
315440	1.000.000 fr.		
122640	500.000 fr.		
1060	20.000 fr.	76306	100.000 fr.
470	1.000 fr.	89236	100.000 fr.
338180	5.000.000 fr.	84466	100.000 fr.
		866	1.000 fr.
		340076	2.000.000 fr.
		6686	5.000 fr.
79011	250.000 fr.	269096	2.000.000 fr.
3181	50.000 fr.		
		370837	5.000.000 fr.
42902	100.000 fr.	96747	100.000 fr.
8132	5.000 fr.		
449232	1.000.000 fr.		
448932	1.000.000 fr.		
182	1.000 fr.	918	2.500 fr.
1892	10.000 fr.	264918	500.000 fr.
		6028	10.000 fr.
		828	1.000 fr.
		38	500 fr.
Néant	Néant	7438	20.000 fr.
		0068	5.000 fr.
4	300 fr.		
59274	100.000 fr.	51339	100.000 fr.
483774	1.000.000 fr.	3869	10.000 fr.
269184	1.000.000 fr.		

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

18^e SCHIJF 1952.

TREKKING DER SPECIALE SCHIJF VOOR KERSTMIS.

ZATERDAG 27 DECEMBER 1952.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
109400	1.000.000 fr.	4735	5.000 fr.
240	1.000 fr.	9595	5.000 fr.
12440	100.000 fr.		
315440	1.000.000 fr.		
122640	500.000 fr.		
1060	20.000 fr.	76306	100.000 fr.
470	1.000 fr.	89236	100.000 fr.
338180	5.000.000 fr.	84466	100.000 fr.
		866	1.000 fr.
		340076	2.000.000 fr.
		6686	5.000 fr.
		269096	2.000.000 fr.
79011	250.000 fr.		
3181	50.000 fr.		
42902	100.000 fr.	370837	5.000.000 fr.
8132	5.000 fr.	96747	100.000 fr.
449232	1.000.000 fr.		
448932	1.000.000 fr.		
182	1.000 fr.	918	2.500 fr.
1892	10.000 fr.	264918	500.000 fr.
		6028	10.000 fr.
		828	1.000 fr.
		38	500 fr.
Niets	Niets	7438	20.000 fr.
		0068	5.000 fr.
4	300 fr.		
59274	100.000 fr.	51339	100.000 fr.
483774	1.000.000 fr.	3869	10.000 fr.
269184	1.000.000 fr.		

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1 FEVRIER 1953.

ANNEXE I

312/57
C 27.

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Banque Commerciale du Congo	174, 182	Société d'Importations et d'exportations en Afrique	191
Central African Agencies	206	Société Immobilière et Industrielle d'Afrique	164, 195
Ciments Métallurgiques de Jadotville	197	Société pour la Fabrication au Congo de Tuyaux en Asbeste Ciment	218
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	196	Syndicat pour le développement de l'Electrification du Bas-Congo	193
Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne	195	Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi	194
Société Coloniale de Textiles	183	Usines J. G. De Coninck et Fils-Congo	210
Société Coloniale Minière	188		
Société de Transports par Trains Fluviaux au Congo	187		

**« Société Immobilière et Industrielle d'Afrique »
en abrégé « SIDAF »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le cinq décembre.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1) La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Auxiliaire Agricole du Kivu » en abrégé S.A.A.K. ayant son siège administratif à Bruxelles, 16, rue d'Egmont, ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis, MM. Marcel Dupret et René Brasseur, ci-après qualifiés.

2) M. Marcel Dupret, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, n° 98.

3) M. René Brasseur, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 3, Rond Point de l'Etoile.

4) M. Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés, demeurant 127, avenue de Broqueville à Woluwe-Saint-Lambert.

5) La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Immobilière au Kivu » en abrégé « S.I.M.A.K. », ayant son siège administratif à Bruxelles, rue de la Loi, 80.

6) M. Marcel Hansen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, 18 b.

7) Le baron André de Broqueville, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 38, rue Joseph II.

La Société Immobilière du Kivu et le baron André de Broqueville précités, ici représentés en vertu de leurs procurations sous seing privé ci-annexées qui seront enregistrées avec les présentes, par M. Marcel Hansen précité.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer comme suit.

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société Immobilière et Industrielle d'Afrique » en abrégé « SIDAF ».

(1) Arrêté royal du 5 janvier 1953. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} février 1953. — 1^{re} Partie.

Article 2. — Le siège social est établi à Costermansville (Kivu Congo Belge).

Le siège administratif de la société est établi dans l'agglomération bruxelloise au lieu élu par le conseil d'administration. Il est actuellement 16, rue d'Egmont à Bruxelles.

Le conseil d'administration peut transférer le siège social partout ailleurs au Congo Belge et le siège administratif en tout autre endroit en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger.

Tout transfert du siège social ou du siège administratif doit être publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge » et aux annexes du « Moniteur Belge ».

Article 3. — La société a pour objet toutes opérations immobilières et de mise en valeur du sol et du sous-sol tant en Belgique qu'au Congo Belge et à l'étranger (à l'exclusion de celles régies par la législation minière au Congo Belge).

En conséquence la société pourra notamment créer et exploiter toutes entreprises et plantations agricoles ou arboricoles, forestières et pastorales, cultures vivrières, procéder à tous travaux de terrassements, création de routes et voies d'accès, lotissements résidentiels ou autres, à toutes constructions d'habitations ou bâtiments industriels, commerciaux ou autres, exploiter toutes carrières, dépôts, alluvions ou gisements et filons.

Elle pourra également faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières susceptibles de favoriser son but principal, l'organisation de marché et débouchés, la vente de ses produits ou présentant quelques connexité avec l'une ou l'autre de ses activités. Elle pourra acquérir toutes valeurs de portefeuille ou autres.

Elle pourra poursuivre cet objet par toutes voies de droit pour elle-même, pour des tiers ou en participation, s'intéresser de toutes manières dans toutes sociétés présentant quelque analogie avec son objet, s'associer et se fusionner avec elles.

L'assemblée générale peut interpréter et étendre l'objet social dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts sans en altérer l'essence sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater de l'arrêté royal autorisant sa constitution. Elle peut être prorogée successivement moyennant autorisation par arrêté royal ou dissoute par anticipation par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts.

Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — APPORTS — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille francs congolais. Il est représenté par deux mille cinq cents parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Article 6. — Les comparants déclarent faire apport à la société présentement constituée des parts qu'ils possèdent de la société anonyme belge « Société Immobilière et Industrielle d'Afrique » en abrégé SIDAF, ayant son siège social à Bruxelles, 16, rue d'Egmont, constituée par acte du notaire Paul Ectors à Bruxelles, du vingt-cinq octobre mil neuf cent cinquante et un (« Moniteur Belge » du quatorze novembre mil neuf cent cinquante et un, n° 23223) savoir :

La Société Auxiliaire Agricole du Kivu fait apport de douze cent quarante-sept parts	1.247
M. Marcel Dupret, d'une part	1
M. René Brasseur, d'une part	1
M. Etienne Corbisier de Meaultsart, d'une part	1
La Société Immobilière au Kivu, Simak, de douze cent quarante-huit parts	1.248
M. Marcel Hansen, d'une part	1
Le baron André de Broqueville, d'une part	1

Ensemble deux mille cinq cents parts sociales de mille francs, 2.500
soit la totalité des titres existants de la dite société belge étant fait observer que les parts sociales apportées ont été libérées chacune de vingt pour cent contre espèces.

En rémunération de leur apport, il est attribué aux apporteurs qui acceptent, les deux mille cinq cents parts sociales de la société congolaise nouvelle libérées chacune de deux cents francs à raison d'une part sociale de la société congolaise par part sociale de la société belge apportée.

En conséquence de ce qui précède :

1) La société anonyme belge « Société Immobilière et Industrielle d'Afrique » précitée, se trouve dissoute et sa liquidation clôturée par la réunion de tout son actif et son passif, sans rien excepter ni réserver dans le patrimoine de la société congolaise par actions de même nom.

2) Le capital de la présente société congolaise est entièrement souscrit et libéré de vingt pour cent et il est satisfait aux conditions requises par le décret du Gouvernement de la Colonie du seize novembre mil neuf cent quarante-neuf.

Article 7. — Les versements à effectuer sur les parts sociales non entièrement libérées doivent être faits aux époques que le conseil d'administration détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours, signifié par lettre recommandée est en retard de satisfaire à tout appel de fonds sur les parts sociales doit bonifier à la société les intérêts calculés à six pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement. Le conseil d'administration peut en outre après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse par ministère d'agent de change sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation, dans ce cas il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article 8. — Les parts sociales sont nominatives. Elles ne sont cessibles sans l'agrément de l'assemblée des actionnaires qu'entre associés. L'assemblée ne peut être tenue de justifier de son refus d'agrément éventuel.

Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'après publication de l'arrêté royal ayant autorisé leur création.

La cession des titres représentatifs d'apports ne consistant pas en numéraire ou donnant droit à de pareils titres, est soumise aux prescriptions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges sur la matière.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les nouveaux titres à créer seront offerts par préférence aux anciens actionnaires au prorata des titres qu'ils possèdent.

Il est tenu un registre des titres nominatifs, soit au siège administratif, soit au siège social. Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire en nom, l'indication du nombre de ses titres, des versements effectués, les transferts avec leurs dates, les mentions de cautionnement, la conversion en titres au porteur. Tout actionnaire peut en prendre connaissance.

Article 9. — La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres par décision du conseil d'administration qui détermine le type et le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement des obligations, les garanties spéciales qui seraient affectées à celles-ci ainsi que toutes autres conditions de leur émission.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article 10. — La société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle, ils seront rééligibles.

Leurs mandats sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort.

Les fonctions des administrateurs sortants prendront fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article 11. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et éventuellement un ou plusieurs vice-présidents. Il peut choisir dans son sein un comité de direction dont il détermine les pouvoirs. Il peut en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués, chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non et déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés.

Le conseil détermine les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède. Le conseil peut révoquer en tout temps la décision qu'il a prise à cet égard.

Article 12. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou en cas d'empêchement de celui-ci d'un vice-président ou à leur défaut d'un administrateur désigné par ses collègues. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 13. — Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit ou télégramme à un de ses collègues du conseil, délégation pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place. Le délégué sera dans ce cas au point de vue du vote réputé présent. Toutefois aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur peut également mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Toute décision du conseil est prise à la simple majorité des votants.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Si dans une séance du conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article soixante des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés du conseil.

Article 14. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont été présentés à la délibération et aux votes, les délégués signant en outre pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les délégations, ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégramme y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du conseil.

Article 15. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou au conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider de sa seule autorité toutes les opérations qui rentrent aux termes de l'article trois ci-dessus dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interdictions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut entre autres recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail même à long terme ou sous louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, tous gisements miniers, carrières, toutes exploitations agricoles, forestières ou vivrières, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements et toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée avec ou sans constatation de paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

Article 16. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle.

Le nombre et les émoluments des commissaires sont déterminés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les commissaires sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort.

Ils sont rééligibles. Les fonctions des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article 17. — Il est affecté par privilège en garantie de l'exécution de leur mandat, par chaque administrateur vingt-cinq parts sociales et par chaque commissaire dix parts sociales.

Article 18. — L'assemblée générale peut en sus des émoluments qu'elle aura déterminés, allouer aux administrateurs et aux commissaires, une indemnité à porter au compte des frais généraux.

Le conseil d'administration est autorisé également à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article 19. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur à ce délégué.

Dans la colonie et dans les pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

Article 20. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents employés ou salariés de la société et notamment les actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration, auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel

prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achats, d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans constatation de paiement sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires sont valablement signés soit par deux administrateurs, sans qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 21. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle se compose des propriétaires de parts sociales qui ont tous le droit de voter soit par eux-mêmes directement, soit par mandataire, moyennant observation des dispositions statutaires.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Article 22. — L'assemblée générale annuelle doit se réunir le quatrième jeudi du mois de juin de chaque année à quinze heures trente minutes dans l'agglomération bruxelloise à l'endroit désigné dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent à l'endroit indiqué dans les avis de convocation.

Article 23. — L'assemblée générale tant annuelle qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du conseil d'administration ou du collège des commissaires.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour, elles sont faites au moins quinze jours avant l'assemblée par une annonce insérée au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Lorsque toutes les parts sont nominatives, les convocations aux assemblées générales seront faites uniquement par lettres missives recommandées.

Article 24. — Tout propriétaire de part sociale peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils possèdent doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer à l'assemblée.

Article 25. — Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Article 26. — Chaque part sociale donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article 27. — Les décisions sont prises quel que soit le nombre de parts sociales réunies à l'assemblée, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sauf lorsque la loi exige d'autres conditions de présence et de majorité.

Article 28. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, par les autres membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil.

TITRE V.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article 29. — L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année.

Le trente et un décembre il est dressé par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et des commissaires envers la société.

Aussitôt après leur adoption par l'assemblée, les bilan et compte de profits et pertes sont publiés à la diligence du conseil d'administration, soit au « Bulletin Officiel », soit au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Article 30. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice il est prélevé tout d'abord :

1° Cinq pour cent au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2° La somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un dividende qui sera fixé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration, éventuellement réduite *prorata temporis et liberationis*.

Le solde est mis à la disposition de l'assemblée générale qui sur proposition du conseil d'administration en décide l'affectation.

Les dividendes éventuels seront payables en francs congolais aux dates et lieux déterminés par le conseil d'administration.

TITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 31. — En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation, conformément aux articles cent septante-neuf et suivants des lois belges précitées.

Article 32. — L'actif net sert tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré non amorti des parts sociales.

Si les parts sociales ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les parts sociales.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 33. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il en est référé à la législation coloniale et à défaut à la législation belge sur la matière.

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur et commissaire élit, par les présentes, domicile au siège administratif de la société où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

TITRE VIII.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 34. — Sont nommés pour la première fois administrateurs :

M. René Brasseurs, précité, qui accepte et exercera les fonctions de président du conseil d'administration.

M. Etienne Corbisier de Meaultsart, précité, qui accepte.

M. Marcel Hansen, précité, qui accepte.

Est nommé pour la première fois commissaire : M. Walter Scott, administrateur de société, demeurant à Schaerbeek, 198, rue Victor Hugo pour qui accepte M. Marcel Dupret précité.

TITRE IX.

CHARGE DE LA SOCIÉTÉ EN RAISON DE SA CONSTITUTION.

Article 35. — Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ trente mille francs.

CONDITION SUSPENSIVE.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la législation coloniale.

Dont acte fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite les comparants ont signé avec nous, notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré six rôles, six renvois à Bruxelles A. C. III, le 8 décembre 1952, volume 603, folio 61, case 1.

Reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

Le notaire,

(s.) Paul ECTORS.

Paul Ectors, notaire, à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Ectors, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. — N° 1125.

Bruxelles, le 18 décembre 1952.

(s.) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le 19 décembre 1952.

Droits perçus : 40 francs.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 31 décembre 1952.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 31 December 1952.

(sé) DEQUAE (get.)

Banque Commerciale du Congo,
Société congolaise à responsabilité limitée.

**DECISION SOUS CONDITION SUSPENSIVE DE FUSION
DE LA SOCIETE AVEC LA BANQUE DU CONGO BELGE.**

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le dix-neuf novembre à dix heures quinze minutes.

A Bruxelles, en l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, rue Royale, numéro 38.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Banque Commerciale du Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte du ministère du notaire Hubert Scheyven à Bruxelles, soussigné, du seize novembre mil neuf cent quarante-neuf, autorisée par arrêté du Régent du vingt-neuf décembre mil neuf cent quarante-neuf et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du huit février mil neuf cent cinquante, numéro 2124 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent cinquante.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, profession, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer;

cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente-trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8, Vice-Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Albert Geldof, Directeur de banque, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Capouillet, numéro 31 et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Bénédict Goldschmidt, banquier, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, numéro 6 et Emile Lagae, propriétaire, demeurant à Bruxelles, rue de l'Aurore, numéro 38.

Messieurs Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97, administrateur-délégué, Henri Borgers, administrateur de banque, demeurant à Anvers, avenue Van Eyck, numéro 17, Jacques Lepère, Directeur de banque, demeurant à Uccle, avenue de Boetendaël, numéro 130 et Paul Ramlot, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, rue de l'Ermitage, numéro 50, administrateurs, et Monsieur Edmond Dereume, professeur à l'Université de Louvain, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, numéro 63, commissaire réviseur, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1) Proposition de fusion de la Société avec la Banque du Congo Belge, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge) par voie d'apport par la présente société de toute sa situation active et passive, au trente juin mil neuf cent cinquante-deux (sous déduction toutefois des bénéfices dont la distribution sera décrétée par l'assemblée générale ordinaire du dix-neuf novembre mil neuf cent cinquante-deux) et du bénéfice éventuel des opérations effectuées depuis le premier juillet mil neuf cent cinquante-deux jusqu'à la date de l'arrêté royal qui autorisera la fusion.

2) Pouvoirs à conférer au conseil d'administration ou à un ou plusieurs de ses membres pour effectuer l'apport prévu au primo ci-dessus contre remise de cent mille actions sans désignation de valeur, entièrement libérées, de la Banque du Congo Belge, jouissant des mêmes droits et avantages que les autres actions de la dite société.

Ces cent mille actions étant prélevées sur les cinq cent soixante mille actions à créer par la Banque du Congo Belge, en représentation des augmentations de capital prévues, la première de deux cent quatre-vingt millions de francs provenant de son fonds de prévision et la seconde de cent millions de francs représentant l'apport de la présente société dont question ci-dessus.

Après ces augmentations, le capital de la Banque du Congo Belge sera de quatre cents millions de francs congolais, représenté par six cent mille actions sans désignation de valeur.

Les cent mille actions remises en rémunération de l'apport seront à répartir entre les actionnaires de la présente société, en échange de leurs titres, à raison de deux actions de la Banque du Congo Belge pour une action de la Banque Commerciale du Congo.

L'apport prévu ci-dessus sera effectué sous les conditions suspensives :

a) de son acceptation aux conditions prévues ci-dessus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du Congo Belge convoquée à cet effet et

b) de l'autorisation de la fusion par arrêté royal.

3) Décider que l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque du Congo Belge du premier bilan qui sera établi après la fusion vaudra décharge aux administrateurs et commissaires de la présente société.

4) Sous les mêmes conditions suspensives prévues ci-dessus, mise en liquidation de la société, nomination de liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs et de leurs émoluments.

5) Pouvoirs à conférer à un ou plusieurs administrateurs pouvant agir conjointement ou séparément à l'effet de faire constater authentiquement, après la réalisation des conditions suspensives prévues ci-dessus, que l'apport est effectivement réalisé, que la mise en liquidation de la société et les pouvoirs conférés aux liquidateurs sont devenus effectifs.

II. — Que, conformément à l'article trente des statuts, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du trois novembre mil neuf cent cinquante-deux.

L'« Echo de la Bourse », numéro du premier/deux/trois novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées huit jours au moins avant l'assemblée.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs des journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, se sont conformés aux dispositions des articles trente et un et trente-deux des statuts.

IV. — Que sur les cinquante mille actions sans mention de valeur représentatives du capital social, la présente assemblée réunit vingt-sept mille six cent quarante actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément aux dispositions de l'article trente-six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, au cours duquel il fait connaître à l'assemblée que nul

ne pourra prendre part au vote pour plus du cinquième des voix afférentes aux titres émis, soit dix mille et qu'en conséquence le nombre de voix pour lesquelles il pourra être pris part au vote est réduit à treize mille huit cent quatre-vingt-quatre, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de l'acceptation par les actionnaires de la Banque du Congo Belge et d'autorisation par arrêté royal, l'assemblée décide de fusionner la présente société avec la Banque du Congo Belge, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), par voie d'apport :

1) De toute sa situation active et passive en ce compris l'ensemble de son activité sociale, ainsi que la dénomination sociale; le dit apport basé sur le bilan au trente juin mil neuf cent cinquante-deux, approuvé par l'assemblée générale ordinaire de ce jour, déduction faite de la somme de douze millions quatre-vingt-seize mille six cent soixante-dix francs quatre-vingt quatorze centimes, constituant la partie du bénéfice dont la distribution a été décidée par l'assemblée ordinaire de ce jour.

2) Du bénéfice éventuel des opérations effectuées depuis le premier juillet mil neuf cent cinquante-deux jusqu'à la date de l'arrêté royal qui autorisera la fusion.

Contre remise de cent mille actions sans désignation de valeur entièrement libérées de la Banque du Congo Belge; ces actions jouissant des mêmes droits et avantages que les autres actions de la dite Banque du Congo Belge, seront réparties entre les actionnaires de la présente société, par voie d'échange à raison de deux actions de la Banque du Congo Belge, pour une action de la Banque Commerciale du Congo.

Les frais de mise en liquidation de la présente société sont à charge de la société absorbante.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité moins une voix contre et une abstention.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère tous pouvoirs au conseil d'administration de la présente société, représenté par deux administrateurs, conformément aux dispositions de l'article vingt-sept des statuts, à l'effet de réaliser l'apport prévu en la première résolution et ce aux conditions y mentionnées.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité, moins une voix contre et une abstention.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide qu'après réalisation de la fusion, l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque du Congo Belge du premier bilan établi après la fusion, vaudra décharge aux administrateurs et commissaire de la présente société pour leur gestion depuis le premier juillet mil neuf cent cinquante-deux jusqu'à la date de l'arrêté royal autorisant la fusion.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion avec la Banque du Congo Belge et de son autorisation par arrêté royal, l'assemblée décide la mise en liquidation anticipée de la société et de nommer deux liquidateurs.

Elle appelle aux fonctions de liquidateur :

Monsieur Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8.

et Monsieur Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97.

Auxquels elle confère les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission, notamment pour recevoir de la Banque du Congo Belge, les cent mille actions sans désignation de valeur qui seront remises en rémunération de l'apport et de répartir ces cent mille actions entre les actionnaires de la Banque Commerciale du Congo.

Les liquidateurs seront dispensés de faire inventaire; ils pourront se référer aux livres et écritures de la Société.

Ils pourront, sous leur responsabilité, substituer une ou plusieurs personnes de leur choix dans certains de leurs pouvoirs.

La signature des deux liquidateurs est nécessaire pour engager la société en liquidation.

Le mandat des liquidateurs est gratuit.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne mandat à :

Messieurs Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8, et Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97, respectivement Vice-Président du conseil d'administration et administrateur-délégué de la présente société, pouvant agir ensemble ou séparément, de faire constater authentiquement après réalisation des conditions suspensives prévues ci-dessus, que l'apport par la présente société à la Banque du Congo Belge est effectivement réalisé et que la mise en liquidation de la société et les pouvoirs conférés aux liquidateurs sont devenus effectifs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à dix heures cinquante minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) J. Bagage; A. Geldof; B. Goldschmidt; A. Delefortrie; H. Borgeers; J. Lepère; P. Ramlot; Ed. Dereume; E. Knein; I. Leroy; E. Lagae; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 21 novembre 1952, volume 1386, folio 30, case 2, quatre rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i. (signé) J. Boon.

ANNEXE.

BANQUE COMMERCIALE DU CONGO, S. C. R. L.

*Assemblée générale extraordinaire des actionnaires
du 19 novembre 1952.*

LISTE DE PRESENCE.

1. Banque de la Société Générale de Belgique, S. A., établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de vingt-trois mille sept cent cinquante-six actions 23.756

Représentée par Monsieur Jules Bagage, ci-après nommé, suivant procuration du 12 novembre 1952.

(signé) J. Bagage.

2. Monsieur Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, 8, propriétaire de vingt actions 20

(signé) J. Bagage.

3. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S.C. R.L., établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, (siège administratif), propriétaire de mille actions 1.000

Représentée par Monsieur Paul Ramlot, ci-après nommé, suivant procuration du 13 novembre 1952.

(signé) P. Ramlot.

4. Monsieur Paul Ramlot, administrateur de banques, demeurant à Bruxelles, 50, rue de l'Ermitage, propriétaire de vingt act. 20

(signé) P. Ramlot.

5. Intertropical Comfina, S.C.R.L., établie à Bruxelles, 66, rue du Commerce, (siège administratif), propriétaire de dix-huit cents actions. 1.800

Représentée par Monsieur Albert Delefortrie, ci-après nommé, suivant procuration du 10 novembre 1952.

(signé) A. Delefortrie.

6. Monsieur Albert Delefortrie, administrateur de banque, demeurant à Ixelles, 97, avenue Brillat Savarin, propriétaire de vingt actions 20

(signé) A. Delefortrie.

7. Etablissements Baertsoen et Buysse, S. A., établie à Gand,
376, chaussée de Termonde, propriétaires de six actions 6
Représentés par Monsieur Albert Delefortrie prénommé,
suivant procuration du 10 novembre 1952.
(signé) A. Delefortrie.

8. Mesiseurs F. M. Philippson et Co, banquiers, demeurant à
Bruxelles, 44, rue de l'Industrie, propriétaires de sept cent cin- 750
quante actions
Représentés par Monsieur Bénédic Goldschmidt ci-après
nommé, suivant procuration du 12 novembre 1952.
(signé) B. Goldschmidt.

9. Monsieur Bénédic Goldschmidt, banquier, demeurant à
Ixelles, 6, avenue du Congo, propriétaire de vingt actions 20
(signé) B. Goldschmidt.

10. Succursale de Bruxelles de la Banque de Paris et des Pays-
Bas, S. A., établie à Bruxelles, 29, rue des Colonies, propriétaire de 200
deux cents actions.
Représentée par Monsieur Jacques Lepère, ci-après nommé,
suivant procuration du 12 novembre 1952.
(signé) J. Lepère.

11. Monsieur Jacques Lepère, directeur de banque, demeurant
à Uccle, 130, avenue de Boetendael, propriétaire de vingt actions 20
(signé) J. Lepère.

12. Monsieur Henri Borgers, administrateur de banque, demeu- 20
rant à Anvers, 17, avenue Van Eyck, propriétaire de vingt actions
(signé) H. Borgers.

13. Monsieur Emile Lagae, propriétaire, demeurant à Bruxelles,
38, rue de l'Aurore, propriétaire de une action 1
(signé) E. Lagae.

14. Monsieur Edmond Dereume, professeur à l'Université de
Louvain, demeurant à Uccle, 63, avenue Montjoie, propriétaire de 5
cinq actions.
(signé) E. Dereume.

15. Monsieur Ivan Leroy, agent de change, demeurant à Bru- 1
xelles, 42, rue de Ligne, propriétaire de une action
(signé) Leroy I.

16. Monsieur Emile Knein, agent de change, demeurant à Bru- 1
xelles, 64, avenue Michel Ange, propriétaire de une action . . .
(signé) E. Knein.

Ensemble vingt-sept mille six cent quarante actions	27.640
---	--------

Le Président, (signé) J. Bagage.

Le Secrétaire, (signé) A. Geldof.

Les Scrutateurs, (signé) B. Goldschmidt; E. Lagae.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 19 novembre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 21 novembre 1952, volume 251, folio 81, case 12, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1045.

Bruxelles, le 9 décembre 1952.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Mr. Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 10 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 décembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Banque Commerciale du Congo,
Société congolaise à responsabilité limitée.

CONSTATATION DE LA MISE EN LIQUIDATION EFFECTIVE.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-quatre décembre.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur Jules Bagage, Président honoraire de la Banque de la Société Générale de Belgique, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, numéro 8.

et Monsieur Albert Delefortrie, administrateur de banques, demeurant à Ixelles, avenue Brillat Savarin, numéro 97.

Agissant respectivement en leur qualité de vice-président du conseil d'administration et administrateur-délégué de la « Banque Commerciale du Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge) et en vertu des pouvoirs leur conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, suivant procès-verbal dressé par nous, notaire soussigné, le dix-neuf novembre mil neuf cent cinquante-deux.

Lesquels nous ont requis de constater authentiquement que, par décision de l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires du dix-neuf novembre mil neuf cent cinquante-deux, la Banque du Congo Belge, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville, a accepté la fusion avec la « Banque Commerciale du Congo » et que, par arrêté royal en date du quinze décembre mil neuf cent cinquante-deux, l'augmentation du capital et les modifications apportées aux statuts de la dite Banque du Congo Belge notamment en suite de la fusion susvisée, ont été autorisées.

Qu'en conséquence, les conditions suspensives de l'exécution des décisions prises par la dite assemblée des actionnaires de la Banque Commerciale du Congo » se sont réalisées et que la « Banque Commerciale du Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, se trouve dissoute et est entrée en liquidation à la date du quinze décembre mil neuf cent cinquante-deux et que les pouvoirs conférés aux liquidateurs sont devenus effectifs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) J. Bagage; A. Delefortrie; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 27 décembre 1952, volume 1385, folio 88, case 8, un rôle, un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Deman.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1210.

Bruxelles, le 2 janvier 1953.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Société Coloniale de Textiles « SOCOTEX »,
Société congolaise de personnes à responsabilité limitée
à Léopoldville (Congo Belge).

(Approuvée par arrêté du Régent du 24 juillet 1946).

Siège administratif : 32, rue Ten Bosch, à Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 193700.

Léopoldville, n° 1968.

Constituée par acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 14 août 1946, sous les numéros 16702 à 16708, et aux annexes du « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 janvier 1947, pages 108 à 120.

Les statuts ont été modifiés et publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 17 octobre 1948, sous le n° 20080, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1948, pages 490 à 496.

Cette modification a été autorisée par arrêté du Régent du 31 mars 1948.

Les statuts ont été de nouveau modifiés et publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 janvier 1949, sous le n° 1563, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1949, pages 315 à 320.

Cette modification a été autorisée par arrêté du Régent du 27 décembre 1948.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

ACTIF.

Immobilisations :

Terrains et constructions	fr. 29.402.500,00	
Machines et matériel	38.792.845,00	
Mobilier et matériel de bureau	2.126.160,00	
Mobilier et matériel de bureau (Belgique).....	215.677,75	
		<u>70.537.182,75</u>

Disponible et réalisable :

Caisse, banques, chèques-postaux, etc.	2.109.479,22	
Débiteurs divers	8.445.455,00	
Magasins et marchandises en cours de route et en cours de fabrication	27.724.854,00	
Portefeuille	8.700.000,00	
		<u>46.979.788,22</u>
Compte de régularisation		1.355.782,00

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires		P.M.
	Fr. 118.872.752,97	

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr. 60.000.000,00
---------------	-------------------

Non exigible :

Réserve statuaire	320.057,00	
Réserve extraordinaire	1.500.000,00	
Amortissements	29.337.266,43	
		<u>31.157.323,43</u>

Exigible :

Créditeurs divers et comptes créditeurs divers	26.142.930,00
--	---------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires P.M.

Résultats :

Bénéfice de l'exercice	1.475.889,83	
Report de l'exercice précédent	96.609,71	
	<hr/>	1.572.499,54
	Fr.	<u><u>118.872.752,97</u></u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Amortissements	fr.	6.600.418,52
Frais d'administration générale		1.264.118,65
Prévision fiscale		125.000,00
Solde bénéficiaire		1.572.499,54
	Fr.	<u><u>9.562.036,71</u></u>

CREDIT.

Solde au 30 juin 1951	fr.	96.609,71
Résultat d'exploitation		9.465.427,00
	Fr.	<u><u>9.562.036,71</u></u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve statutaire	fr.	73.795,00
Report à nouveau		1.498.704,54
	Fr.	<u><u>1.572.499,54</u></u>

SITUATION DU CAPITAL.

Capital entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du conseil :

M. Fernand Jonas-Roos, docteur en médecine, demeurant à Berlare-lez-Termonde, rue de France.

Vice-Président :

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant au Castel Bel-Air, La Citadelle, Namur.

Administrateurs :

M. Henry Detry, industriel, demeurant à Schaerbeek, 51, square François Riga.

M. Paul Geerinckx, industriel, demeurant à Alost, 150, chaussée de Gand.

M. Albert Morissens, directeur général de sociétés, demeurant à Bruxelles, 14, chaussée de La Hulpe.

M. George Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle-Bruxelles, 47, avenue de l'Observatoire.

M. Henry Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 40, avenue Herbert Hoover.

M. le baron Moyersoën, avocat honoraire, demeurant à Alost, 49, rue Neuve.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 22a, square de Meeûs.

M. Paul-Emile van Biervliet, administrateur de sociétés, demeurant à Onze-Lieve-Vrouw-Lombeek-lez-Pamel, Château Rokkenborgh.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Valère Lecluse, industriel, demeurant à Tiegem.

M. Joseph Plas, directeur de sociétés, demeurant à Forest, avenue Mo-lière, 94.

Madame Lucy Nicod-Jonas, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 341, avenue Louise.

Un administrateur,

Dr. F. JONAS.

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRE.

L'assemblée générale du 9 décembre 1952 a appelé aux fonctions d'administrateur M. le Baron Moyersoën, avocat honoraire, demeurant 49, rue Neuve, à Alost, et M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant Castel Bel-Air, Citadelle-Namur, et aux fonctions de commissaire, Madame Lucy Nicod-Jonas, administrateur de sociétés, demeurant 341, avenue Louise à Bruxelles.

Un administrateur,

Dr. F. JONAS.

**Société de Transports par Trains Fluviaux au Congo
en abrégé « TRAFLUCO »**

En liquidation

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Bruxelles : 7, place Royale.

CLOTURE DE LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le onze décembre.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Trafluco », ci-dessus désignée, sous la présidence de Monsieur Georges Olyff, liquidateur.

Constatant qu'elle est régulièrement constituée et que les publications légales ont été exécutées, l'assemblée adopte à l'unanimité les résolutions suivantes :

- 1) Appelle aux fonctions de liquidateur Monsieur Léon Van der Hecht, expert-comptable près le département des Colonies, pour achever le mandat de Monsieur Jean Laisnez, décédé;
- 2) Approuve le rapport des liquidateurs ainsi que la situation de la liquidation au 31 octobre 1952.
- 3) Désigne MM. Maurice Evrard et Roger Blaise en qualité de Commissaires-Vérificateurs.
- 4) Ratifie la convocation de la deuxième assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à l'issue de la première.

La séance est interrompue.

La seconde assemblée générale extraordinaire constatant qu'elle a été convoquée, réunie et valablement constituée comme ci-dessus, adopte et approuve à l'unanimité les résolutions suivantes :

- 1) approuve le rapport des Commissaires Vérificateurs;
- 2) approuve les comptes de la liquidation arrêtés au 31 octobre 1952, et donne mandat aux liquidateurs : a) pour procéder aux publications stipulées par la loi; b) pour attribuer à la Colonie du Congo Belge, après paiement des frais de clôture, le solde disponible;
- 3) Donne par vote spécial décharge de leur gestion aux liquidateurs;
- 4) Décrète la destruction au pilon des archives antérieures à la liquidation (1929-1934);
- 5) Confie le dépôt des archives au Ministère des Colonies, où elles y seront conservées pendant cinq ans au moins;
- 6) Met fins aux mandats de Messieurs les Liquidateurs et prononce la clôture de la liquidation.

Pour expédition conforme,

Les Liquidateurs :

(sé) G. OLYFF.

(sé) L. VAN DER HECHT.

Pour copie certifiée conforme,

Le Conseiller-adjoint : W. Vanderijst.

Société Coloniale Minière, en abrégé « COLOMINES ».

Société congolaise de personnes à responsabilité limitée

Siège social : Kule Matundu (Congo Belge).

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 37.708.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 86.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1927; du 15 mai 1930; du 15 janvier 1933; du 15 décembre 1934; du 15 mai 1946; du 15 septembre 1952. Société autorisée par arrêté royal du 23 juin 1927.

BILAN AU 30 JUIN 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	fr.	142.415,90	
Amortissements antérieurs		142.414,90	1,—
		<hr/>	
Concessions et recherches	4.549.839,96		
Dépenses de l'exercice	951.135,86		
		<hr/>	
		5.500.975,82	
Amortissements antérieurs		3.463.485,79	
		<hr/>	
			2.037.490,03
Matériel d'Afrique		571.897,69	
Amortissements antérieurs		571.896,69	
		<hr/>	
			1,—

Mobilier d'Europe	92.773,05	
Amortissements antérieurs	92.772,05	
		1,—
Garanties		9.072,50
	Fr.	2.046.565,53
<i>Disponible :</i>		
Espèces en caisses et chez nos banquiers		259.098,85
<i>Réalisable :</i>		
Portefeuille, déduction faite des amortiss.	6.517.118,19	
Comptes filiales	5.061.343,47	
		11.578.461,66
Compte débiteur		5.395,20
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnement des administrateurs et du commissaire		P.M.
	Fr.	13.889.521,24

PASSIF.

<i>Envers elle-même :</i>		
Capital (représenté par 21.840 parts sociales)	fr.	7.000.000,—
Réserve statutaire		659.629,28
Fonds de prévision		3.200.000,—
<i>Envers les tiers :</i>		
Dividendes à payer	88.203,—	
Créditeurs divers	401.538,60	
		489.741,60
Comptes créditeurs		1.691.077,—
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnement des administrateurs et du commissaire		P.M.
<i>Profits et Pertes :</i>		
Solde bénéficiaire reporté	698.938,37	
Bénéfice de l'exercice	150.134,99	
		849.073,36
Report à nouveau		
	Fr.	13.889.521,24

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 30 JUIN 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	256.707,41
Solde bénéficiaire reporté	698.938,37	
Bénéfice de l'exercice	150.134,99	
		<hr/>
Report à nouveau		849.073,36
	Fr.	<hr/> 1.105.780,77 <hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	698.938,37
Revenu du portefeuille	35.475,—	
Bénéfice sur réalisation titres	368.818,90	
Intérêts sur fonds en banque	2.548,50	
		<hr/>
	Fr.	<hr/> 1.105.780,77 <hr/>

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION.

M. Adrien Houget, industriel, 46, rue des Minières, Verviers. Président.

M. Pierre-Denis de Neuville, industriel, Château de Rochempré, Solière-par-Huy. Administrateur.

M. Fernand Houget, industriel, 9, rue de la Station, Verviers. Administrateur.

M. Robert Grandjean, industriel, 3, rue Grandjean, Verviers. Administrateur.

M. Franz T. Raeymaekers, administrateur de sociétés, 86, rue du Pélican, Anvers. Administrateur.

M. John Van Kessel, administrateur de sociétés, 18, avenue des Celtes, Etterbeek. Administrateur.

M. Henry Gérardon, ingénieur civil, Kulé-Matundu par Bondo (Bas-Uélé) Congo Belge. Administrateur-directeur.

M. Louis Beaulieu, gradué en sciences comptables, 1, avenue des Violettes, Rhode-Saint-Genèse. Commissaire.

Un administrateur,

Un administrateur,

(signatures illisibles.)

« Société d'Importations et d'Exportations en Afrique », « CAGEP ».

Société congolaise de personnes à responsabilité limitée

--

CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent cinquante-deux.

Le dix-neuf décembre.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son Etude à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Ont comparu :

1. — Monsieur Constantin MACHAIRAS, administrateur de sociétés, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 77, avenue de la Toison d'Or.

2. — Monsieur Joseph Jacques WIARD, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 46, avenue Général Médecin Derache.

3. — Monsieur Ilia BRAUNSTEIN, industriel, demeurant à Molenbeek-Saint-Jean, avenue Joseph Baeck, 56.

4. — Monsieur Robert Jean Joseph Camille BIESMANS, expert-comptable, demeurant à Schaerbeek, 35, place de la Patrie.

Lesquels déclarent constituer entre eux une société dont les statuts suivent :

Article 1. — Il est constitué une société congolaise de personnes à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société d'Importations et d'Exportations en Afrique », en abrégé « CAGEP ».

Article 2. — Le siège social est établi à Stanleyville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, 30, boulevard Charlemagne.

Ils peuvent être transférés partout ailleurs par simple décision du ou des gérants.

Article 3. — La Société a pour objet le commerce dans son sens le plus large, le courtage, la représentation, l'importation et l'exportation de tous produits et marchandises.

Article 4. — La société est constituée pour une durée indéterminée prenant cours en date du premier janvier mil neuf cent cinquante-trois.

Article 5. — Le capital social est fixé à deux millions de francs congolais, représenté par deux cents parts sociales de dix mille francs congolais chacune.

Ces deux cents parts sociales sont immédiatement souscrites en espèces comme suit :

Par Monsieur MACHAIRAS, prénommé : cent quarante parts sociales	140
Par Monsieur WIARD prénommé : vingt parts	20
Par Monsieur BRAUSTEIN prénommé : vingt parts	20
Par Monsieur BIESMANS, prénommé : vingt parts	20
	<hr/>
	200

Soit ensemble deux cents parts sociales entièrement versées ainsi que les comparants le déclarent et le reconnaissent, versement qui a été fait en dehors de la présence du notaire soussigné.

Article 6. — La gestion de la société est confiée à un ou plusieurs gérants. Elle est initialement conférée à Monsieur Constantin MACHAIRAS qui accepte.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour représenter valablement la société vis-à-vis des tiers.

Le gérant peut donner délégation à une ou plusieurs personnes.

Article 7. — L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre suivant.

Article 8. — La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite d'un associé.

Les héritiers ou ayants droit d'un associé défunt ne pourront en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander l'inventaire ou la licitation. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter au bilan et aux documents sociaux.

FRAIS.

Les comparants déclarent et reconnaissent que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à quinze mille francs non compris les droits d'enregistrement dans la Colonie.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants et le notaire ont signé.

Suivent les signatures.

Enregistré un rôle un renvoi à Bruxelles, A. C. III, le 22 décembre 1952, volume 603, folio 78, case 1.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo.

« SYDELCO ».

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
tenue le 19 décembre 1952.*

**NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR
ET ELECTION DU PRESIDENT.**

Par lettre du 9 décembre 1952 adressée à la Regideso, représentant la Colonie dans le syndicat, le Ministre des Colonies a désigné M. Pascal GEULETTE, Directeur Général des Travaux Publics et Communications au Congo Belge, en qualité d'administrateur en remplacement de M. Franz LEEMANS, administrateur, mandataire de la Colonie.

Le Président de Sydelco étant choisi parmi les administrateurs délégués par la Regideso, le Ministre a exprimé le désir de voir appeler M. GEULETTE à cette fonction.

Le Conseil, à l'unanimité, appelle M. GEULETTE aux fonctions de Président du Conseil.

Pour extrait certifié conforme :

Un administrateur,

F. SIMON.

Un administrateur,

E. VAN WYNSBERGHE.

**Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi,
« SYDELKIR ».**

Siège social : Costermansville.

Siège administratif : Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
tenue le 11 décembre 1952.*

**NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR
ET ELECTION DU PRESIDENT.**

Par une lettre en date du 9 décembre 1952, le Ministre des Colonies a désigné M. Pascal Geulette, Directeur général des Travaux Publics et des Communications au Congo Belge, domicilié à Gourdinne, au poste d'administrateur, laissé vacant par le décès de M. Franz Leemans.

Le Conseil ratifie cette désignation.

En outre, le Ministre a exprimé le désir de voir le Conseil élire M. Geulette aux fonctions de Président du Conseil.

Le Conseil, à l'unanimité, élit M. Geulette à ces fonctions.

Pour extrait certifié conforme :

Un administrateur,
A. THYS.

Un administrateur,
E. VAN WYNSBERGHE.

**Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
(SABENA).**

Société Anonyme à Bruxelles,

13, rue Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 3872.

DELEGATION DE SIGNATURE.

Le Comité Permanent en date du 16 décembre 1952 décide que :

M. Robert NYSENS, Ingénieur à la Direction Technique, pourra signer avec le Directeur Technique tous actes, pouvoirs et procurations relatifs à des acquisitions de rechanges de matériel volant ou d'équipement technique, n'engageant pas la société pour une somme supérieure à fr. 50.000,— (cinquante mille francs).

La décision qui précède complète les décisions du Conseil d'Administration des 25 mars et 22 juillet 1952 et reproduites aux annexes du Moniteur Belge des 26 juin 1952, sous le n° 15653, et 30 août 1952, sous le n° 20244, modifiées par la publication parue aux annexes du Moniteur Belge des 24-25 novembre 1952, sous le n° 24854.

Deux Administrateurs,

Gaston CLAEYS.

Gilbert PERIER.

Société Immobilière & Industrielle d'Afrique S.I.D.A.F.

Société Congolaise par actions à Responsabilité limitée

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 5 décembre 1952.

NOMINATIONS.

- 1) le Conseil nomme un Président et appelle à ces fonctions Monsieur René BRASSEUR, Administrateur de Société, demeurant 3 Rond-point de l'Etoile à Ixelles, qui accepte.
- 2) Le Conseil désigne pour représenter la Société au Congo Belge, Monsieur Raymond BROCK, Administrateur de Société, résidant à Kakondo, Kivu, Congo Belge et lui délègue tous les pouvoirs que lui avait précédemment confiés la S. A. S. I. D. A. F. absorbée, et tels qu'ils ont paru aux annexes du Moniteur Belge du 14 novembre 1951, page 1286.
- 3) Le Conseil appelle aux fonctions de Fondé de Pouvoirs et Secrétaire du Conseil, Monsieur Henri-René MAWET, fondé de pouvoirs de sociétés, demeurant, 51, rue de Roumanie à St.-Gilles, et lui délègue tous

les pouvoirs que lui avait précédemment confiés la S. A. S. I. D. A. F. absorbée et tels qu'ils ont paru aux annexes du Moniteur Belge du 14 novembre 1951, page 1286.

- 4) Le Conseil décide de confier la gestion courante et la signature sociale à deux administrateurs signant conjointement, soit à un administrateur et un fondé de pouvoirs signant conjointement.

Pour extrait conforme.

Un Administrateur,
CORBISIER de MEAULTSART.

Le Président,
R. BRASSEUR.

**Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur
aux Grands Lacs Africains**

Société Anonyme à Bruxelles,

Avenue de l'Astronomie, 24.

Registre du commerce de Bruxelles n° 3902.

Registre du commerce de Stanleyville n° 910.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

*Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration
et du collège des commissaires, tenue le 23 décembre 1952.*

Les administrateurs et commissaires présents appellent M. Paul LA-LOU, ingénieur, domicilié à Rotheux-Rimièr aux fonctions d'administrateur, pour achever le mandat rendu vacant par suite du décès de M. Robert HAERENS.

P. ORBAN.

C. CAMUS.

Administrateur-fondé de pouvoir. Administrateur-directeur général.

**Ciments métallurgiques de Jadotville « C.M.J. »,
Société congolaise par actions à responsabilité limitée**

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante deux, le dix décembre, à dix heures et demie.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société « Ciments Métallurgiques de Jadotville » en abrégé « C. M. J. » société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Jadotville (Katanga-Congo belge), constituée suivant acte du ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, du vingt deux juin mil neuf cent cinquante et un, autorisée par arrêté royal du vingt six août mil neuf cent cinquante et un et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Moniteur belge des trois/quatre septembre mil neuf cent cinquante et un, numéro 19784 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze septembre mil neuf cent cinquante et un.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer ; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente cinq des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Max Nokin, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Kraai-nem, Chaussée de Malines, numéro 40, Président du conseil d'administration.

Prennent place au bureau, Messieurs Edgard Larielle, ingénieur civil des Mines, demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, numéro 52 ; Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, rue d'Edimbourg, numéro 15 ; André Lantremange, ingénieur civil des Mines, demeurant à Schaerbeek, rue André Van Hasselt, numéro 35 et Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 48, administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Charles Papeians de Morchoven, docteur en droit, demeurant à Auderghem, Luxor

(1) Arrêté royal du 14 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} février 1953. — 1^{re} Partie.

Parc, numéro 9, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Georges Lombar, Directeur-adjoint à l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 12, et Edgar Larielle prénommé.

Monsieur le Président expose :

1. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social pour le porter de quarante à cinquante millions de francs par la création de deux mille parts sociales sans mention de valeur nominale, jouissance à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante trois et pour le surplus en tout semblables aux parts sociales existantes, émises au prix de cinq mille francs congolais l'une, à souscrire par les propriétaires des huit mille parts sociales existantes.

2. Modifications aux statuts :

Article quatre. — Pour compléter le premier alinéa en ajoutant les mots « soit le vingt six août mil neuf cent cinquante et un ».

Article cinq. — Pour le mettre en concordance avec l'augmentation de capital précitée.

Article six. — Pour faire l'historique de la formation du capital.

Article sept. — Remplacer le texte actuel par le libellé suivant :

« Lors de toute augmentation du capital social, les nouvelles actions » qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence » aux actionnaires, au prorata de leur intérêt social au jour de l'émission, » dans le délai et aux conditions fixés par le conseil d'administration.

» Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale pourra toujours décider, à la simple majorité des voix présentes ou représentées, que tout ou partie des nouvelles actions à souscrire contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

» Le conseil d'administration aura, dans tous les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à garantir la souscription de tout ou partie des actions à émettre ».

Article douze, dernier alinéa. — Remplacer les mots « dix jours francs » par les mots « cinq jours francs ».

Article trente et un, alinéa deux : Remplacer les mots « quinze jours avant l'assemblée » par les mots « dix jours avant l'assemblée ».

Article trente cinq. — Compléter cet article par un alinéa libellé comme suit :

« Une liste de présence indiquant les nom, prénoms, profession et demeure des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit » être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire, avant d'entrer » à l'assemblée ».

Article trente sept. — Compléter le texte de l'article par l'alinéa ci-après :

« Les votes se font par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

» En cas de nomination, si aucun des candidats ne réunit la majorité
» absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats
» qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu ».

Articles cinquante et cinquante et un. — Supprimer ces articles et, par conséquent, changer la numérotation des articles suivants.

Article cinquante deux ancien (cinquante nouveau). — Remplacer le texte de cet article par le libellé suivant :

« Les parties entendent se conformer entièrement à la législation du
» Congo belge et, en conséquence, les dispositions de cette législation,
» auxquelles il n'est pas licitement dérogé par les présents statuts sont
» réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions
» impératives de cette législation sont censées non écrites ».

Titre VIII. — Supprimer les dispositions transitoires qui font l'objet des articles cinquante trois et cinquante quatre des statuts.

3. Réalisation de l'augmentation de capital par souscription en espèces avec libération intégrale.

II. Que toutes les parts sociales de la société étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites, conformément à l'article trente et un des statuts, par lettres recommandées adressées à tous les actionnaires, le vingt cinq novembre mil neuf cent cinquante deux.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles trente trois et trente quatre des statuts.

IV. Que les huit mille parts sociales sans mention de valeur nominale, représentatives du capital social, sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente huit des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de dix millions de francs congolais, pour le porter de quarante à cinquante millions de francs congolais, par la création de deux mille parts sociales nouvelles sans mention de valeur nominale, qui participeront aux bénéfices éventuels de la société à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante trois et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales actuelles, les dites parts sociales à souscrire au prix de cinq mille francs congolais chacune, par les propriétaires des huit mille parts sociales existantes et de procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec libération intégrale.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital ci-dessus, s'élève à cent cinquante mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

In fine du premier alinéa de l'article quatre sont ajoutés les mots « soit le vingt six août mil neuf cent cinquante et un ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à cinquante millions de francs congolais, est
» représenté par dix mille parts sociales, sans mention de valeur nominale, donnant droit chacune à un dix millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à quarante millions de francs congolais, était représenté par huit mille parts sociales sans mention de valeur nominale, souscrites contre espèces au prix de cinq mille francs congolais chacune et libérées de vingt pour cent au moment de la souscription; elles ont été entièrement libérées dans la suite.

» Suivant acte du ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, du dix décembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté à cinquante millions de francs congolais, par la création de deux mille parts sociales nouvelles, sans mention de valeur nominale, souscrites contre espèces au prix de cinq mille francs congolais chacune et entièrement libérées ».

Le texte de l'article sept est remplacé par :

« Lors de toute augmentation du capital social, les nouvelles parts sociales qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux actionnaires, au prorata de leur intérêt social au jour de l'émission, dans le délai et aux conditions fixés par le conseil d'administration.

» Toutefois, par dérogation à ce qui précède l'assemblée générale pourra toujours décider, à la simple majorité des voix représentées, que tout ou partie des nouvelles parts sociales, à souscrire contre espèces, ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

» Le conseil d'administration aura, dans tous les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à garantir la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre ».

A l'article douze, au dernier alinéa, les mots « dix jours francs » sont remplacés par « cinq jours francs ».

A l'article trente et un, au deuxième alinéa les mots « quinze jours avant l'assemblée » sont remplacés par « dix jours avant l'assemblée ».

A l'article trente cinq, il est ajouté in fine un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Une liste de présence, indiquant les nom, prénoms, profession et demeure des actionnaires et le nombre de parts sociales qu'ils représen-

» tent, doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant
» d'entrer à l'assemblée ».

A l'article trente sept, il est ajouté in fine un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les votes se font par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix. En cas de nomination, si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu ».

Les articles cinquante et cinquante et un sont supprimés et l'article cinquante deux devient l'article cinquante et son texte est remplacé par :

« Les parties entendent se conformer entièrement à la législation du Congo belge et, en conséquence, les dispositions de cette législation, auxquelles il n'est pas licitement dérogé par les présents statuts sont réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation sont censées non écrites ».

Le Titre huit. — Disposition Transitoire et les articles cinquante trois et cinquante quatre sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les personnes ou sociétés ci-après nommées, déjà désignées et représentées comme il est dit en la liste de présence ci-annexée, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu par elles-mêmes ou leurs mandataires avoir connaissance des statuts de la présente société, ont déclaré souscrire, au prix de cinq mille francs congolais chacune, les deux mille parts sociales nouvelles créées en la première résolution et aux conditions y mentionnées et ce ainsi qu'il suit :

L'Union Minière du Haut Katanga, quatre cent quatre vingt douze parts sociales	492
--	-----

Compagnie Financière des Ciments « Coficim » quatre cent quatre vingt quinze parts sociales	495
---	-----

Ciments du Katanga, quatre cent quatre vingt quatorze parts sociales	494
--	-----

Compagnie du Katanga, deux cent quarante huit parts sociales .	248
--	-----

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, deux cent quarante huit parts sociales	248
--	-----

Monsieur Victor Brien, trois parts sociales	3
---	---

Monsieur Edgard Larielle, trois parts sociales	3
--	---

Monsieur Max Nokin, trois parts sociales	3
--	---

Monsieur Louis Wallef, trois parts sociales	3
---	---

Monsieur Fernand Nisot, deux parts sociales	2
---	---

Monsieur Robert Cambier, deux parts sociales	2
Monsieur André Lantremange, deux parts sociales	2
Monsieur Maurice Van Weyenbergh, trois parts sociales	3
Monsieur Arthur Schrovens, deux parts sociales	2
Ensemble : deux mille parts sociales	2.000

Messieurs Max Nokin, Edgard Larielle, Fernand Nisot, André Lantremange et Robert Cambier tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune des deux mille parts sociales ci-dessus a été entièrement libérée et que le montant de la souscription s'élevant à dix millions de francs congolais, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les membres de l'assemblée le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à dix millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à dix heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal,

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) M. Nokin; E. Larielle; F. Nisot; A. Lantremange; R. Cambier; C. Papeians de Morchoven; G. Lombar; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 17 décembre 1952, volume 1387, folio 55, case 7, cinq rôles, deux renvois.

Reçu: quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) Deman.

ANNEXE.

SOCIETE DES CIMENTS METALLURGIQUES DE JADOTVILLE.

Assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Monsieur Victor Brien, ingénieur civil des Mines, demeurant à Bruxelles, 45, rue du Pépin, propriétaire de dix parts sociales . 10

Représenté par Monsieur Edgard Larielle, ci-après nommé, suivant procuration du vingt six novembre dernier.

(signé) E. Larielle.

2. Monsieur Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, 48, avenue Louis Lepoutre, propriétaire de cinq parts sociales 5

(signé) R. Cambier.

3. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société par actions à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de neuf cent nonante cinq parts sociales . . . 995

Représentée par Monsieur Robert Cambier, prénommé, suivant procuration du vingt sept novembre dernier.

(signé) R. Cambier.

4. Compagnie Financière des Ciments, société anonyme holding établie à Luxembourg, 14, rue Aldringer, propriétaire de mille neuf cent quatre vingt cinq parts sociales 1.985

Représentée par Monsieur Max Nokin, ci-après nommé, suivant procuration du vingt sept novembre dernier.

(signé) M. Nokin.

5. Ciments du Katanga, société par actions à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 48, rue de Namur, propriétaire de mille neuf cent quatre vingts parts sociales 1.980

Représentée par Monsieur Edgard Larielle ci-après nommé, suivant procuration du vingt six novembre dernier.

(signé) E. Larielle.

6. Compagnie du Katanga, société par actions à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de neuf cent nonante cinq parts sociales 995

Représentée par Monsieur Robert Cambier, prénommé, suivant procuration du vingt six novembre dernier.

(signé) R. Cambier.

7. Monsieur Edgard Larielle, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, 52, avenue Emile Duray, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) E. Larielle.

8. Monsieur André Lantremange, ingénieur civil des mines, demeurant à Schaerbeek, 35, rue André Van Hasselt, propriétaire de cinq parts sociales 5

(signé) A. Lantremange.

9. Monsieur Max Nokin, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Kraai-nem, 40, chaussée de Malines, propriétaire de dix parts sociales . 10

(signé) M. Nokin.

10. Monsieur Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, 15, rue d'Edimbourg, propriétaire de cinq parts sociales . 5
(signé) F. Nisot.

11. Monsieur Arthur Schrovens, Directeur des services comptables de l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Elisabethville (Congo belge), propriétaire de cinq parts sociales . 5
Représenté par Monsieur André Lantremange, prénommé, suivant procuration du premier décembre dernier. ,
(signé) A. Lantremange.

12. Union Minière du Haut-Katanga, société par actions à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc, propriétaire de mille neuf cent septante cinq parts sociales . 1.975
Représentée par Monsieur Georges Lombar, Directeur adjoint à l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 12, suivant procuration en date du quatre décembre mil neuf cent cinquante deux.
(signé) G. Lombar.

13. Monsieur Maurice Van Weyembergh, Directeur Général en Afrique de l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Elisabethville (Congo belge), propriétaire de dix parts sociales . 10
Représenté par Monsieur Max Nokin, prénommé, suivant procuration en date du vingt neuf novembre mil neuf cent cinquante deux.
(signé) M. Nokin.

14. Monsieur Louis Wallef, ingénieur civil des Mines, demeurant à Schaerbeek, Boulevard Auguste Reyers, numéro 67, propriétaire de dix parts sociales . 10
Représenté par Monsieur Georges Lombar, prénommé, suivant procuration en date du trente novembre mil neuf cent cinquante deux.
(signé) G. Lombar.

Ensemble : huit mille parts sociales . 8.000

Le Président (signé) M. Nokin.

Le Secrétaire (signé) C. Papeians de Morchoven.

Les Scrutateurs (signé) G. Lombar ; E. Larielle.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère, en date de ce jour.

Bruxelles, le dix décembre mil neuf cent cinquante deux.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 17 décembre 1952,

Volume 251, folio 91, case 5, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) Deman.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Charles Bareel¹, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 1157.

Bruxelles, le 24 décembre 1952.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Bareel¹, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 décembre 1952.

Le Chef de Bureau, (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 octobre 1952.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 janvier 1953.

Mij bekend.
de Minister van Koloniën,
de 10 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Central African Agencies

Société congolaise à responsabilité limitée.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS

*décidé aux Assemblées Statutaires extraordinaires du
quinze avril mil neuf cent cinquante-deux. (1)*

Les soussignés :

Monsieur Mansour ATTALA, Industriel, Président du Conseil résidant à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de quatre mille huit cent quinze actions de la société;

Madame Veuve Francis CHARBONNIER-BONAKIS, résidant à Elisabethville, agissant par son fondé de pouvoirs Monsieur Mansour ATTALA, en vertu d'une procuration authentique en date du six novembre mil neuf cent quarante-huit, porteur à l'assemblée générale de deux mille cent vingt cinq actions de la société;

Monsieur Arthur VROONEN, Avocat à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de trois cents actions;

Monsieur René QUIRY, Directeur de Société, résidant à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de dix actions;

Monsieur Edmond CHARBONNIER, agent de société, résidant à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de quatre cent trente cinq actions :

déclarent que l'assemblée générale statutaire de la Société Congolaise à responsabilité limitée CENTRAL AFRICAN AGENCIES s'est tenue le quinze avril mil neuf cent cinquante deux dans les bureaux de la CONGO MOTOR Limited, Avenue Lomami à Elisabethville, que les soussignés étaient présents à la dite assemblée générale, et étaient porteurs de sept mille six cent septante cinq actions sur les dix milles actions émises, que l'assemblée était en nombre pour statuer valablement sur l'augmentation de capital, que l'assemblée avait été valablement convoquée par un avis au Bulletin Administratif du Congo et dans la presse locale.

Le Président expose que le bénéfice net, réalisé en mil neuf cent cinquante et un se monte à deux millions nonante trois mille sept cent et six francs quatre-vingts centimes, qu'il y a lieu de porter cette somme aux réserves qui atteindront ainsi deux millions huit cent septante mille cinq cent cinquante francs quatre-vingt-neuf centimes.

L'assemblée générale marque son accord sur cette proposition.

Le président communique que le développement des affaires nécessite une augmentation de capital, il propose de porter le capital de dix millions à vingt millions de francs congolais par l'incorporation de deux millions cinq cent mille francs provenant des réserves, et par la souscription de sept mille cinq cents actions nouvelles de mille francs chacune,

(1) Arrêté royal du 14 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} février 1953. — 1^{re} Partie.

ayant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes. Les anciens actionnaires recevront gratuitement une action nouvelle pour quatre actions anciennes.

Les actions nouvelles, à souscrire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, à raison de trois actions nouvelles pour quatre actions anciennes.

A l'unanimité des actionnaires présents, cette proposition est acceptée.

Monsieur Mansour ATTALA, pour lui même, et pour un groupe pour lequel il se porte fort, souscrit sept mille cinq cents actions de mille francs et verse vingt pour cent de la souscription, soit un million cinq cent cinquante mille francs, le solde devant être versé dès autorisation de la présente augmentation de capital par Arrêté Royal. Il s'engage à offrir aux anciens actionnaires les titres nouveaux à raison de trois actions nouvelles par quatre actions anciennes.

RESOLUTION.

Le président propose de remplacer le littéra A (Capital social) et le littéra B du chapitre II par le texte suivant :

A — B — Le capital social qui était de trois millions de francs congolais lors de la constitution de la société a été porté à dix millions par souscription de sept mille actions de mille francs par acte authentique en date du vingt deux avril mil neuf cent quarante huit, augmentation autorisée par Arrêté Royal du vingt quatre avril mil neuf cent quarante neuf, et a été porté ensuite de dix millions à vingt millions de francs congolais, soit deux millions cinq cent milles francs congolais, provenant des réserves, représentés par deux mille cinq cents actions, remises aux anciens actionnaires dans la proportion d'une nouvelle pour quatre actions anciennes, et par souscription de sept mille cinq cents actions de mille francs chacune, offertes par préférence aux anciens actionnaires dans la proportion de trois actions nouvelles, par quatre actions anciennes, ces sept mille cinq cents actions étant souscrites par Monsieur Mansour ATTALA, pour lui-même, et pour un groupe pour lequel il se porte fort, et qu'il s'engage à offrir aux anciens actionnaires dans la proportion indiquée ci-dessus.

— actions sont libérées dès à présent à concurrence de vingt pour cent, soit deux cents francs par action, et le solde, soit huit cents francs par action, sera versé dès l'autorisation de l'augmentation de capital, par arrêté royal. Les actions sont nominatives jusqu'à l'approbation de l'augmentation de capital par arrêté royal, et jusqu'au jour où elles auront été entièrement libérées.

Il sera tenu au siège de la société, un registre des actions nominatives, mentionnant la désignation précise de chaque action, l'indication du nombre de ces actions et les versements opérés, leur nature, la date de leur création, ces renseignements étant également inscrits sur les certificats d'inscription. La propriété d'une action nominative s'établit par une inscription sur le registre décrit ci-dessus.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de l'augmentation de capital par Arrêté Royal. Les certificats, constatant les inscriptions sur ce registre, seront remis aux actionnaires. L'action au

porteur sera signée par deux administrateurs, dont l'un pourra remplacer sa signature par une griffe. Elle indiquera la date de l'acte constitutif de la société et des actes modificatifs des statuts, la date de la publication de ces actes, le nombre et la nature de chaque action, ainsi que la valeur nominale des titres, la durée de la société, le jour et l'heure de l'assemblée générale statutaire.

La résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents.

Les frais de la présente augmentation de capital sont évalués à cent mille francs.

Ainsi fait à Elisabethville, par acte authentique, le vingt-trois décembre, mil neuf cent cinquante-deux.

(sé) ATTALA p. Mme CHARBONNIER (sé) A. VROONEN
(sé) ATTALA

(sé) QUIRY (sé) E. CHARBONNIER

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-troisième jour du mois de décembre, Nous, DORVAL Robert, Notaire à Elisabethville, certifions que le présent acte, Nous a été présenté ce jour en présence de Messieurs DEFOSSE Albert et JEUNIEAUX Paul, tous deux agents de la Colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions fixées par la Loi.

Après lecture de l'acte, Monsieur Mansour ATTALA, Industriel, Président du Conseil, résidant à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de quatre mille huit cent quinze actions de la société;

Madame Veuve Francis CHARBONNIER-BONAKIS, résidant à Elisabethville, agissant par son fondé de pouvoir Monsieur Mansour ATTALA, en vertu d'une procuration authentique en date du six novembre mil neuf cent quarante-huit, porteur à l'assemblée générale de deux mille cent vingt cinq actions de la société;

Monsieur Arthur VROONEN, Avocat à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de trois cents actions;

Monsieur René QUIRY, Directeur de Société, résidant à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de dix actions et Monsieur Edmond CHARBONNIER, agent de société, résidant à Elisabethville, porteur à l'assemblée générale de quatre cent trente cinq actions, déclarent par devant Nous et en présence des dits témoins que le présent acte, tel qu'il est dressé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par Nous, Notaire et par les Parties et les témoins.

Les Parties,	Les Témoins,	Le Notaire,
(sé) ATTALA	(sé) A. DEFOSSE	(sé) A. DORVAL
pp. Mme CHARBONNIER	(sé) P. JEUNIEAUX	
(sé) ATTALA		
(sé) A. VROONEN		
(sé) E. CHARBONNIER		
(sé) QUIRY		

Enregistré et scellé à l'Office Notarial d'Elisabethville, Volume XXIX.
Folios 180 et 181.

Mots barrés : six.

Mots ajoutés : quatre.

Frais d'acte : 500,— fr.

Enregistrement : 560,— fr.

3 copies conformes : 1.680,— fr.

Légalisation : 40,— fr.

Total perçu frs. : 2.780,— fr. — Quittance n° 1.368-526, du 23 décembre 1952.

Le Notaire, Robert DORVAL.

(sé) R. DORVAL.

Vu, pour légalisation de la signature de Monsieur Dorval Robert, Notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 23 décembre 1952.

Le Chef du Service de la Justice et du Contentieux, R. WAUQUAIRE.

Conseiller Juridique, ff., (sé) R. WAUQUAIRE.

Pour copie certifié conforme.

Elisabethville, le 23 décembre 1952.

Le Notaire, Robert DORVAL.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 janvier 1953.

Mij bekend.
de Minister van Koloniën,
de 10 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Usines J. G. De Coninck et Fils - Congo » en abrégé « CONICONGO »

S. C. P. A. R. L.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le quatre décembre.

Devant nous Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « USINES J. G. DE CONINCK ET FILS, CONGO », en abrégé « CONICONGO », établie à Elisabethville (Congo Belge), avec siège administratif à Merksem-Anvers, 1, avenue de l'Avenir, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le premier octobre mil neuf cent quarante-huit, autorisée par arrêté du Régent du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-huit; dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Moniteur Belge le seize décembre suivant, sous le n° 23281 et au Bulletin Administratif du Congo Belge d'août mil neuf cent quarante-neuf, et dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal publié aux annexes au Moniteur Belge, le douze juillet mil neuf cent cinquante, sous le n° 17223 et au Bulletin Administratif du Congo-Belge, du dix octobre mil neuf cent cinquante.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

	A.	P.F.
1. Monsieur Paul de Coninck, industriel à Woluwé-St.-Pierre, 272, avenue de Tervuren, six cent cinquante actions et six cents parts de fondateur	650	600
2. Monsieur Isidore Verheecke, directeur commercial, demeurant à Brasschaet, 16, avenue Voshol, deux cents actions	200	
3. Monsieur Jean Callebaut, industriel, demeurant au Château de et à Deurle, mille huit cent vingt-cinq actions	1.825	
4. Monsieur Louis Kempenaers, comptable, demeurant à Wilrijk, 104, rue Vallaer, cent actions	100	
5. Monsieur Frédéric Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, 1, Bloemenlei, cent quarante actions et quarante parts de fondateur	140	40
6. La société anonyme « Consortium financier de Participation « Cofinapar », établie à Luxembourg, 86, Grand'rue, mille cent soixante-quinze actions	1.175	

(1) Arrêté royal du 14 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} février 1953. — 1^{re} Partie.

7. Monsieur Jacques Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, 7, rue Philippe Speth, nonante-huit actions et vingt-huit parts de fondateur	98	28
8. Madame Paul de Coninck, née Jane Marguerite Verhulpen, sans profession, demeurant à Woluwé-St.-Pierre, 272, avenue de Tervuren, deux cent cinquante actions	250	
9. Monsieur Christian de Coninck, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 23, avenue du Vert Chasseur, neuf cent soixante-quinze actions et cent parts de fondateur	975	100
10. Monsieur Lucien de Hemptinne, industriel, demeurant à Laethem St.-Martin, « Birdie », cinq cents actions	500	
11. Monsieur Edmond Breugelmans, ingénieur technique, demeurant à Elisabethville, 76, route des Savonniers, cent cinquante actions	150	
12. Madame Jules Dijkmans, née Thérèse de Coninck, sans profession, demeurant à Liège, 48, Chemin des Cèdres, soixante-quinze actions	75	
13. Madame Joseph David, née Gabrielle de Coninck, sans profession, demeurant à Braine-le-Château, cinquante actions	50	
14. Mademoiselle Carmen Speth, sans profession, demeurant à Kapellen, 7, Franse Weg, nonante-et-une actions et vingt-six parts de fondateur	91	26
15. Monsieur Jean Walter Speth, ingénieur forestier, demeurant à Forestville (Canada), nonante-huit actions et vingt-huit parts de fondateur	98	28
16. Monsieur Jean Frédéric Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, 41/1, Kapelsestraat, cent quatre-vingt-neuf actions et cinquante quatre parts de fondateur	189	54
17. Madame Robert Andersen, née Emilie Speth, sans profession, demeurant à Kapellen, St. Bernardushoeve, quarante-neuf actions et quatorze parts de fondateur	49	14
18. Madame Yvan Maquinay (pour l'usufruit) et Monsieur Robert Maquinay (pour la nue propriété) tous deux sans profession, demeurant à Anvers, 101, avenue de France, ensemble trente-cinq actions et dix parts de fondateur	35	10
19. Monsieur Robert Maquinay, prénommé, septante actions et vingt parts de fondateur	70	20
20. Madame Yvan Maquinay, prénommée, trente-cinq actions et dix parts de fondateur	35	10
21. Monsieur Frédéric Osterrieth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, Zonnehuis, Kasteeldreef, sept actions et deux parts de fondateur	7	2

22. Monsieur Herman Osterrieth, négociant, demeurant à Kapellen, Kasteeldreef, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
23. Madame Vladimir Wastchenko, née Emilie Osterrieth, sans profession, demeurant à Uccle-Bruxelles, 43, avenue Napoléon, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
24. Madame Gonzague Schul, née Vera Osterrieth, sans profession, demeurant à Kapellen, St.-Bernardushoeve, 111, Bloemenlei, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
25. Mademoiselle Marguerite Osterrieth, sans profession, demeurant à Kapellen, 47, Kapelsestraat, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
26. Madame Boris Jenny, née Osterrieth, sans profession, demeurant à Uccle-Bruxelles, 40, rue Verhulst, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
27. Mademoiselle Doris Osterrieth, sans profession, demeurant à Kapellen, 47, Kapelsestraat, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
28. Monsieur Frédéric Good, administrateur de sociétés, demeurant à Ekeren-Hoogboom, 39, avenue Reine Astrid, nonante-et-une actions et vingt six parts de fondateur	91	26
29. Monsieur Edouard Plouvier, administrateur-directeur, demeurant à Anvers, 38, Olijftakstraat, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
30. Madame veuve Joseph Lenssens, sans profession, demeurant à Anvers, 2, Meir, sept actions et deux parts de fondateur	7	2
Ensemble : six mille neuf cent neuf actions et neuf cent septante-quatre parts de fondateur	6.909	974

Les comparants, ici représentés en vertu de procurations sous seing privé, ci-annexées : sub 6 par Monsieur Marcel Reckinger, ci-après nommé; sub 8, 9, 11 à 13 par 1; sub 10 par 3; sub 14, 15 par 7; sub 16 à 30 par sub 5.

La séance est ouverte en l'étude du notaire Antoine Cols, à Anvers, 3, rue Guillaume Tell, à onze heures trente, sous la présidence de Monsieur Paul de Coninck, président du conseil.

Qui désigne comme secrétaire Monsieur Louis Kempenaers.

Remplissent les fonctions de scrutateurs, Messieurs Jean Callebaut et Marcel Reckinger, administrateur de société, demeurant à Luxembourg, 12, rue Fresez.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le président fait les constatations suivantes :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Augmentation du capital à concurrence de deux millions de francs, pour le porter ainsi à neuf millions de francs, par la création de deux mille actions nouvelles de mille francs chacune, à émettre au pair et avec jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante-trois et aux autres conditions à déterminer par l'assemblée générale.

2) Souscription immédiate et libération intégrale des deux mille nouvelles actions émises.

3) Modifications aux statuts :

a) pour les mettre en concordance avec l'augmentation de capital.

b) A l'article 2. Au premier alinéa, pour supprimer les mots « après approbation par arrêté royal ».

A l'article 4. A la première phrase, pour remplacer les mots « à dater de ce jour » par « à dater du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-huit ».

A l'article 10. Pour ajouter in fine les mots « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

4) Nomination d'administrateur.

II. Les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites par des lettres recommandées, adressées quinze jours avant l'assemblée aux actionnaires, toutes les actions étant nominatives.

III. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article 31 des statuts.

IV. Les points figurant à l'ordre du jour constituant des modifications aux statuts, il faut, conformément à l'article 34 des statuts, que l'assemblée pour pouvoir délibérer valablement, réunisse un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social et la moitié au moins dans chaque catégorie de titres.

V. Le capital social est de sept millions de francs congolais, représenté par sept mille actions de mille francs chacune.

Il existe en outre mille parts de fondateur sans désignation de valeur.

Trente actionnaires sont présents ou représentés, possédant ensemble six mille neuf cent neuf actions et neuf cent septante-quatre parts de fondateur, soit plus de la moitié du capital social et plus de la moitié dans chaque catégorie de titres.

En conséquence, Monsieur le président constate et tous les comparants reconnaissent que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points à son ordre du jour.

Ces constatations faites et reconnues exactes par tous les membres de l'assemblée, Monsieur le président met aux voix les résolutions suivantes.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions de francs, pour le porter ainsi de sept millions de francs à neuf millions de francs congolais, par la création de deux mille actions nouvelles de mille francs congolais chacune, du même type et ayant les mêmes

droits et avantages que les actions existantes et avec jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante-trois.

Les nouvelles actions peuvent être souscrites sans droit de préférence aux anciens actionnaires.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix dans les deux catégories de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de procéder immédiatement à la souscription des deux mille actions nouvelles.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix dans les deux catégories de titres.

SOUSCRIPTION.

Sont ici intervenus Messieurs Paul de Coninck, Isidore Verheecke, Jean Callebaut, Louis Kempenaers, Frédéric Speth, Marcel Reckinger, Jacques Speth, Mesdames Paul de Coninck-Verhulpen, Jules Dijkmans-de Coninck, Joseph David-de Coninck, Messieurs Christian de Coninck, Lucien de Hemptinne, Edmond Breugelmans, Mademoiselle Carmen Speth, Messieurs Jean Walter et Jean Frédéric Speth, André Charles Speth, Mesdames Robert Andersen-Speth et Yvan Maquinay, Messieurs Robert Maquinay, Frédéric Osterrieth, Herman Osterrieth, Mesdames Vladimir Wastchenko-Osterrieth, Gonzague Schul-Osterrieth et Boris Jenny-Osterrieth, Mesdemoiselles Marguerite et Doris Osterrieth, Messieurs Frédéric Good et Edouard Plouvier, Madame veuve Joseph Lenssens.

Lesquels comparants, après avoir déclaré qu'ils ont connaissance des statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Usines J.-G. De Coninck et fils, Congo » et ayant entendu lecture de tout ce qui précède, ont déclaré souscrire aux conditions sus-énoncées, les deux mille actions nouvelles au prix de mille francs congolais par titre et ce dans les proportions suivantes :

- | | |
|---|-----|
| 1. Monsieur Paul de Coninck, deux cent cinquante-sept actions . | 257 |
| 2. Monsieur Isidore Verheecke, cinquante-sept actions . . . | 57 |
| 3. Monsieur Jean Callebaut, cinq cent vingt-et-une actions . . | 521 |
| 4. Monsieur Louis Kempenaers, vingt-neuf actions | 29 |
| 5. Monsieur Christian de Coninck, deux cent septante-neuf actions | 279 |
| 6. La société anonyme « Consortium financier de Participation »
« Cofinapar », trois cent trente-six actions | 336 |

7. Monsieur Jacques Speth, vingt-huit actions	28
8. Monsieur Frédéric Speth, quarante actions	40
9. Monsieur Lucien de Hemptinne, cent quarante-trois actions	143
10. Monsieur Edmond Breugelmans, quarante-trois actions	43
11. Madame Dijkmans-de Coninck, vingt-et-une actions	21
12. Madame David-de Coninck, quatorze actions	14
13. Mademoiselle Carmen Speth, vingt-six actions	26
14. Monsieur Jean Walter Speth, vingt-huit actions	28
15. Monsieur Jean Frédéric Speth, cinquante-quatre actions	54
16. Monsieur André Charles Speth, étudiant, demeurant à Kapellen, 7, Franse Weg, pour qui se porte fort Monsieur Frédéric Speth prénommé, vingt-six actions	26
17. Madame Andersen-Speth, quatorze actions	14
18. Monsieur Robert Maquinay, vingt actions	20
19. Madame Yvan Maquinay (pour l'usufruit) et Monsieur Robert Maquinay (pour la nue propriété) dix actions	10
20. Madame Yvan Maquinay, dix actions	10
21. Monsieur Frédéric Osterrieth, deux actions	2
22. Monsieur Herman Osterrieth, deux actions	2
23. Madame Wastchenko-Osterrieth, deux actions	2
24. Madame Schul-Osterrieth, deux actions	2
25. Mademoiselle Marguerite Osterrieth, deux actions	2
26. Madame Jenny-Osterrieth, deux actions	2
27. Mademoiselle Doris Osterrieth, deux actions	2
28. Monsieur Frédéric Good, vingt-six actions	26
29. Monsieur Edouard Plouvier, deux actions	2
30. Madame veuve Joseph Lenssens, deux actions	2
Ensemble : deux mille actions	2.000

CONSTATATION.

Et immédiatement Messieurs Paul de Coninck, Jean Callebaut et Isidore Verheecke, administrateurs présents de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Usines J.-G. De Coninck et fils, Congo », nous ont déclaré et requis d'acter que toutes et chacune des deux mille actions nouvelles, souscrites ci-avant, ont été entièrement libérées, soit à raison de mille francs congolais par titre, et que l'ensemble de ces versements s'élevant à deux millions de francs, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société ainsi que les souscripteurs et les comparants le reconnaissent.

TROISIEME RESOLUTION.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

a) Conséquemment à l'augmentation de capital réalisée et constatée ci-avant, l'assemblée décide sous réserve d'autorisation par arrêté royal de modifier les articles ci-après des statuts comme suit :

A l'article 5. Le premier alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant : « Le capital social est de neuf millions de francs congolais, représenté par neuf mille actions de mille francs chacune.

A l'article 6. Après le premier alinéa de cet article, il est ajouté la disposition suivante : « Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du quatre décembre mil neuf cent cinquante-deux, le capital social a été porté à neuf millions de francs congolais, par création et souscription contre espèces de deux mille actions nouvelles entièrement libérées ».

b) L'assemblée décide ensuite de modifier les articles 2, 4 et 10.

A l'article 2. Premier alinéa, les mots « après approbation par arrêté royal » sont supprimés, de sorte que cet alinéa devient : « Le siège social est établi à Elisabethville. Il peut, par simple décision du conseil d'administration, être transféré en toute autre localité du Congo-Belge ».

A l'article 4. A la première phrase, les mots « à dater de ce jour » sont remplacés par « à dater du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-huit », de sorte que cette phrase sera libellée comme suit : « La durée de la société est fixée à trente ans, à dater du vingt-neuf novembre mil neuf cent quarante-huit ».

A l'article 10. In fine de cet article ; il est ajouté les mots « et ultérieurement après la date de l'Arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

DELIBERATION.

Ces modifications aux statuts sont adoptées à l'unanimité des voix dans les deux catégories de titres.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de cinq à six. Elle appelle aux fonctions d'administrateur :

Monsieur Frédéric Speth, prénommé, ici présent et acceptant.

DELIBERATION.

Cette nomination est approuvée à l'unanimité des voix.

FRAIS.

Monsieur le président fait part à l'assemblée de ce que le montant des frais, charges et rémunérations quelconques, incombant à la société ou mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, s'élève approximativement à soixante mille francs.

Dont procès-verbal.

Fait et dressé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir, ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Geregistreerd :

Vier bladen een verzending, te Antwerpen, B. A. 1e kantoor, den 11 December 1952. Deel 193, blad 39, vak 3.

Ontvangen : veertig frank.

De ontvanger (get.) Hougardy.

Pour expédition.

Le Notaire, (s.) A. COLS.

Antoine Cols, Notaire à Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van 1e Aanleg. Antwerpen.

Gezien door ons H. Anthonis, Voorzitter der Rechtbank van Eerste Aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring van het hierboven staande handteken van A. Cols.

Antwerpen, de 19 December 1952.

(get.) H. Anthonis.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. H. Anthonis, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 décembre 1952.

Le Directeur (s.) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 décembre 1952.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 janvier 1953.

Mij bekend.
de Minister van Koloniën,
de 10 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

**Société pour la fabrication au Congo de tuyaux en asbeste-ciment
« COTUYAC »**

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 225.742.

NOMINATION.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général du 8 janvier 1953

En application de l'article 14 des statuts, le Conseil Général décide d'appeler aux fonctions d'Administrateur, M. André Emsens, Industriel, domicilié 94, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, en remplacement de M. Arthur Bemelmans, décédé.

Pour extrait certifié conforme,

Un Administrateur,
H. VANDER BORGHT.

Le Vice-Président,
E. LARIELLE.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 FEVRIER 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

77/2/53
27

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

Pages	Pages
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi . . . 234, 239	Immobilière Belgo-Coloniale . . . 238
Baume et Marpent au Congo . . . 229	Mutuelle Belgo-Coloniale . . . 238
Ciments du Katanga 236	Philips-Congo 300
Citas 221	Plantations de Gombo 227
Compagnie Chimique et Industrielle du Congo 227	Société Coloniale Immobilière et de Crédit Mobilier en Afrique . . . 272
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains 237	Société Commerciale, Agricole, Fo- restière et Industrielle de la Tshuapa 235
Compagnie des Chemins de Fer Ka- tanga-Dilolo-Léopoldville . . . 222, 237	Société des Mines d'Or de Kilo-Moto . . . 220
Compagnie des Mines d'Etain et la Belgika 286, 295	Société Forestière et Agricole du Mayumbe 301
Compagnie des Placages et Contre- placages du Congo 222	Société Générale Africaine d'Elec- tricité 256
Compagnie Immobilière du Domai- ne de Panzi 249	Société Minière de Kindu 200
Compagnie Minière en Afrique Orien- tale 313	Société pour la Fabrication au Con- go de Boîtes Métalliques et tous articles en Tôle Emaillée, galvanisée ou en Fer blanc . . . 24
Comptoir Commercial du Kivu, J. Van Baelen 230	Loterie Coloniale 30

Date de
rentrée

Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège administratif : 1, Place du Luxembourg, Bruxelles.

Registre de Commerce n° 737.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR-PRESIDENT.

*Extrait des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire
des actionnaires du 6 janvier 1953.*

RESOLUTION UNIQUE.

Monsieur Léon BRUNEEL, Docteur en droit, domicilié, 5, Avenue Antoine Depage à Bruxelles, est élu administrateur pour un terme de cinq ans prenant fin à l'assemblée générale ordinaire de juillet 1957 et ce en remplacement de feu Monsieur LEEMANS.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité des voix.

POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal de la 147^{me} réunion du Conseil d'Administration
tenue le mardi 6 janvier 1953, à 15 h. 20.*

Sur proposition de M. MOELLER, le Conseil élit ensuite, à l'unanimité des voix, Monsieur Léon BRUNEEL, Président du Conseil d'Administration et du Comité de Direction de la SOCIETE DE MINES D'OR DE KILO-MOTO.

Le Conseil décide que le texte publié aux annexes du Moniteur Belge des 9 et 10 juin 1947, sous le n° 11.815, deviendra :

« Les dispositions sur les comptes en banque, chèques postaux et autres, en Belgique et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et toutes les instructions relatives à toutes opérations généralement quelconques avec les dits établissements seront signés, soit conjointement par deux des personnes suivantes :

» M. Léon BRUNEEL, président du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

» M. Marc GOMREE, administrateur-directeur.

» M. Raymond ANTHOINE, administrateur.

» M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, administrateur.

» Soit par l'un d'eux, conjointement avec un des suivants :

» M. Corneille VANDER PUTTEN, Chef de la comptabilité, 4, avenue
» J. Van Haelen, Auderghem.

» M. Pierre GIOT, chef de bureau, 5, avenue Hector Steyaert, à Genval.

» M. Marcel GHIGNY, chef de bureau, 32, rue de Bouvy, La Louvière.»

Certifié conforme :

L'Administrateur-Directeur.

(s.) M. GOMREE.

CITAS.

Société Congolaise, à responsabilité limitée.

48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 8698.

Extrait du procès-verbal du conseil général du 16-12-1952.

Le conseil général, en sa séance du 16 décembre 1952, a appelé aux fonctions d'administrateur, en remplacement de feu M. Arthur Bemelmans, M. Robert CAMBIER, ingénieur A. I. A., 131, Chaussée de Charleroi, St.-Gilles, qui a démissionné de ses fonctions de commissaire à cette date.

La nomination de M. Robert CAMBIER sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 16 décembre 1952.

Par suite du décès de M. Arthur BEMELMANS, président du conseil M. Albert MARCHAL, Vice-Président, 46, Avenue du Vert Chasseur, Uccle, est appelé aux fonctions de président du conseil et M. Gilbert PE-RIER, docteur en droit, 573, Avenue Louise, Bruxelles, aux fonctions de vice-président.

Bruxelles, le 16 janvier 1953.

Pour extrait certifié conforme.

CITAS S. C. R. L.

Un Administrateur,
Comte de BEAUFFORT.

Un Administrateur,
G. BIART.

Compagnie des Chemins de fer Katanga-Dilolo-Léopoldville (K. D. L.).

—
*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
du 19 décembre 1952.*

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le Conseil délègue à Monsieur Fernand MEEUS, avec le titre de Secrétaire-Général, les pouvoirs suivants :

- a) retirer de l'administration des postes, de toutes autres administrations et entreprises de transports, messageries, roulages et autres, toutes lettres et correspondances, chargées ou recommandées, tous mandats-poste ou télégraphiques, tous colis, paquets, groupes d'argent, valeurs, en délivrer reçus et décharges.
- b) conjointement avec le Président, ou à son défaut, avec un Administrateur, donner quittance, émettre tous chèques et opérer tous retraits de fonds par le débit du compte ouvert à notre Société à la Banque de la Société Générale de Belgique et éventuellement aux chèques postaux.
- c) conjointement avec le Président ou un Administrateur, accès au coffre de la Société à la Banque de la Société Générale de Belgique.

Bruxelles, le 17 janvier 1953.

Pour extrait conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,

Illisible.

Compagnie des Placages et Contreplacages du Congo.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'An mil neuf cent cinquante deux le vingt neuf décembre à quinze heures.

Au siège administratif, à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie des Placages et Contreplacages du Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Boma (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Guy Murlon-Beernaert, substituant Maître Hubert Scheyven, tous deux notaires à Bruxelles, le seize mai mil neuf cent quarante neuf, autorisée par arrêté royal du vingt quatre juin mil neuf cent quarante neuf, dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Moniteur Belge du trente et un juillet mil neuf cent quarante neuf,

numéro 16.660 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août mil neuf cent quarante neuf.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions ordinaires dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence la comparution devant nous, notaire est arrêtée comme en la liste de présence précitée, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte et à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence avec leur traduction, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes, numéro 12.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Maurice Stassin, secrétaire de société, demeurant à Soignies, rue Clerbois, numéro 37, ici intervenant et Monsieur Lucien Gonze, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 144, seul actionnaire présent, remplit les fonctions de scrutateur.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1) Décision de faire porter l'exercice social mil neuf cent cinquante deux, sur seize mois se clôturant le trente avril mil neuf cent cinquante trois.

2) Remplacer les mots « troisième mardi de septembre de chaque année, à onze heures » de l'article vingt sept des statuts, par les mots « troisième mardi d'octobre de chaque année, à onze heures. »

3) Supprimer les mots « et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un » de l'article vingt sept des statuts.

4) Remplacer l'article trente six des statuts libellé comme suit :

« L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. Par exception le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante » par :

« L'exercice social commencé le premier janvier mil neuf cent cinquante deux, portera sur seize mois et se clôturera le trente avril mil neuf cent cinquante trois. A partir de cette date, l'exercice social commencera le premier mai et se terminera le trente avril de l'année suivante. »

5) Remplacer les mots « au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante », de l'article trente sept des statuts, par les mots :

Au trente avril de chaque année et pour la première fois le trente avril mil neuf cent cinquante trois.

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués, conformément à l'article vingt huit des statuts, par lettres missives leur adressées sous pli recommandé à la poste, le huit décembre courant mois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation, ainsi que les récépissés des lettres recommandées délivrés par l'administration des Postes.

III. Que pour assister à l'assemblée, ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions des articles vingt neuf et trente des statuts.

IV. Que sur les deux mille actions ordinaires représentatives du capital, la présente assemblée réunit mille neuf cent quatre vingt dix actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente quatre des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

a) De fixer la clôture de l'exercice social en cours au trente avril mil neuf cent cinquante trois au lieu du trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux; le présent exercice aura donc une durée exceptionnelle de seize mois.

et b) de faire courir les prochains exercices sociaux du premier mai au trente avril de chaque année.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article vingt sept, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunit le troisiè-
» sième mardi d'octobre de chaque année à onze heures, aux lieu et local
» qui sont expressément indiqués dans la convocation faite par le Pré-
» sident du conseil d'administration ou par l'administrateur-délégué. »

Le texte de l'article trente six est remplacé par :

« L'exercice social commence le premier mai et se termine le trente avril
» de chaque année. »

A l'article trente sept, au premier alinéa, le membre de phrase « au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante » est remplacé par : « au trente avril de chaque année ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures un quart.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, ont signé avec nous, notaire.

(signé) M. Thèves; L. Gonze; M. Stassin; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 2 janvier 1952. Volume 1387, folio 71, case 8, trois rôles, un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a. i. (signé) J. Boon.

ANNEXE.

COMPAGNIE DES PLACAGES ET DES CONTREPLACAGES DU CONGO.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 décembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. United States Plywood Corporation, société américaine régie
par les lois de l'Etat de New York, établie à New York (U. S. A.)
55, West 44th Street, propriétaire de huit cent nonante actions . 890

Représentée par Monsieur Martin Thèves, Ingénieur, demeu-
rant à Rhode-Saint-Genèse, 12, avenue de la Forêt de Soignes,
suivant procuration du 8 décembre 1952.

(signé) M. Thèves.

2. Société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor », so-
ciété congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 5, rue
de la Science, propriétaire de huit cent septante actions . . . 870

Représentée par Monsieur Lucien Gonze, administrateur de
société, demeurant à Bruxelles, 144, avenue Franklin Roose-
velt, suivant procuration du 8 décembre 1952.

(signé) M. Gonze.

3. Monsieur Lawrence Ottinger, administrateur de sociétés, de-
mourant à New York, Scarsdale, 55, Cusham Road, propriétaire de
cent vingt actions 120

Représenté par Monsieur Martin Thèves prénommé, suivant
procuration du 8 décembre 1952.

(signé) M. Thèves.

4. Monsieur Clifford Setter, administrateur de sociétés, demeu-
rant à New York, Mount Kisco, propriétaire de cinq actions . . . 5

Représenté par Monsieur Martin Thèves prénommé, suivant
procuration du 8 décembre 1952.

(signé) M. Thèves.

5. Monsieur Sol Antoville, administrateur de sociétés, demeurant à New York, Mamaroneck, 554, Claslin Avenue, propriétaire de cinq actions 5

Représenté par Monsieur Martin Thèves prénommé, suivant procuration du 8 décembre 1952.

(signé) M. Thèves.

6. Monsieur Martin Thèves, Ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 12, avenue de la Forêt de Soignes, propriétaire de cent actions 100

(signé) M. Thèves.

Ensemble : mille neuf cent nonante actions 1.990

(signé) Le Président, M. Thèves; Le Secrétaire, M. Stassin; le Scrutateur, L. Gonze.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 29 décembre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 2 janvier 1953, V. 251, folio 96, c. 16, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i. (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1313.

Bruxelles, le 15 janvier 1953.

(signé) C. Bareel.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 janvier 1953.

(signé) Heymans.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 janvier 1953.

Le Conseiller (signé) A. Marquet.

Compagnie Chimique et Industrielle du Congo « CHIMINCO ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville - Congo Belge.

Siège Administratif Bruxelles, 61, avenue Louise.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration
du 29 août 1952.*

POUVOIRS.

Tout acte engageant la Société devra obligatoirement être signé soit par deux Administrateurs, signant conjointement, soit par un Administrateur signant conjointement avec Messieurs Cattoir, Secrétaire du Conseil, Verdin, Chef de Ventes, ou Gonze, Secrétaire Comptable.

En ce qui concerne le Département Afritechnic, les actes engageant ce département pourront être signés par Monsieur Beguin, conjointement avec un Administrateur.

En ce qui concerne le Département Africhimic, Monsieur Verdin pourra signer seul les soumissions et bons de commandes n'excédant pas 50.000 fr.

Les actes de gestion journalière seront signés par un Administrateur, signant seul, ou par Messieurs Cattoir, Gaupin ou Beguin, Verdin ou Gonze, signant seul.

Ces délégations remplacent et annulent les délégations précédemment données.

Pour extrait conforme,

Un Administrateur,
M. MOLLE.

Un Administrateur,
A. JANSSEN.

Plantations de Gombo.

Siège social et administratif, 131, Costermansville, Congo Belge.

Banquiers : Banque du Congo Belge, Costermansville et Bruxelles.

**COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.**

M. Maurice de la Kethulle de Ryhove, Costermansville.

Madame Maurice de la Kethulle de Ryhove, Bruges, Belgique.

Monsieur Ignace de la Kethulle de Ryhove, Costermansville.

Monsieur Fernand Rittwéger de Moor, Costermansville.

Monsieur G. De Ketelaere, Commissaire, Costermansville.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 9-12-1952.

1° Après lecture et discussion, les rapports du Conseil d'Administration sont admis à l'unanimité. Le bilan et le Compte de Pertes et Profits sont approuvés à l'unanimité. L'Assemblée Générale par une décision unanime, décide d'affecter 5 % du solde créditeur de l'exercice, au fonds de réserve légale et de verser à un fonds de provision spécial l'excédent.

Par un vote spécial, l'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et Commissaire.

Le Conseil d'Administration et le Commissaire sont réélus à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme :

Un Administrateur, Un Administrateur,
Maurice de la Kethulle de Ryhove. Ignace de la Kethulle de Ryhove.

BILAN.

ACTIF.

A. Immobilisé.

Concessions	702.599.—	
Bâtiments	907.811.—	
Matériel et Mobilier	1.467.637.—	
	<hr/>	3.078.047,—

B. Réalisable.

Portefeuille	269.500,—	
Cheptel	9.000,—	
Approvisionnement	436.361,—	
Stocks et Produits	930.560,—	
Débiteurs	422.977,—	
	<hr/>	2.068.398,—

C. Disponible	666,—	666,—
		<hr/>
		5.147.111,—
		<hr/>

PASSIF.

Capital	2.352.129,—	
Créditeurs	2.757.321,—	
Solde créditeur	37.661,—	
	<hr/>	5.147.111,—
		<hr/>

Comptes des Pertes et Profits.

DEBIT.

Frais généraux P. G.	730.607,—
Frais généraux I. L. U.	426.864,—
Amortissements	749.727,—
Solde au 30-6-52	37.661,—
	<hr/>
	1.944.859,—
	<hr/>

CREDIT.

Résultats bruts	1.944.859,—
---------------------------	-------------

Baume & Marpent au Congo « BAUMACO ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Morlanwelz (Belgique), 2, rue de la Potrée.

Elisabethville (Congo Belge), Avenue de Kigoma.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration
tenue à Bruxelles, le 22 décembre 1952.*

Conformément à l'article 21 des statuts, le Conseil d'Administration a conféré à Monsieur Serge HOLVOET, Directeur du Bureau de Baumaco, à Léopoldville, le pouvoir sous sa seule signature, d'engager la Société Baumaco pour tout ce qui concerne la gestion journalière du Bureau de Baumaco, à Léopoldville, et, notamment, le pouvoir de disposer, sous sa seule signature, du compte ouvert au nom de Baumaco, au siège à Léopoldville de la Banque du Congo Belge.

Ce 20 janvier 1953.

Pour copie certifiée conforme :

A. LEBON.

Administrateur-Délégué.

Comptoir Commercial du Kivu, J. Van Baelen « C. C. K. ».

Société anonyme.

ASSEMBLEE GENERALE.

L'an mil neuf cent trente six, le neuf septembre,

Devant Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers,

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Anvers, sous la dénomination de « *Comptoir Commercial du Kivu, J. Van Baelen (C. C. K.)* », constituée suivant acte passé devant Maître Constant De Wolf, substituant Maître Fernand Dierckx, tous deux notaires à Turnhout, le douze août mil neuf cent vingt neuf, publié à l'annexe au Moniteur Belge du six septembre mil neuf cent vingt neuf, sous le numéro 13.924 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai mil neuf cent trente; dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal publié à l'annexe au Moniteur Belge du quatorze juin mil neuf cent trente sous le numéro 10046 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent trente.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

1. Monsieur Louis Dierckx, notaire honoraire, demeurant à Turnhout, 7, rue de l'Hôpital, propriétaire de trois cent cinquante actions de capital et trois cent cinquante parts de fondateur	350	350
2. Monsieur Fernand Dierckx, notaire, demeurant à Turnhout, 43, rue de l'Hôpital, propriétaire de deux cent cinquante actions de capital et deux cent cinquante parts de fondateur	250	250
3. Monsieur Joseph Dierckx, sans profession, demeurant à Turnhout, 11, rue Renier Snieders, propriétaire de deux cent et dix actions de capital et deux cent et dix parts de fondateur	210	210
4. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Entreprises Générales au Kivu » (E. G. K.) établie à Nya-Lukemba, Congo Belge, avec siège administratif à Bruxelles, propriétaire de mille neuf cent nonante neuf actions de capital et mille neuf cent nonante neuf parts de fondateur	1.999	1.999
5. Monsieur Charles Van Hal, juge au tribunal de première instance à Anvers, demeurant à Turnhout, 5, rue des Béguines, propriétaire de nonante actions de capital et nonante parts de fondateur	90	90
6. Monsieur Léon Dierckx, industriel, demeurant à Turnhout, 6, rue de la Loutre, propriétaire de cent cinquante actions de capital et cent cinquante parts de fondateur . . .	150	150

7. Mademoiselle Marguerite Dierckx, sans profession, demeurant à Turnhout, 7, rue de l'Hôpital, propriétaire de cinquante actions de capital et cinquante parts de fondateur	50	50
--	----	----

Ensemble trois mille nonante neuf actions de capital et trois mille nonante neuf parts de fondateur	3.099	3.099
---	-------	-------

Les actionnaires nommés sub 2 et 3 sont ici présents et les autres sont ici représentés en vertu de procurations sous seing privé ci-annexées, comme suit :

Ceux nommés sub 1, 5 et 6 par Monsieur Fernand Dierckx et celles nommées sub 4 et 7 par Monsieur Joseph Dierckx.

La séance est ouverte à dix heures et demie du matin, 22, rue Schul, à Anvers, sous la présidence de Monsieur Fernand Dierckx, président du Conseil d'administration.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Constant Verhoeven, comptable, demeurant à Stabroeck, Laageind, 25.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Joseph Dierckx.

Le bureau étant ainsi constitué, conformément à l'article 44 des statuts, Monsieur le président fait les constatations suivantes :

I. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Examen de la situation financière, et éventuellement dissolution de la société, conformément à l'article 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2) Modifications éventuelles des statuts pour les mettre en concordance avec les dispositions de l'arrêté royal du trente et un octobre mil neuf cent trente quatre.

3) Modification de la raison sociale, par suppression des mots « J. Van Baelen ».

II. — Les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à la loi et aux statuts, par des annonces insérées dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau et paraphés par le scrutateur :

a) Le Moniteur Belge des vingt deux août et trente et un août, premier septembre derniers.

b) L'Informateur, journal publié à Bruxelles, des vingt deux août et trente/trente et un août derniers.

c) Le Lloyd Anversoï, journal publié à Anvers, des vingt deux/vingt trois août et trente et un août derniers.

En outre des lettres missives ont été adressées huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom.

III. — Pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions des articles 41 et 42 des statuts.

IV. — Les points figurant à l'ordre du jour constituant des modifications aux statuts, il faut conformément aux dispositions de l'article soixante dix des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, que l'assemblée, pour pouvoir délibérer valablement réunisse un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins dans chaque catégorie de titres.

V. — Le capital social est de six millions de francs représenté par six mille actions de capital de mille francs chacune.

Il existe en outre six mille parts de fondateur, sans désignation de valeur.

Sept actionnaires sont présents ou représentés possédant ensemble trois mille nonante neuf actions de capital et trois mille nonante neuf parts de fondateur, soit plus de la moitié dans chaque catégorie de titres.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

Suivant les dispositions de l'arrêté royal numéro 26 du trente et un octobre mil neuf cent trente quatre, le droit de vote par dérogation à l'article 43 des statuts, sera exercé conformément aux articles 3 et 4 du susdit arrêté.

Cet exposé fait et reconnu exact par tous les membres de l'assemblée, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée délibérant par application de l'article 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales décide que la société anonyme « Comptoir Commercial du Kivu, J. Van Baelen (C. C. K.) » est dissoute à partir de ce jour et n'existera plus que pour sa liquidation.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de confier la liquidation de la société à un liquidateur et appelle à ces fonctions Monsieur Alexandre Dierckxsens, avocat, demeurant à Anvers, Longue rue d'Argile, n° 237, ici présent et acceptant.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment tous ceux prévus aux articles 181, et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas mentionnés aux articles 182 et 185 des dites lois, la présente assemblée l'autorisant, dès à présent et formellement à faire les opérations prévues par ces articles.

Le liquidateur pourra aliéner, vendre, céder et transférer tous les biens meubles et immeubles de la société notamment au Congo Belge, en bloc ou séparément, même de gré à gré à tels prix clauses et conditions

et pour telles contre-valeurs qu'il jugera convenir et suivant les modes qui lui paraîtront le plus utiles; fixer les modalités de paiement du prix, même à long terme; dispenser le conservateur des hypothèques et les conservateurs des Titres fonciers de prendre inscription d'office; prendre et accepter toutes garanties; donner mainlevée, avant comme après paiement, de toutes oppositions et inscriptions privilégiées ou hypothécaires, prises d'office ou autrement, ainsi que de toutes transcriptions, saisies ou autres empêchements quelconques; renoncer à tous privilèges et actions résolutoires, faire apport de tout ou partie de l'avoir social à des sociétés existantes ou à créer contre telles rémunérations qu'il jugera convenir.

En un mot, il est spécialement autorisé à poser tels actes et tels traités qu'il jugera utile pour parvenir à la liquidation de la société.

Le liquidateur pourra constituer tous tiers mandataires et leur déléguer les pouvoirs qu'il jugera convenables pour des objets spéciaux et déterminés.

Tous les actes engageant la société en liquidation seront signés à moins de délégation spéciale, par le liquidateur, qui n'aura pas à justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers ni vis-à-vis des conservateurs des hypothèques, ni vis-à-vis des conservateurs des Titres Fonciers.

En cas de vacance de la place de liquidateur l'assemblée générale pourvoira immédiatement à son remplacement.

Le liquidateur est dispensé de faire inventaire et pourra s'en rapporter aux livres et écritures de la société.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée voulant mettre les statuts en concordance avec les dispositions de l'arrêté royal du trente et un octobre mil neuf cent trente quatre, décide de remplacer l'article 43 des statuts par le texte suivant :

« *Article 43.* — Il est conféré une voix par action de capital, les parts de fondateur ne donnant droit qu'à une voix par deux titres, étant entendu qu'elles ne pourront être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux/tiers du nombre des voix émises par les actions de capital. Si les votes soumis à limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix. La réduction aux deux/tiers ne s'opère pas lors qu'il y a lieu à application de l'article 71 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés ».

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix tant dans l'ensemble des titres que dans chaque catégorie séparément.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale par suppression des mots « J. Van Baelen » de sorte que la dénomination de la société en liquidation sera « Comptoir Commercial du Kivu (C. C. K.) ».

En conséquence, l'article 1 des statuts sera libellé comme suit :

Article 1. — La société anonyme existera pendant sa liquidation sous la dénomination de « Comptoir Commercial du Kivu (C. C. K.) ».

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec le liquidateur et nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Anvers, 1^{er} Bureau le quatorze septembre 1936. Vol. 1061, Fol. 23, case 14. Quatre rôles quatre renvois.

Reçu : soixante francs.

Le Receveur (signé) Oeyen.

Pour expédition,

Le Notaire,

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Association congolaise de droit public.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 décembre 1952, Monsieur Georges PIRSOUL a été appelé aux fonctions de censeur pour achever le mandat de Monsieur Paul BAUDEWIJNS, décédé.

Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

Congolese publiekrechtelijke vereniging.

Bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 19 December 1952, werd de Heer Georges PIRSOUL tot de functies van censor geroepen, om het mandaat te voleindigen van de Heer Paul BAUDEWIJNS, overleden.

Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa,
en abrégé « S.C.A.F.I.T. ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Wema (Congo Belge).

Siège administratif : Chaussée de Liège, 2, Havelange.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 211.188.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Démission d'administrateur. — Réduction du nombre des commissaires.
Nominations de deux directeurs et délégation de pouvoirs.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
des actionnaires du 24 décembre 1952.*

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

a) Décide de transférer le siège administratif de la société d'Havelange, Chaussée de Liège, 2, à Liège, Place du Roi Albert I^{er}, n° 1.

b) Accepte la démission offerte, comme administrateur, par Monsieur Marcel VERMEIRE et ratifie la décision du conseil d'administration tenu le 14-12-1952, de ne pas pourvoir à son remplacement.

c) Décide de réduire le nombre des commissaires à un et de maintenir un des commissaires actuellement en fonction, savoir Monsieur Alphonse DELHEZ.

d) Nomme Monsieur Raphaël JOIE, résidant à Wema (Congo Belge) comme directeur technique et Monsieur René BRANDEMBERG, domicilié à Liège, Place du Roi Albert I^{er}, n° 1, comme directeur administratif; leur confère de ce chef et sous leur seule signature séparée, tous pouvoirs relatifs à la gestion journalière de la société et notamment dans ses rapports soit avec l'administration des Postes, soit avec tous organismes bancaires ou avec l'Office des Chèques Postaux.

Pour tous les actes dépassant le cadre de la gestion journalière la signature conjointe des deux directeurs sera requise.

Pour extrait analytique conforme,

Deux administrateurs,

(s.) Fr. JOIE.

(s.) R. BRANDEMBERG.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. s. s. p., le 27-1-1953. Vol. 937, folio 21, case 8, 1 rôle s/renv.

Reçu : 40 fr.

Le Receveur (s.) Louyest.

Société Minière de Kindu (SOMIKIN).

Un dividende intérimaire pour l'exercice 1952-53 sera payable à partir du 2 février 1953, par :

Net fr. 70,— (septante francs)

contre remise du coupon n° 8 des actions de capital, aux guichets de la Banque du Congo Belge, 14-16, rue Thérésienne à Bruxelles et de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 31, rue des Colonies à Bruxelles.

Ciments du Katanga « CIMENKAT ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège Administratif : 48, rue de Namur, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 2838.

NOMINATION.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général
du 14 janvier 1953.*

En application de l'article 15 des statuts, le Conseil Général décide d'appeler aux fonctions d'Administrateur, M. Fernand Nisot, Ingénieur, domicilié, 15, rue d'Edimbourg à Ixelles, en remplacement de M. Arthur Bemelmans, décédé.

Pour extrait certifié conforme,

Un Administrateur,

(s.) R. COPPEE.

L'Administrateur-Directeur,

(s.) E. LARIELLE.

**Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur
aux Grands Lacs Africains.**

Société Anonyme Bruxelles.

Avenue de l'Astronomie, 24.

Registre du commerce de Bruxelles n° 3902.

Registre du commerce de Stanleyville n° 910.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR DELEGUE.

*Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration
du 23 décembre 1952.*

Le conseil d'administration appelle aux fonctions d'administrateur délégué, M. le baron Edouard EMPAIN, industriel, né le 15 janvier 1914 à Bruxelles, domicilié, 72, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, administrateur, vice-président du conseil.

Administrateur-fondé de pouvoir. Administrateur-directeur général.

(s.) Paul ORBAN.

(s.) illisible.

Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville (K.D.L.).

Registre du Commerce de Bruxelles n° 19.787.

*Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil Général
du 19 janvier 1953.*

NOMINATION.

Le Conseil Général nomme Monsieur Emile VOORDECKER, ingénieur des Constructions civiles, demeurant à Schaerbeek, avenue Milcamps, n° 157, en qualité d'Administrateur de la Compagnie, en remplacement de Monsieur Léon BRUNEEL, démissionnaire. Il achèvera le mandat de celui-ci venant à expiration en 1957.

Cette nomination sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Bruxelles, le 28 janvier 1953.

Pour extrait conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,
Odon JADOT.

Immobilière Belgo-Coloniale.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

4, Place de Jamblinne de Meux.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 725.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 91.938.

CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le siège administratif est transféré de la Place de Jamblinne de Meux, n° 4 au 40, rue de l'Ecuyer à Bruxelles depuis le 1 février 1953.

Un administrateur,

L. SOENEN.

Mutuelle Belgo-Coloniale.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

4, Place de Jamblinne de Meux.

Registre de commerce de Léopoldville, n° 726.

Registre de commerce de Bruxelles, n° 29.920.

CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le siège administratif est transféré de la Place de Jamblinne de Meux, n° 4 au 40, rue de l'Ecuyer à Bruxelles depuis le 1 février 1953.

Un administrateur,

L. SOENEN.

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

ACTIF — ACTIVA

	30-11-52	31-12-52	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>
Encaisse or <i>Goudvoorraad.</i>	3.248.141.731,85	3.263.627.132,96	+ 15.485
Avoirs en monnaies convertibles en or <i>Tegoed in deviezen omzethaar in goud.</i>	3.651.407.393,26	4.165.556.066,38	+ 514.149
Avoirs en francs Belges. <i>Tegoed in Belgische franken.</i>			
Banques et divers organismes . . . <i>Banken en diverse organismen.</i>	88.910.615,66	108.344.366,40	+ 19.434
Certificats du Trésor Belge . . . <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>	1.600.000.000,—	1.450.000.000,—	— 150.000
Autres avoirs <i>Andere tegoeden.</i>	44.401.341,30	3.925.999,75	— 40.475
Avoirs en autres monnaies . . . <i>Tegoed in andere deviezen.</i>	25.799.188,10	40.698.452,84	+ 14.899
Débiteurs pour change et or à terme <i>Debiteuren wegens termijnverkoop van deviezen en goud.</i>	—	2.436.048,—	+ 2.436
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi . . . <i>Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>	—	1.856.607,10	+ 1.857
Avoirs aux offices des chèques postaux <i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>	1.606.358,51	2.585.444,43	+ 979
Effets publics belges émis en francs Congolais <i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong. franken.</i>	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—
Fonds publics (Art. 6, Par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts) <i>Overheidsfondsen (Art. 6, Par. 1, litt. 12 et 13 der Statuten).</i>	99.487.138,40	99.455.258,60	— 32
Immeubles — Matériel — Mobilier . <i>Gebouwen — Materieel — Meubelen.</i>	51.810.792,05	53.210.840,85	+ 1.400
Divers <i>Diversen.</i>	121.523.441,13	126.410.698,76	+ 4.887
	<u>13.369.251.337,82</u>	<u>13.754.270.253,63</u>	<u>+ 385.019</u>

PASSIF — PASSIVA

	30-11-52	31-12-52	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>	
Billets et monnaies métalliques en circulation	4.113.062.140,20	4.202.095.600,75	+	89.033
<i>Biljetten en metalen munten in omloop.</i>				
Comptes-courants et créditeurs divers. <i>Rekeningen-courant en diverse crediteuren.</i>				
Congo Belge et Ruanda-Urundi	4.184.887.829,67	4.569.627.356,46	+	384.740
<i>Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>				
Comptes-courants divers	2.458.730.352,76	2.498.750.547,77	+	40.020
<i>Diverse Rekeningen-courant.</i>				
Valeurs à payer	135.453.234,26	110.842.513,69	—	24.611
<i>Te betalen waarden.</i>				
Total des engagements à vue	10.892.133.556,89	11.381.316.018,67	+	489.182
<i>Totaal der verbintenissen op zicht.</i>				
Engagements en francs Belges. <i>Verbintenissen in Belgische franken.</i>				
A vue	673.866.201,69	558.714.930,03	—	115.151
<i>Op zicht.</i>				
A terme	275.000.000,—	240.000.000,—	—	35.000
<i>Op termijn.</i>				
Engagements en monnaies étrangères. <i>Verbintenissen in buitenlandse deviezen.</i>				
En monnaies convertibles	1.193.863.231,70	1.224.338.737,58	+	30.476
<i>In omzetbare deviezen.</i>				
En autres monnaies	7.243.133,11	13.202.569,96	+	5.959
<i>In andere deviezen.</i>				
Monnaies étrangères et or à livrer	—	2.414.734,—	+	2.415
<i>Te leveren buitenlandse deviezen en goud.</i>				
Divers	177.145.214,43	184.283.263,39	+	7.138
<i>Diversen.</i>				
Capital	150.000.000,—	150.000.000,—	—	
<i>Kapitaal.</i>				
	13.369.251.337,82	13.754.270.253,63	+	385.019

H. LENAERT.
Directeur.

P. CHARLES.
Gouverneur.

**« Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes métalliques et tous
Articles en Tôle émaillée, galvanisée ou en Fer Blanc »,
en abrégé « COBEGA ».**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Forest-lez-Bruxelles,
Boulevard de la Deuxième Armée Britannique, numéro 147.

Registre du commerce de Bruxelles, numéro 222.465.

—

**REDUCTION DU CAPITAL. — AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante deux, le quinze décembre, à Schaerbeek,
Square Vergote, numéro 20.

Devant Maître Jean-Maurice De Doncker, notaire à Bruxelles, substituant son confrère, Maître Paul Dulait, notaire à la même résidence, légalement empêché.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société pour la Fabrication au Congo de Boîtes métalliques et tous articles en Tôle émaillée, galvanisée ou en Fer Blanc, en abrégé : « COBEGA », société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif, à Forest-lez-Bruxelles, 147, boulevard de la Deuxième Armée Britannique; constituée suivant acte reçu par Maître Jean Damiens, notaire à Bruxelles, le deux août mil neuf cent quarante neuf, publié après approbation par arrêté royal en date du douze septembre mil neuf cent quarante neuf, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze octobre suivant, et aux annexes au Moniteur Belge du vingt quatre septembre de la même année, sous le numéro 19013; et dont les statuts ont été modifiés, suivant acte reçu par Maître Jean-Maurice De Doncker, notaire à Bruxelles, soussigné, le vingt juin mil neuf cent cinquante un, publié après approbation par arrêté royal en date du vingt six août mil neuf cent cinquante un, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre suivant et aux annexes au Moniteur belge du trente du même mois, sous le numéro 20883.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La Société anonyme « TRAVAIL MECANIQUE DE LA TOLE » établie à Forest-Bruxelles, boulevard de la Deuxième Armée Britannique, numéro 147, ici représentée par Messieurs Robert Dulait, président du conseil d'administration et administrateur délégué et Jacques Stevens, administrateur délégué, tous deux ci-après nommés, propriétaire de quinze mille sept cent quatre vingts actions et mille deux cent quatre vingt neuf parts de fondateur . 15.780 1.289

(1) Arrêté royal du 26 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

2. La Société belge d'Emballages métalliques industriels « SOBEMI », société anonyme, établie à Bruxelles, boulevard Emile Bockstael, 22, ici représentée par Monsieur Paul Heymans, président du conseil d'administration de la dite société, ci-après nommé, propriétaire de onze mille quarante actions et mille cinquante deux parts de fondateur 11.040 1.052

3. La Société anonyme « LAMINOIRS DE THIMEON », établie à Bruxelles, rue du Commerce, 54, propriétaire de deux mille six cent soixante actions et six cent trente trois parts de fondateur 2.660 633
 Ici représentée par Monsieur Louis Brasseur, son directeur, ci-après nommé, suivant procuration en date du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

4. La Société anonyme « FERBLANTERIES DE CLERCK », établie à Bruges, rue Charles Le Bon, propriétaire de mille cent quatre vingts actions et cent neuf parts de fondateur 1.180 109
 Ici représentée par Monsieur Gaston De Clerck, son directeur, ci-après nommé, suivant procuration en date du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

5. Monsieur Georges Lumaye, ingénieur civil des Mines, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, 153, propriétaire de cinq cent quatre vingts actions et septante neuf parts de fondateur 580 79

6. Monsieur Emile Blaton, industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, 158, propriétaire de cinq cent quatre vingts actions et de vingt neuf parts de fondateur 580 29

7. Monsieur Franz Brasseur, ingénieur civil, demeurant à Uccle, avenue Molière, 256, propriétaire de quatre cent vingt actions et vingt une parts de fondateur 420 21

8. Monsieur René Lavry, notaire, demeurant à Roux, propriétaire de vingt actions et d'une part de fondateur 20 1

9. Madame Marie-Emelie Barthelemy, veuve de Monsieur Arthur Lavry, demeurant à Mont-sur-Marchienne, avenue Paul Pastur, 59, propriétaire de deux cent soixante actions et treize parts de fondateur 260 13

10. Monsieur Jean Brasseur, directeur de société, demeurant à Menin, rue de Courtrai, 236, propriétaire de cent quarante actions et sept parts de fondateur 140 7

11. Monsieur Louis Brasseur, licencié en sciences commerciales et maritimes, demeurant à Uccle, avenue Defré, 109, propriétaire de cent quarante actions et de sept parts de fondateur 140 7

12. Monsieur le Baron Paul Gendebien, avocat, honorai- re, demeurant à Marbaix-la-Tour, propriétaire de cent vingt actions et de six parts de fondateur	120	6
13. Monsieur Gaston De Clerck, Industriel, demeu- rant à Westcappelle, Ter Dijken, propriétaire de soixante actions et de trois parts de fondateur	60	3
14. Monsieur Albert De Vleeschouwer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 583, propriétaire de quatre vingts actions et de cinquante quatre parts de fondateur	80	54
15. Monsieur Paul Heymans, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, 20, propriétaire de soixante actions et de trois parts de fondateur	60	3
16. Monsieur Jean Walter Heymans, ingénieur civil, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue de l'Horizon, 24, propriétaire de deux cent soixante actions et de treize parts de fondateur	260	13
17. Monsieur Willy Heymans, ingénieur civil, demeu- rant à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Hélène, 39, pro- priétaire de cinq cents actions et de vingt cinq parts de fondateur	500	25
18. Monsieur Robert Dulait, ingénieur civil, demeu- rant à Uccle, avenue Winston Churchill, 195, propriétaire de trois cent vingt actions et de seize parts de fondateur .	320	16
19. Monsieur Willy Marguery, administrateur de socié- tés, demeurant à Istanbul (Turquie) Katircioglu Han, propriétaire de trois cent vingt actions et de seize parts de fondateur	320	16
20. Monsieur Jacques Stevens, administrateur délégué de société, demeurant à Uccle, avenue Victor Emmanuel III, 55, propriétaire de trois cent vingt actions et de seize parts sociales	320	16
21. Monsieur Jules Derrider, directeur technique de so- ciété, demeurant à Uccle, rue Gatti de Gamond, 134, pro- priétaire de quatre vingts actions et de quatre parts de fondateur	80	4
22. Monsieur Robert Jeanty, avocat, demeurant à Léo- poldville (Congo Belge), avenue Général Tilkens, 2, pro- priétaire de quatre vingts actions et de quatre parts de fondateur	80	4
23. Monsieur Laurance Rockefeller, administrateur de sociétés, demeurant à New York (Amérique) Room 5600, Rockefeller Plaza, 30, propriétaire de cinq mille actions et deux cent cinquante parts de fondateur	5.000	250
Ensemble : Quarante mille actions sans désignation de valeur nominale et trois mille six cent cinquante parts de fondateur, soit l'intégralité du capital social	40.000	3.650

Messieurs Georges Lumaye, Emile Blaton, Willy Marguery, prénommés sous chiffres 5, 6 et 19, sont ici représentés par Monsieur Jacques Stevens, prénommé, sous chiffre 20, en vertu de trois procurations sous seing privé, en date respectivement des trois, douze et cinq décembre mil neuf cent cinquante deux.

Messieurs Franz Brasseur, René Lavry, Madame Arthur Lavry, Messieurs Jean Brasseur, Paul Gendebien, prénommés sous chiffres 7, 8, 9, 10 et 12 sont ici représentés par Monsieur Louis Brasseur, prénommé, sous chiffre 11, en vertu de cinq procurations sous seing privé en date respectivement du premier et cinq décembre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur Willy Heymans, prénommé sous chiffre 17 est ici représenté par Monsieur Jean-Walter Heymans, prénommé sous chiffre 16, en vertu d'une procuration sous seing privé, en date du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur Albert De Vleeschouwer, Robert Jeanty et Laurance Rockefeller, prénommés sous chiffres 14, 22 et 23 sont ici représentés par Monsieur Paul Heymans, prénommé sous chiffre 15, en vertu de trois procurations sous seing privé, en date respectivement des quatorze, trois et quatre décembre mil neuf cent cinquante deux.

Les procurations prémentionnées demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

La séance est ouverte à quatorze heures quinze minutes, sous la présidence de Monsieur Paul Heymans, prénommé.

Conformément à l'article trente huit des statuts, Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Yvon Morlet, secrétaire de société, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 49 et l'assemblée appelle aux fonctions de scrutateurs Messieurs Robert Dulait et Louis Brasseur, prénommés.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire d'acter :

I. Que tous les actionnaires, d'accord entre eux et se dispensant mutuellement de l'accomplissement des formalités prescrites par les statuts, étant donné qu'ils représentent l'intégralité des actions de capital et des parts de fondateur, toutes nominatives, ce qu'ils reconnaissent avoir constaté, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à ces jour, heure et lieu, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1. Réduction du capital social à concurrence de dix millions de francs congolais pour le ramener ainsi de quarante millions de francs congolais à trente millions de francs congolais, par amortissement partiel des pertes.

2. Augmentation du capital social à concurrence de dix millions huit cent mille francs congolais pour le porter ainsi de trente millions de francs congolais à quarante millions huit cent mille francs congolais, par la création de quatorze mille quatre cents actions nouvelles, à émettre au prix de sept cent cinquante francs chacune, ayant les mêmes droits et avantages que les actions sans désignation de valeur nominale existantes, jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante trois et à libérer intégralement à la souscription.

3. Décision à prendre en ce qui concerne le droit de préférence prévu par l'article huit des statuts.

4. Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les décisions qui seront prises en vertu du présent ordre du jour.

Article cinq : Le premier alinéa sera remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à quarante millions huit cent mille francs » congolais (Congo Belge) et est représenté par cinquante quatre mille » quatre cents actions sans désignation de valeur nominale ».

A la fin du dit article cinq, il sera ajouté un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue le quinze » décembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été réduit » à trente millions de francs congolais par amortissement partiel des per- » tes et augmenté ensuite, à concurrence de dix millions huit cent mille » francs congolais, pour être ainsi porté à la somme de quarante mil- » lions huit cent mille francs congolais, par création et souscription de » quatorze mille quatre cents actions nouvelles, sans désignation de va- » leur nominale, lesquelles ont été intégralement libérées ».

5. Pouvoirs à donner au conseil d'administration pour assurer l'exécution des résolutions qui seront prises.

II. Et que l'intégralité des actions de capital et des parts de fondateur étant présente ou représentée, l'assemblée peut valablement délibérer.

Ces faits exposés et reconnus exacts, Monsieur le Président fait connaître à l'assemblée les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour.

Abordant cet ordre du jour, l'assemblée prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de dix millions de francs congolais pour le ramener ainsi de quarante millions de francs congolais à trente millions de francs congolais, par amortissement partiel des pertes.

DELIBERATION.

Mise aux voix, la résolution qui précède est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres délibérant et votant séparément.

DEUXIEME RESOLUTION.

a) L'assemblée décide d'augmenter le capital social, à concurrence de dix millions huit cent mille francs congolais, pour le porter ainsi de trente millions de francs congolais à quarante millions huit cent mille francs congolais, par la création de quatorze mille quatre cents actions sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes, jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante

trois, à souscrire en espèces aux prix de sept cent cinquante francs chacune et à libérer intégralement à la souscription.

b) L'assemblée renonce, en ce qui concerne la présente augmentation de capital, à l'exercice du droit de préférence prévu par l'article huit des statuts.

DELIBERATION.

Mise aux voix, la résolution qui précède est adoptée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres délibérant et votant séparément.

FRAIS.

Monsieur le Président déclare que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital, s'élèveront approximativement à cent soixante cinq mille francs.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant Monsieur Louis Brasseur, comparant prénommé a déclaré souscrire en espèces au prix de sept cent cinquante francs congolais, pour et au nom de Monsieur Albert Ghi'lain, directeur de société, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 175, pour lequel il se porte fort, cinquante trois actions nouvelles . 53

Les quatorze mille trois cent quarante sept actions restantes sont à l'instant souscrites en espèces, au prix de sept cent cinquante francs congolais, comme suit :

1. La société anonyme « Travail mécanique de la Tôle », cinq mille cinq cent nonante cinq actions	5.595
2. La société anonyme « Sobemi », quatre mille deux cents actions	4.200
3. La société anonyme « Laminoirs de Thiméon », deux mille six actions	2.006
4. Monsieur Georges Lumaye, cent nonante trois actions	193
5. Monsieur Franz Brasseur, cent actions	100
6. Monsieur René Lavry, vingt six actions	26
7. Monsieur Jean Brasseur, quarante neuf actions	49
8. Monsieur Louis Brasseur, quarante six actions	46
9. Monsieur Paul Gendebien, quarante actions	40
10. Monsieur Gaston De Clerck, vingt actions	20
11. Monsieur Paul Heymans, vingt actions	20
12. Monsieur Jean-Walter Heymans, vingt actions	20
13. Monsieur Willy Heymans, vingt actions	20
14. Monsieur Robert Dulait, cent six actions	106

15. Monsieur Willy Marguery, cent six actions	106
16. Monsieur Jacques Stevens, cent six actions	106
17. Monsieur Robert Jeanty, vingt sept actions	27
18. Monsieur Laurance Rockefeller, mille six cent soixante sept actions	1.667

Ensemble : Quatorze mille trois cent quarante sept actions . . 14.347

Le souscripteur es-qualité qu'il agit et tous les membres de l'assemblée déclarent et reconnaissent que les quatorze mille quatre cents actions sans désignation de valeur nominale nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées et que le montant de cette libération, soit dix millions huit cent mille francs, se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL.

Comme suite à ce qui précède, l'assemblée générale constate que la décision d'augmentation de capital ci-dessus a reçu sa pleine et entière exécution, que les quatorze mille quatre cents actions nouvelles ont été toutes souscrites et libérées intégralement et que, par conséquent, le capital de la Société congolaise pour la Fabrication au Congo de Boîtes Métalliques et tous Articles en Tôle émaillée, galvanisée ou en fer blanc, en abrégé « Cobega » se trouve porté à quarante millions huit cent mille francs congolais.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes, en vue de les mettre en concordance avec les solutions prises ci-dessus :

Article cinq. — Le premier alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à quarante millions huit cent mille francs » congolais (Congo Belge) et est représenté par cinquante quatre mille » quatre cents actions sans désignation de valeur nominale ».

A la fin du dit article cinq, il est ajouté un nouvel alinéa ainsi conçu :
« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire, tenue le quinze » décembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été réduit à » trente millions de francs congolais par amortissement partiel des per- » tes, et augmenté ensuite à concurrence de dix millions huit cent mille » francs congolais, pour être ainsi porté à la somme de quarante millions » huit cent mille francs congolais, par création et souscription de qua- » torze mille quatre cents actions nouvelles, sans désignation de valeur » nominale, lesquelles ont été intégralement libérées ».

DELIBERATION.

Ces diverses modifications sont adoptées à l'unanimité des voix.

POUVOIRS.

L'assemblée donne au conseil d'administration les pouvoirs les plus étendus pour assurer l'exécution des résolutions qui précèdent.

CONDITION SUSPENSIVE.

L'assemblée constate, à l'unanimité, que toutes les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal de l'augmentation de capital, conformément à la loi coloniale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quinze heures.

Dont procès-verbal.

Dressé date et lieu comme dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau, le souscripteur, es-qualité, les actionnaires qui en ont exprimé le désir et le notaire ont signé.

(s.) J. Stevens; L. Brasseur, J.-W. Heymans; P. Heymans; G. De Clerck; R. Dulait; J. Deridder; Y. Morlet; J. De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le 16 décembre 1952, volume 216, folio 39, case 9, cinq rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Graas.

Pour expédition conforme.

(s.) J. DE DONCKER.

De Doncker, Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président f.f. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. De Doncker, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N^o 1257.

Bruxelles, le 8 janvier 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 19 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 19 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Compagnie Immobilière du Domaine de Panzi »,
en abrégé « COMPANZI ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le seize décembre.

Devant nous Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « *Compagnie immobilière du Domaine de Panzi* », en abrégé « *Companzi* », établie à Panzi près de Costermansville (Congo Belge), avec siège administratif à Anvers, Grand'-Place, 9, (registre du commerce d'Anvers n° 111.101), constituée suivant acte reçu par le notaire Antoine Cols à Anvers, le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-huit, autorisée par arrêté du Régent en date du onze avril mil neuf cent quarante-neuf, dont les statuts ont été publiés aux annexes au Moniteur Belge les neuf/dix mai mil neuf cent quarante-neuf, sous le numéro 9124 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, le quinze mai mil neuf cent quarante-neuf.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

- | | | |
|--|-------|-------|
| 1. La société anonyme « G.-C. Kreglinger », établie à Anvers, 9, Grand'Place, ici représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Oscar Kreglinger et Théodore Gruterling, tous deux ci-après nommés, mille actions privilégiées et mille quatre cents parts sociales . . . | 1.000 | 1.400 |
| 2. La société anonyme « Compagnie Commerciale Kreglinger », établie à Anvers, 9, Grand'Place, ici représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Oscar Kreglinger et Théodore Gruterling, mille actions privilégiées . | 1 000 | |
| 3. La société anonyme « Union Financière Boël », établie à Bruxelles, 21, rue Ducale, sept cent cinquante actions privilégiées et cinq cent vingt-cinq parts sociales . . . | 750 | 525 |
| 4. Monsieur Robert Godding, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen, Lindenhof, deux cents actions privilégiées et deux cents parts sociales . . . | 200 | 200 |
| 5. Monsieur Willy Mutsaars, docteur en médecine, demeurant à Malines, 5, Boulevard Edgard Tine', trois cents actions privilégiées et deux cent dix parts sociales . . . | 300 | 210 |
| 6. La société anonyme « Compagnie Immobilière, Commerciale et Industrielle du Limbourg », établie à Anvers, 23, Meir, cinq cents actions privilégiées et trois cent cinquante parts sociales . . . | 500 | 350 |

(1) Arrêté royal du 26 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

7. La société anonyme « Société Commerciale et Financière Belge », en liquidation, établie à Anvers, 23, Meir, cinq cents actions privilégiées et trois cent cinquante parts sociales	500	350
8. Monsieur Alphonse Christiaens, industriel, demeurant à Bruxelles, 60, rue de l'Etuve, trois cents actions privilégiées et deux cent dix parts sociales	300	210
9. Monsieur Edouard Stappers, agent de change, demeurant à Anvers, 1, Meir, trois cents actions privilégiées et deux cent dix parts sociales	300	210
10. Monsieur Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 9, Grand'Place, dix actions privilégiées	10	
11. Monsieur Théodore Grutering, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 9, Grand'Place, dix actions privilégiées	10	
12. Monsieur Jacques André Edouard Godding, licencié en Sciences commerciales, demeurant à Kapellen, Lindenhof, cinq actions privilégiées	5	
13. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « La Compagnie Congolaise des Cafés « Cafco », établie à Anvers, 9, Grand'Place, ici représentée par son président Monsieur Oscar Kreglinger et son secrétaire général Monsieur Maurice Werbrouck, demeurant à Anvers, 225, Longue rue Lozane, mille neuf cent parts sociales		1.900
14. Monsieur Victor Goossens, ingénieur agronome, administrateur de sociétés, demeurant à Panzi (Costermansville), cent actions privilégiées et septante parts sociales	100	70
Ensemble : quatre mille neuf cent soixante quinze actions privilégiées et cinq mille quatre cent vingt-cinq parts sociales	4.975	5.425

Les comparants, ici représentés en vertu de procurations sous seing privé, ci-annexées : sub 3 et 9 par Monsieur Max Boël, ingénieur à Court-St.-Etienne; sub 4, 5, 8 par 12; sub 6 et 14 par 10 et sub 7 par 11.

La séance est ouverte au siège administratif à Anvers, Grand'Place, 9, à onze heures, sous la présidence de Monsieur Oscar Kreglinger,

Qui désigne comme secrétaire Monsieur Maurice Werbrouck.

Remplissent les fonctions de scrutateurs Messieurs Max Boël et Jacques Godding.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le président fait les constatations suivantes :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

1^o Conversion des six mille six cents actions privilégiées en six mille six cents parts sociales « A », sans désignation de valeur, les six mille six cents parts sociales existantes étant dénommées « parts sociales « B », les deux catégories des parts sociales étant représentatives du capital social.

2^e Modifications aux statuts :

A l'article 1. Pour remplacer le mot « approuvées » par « autorisées ».

A l'article 2. Premier alinéa, supprimer les mots « après approbation par arrêté royal ».

A l'article 4. Premier alinéa, pour remplacer les mots « à dater de ce jour » par « à dater du onze avril mil neuf cent quarante-neuf ».

A l'article 5. Pour le remplacer par le texte suivant : « Le capital social est de six millions six cent mille francs congolais, représenté par six mille six cents parts sociales « A » et six mille six cents parts sociales « B », les unes et les autres sans désignation de valeur.

Les droits de ces deux catégories de titres sont déterminés ci-après.

A l'article 8. Pour remplacer le troisième alinéa par : « Les parts sociales « A » pourront à tout moment être remboursées soit par voie de réduction de capital, soit par prélèvement sur un fonds de remboursement créé spécialement à cet effet comme prévu à l'article 37 ci-après des statuts. Le remboursement pourra se faire même par fractions, par un paiement égal entre toutes les parts sociales « A » et le dernier alinéa par : « Lorsque les parts sociales « A » auront été remboursées du montant de leur prix d'émission, elles seront annulées ».

A l'article 11. Pour ajouter in fine les mots « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

A l'article 33. Pour remplacer le deuxième alinéa par : « Chaque titulaire ou propriétaire de parts sociales A ou B, aura une voix par titre ».

A l'article 37. Pour remplacer l'alinéa 4 par le texte suivant : « La somme nécessaire pour payer aux parts sociales A un dividende de cinq pour cent net d'impôts, calculé sur le prix d'émission de ces titres. En cas de remboursement partiel, ce dividende sera réduit proportionnellement au montant remboursé par rapport au prix d'émission et prorata temporis ».

A l'article 40. Pour remplacer les mots « le montant non amorti des actions privilégiées » par « les parts sociales A du montant non amorti de leur prix d'émission ».

et remplacer la dernière phrase par : « Le surplus éventuel disponible après le remboursement des parts sociales A comme susdit, sera réparti par parts égales entre toutes les autres parts sociales ».

Dans tous les articles des statuts pour remplacer les mots « actions privilégiées » par « parts sociales A » et les mots « parts sociales » par « parts sociales B ».

3^e Décision de rembourser aux porteurs des parts sociales A une somme de cent cinquante francs net par titre, à prélever sur le fonds de remboursement.

II. Les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à l'article 31 des statuts par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans :

a) Le Bulletin Officiel du Congo Belge du trente novembre dernier.

b) Le Moniteur Belge, du trente novembre dernier.

c) L'Avond-Echo, journal publié à Anvers, des vingt-huit/vingt-neuf trente novembre derniers.

Les numéros justificatifs de ces journaux sont déposés sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article 32 des statuts.

IV. Les points figurant à l'ordre du jour constituant des modifications aux statuts, il faut, conformément à l'article 35 des statuts, que l'assemblée, pour pouvoir délibérer valablement, réunisse un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social et la moitié au moins dans chaque catégorie de titres.

V. Le capital social est de six millions six cent mille francs congolais, représenté par six mille six cents actions privilégiées de mille francs chacune.

Il existe en outre six mille six cents parts sociales sans désignation de valeur.

Quatorze actionnaires sont présents ou représentés, possédant ensemble quatre mille neuf cent soixante quinze actions privilégiées et cinq mille quatre cent vingt-cinq parts sociales, soit plus de la moitié du capital social et plus de la moitié dans chaque catégorie de titres.

En conséquence, Monsieur le président constate et tous les comparants reconnaissent que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

Ces constatations faites et reconnues exactes par tous les membres de l'assemblée, Monsieur le président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de convertir les six mille six cents actions privilégiées en six mille six cents parts sociales A sans désignation de valeur, les six mille six cents parts sociales existantes étant dénommées « parts sociales B », les deux catégories des parts sociales étant représentatives du capital social.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'assemblée décide de modifier les articles ci-après des statuts comme suit :

A l'article 1. Le mot « approuvées » est remplacé par le mot « autorisées » de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit : « Il est

formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge et par les présents statuts, sauf les modifications qui pourraient y être apportées dans la suite par décision de l'assemblée générale, autorisées par arrêté royal dans les cas prévus par la législation en vigueur.

La société prend la dénomination de « Compagnie immobilière du Domaine de Panzi » en abrégé « Companzi ».

A l'article 2. Premier alinéa : les mots « après approbation par arrêté royal » sont supprimés, de sorte que cet alinéa devient : « Le siège social est établi à Panzi près de Costermansville. Il peut, par simple décision du conseil d'administration, être transféré en toute autre localité du Congo Belge ».

A l'article 4. Premier alinéa : les mots « à dater de ce jour » sont remplacés par les mots « à dater du onze avril mil neuf cent quarante-neuf », de sorte que cet alinéa sera libellé comme suit : « La durée de la société est fixée à trente ans à dater du onze avril mil neuf cent quarante-neuf. La société pourra toutefois être prorogée successivement ou dissoute anticipativement. Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée ».

A l'article 5. Le texte de cet article est remplacé par le suivant : « Le capital social est de six millions six cent mille francs congolais, représenté par six mille six cents parts sociales A et six mille six cents parts sociales B, les unes et les autres sans désignation de valeur.

Les droits de ces deux catégories de titres sont déterminés ci-après.

A l'article 8. Le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant : « Les parts sociales A pourront à tout moment être remboursées, soit par voie de réduction de capital, soit par prélèvement sur un fonds de remboursement créé spécialement à cet effet comme prévu à l'article 37 ci-après des statuts. Le remboursement pourra se faire même par fractions, par un paiement égal entre toutes les parts sociales A ».

Le dernier alinéa est remplacé par : « Lorsque les parts sociales A auront été remboursées du montant de leur prix d'émission, elles seront annulées », de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit : « Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant comme en matière de modifications aux statuts et moyennant autorisation par arrêté royal ».

En cas d'augmentation de capital contre espèces, les nouvelles actions à souscrire seront offertes par préférence aux détenteurs des parts sociales B, au prorata du nombre de leurs titres, à moins de décision contraire de l'assemblée générale, délibérant dans les conditions requises par l'article 35, dernier alinéa, des présents statuts.

Les parts sociales A pourront à tout moment être remboursées soit par voie de réduction de capital, soit par prélèvement sur un fonds de remboursement créé spécialement à cet effet comme prévu à l'article 37 ci-après des statuts. Le remboursement pourra se faire même par fractions, par un paiement égal entre toutes les parts sociales A.

Le remboursement devra éventuellement être augmenté des coupons échus et non payés, ainsi que d'un intérêt calculé à raison de cinq pour cent l'an, sur toute la partie de l'exercice en cours jusqu'au jour du remboursement.

Lorsque les parts sociales A auront été remboursées du montant de leur prix d'émission, elles seront annulées.

A l'article 11. In fine de cet article il est ajouté « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital ».

A l'article 33. Le deuxième alinéa est remplacé par : « Chaque titulaire et propriétaire de parts sociales A ou B aura une voix par titre ».

A l'article 37. L'alinéa 4 est remplacé par le texte suivant : « La somme nécessaire pour payer aux parts sociales A un dividende de cinq pour cent net d'impôts, calculé sur le prix d'émission de ces titres. En cas de remboursement partiel, ce dividende sera réduit proportionnellement au montant remboursé par rapport au prix d'émission et « prorata temporis », de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit :

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1. Tout d'abord cinq pour cent pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2. La somme nécessaire pour payer aux parts sociales A un dividende de cinq pour cent net d'impôts, calculé sur le prix d'émission de ces titres. En cas de remboursement partiel, ce dividende sera réduit proportionnellement au montant remboursé par rapport aux prix d'émission et prorata temporis.

En cas d'insuffisance du bénéfice, ce dividende sera récupérable sur les bénéfices des années subséquentes.

Le surplus sera intégralement versé au fonds de remboursement des parts sociales A.

Après que ce remboursement aura été effectué, le surplus sera réparti comme suit :

a) Il sera d'abord alloué aux parts sociales B un dividende ne dépassant pas cinquante francs par part sociale.

b) Du solde, il sera alloué quinze pour cent aux administrateurs et commissaires, à se partager entre eux suivant leurs conventions particulières.

c) Le solde restant sera réparti intégralement entre toutes les parts sociales B.

Toutefois, l'assemblée générale pourra décider que tout ou partie du bénéfice, après le prélèvement en faveur de la réserve légale, sera reporté à nouveau ou affecté à un fonds de prévision ou d'amortissement complémentaire.

A l'article 40. Les mots « le montant non amorti des actions privilégiées » sont remplacés par les mots « les parts sociales A du montant non amorti de leur prix d'émission ».

La dernière phrase est remplacée par : « Le surplus éventuel disponible après le remboursement des parts sociales A comme susdit sera répar-

ti par parts égales entre toutes les autres parts sociales », de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit :

« En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite suivant le mode indiqué par l'assemblée générale qui nomme le ou les liquidateurs et fixe leurs rémunérations.

Après apurement de toutes dettes et charges et des frais de liquidation, ou provision faite pour ces montants, l'actif net sert d'abord à rembourser les parts sociales A du montant non amorti de leur prix d'émission, augmenté d'un intérêt de cinq pour cent l'an, calculé depuis la clôture du dernier exercice social précédant la dissolution, ainsi que des coupons récupérables encore dûs. Le surplus éventuel disponible après le remboursement des parts sociales A comme susdit sera réparti par parts égales entre toutes les autres parts sociales ».

Dans tous les articles des statuts, les mots « actions privilégiées » sont remplacés par « parts sociales A » et les mots « parts sociales » par « parts sociales B ».

DELIBERATION.

Ces modifications aux statuts sont adoptées à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de rembourser aux porteurs des parts sociales A une somme de cent cinquante francs net par titre, à prélever sur le fonds de remboursement.

Tous pouvoirs sont donnés au conseil d'administration pour exécuter cette décision.

DELIBERATION.

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

Dont procès-verbal.

Fait et dressé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir, ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Geregistreerd : vijf bladen een verzending, te Antwerpen, B. A. 1e kantoor den 19 December 1952. Deel 193, blad 48, vak 5.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger (get.) Hougardy.

(Suivent les procurations).

Pour expédition.

Le Notaire,

(s.) A. COLS.

Antoine Cols, Notaire à Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van Eerste Aanleg, Antwerpen.

Gezien door ons H. Anthonis, Voorzitter der Rechtbank van Eerste Aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring van het hierbovenstaande handteken van A. Cols.

Antwerpen, de 24 December 1952.

(get.) H. Anthonis.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur H. Anthonis, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 31 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 19 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 19 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Société Générale Africaine d'Electricité » (SOGEELEC).

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le dix sept décembre à quatorze heures et demie.

A Bruxelles, rue de la Science, numéro 31.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Générale Africaine d'Electricité » « Sogelec », société congo-

(1) Arrêté royal du 27 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

laise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Katanga, Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Science numéro 31, inscrite au registre du commerce de Bruxelles, numéro 46.670, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le douze juin mil neuf cent trente, autorisée par arrêté royal du quatorze juillet mil neuf cent trente et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Moniteur Belge des vingt deux/vingt trois juillet mil neuf cent trente, numéro 12.041 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août mil neuf cent trente.

Les dits statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le vingt deux novembre mil neuf cent trente cinq, publié à l'annexe au Moniteur Belge du vingt et un décembre mil neuf cent trente cinq, numéro 16.360 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai mil neuf cent trente six; le vingt huit mai mil neuf cent quarante cinq, publié à l'annexe au Moniteur Belge du vingt huit juin mil neuf cent quarante cinq, numéro 8.782 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août mil neuf cent quarante cinq; le dix neuf juillet mil neuf cent quarante huit, publié à l'annexe au Moniteur Belge des neuf/dix août suivant, numéro 16.977 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre suivant et le vingt trois février mil neuf cent quarante neuf, publié à l'annexe au Moniteur Belge du premier avril suivant numéro 4917 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge, du quinze mai suivant.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions de capital et de dividende dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés dans la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente huit des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Robert Bette, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Boulevard Brand Whitlock, numéro 158, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean Vereecken, secrétaire du conseil de la société, demeurant à Ixelles, avenue des Grenadiers, numéro 13, ici intervenant.

Sur proposition de Monsieur le Président l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, Chaussée d'Ixelles, numéro 126, et George Lombard, Directeur-Adjoint de l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 12.

Monsieur Maurice Evrard, docteur en droit, Directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Schaerbeek, rue Victor Lefèvre, numéro 12, assiste à l'assemblée en qualité de Délégué de la Colonie, auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Sous réserve du droit de préférence accordé à la Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga par l'assemblée, à la souscription de l'augmentation de capital contre espèces, objet du secundo ci-après, aux conditions y mentionnées, et de l'autorisation par arrêté royal de la dite augmentation de capital, annulation pure et simple des cent mille actions de dividende appartenant à la dite Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga et renonciation par cette dernière au dividende éventuel, revenant aux dites actions de dividende pour l'exercice mil neuf cent cinquante deux.

2. Augmentation du capital social de vingt six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, pour le porter de quatre vingt millions de francs à cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, par la création de cinquante trois mille trois cent trente trois actions de capital nouvelles de cinq cents francs à souscrire contre espèces au prix de cinq cents francs chacune par la Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga; ces cinquante trois mille trois cent trente trois actions de capital auront droit chacune, pour l'exercice mil neuf cent cinquante deux, si l'arrêté royal autorisant la présente augmentation de capital est rendu avant la date de l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante trois, au même dividende, moins trente francs, que les actions actuelles, et seront, pour le surplus, en tout semblables à celles-ci.

3. Sous réserve de la réalisation de la première augmentation de capital, nouvelle augmentation du capital social de cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, pour le porter à deux cent treize millions trois cent trente trois mille francs, par incorporation d'une somme de cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, prélevée sur les réserves et en représentation de cette augmentation de capital, création de deux cent treize mille trois cent trente trois actions de capital nouvelles de cinq cents francs, jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante deux, ces deux cent treize mille trois cent trente trois actions étant à remettre entièrement libérées, titre pour titre, aux porteurs des deux cent treize mille trois cent trente trois actions qui existeront après la réalisation de la première augmentation de capital, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

4. Constatation que les francs exprimant le capital social sont des francs congolais; suppression de la mention de la valeur nominale des actions de capital et modification, en conséquence, de l'article cinq des statuts.

5. Modifications aux statuts pour :

Article trois. — Avant dernier alinéa, ajouter in fine : « mais sans altérer l'essence et sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article quatre. — Dire que la société est constituée pour une durée de trente ans ayant pris cours à la date de l'arrêté royal ayant autorisé sa création, soit le quatorze juillet mil neuf cent trente, et que sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être prorogée.

Article cinq. — Mentionner le nouveau capital exprimé en francs congolais et sa représentation.

Article six. — Faire l'historique du capital social, de sa représentation et des actions de dividende.

Article sept. — Premier alinéa. — Prévoir l'autorisation de toute augmentation de capital par arrêté royal; remplacer le texte du deuxième alinéa par un nouveau, prévoyant le droit de préférence, tant à titre irréductible que réductible, au profit des anciens actionnaires, à la souscription des actions nouvelles émises contre espèces; ajouter in fine du dernier alinéa le mot « mathématique ».

Article dix. — Deuxième alinéa. — Supprimer « les actions de dividende ».

Article onze. — Premier alinéa. — Dire que le registre des actions nominatives est tenu au siège social.

Article douze. — Premier alinéa. — Remplacé « sur un des registres des actionnaires prévus » par « sur le registre des actionnaires prévu ».

Article treize. — Premier alinéa. — Remplacer les mots « le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que leur valeur nominale » par « le nombre de titres ».

Troisième alinéa, prévoir que les signatures des actions peuvent être remplacées par des griffes apposées ou imprimées.

Ajouter in fine un nouvel alinéa, prévoyant que les nouvelles actions qui seraient créées en représentation d'une augmentation de capital, ne seront cessibles qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Article vingt trois. — Remplacer le texte du premier alinéa par : « Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société ».

Article trente. — Modifier le texte du deuxième alinéa pour dire que tous les actes engageant la Société sont signés, soit par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération du conseil, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Article trente et un. — Supprimer les mots : « d'actions de dividende » et dire que sous réserve des limitations légales, chaque action de capital donne droit à une voix.

Article quarante et un. — Au premier alinéa, in fine, remplacer les mots « représentant au moins un nombre d'actions possédant la moitié des voix attachées à la totalité des actions » par « représentant au moins la moitié du capital social ».

Supprimer le dernier alinéa.

Article quarante trois. — Supprimer la deuxième phrase.

Article quarante six. — Remplacer le texte par :

« L'exédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, » frais généraux, ainsi que tous les amortissements, dotation de fonds » de renouvellement, dépréciations et moins values éventuels, constitue » le bénéfice net de la société ».

La répartition de ce bénéfice net se fait comme suit :

a) Cinq pour cent au moins affectés à un fonds de réserve social ; lorsque celui-ci atteint le dixième du capital social, ce prélèvement cesse d'être obligatoire.

b) Tout ou partie du surplus peut toujours être affecté par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report à nouveau.

Le solde est réparti à raison de quatre vingt douze pour cent aux actions de capital et de huit pour cent au conseil d'administration, au Comité Technique, s'il en est créé un, et au collège des commissaires, à répartir d'après un règlement à arrêter par le conseil d'administration.

Le paiement des dividendes se fait annuellement, aux époques, en la monnaie et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Article cinquante et un. — Remplacer le texte du premier alinéa par :

« Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net est réparti également entre toutes les actions », et supprimer le dernier alinéa.

Supprimer les mentions devenues caduques, chapitre VIII, Dispositions transitoires, chapitre IX, Charges de la société à raison de sa constitution et les articles cinquante trois et cinquante quatre.

6. Décider que, pour l'exercice social mil neuf cent cinquante deux, au cas où l'arrêté royal d'autorisation de l'augmentation de capital contre espèces ne serait pas intervenu avant la date de l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante trois, qui statuera sur les comptes sociaux au trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux, les quatre vingt douze pour cent du bénéfice, dont la distribution aura été décrétée par l'assemblée générale ordinaire, seront répartis de telle façon que les actions de dividende reçoivent, au total, un dividende net égal au tiers, moins un million cinq cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix francs de la somme attribuée à titre de dividende net à l'ensemble des cent soixante mille actions de capital actuelles et que cette disposition sera intégrée à titre permanent dans l'article quarante six des statuts, au cas où l'autorisation viendrait à ne pas être accordée.

7. Réalisation de l'augmentation de capital, par souscription contre espèces, avec libération intégrale.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée, ont été faites conformément à l'article trente six des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur Belge, numéro du trente novembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéro du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente quatre et trente cinq des statuts.

IV. Que sur les cent soixante mille actions de capital et les cent mille actions de dividende de la société, la présente assemblée réunit quatre vingt quinze mille deux cent vingt quatre actions de capital et les cent mille actions de dividende soit plus de la moitié du capital et plus de la moitié des titres dans chacune des catégories.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article quarante et un des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président, au nom du conseil d'administration, l'assemblée après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'annuler purement et simplement les cent mille actions de dividende de la présente société qui sont la propriété de la Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga (Sogefor), mais sous réserve que la présente assemblée accorde à cette dernière société le droit de souscrire seule l'augmentation de capital, objet du deuxième point à l'ordre du jour, aux conditions y mentionnées et de l'autorisation par arrêté royal de la dite augmentation de capital sous ces mêmes réserves, le représentant de la société Sogefor accepte l'annulation des dites actions de dividende et déclare qu'en tant que propriétaire des dites actions de dividende, la société Sogefor renonce au dividende qui, par application de l'article quarante six actuel des statuts pourrait être attribué aux dites actions de dividende pour l'exercice social clôturant au trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide :

a) d'augmenter le capital social de vingt six millions six cent soixante six mille cinq cents francs pour le porter de quatre vingts millions de francs à cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, par la création de cinquante trois mille trois cent trente trois actions de capital nouvelles de cinq cents francs en tout semblables aux actions de capital actuelles, à souscrire contre espèces au prix de cinq cents francs chacune par la « Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga » « Sogefor », société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Jadotville; ces cinquante trois mille trois cent trente trois actions de capital nouvelles auront droit chacune pour l'exercice mil neuf cent cinquante deux, si l'arrêté royal autorisant la présente augmentation de capital est rendu avant la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes sociaux de mil neuf cent cinquante deux, au même dividende net, moins trente francs, que les actions de capital actuelles.

et b) De procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec libération intégrale.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de la première augmentation de capital, l'assemblée décide d'augmenter à nouveau le capital social de cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, pour le porter de cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs à deux cent treize millions trois cent trente trois mille francs, par incorporation d'une somme de cent six millions six cent soixante six mille cinq cents francs, prélevée sur les réserve suivantes :

Plus value de réévaluation, quatre vingt dix sept millions trois cent vingt huit mille deux cent quatre vingt quatre francs quatre vingt huit centimes. — Prévision fiscale — huit millions cinq cent soixante cinq mille sept cent quarante quatre francs trente neuf centimes et Fonds de renouvellement, sept cent soixante douze mille quatre cent soixante dix francs soixante treize centimes.

En représentation de cette augmentation de capital l'assemblée décide de créer deux cent treize mille trois cent trente trois actions de capital nouvelles de cinq cents francs, identiques aux actions de capital actuelles et qui participeront, sur le même pied, aux bénéfices éventuels de l'exercice mil neuf cent cinquante deux; ces deux cent treize mille trois cent trente trois actions de capital nouvelles seront remises entièrement libérées, titre pour titre, aux porteurs des deux cent treize mille trois cent trente trois actions de capital qui existeront après la réalisation de la première augmentation de capital.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef des augmentations de capital qui précèdent, s'élève à un million de francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir constaté que les francs exprimant le capital social sont des francs congolais, décide de supprimer la mention de la valeur nominale des actions de capital et de modifier en conséquence l'article cinq des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article trois, à l'avant dernier alinéa, il est ajouté in fine « mais sans en altérer l'essence et sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« La durée de la société est fixée à trente ans ayant pris cours à la date de son autorisation par arrêté royal, soit le quatorze juillet mil neuf cent trente ».

Au même article quatre, au deuxième alinéa, après le mot « prorogée » sont intercalés les mots : « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à deux cent treize millions trois cent trente » trois mille francs congolais, est représenté par quatre cent vingt six » mille six cent soixante six actions, sans mention de valeur nominale, » représentant chacune un / quatre cent vingt six mille six cent soixante » six millièmes de l'avoir social ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à quatre » vingts millions de francs, était représenté par cent soixante mille actions de capital d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, » souscrites contre espèces, libérées de vingt pour cent au moment de la » souscription et entièrement libérées dans la suite. Il avait été créé en » outre cent mille actions de dividende.

» Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du dix-sept décembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté d'abord à cent six millions six cent soixante six mille » cinq cents francs, par la création de cinquante trois mille trois cent » trente trois actions de capital de cinq cents francs chacune, souscrites » contre espèces et entièrement libérées par le porteur des actions de » dividende en contre-partie de l'annulation de ces dernières. La même » assemblée l'a ensuite porté à deux cent treize millions trois cent trente » trois mille francs par incorporation de réserves et en représentation » de cette augmentation de capital, il a été créé deux cent treize mille » trois cent trente trois actions de capital de cinq cents francs chacune, » remises entièrement libérées titre pour titre aux porteurs des deux » cent treize mille trois cent trente trois actions de capital existant après » la première augmentation de capital.

» L'assemblée du dix sept décembre mil neuf cent cinquante deux a, en » outre, constaté que les francs exprimant le capital social étaient des » francs congolais et a supprimé la valeur nominale des actions de capital ».

A l'article sept in fine du premier alinéa, sont ajoutés les mots « et sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Au même article sept, le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« Les actions nouvelles qui seront à souscrire contre espèces, seront » offertes par préférence aux propriétaires des actions anciennes, au » prorata des actions possédées par chacun d'eux, au jour de la souscription. Ce droit de préférence s'exercera, tant à titre réductible qu'irréductible ».

Au dernier alinéa du même article sept est ajouté le mot « mathématique ».

A l'article dix, au deuxième alinéa, les mots « et les actions de dividende » sont supprimés.

A l'article onze, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Il est tenu un registre des actions nominatives au siège social. Tout actionnaire peut prendre connaissance, sans déplacement, de ce registre qui contient : »

A l'article douze la première phrase du premier alinéa est remplacée par :

« La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires prévu à l'article onze précédent ».

A l'article treize, au deuxième alinéa, le membre de phrase « le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que leur valeur nominale » est supprimé et remplacé par les mots : « le nombre de titres ».

Au troisième alinéa du même article treize, la deuxième phrase est remplacée par :

« L'une des deux signatures ou toutes deux peuvent être remplacées par des griffes apposées ou imprimées ».

In fine du même article treize, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les nouvelles actions qui seraient créées en représentation d'une augmentation du capital ne seront cessibles qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création ».

A l'article vingt trois, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société ».

Au deuxième alinéa de l'article trente, le membre de phrase, « à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration » est supprimé et le membre de phrase « sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil » est remplacé par « sont valablement signés soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration ».

A l'article trente et un, au deuxième alinéa les mots « et d'actions de dividende » sont supprimés et le texte du troisième alinéa est remplacé par : « sous réserve des limitations légales chaque action de capital donne droit à une voix ».

A l'article quarante et un, in fine du premier alinéa, le membre de phrase « représentent au moins un nombre d'actions possédant la moitié des voix attachées à la totalité des actions » est remplacé par : « représentent au moins la moitié du capital social ».

Au même article quarante et un, le dernier alinéa est supprimé.

A l'article quarante trois, la deuxième phrase est supprimée.

Le texte de l'article quarante six est remplacé par :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges,
» frais généraux, ainsi que de tous les amortissements, dotation de fonds
» de renouvellement, dépréciations et moins-values éventuels, constitue
» le bénéfice net de la société.

» La répartition de ce bénéfice net se fait comme suit :

» a) Cinq pour cent au moins, affectés à un fonds de réserve social;
» lorsque celui-ci atteint le dixième du capital social, ce prélèvement cesse
» d'être obligatoire.

» b) Tout ou partie du surplus peut toujours être affecté par l'assem-
» blée générale, sur proposition du conseil d'administration, soit à la
» formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à un report
» à nouveau.

» Le solde est réparti à raison de quatre vingt douze pour cent aux
» actions de capital et de huit pour cent au conseil d'administration, au
» comité Technique, s'il en existe un, et au collège des commissaires, à
» répartir d'après un règlement à arrêter par le conseil d'administra-
» tion.

» Le paiement des dividendes se fait annuellement, aux époques, en
» la monnaie et aux endroits fixés par le conseil d'administration ».

A l'article cinquante et un, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liqui-
» dation, l'actif net est réparti également entre toutes les actions ».

Au même article cinquante et un, le dernier alinéa est supprimé.

Le chapitre VIII, Dispositions transitoires, le chapitre IX, Charges de la société à raison de sa constitution et les articles cinquante trois et cinquante quatre sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix, dans chaque catégorie de titres.

SIXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que, pour l'exercice social mil neuf cent cinquante deux, au cas où l'arrêté royal d'autorisation de l'augmentation de capital contre espèces ne serait pas intervenu avant la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes sociaux au trente et un décembre mil neuf cent cinquante deux, les quatre vingt douze pour cent du bénéfice, dont la distribution aura été décrétée par l'assemblée générale, seront répartis de telle façon que les actions de dividende reçoivent au total un dividende net égal au tiers moins un million cinq cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix francs de la somme attribuée à titre de dividende net à l'ensemble des cent soixante mille actions de capital actuelles, et que cette règle de répartition est à insérer de façon permanente dans le paragraphe cinq de l'article quarante six nouveau au cas où l'autorisation viendrait à ne pas être accordée.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, la « Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga » Société Congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Jadotville (Congo Belge), ici représentée par Monsieur Robert Van Cauwenberghe, Directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, numéro 17, agissant en vertu des pouvoirs lui conférés en vertu de la procuration du cinq décembre mil neuf cent cinquante deux ci-annexée.

Après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la présente société a déclaré souscrire au prix de cinq cents francs chacune les cinquante trois mille trois cent trente trois actions de capital créées en la deuxième résolution qui précède et ce aux conditions y mentionnées.

Messieurs Robert Bette, Gaston Heenen et Robert Van Cauwenberghe, prénommés et Pierre Smits, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue de l'Abbaye, 41, Marcel Strauwen, ingénieur, demeurant à Uccle, avenue Wellington, numéro 23, Robert Thys, ingénieur A. I. A., A. I. Lg. demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 136 et Eugène Van Wynsberghe, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, numéro 4, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune des cinquante trois mille trois cent trente trois actions ci-dessus a été intégralement libérée et que le montant des versements s'élevant ensemble à vingt six millions six cent soixante six mille cinq cents francs se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que le souscripteur et les membres de l'assemblée le reconnaissent.

Monsieur le Président déclare et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription qui précède le capital social est porté à deux cent treize millions trois cent trente trois mille francs, et que sous réserve de l'autorisation par arrêté royal pour les dispositions qui y sont soumises, les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives.

La séance est levée à quinze heures quinze minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée et le souscripteur, ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Bette; J. Vereecken; G. Heenen; M. Strauwen; R. Van Cauwenberghe; V. Martens; C. Janssens; G. Lombar; P. de la Croix d'Ogimont; R. Thys; H. Terfve; V. Dooms; Van Wynsberghe; P. Smits; A. Berckmoes; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 24 décembre 1952. Volume 1387, folio 66, case 9, huit rôles, huit renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur, (signé) Deman.

ANNEXE.

SOCIETE GENERALE AFRICAINE D'ELECTRICITE (SOGEELEC).

Société congolaise à responsabilité limitée.

*Liste de présence à l'Assemblée Générale Extraordinaire
du mercredi 16 décembre 1952.*

	Nombre de Titres	
	actions de capital.	actions de dividende.
1. Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga, établie à Bruxelles, 31, rue de la Science, société congolaise à responsabilité limitée, siège social : Jadotville, propriétaire de cent mille actions de dividende . . .		100.000
Ici représentée par Monsieur Robert Van Cauwenbergh, Directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Guimard numéro 17, suivant procuration du 5 décembre 1952.		
(signé) R. Van Cauwenbergh.		
2. Comité Spécial du Katanga, établie à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, propriétaire de vingt cinq mille deux cent septante huit actions de capital . . .	25.278	
Ici représenté par Monsieur Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, Chaussée d'Ixelles, numéro 126, suivant procuration du 4 décembre 1952.		
(signé) G. Heenen.		
3. Société de Traction et d'Electricité, établie à Bruxelles, 31, rue de la Science, propriétaire de seize mille sept cents actions de capital . . .	16.700	
Ici représentée par Monsieur Victor Martens, docteur en droit, demeurant à Louvain, rue de Namur numéro 72, suivant procuration du 15 décembre 1952.		
(signé) V. Martens.		
4. Société Coloniale d'Electricité, établie à Bruxelles, 5, rue de la Science, société congolaise à responsabilité limitée, siège social : Léopoldville, propriétaire de dix mille actions de capital . . .	10.000	
Ici représentée par Monsieur Janssens van der Maele, ingénieur civil, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, numéro 34, suivant procuration du 15 décembre 1952.		
(signé) C. Janssens.		

5. Union Minière du Haut Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, siège social : Elisabethville, propriétaire de vingt mille actions de capital 20.000

Ici représentée par Monsieur Georges Lombar, Directeur adjoint de l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 12, suivant procuration du 11 décembre 1952.

(signé) G. Lombar.

6. Société Auxiliaire et Financière des Grans Lacs Africains (Auxilacs) société anonyme établie à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, propriétaire de dix mille cent quarante actions de capital 10.140

Ici représentée par Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, demeurant à Ixelles, avenue de l'Hippodrome, 1, suivant procuration du 2 décembre 1952.

(signé) P. de la Croix d'Ogimont.

7. Compagnie du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, siège social : Elisabethville, propriétaire de cinq mille cent trente deux actions de capital 5.532

Ici représentée par Monsieur Robert Thys, ingénieur A. I. M. A. I. Lg, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 136, suivant procuration du 4 décembre 1952.

(signé) R. Thys.

8. Minoteries du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 6, Montagne du Parc, siège social : Kakontwe, propriétaire de cinq cents actions de capital 500

Ici représentée par Monsieur Henri Terfve, Directeur de société, demeurant à Auderghem, avenue Monseigneur Micara, numéro 75, suivant procuration du 4 décembre 1952.

(signé) H. Terfve.

9. Société Générale de Belgique, Société Anonyme, établie à Bruxelles, 3, Montagne du Parc, propriétaire de vingt cinq actions de capital 25

Ici représentée par Monsieur Robert Van Cauwenberghe prénommé, suivant procuration du 15 décembre 1952.

(signé) Van Cauwenberghe.

10. Office d'exploitation des Transports Coloniaux, Institution Publique Autonome créée par l'A. R. du 20 avril 1935, 101, avenue Louise, Bruxelles, propriétaire de huit cent quatre vingts actions de capital 880

Ici représenté par Monsieur Gaston Lelièvre, Directeur de comptabilité, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 119, suivant procuration du 5 décembre 1952.

(signé) G. Lelièvre.

11. La Royale Belge, Société Anonyme d'Assurance, établie à Bruxelles, 74, rue Royale, propriétaire de deux mille trois cents actions de capital 2.300

Ici représentée par Monsieur Victor Martens, pré-nommé, suivant procuration du 3 décembre 1952.

(signé) V. Martens.

12. Fédérations d'Entreprises Industrielles, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 33, rue du Congrès, siège social : Albertville, propriétaire de huit cent quatre vingt neuf actions de capital 889

Ici représentée par Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont pré-nommé, suivant procuration du 2 décembre 1952.

(signé) P. de la Croix d'Ogimont.

13. Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 7, Montagne du Parc, siège social : Elisabethville, propriétaire de deux mille actions de capital 2.000

Ici représentée par Monsieur Robert Bette ci-après nommé, suivant procuration du 5 décembre 1952.

(signé) R. Bette.

14. Monsieur Paul Gillet, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, Rue Edmond Picard, 45, propriétaire de vingt actions de capital 20

Ici représenté par Monsieur Robert Bette, ci-après nommé, suivant procuration du 1^{er} décembre 1952.

(signé) R. Bette.

15. Monsieur Georges Melin, Directeur à l'Union Minière du Haut Katanga, demeurant à Ixelles, rue Alphonse Hottat, 55, propriétaire de vingt cinq actions de capital 25

Ici représenté par Monsieur Robert Bette, ci-après nommé, suivant procuration du 1^{er} décembre 1952.

(signé) R. Bette.

16. Monsieur Robert Bette, Administrateur de Sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, 158, Boulevard Brand Whitlock, propriétaire de cent cinquante actions de capital 150

(signé) R. Bette.

17. Monsieur Jules Cousin, Administrateur de Sociétés, demeurant, Boulevard Elisabeth à Elisabethville (Katan-ta, Congo Belge), propriétaire de trois cent cinquante ac-tions de capital 350

Ici représenté par Monsieur Robert Bette prénommé, suivant procuration du 5 décembre 1952.

(signé) R. Bette.

18. Monsieur Victor Dooms Administrateur de Sociétés, demeurant à Bruxelles, 571, avenue Louise, propriétaire de cinquante actions de capital 50

(signé) V. Dooms.

19. Monsieur Edgard Sengier, Administrateur de Socié-tés, demeurant à Ixelles, 24, avenue Ernestine, proprié-taire de cinquante actions de capital 50

Ici représenté par Monsieur Robert Bette, prénommé, suivant procuration du 16 décembre 1952.

(signé) R. Bette.

20. Monsieur Eugène Van Wynsberghe, Administra-teur de Sociétés, demeurant à Ixelles, 4, avenue du Congo, propriétaire de cinquante actions de capital 50

(signé) E. Van Wynsberghe.

21. Monsieur Pierre Smits, Administrateur de Sociétés, demeurant à Ixelles, 39-41, rue de l'Abbaye, propriétaire de cinquante actions de capital 50

(signé) P. Smits.

22. Monsieur Auguste Berckmoes, Chef de Comptabilité, demeurant à Koekelberg, 82, Avenue de l'Indépendance Belge, propriétaire de cent et dix actions de capital . . . 110

(signé) A. Berckmoes.

23. Monsieur Charles Laval, Ingénieur, demeurant à Uccle, 289, Avenue Brugmann, propriétaire de vingt ac-tions de capital 20

Ici représenté par Monsieur Robert Bette, prénommé, suivant procuration du 10 décembre 1952.

(signé) R. Bette.

24. Monsieur Eugène François, demeurant à Bruxelles, 381, avenue Louise, propriétaire de cent et cinq actions de capital 105

Ici représenté par Monsieur Robert Bette, prénommé, suivant procuration du 6 décembre 1952.

(signé) R. Bette.

Ensemble : nonante cinq mille deux cent vingt quatre actions de capital et cent mille actions de dividende . . 95.224 100.000

Arrêté la présente liste comportant vingt quatre actionnaires, représentant ensemble nonante cinq mille deux cent vingt quatre actions de capital et cent mille actions de dividende, et réunissant au total cent nonante cinq mille deux cent vingt quatre voix.

Bruxelles, le 17 décembre 1952.

Le Président, (signé) R. Bette.

Le Secrétaire, (signé) J. Vereecken.

Les scrutateurs, (signé) G. Heenen; G. Lombar.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 17 décembre 1952.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 24 décembre 1952. Vol. 251, folio 94, c. 17, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Deman.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert Scheyven.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. du Président du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Monsieur Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1256.

Bruxelles, le 8 janvier 1953.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 janvier 1953.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 21 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 21 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

**« Société Coloniale Immobilière et de Crédit Mobilier en Afrique »,
en abrégé « AFRICAN STAR ».**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le dix neuf décembre.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. Compagnie Congolaise d'Entreprises et de Réalisation « Congoréal », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Yves Baron de Brouwer ci-après nommé, aux termes de la délégation de pouvoirs lui consentie par le conseil d'administration de la dite société, ainsi qu'il résulte d'un acte de notre ministère en date du douze octobre mil neuf cent cinquante, publié à l'annexe au Moniteur Belge du trente/trente et un octobre même mois, sous le numéro 23363.

2. La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo « Africongo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par Monsieur Yves Baron de Brouwer ci-après nommé, Président du conseil d'administration de la dite société, aux termes de la délégation de pouvoirs lui consentie par le conseil d'administration de la dite société, ainsi qu'il résulte d'un acte de notre ministère en date du douze décembre mil neuf cent cinquante deux.

3. Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga « Kisan-ga », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Kisan-ga-Elisabethville (Congo Belge).

Ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Yves Baron de Brouwer, ci-après nommé, aux termes de la délégation de pouvoirs lui consentie par le conseil d'administration de la dite société, ainsi qu'il résulte d'un acte de notre ministère en date du vingt décembre mil neuf cent cinquante, publié à l'annexe au Moniteur Belge du vingt et un janvier mil neuf cent cinquante et un, numéro 1191.

4. Société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises « Coleten », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Yves Baron de Brouwer, ci-après nommé, aux termes de la délégation de pouvoirs lui consentie par le conseil d'administration de la dite société, ainsi qu'il résulte d'un acte de notre ministère en date du premier décembre mil neuf

(1) Arrêté royal du 26 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

cent cinquante deux, publié à l'annexe au Moniteur belge du dix neuf décembre suivant, numéro 26333.

5. Madame Geneviève (Geneviève-Savina-Marie) Gillès de Pélichy, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Yves (Yves-Guillaume-Auguste-Marie-Joseph) Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant ensemble à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 31.

Monsieur le Baron et Madame la Baronne de Brouwer sont mariés sous le régime de la séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts, aux termes de leur contrat de mariage, reçu par Maître Van Caillie, notaire à Bruges, le vingt sept août mil neuf cent trente deux, dont une expédition nous a été produite.

6. Monsieur Emile (Emile-Jean-Joseph-Antoine-Gérard) Houthave, directeur de société, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 27.

7. Monsieur Luc (Luc-Marguerite-Marie-Ignace-Auguste-Corneille) Janssens de Varebeke, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, rue André Fauchille, numéro 10.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE SOCIAL — DUREE.

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société Coloniale Immobilière et de Crédit Mobilier en Afrique » en abrégé « African Star ».

Article deux. — La société a pour objet toutes opérations de placement ou de gestion de valeurs ou de fonds mobiliers ou immobiliers, lui appartenant ou qui pourraient lui être confiés par des tiers.

Elle pourra faire toutes opérations financières, commerciales, industrielles, agricoles, de quelque nature qu'elles soient et notamment acquérir, apporter, céder et négocier toutes valeurs, actions, parts ou obligations de toute espèce; faire soit seule, soit en participation, toutes négociations et opérations mobilières ou immobilières.

En vue de réaliser son objet, elle pourra s'intéresser directement ou indirectement à toutes entreprises, syndicats ou sociétés par voie d'apport, de souscription, de fusion ou par tout autre moyen.

L'objet social pourra en tout temps être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts, sans cependant en altérer l'essence, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article trois. — Le siège social est établi à Léopoldville.

Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du conseil d'administration.

Il peut être établi un ou plusieurs sièges administratifs, des succursales ou agences au Congo Belge, en Belgique ou dans quelque autre pays, par simple décision du conseil d'administration.

Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente quatre ci-après, sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq. — Le capital est fixé à deux millions de francs congolais et est représenté par deux cents actions sans mention de valeur nominale, représentant chacune un/deux centièmes de l'avoir social.

Ces actions sont souscrites contre espèces, à raison de dix mille francs par action, comme suit :

1. Compagnie Congolaise d'Entreprises et de Réalisation « Congoréal », cent vingt actions, soit un million deux cent mille francs	120	1.200.000,—
2. La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo « Africongo », sept actions, soit septante mille francs	7	70.000,—
3. Société Commerciale Agricole et Industrielle du Katanga « Kisanga » sept actions, soit septante mille francs	7	70.000,—
4. Société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises « Coleten », six actions, soit soixante mille francs	6	60.000,—
5. Madame Geneviève Gillès de Pelichy, épouse de Monsieur Yves Baron de Brouwer, quarante neuf actions, soit quatre cent nonante mille francs	49	490.000,—
6. Monsieur Emile Houthave, dix actions, soit cent mille francs	10	100.000,—
7. Monsieur Luc Janssens de Varebeke, une action, soit dix mille francs	1	10.000,—
Ensemble deux cents actions soit deux millions de francs	200	2.000.000,—

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des actions souscrites a été libérée entièrement par des versements s'élevant ensemble à deux millions de francs, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article six. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes.

Toutefois, le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires d'actions, aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article sept. — Le conseil d'administration fait des appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en bourse ou hors bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article huit. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article neuf. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article dix. — Les actions sont au porteur ou nominatives. Les actions non entièrement libérées restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Article onze. — Il est tenu, soit au siège social, soit au siège administratif, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir, soit suivant les règles sur le transport des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectuées les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les actions au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs.

Les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs.

Les signatures ci-dessus peuvent être remplacées par des griffes imprimées ou apposées.

Article douze. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article treize. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêts, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quatorze. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Le conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un ou plusieurs vice-présidents. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article quinze. — Le conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction dont il fixe la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un administrateur-délégué et/ou à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article seize. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, éventuellement d'un vice-président ou de l'administrateur-délégué, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix sept. — Le conseil d'administration et le comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un fondé de pouvoir.

Article dix huit. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou au conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent aux termes de l'article trois ci-dessus dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer; acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets; contracter tous emprunts; consentir tous prêts; négocier l'émission de toutes obligations hypothécaires ou autres; consentir et accepter tous gages et nantissements et toutes hypothèques avec stipulation de voie parée; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans constatation de paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements; dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant; transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments, ainsi que leurs cautionnements, s'il y a lieu.

Article dix neuf. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Article vingt. — Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article vingt et un. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article vingt deux. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires associés ou non, nommés pour six ans au plus et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Les commissaires auront droit à une indemnité imputée sur les frais généraux et fixée par l'assemblée générale.

Article vingt trois. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de cinq actions et par chaque commissaire un cautionnement de une action.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt quatre. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que, par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles; leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt cinq. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt six. — L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt sept. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège administratif ou au lieu désigné dans les convocations, le dernier samedi de mars à onze heures, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires décédés ou démissionnaires et délibère sur tous objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert, en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt huit. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour; elles sont faites par annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le Bulletin Officiel du Congo Belge et dans le Moniteur Belge.

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations sont faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires huit jours au moins avant l'assemblée.

Article vingt neuf. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions doivent déposer au siège administratif ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, soit leurs titres au porteur, soit leur certificat d'inscription. Ces formalités ne sont pas requises en ce qui concerne les titres appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non-actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par un vice-président ou, à défaut par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant d'être admis à l'assemblée.

Article trente et un. — Le conseil d'administration peut proroger toute assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente deux. — Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres, ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article trente trois. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le dixième du capital et si elle n'a pas été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente quatre. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

- a) augmenter ou réduire le capital social;
- b) décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société;
- c) proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales);
- d) modifier les présents statuts.

Article trente cinq. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le président ou l'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente six. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Article trente sept. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, le conseil d'administration arrête les écritures de la société et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garantie réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente huit. — Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article trente neuf. — Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif lorsque ce fonds atteint le dixième du capital social.

Sur le surplus, il est prélevé :

1. La somme nécessaire pour attribuer aux actions un premier dividende de six pour cent prorata temporis et liberationis.
2. Deux pour cent du solde à chaque administrateur.
3. Le reliquat est réparti entre toutes les actions de capital.

Toutefois, le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce reliquat, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination sociale.

Article quarante. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Article quarante et un. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication, aux annexes du Bulletin Officiel ou Administratif du Congo Belge et éventuellement au Moniteur belge.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante deux. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts la question de la dissolution de la société; si la perte atteint les trois/quarts du capital social, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions présentes ou représentées.

En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante trois. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, le montant du capital social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées, toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en met-

tant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante quatre. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante cinq. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article quarante six. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article quarante sept. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à soixante mille francs.

Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 31.

Madame Geneviève Gillès de Pélichy, sans profession, épouse de Monsieur Yves Baron de Brouwer prénommé, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 31.

Monsieur Emile Houthave, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 27.

Pour la première fois, le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire : Monsieur Charles-Jean Willems, inspecteur comptable, demeurant à Molenbeek-Saint-Jean, Boulevard Léopold II, numéro 68.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) Baron de Brouwer; Geneviève Gillès de Pélichy; E. Houthave;
L. Janssens de Varebeke; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 27 décembre 1952. Vol. 1385, folio
88, c. 4, neuf rôles, quatorze renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur, (signé) Deman.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1214.

Bruxelles, le 2 janvier 1953.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 14 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën.
de 14 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

**« Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika »,
en abrégé « BELGIKAETAIN ».**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

**AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt quatre novembre.

Par devant Maître Paul ECTORS, notaire, résidant à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 121, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée *Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika*, en abrégé *Belgikaétain*, ayant son siège à Stanleyville Congo Belge, constituée par acte du notaire soussigné du vingt deux février mil neuf cent quarante six, autorisé par arrêté royal du vingt neuf avril même année, statuts publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai mil neuf cent quarante six et aux annexes du Moniteur Belge des vingt/vingt un du même mois n° 9771. Statuts modifiés par actes du notaire soussigné du huit octobre mil neuf cent quarante huit, autorisé par arrêté royal du vingt neuf novembre même année publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge le quinze janvier suivant et aux annexes du Moniteur Belge le dix neuf décembre mil neuf cent quarante huit et par acte du même notaire du vingt cinq janvier mil neuf cent cinquante, approuvé par arrêté royal du quatre avril même année, publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge et du Moniteur Belge la même année respectivement le quinze mai et le vingt sept avril n° 8662.

Sont présents ou représentés les actionnaires mentionnés à la liste de présence reproduite en fin du présent procès-verbal possédant ensemble d'après renseignements fournis vingt sept mille sept cent et sept actions de capital.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or à Woluwe-Saint-Pierre, président du conseil d'administration.

Est nommé secrétaire M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, à Bruxelles.

Sont nommés scrutateurs M. Fernand Gilsoul, ingénieur principal au Ministère des Colonies, 31, avenue Georges Lecomte à Uccle, qui accepte et M. Simon de Wasseige, chef de service au Comité National du Kivu, 105, boulevard Louis Schmits à Etterbeek, qui accepte.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit par avis insérés cette année dans les journaux suivants : Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des sept et quinze novembre. Moniteur Belge des sept et quinze novembre. L'Echo de la Bourse des sept/

(1) Arrêté royal du 26 janvier 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

huit/neuf et quatorze/quinze novembre. Le Courrier de la Bourse et de la Banque des sept/huit, quatorze et quinze novembre.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

Les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives en date du sept novembre courant mois.

II. Que l'ordre du jour porte :

1° Augmentation du capital pour le porter de vingt millions de francs à quarante cinq millions de francs congolais, par la création de cinquante mille actions de capital de cinq cents francs congolais chacune à souscrire en numéraire et qui jouiront à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante trois, des mêmes droits et avantages que les actions actuellement existantes.

2° Offre directe aux actionnaires des cinquante mille actions de capital nouvelles; ces actions seront émises au prix de cinq cents francs plus trente cinq francs pour frais, à souscrire par eux dans la proportion irréductible de cinq actions nouvelles pour quatre actions anciennes et à titre réductible pour les actions nouvelles non souscrites à titre irréductible.

3° Détermination des modalités de cette émission.

4° Modifications aux statuts pour :

Constater que les francs exprimant le capital sont des francs congolais.

Mettre les statuts en concordance avec les décisions prises aux paragraphes un, deux et trois.

Remplacer l'article deux par un texte permettant de changer la localité du siège social et du siège administratif par simple décision du conseil d'administration.

Modifier comme suit le premier paragraphe de l'article neuf :

« L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Les deux signatures peuvent être apposées chacune au moyen d'une griffe ».

Remplacer l'article dix par :

« Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital. La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre ».

Remplacer l'article onze par un texte permettant la tenue éventuelle d'un registre d'actionnaires au siège social.

Ajouter aux articles vingt et trente trois les mots : « Sauf le cas de force majeure ».

Remplacer la première phrase de l'article vingt cinq et le second paragraphe de l'article vingt sept par un texte portant respectivement la garantie des administrateurs et des commissaires à cinquante et à vingt actions de capital.

Remplacer le premier paragraphe de l'article trente deux par : « Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation ».

Remplacer le troisième paragraphe de l'article trente deux par un texte fixant au premier lundi d'octobre à dix sept heures la date de l'assemblée générale ordinaire.

Supprimer au second alinéa de l'article trente cinq les mots : « dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt trois jours au plus tard avant la réunion ».

Supprimer au premier paragraphe de l'article quarante deux les mots : « et pour la première fois le trente un décembre mil neuf cent quarante six ».

Remplacer l'article quarante cinq par un texte prescrivant la publication annuelle au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge, du bilan, du compte de profits et pertes ainsi que de la situation du capital avec la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leur part.

Ajouter après le premier paragraphe de l'article quarante six : « En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts la question de la dissolution de la société ».

Supprimer les articles cinquante, cinquante un et cinquante deux.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions statutaires et que chaque action donne droit à une voix sauf réduction légale ou statutaire.

IV. Que l'assemblée réunit vingt sept mille sept cent et sept actions de capital sur les quarante mille existantes et qu'en conséquence elle est apte à statuer sur tous les objets figurant à son ordre du jour.

Cet exposé est reconnu exact par l'assemblée.

Ensuite Monsieur le Président déclare que d'accord avec la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Mines d'Or Belgika » en abrégé Belgikaor, ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge. et son siège administratif, 121, rue du Commerce à Bruxelles (agissant tant pour elle-même que pour un groupe dont elle se porte fort) le conseil d'administration de la société Belgikaétain sous réserve d'accord de l'assemblée se propose de procéder comme suit :

I. En vue de garantir la souscription et la libération intégrale des cinquante mille actions nouvelles à émettre en vue également de couvrir la société Belgikaétain des conséquences éventuelles de toute irrégularité de fait ou de droit qui pourrait se produire au cours de la souscription, de la nullité éventuelle soit de certaines souscriptions, soit de certains versements, La Belgikaor s'obligera dès à présent solidairement et indivisiblement avec et pour tous et chacun des souscripteurs des cinquante mille actions nouvelles et se portera fort pour ces derniers voulant que la Belgikaétain puisse à son gré agir contre elle seule ou contre les anciens ac-

tionnaires souscripteurs et considérer la Belgikaor comme seule obligée à la souscription et à la libération des dites cinquante mille actions nouvelles.

Nonobstant le dit engagement, la Belgikaor s'engagera envers les divers souscripteurs à ne se considérer envers eux que comme leur mandataire et porte fort de telle sorte que toutes quittances ou titres qui lui seraient délivrée par la Belgikaétain soient considérés par la Belgikaor comme lui remis pour compte et au profit de ces souscripteurs respectifs.

II. Les actions nouvelles seront ensuite offertes par souscription publique aux anciens actionnaires.

III. Les prospectus et bulletins de souscription :

a) Reproduiront l'accord exposé ci-avant comme condition de la souscription.

b) Feront ressortir que, conformément à la législation coloniale, l'augmentation du capital, la création et l'émission, la souscription et la libération des cinquante mille actions nouvelles ne seront définitives que moyennant leur autorisation par un arrêté royal dont l'octroi sera sollicité dès après la cloture de la souscription publique et la constatation de la souscription et de la libération des cinquante mille actions nouvelles.

c) Que toute cession d'action nouvelle avant l'octroi du dit arrêté royal est interdite, nulle et de nul effet.

Ensuite de cette déclaration, l'assemblée décide :

PREMIERE RESOLUTION.

D'augmenter le capital social à concurrence de vingt cinq millions de francs pour le porter de vingt millions de francs à quarante cinq millions de francs congolais, par la création de cinquante mille actions nouvelles identiques aux anciennes qui auront droit pour l'exercice social mil neuf cent cinquante trois aux mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Ces cinquante mille actions nouvelles seront offertes par préférence aux actionnaires anciens au prix de cinq cents francs l'une, plus trente cinq francs par action pour frais.

Le droit de souscription s'exercera à titre irréductible à raison de cinq actions nouvelles pour quatre anciennes, à titre réductible pour ce qui concerne les actions nouvelles qui ne seraient pas absorbées par les demandes irréductibles, la répartition s'effectuera au prorata des titres souscrits à titre irréductible sans fraction.

La mise en souscription publique se fera aux conditions précitées et en outre suivant les modalités et aux conditions reprises dans la déclaration ci-avant de Monsieur le Président de l'assemblée.

Au surplus l'assemblée charge le conseil d'administration de la Belgikaétain (et lui confère pour autant que de besoin tous pouvoirs à cet effet) d'assurer au mieux des intérêts sociaux l'émission et la souscription des cinquante mille actions nouvelles, fixer la durée, l'époque et toutes autres conditions accessoires de la souscription, passer avec tous tiers toutes conventions destinées à assurer ou obtenir toutes formalités requi-

ses ou autorisations nécessaires pour l'augmentation de capital pour assurer la souscription intégrale des titres nouveaux et leur libération, faire constater la réalisation de l'augmentation de capital décrétée et des modifications statutaires en résultant et en général prendre toutes dispositions utiles que la présente résolution nécessite ou que ses suites comportent.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

INTERVENTION.

Est ici intervenue :

La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Belgikaor » précitée, représentée par messieurs Léon Wielemans, industriel, 360, avenue Van Volxem, à Forest, président du conseil d'administration de la dite société; André H. Gilson, administrateur de société, commissaire général honoraire du Congo Belge, 194a, avenue de Tervueren à Woluwe-Saint-Pierre, administrateur de la dite société.

Ayant ensemble les pouvoirs requis aux fins des présentes.

Agissant tant pour elle-même que pour un groupe dont elle se porte fort, laquelle en conformité avec la déclaration de monsieur le Président, a déclaré se porter dès à présent obligée solidaire et indivisible avec tous les souscripteurs futurs des cinquante mille actions nouvelles se portant en outre fort pour ces derniers et voulant que la société Belgikaétain puisse, si elle le désire, la considérer comme seule obligée à son égard à la souscription des dites cinquante mille actions nouvelles et à leur libération.

Voulant néanmoins la société Belgikaor que vis-à-vis des souscripteurs futurs des dites cinquante mille actions nouvelles elle ne soit considérée que comme leur porte fort agissant pour leur compte et à leur profit.

Ensuite la Belgikaor s'est obligée à répéter si besoin son présent engagement lors de la constatation authentique de la souscription et de la libération des actions nouvelles.

L'assemblée après avoir accepté le dit engagement décide de modifier les statuts sociaux comme suit :

Article 2. — A remplacer par : « Le siège social est établi à Stanleyville (Congo Belge). Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge qui sera désignée par le conseil d'administration.

Le siège administratif est à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité belge congolaise ou étrangère à désigner par le conseil d'administration.

Tout changement de siège social ou de siège administratif sera publié au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge.

Article 5. — A remplacer par : « Le capital est de quarante cinq millions de francs congolais représenté par nonante mille actions de capital de cinq cents francs congolais chacune.

Article 8. — Ajouter après le second paragraphe :

« L'assemblée générale extraordinaire du vingt quatre novembre mil neuf cent cinquante deux a constaté que les francs exprimant le capital social étaient des francs congolais et a augmenté ce capital une troisième fois de vingt cinq millions de francs par la création de cinquante mille actions de capital de cinq cents francs congolais chacune ».

Remplacer les troisième, quatrième et cinquième alinéas par : « Les trois mille actions de capital restantes lors de la constitution après rémunération des apports, les seize mille actions créées par l'assemblée générale du huit octobre mil neuf cent quarante huit, les vingt mille actions de capital créées par l'assemblée générale du vingt cinq janvier mil neuf cent cinquante et les cinquante mille actions de capital créées par l'assemblée générale du vingt quatre novembre mil neuf cent cinquante deux ont été entièrement souscrites en numéraire et sont actuellement intégralement libérées ».

Article 9. — Remplacer le premier paragraphe par :

« L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Les deux signatures peuvent être apposées chacune au moyen d'une griffe ».

Article 10. — A remplacer par :

« Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après l'arrêté royal autorisant l'augmentation du capital.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article 11. — A remplacer par :

« Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

» Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versement effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur ».

Article 20. — Commencer par les mots :

« Sauf le cas de force majeure ».

Article 25. — Remplacer la première phrase par :

« Chaque administrateur doit affecter cinquante actions de capital de la société à la garantie de sa gestion ».

Article 27. — Remplacer le second paragraphe par :

« Chaque commissaire doit affecter vingt actions de capital de la société à la garantie d'exécution de son mandat ».

Article 32. — Remplacer le premier paragraphe par :

« Les assemblées générales se réuniront au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation ».

Remplacer le troisième paragraphe par :

« L'assemblée générale se réunit de plein droit chaque année le premier lundi du mois d'octobre à dix sept heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient de droit le lendemain à la même heure ».

Article 33. — Ajouter au début du premier alinéa :

« Sauf le cas de force majeure ».

Article 35. — Au second alinéa supprimer :

« ... dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt trois jours au plus tard avant la réunion ».

Article 42. — Supprimer au premier paragraphe les mots : « et pour la première fois le trente un décembre mil neuf cent quarante six ».

Article 45. — A remplacer par :

« Sauf le cas de force majeure, le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés dans le Bulletin Officiel du Congo Belge ou dans le Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge. La situation du capital social sera publiée une fois par an au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge, à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables ».

Article 46. — Après le premier paragraphe ajouter :

« En cas de perte de la moitié du capital les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts la question de la dissolution de la société ».

Articles 50, 51, 52. — A supprimer.

Les modifications ci-dessus sont adoptées successivement à l'unanimité des voix, les modifications aux articles cinq et huit l'étant sous la condition suspensive de la réalisation effective de l'augmentation de capital objet de la première résolution de sa constatation et son autorisation comme de droit.

CONDITION SUSPENSIVE.

Toutes les décisions ci-avant de l'assemblée sont adoptées sous la condition suspensive de leur autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

ESTIMATION DES FRAIS.

L'assemblée estime à environ un million sept cent cinquante mille francs le montant des frais, charges ou rémunérations incombant à la société ou mis à sa charge du chef des présentes et décide que l'excédent éventuel de la prime pour frais sera porté en réserve indisponible.

LISTE DE PRESENCE.

Prennent part à l'assemblée, les actionnaires ci-après mentionnés à la liste de présence possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

	Actions de capital.
1. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Mines d'Or Belgika » en abrégé Belgikaor, ayant son siège social à Stanleyville et son siège administratif, 121, rue du Commerce à Bruxelles, possédant vingt mille neuf cent soixante trois actions de capital	20.963
2. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Belgika » ayant son siège sociale à Stanleyville et son siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce, possédant trois mille cent et trente actions du capital	3.130
3. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » Forminière, ayant son siège administratif à Bruxelles, 42, rue Royale, possédant douze cent soixante actions de capital	1.260
4. La société anonyme Coloniale de Belgique ayant son siège social, 121, rue du Commerce à Bruxelles, possédant mille vingt six actions de capital	1.026
5. Le Congo Belge, Ministère des Colonies, possédant deux cent quatre vingts actions de capital	280
6. Le Comité National du Kivu, association jouissant de la personification civile, 16, rue d'Egmont à Bruxelles, possédant deux cent quatre vingts actions de capital	280
7. La société congolaise par actions à responsabilité limitée Société Minière de la Télé ayant son siège social à Boma (Congo Belge) possédant deux cents actions de capital	200
8. Monsieur Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, 34, possédant cinq cent vingt sept actions de capital	527
9. Monsieur Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 435, possédant vingt actions de capital	20
10. Monsieur Roger Lancsweert, ingénieur chimiste, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 34, avenue du Val d'Or, possédant vingt actions de capital	20
11. Monsieur Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant 135, boulevard Maurice Lemonnier à Bruxelles, possédant une action de capital	1
Ensemble vingt sept mille sept cent et sept actions de capital sur les quarante mille existantes	27.707

Les comparants précités repris sous les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et dix, ici représentés savoir : La comparante sous numéro un par deux de ses administrateurs MM. Léon Wielemans et André H. Gilson; celle sous numéro deux par les mêmes MM. Léon Wielemans et André H. Gilson, précités deux de ses administrateurs; celle sous numéro trois en vertu de sa procuration ci-annexée par M. Prosper Lancsweert précité; celle sous numéro quatre par deux de ses administrateurs M. Léon Wielemans précité et M. Robert Titgat, administrateur de société, 125, avenue Winston Churchill à Uccle; Le Gouvernement de la Colonie sous numéro cinq par M. Fernand Gilsoul, précité, en vertu de sa procuration ci-annexée; celle sous numéro six en vertu de sa procuration ci-annexée par M. Simon de Wasseige précité; celle sous numéro sept en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée M. Prosper Lancsweert précité, le comparant sous numéro dix en vertu de sa procuration sous seing privé ci-annexée par M. Prosper Lancsweert, précité.

Les procurations susvantes resteront ci-annexées et seront enregistrées avec les présentes.

La séance est levée à onze heures quarante minutes.

Clos le présent procès-verbal lieu et date que dessus et lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont fait la demande, la société intervenante et nous notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré cinq rôles, quatre renvois à Bruxelles A. C. III, le 25 novembre 1952, volume 604, folio 54, case 11, reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

Le Notaire,

(s.) Paul ECTORS.

Paul Ectors, Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Ectors, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 1166.

Bruxelles, le 27 décembre 1952.

(s.) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 décembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 19 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 19 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika »,
en abrégé « BELGIKAETAIN ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION
DU CAPITAL.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt trois décembre.

Par devant maître Paul ECTORS, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant, 34, avenue du Val d'Or, à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant, 435, avenue Louise à Bruxelles.

M. André H. Gilson, administrateur de sociétés, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant, 194a, avenue de Tervueren à Woluwe-Saint-Pierre.

M. Léon Wielemans, industriel, demeurant à Forest, 360, avenue Van Volxem.

Tous administrateurs de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « *Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika* » en abrégé « Belgikaétain » ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge et son siège administratif à Bruxelles, constituée par acte du notaire soussigné en date du vingt deux février mil neuf cent quarante six, autorisé par arrêté royal du vingt neuf avril même année (statuts publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai même année et aux annexes du Moniteur Belge des vingt/vingt un du même mois n° 9771) statuts modifiés par actes du notaire soussigné des huit octobre mil neuf cent quarante huit (autorisé par arrêté royal des vingt neuf novembre même année, annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier suivant et du Moniteur Belge du dix neuf décembre même année,

n° 23483) du vingt cinq janvier mil neuf cent cinquante (autorisé par arrêté royal du quatre avril même année publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge le quinze mai même année et du Moniteur Belge le vingt sept avril même année n° 8662).

Réunis en conseil d'administration de la dite société dont ils forment la totalité.

II. La société congolaise par actions à responsabilité limitée « *Mines d'Or Belgika* » en abrégé « Belgikaor » ayant son siège social à Stanleyville, Congo Belge et son siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce.

Ici représentée par deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis :

Le général Georges Lescornez, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, Bruxelles, 9, avenue des Capucines.

M. Théodore Duwez, administrateur de sociétés, demeurant 169, avenue de Broqueville à Woluwe-Saint-Lambert.

Lesquels nous ont exposé et requis d'acter à l'unanimité :

EXPOSE.

Que la société Belgikaétain ayant décidé au cours de son assemblée générale du vingt quatre novembre mil neuf cent cinquante deux (décisions publiées aux annexes du Moniteur Belge du vingt sept novembre même mois sous le n° 25019) la création et l'émission de cinquante mille actions de capital nouvelles dont la souscription fut réservée aux anciens actionnaires de la société, il a été procédé à l'émission, la souscription et la libération des dites cinquante mille actions nouvelles en conformité avec les décisions de la susdite assemblée, comme suit :

1. L'émission des dites cinquante mille actions eut lieu du huit au vingt décembre mil neuf cent cinquante deux courant mois et en conformité avec l'engagement pris par la société Belgikaor à l'assemblée précitée du vingt quatre novembre dernier (engagement que la société Belgikaor déclare pour autant que de besoin confirmer et réitérer à l'instant) de se porter solidairement et indivisiblement obligée avec et pour les souscripteurs des cinquante mille actions nouvelles, obligée à leur libération et porte fort de tous les souscripteurs.

2. La souscription des cinquante mille actions étant ainsi faite, la libération de ces parts a été intégralement effectuée contre espèces à raison de cinq cents francs par action, ensemble vingt cinq millions de francs plus les frais, qui ont été intégralement versés en espèces à la société Belgikaétain et sont à sa libre et entière disposition ainsi qu'elle le reconnaît.

CONSTATATION.

Ensuite les sociétés Belgikaétain et Belgikaor es qualité qu'elles agissent, nous ont requis d'acter en conséquence de l'exposé qui précède et ensuite des engagements pris par la Belgikaor à l'assemblée du vingt quatre novembre écoulé (ci-dessus réitérés) et du mandat conféré par la dite assemblée au conseil d'administration de la société Belgikaétain.

1^o Que l'augmentation de capital de la société Belgikaétain décidée par l'assemblée précitée à concurrence de vingt cinq millions de francs est réalisée et devenue définitive sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

2^o Que les statuts de la société Belgikaétain sont modifiés comme suit, sous la même condition suspensive.

Article deux. — A remplacer par : Le siège social est établi à Stanleyville (Congo Belge). Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité du Congo Belge qui sera désignée par le conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité belge, congolaise ou étrangère à désigner par le conseil d'administration.

Tout changement de siège social ou de siège administratif sera publié au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge.

Article 5. — A remplacer par : Le capital est de quarante cinq millions de francs congolais, représenté par nonante mille actions de capital de cinq cents francs congolais chacune.

Article 8. — Ajouter après le second paragraphe : L'assemblée générale extraordinaire du vingt quatre novembre mil neuf cent cinquante deux, a constaté que les francs exprimant le capital social étaient des francs congolais et a augmenté ce capital une troisième fois de vingt cinq millions de francs, par la création de cinquante mille actions de capital de cinq cents francs congolais chacune.

Remplacer les troisième, quatrième et cinquième alinéas par : Les trois mille actions de capital restantes lors de la constitution après rémunération des apports, les seize mille actions créées par l'assemblée générale du huit octobre mil neuf cent quarante huit, les vingt mille actions de capital créées par l'assemblée générale du vingt cinq janvier mil neuf cent cinquante et les cinquante mille actions de capital créées par l'assemblée générale du vingt quatre novembre mil neuf cent cinquante deux, ont été entièrement souscrites en numéraire et sont actuellement intégralement libérées.

Article 9. — Remplacer le premier paragraphe par : L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Les deux signatures peuvent être apposées chacune au moyen d'une griffe.

Article 10. — A remplacer par : Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après l'arrêté royal autorisant l'augmentation du capital.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article 11. — A remplacer par : Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

Article 20. — Commencer par les mots : Sauf le cas de force majeure.

Article 25. — Remplacer la première phrase par : Chaque administrateur doit affecter cinquante actions de capital de la société à la garantie de sa gestion.

Article 27. — Remplacer le second paragraphe par : Chaque commissaire doit affecter vingt actions de capital de la société à la garantie d'exécution de son mandat.

Article 32. — Remplacer le premier paragraphe par : Les assemblées générales se réuniront au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

Remplacer le troisième paragraphe par : L'assemblée générale se réunit de plein droit chaque année le premier lundi du mois d'octobre à dix sept heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient de droit le lendemain à la même heure.

Article 33. Ajouter au début du premier alinéa : Sauf le cas de force majeure.

Article 35. Au second alinéa, supprimer : ... dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt, trois jours au plus tard avant la réunion.

Article 42. — Supprimer au premier paragraphe les mots : et pour la première fois, le trente un décembre mil neuf cent quarante six.

Article 45. — A remplacer par : « Sauf le cas de force majeure, le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés dans le Bulletin Officiel du Congo Belge ou dans le Bulletin Administratif du Congo Belge et du Moniteur Belge; la situation du capital social sera publiée une fois par an au Bulletin Officiel du Congo Belge ou au Bulletin Administratif du Congo Belge et au Moniteur Belge à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

Article 46. — Après le premier paragraphe ajouter : En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Article 50, 51, 52 à supprimer.

Que l'assemblée précitée du vingt quatre novembre mil neuf cent cinquante deux a estimé les frais incombant à la société ou mis à sa charge à environ un million sept cent cinquante mille francs.

Dont acte fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré trois rôles, trois renvois à Bruxelles A. C. III, le 24 décembre 1952, volume 603, folio 79, case 6.

Reçu quarante francs.

Le receveur (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

Le Notaire,

(s.) Paul ECTORS.

Paul Ectors, Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Ectors, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 1163.

Bruxelles, le 27 décembre 1952.

(s.) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 décembre 1952.

Le Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour la légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 29 décembre 1952.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Philips Congo S.C.R.L.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

R. C. Léopoldville : 260. — R. C. Bruxelles : 225591.

Siège social : 137, Boulevard Albert, Léopoldville.

Siège administratif : 37, rue d'Anderlecht, Bruxelles.

—
POUVOIRS.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration
du 9 janvier 1953.*

Le conseil décide d'étendre les pouvoirs conférés en sa séance du 6 mars 1950 à MM. P. TONDEUR, M. MICHET et G. LEURQUIN et d'attribuer certains pouvoirs à MM. P. Th. van der WEIDE, 3, rue Jules Lejeune à Bruxelles, M. DE SUTTER, 187, avenue du Saïo à Elisabethville et R. JACOB, 12a, avenue Prince de Liège à Léopoldville.

Les pouvoirs confiés à ces messieurs sont définis comme suit :

I) Marche journalière des affaires.

Messieurs TONDEUR, MICHET, LEURQUIN et DE SUTTER sont autorisés à effectuer au nom et pour compte de la société, toutes les opérations commerciales et à contracter tous les engagements se rapportant à la marche journalière des affaires. Chacun d'eux peut notamment signer seul la correspondance courante et signer pour réception des pièces et documents émanant des services de postes et télégraphes, des roulages, messageries et chemin de fer.

II) Disposition sur les fonds de la Société.

Signant seuls, Messieurs P. TONDEUR et P. Th. van der WEIDE peuvent signer et endosser tous effets de commerce, mandats, quittances, promesses, chèques, etc., retirer ou disposer de toutes sommes généralement quelconques confiées ou déposées aux banques, chèques-postaux, caisses publiques ou tous organismes publics ou privés, et ce pour autant que chacune de ces opérations n'excède pas la somme de frs. 500.000.

Signant seuls, Messieurs G. LEURQUIN et M. MICHET disposent des mêmes pouvoirs mais dans la limite de frs. 250.000 par opération.

Signant seuls, Messieurs R. JACOB et M. DE SUTTER disposent des mêmes pouvoirs mais dans la limite de frs. 100.000 par opération.

Signant conjointement, Messieurs P. TONDEUR et P. Th. van der WEIDE disposent des mêmes pouvoirs dans la limite de frs. 2.000.000 par opération.

Signant conjointement, Messieurs G. LEURQUIN et R. JACOB disposent des mêmes pouvoirs dans la limite de frs. 500.000 par opération.

Pour extrait conforme :

Ch. SPAENS.

Administrateur-Délégué.

« Société Forestière et Agricole du Mayumbe », en abrégé « AGRIFOR ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le seize décembre, à seize heures.

A Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Forestière et Agricole du Mayumbe » en abrégé « Agrifor », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Boma (Congo belge), constituée suivant acte reçu par Maître De Leener, notaire à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le vingt deux février mil neuf cent vingt quatre, autorisée par arrêté royal du vingt six avril mil neuf cent vingt quatre et dont les statuts, publiés au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze mai mil neuf cent vingt quatre et aux annexes du Moniteur belge des dix neuf/vingt mai mil neuf cent vingt quatre, numéro 6556, ont été modifiés suivant actes du dit notaire De Leener des dix huit octobre mil neuf cent vingt huit et vingt deux janvier mil neuf cent trente sept, approuvés par arrêtés royaux respectivement du treize novembre mil neuf cent vingt huit et du douze février mil neuf cent trente sept, publiés aux annexes du Moniteur belge du premier novembre mil neuf cent vingt huit, numéro 14432 et du sept février mil neuf cent trente sept, numéro 1225 et au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze décembre mil neuf cent vingt huit et du quinze février mil neuf cent trente sept, et en dernier lieu suivant acte de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, en date du vingt et un octobre mil neuf cent quarante huit, publié après autorisation par arrêté royal du vingt neuf novembre mil neuf cent cinquante huit, à l'annexe au Moniteur belge du deux décembre mil neuf cent quarante huit, n° 22507 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze janvier mil neuf cent quarante neuf.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les nom, prénoms, profession, demeure, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun d'eux déclare être propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente huit des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, Président du Conseil d'administration.

(1) Arrêté royal du 2 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

Messieurs Martin Thèves, Simon Collin, Alfred Liénart et Alfred Valkenberg, tous dénommés dans la liste de présence et Messieurs Francis Pêche, ingénieur civil A. I. G., demeurant à Ixelles, avenue Louise, 418, le général honoraire Gaston Heenen, vice-Gouverneur général honoraire du Congo belge, demeurant à Ixelles, chaussée d'Ixelles, 126, Christian Janssens van der Maelen, ingénieur, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, 34, administrateurs, ici intervenant, complètent le bureau.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Martin Thèves prénommé.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Alfred Liénart et Alphonse Soetens, tous deux dénommés dans la liste de présence.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation de capital à concurrence de neuf millions soixante douze mille francs pour le porter à soixante dix neuf millions soixante douze mille francs par la création de onze mille deux cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissance premier mai mil neuf cent cinquante deux, émises à huit cent dix francs chacune avec prime d'émission de six cent quatre vingt dix francs par titre soit ensemble quinze cents francs, à remettre entièrement libérées contre apport de créances à charge de la société d'un montant total de seize millions huit cent mille francs.

2. Constitution au moyen de la prime d'émission d'une réserve indisponible de sept millions sept cent vingt huit mille francs.

3. Deuxième augmentation de capital à concurrence de trente deux millions huit cent quatre vingt six mille francs pour le porter à cent onze millions neuf cent cinquante huit mille francs par la création de quarante mille six cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissance premier mai mil neuf cent cinquante trois, à souscrire au prix de huit cent dix francs l'une par des établissements financiers, à charge pour eux de les offrir en vente dans un délai à fixer par le conseil d'administration de la société Agrifor aux porteurs des cent soixante deux mille quatre cents parts sociales qui existeront alors, au même prix de huit cent dix francs et ce à titre irréductible dans la proportion d'une part sociale nouvelle pour quatre parts sociales anciennes et à titre réductible pour les parts sociales non souscrites à titre irréductible.

4. Troisième augmentation de capital à concurrence de trois millions quarante deux mille francs pour le porter à cent quinze millions de francs par prélèvement de trois millions quarante deux mille francs sur la réserve indisponible, sans création de titres nouveaux.

5. Constatation que les francs qui composent le capital social sont des francs congolais.

6. Modifications aux statuts pour :

Article deux. — Améliorer la rédaction pour prévoir la publication à donner aux changements du siège social ou administratif.

Article trois. — Prévoir que l'objet social peut être modifié, mais sans en altérer l'essence.

Article cinq. — Mentionner le nouveau capital et sa représentation et compléter l'historique de celui-ci.

7. Réalisation des augmentations de capital contre apport et contre espèces avec libération pour cette dernière à concurrence de vingt pour cent, le solde devant être versé la veille de l'ouverture de la souscription publique.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites, conformément à l'article trente quatre des statuts, dans les journaux suivants :

L'Annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur belge, des premier/deux décembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

La Nation belge, du premier décembre mil neuf cent cinquante deux.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettremissive leur adressée le huit novembre dernier.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs des journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente six et trente sept des statuts.

IV. Que sur les cent cinquante et un mille deux cents parts sociales, la présente assemblée réunit cinquante quatre mille deux cent soixante neuf parts sociales.

V. Qu'une précédente assemblée, à laquelle la moitié des parts sociales n'était pas représentée a été tenue le vingt huit novembre mil neuf cent cinquante deux, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette date par le notaire Scheyven soussigné.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article quarante de ses statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. d'augmenter le capital social à concurrence de neuf millions soixante douze mille francs, pour le porter de soixante dix millions de francs à soixante dix neuf millions soixante douze mille francs, par la création de

onze mille deux cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale, numérotées de 151.201 à 162.400, qui participeront aux bénéfices éventuels à compter du premier mai mil neuf cent cinquante deux et seront pour le surplus en tout semblables aux parts sociales actuelles; les dites parts sociales émises à huit cent dix francs l'une avec une prime d'émission de six cent quatre vingt dix francs par titre, soit ensemble quinze cents francs, seront remises entièrement libérées, contre apport de créances d'un montant total de seize millions huit cent mille francs, à charge de la présente société;

et 2. de procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide que le montant de la prime d'émission de six cent quatre vingt dix francs par titre, soit au total une somme de sept millions sept cent vingt huit mille francs, sera porté à un compte de réserve indisponible, qui constituera la garantie des tiers, au même titre que le capital social et qui ne pourra être réduite ou supprimée que par une décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide :

a) d'augmenter à nouveau le capital social de trente deux millions huit cent quatre vingt six mille francs, pour le porter de soixante dix neuf millions soixante douze mille francs à cent onze millions neuf cent cinquante huit mille francs, par la création de quarante mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, numérotées de 162.401 à 203.000, qui participeront aux bénéfices à dater du premier mai mil neuf cent cinquante trois et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales actuelles; ces quarante mille six cents parts sociales à souscrire au prix de huit cent dix francs chacune par des établissements financiers, à charge pour eux de les offrir en vente dans un délai à fixer par le conseil d'administration de la société « Agrifor », par préférence aux porteurs des cent soixante deux mille quatre cents parts sociales qui existeront alors, au même prix de huit cent dix francs et ce à titre irréductible, contre remise du coupon numéro 14, dans la proportion d'une part sociale nouvelle pour quatre parts sociales anciennes, et à titre réductible pour les parts sociales qui n'auraient pas été souscrites à titre irréductible;

et b) de procéder, séance tenante, à la souscription de ces quarante mille six cents parts sociales nouvelles, avec libération à concurrence de vingt pour cent, les quatre vingt pour cent restants devant être versés la veille de la date d'ouverture de la souscription publique.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

Sous la même condition suspensive que ci-dessus, l'assemblée décide d'augmenter encore le capital social de trois millions quarante deux mille francs, pour le porter de cent onze millions neuf cent cinquante huit mille francs à cent quinze millions de francs, par prélèvement d'une somme de trois millions quarante deux mille francs sur la réserve indisponible constituée ci-dessus et ce sans création de titres nouveaux.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef des augmentations de capital qui précèdent, s'élève à un million huit cent mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée constate que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais et décide de modifier en conséquence l'article cinq des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SIXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive des réalisations des augmentations de capital qui précèdent, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte de l'article deux est remplacé par :

« Le siège social est établi à Boma (Congo belge), le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Par simple décision du conseil d'administration, le siège social pourra être transféré en toute autre localité du Congo belge, et le siège administratif pourra être transféré dans toute autre localité, soit en Belgique, soit au Congo belge, soit à l'étranger.

» Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié par avis à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, à l'annexe au Moniteur belge.

» La société peut établir en tout pays, par décision du conseil d'administration, des sièges d'exploitation, comptoirs, agences, succursales et usines ».

A l'article trois, le texte du dernier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale des actionnaires pourra modifier ou étendre l'objet social sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article cinq, le premier alinéa est remplacé par :

« Le capital social, fixé à cent quinze millions de francs congolais, est représenté par deux cent trois mille parts sociales sans désignation de

» valeur nominale, représentant chacune un deux cent trois millième de l'avoir social ».

Au même article cinq, in fine du sixième alinéa, sont ajoutés les mots « elles ont été entièrement libérées dans la suite ».

Et au même article cinq, après le sixième alinéa, il est intercalé ce qui suit :

« Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize décembre mil neuf cent cinquante deux, le capital social a été augmenté une première fois de neuf millions soixante douze mille francs par la création de onze mille deux cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale, remises entièrement libérées, contre apport de créances à charge de la société; le capital social a été augmenté une deuxième fois de trente deux millions huit cent quatre vingt six mille francs, par la création de quarante mille six cents parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur nominale, souscrites contre espèces et libérées de vingt pour cent au moment de la souscription, et enfin le capital social a encore été augmenté de trois millions quarante deux mille francs par incorporation d'une même somme prélevée sur la réserve indisponible et ce sans création de titres nouveaux ».

Pour répondre au désir exprimé par le Ministère des Colonies, l'assemblée décide encore d'apporter la modification suivante aux statuts :

A l'article quarante cinq sont ajoutés deux nouveaux alinéas conçus comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts la question de la dissolution de la société.

» Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quarter des parts sociales représentées à l'assemblée ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

APPORTS.

Et à l'instant, sont intervenues aux présentes les personnes et sociétés ci-après désignées, lesquelles, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu qu'elles mêmes ou leurs mandants ont connaissance des statuts de la société Forestière et Agricole du Mayumbe « Agrifor » ont déclaré faire apport des créances ci-après qu'elles possèdent à charge de la société « Agrifor » savoir :

1. « Eco » Aktiengesellschaft, Sperrkolzfabrik, établie à Entlebuch (Suisse), ici représentée par Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genève, avenue de la Forêt de Soignes, numéro 12, en vertu d'une procuration en date du huit décembre dernier,

d'une créance de trois millions cent cinquante mille francs 3.150.000

2. Verkehrs Aktiengesellschaft établie à Lausanne (Suisse),
ici représentée par Monsieur Martin Thèves prénommé, en
vertu d'une procuration en date du huit décembre dernier,
d'une créance de quatre millions neuf cent quatre vingt
dix neuf mille cinq cents francs 4.999.500

3. Monsieur Auguste Braun, senior, commerçant, demeu-
rant à Gossau (Suisse), ici représenté par Monsieur Martin
Thèves prénommé, en vertu d'une procuration datée du huit
décembre dernier,
d'une créance de un million cinq cents francs 1.000.500

4. Monsieur Oscar Braun, industriel, demeurant à Enthle-
buch (Suisse), ici représenté par Monsieur Martin Thèves pré-
nommé, en vertu d'une procuration datée du neuf décembre
dernier,
d'une créance de quatre cent quatre vingt dix neuf mille
cinq cents francs 499.500

5. Monsieur Paul Herzog, directeur de sociétés, demeurant
à Lucerne (Suisse), Haldenstrasse, 55, ici représenté par Mon-
sieur Martin Thèves prénommé, en vertu d'une procuration
datée du neuf décembre dernier,
d'une créance de trois cent cinquante et un mille francs . . . 351.000

6. La Société Commerciale et Minière du Congo « Cominiè-
re », société congolaise par actions à responsabilité limitée,
établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administra-
tif à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5, ici représentée par
deux de ses administrateurs, Messieurs Alfred Liénart, ingé-
nieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervue-
ren, 196 et Simon Collin, administrateur de sociétés, demeu-
rant à Etterbeek, Boulevard Louis Schmidt, 34,
d'une créance de six millions cinq cent quarante et un
mille cinq cents francs 6.541.500

7. Société Financière Josse Allard, société anonyme, établie
à Bruxelles, rue Guimard, 8, ici représentée par Monsieur Al-
phonse Soetens, sous-directeur de sociétés, demeurant à Bru-
xelles, rue Van Campenhout, en vertu d'une procuration datée
du neuf décembre dernier,
d'une créance de cent vingt neuf mille francs 129.000

8. Société Financière Immobilière et Commerciale congo-
laise « Sonag », société congolaise par actions à responsabilité
limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège admi-
nistratif à Bruxelles, place de Louvain, 12, ici représentée par
Monsieur Gérard Nagelmackers, banquier, demeurant à Bru-
xelles, avenue Emile De Mot, 17, en vertu d'une procuration
datée du vingt sept novembre dernier,
d'une créance de cent vingt neuf mille francs 129.000

Ensemble : seize millions huit cent mille francs 16.800.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

En rémunération de ces apports, il est attribué aux apporteurs, qui acceptent, les onze mille deux cents parts sociales entièrement libérées, créées en la première résolution qui précède, savoir :

1. A Eco Aktiengesellschaft Sperrkholzfabrik deux mille cent parts sociales	2.100
2. A. Verkehrs Aktiengesellschaft, trois mille trois cent trente trois parts sociales	3.333
3. A Monsieur Auguste Braun, six cent soixante sept parts sociales	667
4. A Monsieur Oscar Braun, trois cent trente trois parts sociales	333
5. A Monsieur Paul Herzog, deux cent trente quatre parts sociales	234
6. A la Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière », quatre mille trois cent soixante et une parts sociales	4.361
7. A la Société Financière Josse Allard, quatre vingt six parts sociales	86
8. A la Société Financière Immobilière et Commerciale congolaise « Sonag », quatre vingt six parts sociales	86
Ensemble : onze mille deux cents parts sociales	11.200

Monsieur le Président déclare et l'assemblée reconnaît que, par suite de l'apport qui précède et dont ils déclarent expressément reconnaître la consistance et dispenser le notaire soussigné de plus amples descriptions, le capital social est porté à soixante dix neuf millions soixante douze mille francs et la réserve indisponible d'un montant de sept millions sept cent vingt huit mille francs, objet de la deuxième résolution, est créée.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, Monsieur Gérard Nagelmackers prénommé, agissant au nom de Messieurs Nagelmackers fils et Compagnie, société en commandite simple établie à Liège, rue des Dominicains, n° 32, en sa qualité de gérant de la dite société, ayant la signature sociale.

Et Messieurs Alfred Liénart et Simon Collin, tous deux prénommés, agissant au nom de la Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, 5, en leur qualité d'administrateurs de la dite société.

Après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que leurs mandantes ont connaissance des statuts de la présente société « Agrifor » nous ont déclaré que leurs mandantes souscrivent chacune vingt mille trois cents parts sociales, soit ensemble les quarante mille six cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale, créées en la troisième résolution qui précède et ce aux prix, charges et conditions y mentionnés.

Messieurs Gérard Nagelmackers, Alfred Liénart et Simon Collin, es dites qualités, déclarent que les deux sociétés souscriptrices s'engagent à offrir conjointement les dites quarante mille six cents parts sociales souscrites ci-dessus en vente dans le délai qui sera fixé par le conseil d'administration de la société « Agrifor » par préférence aux porteurs des cent soixante deux mille quatre cents parts sociales qui existeront alors au même prix de huit cent dix francs chacune et ce à titre irréductible contre remise du coupon n° 14, dans la proportion d'une part sociale nouvelle pour quatre existantes et à titre réductible pour les parts sociales qui n'auraient pas été souscrites à titre irréductible.

Messieurs Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, Martin Thèves, Simon Collin, Alfred Liénart, Alfred Valkenberg, Francis Pêche, le général honoraire Gaston Heenen et Christian Janssens van der Maelen, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune des quarante mille six cents parts sociales souscrites ci-dessus a été libérée de vingt pour cent et que le montant des versements, s'élevant à six millions cinq cent soixante dix sept mille deux cents francs se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les comparants et les souscripteurs le reconnaissent.

Monsieur le Président déclare et l'assemblée reconnaît que, par suite de la réalisation des augmentations de capital qui précèdent, le capital social est porté à cent quinze millions de francs et que les modifications apportées aux statuts en la sixième résolution sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à seize heures trente.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les apporteurs, les souscripteurs et les administrateurs ont signé avec nous, Notaire.

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek; M. Thèves; S. Collin; A. Liénart; A. Valkenberg; F. Pêche; G. Heenen; C. Janssens van der Maelen; A. Soetens; G. Nagelmackers; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 23 décembre 1952, volume 1387, folio 63, case 12, six rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Deman.

ANNEXE.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe, Société congolaise à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 décembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière », S. C.
R. L. établie à Bruxelles, 5, rue de la Science, propriétaire de cinquante mille parts sociales 50.000

Représentée par Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 196, avenue de Tervueren et par Monsieur Simon Collin, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 34, Boulevard Louis Schmidt, deux de ses administrateurs.

(signé) A. Liénart; S. Collin.

2. Société Financière Josse Allard, société anonyme, établie à Bruxelles, 6-8, rue Guimard, propriétaire de deux mille sept cents parts sociales 2.700

Représentée par Monsieur Alphonse Soetens, sous-directeur de société, demeurant à Bruxelles, rue Van Campenhout, suivant procuration du dix décembre dernier.

(signé) A. Soetens.

3. Monsieur Simon Collin, prénommé, propriétaire de cent parts sociales 100

(signé) S. Collin.

4. Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 196, avenue de Tervueren, prénommé, propriétaire de cents parts sociales 100

(signé) A. Liénart.

5. Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, propriétaire de cent parts sociales 100

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek.

6. Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 12, avenue de la Forêt de Soignes, propriétaire de cent parts sociales 100

(signé) M. Thèves.

7. Monsieur Alfred Valkenberg, administrateur de sociétés, demeurant à Genval, 1, avenue Hoover, propriétaire de cent parts sociales 100

(signé) A. Valkenberg.

8. Comte Guy d'Aspremont Lynden, propriétaire, demeurant à Bruxelles, 15, rue de l'Industrie, propriétaire de cent parts sociales 100

Ici représenté par Monsieur Alfred Valkenberg, prénommé, suivant procuration du dix novembre dernier.

(signé) A. Valkenberg.

9. Monsieur Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 135, Boulevard Maurice Lemonnier, propriétaire de une part sociale 1

(signé) G. Moreau.

10. Société Financière Immobilière et Commerciale Congolaise
« Sonag », S. C. R. L., établie à Bruxelles, 12, Place de Louvain,
propriétaire de cent parts sociales 100

Représentée par Monsieur Gérard Nagelmackers, banquier, de-
meurant à Bruxelles, 17, avenue Emile De Mot, suivant procu-
ration du vingt et un novembre dernier.

(signé) G. Nagelmackers.

11. Monsieur Charles Storck, agent de change, demeurant à Bru-
xelles, 72, rue du Lombard, propriétaire de dix parts sociales . . . 10

(signé) C. Storck.

12. Monsieur Arnold Dhanens, ingénieur, demeurant à Aketi
(Congo belge), propriétaire de deux cent sept parts sociales . . . 207

Représenté par Monsieur Martin Thèves, prénommé, suivant
procuration du quinze novembre dernier.

(signé) M. Thèves.

13. Monsieur Lucien Fontaine, agent de change, demeurant à
Liège, 23, Quai Mativa, propriétaire de cent parts sociales . . . 100

Représenté par Monsieur Alfred Liénart, prénommé, suivant
procuration du quatorze novembre dernier.

(signé) A. Liénart.

14. Monsieur F. E. Trocmez, propriétaire, demeurant à Anvers,
284, avenue Van Ryswyck, propriétaire de cinquante et une parts
sociales 51

Représenté par Monsieur Alfred Liénart, prénommé, suivant
procuration en date du neuf novembre dernier.

(signé) A. Liénart.

15. Monsieur le Comte Alfred van der Noot d'Assche, proprié-
taire, demeurant à Bruxelles, 31, avenue Maurice, propriétaire de
cinq cents parts sociales 500

Représenté par Monsieur le Baron Jean de Steenhault de
Waerbeek, prénommé, suivant procuration en date du quinze
novembre dernier.

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek.

Ensemble : cinquante quatre mille deux cent soixante neuf parts
sociales 54.269

Le Président (signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek.

Le Secrétaire (signé) M. Thèves.

Les Scrutateurs (signé) A. Liénart; A. Soetens.

Signé « ne varietur » par nous, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles,
pour rester annexé à un acte de son ministère en date du seize décembre
mil neuf cent cinquante deux.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt trois décembre 1952, volume 251, folio 94, case 10, quatre rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Deman.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 1211.

Bruxelles, le 2 janvier 1953.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 5 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 28 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 28 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Compagnie Minière en Afrique Orientale », en abrégé « MINAFOR ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante deux, le dix huit décembre, à quatorze heures et demie.

Au siège administratif à Bruxelles, rue Royale, numéro 42.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie Minière en Afrique Orientale » en abrégé « Minafor », société congolaise par actions à responsabilité limitée, soumise à la législation en vigueur dans le Ruanda-Urundi, établie à Usumbura (Ruanda-Urundi), avec siège administratif à Bruxelles, rue Royale, numéro 42, constituée suivant acte reçu par Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le dix sept février mil neuf cent trente neuf, publié à l'annexe au Moniteur belge des trois/ quatre avril mil neuf cent trente neuf, numéro 3947, dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, les treize novembre mil neuf cent trente neuf et vingt juillet mil neuf cent quarante huit, publiés aux annexes au Moniteur belge des douze janvier mil neuf cent quarante, numéro 271 et dix sept octobre mil neuf cent quarante huit, numéro 20056 et dont les statuts coordonnés ont été publiés à l'annexe au Moniteur belge du huit février mil neuf cent quarante, numéro 953.

La dite société a été autorisée par arrêté royal en date du vingt et un mars mil neuf cent trente neuf et ses statuts ont été publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze avril mil neuf cent trente neuf.

Les modifications aux statuts ont été approuvées par arrêtés royaux des vingt et un décembre mil neuf cent trente neuf et seize octobre mil neuf cent quarante huit, publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge des quinze janvier mil neuf cent quarante et quinze décembre mil neuf cent quarante huit.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions de capital dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

(1) Arrêté royal du 2 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1953. — 1^{re} Partie.

Conformément à l'article quarante et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 526, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur le Comte Georges de Meeûs d'Argenteuil, secrétaire de sociétés, demeurant à Schaerbeek, rue Aimé Smekens, numéro 34.

Et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Victor Gillard, expert comptable, demeurant à Ixelles, rue de la Brasserie numéro 37 et Louis Uytendhoeft, expert-comptable, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, Place Armand Steurs, numéro 22.

Monsieur Joseph Ziegler de Ziegleck, Gouverneur de province honoraire au Congo belge, demeurant à Waterloo, avenue Tondeur, numéro 22, assiste à l'assemblée en sa qualité de délégué du Gouvernement du Ruanda-Urundi auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital à concurrence de seize millions quatre cent mille francs pour le porter de quatre millions cent mille francs à vingt millions cinq cent mille francs, par la création de soixante cinq mille six cents actions de capital nouvelles de deux cent cinquante francs chacune, jouissance premier janvier mil neuf cent cinquante trois et qui seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions existantes.

2. Souscription en espèces et libération à concurrence de vingt pour cent de l'augmentation de capital par la Société « Minétain » à charge par elle de rétrocéder sans frais les titres nouveaux, par préférence aux anciens actionnaires, au prorata du nombre de titres qu'ils possèdent et dans la proportion de quatre titres nouveaux pour un titre ancien.

3. Modifications aux statuts pour :

A l'article deux, améliorer la rédaction et prévoir que tout transfert du siège social ou du siège administratif est publié par avis au Bulletin Officiel du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

A l'article quatre, prévoir l'autorisation par arrêté royal en cas de prorogation de la durée de la société.

A l'article cinq, mentionner le nouveau capital et sa représentation.

A l'article six, au premier alinéa, remplacer les mots « approbation par arrêté royal » par « autorisation par arrêté royal ».

Supprimer le troisième alinéa.

Au quatrième alinéa ancien, remplacer le texte par un nouveau, prévoyant le droit de préférence au profit des anciens actionnaires et permettant au conseil de passer avec des tiers des conventions destinées à assurer la souscription des nouvelles actions à émettre.

A l'article huit, compléter l'historique du capital et de sa représentation.

A l'article neuf, in fine du deuxième alinéa ajouter « Les droits attachés aux actions sont suspendus jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts ».

A l'article douze, dire que les actions au porteur sont signées par deux administrateurs et que les signatures peuvent être remplacées par des griffes.

A l'article quatorze, dire que les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

A l'article dix huit, dire que les obligations sont signées par deux administrateurs et que les signatures peuvent être remplacées par des griffes.

A l'article dix neuf, prévoir que la société est administrée par un conseil de cinq membres au moins et améliorer la rédaction.

A l'article vingt, supprimer la mention devenue caduque.

A l'article trente quatre, supprimer les montants des allocations fixées et remanier la rédaction.

A l'article trente sept, supprimer la mention devenue caduque.

A l'article quarante trois, au dernier alinéa prévoir les obligations du conseil en cas de perte de la moitié du capital et remanier la rédaction.

A l'article quarante sept, premier alinéa, supprimer la mention devenue caduque.

A l'article quarante neuf, remplacer le texte par le suivant :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société.

» Sur ce bénéfice, il est prélevé :

» 1. Cinq pour cent au moins pour constituer un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

» 2. Cinq pour cent au maximum, suivant proposition du conseil pour être attribués aux membres du personnel ou pour être affectés à un fonds de prévoyance spécial en faveur de ceux-ci.

» Du surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de provision ou d'amortissement ou reportés à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale des actionnaires, sur la proposition du conseil d'administration.

» Le solde, après paiement au Ruanda-Urundi de la redevance calculée conformément à l'article soixante seize du décret minier du vingt quatre septembre mil neuf cent trente sept, est réparti à raison de nonante pour cent aux actions prorata temporis et libérationis et dix pour cent aux membres du conseil d'administration et du collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un administrateur non chargé de fonctions spéciales.

» Toutefois, si l'ensemble des bénéfices à distribuer n'excède pas sept pour cent du capital, les administrateurs et commissaires n'auront droit qu'aux émoluments fixes prévus à l'article trente quatre des présents statuts ».

Supprimer le chapitre huit. Dispositions transitoires et les articles cinquante six et cinquante sept devenus sans objet.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour procéder à la coordination des statuts.

5. Modification des allocations fixes des administrateurs et des commissaires.

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués par lettres missives, contenant l'ordre du jour, leur adressées sous pli recommandé le vingt sept novembre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les récépissés des lettres recommandées, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article quarante des statuts.

IV. Que sur les seize mille quatre cents actions de la société, la présente assemblée réunit quinze mille huit cent soixante neuf actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article quarante trois des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de seize millions quatre cent mille francs, pour le porter de quatre millions cent mille francs à vingt millions cinq cent mille francs, par la création de soixante-cinq mille six cents actions de capital nouvelles de deux cent cinquante francs chacune, qui participeront aux bénéfices éventuels à dater du premier janvier mil neuf cent cinquante trois et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions de capital actuelles; les dites actions à souscrire contre espèces, au pair, avec libération à concurrence de vingt pour cent par la société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi « Minétain », à charge par la dite société de rétrocéder, dans un délai à fixer par le conseil d'administration de la société « Minafor » au même prix, les titres nouveaux aux anciens actionnaires, au prorata du nombre de titres qu'ils posséderont au jour de la rétrocession et ce dans la proportion de quatre titres nouveaux pour un titre ancien et de procéder séance tenante à cette augmentation de capital.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette augmentation de capital s'élève à deux cent quarante cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la première résolution qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte de l'article deux est remplacé par :

« Le siège social est établi à Usumbura (Ruanda-Urundi). Il pourra
» être transféré dans toute autre localité du Ruanda-Urundi, par simple
» décision du conseil d'administration.

» Le siège administratif est à Bruxelles, cette expression comprenant
» toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra être éta-
» bli ultérieurement, par simple décision du conseil d'administration,
» dans toute autre localité de Belgique, du Congo, du Ruanda-Urundi ou
» de l'étranger.

» Le transfert du siège social ou du siège administratif sera publié par
» avis inséré dans les Bulletins Officiels du Congo belge et du Ruanda-
» Urundi.

» Des succursales et agences peuvent être établis en tout lieu, par dé-
» cision du conseil d'administration ».

A l'article quatre, in fine du premier alinéa il est ajouté « et en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article cinq, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Le capital est de vingt millions cinq cent mille francs, représenté par
» quatre vingt deux mille actions de capital de deux cent cinquante francs
» chacune ».

A l'article six, in fine du premier alinéa, les mots « sous réserve d'ap-
probation par arrêté royal » sont remplacés par « sous réserve d'autori-
sation par arrêté royal ».

Au même article six, le troisième alinéa est supprimé.

Au même article six, le texte du quatrième alinéa est remplacé par :

« Les actions nouvelles restant à souscrire en numéraire seront offer-
» tes par préférence aux propriétaires des actions existantes. Toutefois
» le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer avec tous
» tiers, aux clauses et conditions qu'il déterminera, des conventions des-
» tinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre ».

In fine de l'article huit, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Lors de l'assemblée générale extraordinaire du dix huit décembre mil
» neuf cent cinquante deux, le capital social a été porté de quatre mil-
» lions cent mille francs à vingt millions cinq cent mille francs, par la
» création de soixante cinq mille six cents actions de capital de deux cent
» cinquante francs chacune, souscrites contre espèces et libérées de vingt
» pour cent au moment de la souscription ».

A l'article neuf, in fine du deuxième alinéa, il est ajouté ce qui suit :

« Les droits attachés aux actions sont suspendus jusqu'au jour du paie-
» ment en principal et intérêts ».

Le texte de l'article douze est remplacé par :

« L'action au porteur est signée par deux administrateurs.

» Les signatures peuvent être apposées au moyen de griffes ».

A l'article quatorze, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté
» royal autorisant leur création ».

A l'article dix huit, le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; les si-
» gnatures peuvent être apposées au moyen de griffes ».

A l'article dix neuf, le premier alinéa est remplacé par :

« La société est administrée par un conseil d'administration composé
» de cinq membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assem-
» blée générale qui en fixe le nombre ».

A l'article vingt, la fin de cet article commençant par les mots « sont
appelés aux fonctions d'administrateurs » est supprimée.

A l'article trente quatre, le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« 1. Une allocation fixe, imputable sur frais généraux. Le montant de
» ces allocations est fixé et peut être modifié par l'assemblée générale,
» statuant comme en matière ordinaire et moyennant l'assentiment préa-
» lable du Ruanda-Urundi. Toute modification du montant de ces alloca-
» tions doit être publiée au Bulletin Officiel du Congo belge ».

A l'article trente sept, au premier alinéa, les mots « et pour la première
fois en mil neuf cent quarante » son supprimés.

A l'article quarante trois, le texte du dernier alinéa est remplacé par :

« En cas de perte de la moitié du capital social, le conseil d'administra-
» tion est tenu de soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les
» formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la
» dissolution de la société; si la perte atteint les trois/quarts du capital
» social, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possé-
» dant le quart des titres représentés à l'assemblée ».

A l'article quarante sept, au premier alinéa, le membre de phrase « et
pour la première fois en décembre mil neuf cent trente neuf » est sup-
primé.

Le texte de l'article quarante neuf est remplacé par :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales,
» des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de
» la société.

» Sur ce bénéfice, il est prélevé :

» 1. Cinq pour cent au moins pour constituer un fonds de réserve; ce
» prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixiè-
» me du capital social.

» 2. Cinq pour cent au maximum, suivant proposition du conseil, pour
» être attribués aux membres du personnel ou pour être affectés à un
» fonds de prévoyance spécial en faveur de ceux-ci.

» Du surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévi-
» sion ou d'amortissement ou reportés à nouveau, les montants que déci-

» de l'assemblée générale des actionnaires, sur la proposition du conseil
» d'administration.

» Le solde, après paiement au Ruanda-Urundi de la redevance calculée
» conformément à l'article soixante seize du décret minier du vingt qua-
» tre septembre mil neuf cent trente sept, est réparti à raison de nonan-
» te pour cent aux actions, prorata temporis et liberationis et dix pour
» cent aux membres du conseil d'administration et du collège des com-
» missaires, qui se les répartiront entre eux, suivant un règlement d'or-
» dre intérieur, sans qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des
» tantièmes d'un administrateur non chargé de fonctions spéciales.

» Toutefois, si l'ensemble des bénéfices à distribuer n'excède sept pour
» cent du capital, les administrateurs et les commissaires n'auront droit
» qu'aux émoluments fixes prévus à l'article trente quatre des présents
» statuts ».

Le Chapitre huit. Dispositions transitoires et les articles cinquante six
et cinquante sept sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, est ici intervenue :

La « Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi » « Minétain », dé-
nommée dans la liste de présence précitée, représentée par :

Monsieur Paul Fontainas, ingénieur civil des Mines, demeurant à Bru-
xelles, avenue Louise, numéro 526.

Et Monsieur Léon Van der Stichele, ingénieur A. M., demeurant à Et-
terbeek, avenue Boileau, numéro 12.

Respectivement administrateur-délégué et administrateur-directeur de
la société.

Lesquels, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu
que la dite société « Minétain » a connaissance des statuts de la « Com-
pagnie Minière en Afrique Orientale », ont déclaré souscrire pour la dite
société intervenante, au prix de deux cent cinquante francs par titre et
aux conditions pré stipulées, les soixante cinq mille six cents actions de
capital créées en la première résolution qui précède.

Messieurs Paul Fontainas et Léon Van der Stichele, tous deux préqua-
lifiés, ont déclaré en outre que la Société « Minétain » s'engage à rétro-
céder ces soixante cinq mille six cents actions au même prix, aux anciens
actionnaires, au prorata du nombre de titres qu'ils posséderont au mo-
ment de la rétrocession et ce dans la proportion de quatre titres nouveaux
pour un titre ancien et dans le délai qui sera fixé par le conseil d'admi-
nistration de la Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».

Messieurs Paul Fontainas prénommé et Jacques Errera, administrateur
de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Royale, numéro 14, administra-
teurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune de ces soixante cinq
mille six cents actions de capital a été libérée à concurrence de vingt pour
cent et que le montant des versements, s'élevant à trois millions deux
cent quatre vingt mille francs se trouve, dès à présent, à la libre et entière
disposition de la société, ainsi que les souscripteurs et les actionnaires
le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription ci-dessus, le capital social est porté à vingt millions cinq cent mille francs et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à la coordination des statuts; conformément aux dispositions de l'article vingt sept des statuts, le conseil d'administration pourra être représenté à la signature de l'acte authentique constatant la dite coordination, par deux administrateurs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le montant de l'allocation fixe annuelle de chaque administrateur de six mille francs à douze mille francs et celle de chaque commissaire de deux mille francs à quatre mille francs.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les souscripteurs et les administrateurs ont signé avec nous, Notaire.

(signé) P. Fontainas; Comte G. de Meeûs d'Argenteuil; V. Gillard; L. Uytendhoef; J. Ziegler de Ziegleck; L. Van der Stichele; J. Errera; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 26 décembre 1952, volume 1387, folio 67, case 7, sept rôles, six renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Deman.

ANNEXE.

Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».

Assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 1952.

LISTE DE PRESENCE.

1. Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « Minétain », S. C. A. R. L. établie à Astrida (Ruanda-Urundi), avec siège administratif à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de sept mille trois cent cinquante cinq actions 7.355

Représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Paul Fontainas et Léon Van der Stichele, ci-après nommés.

(signé) P. Fontainas; L. Van der Stichele.

2. Belgika, S. C. A. R. L. établie à Stanleyville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, 121, rue du Commerce, propriétaire de deux mille huit cent nonante actions 2.890

Représentée par Monsieur Victor Gillard, expert-comptable, demeurant à Ixelles, rue de la Brasserie, numéro 37, suivant procuration du premier décembre dernier.

(signé) V. Gillard.

3. Compagnie de la Ruzizi, S. C. A. R. L. établie à Usumbura, avec siège administratif à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement, propriétaire de deux mille huit cent nonante actions 2.890

Représentée par Monsieur Louis Uytdenhoef, ci-après nommé, suivant procuration du deux décembre dernier.

(signé) L. Uytdenhoef.

4. Compagnie Financière Africaine, S. C. A. R. L. établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de quatorze cent septante actions . 1.470

Représentée par Monsieur Louis Uytdenhoef, ci-après nommé, suivant procuration du trois décembre dernier.

(signé) L. Uytdenhoef.

5. Compagnie Immobilière Européenne, société anonyme établie à Bruxelles, 52, rue Royale, propriétaire de cinq cent septante actions 570

Représentée par Monsieur Jacques Errera, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, 14, rue Royale, suivant procuration du dix décembre dernier.

(signé) J. Errera.

6. Gouvernement du Ruanda-Urundi, propriétaire de quatre cent vingt cinq actions 425

Représenté par Monsieur Joseph Ziegler de Ziegleck, Gouverneur de Province honoraire du Congo belge, demeurant à Waterloo, avenue Tombeur, numéro 22, suivant procuration du huit décembre dernier.

(signé) J. Ziegler de Ziegleck.

7. Le Comte Georges de Meeûs d'Argenteuil, secrétaire de sociétés, demeurant à Bruxelles, 34, rue A. Smeeckens, propriétaire de trente cinq actions 35

(signé) G. de Meeûs d'Argenteuil.

8. Monsieur Paul Bay, secrétaire de sociétés retraité, demeurant à Bruxelles, 40, rue Van Campenhout, propriétaire de vingt sept actions 27

Représenté par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du dix décembre dernier.

(signé) P. Fontainas.

9. Monsieur Léon Van der Stichelen, ingénieur A. M., demeurant à Bruxelles, 12, avenue Boileau, propriétaire de vingt cinq actions 25

(signé) L. Van der Stichele.

10. Monsieur Clément Capon, ingénieur des Mines, demeurant à Tshikapa (Congo belge), propriétaire de vingt actions 20
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du cinq décembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

11. Madame veuve André Landeghem, née Marguerite-Jeanne Kimpe, sans profession, demeurant à Etterbeek, 80, Boulevard Louis Schmidt, propriétaire de vingt actions 20
 Représentée par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du vingt neuf décembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

12. Monsieur Edmond Verfaillie, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 26, avenue Albert-Elisabeth, propriétaire de quinze actions 15
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du vingt huit novembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

13. Monsieur Achille Vleurinck, industriel, demeurant à Gand, 242, Boulevard d'Afrique, propriétaire de quinze actions 15
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du vingt huit novembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

14. Madame veuve Jules Mathieu, née Marguerite-Marie-Julie Chaudron, sans profession, demeurant à Bruxelles, 1, rue Forestière, propriétaire de quatorze actions 14
 Représentée par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du cinq décembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

15. Monsieur Paul Fontainas, ingénieur civil des Mines, demeurant à Bruxelles, 526, avenue Louise, propriétaire de dix actions 10
 (signé) P. Fontainas.

16. Monsieur Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 24, avenue des Cerisiers, propriétaire de dix actions 10
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, ci-après nommé, suivant procuration du vingt neuf novembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

17. Monsieur Jean Meily, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 11, avenue Jules Malou, propriétaire de dix actions 10
 Représenté par Monsieur Victor Gillard, prénommé, suivant procuration du trente novembre dernier.
 (signé) V. Gillard.

18. Monsieur Jules Decnop, comptable, demeurant à Bruxelles, 15, avenue des Mésanges, propriétaire de dix actions 10
 Représenté par Monsieur Victor Gillard, prénommé, suivant procuration du deux décembre dernier.
 (signé) V. Gillard.

19. Monsieur Raymond Wuillard, comptable, demeurant à Bruxelles, 7, rue Dr. Dryepondt, propriétaire de dix actions 10
 Représenté par Monsieur Victor Gillard, prénommé, suivant
 procuration du vingt huit novembre dernier.
 (signé) V. Gillard.

20. Monsieur Guillaume Van der Vorst, employé, demeurant à Bruxelles, 30, rue Hubert Krains, propriétaire de dix actions 10
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, prénommé, suivant
 procuration du vingt sept novembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

21. Société Minière de la Tele, S. C. A. R. L. établie à Stanleyville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, 42, rue Royale, propriétaire de dix actions 10
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, prénommé, suivant
 procuration du vingt sept novembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

22. Monsieur Louis Uytendhoeft, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 22, Place A. Steurs, propriétaire de sept actions 7
 (signé) L. Uytendhoeft.

23. Monsieur Jules Dewitte, employé, demeurant à Bruxelles, 88, rue Markelbach, propriétaire de six actions 6
 Représenté par Monsieur le Comte Georges de Meeûs d'Argenteuil, prénommé, suivant
 procuration du vingt sept novembre dernier.
 (signé) Comte G. de Meeûs d'Argenteuil.

24. Madame Veuve Fernand Delhay, née Jeanne-Stéphanie Schacken, sans profession, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, 90, avenue Charles-Quint, propriétaire de quatre actions 4
 Représentée par Monsieur Paul Fontainas, prénommé, suivant
 procuration du dix décembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

25. Monsieur Jean Delhay, architecte, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, 124, avenue Charles-Quint, propriétaire de une action 1
 Représenté par Monsieur Paul Fontainas, prénommé, suivant
 procuration du premier décembre dernier.
 (signé) P. Fontainas.

26. Monsieur Gaston Barré, comptable, demeurant à Bruxelles, 128, avenue du Diamant, propriétaire de quatre actions 4
 Représenté par Monsieur Louis Uytendhoeft, prénommé, suivant
 procuration du trois décembre dernier.
 (signé) L. Uytendhoeft.

27. Monsieur Raoul Leblieq, assureur, demeurant à Ixelles, 104, avenue de Beco, propriétaire de six actions 6
 Représenté par Monsieur Louis Uytendhoeft, prénommé, suivant
 procuration du quinze décembre dernier.
 (signé) L. Uytendhoeft.

Ensemble : quinze mille huit cent soixante neuf actions 15.869

Le Président (signé) P. Fontainas.

Le Secrétaire (signé) Comte G. de Meeûs d'Argenteuil.

Les Scrutateurs (signé) V. Gillard ; L. Uytendhoeft.

Signé par nous, Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de notre ministère du 18 décembre dernier.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 26 décembre 1952, volume 251, folio 95, case 4, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Deman.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1318.

Bruxelles, le 16 janvier 1953.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 janvier 1953.

Le Directeur (signé) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 janvier 1953.

Le Conseiller (signé) A. Marquet.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 28 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 28 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 1^{re} TRANCHE 1953.

SAMEDI 17 JANVIER 1953.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
18980	20.000 fr.	301115	2.500.000 fr.
		35	500 fr.
87301	20.000 fr.	18235	20.000 fr.
58411	20.000 fr.	32955	20.000 fr.
105611	1.000.000 fr.	1395	5.000 fr.
3331	10.000 fr.		
5351	2.500 fr.		
10461	100.000 fr.	66626	20.000 fr.
3761	5.000 fr.	42646	40.000 fr.
2971	5.000 fr.	70566	20.000 fr.
5291	5.000 fr.	31196	20.000 fr.
297172	1.000.000 fr.		
53272	20.000 fr.	427	1.000 fr.
16372	20.000 fr.	36947	40.000 fr.
		5157	2.500 fr.
4003	2.500 fr.		
80503	20.000 fr.	8	200 fr.
7123	5.000 fr.	42338	100.000 fr.
9833	5.000 fr.	3838	2.500 fr.
9443	2.500 fr.	63158	40.000 fr.
25743	20.000 fr.	5158	2.500 fr.
50083	100.000 fr.	70788	100.000 fr.
39393	40.000 fr.		
0114	10.000 fr.		
424	1.000 fr.	22019	20.000 fr.
8724	5.000 fr.	72429	20.000 fr.
5824	2.500 fr.	28429	40.000 fr.
68824	100.000 fr.	5929	2.500 fr.
9644	5.000 fr.		
78744	20.000 fr.		

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 1^e SCHIJF 1953.

ZONDAG 17 JANUARI 1953.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
18980	20.000 fr.	301115	2.500.000 fr.
		35	500 fr.
87301	20.000 fr.	18235	20.000 fr.
58411	20.000 fr.	32955	20.000 fr.
105611	1.000.000 fr.	1395	5.000 fr.
3331	10.000 fr.		
5351	2.500 fr.		
10461	100.000 fr.	66626	20.000 fr.
3761	5.000 fr.	42646	40.000 fr.
2971	5.000 fr.	70566	20.000 fr.
5291	5.000 fr.	31196	20.000 fr.
297172	1.000.000 fr.		
53272	20.000 fr.	427	1.000 fr.
16372	20.000 fr.	36947	40.000 fr.
		5157	2.500 fr.
4003	2.500 fr.		
80503	20.000 fr.		
7123	5.000 fr.		
9833	5.000 fr.		
9443	2.500 fr.	8	200 fr.
25743	20.000 fr.	42338	100.000 fr.
50083	100.000 fr.	3838	2.500 fr.
39393	40.000 fr.	63158	40.000 fr.
		5158	2.500 fr.
		70788	100.000 fr.
0114	10.000 fr.		
424	1.000 fr.		
8724	5.000 fr.	22019	20.000 fr.
5824	2.500 fr.	72429	20.000 fr.
68824	100.000 fr.	28429	40.000 fr.
9644	5.000 fr.	5929	2.500 fr.
78744	20.000 fr.		

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1^{er} MARS 1953.

ANNEXE I

3/3/53
C 27

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Blanchisserie de la Gombe	352	Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo	339
Brasserie de Léopoldville	336	Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie	331
Carrières de Kasangulu et Exten- sions	333	Société des Produits et Matériaux au Congo	338
Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceuti- ques du Congo	337	Société Générale des Forces Hydro- Electriques du Katanga . . .	368
Société Coloniale Minière	333	Syndicat pour l'Electrification du Ki- vu et du Ruanda-Urundi . 328, 330 -	
Société Congolaise de Banque . .	347	Loterie Coloniale	369
Société de Recherches Minière du Sud-Katanga	332		

**Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi
« SYDELKIR ».**

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
tenue le 26 janvier 1953.*

PROCURATION.

Le Conseil décide :

- 1) de donner tous pouvoirs à Monsieur Pascal GEULETTE, Président, à l'effet de poser, au nom du Syndicat, tous actes de disposition, administration et gestion répondant au but poursuivi.
- 2) de donner tous pouvoirs à Monsieur Pascal GEULETTE, Président, à l'effet d'ouvrir tous comptes en banque ou à l'Office des Chèques Postaux et d'y effectuer toutes les opérations quelconques de gestion financière.
- 3) de donner tous pouvoirs à Monsieur Pascal GEULETTE, pour recevoir à domicile ou retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries, des lettres, caisses, paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge.

Monsieur GEULETTE est autorisé à déléguer tout ou partie des présents pouvoirs à une ou plusieurs personnes agissant séparément ou conjointement.

Il aura le droit de révoquer toute délégation ainsi donnée.

Un Administrateur,
E. VAN WYNSBERGHE.

Un Administrateur,
L. BRUNEEL.

**Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi
« SYDELKIR ».**

Syndicat formé le	29 octobre 1948
Approuvé par Arrêté du Régent	27 décembre 1948
Publié au Bulletin Officiel du Congo Belge	15 février 1949
Dépôt au Greffe de Costermansville	14 février 1949
1 ^{re} prorogation de deux ans	29 octobre 1950
Publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge	15 juin 1951

Premier avenant	25 janvier 1952
Approuvé par Arrêté Royal	31 mars 1952
Publié au Bulletin Officiel du Congo Belge	15 mai 1952
Dépôt au Greffe de Costermansville	18 avril 1952
2 ^{me} prorogation de trois mois	28 octobre 1952
Publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge	15 novembre 1952
3 ^{me} prorogation de six mois	26 janvier 1953

Je soussigné, Pascal GEULETTE, Président du Syndicat pour l'Electrification du Kivu et du Ruanda-Urundi, agissant en vertu des pouvoirs qui m'ont été attribués par le Conseil d'administration du Syndicat dans sa réunion du 26 janvier 1953, en application de l'article 6 de l'acte syndicat du 29 octobre 1948 et dont le libellé a été publié à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo Belge en date du 15 février 1949 (page 236) délègue à Monsieur Eugène VAN WYNSBERGHE, Administrateur, le pouvoir d'agir au nom du Syndicat, à l'effet :

- 1) de poser, au nom du Syndicat, tous actes de disposition, administration, et gestion répondant au but poursuivi par le Syndicat.
- 2) d'ouvrir tous comptes en banque ou à l'Office des Chèques Postaux et d'y effectuer toutes les opérations quelconques de gestion financière;
- 3) de recevoir à domicile ou de retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries, des lettres, caisses, paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés, et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharges;

délègue à Mlle Claire VAN WYNSBERGHE tous pouvoirs pour recevoir à domicile ou retirer, au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer, et de toute messageries, des lettres, caisses, paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste, ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge;

délègue à M. Robert OBERLE, chargé de mission du Syndicat en Afrique, le pouvoir d'agir au nom du Syndicat, à l'effet :

- 1) de représenter le Syndicat au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou ailleurs en Afrique, auprès de toutes autorités publiques, administrations, sociétés, associations ou particuliers;
- 2) de faire tous actes d'administration et de dispositions qu'exige la marche de la mission du Syndicat en Afrique;

- 3) de disposer du compte Sydelkir I n° 1203 ouvert au nom du Syndicat auprès du siège à Costermansville de la Banque du Congo Belge;
- 4) de recevoir à domicile ou retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des lettres, caisses ou paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge;

délègue à M. Albert DAHIN, le pouvoir de recevoir à domicile ou retirer au nom du Syndicat, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes messageries, au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des lettres, caisses ou paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant tous mandats poste ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter le Syndicat dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom du Syndicat, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge.

(sé) P. GEULETTE.

Syndicat pour l'Eelectrification du Kivu et du Ruanda-Urundi
« SYDELKIR ».

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
du 26-1-1953.*

PROROGATION DU SYNDICAT.

« Le Conseil décide de proroger de six mois l'existence du Syndicat à
» partir du 28 janvier 1953, avec possibilité de liquidation avant échéan-
» ce ».

Un Administrateur,

(sé) L. BRUNEEL.

Un Administrateur,

(sé) E. VAN WYNSBERGHE.

Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie « FORCES ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 30, rue Marie de Bourgogne, Bruxelles.

Registre du commerce :

Bruxelles 234.110.

Stanleyville 766.

—

Acte constitutif publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge le 23 avril 1950 et aux Annexes du Moniteur Belge le 5 octobre 1950.

DELEGATION DE POUVOIRS.

En application de l'article 17 des statuts, le Conseil d'administration de la Société des Forces Hydro-électriques de l'Est de la Colonie, réuni en séance le 3 février 1953, délègue la gestion journalière de la Société à M. Pascal GEULETTE, Président Administrateur-Délégué, et le charge de l'exécution des résolutions du Conseil.

A cet effet, il donne tous pouvoirs à M. Pascal GEULETTE pour :

- Poser au nom de la Société tous actes d'administration et de gestion répondant au but poursuivi.
- Représenter la Société en Belgique ou à l'étranger auprès de toutes les autorités publiques, administrations, sociétés, associations ou particuliers.
- Ouvrir les comptes en banque et les comptes chèques postaux nécessaires et y effectuer toutes les opérations de gestion financière.
- Déléguer pendant ses absences les pouvoirs nécessaires à l'expédition des affaires courantes à un membre de la Direction.

Pour le Conseil d'Administration :

Un Administrateur,
P. DE BOECK.

Un Administrateur,
L. BRUNEEL.

—

Société de Recherche Minière du Sud-Katanga.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo belge).

Siège administratif : 6-8, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

Registres du Commerce :

Bruxelles 62.077.

Elisabethville 1.013.

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Moniteur belge du 5 janvier 1933, acte n° 69; du 29 décembre 1946, acte n° 22920; des 27-28 juin 1949, acte n° 14145.

DEMISSIONS. — NOMINATIONS.

Au cours de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 1953, ont offert leur démission qui a été acceptée :

1) M. Edgar SENGIER, en sa qualité d'administrateur-président du conseil et du comité de direction.

2) M. Désiré VAN BLEYENBERGHE, en sa qualité de délégué du conseil.

3) M. Jacques NEVE de MEVERGNIES, en sa qualité de secrétaire du conseil.

Ont été désignés :

1) En qualité de président du conseil et du comité de direction :

M. Herman ROBILIART, administrateur, membre du comité de direction, 35, avenue Jeanne, Ixelles.

2) En qualité d'administrateur délégué :

M. Jacques NEVE de MEVERGNIES, administrateur, membre du comité de direction, directeur, 63, avenue de l'Armée, Etterbeek.

3) En qualité d'administrateur, membre du comité de direction, pour achever le mandat de M. E. SENGIER :

M. Louis WALLEF, ingénieur civil des mines, 67, boulevard Auguste-Reyers, Schaerbeek.

Cette dernière désignation devant être confirmée par l'assemblée générale des actionnaires du 24 juin 1953.

4) En qualité de secrétaire du conseil :

M. Jean-Michel PARDON, secrétaire de la société, 10, square Van Bever, Uccle.

Les décisions ci-dessus entrent en vigueur au 1 janvier 1953.

Jacques Nève de Mévergnies.

Herman Robiliart.

Administrateur-délégué.

Président du Conseil.

Société Coloniale Minière « COLOMINES ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kule Matundu (Congo Belge).

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : 37.708.

Registre du Commerce de Stanleyville : 86.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR-DELEGUE.

Le Conseil d'administration de la Société Coloniale Minière « Colomines » en sa séance du 28 janvier 1953, a appelé M. John van Kessel, Administrateur de Sociétés, demeurant 18, avenue des Celtes à Etterbeek, aux fonctions d'administrateur-délégué, en vertu de l'article 24, alinéa 7 des statuts, avec les pouvoirs prévus à l'article 27, alinéas 1, 2 et 4.

Un Administrateur,

Illisible.

Le Président,

Illisible.

Carrières de Kasangulu et Extensions.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo Belge).

Registre de commerce de Léopoldville n° 2704.

Autorisée par arrêté royal du 26 août 1951.

Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge du 23 septembre 1951 sous le numéro 20579.

BILAN DU 31-7-1952.

ACTIF.

Immobilisés	4.225.026,25
Disponibles	3.336.221,50
Créances	2.030.630,50
Actionnaires ;	623.333,10
Approvisionnements	740.920,—
Cantine	26.452,30
Avance sur salaires	2.400,—
Frais de constitutions	194.914,60
	<hr/>
	11.179.898,25
	<hr/>

PASSIF.

Capital	10.000.000,—
Réserve légale	3.948,90
Fournisseurs	691.467,35
Amortissements	484.482,—
	<hr/>
	11.179.898,25
	<hr/>

Pertes et profits.

DEBIT.

Frais d'exploitation	6.041.239,70
Amortissements	506.139,—
Réserve légale	3.948,90
	<hr/>
	6.551.327,60
	<hr/>

CREDIT.

Bénéfice exploitation	6.551.327,60
	<hr/>
	6.551.327,60
	<hr/>

Le solde bénéficiaire du compte pertes et profits a été entièrement viré à la réserve légale.

Liste des Administrateurs.

Monsieur Arthur Beelen, agent de change, 57, Avenue Charbo à Schaerbeek.

Monsieur Oscar Bossaert, industriel, 1, Avenue du Panthéon à Koekelberg.

Monsieur Noël Chavée, Industriel, 11, rue de Pavie à Bruxelles.

Madame Margueritte Tallon, épouse de Monsieur de Foy, Avenue Fr. Roosevelt/Belles.

Monsieur le Comte Alain, Comte de Villegas de St.-Pierre, Ingénieur, 15, rue de l'Industrie à Bruxelles.

Monsieur Lucien Geerts, Industriel, 24, Avenue Gisseleire Versé à Berchem Ste-Agathe.

Monsieur Joseph Lamotte, Entrepreneur des travaux publics, 21, Quai des Ardennes à Liège.

Monsieur Jacques Lamy, Ingénieur technicien, 19, rue de Cointe à Sclessin.

Monsieur Paul Masson, Administrateur de Société, 25, Place Bronkart, Liège.

Monsieur Max Michel, Licencié en Sciences Commerciales et consulaires, 250, rue Ed. Colson à Loncin.

Mademoiselle Thérèse Nols, 22, Avenue Gisseleire Versé à Berchem Ste-Agathe.

Monsieur Jérôme Pinet, Docteur en droit, 8, Avenue Van Overbeke à Ganshoren.

Monsieur Léon Sorg, Industriel, 1108, Chaussée de Gand à Berchem Ste-Agathe.

Monsieur Xavier Chavée, Industriel, à Waesmunster.

Liste des Commissaires.

Monsieur de Leval, Docteur en médecine, 40, rue Louvrex à Liège.

Monsieur Gaston Lamotte, Candidat Ingénieur, 21, Quai des Ardennes, Liège.

Monsieur Jean Nols, Secrétaire de sociétés, 24, Avenue du Panthéon, Koekelberg.

Etat du capital.

Capital souscrit	10.000.000,—
Souscriptions libérées	9.376.666,90
Souscriptions non libérées	<u>623.333,10</u>

Certifié exact.

Deux Administrateurs.

Un Fondé de Pouvoirs,
Max MICHEL.

L'Administrateur-Délégué,
Paul MASSON.

Enregistré à Liège le trente janvier 1958. Vol. 21, Fol. 55, case 2.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) A. Clignet.

Brasserie de Léopoldville.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 71, Chaussée de Charleroi à Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles : N° 450.

Registre de Commerce de Léopoldville : N° 575.

—

ANNULATION ET DELEGATION DE POUVOIRS.

*Extrait du Procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration
du 30 janvier 1953.*

Monsieur François CLUDTS, Fondé de Pouvoirs, domicilié à Ixelles, 39, rue Jean d'Ardenne, ayant démissionné le 8 décembre 1952, les pouvoirs qui lui ont été conférés suivant acte numéro 9837, Annexes au Moniteur des 19-20 mai 1947 et publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1947, sont annulés.

A la suite de la démission de Monsieur CLUDTS, le Conseil appelle Monsieur Edgard DE MECHELEER, demeurant à Deux-Acren, 35, rue Culant, chef comptable de la Société, aux fonctions de Fondé de Pouvoirs.

Le Conseil donne pouvoir à Monsieur DE MECHELEER de signer en qualité de Fondé de Pouvoirs, conjointement avec un Administrateur, tous actes habituels de la gestion journalière, notamment toutes pièces ou correspondances comportant tous retraits de fonds ou de valeurs, et toutes pièces concernant le Compte Chèques Postaux.

Tous actes devront, pour engager la Société, être signés par deux Administrateurs, soit dans la limite tracée ci-dessus, par un Administrateur et un Fondé de Pouvoirs. Il suffira toutefois de la signature d'un Administrateur ou d'un Fondé de Pouvoirs lorsqu'il s'agira de pièces et décharges pour les postes, chemin de fer, télégraphe, téléphone, messageries, roulage, ligne de navigation, douane.

Bruxelles, le 7 février 1953.

Pour extrait conforme.

BRASSERIE DE LEOPOLDVILLE, S. C. R. L.

Un fondé de Pouvoirs,
(sé) C. DEVUYST.

L'Administrateur-Délégué,
(sé) P. BODART.

—

« CAPHACO »,
Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 14, rue de Namur.

Registre du Commerce Bruxelles n° 3278.

Registre du Commerce Léopoldville n° 1031.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration
du 11 février 1953.*

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR-DELEGUE.
DELEGATION DE POUVOIRS.

Monsieur Gilbert PERIER, Administrateur-délégué, 573, Avenue Louise, Bruxelles, a été appelé aux fonctions de Président par décision du Conseil d'Administration en date du 22 juillet 1952.

Le Conseil d'Administration, en sa séance du 11 février 1953, a déchargé, sur sa demande, Monsieur Gilbert PERIER des fonctions d'Administrateur-délégué qui lui avaient été confiées en sa séance du 28 mars 1939.

En sa séance du 11 février 1953, et en application de l'article 28 des statuts de la société, le Conseil d'Administration a appelé Monsieur Lucien VANGELE, 13, Avenue de la Jonction, St.-Gilles, aux fonctions d'Administrateur-délégué.

Par application des articles 28, 29 et 31 des statuts de la société, le Conseil a conféré à Monsieur Lucien VANGELE, son administrateur-délégué, les pouvoirs nécessaires pour traiter toutes les opérations afférentes à la gestion journalière de la société et assurer l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

Bruxelles, le 12 février 1953.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,
(sé) F. NISOT.

L'Administrateur-Directeur Général,
(sé) Ch. FRANCOLTE.

Société des Produits et Matériaux au Congo « PROCONGO ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.
à Elisabethville.

*Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'Administration
du 12 février 1953.*

DEMISSION ET REMPLACEMENT D'ADMINISTRATEUR.

Le conseil d'administration prend acte de la démission présentée par Monsieur Henri BALASSE de ses fonctions d'administrateur avec effet au 31 décembre 1952 et décide de nommer en remplacement pour achever son mandat, Madame Marthe DELANGE, épouse séparée de biens de Monsieur Oswald W. ACHENBACH, demeurant à Rhode-Saint-Genèse (Belgique) avenue des Chênes, n° 21. Sous condition d'entérinement par la prochaine assemblée générale statutaire, le mandat de Madame Marthe DELANGE expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de mil neuf cent cinquante-quatre.

Retrait et dévolution de pouvoirs.

I. Les pouvoirs qui avaient été conférés à Messieurs Amédée PEREE et Léonce FOUIN par décision du conseil d'administration en date du quinze février mil neuf cent cinquante, publiée aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1950, leur sont retirés.

Ces mêmes pouvoirs sont conférés à dater de ce jour à :

- 1) Monsieur Paul ROQUET, directeur de la Société à Elisabethville.
- 2) Mademoiselle Julienne BEERNAERT, secrétaire de la Société à Elisabethville.
- 3) Monsieur Léon GAINVORST, chef des magasins, à Elisabethville, qui les exerceront sous les signatures conjointes de deux d'entre-eux.

La limite financière de ces pouvoirs est toutefois portée de 500.000,— F. C. à 1.000.000,— de F. C.

II. Le conseil d'administration confère à :

1. — Monsieur René VINETTE, Chef de la comptabilité, à Bruxelles.
2. — Monsieur Georges CAMPE, Chef de service, à Bruxelles.
3. — Monsieur Jacques CRIQUELLION, Comptable, à Bruxelles.

les pouvoirs ci-après qu'ils exerceront soit sous les signatures conjointes de deux d'entre-eux, soit sous la signature de l'un d'eux conjointement avec celle d'un administrateur :

- a) signer la correspondance journalière.
- b) représenter la Société en Justice, tant en demandant qu'en défendant, ainsi qu'auprès de toutes administrations publiques ou privées, tant en Belgique qu'au Congo Belge.
- c) acheter des matières premières et marchandises, faire et accepter toutes commandes.

d) traiter avec tous créanciers, débiteurs et comptables, entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes et en fixer les reliquats.

e) signer tous documents de retraits de fonds ou valeurs quelconques chez toutes administrations, banques, sociétés et caisses, soit publiques, soit privées; effectuer tous virements et transferts; signer, endosser et toucher tous chèques, effets de commerce, mandats; recevoir toutes espèces ou valeurs et en donner valablement décharge.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, registres et autres documents quelconques, élire domicile et généralement faire ce qui sera nécessaire et utile.

III. Les décharges aux administrations des postes, télégraphes, téléphones, douanes, chemins de fer, entreprises de transport, messageries, roulages et autres, de tous plis assurés, recommandés ou autres, télégrammes, paquets, colis, chargés ou non, adressés à la Société, seront valablement données sous la signature d'une seule des personnes dont le nom est repris ci-dessus.

Pour copie conforme.

« PROCONGO » S. C. A. R. L.

Le Président,

(sé) O. W. ACHENBACH.

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent cinquante trois, le quinze janvier, à onze heures et demie.

A Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Aketi (Congo belge), registre du Commerce de Stanleyville, numéro 518, constituée suivant acte du ministère de Maître Henri De Leener, notaire à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, du sept mai mil neuf cent vingt quatre, autorisée par arrêté royal du dix huit juin mil neuf cent vingt quatre et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juillet mil neuf cent vingt quatre et à l'annexe au Moniteur belge des seize/dix sept/dix huit/dix neuf août mil neuf cent vingt quatre numéro 9980 et dont les statuts ont été modifiés suivant divers actes, dont le dernier a été dressé par Maître Robert De Leener, notaire à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le dix

neuf décembre mil neuf cent quarante six, publié à l'annexe au Moniteur belge du huit janvier mil neuf cent quarante sept, numéro 427 et après autorisation par arrêté royal du cinq août mil neuf cent quarante sept, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze août mil neuf cent quarante sept.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de titres de chacune des catégories dont question ci-après, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article quarante quatre des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 196, Président du conseil d'administration.

L'assemblée, sur proposition de Monsieur le Président, désigne comme scrutateurs Messieurs Emile Dangotte, ingénieur principal au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, avenue de Wolvendaël, numéro 129 et Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue de la Forêt de Soignes numéro 12 et le bureau désigne comme secrétaire Monsieur Lucien Gonze, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 144.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modifications aux statuts pour :

Article quatorze, deuxième alinéa, dire que les signatures peuvent être remplacées par des griffes.

Article vingt, premier alinéa, dire que la société est administrée par un conseil de quatorze membres au plus.

Article vingt deux, prévoir la nomination d'un vice-président.

Article vingt six, porter à six au plus les membres du comité de direction.

Article trente huit, deuxième alinéa, fixer au second mardi de juillet (au lieu de septembre) la date de l'assemblée ordinaire; supprimer la mention devenue caduque et remplacer « Place de Louvain, 18 » par « Rue de la Science, 5 ».

Article quarante quatre, premier alinéa, prévoir la présidence éventuelle de l'assemblée par le Vice-Président.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites conformément à l'article quarante deux des statuts dans les journaux suivants :

L'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge, numéro du vingt neuf décembre mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur belge, numéro du vingt neuf/trente décembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo de la Bourse, numéro du vingt huit/vingt neuf décembre mil neuf cent cinquante deux.

La Nation belge, numéro du vingt neuf décembre mil neuf cent cinquante deux.

Le Courrier de la Bourse et de la Banque, numéro du vingt huit/vingt neuf décembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Informateur Economique et Financier, numéro du vingt neuf/trente décembre mil neuf cent cinquante deux.

La Cote Libre, numéro du vingt huit/vingt neuf décembre mil neuf cent cinquante deux.

Le Moniteur des Intérêts Matériels, numéro du vingt neuf/trente décembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Agence Economique et Financière, numéro du vingt sept/vingt huit/vingt neuf décembre mil neuf cent cinquante deux.

L'Echo des Tirages, numéro du premier janvier mil neuf cent cinquante trois.

Et que les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées le vingt quatre décembre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire des numéros justificatifs des journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux dispositions des articles trente neuf et quarante des statuts.

IV. Que sur les cent quatre vingt mille quatre cent douze actions de capital de cent francs chacune, les dix neuf mille cinq cent quatre vingt huit actions de jouissance série A, les cent quatre vingt dix huit mille huit cent soixante dix neuf actions privilégiées de cinq cents francs chacune, les trente six mille quatre cent vingt et une actions de jouissance série B et les trois cent soixante douze mille cinq cent cinquante actions de dividende, la présente assemblée réunit cent quarante cinq mille cent trente actions de capital de cent francs chacune, onze mille quatre cent quatre vingt une actions de jouissance série A, cent soixante quatre mille huit cent cinquante neuf actions privilégiées de cinq cents francs chacune, vingt sept mille trois cent vingt six actions de jouissance série B et les trois cent soixante douze mille cinq cent cinquante actions de dividende, soit plus de la moitié des actions et plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article quarante sept des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications ci-après :

Au deuxième alinéa de l'article quatorze, le membre de phrase « l'une des deux signatures pourra être remplacée par une griffe » est remplacé par « ces deux signatures peuvent être remplacées par des griffes ».

Au premier alinéa de l'article vingt, le membre de phrase « La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et quatorze au plus » est remplacé par « La Société est administrée par un conseil composé de quatorze membres au plus ».

Le texte de l'article vingt deux est remplacé par :

« Le conseil nomme parmi ses membres un Président et un Vice-Président. Leur nomination sera soumise à la ratification de Monsieur le Ministre des Colonies.

» En cas d'absence du Président ou du vice-Président, le conseil choisit pour chaque séance un président parmi les administrateurs présents ».

A l'article vingt six, le texte du douzième paragraphe est remplacé par :

« Le conseil peut choisir dans ou hors de son sein un Comité de Direction composé de trois membres au moins et de six membres au plus. Il en détermine les pouvoirs ».

A l'article trente huit, le texte du deuxième alinéa est remplacé par :

« Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires. L'assemblée ordinaire se réunit de plein droit le second mardi de juillet de chaque année à onze heures; si ce jour est férié, la réunion est reportée à huitaine.

» Cette assemblée annuelle se tient rue de la Science, numéro 5, à Bruxelles, à moins de décision contraire du conseil d'administration qui devra, en pareil cas, indiquer expressément le lieu et le local de la réunion dans les convocations, comme il est stipulé ci-dessus ».

A l'article quarante quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-Président ou, à leur défaut par celui des administrateurs qui est désigné séance tenante par ses collègues présents ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

La séance est levée à onze heures quarante cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) A. Liénart; E. Dangotte; M. Thèves; L. Gonze; A. Marchal; Baron J. de Steenhault de Waerbeek; J. De Beer; Baron A. Leclercq; T. Heyse; M. Paulis; S. Collin; J. Jentgen; Vicomte J. de Jonghe d'Ardoye; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 23 janvier 1953, volume 1386, folio 92, case 10, trois rôles, un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER VICINAUX DU CONGO.

Société congolaise à responsabilité limitée.

*Assemblée générale extraordinaire des actionnaires
du 15 janvier 1953.*

LISTE DE PRESENCE.

1. Le Congo belge, propriétaire de cinquante huit mille cent quarante cinq actions de capital; de mille nonante neuf actions de jouissance A, et de deux cent nonante huit mille quarante actions de dividende.

Représenté par Monsieur Emille Dangotte, ingénieur principal au Ministère des Colonies, demeurant à Uccle, 129, avenue de Wolvendael, suivant procuration du dix huit janvier dernier.

(signé) E. Dangotte.

2. Société Commerciale et Minière du Congo, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 5, rue de la Science, propriétaire de quarante huit mille actions de capital, de cinq mille actions de jouissance série A, et de septante quatre mille cinq cent dix actions de dividende.

Représentée par Messieurs Alfred Liénard et Martin Thèves, ci-après nommés, respectivement administrateur-délégué et administrateur de la Société.

(signé) M. Thèves; A. Liénart.

3. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de vingt deux mille trois cent vingt cinq actions de capital et de trois mille sept cent nonante deux actions de jouissance série A.

Représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du trente décembre dernier.

(signé) A. Marchal.

4. Compagnie Cotonnière Congolaise, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 27, rue du Trône, propriétaire de onze mille cent trente cinq actions de capital, de quinze cent nonante actions de jouissance série A, de deux mille neuf cent vingt cinq actions privilégiées et de cinq cent douze actions de jouissance série B.

Représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du huit janvier dernier.

(signé) A. Marchal.

5. Société Financière, Immobilière et Commerciale Congolaise, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 12, Place de Louvain, propriétaire de cinq mille actions de capital.

Représentée par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, demeurant à Vollezele, suivant procuration du trente décembre dernier.

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek.

6. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, demeurant à Bruxelles, 48, rue du Fossé-aux-Loups, propriétaire de cent soixante et un mille quatre cent soixante actions privilégiées et de vingt six mille sept cent quarante six actions de jouissance série B.

Représentée par Monsieur Jean De Beer, expert comptable, demeurant à Gand, 69, rue de la Prairie, suivant procuration du sept janvier dernier.

(signé) J. De Beer.

7. La Royale belge, S. A., établie à Bruxelles, 74, rue Royale, propriétaire de quatre cent septante quatre actions privilégiées et de soixante huit actions de jouissance série B.

Représentée par Monsieur Lucien Gonze, ci-après nommé, suivant procuration du vingt neuf décembre dernier.

(signé) L. Gonze.

8. Monsieur Albert Marchal, ingénieur, demeurant à Uccle, 46, avenue du Vert-Chasseur, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) A. Marchal.

9. Monsieur le Baron Alfred Leclercq, administrateur de sociétés, demeurant à Boitsfort, 3, avenue Alfred Solvay, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) Baron A. Leclercq.

10. Monsieur Gérard Nagelmackers, banquier, demeurant à Bruxelles, 17, avenue Emile Demot, propriétaire de vingt cinq actions de capital.

Représenté par Monsieur Jean Baron de Steenhault de Waerbeek prénommé, suivant procuration du trente décembre dernier.

(signé) Baron J. de Steenhault de Waerbeek.

11. Monsieur Théodore Heyse, Directeur Général Honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Ixelles, 129, chaussée de Wavre, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) T. Heyse.

12. Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 12, avenue de la Forêt de Soignes, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) M. Thèves.

13. Monsieur Alfred Liénart, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 196, avenue de Tervueren, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) A. Liénart.

14. Monsieur Marcel Paulis, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 418, avenue Louise, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) M. Paulis.

15. Monsieur Lucien Gonze, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 144, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) L. Gonze.

16. Monsieur Simon Collin, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 34, Boulevard Louis Schmidt, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) S. Collin.

17. Monsieur Jean Jentgen, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Bruxelles, 117, avenue Molière, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) J. Jentgen.

18. Monsieur le Vicomte Jacques de Jonghe d'Ardoye, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 3, Rond Point de l'Etoile, propriétaire de cinquante actions de capital.

(signé) Vicomte J. de Jonghe d'Ardoye.

Ensemble : cent quarante cinq mille cent trente actions de capital, onze mille quatre cent quatre vingt une actions de jouissance série A, cent soixante quatre mille huit cent cinquante neuf actions privilégiées, vingt sept mille trois cent vingt six actions de jouissance série B et trois cent septante deux mille cinq cent cinquante actions de dividende.

Le Président (signé) A. Liénart.

Le Secrétaire (signé) L. Gonze.

Les Scrutateurs (signé) M. Thèves; E. Dangotte.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 15 janvier 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 23 janvier 1953, volume 252, folio 4, case 17, deux rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 1471.

Bruxelles, le 3 février 1953.

(signé) H. Scheyven.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 février 1953.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 février 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

« Société Congolaise de Banque ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge)
avenue Allard L'Ollivier, 5.

—

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS.
NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le seize janvier.

A Bruxelles, rue des Colonies, numéro 11.

Devant Nous, Edmond INGEVELD, notaire à la résidence de Ixelles, substituant son confrère, Maître René Van Beneden, notaire à la résidence de Schaerbeek, également empêché.

S'est réunie extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires de la Société Congolaise de Banque, Société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) avenue Allard L'Ollivier, numéro 5, dont les statuts arrêtés par acte reçu par le notaire René Van Beneden de résidence à Schaerbeek, le vingt-quatre décembre mil neuf cent quarante-sept ont été publiés aux annexes au Moniteur belge, le quatorze février mil neuf cent quarante-huit sous le numéro 2540 et au bulletin officiel du Congo Belge, année mil neuf cent quarante-huit, page 212, autorisée par arrêté du Régent en date du vingt-six janvier mil neuf cent quarante-huit.

Les statuts ont été modifiés par décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires aux termes de procès-verbaux dressés par le notaire René Van Beneden à Schaerbeek, respectivement le douze octobre mil neuf cent cinquante et le vingt et un janvier mil neuf cent cinquante-deux, publiés aux annexes du bulletin officiel du Congo Belge respectivement le quinze décembre mil neuf cent cinquante, page 2940, et le quinze mars mil neuf cent cinquante-deux, page 488.

Ces modifications ont été autorisées respectivement par arrêté du Prince Royal du vingt et un novembre mil neuf cent cinquante et par arrêté royal du quatorze février mil neuf cent cinquante-deux.

La séance est ouverte à dix heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Edouard Dervichian, ci-dessous nommé. Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Gabriel Coget, secrétaire de banque, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, rue Jean Laudy, 43, intervenant.

L'assemblée choisit pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Maurice Schoofs et Oscar Carlier ci-dessous nommés.

(1) Arrêté royal du 10 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mars 1953. — 1^{re} Partie.

Sont présents ou représentés :

1. La Banque de Reports et de Dépôts, ayant son siège social à Bruxelles, rue des Colonies, numéro 11, agissant par deux de ses administrateurs, étant : a) Monsieur Paul Jonckheere, demeurant à Bruxelles, rue Montagne du Parc, numéro 2; b) Monsieur Edouard Dervichian, demeurant à Uccle, numéro 37, Boschveldweg; compétents aux termes de l'article vingt-quatre des statuts. La Banque est propriétaire de douze cents actions 1200
2. La « Banque de Crédit Commercial » société anonyme ayant son siège social à Anvers, rue Maréchal Gérard, numéro 4, propriétaire de trois cent quatre-vingt-quatre actions 384
3. « Handelsmaatschappij H. Albert de Bary et C^e », naamloze Vennootschap, ayant son siège social à Amsterdam (Hollande), Heerengracht, numéro 450, propriétaire de deux cents actions 200
4. Monsieur Albert Van Damme, industriel, demeurant à Jupille, rue de Visé, numéro 140, propriétaire de six cent et seize actions 616
5. La Brasserie Piedbœuf, société anonyme, ayant son siège social à Jupille, propriétaire de quatre cents actions 400
6. La Banque Hallet et Cie, société en commandite simple, ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, numéro 52, propriétaire de quatre cents actions 400
7. Plantations de Johore, société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, numéro 52, propriétaire de cinquante actions 50
8. Huileries de Sumatra, société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue Royale, numéro 52, propriétaire de cinquante actions 50
9. Belgika, société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge), propriétaire de cinq cents actions 500
10. Monsieur le Baron Georges Moens de Fernig, industriel, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 44, propriétaire de cinquante actions 50
11. Monsieur Charles Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen-lez-Anvers, Franse Weg, numéro 7, propriétaire de cinquante actions 50
12. Monsieur Jean Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen-lez-Anvers, Kapelsestraat, numéro 41, propriétaire de quarante-quatre actions 44
13. Monsieur Philippe Fabri, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue Père Damien, numéro 8, propriétaire de vingt-cinq actions 25
14. Monsieur Robert Fabri, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue Roger Vandendriessche, numéro 52, propriétaire de quinze actions 15

15. Monsieur Paul Jonckheere, administrateur de banques, demeurant à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 2, propriétaire de cinq actions	5
16. Monsieur Edouard Dervichian, docteur en droit, demeurant à Uccle, Boschveldweg, numéro 37, propriétaire de cinq actions	5
17. Monsieur Frédéric Speth, administrateur de sociétés, demeurant à Kapellen-lez-Anvers, Bloemenlei, numéro 1, propriétaire de six actions	6
Total : quatre mille actions	4000

Procurations : Sont représentés en vertu de procurations sous seing privé qui demeurent annexées au présent acte pour être avec lui soumis à la formalité de l'enregistrement :

Par Monsieur Edouard Dervichian prénommé sub seize ci-dessus les actionnaires ci-dessus désignés sub numeris trois, neuf, treize et quatorze.

Par Monsieur Paul Jonckheere prénommé sub numéro quinze ci-dessus, les actionnaires ci-dessus désignés sub numeris quatre, cinq, dix, onze, douze et dix-sept.

Par Monsieur Oscar Carlier, Directeur général de banque, demeurant à Anvers, Markgravenlei, 175, l'actionnaire repris sub secundo ci-dessus.

Par Monsieur Maurice Schoofs, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue du Prévot, numéro 137, les actionnaires repris ci-dessus sous les numéros six, sept et huit.

Monsieur le Président ayant rappelé que le capital social est actuellement fixé à quarante millions de francs congolais et représenté par quatre mille actions de dix mille francs congolais chacune, fait constater par l'assemblée que le total des actions présentes ou représentées constitue l'intégralité du capital social.

Ce fait reconnu exact par l'assemblée, les membres qui la composent se dispensent mutuellement de toutes convocations et de tous délais et acceptent de délibérer sur l'ordre du jour ci-dessous reproduit :

I. Proposition d'augmenter le capital de la société à concurrence de vingt millions de francs congolais pour le porter de quarante millions de francs congolais à soixante millions de francs congolais, par création de deux mille actions de dix mille francs congolais chacune, à souscrire en numéraire, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Souscription, libération totale ou partielle de ces deux mille actions nouvelles et attribution de ces deux mille actions.

II. Modifications à apporter aux articles cinq et six des statuts pour leur mise en concordance avec l'augmentation du capital.

III. Nomination d'un administrateur.

Monsieur le Président expose :

1° que toutes les actions sont entièrement libérées;

2° que chacun des actionnaires présents ou représentés a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, chaque action donnant droit à une voix, sous réserve d'une limitation éventuelle du nombre de voix conformément à l'avant dernier paragraphe de l'article vingt-neuf des statuts.

Monsieur le Président conclut que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, telle qu'elle est représentée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

L'assemblée reconnaît l'exactitude des faits ci-dessus exposés et ratifie cette conclusion.

Monsieur le Président fait connaître les motifs des propositions figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée délibère et ensuite arrête les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter à concurrence de vingt millions de francs congolais, le capital social actuellement fixé à quarante millions de francs congolais, pour le porter de quarante millions de francs congolais à soixante millions de francs congolais, par la création de deux mille actions nouvelles de dix mille francs congolais chacune qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix.

Et à l'instant, 1° la Banque de Reports et de Dépôts, 2° La Banque de Crédit Commercial et 3° la Banque Hallet et Compagnie, toutes trois précitées et représentées comme dit est, ont avec l'assentiment de tous les autres comparants, déclaré souscrire respectivement en agissant chacune pour elle-même et pour un groupe pour lequel elle se porte fort, savoir :

1° La Banque de Reports et de Dépôts, mille cinq cent et huit actions	1508
2° La Banque de Crédit Commercial, deux cent quarante-deux actions	242
3° La Banque Hallet et Compagnie, deux cent cinquante actions	250
<hr/>	
Total : deux mille actions ou l'intégralité de l'augmentation du capital social	2000

Les membres de l'assemblée et les sociétés souscriptrices requièrent le notaire instrumentant d'acter et reconnaissent que les deux mille actions de capital nouvelles ont été entièrement libérées et que la somme de vingt millions de francs congolais se trouve de ce fait et dès à présent à la libre disposition de la société.

A l'unanimité, l'assemblée constate que l'augmentation de capital se trouve réalisée.

DEUXIEME RESOLUTION.

A l'unanimité, l'assemblée décide d'apporter les modifications suivantes aux statuts :

a) L'article cinq des statuts est remplacé par le texte suivant : « Le capital social est fixé à soixante millions de francs congolais; il est représenté par six mille actions de dix mille francs congolais chacune.

b) L'article six des statuts est remplacé par le texte suivant : « Les six mille actions représentatives du capital ont été entièrement libérées lors de leur création ».

La première résolution ci-dessus ainsi que les modifications statutaires qui en sont la conséquence, sont soumises à la condition suspensive de leur approbation par arrêté royal.

Les cessions d'actions créées à la suite de l'augmentation de capital ne sont valables qu'après cette approbation.

Monsieur le Président donne à connaître que le montant des frais, charges, rémunérations incombant à la société à raison de l'augmentation de capital, et en cas d'approbation de celle-ci, est évalué à deux cent septante mille francs congolais.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur et ce à l'unanimité des voix, Monsieur Hubert Harold Cartwright-Hallet, administrateur de sociétés, demeurant, 30, Boulevard Général Jacques à Bruxelles, pour lequel accepte et se porte fort Monsieur Maurice Schoofs ci-dessus pré-qualifié.

Le mandat qui vient d'être conféré viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-huit.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout quoi, nous notaire avons dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Et lecture faite de tout ce qui précède, les comparants et l'intervenant ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré trois rôles, trois renvois à Ixelles A. C. le 19 janvier 1953.
Volume 299, folio 37, case 11.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) E. Van Poelvoorde.

Pour extrait conforme.

Signé : E. INGEVELD.

Edmond Ingeveld, Notaire à Ixelles (Brabant).

Justice de Paix du 1^{er} Canton, Ixelles.

Vu par nous, Charles Bertez, Juge de Paix du 1^{er} Canton d'Ixelles pour légalisation de la signature de Monsieur le Notaire Edm. Ingeveld à Ixelles, apposée ci-dessus.

Reçu quatre francs.

Ixelles, le 23 janvier 1953.

Le Juge de Paix (sé) Ch. Bertez.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bertez, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 24 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 24 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 31 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 31 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

« Blanchisserie de la Gombe ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-trois.

Le quatorze janvier.

A Bruxelles, rue Joseph II, n° 71.

Devant Nous Francis WAGEMANS, notaire résidant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles;

Ont comparu :

1° La Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « USINES TEXTILES DE LEOPOLDVILLE » en abrégé « UTEXLEO », établie à Léopoldville, mais ayant son siège administratif à Bruxelles, rue

(1) Arrêté royal du 10 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mars 1953. — 1^{re} Partie.

Joseph II, numéro 71, constituée suivant acte reçu par le Notaire Scheyven à Bruxelles le cinq mars mil neuf cent trente-quatre, publié aux annexes du Moniteur Belge du vingt-un avril suivant, sous le numéro 5.840.

Ici représentée par :

Monsieur Louis ELOY, ci-après nommé, en vertu d'un acte de procuration sous seing privé en date du six janvier dernier, qui demeurera ci-annexé.

2^e Monsieur Edmond Ernest VAN HOOREBEKE, Administrateur de sociétés, demeurant à Ledeberg-lez-Gand, chaussée de Bruxelles, 34.

Ici représenté par Monsieur Paul Van Hoorebeke, ci-après qualifié, en vertu d'un acte de procuration sous seing privé en date du six janvier dernier, qui demeurera ci-annexé.

3^e Monsieur Paul Edmond VAN HOOREBEKE, industriel, demeurant au Château de et à Melle.

4^e Monsieur Valère Prosper Joseph LECLUSE, administrateur de sociétés, demeurant à Moenbeek Saint-Jean, Boulevard Léopold II, 17.

5^e Monsieur Paul FLAMION, Directeur Général en Afrique des Usines Textiles de Léopoldville, demeurant à Léopoldville, Kalina.

Ici représenté par Monsieur Jean Thomas, ci-après nommé en vertu d'un acte de procuration sous seing privé en date du six janvier mil neuf cent cinquante-trois, qui demeurera ci-annexé.

6^e Monsieur Jean Edouard THOMAS, Directeur des Usines Textiles de Léopoldville, demeurant à Bruxelles, rue Charles Martel, 34.

7^e Monsieur Georges-Théophile VAN BAMBEKE, Chef-Comptable des Usines Textiles de Léopoldville, demeurant à Bruxelles, rue Charles Martel, 34.

8^e Monsieur Louis-Nicolas Hector Denis ELOY, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, rue du Collège Saint-Michel, 73.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — OBJET — SIEGE — DUREE.

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « BLANCHISSERIE DE LA GOMBE ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du Conseil d'Administration, publiée, par voie d'avis, aux annexes soit du Bulletin officiel du Congo Belge, soit du Bulletin administratif du Congo Belge.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il est initialement fixé à Bruxelles, 71, rue Joseph II; il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique ou du Congo Belge, par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'Administration en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger.

Article trois. — La société a pour objet le blanchissage, le repassage, le nettoyage et la teinture de toute matières textiles.

Elle peut, dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, agricoles, commerciales ou civiles.

La Société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière au autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal, sans en altérer l'essence.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente-cinq ci-après, et en cas de prorogation, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à six millions de francs congolais et est représenté par six mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un-six millième de l'avoir social.

Le Conseil d'Administration peut autoriser la division en coupures des actions dans les conditions qu'il détermine. Il peut également décider la création de titres groupant dix parts sociales, et ce, dans la mesure où il le juge opportun.

Article six. — Les six mille parts sociales sont souscrites contre espèces comme suit :

1 ^o La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Usines textiles de Léopoldville » en abrégé « Utextéo » cinq mille sept cent trente parts sociales	5.730
2 ^o Monsieur Edmond Van Hoorebeke, cinquante parts sociales	50
3 ^o Monsieur Paul Van Hoorebeke, cinquante parts sociales	50
4 ^o Monsieur Valère Lecluse, cinquante parts sociales	50
5 ^o Monsieur Paul Flamion, cinquante parts sociales	50
6 ^o Monsieur Jean Thomas, dix parts sociales	10
7 ^o Monsieur Georges Van Bambeke, dix parts sociales	10
8 ^o Monsieur Louis Eloy, cinquante parts sociales	50
Ensemble : six mille parts sociales	6.000

Les comparants déclarent expressément que chacune des parts sociales souscrites a été libérée à concurrence de trente pour cent par des versements s'élevant ensemble à un million huit cent mille francs congolais, somme qui se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Les versements ultérieurs seront appelés par le Conseil d'Administration, conformément à l'article huit.

Article 7. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouveaux titres qui seraient à souscrire contre espèces seront offerts, par préférence, aux propriétaires de titres existants.

Toutefois, le Conseil d'Administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

Le Conseil d'Administration fixera le taux et les conditions de l'émission de titres nouveaux et décidera si le non-usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires des titres, aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Article 8. — Le Conseil d'Administration fait les appels de fonds sur les titres non entièrement libérés au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée par le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité, produira de plein droit, par la seule échéance du terme sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'Administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en bourse ou hors bourse sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article 9. — Les souscripteurs restent tenus envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant ou le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article 10. — Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'Administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article 11. — Les parts sociales non entièrement libérées et les parts sociales libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article 12. — Il est tenu au siège social un registre des parts sociales nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des parts sociales nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La Société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts de parts sociales nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à

ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les parts sociales prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les parts sociales au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, ces signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Article 13. — Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un part sociale, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'Assemblée générale des actionnaires.

Article 14. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'Assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable d'après les bénéfices ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; ces signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

TITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article 15. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'Assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

Messieurs Paul Van Hoorebeke, Valère Lecluse, Paul Flamion et Louis Eloy, tous quatre prénommés et qui acceptent, Monsieur Flamion par l'organe de son mandataire Monsieur Jean Thomas, également prénommé.

Leur mandat viendra à expiration lors de l'assemblée de mil neuf cent cinquante-cinq.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article 16. — Le Conseil d'Administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci, un Comité de direction dont il fixe les attributions et la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués et ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société, des pouvoirs d'administration et de disposition limités, et à titre temporaire.

Le Conseil d'Administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article 17. — Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou, à défaut, éventuellement de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 18. — Sauf les cas de force majeure, le Conseil d'Administration et le Comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'Administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article 19. — Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, de bon de caisse ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements, hypothèques et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations.

Avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèques ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le Conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme ou révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Article 20. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil d'Administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'Administration.

Article 21. — Par décision du Conseil d'Administration la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'Administration déterminera.

Article 22. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du Président ou d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs soit d'une personne désignée par le Conseil d'Administration.

Article 23. — Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire au moins, associé ou non, nommé et révocable par l'Assemblée générale des actionnaires qui en fixe le nombre.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le Conseil d'Administration remet au Collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires, pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Est nommé comme premier commissaire :

Monsieur Georges Van Bambeke, prénommé, qui accepte.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante-cinq.

Article 24. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de trente parts sociales et par chaque commissaire un cautionnement de dix parts sociales.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercés et après que l'Assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article 25. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'Administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 26. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulée à l'article (40) quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 27. — L'Assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article 28. — L'Assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans l'agglomération bruxelloise le deuxième jeudi de juillet à quatorze heures et demie et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-quatre, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et commissaires, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut convoquer extraordinairement l'Assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert, en indiquant l'objet de la réunion.

Les Assemblées générales extraordinaires se tiennent également dans l'agglomération bruxelloise, au lieu indiqué dans les convocations.

Article 29. — Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'Assemblée, dans les annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge et, sauf le cas de force majeure dans le Moniteur Belge et dans un journal quotidien de Bruxelles. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettre missives huit jours au moins avant l'Assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article 30. — Pour pouvoir assister à l'Assemblée générale, les propriétaires de parts sociales nominatives autres que les administrateurs et commissaires, doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des parts sociales pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires de parts sociales au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'Assemblée générale.

Article 31. — L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à son défaut éventuellement par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'Administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre de parts sociales qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'Assemblée.

Article 32. — Le Conseil d'Administration peut proroger l'Assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article 33. — Chaque part sociale donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux-cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

Article 34. — Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre de parts sociales représentées à l'Assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par des actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'Administration en temps utile, pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article 35. — Il faut la résolution d'une Assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, pour :

a) Augmenter ou réduire le capital social.

b) Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation de la société.

c) Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement, (sauf ce qui est prévu à l'article 103 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales).

d) Modifier les présents statuts.

Article 36. — Les procès-verbaux des Assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le Président ou un administrateur délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article 37. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque années.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois.

Article 38. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois, le Conseil d'Administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable, et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article 39. — Quinze jours au moins avant l'Assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui compose le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

Article 40. — Sur le bénéfice net résultant du bilan après défalcation des charges sociales et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins, pour former un fonds de réserve; lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement, ou reporté à nouveau, les montants que décide l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration.

Du surplus, il est attribué quatre-vingt-dix pour cent aux parts sociales et dix pour cent aux membres du Conseil d'Administration et du Collège des commissaires qui se les répartiront entre eux, suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un administrateur, non investi de fonctions spéciales.

Article 41. — Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'Administration.

Article 42. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires, publiés aux annexes du Bulletin Officiel ou Administratif du Congo Belge, et sauf le cas de force majeure, aux annexes du Moniteur Belge.

TITRE VI.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article 43. — En cas de perte de la moitié du capital social, le Conseil d'Administration doit soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites, pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'Assemblée.

Article 44. — En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, l'Assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'Assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article 45. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charges des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 46. — Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent lui être valablement faites.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 47. — Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en Assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article 48. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article 49. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Article 50. — Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à cent vingt mille francs.

Dont acte.

Passé lieu et date que dessus.

Et lecture faite, les comparants ont signé avec Nous Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré huit rôles, six renvois à Saint-Gilles, le 16 janvier 1953.
Vol. 705. Folio 82. Case 1.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (sé) Boulanger.

PREMIERE ANNEXE.

La soussignée Usines Textiles de Léopoldville « Utexléo », S. A. à Léopoldville, siège administratif à Bruxelles, représentée par ses deux administrateurs soussignés.

Constitue pour son mandataire, Monsieur Louis Eloy, administrateur de sociétés à Woluwé-Saint-Pierre, rue du Collège Saint-Michel, 33.

A l'effet de pour lui et en son nom :

1^o Le représenter à la constitution, suivant acte à réaliser devant le notaire Wagemans à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Blanchisserie de la Gombe » dont le siège social sera établi à Léopoldville et le siège administratif à Bruxelles, au capital de six millions de francs congolais représenté par six mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune 1.600^{me} de l'avoir social, à souscrire contre espèces et à libérer à concurrence de cinquante pour cent.

Souscrire 5.730 parts sociales et les libérer contre espèces, soit en totalité soit en partie.

Fixer le nombre des Administrateurs, les nommer, déterminer leurs pouvoirs, accepter un mandat d'Administrateur, prendre part à toutes délibérations du Conseil d'Administration.

Stipuler dans l'acte que les frais et dépenses incombant à la société à raison de sa constitution sont évalués à environ 120.000 francs.

2° Assister à l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra immédiatement après la constitution de la Société, prendre part à la nomination des commissaires et à toutes autres délibérations, accepter un mandat de commissaire.

A Bruxelles, le 6 janvier 1953.

Bon pour pouvoir (s.) L. ELOY. — Bon pour pouvoir (s.) Illisible.

Enregistré un rôle sans renvoi à Saint-Gilles le 16 janvier 1953. Vol. 150. Fol. 99. Case 9.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Boulanger.

DEUXIEME ANNEXE.

Le soussigné Edmond Van Hoorebeke à Ledeberg-lez-Gand, chaussée de Bruxelles, 34.

Constitue pour son mandataire, Monsieur Paul Van Hoorebeke, à Melle. à l'effet de pour lui et en son nom :

1° Le représenter à la constitution, suivant acte à réaliser devant le notaire Wagemans à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Blanchisserie de la Gombe » dont le Siège Social sera établi à Léopoldville et le Siège Administratif à Bruxelles, au capital de six millions de francs congolais représenté par six mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune 1/6.000^{me} de l'avoir social, à souscrire contre espèces et à libérer à concurrence de cinquante pour cent.

Souscrire cinquante parts sociales et les libérer contre espèces, soit en totalité soit en partie.

Fixer le nombre des Administrateurs, les nommer, déterminer leurs pouvoirs, accepter un mandat d'Administrateur, prendre part à toutes délibérations du Conseil d'Administration.

Stipuler dans l'acte que les frais et dépenses incombant à la Société à raison de sa constitution sont évaluées à environ 120.000 francs.

2° Assister à l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra immédiatement après la constitution de la société, prendre part à la nomination des commissaires et à toutes autres délibérations, accepter un mandat de commissaire.

A Bruxelles, le 6 janvier 1953.

Bon pour pouvoir (signé) E. Vanhoorebeke.

Enregistré un rôle sans renvoi à Saint-Gilles, le 16 janvier 1953. Vol. 150. Fol. 99. Case 9.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Boulanger.

TROISIEME ANNEXE.

Le soussigné Paul FLAMION, demeurant à Léopoldville, Kalina.

Constitue pour son mandataire, Monsieur Jean-Thomas à Bruxelles, rue Charles Martel, 34.

A l'effet de pour lui et en son nom :

1^o Le représenter à la constitution suivant acte réalisé devant le Notaire Wagemans à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Blanchisserie de la Gombe » dont le Siège Social sera établi à Léopoldville et le Siège Administratif à Bruxelles, au capital de six millions de francs congolais représenté par six mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune 1/6.000^{me} de l'avoir social, à souscrire contre espèces et à libérer à concurrence de cinquante pour cent.

Souscrire cinquante parts sociales et les libérer contre espèces, soit en totalité soit en partie.

Fixer le nombre des Administrateurs, les nommer, déterminer leurs pouvoirs, accepter un mandat d'Administrateur, prendre part à toutes délibérations du Conseil d'administration.

Stipuler dans l'acte que les frais et dépenses incombant à la Société à raison de sa constitution sont évalués à environ 120.000 francs.

2^o Assister à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra immédiatement après la constitution de la société, prendre part à la nomination des commissaires et à toutes autres délibérations, accepter un mandat de commissaire.

A Bruxelles, le 6 janvier 1953.

Bon pour pouvoir (sé) F. Flamion.

Enregistré un rôle, sans renvoi, à Saint-Gilles, le 16 janvier 1953, Vol. 150. Folio 99. Case 9.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Boulanger.

Pour expédition conforme.

(sé) Fr. WAGEMANS.

Francis Wagemans, Notaire, St.-Gilles-lez-Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Wagemans, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N^o 1414.

Bruxelles, le 24 janvier 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 janvier 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le 26 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 31 janvier 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 31 Januari 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga « SOGEFOR ».

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue de la Science.

Registre du commerce : Bruxelles n° 809.

Registre du commerce : Elisabethville n° 830.

DEMISSION ET NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général
du 10 février 1953.*

DELIBERATION.

« En vertu de l'art 19 des statuts, le Conseil Général, à l'unanimité,
» nomme provisoirement Monsieur Léonce DEPOORTER, Ingénieur des
» Constructions Civiles, domicilié à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage,
» en qualité d'administrateur, pour achever le mandat de Monsieur Albé-
» ric MAY, démissionnaire, qui viendra à expiration immédiatement
» après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

» Cette nomination sera soumise à la ratification de la prochaine as-
» semblée générale ».

Bruxelles, le 10 février 1953.

Certifié conforme.

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

Illisible.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 2^{me} TRANCHE 1953.

SAMEDI 7 FEVRIER 1953.

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
5600	2.500 fr.	2225	5.000 fr.
38320	100.000 fr.	99035	40.000 fr.
55330	20.000 fr.	49535	20.000 fr.
9950	2.500 fr.	44285	40.000 fr.
16560	20.000 fr.		
74090	20.000 fr.		
Néant		8706	2.500 fr.
		38316	20.000 fr.
		32456	40.000 fr.
1012	2.500 fr.	4607	2.500 fr.
72622	100.000 fr.	30127	20.000 fr.
1532	10.000 fr.	1927	5.000 fr.
052	1.000 fr.	08647	20.000 fr.
4762	5.000 fr.	5657	5.000 fr.
		1287	5.000 fr.
28613	20.000 fr.		
59813	100.000 fr.	8	200 fr.
3323	10.000 fr.	80708	100.000 fr.
04823	20.000 fr.	59118	20.000 fr.
6533	5.000 fr.	18528	20.000 fr.
26463	40.000 fr.	2828	5.000 fr.
5273	2.500 fr.	149248	2.500.000 fr.
10483	20.000 fr.	89588	100.000 fr.
72493	40.000 fr.		
4414	2.500 fr.	82429	20.000 fr.
8534	5.000 fr.	318339	1.000.000 fr.
92244	20.000 fr.	88739	20.000 fr.
74	500 fr.	459	1.000 fr.
375194	1.000.000 fr.	3069	2.500 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 2^e SCHIJF 1953.

ZATERDAG 7 FEBRUARI 1953.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
5600	2.500 fr.	2225	5.000 fr.
38320	100.000 fr.	99035	40.000 fr.
55330	20.000 fr.	49535	20.000 fr.
9950	2.500 fr.	44285	40.000 fr.
16560	20.000 fr.		
74090	20.000 fr.		
		8706	2.500 fr.
Niets		38316	20.000 fr.
		32456	40.000 fr.
1012	2.500 fr.	4607	2.500 fr.
72622	100.000 fr.	30127	20.000 fr.
1532	10.000 fr.	1927	5.000 fr.
052	1.000 fr.	08647	20.000 fr.
4762	5.000 fr.	5657	5.000 fr.
		1287	5.000 fr.
28613	20.000 fr.		
59813	100.000 fr.	8	200 fr.
3323	10.000 fr.	80708	100.000 fr.
04823	20.000 fr.	59118	20.000 fr.
6533	5.000 fr.	18528	20.000 fr.
26463	40.000 fr.	2828	5.000 fr.
5273	2.500 fr.	149248	2.500.000 fr.
10483	20.000 fr.	89588	100.000 fr.
72493	40.000 fr.		
4414	2.500 fr.	82429	20.000 fr.
8534	5.000 fr.	318339	1.000.000 fr.
92244	20.000 fr.	88739	20.000 fr.
74	500 fr.	459	1.000 fr.
375194	1.000.000 fr.	3069	2.500 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 MARS 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	376	Manufacture Belge de Lampes et de Maté- riel Electronique — Congo.	379
Compagnie Financière Africaine	413	Radio Amplification Cinéma.	394
Compagnie Industrielle des Bois et Plan- tations du Kasai	374	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne	374
Fondation Elakat.	375	Société Coloniale des Tabacs.	373
Les Entreprises de Travaux Paul Mon- toisy	372	Société Immobilière au Kivu	402
		Loterie Coloniale	423

72/3/53
C 2/2

Les entreprises de travaux Paul Montois, en abrégé : « TRAMONTOY ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville, 57, avenue du Kasai.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 230338.

—

DEMISSION — RETRAIT DE POUVOIRS.

Monsieur Claude DECOEN, architecte demeurant à Elisabethville, ayant renoncé à ses fonctions d'Administrateur-délégué de la Société, les pouvoirs lui conférés en cette qualité par décision du Conseil d'Administration du 21 février 1951, publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 13 avril 1951 sous le n° 6040, ont pris fin.

Fait à Bruxelles, le 17 février 1953.

(s.) Paul Montois,
Administrateur-délégué.

—

« TRAMONTOY ». Les entreprises des travaux Paul Montois.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 132, rue de la Grande Haie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 230.338.

Compte-Chèques postal n° 350.15.

—

NOMINATIONS.

Résolutions votées par l'assemblée générale extraordinaire
du 17 février 1953.

PREMIERE RESOLUTION.

L'Assemblée prend acte de la démission de MM. Jacques Brecx et Félix Van Cotton de leur mandat d'administrateur.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'Assemblée décide de porter le nombre des administrateurs de cinq à sept et désigne comme nouveaux mandataires le Baron de Brouwer, docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek, Monsieur René Bidoul, docteur en droit, 186, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Monsieur François Trystram, ingénieur E. P. Paris, 66, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, et Monsieur Hubert Zurstrassen, industriel, A l'Copette, rue des Combattants, Lambermont-Verviers.

TROISIEME RESOLUTION.

L'Assemblée décide de porter le nombre des commissaires de un à deux et appelle à ces fonctions Monsieur Charles Willems, inspecteur de comptabilité, 68, boulevard Léopold II, Molenbeek.

Pour copie conforme :

L'Administrateur délégué :

(s.) Paul Montois.

Société Coloniale des Tabacs « COLOTABAC ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

En liquidation.

Siège social à MUSAKA (Congo Belge).

Siège administratif : BRUXELLES, 12, Place Constantin Meunier.

CLOTURE DE LA LIQUIDATION.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
tenue le 25 février 1953.

A l'unanimité, l'assemblée a :

- 1°) approuvé les comptes de la liquidation.
- 2°) donné décharge de leur mission aux liquidateurs, Messieurs Modest Verellen, Jules Happé et Félix Leenen.
- 3°) prononcé la clôture de la liquidation.
- 4°) confié à la Compagnie Financière Africaine, s.c.r.l., 112, rue du Commerce à Bruxelles, la garde des livres et documents sociaux pour une durée de cinq ans au moins.

Il n'existe aucune somme susceptible d'être consignée.

Pour extrait conforme,

Un Liquidateur,

J. Happé.

Un Liquidateur,

M. Verellen.

**Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
(SABENA).**

Société Anonyme à Bruxelles.

13, rue Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 3872.

Conseil Général du 27 janvier 1953 — Nomination d'un Administrateur.

A l'unanimité, le Conseil Général, en réunion du 27 janvier 1953, a conféré à :

M. Eudore DE BACKER, Ingénieur A.I.G., Inspecteur Royal honoraire des Colonies, 43, avenue Van Sever, à Wezembeek-Oppem, le mandat d'administrateur laissé vacant par le décès de M. Franz LEEMANS.

Cette nomination sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires. Le mandat de M. E. DE BACKER prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} octobre 1954.

Bruxelles, 19 février 1953.

Deux Administrateurs,

Gaston CLAEYS.

A.-E. ROLIN.

**Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasai,
« CIBOPLANKA ».**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

En liquidation, à Bruxelles.

19, rue de la Roue, 19.

Registre du Commerce de Bruxelles, N° 17.342.

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge : année 1929. N°s 4706, 4707, 4708 ; année 1930 : N° 10.368 ; année 1935, N° 2051 ; année 1950, dissolution N° 18179.

CLOTURE DE LA LIQUIDATION.

L'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le dix-huit février 1953, a prononcé la clôture de la liquidation et donné décharge aux liquidateurs.

Elle a décidé que les archives de la Société seront déposées et conservées, pendant cinq ans, rue de la Roue N° 19 à Bruxelles, aux bons soins de M. François LOMBAERTS, Administrateur de Sociétés.

Bruxelles, le 18 février 1953.

Pour les liquidateurs,
l'un d'eux,

F. LOMBAERTS.

Fondation Elakat pour l'amélioration du bien-être des Indigènes.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

I. Immobilisations.

a) Immeubles	335.225,—	
b) Mobiliers : dons à terme	125.400,—	
Amortissements 1952	16.725,—	108.675,—
		<u>443.900,—</u>

II. Réalisable.

Emprunteur	1.500.000,—
----------------------	-------------

III. Disponible.

Europe : Banque Lambert	642.941,—	
Afrique : Banque du Congo Belge	18.973,—	
		<u>661.914,—</u>

IV. Solde.

Antérieur	1.516,—	
De l'année	7.270,—	
		<u>8.786,—</u>
		<u>2.614.600,—</u>

PASSIF.

I. Dotations.

a) Initiale	2.000.000,—	
b) 1952 : exercice 1951	500.000,—	
		<u>2.500.000,—</u>

II. Exigible.

Fournisseurs : Cie des Grands Elevages Congolais	114.600,—	
		<u>2.614.600,—</u>

COMPTE DES RESULTATS AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Solde à nouveau	1.516,—
Frais généraux d'administration	1.042,—
Charges financières	42,—
Dons pour construction bassin natation au Kénia	25.000,—
Dons aux travailleurs indigènes pour matériaux	10.000,—
Amortissements	16.726,—
	<u>54.326,—</u>
	<u><u>54.326,—</u></u>

CREDIT.

Revenus financiers	45.540,—
Solde : antérieur	1.516,—
de l'année	7.270,—
	<u>8.786,—</u>
	<u><u>54.326,—</u></u>

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

ACTIF — ACTIVA.

	31-12-1952	31-1-1953	Différences en milliers de Fr. <i>Verschillen in duizenden Fr.</i>
Encaisse or <i>Goudvoorraad.</i>	3.263.627.132,96	3.541.326.377,61	+ 277.699
Avoirs en monnaies convertibles en or <i>Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.</i>	4.165.556.066,38	4.291.364.265,68	+ 125.808
Avoirs en francs Belges. <i>Tegoed in Belgische franken.</i>			
Banques et divers organismes <i>Banken en diverse organismen.</i>	108.344.366,40	199.987.902,48	+ 91.644
Certificats du Trésor Belge <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>	1.450.000.000,—	1.350.000.000,—	— 100.000

Autres Avoirs	3.925.999,75	11.705.789,40	+	7.780
<i>Andere tegoeden.</i>				
Francs belges à recevoir (1)		2.325.000.000,—	+	2.325.000
<i>Te ontvangen Belgische franken (1)</i>				
Avoirs en autres monnaies	40.698.452,84	28.514.311,75	—	12.184
<i>Tegoed in andere deviezen.</i>				
Débiteurs pour change et or à terme	2.436.048,—	2.436.048,00	—	
<i>Debiteuren wegens termijnverkopen van deviezen en goud.</i>				
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	1.856.607,10	720.826,00	—	1.136
<i>Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>				
Avances sur fonds publics et substances précieuses		8.002.570,00	+	8.002
<i>Voorschotten op overheidsfondsen en edele stoffen.</i>				
Avoirs aux offices des chèques postaux	2.585.444,43	10.828.186,72	+	8.243
<i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>				
Effets publics belges émis en francs congolais	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—	
<i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong. franken.</i>				
Fonds Publics (Art. 6. Par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts)	99.455.258,60	99.319.948,15	—	135
<i>Overheidsfondsen (Art. 6. Par. 1, litt. 12 et 13 der Statuten).</i>				
Immeubles — Matériel — Mobilier	53.210.840,85	53.709.318,85	+	498
<i>Gebouwen — Materieel — Meubelen.</i>				
Divers	126.410.698,76	130.745.782,57	+	4.335
<i>Diversen.</i>				
	<u>13.754.270.253,63</u>	<u>16.489.824.664,77</u>	<u>+</u>	<u>2.735.554</u>

PASSIF — PASSIVA.

Billets et monnaies métalliques en circulation	4.202.095.600,75	4.151.118.179,90	—	50.977
<i>Biljetten en metalen munten in odloop.</i>				
Comptes-courants et créditeurs divers.				
<i>Rekeningen-courant en diverse crediteuren.</i>				
Congo Belge	4.223.786.702,37	4.300.803.919,26	+	77.017
<i>Belgisch-Congo.</i>				
Ruanda-Urundi	345.840.654,09	314.203.889,50	—	31.637

Comptes-courants divers	2.498.750.547,77	2.691.419.759,81	+	192.669
<i>Diverse Rekeningen-courant.</i>				
Valeurs à payer (1)	110.842.513,69	2.480.980.900,38	+	2.370.139
<i>Te betalen waarden (1).</i>				
Total des engagements à vue	11.381.316.018,67	13.938.526.648,85	+	2.557.211
<i>Totaal der verbintenissen op zicht.</i>				
Engagements en francs Belges.				
<i>Verbintenissen in Belgische franken.</i>				
A vue	558.714.930,03	594.219.471,42	+	35.505
<i>Op zicht.</i>				
A terme	240.000.000,—	310.000.000,—	+	70.000
<i>Op termijn.</i>				
Engagements en monnaies étrangères.				
<i>Verbintenissen in buitenlandse deviezen.</i>				
En monnaies convertibles	1.224.338.737,58	1.269.225.113,76	+	44.886
<i>In omzetbare deviezen.</i>				
En autres monnaies	13.202.569,96	8.170.040,90	—	5.033
<i>In andere deviezen.</i>				
Monnaies étrangères et or à livrer	2.414.734,00	2.414.734,00	—	
<i>Te leveren buitenlandse deviezen en goud.</i>				
Divers	184.283.263,39	217.268.655,84	+	32.985
<i>Diversen.</i>				
Capital	150.000.000,—	150.000.000,—	—	
<i>Kapitaal.</i>				
	13.754.270.253,63	16.489.824.664,77	+	2.735.554

H. LENAERT,
Directeur.

P. CHARLES,
Gouverneur.

(1) La rubrique « Francs Belges à Recevoir » qui apparaît à l'actif et qui trouve sa contrepartie dans la rubrique passive « Valeurs à Payer » reflète l'engagement pris par la Banque de convertir en francs congolais, à première demande, certains avoirs en francs belges appartenant à la Colonie.

(1) De rubriek « Te Ontvangen Belgische Franken » die voorkomt op het actief en wier tegenpartij opgenomen is in de passiva-rubriek « Te Betalen Waarden » geeft de door de Bank aangegeane verbintenis weer, om bij eerste verzoek zekere tegoeden in Belgische franken toebehorend aan de Kolonie, om te zetten in Congolese franken.

**Manufacture Belge de Lampes et de Matériel Electronique — Congo,
« M.B.L.E. — Congo ».**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Kalina-Léopoldville, Résidence Albert I, boulevard Albert I, 95, Boîte Postale, n° 3104 Kalina-Léopoldville, — Siège administratif à Bruxelles.

—
CONSTITUTION — NOMINATIONS (1).

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE-TROIS, LE TREIZE JANVIER.

Devant nous, Paul MULLER-VANISTERBEEK, notaire résidant à Bruxelles,

ONT COMPARU :

1. La société anonyme « Manufacture Belge de Lampes et de Matériel Electronique », en abrégé « M.B.L.E. », ayant son siège social à Anderlecht-Bruxelles, rue des Deux Gares, 80.

Ici valablement représentée par ses administrateurs, étant :

Messieurs Pierre Boty, Robert Thys, Marcel Hublou et Félix Leblanc, ci-après qualifiés.

2. Monsieur Pierre Boty, ingénieur A.I.Br., demeurant à Bruxelles, rue Belle-Vue, 24.

3. Monsieur Robert Thys, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, 136.

4. Monsieur Marcel Hublou, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue de Tervaele, 103.

5. Monsieur Félix Leblanc, ingénieur commercial U.L.B., demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 84.

6. Monsieur Jean Baugniet, avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, 126.

7. Monsieur Léon Orban, ingénieur A.I.Br., demeurant à Uccle, avenue Brugmann, 507.

8. Monsieur Henri Robert, ingénieur A.I.A., demeurant à Etterbeek, boulevard Louis Schmidt, 8.

9. Monsieur Victor Denis, expert-comptable, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Saint-Bernard, 199.

Lesquels nous ont requis de dresser, comme suit, acte des statuts d'une société congolaise par actions, à responsabilité limitée, qu'ils déclarent fonder.

(1) Arrêté royal du 23 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1953. — 1^{re} Partie.

TITRE PREMIER.

Dénomination. — Siège. — Objet. — Durée.

Article premier. — Il est créé, par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « MANUFACTURE BELGE DE LAMPES ET DE MATERIEL ELECTRONIQUE — CONGO » en abrégé « M.B.L.E. — CONGO ».

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge).

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par simple décision du conseil d'administration. La société peut établir des bureaux, usines, agences et succursales en tous endroits, tant au Congo Belge et au Ruanda-Urundi qu'à l'étranger.

Le siège administratif est établi en Belgique à Anderlecht-Bruxelles, rue des Deux Gares, 80. Il pourra être transféré partout ailleurs en Belgique, au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger par simple décision du Conseil d'administration.

Tout transfert du siège social ou du siège administratif sera publié sous forme d'avis aux annexes, soit du Bulletin Officiel du Congo Belge, soit du Bulletin Administratif du Congo Belge, soit en cas de force majeure, du Moniteur Belge.

Article trois. — La société a pour objet la fabrication, la vente et le commerce de tous articles se rapportant directement ou indirectement aux applications de l'électricité, à l'éclairage, au chauffage, aux manifestations lumineuses de tout genre, à la production ou à la transmission des ondes, à la production des rayons cathodiques, visibles ou invisibles.

Pour réaliser ce but, elle peut faire toutes opérations commerciales ou financières généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à l'objet indiqué et ayant pour but la mise en valeur de ses produits; s'intéresser par voie de création de société nouvelle, de cession, d'apport, de fusion, de participation, d'intervention financière ou autrement dans toutes entreprises ou sociétés existantes ou à créer, dont l'objet serait analogue ou connexe et, en général, passer tous actes et faire toutes opérations qu'elle jugerait de nature à assurer le succès de son entreprise.

Article quatre. — La durée de la société est fixée à trente ans à dater de l'arrêté royal d'autorisation. Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être prorogée par décision de l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La société peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

Article cinq. — La société pourra être dissoute par anticipation par l'assemblée générale des actionnaires convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

TITRE DEUXIEME.

Capital. — Parts sociales.

Article six. — Le capital social est fixé à la somme de dix millions de francs congolais.

Il est représenté par dix mille parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un dix-millième de l'avoir social.

Les parts sociales peuvent être groupées ou divisées en coupures par décision du conseil d'administration.

Article sept. — Il est fait apport à la société présentement constituée, par la société anonyme « Manufacture Belge de Lampes et de Matériel Electronique — M.B.L.E. », comparante du droit de faire usage, pour ses ventes et fabrications, des marques suivantes, déposées au Ministère des Colonies, Service des Marques :

Mazda, dépôt à la date du huit novembre mil neuf cent cinquante, sous le numéro 2.900,

Adzam, dépôt à la même date, sous le numéro 2.901,

Micromat, dépôt à la date du dix-huit novembre mil neuf cent cinquante, sous le numéro 2.902,

Micropal, dépôt à la même date, sous le numéro 2.903,

Emblème M.B.L.E., dépôt à la date du dix-neuf décembre mil neuf cent cinquante, sous le numéro 2.938.

Hexagone Adzam, dépôt à la date du quatre janvier mil neuf cent cinquante-un, sous le numéro 2.953.

En rémunération de cet apport, auquel tous les comparants attribuent une valeur de vingt mille francs, il est attribué à la société apporteuse qui accepte, vingt parts sociales entièrement libérées, de la société présentement constituée.

Les neuf mille neuf cent quatre-vingts parts sociales restantes ont été intégralement souscrites en espèces, au prix de mille francs chacune et entièrement libérées au moment de la souscription, de la manière suivante :

La société anonyme « Manufacture Belge de Lampes et de Matériel Electronique — M.B.L.E. » : neuf mille huit cents parts sociales													9.800
Monsieur Pierre Boty, trente parts sociales													30
Monsieur Robert Thys, trente parts sociales													30
Monsieur Marcel Hublou, trente parts sociales													30
Monsieur Félix Leblanc, trente parts sociales													30
Monsieur Jean Baugniet, quinze parts sociales													15
Monsieur Léon Orban, quinze parts sociales													15
Monsieur Henri Robert, quinze parts sociales													15
Monsieur Victor Denis, quinze parts sociales													15

Soit au total : neuf mille neuf cent quatre-vingts parts sociales 9.980

=====

Les comparants déclarent et reconnaissent que le capital social est ainsi intégralement souscrit, que chaque part sociale, souscrite en espèces, est entièrement libérée par son souscripteur respectif et que la somme de neuf millions neuf cent quatre-vingts mille francs congolais se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article huit. — Le conseil d'administration a délégation pour régler toutes modalités d'émission de parts sociales qui ne seraient pas fixées dans les présents statuts.

Article neuf. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant dans les formes requises pour les modifications à apporter aux statuts. Toute modification du capital doit être autorisée par arrêté royal.

Article dix. — Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leur souscription. Les parts sociales sont nominatives jusqu'à leur entière libération. A partir de leur libération, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

Article onze. — Un registre des parts nominatives est tenu au siège social ou au siège administratif.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses parts, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des parts en titres au porteur.

Article douze. — La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription dans le registre prévu à l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires et seront signés par deux administrateurs.

L'une de ces deux signatures peut être remplacée par une griffe.

La cession s'opère par déclaration de transfert, inscrite dans le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs, ainsi que suivant les règles établies pour le transfert des créances par l'article 353 du Livre III du Code Civil congolais.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article treize. — Les titres au porteur représentatifs de parts sociales sont signés par deux administrateurs. L'une de ces signatures peut être remplacée par une griffe.

Article quatorze. — Les cessions de parts sociales au porteur s'opèrent par la simple tradition du titre.

Article quinze. — Ces cessions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société ou l'augmentation de capital. Néanmoins, les parts sociales d'apports ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit la création de la société.

Jusqu'à expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé signifié à la société dans le mois de la cession, le tout sous peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces parts sociales mentionnent leur nature, la date de création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si ces parts sociales sont nominatives, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscription.

Si ces parts sont au porteur, elles doivent rester déposées dans la Caisse de la Société jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'alinéa deux du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les parts sociales non entièrement libérées ne peuvent être cédées sans l'autorisation du conseil d'administration qui n'aura jamais à faire connaître les raisons d'un refus éventuel.

Article seize. — La société ne reconnaît qu'un propriétaire par part sociale. S'il y a plusieurs propriétaires pour une part sociale ou si les droits attachés à une part sont divisés en nue-propriété et usufruit, l'exercice des droits afférents à la part sociale envisagée est suspendu jusqu'à ce que les intéressés se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant, à l'égard de la société, propriétaire du titre.

La possession d'une part sociale comporte l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Les représentants, héritiers ou créanciers du titulaire d'une part sociale ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

TITRE TROISIEME.

Administration. — Surveillance.

Article dix-sept. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle.

Article dix-huit. — Le conseil d'administration fixe, par la voie du sort, l'ordre de sortie des administrateurs, de manière telle qu'aucun des mandats n'excède la durée de six ans.

Le conseil se renouvelle partiellement tous les ans par la sortie de l'un, au moins, de ses membres.

Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire. Tout membre sortant est rééligible.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive. L'administrateur ainsi désigné achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article dix-neuf. — L'assemblée générale déterminera le mode de rémunération des administrateurs et commissaires.

Article vingt. — Le conseil d'administration élit, s'il le juge utile, parmi ses membres, un président et un ou plusieurs vice-présidents.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers.

Il peut nommer un ou plusieurs administrateurs délégués, dont il fixe et dont il peut modifier les pouvoirs, et déléguer la signature sociale, pour certaines opérations, à un ou plusieurs agents agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves qu'il déterminera.

Article vingt-un. — Le conseil d'administration se réunit, chaque fois que les intérêts de la société l'exigent, sur la convocation de son président et, en cas d'absence de celui-ci d'un vice-président ou d'un administrateur spécialement désigné à cet effet.

Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au siège administratif ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Les résolutions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial et signés par les membres présents.

Article vingt-deux. — Le conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié de ses membres est présente ou représentée. Un administrateur absent pourra par simple lettre ou télégramme déléguer ses pouvoirs à un de ses collègues, mais seulement pour une séance ou pour un objet déterminé; les procurations sont conservées au siège administratif et annexées au procès-verbal. Aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix, en cas de partage, la voix de la personne qui préside la séance est prépondérante. Toutefois, si deux voix seulement sont émises, la décision doit être prise à l'unanimité.

Si dans une séance du conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux du conseil d'administration, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du conseil, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Article vingt-trois. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société à la seule exception de ceux réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire tous actes d'administration et de disposition, acheter, vendre, échanger, acquérir et aliéner, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, emprunter à court et à long terme avec ou sans garantie même par voie d'émission de bons ou obligations, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, avec stipulation de voie parée, donner mainlevée avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, accorder toutes priorités d'hypothèque et de privilège, céder tous rangs d'inscription, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux.

Article vingt-quatre. — Sauf les cas de délégation prévus à l'article vingt, tous les actes qui engagent la société sont signés par deux administrateurs qui n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une délégation spéciale du conseil.

Article vingt-cinq. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président, d'un administrateur-délégué ou de deux administrateurs.

Au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et à l'étranger où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre ce représentant.

Article vingt-six. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale fixe le nombre des commissaires, les nomme et peut les révoquer en tout temps.

Le collège des commissaires fixe par voie du sort l'ordre de sortie de ses membres, de telle façon que la durée d'aucun mandat n'excède six ans.

Article vingt-sept. — Les commissaires ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société; ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société mais sans déplacement de ces documents.

Ils peuvent se faire assister par un expert, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale ordinaire, le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

Article vingt-huit. — Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société; ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

Article vingt-neuf. — Chaque administrateurs doit affecter ou faire affecter trente parts sociales de la société à la garantie de sa gestion. Chaque commissaire doit affecter ou faire affecter quinze parts sociales à la garantie de son mandat. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale aura accordé décharge.

Les actions constituant le cautionnement des administrateurs et commissaires, doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

A défaut d'avoir constitué son cautionnement dans le mois de sa nomination ou de la notification qui lui en a été faite si elle a eu lieu en son absence, tout administrateur ou commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

TITRE QUATRIEME.

Assemblée Générale.

Article trente. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit désigné par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés, elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société, ses décisions arrêtées conformément aux statuts sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables et les dissidents.

Article trente-un. — L'assemblée générale se réunit de plein droit chaque année, le dernier mardi du mois d'avril, à dix heures du matin.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tient de plein droit le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires entend les rapports des administrateurs et des commissaires relatifs à la situation de la société, au bilan et au compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et détermine, s'il échet, les dividendes à répartir.

Le bilan et le compte de profits et pertes adoptés, elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Elle procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous les autres objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale autant de fois que l'intérêt de la société l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert en formulant l'objet de la réunion.

Article trente-deux. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée générale dans le « Bulletin Officiel du Congo belge » ou dans le « Bulletin administratif du Congo Belge ».

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom, quinze jours au moins avant la réunion, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Article trente-trois. — L'assemblée générale se compose de tous les associés ayant observé l'article trente-quatre des statuts.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres, ou les deux-cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article trente-quatre. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires de parts nominatives doivent cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif, l'indication du nombre des parts pour lesquelles ils entendent prendre part au vote; cette formalité n'est pas requise des administrateurs et commissaires pour les titres affectés à leur cautionnement. Les propriétaires de parts au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par un mandataire qui sera porteur d'un pouvoir spécial dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt, trois jours au plus tard avant la réunion.

Lorsque pour les mêmes actions, il existe plusieurs intéressés co-propriétaires, usufruitiers, nu-propriétaires, créanciers ou débiteurs-gagistes, ceux-ci sont tenus respectivement de se faire représenter par un seul et même mandataire.

Il est dressé par les soins du conseil d'administration une liste de présence que tout associé ou mandataire est tenu de signer avant d'entrer à l'assemblée.

Les porteurs d'obligations peuvent assister aux assemblées générales s'ils ont effectué le dépôt de leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée, mais avec voix consultative seulement.

Article trente-cinq. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration.

En son absence, un vice-président, ou à défaut, un administrateur à ce désigné par ses collègues remplit les fonctions de président.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire qui peut ne pas être associé; il propose à l'assemblée, comme scrutateurs, deux des actionnaires présents et acceptants.

Article trente-six. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les associés n'est portée à l'ordre du jour, si elle n'est pas signée par des associés possédant ensemble un cinquième du capital social et si elle n'a pas été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quel que soit le nombre des parts représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents et représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion, de prorogation ou de dissolution anticipée de la société, d'augmentation ou de réduction du capital, de transformation de la société en une société de toute autre forme coloniale ou étrangère, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital. S'il n'est pas satisfait à cette dernière condition, une nouvelle assemblée doit être convoquée et cette nouvelle assemblée statue, quel que soit le nombre des parts représentées. Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Toutefois, en cas de perte des trois quarts du capital social, la dissolution de la société pourra être prononcée par les associés possédant le quart des parts représentées à l'assemblée.

Aucune modification ne pourra être apportée aux présents statuts sans l'autorisation du pouvoir exécutif de la Colonie, si ces modifications ont trait à l'un ou l'autre des points déterminés par l'article premier de l'arrêté royal du vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six révisé et complété par les arrêtés royaux du vingt-novembre mil neuf cent vingt-huit et des treize janvier et cinq décembre mil neuf cent trente-six, sur les constitutions des sociétés congolaises par actions à responsabilité limitée.

Toute modification à l'objet essentiel de la société n'est admise que du consentement de tous les actionnaires de la société.

Le président de l'assemblée a le droit de proroger séance tenante toute réunion quelconque de l'assemblée à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions, notamment, sont nulles de plein droit. En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

Article trente-sept. — Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le président du conseil, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE CINQUIEME.

Inventaire. — Bilan. — Répartition des Bénéfices.

Article trente-huit. — L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-un décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, c'est-à-dire le trente-un décembre de chaque année, les écritures de la société sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes et dresse l'inventaire.

Le conseil d'administration dispose d'un pouvoir d'appréciation entier pour l'évaluation de l'actif de la société. Il devra faire les évaluations avec la plus grande prudence, de manière à assurer l'avenir de la société.

Le conseil d'administration fera également les amortissements qui lui paraîtront nécessaires pour tenir compte de toutes moins-values des éléments de l'actif par rapport à la situation réelle de la société.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gage, les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire reprend l'indication des valeurs mobilières et immobilières et, en général, de toutes les dettes actives et passives de la société et contient le résumé de tous les engagements et également des dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Le bilan, le compte de profits et pertes et l'inventaire seront mis à la disposition des commissaires, un mois avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Les commissaires feront un rapport énonçant leurs propositions.

Article trente-neuf. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les associés peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et celles de leur domicile, ainsi que du rapport des commissaires.

Article quarante. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges de la société, des impôts et des frais généraux, y compris les amortissements, dépréciations, moins-values et des rémunérations aux administrateurs et commissaires et des prévisions déterminées par le conseil d'administration, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé d'abord cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque cette réserve aura atteint un dixième du capital social.

Le solde du bénéfice net après ce premier prélèvement sera affecté chaque année conformément aux décisions de l'assemblée générale délibérant à la majorité ordinaire.

Les dividendes et tantièmes sont payables aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Article quarante-un. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des associés, publiés dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

La situation du capital social sera publiée une fois par an à la suite du bilan. Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts, avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

TITRE SIXIEME.

Dissolution. — Liquidation.

Article quarante-deux. — La société peut être dissoute en tout temps par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés, convoquée, siégeant et délibérant suivant les conditions prévues aux articles trente-deux et trente-six.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Article quarante-trois. — Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Sauf en cas de fusion ou de cession contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts.

Si les parts ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, doivent mettre les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les parts.

TITRE SEPTIEME.

Dispositions générales.

Article quarante-quatre. — Tout associé domicilié au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du siège administratif, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège administratif où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires, liquidateurs, domiciliés au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société où toutes assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et contrôle.

Le conseil d'administration et en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article quarante-cinq. — Toutes contestations entre la société et les associés comme tels sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

Article quarante-six. — Les parties entendent se conformer entièrement à la législation du Congo Belge et, en conséquence, les dispositions de cette législation auxquelles il n'est pas licitement dérogé par les présents statuts sont réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation sont censées non écrites.

TITRE HUITIEME.

Dispositions transitoires.

Article quarante-sept. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

Article quarante-huit. — Le premier exercice social comprendra la période de temps à courir depuis la fondation de la société jusqu'au trente-un décembre mil neuf cent cinquante-trois et la première assemblée générale annuelle se tiendra en mil neuf cent cinquante-quatre.

Article quarante-neuf. — Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à cent septante-cinq mille francs.

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Les statuts de la société étant arrêtés et la société ainsi constituée, les comparants, constitués en assemblée générale des actionnaires :

1. Décident de fixer à quatre le nombre des membres devant composer le premier conseil d'administration et appellent aux fonctions d'administrateurs :

Monsieur Pierre Boty,

Monsieur Félix Leblanc,

Monsieur Marcel Hublou,

Et Monsieur Robert Thys, — qui déclarent accepter.

2. Décident qu'il y aura initialement un collège de deux commissaires et appellent aux fonctions de commissaires :

Monsieur Jean Bagniet et Monsieur Léon Orban, — qui acceptent.

NOMINATIONS AU SEIN DU CONSEIL.

Et les administrateurs ci-avant nommés, réunis en Conseil et à l'unanimité :

1. Désignent en qualité de président du conseil, Monsieur Pierre Boty et de vice-président, Monsieur Félix Leblanc.

2. Appellent aux fonctions d'administrateur-délégué, Monsieur Marcel Hublou.

DELEGATIONS DE POUVOIRS.

Ensuite, le conseil d'administration, à l'unanimité de ses membres, délègue les pouvoirs suivants :

a. à Monsieur Marcel Hublou, administrateur-délégué, tous les pouvoirs accordés au Conseil d'Administration par l'article vingt-trois des statuts. Toutefois, la signature de deux administrateurs sera nécessaire pour :

1. L'achat et la vente de biens immeubles,

2. Consentir tous prêts et contracter tous emprunts lorsque leur montant dépasse un million de francs,

3. Consentir des hypothèques sur les biens de la société.

b. à Monsieur Victor Denis, fondé de pouvoirs, les pouvoirs d'effectuer au nom et pour compte de la société, toutes les opérations commerciales et à contracter tous les engagements se rapportant à la marche journalière des affaires de la société, notamment signer la correspondance courante; signer pour réception des pièces et documents émanant du service des postes et télégraphes des roulages, messageries, et chemin de fer, signer et endosser tous effets de commerce, mandats, quittances, promesses, chèques et caetera; retirer et disposer de toutes sommes généralement quelconques confiées ou déposées aux banques, chèques postaux, caisses publiques et tous autres organismes publics ou privés, et ce pour

autant que chacune de ces opérations n'excède pas la somme de cinq cent mille francs.

c. à Monsieur Henri Robert, fondé de pouvoirs, les pouvoirs d'effectuer au nom et pour compte de la société, toutes les opérations commerciales et à contracter tous les engagements se rapportant à la marche journalière des affaires de la société, notamment signer la correspondance courante; signer pour réception des pièces et documents émanant du service des postes et télégraphes, des roulages, messageries et chemin de fer, signer et endosser tous effets de commerce, mandats, quittances, promesses, chèques, et caetera, retirer et disposer de toutes sommes généralement quelconques confiées ou déposées aux banques, chèques postaux, caisses publiques et tous autres organismes publics ou privés et ce pour autant que chacune de ces opérations n'excède pas la somme de deux cent mille francs.

d. à Monsieur Adolphe-Joseph Van Lierde, ingénieur, les pouvoirs d'effectuer au nom et pour compte de la société, toutes les opérations commerciales et à contracter tous les engagements se rapportant à la marche journalière des affaires de la société, notamment signer la correspondance courante, signer pour réception des pièces et documents émanant du service des postes et télégraphes, de roulages, messageries et chemin de fer, signer et endosser tous effets de commerce, mandats, quittances, promesses, chèques, et caetera, retirer et disposer de toutes sommes généralement quelconques confiées ou déposées aux banques, chèques postaux, caisses publiques et tous autres organismes publics ou privés, et ce pour autant que chacune de ces opérations n'excède pas la somme de cent mille francs.

DONT ACTE ET PROCES-VERBAL.

Fait et passé à Anderlecht.

Lecture faite, les comparants, ès-qualités, ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A.C.I., le dix-neuf janvier mil neuf cent cinquante-trois, volume 1123, folio 93, case 9, dix rôles, onze renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur : (signé) Denys.

POUR EXPEDITION CONFORME,

(signé) P. Muller-Vanisterbeek.

P. Muller-Vanisterbeek. Notaire — Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Muller-Vanisterbeek, Notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs. N^o 1428. Bruxelles, le 27 janvier 1953. (signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 28 janvier 1953. Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 29 janvier 1953. Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
Le 11 février 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
De 11 Februari 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Radio Amplification Cinéma « R. A. C. ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

LEOPOLDVILLE (Congo Belge).

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATION AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-neuf décembre à onze heures trente.

Par devant Maître Jacques VAN WETTER, Notaire de résidence à Ixelles, substituant son confrère Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVEN,

S'est tenu à Bruxelles, 131a, avenue Louise.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société RADIO AMPLIFICATION CINEMA, en abrégé R.A.C., société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), dont le siège administratif est à Bruxelles, 242, rue Royale, constituée par acte reçu par le Notaire A. SNYERS d'ATTENHOVEN, à Bruxelles, le neuf février mil neuf cent cinquante sous le régime de la législation congolaise, et dont les statuts ont été publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai mil neuf cent cinquante et aux Annexes du Moniteur Belge du cinq mars mil neuf cent cinquante sous le n° 3294.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La Société Congolaise par actions à responsabilité limitée dite « La Cominière », dont le siège social est établi à Bruxelles, 5, rue de la Science, ici représentée, conformément à l'article vingt-trois, des statuts sociaux par : Monsieur Simon COLLIN, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek

(1) Arrêté royal du 23 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1953. — 1^{re} Partie.

34, Boulevard Louis Schmidt, en vertu d'une procuration par acte sous seing privé datée du vingt-trois décembre mil neuf cent cinquante-deux, pour 500,—

2. Monsieur Martin THEVES, administrateur de Sociétés, demeurant 12, rue de la Forêt, à Rhode Saint Genèse, représenté par Monsieur COLLIN, prénommé, en vertu d'une procuration par acte sous seing privé datée du vingt-quatre décembre mil neuf cent cinquante-deux 500,—

3. Monsieur Hector DUBOIS, administrateur de Sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, 6, avenue du Cerf-Volant ... 10,—

4. Monsieur Louis Baron de MARCQ de TIEGE, administrateur de sociétés, demeurant au château de la Clée à Cutte-coven-Looz 10,—

5. Monsieur Simon COLLIN, prénommé 500,—

6. Monsieur Willy PITZELE, administrateur de Sociétés, demeurant avenue Albert d'Huart, 45 à Woluwe Saint Pierre, représenté par Monsieur COLLIN, prénommé en vertu d'une procuration par acte sous seing privé en date du vingt-deux décembre mil neuf cent cinquante-deux 500,—

7. Monsieur Jean JACOBBER, administrateur de Sociétés, demeurant avenue Général de Gaulle, 51, à Léopoldville (Congo Belge), représenté par Monsieur DUBOIS, prénommé en vertu d'une procuration par acte sous seing privé datée du vingt-deux décembre mil neuf cent cinquante-deux 500,—

8. La Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale d'Afrique, en abrégé « Cofima » ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 98, rue de la Loi, ici représentée par deux de ses administrateurs : Monsieur Louis Baron de MARCQ de TIEGE, susnommé et Monsieur Gaston DRUGMAND, administrateur de Sociétés, demeurant à Jette-Saint-Pierre, 76, avenue de la Constitution 2.480,—

Ensemble cinq mille parts sociales 5.000,—

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article trente des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Louis Baron de MARCQ de TIEGE prénommé.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Gaston DRUGMAND, prénommé.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Hector DUBOIS et Simon COLLIN, prénommés.

Monsieur le Président expose :

1. que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

a) augmentation du capital à concurrence de deux millions cinq cent mille francs congolais pour le porter de cinq millions à sept millions cinq cent mille francs congolais.

b) modification aux statuts relative à cette augmentation de capital.

2. que toutes les parts sociales sont encore actuellement nominatives et que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée, ont été faites, conformément à l'article vingt-six des statuts, par lettres missives, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Le secrétaire dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation datée du dix-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux.

3. que pour assister à la présente assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles vingt-huit et vingt-neuf des statuts.

4. que les parts sociales présentes ou représentées s'élèvent à cinq mille donnant droit à trois mille cinq cent vingt voix.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par les scrutateurs Messieurs le Président constate que l'assemblée est valablement constituée conformément à l'article trente-deux des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Première résolution : L'assemblée décide :

1. d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions cinq cent mille francs congolais pour le porter de cinq millions à sept millions cinq cent mille francs congolais, par la création de deux mille cinq cents parts sociales nouvelles sans désignation de valeur, chaque part représentant un sept et demi millième de l'avoir social, qui participeront aux bénéfices éventuels du prochain exercice et seront en tout semblables aux parts sociales actuelles.

Ces deux mille cinq cents parts sociales nouvelles seront à souscrire en espèces par les propriétaires des parts actuelles dans la proportion de une part nouvelle pour deux anciennes.

2. de procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec libération immédiate à concurrence de cent pour cent.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève environ à cinquante mille francs.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

Deuxième résolution : Sous la condition suspensive de son approbation par arrêté royal de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide de supprimer le texte de l'article cinq des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

Article cinq : Le capital social est fixé à sept millions cinq cent mille francs congolais et est représenté par sept mille cinq cents parts sociales sans désignation de valeur, chaque part représentant un sept et demi millième de l'avoir social.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

Souscription : Et à l'instant, les sociétés et personnes comparantes, après avoir entendu lecture de ce qui précède, ont déclaré souscrire ainsi qu'il suit les deux mille cinq cents parts sociales nouvelles créées en première résolution.

1. La Cominière, deux cent cinquante parts	250,—
2. Monsieur Martin THEVES, deux cent cinquante parts ...	250,—
3. Monsieur Simon COLLIN, deux cent cinquante parts ...	250,—
4. Monsieur Willy PITZELE, deux cent cinquante parts ...	250,—
5. Monsieur Jean JACOBBER, deux cent cinquante parts ...	250,—
6. La Cofima, mille deux cent cinquante parts	1.250,—
Ensemble : deux mille cinq cents parts sociales	2.500,—

Les souscripteurs déclarent libérer leurs participations à cent pour cent.

Les comparants déclarent et reconnaissent que le montant des souscriptions s'élevant à deux millions cinq cent mille francs congolais, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

Troisième résolution : L'Assemblée décide d'ajouter à l'article neuf des statuts, la mention suivante : « Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création », et de compléter le titre VI des statuts comme suit : « En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à sept millions cinq cent mille francs congolais et que la modification aux statuts faisant l'objet de la deuxième résolution ci-dessus, est devenue définitive.

La séance est levée à douze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau, les souscripteurs et les actionnaires présents ont signé avec Nous Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré deux rôles, trois renvois à Ixelles A.C., le cinq janvier 1953, vol. 298 f° 20 Ce 2. Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) E. VAN POELVOORDE.

Suivent les annexes.

Je soussigné JACOBBER Jean, Administrateur, demeurant à Léopoldville, 38, avenue Charles de Gaulle, propriétaire de cinq cents actions de la Société Congolaise par Actions à Responsabilité limitée, R.A.C., ayant son siège social à Léopoldville, déclare constituer pour mandataire spécial Monsieur Hector DUBOIS, demeurant à Watermael-Boitsfort, 6, avenue du Cerf Volant, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société, qui se tiendra le vingt-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux à Bruxelles, à onze heures trente, à l'étude de Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVE, Notaire à Bruxelles, 131a, avenue Louise, avec l'ordre du jour suivant :

1° souscrire à l'augmentation d'un capital qui aura pour effet de porter le capital de cinq millions à sept millions et demi de francs congolais, et ce à concurrence de deux cent cinquante parts sociales pour un montant de deux cent cinquante mille francs.

2° modifier les statuts en concordance.

3° ajouter à l'article neuf que les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

4° compléter le titre VI comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assemblée. »

5° prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, stipuler que les frais mis à charge de la Société à l'occasion des présentes, s'élèveront à cinquante mille francs environ.

Le vingt-deux décembre mil neuf cent cinquante-deux. Bon pour pouvoirs (signé) JACOBBER.

Enregistré un rôle, sans renvoi à Ixelles A.C., le cinq janvier 1953, vol. 51 f° 17 Ce 10. Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) E. VAN POELVOORDE.

Je soussigné PITZELE Willy, demeurant à Stockel, 46, avenue Baron d'Huart, propriétaire de cinq cents parts sociales de la Société congolaise par Actions à responsabilité limitée, R.A.C., ayant son siège social à Léopoldville, déclare constituer pour mandataire spécial : Monsieur S. COLLIN, demeurant à Etterbeek, 34, Boulevard Louis Schmidt, à l'effet de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la dite Société, qui se tiendra le vingt-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux à Bruxelles à onze heures trente à l'étude de Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, Notaire à Bruxelles, 131a, avenue Louise, avec l'ordre du jour suivant :

1° souscrire à l'augmentation d'un capital qui aura pour effet de porter le capital de cinq millions à sept millions et demi de francs congolais, et ce à concurrence de deux cent cinquante parts sociales pour un montant de deux cent cinquante mille francs.

2° modifier les statuts en concordance.

3° ajouter à l'article neuf que les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

4° compléter le titre VI comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assemblée. »

5° prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, stipuler que les frais mis à charge de la Société à l'occasion des présentes, s'élèveront à cinquante mille francs environ.

Fait à Bruxelles, le vingt-deux décembre mil neuf cent cinquante-deux.
Bon pour pouvoir (signé) W. PITZELE.

Enregistré un rôle, sans renvoi à Ixelles A.C., le cinq janvier 1953, vol. 51 f° 17 Ce 10. Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) E. VAN POELVOORDE.

Je soussigné Martin THEVES, demeurant à Rhode Saint Genèse, 12, rue de la Forêt de Soignes, propriétaire de cinq cents parts sociales de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, R.A.C., ayant son siège social à Léopoldville, déclare constituer pour mandataire spécial, Monsieur S. COLLIN, demeurant à Etterbeek, 34, Boulevard L. Schmidt, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société, qui se tiendra le vingt-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux à Bruxelles à onze heures trente, à l'étude de Monsieur Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, Notaire à Bruxelles, 131a, avenue Louise, avec l'ordre du jour suivant :

1° souscrire à l'augmentation d'un capital qui aura pour effet de porter le capital de cinq millions à sept millions et demi de francs congolais, et ce à concurrence de deux cent cinquante parts sociales pour un montant de deux cent cinquante mille francs.

2° modifier les statuts en concordance.

3° ajouter à l'article neuf que les cessions des parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

4° compléter le titre VI comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assemblée. »

5° prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, stipuler que les frais mis à charge de la Société à l'occasion des présentes, s'élèveront à cinquante mille francs environ.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatre décembre mil neuf cent cinquante-deux. Bon pour pouvoirs (signé) M. THEVES.

Enregistré un rôle, sans renvoi à Ixelles A.C., le cinq janvier 1953, vol. 51 f° 17 Ce 10. Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) E. VAN POELVOORDE.

Je soussigné Cominière S.C.A.R.L., demeurant à Bruxelles, 5, rue de la Science, propriétaire de cinq cents parts sociales de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, R.A.C. ayant son siège social à Léopoldville, déclare constituer pour mandataire spécial, Monsieur Simon COLLIN, demeurant à Etterbeek, 34, Boulevard Louis Schmidt à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Société, qui se tiendra le vingt-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux à Bruxelles à onze heures trente, à l'étude de Monsieur Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, Notaire à Bruxelles, 131a, avenue Louise, avec l'ordre du jour suivant :

1° souscrire à l'augmentation d'un capital qui aura pour effet de porter le capital de cinq millions à sept millions et demi de francs congolais, et ce à concurrence de deux cent cinquante parts sociales pour un montant de deux cent cinquante mille francs.

2° modifier les statuts en concordance.

3° ajouter à l'article neuf que les cessions des parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

4° compléter le titre VI comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assemblée. »

5° prendre part à toutes les délibérations sur l'ordre du jour, émettre tous votes, signer tous procès-verbaux, stipuler que les frais mis à charge de la Société à l'occasion des présentes, s'élèveront à cinquante mille francs environ.

Bruxelles, le vingt-trois décembre mil neuf cent cinquante-deux. Société Commerciale et Minière du Congo, S.C.R.L. Cominière. Un administrateur (signé) Bon pour pouvoir — JANSSEN. L'Administrateur-Délégué (signé) Bon pour pouvoir — Illisible.

Enregistré un rôle, sans renvoi à Ixelles A.C., le cinq janvier 1953, vol. 51 f° 17 Ce 10. Reçu quarante francs. Le Receveur (signé) E. VAN POELVOORDE.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) J. Van Wetter.

J. Van Wetter — Notaire. Ixelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Van Wetter, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs — N° 1377.

Bruxelles, 21 janvier 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M^e Charles Bareel apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 janvier 1953.

Le Chef de Bureau,

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint :

(sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
Le 11 février 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
De 11 Februari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Société Immobilière au Kivu » en abrégé « S.I.M.A.K. ».

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le jeudi trois juillet, à onze heures du matin.

Au siège administratif à Bruxelles, rue de la Loi, numéro 80.

Devant Nous, Jean NERINCX, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société : « SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE AU KIVU » en abrégé « S.I.M.A.K. » société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous le régime de la législation de la Colonie du Congo Belge, ayant son siège social à Costermansville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue de la Loi, 80, constituée suivant acte reçu par le Notaire Edouard Van Halteren, à Bruxelles, le dix octobre mil neuf cent vingt-neuf, autorisée par arrêté royal du quatorze novembre mil neuf cent vingt-neuf, et dont les statuts ont été publiés au Bulletin officiel du Congo Belge, le quinze décembre mil neuf cent vingt-neuf, et aux Annexes du Moniteur Belge, les deux/trois décembre mil neuf cent vingt-neuf, actes numéros 18055 et 18056, lesquels statuts ont été modifiés : 1) par l'assemblée générale extraordinaire du sept novembre mil neuf cent trente quatre, tenue devant Maître Charles Claes, Notaire à Bruxelles, modifications approuvées par Arrêté Royal du cinq décembre mil neuf cent trente quatre et publiées au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze janvier mil neuf cent trente cinq, et aux Annexes du Moniteur Belge, du six janvier mil neuf cent trente cinq, acte numéro 178; 2) par l'assemblée générale extraordinaire du quatorze mars mil neuf cent quarante six, tenue devant Maître Jean Nerincx, Notaire à Bruxelles, modifications approuvées par Arrêté Royal du huit juillet mil neuf cent quarante six et publiées au Bulletin officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent quarante six et aux annexes du Moniteur Belge du trois août mil neuf cent quarante six, acte numéro 16075, et 3/ par l'assemblée générale extraordinaire du sept juillet mil neuf cent quarante neuf, tenue devant Maître Jean Nerincx, notaire à Bruxelles, modifications approuvées par arrêté Royal du trente et un décembre mil neuf cent quarante neuf et publiées au Bulletin Officiel du Congo Belge, du quinze février mil neuf cent cinquante et aux annexes du Moniteur Belge du vingt huit janvier mil neuf cent cinquante, acte numéro 1643.

La séance est ouverte à onze heures, sous la Présidence de Monsieur Léon Helbig de Balzac, Ecuyer, Président de la SIMAK, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint Michel, numéro 50.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marcel Hansen, administrateur délégué de la Simak, dénommé à la liste de présence ci-après vantée et qui accepte.

Il désigne comme scrutateurs : Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 1, avenue de l'Hippodrome, et Monsieur Victor de Bellefroid, demeurant à Liège, 51, rue du Parc, qui acceptent les fonctions leur dévolues.

(1) Arrêté royal du 26 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1953. — 1^{re} Partie.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, profession et domicile, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils déclarent posséder sont consignés sur une liste de présence à laquelle les parties déclarent se référer, et qui demeurera ci-annexée, après reconnaissance et signature, pour être soumis à la formalité de l'enregistrement en même temps que les procurations y mentionnées et que le présent procès verbal.

Il est procédé à l'appel des actionnaires présents ou représentés sur la dite liste de présence clôturée par le bureau.

Monsieur le Président expose :

1. que l'assemblée a pour ordre du jour :

1) approbation de la convention à passer, sous réserve de ratification par le pouvoir législatif de la colonie, entre la Colonie du Congo Belge, le Comité National du Kivu et la Société Immobilière au Kivu et modifiant les conventions entre les mêmes des vingt neuf mars mil neuf cent trente quatre, quatre mai mil neuf cent trente six, vingt deux février mil neuf cent quarante six et vingt deux juin mil neuf cent quarante neuf.

2) Constatation de ce que le capital social est constitué en francs congolais.

3) Modifications à apporter aux statuts, dont certaines en exécution de la convention citée au 1) ci-dessus.

a) à l'article deux, supprimer dans le premier alinéa les mots entre parenthèses : « (District du Kivu, province orientale du Congo Belge) » pour les remplacer par les mots, entre parenthèses « (Congo Belge) ».

b) à la fin de l'article quatre remplacer les mots : « se rattachant à l'objet social défini ci-dessus » par la phrase suivante : « de nature à lui faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social. Elle pourra notamment convertir en valeurs mobilières, les capitaux temporairement disponibles ».

c) ajouter à la fin de l'article six, les mots suivants « le capital social est constitué en francs congolais ».

d) à l'article neuf, supprimer à la première phrase, les mots suivants : « et en tous cas jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans prenant cours le jour de la constitution de la société ».

Au même article supprimer la dernière phrase commençant par les mots « Les cessions » et se terminant par les mots « de la société ».

e) à l'article douze supprimer la première phrase commençant par les mots : « les titres au porteur » et se terminant par les mots « d'une griffe » et la remplacer par le texte suivant :

« Les titres au porteur portent la signature de deux administrateurs au moins : ces signatures peuvent être remplacées par des griffes. »

f) à l'article vingt deux à la première phrase ajouter les mots : « ou de l'administrateur délégué » après les mots « d'un vice président ».

g) à l'article trente trois à la première phrase supprimer les mots « premier jeudi de juillet » et les remplacer par les mots : « troisième jeudi de juin ».

A la même phrase supprimer les mots : « et pour la première fois en mil neuf cent trente et un ».

h) compléter l'article trente six comme suit :

« Toutefois le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire » ces délais et d'accepter les dépôts et les inscriptions en dehors des limites indiquées à la condition que la décision prise par lui soit la même » pour tous les propriétaires de titres se trouvant dans le même cas. »

i) à l'article quarante deux, supprimer les mots : « en même temps que la convocation » qui terminent l'antépénultième alinéa.

j) à l'article quarante trois, sous le littéra B, supprimer la phrase :

« Ce report à nouveau peut cependant être prélevé immédiatement » après la constitution du fonds de réserve inscrit au paragraphe 1) littéra A, à condition qu'il ne dépasse pas un pour cent du capital nominal. »

pour la remplacer par :

« L'affectation aux fonds de prévision ou d'amortissement, et le report » à nouveau peuvent cependant être prélevés immédiatement après la constitution du fonds de réserve inscrit au paragraphe 1) littéra A, à condition que l'affectation proposée ne dépasse pas en totalité un pour cent du capital nominal. »

4) Proposition de déclarer que les modifications ci-dessus apportées aux statuts, sont prises sous réserve d'approbation par l'autorité compétente.

II. — que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article trente quatre des statuts, par annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée, dans : 1) les Annexes au Bulletin officiel du Congo Belge du dix sept juin mil neuf cent cinquante deux; 2) le Moniteur Belge, du seize/dix sept juin mil neuf cent cinquante deux; 3) L'Echo de la Bourse, journal édité à Bruxelles, en date du seize juin mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau, les numéros justificatifs des dits journaux.

III. — que conformément au même article trente-quatre, des lettres missives ont été adressées aux actionnaires en noms, le treize juin mil neuf cent cinquante deux.

IV. — que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article trente six des statuts.

V. — que sur les deux cent cinquante mille parts sociales représentant l'intégralité du capital social, il est valablement représenté à la présente assemblée deux cent vingt mille quatre cent et six parts sociales, et qu'en conséquence l'assemblée est valablement constituée et peut délibérer sur les objets mis à l'ordre du jour.

Monsieur le Président, après avoir donné lecture du texte de la convention dont question sous le point numéro 1 de l'ordre du jour, la remet au Notaire soussigné pour qu'elle demeure annexée au procès-verbal de la présente assemblée.

Ces faits étant exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président, après avoir signalé qu'au cours des délibérations du Conseil, les administrateurs qui pouvaient avoir des intérêts opposés à ceux de la société, se sont abstenus au vote, soumet à l'approbation de l'assemblée générale, les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée approuve la convention à passer, sous réserve de ratification par le Pouvoir Législatif de la Colonie, entre la Colonie du Congo Belge, le Comité National du Kivu et la Société Immobilière au Kivu, et modifiant les conventions entre les mêmes des vingt-neuf mars mil neuf cent trente quatre, quatre mai mil neuf cent trente six, vingt deux février mil neuf cent quarante six, et vingt deux juin mil neuf cent quarante neuf.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée constate que le capital social est constitué en francs congolais.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes, dont certaines en conséquence de l'adoption des première et deuxième résolutions.

a) à l'article deux, supprimer dans le premier alinéa, les mots entre parenthèses : « (District du Kivu, province orientale du Congo Belge) », pour les remplacer par les mots, entre parenthèses : « (Congo Belge) ».

b) à la fin de l'article quatre, remplacer les mots : « se rattachant à l'objet social défini ci-dessus », par la phrase suivante : « de nature à » lui faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social. » Elle pourra notamment convertir en valeurs mobilières, les capitaux » temporairement disponibles. »

c) ajouter à la fin de l'article six, les mots suivants : « le capital social est constitué en francs congolais ».

d) à l'article neuf, supprimer à la première phrase, les mots suivants : « et en tous cas jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans prenant cours » le jour de la constitution de la société. »

Au même article, supprimer la dernière phrase commençant par les mots : « Les cessions » et se terminant par les mots : « de la Société ».

e) à l'article douze, supprimer la première phrase commençant par les mots : « Les titres au porteur » et se terminant par les mots : « d'une griffe », et la remplacer par le texte suivant : « Les titres au porteur portent la signature « de deux administrateurs au moins; ces signatures » peuvent être remplacées par des griffes ».

f) à l'article vingt deux, à la première phrase ajouter les mots : « ou de l'Administrateur-Délégué » après les mots « d'un Vice-Président ».

g) à l'article trente-trois, à la première phrase, supprimer les mots : « premier jeudi de juillet », et les remplacer par les mots : « troisième jeudi de juin ».

A la même phrase, supprimer les mots : « et pour la première fois en » mil neuf cent trente et un. »

h) compléter l'article trente six comme suit : « Toutefois, le Conseil » d'Administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter les dépôts et les inscriptions en dehors des limites indiquées, » à la condition que la décision prise par lui soit la même pour tous les » propriétaires de titres se trouvant dans le même cas. »

i) à l'article quarante deux, supprimer les mots : « en même temps que la convocation » qui terminent l'antépénultième alinéa.

j) à l'article quarante trois, sous le littéra B, supprimer la phrase : « Ce report à nouveau peut cependant être prélevé immédiatement après » la constitution du fonds de réserve inscrit au paragraphe 1) littéra A, » à condition qu'il ne dépasse pas un pour cent du capital nominal », pour la remplacer par : « L'affectation aux fonds de prévision ou d'amortissement, et le report à nouveau peuvent cependant être prélevés immédiatement après la constitution du fonds de réserve inscrit au paragraphe 1) littéra A, à condition que l'affectation proposée ne dépasse » pas en totalité un pour cent du capital nominal. »

DELIBERATION.

Ces modifications sont adoptées par l'assemblée, article par article, à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée déclare que les modifications ci-dessus apportées aux statuts sont prises sous réserve d'approbation par l'autorité compétente.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée.

De tout quoi le Notaire Nerinx soussigné, a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les membres de l'assemblée qui en ont fait la demande, ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A.C.I., le quatre juillet 1900 cinquante deux.
Vol. 1121, f° 19, case 3, quatre rôles, trois renvois. Reçu : quarante francs.
Le Receveur a/i (signé) DUVIVIER.

ANNEXE I.

Société Immobilière au Kivu, en abrégé « S.I.M.A.K. » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Costermansville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 80, rue de la Loi.

Assemblée générale extraordinaire du jeudi trois juillet mil neuf cent cinquante deux.

LISTE DE PRESENCE.

NOTA. — Les personnes renseignées comme mandataires agissant en vertu de procuration sous seing privé qui seront, avec la présente liste de présence annexées au procès-verbal authentique de l'assemblée.

ACTIONNAIRES.	Nombre de parts	Mandataire	Signatures
<p>1) le comité National du Kivu, association pourvue de la personnalité civile en vertu du décret du trente janvier mil neuf cent vingt huit ayant son siège social à Bruxelles, rue d'Egmont, 16, propriétaire de nonante quatre mille cent septante trois parts sociales.</p> <p>ici représenté par Monsieur Léon Helbig de Balzac, Ecuyer docteur en droit, demeurant à Etterbeek, Boulevard Saint Michel, numéro 50, en vertu de procuration sous seing privé en date du vingt juin dernier.</p>	94.173	Léon Helbig de Balzac	Léon Helbig de Balzac
<p>2) la Compagnie Commerciale Industrielle et Minière (C.C.I.M.) Société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Goma, et son siège administratif à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement, — propriétaire de trente neuf mille huit cent trente quatre parts sociales.</p> <p>ici représentée par Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 1, avenue de l'Hippodrome, en vertu de procuration sous seing privé en date du dix huit juin dernier;</p>	39.834	de la Croix d'Ogimont	de la Croix d'Ogimont
<p>3) Congo-Kivu, société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social</p>			

ACTIONNAIRES.	Nombre de parts	Mandataire	Signatures
à Léopoldville, Congo Belge, et son siège administratif à Bruxelles rue Montoyer, 4, propriétaire de trente six mille cent septante parts sociales.	35.170	Baron André de Broqueville	Baron André de Broqueville
4) la générale Immobilière (G. I.) société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue de la Loi, 80, propriétaire de vingt neuf mille trois cent quatre vingt cinq parts sociales.	29.385	Marcel Hansen	Marcel Hansen
5) la Société Auxiliaire Industrielle et Financière des grands Lacs Africains, (Auxilacs) société anonyme ayant son siège social à Saint Josse ten Noode, avenue de l'Astronomie, 24, propriétaire de quatre mille six cent quatre vingt parts sociales. ici représentée par Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 1, avenue de l'Hippodrome, en vertu de procuration sous seing privé en date du dix sept juin dernier.	4.680	de la Croix d'Ogimont	de la Croix d'Ogimont
6) la Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, Société Anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue d'Egmont, 4, propriétaire de trois mille cent quatre vingt deux parts sociales. ici représentée par Monsieur Charles Hervy-Cousin avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, 69, rue de l'Abbaye, en vertu de procuration sous seing privé en date du seize juin dernier.	3.182	Charles Hervy- Cousin	Charles Hervy- Cousin
7) Monsieur le Baron Louis Empain, demeurant au château de la Hulle à Profondeville, propriétaire de deux mille soixante neuf parts sociales.	2.069	Marcel Hansen	Marcel Hansen
8) Monsieur François Boudard, demeurant à Bruxelles, 32, avenue des Klauwaerts, propriétaire de deux mille parts sociales.	2.000	Marcel Hansen	Marcel Hansen
9) Monsieur Marcel Hansen, Ingénieur U.I. Lv. demeurant à Bruxelles, 18b, rue Montoyer, propriétaire de : mille huit cents trente six parts sociales.	1.836	—	Marcel Hansen
10) la Compagnie de la Linea, société Congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kakondo (Congo Belge)			

ACTIONNAIRES.	Nombre de parts	Mandataire	Signatures
et son siège administratif à Bruxelles, 8, rue de Hornes, propriétaire de : mille deux cent cinquante parts sociales.	1.250	Marcel Hansen	Marcel Hansen
11) Monsieur François Sloodts, agent de change demeurant à Uccle, 31, rue Marianne, propriétaire de mille parts sociales.	1.000	—	Sloodts
12) Monsieur Paul Leurs agent de change, demeurant à Bruxelles, 24, rue de la Bourse, propriétaire de huit cent dix parts sociales.	810	Marcel Hansen	Marcel Hansen
13) Monsieur Raphaël Verwilghen, Ingénieur U.I. Lv. demeurant à Tervueren, 3, chemin d'Hoogvorst, propriétaire de sept cent quarante et une parts sociales.	741	Marcel Hansen	Marcel Hansen
14) Monsieur Rodolphe Hansen, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 332, avenue Louise propriétaire de six cent septante quatre parts sociales.	674	Marcel Hansen	Marcel Hansen
15) Monsieur le Baron André de Broqueville, Administrateur de société demeurant à Bruxelles, 38, rue Joseph II, propriétaire de quatre cent nonante six parts sociales.	496	—	Baron André de Broqueville
16) Mademoiselle Julienne Verwilghen, sans profession demeurant à Tervueren, 3, chemin d'Hoogvorst propriétaire de trois cent quatre vingts parts sociales.	380	Marcel Hansen	Marcel Hansen
17) Mademoiselle Marguerite Verwilghen, sans profession, demeurant à Tervueren, 3, chemin d'Hoogvorst, propriétaire de trois cent quatre vingts parts sociales.	380	Marcel Hansen	Marcel Hansen
18) Mademoiselle Elisa Verwilghen, sans profession, demeurant à Tervueren, 3, chemin d'Hoogvorst, propriétaire de trois cent soixante trois parts sociales.	363	Marcel Hansen	Marcel Hansen
19) Monsieur le Comte Robert de Broqueville, Docteur en droits, demeurant au château de Postel, par Retie, propriétaire de trois cent vingt deux parts sociales.	322	Baron André de Broqueville	Baron André de Broqueville
20) la Compagnie de la Ruzizi, société Congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Usumbura (Ruanda Urundi) et son siège administra-			

ACTIONNAIRES.	Nombre de parts	Mandataire	Signatures
<p>tif à Bruxelles 24, Avenue de l'Astronomie, propriétaire de cent dix sept parts sociales.</p> <p>ici représentée par Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 1, avenue de l'Hippodrome, en vertu de procuration sous seing privé en date du dix huit juin dernier.</p>	117	de la Croix d'Ogimont	de la Croix d'Ogimont
<p>21) la société générale de Cultures, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Nya Lukemba (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Royale 148, propriétaire de cent dix sept parts sociales.</p> <p>ici représentée par Monsieur Raymond Janssen, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 298, chaussée de Vleurgat, en vertu de procuration sous seing privé en date du seize juin dernier.</p>	117	Raymond Janssen	Raymond Janssen
<p>22) Monsieur Alfred Nyst, demeurant à Uccle, 18, Avenue Van Becelaere, propriétaire de cent quarante quatre parts sociales.</p>	144	Marcel Hansen	Marcel Hansen
<p>23) Madame Henri Vienne sans profession, demeurant à Ath, 21, rue du Château Bourlu, propriétaire de cinquante six parts sociales.</p>	56	Marcel Hansen	Marcel Hansen
<p>24) Monsieur le Baron Adolphe de Cuvelier, demeurant à Crainhem, 3, avenue Centrale, propriétaire de cinquante six parts sociales.</p>	56	Marcel Hansen	Marcel Hansen
<p>25) la Compagnie Belge, société Anonyme en liquidation, ayant son siège à Profondeville, château de la Hulle, propriétaire de cinquante parts sociales.</p> <p>ici représentée par Monsieur Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, demeurant à Ixelles, 1, avenue de l'Hippodrome, en vertu de procuration sous seing privé en date du vingt quatre juin dernier.</p>	50	de la Croix d'Ogimont	de la Croix d'Ogimont
<p>26) Etablissement Hercula, société coopérative, ayant son siège social à Liège, 12-14, rue des Guillemins, propriétaire de quarante cinq parts sociales.</p>	45	Baron André de Broqueville	Baron André de Broqueville

ACTIONNAIRES.	Nombre de parts	Mandataire	Signatures
27) Monsieur Fernand Favresse, propriétaire demeurant à Bruxelles, 4, avenue des Grenadiers, propriétaire de trente six parts sociales,	36	Chevalier de Laminne de Bex	Chevalier de Laminne de Bex
28) Madame Van Camfort sans profession, demeurant à Borgerhout-Anvers, propriétaire de trente deux parts sociales.	32	Marcel Hansen	Marcel Hansen
29) Mademoiselle Juliette Dalle, sans profession, demeurant à Bruxelles, 52, avenue Louise, propriétaire de quatre parts sociales.	4	Victor Cruls	Victor Cruls
30) Mademoiselle Claire Dalle, sans profession demeurant à Bruxelles, 52, avenue Louise, propriétaire de quatre parts sociales,	4	Victor Cruls	Victor Cruls
Total : deux cent vingt mille quatre cent six parts sociales.	220.406		

Signé pour annexe au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire dressé par le Notaire Nerincx à Bruxelles, le trois juillet mil neuf cent cinquante deux et ce par les membres du bureau et le notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Bruxelles A.C.I., le 4-7-1952. Vol. 121, f° 44, case 2, quatre rôles, deux renvois. Reçu : quarante francs. Le Receveur a/i (signé) DUVIVIER.

ANNEXE II.

CONVENTION.

Entre :

la Colonie du Congo Belge, représentée par ... Ministre des Colonies,
le Comité National du Kivu, représenté par M. Léon Helbig de Balzac,
Président,

et

la Société Immobilière au Kivu (Simak) représentée par ...

il a été convenu ce qui suit :

sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Article premier :

Il est précisé que le capital de la Société Immobilière au Kivu est constitué en francs congolais.

Article deux :

Le texte de l'article 43 des statuts de la Société Immobilière au Kivu, inscrit à l'article 3 de la convention du 20 juin 1949, est modifié comme suit :

sous le litt. b) remplacer la phrase : « Ce report à nouveau peut cependant être prélevé immédiatement après la constitution du Fonds de réserve inscrit au paragraphe 1, litt. a) à condition qu'il ne dépasse pas un pour cent du capital nominal »

par la phrase :

« L'affectation aux Fonds de prévision ou d'amortissement, et le report à nouveau peuvent cependant être prélevés immédiatement après la constitution du Fonds de réserve inscrit au paragraphe 1, litt. a) à condition que l'affectation proposée ne dépasse pas en totalité un pour cent du capital nominal. »

Fait en triple exemplaire à Bruxelles, le ...

Enregistré à Bruxelles A.C.I., le 4-7-1952. Vol. 126, f^o 44, case 2, un rôle, sans renvoi. Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) DUVIVIER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(sé) J. Nerincx.

Jean Nerincx — Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous Charles Bareel Président de la chambre des vacations du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M^e Nerincx, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs — N^o 39.

Bruxelles 26 juillet 1952.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel apposée ci-dessus.

Bruxelles le 28 juillet 1952.

Le Chef de Bureau,

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée au recto.

Bruxelles le 28 juillet 1952.

Le Conseiller-adjoint,

(sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
Le 20 février 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
De 20 Februari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Compagnie Financière Africaine.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge) ; Registre du Commerce n° 2.552 et le siège administratif à Bruxelles ; Registre du Commerce n° 412.

AUGMENTATION DU CAPITAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le dix-neuf janvier.

Par devant Maître Jean-Maurice DE DONCKER, notaire à Bruxelles, s'est réunie au siège administratif, 112, rue du Commerce, à Bruxelles, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Financière Africaine, Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge), constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Maurice De Doncker, notaire à Bruxelles, le vingt-cinq mai mil neuf cent quarante-huit, publié aux annexes au Moniteur Belge du huit août suivant, sous le numéro 16.834.

La séance est ouverte à onze heures.

Conformément à l'article 31 des statuts, l'assemblée est précédée par Monsieur Pierre Orts, docteur en droit, à Ixelles, avenue Jeanne, 33, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président prie les administrateurs présents de prendre place au bureau.

Et désigne comme secrétaire, Monsieur Albert Deligne, administrateur-délégué de l'Union Foncière Congolaise, à Schaerbeek, rue de Linthout, 98.

Et comme scrutateurs, Messieurs Paul Heneau, Ex. agent colonial, à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de Koekelberg, 54, et Gaston Moreau, administrateur de sociétés, à Bruxelles, boulevard Maurice Lemonnier, 135, actionnaires ici présents et qui acceptent.

Sont présents ou représentés, les actionnaires dont les nom, prénoms, profession et demeure, ainsi que le nombre de titres possédés par chacun d'eux figurent sur une liste de présence signée par eux ou par leurs mandataires en entrant à l'assemblée.

Cette liste signée ne varietur par les membres du bureau et nous, notaire, ainsi que les procurations données par les actionnaires, resteront annexées aux présentes, après remise nous faite par le bureau, pour faire partie intégrante du présent procès-verbal.

Les procurations des actionnaires sub numéros 8 — 11 — 12 — 13 — 14 — 15 — 17 et 18 sont demeurées annexées au procès-verbal de carence dont mention ci-dessous.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire d'acter :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée à ces jour, heure et lieu à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

(1) Arrêté royal du 23 février 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1953. — 1^{re} Partie.

ORDRE DU JOUR.

1. — Constatation que les francs qui forment le capital social sont des francs congolais.

2. — Augmentation du capital social à concurrence de quarante-trois millions de francs congolais pour le porter de deux cent dix-sept millions à deux cent soixante millions de francs congolais par la création de cinquante-et-un mille six cents actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante-trois, à souscrire en numéraire au prix de huit cent quarante francs congolais par titre.

3. — Souscription de ces actions nouvelles par un établissement financier et libération immédiate de chacune d'elles à concurrence de vingt pour cent, à charge de les offrir en vente par souscription publique, après les avoir libérées entièrement, au même prix majoré des frais, soit à neuf cents francs par titre, aux porteurs des deux cent soixante mille quatre cents actions anciennes, à titre irréductible, à raison d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes, et à titre réductible, les actions disponibles après l'exercice du droit irréductible.

Pour permettre l'attribution du droit irréductible dans la proportion indiquée ci-dessus, l'établissement souscripteur renoncera éventuellement en tant qu'actionnaire à son droit irréductible à la souscription de quatre cent quatre-vingts actions nouvelles correspondant à deux mille quatre cents des actions anciennes dont il est propriétaire et ce, dans la mesure où cette renonciation s'avèrerait nécessaire.

4. — Modifications aux statuts :

— aux articles 5 et 6 pour les mettre en concordance avec l'augmentation de capital et pour exprimer le capital en francs congolais;

— aux articles 3, 4, 6 et 7, pour remplacer les mots « approbation par arrêté royal » par « autorisation par arrêté royal »;

— à l'article 2, pour supprimer les mots « et après autorisation par arrêté royal »;

— à l'article 4, pour remplacer les mots : « à dater du vingt-cinq mai mil neuf cent quarante-huit », par les mots : « à dater de l'arrêté royal autorisant sa constitution »;

— à l'article 12, pour remplacer les mots : « la fondation de la société » par les mots « leur création ».

5. — Pouvoirs à donner au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

II. Que, conformément aux stipulations de l'article 29 des statuts, les convocations contenant cet ordre du jour ont été publiées dans les journaux suivants dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau :

L'Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge des deux et onze janvier mil neuf cent cinquante-trois.

Le Moniteur Belge des deux/trois et onze janvier mil neuf cent cinquante-trois.

L'Echo de la Bourse, La Cote Libre et l'Avond-Echo, d'Anvers, tous trois, du premier au cinq et du onze/douze janvier mil neuf cent cinquante-trois.

Le Moniteur des Intérêts Matériels du premier au trois et du dix/once janvier mil neuf cent cinquante-trois.

L'Informateur Economique et Financier du premier au trois et du dix au douze janvier mil neuf cent cinquante-trois;

En outre, des lettres missives ont été adressées aux actionnaires en nom.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires et leurs mandataires se sont conformés aux prescriptions de l'article 30 des statuts.

IV. Que chaque action donne droit à une voix : sauf les réductions prévues par l'article 33 des statuts; qu'en conséquence, la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie (Brufina), société anonyme, à Bruxelles, rue de la Régence, 2, ne peut prendre part au vote que pour cinquante-deux mille quatre-vingts voix.

V. Que cent deux mille quatre cent quatre-vingt-trois actions sur les deux cent soixante mille quatre cents actions représentatives du capital social sont ici présentes ou représentées.

Qu'une première assemblée générale extraordinaire convoquée avec le même ordre du jour pour le vingt-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux n'a pu valablement délibérer, ainsi qu'il conste d'un procès-verbal dressé par le notaire De Doncker, soussigné.

En conséquence, la présente assemblée est apte à délibérer quel que soit le nombre des actions présentes ou représentées.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du Conseil d'administration, abordant son ordre du jour, l'assemblée fait la constatation et prend les résolutions suivantes, sous la condition suspensive d'autorisation par arrêté royal.

CONSTATATION.

L'assemblée constate à l'unanimité que les francs qui forment le capital social sont des francs congolais.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quarante-trois millions de francs congolais pour le porter de deux cent dix-sept millions à deux cent soixante millions de francs congolais par la création et l'émission de cinquante-et-un mille six cents actions nouvelles sans désignation de valeur, jouissant des mêmes droits et avantages que

les actions anciennes à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante-trois, à souscrire en numéraire au prix de huit cent quarante francs congolais par titre. Le prix de souscription total s'élèvera ainsi à quarante-trois millions trois cent quarante-quatre mille francs congolais dont un montant de trois cent quarante-quatre mille francs congolais, représentant une prime d'émission, sera porté à un compte de réserve indisponible.

DELIBERATION.

Mise aux voix par Monsieur le Président, cette résolution est prise à l'unanimité.

SOUSCRIPTION — LIBERATION.

Et à l'instant est ici intervenue la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie (Brufina), Société anonyme, à Bruxelles, rue de la Régence, 2.

Ici représentée par Monsieur Léon Massaux, Ingénieur des Constructions Civiles A.I.G., à Uccle, rue Edith Cavell, 83.

En vertu d'une procuration sous seing privé en date à Bruxelles du quinze janvier courant, et dont l'original demeurera ci-annexé pour être soumis à la formalité de l'enregistrement en même temps que les présentes.

Laquelle par l'organe de son mandataire, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la « Compagnie Financière Africaine », Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, a déclaré souscrire les actions nouvelles au prix de huit cent quarante francs congolais par action et libérer chacune d'elle à concurrence de vingt pour cent, à charge de les offrir en vente par souscription publique, après les avoir libérées entièrement au même prix, majoré de soixante francs pour les frais, soit à neuf cents francs par titre, aux porteurs des deux cent soixante mille quatre cents actions anciennes, à titre irréductible, à raison d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes, et à titre réductible les actions disponibles après l'exercice du droit irréductible.

La Société souscriptrice et tous les membres de l'assemblée déclarent et reconnaissent que les cinquante-et-un mille six cents actions sans désignation de valeur ont été entièrement souscrites et libérées de vingt pour cent et que le montant de la libération, soit huit millions six cent soixante-huit mille huit cents francs belges, étant la contrevaletur d'un même montant de francs congolais, se trouve dès à présent dans la caisse de la société, et sera à sa libre disposition après que la présente décision aura été autorisée par arrêté royal.

Pour permettre l'attribution du droit irréductible dans la proportion indiquée ci-dessus, la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie (Brufina), représentée comme dessus, s'engage à renoncer éventuellement, en tant qu'actionnaire à son droit irréductible à la souscription de quatre cent quatre-vingts actions nouvelles correspondant à deux mille quatre cents des actions anciennes dont elle est propriétaire et ce, dans la mesure où cette renonciation s'avèrerait nécessaire par suite de l'exercice par les autres actionnaires de leurs droits irréductibles.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes, notamment pour les mettre en concordance avec les décisions prises.

Article 2. — Les mots « et après autorisation par arrêté royal » seront supprimés in fine du premier alinéa de cet article.

Article 3. — Les mots « approbation par arrêté royal » seront remplacés par les mots « autorisation par arrêté royal » in fine du dernier alinéa de cet article.

Article 4. — Les mots « à dater du vingt-cinq mai mil neuf cent quarante-huit » seront désormais remplacés par les mots « à dater de l'arrêté royal autorisant sa constitution ». Les mots « approbation par arrêté royal » seront remplacés par les mots « autorisation par arrêté royal » in fine du second alinéa.

Article 5. — Le premier alinéa de cet article sera désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à deux cent soixante millions de francs congolais et est représenté par trois cent douze mille actions sans désignation de valeur, représentant chacune un/ trois cent douze millièmes de l'avoir social. »

Article 6. — Les mots « approbation par arrêté royal » seront désormais remplacés par les mots « autorisation par arrêté royal » au premier et quatrième alinéas de cet article.

Il sera ajouté à cet article un sixième alinéa conçu comme suit :

« L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie le dix-neuf janvier mil neuf cent cinquante-trois a constaté que les francs qui forment le capital social sont des francs congolais. Cette même assemblée a décidé l'augmentation du capital social à concurrence de quarante-trois millions de francs congolais pour le porter ainsi à deux cent soixante millions de francs congolais par la création et l'émission de cinquante-et-un mille six cents actions nouvelles sans désignation de valeur qui ont été souscrites en numéraire, le tout suivant procès-verbal dressé à la date susdite par Maître De Doncker, notaire à Bruxelles. »

Article 7. — Les mots « approbation par arrêté royal » in fine du premier alinéa seront remplacés par les mots « autorisation par arrêté royal ».

Article 12. — Les mots « la fondation de la société » in fine du huitième alinéa seront remplacés par les mots « leur création ».

DELIBERATION.

Mises aux voix par Monsieur le Président, ces modifications aux statuts sont approuvées à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

DELIBERATION.

Mise aux voix par Monsieur le Président, cette résolution est prise à l'unanimité.

FRAIS.

L'assemblée prend acte de ce que les frais, rémunérations ou charges résultant de l'augmentation de capital décidée ci-dessus seront supportées par les souscripteurs.

Etaient présents et ont pris place au bureau, les administrateurs suivants :

Monsieur Léon Massaux, prénommé, Vice-Président.

Monsieur Henri Depage, administrateur-délégué de la Société, à Auderghem, avenue du Parc de Woluwé, 44.

Monsieur Etienne Corbisier de Méaultsart, administrateur de sociétés, à Bruxelles, avenue de Broqueville, 127.

Le Chevalier Emmanuel Demeure, administrateur de sociétés, Château de Groenveld, à Grimbergen.

Monsieur Marcel De Roover, ingénieur A.I.A., à Etterbeek, avenue des Gaulois, 33.

Monsieur Gaston Heenen, administrateur de sociétés, à Bruxelles, chaussée d'Ixelles, 126.

Monsieur George Moulaert, Vice-Gouverneur général honoraire du Congo Belge, à Uccle, avenue de l'Observatoire, 47.

Le Baron Albéric Rolin, ingénieur des Arts et Manufactures A.I.G., à Bruxelles, Square Vergote, 41.

Monsieur Marcel van de Putte, ingénieur A.I.Lg., à Kapellenbos, Vijfde Dreef, 6.

Monsieur Jules Pecher, négociant, à Anvers, avenue Van Put, 68.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à onze heures trente minutes.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Bruxelles, au siège administratif de la société.

Et lecture faite tant des présentes que de l'article 203 du Code des droits d'enregistrement, les membres du bureau, les actionnaires ou leurs mandataires et l'intervenante ont signé avec nous, notaire.

(Signé) Orts — A. Deligne — P. Heneau — G. Moreau — L. Massaux — Henri Depage — E. Corbisier de Méaultsart — Chev. Demeure — Marcel De Roover — G. Heenen — G. Moulaert — M. van de Putte — Jules Pecher — Louis Orts — M. Deguent — Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C., le 21 janvier 1953, volume 217, folio 66, case 12, six rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i., (signé) Delvosal.

ANNEXE.

Compagnie Financière Africaine.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire du 19 janvier 1953.

LISTE DE PRESENCE.

Nom, prénoms, profession et domicile	Actions s.d.v. déposées	Signatures des présents	Actions s.d.v. repré- sentées
1. Anthoine, Raymond, Ingénieur A.I.Lg., 34, av. Franklin Roosevelt, Bruxelles	50	par proc. (s.) Henri Depage.	50
2. Berré, Marcel, Adm. de Stés, 24, av. de Mérode, Anvers	50	par proc. (s.) Henri Depage.	50
3. Depage, Henri, Adm. de Stés., 44, av. du Parc de Woluwé, Auder- ghem-Bruxelles	584	(s.) Henri Depage.	584
4. Moise, Joseph, Adm. de Stés, 41, rue de la Vallée, Bruxelles	50	par proc. (s.) Henri Depage.	50
5. Moulaert, George, Vice-Gouv. Gl. Hon. du Congo Belge, 47, av. de l'Observatoire, Bruxelles	50	(s.) G. Moulaert.	50
6. Orts, Pierre, Président de la Cie Financ. Africaine, 33, av. Jeanne, Bruxelles	700	(s.) Orts.	700
7. van de Putte, Marcel, Adm. de Stés. Kapellenbos	50	(s.) M. van de Putte.	50
8. Buysse, Alfred, Indust., 534, av. Louise, Bruxelles	20	par proc. (s.) Henri Depage.	20
9. Pecher, Jules, négociant, 68, av. Van Put, Anvers	20	(s.) Jules Pecher.	20
10. Sté de Bruxelles pour la Fi- nance et l'Industrie « Brufina », rue de la Régence, 2, Bruxelles	100.000	par proc. (s.) L. Massaux.	100.000

Nom, prénoms, profession et domicile	Actions s.d.v. déposées	Signatures des présents	Actions s.d.v. repré- sentées
11. Congo-Kivu, Sté Cong. à resp. limitée, 4, rue Montoyer, Bruxelles.	50	par proc. (s.) Louis Orts,	50
12. Cie Belge d'Assurance Crédit, S. A., 18a, rue Montoyer, Bruxelles.	200	par proc. (s.) G. Poumay.	200
13. L'Assurance Hippique Belge, S. A., 21, rue des Chartreux, Bruxel- les	5	par proc. (s.) G. Poumay.	5
14. Denève, Georges, Lieut-Colonel honoraire, 8, av. de Castonier, Rho- de-St-Genèse	250	par proc. (s.) Henri Depage.	250
15. Fontaine, M., M ^{me} Lucien, 23, quai Mativa, Liège	50	par proc. (s.) Henri Depage.	50
16. Hus, Amédée, Adm. de Stés, 94, av. Louise, Bruxelles	100	par proc. (s.) M. Deguent.	100
17. Lacour, Paul, Adm. de Stés, 150, av. Franklin Roosevelt, Bruxel- les	25	par proc. (s.) Henri Depage.	25
18. Verhaeren, Germaine, V ^{ve} , J. Houtvast, 181, av. Brugmann, Forest- Bruxelles	50	par proc. (s.) Henri Depage.	50
19. Deguent, Marcel, Directeur de la Cie Fin. Africaine, 6, av. des Or- meaux, Uccle-Bruxelles	1	(s.) M. Deguent.	1
20. Deligne, Albert, Directeur de la Cie Fin. Africaine, 98, rue de Lint- hout, Bruxelles	10	(s.) A. Deligne.	10
21. Max-Léo Gérard, Président Ho- noraire de la Banque de Bruxelles, 4, av. des Ormeaux, Uccle-Bruxelles.	100	par proc. (s.) M. Deguent.	100
Goffin, Raymond, Agent de chan- ge, 16, rue Royale, Bruxelles	1	—	1
22. Heneau, Paul, Ex. agent colo- nial, 54, av. de Koekelberg, Berchem- St-Agathe	40	(s.) P. Heneau.	40

Nom, prénoms, profession et domicile	Actions s.d.v. déposées	Signatures des présents	Actions s.d.v. repré- sentées
Mathieu, Raymond, Statuaire, 6, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Bruxel- les	1	—	1
23. Moreau, Gaston, Adm. de Stés, 135, boul. Maurice Lemonnier, Bru- xelles	10	(s.) G. Moreau.	10
24. Orts, Louis, Directeur de la Cie Fin. Africaine, 33, av. Jeanne, Bruxelles	10	(s.) Louis Orts.	10
25. Poumay, Georges, Fondé de Pouvoirs de la Cie Fin. Africaine, 67, rue Félix Sterckx, Bruxelles II.	5	(s.) G. Poumay.	5
26. Vanderheeren, Eugène, Jour- naliste, 75a, av. Victor Emmanuel III, Uccle-Bruxelles	3	(s.) E. Vanderheeren.	3
	<u>102.485</u>		<u>102.483</u>

Le Président, (signé) Orts.

Le Secrétaire, (signé) A. Deligne.

Les Scrutateurs, (signé) P. Heneau — G. Moreau.

Le Notaire, (signé) Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A.C., le 21 janvier 1953, volume 28, folio 40, case 1, trois rôles, sans renvoi. Reçu quarante francs. Le Receveur a/i., (signé) Delvosal.

POUR EXPEDITION CONFORME SANS LES PROCURATIONS.

(sé) J. De Doncker.

J. De Doncker — Notaire à Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles — Président.

Vu par nous : Charles Bareel Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e De Doncker, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs — N° 1408.

Bruxelles, 23 janvier 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Ch. Bareel apposée d'autre part.

Bruxelles, le 26 janvier 1953.

Le Chef de Bureau,

(sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-contre.

Bruxelles, le 26 janvier 1953.

Le Conseiller-adjoint,

(sé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
Le 13 février 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
De 13 Februari 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 3^{me} TRANCHE 1953.

SAMEDI 28 FEVRIER 1953.

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
1810 89020 3040 40640 181770 143180 1690	2.500 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 1.000.000 fr. 1.000.000 fr. 2.500 fr.	225535 3775 17775 2595	2.500.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 10.000 fr.
1 061	200 fr. 1.000 fr.	91306 6406 04236 08346 63486	20.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
03302 87852	20.000 fr. 20.000 fr.	53407 3847 55987	40.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr.
54833 3243 57183 8283 893	20.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 1.000 fr.	08318 4518 1868 35188 37788 99788	20.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
2154 8664 40864 6894	2.500 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.	09 68909 07519 31429 5239 36959 0589 4689	500 fr. 40.000 fr. 100.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
02305 1715 36325 83525	20.000 fr. 5.000 fr. 100.000 fr. 20.000 fr.		

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 3^e SCHIJF 1953.

ZATERDAG 28 FEBRUARI 1953.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
1810 89020 3040 40640 181770 143180 1690	2.500 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 1.000.000 fr. 1.000.000 fr. 2.500 fr.	225535 3775 17775 2595	2.500.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 10.000 fr.
1 061	200 fr. 1.000 fr.	91306 6406 04236 08346 63486	20.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
03302 87852	20.000 fr. 20.000 fr.	53407 3847 55987	40.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr.
54833 3243 57183 8283 893	20.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 1.000 fr.	08318 4518 1868 35188 37788 99788	20.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
2154 8664 40864 6894	2.500 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.	09 68909 07519 31429 5239 36959 0589 4689	500 fr. 40.000 fr. 100.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr.
02305 1715 36325 83525	20.000 fr. 5.000 fr. 100.000 fr. 20.000 fr.		

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1^{er} AVRIL 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Bangala Cultuur Maatschappij	439	Fonds Social du Kivu	434
Brasserie du Bas-Congo	431	Société Africaine de Participations et de Commerce	432
Charles Le Jeune Assurances	443	Société Coloniale Belge de Travaux	426
Comité National du Kivu.	435	Société d'Agriculture et d'Elevage de la Région Minière du Haut-Katanga . . .	436
Compagnie Congolaise des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège	455	Société Immobilière Congolaise F. Jassogne	457
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. .	431	Société des Plantations de Dembia . . .	436

7/4/53
627

« Société Coloniale Belge de Travaux » « COBELTRA ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.
CHANGEMENT DE LA DENOMINATION.
DEMISSION D'ADMINISTRATEURS.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le vingt-quatre janvier.

A Bruxelles, en l'Etude, avenue Louise, 131a.

Devant Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, dénommée « Société Coloniale Belge de Travaux » en abrégé « Cobeltra », dont le siège social est à Léopoldville, constituée suivant acte reçu par le notaire Maurice Gérard à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent cinquante, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze juin mil neuf cent cinquante et dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal du même notaire, en date du douze novembre mil neuf cent cinquante et un, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze décembre mil neuf cent cinquante et un.

La séance est ouverte à dix heures sous la présidence de Monsieur Daniel Comte d'Ursel, qui désigne comme secrétaire Monsieur Xavier-Christyn, Comte de Ribaucourt.

L'assemblée désigne comme scrutateurs, Messieurs Lucien Callebaut et Marcel Wilputte.

Tous quatre ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés la totalité des actionnaires de la société, dûment qualifiés ci-après, lesquels déclarent posséder le nombre d'actions ci-après mentionné, formant l'intégralité du capital social.

1. La société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Société Congolaise de Gestion Immobilière » en abrégé « Cogimo », établie à Léopoldville.

Ici représentée par deux administrateurs :

- a) Monsieur Lucien Callebaut, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Molière, 246 ;
- b) Monsieur Daniel Comte d'Ursel, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 116, avenue Franklin Roosevelt.

(1) Arrêté royal du 5 mars 1953. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} avril 1953. — 1^{re} Partie.

Possesseurs de douze mille neuf cent vingt-cinq actions de capital et septante-cinq actions de dividende . . .	12.925 75
---	--------------

2. Monsieur Hervé Comte de Meeus d'Argenteuil, admi- nistrateur de sociétés, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 15, Drève des Tilleuls, possesseur en nom personnel et pour un groupe pour lequel il se porte fort de huit mille huit cent quatre-vingt-une actions de capital et trois cent quarante-cinq actions de dividende	8.881 345
---	--------------

3. Monsieur Marcel Wilputte, ingénieur, demeurant à Stanleyville (Congo Belge), possesseur de mille neuf cent quarante-quatre actions de capital et quatre-vingts actions de dividende	1.944 80
---	-------------

4. Monsieur Xavier-Christyn, Comte de Ribaucourt, ad- ministrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 45, rue Saint- Georges, possesseur de mille actions de capital	1.000
---	-------

5. La Baronne Jacqueline Rolin, demeurant à Uccle, 49a, avenue Winston Churchill, sans profession, épouse séparée contractuellement de biens du Baron Guy Le Grom de Marēt, dont elle est dûment autorisée ainsi qu'il conste de l'autorisation maritale générale donnée en la Chancelle- rie de l'Ambassade de Belgique au Caire en date du vingt février mil neuf cent cinquante et un, possesseur de mille cinq cents actions de capital	1.500
---	-------

6. Monsieur André Motte, Ambassadeur honoraire de S. M. le Roi des Belges, demeurant à Bruxelles, 46, rue de Jonckheere, possesseur de trois mille actions de capital . . .	3.000
---	-------

7. Monsieur Achille Cafarelli, administrateur de socié- tés, demeurant à Ixelles, 20, boulevard Général Jacques, possesseur de trois mille deux cent cinquante actions de capital, ici représenté par Monsieur Hervé de Meeus d'Ar- genteuil, ci-dessus, en vertu d'une procuration par acte sous seing privé en date du dix-neuf janvier mil neuf cent cinquante-trois, faite à Léopoldville	3.250
---	-------

Soit ensemble trente-deux mille cinq cents actions de capital et cinq cents actions de dividende, ou la totalité des titres de la société dans chaque catégorie	32.500 500
---	---------------

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter
que :

I. La présente assemblée réunit les trente-deux mille cinq cents actions
de capital et les cinq cents parts de fondateur existantes et qu'elle peut
donc délibérer valablement sur tous les objets qu'elle jugera utile de
porter à son ordre du jour.

II. La présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants :

a) Modifications aux statuts :

Article 1. — Changement de la dénomination : remplacer « Société Coloniale Belge de Travaux » en abrégé « Cobeltra » par « Constructions et Bétons en Afrique » en abrégé « C. B. A. ».

Article 6. — Supprimer les paragraphes trois, quatre, cinq et six ; au paragraphe deux, ajouter : ces actions de dividende sont et resteront nominatives jusqu'à la publication du deuxième bilan, conformément aux articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

b) Nomination statutaire.

Ceci étant exposé et après délibération, et sous la condition suspensive d'autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale, l'assemblée prend les résolutions suivantes, qui sont prises à l'unanimité dans chaque catégorie de titres.

PREMIERE RESOLUTION.

Article 1. — Remplacer les mots : « Société Coloniale Belge de Travaux » « COBELTRA » par « Constructions et Bétons en Afrique » en abrégé « C. B. A. ».

Article 6. — Supprimer les paragraphes trois, quatre, cinq et six ; au paragraphe deux, ajouter : ces actions de dividende sont et resteront nominatives jusqu'à la publication du deuxième bilan, conformément aux articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

DEUXIEME RESOLUTION.

Prenant acte que les membres du Conseil d'administration en exercice ont mis leur mandat à sa disposition, l'assemblée décide :

a) d'accepter les démissions offertes par Messieurs Albert van Riel, René Van den Berghe, Comte d'Aspremont Lynden, Jean Callebaut, administrateurs de la société, et de leur donner décharge provisoire de leur mandat, jusqu'à décharge définitive à proposer à la prochaine assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur le bilan.

b) à ne pas accepter les démissions offertes par Messieurs Lucien Callebaut, Daniel Comte d'Ursel et Marcel Wilputte, administrateurs et de confirmer leur mandat pour un nouveau terme expirant à l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six.

c) de porter le nombre des administrateurs à huit et d'appeler à ces fonctions pour une même durée, Messieurs André Motte, Comte de Meeûs d'Argenteuil et Madame la Baronne de Maret. Tous prénommés ainsi que Messieurs Sante Astaldi, ingénieur, demeurant à Rome, Corso d'Italia 43, Adriano Anselmino, docteur en droit, demeurant à Rome, 10, via Toscana. Tous présents qui acceptent.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à onze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Et lecture faite, les membres du Bureau et les actionnaires qui le désirent ont signé avec nous notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. I., le trente janvier 1953, volume 1126, folio 6, case 11, deux rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Denys.

Suit l'annexe.

Je soussigné :

Achille Cafarelli, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 20, boulevard Général Jacques, propriétaire de trois mille deux cent cinquante actions de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Coloniale Belge de Travaux » en abrégé « Cobeltra » ayant son siège social à Léopoldville.

Déclare constituer pour mandataire spécial :

Monsieur Hervé Comte de Meeûs d'Argenteuil, administrateur-délégué de société, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 15, Drève des Tilleuls.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société qui se tiendra le vingt-quatre janvier mil neuf cent cinquante-trois à Bruxelles, à l'Etude de Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire à Bruxelles, 131a, avenue Louise, avec l'ordre du jour suivant :

1° changer la dénomination : remplacer « Société Coloniale Belge de Travaux » « Cobeltra » par « Constructions et Bétons en Afrique » en abrégé « C. B. A. ».

2° supprimer dans l'article six, les paragraphes trois, quatre, cinq et six et ajouter au paragraphe deux le texte suivant « ces actions de dividende sont et resteront nominatives jusqu'à la publication du deuxième bilan, conformément aux articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

3° procéder au renouvellement du conseil d'administration.

Fait à Léopoldville, le dix-neuf janvier mil neuf cent cinquante-trois.

(signé) Achille Cafarelli.

Enregistré à Bruxelles A. C. I., le trente janvier 1953, volume 126, folio 96, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé) Denys.

Pour expédition conforme.

(sé) A. SNYERS d'ATTENHOVEN.

A. Snyers-d'Attenhoven, notaire - Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles - Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles ,pour la légalisation de la signature de Maître Snyers
d'Attenhoven.

Reçu quatre francs. N° 1506.

Bruxelles, 11 février 1953.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M.
Jean Hubrecht apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 février 1953.

Le Chef de Bureau : (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M.
Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 février 1953.

Le Conseiller-adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 27 février 1953.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 27 Februari 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

**Compagnie
des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.**

Société Anonyme Bruxelles.

Avenue de l'Astronomie, 24.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 3902.

—

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

**Extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration
et du collège des commissaires, tenue le 5 mars 1953.**

Monsieur Jacques GRAZIA, industriel, domicilié à Waterloo, 29, Drève de la Meute, est nommé administrateur pour achever le mandat rendu vacant par suite de la démission de M. Paul ORBAN.

Administrateur,
LOUVEAUX.

Administrateur-directeur général,
CAMUS.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de MM. Camus et Louveaux, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le neuf mars 1953.

Le Conseiller-adjoint : N. Cornet.

—

Brasserie du Bas-Congo.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

91, rue de l'Enseignement, Bruxelles.

—

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL
GENERAL TENUE AU SIEGE ADMINISTRATIF LE 30 JANVIER
1953, A 14 HEURES 30.**

... ..

Passant ensuite au 2°, Mr. le Président propose au Conseil Général de nommer Monsieur André PRUDHOMME, directeur commercial de la S. A. SARMA, aux fonctions d'administrateur pour achever le mandat laissé vacant par le décès de Monsieur NIEMEGEERS.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

En conséquence, Monsieur André PRUDHOMME est nommé administrateur pour achever le mandat de Monsieur NIEMEGEERS, qui expire en 1957.

Cette décision sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale.

... ..

Pour extrait conforme,

R. LANEAU.
Administrateur délégué.

M. LEFRANC.
Président du Conseil d'administration.

Société Africaine de Participations et de Commerce « SOPARCO ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue du Marais.

Registre du commerce de : Léopoldville n° 2418.

Bruxelles n° 228.306.

Statuts et actes modificatifs publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15-1-1951 — 15-5-1951 et 15-1-1952.

BILAN ARRETE AU 31 OCTOBRE 1952.

(approuvé par l'assemblée générale statutaire du 3 mars 1953)

ACTIF.

Réalisable et disponible :

Portefeuille	fr. 123.533.134,80	
Garantie	500,—	
Caisse et banquiers	1.487.003,25	
		125.020.638,05
Dépôts statutaires.		Pour mémoire
Dépôts pour compte de tiers		Pour mémoire
Comptes d'ordre		Pour mémoire
	Fr.	125.020.638,05

PASSIF.

Fonds social :

Capital	fr. 120.000.000,—	
Réserve	29.404,—	
		120.029.404,—
Créditeurs divers.		2.268.698,—
Déposants statutaires.		Pour mémoire
Cautionnements divers.		Pour mémoire
Comptes d'ordre		Pour mémoire
Profits et Pertes		2.722.536,05
	Fr.	125.020.638,05

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 OCTOBRE 1952.

DEBIT.

Frais généraux et intérêts	fr.	180.556,65
Amortissement frais augmentation de capital.		750.323,75
Bénéfice net		2.722.536,05
	Fr.	<u>3.653.416,45</u>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr.	558.661,20
Revenus d'exploitation		3.094.755,25
	Fr.	<u>3.653.416,45</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

DEBIT.

A la réserve légale	ffr.	136.126,80
A porter à une réserve spéciale		2.500.000,—
A reporter à nouveau.		86.409,25
	Fr.	<u>2.722.536,05</u>

CREDIT.

Report du solde du compte de Profits et Pertes	fr.	2.722.536,05
	Fr.	<u>2.722.536,05</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION.

Mr. Victor Mikolajczak, ingénieur U. I. Lv., 108, avenue de l'Observatoire, Uccle, Président.

Mr. Emile-L. Houbaer, docteur en droit, 57, avenue des Cerisiers, Schaerbeek, Administrateur-Délégué.

Mr. Julien Leroy, administrateur de sociétés, 41, avenue Delleur, Boitsfort, Administrateur.

Mr. Henry Blaise, ingénieur A. I. Br., 28, avenue de l'Horizon, Woluwe-Saint-Pierre, Administrateur.

Mr. Paul Verleysen, expert-comptable, 85, avenue du Castel, Woluwe-Saint-Lambert, Administrateur.

Mr. Pierre Mercier, docteur en droit, 64, rue Lincoln, Uccle, Commissaire.

Un administrateur,
Emile L. HOUBAER.

Un administrateur,
V. MIKOLAJCZAK.

Fonds Social du Kivu.

Etablissement d'Utilité Publique au Congo Belge

Siège social : Bukavu (Kivu).

Siège administratif : Bruxelles, 16, rue d'Egmont.

Statuts approuvés par arrêté royal du 17 février 1931, modifiés par arrêtés royaux des 30 novembre 1935 et 13 janvier 1939.

EXERCICE 1953.

PREVISIONS BUDGETAIRES.

RECETTES PREVUES :

Participation dans la Loterie Coloniale fr.	1.750.000,—
Revenus du portefeuille, intérêts et subsides divers . . .	1.741.000,—
A couvrir par la trésorerie au 1 ^{er} janvier 1953 et par les recettes extraordinaires de l'exercice	3.686.500,—
	<hr/>
	Fr. 7.177.500,—

DEPENSES PREVUES :

Centre hospitalier de Walungu :

Personnel européen fr.	1.474.320,—
Personnel indigène	373.000,—
Mobilier	20.000,—
Matériel	290.000,—
Frais d'administration	282.950,—
Médicaments et instruments	420.000,—
Entretien bâtiments et matériel	70.000,—
Œuvres médico-sociales	50.000,—

Hospitalisation	161.000,—	
Ambulance	120.000,—	
Divers et imprévus	18.730,—	
	<hr/>	3.280.000,—
Achèvement premier programme de constructions	367.500,—	
Dépenses autorisées sur programme complémentaire total de 8.722.600 fr.	3.000.000,—	
	<hr/>	3.367.500,—
Assurance médicale mutuelle des colons		200.000,—
Charges de gestion et imprévus		330.000,—
		<hr/>
	Fr.	7.177.500,—
		<hr/>

Arrêté par le Conseil d'administration du 19 décembre 1952.

FONDS SOCIAL DU KIVU.

Le Secrétaire-Trésorier,
(s.) R. J. JACQUES.

Le Président,
(s.) L. HELBIG de BALZAC.

AVIS AU PUBLIC.

Comité National du Kivu.

Modification au Tarif des prix de vente, loyers, redevances foncières des Mines, frais de mesurage et d'écritures, publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 mai 1950, du 25 août 1950, du 25 février 1951, du 25 octobre 1951, du 10 novembre 1951 et du 25 mai 1952 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1950, du 15 août 1950, du 15 mars 1951, du 15 octobre 1951, du 15 novembre 1951 et du 15 juin 1952.

Les prix de vente et de location des terrains à usage de résidence situés dans les zones urbaine et suburbaine de Bukavu sont modifiés comme suit :

BUKAVU :

- 1) Zone urbaine : Vente : 25 frs. à 40 frs. le m².
 Location : 1,25 à 2 frs. le m².
- 2) Zone suburbaine : rayon de 7 Km. à vol d'oiseau des limites extérieures de la zone urbaine.
 Vente : 15 frs. à 30 frs. le m².
 Location : 0,75 fr. à 1,50 fr. le m².

Mars 1953.

**Société d'Agriculture et d'Elevage
de la Région Minière du Haut-Katanga « AGRICOMIN ».**

**Société congolaise par actions à responsabilité limitée en liquidation
ayant son siège social à Elisabethville.**

CLOTURE DE LIQUIDATION.

Du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société d'Agriculture et d'Elevage de la Région Minière du Haut-Katanga — Agricommin », en liquidation, dressé par le notaire Paul Muller-Vanisterbeek, résidant à Bruxelles, le vingt-trois février mil neuf cent cinquante-trois, enregistré à Bruxelles A. C. I., le vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-trois, au droit de quarante francs, par le Receveur Denys.

Il résulte :

Que l'assemblée a prononcé la clôture de la liquidation, observation faite qu'aucun dividende de liquidation ne revient aux actionnaires de la société.

Et que les livres et documents de la société seront conservés pendant un délai de cinq ans par Monsieur Gaëtan DUWEZ, lieutenant-colonel honoraire, demeurant à Ostende, Parvis Saints Pierre et Paul, 10, liquidateur de la société.

Pour extrait analytique.

(signé) P. MULLER-VANISTERBEEK.

Société des Plantations de Dembia.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Dembia.

Siège administratif : Bruxelles, 12, Place de Louvain.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 46089.

Registre du Commerce : Stanleyville n° 549.

Constituée suivant acte paru aux annexes du « Moniteur Belge », le 18 mai.1930 sous le n° 8225. Approuvée par arrêté royal du 1^{er} mai 1930. — « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1930.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1952.

ACTIF.

Immobilisations et réévaluations . . . fr.	36.436.933,65	
Amortissements	15.000.000,—	
	<hr/>	21.436.933,65
Valeurs engagées		739.488,75
Approvisionnements, cantines et divers		3.723.657,20
Stocks produits		3.416.677,—
Portefeuille		3.966.740,—
Débiteurs divers		3.144.103,73
Caisses et Banques.		1.423.699,19
		<hr/>
	Fr.	37.851.299,52
		<hr/> <hr/>

PASSIF.

Capital fr.	4.500.000,—	
Réserves	11.450.000,—	
Plus-value de réévaluation	5.336.169,77	
Créditeurs divers	2.883.630,43	
Participations à libérer	1.012.000,—	
Fonds de pension anciens agents	547.790,—	
Provision pour impôts à payer	3.500.000,—	
Report à nouveau	706.949,34	
Bénéfice de l'exercice	7.914.759,98	
	<hr/>	8.621.709,32
		<hr/>
	Fr.	37.851.299,52
		<hr/> <hr/>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais généraux Europe. fr.	429.867,35	
Amortissement de l'année	3.000.000,—	
Solde bénéficiaire	7.914.759,98	
	<hr/>	
	Fr.	11.344.627,33
		<hr/> <hr/>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	fr. 11.344.627,33
-----------------------------------	-------------------

PROJET D'ATTRIBUTION.

6 % 1 ^{er} dividende	fr. 270.000,—
Allocations statutaires	791.472,—
2 ^{me} dividende	2.983.012,—
Réserve spéciale	3.400.000,—
Report à nouveau	1.177.225,32
	<hr/>
	Fr. 8.621.709,32

L'assemblée générale ordinaire du 16 mars 1953 a, à l'unanimité approuvé le bilan, le compte de pertes et profits ainsi que le projet d'attribution.

Mr. le Baron Jacques van der Bruggen, administrateur, est réélu à l'unanimité.

Le coupon II sera rendu payable par frs. 300,— net.

COMPOSITION DU CONSEIL GENERAL.

M. le Baron de Steenhault, banquier, rue Linde à Vollezele (Brabant), Président, Administrateur-Délégué.

M. Th. Otsolig, ingénieur agronome, Dembia par Buta-Uélé — Congo Belge, Administrateur-Directeur.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond-Point de l'Etoile à Ixelles, Administrateur.

M. Arsène de Launoit, administrateur de sociétés, 4, rue Montoyer à Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred Liénart, ingénieur U. Lv., 196, avenue de Tervueren à Bruxelles, Administrateur.

M. Pierre Nagelmackers, banquier, 23, boulevard d'Avroy à Liège, Administrateur.

M. le Baron Jacques van der Bruggen, licencié en sciences commerciales, 1, avenue des Gaulois à Bruxelles, Administrateur.

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 64, rue Stanley à Uccle-Bruxelles, Commissaire.

Le Président du Conseil d'administration,
Baron de STEENHAULT de WAERBEEK.

« BANGALA » Bangala Cultuur Maatschappij.

Kongolese Aandelenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid

Maatschappelijke zetel : Lisala (Belgisch Kongo).

Administratieve zetel : Berchem-Antwerpen, Kardinaal Mercierlei 5.

Handelsregister : Antwerpen n° 107.864.

Coquilhatstad n° 280.

Opgericht bij akte in dato 31 Mei 1948 en goedgekeurd bij besluit van de Regent dato 19 Juli 1948. De oprichtingsakte en de opeenvolgende wijzigingen zijn verschenen in de bijlagen aan het « Belgisch Staatsblad » van 8 Augustus 1948 — n° 16797, van 19 Maart 1950 — n° 4620, van 28 Juli 1952 — n° 18655; en in het « Bestuursblad van Belgisch Kongo » van 10 November 1948 en van 25 Mei 1950, en in het « Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo » van 15 September 1952.

BALANS PER 30 SEPTEMBER 1952.

(periode van 1 Januari tot 30 September 1952)

Goedgekeurd door de gewone Algemene Vergadering der aandeelhouders van 3 Maart 1953.

ACTIVA.

I. — Vastliggend.

Plantages, gebouwen, machines, materieel, meubelen . fr.	66.171.344,—	
Nieuwe instellingen	9.241.538,—	
	<hr/>	75.412.882,—
Afschrijving vorige jaren	5.505.116,—	
Afschrijving boekjaar	3.625.941,—	
	<hr/>	9.131.057,—
		<hr/>
		66.281.825,—
Prospectie en eerste inrichtingskosten . .	1.071.878,—	
Oprichtingskosten	573.168,—	
Kosten van kapitaalsverhoging.	138.200,—	
	<hr/>	1.783.246,—
Afschrijving vorige jaren	713.296,—	
Afschrijving	267.486,—	
	<hr/>	980.782,—
		<hr/>
		802.464,—
		<hr/>
		67.084.289,—

II. — Te verwezenlijken :

Producten	7.292.047,—	
Magazijn, goederen in voorraad en vlottend	9.325.105,—	
Debiteuren.	561.040,—	
Portefeuille	188.500,—	
	<hr/>	17.366.692,—

III. — Beschikbaar :

Kassen, banken en postrekeningen	3.347.045,—
--	-------------

IV. — Diversen :

Te regelen rekeningen	800.752,—
---------------------------------	-----------

V. — Orderekening :

Statutaire waarborgen	P.M.	
Verbintenissen en contracten in uitvoering	P.M.	
	<hr/>	P.M.
	Fr.	88.598.778,—
		<hr/> <hr/>

PASSIVA.

I. — Tegenover de vennootschap :

Kapitaal vertegenwoordigd door 50.000 kapitaals aandelen van 1.000 Kongolese frank .	50.000.000,—	
Statutaire reserve	1.058,—	
	<hr/>	50.001.058,—

II. — Tegenover derden :

Obligatielening : 10.000 obligaties van 1000 Kongolese frank	10.000.000,—	
Vennootschappen van de groep	15.215.239,—	
Diverse crediteuren	13.010.581,—	
	<hr/>	38.225.820,—

III. — Diversen :

Te regelen rekeningen	11.954,—
---------------------------------	----------

IV. — Orderekening :

Neerleggers van statutaire waarborgen .	P.M.	
Verbintenissen en contracten in uitvoering	P.M.	
	<hr/>	P.M.

V. — Winst- en verliesrekening :

Overdracht vorig boekjaar	20.102,—	
Netto-winst van het boekjaar	339.844,—	
	<hr/>	359.946,—
	Fr.	88.598.778,—
		<hr/> <hr/>

WINST- EN VERLIESREKENING PER 30 SEPTEMBER 1952.

DEBET.

Algemene onkosten (niet geimputeerd saldo) fr.	306.812,—
Financiële lasten	558.810,—
Belastingen	170.525,—
Afschrijving :	
materiële waarden.	3.625.941,—
immateriële waarden.	267.486,—
	<u>3.893.427,—</u>
Batig saldo :	
overdracht vorig boekjaar	20.102,—
netto-winst van het boekjaar	339.844,—
	<u>359.946,—</u>
	<u>Fr. 5.289.520,—</u>

CREDIT.

Overdracht vorig boekjaar fr.	20.102,—
Diverse inkomsten.	15.900,—
Exploitatierekening (bruto bedrijfswinst boekjaar)	5.253.518,—
	<u>Fr. 5.289.520,—</u>

Uittreksel uit het proces-verbaal
van de gewone algemene vergadering der aandeelhouders gehouden
in dato van 3 Maart 1953.

EERSTE BESLISSING :

De vergadering hecht haar goedkeuring aan het verslag, de balans en de winst- en verliesrekening over het boekjaar 1952, afgesloten door de Raad van Beheer en goedgekeurd door het Collège van Commissarissen. Terzelfdertijd keurt zij het voorstel van de Raad van Beheer goed, het winstsaldo te verdelen als volgt :

Statutaire reserve	16.992,—
Op nieuwe rekening	342.954,—
	<u>Fr. 359.946,—</u>

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

TWEEDE BESLISSING :

Door bijzondere stemming verleent de vergadering décharge aan de heren beheerders en commissarissen voor hun mandaat tot 30 September 1952.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

TOESTAND VAN HET MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL OP 30 SEPTEMBER 1952.

Het maatschappelijk kapitaal, zijnde 50.000.000,— kongolese frank is volgestort.

SAMENSTELLING VAN DE RAAD VAN BEHEER.

De heer Georges Lescornez, beheerder van vennootschappen, Kapucienenvlaan 9, Brussel, Voorzitter.

De heer Marcel Maquet, ere-gouverneur van Belgisch Kongo, de Broquevillelaan 283, Sint Lambrechts-Woluwe, Onder-Voorzitter.

De heer Octave Engels, beheerder van vennootschappen, Jean Van Rijswijcklaan 3, Antwerpen, Onder-Voorzitter.

De heer Constant Engels, beheerder van vennootschappen, Marie-Josélaan 106, Berchem-Antwerpen, beheerder.

De heer Pierre Gillieaux, beheerder van vennootschappen, Franklin Rooseveltlaan 92, Brussel, beheerder.

De heer Leo-Gerard Van de Steen, beheerder van vennootschappen, Bischofstraat 70, Antwerpen, beheerder.

De heer Emile Van Geem, beheerder van vennootschappen, Coghenlaan 123, Ukkel, beheerder.

SAMENSTELLING VAN HET COLLEGE VAN COMMISSARISSEN.

De heer Joseph Vandenbergh, expert-boekhouder, Molenstraat 28, Antwerpen.

De heer Edmond Verfaillie, beheerder van vennootschappen, Albert-Elisabethlaan 26, Brussel.

Berchem-Antwerpen, 3 Maart 1953.

BANGALA CULTUUR MAATSCHAPPIJ

O. ENGELS,
Onder-Voorzitter.

G. LESCORNEZ,
Voorzitter.

Kopij.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. akten) de dertiende Maart 1953, boekdeel 232, blad 44, vak 3, twee blad, geen verzending.

Ontvangen 40 frank.

De Ontvanger : (get.) R. Coeck.

Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen, de 13 Maart 1953.

Ch. Lejeune — Assurances — Congo Oriental.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

STATUTS — CONSTITUTION (1).

Entre les soussignés :

1. — Monsieur Alick Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 8 juillet 1952;

2. — Monsieur Albert Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Anvers, ici représenté par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 4 juillet 1952;

3. — Monsieur Charles Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Léopoldville;

4. — Monsieur Charles met den Ancxt, colon, domicilié à Costermansville;

5. — La S. C. R. L. Ch. Le Jeune (Assurances) dont le siège est à Léopoldville, registre du commerce 2685 Léopoldville, ici représentée par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 9 juillet 1952;

6. — La S. A. Zaire Holding Trust, dont le siège est à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 9 juillet 1952;

7. — Monsieur Jean Pecher, administrateur de société, domicilié à Stanleyville, en vertu d'une procuration, annexée, du 15 juillet 1952;

8. — Monsieur Alfred Grimont, directeur de société, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée du 8 juillet 1952.

DENOMINATION.

Article premier. — Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination Ch. Le Jeune Assurances (Congo Oriental).

OBJET.

Art. 2. — La société a pour objet de faire, comme agents, courtiers, assureurs, mandataires, commissaires d'avaries ou en n'importe quelle autre qualité, dans les limites les plus étendues, toutes opérations d'assurances et/ou de réassurances, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières s'y rattachant directement ou indirectement.

(1) Arrêté royal du 16 mars 1953. — Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} avril 1953. — 1^{re} Partie.

Elle peut gérer tous portefeuilles d'assurances appartenant à des tiers.

Elle peut en conséquence, faire tous les actes et transactions généralement quelconques qui tendent à la réalisation de son objet ou qui la facilitent, acquérir tous biens meubles ou immeubles. Elle pourra aliéner ou louer tout ou partie de ces biens, participer par apports ou autrement à d'autres sociétés et fusionner avec elles.

SIEGE.

Art. 3. — Le siège de la société est à Usumbura (Ruanda-Urundi). Le Conseil d'administration peut créer des sièges administratifs et des sièges d'opérations, succursales et agences partout où il le jugera nécessaire.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi par simple décision du Conseil d'administration, moyennant publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge », après approbation par arrêté royal.

DUREE.

Art. 4. — La durée de la société est fixée à trente ans à partir de ce jour. Elle peut être prorogée successivement pour de nouveaux termes de trente ans au plus dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts.

CAPITAL ET ACTIONS.

Art. 5. — Le capital de la société est fixé à un million de francs, représenté par 1.000 actions de frs. 1.000,— chacune.

Art. 6. — Les mille actions ont été souscrites par les soussignés comme suit :

Monsieur Alick Le Jeune, 100 actions	100
Monsieur Albert Le Jeune, cent actions	100
Monsieur Charles Le Jeune, cent actions	100
Monsieur Charles met den Ancxt, deux cents actions	200
La S. C. R. L. Ch. Le Jeune (Assurances) trois cent quarante	340
La S. A. Zaire Holding Trust, cent cinquante actions	150
Monsieur Jean Pecher, cinq actions	5
Monsieur Alfred Grimont, cinq actions	5
Ensemble : mille actions	<hr/> 1.000 <hr/>

Ces actions ont été libérées de 50 % (cinquante pourcent), de sorte que la somme de cinq cent mille francs se trouve à la disposition de la société entre les mains de la Banque du Congo Belge.

Les 50 % restant seront libérés à mesure des besoins sociaux, sur décision de l'assemblée générale.

Art. 7. — Les actions sont signées de deux administrateurs. Elles demeureront nominatives jusqu'à leur entière libération.

RESPONSABILITE DES ASSOCIES.

Art. 8. — Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions; les droits et les obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe. La possession d'une action comporte adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 9. — Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Art. 10. — La cession de titre au porteur s'opère par la seule tradition après autorisation de la fondation de la société par arrêté royal. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

ASSEMBLEES GENERALES.

Art. 11. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 12. — L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année au siège social ou à tout autre endroit désigné dans les convocations par le conseil le premier lundi du mois de juillet et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-trois. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Les avis de convocation seront publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge.

Art. 13. — L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le tiers du capital social et qui en justifieront par le dépôt de leurs titres au siège social ou à un établissement financier à désigner par le conseil d'administration.

La demande de convocation doit être adressée au Conseil d'administration et énoncer les objets à mettre à l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 14. — Tous les propriétaires d'actions ont le droit d'assister aux assemblées générales ou de s'y faire représenter par un actionnaire; ils doivent pour y être admis, déposer leurs actions six jours avant la date fixée pour la réunion dans les établissements financiers désignés par le Conseil d'administration.

Art. 15. — L'administrateur-président, ou à son défaut, l'un des autres administrateurs, préside l'assemblée. Il nomme le secrétaire qui ne doit pas être actionnaire. L'assemblée désigne deux scrutateurs.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le Président, le secrétaire, les deux scrutateurs et les actionnaires qui le demandent. Les expéditions ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par l'administrateur-président ou par deux administrateurs.

Art. 16. — Dans les votes aux assemblées générales chaque action donne droit à une voix.

Les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions réunies à l'assemblée, à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications à apporter aux statuts, les délibérations ne seront valables que pour autant que la moitié au moins des actions soit représentée à l'assemblée et les délibérations devront être prises à la majorité des deux tiers.

Nul ne peut prendre part aux votes pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

ADMINISTRATION.

Art. 17. — La société est administrée par un conseil composé d'un administrateur-président et de deux administrateurs au moins, nommés par l'assemblée générale qui fixe la durée de leur mandat.

Art. 18. — Le conseil d'administration a les droits les plus étendus pour l'administration de la société. Il peut notamment décider toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social, ainsi que tous les apports, cessions, souscriptions, rachats, reprises, commandites, associations, participations et interventions financières relatives à toutes opérations.

Il peut acheter, louer, vendre, céder, hypothéquer et affecter en garantie tous biens mobiliers et immobiliers, faire toutes espèces de paiements, recevoir toutes sommes et valeurs, citer et plaider tant comme demandeur que comme défendeur, devant toutes juridictions, transiger, compromettre, faire remises et/ou donner quittances de dettes, renoncer à tous droits réels, consentir à la radiation de toutes inscriptions, privilèges ou hypothèques; nommer et révoquer tous agents ou employés de la société, fixer leurs traitements. Il exécute les décisions de l'assemblée générale.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la société, poursuites et diligences soit de l'administrateur-président soit de deux administrateurs.

L'énumération des actes qui précède n'emporte pas une limitation des pouvoirs du conseil d'administration qui, au contraire, pourra exercer tous les actes en relation avec le but et les opérations de la société.

Art. 19. — La société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de son administrateur-président ou de deux administrateurs signant conjointement.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent; chaque administrateur peut, par simple lettre ou par télégramme, émettre un vote ou déléguer un de ses collègues pour le représenter au sein du conseil et voter en son lieu et place.

Art. 20. — Les procès-verbaux de séances du Conseil d'administration sont signés par les administrateurs qui ont assisté à la délibération. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou autrement sont signés par l'administrateur-président ou par deux membres du Conseil.

Art. 21. — Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à des administrateurs ou à des tiers.

Art. 22. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de celle-ci; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

COMMISSAIRES.

Art. 23. — Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire ou un collège composé de plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur nombre, et toujours révocable par elle.

Art. 24. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale des actionnaires le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

BILAN.

Art. 25. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Les écritures sociales seront toutefois clôturées pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux.

A la fin de l'exercice social, tous les livres et comptes sont arrêtés, et le conseil d'administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le conseil d'administration évalue l'actif et le passif de la société.

Art. 26. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront soumis à l'assemblée générale ordinaire qui les arrêtera définitivement.

Art. 27. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il sera prélevé en premier lieu un montant suffisant pour payer au capital un intérêt de sept pour cent l'an. (Cet intérêt sera récupérable pendant cinq ans.)

L'assemblée générale décidera de l'affectation à donner au solde du bénéfice.

Les bilans et les comptes de profits et pertes seront publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

LIQUIDATION.

Art. 28. — La dissolution anticipée de la société peut être votée dans les formes et par les majorités requises pour les modifications aux statuts.

En cas de dissolution de la société ou lorsque celle-ci sera arrivée à son terme et à défaut de prorogation, la liquidation sera faite suivant le mode indiqué par l'assemblée générale qui nommera les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

JURIDICTION COMPETENTE.

Art. 29. — Toutes contestations entre la société et ses associés de même que toutes celles qui pourraient naître entre associés par suite de l'exécution ou à l'occasion des présents statuts seront portées devant la juridiction compétente de Léopoldville.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 30. — Sont nommés administrateurs pour la première fois Messieurs Alick Le Jeune, Albert Le Jeune, Charles Le Jeune, Charles met den Ancxt, tous ici présents ou représentés et déclarant accepter. Leur mandat est fixé à trois ans. Ils resteront donc en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-cinq.

Monsieur Charles Le Jeune est nommé président.

Art. 31. — Sont nommés commissaires pour la première fois Messieurs Jean Pecher et Alfred Grimont ici représentés par Monsieur Charles Le Jeune lequel déclare accepter en leur nom. Leur mandat est fixé à trois ans. Ils resteront donc en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-cinq.

FRAIS.

Art. 32. — Les parties déclarent que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations aux charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à raison de sa constitution s'élève à environ trente mille francs.

Fait à Costermansville, le vingt-neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux.

Par procurations,

(sé) Ch. LE JEUNE.

(sé) Ch. LE JEUNE

(sé) Charles met den ANCXT.

OFFICE NOTARIAL DE COSTERMANSVILLE.

Acte notarié n° 3.354.

L'an mil neuf cent cinquante-deux, le vingt-neuvième jour du mois de juillet;

Nous, André Thienpont, notaire à la résidence de Costermansville, certifions que l'acte que nous avons visé au prescrit de la loi et dont les clauses sont ci-dessus énoncées, nous a été présenté ce jour à Costermansville, par :

1°) Monsieur Alick Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée du 8 juillet 1952;

2°) Monsieur Albert Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Anvers, ici représenté par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée du 4 juillet 1952;

3°) Monsieur Charles Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Léopoldville;

4°) Monsieur Charles met den Ancxt, courtier en assurances, domicilié à Costermansville;

5°) La S. C. R. L. Ch. Le Jeune (Assurances) dont le siège est à Léopoldville, ici représentée par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée du 9 juillet 1952;

6°) La S. A. Zaire Holding Trust, dont le siège est à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 9 juillet 1952;

7°) Monsieur Jean Pecher, administrateur de société, domicilié à Stanleyville, ici représentée par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 15 juillet 1952;

8°) Monsieur Alfred Grimont, directeur de société, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur Charles Le Jeune, en vertu d'une procuration, annexée, du 8 juillet 1952;

en présence de Messieurs Jean Hollemans, Greffier, et Joseph Julien Valtin, agent de l'Ordre Judiciaire, résidant tous deux à Costermansville, témoins instrumentaires réunissant les conditions exigées par la loi;

Lecture de l'acte susdit a été donnée par nous, notaire, aux comparants et aux témoins.

Lecture faite, les comparants nous ont déclaré, en présence des dits témoins, que l'acte tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi les présentes ont été signées par nous, notaire, les comparants et les témoins et revêtues du sceau de l'Office Notarial de Costermansville.

Le notaire,

(sé) A. THIENPONT.

Les comparants :

(sé) Ch. LE JEUNE.

(sé) met den ANCXT.

Les témoins :

(sé) J. HOLLEMANS.

(sé) J. VALTIN.

Enregistré l'acte ci-contre, sous le numéro trois mille trois cent cinquante-quatre, volume vingt-trois de l'Office Notarial de Costermansville et revêtu du sceau du dit Office, ce vingt-neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux dont le coût est de mille quatre cent soixante francs.

Droit d'acte : 300.00 francs.

Enregistrement : 1.160,00 francs.

Soit au total : 1.460,00 francs.

Le notaire : (sé) A. Thienpont.

Office Notarial Costermansville - Congo Belge.

Pour copie certifiée conforme.

Le notaire,

(sé) A. THIENPONT.

Province du Kivu. Service de la Justice et du Contentieux.
Congo Belge.

Vu pour légalisation de la signature de M. A. Thienpont, apposée ci-dessus.

Costermansville, le 14 août 1952.

Le Chef du Contentieux par délégation :

(sé) P. de la Vingne.

Reçu : 40 francs. — Quittance 45020.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 6 mars 1953.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 6 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Ch. Lejeune — Assurances — Congo Oriental.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

AVENANT AUX STATUTS.

Entre les soussignés :

1. — Monsieur Alick Le Jeune, administrateur de sociétés, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration, annexée, du 6 novembre 1952;

2. — Monsieur Albert Le Jeune, administrateur de sociétés, domicilié à Anvers, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration, annexée du 10 novembre 1952;

3. — Monsieur Charles Le Jeune, administrateur de sociétés, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration annexée du 6 novembre 1952;

4. — Monsieur Charles met den Ancxt, colon, domicilié à Costermansville;

5. — La S. C. R. L. Ch. Le Jeune (Assurances) dont le siège est à Léopoldville, registre du commerce 2685 Léopoldville, ici représentée, par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration, annexée du six novembre 1952;

6. — La S. A. Zaire Holding Trust, dont le siège est à Luxembourg, ici représentée par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration, annexée, du 10 novembre 1952;

7. — Monsieur Jean Pecher, administrateur de société, domicilié à Stanleyville, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration annexée, du 6 novembre 1952;

8. — Monsieur Alfred Grimont, directeur de société, domicilié à Anvers, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Costermansville, en vertu d'une procuration, annexée du 10 novembre 1952;

Il a été convenu de modifier et compléter comme suit les statuts de la S. C. R. L. Ch. Le Jeune - Assurances - Congo Oriental, passés entre mêmes parties, selon acte du vingt-neuf juillet mil neuf cent cinquante-deux, enregistré le même jour suivant acte notarié n° 3.354 de l'Office Notarial de Costermansville.

Art. 1. — Sont supprimés les mots : « après approbation par arrêté royal » terminant l'article 3.

Art. 2. — a) A l'article 4, les mots : « à partir de ce jour » sont remplacés par : « à dater de son autorisation par arrêté royal ».

b) Le même article quatre est complété par les mots : « moyennant autorisation par arrêté royal ».

Art. 3. — A l'article 6, avant dernier alinéa, les mots : « ces actions » ont été libérées » sont remplacés par : « chacune des actions a été

» libérée »; et les mots : « se trouve à la disposition » sont remplacés par : « se trouve dès à présent à la libre et entière disposition ».

Art. 4. — L'article 7 est complété comme suit : « Les actions restent »
» nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en aura »
» été totalement versé, elles pourront être transformées en actions au »
» porteur. La propriété de l'action nominative s'établit par une inscrip- »
» tion sur le registre des actions nominatives. Les cessions d'actions ne »
» sont valables qu'après autorisation de la constitution de la société, ou »
» de l'augmentation de capital s'il s'agit d'actions nouvelles ».

Art. 5. — L'article 12 est complété comme suit : « L'assemblée générale ordinaire a lieu à 9 heures ».

Art. 6. — A l'article 16, avant dernier alinéa, les mots : « majorité des deux tiers » sont remplacés par « majorité des trois quarts ».

Art. 7. — Il est inséré sous rubrique « Cautionnements » un article 24bis, ainsi rédigé : « Chaque administrateur doit affecter par privilège »
» dix actions nominatives de la société en garantie de sa gestion. Le cau- »
» tionnement de chaque commissaire est fixé à cinq actions nominatives »
» de la société ».

» Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions »
» sur le registre des actionnaires ».

» Les actions affectées au cautionnement sont inaliénables pendant la »
» durée de fonction de celui dont elles garantissent le mandat. Elles seront »
» restituées après que l'assemblée générale des actionnaires aura approu- »
» vé le bilan de la dernière année pendant laquelle les fonctions auront »
» été exercées ».

Art. 8. — Le second alinéa de l'article 27 est remplacé comme suit :
» « Sur ce bénéfice net, il sera prélevé, en premier lieu, un montant de 5 % »
» pour constituer un fonds de réserve, ce prélèvement cessant d'être obli- »
» gatoire lorsque la réserve aura atteint 10 % du capital social; et en »
» second lieu, un montant suffisant pour payer au capital un intérêt de »
» 7 % l'an. (Cet intérêt sera récupérable pendant cinq ans) ».

Art. 9. — Il est inséré un article 27bis, ainsi rédigé, prenant place sous la rubrique : « Liquidation » : « En cas de perte de la moitié du capital »
» social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, »
» délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux sta- »
» tuts, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les »
» trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les »
» actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assem- »
» blée ».

Ainsi fait à Costermansville, le 5 février mil neuf cent cinquante-trois.

Par procuration :

(sé) R. PIRON.

(sé) met den ANCXT.

Visé par nous, André Thienpont, notaire à la résidence de Bukavu, ce sept février mil neuf cent cinquante-trois.

Le notaire,

(sé) A. THIENPONT.

OFFICE NOTARIAL DE BUKAVU.

Acte notarié n° 3.493.

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le septième jour du mois de février;

Nous, André Thienpont, notaire à la résidence de Bukavu, certifions que l'acte que nous avons visé au prescrit de la loi et dont les clauses sont ci-dessus énoncées, nous a été présenté ce jour à Bukavu, par :

1. — Monsieur Alick Le Jeune, administrateur de société, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée, du 6 novembre 1952;

2. — Monsieur Albert Le Jeune, administrateur de sociétés, domicilié à Anvers, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée du 10 novembre 1952;

3. — Monsieur Charles Le Jeune, administrateur de sociétés, domicilié à Léopoldville, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée, du 6 novembre 1952;

4. — Monsieur Charles met den Ancxt, colon, domicilié à Bukavu;

5. — La S. C. R. L. Ch. Le Jeune (Assurances) dont le siège est à Léopoldville, registre du commerce 2685 Léopoldville, ici représentée par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée, du 6 novembre 1952;

6. — La S. A. Zaire Holding Trust, dont le siège est à Luxembourg, ici représentée par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée du 10 novembre 1952;

7. — Monsieur Jean Pecher, administrateur de société, domicilié à Stanleyville, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée, du 6 novembre 1952;

8. — Monsieur Alfred Grimont, directeur de société, domicilié à Anvers, ici représenté par Monsieur R. Piron, avocat à Bukavu, en vertu d'une procuration annexée du 10 novembre 1952;

en présence de Messieurs Jean Hollemans et Joseph-Henri Claes, tous deux greffiers, résidant à Bukavu, témoins instrumentaires réunissant les conditions exigées par la loi;

Lecture de l'acte susdit a été donnée par nous, notaire, aux comparants et aux témoins;

Lecture faite, les comparants nous ont déclaré, en présence des dits témoins, que l'acte tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté;

En foi de quoi les présentes ont été signées par nous, notaire, les comparants et les témoins et revêtues du sceau de l'Office Notarial de Bukavu.

Le notaire,
(sé) A. THIENPONT.

Les comparants :

(sé) R. PIRON.

(sé) met den ANCXT.

Les témoins :

(sé) J. HOLLEMANS.

(sé) J. H. CLAES.

Enregistré l'acte ci-contre, sous le n° trois mille quatre cent nonante-trois, volume vingt-quatre, de l'Office Notarial de Bukavu et revêtu du sceau du dit Office, ce sept février mil neuf cent cinquante-trois, dont le coût est de mille quatre-vingt francs.

Frais d'acte : 500,00 francs.

Frais d'expédition : 580,00 francs.

Soit au total : 1.080,00 francs.

Le notaire : (sé) A. Thienpont.

Pour copie certifiée conforme.

Le notaire,

(sé) THIENPONT.

Office Notarial Costermansville - Congo Belge.

Province du Kivu - Service de la Justice et du Contentieux.
Congo Belge.

Vu pour légalisation de la signature de M. A. Thienpont, apposée ci-dessus.

Costermansville, le 16 février 1953.

Le Chef du Contentieux par délégation :

(sé) P. de le Vingne.

Perçu : 40 francs. — Quittance 4140151.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 6 mars 1953.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 6 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Compagnie Congolaise des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

à Elisabethville.

Siège administratif : 82, rue de Froidmont, Liège.

Registre de commerce Liège n° 68477.

Registre de commerce Elisabethville n° 1471.

—

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN DATE
DU 13 MARS 1953.**

Hommage est rendu à la mémoire de Monsieur Frans LEEMANS, administrateur, décédé.

Le Conseil prend acte, avec regret, du désir exprimé par Monsieur Jérôme QUETS d'être déchargé de son mandat d'administrateur.

Le Conseil décide de laisser ces deux mandats vacants et par conséquent le nombre des administrateurs se trouve ramené de onze à neuf.

Liège, le 13 mars 1953.

Certifié conforme.

Les administrateurs :

MM. H. CHAUDOIR.
G. FRANÇOTTE.
J. LERUITTE.

A. RASQUINET.
J. RASQUINET.
J. STAQUET.

—

Compagnie Congolaise des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

à Elisabethville.

Siège administratif : 82, rue de Froidmont, Liège.

Registre de commerce Liège n° 68477.

Registre de commerce Elisabethville n° 1471.

—

NOMINATIONS. — DELEGATIONS DE POUVOIRS.

Il est porté à la connaissance des tiers que :

Par décision du Conseil d'administration prise en date du 22 mai 1951,
a été nommé :

Président du Conseil d'administration :

Monsieur Albert RASQUINET, ingénieur, demeurant, 156, avenue de l'Observatoire, Liège.

Par décision du Conseil d'administration prise en date du 13 mars 1953, ont été nommés :

1) Administrateur directeur général :

Monsieur Pierre RASQUINET, ingénieur, domicilié à Liège, 84, rue de Froidmont, résidant actuellement à Elisabethville (Congo Belge) 87, avenue Wangermée.

2) Administrateurs délégués :

Monsieur Joseph LERUITTE, secrétaire général de société; demeurant à Sprimont « Les Marronniers ».

Monsieur Jacques STAQUET, industriel, domicilié à Elisabethville (Congo Belge) 63, route de Jadotville.

Pleins pouvoirs ont été conférés aux administrateurs ci-dessus nommés pour accomplir au nom de la société agissant en leurs qualités respectives et conjointement deux à deux tous les actes prévus à l'article 18 des statuts sociaux et la société sera valablement engagée par les signatures de deux d'entre eux employés conjointement.

3) Fondé de pouvoirs de la société :

Monsieur Albert RAEYMAEKERS, expert-comptable, domicilié à Grivegnée, rue du Chêne, 28, résidant actuellement à Elisabethville (Congo Belge).

En cette qualité, l'intéressé agissant conjointement avec l'un des administrateurs désignés ci-dessus, pourra accomplir tous actes d'administration en vue de la gestion journalière de la société.

Dans ces limites, la signature de Monsieur Albert RAEYMAEKERS, employée conjointement avec celle d'un des administrateurs désignés ci-avant, engagera valablement la société.

Liège, le 13 mars 1953.

Certifié conforme.

Les administrateurs :

MM. H. CHAUDOIR.
G. FRANCOTTE.
J. LERUITTE.

A. RASQUINET.
J. RASQUINET.
J. STAQUET.

Société Immobilière Congolaise F. Jassogne.
Société congolaise de personnes à responsabilité limitée
à Matadi.

CONSTITUTION. — NOMINATIONS.

L'an mil neuf cent cinquante-trois.

Le treize mars.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son Etude à Bruxelles, boulevard de Waterloo, 77.

ONT COMPARU :

1) Monsieur Ferdinand Emile Joseph Jassogne, administrateur de sociétés, et son épouse qu'il assiste et autorise Madame Madeleine Barbe Ghislaine Scoriels, fondée de pouvoirs, demeurant ensemble à Jette-Saint-Pierre, avenue Charles Woeste, numéro 140.

Mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de conventions matrimoniales ainsi qu'ils le déclarent Madame Jassogne-Scoriels ici représentée par son dit époux, en vertu d'une procuration qui demeurera ci-annexée;

2) Madame Christiane Madeleine Ghislaine Jassogne, administrateur de société, épouse assistée et autorisée de Monsieur Achille Clément De Wagheneire, industriel, demeurant ensemble à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de Koekelberg, numéro 11.

Mariés sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Richir, soussigné le vingt et un mars mil neuf cent quarante-quatre.

3) Monsieur Jacques Etienne Ferdinand Michel Jassogne, administrateur de sociétés, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, avenue de Koekelberg, numéro 11.

4) Madame Eugénie Juliette Ghislaine Lucas, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Paul Gérard Ghislain Scoriels, avocat, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, numéro 157.

Mariés sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Staesens, notaire à Schaerbeek, le trois septembre mil neuf cent trente-sept.

Lesquels comparants ont déclaré vouloir constituer entre eux une société de personnes à responsabilité limitée de droit congolais, dénommée « Société Immobilière Congolaise F. Jassogne », qui constituera une individualité juridique distincte de celle des associés, lesquels ne sont engagés qu'à concurrence de leurs mises respectives, et dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

Article 1. — Le siège social est établi à Matadi et pourra être transféré en tout autre endroit par simple décision de la gérance, il est établi un siège administratif à Bruxelles (agglomération), lequel est actuellement fixé à Jette-Bruxelles, avenue Charles Woeste, numéro 140, et pourra être établi à tout autre endroit par décision de la gérance.

Article 2. — La société a pour objet toutes opérations et toutes exploitations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles, agricoles et forestières, de nature à promouvoir la mise en valeur des biens dont il est fait apport à la société à Matadi ou qui pourraient intéresser son activité partout au Congo Belge.

Elle peut entreprendre pareilles opérations soit par elle-même, soit par associations, conventions avec des tiers ou avec d'autres sociétés déjà constituées ou à constituer.

La société peut acquérir tous terrains et toutes concessions de terre, les mettre en valeur ou les exploiter, les rétrocéder ou les échanger, affermer ou vendre tous sièges d'exploitation, et faire d'un façon générale toutes opérations quelconques se rattachant en tout ou en partie à son objet social.

Article 3. — La durée de la société est fixée à trente ans, lesquels sont réputés avoir pris cours le premier janvier mil neuf cent cinquante-trois, pour finir le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux; etc.

Article 4. — Le capital social est fixé à QUATRE MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS, représenté par huit cents parts de cinq mille francs congolais chacune.

Le capital est constitué par les apports faits à la société qui accepte, conjointement en nature par Monsieur et Madame Jassogne-Scoriels, préqualifiés, des biens immeubles suivants :

a) Une habitation à deux appartements construits sur une partie de la parcelle numéro 48 du lotissement Immo-Congo sis à Matadi et enregistrée auprès du Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville sous le numéro général 8.043 et spécial 0a.3.170, volume A LXIX, folio 24, faisant partie de la parcelle numéro 45 E/5 du plan communal et enregistré volume A LVIII, folio 40, d'une superficie de cinq ares douze centiares vingt-trois dix milliars pour la somme de SEPT CENT MILLE FRANCS.

b) La moitié indivise, l'autre moitié appartenant à Monsieur Robert Taavernier, dans une propriété à Matadi, inscrite au plan communal sous le numéro 45/r/5 parcelle 38, contenant quinze ares trente-huit centiares, certificat d'enregistrement, volume A LXIX/82 pour la somme de UN MILLION CENT QUARANTE MILLE FRANCS.

c) Une parcelle de terre d'une superficie totale approximative de douze ares cinquante centiares, sise à Matadi, portant le numéro 39 du lotissement Immo-Congo faisant partie de la parcelle 45/z/3 du plan communal, enregistrée volume A LXI, folio 17, pour la somme de DEUX CENT VINGT MILLE FRANCS, soit en tout une valeur de DEUX MILLIONS SOIXANTE MILLE FRANCS CONGOLAIS, en représentation desquels il est attribué à Monsieur et Madame Jassogne-Scoriels conjointement, qui acceptent, quatre cent et douze parts sociales de cinq mille francs congolais chacune, entièrement libérées.

Aucun de ces biens n'est affecté de charges hypothécaires et ne comporte de droits résultant d'option apportée en société, à la seule exception toutefois de l'immeuble apporté par moitié indivise sous le numéro b) ci-dessus, lequel est affecté d'une charge hypothécaire de huit cent mille francs au profit du « Crédit Hypothécaire d'Afrique », suivant acte reçu par le notaire Meys à Matadi, le premier mars mil neuf cent cinquante-deux et inscrit à la Conservation des hypothèques des Titres Fonciers de Léopoldville, sous le numéro d'ordre spécial 0 a 32.34.

Les époux Jassogne-Scoriels déclarent que la dite hypothèque leur a été consentie à concurrence de quatre cent mille francs, le surplus étant à charge de leur co-indivisaire, Monsieur Robert Taevernier prénommé, et que leur quote-part a été remboursée, de sorte que la dite inscription n'a plus de raison d'être en ce qui les concerne.

Les dits apports ont été faits et acceptés en outre sous les garanties ordinaires de droit et de fait et aux conditions suivantes :

a) la société jouira et disposera dès la date de sa constitution des biens apportés comme de choses lui appartenant en pleine et absolue propriété et jouissance, à charge pour elle de payer et de supporter toutes charges relatives aux dits biens.

b) elle prendra les biens ci-dessus dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans recours, ni répétition contre les apporteurs, pour raison de mauvais état, usure vétusté ou autre cause, et en outre avec toutes servitudes actives ou passives.

c) La société continuera tous contrats d'assurances en cours relatifs aux dits biens, et devra, s'il en existe et si les apporteurs le demande, respecter et exécuter tous accords qu'ils auraient pu conclure, relativement aux biens apportés, avec des tiers, tels tous contrats de construction ou relatifs à l'usage de l'eau, de l'électricité, et cætera, de telle manière que les apporteurs ne puissent être inquités, ni recherchés de ce chef.

Les comparants déclarent avoir une parfaite connaissance de la nature, de la consistance et de la réalité de la valeur des biens compris dans les susdits apports, et ne pas en demander de plus amples descriptions, et dispenser les apporteurs de toute justification à cet égard, se contentant des établissements de propriété qui précèdent, sans pouvoir en exiger de plus amples.

Le solde du capital, soit UN MILLION NEUF CENT QUARANTE MILLE FRANCS CONGOLAIS est souscrit par :

1) Monsieur et Madame Jassogne-Scoriels prénommés, à concurrence de UN MILLION HUIT CENT NONANTE-CINQ MILLE FRANCS CONGOLAIS, soit trois cent septante-neuf parts.

2) Madame Christiane Jassogne, épouse de Monsieur De Wagheneire, prénommée, à concurrence de vingt mille francs congolais, soit quatre part.

3) Monsieur Jacques Jassogne, prénommé, à concurrence de vingt mille francs congolais, soit quatre parts.

4) Madame Eugénie Lucas, épouse de Monsieur Paul Scoriels, prénommée, à concurrence de cinq mille francs congolais, soit une part.

Chacune de ces souscriptions n'ayant été libérées qu'à concurrence de vingt pour cent, en dehors de la présence du notaire soussigné, ainsi qu'ils le déclarent et le reconnaissent, les quatre souscripteurs ci-dessus désignés s'engagent à libérer le surplus de leur souscription, selon les modalités à déterminer par la gérance.

Le capital ainsi formé s'élève donc à la somme de QUATRE MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS et il pourra être augmenté ou diminué par simple décision des associés.

La somme de TROIS CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE FRANCS CONGOLAIS, montant dont les souscriptions ont été libérées, se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les comparants le déclarent et le reconnaissent, etc.

Article 9. — La société est administrée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité, ils pourront agir séparément en usant chacun de la plénitude des pouvoirs qui leur ou lui appartiennent.

Les associés gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire tous actes ou opérations, tant d'administration que de disposition, tant de biens meubles que de biens immeubles, à la seule exception d'actes réservés par la loi à la compétence de l'assemblée générale.

Les gérants ont seuls la signature sociale, et ils peuvent se substituer tous tiers dans tout ou partie de ces pouvoirs.

Ils n'auront jamais à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil de gérance.

Chacun d'eux aura droit à des émoluments dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et imputés sur les frais généraux.

Les actions en justice sont-suivies tant en demandant qu'en défendant par un seul gérant, même en cas de pluralité de gérants.

Dans tous les actes engageant la société, la signature du ou des gérants, ou des fondés de pouvoirs, doit toujours être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.

Sont nommés gérants :

1) Monsieur Ferdinand Jassogne, préqualifié, qui accepte.

2) Madame Madeleine Scoriels, préqualifiée, épouse de Monsieur Jassogne, qui accepte, à ce spécialement autorisée par son dit époux. Ses pouvoirs, même si elle agit avec le concours d'autres gérants ou associés gérants sont strictement limités aux actes de pure administration courante, et l'autorisation de son mari, ou l'intervention de celui-ci à l'acte est nécessaire pour tous autres actes de gestion.

La révocation de l'autorisation ici donnée à Madame Jassogne-Scoriels d'exercer les fonctions de gérante mettra fin à celles-ci.

3) Monsieur Jacques Jassogne, préqualifié, qui accepte.

Article 10. — Les assemblées générales se tiendront au siège social ou au siège administratif, ou à tout autre endroit à déterminer par la gérance dans chaque convocation.

Il sera tenu chaque année une assemblée générale ordinaire et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-quatre, le premier mercredi du mois de mai à onze heures ou le premier jour ouvrable suivant à la même heure, si ce jour est férié, etc.

Article 11. — L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre, le premier exercice comprendra la période allant du premier janvier mil neuf cent cinquante-trois au trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois, etc.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

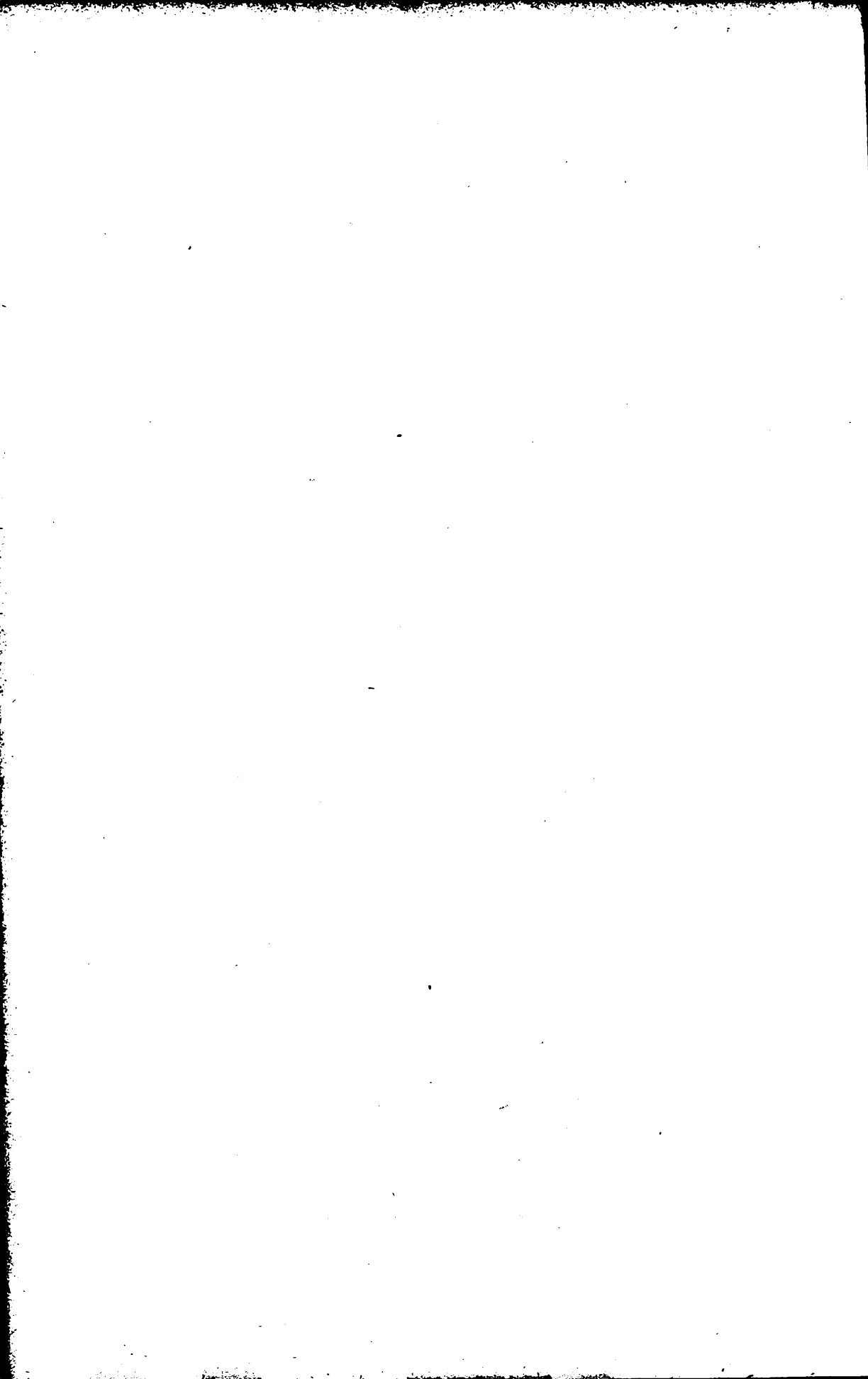
Enregistré quatre rôles, six renvois à Bruxelles A. C. III, le 16 mars 1953, volume 605, folio 48, case 11.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (s.) A. Vandecavey.

Pour extrait conforme.

(s.) Jacques RICHIR.



« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 AVRIL 1953

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	487	Société Commerciale et Minière du Congo	486
Compagnie de l'Uélé	483	Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo. . . .	501
Congo-Kivu	514	Société des Plantations de Dembia. . .	494
Fimobel-Congo	471	Société pour l'Exploitation du Bois Con- golais	489
Fondation Tabacongo	517	Syndicat de la Cellulose Africaine. . . .	518
Immobilière Belgo-Coloniale.	468-519	Syndicat pour la Cellulose Congolaise .	471
Société Coloniale d'Etudes et d'Entre- prises	464	Loterie Coloniale	523

21.4.

Société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises
Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, LE CINQ MARS, à onze heures et demie.

A Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, numéro 127.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises » par abréviation « Coleten », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, numéro 127, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le seize octobre mil neuf cent cinquante, autorisée par arrêté du Prince Royal du vingt et un novembre mil neuf cent cinquante et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Moniteur belge » du treize décembre mil neuf cent cinquante, numéro 25.520 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo belge » du quinze décembre mil neuf cent cinquante.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions et de parts de fondateur dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer. Cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Léon Morel, ancien gouverneur de Province au Congo, demeurant à Ixelles, avenue de l'Hippodrome, numéro 72, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur John Nieuwland, secrétaire de société, demeurant à Etterbeek, avenue des Gaulois, numéro 3, ici intervenant et comme scrutateurs, Messieurs Emile Liénart, docteur en droit, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, rue de la Limite, numéro 6, et Léon-Joseph Dubois, Président-Directeur général des Entreprises Métropolitaines et Coloniales, demeurant à Paris, avenue Maréchal Maunoury, numéro 1.

Messieurs Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, numéro 31, François Trystram, ingénieur E. P. Paris, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwé, numéro 66, René Bidoul, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 186, et Hubert Zurstrassen, industriel, demeurant à Lambermont-Verviers, A l'Copette, rue des Combattants, administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour les points suivants devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique.

1. Modification de la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle pour fixer au premier jeudi du mois de juin à onze heures ou le jour suivant lorsque cette date est un jour férié, au lieu du dernier jeudi du mois de mars à onze heures, l'assemblée générale du vingt six mars mil neuf cent cinquante trois étant reporté au quatre juin mil neuf cent cinquante trois.

2. Modification de l'article vingt huit des statuts pour le mettre en concordance avec la décision prise par l'assemblée sur le point un de l'ordre du jour.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt neuf des statuts, dans les journaux suivants :

Le Bulletin Officiel du Congo belge, numéro du seize février mil neuf cent cinquante trois.

Le Moniteur belge, numéro du seize-dix sept février mil neuf cent cinquante trois.

Les actionnaires en nom ont été convoqués, en outre, par lettres missives leur adressées le seize février mil neuf cent cinquante trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire des lettres de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. — Que les vingt mille actions de mille francs congolais chacune et les quatre mille parts de fondateur de la société sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président, au nom du Conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale annuelle au premier jeudi du mois de juin, l'assemblée générale du vingt six mars mil neuf cent cinquante trois étant reportée au quatre juin mil neuf cent cinquante trois.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'apporter aux statuts la modification suivante :

Le premier alinéa de l'article vingt huit est remplacé par :

« L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège administratif ou au lieu désigné dans les convocations, le premier jeudi du mois de juin à onze heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance continue.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal,

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) L. Morel; J. Nieuwland; E. Liénart; J. Dubois; Bn Y. de Brouwer; F. Trystram; R. Bidoul; H. Zurstrassen; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 10 mars 1953, volume 1389, folio 35, case 12, deux rôles, un renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE

COLETEN, société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises, S.C.A.R.L., siège social : Léopoldville. Siège administratif, rue du Marché, 127, Saint-Josse-ten-Noode, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 229.113.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 5 mars 1953.

LISTE DE PRESENCE

1. Compagnie congolaise d'Entreprises et de Réalisation « Congoreal », S.C.A.R.L. établie à Saint-Josse-ten-Noode, 127, rue du Marché, propriétaire de dix sept mille cinq cents actions et de trois mille cinq cents parts de fondateur 17.500 3.500

Représentée par Monsieur Emile Liénart, docteur en droit, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, rue de la Limite, n° 6, et Monsieur François Trystram, ci-après nommé, suivant procuration du premier mars dernier.

(signé) E. Liénart; F. Trystram.

2. Entreprises Métropolitaines et Coloniales, S. A. établie à Paris, 14, boulevard de la Madeleine, propriétaire de deux mille actions et de quatre cents parts de fondateur 2.000 400

Représentée par Monsieur Léon-Joseph Dubois, Président-Directeur général de la société, demeurant à Paris, 1, avenue Maunoury, suivant procuration du vingt quatre février dernier.

(signé) L. Dubois.

3. Monsieur Léon Morel, ancien gouverneur de province au Congo, demeurant à Ixelles, 72, avenue de l'Hippodrome, propriétaire de cent actions et de vingt parts de fondateur 100 20
(signé) L. Morel.

4. Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 31, rue Père Eudore Devroye, propriétaire de cent actions et de vingt parts de fondateur 100 20
(signé) Bn de Brouwer.

5. Monsieur René Bidoul, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 186, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cent actions et de vingt parts de fondateur 100 20
(signé) R. Bidoul.

6. Monsieur François Trystram, ingénieur E. P. Paris, demeurant à Auderghem, 66, avenue du Parc de Woluwé, propriétaire de cent actions et de vingt parts de fondateur 100 20
(signé) F. Trystram.

7. Monsieur Hubert Zurstrassen, industriel à Lambertmont-Verviers, à l'Copette, rue des Combattants, propriétaire de cent actions et de vingt parts de fondateur . . . 100 20
(signé) H. Zurstrassen.

Ensemble :
vingt mille actions et quatre mille parts de fondateur 20.000 4.000

Le Président (signé) L. Morel.

Le Secrétaire (signé) J. Nieuwland.

Les Scrutateurs (signé) E. Liénart; L. Dubois.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé à un acte du ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, en date de ce jour. Bruxelles le 5 mars 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 10 mars 1953, volume 252, folio 20, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu : quarante francs. Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

POUR EXPEDITION CONFORME

Hubert Scheyven.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. — N° 1813.

Bruxelles, le 17 mars 1953.

(signé) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de
M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 mars 1953.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies, pour législation de la signature de
M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 mars 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

IMMOBILIERE BELGO COLONIALE

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge)

Siège administratif : 40, rue de l'Ecuyer à Bruxelles

Registre de commerce de Bruxelles n° 91938

Registre de commerce de Léopoldville n° 725

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF

Immobilisé :

Frais de premier établissement	fr.	1,—
Terrains		2.245.100,—
Constructions	8.301.720,40	
Amort. antérieurs	827.904,—	
Amort. 1952	200.000,—	
	<hr/>	1.027.904,—
		<hr/>
		7.273.816,40
Matériel - Mobilier		1,—
		<hr/>
		9.518.918,40

Réalisable et disponible :

Débiteurs	69.442,—	
Fonds en caisse et en banque	2.954.235,38	
	<hr/>	3.023.677,38
Compte d'ordre (Caution des administrateurs et commis- saires)		pour mémoire
	Fr.	12.542.595,78
		<hr/>
		<hr/>

PASSIF

Dettes de la société envers elle-même	11.100.000,—
Capital : 30.000 parts sociales sans désigna- de valeur	10.500.000,—
Réserve légale	350.000,—
Réserve extraordinaire	250.000,—
	<hr/>
Dettes de la société envers des tiers	417.113,09
Créditeurs	106.512,52
Provision pour impositions fiscales	297.956,—
Dividendes restant à payer	12.644,57
	<hr/>
Solde bénéficiaire	1.025.482,69
Compte d'ordre	pour mémoire
	<hr/>
	Fr. 12.542.595,78
	<hr/> <hr/>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DOIT

Frais généraux d'exploitation	418.056,95
Frais d'augmentation de capital	147.804,50
Frais d'entretien et d'aménagement des immeubles	311.277,50
Provision pour impositions fiscales	100.000,—
Amortissement sur constructions	200.000,—
Solde bénéficiaire	1.025.482,69
Répartition :	
Réserve légale.	51.300,—
1 ^{er} dividende	437.500,—
Tantièmes statutaires :	
Administrateurs-Commissaires	153.822,40
Personnel	51.274,15
2 ^{me} dividende	312.500,—
Solde à reporter	19.086,14
	<hr/>
	Frs 2.202.621,64
	<hr/> <hr/>

AVOIR

Solde reporté de l'exercice précédent	88.367,89
Bénéfice brut d'exploitation	2.114.253,75
	<u>Frs 2.202.621,64</u>

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

- 1) Le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1952, ainsi que la répartition du bénéfice sont adoptés;
- 2) Décharge de leur gestion, pour l'exercice précité, est donnée aux administrateurs et commissaires.

Les cautionnements seront restitués à Messieurs Jean-Ch. Buzon et Pierre Buzon, administrateurs démissionnaires;

- 3) Monsieur Lucien Soenen, administrateur sortant, et Monsieur Josse Van Roy, commissaire sortant, sont réélus respectivement administrateur et commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- M. Soenen, Lucien, ingénieur commercial U.L.B., 92, avenue du Castel à Bruxelles, président du Conseil.
- M. Van Gheluwe, Freddy, ingénieur A.I.G., 144, rue d'Eecloo à Mariakerke-lez-Gand, vice-président du Conseil.
- M. Jonas, Gustave, administrateur de sociétés « La Palmeraie », boulevard de l'Eden, Cap d'Ail, A.M., administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

- M. Van Roy, Josse, directeur de société, 182, avenue R. Neybergh à Bruxelles.
- M. Buzon, Lucien, propriétaire, 262, rue du Noyer à Bruxelles.
- M. Robatel, Louis, Directeur de société, avenue Beernaert à Léopoldville (Congo belge).

CERTIFIE CONFORME

Le Président du Conseil,

L. Soenen.

SYNDICAT POUR LA CELLULOSE CONGOLAISE

Association en participation

Extrait du procès-verbal de la réunion du Comité de Direction
du 19 mars 1953

.....
5° Ratification des pouvoirs conférés à M. Bouvy.

Le Comité de Direction agissant par application de l'article 8 de l'acte syndical, délègue à M. Bouvy, Paul, les pouvoirs nécessaires pour représenter le Syndicat auprès des autorités de la Colonie et exécuter au Congo belge les décisions du Comité de Direction et de l'assemblée générale des syndicataires.

Les membres chargent MM. Régnier et Vanden Abeele d'assurer la publication de ces pouvoirs dans les journaux officiels et éventuellement de les faire recevoir dans la forme authentique.

POUR COPIE CONFORME

(sé) St. Vanden Abeele,

(sé) G. Régnier,

Membre du Comité de Direction.

Membre du Comité de Direction.

« FIMOBEL — CONGO »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge)

Siège administratif : Bruxelles, rue de la Loi, 98

CONSTITUTION (1)

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, le quatorze février,

Devant nous, Gérard Proost, notaire de résidence à Bruxelles;

ONT COMPARU :

1. La Compagnie Financière, Immobilière et Commerciale Belge d'Afrique « Cofima », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville, ici représentée par deux administrateurs : Messieurs Gaston Drugmand et Hector Dubois, ci-après nommés;

(1) Arrêté royal du 24 mars 1953. — Voir « Bulletin officiel du Congo belge » du 15 avril 1953, 1^{re} partie.

2. Monsieur Laurindo Augusto Marquès, négociant, demeurant, 80, avenue Charles de Gaulle à Léopoldville (Congo belge) ;

3. Monsieur Charles-Joseph-Aimé-Louis Vander Haeghen, administrateur de sociétés, demeurant, 124, avenue Charles Woeste à Bruxelles ;

4. Monsieur Gaston-Joseph Drumand, administrateur de sociétés, demeurant, 76, avenue de la Constitution, Jette-Saint-Pierre.

5. Monsieur Hector-François-Joseph Dubois, administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, 6, avenue du Cerf-Volant ;

6. Monsieur Lucien-Philippe Lesage, architecte, demeurant, 53, avenue Charles Woeste à Bruxelles ;

7. Monsieur Jean-Baptiste Behets, expert-comptable, demeurant, 17, rue Léopold à Courtrai.

8. Monsieur René-Alphonse-Marie Debroux, expert-comptable, 84, rue de l'Ermitage à Ixelles ;

9. Monsieur Max-Joseph-Alexis Brutoux, chef comptable, demeurant, 12, rue Vondel à Schaerbeek.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte authentique des statuts d'une société qu'ils constituent comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE

Article 1. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie du Congo belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination « Fimobel-Congo ».

Article 2. — Le siège social est fixé à Léopoldville. Il pourra, par décision du conseil d'administration être transféré à tout autre endroit du Congo belge. Tout changement de siège social sera publié, par voie d'avis, aux annexes du Bulletin administratif du Congo belge.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, rue de la Loi, 98.

Il pourra être établi, ultérieurement, dans toute autre localité de la colonie du Congo belge, ou en tout autre endroit, par simple décision du conseil d'administration.

Par simple décision d'un conseil d'administration, la société peut établir en tout lieu, tant à la colonie belge qu'à l'étranger, des sièges d'exploitation, des succursales et des agences.

Article 3. — La société a pour objet :

a) L'exploitation, achat, vente, construction, transformation, location et sous-location de tous biens immobiliers ;

b) L'entreprise de tous travaux de construction : bâtiments, routes et travaux publics en général ;

c) La fabrication et le commerce de tous les articles qui rentrent dans le domaine de la construction.

La société peut, dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales ou civiles.

La société peut agir pour elle-même et pour compte de tiers.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet, cette énumération étant énonciative et non limitative.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article 4. La société est constituée pour une durée de trente années, qui prendra cours à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée peut être prorogée à toute époque, dans les formes et conditions requises à l'article 20 des présents statuts.

Elle peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II. — CAPITAL — ACTION

Article 5. — Le capital est fixé à vingt-cinq millions de francs congolais représenté par vingt cinq mille actions sans désignation de valeur et dont chacune représente la vingt cinq millième partie du capital social.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, le capital peut être augmenté ou réduit, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, statuant à la majorité requise à l'article 20 des présents statuts.

Article 6. — a) Monsieur Marquès préqualifié, fait apport à la société présentement constituée, d'une créance de onze millions de francs, qu'il possède à charge de la société Cofima prénommée, créance exigible ce jour en vertu d'une convention en date du vingt décembre mil neuf cent cinquante deux.

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur Marquès, onze mille actions sans désignation de valeur, entièrement libérées, ce en exécution de la prédite convention du vingt décembre mil neuf cent cinquante deux.

b) Monsieur Gaston Drugmand, comparant sub 4 ci-dessus, déclare faire apport à la société présentement constituée d'une créance de cinq millions de francs qu'il possède à charge de la société « Cofima » préqualifiée à raison du paiement d'une somme de même import fait par lui le vingt deux décembre mil neuf cent cinquante deux, en exécution de la convention précitée du vingt décembre mil neuf cent cinquante deux.

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur Gaston Drugmand, qui accepte, cinq mille actions sans désignation de valeur, entièrement libérées, de la présente société.

Les neuf mille actions restantes sont souscrites contre numéraire, savoir :

1) La société « Cofima » prénommée, cinq mille actions	5.000
2) Monsieur Charles Vander Haeghen, agissant pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : trois mille actions	3.000
3) Monsieur Hector Dubois, agissant pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : cinq cents actions	500
4) Monsieur Lucien Lesage : deux cents actions	200
5) Monsieur Jean Behets : deux cents actions	200
6) Monsieur René Debroux : cinquante actions	50
7) Monsieur Max Brutoux : cinquante actions	50
Ensemble neuf mille actions	9.000

formant avec les seize mille actions remises en rémunération d'apports, l'intégralité du capital social.

Tous les comparants déclarent et reconnaissent que les actions souscrites contre espèces ont été libérées entièrement, sauf la souscription de la société « Cofima » prénommée, libérée à concurrence de deux millions de francs, et qu'une somme de six millions de francs se trouve dès lors dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article 7. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en aura été totalement versé, elles pourront être transformées en actions au porteur.

Les actions entièrement libérées sont au porteur. Il est tenu au siège social, un registre des actions nominatives.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur ce registre.

Des certificats d'inscription, signés par deux administrateurs, en sont délivrés aux actionnaires.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Ces signatures peuvent être remplacées par des griffes.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur ce même registre datée et signée par le cédant ou par son fondé de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur les transports de créances établies par l'article 1690 du Code civil.

La cession du titre au porteur s'opère par la seule tradition du titre. Les propriétaires des actions au porteur peuvent à toute époque, en demander, à leurs frais, la conversion en titres nominatifs.

Toutefois, les cessions des titres tant nominatifs qu'au porteur ne sont valables qu'après l'arrêté royal autorisant leur création.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, sans pouvoir être tenus à aucun appel de fonds au delà.

Article 8. — Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la société, qui peut suspendre les droits afférents à toute action au sujet de laquelle il existerait des contestations quant à la propriété, l'usufruit ou la nue-propriété.

Les copropriétaires, les usufruitiers et les nus-propriétaires, les créanciers et les débiteurs gagistes sont tenus de se faire représenter par un mandataire commun et d'en donner avis à la société.

En cas d'existence d'usufruit, le nu-propriétaire de l'action sera, sauf opposition de sa part, représenté vis-à-vis de la société par l'usufruitier.

TITRE III

ADMINISTRATION — DIRECTION SURVEILLANCE

Article 9. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire au moins, actionnaire ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée des actionnaires, qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, peut les révoquer en tout temps. Ils sont rééligibles.

Les mandats ne peuvent, sauf réélection, excéder une durée de six ans.

Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

Sont nommés comme premiers administrateurs : Messieurs Marqués, Vander Haegen, Drugmand, Dubois, Lesage, Behets, tous prénommés, qui acceptent, ainsi que Monsieur Jérôme-Marie-Pierre-Joseph Pinet, président honoraire à la Cour d'appel de Léopoldville, demeurant à Ganshoren, 86, avenue Van Overbeke, ici intervenant et acceptant.

Sont nommés comme premiers commissaires : Messieurs René Dubroux et Max Brutoux prénommés qui acceptent, ainsi que Monsieur Armand-Jean-Baptiste Nitelet, gérant de sociétés, demeurant à Etterbeek, 12, rue de l'Orient, ici intervenant et acceptant.

Article 10. — Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres pour présider les réunions du conseil d'administration et l'assemblée générale.

En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné par la réunion le remplace.

Article 11. — Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur la convocation d'un administrateur.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure désignés dans les avis de convocation.

Les convocations, sauf en cas d'urgence à motiver au procès-verbal de la réunion, sont faites au moins cinq jours francs à l'avance.

Les convocations ne sont pas nécessaires lorsque tous les administrateurs consentent à se réunir.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit ou télégramme à un de ses collègues du conseil, délégation pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut disposer de plus de deux voix : une pour lui et une pour son mandant.

Le conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions du conseil sont prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside à la réunion est prépondérante.

Article 12. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés au moins par la majorité des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par un administrateur délégué ou par deux administrateurs ou par une personne à ce mandatée.

Article 13. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts est de sa compétence.

Il peut, notamment, et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et conclure tous marchés, conventions ou actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société.

Il nomme et révoque tous directeurs, employés, ouvriers, ou agents de la société, fixe leurs rémunérations ainsi que les conditions de leur admission et de leur retraite.

Il peut encaisser toutes sommes dues et appartenant à la société, en donner valablement quittance, faire et autoriser tous retraits, transferts et aliénations de fonds, de rentes, de créances ou de valeurs appartenant à la société.

Il peut prendre ou donner en location, acquérir, aliéner tous biens meubles et immeubles, emprunter à court ou à long terme, par voie d'ouverture de crédit ou autrement, même par voie d'émission d'obligations hypothécaires ou autres, dont il déterminera le type, le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions d'émission; constituer et accepter toutes garanties hypothécaires et autres, avec ou sans stipulation de voie parée; renoncer à tous privilèges, droits d'hypothèque, actions résolutoires et droits réels en général, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans paiement; dispenser de toutes inscriptions d'office.

Il représente la société vis-à-vis des tiers, des autorités, et des administrations et exerce toutes actions, tant en demandant qu'en défendant, devant toutes juridictions; obtient toutes décisions, jugements, arrêts, sentences et les fait exécuter; acquiesce, transige et compromet en tout état de cause sur tous intérêts sociaux.

Article 14. — Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres et leur conférer le titre d'administrateur-délégué et d'administrateur-directeur.

Il peut également déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs directeurs.

Il peut, en outre, déléguer des pouvoirs à telles personnes que bon lui semble pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le conseil a qualité pour déterminer les rémunérations attachées à l'exercice des délégations qu'elle confère.

Article 15. — Sans préjudice à l'exercice des délégations prévues à l'article qui précède, tous les actes qui engagent la société, tous pouvoirs et procurations doivent, pour être valables, être signés par un administrateur-délégué ou un administrateur-directeur, ou, à défaut d'administrateurs semblables, par le président du conseil agissant conjointement avec un autre administrateur.

Ces personnes n'auront pas à justifier vis-à-vis de tiers d'une décision préalable du conseil d'administration.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences d'un administrateur-délégué, ou à défaut d'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs, soit par une personne à ce mandatée.

Dans la colonie du Congo belge, au Ruanda-Urundi, et en pays étranger où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

Article 16. — Il doit être affecté par privilège, en garantie de la gestion de chaque administrateur, trente actions et en garantie de l'exécution du mandat de chaque commissaire, dix actions de la société présentement constituée.

La restitution des actions de cautionnement ne pourra être accordée à leurs propriétaires qu'après que l'assemblée générale aura donné quitus de leurs fonctions à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion.

Article 17. — L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs et aux commissaires des émoluments fixes ou proportionnels et des jetons de présence à comptabiliser, le cas échéant, par frais généraux.

Le mandat d'administrateur peut être cumulé avec les fonctions de directeur ou avec toutes autres fonctions régies par un contrat d'emploi ou de louage de services, ainsi que la rémunération de part et d'autre.

TITRE IV. — ASSEMBLEE GENERALE

Article 18. — L'assemblée générale se réunira de plein droit chaque année le premier samedi de juin, à dix heures, et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Le conseil d'administration et le collège des commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires autant de fois que l'intérêt social l'exige.

Ils doivent les convoquer à la demande d'actionnaires possédant ensemble un cinquième au moins du capital social, dans un délai d'un mois à partir du moment où ces actionnaires leur auront fait connaître les objets à porter à l'ordre du jour de l'assemblée.

Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, se réuniront soit à Bruxelles, au siège administratif, soit à Léopoldville, au siège social ou à l'endroit désigné dans les avis de convocation.

Article 19. — Les convocations pour toutes assemblées générales extraordinaires contiennent l'ordre du jour et il ne peut être délibéré sur les objets qui n'y figurent pas, à moins que tous les actionnaires ne soient présents ou représentés et que les modifications à apporter à l'ordre du jour ne soient adoptées à l'unanimité des voix.

Ces convocations sont faites par des annonces insérées une fois au moins cinq jours avant l'assemblée dans le « Bulletin administratif du Congo belge », ainsi qu'en Belgique, conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Toutefois, les convocations ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires consentent à se réunir.

Toute assemblée ordinaire ou extraordinaire peut être séance tenante, prorogée à trois semaines par le président de l'assemblée, même s'il ne s'agit pas de statuer sur l'approbation du bilan.

Article 20. — Pour assister à une assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur devront déposer leurs titres au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée générale.

Ils ne seront admis à l'assemblée que sur production d'un certificat constatant le dépôt de leurs titres.

De même, les propriétaires d'actions nominatives ont l'obligation d'informer le conseil d'administration, cinq jours francs avant la réunion, de leur intention d'assister à l'assemblée générale.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire ayant lui-même le droit de vote et porteur d'une procuration dont la forme pourra être déterminée à peine de nullité par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider, en outre, que les procurations devront être déposées au siège social, cinq jours francs avant la réunion.

Si le conseil d'administration détermine la forme des procurations ou s'il en impose le dépôt au siège social, les avis de convocation devront en faire mention.

Les incapables et les personnes morales seront valablement représentées par les représentants ou organes légaux, et la femme mariée pourra être représentée par son mari.

Chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée générale statue à la majorité absolue des voix valablement exprimées. Nul ne peut prendre part au vote, soit comme actionnaire, soit comme actionnaire et mandataire, pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des actions émises, ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux actions représentées à l'assemblée.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, la majorité des trois quarts du nombre total des voix est requise.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation de l'assemblée est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions représentées. Les décisions ne seront valablement prises qu'elles réunissent les trois quarts des voix présentes ou représentées à l'assemblée.

Toute modification aux statuts est subordonnée à l'autorisation par arrêté royal.

Article 21. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Les décisions prises par l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour ceux qui n'auraient pas pris part et pour les actionnaires dissidents.

Article 22. — Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur désigné par l'assemblée.

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau.

Le président désigne le secrétaire qui ne peut pas être actionnaire, et l'assemblée choisit deux scrutateurs parmi ses membres.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement, à la majorité des voix ; en cas de parité des voix, la résolution proposée est rejetée. Le scrutin secret est obligatoire pour le cas de révocation.

Article 23. — Les procès-verbaux d'assemblée générale sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Sauf dans le cas où les décisions de l'assemblée générale doivent être constatées authentiquement, les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par un administrateur délégué ou par deux administrateurs ou par une personne à ce mandatée.

TITRE V

BILAN — REPARTITION — RESERVE

Article 24. — L'exercice social commence le premier janvier de chaque année pour finir le trente et un décembre.

Le premier exercice prendra fin le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Article 25. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux de toute nature, des charges sociales et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il sera prélevé annuellement :

1° Cinq pour cent pour être affectés à la formation d'un fonds de réserve;

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque ce fond aura atteint le dixième du capital social.

2° La somme nécessaire pour attribuer aux actions sans désignation de valeur un premier dividende égal à quatre-vingt francs par titre.

3° Dix pour cent du surplus pour être attribués à titre de tantièmes aux administrateurs, qui se les répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

4° La somme que l'assemblée décidera d'allouer aux commissaires.

Le solde restant après ces attributions sera réparti entre tous les titres, chacun conférant un droit égal.

Toutefois, l'assemblée ordinaire pourra toujours décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à la constitution et à l'alimentation de fonds de réserve extraordinaire ou de prévision, ou sera reporté à nouveau.

Le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter une partie du bénéfice net, après le prélèvement prévu sous le numéro un, soit à des reports à nouveau, soit à des fonds de prévision, et cette proposition émanant du conseil ne peut être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée générale réunissant les deux tiers des voix. Dans ce cas, il ne sera pas attribué de tantièmes aux administrateurs.

Toutefois, il est expressément convenu que la somme transférée aux réserves ne peut dépasser cinquante pour cent du solde bénéficiaire.

Article 26. — Les dividendes et tantièmes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration.

Article 27. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés dans le « Bulletin administratif du Congo Belge ».

TITRE VI. — DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article 28. — La société peut, en tout temps, être dissoute, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions prescrites pour les modifications aux statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, le conseil d'administration doit soumettre à l'assemblée générale la question de dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Article 29. — En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opèrera par les soins des membres du conseil d'administration alors en exercice, à moins que l'assemblée ne désigne à cet effet un ou plusieurs liquidateurs, dont elle déterminera les pouvoirs, et la rémunération.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation à la simple majorité des voix.

Le solde favorable de la liquidation, après paiement de toutes dettes et charges incombant à la société, sera réparti par parts égales entre tous les titres.

TITRE VII. — DISPOSITION ADDITIONNELLES

Article 30. — Tout actionnaire non domicilié en Belgique, à la colonie du Congo belge, au Portugal ou en France, est tenu d'élire domicile dans l'arrondissement du lieu du siège administratif de la société, pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts.

Faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif, où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs non domiciliés en Belgique, à la colonie du Congo belge, au Portugal ou en France, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif de la société, où toutes les assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion ou de leur contrôle.

Article 31. — Le conseil d'administration et, en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article 32. — Toutes contestations entre la société et les actionnaires comme tels sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

Article 33. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition de son autorisation par arrêté royal. C'est une condition suspensive.

Article 34. — Il est référé aux dispositions légales belges sur les sociétés commerciales, pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

Article 35. — Les comparants déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ quatre cent vingt cinq mille francs.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles, rue de la Loi, numéro 98.

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec les intervenants et nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 18 février 1953.

Volume 1389, folio 15, case 2, sept rôles, huit renvois.

Reçu quarante francs, le receveur a i (s) Boon.

POUR EXPEDITION CONFORME

(sé) G. Proost.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Proost, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. — N° 1701.

Bruxelles, le 3 mars 1953.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 mars 1953.

Le chef de bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Vu pour légalisation de la signature de M. Verleyen, apposée sur le présent document.

Bruxelles, le 5 mars 1953.

Pour le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le fonctionnaire délégué (sé) T. Parent.

N° 1738.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Parent, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 mars 1953.

Le Conseiller adjoint, (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 19 mars 1953.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 19 Maart 1953.

(s./g.) DEQUAE.

COMPAGNIE DE L'UELE

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Niangara (Congo belge)

Siège administratif : 12, place de Louvain, Bruxelles

Registre du commerce : Bruxelles 46.091 — Stanleyville 484

Constituée par acte notarié par devant M^e J. P. Englebert, notaire à
Bruxelles, le 11 octobre 1928, publié aux annexes du « Moniteur belge »,
le 1^{er} novembre 1928, sous les numéros 14.439 et 14.440.

Autorisée par arrêté royal du 9 mars 1929.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1952

ACTIF

IMMOBILISE

Immeubles et matériel 4.836.373,57

Plantations 4.524.628,13

9.361.001,70

Amortissements

Antérieurs 4.241.600,—

de l'exercice 936.100,—

5.177.700,—

4.183.301,70

DISPONIBLE

Caisse et Banques 911.890,31

VALEURS ENGAGEES

Matériel en cours de route 735.286,—

REALISABLE

Portefeuille	37.200,—	
Produits divers — Débiteurs	4.548.232,42	4.585.432,42

POUR ORDRE

Cautionnements déposés		Mémoire
		<u>10.415.910,43</u>

PASSIF

NON EXIGIBLE

Capital :

4.000 actions de capital	2.000.000,—	
920 actions privilégiées	230.000,—	
4.000 parts de fondateur	Mémoire	
Réserve légale	223.000,—	
Fonds de prév. pr éventualités div.	3.306.914,90	5.759.914,90

EXIGIBLE

Sans garantie	618.421,66	
Dividendes à payer	313.987,68	
Prévision fiscale	1.326.615,—	2.259.024,34

POUR ORDRE

Déposants de cautionnements		Mémoire
---------------------------------------	--	---------

PROFITS ET PERTES

Bénéfice de l'exercice	2.396.971,19	
		<u>10.415.910,43</u>

COMPTES DE PROFITS ET PERTES

DEBIT

Frais généraux et divers	481.376,85	
Amortissements	936.100,—	
Prévision fiscale	400.000,—	
Bénéfice net	2.396.971,19	
		<u>4.214.448,04</u>

COMPOSITION DU CONSEIL GENERAL

Les dividendes suivants seront payables à partir du 20 mars 1953 :

Coupon n° 6 action de capital	100,— Fr. net
Coupon n° 6 action privilégiée	60,375 Fr. net
Coupon n° 5 part de fondateur	55,824 Fr. net

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME :

L'Administrateur-délégué

Paul Gérard.

SOCIETE COMMERCIALE ET MINIERE DU CONGO « Cominière »

Société commerciale congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville

Siège administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles

Registres de commerce :

Léopoldville n° 1620 — Bruxelles n° 15.176

NOMINATION ET DEMISSION D'UN ADMINISTRATEUR

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil général
du 27 mars 1953

Le Conseil général faisant application des dispositions de l'article 25 des statuts, appelle aux fonctions d'administrateur, Monsieur Pierre Wigny, agrégé en droit, 94, avenue Louise, Bruxelles, pour achever le mandat d'administrateur de Monsieur Joseph Sellekaers, démissionnaire.

Cette nomination sera soumise à la prochaine assemblée des actionnaires pour ratification.

POUR EXTRAIT CONFORME,

Un Administrateur,
S. Collin.

L'Administrateur-délégué,
A. Liénart.

BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI
CENTRALE BANK VAN BELGISCH-CONGO EN RUANDA-URUNDI

	ACTIF	—	ACTIVA		
		31-1-1953	28-2-1953	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>	
Encaisse or <i>Goudvoorraad.</i>		3.541.326.377,61	3.699.450.868,38	+	158.124
Avoirs en monnaies convertibles en or. <i>Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.</i>		4.291.364.265,68	4.219.158.359,72	—	72.206
Avoirs en francs belges . <i>Tegoed in Belgische franken.</i>					
Banques et divers organismes <i>Banken en diverse organismen.</i>		199.987.902,48	69.259.827,11	—	130.728
Certificats du Trésor Belge <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>		1.350.000.000,00	1.150.000.000,00	—	200.000
Autres avoirs <i>Andere tegoeden.</i>		11.705.789,40	37.839.809,25	+	26.134
Francs belges à recevoir <i>Te ontvangen Belgische franken.</i>		2.325.000.000,00	2.225.000.000,00	—	100.000
Avoirs en autres monnaies <i>Tegoed in andere deviezen.</i>		28.514.311,75	23.459.512,81	—	5.055
Débiteurs pour change en or à terme <i>Debiteuren wegens termijnverkoop van deviezen en goud.</i>		2.436.048,00	1.722.694,50	—	713
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi <i>Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda Urundi.</i>		720.826,00	—	—	721
Avances sur fonds publics et substances précieuses <i>Voorschotten op overheidsfondsen en edele stoffen.</i>		8.002.570,00	18.903.857,00	+	10.901
Avoirs aux offices des chèques postaux <i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>		10.828.186,72	15.392.405,71	+	4.564
Effets publics belges émis en francs con- golais <i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Congolesse franken.</i>		4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—	
Fonds publics (Art. 6, par. 1, litt.12 et 13 des statuts) <i>Overheidsfondsen (Art. 6, Par. 1, litt. 12 en 13 der statuten).</i>		99.319.948,15	102.503.766,95	+	3.184
Immeubles - Matériel - Mobilier. <i>Gebouwen - Materieel - Meubelen.</i>		53.709.318,85	63.077.943,20		9.369
Divers <i>Diversen.</i>		130.745.782,57	136.762.320,26	+	6.017
		16.489.824.664,77	16.198.694.702,45	—	291.130

PASSIF — PASSIVA

Billets et monnaies métalliques en circulation	4.151.118.179,90	4.127.922.110,75	— 23.196
<i>Biljetten en metalen munten in omloop.</i>			
Comptes-courants et créditeurs divers.			
<i>Rekeningen-courant en diverse crediteuren.</i>			
Congo Belge	4.300.803.919,26	3.827.054.663,44	— 473.750
<i>Belgisch-Congo.</i>			
Ruanda-Urundi	314.203.889,50	323.503.450,21	+ 9.300
Comptes-courants divers	2.691.419.759,81	2.930.956.683,87	+ 239.537
<i>Diverse rekeningen-courant.</i>			
Valeurs à payer	2.480.980.900,38	2.611.488.474,54	+ 130.508
<i>Te betalen waarden.</i>			
Total des engagements à vue	13.938.526.648,85	13.820.925.382,81	— 117.601
<i>Totaal der verbintenissen op zicht.</i>			
Engagements en francs belges.			
<i>Verbintenissen in Belgische franken.</i>			
A vue	594.219.471,42	428.094.794,44	— 166.125
<i>Op zicht.</i>			
A terme.	310.000.000,00	280.000.000,00	— 30.000
<i>Op termijn.</i>			
Engagements en monnaies étrangères.			
<i>Verbintenissen in buitenlandse deviezen.</i>			
En monnaies convertibles	1.269.225.113,76	1.356.075.497,10	+ 86.850
<i>In omzetbare deviezen.</i>			
En autres monnaies	8.170.040,90	22.404.572,26	+ 14.235
<i>In andere deviezen.</i>			
Monnaies étrangères et or à livrer.	2.414.734,00	1.701.380,50	— 713
<i>Te leveren buitenlandse deviezen en goud.</i>			
Divers	217.268.655,84	139.493.075,34	— 77.776
<i>Diversen.</i>			
Capital	150.000.000,00	150.000.000,00	—
<i>Kapitaal.</i>			
	16.489.824.664,77	16.198.694.702,45	— 291.130

H. LENAERT,
Directeur.

P. CHARLES,
Gouverneur.

SOCIETE POUR L'EXPLOITATION DU BOIS CONGOLAIS
en abrégé « SOBOCOL »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : N' Kolo (Bolobo - Congo belge)

AUGMENTATION DE CAPITAL
MODIFICATION DE LA DATE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DEMISSION ET NOMINATION D'UN COMMISSAIRE

MODIFICATIONS AUX STATUTS (1)

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, le vingt quatre février à quatorze heures trente à Ixelles, 26, rue d'Edimbourg,

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Congolaise par Actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société pour l'Exploitation du Bois Congolais, en abrégé « Sobocol ».

La société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à N'kolo (Bolobo, Congo belge) constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques Van Oekel, de résidence à Anvers, en date du six mars mil neuf cent cinquante deux, autorisée par arrêté royal du dix avril mil neuf cent cinquante deux, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe du « Bulletin officiel du Congo belge » du quinze mai mil neuf cent cinquante deux.

Sont présents ou représentés, les actionnaires qui déclarent être propriétaires des titres ci-après, conformément à l'article trente trois des statuts :

1° La société congolaise par actions à responsabilité limitée, « Société pour l'Industrie du Bois et des Placages du Congo » (Congo Veneers), ayant son siège social à N'kolo (Bolobo, Congo belge), ici représentée par son administrateur délégué, Monsieur le comte Bernard d'Ursel, administrateur de sociétés, 27, boulevard Saint-Michel à Bruxelles, propriétaire de trois cents actions de capital et cinq cents actions de dividende 300 500

Le dit administrateur délégué agissant en vertu d'une délégation du Conseil d'administration de la dite société en date du vingt et un novembre mil neuf cent cinquante et un.

2° Monsieur Emile-François Joris, négociant, demeurant à Hove, chaussée de Bouchout, numéro 151, agissant tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort, propriétaire de trois cent nonante sept actions de capital et cents actions de dividende 397 100

3° Monsieur Etienne Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Malines, rue Conscience, numéro 40, propriétaire de cinquante actions de capital et cent actions de dividende . . . 50 100

(1) Arrêté royal du 25 mars 1953. — Voir « Bulletin officiel du Congo belge » du 15 avril 1953, 1^{re} partie.

4° Monsieur Alexandre De Bonnaire, expert-comptable, demeurant à Deurne, avenue Alphonse Schneider, 325, propriétaire de cinquante actions de capital et cent actions de dividende 50 100

5° Monsieur Maurice-Florimont-Joseph-Ghislain Stenuit, directeur de banque à Etterbeek, 1, avenue de la Chevalerie, propriétaire d'une action de capital 1

6° Monsieur Maurice-Albert Fromont, chef de service de banque, 88, rue Général Gratry à Schaerbeek, propriétaire d'une action de capital 1

7° Monsieur Felix-Stéphan Dewaelheyns, chef de service de banque, 53, rue Lancau, Bruxelles, propriétaire d'une action de capital 1

Soit ensemble; huit cents actions de capital et huit cents actions de dividende 800 800

L'assemblée est présidée par Monsieur le comte Bernard d'Ursel, président du Conseil d'administration.

Le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Etienne Stevens, pré-nommé.

Et comme scrutateurs, Messieurs Emile Joris et Alexandre De Bonnaire, pré-nommés.

Monsieur le Président expose :

1) Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1° Rapport sur l'activité de la société.

2° Augmentation de capital à concurrence de deux millions de francs pour le porter de huit millions à dix millions, par la création de deux cents actions de capital, identiques aux actions de capital anciennes et ayant les mêmes droits et avantages que celles-ci, prorata temporis et liberationis.

3° Réalisation et constatation de la dite augmentaton de capital.

4° Modification de la date de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, pour la fixer au second vendredi de mai à quatorze heures trente.

5° Démission et nomination d'un commissaire.

6° Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les décisions prises.

7° Divers.

2) Que toutes les actions de capital et actions de dividende étant représentées à l'assemblée, il n'y a pas lieu de justifier des convocations.

3) Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des statuts.

4) Que la présente assemblée réunit huit cents actions de capital et huit cents actions de dividende, soit la totalité des titres et que, dès lors, l'assemblée réunit les conditions prescrites par la loi pour pouvoir valablement délibérer sur les divers points portés à l'ordre du jour.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article trente sept des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président sur l'activité de la société, l'assemblée prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de deux millions de francs congolais pour le porter de huit millions à dix millions, par la création de deux cents actions de capital, identiques aux actions de capital anciennes et ayant les mêmes droits et avantages que celles-ci, prorata temporis et liberationis.

DELIBERATION

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

Souscription. — Et à l'instant est intervenue la société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie sous la dénomination de « Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo (Congo Veneers) », ayant son siège social à N'Kolo (Bolobo, Congo belge) et son siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg, ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur le Comte Bernard d'Ursel, prénommé, agissant comme dit, est.

La société ci-devant nommée, dûment représentée, après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnaissant, par son mandataire, avoir connaissance des statuts de la présente société, a déclaré souscrire au prix de dix mille francs congolais chacune, les deux cents actions de capital nouvelles, créées par la première résolution et aux conditions y mentionnées.

Le souscripteur prénommé, nous a déclaré et requis d'acter que chacune des deux cents actions nouvelles ci-dessus ont été entièrement libérées et que le montant de la souscription s'élevant à deux millions de francs congolais se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société, ainsi que le souscripteur et les membres de l'assemblée le reconnaissent.

DELIBERATIONS :

Tout ce qui précède est adopté par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle pour la fixer au second vendredi de mai à quatorze heures trente.

DELIBERATION :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Antoine de Jacquier de Rosée, administrateur de société, demeurant à N'Kolo (Bolobo, Congo belge), en qualité de commissaire et nommer en remplacement, Monsieur Charles Le Jeune, assureur, demeurant à Léopoldville.

DELIBERATION :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION

A l'article 5. — L'article 5 est remplacé par ce qui suit :

« Le capital social est fixé à dix millions de francs congolais.

» Il est représenté par mille actions de dix mille francs congolais chacune et de huit cents actions de dividende, sans désignation de valeur ».

A l'article 6. — L'article 6 est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la constitution de la société, le capital social fixé à huit millions de francs congolais était représenté par huit cents actions de dix mille francs congolais chacune et huit cents actions de dividende sans désignation de valeur.

Les huit cents actions de dix mille francs congolais chacune, souscrites par apport en espèces et libérées à quarante pour cent au moment de la souscription et ensuite entièrement libérées, et les huit cents actions de dividende souscrites par apport d'études, de travaux et recherches effectuées par les fondateurs.

» Suivant procès-verbal du Ministère de Maître Guy Mourlon Beernaert, en date du vingt quatre février mil neuf cent cinquante trois, le capital social a été porté de huit à dix millions de francs congolais par la création de deux cents nouvelles actions de dix mille francs congolais chacune, toutes souscrites contre espèces et libérées intégralement au moment de la souscription. »

A l'article 30. — Le deuxième alinéa de l'article 30 est remplacé par ce qui suit :

« Une réunion de l'assemblée générale se tient chaque année le second vendredi du mois de mai à quatorze heures trente et pour la première fois, en mil neuf cent cinquante trois. »

DELIBERATION :

Ces modifications aux statuts, chacune soumise séparément au vote, sont adoptées à l'unanimité des voix.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital, dont question ci-avant, s'élève à la somme de cinquante deux mille francs.

Les modifications apportées ci-dessus aux statuts seront définitives sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à quinze heures trente.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir, ont signé avec nous, notaire.

(signé) Comte Bernard d'Ursel; Emile Joris; Etienne Stevens; Alexandre De Bonnair; Maurice Stenuit; Maurice Fromont; Felix Dewaelheyns; G. Murlon Beernaert.

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, A.C., le 26 février 1953, volume 214, folio 5, case 8, trois rôles, trois renvois.

Reçu quarante francs. Le receveur (signé) A. Vandecavey.

POUR EXPEDITION CONFORME

(sé) Murlon Beernaert.

G. Murlon Beernaert, notaire à Bruxelles (Brabant)

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Charles Bareel, vice-président ff. de président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Murlon Beernaert, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. — N^o 1805.

Bruxelles, le 14 mars 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 mars 1953.

Le chef de bureau, (sé) Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 mars 1953.

Le conseiller adjoint, (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 19 mars 1953.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 19 Maart 1953.

(s./g.) DEQUAE.

**SOCIETE DES PLANTATIONS DE DEMBIA »
en abrégé « PLANTADEM »**

Société Congolaise à responsabilité limitée.

ayant son siège social à Dembia, Congo belge
et son siège administratif à Bruxelles, place de Louvain, 12

**PROROGATION DE LA DUREE DE LA SOCIETE
AUGMENTATION DE CAPITAL
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1)**

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, le vingt six février à
Bruxelles, place de Louvain, 12,

Devant nous, Maître Robert DE LEENER, notaire résidant à Saint-
Gilles-Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la
« Société des Plantations de Dembia » en abrégé « Plantadem », société
congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Dembia, Congo
belge, et son siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu
par le notaire soussigné, le premier avril mil neuf cent trente, publié
aux annexes du « Moniteur belge », le dix huit mai suivant, sous le numéro
8223 et au « Bulletin officiel du Congo belge » du quinze juin suivant et
dont les statuts ont été modifiés, suivant procès-verbal dressé par le notaire
soussigné, le dix juillet mil neuf cent cinquante et un, publié aux annexes
du « Moniteur belge » le seize septembre suivant, sous le n° 20.246 et au
« Bulletin officiel du Congo belge » le quinze du même mois.

Sont présents ou représentés :

1. M. le baron Jean de Steenhault, banquier, demeurant à Vollezele, pos-
sesseur de cent dix neuf actions 119

2. M. Raymond Depireux, directeur de banque, demeurant à Uccle,
rue Stanley, 64, possesseur de vingt actions 20

3. M. Alfred Liénard, ingénieur, demeurant à Woluwé-Saint-
Lambert, avenue de Tervueren, 196, possesseur de quinze actions. 15

4. La Société congolaise par actions, à responsabilité limitée,
« Congo-Kivu », ayant son siège à Bruxelles, rue Montoyer, 4,
possesseur de deux mille cinq cents actions 2.500

Représentée par M. le baron de Steenhault, suivant procuration
annexée.

5. MM. Nagelmackers fils et Compagnie, banquiers à Bruxelles,
place de Louvain, 12, possesseur de deux mille actions 2.000

Représentés par M. le baron de Steenhault, suivant procuration
annexée.

(1) Arrêté royal du 25 mars 1953. — Voir « Bulletin officiel du Congo belge » du
15 avril 1953. — 1^{re} partie.

6. La Société Commerciale et Minière du Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège à Bruxelles, rue de la Science, 5, possesseur de dix sept cent trois actions . . . 1.703

Représentée par M. Alfred Liénard, suivant procuration annexée.

7. La Société d'Etudes Financières Industrielles et Commerciales « Sefic », société anonyme établie à Liège, rue des Dominicains, 32, possesseur de mille vingt actions 1.020

Représentée par M. le baron de Steenhault, suivant procuration annexée.

8. M. le baron Jacques vander Bruggen, ingénieur, demeurant à Etterbeek, avenue des Gaulois, 1, possesseur de quatre cent cinquante et une actions 451

Représenté par M. le baron de Steenhault, suivant procuration annexée.

9. M. Henri de Steenhault, administrateur de société, demeurant à Vollezele, possesseur de quatre cent cinquante et une actions . . . 451

Représenté par M. le baron de Steenhault, suivant procuration annexée.

10. La Compagnie Cotonnière congolaise, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège à Bruxelles, rue du Trône, 27, possesseur de quatre cent trente quatre actions 434

Représentée par M. Alfred Liénard, suivant procuration annexée.

11. M. Théo Otsolig, administrateur-directeur de société « Plantadem », demeurant à Dembia, Congo belge, possesseur de cent vingt deux actions 122

Représenté par M. le baron de Steenhault, suivant procuration annexée.

12. L'association sans but lucratif « Lessius Vereeniging » établie à Saint-Josse-ten-Noode, chaussée de Haecht, 8, possesseur de cinquante actions 50

Représentée par M. Raymond Depireux, suivant procuration annexée.

13. M^{me} Joséphine Fraikin, sans profession, veuve de M. Albert Paulis, demeurant à Ixelles, boulevard du Général Jacques, 8, possesseur de quinze actions 15

Représentée par M. Raymond Depireux, suivant procuration annexée.

Ensemble : huit mille neuf cents actions 8.900

La séance est ouverte sous la présidence de M. le baron de Steenhault qui choisit comme secrétaire M. Robert Gillain, chef de service de banque, demeurant à Crainhem, rue des Bluets, 3, et l'assemblée désigne comme scrutateurs MM. Raymond Depireux et Alfred Liénard.

Monsieur le Président expose :

A. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1) Prorogation de la durée de la société pour un nouveau terme de trente ans.

2) Constatation que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais.

3) Transformation des actions de capital en parts sociales représentant chacune un neuf millième de l'avoir social.

4) Augmentation du capital social de neuf millions de francs congolais, pour le porter à treize millions cinq cent mille francs congolais par prélèvement de neuf millions sur la réserve spéciale, sans création de titres nouveaux.

5) Dotation de la réserve sociale, pour la porter à un million trois cent cinquante mille francs, par prélèvement de neuf cent mille francs, sur la réserve spéciale.

6) Modification de la répartition bénéficiaire ; le littéra b) de l'article 29 étant remplacé par le texte suivant : « La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de septante cinq francs par part sociale entièrement libérée. ».

7) Remplacer le texte de l'article 32 par le suivant : « Le produit de la liquidation après apurement du passif est réparti également entre toutes les parts sociales ».

8) Modification aux statuts.

Articles 4, 5, 29 et 32. — Pour les mettre en concordance avec les décisions prises.

Article 8. — Remplacer le texte ancien par l'historique du capital.

Article 11. — Ajouter à la dernière phrase « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Article 17. — Supprimer les mots « les unes et les autres de cinq cents francs ».

Article 18. — Remplacer les mots « inscrits sur » par « consignés dans ».

Article 23. — Améliorer et compléter la rédaction relative aux convocations de l'assemblée.

Article 24. — A l'alinéa 5, ajouter « de leurs titres effectués » entre les mots « dépôts » et « cinq ».

Article 28. — Supprimer la deuxième phrase.

Article 29. — Au dernier alinéa, après le mot « publiés » ajouter « dans le mois de leur approbation ».

Article 31. — Commencer l'article par l'adjonction de deux nouveaux alinéas prévoyant les dispositions de l'article 102 des lois belges sur les sociétés commerciales.

Articles 6, 7, 9, 10, 11, 17, 22, 24, 28 et 29 : remplacer les mots « actions de capital » et « actions » par « parts sociales ».

Supprimer les articles 34, 35, 37 et 38 des clauses additionnelles devenus inutiles.

Numéroter 34, l'article 36.

B. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt trois des statuts dans le « Bulletin officiel du Congo belge », du trois février dernier, dont le numéro justificatif est déposé sur le bureau.

En outre, chaque actionnaire a été convoqué individuellement par lettre missive.

C. — Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt quatre des statuts.

D. — Que sur les neuf mille actions de capital de cinq cents francs, représentant le capital social, il est représenté huit mille neuf cents actions, soit plus de la moitié des titres.

E. Que la présente assemblée peut donc valablement délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits constatés et reconnus exacts, l'assemblée après avoir délibéré prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide de proroger la durée de la société pour une nouvelle période de trente ans qui prendra cours à la date de l'arrêté royal autorisant la présente prorogation.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée constate que les francs qui constituent le capital social sont des francs congolais.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de transformer les neuf mille actions de capital de cinq cents francs chacune en, neuf mille parts sociales représentant chacune, un neuf millième de l'avoir social.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de neuf millions de francs congolais, pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à treize millions cinq cent mille francs congolais par prélèvement de neuf millions de francs sur la réserve spéciale, sans création de titres nouveaux.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de doter la réserve sociale de neuf cent mille francs pour la porter à un million trois cent cinquante mille francs par prélèvement de neuf cent mille francs sur la réserve spéciale.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de modifier la répartition bénéficiaire en prévoyant au littera b) de l'article 29. « La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de septante cinq francs par part sociale entièrement libérée ».

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de modifier la répartition en cas de liquidation et de répartir le produit de la liquidation après apurement du passif également entre toutes les parts sociales.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

HUITIEME RESOLUTION

Sous la condition suspensive des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article 4. — Le premier alinéa est remplacé par :

« La société constituée suivant acte du premier avril mil neuf cent trente, pour un terme de trente ans, a été prorogée le vingt six février mil neuf cent cinquante trois, pour un nouveau terme de trente ans, prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant sa prorogation ».

Le texte de l'article 5 est remplacé par :

« Le capital social est de treize millions cinq cent mille francs congolais, représenté par neuf mille parts sociales représentant chacune un neuf millième de l'avoir social ».

Le texte de l'article 8 est remplacé par :

« A l'origine, le capital fixé à quatre millions cinq cent mille francs était représenté par neuf mille actions de capital de cinq cents francs chacune, toutes souscrites contre espèces ».

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt six février mil neuf cent cinquante trois, les actions de capital ont été transformées en parts sociales et le capital a été augmenté de neuf millions de francs, pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à treize millions cinq cent mille francs congolais, par incorporation de neuf millions de francs prélevés sur la réserve spéciale ».

A l'article 11. — En fin du dernier alinéa, il est ajouté « et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création ».

A l'article 17. — A la fin de la deuxième phrase, les mots « les unes et les autres de cinq cents francs » sont supprimés.

A l'article 18. — A la dernière phrase, les mots « inscrits sur » sont remplacés par les mots « consignés dans ».

Le texte du deuxième alinéa de l'article 23 est remplacé par :

« Le conseil d'administration peut, à toute époque, convoquer l'assemblée générale. Il doit dans un délai de trois semaines, le convoquer sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social. Les convocations aux assemblées générales seront faites par annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée, soit dans le « Bulletin officiel du Congo belge, soit au « Bulletin administratif » et sauf le cas de force majeure, au « Moniteur belge ». Les convocations mentionneront l'ordre du jour, aucun objet n'y figurant ne pourra être mis en délibération ».

« In fine du même article 23, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Si toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations sont faites uniquement par lettres recommandées, adressées aux actionnaires, quinze jours au moins avant l'assemblée ».

A l'article 24. — A l'aliéna cinq, il est intercalé entre les mots « dépôt » et « cinq » les mots « de leurs titres effectué ».

A l'article 28. — La deuxième phrase est supprimée.

A l'article 29. — Le texte du littera b) est remplacé par :

« La somme nécessaire pour attribuer un premier dividende de septante cinq francs par part sociale entièrement libérée ».

Au dernier alinéa du même article 29, après le mot « publiés » sont ajoutés les mots « dans le mois de leur approbation ».

A l'article 31, il est ajouté un premier et un deuxième alinéa, rédigés comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, la question de la dissolution de la société.

» Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée ».

Le texte de l'article 32 est remplacé par :

« Le produit de la liquidation après apurement du passif est réparti également entre toutes les parts sociales ».

Aux articles 6, 7, 9, 10, 11, 17, 22, 24, 28 et 29, les mots « actions de capital » et « actions » sont remplacés par « parts sociales ».

Le titre huit. — Dispositions additionnelles et les articles 34, 35, 37 et 38 devenus inutiles sont supprimés et l'article 36 sera désormais numéroté 34.

Toutes ces modifications, mises aux voix séparément sont votées à l'unanimité des voix.

FRAIS

Les comparants déclarent que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa prorogation et de l'augmentation du capital s'élèvent à quatre vingt mille francs.

La séance est levée.

DONT PROCES VERBAL.

Clos date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire

(Suivent les signatures.)

Enregistré cinq rôles, un renvoi à Saint-Gilles, le 2 mars 1953, volume 706, folio 18, case 11.

Reçu quarante francs.

Le receveur, (s) Boulanger.

POUR EXPEDITION CONFORME,

(signé) R. De Leener.

Robert De Leener, notaire à Saint-Gilles (Brabant)

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous, Charles Bareel, vice-président ff. de président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M^e De Leener, notaire à St-Gilles.

Reçu quatre francs. — N° 1738.

Bruxelles, le 7 mars 1953.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Ch. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 9 mars 1953.

Le chef de bureau, (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 10 mars 1953.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,

Le Ministre des Colonies,
le 19 mars 1953.

Mij bekend,

De Minister van Koloniën,
de 19 Maart 1953.

(s./g.) DEQUAE.

**SOCIETE D'ENTREPRISES ET DE CONSTRUCTIONS
STIRLING ASTALDI AU CONGO
en abrégé STIRLING ASTALDI CONGO**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

—
CONSTITUTION (1)

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, le 21 février,

Devant nous, Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire à Bruxelles,

ONT COMPARU :

1. La Société de Constructions générales en abrégé « Socogen », société anonyme, dont le siège social est à Lausanne (Suisse), 2, rue de la Paix, ici représentée par Monsieur Hervé, comte de Meeus d'Argenteuil, administrateur de sociétés, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 15, Drève des Tilleuls, en vertu d'une procuration sous seing privé faite à Lausanne en date du trois février mil neuf cent cinquante trois.

2. L'Impresa Astaldi Estero, société par actions, ayant son siège social à Rome, 10, Via Toscana, ici représentée par Monsieur Hervé, comte de Meeus d'Argenteuil, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, faite à Rome en date du trois février mil neuf cent cinquante trois.

3. Monsieur Xavier-Christyn, comte de Ribaucourt, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 45, rue Saint-Georges.

4. Monsieur André Motte, ambassadeur honoraire de S. M. le Roi des Belges, demeurant à Bruxelles, 46, rue de Jonckheere, ici représenté par Monsieur le baron Claude Tibbaut, industriel, demeurant à Uccle, 49a, avenue Winston Churchill, en vertu d'une procuration sous seing privé faite à Bruxelles, en date du onze février mil neuf cent cinquante trois.

5. Madame la baronne Jacqueline Rolin, demeurant à Uccle, 49a, avenue Winston Churchill, sans profession, épouse séparée contractuellement de biens du baron Guy Le Grom de Maret, qui l'assiste et l'autorise aux fins des présentes, ici représentée par Monsieur le baron Claude Tibbaut, prénommé, en vertu d'une procuration, sous seing privé faite à Bruxelles en date du vingt quatre janvier mil neuf cent cinquante trois.

6. Monsieur Daniel, comte d'Ursel, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 116, avenue Franklin Roosevelt.

7. Monsieur Hervé, comte de Meeus d'Argenteuil, administrateur de sociétés, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 15, Drève des Tilleuls.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser l'acte constitutif d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont ils déclarent avoir arrêté les statuts ainsi qu'il suit :

(1) Arrêté royal du 25 mars 1953. — Voir « Bulletin officiel du Congo belge » du 15 avril 1953. — 1^{re} partie.

TITRE I

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

ARTICLE UN.

Dénomination. — Il est constitué par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo », en abrégiation, « Stirling Astaldi Congo ».

ARTICLE DEUX.

Siège. — Le siège social est établi à Léopoldville. Il peut, par simple décision du conseil d'administration, être transféré dans un autre endroit du Congo belge ou Ruanda-Urundi.

Tout transfert du siège social est publié aux annexes du « Bulletin officiel du Congo belge » ou du « Bulletin administratif du Congo belge » par les soins du conseil d'administration.

ARTICLE TROIS.

Objet. — La société a pour objet l'étude et l'exécution d'entreprises et de travaux publics ou privés. Elle pourra faire au Congo belge ou à l'étranger tous actes ou opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet principal ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation.

Elle pourra également par voie d'apport, cession, souscription, participation, de fusion ou de tout autre manière, s'intéresser à toutes entreprises ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser ou développer son objet social.

Elle pourra acheter et vendre des immeubles, acheter, fabriquer et vendre tous produits intéressant la construction, effectuer tous travaux de façonnement du bois et de la pierre, exploiter des carrières.

ARTICLE QUATRE.

Durée. — La durée de la société est fixée à trente ans, à partir de la date de l'arrêté royal. Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être successivement prorogée par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II

CAPITAL — APPORTS — ACTIONS

ARTICLE CINQ.

Capital. — Le capital social est fixé à dix millions de francs congolais représenté par dix mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune.

ARTICLE SIX.

Souscription. — Les dix mille actions sont souscrites contre numéraire, savoir :

1. La société « Socogen », société anonyme deux mille actions.	2.000
2. L'Impresa Astaldi Estero, deux mille actions	2.000
3. Monsieur Xavier-Christyn, comte de Ribaucourt, deux mille actions	2.000
4. Monsieur André Motte, cinq cents actions	500
5. Madame la baronne de Maret, cinq cents actions	500
6. Monsieur Daniel, comte d'Ursel, cinq cents actions	500
7. Monsieur Hervé, comte de Meeûs d'Argenteuil, deux mille cinq cents actions	2.500
Ensemble : dix mille actions pour dix millions de francs congolais	10.000

ARTICLE SEPT.

Versements statutaires. — Et, aussitôt, les souscripteurs ont déclaré et tous les comparants ont reconnus que, les actions souscrites ont été libérées à concurrence de vingt pour cent par des versements s'élevant ensemble à deux millions de francs, somme qui se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

En cas d'augmentation du capital, les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription, doivent être faits aux époques que le conseil d'administration détermine.

Les appels de fonds se font par lettres recommandées adressées aux actionnaires, au moins un mois avant l'époque fixée pour le paiement.

Faute par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le conseil d'administration, il doit, de plein droit et sans mise en demeure, payer, à partir de l'exigibilité du versement, un intérêt calculé au taux de sept pour cent l'an sur le montant du versement appelé et non effectué, sans préjudice à tous autres droits, moyens et actions.

ARTICLE HUIT.

Augmentation de capital. — Le capital pourra être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée générale délibérant et votant comme en matière de modifications aux statuts et aux conditions à déterminer par elle et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux anciens actionnaires.

Toutefois, dans le cas où ce droit de préférence n'est pas exercé, le conseil d'administration aura la faculté de passer avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le conseil d'administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non usage total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

ARTICLE NEUF.

Des actions. — Les actions entièrement libérées sont au porteur ; elles restent nominatives jusqu'à complète libération.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

ARTICLE DIX.

Indivisibilité des titres. — Les actions sont indivisibles.

TITRE III

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE

A. — ARTICLE ONZE.

Composition du Conseil. - Durée du mandat. — La société est administrée par un Conseil de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les mandats ne peuvent excéder, sauf réélection, une durée de six ans. Ils prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année de leur expiration.

Sont nommés comme premiers administrateurs : Messieurs André Motte, comte de Meeûs d'Argenteuil, comte d'Ursel, ci-dessus nommés, Sante Astaldi, ingénieur, demeurant à Rome, Corso Italia, 43, William Stirling, administrateur de sociétés, demeurant à Londres, Upper Grosvenor Street, et Adriano Anselmino, docteur en droit, demeurant à Rome, 10, via Toscana.

Sont nommés comme premiers commissaires : Messieurs Christian Tibbaut, directeur de sociétés, demeurant à Uccle, 49a, avenue Winston Churchill et comte de Ribaucourt, ci-dessus nommés.

ARTICLE DOUZE.

Présidence. — Le Conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

En cas d'empêchement de celui-ci, un administrateur est désigné pour le remplacer.

ARTICLE TREIZE.

Réunion. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Il doit être convoqué à la demande d'un administrateur.

Les réunions se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

ARTICLE QUATORZE.

Délibération. — Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs empêchés peuvent donner leur vote par écrit ou même par télégramme.

Ils peuvent également donner pouvoirs de les représenter à une réunion déterminée du Conseil et de voter en leur nom à un autre membre du Conseil, sans que celui-ci puisse être mandataire de plus de deux de ses collègues.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix.

En cas de partage, la voix du président de la réunion est prépondérante.

ARTICLE QUINZE.

Pouvoirs du Conseil. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société..

Il peut sans recourir à l'assemblée générale, faire tous contrats, acheter, vendre et échanger tous biens, meubles et immeubles; contracter tous emprunts, consentir tous nantissements et toutes hypothèques même avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, dispenser le conservateur de prendre inscription d'office, le tout avant comme après paiement; déterminer l'emploi des fonds disponibles et de réserves; traiter, transiger, compromettre.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

ARTICLE SEIZE.

Délégations. — Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs administrateurs-délégués, administrateurs-directeurs, directeurs, sous-directeurs, secrétaires et fondés de pouvoirs.

Il règle les attributions et les émoluments fixes et/ou proportionnels de chacun d'eux.

ARTICLE DIX SEPT.

Actions judiciaires. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences de l'administrateur-délégué ou de l'administrateur-directeur ou des deux administrateurs.

ARTICLE DIX HUIT.

Signatures. — Tous les actes qui engagent la société, y compris les actes de vente et d'échange d'immeubles, de constitution d'hypothèque, de constitution de société civile ou commerciale, de mainlevée avec ou sans paiement, de renonciation à tous droits réels et actions résolutoires, ainsi que les procurations relatives à ces actes, sont valablement signés soit par l'administrateur délégué, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un fondé de pouvoirs (les administrateurs signant au nom de la société n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers, ni vis-à-vis des conservateurs des hypothèques), soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

B. Surveillance.

ARTICLE DIX NEUF.

Composition du collège des commissaires. - Durée du mandat. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires dont le mandat ne peut excéder deux ans, à moins de réélection.

ARTICLE VINGT.

Emoluments. — L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs et aux commissaires, en fonctions, des indemnités fixes imputables sur les frais généraux.

ARTICLE VINGT ET UN.

Cautionnements. — Chaque administrateur et chaque commissaire doit affecter par privilège, respectivement, vingt cinq et dix actions de la société, à la garantie de sa gestion ou de son contrôle.

Ces actions doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

Ce cautionnement prend fin et peut être restitué lorsqu'après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel l'administrateur et le commissaire sortant ont été en fonctions, l'assemblée générale par un vote spécial lui aura donné décharge de sa gestion.

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE VINGT DEUX.

Composition. - Pouvoirs. — L'assemblée générale des actionnaires, régulièrement constituée, représente l'universalité des propriétaires des titres.

Les décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents et les incapables.

ARTICLE VINGT TROIS.

Assemblée ordinaire. — Chaque année et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre, le deuxième mardi du mois d'avril à dix heures, une assemblée générale annuelle se tiendra au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations, pour entendre les rapports des administrateurs et commissaires, approuver le bilan, nommer les administrateurs et commissaires, et, en général, délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée, après l'approbation du bilan, se prononce par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, à trois semaines, toute assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire.

Cette prorogation annule toutes décisions prises. L'assemblée générale tant annuelle qu'extraordinaire se réunit sur la convocation du conseil d'administration ou du collège des commissaires.

Les convocations pour toute assemblée générale sont faites par annonces contenant l'ordre du jour, insérées dans l'annexe, soit du « Bulletin officiel du Congo belge », soit du « Bulletin administratif du Congo belge », quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Des lettres missives seront adressées quinze jours au moins avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Toutefois, lorsque tous les actionnaires consentent à se réunir, les convocations ne sont pas nécessaires.

ARTICLE VINGT QUATRE.

Conditions d'admission. — Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur, doivent, cinq jours avant la réunion, déposer leurs titres au siège social ou aux endroits désignés dans les convocations.

Ils sont admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant que le dépôt en a été effectué.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours avant la réunion, informer le conseil de leur intention d'assister à l'assemblée.

ARTICLE VINGT CINQ.

Représentation aux assemblées. — Les actionnaires ne peuvent se faire représenter aux assemblées générales que par un mandataire ayant lui-même le droit de vote et porteur d'une procuration dont la forme peut être déterminée par le conseil d'administration. Le conseil peut décider que les procurations doivent être déposées au siège social cinq jours avant la réunion.

ARTICLE VINGT SIX.

Toute assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou à son défaut, par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire; l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

ARTICLE VINGT SEPT.

Droit de vote. — Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième des voix attachées à l'ensemble des actions ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux actions représentées.

ARTICLE VINGT HUIT.

Mode de délibération. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour. Les décisions sont prises à la majorité des voix, quelle que soit la portion du capital représenté, sauf ce qui sera dit ci-après à l'article vingt neuf.

En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

ARTICLE VINGT NEUF.

Modifications aux statuts. — Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article septante et éventuellement à l'article septante et un, des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

- a) Augmenter ou réduire le capital social.
- b) Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société.
- c) Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement.
(Sauf ce qui est prévu à l'article cent et trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.)
- d) Emettre toutes obligations et/ou bons de caisse.
- e) Modifier les présents statuts.

ARTICLE TRENTE.

Procès-verbaux. — Les procès-verbaux de ses assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés, soit par le président du conseil ou l'administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE V

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION — RESERVE

ARTICLE TRENTE ET UN.

Inventaire et bilan. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, les livres sont arrêtés et l'exercice est clôturé.

Le conseil d'administration dresse l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes en faisant les amortissements jugés utiles ou nécessaires.

ARTICLE TRENTE DEUX.

Répartition des bénéfices. — Sur les bénéfices constatés par le bilan, après déductions des amortissements des charges sociales et des frais généraux, y compris les intérêts à payer sur les versements anticipés, il sera prélevé :

- 1) Cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

- 2) La somme nécessaire pour payer un dividende pouvant atteindre six pour cent aux actions, au prorata du montant dont elles sont libérées et prorata temporis.

Du surplus, il est alloué quinze pour cent aux administrateurs qui se les répartiront entre eux suivant leurs conventions particulières.

Le solde est attribué aux actions au prorata du montant dont elles sont libérées.

Toutefois, l'assemblée générale pourra sur proposition du conseil d'administration, décider que tout ou partie du bénéfice, après le prélèvement en faveur de la réserve, sera versé, soit à des fonds de réserve extraordinaires ou de prévision, soit à toute autre destination sociale ou reporté à nouveau; dans ce cas, comme au cas où le bénéfice ne permettrait pas l'attribution aux actions d'un premier dividende, de six pour cent prévu ci-dessus, ou de la totalité de ce dividende, le montant de celui-ci ou le solde, sera récupérable avant toute distribution sur les bénéfices des exercices ultérieurs.

ARTICLE TRENTE TROIS.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication aux annexes du « Bulletin officiel et administratif du Congo belge » et au « Moniteur belge ».

TITRE VI

DISSOLUTION — LIQUIDATION

ARTICLE TRENTE QUATRE.

Dissolution. — La société peut être dissoute anticipativement par décision d'une assemblée générale, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital social, la dissolution peut être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions présentes ou représentées.

ARTICLE TRENTE CINQ.

Liquidation. — Lors de la dissolution de la société, la liquidation est faite suivant le mode indiqué par l'assemblée générale qui nomme le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs rémunérations.

Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation; l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, à chaque action une somme de mille francs congolais.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder au remboursement, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'égalité entre toutes les actions, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti entre toutes les actions.

TITRE VII

ELECTION DE DOMICILE

ARTICLE TRENTE SIX.

Tout actionnaire, domicilié à l'étranger est tenu d'élire domicile au Congo belge pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts. A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu au siège social. Les administrateurs, commissaires et liquidateurs, domiciliés à l'étranger sont censés, pendant la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social où toutes assignations et notifications peuvent leur être valablement données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

TITRE VIII

DISPOSITION GENERALE

ARTICLE TRENTE SEPT.

Pour tous les cas non prévus par les présents statuts ou par la législation coloniale, il en est référé aux dispositions des lois belges relatives aux sociétés anonymes.

ARTICLE TRENTE HUIT.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

ARTICLE TRENTE NEUF.

Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombent à la société, à raison de sa constitution, s'élève approximativement à deux cent mille francs.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles, A.C.I., le vingt six février mil neuf cent cinquante trois, volume 1.125, folio 29, case 7, quatre rôles, six renvois.

Reçu quarante francs. Le receveur, (signé) Denys.

Suivent les annexes.

Le soussigné,

Monsieur André Motte, ambassadeur honoraire de S. M. le Roi des Belges, 46, rue de Jonckheere à Bruxelles,

Déclare constituer pour son mandataire spécial : Monsieur le baron Claude Tibbaut, industriel, demeurant à Uccle, 49a, avenue Winston Churchill,

A l'effet de le représenter à l'acte constitutif d'une société de droit congolais par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo », en abrégé « Stirling Astaldi Congo », ayant son siège à Léopoldville, au capital de dix millions de francs congolais, représenté par dix mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune,

Arrêter les statuts de la dite société, notamment, quant à son objet, sa durée, son administration et sa surveillance, aux assemblées générales, inventaires, bilans, répartitions de bénéfices,

Souscrire pour le compte du constituant, deux cent cinquante actions (250) de mille francs chacune; les libérer à concurrence de vingt pour cent,

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires, administrateurs délégués, directeurs, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Reconnaître que les frais et rémunérations divers incombant à la société du chef de sa constitution s'élèvent à cent trente mille francs environ.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer, faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le onze février mil neuf cent cinquante trois.

Bon pour pouvoir (signé) A. Motte.

Enregistré à Bruxelles, A.C.I., le vingt six février mil neuf cent cinquante trois, volume 127, folio 3, case 5.

Un rôle, sans renvoi, reçu quarante francs. Le receveur, (signé) Denys.

Je soussignée,

Baronne Jacqueline Rolin, demeurant à Uccle, 49a, avenue Winston Churchill, sans profession, épouse séparée contractuellement de biens du baron Guy Le Grom de Maret, qui l'assiste et l'autorise aux fins des présentes,

Déclare constituer pour son mandataire spécial : le baron Claude Tibbaut, demeurant 49a, avenue Winston Churchill à Bruxelles.

A l'effet de la représenter à l'acte constitutif d'une société de droit congolais par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo », en abrégé « Stirling Astaldi Congo », ayant son siège à Léopoldville, au capital de dix millions de francs congolais, représenté par dix mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune,

Arrêter les statuts de la dite société, notamment quant à son objet, sa durée, son administration et sa surveillance, aux assemblées générales, inventaires, bilans, répartitions de bénéfice,

Souscrire pour le compte de la constituante, sept cent cinquante actions (750) de mille francs chacune, les libérer à concurrence de vingt pour cent.

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires, administrateurs-délégués, directeurs, fixer leurs émoluments.

Reconnaître que les frais et rémunérations divers incombent à la société du chef de sa constitution s'élèvent à cent trente mille francs environ.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer, faire le nécessaire.

Fait à Bruxelles, le vingt quatre janvier mil neuf cent cinquante trois.

Bon pour autorisation maritale, (signé) Le Grom de Maret.

Bon pour pouvoir, (signé) baronne de Maret.

Enregistré à Bruxelles, A.C.I., le vingt six février mil neuf cent cinquante trois, volume 127, folio 3, case 5, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs. Le receveur, (signé) Denys.

La soussignée Impresa Astaldi Estero, société par actions, ayant son siège à Rome, Via Toscana, 10, ici représentée par son président administrateur-délégué, Monsieur Sante Astaldi, qui a la signature individuelle selon l'article 24 du statut social de l'Impresa Astaldi Estero, déclare constituer pour son mandataire spécial : Monsieur Hervé, comte de Meeûs d'Argenteuil, administrateur de sociétés, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 15, Drève des Tilleuls.

A l'effet de la représenter à l'acte constitutif d'une société de droit congolais par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo », en abrégé « Stirling Astaldi Congo », ayant son siège à Léopoldville, au capital de dix millions de francs congolais, représenté par dix mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune,

Arrêter les statuts de la dite société, notamment quant à son objet, sa durée, son administration et sa surveillance, les assemblées générales,

Souscrire pour le compte de la constituante, deux mille actions (2.000), de mille francs chacune, les libérer à concurrence de vingt pour cent.

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires, administrateurs-délégués et directeurs, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Reconnaître que les frais et rémunérations divers incombent à la société du chef de sa constitution s'élèvent à cent trente mille francs environ.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces et procès-verbaux, élire domicile, faire le nécessaire.

Bon pour pouvoirs.

Rome, le trois février mil neuf cent cinquante trois.

Impresa Astaldi Estero, s. p. a., le président administrateur-délégué (signé) S. Astaldi.

Enregistré à Bruxelles, A.C.I., le vingt six février mil neuf cent cinquante trois, volume 127, folio 3, case 5, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs. Le receveur, (signé) Denys.

Lausanne, le trois février mil neuf cent cinquante trois.

La soussignée Socogen, société anonyme, ayant son siège à Lausanne, ici représentée par son administrateur unique, Monsieur Roger Genton, de Chardonne, à Lausanne, qui a la signature individuelle, selon le chiffre 4 de l'assemblée du douze avril mil neuf cent cinquante et un, déclare constituer pour son mandataire spécial : Monsieur Hervé, comte de Meeûs d'Argenteuil, administrateur de sociétés, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, 15, Drève des Tilleuls.

A l'effet de la représenter à l'acte constitutif d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo », en abrégé « Stirling Astaldi Congo », ayant son siège à Léopoldville, au capital de dix millions de francs congolais, représenté par dix mille actions d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune,

Arrêter les statuts de la dite société, notamment quant à son objet, sa durée, son administration et sa surveillance, aux assemblées générales,

Souscrire pour le compte de la constituante, deux mille actions (2.000), de mille francs chacune, les libérer à concurrence de vingt pour cent.

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires, administrateurs-délégués et directeurs, accepter ces fonctions, fixer leur nombre et leurs émoluments.

Reconnaître que les frais et rémunérations divers incombent à la société du chef de sa constitution s'élèvent à cent trente mille francs environ.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer, faire le nécessaire.

Fait à Lausanne, le trois février mil neuf cent cinquante trois.

Bon pour pouvoirs.

Socogen, S. A. L'administrateur, (signé) Genton.

Enregistré à Bruxelles, A.C.I., le vingt six février mil neuf cent cinquante trois, volume 127, folio 3, case 5, un rôle, sans renvoi.

Reçu quarante francs. Le receveur, (signé) Denys.

POUR EXPEDITION CONFORME

(sé) A. Snyers d'Attenhoven.

A. Snyers d'Attenhoven, notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. — Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Snyers d'Attenhoven, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. — N° 1697.

Bruxelles, le 3 mars 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 mars 1953.

Le chef de bureau, (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 mars 1953.

Le Conseiller adjoint, (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 19 mars 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 19 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

« CONGO — KIVU »

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopodville

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles

Registre de commerce de Bruxelles n° 48.942

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux Annexes du « Bulletin officiel du Congo belge » des 15 mai 1928, 15 février 1929, 15 juin et 15 août 1946, 15 mai 1950, 15 décembre 1950, 15 mai 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

(approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 24 mars 1953)

ACTIF

I. — Disponible et réalisable :

Caisse et banquiers	4.691.429,89
Portefeuille et participations	19.040.512,—
Débiteurs divers	38.355,—

II. — Compte d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires p. m.

23.770.296,89

PASSIF

I. — Envers elle-même :	
Capital	18.000.000,—
Réserve légale	402.432,—
Réserve extraordinaire	750.000,—
	<u>19.152.432,—</u>
II. — Envers les tiers :	
Créditeurs divers	99.840 65
III. — Compte de Pertes et Profits :	
Solde bénéficiaire	4.518.024,24
IV. — Compte d'ordre :	
Administrateurs et commissaires	p. m.
	<u>23.770.296,89</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT

Frais généraux et divers	327.477,84
Solde créditeur	4.518.024,24
	<u>4.845.502,08</u>

CREDIT

Report à nouveau	594.364,58
Produit du portefeuille et divers	4.251.137,50
	<u>4.845.502,08</u>

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve légale	225.900,—
Emoluments des commissaires	30.000,—
Réserve extraordinaire	750.000,—
Dividende	2.700.000,—
Tantièmes du conseil d'administration	368.160,—
Report à nouveau	443.964,24
	<u>4.518.024,24</u>

SITUATION DU CAPITAL

Le capital est entièrement versé

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

MM. Arsène de Launoit, industriel, 4, rue Montoyer, Bruxelles, Président.

René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond-Point de l'Etoile, Bruxelles, administrateur.

Baron Louis de Woelmont, administrateur de sociétés, 117, boulevard Louis Schmidt, Bruxelles, administrateur.

Gustave Eich, docteur en droit, 35, rue André Van Hasselt, Bruxelles, administrateur.

Baron Paul Houtart, administrateur de sociétés, château « Ter Meiren », Meer-lez-Hoogstraeten, administrateur.

Charles Huwart, industriel, 29, rue de Sélys, Liège, administrateur.

André Matthyssens, industriel, 8bis, boulevard d'Italie, Monte-Carlo (Princ. Monaco), administrateur.

Maurice Naveau, industriel, château de Brâ, Brâ-sur-Lienne, administrateur.

Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés, 127, avenue de Broqueville, Bruxelles, commissaire.

Adrien Dawans, industriel, 231, rue Saint-Laurent, Liège, commissaire.

Jacques-Ernest Osterrieth, industriel, 21, rue Dartois, Liège, commissaire.

S.C.R.L. CONGO-KIVU. (Suivent les signatures.)

Les administrateurs.

R. Brasseur, A. de Launoit, L. de Woelmont, P. Houtart, G. Eich.

Les commissaires.

E. Corbisier de Meaultsart, A. Dawans.

« CONGO — KIVU »

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles

Registre du commerce de Bruxelles n° 48.942

—
FIXATION DU NOMBRE DES ADMINISTRATEURS
NOMINATION

L'assemblée fixe à neuf le nombre des administrateurs. Elle appelle à ces fonctions, Monsieur Albert Hanikenne, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 524, avenue Louise. Son mandat viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1959.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

R. Brasseur,
Administrateur.

A. de Launoit,
Administrateur.

—
FONDATION TABACONGO
pour l'amélioration du bien-être des indigènes
Etablissement d'utilité publique

—
COMPTE DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 1952

Immobilisations :

Terrain	103.159,—	
75 maisons simples	2.673.723,—	
	<u> </u>	2.776.882,—

Disponible :

S. A. Tabacofina, Anvers	514.053,90	
S. C. R. L. Tabacongo, Elisabethville	27.739,—	
	<u> </u>	541.792,90
	Fr.	<u><u>3.318.674,90</u></u>

Fonds propres :

Dotation initiale		3.000.000,—
Redevances encaissées à fin 1951	117.540,—	
Redevances encaissées en 1952	77.400,—	
	<u> </u>	194.940,—

Intérêts encaissés à fin 1951	148.331,10	
Intérêts encaissés en 1952	14.206,—	
	<hr/>	162.537,10
		<hr/>
		3.357.477,10
Frais généraux à fin 1951	27.237,20	
Frais généraux de 1952	11.565,—	
	<hr/>	38.802,20
		<hr/>
	Fr.	3.318.674,90
		<hr/>
		<hr/>

BUDGET DE L'EXERCICE 1953

Dépenses :

Immobilisations : 10 maisons doubles (programme 1951) : Fr. 1.000.000,—
10 maisons doubles (programme 1952) : Fr. 1.000.000,—

Recettes :

Dotation S. C. A. R. L. TABACONGO Fr. 2.000.000,—

CERTIFIE CONFORME

Un administrateur,
François Demeulemeester.

Le vice-président,
Georges Vander Elst.

SYNDICAT DE LA CELLULOSE AFRICAINE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION du 11 mars 1953

M. le vice-président propose la nomination d'un nouvel administrateur-gérant, non rémunéré, qui entrerait immédiatement en fonctions.

Les propositions de M. le vice-président rencontrant l'accord unanime du Conseil qui appelle M. Gustave Dubois, aux fonctions d'administrateur-gérant, non rémunéré, M. Dubois entre immédiatement en fonctions. Il se mettra en rapport avec M. Raick pour la transmission des pouvoirs et pour le transfert de la documentation dans le local mis à disposition par le C.S.K.

IMMOBILIERE BELGO-COLONIALE

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

--

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, le dix huit mars,

Par devant maître Paul Ectors, notaire, résidant à Bruxelles,

S'est tenue au siège administratif, 40, rue de l'Ecuyer à Bruxelles, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Immobilière Belgo Coloniale », ayant son siège social à Léopoldville, Congo belge, constituée par acte du notaire soussigné en date du sept avril mil neuf cent trente sept, autorisée par arrêté royal du vingt et un mai, même année, et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin officiel du Congo belge », du quinze juin, même année.

Les statuts de la société ont été modifiés par actes du notaire soussigné, des trois septembre mil neuf cent quarante sept et quatre avril mil neuf cent cinquante deux, le premier publié au « Bulletin officiel du Congo belge », le quinze novembre mil neuf cent quarante sept, le second autorisé par arrêté royal du vingt quatre avril mil neuf cent cinquante deux, publié au « Bulletin officiel du Congo belge » du quinze mai mil neuf cent cinquante deux.

Il résulte de la liste de présence reproduite en fin du présent procès-verbal, que sont présents ou représentés à la présente assemblée, sept actionnaires possédant ensemble dix sept mille deux cent soixante dix parts sociales sur les trente mille existantes.

La séance est ouverte à dix heures trente minutes, sous la présidence de M. Lucien Soenen, ingénieur commercial U.L.B., demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, 92, avenue du Castel.

Est nommé secrétaire, madame Marie Buntinx, secrétaire de société, demeurant à Schaerbeek, rue Général Gratry, n° 30, qui accepte.

Sont nommés scrutateurs, MM. Gaston Moreau et Josse Van Roy, tous deux ci-après qualifiés sous les numéros 4 et 5 de la liste de présence, qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a été convoquée à ces jour, heure et endroit, par avis insérés, cette année, dans les journaux suivants :

Le « Bulletin officiel du Congo belge » du neuf mars.

Le « Moniteur belge » des neuf et dix mars.

« L'Echo de la Bourse » des huit et neuf mars.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

II. — Que l'ordre du jour porte :

Modification à l'article trente sept des statuts sociaux à l'effet de répartir, en principe, les bénéfices après affectation à la réserve légale, à raison de quatre vingt cinq pour cent aux parts sociales, prorata temporis et liberationis et quinze pour cent aux administrateurs et commissaires.

III. — Que les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux statuts sociaux et que sauf réduction légale ou statutaire, chaque part sociale donne droit à une voix.

IV. — Que l'assemblée représentant plus de la moitié des parts sociales existantes, est apte à statuer sur l'objet figurant à son ordre du jour.

Cet exposé fait et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci après délibération, décide :

RESOLUTION

Le texte de l'article trente sept est libellé comme suit : « L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes les charges, frais généraux, agios financiers, impôts, amortissements, etc., forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé :

1. Cinq pour cent au moins pour le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

2. Quatre vingt pour cent à titre de dividende aux parts sociales sur le montant dont elles sont libérées, prorata temporis.

3. Quinze pour cent à répartir à titre de tantièmes au conseil d'administration et au collège des commissaires suivant un règlement à établir entre eux.

Toutefois, avant toute répartition, l'assemblée générale peut décider, sur proposition du conseil d'administration et à la simple majorité des voix, d'affecter tout ou partie du bénéfice à la constitution de fonds de prévision, de réserve ou un report à nouveau.

Cette décision est adoptée après réduction à six mille des voix appartenant à la Mutuelle Belgo Coloniale, société ci-après qualifiée, à l'unanimité, sauf les voix de la société S.I.C.A. et de M. Louis Lambelin ci-après qualifiés à la liste de présence, sous les numéros 6 et 7, qui votent contre.

FRAIS

L'assemblée estime à environ sept mille cinq cents francs le montant des frais, charges ou rémunérations incombant à la société ou mis à sa charge du chef des présentes.

LISTE DES PRESENCES

Ont pris part à l'assemblée par procuration ou en personne, les actionnaires suivants possédant d'après renseignements fournis, le nombre de titres ci-après :

1. La Mutuelle Belgo Coloniale, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville, possédant quinze mille parts sociales 15.000

Représentée par M. Lucien Soenen, précité, et M. Freddy Van Gheluwe, ingénieur A.I.G., 40, rue de l'Ecuyer à Bruxelles, deux de ses administrateurs ayant les pouvoirs requis.

2. M. Jean-Charles Buzon, administrateur de société, demeurant 347, avenue Louise à Bruxelles, possédant cinq cents parts sociales 500

3. M. Gustave Jonas, administrateur de société, demeurant avenue de l'Eden, Cap d'Ail, France, possédant cinq cent cinquante six parts sociales 556

4. M. Gaston Moreau, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, boulevard Maurice Lemonnier, 152, possédant cent nonante deux parts sociales 192

5. M. Josse Van Roy, directeur de société, demeurant à Bruxelles 182, avenue Richard Neyberg, possédant douze parts sociales . . 12

6. M. Louis Lambelin, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, 48, rue de l'Ecuyer, possédant dix parts sociales . . 10

7. La société congolaise par actions S. I. C. A., Société Immobilière, Commerciale et Agricole, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 48, rue de l'Ecuyer, possédant mille parts sociales, ici représentée par son administrateur M. Louis Lambelin précité, ayant les pouvoirs requis, en vertu d'une décision du conseil d'administration de la société, du ving sept novembre mil neuf cent quarante six, publié aux annexes du « Moniteur belge », le treize décembre, même année, sous le n° 22.085 1.000

Ensemble dix sept mille deux cent soixante dix parts sociales sur les trente mille existantes 17.270

Clos le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré deux rôles, trois renvois, à Bruxelles, A. C. III., le 23 mars 1953, volume 606, folio 56, case 8.

Reçu quarante francs. Le receveur, (sé) Tillœuil.

POUR EXPEDITION CONFORME

Le notaire, (sé) Paul Ectors.

Vu par nous, Jean Hubrecht, président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Ectors, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 30 mars 1953. (sé) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 31 mars 1953.

Le chef de bureau, (sé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 31 mars 1953.

Le conseiller adjoint (sé) Cornet.

LOTERIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 4^{me} TRANCHE 1953.

SAMEDI 21 MARS 1953.

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
84020 88040 4170 1490	100.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr.	1836 7046 377356 01766 41966 40176 8576 286 48196	10.000 fr. 5.000 fr. 2.500.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 1.000 fr. 40.000 fr.
931	1.000 fr.		
317952 1762 61082	1.000.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr.	18607 92327 1457 87767 5867 2497 398897	40.000 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 100.000 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 1.000.000 fr.
3 15603 7923 3433 05953 8393	200 fr. 40.000 fr. 2.500 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.		
14 55014	500 fr. 100.000 fr.	28308 62018 5078 9988 62198	40.000 fr. 20.000 fr. 10.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr.
0515 23335 05445 16745 61255 2795	2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr.	63709 19159 06769 68189 9189 81699 4799	20.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 4^e SCHIJF 1953.

ZATERDAG 21 MAART 1953.

De biljetten waarvan het n ^r eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^r eindigt op	winnen
84020	100.000 fr.	1836	10.000 fr.
88040	20.000 fr.	7046	5.000 fr.
4170	5.000 fr.	377356	2.500.000 fr.
1490	5.000 fr.	01766	20.000 fr.
		41966	20.000 fr.
		40176	100.000 fr.
		8576	2.500 fr.
931	1.000 fr.	286	1.000 fr.
		48196	40.000 fr.
317952	1.000.000 fr.	18607	40.000 fr.
1762	2.500 fr.	92327	40.000 fr.
61082	20.000 fr.	1457	5.000 fr.
		87767	100.000 fr.
		5867	5.000 fr.
3	200 fr.	2497	2.500 fr.
15603	40.000 fr.	398897	1.000.000 fr.
7923	2.500 fr.		
3433	2.500 fr.		
05953	20.000 fr.		
8393	5.000 fr.		
		28308	40.000 fr.
14	500 fr.	62018	20.000 fr.
55014	100.000 fr.	5078	10.000 fr.
		9988	5.000 fr.
		62198	20.000 fr.
0515	2.500 fr.	63709	20.000 fr.
23335	20.000 fr.	19159	20.000 fr.
05445	20.000 fr.	06769	20.000 fr.
16745	20.000 fr.	68189	100.000 fr.
61255	20.000 fr.	9189	2.500 fr.
2795	2.500 fr.	81699	20.000 fr.
		4799	5.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1^{er} MAI 1953.

ANNEXE I

5/5/53
C-27

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Avis	528	Société Congolaise de la Vieille Montagne.	538
Chocolaterie Marcq	546-553	Société Congolaise de Surveillance. . .	528
Cimenterie d'Albertville.	580	Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie	544
Compagnie Congolaise des Mines, Minerais et Métaux.	541-543	Société d'Elevage et de Culture de l'Uélé.	598
Compagnie du Lomami et du Lualaba .	586	Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo	545
Congolaise des Boissons	573	Société d'Importation et d'Exportation Congolaise	556
Fonds Social Linéa	594	Socomet	595
La Paternelle Vie	531	Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo	546
Lovanium * Centre Universitaire Congolais *	541	Loterie Coloniale	601
Société Africaine des Cuir et Dérivés. .	595		

AVIS

« Il est porté à la connaissance du public que des exemplaires du Rapport sur l'Administration de la Colonie du Congo Belge pendant l'année 1951, présenté aux Chambres par M. le Ministre des Colonies, sont mis en vente au prix de 150 francs ».

1° au Ministère des Colonies, 7, Place Royale (1er étage - local 59).

2° au Centre d'Information et de Documentation du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (C.I.D.) 94, rue de la Loi, Bruxelles.

BERICHT

« Er wordt ter kennis gebracht van het publiek, dat exemplaren van het Verslag over het bestuur van Belgisch-Congo gedurende het jaar 1951, aan de Kamers voorgelegd door de Heer Minister van Kolonien, tegen de prijs van 150 frank worden te koop gesteld. »

1° in het Ministerie van Kolonien, 7, Koningsplein (1° verdieping, lokaal 59).

2° in het Voorlichtingscentrum van Belgisch Congo en Ruanda-Urundi, 94, Wetstraat te Brussel.

Société Congolaise de Surveillance (Société Générale de Surveillance)

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à LEOPOLDVILLE

Siège administratif à Anvers : 47, Lange Nieuwstraat,

Régistre du Commerce d'Anvers : N° 111694

Constituée le 22 mars 1949 devant Me A. Cols, notaire de résidence à Anvers, par acte de même date, publié aux annexes du Moniteur Belge du 15 mai 1949, sous le N° 9750, et au Bulletin administratif du Congo Belge du 25 juillet 1949 sous le N° 14.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF

Immobilisé :

Terrain	fr.	472.312,25
Mobilier		557.442,—
Matériel		292.198.—
Autos-motos		109.852.—

Réalisable et disponible :

Actionnaires	fr.	4.000.000.—
Banques		1.845.595.55
Caisse		11.949.—
Dépôts		46.950.—

Pertes et Profits :

Bénéfice reporté de 1951	7.028.98	
Perte de l'exercice 1952	36.072.71	
	<hr/>	
Perte au 31 décembre 1952	fr.	29.043.73
	<hr/>	
	fr.	7.365.342.53
	<hr/>	
	<hr/>	

PASSIF

Envers elle-même :

Capital	fr.	5.000.000.—
Réserve légale		20.324.—
Fonds de Prévoyance		100.000.—
Réserve pour Voyages et Congés		4.832.—

Envers des tiers :

Comptes-Courants	fr.	2.240.186.53
	<hr/>	
	fr.	7.365.342.53
	<hr/>	
	<hr/>	

Compte de Profits et Pertes.

DEBIT

Impôts	fr.	69.100.—
Frais Généraux		6.433.284.86
Amortissements		371.748.—
	<hr/>	
		6.874.132.86
	<hr/>	
	<hr/>	

CREDIT

Report de l'exercice 1951	fr.	7.028.98
Exploitation		6.337.564.15
Intérêts		496.—
Solde en perte reporté sur 1953		29.043.73
	<hr/>	
	fr.	6.874.132.86
	<hr/>	
	<hr/>	

*Extrait du Procès-Verbal
de l'Assemblée Générale ordinaire tenue à Anvers, le 2 avril 1953.*

L'assemblée approuve le rapport du conseil d'administration et celui du commissaire.

L'assemblée approuve également le bilan et le compte de profits et pertes et, par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaire pour leur gestion pendant l'exercice 1952.

L'assemblée a approuvé également la réélection comme administrateurs de MM. Paul Lauwers et Grégoire Salmanowitz et comme commissaire Mr. François Peeters, dont les mandats sont venus à expiration.

Le Conseil d'administration se compose de :

Mr. N. Boruchowitz, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 62, avenue de France, Président.

Mr. G. Herkens, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 10, rue de la Justice, administrateur-délégué.

Mr. P. Lauwers, administrateur de société, demeurant à Léopoldville, administrateur-délégué.

Mr. G. Salmanowitz, administrateur de sociétés, demeurant à Genève, 1, place des Alpes, administrateur.

Le commissaire aux comptes est :

Mr. P. Peeters, directeur de société, deumeurant à Anvers, 107, rue Ballaer.

SITUATION DU CAPITAL

	<i>Souscrit</i>	<i>Libéré</i>	<i>Encore à verser</i>
F. Van Brée S. A. Anvers	2.550.000.—	510.000.—	2.040.000.—
Société Générale de Surveillance S. A. Genève	2.441.000.—	488.200.—	1.952.800.—
Mr. N. Boruchowitz, Anvers	2.000.—	400.—	1.600.—
Mr. G. Herkens, Anvers	2.000.—	400.—	1.600.—
Mr. P. Lauwers, Léopoldville	2.000.—	400.—	1.600.—
Mr. G. Salmanowitz, Genève	2.000.—	400.—	1.600.—
Mr. F. Peeters, Anvers	1.000.—	200.—	800.—
	5.000.000.—	1.000.000.—	4.000.000.—

Certifié conforme,

N. BORUCHOWITZ

Président.

Geregistreerd te Antwerpen (Ad. & O. h. Akten) de drie April 1900 drie en vijftig. Boekdeel 232, blad 66, vak 7. Twee bladen. geen verzending.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger,

J. Torfs

La Paternelle — Vie

Compagnie Anonyme d'Assurances sur la Vie Humaine.

--

EXTRAITS DES STATUTS.

AGENCE GENERALE

OBJET. — Tous les genres de contrats ou de conventions comportant des engagements dont les effets dépendent de la durée de la Vie Humaine, notamment les Assurances sur la Vie et la constitution de Rentes Viagères; les coassurances et réassurances, ainsi que toutes autres opérations ou contrats pouvant être légalement réalisés par les Compagnies d'Assurances sur la Vie.

ASSOCIES — 40.000 actions de 5.000 frs entièrement libérées, les actionnaires n'étant engagés qu'à concurrence du capital de leur action.

RAISON DE COMMERCE. — « La Paternelle-Vie ».

CONSEIL D'ADMINISTRATION & DIRECTEURS. — MM. de Fontenay M. M. S. L. Burlot A.J.A.F., de Flers F., Osmont A. V., Marcou J.H.E., Pairault A.J.P.M., Ubald Bocquet C.G.C., administrateurs, et Thépaut A.M.A.H., Poidatz R.E.A., Poirrier A. M., directeurs tous à Paris (France).

DUREE. — 31 décembre 2024.

SIEGE SOCIAL — Paris, France, 21, rue de Châteaudun.

Personne désignée pour l'Agence Générale du Ruanda-Urundi et du Congo-Belge. — GENNOTTE Albert C. V. — B.P. 420 Usumbura.

Election de domicile de l'Agence Générale. — Usumbura, Ruanda-Urundi, B. P. 420.

Fait à Usumbura, le vingt mars MILLE NEUF CENT CINQUANTE TROIS

Certifié conforme aux Statuts

A. GENNOTTE,

Agent Général.

Vu pour légalisation de la signature de M. Albert GENNOTTE, apposée ci-contre.

Usumbura, le 20 mars 1953.

Le délégué du Chef du Service du Contentieux et de la Justice,

M. GEENS

Droits perçus : 40 francs. st quit. 946/247.

A.S. n° 1054.

Reçu au greffe du Tribunal de 1^e instance du Ruanda-Urundi à Usumbura ce vingt quatre mars 1900 cinquante trois, et inscrit au registre ad hoc sous le numéro mille cinquante quatre.

Perçu : droit dépôt : 1.000,—; 2 copies : 1120,—; suivant : Quitt. n° 949/0365 du 25-3-53.

Pour copie certifiée conforme

Le Greffier,
(s.) W. FLAMENT

La Paternelle — Vie

Compagnie Anonyme d'Assurances sur la Vie.

Siège social : PARIS (9°), 21, rue de Châteaudun.

Entreprise Privée régie par le Décret-Loi du 14 juin 1938

Capital Social : DEUX CENT MILLIONS de Frs.
entièrement versés.

R. C. SEINE 33.204.

Extrait du registre des délibérations du Conseil

Séance du 9 janvier 1953.

Etaient présents : MM. de FONTENAY, Président Honoraire, BURLOT, Président-Directeur Général, de FLERS, MARCOU, PAIRAULT, OSMONT, UBALD-BOCQUET, Administrateurs formant la totalité du Conseil.

Le Conseil d'Administration de « *La Paternelle-Vie* » décide la création d'une agence pour le RUANDA-URUNDI et le CONGO BELGE.

Il donne à M. André POIRRIER, directeur de « *La Paternelle-Vie* » domicilié, 1, rue Saint-James à NEUILLY s/SEINE (France), tous pouvoirs en vue de la création de cette agence et notamment :

Effectuer toutes démarches et remplir toutes formalités auprès des autorités locales et autres.

Nommer tout représentant.

A ces effets, signer toutes pièces et documents, faire toutes déclarations et en général, faire le nécessaire en vue de la création de l'agence.

PARIS, le VINGT FEVRIER MILLE NEUF CENT CINQUANTE TROIS.

Pour Extrait certifié conforme :

Le Président Honoraire,
de FONTENAY,

Un Directeur,
(Illisible)

Vu pour certification matérielle de la signature de Mr de Fontenay.
Paris, le 23 février 1953.

Le Commissaire de Police,
(illisible)

Constitue une seule pièce avec la procuration, enregistrée sous le n° 1055.

La Paternelle — Vie

Compagnie Anonyme d'Assurances à primes fixes sur la Vie Humaine.

Siège Social : 21, rue de Châteaudun à PARIS (9^{me})

Capital Social : Deux cent Millions de francs (entièrement versés).

PROCURATION d'AGENT GENERAL

Le soussigné, André POIRRIER, DIRECTEUR de la dite Compagnie, lequel agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 32 des Statuts et par la délibération du Conseil d'Administration de la PATERNELLE-VIE en date du 9 janvier 1953.

a constitué comme mandataire Monsieur Albert GENNOTTE, en qualité d'agent général à la résidence d'USUMBURA, Boîte Postale 420, RUANDA URUNDI, avec pouvoir de :

- 1° Recevoir les propositions d'assurances.
- 2° Etablir et encaisser les primes d'années en années dans les délais prescrits.
- 3° Poursuivre par toutes voies de droit le paiement des primes arriérées, après autorisation de la Compagnie.
- 4° Substituer aux présents pouvoirs mais seulement à l'effet de poursuivre la rentrée des primes.
- 5° Remplir enfin toutes les obligations d'un bon et fidèle mandataire et faire tout ce qui sera utile aux intérêts de la Compagnie en se conformant aux instructions ci-dessus indiquées, aux tarifs de la Compagnie, à ses instructions générales et particulières ainsi qu'à ses circulaires.
- 6° Donner pour la Compagnie toutes signatures nécessitées par l'accomplissement des formalités de création de la succursale de la PATERNELLE-VIE à USUMBURA et pour l'inscription de celle-ci au registre du commerce. L'étendue territoriale de cette succursale sera limitée au RUANDA URUNDI et au CONGO BELGE.

Monsieur Albert GENNOTTE est autorisé à faire faire la signification des présentes partout où besoin sera.

FAIT à PARIS, le 10 JANVIER 1953.

(s.) : A. POIRRIER.

Copie certifiée conforme

A. GENNOTTE
Agent Général.

Vu pour légalisation de la signature de M. Albert GENNOTTE, apposée ci-dessus.

Usumbura, le 20 mars 1953.

Le délégué du Chef du Service du Contentieux et de la Justice, M. GEENS.

Droits perçus : 40 francs. — st. quit. 946/247.

A. S. n° 1055.

RUANDA-URUNDI : Tribunal de 1^{re} Instance.

Reçu au greffe du Tribunal de 1^{re} Instance du RUANDA-URUNDI à USUMBURA ce vingt quatre mars 1900 cinquante trois, et inscrit au registre ad hoc sous le numéro mille cinquante cinq.

Perçu droit dépôt : 200 francs; 3 copies : 240 francs.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance,

(s.) W. FLAMENT

Pour copie certifiée conforme

W. FLAMENT

La Paternelle

Compagnie d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, les Accidents et les Risques de toute nature.

EXTRAITS DES STATUTS

AGENCE GENERALE.

Objet. — Réaliser tant en France qu'aux Colonies, dans les pays de protectorat ou sous mandat et à l'étranger, des contrats d'assurances et de réassurances de toute nature et généralement toutes opérations s'y rapportant.

Associés. — 96.000 actions de 5.000 francs entièrement libérées, les actionnaires n'étant engagés qu'à concurrence du capital de leur action.

Raison de commerce. — « La Paternelle ».

Conseil d'administration et directeurs. — MM. de Fontenay, M. M. S. L., Burlot, A. J. A. F.; de Flers, F.; Osmont, A. V.; Marcou, J. H. E.; Pairault, A. J. P. M. Ubald Bocquet, C. G. C.; administrateurs, et Thepaut, A. M. A. H.; Poidatz, R. E. A.; Poirrier, A. M.; directeurs, tous à Paris (France).

Durée. — 1^{er} janvier 2018.

Siège social. — Paris, France, 21, rue de Châteaudun.

Personne désignée pour l'agence générale du Ruanda-Urundi et du Congo Belge. — Gennotte, Albert, C. V., B. P. 420 Usumbura.

Election de domicile de l'agence générale. — Usumbura, Ruanda-Urundi, B. P. 420.

Fait à Usumbura, le vingt mars mil neuf cent cinquante-trois.

Certifié conforme aux statuts.

A. GENNOTTE,
Agent général.

Service de la Justice et du Contentieux. - Ruanda-Urundi.

Vu pour légalisation de la signature de M. Albert Gennotte, apposée ci-contre.

Usumbura, le 20 mars 1953.

Le délégué du Chef du Service du Contentieux et de la Justice, M. Geens.

Droits perçus : 40 francs. sur quittance 946 247.

Tribunal de Première Instance. — Ruanda-Urundi.

A. S. n° 1052.

Reçu au greffe du Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, ce vingt-quatre mars 1900 cinquante-trois et inscrit au registre ad hoc sous le numéro mille cinquante-deux.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance, : W. Flament (s.) W. Flament.

Perçu : droit dépôt : 1.000,—

2 copies : 1.040,—

suit : Quittance n° 949 0366 du 25 mars 1952.

Pour copie certifiée conforme,

Le Greffier,

W. FLAMENT.

La Paternelle

Compagnie d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, les Accidents et les Risques de toute nature.

Siège social : Paris (9^e), 21, rue de Châteaudun.

Entreprise privée régie par le Décret-Loi du 14 juin 1938.

Capital social : quatre cent quatre-vingt millions de francs entièrement versés.

R. C. Seine 34.849.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL.

Séance du 9 janvier 1953.

Etaient présents : MM. de Fontenay, Président honoraire, Burlot, Président directeur général, de Flers, Marcou, Pairault, Osmont, Ubald-Bocquet, administrateurs formant la totalité du Conseil.

Le Conseil d'administration de « La Paternelle », décide la création d'une agence pour le Ruanda-Urundi et le Congo Belge.

Il donne à M. André Poirrier, directeur de « La Paternelle », domicilié 1, rue Saint-James à Neuilly s/Seine (Seine) France, tous pouvoirs en vue de la création de cette agence, et notamment :

- Effectuer toutes démarches et remplir toutes formalités auprès des autorités locales et autres,
- Nommer tout représentant.

A ces effects, signer toutes pièces et documents, faire toutes déclarations et en général faire le nécessaire en vue de la création de l'agence.

Paris, le vingt février mil neuf cent cinquante-trois.

Pour extrait certifié conforme :

Le Président honoraire,
M. de FONTENAY.

Un directeur,
(Illisible.)

Vu pour certification matérielle de la signature de Mr de Fontenay.

Paris, le 23 février 1953.

Le Commissaire de Police (s.) Illisible.

Fait partie de la procuration enregistrée sous le n° 1053.

La Paternelle

Compagnie d'Assurances à primes fixes contre l'Incendie, les Accidents et les Risques de toute nature.

Capital social : quatre cent quatre-vingt millions de francs
(entièrement versés)

Siège social : 21, rue de Châteaudun à Paris (9^{me}).

PROCURATION D'AGENT GENERAL.

Le soussigné :

André Poirrier, directeur de ladite Compagnie, lequel agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 22 des statuts et par la délibération du Conseil d'administration de « La Paternelle » en date du 9 janvier 1953,

a constitué comme mandataire Monsieur Albert Gennotte, en qualité d'agent général à la résidence d'Usumbura, boîte postale n° 420, Ruanda-Urundi, avec pouvoir de :

Article premier. — Recevoir les propositions d'assurances, déterminer les primes et conditions des polices suivant les tarifs et règlements de la Compagnie, signer les polices, sauf les cas de risques spéciaux réservés à la

Direction Générale et spécifiés dans les lettres et instructions de la Compagnie, ou de conditions qui dérogeraient à celles imprimées de la police; en outre, le mandataire constitué par les présentes ne pourra souscrire tout supplément d'assurances ou assurance cumulative sur des polices de la Compagnie, délivrées soit par la Direction Générale, soit par tout autre mandataire, ni renouveler, sans une nouvelle autorisation de la Compagnie, toute assurance sur les risques réservés et spécifiés ci-dessus quoique la Compagnie en ait autorisé l'assurance primitive.

Article 2. — Etablir et encaisser les primes d'années en années dans les délais prescrits, délivrer les polices et poursuivre, par toutes les voies de droits, le paiement des primes arriérées, après autorisation de la Compagnie.

Article 3. — En cas de sinistre, se transporter sur les lieux, autant que cela sera possible, provoquer, s'il y a lieu, toute mesure conservatoire pour prévenir, arrêter et diminuer le dommage, veiller au sauvetage; si besoin est, requérir toutes autorités compétentes; recevoir de la part des assurés toutes déclarations et tous états de dommages; exiger, dans les formes et délais prescrits par la police, toutes justifications et pièces justificatives, toute production de livres de commerce, les parapher et généralement faire tout ce qui sera utile aux intérêts de « La Paternelle ». Le tout en réservant, de la manière la plus expresse, tous les droits moyens et exceptions de la Compagnie.

Article 4. — Substituer aux présents pouvoirs, mais seulement à l'effet de poursuivre la rentrée des primes.

Article 5. — Remplir enfin toutes les obligations d'un bon et fidèle mandataire et faire tout ce qui sera utile aux intérêts de la Compagnie, en se conformant aux restrictions ci-dessus indiquées, aux tarifs de la Compagnie, à ses instructions générales et particulières, ainsi qu'à ses circulaires.

Article 6. — Donner pour la Compagnie toutes signatures nécessitées par l'accomplissement des formalités de création de la succursale de « La Paternelle » à Usumbura et pour l'inscription de celle-ci au registre du commerce; l'étendue territoriale de cette succursale sera limitée aux territoires du Ruanda-Urundi et du Congo Belge.

Monsieur Albert Gennotte est autorisé à faire faire la signification des présentes partout où besoin sera.

Fait à Paris, le 10 janvier 1953.

(Signé) A. POIRRIER.

Copie certifiée conforme,

A. GENNOTTE,

Agent général.

Tribunal de Première Instance. - Ruanda-Urundi.

A. S. n° 1053.

Reçu au greffe du Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, ce vingt-quatre mars 1900 cinquante-trois et inscrit au registre ad hoc sous le numéro mille cinquante-trois.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance : W. Flament (s.) W. Flament.

Perçu : droit dépôt : 200,—

3 copies : 360,—

suivant : Quittance n° 949/0366 du 25 mars 1953.

Pour copie certifiée conforme.

Le Greffier,
W. FLAMENT.

Service de la Justice et du Contentieux. — Ruanda-Urundi.

Vu pour légalisation de la signature de M. Albert Gennotte, apposée ci-dessus.

Usumbura, le 20 mars 1953.

Le délégué du Chef du Service du Contentieux et de la Justice, M. Geens.
Droits perçus : 40 francs - sur quittance 946/247.

Société congolaise de la Vieille-Montagne en abrégé « Congovieilmont ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge), 37, boulevard Elisabeth.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 95.

Siège administratif : Angleur (Belgique).

Registre du Commerce de Liège n° 69.606.

Constituée par acte passé le 28 mai 1951, publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 28 juillet 1951, acte n° 17809 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1951; autorisée par arrêté royal du 3 juillet 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

<i>Réalisable :</i>	Fr. congolais
Portefeuille titres	fr. 222.839.940,—
<i>Disponible :</i>	
Banque du Congo Belge	2.903.782.95
<i>Compte d'ordre :</i>	
Engagements divers	3.330.000,—
	<hr/>
	Fr. 229.073.722.95
	<hr/>

PASSIF.

<i>Non exigible :</i>	Fr. congolais
Capital	fr. 200.000.000,—
<i>Exigible :</i>	
Créditeurs	23.062.386,—
<i>Compte d'ordre :</i>	
Engagements divers	3.330.000,—
<i>Profits et Pertes :</i>	
Bénéfice 1952	2.681.336,95
	<u>Fr. 229.073.722,95</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DOIT.

Frais généraux	fr. 43.383,80
Amortissement du solde des frais de constitution	1.925.279,25
Bénéfice de l'exercice 1952	2.681.336,95
	<u>Fr. 4.650.000,—</u>

AVOIR.

Revenus du portefeuille titres	fr. 4.650.000,—
	<u>Fr. 4.650.000,—</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

	Francs congolais.
1° — Réserve légale	fr. 135.000,—
2° — Réserve spéciale	2.546.000,—
3° — Report à nouveau	336,95
	<u>Fr. 2.681.336,95</u>

Conformément aux articles trente-trois et trente-quatre des statuts, l'assemblée générale annuelle des actionnaires a été dûment convoquée et a eu lieu au siège administratif de la société, à Angleur (Belgique), le vendredi 27 mars 1953, à 11 heures.

L'Assemblée prend successivement les résolutions suivantes :

- 1°) Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1952 sont approuvés, tels que ces documents ont été arrêtés par le Conseil d'administration et approuvés par le commissaire.

Cette approbation comporte la ratification de la répartition du solde bénéficiaire, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration.

- 2°) L'assemblée donne décharge aux membres du Conseil d'administration et au commissaire, de tous les actes de gestion et de contrôle effectués par ceux-ci en exécution de leurs mandats respectifs pendant l'exercice 1952.

Toutes ces résolutions sont prises à l'unanimité des votants.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1°) Mr. Gaston Blaise, président du Conseil d'administration, Gouverneur honoraire de la Société Générale de Belgique, ingénieur civil A.I.A., à Ixelles-Bruxelles, 47, avenue Général de Gaulle.

2°) Mr. Joseph Van Oirbeek, vice-président du Conseil d'administration et administrateur-délégué, ingénieur civil des mines A.I.Lg., à Angleur, 35, quai Saint-Paul de Sinçay.

3°) Mr. Aimé Marthoz, administrateur, ingénieur civil A.I.G., à Schaerbeek-Bruxelles, 43, square Vergote.

4°) Mr. Georges Liebecq, administrateur, ingénieur civil des mines A. I. Lg., à Liège, 25, avenue du Luxembourg.

5°) Mr. Georges Bourdillon, administrateur, ingénieur civil des mines A. I. Lg., à Angleur, 17, quai des Grosses Battes.

6°) Mr. Frédéric Defays, administrateur, avocat, à Liège, 18, rue de Chaudfontaine.

COMMISSAIRE

Mr. Marcel Dengis, expert-comptable, à Liège, 14, rue Blès.

Enregistré à Liège A. H., le 3 avril 1953. Vol. 21, Fol. 98, Case 8.

Reçu : quarante francs (Frs. 40).

Receveur,
(signé) REMY.

Certifie conforme à la vérité, le 31 mars 1953

L'administrateur-délégué de la
Société Congolaise de la Vieille-Montagne — « *Congovieilmont* »

J. VAN OIRBEEK

LOVANIUM — Centre Universitaire
Congolais. — Etablissement d'utili-
té publique.

—
Le Conseil d'Administration de
l'Université de Louvain a nommé,
comme membre du Conseil d'adminis-
tration de Lovanium :

M. de HEMPTINNE Marc, profes-
seur à l'Université de Louvain, domi-
cilié 86, Coupure, Gand.

LOVANIUM — Kongoleesch Univer-
tair Centrum. — Instelling van
Openbaar nut.

—
De Beheerraad van de Leuvense
Hogeschool heeft tot lid van de Be-
heerraad van Lovanium, benoemd :

De Heer de HEMPTINNE Marc,
professor aan de Universiteit te Leu-
ven, woonachtig 86, Coupure, Gent.

Compagnie Congolaise des Mines, Minerais et Métaux.

« Congotroisem »

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 39, boulevard du Régent.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 233086.

Constituée le vingt sept février mil neuf cent cinquante et un, par acte
publié aux annexes du Moniteur belge les 23-24 avril 1951, n° 7400, et
Bulletin officiel du Congo belge du 15 mai 1951, folio 913.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé à l'Assemblée générale ordinaire du 26 mars 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de Constitution 36.253,40

Disponible et réalisable :

Banque	62.270,10	
Portefeuille	1.594.380,—	
	<hr/>	1.656.650,10
		<hr/>
		1.692.903,50
		<hr/> <hr/>

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 1.000 actions sans désignation de valeur . . . 1.000.000,—

Envers les tiers :

Créditeurs 8.350,—

A verser sur participation 626.880,—

Profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice	59.976,50	
Report de 1951	2.303,—	
		57.673,50
		<u>1.692.903,50</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Solde reporté	2.303,—
Frais généraux	15.746,50
Solde créditeur	57.673,50
	<u>75.723,—</u>

CREDIT.

Revenus de portefeuille	72.000,—
Revenus financiers	3.723,—
	<u>75.723,—</u>

REPARTITION.

Réserve légale	2.884,—
Amortissement	36.253,40
Report à nouveau	18.536,10
	<u>57.673,50</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Le conseil d'administration est composé de :

Administrateurs :

M. Getten Pierre, Administrateur de sociétés, 152, Boulevard Malesherbes, Paris.

M. de Spirlet André, Administrateur délégué de la Cie Belge des Mines, Minerais et Métaux, 27, Berkenlaan, Wilrijk-Anvers.

M. Mikolajczak Victor, Administrateur délégué de la Société Générale des Minerais, 108, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles.

M. Bargeton Paul, Administrateur de sociétés, Château de Mesy Melun, Seine-et-Oise.

Commissaires :

M. Marechal Jules, Conseiller fiscal, 98, rue de Trèves, Bruxelles.

M. Meeus Fernand, licencié en sciences commerciales, 42, Boulevard Auguste Reyers. Schaerbeek-Bruxelles.

Deux Administrateurs :

P. GETTEN.

A. de SPIRLET.

Un Commissaire :

J. MARECHAL.

Compagnie Congolaise des Mines, Minerais et Métaux,

« Congotroisem »

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 39, Boulevard du Régent.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 233086.

REELECTION.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire
du 26 mars 1953.*

1) M. Paul Bargeton, Administrateur de sociétés, demeurant à Melun, Seine-et-Oise, Château de Mesy, a été réélu aux fonctions d'Administrateur;

2) M. Jules Marechal, Conseiller fiscal, demeurant à Bruxelles, rue de Trèves, n° 98;

M. Fernand Meeus, licencié en Sciences commerciales, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, Boulevard Auguste Reyers, n° 42, ont été réélus aux fonctions de commissaires.

Pour extrait conforme.

Deux Administrateurs :

A. de SPIRLET.

P. GETTEN.

Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie

Société Congolaise à responsabilité limitée.

*Extrait du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale
Extraordinaire du 2 avril 1953, à Bruxelles.*

Le Président fait constater que la totalité du capital est représentée, et que l'assemblée, régulièrement constituée, est apte à délibérer sur son ordre du jour.

L'Assemblée délibère sur les articles de l'ordre du jour :

1 et 2

3. — Nomination d'administrateurs.

Le Président fait part de la présentation par le Ministre des Colonies de M. Jacques DUBOIS, déjà administrateur à titre personnel, comme successeur de M. O. DEFAWE décédé.

L'assemblée confirme son mandat, en actant qu'il est considéré comme candidat des organisations les plus représentatives de colons, agréées comme telles par le Ministre des Colonies.

Pour pourvoir à son remplacement dans le mandat personnel que M. DUBOIS a ainsi abandonné, et sur présentation de la Colonie et du Ruanda-Urundi, l'assemblée appelle à l'unanimité aux fonctions d'administrateur M. Hector MARTIN, Premier Directeur de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Conformément au tirage au sort effectué au cours de l'assemblée statutaire de juin 1951, les mandats de MM. DUBOIS et MARTIN viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de juin 1957.

Extrait certifié conforme, Bruxelles, le 3 avril 1953.

Pour la Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie,

L'Administrateur-délégué,

R. DUERINCKX.

Le Président,

W. VAN REMOORTELO.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de MM. Van Remoortel et Duerinckx, apposée au recto.

Bruxelles, le 7 avril 1953.

Le Conseiller, A. Marquet.

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo

Siège social, Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 45-47, rue de Trèves.

Registre du Commerce :

Léopoldville n° 2660

Bruxelles n° 229.589.

—

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
tenue le 30 mars 1953.*

Changement du siège administratif.

Le siège administratif est transféré du 30, rue Marie de Bourgogne au 45-47, rue de Trèves à Bruxelles.

Délégation de pouvoirs.

En application de la décision prise par le Conseil d'administration en sa séance du 10 décembre 1952, de désigner Monsieur Pascal GEULETTE aux fonctions de Président-Administrateur-Délégué,

le Conseil d'administration, faisant usage des pouvoirs lui dévolus par l'article 17 des statuts, prend, à l'unanimité des membres présents ou représentés, les résolutions suivantes :

- 1) La gestion journalière de la Société est confiée à Monsieur Pascal GEULETTE, Président-Administrateur-Délégué, avec pouvoir de substitution partielle.

Monsieur Pascal GEULETTE est chargé, de plus, de l'exécution de toutes les décisions du Conseil d'administration et du Comité de Direction. Il reçoit, à cet effet, les délégations de signatures nécessaires, sans avoir à justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers.

- 2) Les délégations données à Monsieur Pascal GEULETTE par la résolution 1) ci-dessus, remplacent et annulent les délégations accordées le 18 décembre 1950 à Monsieur Frédéric SIMON, qui conserve le titre de Administrateur-Directeur.
- 3) Le Conseil retire les pouvoirs donnés en date du 18 décembre 1950 à Monsieur Eudore DE BACKER, Administrateur-démissionnaire et à Monsieur Oscar DEMOULIN.

Nomination d'un administrateur.

Au nom du Ministre des Colonies, M. Wertz propose au Conseil la nomination de Monsieur Jacques-Henri PIRENNE, Sous-Directeur de Forces Bas-Congo, au poste d'administrateur pour achever le mandat de M. De Backer démissionnaire. Cette nomination sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale.

Le Conseil marque son accord sur cette proposition.

Pour copie certifiée conforme,

Le Président,
P. GEULETTE.

Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo
« Sydelco »

Siège social , Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 45-47, rue de Trèves.

*Extraits du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
tenue le 30 mars 1953.*

Délégation de pouvoirs.

En application de l'article 6 de l'acte syndical, le Conseil d'administration prend, à l'unanimité des membres présents, les résolutions suivantes :

- 1) La gestion journalière du Syndicat est confiée à son Président, Monsieur Pascal GEULETTE, avec pouvoir de substitution partielle. Monsieur Pascal GEULETTE est chargé, de plus, de l'exécution de toutes les décisions du Conseil.

Les signatures nécessaires lui sont déléguées à cet effet, sans qu'il doive justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Tous autres actes seront valablement signés par le Président conjointement avec un Administrateur. Il en sera donné connaissance à la prochaine réunion du Conseil d'administration.

- 2) La résolution 1) ci-dessus annule toutes les délégations et procurations antérieures, exception faite des pouvoirs délégués pour l'Afrique, en date du 17 avril 1952 et du 4 novembre 1952.

Changement du siège administratif.

Le siège administratif est transféré du 30, rue Marie de Bourgogne au 45-47, rue de Trèves, à Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme,

Le Président,
P. GEULETTE.

Chocolaterie Marcq

Société de personnes à responsabilité limitée
à Fleurus

**TRANSFORMATION, SOUS LA MEME DENOMINATION,
EN SOCIETE ANONYME.**

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-sept novembre.

Par devant M^e Henri Bruyère, notaire à Mont-sur-Marchienne.

A Mont-sur-Marchienne en l'étude, à quatre heures trente.

S'est réunie volontairement l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société de personnes à responsabilité limitée « Chocolaterie Marcq », dont le siège social est à Fleurus.

Constituée suivant acte reçu par le notaire Bruyère, soussigné, le quatorze août mil neuf cent quarante-six et dont les statuts ont été publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge du vingt-huit août mil neuf cent quarante-six, sous le n° 17216, Registre du commerce de Charleroi, n° 5944.

La séance est ouverte sous la présidence de M. Vital Marcq, administrateur gérant, plus amplement qualifié ci-après.

Sont présents ou représentés, tous les associés de la dite société de personnes à responsabilité limitée qui, d'après déclaration faite, possèdent ensemble l'intégralité du nombre de parts sociales de cette société, comme ci-après indiqué :

1. M. Vital Marcq, chocolatier, et son épouse, qu'il assiste et autorise, Mme Adeline Fivet, sans profession, demeurant ensemble à Fleurus, Chemin-du-Bois n° 8, propriétaire de huit cent nonante-sis parts sociales	896
---	-----

2. M. Auguste Marcq, choco'atier, demeurant à Pont-à-Celles, propriétaire de quarante parts sociales	40
--	----

3. Mme Marie Roland, négociante, épouse contractuellement séparée de biens, assistée et autorisée de M. Auguste Marcq, ci-avant nommé, demeurant avec ce dernier à Pont-à-Celles, propriétaire de dix parts sociales	10
--	----

Les époux Marcq-Roland ci-avant nommés, mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de leur contrat de mariage avenu devant le notaire soussigné le deux février mil neuf cent quarante-huit.

4. Mme Jeanne Marcq, sans profession, épouse contractuellement séparée de biens, assistée et autorisée de M. Pierre Van Vliet, docteur en médecine, avec qui elle demeure, à Bruxelles, avenue Brugmann, propriétaire de quarante parts sociales	40
--	----

5. M. Pierre Van Vliet, docteur en médecine, plus amplement qualifié ci-avant, propriétaire de dix parts sociales	10
---	----

Les époux Van Vliet-Marcq, ci-avant nommés, mariés sous le régime de la séparation de biens avec communauté d'acquêts, aux termes de leur contrat de mariage avenu devant le notaire soussigné le treize mai mil neuf cent quarante-cinq.

6. M. Albert Grafé, banquier, propriétaire de deux parts sociales, demeurant à Mont-sur-Marchienne	2
--	---

7. Mlle José Deleuze, conseiller fiscal, demeurant à Montignies-sur-Sambre, rue Neuve, n° 53, propriétaire de deux parts sociales	2
---	---

Soit ensemble mille parts sociales, formant l'intégralité du capital social	1.000
---	-------

M. le président procède à l'appel nominal des associés présents ou représentés d'après la liste des présences clôturée par le bureau.

L'assemblée constate que les mille parts sociales représentent l'intégralité du capital social et, qu'en conséquence, aucune convocation n'était nécessaire pour la présente assemblée laquelle est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous objets qu'il lui plaira de mettre à l'ordre du jour.

L'assemblée met à l'ordre du jour :

1. Transformation de la société de personnes à responsabilité limitée en société anonyme, sous la dénomination « Chocolaterie Marcq », ayant son siège social à Fleurus.

2. Maintien :

a) Du capital social à son montant actuel.

b) Du but et objet social.

c) De sa durée. ✓

3. Elaboration des statuts de la société transformée.

Préalablement l'assemblée expose que la société à transformer a pour objet social : l'achat, la fabrication et la vente, en gros, demi-gros et détail, en vrac ou en garniture directe ou indirecte, de tous produits en chocolat, et principalement de pralines, fondants et autres produits similaires, ainsi que le commerce de matières s'y rapportant, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Que sa durée est de trente années, qui ont pris cours le premier janvier mil neuf cent quarante-six.

Que la situation active et passive, au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept, est la suivante :

ACTIF.

Immobilisé : Comprenant le garage, l'aménagement du réfectoire, les matériel et outillage roulants, le mobilier, ainsi que les éléments ou prix de revient réévalués : trois millions dix mille deux cent nonante-deux francs quatre-vingt-deux centimes	3.010.292,82
--	--------------

Réalisable : Comprenant marchandises, clients et divers, soit un million six cent quatre-vingt-sept mille huit cent vingt-sept francs vingt-cinq centimes	1.687.827,25
---	--------------

Disponible : Comprenant espèces en caisse, comptes à l'Office des chèques postaux et dans les banques, soit sept cent quatre-vingt-huit mille quatre cent trois francs trente-cinq centimes	788.403,35
---	------------

Total de l'actif : cinq millions quatre cent quatre-vingt-six mille cinq cent vingt-trois francs quarante-deux centimes	<u>5.486.523,42</u>
---	---------------------

PASSIF.

Capital : Réserve et amortissement, y compris plus-value de réévaluation : cinq millions quarante trois mille cinquante et un francs nonante et un centimes 5.048.051,91

Exigible : fournisseurs et divers : quatre cent quarante-trois mille quatre cent septante et un francs cinquante et un centimes 443.471,51

Total du passif : cinq millions quatre cent quatre-vingt-six mille cinq cent vingt-trois francs quarante-deux centimes 5.486.523,42

Qu'aucune disposition statutaire ne s'oppose à la transformation en société d'un type juridique différent de la société de personnes à responsabilité limitée.

Que la société anonyme à former n'est pas une société nouvelle, mais la continuation de la société de personnes à responsabilité limitée précitée, avec la même personnalité juridique et sans qu'il soit apporté aucun changement aux éléments actifs et passifs de celle-ci ni à la durée.

RESOLUTION.

La présente assemblée décide, à l'unanimité, de transformer la société de personnes à responsabilité limitée précitée en société anonyme.

De maintenir le capital social, le but social et la durée de la société.

A cet effet, l'assemblée adopte, à l'unanimité, les dispositions statutaires indiquées ci-après, qui remplaceront les statuts de la société de personnes à responsabilité limitée en ceux de la société anonyme :

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme, sous la dénomination sociale « Chocolaterie Marcq ».

Art. 2. Le siège social est établi à Fleurus.

Il pourra, par simple décision du conseil d'administration, être transféré à tout autre endroit en Belgique. Par même décision, la société peut établir des sièges administratifs, succursales, agences, dépôts, comptoirs, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la fabrication et la vente, en gros, demi-gros ou détail, en vrac ou en garniture, directe ou indirecte, de tous produits en chocolat, et principalement de pralines, fondants et autres produits similaires, ainsi que le commerce de matières s'y rapportant; les termes ci-dessus s'entendent dans le sens le plus large. Elle pourra faire, en Belgique et à l'étranger d'une façon générale, tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou à en développer la réalisation; ouvrir toutes succursales.

La société pourra s'intéresser, par voie d'apports, de fusion ou de souscription ou de toute autre manière, dans toutes entreprises ou associations ou sociétés ayant un but similaire analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

Art. 4. La durée de la société est de trente ans, ayant pris cours le premier janvier mil neuf cent quarante-six.

Elle peut être prorogée successivement ou réduite anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant et votant comme en matière de modifications aux statuts.

Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme d'un million de francs, représenté par mille parts sociales de mille francs chacune.

Art. 6. Tous les comparants représentent ensemble l'intégralité du capital social de la société de personnes à responsabilité limitée, déclarent que la société anonyme présentement constituée continuera l'activité de la société transformée en prenant à sa charge son fonds de commerce de chocolaterie qu'elle exploitait au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept, comprenant toute la situation active et passive formant le patrimoine de son entreprise à la dite date et à laquelle date un bilan a été dressé.

Art. 7. Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts.

Art. 8. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non, et surveillée par un commissaire au moins, associé ou non.

Les administrateurs et commissaires sont nommés et révocables par l'assemblée générale, qui, délibérant à la simple majorité, fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

L'ordre de sortie des administrateurs et éventuellement des commissaires est fixé par la voie du sort.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace. Il ne peut délibérer ni prendre des décisions que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les mandats de représentation sont valablement donnés par simple lettre ou télégramme. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 10. Chaque administrateur doit affecter cinq parts sociales et chaque commissaire deux parts sociales en garantie de sa gestion.

Art. 11. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société. Il peut faire tous actes nécessaires à la réalisation de son objet social, à la seule exception de ceux expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale.

Il peut notamment acheter, vendre, échanger, louer tous biens meubles et immeubles, emprunter avec ou sans garanties hypothécaires, consentir tous prêts, donner mainlevée avec ou sans quittance avec renonciation à tous droits réels, au privilège et à l'action résolutoire de toutes inscriptions hypothécaires ou privilégiées, stipuler la voie parée, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, céder tous rangs d'inscriptions, nommer et révoquer tous agents ou employés, fixer les attributions et les traitements, plaider devant toutes juridictions tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter; traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux déterminés ainsi que la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tierces personnes, associées ou non.

Il fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations, à raison de ces attributions spéciales. Il les révoquera et pourvoira à leur remplacement, s'il y a lieu.

Tous actes engageant la société sont signés, sauf le cas de délégation spéciale conférée par le conseil d'administration, par deux administrateurs, qui n'ont pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers, en ce compris le conservateur des hypothèques.

Les actions judiciaires sont suivies au nom du conseil d'administration, poursuites et diligences du président du conseil.

Art. 13. Indépendamment d'une participation dans les bénéfices, l'assemblée générale pourra allouer aux administrateurs et commissaires une indemnité fixe imputable sur les frais généraux.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux commissaires chargés de fonctions ou de missions spéciales des indemnités, à prélever sur les frais généraux.

Art. 14. L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de mars, à quatorze heures, au siège social ou en tout endroit indiqué dans les convocations, et pour la première fois en mil neuf cent quarante-neuf.

Les convocations sont faites dans les formes prévues par la loi.

Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les propriétaires de titres nominatifs doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée générale, avoir fait parvenir au siège social l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote; les propriétaires de titres au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège social ou dans un établissement désigné dans les avis de convocation.

Chaque action donne droit à une voix et nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est actionnaire lui-même.

L'assemblée générale se réunit, délibère et décide en conformité des prescriptions légales. Elle peut, dans ces mêmes conditions, apporter des modifications aux statuts.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé un cinquième pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra le dixième du capital social.

Le solde sera laissé à la disposition de l'assemblée générale, qui décidera de l'affectation à lui donner ou en fixera le mode de répartition.

Art. 17. A l'expiration du terme de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et fixer leurs émoluments.

Après paiement des dettes et charges de la société, l'actif net sert d'abord à rembourser les parts sociales du montant dont elles sont libérées.

L'excédent sera réparti par parts égales entre tous les titres.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il en est référé aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 19. Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire et liquidateur, non domicilié en Belgique est censé avoir élu domicile au siège de la société, où toutes les communications, assignations, sommations et significations peuvent lui être valablement faites.

Art. 20. Une assemblée tenue sans convocation ni ordre du jour immédiatement après la transformation de la société désigne le nombre primitif des administrateurs et commissaires, les nomme pour la première fois, fixe leurs émoluments, s'il y a lieu, et peut décider dans les limites des statuts sur tous autres objets.

DECLARATIONS.

Les parties déclarent que le montant des droits, frais et dépenses quelconques, qui incombent à la société en raison de sa transformation ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à vingt mille francs.

ARTICLE SUR LES DISSIMULATIONS.

Les comparants reconnaissent que le notaire soussigné leur a donné lecture des dispositions du premier alinéa de l'article 203 du Code des droits d'enregistrement.

PROCURATIONS.

Contrairement à ce qui est indiqué ci-avant, M. Pierre Van Vliet et son épouse, Mme Marcq, n'ont pas comparu.

Ils sont ici représentés par M. Vital Marcq, comparant préqualifié, leur mandataire spécial aux termes de deux procurations sous seing privé dont les originaux demeureront ci-annexés.

Mme Van Vliet-Marcq, spécialement assistée et autorisée de son époux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures.

Dont procès-verbal, fait et dressé date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants, ès qualités, ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Charleroi (III), le 9 décembre 1948, volume 78, folio 7, case 9. Quatre rôles trois renvois.

Reçu : 48.506 francs.

Le receveur a/i (signé) Milkin.

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre aux fins d'insertion au « Moniteur belge ».

H. BRUYERE.

(Déposé au greffe du tribunal de Charleroi le 11 décembre 1948).

Chocolaterie Marcq

Société Anonyme à Fleurus

DESIGNATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

L'an mil neuf cent quarante-huit, le vingt-sept novembre, à cinq heures de relevée.

A Mont-sur-Marchienne, en l'étude.

Devant M^r Henri Bruyère, notaire à Mont-sur-Marchienne.

S'est réunie immédiatement après la transformation de la société de personnes à responsabilité limitée « Chocolaterie Marcq » dont le siège était à Fleurus en la société anonyme « Chocolaterie Marcq » dont le siège est maintenant à Fleurus, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société anonyme.

La séance est ouverte sous la présidence de M. Vital Marcq, ci-après qualifié.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateurs M. Albert Grafé et Mlle José Deleuze, tous deux ci-après qualifiés.

Sont présents ou représentés tous les actionnaires de la dite société anonyme représentant l'intégralité du capital social, savoir :

1. M. Vital Marcq, chocolatier, et son épouse qu'il assiste et autorise, Mme Adeline Fivet, sans profession, demeurant ensemble à Fleurus, Chemin-du-Bois, n° 8.

2. M. Auguste Marcq, chocolatier, demeurant à Pont-à-Celles.

3. Mme Marie Roland, négociante, épouse contractuellement séparée de biens, assistée et autorisée de M. Auguste Marcq, ci-avant nommé; demeurant avec ce dernier à Pont-à-Celles.

4. Mme Jeanne Marcq, sans profession, épouse contractuellement séparée de biens, assistée et autorisée de M. Pierre Van Vliet, docteur en médecine, avec qui elle demeure à Bruxelles, avenue Brugmann.

5. M. Pierre Van Vliet, docteur en médecine, ci-avant nommé.

6. M. Albert Grafé, banquier, demeurant à Mont-sur-Marchienne.

et 7. Mlle José Deleuze, demeurant à Montignies-sur-Sambre, rue Neuve, conseiller fiscal.

Délibérant en conformité de l'article vingt des statuts de la société anonyme, l'assemblée représentant l'intégralité des actions, décide à l'unanimité des voix :

1° De fixer le nombre des administrateurs pour la première fois à trois et de désigner à ces fonctions MM. Albert Grafé, Pierre Van Vliet et Mme Marie Roland, tous préqualifiés, ici présents et qui acceptent, comme il sera dit ci-après.

2° De fixer le nombre des commissaires pour la première fois à un et de désigner à ces fonctions Mlle José Deleuze, préqualifiée, et qui accepte.

3° De fixer la durée des fonctions d'administrateur à trois années.

4° De fixer la durée des fonctions de commissaire à trois années.

PROCURATIONS.

Contrairement à ce qui est indiqué ci-avant, n'ont pas comparu :

1. M. Pierre Van Vliet.

2. Mme Jeanne Marcq, épouse de M. Pierre Van Vliet, susdit.

Tous deux plus amplement qualifiés ci-avant.

Ils sont ici représentés par M. Vital Marcq, comparant préqualifié, aux termes de deux procurations sous seing privé en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent quarante-huit, dont les brevets originaux sont demeurés annexés à l'acte de transformation, de la société de personnes à responsabilité limitée Chocolaterie Marcq, dont le siège est à Fleurus, en la société anonyme Chocolaterie Marcq, dont le siège a été maintenu à Fleurus, le dit acte reçu ce jourd'hui par le notaire Bruyère, soussigné.

Mme Van Vliet-Marcq ayant été spécialement assistée et autorisée par son époux.

M. Vital Marcq, ès qualités, acceptant les fonctions conférées à M. Pierre Van Vliet.

Dont procès-verbal, fait et dressé, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants, ès qualités ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Charleroi (III), le 9 décembre 1948, volume 78, folio 8, case 2. Un rôle deux renvois.

Reçu : 40 francs.

Le receveur, a/i (signé) Milkin.

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre aux fins d'insertion au Moniteur belge.

H. BRUYERE.

(Déposé au greffe du tribunal de Charleroi le 11 décembre 1948).

**Société d'Importation et d'Exportation Congolaise en abrégé :
« Simexco »**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

avec siège social à LEOPOLDVILLE (Congo Belge)

et siège administratif à Bruxelles.

—
CONSTITUTION. (1)

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE TROIS, le CINQ MARS.

Devant Nous, Maître Raoul NOLS, notaire à Berchem-Sainte-Agathe lez Bruxelles.

Ont comparu :

1. — La société anonyme belge : « Société internationale pour le commerce : SIMEXCO », ayant son siège social à Bruxelles, 86, chaussée de Charleroi, registre du commerce de Bruxelles 171.163, et son siège administratif à Léopoldville (Congo Belge) 45, avenue Charles de Gaulle, registre du commerce de Léopoldville : 2.852, mise ce jour en liquidation, sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal des statuts ci-après, ainsi que de toutes autorisations nécessaires.

Ici représentée par Messieurs Adolphe Stockmans, et Jean-Pierre Cuvelier, tous deux qualifiés ci-après, agissant en qualité de liquidateurs, nommés, sous la même condition suspensive, aux termes d'un procès-verbal de mise en liquidation de la dite société, dressé par le notaire soussigné, en date de ce jour.

2. — Monsieur Adolphe Stockmans, industriel, demeurant à Bruxelles, 27 avenue de Stalingrad.

3. — Monsieur Jean-Pierre Cuvelier, licencié en sciences commerciales et consulaires, demeurant à Ixelles, 118, avenue du Pesage.

4. — Monsieur Georges-Joseph Barbay, avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles, demeurant à Ixelles, 92, chaussée de Vleurgat.

5. — Monsieur Arthur Bonnewyn, fondé de pouvoirs de banque, demeurant à Bruxelles, 78, rue de la Loi.

Ici représenté par son mandataire spécial, Monsieur Georges Barbay préqualifié, aux termes de sa procuration sous seing privé en date du vingt-trois février mil neuf cent cinquante trois et dont l'original est resté annexé au procès-verbal de liquidation mentionné.

6. — Monsieur Emile-Albert, Steels, directeur commercial, demeurant à Léopoldville, 45, avenue Charles de Gaulle.

(1) Arrêté royal du 7 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953. — 1^{re} Partie.

Ici représenté par son mandataire spécial, Monsieur Georges Barbay, prédit, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-trois février mil neuf cent cinquante trois et dont l'original est resté annexé aux procès-verbal susdit de liquidation de société dressé par le notaire soussigné en date de ce jour.

7. — Monsieur Francis-Albert-André Bailleux, expert fiscal,, demeurant à Schaerbeek, 57, avenue Rogier.

8. — Monsieur Jacques-Gustave-Pierre Liégeois, secrétaire de direction, demeurant à Woluwé Saint Lambert, III, avenue Lambeau.

Lesquels comparants, représentés comme dit-est, nous ont requis de dresser par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux, comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE

Article premier. — Il est formé par le présent acte, sous le régime de la législation en vigueur dans les colonies du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « SOCIETE d'IMPORTATION et d'EXPORTATION CONGOLAISE » en abrégé : « SIMEXCO ».

Article deux. — Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge), 45, avenue Charles de Gaulle.

Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par décision du conseil d'administration, après publication, sous forme d'avis, soit au « Bulletin Officiel » soit au « Bulletin administratif du Congo Belge. »

Le siège administratif de la société est établi à Bruxelles, cette dénomination comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il est établi pour la première fois à Saint Gilles lez-Bruxelles, 86, chaussée de Charleroi.

Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou à l'étranger, par décision du conseil d'administration publiée au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Des succursales et agences peuvent être créés par décision du conseil d'administration, au Congo Belge, au Ruanda-Urundi, en Belgique et dans tous pays étrangers.

Article trois. — La société a pour objet : l'exportation, l'importation, la consignment, la commission et la représentation de tous produits généralement quelconques, naturels, manufacturés ou industriels. Elle pourra d'une façon générale faire aux colonies du Congo Belge en Belgique et à l'étranger, tous actes, transactions, ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou à en développer la réalisation.

La société pourra aussi s'intéresser par voie d'apports, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes entreprises, associations, de

sociétés ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

Article quatre. — La société est constituée pour une durée de trente années prenant cours le jour de son autorisation par arrêté royal. Elle peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts et, en cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal. La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL — APPORTS.

Article cinq. — Le capital social est fixé à trois millions de francs congolais. Il est représenté par six mille actions de capital, sans désignation de valeur. Sans préjudice à l'existence et à l'attribution de mille parts de fondateur dont les droits antérieurs seront confirmés et établis ci-après.

Article six. — Messieurs Stockmans et Cuvelier, préqualifiés agissant au nom de la société anonyme belge : Société internationale pour le commerce « SIMEXCO », dont ils ont été nommés liquidateurs, sous réserve d'autorisation par arrêté royal des présents statuts, et en vertu des pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés à cette fin, déclarent faire apport à la présente société, de toute la situation active et passive de la dite société anonyme belge « SIMEXCO », en ce compris l'ensemble des éléments de son activité sociale, ainsi que le même capital social, son objet social identique et sa dénomination sociale légalement et communément connue, sous le terme de « SIMEXCO ».

Le dit apport est basé sur le bilan au trente septembre mil neuf cent cinquante deux, approuvé ce jour, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Toutefois, toutes les opérations faites par la société apporteuse depuis la clôture de son bilan précité, étant pour compte de la présente société congolaise et à ses profits et risques comme si elle-même les avait faites, cette dernière étant intégralement subrogée dans la situation active et passive de la société apporteuse telle qu'elle existe en date de ce jour.

Sans que l'énonciation qui va suivre puisse restreindre en quoi que ce soit la consistance et l'étendue de l'apport, qui est total et sans réserves aucunes, il est déclaré que l'actif comporte les avoirs suivants :

CONGO BELGE

PROVINCE DE LEOPOLDVILLE

Ville de Léopoldville. — District urbain de Léopoldville.

I. — Immeubles.

Une propriété bâtie à usage commercial et industriel, s'étendant à l'angle de l'avenue Charles de Gaulle, où elle porte le numéro : 45, et de l'avenue des Bangala, ayant une superficie suivant mesurage de trente et un ares cinquante sept centiares et soixante cinq dix-milliaires, inscrite au plan communal sous le numéro : 695.

Ce bien immeuble appartient à la société anonyme « SIMEXCO » depuis plus de cinq ans, suivant certificat d'enregistrement, volume A, XXXXII, folio : 71, délivré en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal de première Instance, séant à Léopoldville en date du quatre décembre mil neuf cent quarante six, et inscrit le dix-sept février mil neuf cent quarante sept au registre-journal de la conservation des titres fonciers, sous le numéro d'ordre spécial : A. D. - 4398.

Les bâtiments et constructions ont été érigés depuis mil neuf cent quarante sept des deniers de la société anonyme belge « SIMEXCO ».

Les immeubles ci-dessus décrits sont grevés de deux inscriptions hypothécaires prises à Léopoldville, au profit du « Crédit Hypothécaire d'Afrique » société anonyme à Bruxelles, garantissant un seul prêt hypothécaire sur lequel il reste dû environ quatre cent mille francs, en capital.

II. — Les immeubles par destination, comprenant : une voiture automobile « Hillman », anno mil neuf cent cinquante et les machines fixées au sol, servant à l'exploitation d'une blanchisserie.

III. — *Mobilier.*

Les meubles de bureau ; trois machines à écrire et une machine à calculer.

IV. — Les marchandises en stock, comprenant : produits et assortiments de couleurs, vernis et émeaux, brosses, pinceaux et divers produits chimiques.

BELGIQUE

Le mobilier des bureaux loués par la société anonyme « SIMEXCO » se trouvant à Saint-Gilles lez Bruxelles, 86, chaussée de Charleroi, comprenant : meubles à usage de bureau, classeurs, cinq pupitres, trois machines à écrire, une machine à calculer.

La présente société aura la jouissance de tous les biens apportés et, s'oblige d'autre part : à supporter seule et exclusivement tout le passif de la société apporteuse, ainsi que tous les frais d'apport et de liquidation, à reprendre et à continuer tous les engagements de la société apporteuse en se substituant à elle, tant activement que passivement, et à la garantie contre toutes actions et réclamations de la part de tiers, le tout de façon qu'elle ne puisse, pour aucune raison, être recherchée ni rendue responsable à partir de la date de l'arrêté royal autorisant la constitution.

Les comparants déclarent et reconnaissent que le capital est ainsi intégralement souscrit ; que les actions sont entièrement libérées et que la présente société congolaise possède la libre et complète disposition de la somme de trois millions de francs congolais, en numéraire, propriétés, créances et droits divers.

En rémunération de l'apport prédécrit, dont tous les comparants déclarent parfaitement connaître la consistance et la réalité, il est attribué six mille actions de capital sans désignation de valeur, entièrement libérées, et les mille parts de fondateur.

Ces titres sociaux sont répartis comme suit, par les prédits liquidateurs, à :

Monsieur Adolphe Stockmans, préqualifié, deux mille cent quatorze actions de capital et cinq cents parts de fondateur.

Monsieur Jean-Pierre Cuvelier, susdit, deux mille et trois actions de capital et deux cent trente parts de fondateur.

Monsieur Arthur Bonnewyn, dito, mille quatre cent quarante cinq actions de capital et cent vingt-cinq parts de fondateur.

Monsieur Georges-Joseph Barbay, prédit, trois cent vingt-cinq actions de capital et quatre-vingts parts de fondateur.

Monsieur Emile-Albert Steels, prénommé, septante neuf actions de capital et cinquante cinq parts de fondateur.

Monsieur Francis Bailleux, susnommé, vingt-neuf actions de capital et dix parts de fondateur.

Monsieur Jacques Liégeois prénommé, cinq actions de capital.

Article sept. — En ce qui concerne les mille parts de fondateur, sans désignation de valeur et non constitutives du capital social, dont question à l'article 5 ci-avant, celles-ci ont été créées et attribuées à raison d'une part de fondateur pour deux actions de capital souscrites en numéraire aux fondateurs de la société anonyme belge « SIMEXCO » lors de sa constitution devant le notaire Dewael prénommé, en date du vingt-quatre août mil neuf cent quarante cinq.

Ces mille parts de fondateurs, dont le nombre ne pourra jamais être augmenté, même par voie de modification aux statuts, possèdent les droits et avantages déterminés à l'article quarante-quatre ci-après.

Article huit. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, sous réserve d'autorisation par arrêté royal. Lors de toute augmentation de capital, faite autrement que par voie de fusion ou d'apports en nature, le conseil d'administration déterminera les conditions et le taux d'émission. Sauf décision contraire d'une assemblée générale, les nouvelles actions souscrites en numéraire seront offertes par préférence aux possesseurs des actions de capital et des parts de fondateur, au prorata du nombre de leurs titres. Le conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles leur seront offertes par préférence et le délai endéans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

Aucune action nouvelle ne pourra être émise en dessous du pair.

Article neuf. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en aura été totalement versé, elles pourront être transformées en actions au porteur.

Les actions entièrement libérées en espèces lors de la souscription et les parts de fondateur sont au porteur. Il est tenu au siège social ou au siège administratif de la société un registre des actions nominatives. Toutes cessations d'actions ne seront valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

La cession de cette dernière s'opère, soit par une déclaration de transfert inscrite sur le dit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit d'après les règles du droit civil sur le transfert des créances, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Aucune cession d'actions non entièrement libérées ne sera permise que moyennant l'assentiment préalable du conseil d'administration, et seulement au profit du cessionnaire agréé par le dit conseil qui n'aura pas à donner le motif de son refus éventuel. Le cédant restera, en tous cas solidairement responsable vis-à-vis de la société envers le cessionnaire du montant total de la somme souscrite par lui.

Les propriétaires des actions ou titres au porteur, peuvent à toutes époques en demander, à leur frais, la conversion en titres nominatifs.

Article dix. — La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Les actionnaires ne sont tenus, même vis à vis des tiers, que de libérer le montant de leurs actions.

Article onze. — La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action ou part pour l'exercice des droits y afférents.

S'il y a plusieurs copropriétaires d'une action ou part, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire du titre à son égard.

Article douze. — Les héritiers, ayant-cause ou créanciers d'un actionnaire ou possesseur de parts de fondateurs, ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Article treize. — La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres, par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Le conseil d'administration déterminera le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions des émissions d'obligations.

TITRE III

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE — DIRECTION

Article quatorze. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les premiers administrateurs resteront en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit, laquelle procédera au renouvellement entier de tous les membres du conseil d'administration

et fixera par la suite le nombre d'administrateurs sortants aux époques à déterminer, de manière que le mandat d'aucun membre ne dépasse une durée de six ans. L'ordre de sortie sera établi par un tirage au sort. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'assemblée générale annuelle qui a procédé à la réélection.

Article quinze. — En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autrement, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive et l'administrateur nommé dans ces conditions achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article seize. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un président. En cas d'empêchement de celui-ci, un administrateur délégué est désigné pour le remplacer.

Article dix-sept. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, ou à son défaut, de l'administrateur-délégué désigné pour le remplacer, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs ou l'un des administrateurs-délégués le demandent. Les convocations, sauf en cas d'urgence à motiver au procès-verbal de la séance, sont faites au moins trois jours d'avance. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix-huit. — Le conseil peut délibérer valablement, sauf dans le cas d'urgence constatée, que si la majorité de ses membres en fonctions est présente ou représentée. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée, laquelle délibérera valablement, quelque soit le nombre des membres présents ou représentés.

Chaque administrateur empêché peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Aucun administrateur ne peut ainsi représenter plus d'un membre du conseil.

Les résolutions sont prises à la simple majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de parité des voix, la voix du membre qui préside l'assemblée est prépondérante.

Si l'un des membres présents ou représentés ne peut prendre part à la délibération, ayant un intérêt opposé à celui de la société dans l'opération soumise à l'approbation du conseil, la résolution sera valablement prise à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Article dix-neuf. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, signés au moins par la majorité des membres qui y auront pris part. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou autrement, sont signés soit par le président du conseil d'administration, soit par deux administrateurs.

Article vingt. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la société et pour tout actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il peut notamment faire et passer tous contrats, marchés et entreprises, acheter, vendre, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, marchandises, matières premières, produits bruts, manufacturés ou miniers, avec paiement comptant et à terme, donner et recevoir des options; emprunter, cautionner au nom de la société; transiger, compromettre, renoncer à tous droits réels ainsi qu'à toute action résolutoire et donner mainlevée, avant comme après paiement, de toutes inscriptions, transcriptions, commandements, et saisies, réserver tous les droits personnels de la société, prêter, emprunter, ouvrir des crédits, stipuler et accepter la condition rémunérée, ouvrir tous comptes dans les institutions bancaires, offices de chèques postaux et tous bureaux de douanes et messageries par chemin de fer, par air ou par eau; y verser ou retirer toutes sommes et valeurs; faire établir ou créer, au nom de la société, toutes lettres de crédit; accreditifs irrévocables, transférables et définitifs, ou tout autre moyen de paiements bancaires et commerciaux, tant aux colonies du Congo Belge, qu'en Belgique, ou tout autre pays; faire et exiger tous arrêtés de comptes, ainsi que le règlement pour solde de ceux-ci; les transférer, en payer ou recevoir tous soldes, en donner ou recevoir bonne et valable quittance et décharge.

Dispenser les conservateurs des hypothèques de prendre toute inscriptions d'office; consentir toutes mentions ou subrogations, même sans garantie; accorder toutes priorités d'hypothèques ou de privilèges, céder tous rangs d'inscriptions.

Nommer et révoquer tous agents et employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements.

En cas de litiges et de contestations, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, arbitrages, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux.

L'énumération qui précède n'est pas limitative, mais simplement énonciative. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des actionnaires, est de la compétence du conseil d'administration.

Article vingt et un. — Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou à plusieurs administrateurs, qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués. Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle part ou branches spéciales des affaires sociales à un ou à plusieurs directeurs et donner les pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs choisis dans ou hors de son sein, associés ou non. Le conseil fixe les pouvoirs et les attributions, ainsi que les traitements ou émoluments de ses directeurs ou fondés de pouvoirs. Il peut les révoquer et pourvoir à leur remplacement.

Article vingt-deux. — La société pourra être représentée en pays étranger, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le conseil d'administration. Ce délégué sera chargé, sous la direction et le conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités des pays étrangers et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays. Il sera muni d'une

procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ces pays.

Article vingt-trois. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de l'administrateur délégué à cette fin. Dans le pays où la société aurait son représentant officiel, les actions seront suivies par ou contre celui-ci.

Article vingt-quatre. — Tous les actes de la gestion journalière devront pour être valables et engager la société: être signés, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et le directeur commercial désigné spécialement à cet effet par le conseil d'administration conformément à l'article 21, alinéa 2 des statuts à l'exclusion toutefois de ces actes qui ne comportent aucun engagement ni obligation pour la société, tels que: documents à retirer ou à délivrer à l'administration des postes, des chemins de fer et des autres services publics, lesquels pourront être valablement signés: soit par un administrateur, soit même par un agent délégué spécialement à cet effet par le conseil d'administration. Tous les actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, notamment les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, parmi lesquels les actes de vente, achat, échange d'immeubles, actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de mainlevée, d'inscriptions hypothécaires, d'émargements, de transcriptions, de commandement ou de saisie de renonciation à tous droits réels et personnels d'hypothèque et de privilèges et à toutes actions résolutoires, acte de constitution de société et procès-verbaux d'assemblée générale, actes de retrait à la Caisse de Dépôts et de Consignation, ainsi que tous pouvoirs et procurations relatifs à ces actes seront signés par le président du conseil et un administrateur-délégué lesquels n'auront pas à justifier d'une décision préalable du conseil d'administration vis-à-vis des tierces parties du Conservateur des hypothèques ou de l'agent de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article vingt-cinq. — Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire ou un collège de plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le ou les premiers commissaires resteront en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit, laquelle procédera au renouvellement du mandat du ou des commissaires sortants ou à leur remplacement, et fixera par la suite le nombre des commissaires sortants aux époques à déterminer, de manière que le mandat d'aucun commissaire ne dépasse pas une durée de six ans.

L'ordre de sortie sera établi par un tirage au sort. Le ou les commissaires sortants seront rééligibles.

Article vingt-six. — Chaque administrateur et commissaire doit affecter par privilège à la garantie de ses fonctions ou de sa mission, respectivement dix et cinq actions de capital de la société.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

Ces actions ne pourront être désaffectées de ce cautionnement qu'après approbation du bilan de l'exercice pendant lequel aura respectivement pris fin le mandat d'administrateur ou de commissaire, et en vertu d'un vote spécial par l'assemblée générale des actionnaires.

Article vingt-sept. — Outre les tantièmes des bénéfices alloués à titre de rémunération aux administrateurs par l'article quarante-quatre ci-après, l'assemblée générale peut leur accorder une indemnité fixe imputable sur les frais généraux.

Les rémunérations du ou des commissaires sont fixées par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé également à allouer aux administrateurs et commissaires chargés de fonction et de missions spéciales, des traitements ou indemnités à prélever sur les frais généraux.

Article vingt-huit. — Les administrateurs et commissaires ne contractent en raison de leur gestion aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils sont toutefois responsables vis-à-vis de la société de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Article vingt-neuf. — Les administrateurs et les commissaires peuvent être réunis en conseil général qui sera consulté pour toutes opérations d'intérêt majeur, à la demande du président du conseil d'administration ou d'un commissaire.

Il délibère de la même manière que le conseil d'administration.

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

Article trente. — L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée, représente l'universalité des associés. Elle se compose de tous les actionnaires et porteurs de parts de fondateur. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société, ni augmenter le nombre des parts de fondateur.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires et porteurs de parts de fondateur absents, les incapables et les dissidents.

Article trente et un. — L'assemblée générale ordinaire se réunit obligatoirement le troisième jeudi du mois de mai de chaque année, au siège social ou au siège administratif, ou dans tout autre endroit, à quinze heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se réunira le lendemain.

Elle aura lieu pour la première fois le troisième jeudi de mai mil neuf cent cinquante quatre.

Le conseil d'administration et le collège des commissaires, peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires autant de fois que l'intérêt social l'exige. Ils doivent les convoquer sur la demande écrite d'actionnaires justifiant de la possession du cinquième du nombre total des actions de capital et des parts de fondateur.

Toute assemblée générale se tient au siège social ou au siège administratif, ou dans tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Article trente deux. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites de la manière, dans les formes et les délais prescrits par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article trente trois. — Pour pouvoir être admis à toute assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, tous propriétaires d'actions de capital ou de parts de fondateur, doivent en effectuer le dépôt au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social ou au siège administratif, ou autres endroits désignés dans les convocations. Ils devront produire le certificat de dépôt de leurs titres avant l'ouverture de la séance.

Les actionnaires en nom seront admis à l'assemblée générale sans formalités préalables.

Aucun transfert d'actions nominatives ne peut se faire moins de quinze jours avant l'assemblée générale.

Article trente quatre. — Tout propriétaire d'action de capital ou de parts de fondateur pourra se faire représenter à l'assemblée par un mandataire qui est lui-même actionnaire ou porteur de parts de fondateur et qui a le droit de voter à l'assemblée.

Le conseil d'administration pourra déterminer les formes de procuration et en exiger le dépôt au siège social ou au siège administratif, dans le délai qu'il fixera, s'il y a lieu.

Les mineurs, les interdits, les personnes civiles, les sociétés commerciales et les établissements publics ou privés seront représentés par leurs représentants ou organes reconnus, ou par un fondé de pouvoirs, même non actionnaire. La femme mariée peut être représentée par son mari.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes devront respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente cinq. — Tout propriétaire d'actions de capital ou de parts de fondateur a le droit de voter aux assemblées générales, chacun a autant de voix qu'il possède d'actions de capital ou de parts de fondateur.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie du nombre d'actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée.

Article trente-six. — Le bureau des assemblées générales se compose des membres présents du conseil d'administration.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut, par l'administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire et l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Article trente sept. — L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Elle délibère dans les formes et de la manière prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article trente huit. — Lorsque l'assemblée générale aura à délibérer sur l'augmentation ou la réduction du capital social, ou de la fusion de la société avec d'autres sociétés, ou sur toutes autres modifications des statuts, elle ne pourra valablement statuer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et que si ceux qui assistent à l'assemblée représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire, et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans l'un et l'autre cas, la décision ne sera valablement prise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part régulièrement au vote.

Lorsque la délibération est de nature à modifier les droits respectifs revenant à diverses catégories de titres, elle doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par le présent article.

Article trente neuf. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, le secrétaire, les scrutateurs et les autres membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions et extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Article quarante. — L'assemblée générale des obligataires comprend tous les propriétaires d'obligations nominatives et au porteur.

Les pouvoirs de cette assemblée sont ceux déterminés spécialement par l'article 91 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le droit de la convoquer appartient au conseil d'administration et au collège des commissaires. Ceux-ci doivent se réunir sur la demande d'obligataires représentant le cinquième des titres en circulation.

Les administrateurs et les commissaires ont le droit d'y assister, mais avec voix consultative seulement.

Les convocations à l'assemblée générale des obligataires sont faites conformément à l'article 92 des lois coordonnés sur les sociétés commerciales. Les dispositions prévues par les articles 33, alinéas un et deux, 34, alinéas trois et quatre et 39 des présents statuts et relatives aux conditions d'admission et à la représentation à l'assemblée générale des actionnaires, ainsi qu'à la signature des procès-verbaux et copies sont applicables à l'assemblée générale des obligataires.

Les dispositions de l'article trente sept des présents statuts relatives au mode de délibération sont également applicables à l'assemblée générale des obligataires, sauf en ce qui concerne les conditions spéciales auxquelles la loi subordonne la validité et la force obligatoire des décisions de cette assemblée.

Tout propriétaire d'obligations a le droit de voter par lui-même ou par porteur de mandat authentique ou privé.

La puissance de vote afférente aux titres sera déterminée par la décision créant les obligations.

TITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article quarante et un. — L'exercice social commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social prendra terme le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Article quarante deux. — Il est dressé par les soins du conseil d'administration, le trente et un décembre chaque année, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières, de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous les engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A cette époque les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il est également procédé, relativement à ces documents et dans les délais légaux, aux mesures de communication et d'inspections prévues par les articles 68, alinéa 4 et 5, 75 alinéa 5 et 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes. Elle se prononce après l'adoption du bilan pour un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article quarante trois. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, ainsi que la composition du conseil d'administration et du collège des commissaires publiés par les soins du conseil d'administration au « Bulletin officiel du Congo Belge ».

Article quarante-quatre. — L'excédent favorable du bilan déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il sera prélevé:

- 1°) cinq pour cent affectés à la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais il devra toutefois être repris jusqu'à cette limite si, pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve légale avait été entamé.
- 2°) Il sera attribué dix pour cent au conseil d'administration pour être répartis entre ses membres suivant les conventions particulières convenues entre eux, et la somme nécessaire pour régler les émoluments des commissaires, qui auront été fixés par l'assemblée générale des actionnaires.
- 3°) Le solde du bénéfice net de la société sera réparti moitié aux actions de capital, moitié aux parts de fondateur.

L'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, décider que tout ou partie de ce dernier solde soit affecté à la création ou à l'alimentation d'un fonds de réserve spécial ou de prévision ou reporté à nouveau.

Article quarante cinq. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration.

Il peut être décidé pareillement par ceux-ci, que le dividende sera payé aux actionnaires, net de tout ou partie d'impôts.

TITRE VI

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante six. — Ainsi qu'il est dit à l'article quatre des présents statuts, la société peut être dissoute en tous temps, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par des actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

La dissolution de la société doit être prononcée sur la demande de tout intéressé, lorsque six mois se sont écoulés depuis l'époque où le nombre des associés a été réduit à moins de sept.

Article quarante sept. — En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale a le droit le plus étendu pour désigner le ou les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments, et fixer le mode de liquidation. Les pouvoirs de l'assemblée générale subsistent pendant toute la liquidation.

Après le paiement de toutes dettes et charges de la société, les liquidateurs affecteront le solde de l'avoir social, d'abord en remboursement des actions de capital au prorata de leur libération, après avoir établi l'égalité entre toutes les actions au cas où elles n'ont pas été libérées dans une même proportion, soit par un appel de fonds complémentaire, à charge des titres insuffisamment libérés, soit par un remboursement préalable au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus de l'avoir social sera réparti par moitié entre les actions de capital et par moitié entre les parts de fondateur.

Article quarante huit. — Toutes sommes et valeurs qui sont attribuées à quelque titre que ce soit aux actionnaires et obligataires et qui n'ont pas été ou ne seront pas réclamées dans le délai de cinq années à partir de la clôture de la liquidation, seront déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations à l'expiration de ce délai, pour demeurer acquises à l'Etat à l'expiration d'un second délai de cinq années à dater de leur remise à la dite caisse conformément aux articles 45 et 46 de la loi du vingt quatre juillet mil neuf cent vingt et un.

TITRE VII

DISPOSITIONS SPECIALES.

Article quarante neuf. — Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur domicilié en dehors du Congo Belge, du Ruanda-Urundi ou de la Belgique, sera censé avoir élu, de plein droit, domicile à Léopoldville ou à Bruxelles, pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts. Toutes notifications, sommations, assignations et significations leur sont valablement faites.

Pour ceux ci-dessus mentionnés et domiciliés au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou en Belgique, ils élisent domicile au siège administratif de la société pour ceux domiciliés en Belgique, et au siège social à Léopoldville pour ceux domiciliés à la Colonie.

Article cinquante. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, et pour autant qu'il n'y ait pas été dérogé par ceux-ci ou par la législation de la Colonie du Congo Belge, les comparants déclarent s'en référer aux principes généraux du droit belge, tels qu'ils résultent des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article cinquante et un. — La présente société congolaise est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément aux dispositions des lois coloniales.

TITRE VIII

FRAIS DE CONSTITUTION.

Les comparants affirment et reconnaissent, pour autant que de besoin, que la présente société coloniale a été spécialement et exclusivement constituée, d'une part avec le même objet social que celui de la société anonyme belge et d'autre part, aux fins de reprendre tout l'actif et le passif, ainsi que l'ensemble des éléments des activités sociales de la société anonyme « SIMEXCO ». En conséquence, ils déclarent se référer aux décrets des quatre décembre mil neuf cent quarante-huit et seize novembre mil neuf cent quarante-neuf, accordant l'exonération, respectivement du droit de mutation pour les immeubles, et du droit proportionnel sur le capital social.

Tenant compte de ces dispositions légales, les frais dépenses ou charges, sous quelque forme qu'ils se présentent et qui incombent à la présente société congolaise du fait de sa constitution, s'élèvent approximativement à cinquante mille francs.

TITRE IX

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Et d'un même contexte, les comparants ont procédé comme suit, à l'effet de désigner le premier conseil d'administration et le collège des commissaires:

Le nombre des administrateurs est pour la première fois fixé à quatre.

Sont appelés à ces fonctions:

- 1^o Monsieur Adolphe STOCKMANS;
- 2^o Monsieur Jean-Pierre CUVELIER;
- 3^o Monsieur Arthur BONNEWYN;
- 4^o Monsieur Emile STEELS.

Messieurs STOCKMANS et CUVELIER sont désignés tous deux en qualité d'administrateurs-délégués de la société.

Tous préqualifiés, acceptant personnellement ou par leur mandataire susdit.

L'assemblée décide pour la première fois de nommer un seul commissaire.

Est appelé à ces fonctions : Monsieur Francis BAILLEUX, prénommé, ici présent et acceptant.

DONT ACTE, sur projet.

Fait et passé à Bruxelles, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les comparants, représentés comme dit-est, ont signé avec Nous, Notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Anderlecht II, le neuf mars mil neuf cent cinquante trois.
Dix rôles, cinq renvois. Volume: 84; folio; 20; case: I.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) R. Sere.

Pour expédition conforme.

(sé) Raoul NOLS.

Raoul Nols, Notaire à Berchem-St-Agathe (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous: Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me Nols, Notaire à Berchem-St-Agathe.

Reçu : quatre francs. N° 1812.

Bruxelles, le 17 mars 1953.

(signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M^r Ch. Bareel apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 17 mars 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M^r Verleysen apposée au recto.

Bruxelles, le 17 mars 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 25 mars 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 25 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

« Congolaise des Boissons »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'An mil neuf cent cinquante trois, le trois mars, à quatorze heures et demie.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Congolaise des Boissons », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de Namur, numéro 74, constituée suivant acte du ministère du notaire Hubert Scheyven à Bruxelles soussigné, du vingt neuf juillet mil neuf cent quarante neuf, autorisée par arrêté royal du vingt cinq octobre mil neuf cent quarante neuf et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Moniteur belge des vingt huit/vingt neuf novembre mil neuf cent quarante neuf, numéro 22429 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze décembre mil neuf cent quarante neuf.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Robert Lippens, ingénieur E. T. H. Zurich, demeurant à Moerbeke-Waes, Président du conseil d'administration.

Prennent place au bureau :

Messieurs Maurice Houssa, administrateur de sociétés, demeurant à Hoeilaart, avenue Américaine, numéro 2, Jean Mikolajczak, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, rue Copernic, numéro 6, Oma-Alexandre Procoubovsky, directeur de sociétés, demeurant à Etterbeek, Boulevard Louis Schmidt, numéro 48 et Eric Wielemans, ingénieur A. I. Br., demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 84, administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Roger Van den Burre, secrétaire de société, demeurant à Uccle, rue des Moutons, nu-

(1) Arrêté royal du 7 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953. — 1^{re} Partie.

méro 19, ici intervenant et comme scrutateurs Messieurs Edmond Noir-falise, chef-comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue A. J. Slegers, numéro 223, et Florian Gourbet, fondé de pouvoirs, demeurant à Bruxelles, rue Leys, numéro 40.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social pour le porter de dix à vingt millions de francs congolais, par la création de dix mille parts sociales nominatives, sans désignation de valeur nominale, jouissance à partir du premier mars mil neuf cent cinquante trois et pour le surplus en tout semblables aux parts sociales existantes, à émettre au prix de mille francs congolais l'une, à libérer immédiatement de cinquante pour cent.

2. Modifications aux statuts :

Article cinq — pour le mettre en concordance avec l'augmentation de capital précitée.

Article six — pour faire l'historique de la formation du capital.

Titre huit — remplacer les mots « Dispositions Transitoires » par les mots « Dispositions générales ».

Supprimer les articles quarante six, quarante sept, quarante neuf et cinquante des statuts, changer la numérotation de l'article quarante huit ancien qui devient l'article quarante six nouveau.

3. Réalisation de l'augmentation de capital par souscription en espèces avec libération immédiate de cinquante pour cent.

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués, conformément à l'article vingt neuf des statuts, par lettres recommandées à la poste, leur adressées le seize février mil neuf cent cinquante trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et le récépissé des lettres recommandées.

III. Que sur les dix mille parts sociales de la société, la présente assemblée réunit huit mille trois cent quatre vingt dix parts sociales, soit plus de la moitié du capital.

IV. Que pour assister à l'assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux dispositions des articles trente et trente et un des statuts.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de dix millions de francs congolais pour le porter de dix à vingt millions de francs congolais, par la création de dix mille parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale qui auront droit prorata libérationis à un dividende égal aux cinq/sixièmes du dividende éventuel qui sera attribué pour l'exercice en cours aux parts sociales anciennes et seront pour le surplus en tout semblables à ces dernières; ces dix mille parts sociales nouvelles à souscrire contre espèces au prix de mille francs congolais chacune par les actionnaires actuels, titre pour titre.

et 2. de procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital avec libération à concurrence de cinquante pour cent.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à cent soixante mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital ci-dessus, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article cinq, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« Le capital social, fixé à vingt millions de francs congolais, est représenté par vingt mille parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un/vingt millième du capital social ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le capital social fixé à dix millions de francs congolais était représenté par dix mille parts sociales sans désignation de valeur qui furent souscrites contre espèces au prix de mille francs congolais l'une et libérées de cinquante pour cent au moment de la souscription; elles ont été entièrement libérées dans la suite.

» Suivant acte du ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, en date du trois mars mil neuf cent cinquante trois, le capital social a été porté à vingt millions de francs congolais, par la création de dix mille parts sociales nouvelles sans désignation de valeur souscrites contre espèces au prix de mille francs congolais chacune et libérées de cinquante pour cent au moment de leur souscription ».

Au titre huit, les mots « Dispositions transitoires » sont remplacés par « Disposition Générale ».

Les articles quarante six, quarante sept, quarante neuf et cinquante sont supprimés, l'article quarante huit ancien devient l'article quarante six nouveau.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les personnes et sociétés ci-après dénommées en la liste de présence précitée, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu par elles-mêmes ou par leurs mandataires avoir connaissance des statuts de la présente société, ont déclaré souscrire les dix mille parts sociales sans désignation de valeur créées en la première résolution et ce au prix de mille francs congolais chacune et aux conditions ci-dessus, ainsi qu'il suit :

1. La Compagnie Sucrière Congolaise, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Moerbeke (Kwilu) Congo belge, trois mille parts sociales	3.000
2. La Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, société congolaise par actions à responsabilité limitée établie à Matabele (Congo belge) mille parts sociales	1.000
3. La Compagnie du Kasai, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Dima (Kasai, Congo belge), six cent soixante sept parts sociales	667
4. La Belgo-Katanga, société anonyme, établie à Ixelles, chaussée d'Ixelles, numéro 126, six cent soixante sept parts sociales	667
5. Monsieur Maurice Michaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de la Madeleine, numéro 13, six cents parts sociales	600
6. Brasserie Caulier, société anonyme, établie à Bruxelles, rue Herry, numéro 10, huit cents parts sociales	800
7. Monsieur Robert Lippens, ingénieur E. T. H. Zurich, demeurant à Moerbeke-Waes, soixante six parts sociales	66
8. Industrial Investing and Selling Corporation, société de droit américain, établie à New-York, Etats Unis d'Amérique, Fifth Avenue, 500, douze cents parts sociales	1.200
9. Monsieur Eric Wielemans, ingénieur A. I. Br., demeurant à Uccle-Bruxelles, avenue de l'Observatoire, numéro 84, tant pour lui même que pour un groupe d'actionnaires pour lesquels il déclare se porter fort, deux mille parts sociales	2.000
Ensemble, dix mille parts sociales	10.000

Messieurs Robert Lippens, Maurice Houssa, Jean Mikolajczak, Omar Alexandre Procoubovsky et Eric Wielemans, tous prénommés, administrateurs, nous ont déclaré et requis d'acter que chacune de ces dix mille parts sociales a été libérée à concurrence de cinquante pour cent et que le montant des versements, s'élevant ensemble à cinq millions de francs congolais, se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que les comparants et les souscripteurs le reconnaissent.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à vingt millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts, sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à quatorze heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée, les administrateurs et les souscripteurs ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Lippens; M. Houssa; J. Mikolajczak; O. Procoubovsky; E. Wielemans; R. Van den Burre; E. Noirfalise; F. Courbet; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 7 mars 1953, volume 1389, folio 32, case, 1, quatre rôles, cinq renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

CONGOLAISE DES BOISSONS, S. C. R. L.

Assemblée générale extraordinaire du 3 mars 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Compagnie Sucrière Congolaise, S. C. R. L., établie à Moerbeke (Kwilu-Congo belge) propriétaire de trois mille parts sociales 3.000

Représentée par Monsieur Edmond Noirfalise, chef comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue A. J. Slegers, numéro 223, suivant procuration du 24 février dernier.

(signé) E. Noirfalise.

2. Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, S. C. R. L., établie à Matadi (Congo belge), propriétaire de mille parts sociales 1.000

Représentée par Monsieur Maurice Houssa, administrateur de sociétés, demeurant à Hoeilaart, avenue Américaine, numéro 2, suivant procuration du dix neuf février dernier.

(signé) M. Houssa.

3. Compagnie du Kasai, S. C. R. L., établie à Dima (Kasai-Congo belge), propriétaire de six cent soixante sept parts sociales . 667

Représentée par Monsieur Oma-Alexandre Procoubovsky, directeur de sociétés, demeurant à Etterbeek, Boulevard Louis Schmidt, numéro 48, suivant procuration du dix neuf février dernier.

(signé) O. Procoubovsky.

4. La Belgo-Katanga, S. A., établie à Bruxelles, 126, chaussée d'Ixelles, propriétaire de six cent soixante sept parts sociales . . . 667

Représentée par Monsieur Florian Courbet, fondé de pouvoirs, demeurant à Bruxelles, rue Leys, numéro 40, suivant procuration du dix huit février dernier.

(signé) F. Courbet.

5. Monsieur Maurice Michaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 13, rue de la Madeleine, propriétaire de six cents parts sociales 600

Représenté par Monsieur Robert Lippens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt huit février dernier.

(signé) Robert Lippens.

6. Brasserie Caulier, S. A., établie à Bruxelles, 10, rue Herry, propriétaire de huit cents parts sociales 800

Représentée par Monsieur Jean Mikolajczak, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, rue Copernic, numéro 6, suivant procuration du vingt trois février dernier.

(signé) J. Mikolajczak.

7. Industrial Investing and Selling Corporation, société de droit américain, établie à New-York, U. S. A., 500, Fifth Avenue, propriétaire de mille deux cents parts sociales 1.200

Représentée par Monsieur Jean Mikolajczak prénommé, suivant procuration du vingt février dernier.

(signé) J. Mikolajczak.

8. Monsieur Robert Lippens, ingénieur E. T. H. Zurich, demeurant à Moerbeke-Waas, propriétaire de soixante six parts sociales 66

(signé) R. Lippens.

9. Monsieur Eric Wielemans, ingénieur A. I. Br., demeurant à Uccle, 34, avenue de l'Observatoire, propriétaire de trois cent nonante parts sociales 390

(signé) E. Wielemans.

Ensemble : huit mille trois cent nonante parts sociales . . . 8.390

Le Président (signé) R. Lippens.

Le Secrétaire (signé) R. Van den Burre.

Les Scrutateurs (signé) E. Noirfalise; F. Courbet.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date du 3 mars 1953.

Bruxelles, le 3 mars 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 7 mars 1953.

Volume 252, folio 19, case 11, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 1796.

Bruxelles, le 12 mars 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 13 mars 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 13 mars 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 25 mars 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 25 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Cimenterie d'Albertville « CIMENTAL »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Albertville (Congo Belge).

**AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le seize mars.

Par devant Maître Jean-Maurice DE DONCKER, notaire à Bruxelles.

S'est réunie, au siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires des Cimenteries d'Albertville « Cimental », Société Congolaise par actions à responsabilité limitée à Albertville (Congo Belge), constituée par acte avenant devant le notaire soussigné, le vingt-neuf septembre mil neuf cent cinquante, autorisée par Arrêté Royal du vingt-huit octobre suivant et publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge, du quinze décembre mil neuf cent cinquante et aux annexes au Moniteur Belge du quinze novembre mil neuf cent cinquante, sub numéro 24.114.

La séance est ouverte à onze heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Henri Depage, administrateur de la Compagnie Financière Africaine, à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, 44, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Albert Deligne, Secrétaire du Conseil d'administration de la Société, à Schaerbeek, rue de Linthout, 98.

Et comme scrutateurs, Messieurs Aimable Bourgeois, secrétaire général adjoint au Comité Spécial du Katanga, à Schaerbeek, avenue du Diamant, 51 et Amédée Hus, administrateur-délégué de la société anonyme des Ciments d'Obourg, à Bruxelles, avenue Louise, 94, présents et qui acceptent.

Conformément aux statuts, Messieurs Raymond Anthoine, administrateur de sociétés, à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, 34, et Marcel Deguent, ingénieur, à Uccle, avenue des Ormeaux, 6, administrateurs présents, complètent le bureau.

Sont présents, les actionnaires déclarant posséder les actions ci-après, savoir :

1. Le Comité Spécial du Katanga, organisme jouissant de la personnalité civile, ayant son siège à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes.

Propriétaire de quatre mille actions 4.000

Représenté par Monsieur Aimable Bourgeois, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du six mars mil neuf cent cinquante-trois.

(1) Arrêté royal du 7 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953. — 1^{re} Partie.

2. La Compagnie Financière Africaine, Société Congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Propriétaire de cinq mille cinq cents actions 5.500

Représentée par Monsieur Henri Depage, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du deux mars mil neuf cent cinquante-trois.

3. Les Ciments d'Obourg, Société Anonyme, ayant son siège social à Obourg et son siège administratif à Bruxelles, 46, boulevard du Régent.

Propriétaire de douze mille actions 12.000

Représentée par Monsieur Amédée Hus, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du trois mars mil neuf cent cinquante-trois.

4. La Compagnie Générale d'Entreprises Electriques et Industrielles (Electrobel), Société Anonyme ayant son siège social à Bruxelles, 1, place du Trône.

Propriétaire de six mille actions 6.000

Représentée par Monsieur Marcel Deguent, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du quatre mars mil neuf cent cinquante-trois.

5. Madame veuve Fortuné Destiné, née Yvonne Thonon, sans profession, rue de Fragnée, 45, à Liège.

Propriétaire de vingt-cinq actions 25

Représentée par Monsieur Marcel Deguent, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Elisabethville du quatre mars mil neuf cent cinquante-trois.

6. La Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles (Sofina), Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 38, rue de Naples.

Propriétaire de six mille actions 6.000

Représentée par Monsieur Raymond Anthoine, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du vingt-huit février mil neuf cent cinquante-trois.

7. La Société Symaf (Syndicat Minier Africain), Société Congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Propriétaire de six mille actions 6.000

Représentée par Monsieur Raymond Anthoine, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du onze mars mil neuf cent cinquante-trois.

8. L'Union Foncière Congolaise, Société Congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Propriétaire de quatre cent septante-cinq actions 475

Représentée par Monsieur Albert Deligne, prénommé, en vertu d'une procuration en date à Bruxelles du deux mars mil neuf cent cinquante-trois.

Ensemble : quarante mille actions 40.000

Les originaux des huit procurations, prémentionnées, tous sous seing privé, demeureront ci-annexés pour être soumis en même temps que les présentes à la formalité de l'enregistrement.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire d'acter :

I. — Que les actionnaires ont été convoqués en assemblée générale extraordinaire à ces jour, heure et lieu, afin de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR :

1. Transformation des quarante mille actions de mille francs congolais représentant le capital de la société en quarante mille parts sociales sans désignation de valeur nominale.

2. Augmentation du capital social à concurrence de cent quarante millions de francs congolais pour le porter de quarante à cent quatre-vingts millions de francs congolais par la création de septante mille parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale à souscrire en numéraire au prix de deux mille francs congolais par titre.

3. Souscription de ces parts sociales nouvelles et libération immédiate de chacune d'elles à concurrence de vingt pour cent selon les modalités suivantes :

a) par application de l'alinéa 2 de l'article 6 des statuts, souscription de quatorze mille parts sociales nouvelles par le Comité Spécial du Katanga;

b) souscription du solde, soit cinquante-six mille parts sociales nouvelles, par les porteurs des quarante mille parts sociales anciennes.

4. Modification à l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les décisions prises sur les points qui précèdent.

5. Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

II. — Toutes les actions étant nominatives, conformément aux stipulations du dernier alinéa de l'article 28 des statuts, les actionnaires ont été convoqués par lettre recommandée en date de la poste à Bruxelles du vingt-sept février mil neuf cent cinquante-trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre recommandée ainsi que le récépissé délivré par la poste.

III. — Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires et leurs mandataires se sont conformés aux prescriptions de l'article 29 des statuts.

IV. — Que l'entièreté du capital est ici présent ou représenté.

Ces faits exposés et reconnus exacts, l'assemblée constate qu'elle est régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur les objets portés à son ordre du jour.

Après un exposé de Monsieur le Président sur les points portés à l'ordre du jour, l'assemblée vote les résolutions suivantes, sous condition suspensive de leur autorisation par Arrêté Royal.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de transformer les quarante mille actions de mille francs congolais chacune représentant le capital de la société en quarante mille actions sans désignation de valeur, modifiant ainsi son ordre du jour uniquement en ce qui concerne la désignation des titres.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent quarante millions de francs congolais pour le porter de quarante millions à cent quatre-vingts millions de francs congolais, par la création et l'émission de septante mille actions nouvelles sans désignation de valeur à souscrire en numéraire au prix de deux mille francs congolais par titre.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SOUSCRIPTION — LIBERATION.

Et à l'instant, tous les comparants agissant et représentés comme dessus, ont déclaré souscrire, en proportion de leurs droits et ce en vertu des alinéas 2 et 3 de l'article 6 des statuts sociaux, les actions nouvellement émises, savoir :

1. Par application de l'alinéa 2 du dit article ,
Le Comité Spécial du Katanga : quatorze mille actions. ✓
2. Par application de l'alinéa 3 du dit article :
 1. Le Comité Spécial du Katanga : cinq mille six cents actions.
 2. La Compagnie Financière Africaine : sept mille sept cents actions.
 3. Les Ciments d'Obourg : seize mille huit cents actions.
 4. L'Electrobel : huit mille quatre cents actions.
 5. Madame veuve Fortuné Destiné : trente-cinq actions.
 6. La Soffina : huit mille quatre cents actions.
 7. La Symaf : huit mille quatre cents actions.
 8. L'Union Foncière Congolaise : six cent soixante-cinq actions.

Les comparants déclarent expressément que chacune des actions souscrites a été libérée, à concurrence de vingt pour cent du prix d'émission, par des versements totalisant vingt-huit millions de francs belges étant

la contrevaieur d'un même montant de francs congolais, et que cette somme se trouve, dès à présent, dans les caisses de la Société.

L'assemblée constate que, sous la condition suspensive énoncée ci-dessus, le capital social est effectivement porté à cent quatre-vingts millions de francs congolais représenté par cent et dix mille actions sans désignation de valeur.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter à l'article 5 des statuts les modifications suivantes pour le mettre en concordance avec les résolutions prises ci-dessus :

Les premier et deuxième alinéas de cet article seront désormais rédigés comme suit :

« Article 5. — Le capital social est fixé à cent quatre-vingts millions de » francs congolais et est représenté par cent dix mille actions sans dési- » gnation de valeur, représentant chacune un cent dix millième de l'avoir » social.

» Le capital initial de quarante millions de francs congolais, représen- » té par quarante mille actions de mille francs congolais chacune, a été » souscrit comme suit : »

De plus, il sera ajouté in fine de cet article un alinéa ainsi conçu :

« Ainsi qu'il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordi- » naire des actionnaires de la société, dressé le seize mars mil neuf cent » cinquante-trois par Maître De Doncker, notaire à Bruxelles, les qua- » rante mille actions de mille francs congolais chacune représentatives » du capital initial ont été transformées en quarante mille actions sans » désignation de valeur et il a été créé septante mille actions sans dési- » gnation de valeur nouvelles, qui ont été souscrites en numéraire à rai- » son de deux mille francs congolais l'une et libérées de vingt pour cent » au moment de la souscription ».

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

DELIBERATION.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DISPENSE DE REDUCTION.

Toutes les résolutions ci-dessus ayant été prises à l'unanimité, l'assemblée et les scrutateurs constatent qu'il n'y a pas lieu de procéder aux réductions légales et statutaires.

DECLARATION RELATIVE AUX FRAIS.

L'assemblée déclare que le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, résultant de l'augmentation de capital s'élèvera à un million sept cent cinquante mille francs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à onze heures quarante-cinq minutes.

Dont procès-verbal.

Dressé date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires ont signé avec nous, notaire.

(signé) Henri Depage; A. Deligne; A. Bourgeois; A. Hus; R. Anthoine; M. Deguent; Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C., le 17 mars 1953, volume 221, folio 22, case 2, six rôles, un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) A. Vandecavey.

Pour expédition conforme sans les Annexes.

(sé) DE DONCKER.

De Doncker, Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Paul de la Vallée Poussin, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Me De Doncker, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 1819.

Bruxelles, le 18 mars 1953.

(sé) P. de la Vallée Poussin.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M^r Paul de la Vallée Poussin, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 18 mars 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 mars 1953.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 27 mars 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 27 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

« Compagnie du Lomami et du Lualaba »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le onze février, à onze heures et demie.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », en abrégé « Lomami », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Isangi (Congo belge), constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le neuf février mil neuf cent cinquante et un, publié, après autorisation par arrêté royal du seize mars mil neuf cent cinquante et un, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze avril mil neuf cent cinquante et un et à l'annexe au Moniteur belge du vingt avril mil neuf cent cinquante et un, numéro 6874.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence et non annexées aux présentes, sont demeurées annexées à un acte de notre ministère en date du vingt neuf janvier dernier, ci-après cité.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Albert Marchal, ingénieur A. I. Lg., conseiller à la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 46, vice-Président du conseil d'administration, assisté de Messieurs Joseph Van den Boogaerde, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19 et Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, Place de la Sainte Alliance, numéro 1, administrateurs.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur le Baron Marcel Rolin, ingénieur A. I. A. Directeur-adjoint de la Société, demeurant à Rhode Saint-Genèse, avenue des Tilleuls, numéro 8, ici intervenant et choisit comme scrutateurs Messieurs Gaston Moreau, administrateur

(1) Arrêté royal du 7 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953. — 1^{re} Partie.

de sociétés, demeurant à Bruxelles, Boulevard Maurice Lemonnier, numéro 135 et Jacques Pels, agent de change, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 226.

Monsieur Maurice Simon, secrétaire général honoraire du Congo belge, demeurant à Uccle, avenue d'Hougoumont, numéro 24, assiste à l'assemblée en sa qualité de délégué de la Colonie du Congo belge.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social à concurrence de cinq millions de francs congolais, pour le porter de soixante cinq à soixante dix millions de francs congolais, par la création de cinq mille parts sociales nouvelles sans désignation de valeur qui participeront aux bénéfices éventuels à dater du premier juillet mil neuf cent cinquante trois et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales existantes.

Attribution de ces cinq mille parts sociales nouvelles entièrement libérées à la Compagnie du Katanga en rémunération d'un apport de droits immobiliers.

2. Modifications aux statuts :

Article cinq. — Pour le mettre en concordance avec l'augmentation de capital.

Article six. — Pour faire l'historique de la formation du capital et de sa représentation.

Article vingt huit. — Pour supprimer au premier alinéa les mots « et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un ».

Titre neuf. — Pour supprimer ce titre et les dispositions transitoires qui font l'objet des articles quarante neuf à cinquante trois.

3. Réalisation de l'augmentation de capital par apport.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions prises par l'assemblée.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt neuf des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge, numéro du trente janvier mil neuf cent cinquante trois.

Le Moniteur belge, numéro du trente janvier mil neuf cent cinquante trois.

L'Agence Economique et Financière, numéro du trente/trente et un janvier mil neuf cent cinquante trois.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives, contenant l'ordre du jour, leur adressées le trente janvier mil neuf cent cinquante trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. Que sur les cent cinq mille parts sociales la présente assemblée réunit trente trois mille quatre cent cinquante huit parts sociales.

V. Qu'une précédente assemblée générale extraordinaire, ayant le même ordre du jour, mais à laquelle la moitié du capital n'était pas représentée, a été tenue le vingt neuf janvier dernier, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette date par nous, Notaire.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, au cours duquel il a déclaré que la Compagnie du Katanga a été autorisée par ses actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le quatorze juin mil neuf cent cinquante et un et par une lettre du Ministre des Colonies en date du dix huit octobre mil neuf cent cinquante deux, à faire l'apport constaté ci-après, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. D'augmenter le capital social à concurrence de cinq millions de francs congolais, pour le porter de soixante cinq à soixante dix millions de francs congolais, par la création de cinq mille parts sociales nouvelles, sans désignation de valeur, qui auront droit à la moitié du dividende éventuel de l'exercice en cours et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales actuelles. Ces cinq mille parts sociales nouvelles à remettre entièrement libérées à la Compagnie du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, en rémunération d'un apport de droits immobiliers au Congo belge.

et 2. De procéder, séance tenante, à la dite augmentation de capital contre apport.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à quatre vingt mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le texte du premier alinéa de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à soixante dix millions de francs congolais,
» représenté par cent dix mille parts sociales sans désignation de valeur

» entièrement libérées, représentant chacune un/cent dix millième de l'avoir social ».

Le texte de l'article six est remplacé par :

« Lors de la constitution de la société, le neuf février mil neuf cent cinquante et un, le capital social, fixé à soixante cinq millions de francs congolais, était représenté par cent cinq mille parts sociales sans désignation de valeur, remises entièrement libérées à la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », société anonyme à Bruxelles, et à huit de ses actionnaires pour la part afférente aux parts sociales appartenant à ces derniers dans l'apport global fait ensemble par eux de toute la situation active et passive de la dite société anonyme « Compagnie du Lomami et du Lualaba ».

» Suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le onze février mil neuf cent cinquante trois, le capital social a été porté à soixante dix millions de francs congolais, par la création de cinq mille parts sociales nouvelles sans désignation de valeur, remises entièrement libérées à la Compagnie du Katanga, en rémunération de l'apport fait par elle de droits immobiliers situés au Congo belge ».

A l'article vingt huit, au premier alinéa, le membre de phrase « et pour la première fois en mil neuf cent cinquante et un » est supprimé.

Le titre neuf, Dispositions transitoires et les articles quarante neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante deux et cinquante trois sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

APPORT.

Et à l'instant, est ici intervenue :

La Compagnie du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge).

Ici représentée, suivant procuration en date du vingt deux janvier mil neuf cent cinquante trois, qui est demeurée annexée au dit acte de notre ministère en date du vingt neuf janvier dernier, par Monsieur Lucien de Beco, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, numéro 23a.

Lequel, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède et reconnu que sa mandante a connaissance des statuts de la présente société, a déclaré que la dite Compagnie du Katanga, autorisée par décision de l'assemblée générale de ses actionnaires tenue le quatorze juin mil neuf cent cinquante et un et avec l'accord du Gouvernement de la Colonie, fait apport à la présente société, qui accepte, du droit de choisir, avant le douze mars mil neuf cent soixante, parmi les terres vacantes situées sur les deux rives du Lomami, en aval de Bena Kamba, sous réserve des droits de la Colonie, tels qu'ils sont définis par le décret du vingt deux novembre mil neuf cent quarante neuf :

a) vingt mille hectares en blocs de mille hectares minimum à cinq mille hectares maximum et sous réserve que pour chacun des blocs, la propor-

tion de cinq cents mètres maximum de rive par cinq cents hectares de terrains choisis soit respectée.

b) quatre cents hectares en parcelles, à usage industriel, commercial, ou hospitalier, d'une superficie minimum de un hectare. Toutefois, le long des rives, les parcelles choisies ne pourront avoir un développement supérieur à la moitié de leur profondeur.

Tels que ces droits immobiliers résultent pour la Compagnie du Katanga des conventions intervenues entre elle et l'Etat Indépendant du Congo, les douze mars mil huit cent quatre vingt onze et neuf mai mil huit cent quatre vingt seize, modifiées par celle du vingt juin mil neuf cent quarante neuf, dont la présente société reconnaît expressément avoir connaissance.

La présente société sera subrogée, à compter de la date de l'arrêté royal qui autorisera l'augmentation de capital ci-dessus, dans tous les droits et obligations de la compagnie apporteuse, relativement aux droits immobiliers, objet de l'apport ci-dessus.

En rémunération de l'apport ci-dessus, il est remis à la Compagnie apporteuse les cinq mille parts sociales entièrement libérées créées en la première résolution.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît qu'en suite de l'apport qui précède, le capital social est porté à soixante dix millions de francs congolais et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des résolutions prises ci-dessus.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures quarante cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) A. Marchal; J. Van den Boogaerde; A. Moeller de Laddersous; Baron M. Rolin; G. Moreau; J. Pe's; R. Cambier; L. de Beco; Baron de Crombrughe de Looringhe; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 16 février 1953, volume 1388, folio 15, case 1, quatre rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Compagnie du Lomami et du Lualaba, S. C. R. L.

Assemblée générale extraordinaire du 11 février 1953.

LISTE DE PRESENCE DES ACTIONNAIRES.

1. Monsieur Jean Beckers, conseiller à la Cour d'Appel, demeurant à Uccle, 65, avenue Alphonse XIII, propriétaire de vingt parts sociales • 20

Représenté par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un janvier dernier.

(signé) J. Van den Boogaerde.

2. Compagnie d'Anvers, S. A. établie à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, propriétaire de dix mille parts sociales 10.000

Représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un janvier dernier.

(signé) J. Van den Boogaerde.

3. Compagnie belge d'Assurance-Crédit, S. A., établie à Bruxelles, 18a, rue Montoyer, propriétaire de deux cents parts sociales 200

Représentée par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, ci-après nommé, suivant procuration du vingt janvier dernier.

(signé) J. Van den Boogaerde.

4. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de quatorze mille six cent soixante cinq parts sociales 14.665

Représentée par Monsieur Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 48, suivant procuration du vingt trois janvier dernier.

(signé) R. Cambier.

5. Compagnie du Katanga, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de huit mille quatre cent vingt trois parts sociales 8.423

Représentée par Monsieur Lucien de Beco, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, 23a, suivant procuration du vingt deux janvier dernier.

(signé) L. de Beco.

6. Le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, demeurant à Notre-Dame-au-Bois, Overysse, 57, Witherendreef, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) Baron J. de Crombrugghe de Looringhe.

7. Monsieur Gaston Devis, fonctionnaire de banque, demeurant à Bruxelles, 2a, avenue de la Jonction, propriétaire de vingt cinq parts sociales 25

Représenté par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, ci-après nommé, suivant procuration du vingt janvier dernier.

(signé) J. Van den Boogaerde.

8. Monsieur Léon Lippens, administrateur de sociétés, demeurant à Le Zoute-Knocke, « Den Hul », 43, avenue du Bois, propriétaire de trente parts sociales 30

Représenté par Monsieur Joseph Van den Boogaerde, ci-après nommé, suivant procuration du vingt cinq janvier dernier.

(signé) J. Van den Boogaerde.

9. Monsieur Albert Marchal, Conseiller à la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, 46, avenue du Vert-Chasseur, propriétaire de trente parts sociales 30

(signé) A. Marchal.

10. Monsieur Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 135, Boulevard Maurice Lemonnier, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) G. Moreau.

11. Monsieur Jacques Pels, agent de change, demeurant à Bruxelles, 226, avenue Louise, propriétaire de quinze parts sociales . 15

(signé) J. Pels.

12. Monsieur Joseph Van den Boogaerde, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 19, avenue des Phalènes, propriétaire de trente parts sociales 30

(signé) J. Van den Boogaerde.

Ensemble : trente trois mille quatre cent cinquante huit parts sociales 33.458

Le Président (signé) A. Marchal.

Le Secrétaire (signé) Baron M. Rolin.

Les Scrutateurs (signé) G. Moreau ; J. Pels.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 11 février 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 16 février 1953, volume 252, folio 12, case 2, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président de Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 1630.

Bruxelles, le 21 février 1953.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 février 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 février 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus , 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 26 mars 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën.
de 26 Maart 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

FONDS SOCIAL LINEA

Etablissement d'Utilité Publique.

Siège Social : Nyamakinga - Ile Idjwy - Kivu.

Siège administratif : Bruxelles, 8, rue de Hornes.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

Immobilisé :	
Frais de Constitution	4.263,—
Frais s/terrains et concessions	2.175,—
Constructions, matériel et mobilier	1.028.746,54
	<u>1.035.184,54</u>
Disponible :	
Banquiers	32.964,72
Réalisable :	
Débiteurs divers	294.873,55
Dépenses récurrentes	1.713.214,48
	<u>3.076.237,29</u>
	<u><u>3.076.237,29</u></u>

PASSIF.

Capital :	
Dotations et donations	2.670.012,79
Dettes envers les tiers :	
Créditeurs divers	11.435,50
Recettes récurrentes	394.789,—
	<u>3.076.237,29</u>
	<u><u>3.076.237,29</u></u>

Fonds Social Linéa.

L'Administrateur-Délégué.

W. H. SCOTT.

**Société de Constructions Métalliques
SOCOMET**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

9, rue de la Vallée, Bruxelles.

Arrêté Royal des 21-6-1948 et 1-10-1952.

Statuts publiés les 8-8-1948 — 15-8-1945 et 15-10-1952.

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 24-2-1953.

Le Conseil délègue à Monsieur Fernand DELAHAUT, Administrateur-Délégué, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société, dans toutes les circonstances ainsi que pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Il a donc la signature sociale. De plus, ce Conseil autorise Mme Quix et M. Goulevant de signer ensemble, soit l'un deux avec M. Charles Delhove, les actes de gestion journalière, la correspondance et les engagements courants de la Société, les pièces comptables, traites, chèques, valeurs commerciales.

Il délègue à M. Charles Delhove, Comptable, 45, rue Jenneval à Bruxelles, les pouvoirs de signer les mêmes engagements courants que peuvent signer Mme Quix et M. Goulevant.

Sa signature doit toutefois être accompagnée de la signature d'un de ces deux administrateurs.

Signé :

R. CAMBIER. - F. DELAHAUT. - Mme QUIX. - G. GOULEVANT.

SOCIETE AFRICAINE DES CUIRS ET DERIVES « AFRICUIR »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Costermansville (Congo Belge).

Siège Administratif : St.-Gilles-Bruxelles, 58, rue St.-Bernard.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 207799.

Acte constitutif passé devant M^e Emile MARCHANT, notaire à Uccle-Bruxelles, le 3 février 1947 et publié le 25 août 1947 aux annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge n° 16, pages 782 à 795, et aux annexes du Moniteur Belge du 20 décembre 1947 sous le n° 22086; autorisation publiée le 25 août 1947 au Bulletin Administratif du Congo Belge n° 16, page 1915; Assemblée Générale Extraordinaire du 3 février 1947, notaire Emile MARCHANT, le 3 février 1947, publiée au Bulletin Administratif du Congo Belge n° 16 du 25 août 1947, pages 795 et 796, et aux annexes du Moniteur Belge du 20 décembre 1947, n° 22087.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

Souscripteurs	16.000.000,—
Disponible	432.429,85
Réalisable	3.892.308,35
	<u>20.324.738,20</u>

PASSIF.

Capital	20.000.000,—
Réserve légale	29.398,16
<i>Profits et pertes :</i>	
Report de l'exercice 1951	290.901,79
Bénéfice de l'exercice 1952	4.438,25
	<u>295.340,04</u>
	<u>20.324.738,20</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	13.518,50
Solde créditeur	295,340,04
	<u>308.858,54</u>

CREDIT.

Report à nouveau	290.901,79
Intérêts et escomptes	17.956,75
	<u>308.858,54</u>

Répartition.

Attribution de 5 % à la réserve légale	221,91
Report à nouveau	4.216,34
	<u>4.438,25</u>

Situation du capital.

Versements effectués	4.000.000,—
Capital restant à libérer :	
Tannerie et maroquinerie Belges S. A.	15.680.000,—
M. Paul van Zeeland	40.000,—
M. Herman Feldheim	80.000,—
M. Georges Bouckaert	100.000,—
M. Jacques Feldheim	40.000,—
M. Ernest H. Posselt	40.000,—
Mme Emilie Feldheim	20.000,—
	<hr/>
	20.000.000,—
	<hr/>

Administrateurs en fonctions.

M. Herman FELDHEIM, industriel, 114, Avenue W. Churchill, Uccle-Bruxelles.

M. Georges BOUCKAERT, docteur en droit, 58, rue St.-Bernard, St.-Gilles-Bruxelles.

M. Ernest H. POSSELT, ingénieur, 109, rue Américaine, Ixelles-Bruxelles.

M. Fred. O. FELDHEIM, industriel, Vaduz.

M. Pierre FELDHEIM, industriel, 46, Avenue du Repos, Uccle-Bruxelles.

Commissaires en fonctions.

M. Jacques MOYERSON, docteur en droit, 57, rue Emile Salu, Bruxelles.

M. Charles COLLE, comptable, 45, rue Félix Sterckx, Bruxelles.

Le Conseil d'Administration :

Herman FELDHEIM.

Fred O. FELDHEIM.

Ernest H. POSSELT.

Pierre FELDHEIM.

Les Commissaires :

Charles COLLE.

Jacques MOYERSON.



SOCIETE D'ELEVAGE ET DE CULTURE DE L'UELE « SELCO »

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Poko (Congo Belge).

Siège Administratif : 12, Place de Louvain, Bruxelles.

Reg. Comm. Stanleyville, n° 548.

Reg. Comm. Bruxelles, n° 230227.

Actes Constitutifs :

Annexes du Moniteur Belge, année 1951, n° 2147; année 1952, n° 19095.

Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge : année 1951, n° 2 février 1951; année 1952, n° 8 août 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'Assemblée générale du 14 avril 1953.

ACTIF.

Frais légaux de constitution et d'augmentation de capital .	307.690,35
Frais de 1 ^{er} établissement	88.877,50
Immeubles, matériel et mobilier	6.077.024,33
Mise en Etat du Domaine, Pâturages et voies d'accès .	2.390.656,91
Mise en valeur cultures industrielles	269.058,25
Cheptel	5.465.607,76
Magasins et Cantine	623.003,80
Débiteurs divers	359.219,10
Actionnaires	5.000.000,—
Caisse et Banques	128.947,35
Cautionnements administrateurs et commissaires .	pour mémoire
Perte reportée exercice 1951	59.456,50
Perte exercice 1952 y compris amortissements . .	414.582,35
	<hr/>
	21.184.124,20
	<hr/>

PASSIF.

Capital	20.000.000,—
Fonds d'amortissements	111.287,—
Créditeurs divers	1.044.402,10
Comptes transitoires du passif à régler	28.435,10
Administrateurs et commissaires déposants de cautionnements	pour mémoire
	<hr/>
	21.184.124,20
	<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Pertes d'exploitation	130.779,50
Frais généraux Europe	211.550,10
Amortissements	111.287,—
	<hr/>
	453.616,60
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Rentrées de l'exercice	39.034,25
Mali de l'exercice	414.582,35
	<hr/>
	453.616,60
	<hr/> <hr/>

Situation du capital social.

Entièrement libéré 15.000.000,—

A libérer par les suivants :

S. C. R. L. Plantations de Dembia (Dembia)	1.012.000,—	
S. C. R. L. Cominière (Léopoldville)	876.500,—	
S. C. R. L. Comuélé (Aketi)	438.000,—	
S. C. R. L. Sonag (Léopoldville)	137.500,—	
S. A. Mutuelle Mobilière (Bruxelles)	250.000,—	
S. A. Declée Frères et Cie (Tournai)	1.500.000,—	
M. Alfred Liénart (Woluwé-St.-Pierre)	113.000,—	
M. Freddy Lang (Uccle)	375.000,—	
M. Jules Pire (Poko-C. B.)	100.000,—	
M. Théodore Otso'lig (Dembia-C. B.)	50.000,—	
M. Arsène de Launoit (Bruxelles)	125.000,—	
M. Baron de Steenhault (Vollezele)	23.000,—	
	<hr/>	5.000.000,—
		<hr/>
		20.000.000,—
		<hr/> <hr/>

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. le Baron de Steenhault, Banquier, rue Linde à Vollezele, Président.

M. Théodore Otsolig, Ingénieur Agronome, Dembia, Uélé, Congo Belge, Administrateur-Délégué.

M. Jules-Albert Pire, Directeur de Sociétés, Poko, Uélé, Congo Belge, Administrateur-Directeur.

M. Simon Collin, Administrateur de Sociétés, 35, Boulevard Louis Schmidt, Etterbeek, Administrateur.

M. Paul de Halleux, Administrateur de Sociétés, 21, rue du Vieux Bourg, Bruges, Administrateur.

M. Arsène de Launoit, Administrateur de Sociétés, 4, rue Montoyer, Bruxelles, Administrateur.

M. Charles Desclée de Maredsous, Docteur en Droit, 31, Avenue Elisabeth, Knokke-le-Zoute, Administrateur.

M. Freddy Lang, Industriel, 99, Avenue Houzeau, Uccle, Administrateur.

M. Alfred Liénart, Ingénieur, 196, Avenue de Tervueren, Woluwé-St.-Pierre, Administrateur.

M. Raymond Depireux, Licencié en Sciences Commerciales, 24, rue Jules Lejeune, Ixelles, Commissaire.

M. Fernand Desclée, Ingénieur-Technicien, 161, Boulevard Albert 1^{er}, Nieuport-Bains, Commissaire.

M. Félix Van Bellingen, Directeur de Sociétés, 55, Avenue de l'Emeraude, Schaerbeek, Commissaire.

Le 14 avril 1953.

Certifié conforme.

Un Administrateur,
A. LIENART.

Un Administrateur,
Baron de STEENHAULT.

LOTERIE COLONIALE

5^{me} TRANCHE 1953.

TIRAGE DE LA TRANCHE SPECIALE DE PAQUES.

SAMEDI 11 AVRIL 1953.

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
900	1.000 fr.	228505	2.000.000 fr.
336910	1.000.000 fr.	46935	100.000 fr.
82730	250.000 fr.	387935	1.000.000 fr.
313940	2.000.000 fr.	188055	5.000.000 fr.
5360	5.000 fr.	307775	1.000.000 fr.
1460	5.000 fr.	82085	100.000 fr.
070	1.000 fr.	6295	5.000 fr.
326061	500.000 fr.	1426	5.000 fr.
216361	1.000.000 fr.	380676	5.000.000 fr.
452971	500.000 fr.		
0922	10.000 fr.	7	300 fr.
1862	20.000 fr.	207	1.000 fr.
396482	1.000.000 fr.	5717	10.000 fr.
682	1.000 fr.	89347	100.000 fr.
		320067	1.000.000 fr.
9223	5.000 fr.	52618	100.000 fr.
65753	100.000 fr.	63228	100.000 fr.
		48068	100.000 fr.
		87688	100.000 fr.
24	500 fr.	1419	20.000 fr.
384	1.000 fr.	3619	10.000 fr.
		579	2.500 fr.
		2689	50.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

5^e SCHIJF 1953

TREKKING DER SPECIALE SCHIJF VOOR PASEN

ZATERDAG 11 APRIL 1953.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
900	1.000 fr.	228505	2.000.000 fr.
336910	1.000.000 fr.	46935	100.000 fr.
82730	250.000 fr.	387935	1.000.000 fr.
313940	2.000.000 fr.	188055	5.000.000 fr.
5360	5.000 fr.	307775	1.000.000 fr.
1460	5.000 fr.	82085	100.000 fr.
070	1.000 fr.	6295	5.000 fr.
326061	500.000 fr.	1426	5.000 fr.
216361	1.000.000 fr.	380676	5.000.000 fr.
452971	500.000 fr.		
0922	10.000 fr.	7	300 fr.
1862	20.000 fr.	207	1.000 fr.
396482	1.000.000 fr.	5717	10.000 fr.
682	1.000 fr.	89347	100.000 fr.
		320067	1.000.000 fr.
9223	5.000 fr.	52618	100.000 fr.
65753	100.000 fr.	63228	100.000 fr.
		48068	100.000 fr.
		87688	100.000 fr.
24	500 fr.	1419	20.000 fr.
384	1.000 fr.	3619	10.000 fr.
		579	2.500 fr.
		2689	50.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 MAI 1953.

ANNEXE I

20/5/53
c 27

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

Pages	Pages
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	Mutuelle Mobilière Africaine. 619
631	Plantations et Entreprises Coloniales . . 619
Brasserie du Kasai	Société Africaine pour la Fabrication des Mèches de Sûreté 650
628	Société Congolaise des Dérivés Textiles. 633
Chantier Naval et Industriel du Congo. . 627	Société des Margarineries et Savonneries Congolaises 691-693
Compagnie des Grands Elevages Congo- lais	Société des Plantations de Dembia. . . 695
608	Syndicat de la Cellulose Africaine. . . . 608
Exploitation Forestière au Kasai. 627	Loterie Coloniale. 696
Fédération d'Entreprises Industrielles . . 604	
Fondation Symétain	
622	
Laminoirs, Tréfileries et Cableries du Congo	
669	

Federation d'Entreprises Industrielles

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Albertville.

Siège Administratif : 33, rue du Congrès, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 144.

Constituée suivant acte du notaire Albert Raucq à Bruxelles du 6 avril 1949, statuts approuvés par arrêté royal en date du 15 mai 1949, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 25 juin 1949, n° 13.917 et du « Bulletin Officiel » du 15 juillet 1949.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 22 avril 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier	53.647,20
--------------------	-----------

Disponible :

Banquiers c/libres	4.073.314,84	
Banquiers c/bloqués	57.915,74	
	<hr/>	4.131.230,58

Réalisable :

Portefeuille titres	75.681.940,46	
Portefeuille attributions compensatoires	350.426,—	
Portefeuille en nantissement	58.938.832,—	
	<hr/>	134.971.198,46
Indemnité de nationalisation française		1.322.993,20
Débiteurs divers		6.100.819,25

Comptes débiteurs :

Versements restant à effectuer sur titres	10.509.593,75
Titres déposés pour compte de tiers	660.389,61
Divers	71.475,—

Comptes d'ordre :

Garantie pour compte de tiers	25.000.000,—
Dépôts statutaires	470.000,—

183.291.347,05

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	60.000.000,—
représenté par 60.000 actions de V. N. 1.000 frs.	
Réserve légale	6.000.000,—
Réserve spéciale	15.685.673,87
Fonds de prévoyance	12.085.963,30
	<hr/>
	33.771.637,17
Réserves immunisées	5.793.822,46

Dettes avec garanties :

Banquiers	26.785.740,—
---------------------	--------------

Dettes sans garanties :

Prévision fiscale	1.855.488,05
Créditeurs divers	5.208.365,—
	<hr/>
	7.063.853,05

Comptes créditeurs :

Revenus étrangers bloqués et non transférables	28.830,54
Versements restant à effectuer sur titres	10.509.593,75
	<hr/>
	10.538.424,29

Comptes d'ordre :

Engagements pour compte de tiers	25.000.000,—
Déposants statutaires	470.000,—

Profits et pertes :

Solde créditeur	13.867.870,08
	<hr/>
	183.291.347,05
	<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Intérêts	1.244.545,40
Frais généraux	936.994,76
Amortissements	2.507.952,20
Perte sur change	802,30
Solde créditeur	13.867.870,08
	<hr/>
	18.558.164,74
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	5.610.117,40
Intérêts créditeurs	225.000,—
Revenus du portefeuille	10.026.680,87
Bénéfice sur réalisation de titres	974.476,51
Divers	1.721.889,96
	<u>18.558.164,74</u>

Répartition du bénéfice : frs. 13.867.870,08.

Premier dividende de 6 %	3.600.000,—
Excédent	10.267.870,08

A déduire :

Report de l'exercice précédent	5.610.117,40	
	<u>4.657.752,68</u>	
5 % au conseil d'administration et au collège des commissaires	232.887,60	
5 % au comité de direction	232.887,60	
	<u>465.775,20</u>	
Deuxième dividende de 3 %	1.800.000,—	
A reporter	8.002.094,88	
	<u>13.867.870,08</u>	

Situation du capital au 22 avril 1953.

Versements effectués	60.000.000,—
--------------------------------	--------------

Liste des administrateurs et commissaires en fonctions.

M. Jacques GRAZIA, Industriel, Manoir Tudor, Drève de la Meute, à Waterloo, Président.

M. le Baron Edouard EMPAIN, Industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Vice-Président.

M. Jean van den BERGH van HEEMSTEDE, licencié en sciences financières, 115, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur-Directeur.

M. Guy de la ROCHETTE, Ingénieur, 15, rue Raynouard, à Paris, Administrateur.

M. Maurice LEFRANC, Ingénieur civil, 88, rue Bosquet, à Bruxelles, Administrateur.

M. Henri MARCHAL, Ingénieur civil des mines, 39, rue Dautzenberg, Bruxelles, Administrateur.

M. Ernest TYDGADT, Docteur en droit, 45, Square Ambiorix, à Bruxelles, Administrateur.

M. Pierre François WITMEUR, Docteur en droit, 38, rue Dautzenberg, à Bruxelles, Administrateur.

M. Gaston COCKAERTS, Sous-Directeur de banque, 37, rue Victor Leffèvre, à Bruxelles, 3, Commissaire.

M. Arille DESCAMPS, Comptable, 62, avenue Parmentier, Woluwé St.-Pierre, Commissaire.

Un Administrateur,

E. TYDGADT.

L'Administrateur-Directeur,

van den BERGH.

Federation d'Entreprises Industrielles

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Albertville.

Siège Administratif : 33, rue du Congrès, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 144.

NOMINATIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 22 avril 1953.*

L'assemblée élit en qualité d'administrateur M. le Comte Hermano da SILVA RAMOS. Son mandat expirera après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur M. Jacques GRAZIA, le Baron Edouard EMPAIN et M. Jean van den BERGH van HEEMSTEDÉ, administrateurs sortants et rééligibles. Leur mandat expirera après l'assemblée générale ordinaire de 1959.

L'assemblée réélit en qualité de Commissaire M. Arille DESCAMPS, dont le mandat expirera après l'assemblée générale ordinaire de 1955.

Bruxelles, le 24 avril 1953.

Un Administrateur,

E. TYDGADT.

Un Administrateur,

J. van den BERGH van
HEEMSTEDÉ.

Syndicat de la Cellulose Africaine

Par décision du Conseil d'Administration en date du 11 mars 1953, le bureau administratif a été transféré 51 rue des Petits Carmes à Bruxelles, dans les locaux du Comité Spécial du Katanga.

Compagnie des Grands Elevages Congolais

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Biano (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 44043.

AUGMENTATION DU CAPITAL. MODIFICATIONS DES STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-trois.

Le douze mars.

A Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Devant Maître ALBERT RAUCQ, notaire à Bruxelles, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, régie par les lois en vigueur dans la Colonie Belge, et dénommée : « *Compagnie des Grands Elevages Congolais* », ayant son siège social à Biano (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 4.

Société constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hauchamps, notaire à Ixelles, le neuf janvier mil neuf cent trente, autorisée par Arrêté Royal du onze février mil neuf cent trente, acte publié aux Annexes au Moniteur belge du vingt-trois janvier mil neuf cent trente, sous le n° 1000 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mars mil neuf cent trente.

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par le même notaire le seize décembre mil neuf cent trente-sept, publié aux Annexes au Moniteur belge du trente-un décembre mil neuf cent trente-sept, sous le n° 17.087 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze mai mil neuf cent trente-huit. Société immatriculée au Registre du Commerce de Bruxelles, sous le numéro 44043.

(1) Arrêté royal du 20 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1953. — 1^{re} Partie.

BUREAU.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Pierre ORTS, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles (Bruxelles), Avenue Jeanne. 33, président du conseil d'administration.

Monsieur le Président choisit comme secrétaire Monsieur le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, Officier retraité, demeurant à Bruxelles, rue Vilain XIII, n° 22 et comme scrutateurs Messieurs René-Jacques Guyaux, docteur vétérinaire au Ministère des Colonies, demeurant à Bruxelles, Champ du Vert Chasseur, 85 et Hubert Fisson, Directeur honoraire au Ministère des Colonies, demeurant à Ixelles (Bruxelles), Avenue Emile de Béco, n° 95.

Messieurs Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest (Bruxelles), Avenue Molière, n° 90, Gaston Heenen, général-major honoraire, demeurant à Ixelles (Bruxelles), Chaussée d'Ixelles, 126, baron Léon Lambert, banquier, demeurant à Bruxelles, Avenue Marnix, 24, Gilbert Mullie, médecin-vétérinaire, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Boulevard Brand Whitlock, 58 et Paul Philippson, banquier, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, Avenue Général baron Empain, 17, autres administrateurs présents, complètent le bureau.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures ou les dénominations et sièges sociaux, ainsi que le nombre de titres de chacun d'eux, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

Cette liste de présence est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture faite, cette liste de présence est revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence sont toutes sous seings privés et demeurent également ci-annexées.

EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter que :

I. La présente assemblée a pour ordre du jour :

« 1° Expression du capital et des écritures sociales en francs congolais.

» 2° Augmentation du capital à concurrence de deux millions trois cent cinquante-cinq mille neuf cent soixante et un francs trente-trois centimes congolais pour le porter de vingt-deux millions six cent quarante-quatre mille trente-huit francs soixante-sept centimes congolais à vingt-cinq millions de francs congolais par incorporation au capital d'une somme de deux millions trois cent cinquante-cinq mille neuf cent soixante et un francs trente-trois centimes congolais à prélever sur le fonds de réserve.

» Création en représentation de cette augmentation de capital de quatre mille sept cent cinquante et une parts sociales du même type que les parts existantes et participant aux bénéfices de l'exercice en cours.

» Ces quatre mille sept cent cinquante et une parts nouvelles seront réparties entièrement libérées entre les actionnaires actuels proportionnellement à leurs droits.

» 3^e Constatation de la réalisation effective de l'augmentation du capital.

» 4^e Modification des articles suivants des statuts.

» Article quatre : a) Alinéa premier : pour remplacer les mots « prenant cours ce jour » par les mots « prenant cours le jour de son autorisation par Arrêté Royal » ;

» b) Alinéa deux : pour insérer les mots « sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal » après les mots « elle peut être prorogée ».

» Article cinq : Pour le mettre en rapport avec la situation nouvelle du capital.

» Article six : Pour compléter l'exposé de la formation du capital.

» Article huit : Pour ajouter au premier alinéa les mots « et sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal » ;

» Article dix : pour ajouter à l'antépénultième alinéa les mots « et ultérieurement après l'Arrêté Royal autorisant l'augmentation du capital » ;

» Article trente-sept : deuxième alinéa : Pour exprimer le premier dividende en francs congolais.

» Article trente-neuf : a) Pour insérer un texte qui deviendra le premier alinéa et qui prévoira le cas de dissolution de la société pour perte du capital.

» b) deuxième alinéa : Pour exprimer le remboursement de chaque part sociale en francs congolais.

» 5^e Pouvoirs à conférer au Conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent. »

II. Toutes les parts sociales étant nominatives, les convocations ont été faites par lettres recommandées adressées aux actionnaires le dix-neuf février mil neuf cent cinquante-trois.

Il résulte de la liste de présence que sur les quarante-cinq mille deux cent quarante-neuf parts sociales existantes, il en est représenté quarante-cinq mille cent quarante-neuf.

La présente assemblée est donc en nombre pour statuer et délibérer valablement sur l'ordre du jour.

III. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

La limitation prévue à l'alinéa qui précède ne s'applique cependant pas aux parts appartenant à la Colonie du Congo Belge ou au Comité spécial du Katanga.

Toutefois, les dites parts ne peuvent être comptées dans le vote pour un nombre supérieur à la moitié plus une.

IV. Pour assister à l'assemblée les propriétaires de parts sociales se sont conformés à l'article trente et un des statuts relatif aux conditions d'admission à l'assemblée.

V. Pour être admises, les propositions à l'ordre du jour doivent réunir les trois-quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et après avoir délibéré prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Expression du capital.

L'assemblée décide d'exprimer le capital et les écritures sociales en francs congolais.

Vote.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION.

Augmentation du capital.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de deux millions trois cent cinquante-cinq mille neuf cent soixante et un francs trente-trois centimes congolais pour le porter de vingt-deux-millions six cent quarante-quatre mille trente-huit francs soixante-sept centimes congolais à vingt-cinq millions de francs congolais par incorporation au capital d'une somme de deux millions trois cent cinquante-cinq mille neuf cent soixante et un francs trente-trois centimes congolais prélevée sur le fonds de réserve.

En représentation de cette augmentation de capital, l'assemblée décide de créer quatre mille sept cent cinquante et une parts sociales du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les parts existantes et participant aux bénéfices de l'exercice en cours.

Ces quatre mille sept cent cinquante et une actions nouvelles seront réparties entièrement libérées entre les actionnaires actuels, proportionnellement au nombre de titres possédés par eux.

Vote.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION.

Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital.

Messieurs Pierre Orts, Gaston de Formanoir de la Cazerie, Gaston Heenen, Baron Léon Lambert, Gilbert Mullie, Paul Philippson et Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, administrateurs présents, déclarent, et tous les membres de l'assemblée reconnaissent, que l'augmentation de capital est ainsi effectivement réalisée, que le capital est porté à vingt-cinq millions de francs congolais et est représenté par cinquante mille parts sociales représentant chacune un-cinquante millième de l'avoir social.

Ces parts sont sans mention de valeur nominale.

Vote.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION.

Modification des statuts.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Article quatre : Cet article est remplacé par le texte suivant :

« La société est constituée pour une durée de trente années prenant
» cours le jour de son autorisation par Arrêté Royal.

» Elle peut être prorogée, sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal
» ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modifications aux statuts. »

Article cinq : Cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à vingt-cinq millions de francs congolais. Il
» est divisé en cinquante mille parts sociales représentant chacune un-
» cinquante millième de l'avoir social.

» Ces parts sont sans mention de valeur nominale ».

Article six :

a) le premier alinéa portera le numéro I en chiffre romain.

b) le cinquième alinéa portera le numéro II en chiffres romains.

c) le texte suivant est ajouté à l'article six :

« III. — L'assemblée générale extraordinaire du douze mars mil neuf
» cent cinquante-trois a décidé :

» A) D'exprimer le capital en francs congolais.

» B) D'augmenter le capital à concurrence de deux millions trois cent
» cinquante-cinq mille neuf cent soixante et un francs trente-trois centi-
» mes congolais pour le porter à vingt-cinq millions de francs congolais
» par incorporation de réserve. En représentation de cette augmentation
» de capital il a été créé quatre mille sept cent cinquante et une parts
» sociales du même type que les parts existantes. »

Article huit : Le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs
» fois par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière
» de modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par Arrêté
» Royal. »

Article dix : L'antépénultième alinéa est remplacé par le texte sui-
vant :

« La cession de la part sociale au porteur s'opère par la seule tradition
» du titre. Les cessions de parts sociales ne seront valables qu'après que
» la fondation de la société aura été autorisée par Arrêté Royal et ulté-
» rieurement après l'Arrêté Royal autorisant l'augmentation du capital. »

Article trente-sept : Le troisième alinéa est remplacé par le texte sui-
vant :

« Ensuite, la somme nécessaire pour payer un dividende pouvant attein-
» dre trente-cinq francs congolais, à chaque part sociale, au prorata du
» montant dont elle est libérée et prorata temporis. »

Article trente-neuf :

a) Le texte suivant est inséré et deviendra le premier alinéa de l'ar-
ticle trente-neuf :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doi-
» vent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes pres-
» crites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de
» la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution
» pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts
» représentées à l'assemblée. »

b) La première phrase du deuxième alinéa est remplacée par le texte
suivant :

« Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liqui-
» dation, l'actif net sert d'abord à rembourser à chaque part sociale une
» somme de cinq cents francs congolais. »

Vote.

Chacune de ces modifications est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION.

Pouvoirs.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour l'exécution des résolutions qui précèdent et notamment de procéder à la répartition des nouveaux titres entre les actionnaires proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Il peut notamment fixer les soultes nécessaires à la répartition exacte des parts.

Vote.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Frais.

Monsieur le Président déclare que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la société en raison de l'augmentation de capital s'élève à trente mille francs environ.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les résolutions qui précèdent sont prises sous la condition suspensive de leur autorisation par Arrêté Royal, conformément à la loi coloniale.

La séance est levée à onze heures et demie.

De tout quoi, le notaire soussigné a dressé le procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et tous les actionnaires présents ont signé avec le notaire

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le dix-sept mars mil neuf cent cinquante-trois.

Volume 221. Folio 22. Case 5. Cinq rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur int. (signé) A. Vandecavey.

ANNEXE.

COMPAGNIE DES GRANDS ELEVAGES CONGOLAIS.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Biano (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 44.043.

Assemblée générale extraordinaire du 12 mars 1953.

LISTE DE PRESENCE.

ACTIONNAIRES	Nombre de parts sociales	MANDATAIRES	Signatures
La Colonie du Congo Belge . .	4.092	Monsieur René-Jacques Guyaux, docteur vétérinaire au Ministère des Colonies, Champ du Vert Chasseur, 85, Bruxelles.	R. Guyaux
Le Comité Spécial du Katanga, ayant son siège à Bruxelles, rue des Petits Carmes, N° 31. . .	5.296	Monsieur Hubert Fisson, Directeur honoraire au Ministère des Colonies, 95, avenue Emile de Béco, Ixelles-Bruxelles.	H. Fisson
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, N° 4.	19.818	Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière, Forest-Bruxelles.	G. de Formanoir de la Cazerie
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge), et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, N° 4	3.787	Monsieur le Baron Lambert, banquier, avenue Marnix, N° 24, à Bruxelles.	L. Lambert
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge » ayant son siège social à Kambaie (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Royale, N° 42 . .	3.362	Monsieur le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, Officier retraité, 22, rue Vilain XIII à Bruxelles.	R. Le Sergeant d'Hendecourt

ACTIONNAIRES	Nombre de parts sociales	MANDATAIRES	Signatures
La société en nom collectif « F.M. Philippson et Compagnie » ayant son siège social à Bruxelles, rue de l'Industrie, N° 44.	1.800	Monsieur Paul Philippson, banquier, 17, avenue Général baron Empain à Woluwé-St-Pierre.	P. Philippson
La société coopérative « Middenkredietkas van den Boerenbond » ayant son siège social à Louvain, rue des Récollets, N° 20. . . .	2.000	Monsieur Gilbert Mullie, médecin-vétérinaire à Woluwé-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, N° 58.	G. Mullie
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Ciments du Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue de Namur, N° 48.	91	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société d'Entreprises et de Travaux en béton au Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue de Namur, N° 48.	54	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue de Namur, N° 48.	36	Monsieur Pierre Orts, administrateur de sociétés, à Ixelles-Bruxelles, avenue Jeanne, 33.	P. Orts
Monsieur Joseph Moise, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de la Vallée, N° 41	100	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
Monsieur Jules-Benoît Van Bleyenbergh, ingénieur A.Ī.A. demeurant à Bruxelles, avenue de l'Uruguay, N° 3.	10		J. Van Bleyenbergh
Monsieur Jules Mathieu Gielen, expert immobilier, demeurant à Uccle, Dieweg, N° 54.	100	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie Financière Africaine » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège admi-		Monsieur Pierre Orts.	P. Orts

ACTIONNAIRES	Nombre de parts sociales	MANDATAIRES	Signatures
nistratif à Bruxelles, rue du Commerce, N° 110	2.000		
La Société de droit de la Principauté de Lichtenstein (Anstalt) Etablissement général de Participations « Edpar in Vaduz » ayant son siège à Vaduz . . .	303	Monsieur Paul Philippson.	P. Philippson
Madame la baronne Lucie-Marie-Ghislaine de Tornaco, sans profession, veuve du baron Robert Snoy, demeurant à Ixelles, avenue Molière, N° 209	50	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
Monsieur Raoul-Raymond-Maurice baron Snoy, ingénieur, demeurant à Ixelles, avenue Molière, N° 209	25	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
Madame la baronne Snoy de Tornaco, prénommée, usufruitière de vingt-cinq parts et et Monsieur Raoul baron Snoy, prénommé, nu-propriétaire de vingt-cinq parts	25	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
Monsieur Jacques-Jean-Joseph Errera, professeur à l'Université, demeurant à Bruxelles, rue Royale, N° 14	200	Monsieur Jules Van Bleyenbergh.	J. Van Bleyenbergh
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Compagnie du Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue de Bréderode, N° 13	2.000	Monsieur Gaston Heenen, général-major honoraire, à Ixelles-Bruxelles, chaussée d'Ixelles, 126.	G. Heenen

Arrêté à : 45.149 parts sociales.

Le Président :
(signé) P. ORTS.

Le Secrétaire :
(signé) R. LE SERGEANT D'HENDECOURT.

Les Scrutateurs :
(signé) R. GUYAUX; H. FISSON.

Les administrateurs présents :

(signé) Léon Lambert, G. Heenen, G. de Formanoir de la Cazerie,
G. Mullie, P. Philippson.

Signée « ne varietur » pour demeurer annexée au procès-verbal dressé
par Maître Albert Raucq, le 12 mars 1953.

(signé) Albert Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le 17 mars 1953, volume 28,
folio 57, case 7, deux rôles, renvoi

Reçu : quarante francs.

Le Receveur : (signé) A. Vandecavey.

Pour expédition conforme :

(signé) Albert RAUCQ.

Albert Raucq, Notaire à Bruxelles, Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Raucq,
Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 1876.

Bruxelles, le 24 mars 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Mon-
sieur Jean Hubrecht, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 25 mars 1953.

Le Chef de Bureau : (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
Monsieur Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 mars 1953.

Le Conseiller-adjoint : (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 15 avril 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 15 April 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Plantations et Entreprises Coloniales

Société Anonyme

*Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général
du 23 avril 1953.*

« Les Membres du Conseil Général prenant acte de la démission de
» Monsieur VERVOOREN, désignent à l'unanimité Monsieur M. DE-
» GUENT en qualité d'Administrateur, pour achever le mandat devenu
» vacant et ce, en conformité avec l'article 15 des Statuts. »

Pour copie certifiée conforme (article 36 des Statuts).

PLANTATIONS ET ENTREPRISES COLONIALES.
Société Anonyme.

Un Administrateur,
Illisible.

Le Président,
Illisible.

Mutuelle Mobilière Africaine

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville.

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles n° 229.515.

Léopoldville n° 2.007.

Constituée le 9 décembre 1950 par devant M^e Guy Mourlon-Beernaert,
notaire, de résidence à Bruxelles. Autorisée par arrêté du Prince Royal
le 19 janvier 1951, acte publié au Bulletin Officiel du Congo Belge le
15 février 1951.

Bilan au 31 décembre 1952.

approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 20 avril 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Concessions et mise en valeur	1.914.987,—	
Frais de constitution	124.592,97	
	<hr/>	2.039.579,97

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisse et Banquiers	514.321,28	
Portefeuille	23.367.279,75	
Débiteurs divers	28.316.260,92	
Comptes transitoires	1.205.015,40	
	<hr/>	53.402.877,35

III. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements statutaires et divers	P. M.	
	<hr/>	55.442.457,32
		<hr/>

PASSIF.

I. — *Envers elle même :*

Capital	10.000.000,—
-------------------	--------------

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	44.237.441,92	
Comptes transitoires	1.205.015,40	
	<hr/>	45.442.457,32

III. — *Comptes d'ordre :*

Administ. et Commiss. Cautionnements	P. M.	
	<hr/>	55.442.457,32
		<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et divers	64.869,80	
Amortissements	284.728,93	
	<hr/>	349.598,73
		<hr/>

CREDIT.

Produit du Portefeuille et divers	349.598,73
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement versé.

Administrateurs et Commissaire en fonction.

M. le Comte de LAUNOIT, Paul, industriel, avenue Franklin Roosevelt, 19, Bruxelles, administrateur, président du Conseil.

M. de LAUNOIT, Arsène, industriel, rue Montoyer, 4, Bruxelles, administrateur-délégué.

M. de LAUNOIT, Paul-Marie, administrateur de société, avenue Montjoie, 92, à Bruxelles, administrateur.

M. LAMBERT, Henri, directeur de société, 68 i, rue de la Mutualité, Bruxelles, Commissaire.

S. C. R. L. MUTUELLE MOBILIERE AFRICAINE.

Un Administrateur,
Paul-Marie de LAUNOIT.

Un Administrateur,
/ Arsène de LAUNOIT.

— —

Fondation Symétain pour l'Amélio
Etablissement d'Utilité Publique sous

COMPTES DE

COMPTES

	FRAIS		
	Reports au 1-1-1952	Dépenses de l'exercice	Totaux au 31-12-1952
A. — Dépenses définitives.			
<i>Section Administrative</i>	5.126.289,40	1.448.935,95	6.575.225,35
<i>Section Médico-sociale :</i>			
Féminine	12.856.800,54	6.465.828,—	19.322.628,54
Masculine	3.084.921,60	1.012.362,—	4.097.283,60
<i>Section Agricole et d'élevage</i>	3.108.690,—	1.252.390,—	4.361.080,—
<i>Section Enseignement</i>	3.664.463,50	2.131.703,—	5.796.166,50
<i>Intervention dans Equipement de la Mission Cemubac au Maniéma</i>	—	—	—
<i>Intervention dans Achèvement de l'Eglise des RR. PP. Blancs à Kamisuku</i>	—	—	—
<i>Installation eau potable quartier Fondation. . .</i>	—	—	—
<i>Intervention dans paysannat Nord-Elila</i>	—	156.418,—	156.418,—
	27.841.165,04	12.467.636,95	40.308.801,99

B. — Disponible et sommes à recevoir.

<i>Dépôts à vue et à court terme</i>	
<i>Portefeuille-titres</i>	
<i>Débiteurs divers</i>	
<i>Caisse d'Epargne et de Prêts pour Indigènes : Comptes de Prêts</i>	

COMPTES

A. — Fonds Propres.

Dotations :

<i>Dotation initiale (art. 14 des statuts)</i>	
<i>Dotations complémentaires Symétain</i>	

ration du Bien-Etre des Indigènes

le régime du décret du 19 juillet 1926.

L'EXERCICE 1952.

DEBITEURS.

IMMOBILISATIONS			TAUX		
Reprbts au 1-1-1952	Dépenses de l'exercice	Totaux au 31-12-1952	Reports au 1-1-1952	Dépenses de l'exercice	Totaux au 31-12-1952
1.751.933,—	199.216,—	1.951.149,—	6.878.222,40	1.648.151,95	8.526.374,35
6.815.724,20	1.770.173,—	8.585.897,20	19.672.524,74	8.236.001,—	27.908.525,74
6.502.597,15	1.169.924,—	7.672.521,15	9.587.518,75	2.182.286,—	11.769.804,75
6.381.752,50	1.606.983,—	7.988.735,50	9.490.442,50	2.859.373,—	12.349.815,50
10.501.337,—	3.755.001,—	14.256.338,—	14.165.800,50	5.886.704,—	20.052.504,50
1.280.748,40	—	1.280.748,40	1.280.748,40	—	1.280.748,40
1.722.102,—	28.975,—	1.751.077,—	1.722.102,—	28.975,—	1.751.077,—
870.290,—	—	870.290,—	870.290,—	—	870.290,—
—	141.842,—	141.842,—	—	298.260,—	298.260,—
35.826.484,25	8.672.114,—	44.498.598,25	63.667.649,29	21.139.750,95	84.807.400,24

.....	35.717.056,34
.....	12.040.960,—
.....	207.392,—
.....	175.150,—
	<u>48.140.558,34</u>
Total	<u>132.947.958,58</u>

CREDITEURS.

.....	50.000.000,—
.....	80.000.000,—
	<u>130.000.000,—</u>

Revenus de Placements temporaires :

Revenus sur portefeuille.
Intérêts bancaires et divers

Recettes diverses

B. — Dettes envers les tiers.

Créditeurs divers
Caisse d'Epargne et de Prêts pour Indigènes : Comptes d'Epargne

Copie certifié conforme.

Fondation Symétain pour l'Amélioration du Bien-Etre des Indigènes.

Le Secrétaire Trésorier,
Illisible.

Le Vice-Président,
Illisible.

	Reports au 1-1-1952	Revenus de l'exercice	Totaux au 31-12-1952
.	642.777,15	488.160,—	1.130.937,15
.	461.631,50	312.606,—	774.237,50
	<hr/>		
.	1.104.408,65	800.766,—	
	<hr/>		1.905.174,65
.			45.578,08
			<hr/>
			131.950.752,73
.			483.000,85
.			514.205,—
			<hr/>
			997.205,85
			<hr/>
			Total 132.947.958,58
			<hr/>

Arrêté par le Conseil d'Administration en séance du 24 avril 1953.

Les Membres,

Le Président,

**Fondation Symétain pour
l'Amélioration du Bien-Etre des Indigènes**
Etablissement d'Utilité Publique
sous le régime du décret du 19 juillet 1926.

Budget de l'exercice 1953.

	DEPENSES		
	sous déduction des subsides et recettes escomptables		
	de Frais frs.	d'Immobilisation frs.	Totales frs.
I. Section Administrative . . .	1.407.230,—	33.000,—	1.440.230,—
II. Section sociale :			
A. Service médico-social féminin .	6.566.800,—	1.083.710,—	7.650.510,—
B. Service social masculin . . .	1.001.150,—	777.200,—	1.778.350,—
III. Section agricole et élevage . . .	808.400,—	413.000,—	1.221.400,—
IV. Section enseignement	1.496.596,—	804.799,—	691.797,—
V. Intervention dans paysannat Nord-Elila	290.800,—	—	290.800,—
VI. Divers	—	219.252,—	219.252,—
	11.570.976,—	1.721.363,—	13.292.339,—
<i>A déduire :</i>			
Recettes diverses	1.153.635,—	—	1.153.635,—
	10.417.341,—	1.721.363,—	12.138.704,—
Réserve pour imprévus			1.000.000,—
Total général			13.138.704,—

Certifié conforme.

Bruxelles, le 24 avril 1953.

Le Secrétaire Trésorier,
Louis ORTS.

Le Vice-Président,
Raymond ANTHOINE.

Exploitation Forestière au Kasai
Société Congolaise à responsabilité limitée.
Siège Social à Elisabethville (Congo Belge).

*Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'Administration
du 17 mars 1953.*

Monsieur VAN MULDERs ayant demandé à être déchargé de ses fonctions d'administrateur-délégué, du fait de l'extension de son activité dans d'autres sociétés, le Conseil appelle à ces fonctions Monsieur J. DE BUSSCHERE.

Ses pouvoirs seront identiques à ceux accordés antérieurement à Monsieur VAN MULDERs.

Bruxelles, le 28 avril 1953.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,
Illisible.

Le Président,
Illisible.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Messieurs Sorel et Jadot, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 29 avril 1953.

Le Conseiller-adjoint, N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Chantier Naval et Industriel du Congo
Société Congolaise à responsabilité limitée.
Siège Social : Léopoldville, Congo Belge.
Siège Administratif : 37, Square de Meeûs, Bruxelles.
Registre du commerce de Bruxelles n° 11999.

REMPLACEMENT D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général du 22 avril 1953.

Désignation provisoire de M. Georges REGNIER, Ingénieur civil, demeurant, 11, avenue de l'Orée, Bruxelles, pour continuer le mandat devenu vacant par suite du décès de M. Adolphe RUWET. Le Conseil Général marque son accord, à l'unanimité, sur cette désignation. Il sera procédé au remplacement définitif de M. Adolphe RUWET par la prochaine Assemblée Générale.

Bruxelles, le 27 avril 1953.

Pour extrait conforme :

Le Président du Conseil,
P. JENTGEN.

Brasserie du Kasai

Société congolaise à responsabilité limitée.

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le vingt-six mars,

Par devant Nous, Maître Albert SNEYERS d'ATTENHOVEN, Notaire à Bruxelles.

A comparu :

La « BRASSERIE DU KASAI », Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Luluabourg, Congo Belge,

Constituée suivant acte reçu le cinq juillet mil neuf cent cinquante et un, par Maître Albert RAUCQ, à l'intervention de son confrère, Armand WYFFELS, tous deux notaires résidant à Bruxelles, dont les statuts ont été approuvés par arrêté royal du vingt-six août mil neuf cent cinquante et un, et publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze septembre de la même année.

Ici représentée par deux administrateurs de la Société, savoir :

1. Monsieur René LANEAU, Ingénieur, domicilié à Cortenberg, 63, Kievitstraat.

2. Monsieur Claude-Prosper WIELEMANS, Ingénieur commercial, U. L. B., domicilié à Bruxelles, 168, avenue Franklin Roosevelt.

Conformément à l'article vingt-cinq des statuts.

Lesquels comparants, es dite qualité, ont déclaré par les présentes, constituer pour mandataire spécial Monsieur Henri DE VUYST, Directeur Général de la dite Société, résidant à Luluabourg, représentant légal au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et les pays avoisinants de la Brasserie du Kasai, lequel possédera les pouvoirs généraux et spéciaux suivants :

Représenter la Société dans la Colonie du Congo Belge, au Ruanda-Urundi et même dans les Colonies et pays avoisinants auprès de toutes autorités gouvernementales, judiciaires et administratives comme aussi auprès de toutes sociétés, associations, communautés et tous particuliers et y exécuter toutes décisions du Conseil d'Administration dont l'effet doit s'y produire.

Faire, dans les mêmes régions, tous actes de gestion journalière, tous actes d'administration, toutes entreprises, passer tous marchés et contrats, les exécuter.

Assister à toutes opérations de bornage et de délimitation, introduire toutes actions à ce sujet, y défendre, fixer les bornes et délimitations.

Prendre ou donner en location tous immeubles, moyennant tels prix ou soultes, dans telle forme et sous les charges, clauses et conditions que le mandataire jugera convenir.

Aux effets ci-dessus, faire toutes déclarations auprès de toutes autorités et de tous fonctionnaires, et remplir toutes formalités.

En général, faire toutes opérations rentrant dans l'objet social, tel qu'il est défini à l'article trois des statuts, sous réserve que les acquisitions, aliénations, échanges, transferts de propriété, inscriptions et radiations

hypothécaires, participations à toutes entreprises, existantes ou à créer, devront pour être valables, être faits conjointement avec un administrateur en fonctions de la Société.

Nommer, congédier, révoquer tous agents, employés, préposés et ouvriers, leur infliger toutes peines disciplinaires, fixer leurs attributions, émoluments, rétributions, salaires, gratifications et cautionnements s'il y a lieu, signer tous contrats, remplir toutes formalités administratives ou judiciaires pour le louage des services et le recrutement des travailleurs indigènes. Négocier et conclure tous contrats d'entreprises, les rétrocéder, contracter avec tous sous-traitants.

Des administrations postales et télégraphiques, des chemins de fer, des services de navigation et de messagerie, retirer tous plis et objets assurés, recommandés ou autres, quelle que soit la valeur déclarée, retirer ou toucher tous envois d'argent ou autres, mandats, quittances, accreditifs, chèques, titres ou valeurs quelconques, retirer tous tolis, caisses, ballots, paquets, exiger la remise de tous dépôts, du tout donner bonne et valable quittance et décharge.

Faire et retirer tous dépôts en Banque, signer tous mandats, chèques et acquits, remplir toutes formalités, en douane, acquitter tous droits, faire toutes réclamations.

Toucher et recevoir toutes sommes en principal, intérêts et accessoires, tous prix, créances, redevances, indemnités, etc., consentir toutes délégations, subrogations, mentions.

Payer toutes sommes qui pourraient être dues, acquitter tous impôts, taxes et contributions, faire toutes déclarations à cet égard, se pourvoir en dégrèvement, réclamer la restitution des sommes payées, les recevoir.

En cas de contestation, introduire toutes actions judiciaires, citer et comparaître, soit en demandant, soit en défendant, devant tous juges, cours et tribunaux compétents, se concilier, traiter, transiger, compromettre, nommer arbitres et experts.

Consentir tous délais et réductions de créances, à défaut d'arrangement amiable, suivre devant les tribunaux compétents, appeler, se pourvoir contre tous jugements et arrêts, obtenir tous jugements définitifs, les faire signifier et exécuter, exercer toutes contreintes et diligences nécessaires, pratiquer toutes saisies et oppositions, prendre toutes inscriptions, poursuivre toutes expropriations, produire à tous ordres et distributions par contributions, y exercer les droits de la dite société, consentir toutes mainlevées et tous désistements.

De toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer bonne et valable quittance, renoncer à tous droits réels et donner mainlevées de toutes inscriptions, transcriptions, saisies, oppositions et tous autres empêchements quelconques, tant avant qu'après paiement.

Signer toutes correspondances, signer et émarger tous actes, procès-verbaux, registres, documents ou pièces quelconques, relatifs aux objets ci-dessus, élire domicile, substituer une ou plusieurs personnes, dans tout ou partie des présents pouvoirs, révoquer les dites substitutions et en faire de nouvelles.

Dont acte sur Projet.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé et Nous, Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. I., le vingt-sept mars mil neuf cent cinquante-trois, volume 1126, folio 56, case 2, deux rôles un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur : signé Denys.

Pour expédition conforme.

A. SNYERS D'ATTENHOVEN, Notaire.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Snyers d'Attenhoven.

Reçu quatre francs. N° 2071.

Bruxelles, le 24 avril 1953.

(sé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 avril 1953.

Le Chef de Bureau, R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 25 avril 1953.

Le Conseiller-adjoint, N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi

	28-2-1953	31-3-1953	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>
ACTIF — ACTIVA.			
Encaisse or <i>Goudvoorraad.</i>	3.699.450.868,38	3.827.459.220,34	+ 128.008
Avoirs en monnaies convertibles en or <i>Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.</i>	4.219.158.359,72	4.615.076.343,22	+ 395.918
Avoirs en francs belges. <i>Tegoed in Belgische franken.</i>			
Banques et divers organismes <i>Banken en diverse organismen.</i>	69.259.827,11	509.215.983,15	+ 439.956
Certificats du Trésor belge <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>	1.150.000.000,—	900.000.000,—	— 250.000
Autres avoirs <i>Andere tegoeden.</i>	37.839.809,25	94.550.770,25	+ 56.711
Francs belges à recevoir <i>Te ontvangen Belgische franken.</i>	2.225.000.000,—	2.075.000.000,—	— 150.000
Avoirs en autres monnaies <i>Tegoed in andere deviezen.</i>	23.459.512,81	27.712.201,67	+ 4.253
Débiteurs pour change et or à terme <i>Debiteuren wegens termijnverkopen van deviezen en goud.</i>	1.722.694,50	764.440,—	— 958
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi <i>Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>	—	525.612,28	+ 526
Avances sur fonds publics et substances précieuses <i>Voorschotten op overheidsfondsen en edele stoffen.</i>	18.903.957,—	17.045.529,15	— 1.858
Avoirs aux offices des chèques postaux <i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>	15.392.405,71	4.654.511,22	— 10.738
Effets publics belges émis en francs congolais <i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong. franken.</i>	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—
Fonds publics (Art. 6, Par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts) <i>Overheidsfondsen (Art. 6, Par. 1, litt. 12 et 13 der Statuten).</i>	102.503.766,95	102.503.766,95	—
Immeubles — Matériel — Mobilier <i>Gebouwen — Materieel — Meubelen.</i>	63.077.943,20	64.936.271,20	+ 1.858
Divers <i>Diversen.</i>	136.762.320,26	184.357.421,67	+ 47.595
	<u>16.198.694.702,45</u>	<u>16.859.965.408,66</u>	<u>+ 611.271</u>

PASSIF — PASSIVA.

Billets et monnaies métalliques en circulation	4.127.922.110,75	4.095.970.684,65	—	31.952
<i>Biljetten en metalen munten in omloop.</i>				
Comptes-courants et créditeurs divers.				
<i>Rekeningen-courant en diverse crediteuren.</i>				
Congo Belge	3.827.054.663,44	3.824.452.328,75	—	2.602
<i>Belgisch-Congo.</i>				
Ruanda-Urundi	323.503.450,21	349.145.097,86	+	25.642
Comptes-courants divers	2.930.956.683,87	3.810.310.293,30	+	879.353
<i>Diverse rekeningen-courant.</i>				
Valeurs à payer	2.611.488.474,54	2.224.013.020,07	—	387.475
<i>Te betalen waarden.</i>				
Total des engagements à vue	13.820.925.382,81	14.303.891.424,63	+	482.966
<i>Totaal der verbintenissen op zicht.</i>				
Engagements en francs belges.				
<i>Verbintenissen in Belgische franken.</i>				
A vue	428.094.794,44	474.609.524,99	+	46.515
<i>Op zicht.</i>				
A terme	280.000.000,—	110.000.000,—	—	170.000
<i>Op termijn.</i>				
Engagements en monnaies étrangères.				
<i>Verbintenissen in buitenlandse deviezen.</i>				
En monnaies convertibles	1.356.075.497,10	1.667.173.584,04	+	311.098
<i>In omzethare deviezen.</i>				
En autres monnaies	22.404.572,26	10.800.555,03	—	11.604
<i>In andere deviezen.</i>				
Monnaies étrangères et or à livrer	1.701.380,50	765.000,—	—	936
<i>Te leveren buitenlandse deviezen en goud.</i>				
Divers	139.493.075,34	142.725.319,97	+	3.232
<i>Diversen.</i>				
Capital	150.000.000,—	150.000.000,—	—	
<i>Kapitaal.</i>				
	16.198.694.702,45	16.859.965.408,66	+	611.271

H. LENAERT,
Directeur.

P. CHARLES,
Gouverneur.

« Société Congolaise des Dérivés Textiles »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

—
CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt cinq mars.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

Ont comparu :

1. Compagnie Cotonnière Congolaise, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue du Trône, numéro 27.

Ici représentée par Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 92, suivant procuration du dix neuf de ce mois.

2. Anciens Etablissements Martin Frères, société anonyme établie à Lambermont-Verviers, rue Victor Besme, numéro 76.

Ici représentée par Monsieur Franz-Edouard Martin, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un de ce mois.

3. Tréfileries Léon Bekaert, société de personnes à responsabilité limitée, établie à Zwevegem.

Ici représentée par Monsieur Albert Bousson, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, numéro 18, suivant procuration du dix neuf de ce mois.

4. Usines Joseph Mertens, société anonyme, établie à Mortsel-Anvers, rue de Deurne, numéro 208.

Ici représentée par Monsieur Ludovic-Elisabeth Mertens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un de ce mois.

5. Madame Angèle-Caroline-Félicie Hermans, veuve de Monsieur Joseph Mertens, sans profession, demeurant à Brasschaet, Zegersdreef, numéro 8.

Ici représentée par Monsieur Ludovic-Elisabeth Mertens, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un de ce mois.

6. Monsieur Ludovic-Elisabeth Mertens, administrateur de sociétés, demeurant à Mortsel-Anvers, rue de Deurne, numéro 210.

7. Filatures et Tissages Africains, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Albertville (Congo belge), avec siège administratif à Gand, rue Neuve-Saint-Pierre, numéro 29.

Ici représentée par Monsieur Gaston Braun, administrateur de sociétés, demeurant à Gand, rue Neuve-Saint-Pierre, numéro 29, suivant procuration du dix sept de ce mois.

(1) Arrêté royal du 29 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1953. — 1^{re} Partie.

8. Monsieur Alfred Hauzoul, assureur, demeurant à Verviers, rue de France, numéro 28.

Ici représenté par Monsieur Franz-Edouard Martin, ci-après nommé, suivant procuration du vingt et un de ce mois.

9. Monsieur Georges-Gustave-Jules-Bernard Raskin, ingénieur civil des mines, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, numéro 38.

10. Monsieur Franz-Edouard Martin, industriel, demeurant à Verviers, rue de France, numéro 1.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants, nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE SOCIAL — OBJET — DUREE.

Article premier.

Il est formé, par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur au Congo belge, une société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Congolaise des Dérivés Textiles ».

Article deux.

Le siège social est fixé à Elisabethville (Congo belge).

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Congo belge, par décision du conseil d'administration.

Le siège administratif est à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il pourra, par simple décision du conseil d'administration, être transféré en tout autre endroit en Belgique, au Congo belge ou à l'étranger.

Tout changement du siège social ou du siège administratif sera publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et aux annexes du Moniteur belge, sauf le cas de force majeure.

Article trois.

La société a pour objet la production, la transformation, le traitement et le commerce de toutes matières textiles et de leurs dérivés, ainsi que la fabrication et le commerce de matériel de literie, de mobilier et de tous accessoires se rapportant directement ou indirectement à cette activité.

Elle peut faire, soit pour elle-même, soit pour le compte de tiers toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, agricoles commerciales ou civiles ayant un rapport direct ou indirect avec tout ou partie de son objet social.

Elle peut s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toute entreprise dont l'activité se rattache de façon quelconque à son objet social ou pouvant développer, protéger ou favoriser celui-ci.

Article quatre.

La durée de la société est de trente ans, à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, cette durée pourra être successivement prorogée par décision de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

La société peut stipuler ou s'engager pour un terme excédant sa durée.

Article cinq.

La société pourra être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article six.

Le capital social est fixé à treize millions cinq cent mille francs congolais et est représenté par treize mille cinq cents parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Chacune de ces parts sociales donne droit à un treize mille cinq centième de l'avoir social.

Article sept.

Les treize mille cinq cents parts sociales sans désignation de valeur nominale, sont souscrites au prix de mille francs congolais chacune, comme suit :

1. Compagnie Cotonnière Congolaise, quatre mille cinq cents parts sociales	4.500
2. Anciens Etablissements Martin Frères, deux mille neuf cents parts sociales	2.900
3. Trefileries Léon Bekaert, deux mille cinq cents parts sociales	2.500
4. Usines Joseph Mertens, six cents parts sociales	600
5. Madame veuve Joseph Mertens, quatre cents parts sociales .	400
6. Monsieur Ludovic Mertens, mille parts sociales	1.000
7. Filatures et Tissages Africains, mille parts sociales	1.000
8. Monsieur Alfred Hauzoul, quatre cents parts sociales . . .	400
9. Monsieur Georges Raskin, cent parts sociales	100
10. Monsieur Franz-Edouard Martin, cent parts sociales . . .	100
Ensemble : treize mille cinq cents parts sociales	13.500

Les comparants déclarent que chacune de ces treize mille cinq cents parts sociales a été libérée à concurrence de vingt pour cent et que le montant des versements, s'élevant à deux millions sept cent mille francs se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article huit.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, statuant aux conditions de présence et de majorité requises pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital par création de parts nouvelles souscrites en numéraire, celles-ci sont offertes par préférence aux propriétaires des parts anciennes existant au jour de l'émission au prorata du nombre de titres appartenant à chacun d'eux, dans le délai et suivant les modalités arrêtées par le conseil d'administration.

En cas de non-usage total ou partiel par certains propriétaires de titres de leur droit de préférence, les titres non souscrits sont offerts par préférence aux autres actionnaires.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider à la majorité des deux tiers des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que tout ou partie des nouvelles parts à souscrire contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

Le conseil d'administration a délégation pour régler toutes les autres modalités d'émission de parts nouvelles.

Article neuf.

Les versements à effectuer sur les parts sociales non entièrement libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le conseil d'administration détermine et après un avis adressé par lui aux actionnaires par lettre recommandée quinze jours au moins avant l'époque fixée pour les versements.

Tout versement qui n'a pas été effectué à l'échéance, porte intérêt de plein droit au profit de la société, aux taux officiel de la Banque Nationale de Belgique, pour l'escompte des traites non acceptées, augmenté de un pour cent, avec minimum de sept pour cent l'an, à partir du jour de l'exigibilité.

En cas de non paiement à la date fixée par le conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit adressé à l'actionnaire défaillant, de faire vendre sans autre procédure les titres de ce dernier en Bourse ou hors bourse; cette vente se fait pour compte et aux risques du retardataire et la somme en provenant déduction faite des frais, appartient à la société jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire exécuté; celui-ci reste passible de la différence en moins comme il profite de l'excédent éventuel.

Les certificats représentant les parts exécutées n'auront plus aucune valeur, le tout sans préjudice à l'exercice, même simultané de tous autres moyens de droit.

Les parts ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le conseil d'administration.

Article dix.

Les parts sociales sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été totalement libéré, elles peuvent être transformées en titres au porteur.

Aucun transfert de part sociale nominative non entièrement libérée ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une décision spéciale pour chaque cession, du conseil d'administration et au profit d'un concessionnaire agréé par lui.

Le conseil d'administration n'aura jamais à faire connaître la raison d'un refus éventuel.

Article onze.

Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des parts nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance.

Ce registre contient :

La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses parts.

L'indication des versements effectués.

Les transferts avec leur date ou la conversion des parts en titres au porteur.

Article douze.

La propriété de la part nominative s'établit par une inscription sur le registre prévu à l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur le registre précité, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article trois cent cinquante trois du livre trois du code civil congolais.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Article treize.

La part au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

Le titre indique :

La date de l'acte constitutif de la société et de sa publication.

Le nombre et la nature de chaque catégorie de parts, ainsi que la valeur nominale des titres.

La consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits.

Les avantages particuliers attribués aux fondateurs.

La durée de la société.

Le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

Article quatorze.

La cession de la part au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Article quinze.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société ou ultérieurement leur création.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les parts sociales représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres ou parts, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exceptées de l'application de ces articles, les parts prévues à l'article quarante huit des mêmes lois.

Article seize.

Les porteurs de parts entièrement libérés peuvent, à toute époque et à leurs frais, demander la conversion de leurs titres au porteur en titres nominatifs ou de leurs titres nominatifs en titres au porteur.

Article dix sept.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. S'il y a plusieurs propriétaires pour une seule part, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les propriétaires de cette part se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant, à l'égard de la société, propriétaire de la part.

La possession d'une part comporte l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des associés.

Les représentants, héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article dix huit.

La société peut contracter tous emprunts et notamment, par émission d'obligations ou de bons, avec ou sans garantie et nantissements sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur les immeubles sociaux.

Les emprunts hypothécaires, de même que les emprunts sous forme d'obligations ou de bons négociables gagés ou non, ne peuvent être décidés que par l'assemblée générale.

Celle-ci peut fixer elle-même ou déléguer au conseil d'administration le soin de fixer les conditions auxquelles il sera procédé à l'émission de ces titres.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article dix neuf.

La société est administrée par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle.

Article vingt.

Les mandats des premiers administrateurs cesseront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante six.

A cette assemblée, le conseil tout entier sera soumis à réélection; ensuite, l'ordre de sortie des administrateurs sera établi par la voie du sort, en réunion du conseil d'administration, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun des mandats n'excède la durée de six ans.

Les fonctions d'administrateur prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du conseil d'administration et du collège des commissaires, réunis en conseil général, peuvent pourvoir provisoirement au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui procède au remplacement définitif.

Tout administrateur élu en remplacement d'un autre, dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme de celui qu'il remplace.

Article vingt et un.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Il peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction, dont il nomme le président, qui doit être choisi parmi les administrateurs. Le conseil détermine les pouvoirs du Comité de Direction et le montant de la rémunération de ses membres.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction des affaires à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non, et déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Le conseil fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou variables attachés à ces délégations.

Article vingt deux.

La société peut être représentée au Congo belge et en pays étranger, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne désignée spécialement à cet effet par le conseil d'administration.

Article vingt trois.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou de l'administrateur qui le remplace, chaque fois que les intérêts de la société le demandent et à l'endroit désigné dans l'avis de convocation.

Il doit se réunir chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Article vingt quatre.

Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place.

Aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité des voix, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article vingt cinq.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui intéressent la société, à la seule exception de ceux réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale.

Il peut notamment décider toutes opérations qui se rapportent à l'objet social; acquérir, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles; emprunter et constituer toutes garanties sous réserve de ce qui est dit à l'article dix huit; consentir la voie parée, renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire; consentir mainlevée de toutes inscriptions hypothécaires ou autres, transcriptions, oppositions et saisies, le tout avec ou sans paiement; dispenser de prendre inscription d'office; plaider de-

vant toute juridiction, tant en demandant qu'en défendant; obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter; acquiescer, se désister, compromettre ou transiger sur tous intérêts sociaux. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Article vingt six.

Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société. Ils ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion ou leur contrôle.

Article vingt sept.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, employés ou salariés de la société, sont valablement signés, soit par deux administrateurs, qui n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision spéciale du conseil d'administration, soit par un administrateur, conjointement avec une personne autorisée spécialement à cette fin par le conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Article vingt huit.

Au Congo belge et, sauf le cas où le conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un directeur, un fondé de pouvoirs ou à un agent, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoirs.

Il en est ainsi également pour les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours.

Cependant, il suffit de la signature d'un directeur ou d'un fondé de pouvoirs lorsqu'il s'agit de pièces de décharge pour les Postes, Chemins de Fer, Téléphones et Télégraphes.

Article vingt neuf.

Chaque administrateur ou un tiers pour son compte doit affecter vingt cinq parts de la société à la garantie de sa gestion. Le cautionnement ne peut être restitué qu'après l'approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ont été exercées et après que l'assemblée générale aura, par un vote spécial, accordé décharge.

Article trente.

A défaut d'avoir constitué son cautionnement dans le mois de sa nomination ou de la notification qui lui en a été faite, si elle a lieu en son absence, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Article trente et un.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires associés ou non, nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre.

Les mandats des premiers commissaires expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante six. A cette assemblée, le collège des commissaires sera soumis à réélection.

Ensuite le collège des commissaires fixera, par la voie du sort, l'ordre de sortie de ses membres, de telle façon que la durée d'aucun mandat n'excède six ans.

Les commissaires, ou un tiers pour leur sompte, doivent affecter chacun dix parts de la société à la garantie de l'exécution de leur mandat.

Le cautionnement ne peut être restitué que dans les conditions prévues à l'article vingt neuf des présents statuts.

A défaut d'avoir constitué son cautionnement dans le mois de sa nomination ou de la notification qui lui en aura été faite, si elle a lieu en son absence, tout commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article trente deux.

Les parts sociales constituant le cautionnement des administrateurs et des commissaires doivent être nominatives.

Article trente trois.

Les commissaires ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement de ces documents.

Ils peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

Article trente quatre.

L'assemblée générale peut attribuer aux membres du conseil d'administration et aux commissaires des émoluments fixes, sous forme de jetons de présence ou autrement. Ces émoluments, ainsi que ceux qui peuvent être attribués en vertu de l'article vingt et un, sont prélevés sur les frais généraux.

Article trente cinq.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, poursuites et diligences du Président du conseil d'administration ou de deux administrateurs.

Au Congo belge et en pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions judiciaires sont suivies par ou contre celui-ci.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente six.

Les assemblées générales se réunissent au siège administratif ou en tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions, arrêtées conformément aux statuts, sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables, les dissidents.

Article trente sept.

L'assemblée générale ordinaire se réunit le premier mardi de juin ou si c'est un jour férié, le lendemain à l'heure indiquée dans les avis de convocation, pour entendre les rapports des administrateurs et des commissaires, examiner et s'il y a lieu, approuver le bilan, nommer les administrateurs et les commissaires et, en général, délibérer sur tous objets à l'ordre du jour.

Elle se prononce, après adoption du bilan, par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et commissaires.

La première assemblée générale ordinaire se tiendra en mil neuf cent cinquante quatre.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale, autant de fois que l'intérêt social l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital le requiert en formulant l'objet de la réunion.

Article trente huit.

Les convocations pour toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le Bulletin Officiel du Congo Belge et dans un journal quotidien du lieu où se tient la réunion.

Des lettres missives sont adressées à tous les associés en nom, huit jours au moins avant la réunion, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires quinze jours au plus et huit jours au moins avant l'assemblée.

Article trente neuf.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires ayant observé l'article quarante des statuts.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Article quarante.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires de parts nominatives doivent, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir à l'adresse indiquée dans la lettre de convocation l'indication du nombre de parts pour lequel ils entendent prendre part au vote; les propriétaires de parts au porteur doivent, en observant le même délai, avoir déposé leurs titres dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Il est permis de se faire représenter par un mandataire ayant lui-même le droit d'assister à l'assemblée générale et qui sera porteur d'un pouvoir spécial, dont le conseil d'administration pourra éventuellement ordonner le dépôt trois jours au plus tard avant la réunion; toutefois, les personnes morales, telles que les sociétés commerciales, peuvent se faire représenter par un mandataire non associé.

Lorsque, pour les mêmes parts, il existe plusieurs intéressés, copropriétaires, usufruitiers, nu-propriétaires, créanciers ou débiteurs gagistes, ceux-ci sont tenus respectivement de se faire représenter par un seul et même mandataire.

Il est dressé, par les soins du conseil d'administration, une liste de présence que tout actionnaire ou mandataire est tenu de signer avant d'entrer à l'assemblée.

Article quarante et un.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration.

En son absence, un administrateur désigné par ses collègues remplit les fonctions de président.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire, qui peut ne pas être associé; il propose à l'assemblée comme scrutateurs deux des actionnaires présents et acceptant.

Article quarante deux.

Le président de l'assemblée générale a le droit de proroger, pour un délai n'excédant pas deux mois, toute assemblée générale, alors même qu'elle n'aurait pas pour objet de statuer sur le bilan.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article quarante trois.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est portée à l'ordre du jour si elle n'est signée par les associés possédant ensemble un cinquième

du capital social et si elle n'a été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être insérée dans les convocations.

D'une manière générale, l'assemblée statue quel que soit le nombre des parts sociales représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des questions de modifications aux statuts, de fusion, de prorogation ou de dissolution anticipée de la société, d'augmentation ou de réduction du capital, l'assemblée n'est valablement constituée que si les modifications ont été spécialement indiquées dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital.

S'il n'est pas satisfait à cette dernière condition, une nouvelle assemblée doit être convoquée dans les deux mois et cette nouvelle assemblée statue quel que soit le nombre des actions représentées.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois/quarts des voix.

Toutefois, en cas de perte des trois quarts du capital social, la dissolution de la société pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des titres représentés à l'assemblée.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Article quarante quatre.

Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les décisions prises en assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par le secrétaire, par les scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes et signés par le Président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

CHAPITRE CINQ.

BILAN — REPARTITION — RESERVE.

Article quarante cinq.

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Article quarante six.

Le trente et un décembre de chaque année, les comptes de la société sont arrêtés et le conseil d'administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements.

Article quarante sept.

Le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèque ou gage et les dettes sans garanties réelles.

Un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes, établies comme dit ci-dessus, sont avec le rapport du conseil d'administration mis à la disposition des commissaires qui doivent faire rapport énonçant leurs propositions.

Article quarante huit.

Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts avec l'indication du nombre de leurs parts et de celle de leur domicile, ainsi que du rapport des commissaires.

Article quarante neuf.

L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins pour constituer un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Du surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou d'amortissement ou reporté à nouveau, le montant que décide l'assemblée générale des actionnaires sur la proposition du conseil d'administration.

Le solde est réparti à raison de quatre vingt dix pour cent aux parts sociales et de dix pour cent aux membres du conseil d'administration et du collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur non chargé de fonctions spéciales.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale des actionnaires peut, sur proposition du conseil d'administration, décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive du bénéfice net, conformément aux dispositions ci-dessus du présent article, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article cinquante.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés, sauf le cas de force majeure, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et aux annexes du Moniteur belge.

La situation du capital social sera publiée une fois par an et, sauf le cas de force majeure, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et aux annexes du Moniteur belge, à la suite du bilan.

Elle comportera l'indication des versements effectués et la liste des associés qui n'ont pas entièrement libéré leurs parts, avec l'indication des sommes dont ils demeurent redevables.

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article cinquante et un.

La société peut être dissoute en tout temps par décision d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, ainsi qu'il est dit à l'article cinq des présents statuts.

Article cinquante deux.

Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Sauf en cas de fusion ou de transfert contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts sociales.

Si les parts sociales ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, mettent les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les parts.

Les pouvoirs de l'assemblée générale continuent pendant toute la durée de la liquidation.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires.

La société est réputée exister pour sa liquidation.

CHAPITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante trois.

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur de la société qui n'aurait pas élu domicile au Congo belge ou en Belgique est censé avoir élu domicile au siège social, où toutes les communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

Article cinquante quatre.

Toutes contestations entre la société, d'une part et les administrateurs, commissaires, liquidateurs, actionnaires, comme tels, d'autre part, seront portées devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouve le siège administratif.

Le conseil d'administration et, le cas échéant les liquidateurs sont autorisés pour les litiges qui intéressent les sièges ou succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

CHAPITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante cinq.

Immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires, sans autre convocation, se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article cinquante six.

Par dérogation à l'article quarante cinq, le premier exercice social comprendra la période de temps à courir depuis la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Article cinquante sept.

Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à sept.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Albert Bousson, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, numéro 18.

Monsieur Gaston Braun, administrateur de sociétés, demeurant à Gand, rue Neuve-Saint-Pierre, numéro 29.

Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 92.

Monsieur Franz-Edouard Martin, industriel, demeurant à Verviers, rue de France, numéro 1.

Monsieur Ludovic Mertens, administrateur de sociétés, demeurant à Mortsel-Anvers, rue de Deurne, numéro 208.

Monsieur Georges Raskin, ingénieur civil des mines, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, numéro 38.

Monsieur Emile Van Geem, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Coghen, numéro 123.

Le nombre des commissaires est fixé pour la première fois à trois.

Sont nommés commissaires :

Monsieur Michel Delputte, fondé de pouvoirs de sociétés, demeurant à Zvevegem.

Monsieur Alfred Hauzoul, assureur, demeurant à Verviers, rue de France, numéro 28.

Monsieur Maurice Stradling, directeur de société, demeurant à Ixelles, Square de Meeûs, numéro 22b.

Article cinquante huit.

La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

FRAIS.

Le montant des frais, dépenses ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à deux cent trente mille francs environ.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) P. Gillieaux; F. Martin; A. Bousson; L. Mertens; G. Braun; G. Raskin; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 3 avril 1953, volume 1389, folio 58, case 9, onze rôles, sept renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 2008.

Bruxelles, le 15 avril 1953.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 avril 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 16 avril 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 25 avril 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 25 April 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

**« Société Africaine pour la Fabrication des Mèches de Sureté »
en abrégé « AFRIMECHES »**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt cinq mars.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. Poudreries Réunies de Belgique, société anonyme établie à Bruxelles, rue Royale, numéro 145.

Ici représentée par son administrateur directeur général, Monsieur Emile Raskin, ci-après nommé, suivant procuration du vingt trois de ce mois.

2. Poudrerie Royale de Wetteren, Cooppal et Cie, société anonyme établie à Bruxelles, rue d'Arenberg, numéro 13.

Ici représentée par son administrateur directeur Monsieur André Belpaire, ci-après nommé, suivant procuration du vingt de ce mois.

3. Société Africaine d'Explosifs, en abrégé « Afridex », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Jadotville (Congo Belge) avec siège administratif à Bruxelles, rue aux Laines, numéro 1.

Ici représentée par Monsieur Pierre Dumortier, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Brugmann, numéro 213, suivant procuration du dix neuf de ce mois.

(1) Arrêté royal du 29 avril 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1953. — 1^{re} Partie.

4. Monsieur Johannes Gustav Franz Hugo Fritzsche, ingénieur diplômé, demeurant à Minusio-Locarno (Suisse).

Ici représenté par Monsieur Emile Raskin, ci-après nommé, suivant procuration du dix sept de ce mois.

5. Monsieur Serge (Serge-Louis-Ferdinand-Joseph) Lambert, Directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, avenue du Manoir, numéro 23.

Ici représenté par Monsieur Pierre Dumortier, prénommé, suivant procuration du dix huit de ce mois.

6. Monsieur Emile (Emile-Oscar-Léopold) Raskin, administrateur directeur général des Poudreries Réunies de Belgique, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Clos Victor Gilsoul, numéro 8.

7. Monsieur André (André-Marie-Antoine-Charles) Belpaire, administrateur-directeur de la Poudrerie Royale de Wetteren, Cooppal et Cie, demeurant à Bruxelles, rue d'Arenberg, numéro 11.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier.

Il est constitué sous le régime de la législation en vigueur au Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, dénommée « Société Africaine pour la fabrication de mèches de sûreté » en abrégé « Afri-mèches ».

Article deux.

Le siège social est établi à Jadotville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération Bruxelloise. Le Conseil d'administration fixera l'endroit de ce siège. Celui-ci pourra être transféré ultérieurement en toute autre localité de Belgique, au Congo Belge ou à l'Etranger, par décision du conseil d'administration.

Les transferts du siège social ou du siège administratif seront publiés par avis inséré aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin administratif du Congo Belge et, sauf cas de force majeure, aux annexes au Moniteur Belge.

Des succursales, agences ou offices de représentation peuvent être établis, par décision du conseil d'administration, en Belgique, au Congo Belge ou à l'Etranger.

Article trois.

La société a pour objet principal la fabrication et le commerce de mèches de sûreté, ainsi que la préparation de matières premières en vue de cette fabrication.

L'activité de la société s'exerce principalement au Congo Belge.

Accessoirement, la société peut, seule ou en participation avec des tiers, faire toutes opérations ou entreprises quelconques d'ordre commercial, financier, agricole ou industriel, de nature mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son objet principal et susceptible d'en favoriser la poursuite.

Elle peut aussi s'intéresser par voie d'apport, de cession, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet directement ou indirectement en rapport avec le sien, le tout tant en Belgique et à l'Etranger qu'au Congo Belge.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint, mais sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre.

La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à la date de l'autorisation de sa fondation par arrêté royal.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et dans le cas de prorogation sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS ET OBLIGATIONS.

Article cinq.

Le capital social, fixé à cinq millions de francs congolais, est représenté par cinq mille actions sans mention de valeur nominale, donnant droit chacune à un/cinq millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Article six.

Les cinq mille actions représentant le capital social sont souscrites en espèces, au prix de mille francs congolais chacune, comme suit :

1. Poudreries Réunies de Belgique, société anonyme, deux mille deux cent quarante neuf actions 2.249
2. Poudrerie Royale de Wetteren, Cooppal et Cie, société anonyme, neuf cent quatre vingt dix neuf actions 999

3. Société Africaine d'Explosifs, en abrégé « Afridex » société congolaise par actions à responsabilité limitée, neuf cent quatre vingt dix neuf actions	999
4. Monsieur Johannes Fritzsche, sept cent cinquante actions .	750
5. Monsieur Serge Lambert, une action	1
6. Monsieur Emile Raskin, une action	1
7. Monsieur André Belpaire, une action	1
Ensemble : cinq mille actions	5.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que les actions souscrites en espèces sont libérées à concurrence de trente pour cent et que le montant ainsi libéré, soit un million cinq cent mille francs congolais se trouve dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

Article sept.

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les propriétaires des actions existantes ont le droit de souscrire par priorité les actions nouvelles au prorata du nombre des actions qu'ils possèdent.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider, à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que les nouvelles actions à souscrire contre espèces ne seront point offertes en tout ou en partie par préférence aux actionnaires.

Les propriétaires d'actions ne peuvent user du droit de souscription que si leurs actions sont libérées de tous les versements exigibles au jour de la nouvelle émission.

Le conseil d'administration fixe le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décide si le non usage, total ou partiel, par certains actionnaires du droit de préférence a pour effet ou non d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le conseil d'administration a, dans tous les cas, mais sous réserve toutefois des droits de préférence stipulés ci-dessus, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Article huit.

Le conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de

l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux actions resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis, donné par lettre recommandée et resté sans résultat pendant un mois, le conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les actions en Bourse ou hors Bourse, en Belgique ou ailleurs, sans préjudice aux autres droits de la société envers le retardataire.

Article neuf.

Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard, sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs actions par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

Article onze.

Les actions même entièrement libérées restent nominatives jusqu'au jour où le conseil d'administration décide d'autoriser par voie de mesure générale les conversions en titres au porteur.

A partir de ce jour, les inscriptions nominatives peuvent être converties en titres au porteur à la demande des actionnaires.

Les premières inscriptions nominatives et la première mise de titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent à la demande et aux frais des actionnaires.

Article douze.

La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans un registre tenu, soit au siège social, soit au siège administratif.

Le registre peut être consulté, sans déplacement, par les actionnaires et il contient les indications suivantes : la désignation précise des actionnaires; le nombre et le numéro des actions possédées par chacun d'eux, la date et le montant des versements effectués, la date des transferts ou conversions.

Article treize.

Vis-à-vis de la société, la cession des actions nominatives s'opère exclusivement par une déclaration de transfert inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs. Il est loisible au conseil d'administration d'accepter et d'inscrire dans le

registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

Aucune cession d'actions non entièrement libérées n'est valable si ce n'est moyennant l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il n'est procédé à aucun transfert d'actions nominatives, à aucune conversion d'inscriptions nominatives en titres au porteur ou de titres au porteur en inscriptions nominatives, le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale, ainsi que pendant les dix jours qui précèdent ce jour.

Article quatorze.

Des certificats non transmissibles constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires. Ces certificats sont extraits de registres à souches, numéros et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué spécial du conseil d'administration.

Ils mentionnent : la date de l'acte constitutif de la société, l'objet social, les sièges social et administratif, la durée de la société, le capital social, le nombre et la nature des actions, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices, la date de l'arrêté royal d'autorisation, et celle de la publication aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge et du Moniteur Belge.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

Les titres au porteur sont signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un délégué spécial du conseil d'administration; l'une de ces signatures ou toutes deux peuvent être remplacées par des griffes. Ils doivent contenir les mentions devant figurer sur les certificats des actions nominatives.

Toutes les actions ont un numéro d'ordre.

La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition des titres.

Les cessions d'actions quelconques ne sont valables qu'après autorisation de leur création par arrêté royal.

Article quinze.

Les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces actions, ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces actions mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si les actions prévues au premier alinéa du présent article sont nominatives, mention de leur nature, de la date de leur création et des condi-

tions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et sur les certificats d'inscription.

Si elles sont au porteur, elles doivent rester déposées dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai fixé au premier alinéa du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour les cession.

Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

Article seize.

Les actionnaires ne sont engagés qu'à concurrence de leur mise.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les actions sont indivisibles.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. En cas de copropriété d'une action ou de démembrement de la propriété d'une action en nue propriété et en usufruit, les copropriétaires, de même que les nu-propriétaires et les usufruitiers sont tenus de désigner une seule et même personne pour exercer à l'égard de la société, les droits attachés à l'action. Jusqu'à cette désignation, l'exercice des dits droits reste en suspens.

Article dix sept.

Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants droit d'un actionnaire ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires ou s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article dix huit.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non, ou des bons de caisse, par décision du conseil d'administration qui en détermine le type, le taux d'intérêt et le taux d'émission, ainsi que les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs. Ces signatures peuvent être apposées au moyen de griffes.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article dix neuf.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non. Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour cinq ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et sont révocables en tout temps par elle.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur, par suite de décès, de démission ou autre cause, les membres restants du conseil d'administration et les commissaires réunis en conseil général, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive par l'assemblée générale des actionnaires lors de sa première réunion.

Tout administrateur nommé dans ces conditions n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administration qu'il remplace.

Le conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président.

En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le conseil nomme également un secrétaire qui peut n'être pas administrateur.

Article vingt.

Le conseil d'administration peut constituer parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci un comité permanent dont il fixe les pouvoirs, les attributions et le mode de fonctionnement.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués, et/ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du comité permanent.

Il peut aussi donner tous mandats ou pouvoirs en tous pays pour des affaires générales ou spéciales à des administrateurs, directeurs ou agents et même à des personnes étrangères à la société.

Le conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article vingt et un.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, de son vice-président ou, à défaut de celui-ci d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt deux.

Sauf les cas de force majeure mentionnés dans le procès-verbal de la réunion, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si dans une séance du conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article vingt trois.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes de disposition et d'administration qui intéressent la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts est de sa compétence.

Sauf délégation, il nomme et révoque tous employés et agents et fixe leurs conditions d'emploi.

Article vingt quatre.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, sont signés soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Article vingt cinq.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article vingt six.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société poursuites et diligences soit du président, soit d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article vingt sept.

Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article vingt huit.

Les opérations de la société sont surveillées par un collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés pour quatre ans, au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et révocables en tout temps par elle.

Le nombre des commissaires est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Le collège des commissaires a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Il peut prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre, le conseil d'administration met à la disposition du collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

La responsabilité des commissaires en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

Article vingt neuf.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de trente actions et par chaque commissaire ou par un tiers pour son compte un cautionnement de dix actions.

Ce cautionnement prend fin et est restitué lorsque l'assemblée générale donne décharge de sa gestion à l'administrateur ou au commissaire sortant, pour le dernier exercice, au cours duquel il a été en fonctions.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire est indiqué lors de l'affectation.

Article trente.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires est établi par un tirage au sort, de manière qu'aucun mandat d'administrateur n'excède la durée de cinq ans et aucun mandat de commissaire, la durée de quatre ans.

Les administrateurs et les commissaires sont réligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortant de charge prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article trente et un.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante-sept, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une rémunération fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et aux commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article trente deux.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement, la proroger, modifier les statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Sous réserve de ce qui est dit aux articles quarante deux et cinquante, ces résolutions sont prises quelle que soit la portion des actions représentées à l'assemblée, à la majorité des voix pour lesquelles il est valablement pris part au vote.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Tous les actionnaires ont en se conformant aux règles des présents statuts, le droit de voter par eux mêmes ou par mandataire.

Article trente trois.

Les assemblées générales se réunissent dans la localité où le siège administratif est établi, à l'endroit désigné dans les convocations.

Une réunion de l'assemblée générale se tient le dernier mercredi du mois de juin de chaque année, à onze heures et demie et pour la première fois en mil neuf cent cinquante cinq. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite par le collège des commissaires ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins.

Toute demande de convocation adressée au conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour.

Article trente quatre.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par deux annonces paraissant l'une quinze jours au moins et vingt et un jours au plus avant l'assemblée et l'autre huit jours

après la précédente dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin administratif du Congo Belge et, sauf cas de force majeure, dans les annexes du Moniteur Belges, ainsi que dans un journal de Bruxelles ou de la localité où le siège administratif se trouve établi.

Des lettres missives seront adressées, quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article trente cinq.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y est porté que les objets fixés par le conseil d'administration ou qui auraient été notifiés au conseil trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des actions émises, soit par les commissaires, dans le cas où, suivant l'article trente-trois, ils requièrent convocation de l'assemblée.

Les actionnaires, qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale conformément à l'article trente trois, doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, justifier de la propriété d'actions en nombre prévu.

Article trente six.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer leurs titres cinq jours au moins avant l'assemblée au siège administratif ou dans des établissements indiqués dans l'avis de convocation.

Les actionnaires inscrits nominativement doivent aviser le siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les actions appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

Article trente sept.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un fondé de pouvoirs spécial pourvu que celui-ci soit lui même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article trente huit.

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur désigné séance tenante par ses collègues présents.

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau; le président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence, mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux ou leurs mandataires avant qu'ils soient admis à l'assemblée.

Article trente neuf.

Le conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante toute assemblée quelconque à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions sont nulles de plein droit. En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit d'assister à la nouvelle réunion, à condition d'avoir rempli les formalités nécessaires même s'il ne les avait pas faites en vue de la première réunion.

Article quarante.

Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième du nombre des voix attachées à l'ensemble des actions ou les deux/cinquièmes du nombre des voix attachées aux actions représentées.

Article quarante et un.

L'assemblée générale tenue en exécution de l'article trente-trois, alinéa deux, entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu; elle décide de la constitution des réserves et de leur distribution, s'il y a lieu, sous réserve de l'application de l'article quarante-sept.

L'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires, en tant seulement que l'assemblée n'ait pas fait de réserve et que le bilan ne contienne ni omission ni fausse indication dissimulant la situation réelle de la société.

Cette décharge n'est opposable ni aux propriétaires d'actions qui ont fait des réserves spéciales et pour les faits qui ont motivé ces réserves,

ni aux absents quant aux actes faits en dehors des statuts s'ils n'ont pas été spécialement indiqués dans la convocation.

L'assemblée nomme, remplace ou révoque les administrateurs et commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article quarante deux.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix pour lesquelles il est valablement pris part au vote.

Article quarante trois.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le Président du conseil d'administration ou l'administrateur délégué ou encore par deux administrateurs.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante quatre.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception le premier exercice commence à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et se clôture le trente et un décembre mil neuf cent cinquante quatre.

Article quarante cinq.

Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante quatre, le conseil d'administration dresse l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobi-

lières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le conseil forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Le conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il établit ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme il est dit ci-dessus, sont mis avec le rapport du conseil d'administration un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, à la disposition du collège des commissaires qui, dans les quinze jours, doit présenter un rapport contenant ses observations.

Article quarante six.

Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes ainsi que du rapport des commissaires.

Article quarante sept.

L'excédent favorable du bilan déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve. Ce prélèvement devient facultatif lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale et les propositions que ferait dans ce sens le conseil d'administration ne peuvent être rejetées ou amendées qu'à la majorité des trois/quarts des votes valablement exprimés.

Le solde est réparti entre les actions après prélèvement de dix pour cent pour tantième au conseil d'administration et au collège des commissaires. Les tantièmes sont répartis entre les membres du conseil d'administration selon un règlement d'ordre intérieur. Les membres du collège des commissaires reçoivent chacun le tiers du tantième attribué à un administrateur n'exerçant aucune fonction spéciale au sein de la société.

Article quarante huit.

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques, en la monnaie et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut, sur proposition du conseil d'administration, décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition défini-

tive des bénéfices nets, conformément à l'article quarante sept des statuts, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article quarante neuf.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société sont, dans la quinzaine de leur approbation, déposés aux fins de publication, aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge, et, sauf cas de force majeure, aux annexes du Moniteur Belge.

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article cinquante.

La société peut être dissoute en tout temps par décision de l'assemblée générale convoquée et siégeant dans les conditions prévues à l'article quarante deux.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A défaut de convocation par les administrateurs, le collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article quarante deux.

Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un/quart des actions représentées à l'assemblée.

La décision de dissolution anticipée est rendue publique dans les conditions prévues à l'article quarante neuf.

Article cinquante et un.

A l'expiration du terme de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs qui peuvent être choisis parmi les membres du conseil d'administration et dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération. L'assemblée générale jouit à cette fin des droits les plus étendus.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

Article cinquante deux.

Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société. Elle peut à la simple majorité, décider notamment que le ou les liquidateurs continueront jusqu'à réalisation, l'industrie ou le commerce de la société; qu'ils pourront emprunter pour payer les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles, même de gré à gré et faire apport de tout ou partie de l'avoir social à d'autres sociétés congolaises ou non, quel que soit leur objet.

L'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article cinquante trois.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent avant toute répartition tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Le surplus, après déduction d'une somme à fixer par l'assemblée générale pour la rémunération des liquidateurs, est réparti uniformément entre toutes les actions.

L'acte de clôture de la liquidation sera publié dans les formes prévues à l'article quarante neuf.

CHAPITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article cinquante quatre.

Pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur est tenu d'élire domicile soit dans la localité où est établi le siège social, soit dans la province où le siège administratif est établi. Faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif où toutes les sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires lui sont valablement faites, sans autres obligations pour la Société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

Article cinquante cinq.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal conformément au décret du vingt sept février mil huit cent quatre vingt sept.

CHAPITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article cinquante six.

Par dérogation aux articles dix-neuf et vingt huit des statuts sont nommés administrateurs pour la première fois :

Monsieur André Belpaire, administrateur-directeur de la société « Poudrerie Royal de Wetteren Cooppal et Cie », demeurant à Bruxelles, rue d'Arenberg, 13.

Monsieur Johannes Fritzsche, ingénieur diplômé, demeurant à Minusio-Locarno (Suisse).

Monsieur Serge Lambert, ingénieur, Directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Uccle, avenue du Manoir, numéro 23.

Monsieur le Docteur Ernst Nölting, industriel, demeurant à Hanovre (Allemagne).

Monsieur Emile Raskin, ingénieur, administrateur-Directeur général des Poudreries Réunies de Belgique, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, Clos Victor Gilsoul, numéro 8.

Sont nommés commissaires pour la première fois :

Monsieur Emile Borremans, licencié en sciences commerciales, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Alexandre Bertrand, numéro 65.

Monsieur Paul Verleysen, expert-comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue du Castel, numéro 85.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires ainsi nommés est réglé par un tirage au sort, conformément à l'article trente ci-dessus.

Article cinquante sept.

Après la constitution de la société, les actionnaires se réuniront en une assemblée générale, tenue sans convocation ni ordre du jour préalables pour déterminer la rémunération fixe des administrateurs et commissaires et pour statuer dans la limite des statuts sur tous autres objets.

Article cinquante huit.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à cent mille francs.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) E. Raskin; A. Belpaire; P. Dumortier; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le premier avril 1953. Vol. 1388, folio 55, case 11, treize rôles, sept renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs, N^o 1961.

Bruxelles, le 10 avril 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 avril 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 avril 1953.

Le Conseiller-adjoînt (signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 25 avril 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 25 April 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Laminoirs, Tréfileries et Cableries du Congo
« LATRECA »
Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.
à Elisabethville

—
CONSTITUTION. (1)

L'An mil neuf cent cinquante trois, de treize mars.

Par devant nous, Maîtres Georges HOUYET, résidant à Liège, substituant Raoul NOLS, notaire à Berchem Sainte Agathe, lez Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Société anonyme des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège, 82 rue de Froidmont à Liège.

Constituée suivant acte du notaire Paul Bodson à Grivegnée en date du six juin mil neuf cent trente cinq, publié aux Annexes du Moniteur Belge des dix-sept et dix-huit juin suivant, n° 9474, 9475 et 9476 dont les statuts ont été modifiés par acte publié aux annexes du Moniteur Belge du quatre juin mil neuf cent trente sept, sous le n° 9150 et en dernier lieu suivant acte du notaire Aerts à Liège, le quinze juillet mil neuf cent quarante sept, publié aux annexes du Moniteur Belge du trente et un juillet suivant sous le n° 15400.

Ici représentée par :

a) Monsieur Albert Rasquinet, Ingénieur, directeur général, Président du Conseil d'administration, demeurant à Liège, 156 avenue de l'Observatoire.

b) Monsieur Georges Francotte, Ingénieur, administrateur, demeurant à Embourg, rue Voie de Liège, 148.

Agissant conformément au second alinéa de l'article 31 des statuts.

2° La Compagnie Congolaise des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège, société congolaise par actions à responsabilité limitée à Elisabethville, Route de la Munama.

Constituée suivant acte du notaire Jean Dewael, à Anderlecht, substituant Maître Raoul NOLS, notaire à Berchem Sainte Agathe, légalement empêché, en date du trente août mil neuf cent cinquante, publié aux annexes du Moniteur Belge des deux, trois et quatre novembre mil neuf cent cinquante, n° 23495.

Ici représentée par Monsieur Julien Rasquinet, Ingénieur, administrateur, demeurant à Sclessin-Ougrée, 12 avenue de Cointe.

Agissant conformément au quatrième alinéa de l'article 18 des statuts — suivant procuration sous seing privé en date de ce jour, qui reste ci-annexée.

3. La Compagnie Nationale des Métaux, société anonyme à Liège, 82 rue de Froidmont, constituée suivant acte du notaire Pierre Auguste Aerts à Liège, en date du quatorze mai mil neuf cent quarante six, publié aux annexes du Moniteur Belge des vingt/vingt et un mai mil neuf cent quarante six, n° 9712 .

Ici représentée par :

1° Monsieur Haycinthe Chaudoir, administrateur, demeurant à Bruxelles, 14 rue des Taxandres.

2° Monsieur Joseph Leruitte, administrateur, demeurant à Sprimont, Place Communale, n° 1.

Agissant conformément au premier alinéa de l'article vingt-deux des statuts.

4. La Société Franco-Belge des Laminoirs et Tréfileries d'Anvers « LAMITREF » société anonyme à Hemiksem-Anvers constituée suivant acte du notaire Hubert Scheyven à Bruxelles en date du vingt-deux juillet mil neuf cent vingt-neuf — publié aux annexes du Moniteur Belge du neuf août mil neuf cent vingt neuf, n° 12992, dont les statuts ont été modifiés par actes publiés aux annexes au Moniteur Belge le vingt et un janvier mil neuf cent trente-sept sous le n° 625 et les dix-huit/dix-neuf janvier mil neuf cent quarante-trois, sous le n° 426.

Ici représentée par :

Monsieur Gaston Magniette, Industriel, administrateur directeur général, demeurant à Anvers, 2 rue Van Schoonbeke,

Monsieur Jacques Oury, administrateur, directeur technique, demeurant avenue de l'Etoile, 75 à Hemiksem — Anvers.

Agissant conformément à l'article dix-huit des statuts.

5. Monsieur Frédéric Bochkoltz, Ingénieur, AILg AIM demeurant à Ixelles, 182 avenue Brugmann

6. Monsieur Albert Rasquinet, Ingénieur, demeurant à Liège, 156 avenue de l'Observatoire

7. Monsieur Julien Rasquinet, Ingénieur, demeurant à Sclessin-Ougrée, 12 avenue de Cointe

8. Monsieur Jacques Staquet, Industriel, demeurant à Elisabethville, (Congo Belge) 63 route de Jadotville B.P. 538

9. Madame Irène Taskin, épouse séparée de biens de Monsieur Jacques Staquet, suivant contrat de mariage passé devant le notaire Albert Cad-sous, à Elisabethville le treize mai mil neuf cent trente-six — demeurant à Elisabethville (Congo Belge) 63, route de Jadotville B.P. 538. — Ici représentée par :

Monsieur Jacques Staquet, susdit suivant procuration sous seing privé en date du neuf mars mil neuf cent cinquante-trois qui restera ci-annexée pour être enregistrée avec les présentes.

Lesquels comparants nous ont requis de constater par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée,

soumise aux lois et arrêtés de la Colonie du Congo Belge, qu'ils déclarent arrêter comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

ART. 1^{er}. — Il est formé par les présentes une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « Laminoirs, Tréfileries et Cableries du Congo » — « LATRECA ».

ART. 2. — Le siège social est établi à Elisabethville, Congo Belge. Le siège administratif est établi à Liège. Il est actuellement fixé en cette ville, rue de Froidmont, 82, Tous actes peuvent être légalement notifiés à la société ou à son siège social ou à son siège administratif.

Le conseil d'administration peut transférer le siège social en tout autre endroit au Congo Belge et le siège administratif en tout autre endroit en Belgique et même au Congo Belge et doit, le cas échéant, sauf empêchement de force majeure, faire publier immédiatement ce transfert soit au Bulletin Officiel, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge et, suivant les cas, aux annexes du Moniteur Belge.

Sur décision du conseil d'administration, la société peut avoir des bureaux, succursales, agences ou comptoirs; en tout endroit quelconque en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger, où le conseil le jugerait utile.

ART. 3. — La société a pour objet :

1) la fonte, le laminage, le tréfilage, le cablage et toutes autres opérations de transformation de tous métaux et notamment du cuivre et de ses alliages, en vue de la production plus particulièrement de fils de câbles nus et isolés, ainsi que de pièces en bronze.

2) le traitement des mitrailles d'acier et de tous métaux, ainsi que leur transformation par voies mécaniques ou autres généralement quelconques.

3) l'exécution de tous travaux et de toutes entreprises et notamment les travaux mécaniques et les entreprises de fabrication.

4) le commerce, sous toutes ses formes, des produits de sa fabrication.

De façon générale, elle peut faire et accomplir tous actes et opérations civils ou commerciaux, mobiliers ou immobiliers, industriels, financiers, dans le cadre de son objet, ou pouvant être utiles ou faciliter la réalisation et le développement de celui-ci.

Sous réserve d'autorisation par arrêté royal, l'objet social peut en tout temps être étendu sans en modifier son caractère essentiel, ou restreint par voie de modification aux statuts.

ART. 4. — La durée de la société est fixée à trente années consécutives prenant cours à la date de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

La société peut être successivement prorogée ou dissoute par anticipation, sur décision de l'assemblée générale délibérant et statuant comme en matière de modification aux statuts, sous réserve d'autorisation donnée conformément à la loi.

Elle peut prendre des engagements et stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL — ACTION — OBLIGATIONS.

ART. 5. — Le capital est fixé à CINQUANTE MILLIONS DE FRANCS CONGOLAIS, représenté par cinq mille actions de capital sans désignation de valeur nominale, toutes de même valeur et conférant toutes les mêmes droits.

ART. 6. — Le capital est souscrit comme suit :

A. Monsieur Jacques Staquet, préqualifié, industriel domicilié à Elisabethville (Congo Belge) route de Jadotville, 63, né à Namur le seize juin mil neuf cent quatre, fait apport à la société des biens et droits ci-après :

A. immeuble :

a) situation et description :

1. un établissement industriel comprenant un ensemble de bâtiments industriels de constructions d'installations diverses et dépendances ainsi qu'un bâtiment aménagé à l'usage d'habitation, érigés sur une parcelle de terre sise dans la zone suburbaine d'Elisabethville, contiguë au nord à la société Céracim, à l'est à la route de la Munama, au sud à la Compagnie Congolaise des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège, à l'ouest à l'Etat (réserve C.F.K.) inscrite aux Titres Fonciers à Elisabethville sub volume D/LXXXVIII, folio 48 et au plan communal sous le n° 1081B. d'une superficie de trois hectares nonante sept ares trente cinq centiares douze centièmes.

2. une parcelle de terre sise dans la zone suburbaine d'Elisabethville sous forme d'une bande reliant l'établissement par 1. à la rivière de Kafubu joignant ou ayant joint au Nord à Jacques Staquet, à l'est à la Compagnie Congolaise des Usines à Cuivre et à Zinc, Clajot — Pirenne Georges, au sud à la rivière Kafubu, à l'ouest à l'Etat (réserve C.F.K.) inscrite aux Titres Fonciers à Elisabethville sub volume D/LXXXVIII, folio 50 et au plan communal sous le n° 1081d, d'une superficie de cinquante sept ares trente quatre centiares quarante sept centièmes.

b) origine de propriété — Conditions.

Ces immeubles, libres de toutes charges, sont la propriété de l'apporteur, savoir : les constructions pour les avoir fait ériger et le terrain pour l'avoir acquis par acte de vente, numéro spécial A.V. six mille trois cent trente sept du vingt deux décembre mil neuf cent quarante neuf, conclu avec Monsieur Pirenne Georges Edouard Alexandre, qui était enregistré à la date du treize décembre mil neuf cent quarante-neuf, sub volume D. quatre vingt sept, folio dix-huit.

Ces parcelles, proviennent du morcellement de l'immeuble situé à la route de la Munama, d'une superficie de vingt-cinq hectares nonante et un are quinze centiares soixante centièmes, inscrit au plan communal sous le numéro mille quatre vingt un et enregistré au nom de Monsieur Pirenne Georges planteur, résidant à Elisabethville le treize décembre mil neuf cent quarante neuf.

Ces immeubles avaient été acquis par Monsieur Georges Pirenne, en vertu du contrat de vente, numéro spécial A.V. quatre mille quatre cent dix du huit octobre mil neuf cent quarante trois, conclu avec Monsieur Polla Adolphe.

Les immeubles sont apportés sans garantie de juste mesure avec toutes les servitudes actives auxquelles ils peuvent avoir droit et à charge de toutes les servitudes dont ils peuvent être grevés. Ils sont apportés quittes et libres de toute inscription hypothécaire.

B. Fonds d'industrie.

Des machines et outillages petits et gros, des installations de raccordement au chemin de fer, de raccordement à la régie des eaux, de raccordement à Sogelec, des véhicules automobiles, un mobilier, et un matériel de bureau.

L'ensemble de son fonds de commerce et d'industrie exploité par lui à Elisabethville, route de la Munama au Km. 4,2 comprenant : la clientèle, le bénéfice des contrats et des commandes en cours, un stock de marchandises et matières premières, les documents, livres et archives, en un mot, tout le fonds de commerce et d'industrie, rien excepté ni réservé, la société présentement constituée reprenant le passif commercial de l'apporteur envers les tiers, pour un montant de six millions sept cent trente et un mille cent septante-huit francs quinze centimes. Tout passif excédant cette somme restera sans compensation à la charge exclusive de l'apporteur.

L'apports de ce fonds de commerce et d'industrie est fait suivant bilan arrêté au trente et un décembre mil neuf cent cinquante-deux, étant ici reconnu que tous les changements y survenus depuis cette date jusqu'à celle de l'arrêté royal d'autorisation de constitution de la présente société, résultent d'opérations faites par l'apporteur au nom et pour compte de la société dès alors en formation et présentement constituée.

Les comparants déclarent avoir une parfaite connaissance des biens apportés repris ci-avant sub A et B et dispensent d'en donner une plus ample description.

REMUNERATION DES APPORTS.

En rémunération des apports ci-dessus décrits, il est attribué à Monsieur Jacques Staquet, préqualifié, mille deux cent trente actions sans désignation de valeur nominale toutes intégralement libérées, ainsi qu'une soulte en numéraire de quatre millions sept cent soixante-cinq mille trois cent cinq francs cinq centimes.

Le surplus du capital, soit trente sept millions sept cent mille francs, représenté par trois mille sept cent septante actions est souscrit et libéré comme suit par :

1. la société anonyme des Usines à Cuivre et à Zinc de Liège, mille neuf cent quatre vingts actions. 1.980

2. La compagnie congolaise des Usines à Cuivre et à zinc de Liège, mille deux cents actions 1.200

3. La compagnie Nationale des Métaux à Liège trois cents actions	300
4. La société Franco-Belge des Laminoirs et Tréfileries d'Anvers « LAMITREF » deux cent cinquante actions.	250
5. Monsieur Frédéric Bochkoltz, dix actions	10
6. Monsieur Albert Rasquinet, dix actions	10
7. Monsieur Julien Rasquinet, dix actions	10
8. Madame Irène Taskin, épouse de Monsieur Jacques Staquet, dix actions	10
ensemble : trois mille sept cent septante actions	3.770

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des trois mille sept cent septante actions par eux souscrites, a été entièrement libérée en numéraire, ce qui fait qu'une somme de trente sept millions sept cent mille francs se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

ART. 7. — Le conseil d'administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription et détermine les époques de versements.

Les appels se font par lettre recommandée, adressée aux actionnaires trente jours au moins à l'avance.

Tout versement en retard produit de plein droit et sans mise en demeure à partir du jour de son exigibilité jusqu'à celui du paiement des intérêts calculés au taux officiel moyen de la Banque Nationale de Belgique pour l'escompte des traites acceptées pendant la période correspondante, augmenté de un pour cent avec minimum de six pour cent.

Si le versement n'est pas opéré dans le mois de son exigibilité, les droits afférents au titre sont suspendus.

En outre, le conseil d'administration a le droit, après un rappel par lettre recommandée, non suivi d'effet dans les trente jours, de faire vendre les titres en observant comme s'il en était propriétaire, les formalités prescrites par l'article dix ci-après. Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû par l'associé, lequel reste tenu de la différence ou profite éventuellement de l'excédent et le ou les certificats laissés entre ses mains sont sans valeur.

La faculté de faire vendre les titres ne fait pas obstacle à l'exercice, même simultanément, par la société, des autres moyens de droit.

Les versements anticipés en libération d'actions ne peuvent être effectués qu'avec l'accord explicite du conseil d'administration et aux conditions qu'il aura préalablement déterminées.

ART. 8. — Sous réserve d'autorisation donnée conformément à la loi, le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et les formes légales, étant ici stipulé cependant qu'aucune augmentation de capital ne pourra être valablement décidée, si elle n'est votée par les actionnaires

disposant de quatre vingts pour cent au moins des voix attachées aux actions alors existantes dans la société.

En cas d'augmentation de capital contre espèces, les propriétaires d'actions de capital ont un droit de préférence à la souscription du nouveau capital. Ils l'exercent au prorata du nombre des actions de capital préexistantes de la société, alors en leur possession.

Le conseil d'administration règle l'exécution de l'augmentation de capital. Il a, dans tous les cas, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers quelconques des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des titres à émettre.

ART. 9. — Les actions, même intégralement libérées sont et resteront nominatives. Elles sont inscrites dans un registre, tenu conformément aux prescriptions des lois belges applicables en la matière en Belgique. Ce registre sera tenu au siège administratif avec faculté de le tenir en deux tomes conformément aux dispositions des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Aucune action ne peut être cédée avant l'autorisation donnée conformément à la loi, soit de la fondation de la société, soit de l'augmentation de son capital, si celle-ci est réalisée par création d'actions nouvelles.

Toute cession d'actions ne peut se faire qu'en observant les stipulations de l'article dix des présents statuts et en se conformant aux prescriptions prévues par les lois belges régissant les sociétés commerciales en ce qui concerne les cessions d'actions nominatives.

ART. 10. — Les actions ne peuvent être aliénées directement ou indirectement au profit d'un tiers non actionnaire, sauf au profit des descendants légitimes ou du conjoint non divorcé, ni séparé de corps, si ce n'est après avoir été offertes par préférence aux actionnaires par l'entremise du conseil d'administration.

Les actionnaires auront le droit de reprendre les titres qui leur sont réservés par préférence à un prix unitaire qui sera fixé par l'assemblée générale des actionnaires, la première fois après la constitution de la société et ensuite par chaque assemblée générale annuelle appelée à approuver le bilan. La valeur ainsi fixée par l'assemblée constitue un forfait valable jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante.

Au cas où l'assemblée générale n'aurait pu ou n'aurait voulu statuer en vertu de l'alinéa qui précède pour fixer la valeur de reprise des actions, cette estimation sera faite souverainement et en dernier ressort aux frais de la société par un collège de trois experts désignés par le Président du Tribunal du siège social statuant sur requête soit du président du conseil, soit de l'administrateur directeur général, soit d'un administrateur délégué de la société. L'estimation des experts sera valable pour la durée de l'exercice social en cours duquel leur intervention aura été demandée et elle le restera pour les exercices ultérieurs à moins que l'assemblée générale annuelle suivante ne l'ait modifiée ou qu'à défaut une nouvelle intervention d'experts ait été demandée suivant la même procédure que prévue ci-avant.

L'acheteur disposera, s'il le désire d'un délai maximum de vingt quatre mois pour payer les titres qu'il aura repris et, dans ce cas, le prix ou la partie de ce prix restant à payer produira de plein droit et sans mise en

demeure, au profit du cédant un intérêt au taux de six pour cent l'an depuis le jour de la cession jusqu'à celui du paiement ou, si besoin est, de la consignation.

A défaut de paiement au comptant, les actions rachetées seront incessibles jusqu'au jour du paiement intégral de leur prix en principal et intérêts.

L'actionnaire qui veut vendre tout ou partie de ses titres en exécution de ce qui précède, doit en aviser le conseil d'administration qui avertira, au plus tard, dans la quinzaine, les autres actionnaires. Dans les trente jours suivants, ceux-ci devront avoir fait parvenir leurs offres d'achat au siège administratif de la société au nom du conseil d'administration qui, dans les huit jours de l'expiration de ce délai, en avisera le vendeur et arrêtera la répartition des titres entre les acheteurs conformément à ce qui suit :

le droit de rachat par préférence s'exercera au prorata du nombre de titres que chaque acheteur possède. Les droits non exercés accroîtront proportionnellement les droits des autres actionnaires. S'il y a compétition entre acheteurs ayant des droits égaux pour l'achat d'un ou plusieurs titres, l'attribution de ceux-ci sera réglée par la voie du sort.

A défaut d'offre d'achat d'un ou de plusieurs titres dans les délais prescrits, le vendeur pourra aliéner ce ou ces titres à qui il lui plaira.

Les significations prévues ci-dessus devront toutes être faites par lettres recommandées et les délais courront à partir du dépôt de la lettre à la poste.

Tout contrevenant aux dispositions du présent article peut, nonobstant ce qui précède, être tenu de tous dommages et intérêts soit envers la société, soit envers les tiers.

ART. 11. — La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs personnes ayant des droits sur une même action, l'exercice des droits y afférents est suspendu, jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée par les intéressés pour les représenter vis-à-vis d'elle.

ART. 12. — Les droits et obligations attachés à l'action la suivent dans le chef de tout titulaire au nom duquel elle a été transférée. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale, ainsi que l'engagement de la responsabilité de son propriétaire à concurrence de sa mise.

ART. 13. — Les héritiers, créanciers ou ayants droit d'un actionnaire, ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les valeurs et biens de la société, ni s'immiscer dans son administration.

ART. 14. — Seule l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes ordinaires, mais convoquée à cet effet, peut décréter l'émission d'obligations ou de bons de caisse hypothécaires ou autres et confier au conseil d'administration le soin d'exécuter cette décision.

Les porteurs ou titulaires des titres émis en application du présent article exerceront leurs droits conformément aux articles des lois belges sur les sociétés anonymes régissant les obligations, qui régiront toutes autres clauses de l'emprunt.

TITRE III.

Administration et Surveillance.

ART. 15. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés et toujours révocables par l'assemblée générale.

A l'expiration du mandat des premiers administrateurs ils seront soumis à réélection suivant un ordre de roulement déterminé pour la première fois par la voie du sort sans que le mandat d'aucun d'entre eux puisse excéder cependant six ans.

A défaut de réélection, le mandat de tout administrateur sortant prend fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

ART. 16. — Le conseil choisit dans son sein un président. En cas d'empêchement du président, le conseil est présidé par l'administrateur le plus âgé présent, à moins que le président ait désigné lui-même son remplaçant.

ART. 17. — Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, au siège social, ou au siège administratif de la société, ou en tout autre endroit, sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace ou de l'administrateur-directeur général, ou d'un administrateur délégué.

Le conseil doit être convoqué lorsque deux de ses membres en font la demande. Ceux-ci fixent, en ce cas, la date de la réunion et libellent son ordre du jour.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président de la réunion est prépondérante.

Si un ou deux des administrateurs ont des intérêts opposés à ceux de la société dans une question soumise au conseil d'administration, ils ne peuvent prendre part à la délibération et les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur empêché peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre administrateur pour le représenter et voter en son lieu et place et, dans cette éventualité, le délégué sera réputé présent. Aucun membre du conseil ne peut cependant représenter plus de deux de ses collègues ni disposer de plus de trois voix, la sienne et celle de ses mandants.

Les délibérations du conseil seront consignées dans un registre spécial de procès-verbaux; les procès-verbaux sont signés par la moitié au moins des administrateurs qui ont pris part à la délibération. En cas de refus de signer il en est fait mention.

Les membres de la minorité pourront faire mentionner aux procès-verbaux leurs dires ou leurs observations et lorsqu'ils jugeront à propos de dégager leur responsabilité ils devront, en outre, dénoncer les irrégularités qu'ils estiment avoir été commises à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

Le conseil d'administration peut décider à la majorité d'admettre à ses réunions, mais à titre exclusivement consultatif, toutes personnes étrangères au conseil, mais ce fait devra être chaque fois mentionné aux procès-verbaux en y indiquant l'identité de ces personnes.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à délivrer en toute circonstance sont certifiés conformes et signés par le président du conseil ou l'administrateur-directeur général, ou par un administrateur-délégué.

ART. 18. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société, à l'exclusion toutefois, sauf ce qui est dit ci-après pour les biens immobilisés par destination, des opérations d'aliénation ou d'engagement réel avec, le cas échéant, stipulation de voie parée de tout ou partie des immeubles appartenant à la société, lesquelles sont de la compétence exclusive de l'assemblée générale délibérant sous seing privé mais réunissant les conditions de présence et de majorité prescrites par l'article trente et un ci-après pour les modifications aux statuts.

Tous les objets qui ne sont pas spécialement réservés par la législation coloniale ou les statuts à l'assemblée générale rentrent dans ses attributions. Il peut notamment fixer les dépenses générales d'administration et d'exploitation; faire, passer et autoriser tous contrats, traités, marchés et entreprises, statuer sur les études, plans, projets et devis proposés pour l'exécution de tous travaux, traiter soit au comptant, soit à crédit, même par annuités; créer, accepter, endosser ou avaliser tous effets de commerce; passer et autoriser tous baux, crédits, soumissions, cautionnements, échanges, consignations, transactions, compromis et emprunts, sauf par voie d'émission d'obligations ou de bons de caisse; acquérir tous biens meubles et immeubles et aliéner par voie d'échange, même tous biens meubles et tous biens immobilisés par destination, libres d'engagements réels; accorder avec ou sans constatation de paiement toute mainlevée ou radiation de toutes inscriptions hypothécaires; transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, toutes renonciations à tous privilèges, droits d'hypothèques et actions résolutoires, toutes mentions et subrogations; dispenser au besoin le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office; nommer et révoquer les membres de la direction ainsi que tous les agents et employés; fixer leurs attributions et traitements et, le cas échéant, leurs cautionnements; déterminer le placement des fonds disponibles et régler l'emploi des fonds de réserve et de prévision; encaisser toutes sommes dues à la société; effectuer tous retraits, transferts, aliénations de fonds, de cautionnements, rentes, créances et valeurs; donner toutes quittances et décharges; élire domicile en tel endroit que de besoin; autoriser toute instance judiciaire, soit en demandant, soit en défendant.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

Tous actes engageant la société et notamment tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, employés ou salariés de la société, ainsi que tous actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration ou des assemblées générales auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèques, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans constatation de paiement, sous renonciation à tous

droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et les procurations relatives à ces actes ne sont valablement signés, à moins de délégation, que par la majorité des administrateurs en fonctions lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil.

Le président du conseil ou l'administrateur-directeur général ou un administrateur délégué, représente la société dans toute instance judiciaire, tant en demandant qu'en défendant.

Dans tous les pays autres que la Belgique et la Colonie du Congo Belge, où la société aura un représentant officiel, les actions pourront être intentées ou suivies par ou contre celui-ci, dans les limites des pouvoirs qui lui auront été conférés.

Le conseil d'administration arrête les comptes à soumettre à l'assemblée générale et fait à celle-ci un rapport sur les comptes ainsi que sur la situation des affaires.

ART. 19. — Le conseil d'administration peut déléguer tous pouvoirs ainsi que la signature sociale à un ou plusieurs de ses membres, qui peuvent recevoir le titre d'administrateur directeur général ou d'administrateur délégué, ou même à des personnes choisies hors de son sein, actionnaire ou non, avec allocation, le cas échéant, d'émoluments spéciaux. Aucun de ces délégués ne peut subdéléguer, au besoin, certaines des pouvoirs qu'il aura reçus si ce n'est sous sa responsabilité.

Indépendamment de ce qui précède, le conseil peut, en fixant leurs attributions et, le cas échéant, leurs émoluments, constituer tous mandataires spéciaux pour des objets déterminés.

ART. 20. — Le conseil d'administration peut nommer dans son sein un comité de direction. Il détermine les pouvoirs de ce comité, ainsi que la forme et la quotité de la rémunération de ses membres, dont le montant est passé au compte des frais généraux ;

Il peut nommer un secrétaire général, un ou plusieurs directeurs, sous-directeurs et fondés de pouvoirs, dont il détermine les attributions et les émoluments.

ART. 21. — La société peut être représentée en tous pays, autres que la Belgique et la Colonie du Congo Belge, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le conseil d'administration.

Ce délégué sera chargé, sous la direction et le contrôle du conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités de ces pays et d'y exécuter, au besoin, les décisions du conseil d'administration.

Il sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ces pays.

ART. 22. — La surveillance et le contrôle des opérations sociales sont confiées à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et, le cas échéant, leurs émoluments.

La durée du mandat du ou des premiers commissaires sera fixée par les dispositions finales des présents statuts. Il sera ou ils seront soumis ensuite à réélection au cours de chaque assemblée générale annuelle.

A défaut de réélection, le mandat de tout commissaire sortant prend fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

ART. 23. — Chaque administrateur doit affecter ou faire affecter dix actions de la société et chaque commissaire doit en affecter ou faire affecter cinq comme garantie de l'exercice de leurs fonctions.

Ces actions ne seront libérées de cette affectation qu'après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle l'administrateur ou le commissaire a exercé ses fonctions et après qu'elle lui aura donné décharge de son mandat par un vote spécial.

L'assemblée générale peut, à toute époque et à la simple majorité des voix, imposer aux administrateurs et aux commissaires un supplément de cautionnement, dont elle détermine la nature et l'importance.

ART. 24. — Les administrateurs restants et le ou les commissaires réunis en conseil peuvent pourvoir provisoirement au remplacement d'un administrateur dont la place serait devenue vacante par suite de décès, de démission ou de toute autre cause. L'administrateur ainsi nommé provisoirement achève le mandat de celui qu'il remplace et la première assemblée générale subséquente procède à la nomination définitive.

ART. 25. — En dehors des tantièmes pouvant leur être attribués en vertu de l'article 39 ci-après, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs et au ou aux commissaires, toute autre rémunération fixe ou variable, ainsi que des jetons de présence, à prélever par frais généraux.

Les fonctions d'administrateur peuvent être cumulées avec celles de directeur général, de secrétaire général, de directeur, de sous-directeur ou de fondé de pouvoirs de la société, ainsi que les rémunérations afférentes à chacune de ces fonctions.

TITRE IV.

Assemblées générales.

ART. 26. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les associés absents, incapables ou dissidents.

ART. 27. — L'assemblée générale annuelle se réunit le premier mardi du mois de juin à dix heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre, au siège administratif ou au siège social, ou bien encore en tout autre endroit en Belgique, ou au Congo Belge, ou même en cas de force majeure, à l'étranger, qu'indiquent les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et du ou des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni inexactitude, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ainsi que le ou les commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires ; ils doivent les convoquer sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social et ce, dans les trois semaines de la réquisition.

Les assemblées générales extraordinaires se réunissent au siège administratif ou au siège social, ou bien dans tout autre endroit au Congo Belge ou en Belgique, ou même en cas de force majeure, à l'étranger, qu'indiquent les convocations.

ART. 28. — L'assemblée générale se compose des actionnaires qui remplissent les conditions prescrites à l'article vingt neuf.

Dans les limites légales, chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote, pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des actions émises ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux actions représentées à l'assemblée.

ART. 29. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les actionnaires doivent être inscrits au registre des titres nominatifs de la société depuis cinq jours francs au moins avant celui de la réunion.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et exiger qu'elles soient déposées au siège social ou administratif, trois jours francs au moins avant celui de la réunion.

Les administrateurs et commissaires assistent de plein droit aux assemblées générales et peuvent y voter pour les actions dont ils justifient être propriétaires, et s'ils ne sont pas actionnaires, ils ne participent aux assemblées qu'avec voix consultative seulement.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou pour eux, par leur mandataire en entrant en assemblée.

ART. 30. — Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est pas actionnaire et s'il ne remplit pas les conditions requises pour être admis, pour participer et voter lui-même à l'assemblée.

Néanmoins, les personnes morales, telles que notamment certaines sociétés civiles et les sociétés commerciales, ainsi que les associations et groupements qui ont le droit d'assister à l'assemblée générale, peuvent y être représentés en vertu de procuration par un mandataire qui peut ne pas être actionnaire.

Les incapables sont représentés à l'assemblée générale par leur représentant légal ou par un tiers mandataire, qui peuvent ne pas être actionnaires.

ART. 31. — L'assemblée générale est régulièrement constituée, quelque soit le nombre des actions représentées, et les délibérations sont prises à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote ; en cas de partage, la proposition est soumise séance tenante à un second vote et, si le second tour de scrutin ne donne aucune majorité, la proposition est rejetée.

Toutefois, et sous réserve de ce qui est stipulé à l'article huit des présents statuts en ce qui concerne les augmentations éventuelles du capital, s'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sur sa fusion avec une autre, sur la réduction de son capital, sur toutes autres modifications de ses statuts, même sur le changement de sa forme juridique, l'assemblée générale n'est valablement constituée ; que si ces objets et celui des modifications proposées ont été spécialement indiqués dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, de nouvelles convocations sont nécessaires et la seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital y représentée.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix au moins.

Le scrutin secret n'est obligatoire que pour les cas de nomination ou de révocation ; si cinq membres au moins de l'assemblée générale l'exigent.

ART. 32. — Aucune modification ne pourra valablement être apportée aux présents statuts qu'avec l'autorisation du pouvoir exécutif, donnée conformément à la loi lorsque celle-ci la prescrit.

ART. 33. — L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement l'administrateur le plus âgé présent et acceptant le remplace, à moins que le président ait désigné lui-même un administrateur pour le remplacer.

En cas d'absence ou d'abstention des administrateurs, l'assemblée est présidée par le plus fort actionnaire présent et acceptant ou, s'il y en a plusieurs de même importance qui acceptent, par le plus âgé de ceux-ci.

Le président de la réunion désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire et nomme deux scrutateurs parmi les actionnaires présents.

En cas de nomination, si la majorité n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, il est fait un ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix et en cas d'égalité de suffrages au ballottage, le plus âgé est proclamé élu.

ART. 34. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites uniquement par lettres recommandées, mises à la poste quinze jours francs au moins avant celui de l'assemblée.

ART. 35. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil d'administration, ou par l'administrateur-directeur général, ou par un administrateur-délégué, ou bien encore, par deux autres administrateurs.

TITRE V.

Inventaire — Bilan — Répartition — Réserve.

ART. 36. — L'année sociale commence le premier janvier pour finir le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice embrassera la période comprise entre la date de l'arrêté royal approuvant la fondation de la société et le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

ART. 37. — Chaque année, le trente et un décembre et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, les comptes sont arrêtés, les documents exigés par les lois belges sur les sociétés commerciales anonymes sont établis par les soins du conseil d'administration dans les délais prévus par ces lois.

L'inventaire contient l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les créances actives et passives de la société, avec une annexe résumant tous ses engagements ainsi que les dettes des administrateurs, directeurs et commissaires envers la société.

L'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes ; elle a la liberté la plus complète pour évaluer les biens sociaux de la manière qu'elle juge la plus utile à l'intérêt de la société, tout en faisant les amortissements qu'elle juge nécessaires.

Elle remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée annuelle au ou aux commissaires qui, dans la quinzaine, doivent faire rapport écrit contenant leurs propositions.

ART. 38. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social et au siège administratif :

1. du bilan et du compte de profits et pertes.
2. de la liste des fonds publics, actions et obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille.
3. de la liste des actionnaires qui n'ont pas intégralement libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile.
4. du rapport du ou des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom en même temps que la convocation.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans les trente jours après leur approbation, être publiés, aux frais de la so-

ciété, par les soins des administrateurs, au Bulletin Officiel ou au Bulletin administratif du Congo Belge, et le cas échéant, si la société a un siège d'exploitation en Belgique, aux Annexes du Moniteur Belge.

A la suite du bilan et du compte de pertes et profits sont publiés : un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale, les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions ainsi que l'état du capital social au jour de l'assemblée générale.

ART. 39. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges et ammortissements, constitue le bénéfice net ; sur ce bénéfice, il est prélevé :

1. cinq pour cent au moins pour constituer un fonds de réserve ; ce prélèvement n'est plus obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital nominal, mais le redevient du moment où ce dixième est entamé..

2. le solde sera réparti suivant décisions de l'assemblée générale, qui pourra l'affecter en tout ou en partie à l'attribution d'un dividende aux actions, à l'attribution de tantièmes aux administrateurs et commissaires, à la constitution ou à l'alimentation de fonds de réserve, de prévisions ou autres analogues, ou encors à des reports à nouveau.

Toute réparation de dividende se fera entre toutes les actions, prorata temporis et liberationis.

ART. 40. — Les dividendes seront payés aux dates et endroits désignés par le conseil d'administration.

TITRE VI.

Dissolution — Liquidation.

ART. 41. — La société peut, en tout temps ; être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les conditions prescrites pour les modifications aux statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, le conseil d'administration doit soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital social la dissolution peut être prononcée par les actionnaires représentant le quart des voix valablement émises à l'assemblée.

En cas de dissolution, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et les émoluments fixes ou proportionnels.

Les liquidateurs pourront notamment être autorisés à apporter contre titre ou à vendre à une autre société congolaise belge ou étrangère, existante ou à constituer, tout ou partie des droits et avoirs de la société dissoute. Pour le surplus et en général, les pouvoirs des liquidateurs et

la marche à suivre pour les autres points de la liquidation seront réglés d'après les articles cent quatre vingt et un et suivants des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, sans devoir requérir une nouvelle autorisation de l'assemblée des actionnaires alors même que cette autorisation serait prévue par les dites lois.

Tout actionnaire donne, par les présents statuts, pouvoir aux liquidateurs nommés par l'assemblée générale, de faire toutes les opérations de liquidation, dans les limites du mandat leur donné par la même assemblée.

La nomination du ou des liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et commissaires.

Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social non encore réparti continuent à demeurer la propriété de l'être moral et collectif.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société ; elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs ; elle approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharge.

ART. 42. — Après le paiement des dettes et charges de la société, le solde de l'avoir social est réparti entre toutes les actions, en rétablissant, au préalable, l'équilibre des situations au cas où tous les titres ne seraient pas à ce moment libérés dans une égale proportion.

TITRE VII.

Dispositions générales.

ART. 43. — Immédiatement après la constitution de la présente société, les actionnaires se réuniront en assemblée générale, sans convocation et sans conditions spéciales d'admission pour statuer sur tous objets qu'ils jugeront utile de porter à l'ordre du jour de la réunion.

ART. 44. — Tout actionnaire non domicilié en Belgique ou au Congo Belge, sera tenu d'y élire domicile pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu de plein droit au siège social ou au siège administratif de la société, où toutes sommations, significations et notifications pourront être valablement faites à l'actionnaire. Copies en seront aussi envoyées par lettre recommandée au dernier domicile connu de l'intéressé.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés dans la colonie ou à l'étranger, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social ou au siège administratif de la société, où tous les actes de procédure leur seront valablement adressés relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle

Copies en seront également envoyées, sous pli recommandé, comme il est dit au deuxième alinéa ci-dessus.

ART. 45. — Les présents statuts seront, dans les six mois, déposés en copie au greffe du tribunal de première instance compétant ; ils seront publiés au Bulletin Officiel ou au Bulletin administratif du Congo Belge. Ils seront publiés en outre aux Annexes du Moniteur Belge.

ART. 46. — L'émission, l'exposition, l'offre et la vente publique des titres de la société, ainsi que leur inscription à la côte officielle d'une bourse de commerce en Belgique, devront être précédées de publications exigées notamment par les articles trente six, quarante, soixante quatre et quatre vingt sept des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

ART. 47. — Tous les cas non prévus par les présents statuts ou par la législation coloniale seront résolus selon les principes de la loi, de la jurisprudence et de la doctrine en vigueur ou suivie en Belgique.

ART. 48. — Le présent acte est réalisé sous la condition suspensive de son autorisation, conformément à la législation du Congo Belge.

Estimation pro-fisco.

En vue de la perception du droit de mutation sur les immeubles apportés à la société, les parties déclarent que les dits immeubles ont, à ce jour, une valeur réelle nette de douze millions neuf cent nonante neuf mille huit cent dix huit francs congolais.

Clause relative aux frais.

Les parties déclarent que le montant des charges, frais, dépenses, rémunérations quelconques, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à un million six cent mille francs.

Dispense d'inscription hypothécaire.

Les parties déclarent expressément dispenser Monsieur le Conservateur des Titres Fonciers de prendre inscription hypothécaire, en vertu des stipulations du présent acte.

Dispositions transitoires.

Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à neuf, pour une terme qui, sauf réélection, expirera immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante quatre et son nommés en cette qualité :

1. Monsieur Albert Rasquinet, Ingénieur, demeurant à Liège, 156, avenue de l'Observatoire.
2. Monsieur Frédéric Bochkoltz, Ingénieur ALLg AIM demeurant à Bruxelles, 182, avenue Brugmann.
3. Monsieur Georges Francotte, Ingénieur, demeurant, 148, rue voie de Liège, à Embourg.

4. Monsieur Joseph Leruitte, secrétaire général de société, demeurant à Sprimont « Les Marronniers » Place Communale n° 1.

5. Monsieur Gaston Magniette, Industriel, demeurant à Anvers, 2 rue Van Schoonbeke.

6. Monsieur Julien Rasquinet, Ingénieur, demeurant à Sclessin-Ougrée, 12 avenue de Cointe.

7. Monsieur Pierre Rasquinet, Ingénieur, domicilié à Liège, 84 rue de Froidmont, résidant actuellement à Elisabethville (Congo Belge) 87 avenue Wangermée.

8. Monsieur Jacques Staquet, Industriel, demeurant à Elisabethville, 63 route de Jadotville.

9. Madame Irène Taskin, épouse séparée de biens de Monsieur Jacques Staquet, demeurant 63 route de Jadotville à Elisabethville.

Tous susnommés et acceptant.

Le nombre des commissaires est fixé pour la première fois à deux, pour un terme qui, sauf réélection expirera immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante quatre.

Sont nommés en cette qualité :

1. Monsieur Victor Genin, expert comptable, C.N.E.C.B. secrétaire de société, demeurant à Grivegnée lez Liège ; 30 rue Haute Wez — ici présent et acceptant.

2. Monsieur Jacques Taskin, licencié en sciences commerciales à Elisabethville (Congo Belge) — acceptant par Monsieur Jacques Staquet.

Déclaration relative à l'état civil.

Le notaire soussigné certifie l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance de Monsieur Jacques Staquet au vu des pièces officielles requises par la loi.

Dont acte.

Fait et passé à Liège.

Date que dessus.

Lecture faite, les parties ont signé avec nous, notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Liège A.C. & Ssions V le 16 mars 1953 volume 22 folio 89 case 2 — neuf rôles, deux renvois reçu quarante francs — Le Receveur : BERNARD.

Pour expédition conforme.

(sé) Georges HOUYET.

G. Houyet — Notaire — Liège.

Tribunal de 1^{re} Instance — Liège.

Vu par nous Paul Martin — Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Liège, pour légalisation de la signature de Me Houyet, notaire apposée ci-dessus.

Liège le 1^{er} avril 1953.

N° 3321 —

coût 4 francs — (Sé) P. Martin

Ministère de la Justice.

VU au ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Paul Martin apposée ci-dessus.

Bruxelles le 14 avril 1953.

Le Chef de Bureau : (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles le 14 avril 1953.

Le Conseiller adjoint : (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 22 avril 1953

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
de 22 April 1953.

(sé) Dequae (get)

« Savonneries Congolaises » en abrégé « SAVCO »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, rue Royale, 150.

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES PROPRIETAIRES
DE PARTS SOCIALES.**

**CHANGEMENT DE LA DENOMINATION DE LA SOCIETE.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le lundi vingt-trois mars à onze heures.

Etant à Bruxelles, « LEVER HOUSE », rue Royale, n° 150.

Par devant Nous, Théodore TAYMANS, Notaire de résidence à Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire les propriétaires des parts sociales de la société congolaise par action à responsabilité limitée sous la dénomination de « SAVONNERIE CONGOLAISE » en abrégé « SAVCO » dont le siège social est établi à Léopoldville et le siège administratif à Bruxelles, rue Royale, n° 150, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, suivant acte reçu par nous, notaire soussigné, le vingt-neuf novembre mil neuf cent cinquante, autorisée par arrêté du Prince Régent, en date du deux janvier suivant, dont les statuts ont été publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze février mil neuf cent cinquante et un et du Moniteur Belge des vingt-deux, vingt-trois janvier mil neuf cent cinquante et un, numéros 1239 et 1240.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Geoffrey-Wakefield Potter, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Paul Gillain, avocat Honoraire, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue Roger Van den Driessche, n° 60.

Et il choisit pour scrutateur Monsieur Jurgens ci-après nommé et Monsieur Willy Van der Planken, Docteur en droit, demeurant à Anvers, avenue d'Amérique, n° 41.

Tous ici présents et qui acceptent.

Ces choix sont ratifiés par l'assemblée.

Sont présents ou représentés, les actionnaires ci-après nommés possédant ainsi qu'ils le déclarent et que l'assemblée le reconnaît, le nombre de titres ci-après indiqué savoir:

(1) Arrêté royal du 24 avril 1953. Voir Bulletin officiel du Congo Belge du 15 mai 1953 — 1^{re} Partie.

Parts sociales.

1. La société anonyme néerlandaise « Margarine fabriek » « Groningen » (voorheen onder de firma Hendriks, Brongers en Bos) dont le siège est à Rotterdam, 1, Museumpark, propriétaire de cinq parts sociales. 5.—
 2. La société de droit anglais à responsabilité limitée « Unilever Limited » ayant son siège à Londres E.C. 4 « Unilever House » Blackfriars, propriétaire de vingt-quatre mille neuf cent nonante parts sociales. 24.990.—
 3. La société anonyme neerlandaise « Mavibel » (Maatschappij voor Internationale Beleggingen) dont le siège est à Rotterdam, 1 Museumpark ; propriétaire d'une part sociale. 1.—
 4. Monsieur Sidney Edkins, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Place de Brouckère (Hôtel Métropole) propriétaire d'une part sociale. 1.—
 5. Monsieur James-Laurence Heyworth, administrateur de sociétés, demeurant à Londres, S.W.1, 66, Marsham Court-Marsham street, propriétaire d'une part sociale. 1.—
 6. Monsieur Geoffrey-Wakefield Potter, administrateur de sociétés, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Genêts ; propriétaire d'une part sociale. 1.—
 7. Monsieur Henri-Théodore Jurgens, administrateur de sociétés, demeurant à Sterrebeek, propriétaire d'une part sociale. 1.—
-
- Soit au total sept actionnaires possédant ensemble vingt-cinq mille parts sociales. 25.000.—

MANDATS.

Sont représentés :

I. Par Monsieur Jurgens, prénommé : 1. La société « Margarinefabriek Groningen » prénommée, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du neuf mars courant, et 2. La société « Mavibel » prénommée en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du même jour.

II. Par Monsieur Potter prénommé : 1. La société « Unilever » prénommée, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du neuf mars courant, et 2. Monsieur Heyworth, prénommé, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du dix mars courant .

III. Par Monsieur Van der Planken, prénommé : Monsieur Sidney Edkins, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé daté de douze mars courant.

Les procurations dont s'agit ci-dessus demeureront ci-annexées et seront enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

« 1. Modification de la dénomination sociale « Savonneries Congolaises » en abrégé « SAVCO » S.C.R.L. en « Société des Margarineries et Savonnerie Congolaises » S.C.R.L. en abrégé « MARSAVCO » S.C.R.L. l'une ou l'autre de ces deux formes de dénomination pouvant s'employer séparément ».

« 2. Démission et nomination d'administrateurs.

« 3. Divers.

II. Que toutes les parts sociales existantes étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-six des statuts.

III. Que sur les vingt-cinq mille parts sociales existant actuellement, les propriétaires présents ou représentés possèdent ensemble l'intégralité de ces vingt-cinq mille parts sociales ;

Qu'en conséquence, la présente assemblée générale extraordinaire est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

IV. Que chaque part sociale donne droit à une voix mais que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts dépassant la cinquième partie du nombre de parts sociales émises ou les deux cinquièmes des parts sociales représentées.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée. Monsieur le Président propose à celle-ci d'aborder l'examen des objets soumis à sa délibération.

Délibérant sur l'objet numéro un de l'ordre du jour, l'assemblée prend la résolution suivante :

« L'assemblée décide de changer la dénomination actuelle de la société en celle de : « Société des Margarineries et Savonneries Congolaises » S.C.R.L., en abrégé « MARSAVCO » S.C.R.L. l'une ou l'autre de ces deux formes de dénomination pouvant s'employer séparément ».

En conséquence, l'assemblée décide de remplacer l'article premier des statuts par le texte suivant :

« Article premier. — La société congolaise par actions à responsabilité limitée constituée sous la dénomination de « Savonnerie Congolaise » en abrégé « SAVCO » suivant acte reçu par le notaire Théodore Taymans, à Bruxelles, le vingt-neuf novembre mil neuf cent cinquante a, par décision de l'assemblée générale extraordinaire constatée suivant procès-verbal dressé par le même notaire, le vingt-trois mars mil neuf cent cinquante-trois, pris la dénomination de : Société des Margarineries et Savonneries Congolaises » S.C.R.L. en abrégé « MARSAVCO » S.C.R.L. l'une ou l'autre de ces deux formes de dénomination pouvant s'employer séparément ».

DELIBERATION.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Les délibérations sur les autres points de l'ordre du jour ne devant pas être constatées par acte authentique, la séance continue hors la présence du notaire soussigné.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont fait la demande et Nous, Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A.C. II, le 25 mars 1953, volume 1389, Fⁿ 47, C. 7, deux rôles, un renvoi. Reçu quarante francs. Le Receveur a/i (signé) Boon.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sans les annexes.

(signé) T. Taymans.

T. Taymans — Notaire à Bruxelles — Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles, Président.

Vu par Nous : Jean HUBRECHT, Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Taymans, notaire à Bruxelles. — Reçu quatre frs. N^o1920 — Bruxelles, 2 avril 1953, (signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus. — Bruxelles, le 4 avril 1953. — Le Directeur, (signé) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Mr Heymans, apposée ci-dessus. — Bruxelles, le 7 avril 1953. — Le Conseiller : (signé) A. Marquet — Droits perçus : 40 frs.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 22 avril 1953.

Mij bekend,
De Minister van Koloniën,
22 April 1953.

(sé) Dequae (get.)

**Société des Margarineries et Savonneries Congolaises,
en abrégé « MARSAVCO »**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 150, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n°326.34

Registre du commerce de Léopoldville : n° 2701.

—
DEMISSIONS — NOMINATIONS — ADMINISTRATEURS.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 23 mars 1953., au siège administratif.

L'Assemblée prend acte de la démission de Messieurs Barthélémy LAPAGE, José JONNIAUX, Gustave BLUTZ et Frédérik POTT en qualité d'administrateurs de la société.

Pour compléter le Conseil dont continuent à faire partie Messieurs G.W. POTTER, administrateur-délégué, L. SIREUIL, administrateur-délégué en Afrique et Ch.A. COATHUP, administrateur, sont nommés administrateurs :

Monsieur Henry-Théodore JURGENS, château de et à Sterrebeek,
pour achever le mandat de Monsieur B. LAPAGE.

Monsieur Adrien CLAEYS, 30, avenue Van Rijswijck, Anvers,
pour achever le mandat de Monsieur J. JONNIAUX.

Monsieur Maxime BURGRAEVE, 120, avenue Winston Churchill, Uccle,
pour achever le mandat de Monsieur G. BLUTZ.

Monsieur Paul GILLAIN, 60, avenue Roger Van den Driessche, Woluwé St Pierre,
pour achever le mandat de Monsieur F. POTT.

Monsieur G.-F.-J. JONGBLOED, domicilié à Léopoldville,

Extrait certifié conforme :

G. W. POTTER,
Administrateur-délégué.

—

**Société des Margarineries et Savonneries Congolaises,
en abrégé « MARSAVCO »**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 150, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 326.34.

Registre du commerce de Léopoldville : n° 2701.

—

ELECTION D'UN PRESIDENT DU CONSEIL.

Extrait du Procès-Verbal du Conseil d'Administration tenu le 13 avril 1953 au siège administratif.

Par décision du Conseil, Monsieur Henry-Théodore JURGENS, est élu Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait certifié conforme :

G. W. POTTER,

Administrateur-délégué.

—

ERRATUM

Société des Plantations de Dembia.

B.O.C.B. du 15-4-1953 Annexe I. pages 494 — 495 — lire Alfred Liénart
au lieu de Alfred Liénard.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 6^{me} TRANCHE 1953.

MERCREDI 29 AVRIL 1953.

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
84100 1010 1390	20.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr.	5 73755 34265 0575 342695	200 fr. 20.000 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 1.000.000 fr.
00601 27411 4731 9841 4051 93251 17371	20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 100.000 fr. 100.000 fr.	16 46816 19256 6956 29296	500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr.
76902 312 97312 0422 84622 40722 3642 8372	40.000 fr. 1.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr.	3017 1437 6257 56357 340697	2.500 fr. 2.500 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 2.500.000 fr.
55023 99343 1273	20.000 fr. 40.000 fr. 10.000 fr.	4318 16948 168 00468 3498	5.000 fr. 20.000 fr. 1.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.
7714 31324 81324 66254 320884	5.000 fr. 40.000 fr. 40.000 fr. 20.000 fr. 1.000.000 fr.	82309 95029 23239 4779	100.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

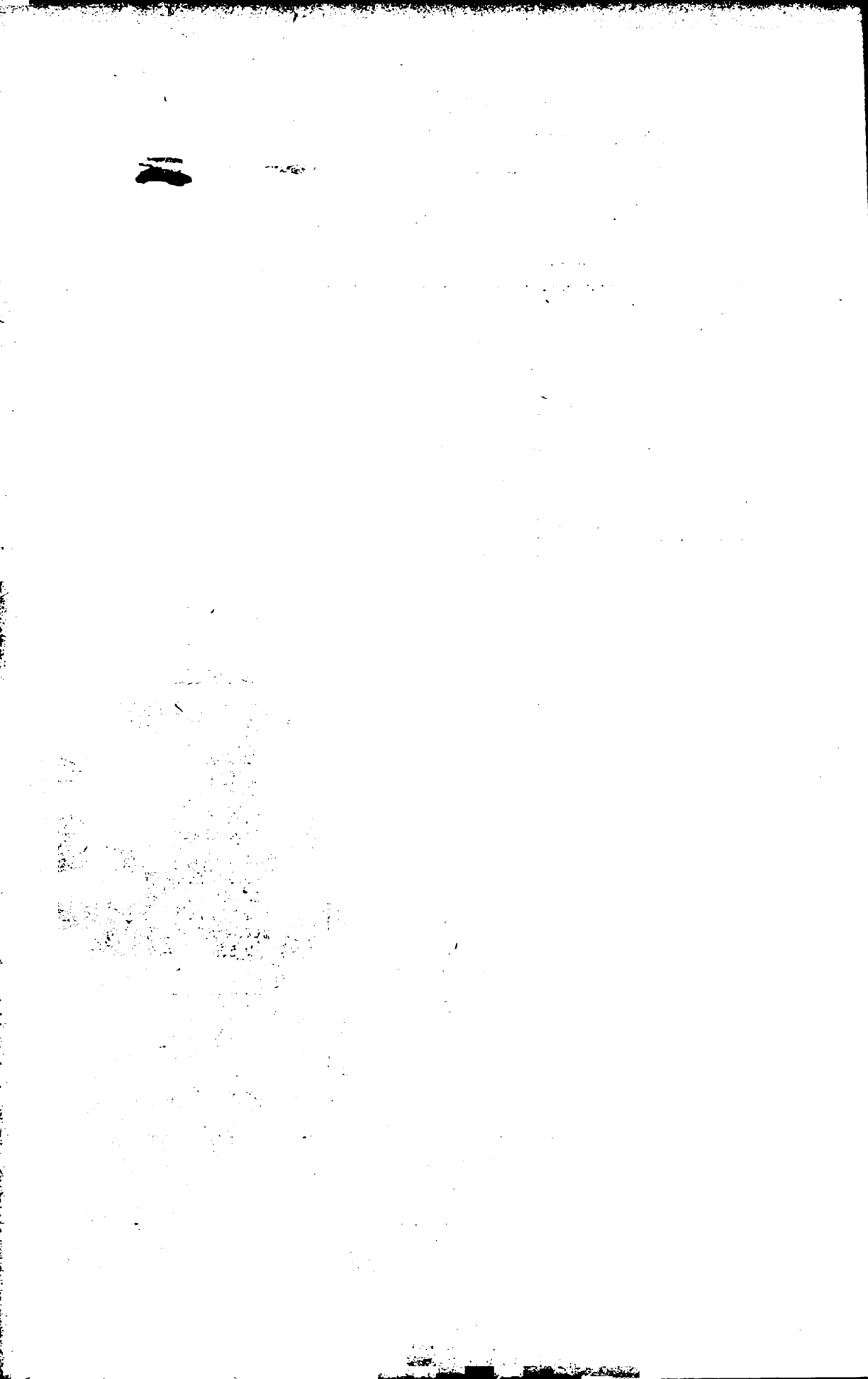
KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 6^e SCHIJF 1953.

WOENSDAG 29 APRIL 1953.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
84100 1010 1390	20.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr.	5 73755 34265 0575 342695	200 fr. 20.000 fr. 40.000 fr. 5.000 fr. 1.000.000 fr.
00601 27411 4731 9841 4051 93251 17371	20.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 100.000 fr. 100.000 fr.	16 46816 19256 6956 29296	500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr.
76902 312 97312 0422 84622 40722 3642 8372	40.000 fr. 1.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr.	3017 1437 6257 56357 340697	2.500 fr. 2.500 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 2.500.000 fr.
55023 99343 1273	20.000 fr. 40.000 fr. 10.000 fr.	4318 16948 168 00468 3498	5.000 fr. 20.000 fr. 1.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.
7714 31324 81324 66254 320884	5.000 fr. 40.000 fr. 40.000 fr. 20.000 fr. 1.000.000 fr.	82309 95029 23239 4779	100.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.



« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1 JUIN 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Bamboli Cultuur Maatschappij.....	737	Société Coloniale d'Entreprises Industrielles, Commerciales et Agricoles...	721
Banque Congolaise pour l'Industrie, le Commerce et l'Agriculture.....	734	Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga.....	799
Compagnie Coloniale Belge.....	716	Société Commerciale et Minière de l'Uélé.	787
Compagnie du Chemin de fer du Bas Congo au Katanga	723	Société Commerciale et Minière du Congo	703
Compagnie Financière Africaine	780	Société Congolaise des Dérivés Textiles.	739
Compagnie Immobilière de l'Est Africain.	778	Société Congolaise pour la production, la manufacture et le Commerce d'ananas et tous fruits ou produits ...	784
Constructions et Bétons en Afrique....	741	Société Cotonnière du Bomokandi	707
Crédit Congolais	713	Société de Linéa Idjwy	789
Kigali-Auberge et Plantations	730-743	Société de Linéa Kihumba.....	742
La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo	804	Société de Linéa Malambo	792
Les Entreprises de Travaux Paul Montois	795	Société d'Entreprises et de Constructions Stirling Astaldi au Congo	739
L'Immobilière du Katanga	776	Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo.....	744
Matériels et Matériaux de Construction au Congo	786	Société Immobilière et d'Exploitation Melotte au Congo.....	788
Pêcheries de l'Ituri.....	701	Socomet.....	700
Perfaco.....	728		
Société Belge des Roulements à Billes S.K.F.	745		

Socomet S.C.R.A.R.L.

Société de Constructions Métalliques.

9, rue de la Vallée, Bruxelles.

Arrêté Royal des 21-6-1948 et 1-10-1952.

Statuts Publiés les 8-8-1948 - 15-8-1948 et 15-10-1952.

Compte rendu de l'Assemblée Générale ordinaire tenue le 22-8-1952 immédiatement après l'Assemblée Générale Extraordinaire.

(Compte rendu B. O. du 15-10-52).

Sont présents :

- 1) S. A. Des Boulonneries de Liège et de la Blanchisserie, établie, 14, rue St. Vincent à Liège, représentée par M. F. Delahaut.
- 2) S. A. « Les Moteurs Moës » à Waremme, représentée par M. F. Delahaut.
- 3) M. Ivan De Cuyper, Industriel, demeurant à Uccle, Avenue de la Sapinière, 37, représenté par M. S. Gérard.
- 4) Mme A. Hoeberechts, Veuve Quix, 24, rue Fraikin, Bruxelles.
- 5) M. R. Cambier, 36, rue Laschet, Eupen.
- 6) M. F. Delahaut, Industriel, 9, rue de la Vallée à Bruxelles.
- 7) M. M. D'Hooge, Médecin, demeurant à Costermansville, représenté par Mme Vve Quix.
- 8) M. A. Poesen, représenté par M. F. Delahaut.
- 9) M. G. Goulevant, Ingénieur, 168, Avenue des Cerisiers à Bruxelles.
- 10) La S.P.R.L. Charles Rachin, 484, Avenue Georges Henri à Bruxelles, représentée par M. Roger Rachin, demeurant, Avenue Georges Henri, 488, à Bruxelles.
- 11) La S. A. Holding Etudes et Diffusion du Profil à Froid, établie à Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétruse, représentée par M. F. Delahaut.
- 12) M. René Sulbout, demeurant à Rodange, 22, rue du Docteur Gaasch, représenté par M. F. Delahaut.
- 13) M. Marcel Delat, demeurant à Léopoldville, 1, Avenue Baron Jacques, représenté par M. F. Delahaut.
- 14) M. Paul Adam, demeurant à Léopoldville, Hôtel Régina, représenté par M. F. Delahaut.

L'Assemblée Générale ordinaire réunie décide à l'unanimité de former son Conseil d'Administration comme suit :

Président du Conseil : M. Ivan De Cuyper.

Vice-Président : M. Richard Cambier.

Administrateur Délégué : M. Fernand Delahaut.

Administrateur Directeur : M. Marcel Delat.

Administrateurs : Madame Veuve Quix; M. G. Goulevant; M. P. Adam.

Commissaires : M. A. Poesen; M. Paul Otten.

La séance est levée à 12 heures.

M. S. Gérard (pr. M. De Cuyper).
Mme Quix.

M. G. Goulevant.

M. R. Cambier.
M. F. Delahaut.

Pêcheries de l'Ituri

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kasenyi (Congo Belge).

Siège administratif : 22, Place Armand Steurs à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 80.557.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 1.129.

Constituée par acte passé devant Maître Hubert SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le 3 juin 1935, et autorisée par Arrêté Royal du 17 juillet 1935. (Annexe au B. O. C. B. du 15 août 1935, p. 489).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître RICHIR, notaire à Bruxelles, le 22 décembre 1948. (Modifications autorisées par Arrêté Royal du 20 janvier 1949 et publiées à l'Annexe au B. O. C. B. du 15 mars 1949, p. 358).

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais d'augmentation du capital	39.841,—
Immeubles, déduction faite des amortissements	436.500,—
Matériel, déduction faite des amortissements	712.394,—
Mobilier, déduction faite des amortissements	95.000,—

Réalisable :

Débiteurs divers	36.799,—
Matériel à vendre	74.553,—

Disponible :

Banques et Caisse	13.227,—
-----------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des Administrateurs et Commissaire .	45.000,—
Divers	9.876,—

Pertes et profits :

Solde déficitaire reporté	1.995.029,—
	<u>3.458.219,—</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	3.000.000,—
Réserve statutaire	45.277,—

Dettes sans garanties réelles :

Créiteurs divers	257.995,—
Comptes créditeurs	100.071,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des Administrateurs et Commissaire .	45.000,—
Divers	9.876,—
	<u>3.458.219,—</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Perte reportée	1.995.029,—
Moins-value sur matériel	145.947,—
Frais généraux d'administration	24.111,—
	<u>2.165.087,—</u>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	170.058,—
Solde en perte	1.995.029,—
	<u>2.165.087,—</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 mai 1953.

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1952;
- 2) donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion au 31 décembre 1952;
- 3) renouvelle, pour un terme de 6 ans, le mandat d'administrateur de Madame la Baronne van de WERVE de SCHILDE, et pour un terme d'un an, le mandat de commissaire de Monsieur Daniel de LAET.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions :

Chevalier van OUTRYVE d'YDEWALLE, Château Lisbona à Loppem-lez-Bruges, Président.

Baronne van de WERVE de SCHILDE, 282, rue du Noyer, Bruxelles, Vice-présidente, Administrateur-directeur.

Monsieur Alfred COPPIETERS t'WALLAND, Villa « La Maison Blanche », Leegweg, Saint-André-lez-Bruges, Administrateur.

Monsieur Roger FRANQUET, 37, rue Blanche à Bruxelles, Administrateur.

Monsieur Daniel de LAET, agent commercial, 23, rue Augustin Delporte, Ixelles-Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 4 mai 1953.

Certifie conforme :

Deux Administrateurs :

Chevalier van OUTRYVE d'YDEWALLE.

Baronne van de WERVE de SCHILDE.

Société Commerciale et Minière du Congo « Cominière ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Léopoldville 1.620.

Bruxelles 15.176.

Constituée par acte passé à Bruxelles, le 15 septembre 1950, publié au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 novembre 1950 et aux annexes au Moniteur belge des 12-13-14 novembre 1950 n° 24043. Autorisée par Arrêté royal du 23 octobre 1950.

Bilan au 31 décembre 1952
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier	1,—
--------------------	-----

Disponible :

Caisse et Banques	3.840.635,73
-----------------------------	--------------

Réalisable :

Titres en portefeuille et participations .	152.110.367,—
--	---------------

Participation syndicale temporaire . .	16.443.000,—
--	--------------

Débiteurs divers :

Avances temporaires aux

Société filiales . .	4.870.000,—
----------------------	-------------

Comptes-courants . .	1.791.913,80
----------------------	--------------

6.661.913,80

175.215.280,80

Divers :

Comptes débiteurs	1.773.420,75
-----------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des Administrateurs et Commissaires .	P. M.
--	-------

Avals donnés pour compte des Stés filiales	18.993.410,40
--	---------------

Notre participation dans cautions solidaires de 3.100.000 frs.	775.000,—
--	-----------

19.768.410,40

200.597.748,68

PASSIF.

Dette de la société envers elle-même :

Capital représenté par 102.550 actions

sans désignation de valeur . . .	80.000.000,—
----------------------------------	--------------

Réserve sociale	6.021.182,—
---------------------------	-------------

Réserve extraordinaire .	37.821.000,—
--------------------------	--------------

Dotation du disponible du

Fonds d'amortissement

sur comptes débiteurs .	3.813.404,02
-------------------------	--------------

41.634.404,02

Réserve indisponible (décret du 10-9-51)	15.829.000,—
--	--------------

Réserve indisponible (décret du 6-7-48) .	2.250.000,—
---	-------------

Fonds d'amortissements sur comptes débiteurs	1.773.419,75
--	--------------

147.508.005,77

Dette de la société envers des tiers :

Versements non appelés sur titres en portefeuille	960.500,—	
Dividendes non réclamés	744.130,15	
Créditeurs divers	116.463,—	
Engagement syndical temporaire	13.154.400,—	
	<hr/>	14.975.493,15

Divers :

Comptes créditeurs provisionnés et divers	2.203.546,70
---	--------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des Administrateurs et Commissaires .	P. M.	
Avals donnés pour compte de Stés filiales	18.993.410,40	
N ^o participation dans cautions solidaires de 3.100.000 frs.	775.000,—	
	<hr/>	19.768.410,40
Profits et pertes	16.142.292,66	
	<hr/>	200.597.748,68
	<hr/>	<hr/>

Comptes de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux et d'administration	2.365.322,93	
Frais financiers	80.751,—	
	<hr/>	2.446.073,93
Solde bénéficiaire	16.142.292,66	
	<hr/>	18.588.366,59
	<hr/>	<hr/>

CREDIT.

Solde reporté de 1951	16.933,90	
Revenus du portefeuille	17.383.126,53	
Bénéfice sur réalisations (décret du 10-9-51)	191.000,—	
Bénéfice sur réalisations	260.005,80	
Intérêts, commissions et divers	737.300,36	
	<hr/>	18.588.366,59
	<hr/>	<hr/>

Répartition du bénéfice.

Réserve immunisée (décret 10-9-1951)	191.000,—
Réserve sociale	796.718,—
Réserve extraordinaire	615.595,98
Premier dividende de 40 frs. brut	4.102.000,—
Allocations statutaires	1.452.204,—
Superdividende de 86,506 frs. brut	8.871.192,—
Report à nouveau	113.582,68
	<hr/>
	16.142.292,66
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

M. Jean NAGELMACKERS, Banquier, 206, Boulevard d'Avroy, Liège.

M. Martin THEVES, Ingénieur, 12, av. de la Forêt de Soignes, Rhode-St-Genèse.

M. Alfred LIENART, Ingénieur, 196, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. le Baron ALLARD, Administrateur de Sociétés, Regenboog, Heyst s/mer.

M. Simon COLLIN, Administrateur de Sociétés, 34, Boulevard Louis Schmidt, Bruxelles.

M. le Comte de LESSEPS, Propriétaire, 74, avenue Paul Doumer, Paris 16^{me}.

M. Christian JANSSENS van der MAELEN, Ingénieur, 34, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Gérard NAGELMACKERS, Banquier, 17, avenue Emile Demot, Bruxelles.

M. le Baron de STEENHAULT, Banquier, Vollezeel.

M. Pierre WIGNY; agrégé en droit, 94, avenue Louise, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Raymond DEPIREUX, licencié en sciences commerciales, 24, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

M. Raymond SCHEYVEN, Docteur en droit, 141, rue Froissart, Bruxelles.

M. Alfred VALKENBERG, Administrateur de Sociétés, 1, avenue Hoover, Genval.

Les Administrateurs.

A. Liénart; J. Nagelmackers; M. Thèves; Baron Allard; S. Collin; Ch. Janssens; G. Nagelmackers; Baron de Steenhault; Comte de Lesseps.

Les Commissaires.

R. SCHEYVEN.

R. DEPIREUX.

A. VALKENBERG.

Société Commerciale et Minière du Congo.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Léopoldville 1.620.

Bruxelles 15.176.

NOMINATIONS.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 28 avril 1953.*

A l'unanimité, l'Assemblée :

- 1) Ratifie les nominations de MM. Jean NAGELMACKERS et Pierre WIGNY, Administrateurs;
- 2) Appelle aux fonctions d'Administrateur pour une durée de six ans, M. François LIEZ, docteur en médecine à Kamina (Congo Belge);
- 3) Appelle aux fonctions de Commissaire M. Robert THEVES, comptable, demeurant à Dudelange (Grand Duché de Luxembourg).

Pour extrait conforme :

Un Administrateur,
(sé) Ch. JANSSENS.

L'Administrateur-Délégué,
(sé) A. LIENART.

Société Cotonnière du Bomokandi.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : à Tely (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 24.983.

Registre du commerce de Stanleyville n° 471.

Autorisée par Arrêté Royal du 20 décembre 1927. Statuts publiés au Moniteur Belge du 11 novembre 1927 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1928; modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 juin 1929 (annexes du Moniteur Belge du 16 juillet 1929, acte n° 11827), autorisés par Arrêté Royal du 4 septembre 1929, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1929; par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 mars 1930 (annexes du Moniteur Belge du 28 mars 1930, acte n° 3734); par l'Assemblée Générale Extraordinaire

du 5 août 1931 (annexes du Moniteur Belge du 11 octobre 1931, acte n° 13771); autorisés par Arrêté Royal du 28 septembre 1931, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1931; par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mai 1937, publiés aux annexes du Moniteur Belge du 17 juin 1937, acte n° 9864 et au Bulletin Administratif du Congo Belge n° 16 du 25 août 1937; par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juillet 1950 (annexes du Moniteur Belge des 25-26 septembre 1950, acte n° 21404); autorisés par Arrêté Royal du 16 septembre 1950, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1950; par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 1950 (annexes du Moniteur Belge des 2-3-4 novembre 1950, acte n° 23507); autorisés par Arrêté Royal du 23 octobre 1950, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1950.

Bilan arrêté au 31 octobre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 1952.

ACTIF.

I. — *Actif immobilisé :*

a) Installations, matériel et Plantations en Afrique	119.470.018,—	
Amortissements antérieurs moins extournes	47.256.923,—	
Amortissem. de l'exercice	4.991.381,—	
	<u>52.248.304,—</u>	
		67.221.714,—
b) Frais 1 ^{er} Etablissement. Elevage	1.716.274,—	
Amortissement antérieurs	1.716.273,—	
Amortiss. de l'exercice	—	
	<u>1.716.273,—</u>	
		1,—

II. — *Actif réalisable :*

c) Titres et participations	20.332.001,—	
d) Débiteurs divers	38.046.681,—	
e) Approvisionnements	22.480.767,—	
f) Stock produits	9.675.630,—	
	<u>90.535.079,—</u>	

III. — *Actif disponible :*

g) Caisses et banques en Europe et en Afrique	37.332.138,—
---	--------------

IV. — *Divers :*

h) Comptes débiteurs	14.597.234,—
--------------------------------	--------------

V. — *Comptes spéciaux.* (Décret du 18 juin 1947).

i) Sommes à percevoir lors de la vente des produits cotonniers confiés à la Société	19.370.622,—	
j) Produits cotonniers confiés à la so- ciété	P. M.	
k) Fonds détenus en consignation pour compte du Cogenco	20.457.094,—	
	<hr/>	39.827.716,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

l) Banque Belge d'Afrique. Fonds en faveur du person- nel « Espèces »	2.231.415,—	
m) Titres du Fonds en faveur du personnel	1.206.000,—	
n) Garanties statutaires	P. M.	
o) Engagements et contrats divers en cours	P. M.	
p) Banque du Congo Belge. Cautionnements Agents d'Afri- que	P. M.	
	<hr/>	
		252.951.297,—
		<hr/> <hr/>

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital	80.000.000,—	
représenté par 71.550 actions sans dési- gnation de valeur.		
b) Réserve statutaire	8.000.000,—	
c) Réserve extraordinaire	25.000.000,—	
	<hr/>	113.000.000,—

II. — d) *Fonds d'assurance* 4.647.434,—

e) <i>Provisions pour amortissements</i>	20.000.000,—	
--	--------------	--

III. — *Passif de la société envers les tiers :*

f) Créiteurs divers	21.952.031	
g) Montant non appelé sur portefeuille. Titres et participations	2.050.000,—	
	<hr/>	24.002.031,—

IV. — *Divers :*

h) Comptes créditeurs	30.631.028,—	
---------------------------------	--------------	--

V. — *Comptes spéciaux.* (Décret du 18 juin 1947) :

i) Ayants droit aux produits cotonniers confiés à la Société	P. M.
j) Fonds consignés à la Société par le Cogерco	20.457.094,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

k) Fonds du personnel « Titres en espèces »	3.437.415,—
l) Titulaires des garanties statutaires	P. M.
m) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P. M.
n) Agents d'Afrique « Cautionnement Banque du Congo Belge)	P. M.

VII. — *Solde :*

o) Report de l'exercice précédent	11.345.737,—	
p) Bénéfice net de l'exercice	25.430.558,—	
	<hr/>	36.776.295,—
		<hr/>
		252.951.297,—
		<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 octobre 1952.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles et Léopoldville	3.374.808,—
Allocations statutaires du personnel d'Afrique et d'Europe	2.200.000,—
Charges financières	17.860,—
Amortissements :	
sur installations et matériel en Afrique	4.991.381,—
Dotations :	
au Fonds de Welfare en faveur des indigènes	2.045.885,—
à la provision fiscale	15.000.000,—
à la provision pour amortissements	10.000.000,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	25.430.558,—
Report de l'exercice précédent	11.345.737,—
	<hr/>
	74.406.229,—
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	11.345.737,—
Revenus du portefeuille et divers	1.274.102,—
Solde du compte « Exploitation » et Produits divers . .	61.786.390,—
	<hr/>
	74.406.229,—
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président.

M. Anatole De Bauw, Administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Vice-Président.

M. Gaston Heenen, Administrateur de sociétés, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

Administrateurs-Délégués.

M. Pierre Gillieaux, Administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, Administrateur de sociétés, 123, avenue Coghén, Uccle.

Administrateurs.

M. Henri Depage, Administrateur-Délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, avenue du Parc de Woluwé, Auderghem.

M. Adolphe De Sloovere, Administrateur de sociétés, 41, avenue Général Lartigue, Bruxelles.

M. Marcel Dupret, Administrateur de sociétés, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. André Gilson, Administrateur de sociétés, 194A, avenue de Tervueren, Woluwé-Saint-Pierre.

M. Charles Grey, « Villa Teniers », 26, rue Royale, Ostende.

M. Maurice Grietens, Directeur de sociétés, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Alfred Moeller de Laddersous, Administrateur de sociétés, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

M. Louis Orts, Administrateur de sociétés, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Pierre Orts, Président de la Compagnie Financière Africaine, 33, avenue Jeanne, Bruxelles. ,

M. Jean Wittouck, Administrateur de sociétés, 86, rue d'Arlon, Bruxelles.

Collège des Commissaires. ,

M. Alfred Buysse, Industriel, 534, avenue Louise, Bruxelles.

M. Eugène Gillieaux, Colon, Gilly, Congo Belge.

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade, Bruxelles.

M. Maurice Stubbe, Administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo, Bruxelles. ,

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

SOCIETE COTONNIERE DU BOMOKANDI.

Les Deux Administrateurs-Délégués,

E. VAN GEEM.

P. GILLIEAUX.

SOCIETE COTONNIERE DU BOMOKANDI.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Tely (Congo Belge).

Siège Administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 24.983.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 471.

Renouvellement des mandats.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 29 avril 1953.

Elle renouvelle, pour un terme de six ans, les mandats d'administrateur de Messieurs Alfred Moeller de Laddersous et Pierre Orts.

SOCIETE COTONNIERE DU BOMOKANDI.

Les Deux Administrateurs-Délégués,

E. VAN GEEM.

P. GILLIEAUX.

Crédit Congolais.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : 12, avenue des Aviateurs, Léopoldville.

Siège administratif : 61, avenue Louise, Bruxelles.

—

Conseil d'Administration.

M. Albert-Edouard JANSSEN, Président (en congé) de la Société Belge de Banque, Président.

M. le Baron HANKAR, Vice-Président de la Société Belge de Banque, Vice-Président.

M. Jean JUSSIANT, Administrateur délégué de la Banque de Commerce, Vice-Président.

M. Roger de LAVELEYE, Administrateur-Directeur de la Société Belge de Banque, Administrateur délégué.

M. Lucien BOEL, Administrateur délégué de la S. A. Usines Gustave Boël, Administrateur.

M. Zénon COLIN, Directeur général de la Banque de Commerce, Administrateur.

M. Charles DANGELZER, Vice-Président, Directeur général du Crédit Industriel et Commercial à Paris, Administrateur.

M. René DE BOCK, Administrateur de la Société Belge de Banque, Administrateur.

M. Charles-Emmanuel JANSSEN, Vice-Président de la Société Belge de Banque, Administrateur.

M. Fernand ROSART, Administrateur délégué de la Banque Diamantaire Anversoise, Administrateur.

M. J. Charles van ESSCHE, Administrateur délégué de la Société Congolaise Bunge, Administrateur.

M. H. F. van LEEUWEN, Directeur général de De Twentsche Bank N. V. à Amsterdam, Administrateur.

M. Jacques VERHAGEN, Administrateur-Directeur général de la Société Belge de Banque, Administrateur.

M. William J. WILKINSON, Directeur général de la Banque de Commerce, Administrateur.

M. Charles K. WILMERS, Administrateur-Directeur de la Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles « Sofina », Administrateur.

Commissaire.

M. John F. GREAVES F. C. A. de la société Cooper Brothers et Cie, Chartered Accountants.

Crédit Congolais S.C.R.L.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : 12, avenue des Aviateurs, Léopoldville.

Siège administratif : 61, avenue Louise, Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville n° 807.

Registre du commerce de Bruxelles n° 234.309.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

I. — Disponible et réalisable :

Caisse, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Chèques postaux	12.480.913,07
Banquiers	7.124.772,75
Autres valeurs à recevoir à court terme	98.070,50
Portefeuille : effets commerciaux	20.094.915,75
Débiteurs divers	23.113.226,68
Divers	810.957,80

2. — Immobilisé :

Frais de constitution et de premier établissement	916.762,35
Matériel et mobilier	1.481.949,—
	<hr/>
	2.398.711,35

3. — Compte de résultat :

Perte de l'exercice	251.417,33
	<hr/>
	66.372.985,23
	<hr/>

PASSIF.

1. — Exigible :

Créanciers privilégiés ou garantis	36.944,—
Banquiers	711.305,30
Autres valeurs à payer à court terme	72.099,50
Créditeurs pour effets à l'encaissement	94.220,50
Dépôts et comptes-courants :	
a) à vue et à un mois au plus	24.103.981,28
b) à plus d'un mois	1.205.000,—
	<hr/>
	25.308.981,28

Divers	149.434,65
2. — <i>Non exigible</i> :	
Capital	40.000.000,—
	<u>66.372.985,23</u>

Compte d'ordre :

Cautions données par des tiers pour notre compte . .	150.000,—
Garanties reçues de tiers	6.583.726,50
Nos cautions pour compte de tiers	4.718.871,75
Opérations de change à terme	7.826.519,—
Dépôts à découvert	167.698.025,25
Divers	3.835.651,07
	<u>190.812.793,57</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Intérêts et commissions bonifiés	57.219,85
Frais généraux :	
a) frais d'exploitation	2.425.795,20
b) allocations légales et autres en faveur du personnel .	152.212,—
c) taxes et impôts	12.658,—
	<u>2.647.885,05</u>

CREDIT.

Intérêts et commissions perçus	1.583.047,32
Revenus du portefeuille-titres	273.303,05
Divers	540.117,35
Perte	251.417,33
	<u>2.647.885,05</u>

Pour copie conforme :

CREDIT CONGOLAIS S.C.R.L.

Roger de LAVELEYE.

Administrateur délégué.

Crédit Congolais.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : 12, avenue des Aviateurs, Léopoldville.

Siège administratif : 61, avenue Louise, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 mai 1953.

Ratification de la nomination d'administrateurs par le Conseil général.

A l'unanimité, l'assemblée ratifie les décisions du Conseil général du 10 mars 1952 et du 30 mars 1953 désignant, en qualité d'administrateur, respectivement MM. J. Charles van ESSCHE et Zénon COLIN, pour achever les mandats laissés vacants par MM. Robert WERNER et Louis JACOBS van MERLEN.

Nominations statutaires.

A l'unanimité, l'assemblée réélit, en qualité d'administrateur :

MM. Jean JUSSIANT; J. Charles van ESSCHE; Albert-Edouard JANSSEN.

Les mandats de MM. JUSSIANT, van ESSCHE et JANSSEN expire-ront lors de l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu en 1959.

Pour copie conforme :

CREDIT CONGOLAIS S.C.R.L.

Roger de LAVELEYE.

Administrateur délégué.

Compagnie Coloniale Belge.

Alias Plantations et Elevages de Kitobola.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif : 4, Place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 29918.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 724.

Constituée le 2 août 1949, acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1949, folios 2071 à 2088 et aux Annexes du Moniteur Belge du 19 novembre 1949, acte n° 21858, approuvée par Arrêté Royal du 25 octobre 1949 publié au Bulletin Officiel du Congo Bel-

ge du 15 décembre 1949. Augmentation du capital et modifications aux statuts le 14 juin 1950, publiée aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1950, folios 2298 à 2304 et aux Annexes du Moniteur Belge du 30 septembre 1950, acte n° 21633; approuvées par Arrêté Royal du 8 septembre 1950 publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1950.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

a) Installations commerciales :

Terrains	625.000,—		
Immeubles	8.597.100,—		
Am. ant.	1.283.710,—		
» 1952 .	429.355,—		
	<u>1.713.065,—</u>		
		6.874.035,—	
Matériel-mobilier . . .	1.327.426,70		
Am. ant.	471.225,78		
» 1952 .	265.485,34		
	<u>736.711,12</u>		
		590.715,58	
			8.089.750,58

b) Exploitation agricole de Kitobola :

Terrains	196.592,50		
Plantations	1.900.000,—		
Am. ant.	570.000,—		
» 1952 .	190.000,—		
	<u>760.000,—</u>		
		1.140.000,—	
Constructions	737.497,20		
Am. ant.	111.246,92		
» 1952 .	36.874,86		
	<u>148.121,78</u>		
		589.375,42	
Matér., mobil., outill. .	3.846.220,40		
Am. ant.	1.683.299,31		
» 1952 .	769.244,08		
	<u>2.452.543,39</u>		
		1.393.677,01	
			3.319.644,93
			<u>11.409.395,51</u>

Réalisable :

a) Section Commerciale :

Marchand. en magasin	11.313.613,—	
Débiteurs clients . . .	4.763.907,85	
	<u> </u>	16.077.520,85

b) Section agricole :

Troupeaux de gros et petit bétail	1,—	
Café, huile, plamistes en stock	1.025.280,—	
Emballages	10.204,—	
	<u> </u>	1.035.485,—

c) Débiteurs divers 966.789,09

d) Participation 203.000,—

 18.282.794,94

Disponible :

Fonds en caisse et en banque 2.390.590,68

Compte d'ordre :

Marchandises en consignation 1.651.472,60

Caution des Administrateurs et Commissaires P. M.

 33.734.253,73

PASSIF.

Dettes de la société envers elle même 20.800.000,—

a) Capital :

36.000 parts sociales sans désignation
de valeur 18.000.000,—

b) Réserve légale 1.800.000,—

c) Réserve extraordinaire 1.000.000,—

Dettes de la société envers des tiers 8.598.148,16

Créditeurs divers 4.783.165,15

Provision pour créances douteuse 201.323,38

Provision pour rééquipement industriel 200.000,—

Provision pour impositions fiscales 669.186,—

Dividendes restant à payer 117.195,35

Effets à payer 2.627.278,28

<i>Solde bénéficiaire</i>	2.684.632,97
<i>Compte d'ordre :</i>	
Créditeurs divers Consignations	1.651.472,60
Cautions des Administrateurs et Commissaires	P. M.
	<hr/>
	33.734.253,73
	<hr/>

Compte de pertes et profits.

DOIT.

Frais généraux	2.029.016,55
Amortissement sur immeubles	466.229,86
Matériel, mobilier, outillage	1.034.729,42
Plantations	190.000,—
	<hr/>
	1.690.959,28
Provision pour impositions fiscales	100.000,—
Solde bénéficiaire	2.684.632,97
Répartition :	
a) Dividende de frs. 40,— brut aux 36.000 parts sociales	1.440.000,—
b) Tantièmes statutaires	255.000,—
c) Solde à reporter	989.632,97
	<hr/>
	6.504.608,80
	<hr/>

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice antérieur	986.095,19
Résultat d'exploitation commerciale	3.947.726,71
Résultat d'exploitation agricole	1.570.786,90
	<hr/>
	6.504.608,80
	<hr/>

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

- 1) Le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1952, ainsi que la répartition du bénéfice sont adoptés.
- 2) Décharge de leur gestion, pour l'exercice précité, est donnée aux Administrateurs et Commissaires.

- 3) Messieurs Jean Ch. BUZON, Freddy VAN GHELUWE, Administrateurs sortants et Monsieur Louis ROBATEL, Commissaire sortant, sont réélus respectivement Administrateurs et Commissaire.

Conseil d'Administration.

M. BUZON, Jean Charles, Administrateur de Sociétés, 347, Avenue Louise à Bruxelles, Président et Administrateur Délégué.

M. DESECK, Auguste, Ingénieur A. I. G., 77, rue de l'Arbre d'Or à Bruges, Vice-Président.

M. BUZON, Pierre, Administrateur de Sociétés, 4, Place de Jamblinne de Meux, Bruxelles, Administrateur Directeur.

M. JONAS, Gustave, Administrateur de Sociétés, « La Palmeraie », Boulevard de l'Eden, Cap d'Ail, A. M., Administrateur.

M. SOENEN, Lucien, Ingénieur Commercial U. L. B., Avenue du Castel à Bruxelles, Administrateur.

M. VAN GHELUWE, Freddy, Ingénieur A. I. G., 144, rue d'Eecloo à Mariakerke-lez-Gand, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. ROBATEL, Louis, Directeur de Sociétés, Avenue Beernaert à Léopoldville (Congo Belge).

M. VAN ROY, Josse, Directeur de Société, 182, Avenue Richard Neybergh à Bruxelles.

M. VAN WEDDINGEN, Jean, Ingénieur Commercial U. L. B., Expert Comptable, 129, rue Saint Bernard à Bruxelles.

Certifie conforme.

L'Administrateur Délégué,

J. Ch. BUZON.

**Société Coloniale d'Entreprises Industrielles, Commerciales
et Agricoles « Colonica ».**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Liège, 4, boulevard Piercot.

Registre du Commerce de Liège n° 69.181.

Autorisée par arrêté du Prince Royal du 31 mars 1951.

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur belge les 23-24 avril 1951, sous le n° 7429, et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1951.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution (solde)	194.086,10	
Amortissements	1.850,95	
	<hr/>	192.235,15

Réalisable et disponible :

Actionnaires		8.000.000,—
Portefeuille titres et participations	240.000,—	
Reste à libérer	60.000,—	
	<hr/>	180.000,—
Banquiers		1.627.764,85
		<hr/>
		10.000.000,—
		<hr/>

PASSIF.

Capital	10.000.000,—
10.000 parts sociales s. v. n.	
	<hr/>
	10.000.000,—
	<hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux	6.657,05
Amortissements sur frais de constitution	1.850,95
	<hr/>
	8.508,—
	<hr/>

CREDIT.

Profits financiers 8.508,—

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 17 avril 1953.*

RESOLUTIONS.

L'Assemblée:

- 1) Approuve le rapport du Conseil d'Administration.

Cette décision est prise à l'unanimité.

- 2) Approuve le bilan et le compte de pertes et profits clôturés au 31 décembre 1952, tels que ces documents sont présentés par le Conseil d'Administration.

Cette décision est prise à l'unanimité.

- 3) Par vote spécial donne décharge pleine et entière de leur gestion à MM. les Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice écoulé.

Cette décision est prise à l'unanimité.

- 4) prend connaissance avec regret du désir exprimé par Monsieur Paul DELORME d'être déchargé de son mandat d'Administrateur.

Exprime à Monsieur DELORME sa gratitude pour la collaboration apportée par lui à la société et appelle Monsieur Edmond DESCHARS aux fonctions d'Administrateur pour achever le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur DELORME et qui viendra à expiration, sauf renouvellement, à l'assemblée ordinaire de 1956.

Sur proposition de Monsieur le Président, réélit Monsieur Marcel LEFEVER en qualité de Commissaire, pour un terme d'un an.

Ces décisions sont prises à l'unanimité.

Situation du capital au 17 avril 1953.

	Souscrit	Versé	Reste à libérer
Société Belge de l'Azote et des Produits Chimiques du Marly . .	9.700.000	1.940.000	7.760.000
M. le Comte de Launoit	50.000	10.000	40.000
M. Paul Delorme	50.000	10.000	40.000
M. Robert Ellissen	50.000	10.000	40.000
M. Louis Lepage	50.000	10.000	40.000
M. Albert Braconier	50.000	10.000	40.000
M. Georges Pirlet	50.000	10.000	40.000

Liste des Administrateurs et Commissaire.

Conseil d'Administration.

M. le Comte de LAUNOIT, industriel, avenue Franklin Roosevelt, 19, Bruxelles, président.

M. Louis LEPAGE, ingénieur A. I. Lg., Presseux-Sprimont, administrateur délégué.

M. Paul DELORME, ingénieur, avenue du Maréchal Maunoury, 1, Paris, administrateur.

M. Robert ELLISSEN, ingénieur, boulevard des Capucines, 24, Paris, administrateur.

M. Albert BRACONIER, ingénieur agronome A. I. Gx., quai de Rome, 1, Liège, administrateur.

M. Georges PIRLET, directeur de société, rue Joseph Louis, 26, Jemeppe-sur-Meuse, administrateur.

Commissaire.

M. Marcel LEFEVER, chef-comptable, rue des Augustins, 48, Liège.
Liège, le 6 mai 1953.

L. LEPAGE.

Administrateur-Délégué.

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 152.68.

Siège Social à Elisabethville (Katanga).

Siège Administratif, 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

--

Créée par décret du Roi Souverain en date du 31 octobre 1906, publié au Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo de novembre 1906 (n° 11, page 460 et suivantes). Annexes au Moniteur Belge du 27-28 octobre 1919, pages 1010 et suivantes.

Modifications aux Statuts votées :

- 1) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 avril 1925, approuvées par A. R. du 29 mai 1925 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1925, page 276 et publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1925, pages 336 et suivantes) ;

- 2) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juillet 1928, approuvées par A. R. du 4 septembre 1928 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1928, page 4735 et publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1928, pages 1371 et suivantes) ; Annexes au Moniteur Belge du 27 juillet 1928, pages 1096 et 1097 ;
- 3) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 février 1940, approuvées par A. R. du 15 mars 1940 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1940, pages 403 et 404 publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1940, pages 208 et suivantes) ;
- 4) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 octobre 1948, approuvées par A. Rg. du 29 novembre 1948 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1949, page 79 et publiées aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1949, pages 149 et suivantes). Annexes au Moniteur Belge des 15 et 18 janvier 1949, pages 673, 674 et 675 ;
- 5) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 1951, approuvées par A. R. du 4 janvier 1952 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1952, page n° 318 et Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1952, pages n° 268 et suivantes) ;
- 6) par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 mars 1952, approuvées par A. R. du 28 avril 1952 (voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1952, page n° 1045 et annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, page n° 954 et suivantes).

Bilan de l'exercice 1952.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Intervention de la Compagnie dans le Fonds de Construction K. D. L.	2.000.000,—
---	-------------

II. — Réalisable :

Portefeuille	28.196.340,—
------------------------	--------------

III. — Disponible	17.670.120,—
	<hr/>
	47.866.460,—

IV. — Comptes d'ordre :

Gestions diverses	1.729.989.209,—
Garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	<hr/>
	1.777.855.669,—
	<hr/>

PASSIF.

I. — *Dettes de la compagnie envers elle-même :*

Capital	30.000.000,—	
Représenté par 20.000 actions sans désignation de valeur nominale.		
Réserves	2.500.000,—	
		<u>32.500.000,—</u>

II. — *Dettes de la compagnie envers des tiers :*

Créditeurs divers	2.146.735,—
-----------------------------	-------------

III. — *Comptes créditeurs* 2.013.843,—

IV. — *Profits et pertes* 11.205.882,—

47.866.460,—

V. — *Comptes d'ordre :*

Gestions diverses	1.729.989.209,—
-----------------------------	-----------------

Garanties statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
---	--------------

1.777.855.669,—

Compte de profits et pertes de l'exercice 1952.

DEBIT.

Frais d'administration	486.445,—
----------------------------------	-----------

Provision pour impôt complémentaire	1.370.756,—
---	-------------

Droit sur prorogation durée de la société	360.000,—
---	-----------

Solde	11.205.882,—
-----------------	--------------

13.423.083,—

CREDIT.

Produit de l'exercice	13.402.183,—
---------------------------------	--------------

Remboursement impôt 5 % sur le capital	20.900,—
--	----------

13.423.083,—

Le coupon n° 5 sera payable, en francs belges, à partir du 27 avril 1953, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles, ou en francs congolais, à partir du 1^{er} mai 1953, aux guichets de la Banque du Congo Belge, à Elisabethville, par frs. 300,—, net d'impôts.

Conseil d'Administration.

Président : M. GILLET, Paul, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, à Uccle-Bruxelles.

Président Honoraire : M. le Baron CARTON de WIART, Docteur en droit. 177, avenue de Tervueren, à Bruxelles.

Vice-Président : M. JADOT, Odon, ingénieur, 14, square du Val de la Cambre, à Ixelles.

Administrateur-Délégué : M. SOREL, Paul, ingénieur, 75, rue du Marteau à Bruxelles.

Administrateurs :

M. le Comte Albert de BEAUFFORT, Docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

M. DE BUSSCHERE, Joseph, ingénieur, 6, avenue de l'Echevinage, à Bruxelles.

M. de SPIRLET, André, ingénieur, 27, Berkenlaan, à Wilrijk.

M. GILSON, André, Commissaire Général Honoraire de la Colonie, 194a, avenue de Tervueren, à Woluwé-St.-Pierre.

M. JADOT, Lambert, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre à Ixelles-Bruxelles.

M. SCRAEYEN, Léonard, ingénieur, 70, avenue Franklin D. Roosevelt, Bruxelles.

M. VAN LAERE, René, Directeur Général au Congo Belge, 433, avenue Georges Henri à Woluwé-St.-Lambert.

M. VAN MULDER, Maurice, ingénieur, 31, avenue René Gobert, à Uccle-Bruxelles.

Collège des Commissaires :

M. CLAVIER, Robert, ingénieur, 105, avenue Lambeau à Woluwé-St.-Lambert.

M. de RYCKMAN de BETZ, Edmond, Avocat, Château de Petit Fresin, à Montenaeken (Limbourg).

M. FELSENHART, Victor, Agent de Change, 216, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. KOECKX, Jean, Secrétaire de Sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, à Watermael-Boitsfort.

M. PUISSANT-BAEYENS, Lucien, Administrateur de Sociétés, 2, rue du Monastère à Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 avril 1953.

L'Assemblée réélit en qualité d'Administrateur, M.M. Paul GILLET et Joseph DE BUSSCHERE, Administrateurs sortants et rééligibles.

Elle réélit en qualité de Commissaire, Monsieur Victor FELSENHART, Commissaire sortant et rééligible.

Bruxelles, le 29 avril 1953.

Pour copie conforme :

L'Administrateur Délégué,
P. SOREL.

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.

Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration du 24 avril 1953.

Le Conseil réélit Monsieur Paul GILLET en qualité de Président, avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'il possédait antérieurement dans ces mêmes fonctions.

Bruxelles, le 29 avril 1953.

Pour copie conforme :

Un Administrateur,
J. DE BUSSCHERE.

L'Administrateur Délégué,
P. SOREL.

« **Perfaco** ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville, Avenue Paul Hauzeur, 17a.

Siège administratif : Anvers, Meir, 2.

R. C. d'Anvers, n° 117.665.

—

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain et immeuble	3.292.500,—	
Frais sur achat	166.177,50	
Frais de 1 ^{er} établ.	122.421,—	
	<hr/>	3.581.098,50

Réalisable :

Loyer à recevoir	12.500,—	
	<hr/>	12.500,—

Disponible :

Caisse	945.509,—	
Banque B.	216.591,—	
Banque C.	494.543,—	
C. C. P.	9.938,70	
	<hr/>	1.666.581,70

Profits et pertes :

Solde reporté exercice 1951		99.712,80
---------------------------------------	--	-----------

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires		P. M.
	<hr/>	5.359.893,—
	<hr/>	

PASSIF.

Envers la société :

Capital		5.000.000,—
-------------------	--	-------------

Réduction d'actif :

Amortissements :

1) Frais de 1 ^{er} établissement	122.421,—	
2) Sur immeuble	75.000,—	
	<hr/>	197.421,—

Envers tiers :

Garantie	37.500,—	
Frais à payer	1.000,—	
	<hr/>	38.500,—

Résultats :

Perte reportée de l'exercice 1951	99.712,80
Revenu net 1952	24.259,20

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
	<hr/>
	5.359.893,—
	<hr/>

Compte de pertes et profits au 31-12-52.

DEBIT.

Frais généraux	26.262,—
Frais à payer	1.000,—
Amortissements	197.421,—
Perte antérieure	99.712,80
Revenu net de l'exercice	24.259,20
	<hr/>
	348.655,—
	<hr/>

CREDIT.

Revenu brut de l'exercice	348.655,—
	<hr/>
	348.655,—
	<hr/>

L'assemblée générale statutaire du 7 avril 1953 a approuvé le bilan et le compte de pertes et profits, conféré décharge aux administrateurs et au commissaire et décidé la répartition suivante :

A la réserve statutaire	1.213,—
A une réserve indisponible pour investissements dans la Colonie	23.046,20
	<hr/>
	24.259,20

Situation du Capital.

Le capital est entièrement libéré.

Le Conseil d'Administration.

« PERFA » Société Anonyme, à Luxembourg;
Monsieur Frédéric Elbers, à Anvers;
Monsieur Raymond Brandon, à Anvers.

Commissaire.

Monsieur Maurice A. Van Zeebroeck, dr. en droit, à Anvers.

Un Administrateur,
BRANDON.

Un Administrateur,
ELBERS. ~

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) de zeven Mei 1900 drie en vijftig. Deel 233, Blad 16, Vak 10. Twee bladen geen verzending.

Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger : (get.) J. Torfs.

« Kigali-Auberge et Plantations » (K.A.P.).

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Kigali (Ruanda).

Siège administratif : Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 83.

**AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante trois.

Le seize février, à deux heures et demie.

A Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 83.

Devant le Notaire Jacques Bauwens, de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Kigali - Auberge et Plantations » (K. A. P.), ayant son siège social à Kigali (Ruanda) et son siège administratif à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 83; ladite société constituée par acte du notaire Bauwens soussigné du vingt cinq février mil neuf cent cinquante deux et dont les statuts ont été publiés aux Annexes du Moniteur belge du dix neuf mars suivant, sous le numéro 3721, approuvés par arrêté-royal du premier avril mil

(1) Arrêté royal du 7 mai 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juin 1953. — 1^{re} Partie.

neuf cent cinquante deux et enfin publiés au Bulletin Officiel du Congo belge, le quinze mai suivant.

L'assemblée est présidée par Monsieur Edward Brieven, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne aux fonctions de secrétaire Monsieur Jean Maurice Buys, ci-après qualifié.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Van den Haute-Rutten et Monsieur Robert Bagage, ci-après qualifiés.

Sont présents les actionnaires ci-après, qui sont chacun propriétaires, suivant déclarations faites, du nombre d'actions ci-après indiquées en regard de leur nom, savoir :

1) Monsieur Jozef (Nikolaas Jozef Kornelis) Ritzen, architecte à Wilrijk, 6, Oosterveldlaan, propriétaire de quarante actions sans désignation de valeur	40
2) Madame Bertha Julia Maria Hubertina Rutten, sans profession, épouse assistée et autorisée de Monsieur Jozef Hubert Marie Van den Haute, avec lequel elle demeure à Watermael-Boitsfort, Square du Castel Fleuri, 5, propriétaire de quatre cent dix huit actions	418
3) Monsieur Robert Joseph Oscar Bagage, administrateur de sociétés, à Woluwé-Saint-Pierre, avenue Grandchamp, 156, cent vingt actions	120
4) Monsieur Edward Fernand Pierre Constant Brieven, directeur de sociétés, à Rhode-Saint-Genèse, 1, drève de Lansrode, vingt actions	20
5) Monsieur Jean Maurice Buys, ingénieur commercial, à Uccle-Bruxelles, rue Ernest Gossart, 37, cent vingt actions	120
6) Monsieur Richardus Henricus Vandroogenbroeck, employé à Saint-Gilles-Bruxelles, rue de Loncin, 38, une action	1
7) Monsieur Joannes Alexis Vandroogenbroeck, employé à Pepingen, 16, place, une action	1
Total : sept cent vingt actions sans désignation de valeur	720

Monsieur le Président expose que tous les actionnaires prémentionnés se sont conformés à l'article 27 des statuts, notamment en ce qui concerne le dépôt de leurs titres au porteur qui a été effectué au siège administratif et que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital, est apte à prendre toute délibération quelconque sur tels objets qu'il lui plaira de porter à son ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par tous les actionnaires, Monsieur le Président propose à l'assemblée la résolution suivante qui est adoptée à l'unanimité des voix.

PREMIERE RESOLUTION.

Le capital social est porté de sept cent et vingt mille à un million de francs congolais par création de deux cent quatre vingts actions nouvelles sans désignation de valeur nominale à souscrire et à libérer intégralement en espèces à raison de mille francs par action.

SOUSCRIPTION — LIBERATION.

Et immédiatement, les dites actions nouvelles ont été souscrites comme suit :

1) Madame Vanden Haute-Rutten, vingt six actions	26
2) Monsieur Jozef Ritzen, vingt six actions	26
3) Monsieur Robert Bagage, vingt six actions	26
4) Monsieur Jean Buys, vingt six actions	26
5) Monsieur Edward Brieven, vingt six actions	26
6) Monsieur Paul Félix Adolphe Quarre, ingénieur agronome à Ixelles-Bruxelles, rue du Trône, 38, ici intervenant et qui déclare avoir pris connaissance du texte de la résolution qui précède, cinquante actions	50
7) Monsieur Adolphe Benoit François Cooremans, cactéophile, à Strombeek-Bever, chaussée de Tamise, 3, ici intervenant et qui déclare avoir pris connaissance du texte de la résolution qui précède, cent actions	100
Total : deux cent quatre vingt actions	280

Tous les comparants et intervenants requièrent le Notaire soussigné de leur donner acte de ce qu'ils déclarent que toutes et chacune des actions ci-dessus souscrites ont été intégralement libérées par versements en espèces, en sorte que la somme de deux cent quatre vingt mille francs se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Monsieur le Président propose ensuite et l'assemblée adopte à l'unanimité des voix, la résolution suivante :

DEUXIEME RESOLUTION.

Les articles 4 et 5 des statuts sont modifiés comme suit :

« Article 4. — Le capital social originairement fixé à sept cent vingt mille francs congolais a été porté à un million de francs congolais par décision de l'assemblée générale extraordinaire du seize février mil neuf cent cinquante trois. Il est représenté par mille actions de capital sans désignation de valeur. »

« Article 5. — Toutes les actions représentatives du capital ont été intégralement libérées par versements en espèces. »

Monsieur le Président propose et l'assemblée adopte, la résolution suivante à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Les mots « à l'heure que renseigne ces derniers » qui figurent erronément dans le texte de l'article 25 des statuts sont supprimés.

L'assemblée adopte ensuite, à l'unanimité des voix, sur proposition de Monsieur le Président, la résolution suivante :

QUATRIEME RESOLUTION.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur, pour un terme expirant immédiatement après la réunion effective de l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante huit : Monsieur Paul Quarré, ingénieur agronome, administrateur de sociétés coloniales, rue du Trône, 38, à Ixelles-Bruxelles et Monsieur Adolphe Cooremans, cactéophile, chaussée de Tamise, 3, à Strombeek-Bever, prénommés, qui acceptent.

FRAIS.

Il est déclaré que les frais et charges incombant à la société à raison de la présente augmentation de capital s'élèvent approximativement à dix mille francs.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les résolutions première et deuxième et l'augmentation de capital qui précèdent ont lieu sous condition suspensive de la ratification par arrêté-royal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quinze heures.

Dont procès-verbal, qu'après lecture faite, les comparants et les intervenants ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. I. le dix huit février 1953, volume 1126, folio 22, case 4, deux rôles, six renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sé) Denys.

Pour expédition conforme,

(signé) Jacques BAUWENS.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Bauwens, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N^o 2000.

Bruxelles, le 15 avril 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 avril 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 17 avril 1953.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 30 avril 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 30 April 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Banque Congolaise pour l'Industrie, le Commerce et l'Agriculture.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Bukavu (Congo Belge).

Siège Administratif : 12, rue du Bois Sauvage, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 228.027.

Constituée le 5 octobre 1950. Les statuts ont été approuvés le 3 novembre
1950, publication aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge »
du 15 décembre 1950.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 22 avril 1953.

ACTIF.

Disponible et réalisable :

Caisse, clearing, chèques postaux	4.058.327,09
Banquiers	785.045,40
Portefeuille effets	5.232.548,96
Autres valeurs à recevoir à court terme	890.552,—
Débiteurs divers	16.042.606,08
Divers	1.008,—

Comptes d'ordre :

Débiteurs par caution	100.000,—
---------------------------------	-----------

Immobilisé :

Immeuble	4.066.210,50
Matériel et mobilier	637.276,25
Frais de constitution et de premier établissement	224.199,20

32.037.773,48

PASSIF.

Exigible :

Banquiers	5.879.012,22
Dépôts et comptes courants	15.957.329,16
a) à vue	10.377.329,16
b) à plus d'un mois	5.580.000,—
Divers	96.055,40

Comptes d'ordre :

Cautions	100.000,—
--------------------	-----------

Non exigible :

Capital	10.000.000,—
-------------------	--------------

Comptes de résultats :

Bénéfice de l'exercice	157.860,17	
Report antérieur	152.483,47	
		5.376,70
		<u>32.037.773,48</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Intérêts et commissions bonifiés	254.909,53
Frais d'exploitation	1.371.738,80
Amortissements	144.713,10
Report exercice 1951	152.483,47
Résultat de l'exercice	5.376,70
	<u>1.929.221,60</u>

CREDIT.

Intérêts perçus	1.039.038,96
Escomptes	563.625,60
Commissions diverses	326.557,04
	<u>1.929.221,60</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

L'Assemblée générale ordinaire du 22 avril 1953 a :

1. Renouvelé, pour un nouveau terme annuel, le mandat d'administrateur, de MM. Guy de SPIRLET, S. A. S. le Prince Emmanuel de CROY, Idès DE SCHREVEL, Georges LECART et Désiré LIBBRECHT.

2. Renouvelé, pour un nouveau terme annuel, le mandat de commissaire de M. Louis d'HOOP, réviseur.

Composition du Conseil d'Administration.

Président :

M. Guy J. de SPIRLET, Agent de Change, 90, avenue du Castel à Woluwé-St.-Lambert-Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Idès DE SCHREVEL, Directeur de Banque, 79, Boulevard du Jubilé à Molenbeek St.-Jean-Bruxelles.

Administrateurs :

S. A. S. le Prince Emmanuel de CROY, Ingénieur Civil des Mines, Château de Rumillies à Rumillies.

Monsieur Georges LECART, Expert-comptable, 37, rue Antoine Gémenne à Profondeville.

Monsieur Désiré LIBBRECHT, Directeur de Banque, 67, avenue de l'Université à Ixelles-Bruxelles.

Commissaire :

Monsieur Louis d'HOOP, Réviseur de Banque, 51, rue Vilain XIII, Bruxelles.

Un Administrateur,
(signé) D. LIBBRECHT.

Un Administrateur,
(signé) Guy J. de SPIRLET.

Le Commissaire,
(signé) Louis d'HOOP.

« Bamboli Cultuur Maatschappij » « Bamboli ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo-Belge).

Siège administratif : Berchem-Anvers, Avenue Cardinal Mercier, 5.

Régistre du Commerce de Stanleyville 1404.

Régistre du Commerce d'Anvers n° 19643.

RETRAIT DES POUVOIRS.

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt et un avril.

Devant Nous, Maître Maurice VAN ZEEBROECK, notaire de résidence à Anvers.

A COMPARU :

Monsieur Henri BREMS, ingénieur agronome colonial, demeurant à Brasschaet, Avenue de Caters n° 34.

Agissant au nom de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « BAMBOLI CULTUUR MAATSCHAPPIJ » en vertu des pouvoirs lui conférés en date du vingt sept décembre mil neuf cent quarante cinq suivant acte reçu par le notaire Maurice Van Zeebroeck, soussigné, déposé au Greffe du Tribunal de Première Instance de Stanleyville sous le n° 1634, et publié au Bulletin Administratif du Congo Belge aux Annexes du numéro onze du dix juin mil neuf cent quarante six.

Lequel comparant déclare par la présente retirer, pour cause de réorganisation administrative, les pouvoirs accordés à Messieurs Maurice Vandebroele et Léon Hillemans. Ces pouvoirs résultaient des actes notariés déposés respectivement sous les numéros 1421, 1422 au Greffe du Tribunal de Première Instance à Stanleyville, et publiés au Bulletin Administratif du Congo Belge, le dix juillet mil neuf cent quarante sept, annexes du n° 13.

DONT ACTE.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Après lecture au comparant, celui-ci a signé avec nous, notaire.

(sé) H. Brems ; — Mce Van Zeebroeck.

Geboekt een blad een verzending te Antwerpen B.A. 3e kantoor, den 22 April 1953. Deel 151, blad 16, vak 10. Ontvangen : veertig frank. De Ontvanger (sé) F. Schoeters.

Pour expédition conforme,

LE NOTAIRE

(sé) Mce Van Zeebroeck.

« Bamboli Cultuur Maatschappij » « Bamboli ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

RETRAIT DE POUVOIRS.

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt et un avril.

Devant Nous, Maître Maurice VAN ZEEBROECK, notaire de résidence à Anvers.

A COMPARU :

Monsieur Henri BREMS, ingénieur agronome colonial, demeurant à Brasschaet, de Caterslei n° 34.

Agissant en vertu des pouvoirs lui conférés en date du vingt sept décembre mil neuf cent quarante cinq par acte passé devant le notaire Maurice Van Zeebroeck, soussigné, déposé au Greffe du Tribunal de Première Instance de Stanleyville sous le n° 1634 et publié au Bulletin Administratif du Congo Belge aux annexes du numéro onze du dix juin mil neuf cent quarante six.

Déclare par la présente retirer, pour cause de réorganisation administrative, les pouvoirs accordés à Monsieur JEAN VAN DER VOORT, par acte notarié déposé sous le numéro 642 au Greffe du Tribunal de Première Instance à Coquilhatville, et publié au Bulletin Administratif du Congo Belge aux annexes du numéro 5 du dix mars mil neuf cent quarante huit.

DONT ACTE.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Après lecture au comparant, celui-ci a signé avec nous, notaire.

(sé) H. Brems - Mce Van Zeebroeck.

Geboekt een blad, zonder verzending te Antwerpen B.A. 3e kantoor, den 22 April 1953. Deel 151, blad 16, vak 6. Ontvangen : veertig frank.

De Ontvanger (sé) F. Schoeters.

Pour expédition conforme.

(sé) Le Notaire

Mce Van Zeebroeck.

Société Congolaise des Dérivés Textiles « Elitex ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Elisabethville (Congo Belge)

FIXATION DU SIEGE ADMINISTRATIF

Par décision du Conseil d'Administration, le siège administratif de la Société est fixé à Verviers, 76, rue Victor Besme.

Le Président,
P. GILLIEAUX.

Société d'Entreprises et de Constructions « Stirling Astaldi Congo ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : LEOPOLDVILLE.

NOMINATION — POUVOIRS.

Extrait des délibérations du Conseil d'Administration du 15 avril 1953.

Le conseil délibérant, en vertu des articles 12 - 13 et 14 des statuts sociaux, a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

Le Conseil désigne en qualité de :

Président : Monsieur André MOTTE, Président de fait de l'assemblée.

Vice-Président : Colonel William J. STIRLING.

Admin.-Délégué : Monsieur Sante ASTALDI, qui aura tous pouvoirs, en vertu des articles 16 - 17 et 18 des statuts.

Fondés de Pouvoir : Monsieur Vittorio de AMICI, Ingénieur, demeurant à Nairobi (Kenya) ; Monsieur Achille CAFARELLI, Ingénieur, demeurant à Léopoldville.

Directeur de la Société : Monsieur Aldo CRESPI, demeurant à Léopoldville.

Le Conseil a procédé ensuite aux délégations de pouvoirs suivantes :

En conformité de l'article 18 des statuts sociaux, la Société sera valablement engagée sous la signature conjointe de deux administrateurs, à défaut d'une délégation spéciale, donnée par une délibération du Conseil d'Administration.

Toutefois, vu leur présence permanente en Afrique, Messieurs de AMICI et CAFARELLI auront des pouvoirs extrêmement étendus. La Société sera

valablement engagée sous la signature conjointe des deux fondés de pouvoir, de telle sorte que Messieurs de AMICI et CAFARELLI, signant ensemble, auront les mêmes pouvoirs que les administrateurs.

De même, le Directeur, Monsieur CRESPI, et un des fondés de pouvoir ou un Administrateur, pourront valablement engager la Société, en signant conjointement.

Sous sa seule signature, le Directeur aura les pouvoirs suivants :

— Représenter la Société auprès de toutes administrations publiques ou privées, sociétés, entreprises ou particuliers; faire toutes démarches et formalités, déclarations et publications, introduire toutes requêtes et réclamations, prendre l'engagement envers toutes autorités compétentes de se conformer à tous réglemens.

— Signer la correspondance.

— Engager, congédier, révoquer le personnel employé ou ouvrier, exercer sur lui tous pouvoirs de direction et de contrôle.

— Passer, renouveler et résilier tous baux, moyennant les prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables, faire tous états des lieux et récolements, donner et accepter tous congés, toucher tous loyers, et donner quittance.

— Prendre en location tous biens immeubles dans la Colonie, aux conditions que le mandataire jugera convenables, les exploiter et les mettre en valeur.

Débattre et clore tous comptes avec tous débiteurs, en fixer le reliquat, le payer ou le recevoir.

— Accomplir, auprès de toutes autorités compétentes, les formalités et démarches nécessaires à l'obtention de toutes concessions.

— Accomplir toutes les formalités relatives à l'immatriculation, au nom de la Société ou d'un tiers, de tous biens ou droits réels immobiliers, notamment dans les registres fonciers de la Colonie.

— Représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant; choisir tous avocats, conseils, arbitres, tiers arbitres, experts.

— Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, et, en général, faire le nécessaire, promettant ratification.

Avec signature conjointe d'un administrateur ou d'un fondé de pouvoirs, ou du comptable de la Société : Monsieur Alexandre TELLINI, demeurant à Léopoldville, le Directeur pourra :

— Retirer de toutes administrations, banques, offices, sociétés ou tiers quelconques, toutes sommes et valeurs qui sont ou pourront être dues à la Société en principal et accessoires; payer toutes sommes que la Société pourrait devoir; de toutes sommes et valeurs reçues ou remises, donner ou retirer valable quittance et décharge.

— Signer tous chèques, accreditifs, mandats, transferts et virements, signer, accepter, endosser tous effets de commerce, lettres de change et billets, effectuer tous dépôts ou retraits.

Le Directeur pourra enfin, en exécution des décisions du Conseil d'administration et de l'Administrateur-Délégué :

— Arrêter tous devis ou marchés et conclure et souscrire tous contrats d'entreprises ou de fournitures, faire toutes soumissions, suivre toutes adjudications et y souscrire, fournir tous cautionnements en accord avec un ou des fondés de pouvoir, qui agiront en qualité de conseillers techniques.

Bruxelles, le 29 avril 1953.

Pour extrait conforme.

Un administrateur,
Comte de MEEUS d'ARGENTEUIL

Un administrateur,
Comte d'URSEL.

Constructions et Betons en Afrique.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

SUPPRESSION du SIEGE ADMINISTRATIF en BELGIQUE.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 16 avril 1953 :

En vertu de l'article 2 des statuts, le Conseil d'Administration décide de transférer le siège administratif de la Société de la rue de Lamorinière 159 à Anvers à l'avenue Joséphine-Charlotte à Léopoldville.

Pour extrait conforme.

Un Administrateur,
Comte de MEEUS d'ARGENTEUIL.

Un Administrateur,
Comte d'URSEL.

Société de Linea Kihumba.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Administratif : 8, rue de Hornes, Bruxelles.

Statuts : Annexes au B.O.C. du 15 août 1946.

Modifications : Annexes au B.O.C. du 15 janvier 1947.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé	1.763.979,62
Disponible	253.410,14
Réalisable	95.706,68
Transitoires	16.433,70
Résultats : Solde déficitaire	686.104,44
	<u>2.815.634,58</u>

PASSIF.

Non exigible : Capital	2.000.000,—
Exigible	760.291,52
Transitoires	55.343,05
	<u>2.815.634,58</u>

Comptes de résultats au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Solde reporté exercice antérieur	686.104,44
--	------------

CREDIT.

Solde déficitaire au 31-12-52	686.104,44
---	------------

Assemblée générale ordinaire du 12 mai 1953.

Résolution.

1) L'Assemblée, à l'unanimité, approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31-12-52.

2) Par vote spécial, l'Assemblée à l'unanimité, donne décharge légale de leur gestion à Messieurs les Administrateurs et Commissaires pour leurs mandats exercés durant l'exercice 1952.

Bruxelles le 12 mai 1953.

Certifié conforme.

SOCIETE DE LINEA-KIHUMBA.

Un Administrateur,
(W.H. SCOTT).

« KIGALI » Auberge et plantations (K.A.P.)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : KIGALI (Ruanda).

Siège Administratif : St. Gilles-Bruxelles, Avenue de la Toison d'Or, 83.

Registre de commerce : de Bruxelles n° 236.712 - d'Usumbura : 1.528.

Constituée par acte passé devant Maître J. Bauwens, notaire à Bruxelles, le 25 février 1952 ; autorisée par arrêté royal en date du 1-4-52 ; acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge du 19 mars 1952 (acte n° 3721) et au bulletin officiel du Congo Belge du 15-5-52 page 783.

Bilan au 31 décembre 1952.

approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 4 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé	754.871,65
Réalisable	99.436,—
Disponible	103.326,10
Compte débiteur	36.000,—
Compte d'ordre : Dépôts statutaires	mémoire
	<hr/>
	993.633,75
	<hr/>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même	720.000,—
Dettes envers les tiers sans garanties réelles	273.633,75
Compte d'ordre : Déposants statutaires	mémoire
	<hr/>
	993.633,75
	<hr/>

La société étant en période d'installation et n'ayant pas encore commencé son exploitation, il n'y a pas lieu d'établir un compte de profits et pertes.

Situation du capital : le capital social est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaire en fonction.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

BRIEVEN Edward Fernand, directeur de société à Rhode St. Génèse, Lansrodedreef, 1.

Administrateur-délégué :

BUYS Jean Maurice, ingénieur commercial à Uccle, rue E. Gossart, 37.

Membres :

BAGAGE Robert Joseph O., administrateur de sociétés à Woluwé St. Pierre, Avenue Grandchamp, 156.

COOREMANS Adolphe Benoit F., cactéophyle à Strombeek-Bever, Chaussée de Tamise, 3.

QUARRE Paul Félix A., administrateur de sociétés coloniales à Bruxelles, rue du Trône, 38.

RITZEN Jozef Nicolaas C., architecte à Anvers (Wilrijk) Oosterveldlaan, 6.

Commissaire :

RUTTEN Bertha Julia M.H., sans profession, épouse Jozef van den Haute, à Boitsfort, Square du Castel Fleuri, 5.

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo.

FORCES DU BAS-CONGO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE.

Siège administratif : Bruxelles, 45-47, rue de Trèves.

Registre du commerce de Léopoldville : n° 2660 ; de Bruxelles : n° 229.589.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 10 décembre 1952, 30, rue Marie de Bourgogne, à Bruxelles.

Le Conseil, à l'unanimité, élit M. Pascal Geulette aux fonctions de Président-Administrateur-Délégué.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président,
P. GEULETTE.

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,

société anonyme, à Bruxelles.

Place de Brouckère, n° 50.

—
CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent quatorze, le douze mars.

Devant nous, Alfred Vanisterbeek, notaire résidant à Koekelberg-Bruxelles, assisté de Emile De Neck et de Hippolyte Exterbille, demeurant et domicilié, le premier à Molenbeek-Saint-Jean, et le second à Koekelberg, témoins instrumentaires requis.

Ont comparu :

I. M. Bror-Olof Ekman, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède), agissant :

a) En nom propre et personnel.

b) Au nom et comme mandataire spécial de :

1. La société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », ayant son siège à Gothembourg (Suède).

2. M. Sven Wingquist, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède).

Et ce en vertu de deux procurations sous signature privée, datées toutes deux de Gothembourg, le neuf mars courant mois, dont les originaux, dûment légalisés par le consul de Belgique à Gothembourg, sont ci-annexés.

II. M. Stig Fischer, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède), agissant :

a) En nom propre et personnel.

b) Au nom et comme mandataire spécial de :

1. M. Paul De Schryver, ingénieur, demeurant à Jemeppe-sur-Meuse, quai des Carmes, n° 65.

2. M. Louis Cousin, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, n° 256.

En vertu de deux procurations sous signature privée, datées respectivement de Jemeppe-sur-Meuse, le sept mars courant et de Bruxelles le douze mars courant, dont les originaux sont ci-annexés.

III. M. Albert De Wandre, ingénieur, demeurant à Liège, avenue Blonden, n° 54, agissant :

a) En nom propre et personnel.

b) Au nom et comme mandataire spécial de M. Auguste Greiner, industriel, demeurant à Seraing, en vertu d'une procuration datée de Seraing le dix mars courant, dont l'original est ci-annexé.

Les originaux des procurations ci-annexées, toutes écrites sur timbre de dimension belge, non encore enregistrés en Belgique, le seront en même temps que le présent acte.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de constater, par les présentes les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE 1^{er}.

Dénomination, siège, objet et durée.

Art. 1^{er}. Il est formé, par les présentes, une société anonyme sous la dénomination de Société belge des Roulements à Billes S. K. F.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bruxelles, place de Brouckère 50.

Il pourra être transféré ailleurs, à Bruxelles ou dans l'agglomération bruxelloise, par simple décision du conseil d'administration, qui devra faire publier, comme de droit, ce transfert de siège social.

La société peut établir, par décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, succursales, agences et comptoirs en Belgique et à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet la vente et éventuellement la fabrication de roulements à billes et à rouleaux, butées, billes et rouleaux d'acier et autres objets similaires, en Belgique et dans ses colonies.

Elle peut faire tous les actes et toutes les opérations et transactions généralement quelconques qui ont pour but la réalisation de l'objet social.

Art. 4. La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à partir de ce jour.

Elle pourra être prorogée successivement ou dissoute anticipativement.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

Capital.

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de deux cent mille francs, représenté par quatre cents actions de cinq cents francs chacune.

Art. 6. Ces actions sont souscrites en espèces comme suit :

Par la société « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », trois cent quatre-vingt-treize actions	393
Par M. Ekman, une action	1
Par M. Wingquist, une action	1
Par M. Stig Fischer, une action	1
Par M. De Schryver, une action	1
Par M. Cousin, une action	1
Par M. De Wandre, une action	1
Par M. Greiner, une action	1
Total : quatre cents actions	400

Art. 7. Sur chacune de ces actions il a été fait pour compte et au profit de la société un versement de vingt pour cent de leur montant, soit ensemble quarante mille francs, entre les mains de M. Stig Fischer, administrateur de la société, nommé en cette qualité par les présents statuts, laquelle se trouve donc dès maintenant à la disposition de la société, ce déclaré et reconnu.

Art. 8. Les versements ultérieurs à effectuer sur ces actions seront déterminés par le conseil d'administration, qui en fixera l'époque et le montant.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire à cette obligation devra bonifier à la société des intérêts calculés à raison de six pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en bourse, par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages-intérêts éventuels.

L'actionnaire pourra, s'il le désire, libérer anticipativement ses actions.

Tout versement anticipatif produira intérêt au taux de cinq pour cent l'an.

Art. 9. Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital faite autrement que par voie de fusion ou d'apports en nature, le conseil d'administration déterminera les conditions et le taux de l'émission.

Sauf décision contraire d'une assemblée générale, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes par préférence aux possesseurs des actions primitives, au prorata du nombre de leurs titres, et le conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles leur seront offertes par préférence et le délai endéans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leurs droits de préférence.

Aucune action nouvelle ne pourra être émise au-dessous du pair.

Art. 10. Les actions sont et resteront toujours nominatives, même après leur entière libération. Il ne sera pas fait droit à la demande de conversion en action au porteur.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur ce registre.

Des certificats d'inscription, signés par deux administrateurs, en sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives s'opère soit par une déclaration de transfert inscrite sur le dit registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit d'après les règles du

droit civil sur le transfert de créances, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Aucune cession d'action non entièrement libérée ne sera admise que moyennant l'assentiment préalable du conseil d'administration.

Art. 11. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, sans pouvoir être tenus à aucun appel de fonds au delà.

Art. 12. Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire du titre à son égard.

Art. 13. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 14. La société peut émettre des obligations, hypothécaires ou autres, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration déterminera le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements ainsi que toutes autres conditions des émissions d'obligations.

TITRE III.

Administration, surveillance.

Art. 15. La société est administrée par un conseil composé de cinq à neuf membres, associés ou non, nommés pour un terme de deux ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les premiers administrateurs resteront en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire du quinze mars mil neuf cent seize, laquelle procédera à leur réélection ou à leur remplacement, s'il y a lieu ; les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art. 16. En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autrement, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur nommé en remplacement d'un administrateur dans les conditions ci-dessus achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 17. Le conseil d'administration choisit dans son sein un président et un vice-président.

En cas d'empêchement de l'un ou de l'autre, un administrateur est désigné pour les remplacer.

Art. 18. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, du vice-président ou de l'administrateur qui les remplace, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Les convocations, sauf le cas d'urgence, à motiver au procès-verbal de la séance, sont faites au moins huit jours à l'avance.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Art. 19. Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président ou le vice-président ou par l'administrateur qui les remplace.

Le conseil ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente ou représentée.

Chaque administrateur empêché peut, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Le délégué sera, dans ce cas, réputé présent.

Les résolutions sont prises à la majorité relative des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs auraient un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, il sera procédé conformément à l'article soixantième des lois sur les sociétés commerciales.

Les décisions doivent, en ce cas, être prises en conseil d'administration réunissant la majorité des autres membres.

Art. 20. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial, tenu au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par la majorité au moins des membres qui auront pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président, le vice-président ou par l'administrateur qui les remplace.

Art. 21. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société.

Il peut notamment faire et passer tous contrats, marchés et entreprises; acquérir, vendre, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles ou immeubles, toutes concessions quelconques; consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties; conclure tous emprunts et consentir tous droits réels d'hypothèque et autres et toutes garanties mobilières ou immobilières; stipuler la clause de voie parée; faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances; renoncer à tous droits d'hypothèques ou de privilège, ainsi qu'à toutes actions résolutoires; donner mainlevées et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques; consentir toutes mentions et subrogations, le tout avant ou après paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier; nommer ou révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements; en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts, les faire exécuter, traiter,

transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux.

L'énumération qui précède n'est pas limitative, mais simplement énonciative ; tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tierces personnes, associées ou non.

Il peut également déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui prendront la dénomination d'administrateur délégué, ou confier l'ensemble ou telle partie des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs gérants, choisis dans ou hors de son sein, associés ou non.

Il fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations en raison de ces attributions spéciales, il les révoquera et pourvoira à leur remplacement, s'il y a lieu.

Art. 22. La société pourra être représentée à l'étranger, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne désignée spécialement à cet effet par le conseil d'administration.

Ce délégué sera chargé, sous la direction et le contrôle du conseil d'administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités des pays étrangers et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays.

Il sera muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ces pays.

Art. 23. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies, au nom de la société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de l'administrateur délégué à cette fin.

Dans les pays où la société aurait un représentant officiel, les actions seront suivies par ou contre celui-ci.

Art. 24. Tous les actes qui engagent la société, autres que ceux de la gestion journalière, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du conseil d'administration, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur délégué et un directeur, lesquels n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers des pouvoirs donnés à cette fin par le conseil d'administration.

Les actes de la gestion journalière sont signés par un administrateur ou par un agent délégué à cette fin.

Art. 25. Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire ou un collège composé de plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour un terme d'un an par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leur nombre, et toujours révocables par elle.

Les premiers commissaires restent en fonction jusqu'après l'assemblée générale du quinze mars mil neuf cent quinze, laquelle procédera à leur réélection et, s'il y a lieu, à leur remplacement à partir de cette époque.

Art. 26. La mission des commissaires est celle déterminée à l'article soixante-cinq de la loi sur les sociétés.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Art. 27. Chaque administrateur doit affecter par privilège une action de la société à la garantie de sa gestion.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à une action de la société.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles seront restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées.

Art. 28. L'assemblée générale fixera les émoluments des administrateurs et des commissaires.

Le conseil d'administration est autorisé également à accorder aux administrateurs et commissaires, chargés de fonctions ou de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

TITRE IV.

Assemblées générales des actionnaires.

Art. 29. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'universalité des propriétaires d'actions. Elle se compose de tous les actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Art. 30. L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le quinze mars de chaque année, et pour la première fois en mil neuf cent quinze, à onze heures du matin, au siège social ou en tout autre endroit à désigner dans les avis de convocation.

Si ce jour était férié, l'assemblée se réunirait le lendemain.

Le conseil d'administration et le collège des commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires, autant de fois que l'intérêt social l'exige; ils doivent les convoquer sur la demande écrite d'actionnaires justifiant de la possession du cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au siège social ou en tout autre endroit désigné dans les convocations.

Art. 31. Le mode de convocation de l'assemblée générale est réglé conformément à l'article septante-trois de la loi.

Art. 32. Seront admis à l'assemblée générale, sans aucune formalité, les actionnaires qui auront été inscrits au registre des titres nominatifs quinze jours avant la date de l'assemblée.

Les porteurs d'obligations peuvent assister à l'assemblée, mais avec voix consultative seulement, s'ils ont effectué le dépôt de leurs titres et en justifiant par la production d'un certificat de dépôt. Ce dépôt doit être effectué au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée, au siège social.

Art. 33. Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'assemblée par un mandataire.

Les procurations devront être déposées au siège social, cinq jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées et les établissements publics ou privés seront représentés par leurs organes légaux et reconnus.

Art. 34. Tout propriétaire d'actions a le droit de vote aux assemblées générales ; chacun a autant de voix qu'il a d'actions, avec la restriction prévue par l'article 74, paragraphe deux, de la loi sur les sociétés, que nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées.

Art. 35. Le bureau des assemblées générales se compose des membres présents du conseil d'administration. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur qui le remplace.

Le président désigne le secrétaire ; l'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Art. 36. L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise en délibération si elle n'a été communiquée en temps utile au conseil d'administration pour être insérée dans les avis de convocation.

Les délibérations sont prises quelle que soit la portion du capital représentée à l'assemblée, à la majorité des voix représentées.

Art. 37. Lorsque l'assemblée générale délibérera sur les modifications aux statuts, les règles édictées par les articles septante et septante et un de la loi seront suivies.

Art. 38. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions et extraits à délivrer aux tiers sont signés par le président du conseil d'administration ou par un administrateur ou un commissaire.

TITRE V.

Inventaire, bilan, répartition, réserve.

Art. 39. Il est dressé, par les soins du conseil d'administration le trente et un décembre de chaque année, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A cette même époque, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il est également procédé, relativement à ces documents et dans les délais légaux, aux mesures de communication et d'inspection prévues par la loi dans les articles soixante-cinq, septante-cinq, *in fine*, et septante-six de la loi.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes. Elle se prononce, après l'adoption du bilan, par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Art. 40. Le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés, aux frais de la société et par les administrateurs.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

La situation du capital sera publiée au moins une fois par année, à la suite du bilan. Elle comprendra l'indication des versements effectués et la liste des actionnaires qui n'ont pas encore entièrement libéré leurs actions, avec l'indication des sommes dont ils sont redevables.

Art. 41. L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé annuellement cinq pour cent affectés à la formation d'un fonds de réserve légale. Lorsque celui-ci aura atteint le dixième du capital social, ce prélèvement cessera d'être obligatoire.

Le restant, quant à son usage, fera l'objet chaque année, à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, d'une proposition du conseil d'administration ; l'assemblée générale des actionnaires statuera ensuite souverainement.

Il est expressément stipulé que le présent article, entre autres, pourra toujours être modifié en sa dernière partie par une assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes et avec les majorités comme en matière de modification aux statuts.

Art. 42. Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration.

Tous les dividendes non touchés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits et restent acquis à la société. Ils sont versés au fonds de réserve.

TITRE VI.

Dissolution, liquidation.

Art. 43. Comme il est dit à l'article quatre des présents statuts, la société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par des actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

La dissolution de la société doit être prononcée, sur la demande de tout intéressé, lorsque six mois se sont écoulés depuis l'époque où le nombre des associés a été réduit à moins de sept.

Art. 44. En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera le mode de liquidation. Elle aura, à cette fin, les droits les plus étendus.

Après le paiement de toutes dettes et charges de la société et le remboursement du capital social versé, le solde de la liquidation sera réparti entre les actionnaires.

TITRE VII.

Election de domicile.

Art. 45. Tout administrateur, commissaire ou liquidateur est censé, pendant la durée de ses fonctions, élire domicile au siège de la société, où toutes les assignations et notifications peuvent être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

TITRE VIII.

Dispositions transitoires.

Art. 46. Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à sept.

Toutefois, l'assemblée générale des actionnaires pourra, dans la limite tracée par l'article quinze des statuts, modifier ce nombre sans devoir suivre les formalités prescrites pour les modifications statutaires.

Sont appelés à ces fonctions :

1° M. Sven Wingquist, qui accepte par son mandataire, M. Ekman, comparant.

2° M. Ekman, comparant, qui déclare accepter.

3° M. Stig Fischer, comparant, qui déclare accepter.

4° M. Paul De Schryver, qui accepte par son mandataire, M. Stig Fischer, comparant.

5° M. Louis Cousin, qui accepte par son mandataire, le même M. Stig Fischer.

6° M. Albert De Wandre, comparant, qui déclare accepter.

Et 7° M. Auguste Greiner, pour qui accepte par porte-fort, avec engagement de faire ratifier, le dit M. De Wandre.

Art. 47. Immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires pourront se réunir en assemblée générale extraordinaire, pour fixer pour la première fois le nombre des commissaires, procéder à leur nomination, fixer leurs émoluments et délibérer sur tous les objets qu'ils jugeront utile de porter à l'ordre du jour de cette assemblée.

TITRE IX.

Déclaration relative aux obligations de la société en raison de sa constitution.

Art. 48. Les parties déclarent, pour se conformer aux prescriptions de l'article trente, paragraphe six, de la loi, que, outre les droits d'enregistrement qui seront relatés au bas du présent acte ainsi que les droits de timbre et les honoraires du notaire tarifés, le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de trois mille francs, soit ensemble environ cinq mille francs.

Dont acte, fait et passé à Koekelberg (Bruxelles), en notre étude.

Lecture faite, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont signé avec les témoins instrumentaires et nous, notaire.

(Signé) B. O. Ekman, Stig Fischer, A. De Wandre, Emile De Neck, Exterbille, Alfred Vanisterbeek.

Enregistré à Molenbeek (J.), le 16 mars 1914, volume 355, folio 16, case 3. Sept rôles deux renvois. Reçu 200,000 à 0.50 p. c. = 1,000 francs. Le receveur, (signé) De Sonne.

Pour expédition conforme :

(Signé) Alfred VANISTERBEEK.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 20 mars 1914.)

NOMINATION DE COMMISSAIRE.

L'an mil neuf cent quatorze, le douze mars, à Koekelberg (Bruxelles), en notre étude, place Simonis, n° 9.

Devant nous, Alfred Vanisterbeek, notaire résidant à Koekelberg (Bruxelles), assisté de Emile De Neck et de Hippolyte Exterbille, demeurant et domiciliés, le premier à Molenbeek-Saint-Jean, et le second à Koekelberg, témoins requis.

Ont comparu :

I. M. Bror-Olof Ekman, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède), agissant :

a) En nom propre et personnel.

b) Au nom et comme mandataire spécial de :

1° La société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », ayant son siège social à Gothembourg (Suède).

2° M. Sven Wingquist, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède).

Et ce en vertu de deux procurations sous signatures privée, datées toutes deux de Gothembourg le neuf mars courant, dont les originaux sont légalisés par le consul de Belgique à Gothembourg.

II. M. Stig Fischer, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède), agissant :

a) En nom propre et personnel.

b) Au nom et comme mandataire spécial de :

1° M. Paul De Schryver, ingénieur, demeurant à Jemeppe-sur-Meuse, quai des Carmes, n° 65.

2° M. Louis Cousin, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, n° 256.

Et ce en vertu de deux procurations sous signature privée datées respectivement de Jemeppe-sur-Meuse le sept mars courant et de Bruxelles, le douze mars courant.

III. M. Albert De Wandre, ingénieur, demeurant à Liège, avenue Blonden, n° 54, agissant :

a) En nom propre et personnel.

b) Au nom et comme mandataire spécial de M. Auguste Greiner, industriel, demeurant à Seraing, en vertu d'une procuration sous signature privée datée de Seraing le dix mars courant.

Les originaux des procurations ci-dessus mentionnées sont annexés à l'acte constitutif de la société ci-après mentionnée, reçu ce jour par nous, notaire ; ils seront, en même temps que le dit acte constitutif, soumis avec le présent procès-verbal à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, formant la totalité des actionnaires et représentant ainsi la totalité du capital social de la société anonyme Société belge des Roulements à Billes S. K. F., ayant son siège social à Bruxelles, place de Brouckère, 50, constituée ce jour, suivant acte reçu par le notaire Vanisterbeek, soussigné, lequel sera enregistré en même temps que le pré-

sont acte, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, conformément à ce qui est dit en l'article quarante-sept des statuts, et pour délibérer sur les objets y repris.

L'assemblée est présidée par M. Bror-Olof Ekman, premier comparant.

Celui-ci appelle aux fonctions de secrétaire de l'assemblée M. De Wandre, qui déclare accepter ces fonctions.

Et les fonctions de scrutateur sont remplies par M. Stig Fischer.

L'assemblée aborde son ordre du jour et, à l'unanimité des voix, elle décide que le nombre des commissaires sera fixé pour la première fois à un, sauf à augmenter ultérieurement ce nombre, s'il y a lieu, conformément à l'article vingt-cinq des statuts.

Et à la même unanimité, l'assemblée appelle aux fonctions de commissaire de la société M. Albert Lindskog, directeur commercial, demeurant à Gothembourg (Suède).

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, que, lecture faite, les comparants ont signé avec les témoins et nous, notaire.

(Signé) B.-O. Ekman, Stig Fischer, A. De Wandre, Emile De Neck, Exterbille, Alfred Vanisterbeek.

Enregistré à Molenbeek (J.), le 16 mars 1914, volume 355, folio 16, case 5. Un rôle un renvoi. Reçu 12 fr. 40 c. Le receveur, (signé) De Sonne.

Pour expédition conforme :

(Signé) Alfred VANISTERBEEK.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles 20 mars 1914.)

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,
société anonyme, à Bruxelles.
Place de Brouckère, n° 48.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATION AUX STATUTS.

Société belge des Roulements à Billes S. K. F., société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, place de Brouckère, n° 48, constituée suivant acte reçu par le notaire Vanisterbeek, soussigné, alors de résidence à Koekelberg-Bruxelles, le douze mars mil neuf cent quatorze, publié aux annexes du « Moniteur belge » le vingt-huit mars suivant, acte n° 2281.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

L'an mil neuf cent trente, le samedi quinze mars, à onze heures du matin.

A Bruxelles, au siège social, place de Brouckère, 50.

Devant nous, Alfred Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue, ainsi qu'il suit, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Société belge des Roulements à Billes S. K. F., prémentionnée.

A ces fins, ont comparu :

I. M. Joseph Domken, administrateur délégué de la société, demeurant à Nosseghem, chaussée de Bruxelles, n° 6, agissant :

a) En nom personnel, comme propriétaire d'une action de la société 1

b) En vertu de six procurations sous seings privés, dont les originaux demeureront ci-annexés, pour être, en même temps que les présentes, soumis à la formalité de l'enregistrement, au nom et comme mandataire spécial de :

1. La société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », ayant son siège social à Gothembourg, propriétaire de trois cent quatre-vingt-onze actions de la dite société 391

2. M. Bryöm Prytz, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire d'une action de la société 1

3. M. Assar Gabrielsson, industriel, demeurant à Gothembourg (Suède), propriétaire d'une action de la société 1

4. M. Sven Wingquist, ingénieur, demeurant à Gothembourg (Suède), propriétaire d'une action de la société 1

5. M. Albert Dewandre, ingénieur, demeurant à Liège, rue du Vieux-Mayeur, n° 2, propriétaire d'une action de la société 1

6. M. Elon Jacobsson, industriel, demeurant à Gothembourg (Suède), propriétaire d'une action de la société 1

II. M. Louis Cousin, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue du Pépin, n° 45, propriétaire d'une action de la société 1

III. M. Auguste Greiner, industriel, demeurant à Jemeppe-sur-Meuse, quai des Carmes, propriétaire d'une action de la société 1

IV. Et M. Léon Denuit, expert comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue Eugène Demolder, n° 25, propriétaire d'une action de la société 1

Total des titres représentés : quatre cents 400

L'assemblée est présidée par M. Auguste Greiner, comparant.

M. le président désigne pour remplir les fonctions de secrétaire M. Bertil Carlander, directeur commercial, demeurant à Bruxelles, rue du Pépin, n° 45, ici intervenant.

Et l'assemblée appelle aux fonctions de scrutateurs MM. Cousin et Denuit, comparants.

M. le président ouvre la séance.

Il expose :

Que le capital social est fixé à la somme de deux cent mille francs, représenté par quatre cents actions de cinq cents francs chacune, chaque action donnant droit à une voix, sous réserve des restrictions prévues par

l'article 74 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et rappelées par l'article 34 des statuts.

Que, ainsi qu'il résulte de la comparution et ainsi qu'il en a été justifié à l'assemblée, toutes les actions composant l'intégralité du capital social sont représentées à l'assemblée et qu'en conséquence, aucune convocation n'était nécessaire en vue de celle-ci, laquelle est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les objets qu'il lui plaira de mettre en discussion.

L'assemblée ainsi composée décide de porter à son ordre du jour et de mettre en discussion les objets ci-après mentionnés :

Ordre du jour :

Augmentation du capital social, à porter de deux cent mille francs à cinq cent mille francs par la création de six cents actions ordinaires de cinq cents francs, à libérer entièrement par incorporation à due concurrence des réserves sociales.

L'assemblée aborde la discussion de son ordre du jour, après qu'il eut encore été fait observer :

Qu'il n'y a lieu à suspension du droit de vote pour aucun des actionnaires présents ou représentés, les réductions du droit de vote devant être indiquées s'il y a lieu, c'est-à-dire au moment des votes et pour le cas où ceux-ci ne seraient pas émis à l'unanimité.

Après un exposé de situation fait par M. le président, celui-soumet au vote de l'assemblée la résolution suivante :

Résolution.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de trois cent mille francs et de le porter ainsi de deux cent mille francs à cinq cent mille francs, et ce par incorporation au capital social de pareille somme de trois cent mille francs, prise dans le fonds de réserve spéciale.

L'assemblée décide de créer à cette fin six cents actions nouvelles d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, du même type et ayant les mêmes droits et avantages que les actions de capital anciennes, avec droit aux dividendes à partir du premier janvier mil neuf cent trente.

Ces six cents actions de capital nouvelles sont émises à l'état de entièrement libérées et seront remises aux actionnaires anciens dans la proportion des actions anciennes possédées par eux, soit à raison de une action et demie nouvelle pour une action ancienne, le conseil d'administration étant autorisé à créer des coupures d'actions de capital nouvelles, mais uniquement dans la mesure qui serait nécessaire en vue de la remise des actions nouvelles aux propriétaires des actions anciennes.

L'assemblée constate et fait constater que la présente augmentation de capital ainsi réalisée ne constitue pas pour les actionnaires anciens un bénéfice distribué, mais se trouve faire partie intégrante du capital social et constituer ainsi la garantie des tiers, le montant ne pouvant jamais en être réduit que par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant dans les conditions prévues par l'article 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Vote.

Mise aux voix, la résolution qui précède a été adoptée à l'unanimité.

Augmentation de capital, constatation.

Constatation.

Et en exécution de la résolution qui précède, l'assemblée générale déclare et fait constater qu'elle réalise et a réalisé l'augmentation de capital de trois cent mille francs décrétée ci-dessus et qu'elle crée et a créé à ces fins six cents actions nouvelles de cinq cents francs chacune, du même type et ayant les mêmes droits et avantages que les actions anciennes, avec droit aux dividendes à partir du premier janvier mil neuf cent trente.

Les dites six cents actions nouvelles émises à l'état de entièrement libérées par incorporation de réserves disponibles et attribuées aux actionnaires anciens à raison de une action et demie nouvelle pour une action ancienne.

Et l'assemblée constate que l'article 5 des statuts sociaux sera dorénavant conçu comme suit :

« Article cinq. Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs, représenté par mille actions de cinq cents francs chacune. »

Frais et charges.

Il a été annoncé que les frais et charges incombant à la société à l'occasion de l'augmentation de capital ci-dessus constatée et comprenant les frais et honoraires de l'acte notarié et de sa publication ainsi que la confection et le timbrage des titres nouveaux, peuvent être évalués approximativement à la somme de dix mille francs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants, ès qualités, et l'intervenant ont signé avec nous, notaire.

(Signé) Aug. Greiner; Denuit; J. Domken; Cousin; B. Carlander; Alfred Vanisterbeek.

Enregistré deux rôles trois renvois, à Bruxelles (1^{er} bureau), le 17 mars 1930, volume 966, folio 18, case 9. Reçu à 1.20 p. c. 3,600 francs. Le receveur, (signé) Bertrand.

Pour expédition conforme :

(Signé) Alfred VANISTERBEEK.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 22 mars 1930.)

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,
société anonyme, à Bruxelles.
Boulevard Anspach, n° 117.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATION AUX STATUTS.

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. », société anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, boulevard Anspach, n° 117, registre du commerce de Bruxelles, n° 9708, constituée suivant acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire alors de résidence à Koekelberg-Bruxelles, le douze mars mil neuf cent quatorze (annexes du Moniteur belge du vingt-huit du même mois, acte n° 2281), dont les statuts ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant procès-verbal dressé par le même notaire, de résidence à Bruxelles, le quinze mars mil neuf cent trente (annexes du Moniteur belge du premier avril suivant, acte n° 4033.)

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

L'an mil neuf cent trente-six, le lundi seize mars, à onze heures et demie du matin.

A Bruxelles, au siège social, boulevard Anspach, n° 117.

Devant nous, Alfred Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue, ainsi qu'il suit, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « Société belge des Roulements à Billes S. K. F. ».

A ces fins, ont comparu :

1. La société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », ayant son siège social à Gothembourg, propriétaire de neuf cent soixante-dix-sept et demie actions de la société . . . 977.5
2. M. Assar Gabrielsson, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire de deux et demie actions 2.5
3. M. Einar Climstedt, administrateur de sociétés, demeurant à Gothembourg, propriétaire de deux et demie actions 2.5
4. M. Louis Cousin, ingénieur, demeurant à Schaerbeek, rue Gal-lait, n° 31, propriétaire de deux et demie actions 2.5
5. M. Adolphe Greiner, industriel, demeurant à Liège, avenue Rogier, n° 11, propriétaire de deux et demie actions 2.5
6. M. Joseph Domken, administrateur délégué de la société, de-meurant à Nosseghem, chaussée de Bruxelles, propriétaire de deux et demie actions 2.5

7. M. Elon Jacobsson, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire de deux et demie actions 2.5

8. M. Léon Denuit, expert comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue Eugène Demolder, n° 25, propriétaire de deux et demie actions 2.5

Total des actions représentées : neuf cent quatre-vingt-quinze . 995.0

La société « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken » et MM. Gabrielson, Climstedt et Jacobsson sont ici représentés par M. Joseph Domken, en vertu de quatre procurations sous seings privés, dûment légalisées, datées de Gothembourg le quatre mars courant, dont les originaux sont ci-annexés et seront, avec les présentes, soumis à la formalité de l'enregistrement.

L'assemblée est présidée par M. Joseph Domken.

M. le président désigne pour remplir les fonctions de secrétaire M. Vidar Hultman, ingénieur civil, demeurant à Etterbeek, boulevard Saint-Michel, n° 227, ici intervenant.

Et les fonctions de scrutateurs sont assumées par MM. Louis Cousin et Adolphe Greiner.

M. le président ouvre la séance et constate :

Que le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs, représenté par mille actions de cinq cents francs chacune, chaque action donnant droit à une voix, sous réserve des restrictions prévues par l'article 74 (76 nouveau) des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et rappelées en l'article 34 des statuts sociaux.

Que la présente assemblée a été convoquée par les soins du conseil d'administration pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

Proposition d'augmentation de capital à concurrence d'une somme d'un million de francs maximum, par l'incorporation au capital social de réserves disponibles.

Modification à l'article 5 des statuts, pour mise en concordance.

Que les actions se trouvant à l'état nominatives, les convocations pour la présente assemblée ont été faites uniquement par lettres recommandées, contenant l'ordre du jour et adressées à tous les actionnaires.

M. le président dépose sur le bureau de l'assemblée le texte de la lettre de convocation adressée aux actionnaires ainsi que le récépissé de dépôt délivré par le bureau postal de Bruxelles, 12, le vingt-huit février dernier.

Que ainsi qu'il résulte de la comparution, neuf cent quatre-vingt-quinze actions sur mille sont représentées à l'assemblée, soit plus que la moitié du capital social, condition requise par la loi et par les statuts pour pouvoir délibérer valablement sur l'ordre du jour ci-dessus reproduit, lequel emporte modifications aux statuts sociaux.

Et qu'il n'y a lieu à suspension du droit de vote pour aucun des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée ayant reconnu exactes les énonciations et déclarations qui précédent, constate qu'elle est régulièrement constituée et aborde la discussion de l'ordre du jour.

Après un exposé de situation fait par M. le président, celui-ci soumet au vote de l'assemblée la résolution suivante :

Résolution.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de cinq cent mille francs et de le porter ainsi de cinq cent mille francs à un million de francs, par incorporation au capital social de pareille somme de cinq cent mille francs, à prélever sur le montant des réserves disponibles, observation faite que la présente opération ne constitue qu'une opération purement interne, n'apportant dans la société aucun élément ou apport nouveau et qu'elle ne constitue pas un bénéfice social distribué aux actionnaires.

L'assemblée décide de créer à cette fin mille actions nouvelles d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital anciennes, avec droit aux dividendes à partir du premier janvier mil neuf cent trente-six.

Ces mille actions de capital nouvelles sont émises à l'état de entièrement libérées et seront remises aux actionnaires anciens dans la proportion des actions anciennes possédées par eux, titre pour titre, le conseil d'administration étant autorisé à créer des coupures d'actions de capital nouvelles, mais uniquement dans la mesure qui serait nécessaire en vue de la remise des actions nouvelles aux propriétaires des actions anciennes.

Vote.

Mise aux voix, la résolution qui précède a été adoptée à l'unanimité.

Augmentation de capital, constatation.

En exécution de la résolution qui précède, l'assemblée générale nous requiert de constater authentiquement qu'elle réalise et a réalisé l'augmentation du capital de cinq cent mille francs décrétée ci-dessus et qu'elle crée et a créé à ces fins mille actions nouvelles de cinq cents francs chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, avec droit aux dividendes à partir du premier janvier mil neuf cent trente-six.

Les dites mille actions nouvelles émises à l'état de entièrement libérées par incorporation de réserves disponibles et attribuées aux actionnaires anciens à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne.

Et l'assemblée constate que l'article cinq des statuts sociaux sera dorénavant conçu comme suit :

« Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de un million de francs, représenté par deux mille actions de cinq cents francs chacune. »

Frais et charges.

Il a été annoncé que le montant des frais et charges qui incomberont à la société à l'occasion de la présente augmentation de capital s'élève approximativement à la somme de cinq mille francs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec l'intervenant et nous, notaire.

(Signé) J. Domken, Hultman, Cousin, Greiner, Denuit, Alfred Vanisterbeek.

Enregistré deux rôles trois renvois, à Bruxelles (1^{er} bureau), le 18 mars 1936, volume 1008, folio 85, case 7. Reçu 15 francs. Le receveur, (signé) Hoebanckx.

Pour expédition conforme :

(Signé) Alfred VANISTERBEEK.

Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le 20 mars 1936.

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,
société anonyme, à Bruxelles.

Boulevard Anspach, n° 117.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 9708.

AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATION AUX STATUTS.

Constituée suivant acte reçu par M^r Vanisterbeek, notaire alors de résidence à Koekelberg-Bruxelles, le douze mars mil neuf cent quatorze (annexes du Moniteur belge du vingt-huit du même mois, acte n° 2281), dont les statuts ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, suivant procès-verbaux dressés par le même notaire, de résidence à Bruxelles, le quinze mars mil neuf cent trente (annexes du Moniteur belge du premier avril suivant, acte n° 4033), et le seize mars mil neuf cent trente-six (annexes du Moniteur belge du vingt-neuf du même mois, acte n° 3618).

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

L'an mil neuf cent trente-sept, le vingt-six mai, à dix heures du matin

A Bruxelles, en notre étude rue aux Laines, n° 52, devant nous, Alfred Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles, s'est tenue, ainsi qu'il suit, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « Société belge des Roulements à Billes S. K. F. ».

A ces fins, ont comparu :

1. La société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », ayant son siège social à Gothembourg, propriétaire de mille neuf cent quatre-vingt-treize actions de la société	1.993
2. M. Louis Cousin, ingénieur A. I. Br., demeurant à Schaerbeek, rue Gallait, n° 31, propriétaire d'une action	1
3. M. Joseph Domken, industriel, demeurant à Nosseghem, chaussée de Bruxelles, n° 14, propriétaire d'une action	1
4. M. Léon Denuit, expert comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue Eugène Demolder, n° 25, propriétaire d'une action	1
5. M. Albert Dewandre, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Liège, rue du Vieux-Mayeur, n° 2, propriétaire d'une action	1
6. M. Adolphe Greiner, industriel, demeurant à Liège, boulevard d'Avroy, n° 238, propriétaire d'une action	1
7. M. Alphonse Perremans, expert comptable, demeurant à Malines, rue Vondel, n° 1a, propriétaire d'une action	1
8. M. le comte Hugo von Rosen, industriel, demeurant à Gothembourg, Berzelüгатie, n° 26, propriétaire d'une action	1
<hr/>	
Total des actions représentées : deux mille, soit l'intégralité du capital social	2.000

La société « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken » et MM. Greiner et comte von Rosen sont ici représentés par M. Domken, en vertu de trois procurations sous seings privés dont les originaux, ci-annexés, seront soumis à la formalité de l'enregistrement avec le présent acte.

L'assemblée est présidée par M. Domken, président du conseil d'administration.

M. le président désigne pour remplir les fonctions de secrétaire M. Perremans.

Et les fonctions de scrutateurs sont assumées par MM. Cousin et Denuit.

M. le président ouvre la séance. Il constate :

Que le capital social est fixé à la somme d'un million de francs, représenté par deux mille actions de cinq cents francs chacune, chaque action donnant droit à une voix, sous réserve des restrictions prévues par l'article 74 (76 nouveau) des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et rappelées en l'article 34 des statuts sociaux.

Que la présente assemblée a été convoquée par les soins du conseil d'administration pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

Proposition d'augmentation du capital social d'un million de francs à un million cinq cent mille francs, par incorporation de réserves, et création de mille actions nouvelles, à remettre aux anciens actionnaires dans la proportion d'un titre nouveau pour deux titres anciens.

Modification à l'article 5 des statuts, pour mise en concordance.

Que, ainsi qu'il résulte de la comparution et qu'il en est justifié au notaire instrumentant, les actions se trouvant à l'état de nominatives, par les inscriptions régulièrement faites au registre des actions nominatives, ici reproduit, les actionnaires présents et représentés possèdent ensemble l'intégralité du capital social.

Que, en conséquence, aucune convocation n'était nécessaire en vue de la tenue de la présente assemblée, laquelle pourra délibérer valablement sur tous objets portés à son ordre du jour.

Et qu'il n'y a lieu à suspension du droit de vote pour aucun des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée ayant reconnu exactes les énonciations et déclarations qui précèdent, constate qu'elle est régulièrement constituée et aborde la discussion de l'ordre du jour.

Après un exposé de situation fait par M. le président, celui-ci soumet au vote de l'assemblée la résolution suivante :

Résolution.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de cinq cent mille francs et de le porter ainsi d'un million de francs à un million cinq cent mille francs, par incorporation au capital social de pareille somme de cinq cent mille francs à prélever sur la réserve indisponible figurant au bilan.

L'assemblée décide de créer à cette fin mille actions nouvelles d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions de capital anciennes, avec droit aux dividendes à partir du premier janvier mil neuf cent trente-sept. Ces mille actions de capital nouvelles sont émises à l'état de entièrement libérées et seront remises aux actionnaires anciens dans la proportion d'une action nouvelle pour deux actions anciennes, le conseil d'administration étant autorisé à créer des coupures d'actions de capital nouvelles, mais uniquement dans la mesure qui serait nécessaire en vue de la remise des actions nouvelles aux propriétaires des actions anciennes.

Vote.

Mise aux voix, la résolution qui précède a été adoptée à l'unanimité.

Augmentation de capital, constatation.

En exécution de la résolution qui précède, l'assemblée générale nous requiert de constater authentiquement qu'elle réalise et a réalisé l'augmentation de capital décrétée ci-dessus et qu'elle crée et a créé à ces fins mille actions nouvelles de cinq cents francs chacune, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

Les dites actions nouvelles émises à l'état de entièrement libérées par incorporation de réserves au capital et attribuées gratuitement aux actionnaires anciens à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes, observation faite que cette opération, purement interne, n'apporte dans la société aucun élément ou apport nouveau et ne constitue pas un bénéfice social distribué aux actionnaires.

Et l'assemblée constate que le texte de l'article cinq des statuts sociaux sera dorénavant conçu comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme d'un million cinq cent mille francs, représenté par trois mille actions de cinq cents francs chacune. »

Frais et charge.

Il a été annoncé que le montant des frais et charges qui incomberont à la société à l'occasion de l'augmentation de capital s'élève approximativement à la somme de cinq mille francs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu comme dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(Signé) L. Cousin, A. Dewandre, A. Domken, Perremans, Denuit, Alfred Vanisterbeek.

Enregistré deux rôles un renvoi, à Bruxelles (A. C., 1^{er} bureau), le 28 mai 1937, volume 1018, folio 43, case 11. Reçu 15 francs. Le receveur, (signé) Berteloot.

Pour expédition conforme :

(Signé) Alfred VANISTERBEEK.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 5 juin 1937.)

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,
société anonyme, à Bruxelles.

Boulevard Anspach, 117.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 9708.

PROROGATION DE LA DUREE DE LA SOCIETE.

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le vingt-cinq septembre, à quatorze heures et demie, à Bruxelles, au siège social, boulevard Anspach, n° 117.

Devant nous, Paul Muller-Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue, ainsi qu'il suit, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, dressés par le même notaire, alors de résidence à Bruxelles en vue de la prorogation de la durée de la « Société belge des Roulements à Billes S. K. F. », ayant son siège social à Bruxelles, boulevard Anspach, n° 117, constituée suivant acte reçu par M^r Alfred Vanisterbeek, notaire alors de résidence à Koekelberg, le douze mars mil neuf cent quatorze (annexes du Moniteur belge du vingt-huit du même mois, n° 2281), dont

les statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, dressés par le même notaire, alors de résidence à Bruxelles, en date des : quinze mars mil neuf cent trente (annexes du Moniteur belge du premier avril suivant, n° 4033) ; seize mars mil neuf cent trente-six (annexes du Moniteur belge du vingt-neuf du même mois, n° 3618), et vingt-six mai mil neuf cent trente-sept (annexes du Moniteur belge des quatorze-quinze juin suivant, n° 9767.)

A ces fins, ont comparu :

1. M. Sixten von Zweigbergk, industriel, demeurant à Ixelles, rue De Praetere, n° 18, propriétaire de deux actions de la « Société belge des Roulements à Billes S. K. F. », précitée, en nom personnel 2

Et en vertu d'une procuration sous seings privés en date à Göteborg (Suède) le dix juillet mil neuf cent quarante-cinq, au nom et comme mandataire de la société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », ayant son siège social à Gothembourg, propriétaire de deux mille neuf cent nonante actions de la dite société 2,990

2. M. Auguste Greiner, industriel, demeurant à Liège, boulevard d'Avroy, n° 7, agissant :

a) En nom personne¹, comme propriétaire d'une action de la dite société 1

b) En vertu de deux procurations sous seings privés, datées de Gothembourg le dix juillet mil neuf cent quarante-cinq, au nom et comme mandataire de :

M. Harald Hamberg, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire d'une action de la dite société 1

Et Mij Harald Boman, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire d'une action de la dite société 1

3. M. Hans Lundberg, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue A.-J. Slegers, propriétaire de deux actions de la société 2

4. M. Alphonse Perremans, expert comptable, demeurant à Malines, rue Vondel, n° 1a, propriétaire de deux actions de la dite société 2

Total des actions représentées à l'assemblée : deux mille neuf cent nonante-neuf actions 2,999

La propriété des actions dans le chef des actionnaires a été établie dans leur chef par la production du registre des actions nominatives de la société.

Les originaux des procurations ci-dessus mentionnées sont ci-annexés et seront enregistrés avec les présentes.

L'assemblée est présidée par M. von Zweigbergk.

M. le président désigne comme secrétaire M. Perremans.

Et les fonctions de scrutateur sont assumées par MM. Greiner et Lundberg.

M. le président constate et l'assemblée reconnaît :

Que le capital social est fixé à un million cinq cent mille francs, représenté par trois mille actions de cinq cents francs chacune, chaque action donnant droit à une voix, sous réserve des restrictions prévues par l'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Que la présente assemblée a été convoquée par les soins du conseil d'administration pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1^{re} Prorogation de la durée de la société pour un nouveau terme de trente ans.

2^{re} Divers.

Que toutes les actions étant nominatives, la convocation aux actionnaires a été valablement faite au moyen de lettres recommandées, lesquelles ont été déposées au bureau postal de Bruxelles, H. 12, le vingt-huit août mil neuf cent quarante-cinq; M. le président dépose sur le bureau de l'assemblée le récépissé délivré par le dit bureau postal avec le texte de la lettre de convocation.

Et que plus de la moitié des titres sociaux sont représentés à l'assemblée.

L'assemblée constate que, en conséquence, elle est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

Elle aborde l'ordre du jour et M. le président soumet au vote la résolution suivante :

Résolution.

A l'unanimité, l'assemblée décide de proroger la durée de la société pour une période de trente années à compter, rétroactivement, du douze mars mil neuf cent quarante-quatre. En conséquence, le premier alinéa des statuts sociaux sera dorénavant conçu comme suit :

« La société, constituée par acte du douze mars mil neuf cent quatorze, pour une durée de trente ans, a été prorogée pour un nouveau terme de trente ans à compter du douze mars mil neuf cent quarante-quatre. »

Et l'assemblée continue hors de la présence de nous, notaire, pour communication concernant le n^o 2 de l'ordre du jour.

Déclaration pour l'enregistrement.

Pour la perception du droit d'enregistrement, les comparants déclarent que la valeur des biens appartenant à la société, déduction faite du passif, s'élève à la somme de trois millions cinq cent soixante-quinze mille deux cent soixante-cinq francs cinquante-trois centimes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu comme dessus.

Lecture faite, les comparants, ès qualités, ont signé avec nous, notaire.

(Signé) S. von Zweigbergk, Aug. Greiner, H. Lundberg, A. Perremans, P. Muller-Vanisterbeek.

Enregistré à Bruxelles (A. C., I), le 28 septembre 1945, volume 1071, folio 10, case 2. Deux rôles trois renvois. Reçu 53,630 francs. Le receveur, (signé) Drappier.

Pour expédition conforme :

(Signé) P. MULLER-VANISTERBEEK.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 24 octobre 1945.)

**« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,
société anonyme, à Bruxelles.**

Boulevard Anspach, 117.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 9708.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.

L'an mil neuf cent quarante-sept, le vingt-trois décembre, à Bruxelles, au siège social, boulevard Anspach, 117.

Devant nous, Paul Muller-Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « Société belge des Roulements à Billes S. K. F. », constituée suivant acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire à Koekelberg, le douze mars mil neuf cent quatorze (annexes du Moniteur belge du vingt-huit du même mois, n° 2281); statuts modifiés suivant procès-verbaux dressés par le même notaire, alors de résidence à Bruxelles, le quinze mars mil neuf cent trente (annexes du Moniteur belge du premier avril suivant, n° 4033), le seize mars mil neuf cent trente-six (annexes du Moniteur belge du vingt-neuf du même mois, n° 3618) et le vingt-six mai mil neuf cent trente-sept (annexes du Moniteur belge des quatorze-quinze juin suivant, n° 9767); durée de la société prorogée suivant procès-verbal dressé par M^e Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le vingt-cinq septembre mil neuf cent quarante-cinq (annexes du Moniteur belge des deux-trois novembre suivant, n° 14121).

Sont présents ou représentés, tous les actionnaires de la société, savoir:

1. La société suédoise par actions « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken », établie à Gothembourg, propriétaire de deux mille neuf cent quatre-vingt-dix actions 2,990
2. M. Sixten von Zweigbergk, industriel, demeurant à Ixelles, rue De Praetere, 18, propriétaire de trois actions 3
3. M. Hans Lundberg, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue A. J. Slegers, 397, propriétaire de deux actions 2
4. M. Alphonse Perremans, expert comptable, demeurant à Malines, rue Vondel, 1a, propriétaire de deux actions 2

5. M. Harald Boman, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire d'une action 1

6. M. Harald Hamberg, industriel, demeurant à Gothembourg, propriétaire d'une action 1

7. M. Hugo Ahlstrand, industriel, demeurant à Amsterdam, Waldeck Pyrmontlaan, 20, propriétaire d'une action 1

Total des actions représentées : trois mille 3,000

Sont ici représentés, en vertu de quatre procurations sous seings privés, ci-annexées :

1. La société sous 1 et les actionnaires sous 5 et 6, par M. Zweigbergk, nommé sous 2.

Et l'actionnaire sous 7, par M. Perremans, nommé sous 4.

L'assemblée est présidée par M. Sixten von Zweigbergk.

Les fonctions de secrétaire sont assumées par M. Constant Defru, chef de comptabilité, demeurant à Beersel, Dwersboschweg, 10, ici intervenant.

Et celles de scrutateurs par MM. Hans Lundberg et Alphonse Perremans.

M. le président ouvre la séance. Il constate et l'assemblée reconnaît :

Que l'assemblée a été convoquée par les soins du conseil d'administration, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant, reproduit dans les procurations :

Ordre du jour :

1. Augmentation de capital de huit millions cinq cent mille francs, pour le porter d'un million cinq cent mille francs à dix millions de francs, sans augmentation de titres représentatifs du capital.

2. Décision à prendre concernant l'utilisation du report à nouveau figurant au bilan au trente et un décembre mil neuf cent quarante-six.

3. L'augmentation du capital sera réalisée par incorporation des réserves suivantes :

a) Réestimation des bâtiments et mobiliers, quatre millions cent quatre-vingt-dix-huit mille cent dix-sept francs soixante-quatre centimes 4.198.117,64

b) Réestimation immeuble Anvers, vendu, deux cent quarante-six mille neuf cent un francs quarante-huit centimes 246.901,48

c) Provision pour maintien des stocks, trois millions six cent un mille cent vingt-neuf francs soixante-cinq centimes 3.601.129,65

d) Bénéfices réservés, quatre cent cinquante-trois mille huit cent cinquante et un francs vingt-trois centimes 453.851,23

Total : huit millions cinq cent mille francs 8.500.000,—

4. Eventuellement, augmentation plus forte, par utilisation décrétée du report à nouveau.

Que le capital social, fixé à un million cinq cent mille francs, est représenté par trois mille actions de cinq cents francs.

Que, ainsi qu'il résulte de la liste de présence figurant en tête du procès-verbal et qu'il en est justifié au bureau de l'assemblée, la totalité du capital social se trouve représentée à l'assemblée.

Et que, en conséquence, il n'y a pas lieu de justifier de convocation préalable en vue de l'assemblée, laquelle se trouve être régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à son ordre du jour.

Ensuite et après un exposé de situation, M. le président soumet au vote de l'assemblée la résolution suivante :

Résolution.

L'assemblée, après avoir constaté une plus-value par suite de réestimation des postes suivants de l'immobilisé, savoir :

Immeubles, plus-value de quatre millions cent quatre-vingt-dix-huit mille cent dix-sept francs soixante-quatre centimes	4.198.117,64
---	--------------

Immeuble à Anvers, réalisé, plus-value de deux cent quarante-six mille neuf cent un francs quarante-huit centimes	246.901,48
---	------------

Ensemble : quatre millions quatre cent quarante-cinq mille dix-neuf francs douze centimes	4.445.019,12
---	--------------

Décide d'incorporer cette plus-value au capital social, de même que les postes suivants repris au dernier bilan :

Provision pour maintien des stocks, trois millions six cent un mille cent vingt-neuf francs soixante-cinq centimes	3.601.129,65
--	--------------

Prélèvement sur le report à nouveau, quatre cent cinquante-trois mille huit cent cinquante et un francs vingt-trois centimes	453.851,23
--	------------

Soit au total la somme de huit millions cinq cent mille francs	8.500.000,—
--	-------------

Le capital social se trouve ainsi porté d'un million cinq cent mille francs à dix millions de francs, représenté par trois mille actions de capital qui seront dorénavant sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée reconnaît avoir connaissance que le montant des frais et charges qui incomberont à la société à l'occasion de cette augmentation de capital s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt mille francs.

Elle constate que par suite de l'augmentation de capital, le texte de l'article cinq des statuts sociaux sera dorénavant conçu comme suit :

« Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de dix millions de francs; il est représenté par trois mille actions sans désignation de valeur nominale, jouissant toutes de droits égaux. »

Et que pour établir l'historique de la formation du capital social, il y a lieu de supprimer le texte actuel de l'article six des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

« a) Aux termes de l'acte constitutif en date du douze mars mil neuf cent quatorze, le capital social a été fixé à deux cent mille francs, représenté par quatre cents actions de cinq cents francs, souscrites en espèces par la société suédoise « Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken » et diverses personnes.

» b) Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du quinze mars mil neuf cent trente, le capital a été porté à cinq cent mille francs, par incorporation de réserves et création de six cents actions nouvelles de cinq cents francs, remises aux actionnaires anciens.

» c) Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du seize mars mil neuf cent trente-six, le capital a été porté à un million de francs, par incorporation de réserves et création, en représentation, de mille actions nouvelles de cinq cents francs, remises aux actionnaires anciens.

» d) Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-six mai mil neuf cent trente-sept, le capital a été porté à un million cinq cent mille francs, par incorporation de réserves et création, en représentation, de mille actions nouvelles de cinq cents francs, remises aux actionnaires anciens.

» e) Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-trois décembre mil neuf cent quarante-sept, le capital a été porté à dix millions de francs, par incorporation de divers postes et suppression de la valeur nominale des actions. »

Vote.

Mise aux voix, la résolution qui précède a été adoptée à l'unanimité.

L'assemblée, après avoir constaté que par suite du vote de la résolution ci-dessus, le quatrième point de l'ordre du jour est devenu sans objet, décide de procéder, hors la présence du notaire, à l'examen du deuxième point.

Décision à prendre concernant l'utilisation du report à nouveau figurant au bilan du trente et un décembre mil neuf cent quarante-six.

De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(Signé) Alph. Perremans, Const. Defru, H. Lundberg, S. von Zweigbergk, P. Muller-Vanisterbeek.

Enregistré à Bruxelles (A. C., I), le 2 janvier 1948, volume 1087, folio 11, case 1. Deux rôles deux renvois. Reçu 40 francs. Le receveur, (signé) Drappier.

Pour expédition conforme :

(Signé) P. MULLER-VANISTERBEEK.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 9 janvier 1948.)

Société Belge des Roulements à Billes S. K. F., S. A.
117, Boulevard Anspach, Bruxelles.

Un Administrateur,
Illisible.

L'Administrateur-Délégué,
Illisible.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Messieurs Legrand et von Zweigbergk, apposées ci-contre.

Bruxelles, le 13 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

« Société belge des Roulements à Billes S. K. F. »,
société anonyme, à Bruxelles.

Boulevard Anspach, 117.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 9708.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le soussigné Sixten von Zweigberk, administrateur délégué, domicilié à Uccle, rue Gabrielle, 109, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés les 4 novembre 1936 (acte 15547, annexes du « Moniteur belge » du 11 novembre 1936) ; 2 février 1938 (acte 1307, annexes du « Moniteur belge » des 14-15 février 1938) ; et, en particulier, le 22 janvier 1948 (2° de l'acte 1808, annexes du « Moniteur belge » du 1^{er} février 1948), déclare constituer pour mandataire, M. Léonard-L.-J.-B. Veltens, chef du service des ventes, domicilié à Elisabethville, à qui il donne pouvoir de, pour et au nom de la Société belge des Roulements à Billes SKF, société anonyme, contre sa seule signature et sous la responsabilité personnelle du mandant, à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante-trois :

Gérer et administrer les affaires de l'agence de vente de la société SKF, à Elisabethville, vendre et acheter toutes marchandises traitées par notre société, dans ce but, passer tous marchés et les exécuter.

Souscrire tous billets à ordre, effets de commerce, et tous autres engagements, tirer toutes traites et lettres de change ; signer tous endossements et déclarations de refus de paiement ; arrêter tous comptes courants ; faire tous protêts, dénonciations, comptes de retour, traiter avec tous créanciers, débiteurs ou simples comptables ; entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes, actifs et passifs.

Retirer de toutes administrations des postes, des chemins de fer, messageries, roulages, d'aviation, compagnies maritimes, tous paquets et lettres, chargés ou non chargés, à l'adresse de l'agence de vente de la Société S. K. F., à Elisabethville.

Agir dans les faillites ou déconfitures, dans lesquelles la société aurait des intérêts à discuter.

Recevoir toutes sommes qui peuvent être dues à la société à tel titre et pour quelque cause que ce soit ; payer et acquitter celles dont la société pourrait être débitrice.

De toutes sommes reçues et payées, donner ou retirer quittance et décharge valable ; consentir toutes mentions et subrogations sans garantie ; remettre ou se faire remettre tous titres et pièces.

Il pourra disposer des avoirs de la société chez ses banquiers, dans les limites qui seront fixées dans les procurations spéciales déposées dans ces établissements à cet effet.

Agir en justice, tant en demandant qu'en défendant, transiger, compromettre, confier les affaires litigieuses de la société à un conseil.

Et dans la limite des présents pouvoirs, tout ce que le mandataire jugera nécessaire ou utile, au mieux des intérêts de la société.

Fait à Bruxelles, le quinze septembre mil neuf cent cinquante-deux.

VON ZWEIGBERGK.

Enregistré à Bruxelles (A.A. et A. S. S. P.), le 24 septembre 1952, volume 933, folio 65, case 18. Deux rôles sans renvoi. Reçu 40 francs. Le receveur, (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 26 septembre 1952.)

L'Immobilière du Katanga (IMMOKAT)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, 46, rue Royale.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 222.249.

—
CONSTITUTION.

4 novembre 1949 (annexes au Moniteur Belge des 16-17 janvier 1950, acte n° 969; Bulletin officiel du Congo Belge du 15 janvier 1950. Arrêté du Prince Régent du 19 septembre 1949).

Modifications aux statuts :

2 février 1951 (annexes au Moniteur Belge du 12 avril 1951, acte n° 5768; Bulletin officiel du Congo Belge du 15 avril 1951. Arrêté du Prince Royal du 16 mars 1951).

13 mai 1952 (annexes au Moniteur Belge du 4 juillet 1952, acte n° 16.493; Bulletin officiel du Congo Belge du 15 juillet 1952. Arrêté Royal du 17 juin 1952).

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale du 12 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains	10.000.000,—	
Immeubles	70.720.306,60	
Frais de constitution	1.054.908,35	
Mobilier-Bruxelles	3.396,30	
	<hr/>	81.778.611,25

Disponible :

Banques et Caisse	883.330,96	
Débiteurs	2.233.109,—	
	<hr/>	3.116.439,96

Comptes d'ordre 181,—

Résultat :

Perte totale	564.605,29	
	<hr/>	
		85.459.837,50

PASSIF.

<i>Envers elle-même :</i>	
Capital	80.000.000,—
<i>Envers des tiers :</i>	
Créditeurs	5.459.656,50
Comptes d'ordre	181,—
	<hr/>
	85.459.837,50
	<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Perte reportée de l'exercice 1950	177.788,69
Perte reportée de l'exercice 1951	137.813,60
Frais généraux	289.764,50
	<hr/>
	605.366,79
	<hr/>

CREDIT.

Intérêts et divers	40.761,50
Solde : perte totale	564.605,29
	<hr/>
	605.366,79
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

*Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.
Conseil d'Administration.*

Président :

M. André de SPIRLET, Ingénieur civil des Mines, 27, Berkenlaan, Wilrijk-Anvers.

Administrateurs :

M. Guy FEYERICK, Docteur en droit, 347, avenue Louise, Bruxelles.

M. Pierre GETTEN, Administrateur de sociétés, 152, Boulevard Malesherbes, Paris.

Odon JADOT, Ingénieur A. I. A., 84, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Jacques LE BŒUF, Directeur de sociétés, 13, rue Emile Claus, Ixelles.

M. Paul MAGNEE, Ingénieur civil. 116, avenue de Broqueville, Woluwé-St.-Lambert.

M. Aimé MARTHOZ, Ingénieur des constructions civiles, 43, Square Vergote, Bruxelles.

M. Pierre SMITS, Ingénieur A. I. M. S., 3, avenue des Marronniers, Anvers.

Collège des Commissaires :

M. Auguste BERCKMOES, Directeur de Département de l'Union Minière du Haut-Katanga, 82, avenue de l'Indépendance, Koekelberg.

M. Arthur COPPENS, Commissaire de sociétés, 26, avenue Marie-Louise, Dilbeek.

Deux Administrateurs,

Illisible.

Compagnie immobilière de l'Est Africain « COMIMEST »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : Bruxelles, 39, rue du Commerce.

Constituée le 30 novembre 1950, suivant acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1951. Autorisée par Arrêté Royal du 4 janvier 1951.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée générale du 7 mai 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :		
Frais de constitution	131.078,50	
Amortissement	131.078,50	
	<hr/>	P. M.
II. — Réalisable :		
Terrain et immeuble	6.361.162,50	
Débiteur	180.000,—	
	<hr/>	6.541.162,50
III. — Disponible :		
Crédit Foncier Africain		13.286,45
IV. — Compte d'ordre :		
Dépôts cautionnements statutaires		P. M.
		<hr/>
		6.554.448,95
		<hr/>

PASSIF.

I. — <i>Envers la société :</i>		
Capital	6.500.000,—	
Réserve statutaire	2.082,96	
	<hr/>	6.502.082,96
II. — <i>Envers les tiers :</i>		
Prévision fiscale		8.000,—
III. — <i>Compte d'ordre :</i>		
Déposants cautionnements statutaires		P. M.
IV. — <i>Résultat :</i>		
Solde reporté de 1951	419,62	
Solde bénéficiaire 1952	43.946,37	
	<hr/>	44.365,99
		<hr/>
		6.554.448,95
		<hr/>
		<hr/>

Compte de pertes et profits de 1952.

DEBIT.

Frais généraux	72.622,63	
Amortissement solde, frais de constitution	63.591,—	
Solde reporté de 1951	419,62	
Solde bénéficiaire de 1952	43.946,37	
	<hr/>	44.365,99
		<hr/>
		180.579,62
		<hr/>
		<hr/>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1951	419,62	
Loyers	180.000,—	
Intérêts divers	160,—	
	<hr/>	180.579,62
		<hr/>
		<hr/>

Répartition bénéficiaire.

Réserve statutaire : 5 % sur frs. 43.946,37	2.197,32	
Report à nouveau	42.168,67	
	<hr/>	44.365,99
		<hr/>
		<hr/>

Situation du capital.

Capital social : 6.500.000 frs. congolais, représenté par six mille cinq cents actions sans désignation de valeur.

Administrateurs en fonctions.

Monsieur Albert DELIGNE, Administrateur-Délégué de l'Union Foncière Congolaise, 98, rue de Linthout, Schaerbeek, Président.

Monsieur Marcel DEGUENT, Administrateur-Délégué du Crédit Foncier Africain, 6, avenue des Ormeaux, Uccle, Administrateur-Délégué.

Monsieur Albert ANDRIES, Administrateur-Délégué du Crédit Foncier Africain, 48, rue Victor Lefèvre, Schaerbeek, Administrateur.

Monsieur le Baron Henri de BROQUEVILLE, Administrateur de Sociétés. 27, avenue de l'Espinette Centrale, Rhode-St.-Genèse, Administrateur.

Monsieur Jacques JUNGERS, Docteur en droit, 371, avenue Slegers, Woluwé-St.-Lambert, Administrateur.

Commissaire en fonctions.

Monsieur Henri DEMUYLDER, Secrétaire-Général du Crédit Foncier Africain, 52, rue Winteroy, Berchem-Ste-Agathe.

Compagnie Immobilière de l'Est Africain « Comimest ».

A. ANDRIES.
Administrateur.

A. DELIGNE,
Président.

Compagnie Financière Africaine

(Anciennement : Crédit Général du Congo).

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : rue du Commerce, 112, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles 412.

Registre du Commerce : Léopoldville 2552.

Constituée par acte du 25 mai 1948, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1948 et aux Annexes du Moniteur Belge du 8 août 1948, sous le n° 16.834. Autorisée par Arrêté du Régent du 21 juin 1948.

Statuts modifiés par acte du 19 janvier 1953, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1953 et aux Annexes du Moniteur Belge du 28 février 1953, sous le n° 3.105; modifications autorisées par Arrêté Royal du 23 février 1953.

Bilan au 31 décembre 1952

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1,—
Matériel et mobilier	1,—
Immeuble à Bruxelles	7.000.000,—

Disponible :

Dépôts à vue et à court terme en Europe	20.581.206,—
Dépôts à vue et à court terme en Afrique	6.710.405,—

Réalisable :

Débiteurs divers	20.279.658,—
Portefeuille-titres	216.174.109,—
Participations financières et titres divers	7.577.023,—

Comptes transitoires

322.278,—

Comptes d'ordre :

Dépôts titres	28.951,—
Dépôts statutaires	P. M.

278.673.632,—

PASSIF.

De la Société envers elle-même :

Capital	217.000.000,—
Réserve statutaire	3.456.868,—
Réserve extraordinaire	6.500.000,—

De la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	12.790.324,—
Sommes restant à verser sur portefeuille titres et participations financières	2.491.475,—
Dividendes non réclamés	867.390,—

Comptes créditeurs

8.505.425,—

Comptes d'ordre :

Déposants titres	28.951,—
Déposants statutaires	P. M.

Résultats :

Solde reporté de l'exercice précédent	1.111.288,—
Bénéfice de l'exercice	25.921.911,—

278.673.632,—

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux (sous déduction des frais récupérés)	2.478.561,—
Provision fiscale	500.000,—
Solde au 31 décembre 1952	27.033.199,—
	<u>30.011.760,—</u>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1951	1.111.288,—
Dividendes, intérêts, commissions, loyers et divers	28.415.515,—
Résultats sur portefeuille-titres	484.957,—
	<u>30.011.760,—</u>

Répartition des bénéfices.

Réserve statutaire : 5 % de frs. 25.921.911	1.296.096,—
Réserve extraordinaire	2.500.000,—
Report à nouveau	3.128.437,—
Premier dividende de fr. 25 par titre à 260.400 actions sans désignation de valeur	6.510.000,—
Le surplus de fr. 13.598.666 est attribué à concurrence de :	
90 % au second dividende à raison de fr. 47 par action sans désignation de valeur	12.238.800,—
10 % aux tantièmes du Conseil Général	1.359.866,—
	<u>27.033.199,—</u>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. Orts, Pierre, docteur en droit, 33, Avenue Jeanne, Ixelles-Bruxelles,
Président.

M. Massaux, Léon, administrateur-délégué de la Société de Bruxelles
pour la Finance et l'Industrie « Brufina », 83, rue Edith Cavell, Uccle,
Vice-Président.

M. Depage, Henri, administrateur-délégué de la Cie Financière Afri-
caine, 44, Avenue du Parc de Woluwé, Auderghem.

M. Anthoine, Raymond, ingénieur civil des Mines, ingénieur géologue A. I. Lg., 34, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Berré, Marcel, directeur de la S. A. Bunge, 24, Avenue de Mérode, Berchem-Anvers, administrateur.

M. Closon, Auguste, ingénieur A. I. Br., 16, Avenue du Prince d'Orange à Uccle, administrateur.

M. Corbisier de Méaulsart, Etienne, administrateur de sociétés, 127, Avenue de Broqueville, Bruxelles, administrateur.

M. de Launoit, Arsène, industriel, 4, rue Montoyer, Bruxelles, administrateur.

M. Demeure, Chevalier Emmanuel, administrateur de sociétés, Château de Groenveld, Grimbergen, administrateur.

M. De Roover, Marcel, ingénieur A. I. A., 33, Avenue des Gaulois, Etterbeek, administrateur.

M. Heenen, Gaston, administrateur de sociétés, 126, Chaussée d'Ixelles, Bruxelles, administrateur.

M. Moise, Joseph, administrateur de sociétés, 41, rue de la Vallée, Bruxelles, administrateur.

M. Moulaert, George, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 47, Avenue de l'Observatoire, Uccle, administrateur.

M. Rolin, Baron Albéric, ingénieur des arts et manufactures A. I. G., 41, Square Vergote, Bruxelles, 3, administrateur.

M. van de Putte, Marcel, ingénieur A. I. Lg., 6, Vijfde Dreef, Kapellenbos (Kapellen), administrateur.

M. Van Goethem, Albert, Directeur de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », 453, Avenue Louise, Bruxelles, administrateur.

M. Wodon, Marcel, Secrétaire général de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », 4, Clos Victor Gilsoul, Woluwe-St.-Lambert (Bruxelles), Président du Collège des Commissaires.

M. Buysse, Alfred, industriel, Nelemeerschstraat, Sint-Martens-Latem, commissaire.

M. Pecher, Jules, négociant, 68, Avenue Van Put, Anvers, commissaire.

M. Van Hoegaerden, François, secrétaire de direction, 6, rue des Haies, Ottignies, commissaire.

Marcel BERRE,
Administrateur.

Raymond ANTHOINE.
Administrateur.

**Société Congolaise pour la Production, la Manufacture et le Commerce
d'Ananas et tous fruits ou produits, en abrégé: « ANACONGO »,
Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, à Léopoldville (Congo Belge)
à Léopoldville (Congo Belge).**

Registre du commerce de Namur n° 23615.

Constituée par acte passé devant M^e Paul DULAIT, notaire résidant à
Bruxelles, le 9 janvier 1950 et publié aux annexes du Moniteur Belge
du 26 mai 1950 sous le n° 12.343 - 12.344 - 12.345 et modifié aux an-
nexes du Moniteur Belge du 28 janvier 1951 sous les n° 1573 et 1574.

Bilan au 30 septembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé	2.627.019,25
Disponible et réalisable	1.071.250,27
Pertes et profits	523.216,33
	<hr/>
	4.221.485,85
	<hr/>

PASSIF.

Capital	3.600.000,—
Exigible à court terme	77.690,—
Exigible à moyen terme	543.795,85
	<hr/>
	4.221.485,85
	<hr/>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Report perte précédente	354.185,78
Frais d'études et divers	104.655,45
Perte d'exploitation	89.884,15
	<hr/>
	548.725,38
	<hr/>

CREDIT.

Rentrées diverses	1.832,—
Bénéfice d'exploitation	23.677,05
Mali	523.216,33
	<hr/>
	548.725,38
	<hr/>

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 14 avril 1953.

L'Assemblée approuve, sans réserve, le bilan, le compte de pertes et profits.

Conformément à l'article 77 de la loi sur les sociétés commerciales, l'Assemblée, par un vote spécial, donne décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1951-1952.

Composition du Conseil d'Administration.

Administrateurs :

Materne, Jean, industriel, 12, Place de la Gare, Jambes.

Heymans, Paul, ingénieur civil, 20, Square Vergote, à Schaerbeek.

Heymans, Willy, ingénieur civil, 39, Avenue Hélène, à Berchem-Ste-Agathe.

Heymans, Jean-Walter, ingénieur civil, 24, Avenue de l'Horizon, à Woluwé-St.-Pierre.

Materne, Albert, industriel, 10, Place de la Gare, Jambes.

Materne, Raymond, industriel, 12, Place de la Gare, à Jambes.

Jennen, Joseph, administrateur de sociétés, Chambre 5600, 30, Rockefeller Plaza, New-York.

Amelinckx, François, administrateur de sociétés, 308, rue Dambrugge, à Anvers.

Commissaires :

Glautier, Edmond, expert-comptable, 33, rue des Carmes, à Namur.

Bacus, Georges, expert-comptable, 8, Avenue Reine Astrid, à Namur.

L'Administrateur-Délégué,

Raymond MATERNE.

**Matériels et Matériaux de Construction au Congo,
en abrégé : « MATERMACO CONGO »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Registre du commerce d'Elisabethville : n° 1760.

Siège administratif : Bruxelles, rue de la Science, 5.

Registre du commerce de Bruxelles : n° 238.102/f° 13210.

—

DELEGATION DE LA SIGNATURE SOCIALE.

Extrait du procès-verbal

de la séance du Conseil d'Administration tenue le 3 avril 1953.

Sur proposition de Monsieur le Président et après délibération spéciale, conformément à l'article 20 des statuts, le Conseil délègue comme suit la signature sociale pour tous actes quelconques, traites, conventions et écrits authentiques ou sous seing privé engageant la société :

1. — Tous actes en toutes matières sont signés valablement par deux Administrateurs.

2. — Tous chèques, mandats, accreditifs, virements ou autres ordres de paiement quelconques, ainsi que le courrier financier et comptable, pourront être signés valablement :

— par l'Administrateur-Directeur, agissant conjointement avec M. Ferdinand DIERKENS, 8, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Directeur et/ou M. Joseph VANDENKERKHOVE, 75, Avenue Gounod, Anderlecht, Comptable.

— ou, à défaut, par un des autres Administrateurs, l'un d'entre eux agissant conjointement avec M. DIERKENS et/ou M. VANDENKERKHOVE.

3. — La correspondance journalière pourra être signée valablement par M. Ferdinand DIERKENS, Directeur, agissant conjointement avec l'Administrateur-Directeur, ou, à défaut, avec un des autres Administrateurs.

4. — Par dérogation au 3, ci-dessus, la correspondance journalière ayant pour objet les affaires courantes, pourra être valablement signée par M. Ferdinand DIERKENS, Directeur, agissant conjointement soit avec M. Joseph VANDENKERKHOVE, Comptable, soit avec Mme Denise APPERT, 27, rue du Tournai, Forest, secrétaire.

5. — Sans préjudice à ce qui précède, il est donné pouvoir à M. Joseph VANDENKERKHOVE, Comptable, ainsi qu'à Mme Denise APPERT, Secrétaire, pour retirer à l'Administration des Postes et à toutes autres administrations, toutes lettres et correspondances recommandées ou non,

chargées ou non, tous mandats postaux ou télégraphiques, tous colis, valeurs, en délivrer reçus et décharges, encaisser tous mandats-poste, quittances, assignations, accreditifs et autres valeurs quelconques.

Matériels et Matériaux de Construction au Congo, S.C.R.L.

Deux Administrateurs,

M. DELPORTE.

S. COLLIN.

Société Commerciale et Minière de l'Uele

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Aketi (Congo Belge).

Siège Administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15175.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

*Extrait du procès-verbal
de la réunion du Conseil Général du 3 avril 1953.*

Le Conseil Général faisant application des dispositions de l'article 25 des statuts sociaux, appelle aux fonctions d'administrateur le Comte de LESSEPS, administrateur de Sociétés, 74, avenue Paul Doumer, Paris XVI^{me}, pour achever le mandat d'administrateur de M. Joseph SELLE-KAFERS, démissionnaire.

Cette nomination sera soumise à la prochaine assemblée des actionnaires pour ratification.

Pour extrait conforme :

Un Administrateur,

A. LIENART.

L'Administrateur-Délégué,

S. COLLIN.

Société Immobilière et d'Exploitation Mélotte au Congo S.C.R.L.
« IMEXCO »

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Frais de constitution	173.659,05
Immeuble	6.705.909,70
Option d'achat Limété	124.010,—
Banque du Congo Belge à Léopoldville	249.970,—
Actionnaires	8.000.000,—
	<hr/>
	15.253.548,75
	<hr/>

PASSIF.

Capital	10.000.000,—
Créditeurs divers	5.253.548,75
	<hr/>
	15.253.548,75
	<hr/>

Résolution.

A l'unanimité, l'assemblée générale approuve le bilan au 31-12-1952, tel qu'il est présenté par le Conseil d'Administration.

Pour copie conforme.

L'Administrateur-délégué,

Illisible.

Liste des Actionnaires.

	Nombre d'actions	Montant libéré	Montant à libérer
MEDECA, S. A., rue Aldringer, 14, Luxembourg .	10	2.000,—	8.000,—
SOMEDE, S. A., rue Aldringer, 14, Luxembourg .	10	2.000,—	8.000,—
ECREMEUSES MELOTTE, S. A., Remicourt .	10	2.000,—	8.000,—
CHARRUES MELOTTE, S. A., Gembloux . .	10	2.000,—	8.000,—
MELOTTE-CONGO, S. C. R. L., Remicourt . .	10	2.000,—	8.000,—
Madame C. Descampe-Mélotte, Grez-Doiceau . .	9.940	1.988.000,—	7.952.000,—
Monsieur C. Descampe-Mélotte, Grez-Doiceau . .	10	2.000,—	8.000,—
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	10.000	2.000.000,—	8.000.000,—
		<hr/>	<hr/>

Société de Linea - IDJWY

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Costermansville (Kivu-Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 8, rue de Hornes.

Régistre de Commerce de Bruxelles, n° 60.053.

—

Statuts et actes modificatifs publiés dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1932, 15 février 1948 et 15 avril 1948.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	P. M.
Terrains et concessions	P. M.
Exploitation en Afrique	7.447.516,30
Amortissements de l'exercice	619.636,22
	<hr/>
	6.827.880,08
Matériel de bureau Europe	14.000,—

Disponible :

Banque et Caisse	1.718.573,76
----------------------------	--------------

Réalisable :

Débiteurs divers	2.367.137,93
Approvisionnements et stocks divers	427.123,69
Produits en stock	860.595,—
Portefeuille titres	32.000,—
	<hr/>
	3.686.856,62

Comptes transitoires	3.745.847,60
--------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.
------------------------------	-------

15.993.158,06

PASSIF.

Non exigible :

Capital	3.000.000,—	
représenté par 3.000 actions de capital de frs. 1.000 chacune; il existe en outre 3.000 actions ordinaires sans valeur no- minale.		
Réserve par réévaluation des plantations .	4.000.000,—	
Réserve légale	300.000,—	
Réserve disponible	1.900.000,—	
	<hr/>	9.200.000,—

Exigible :

Créditeurs divers	633.171,56
Comptes transitoires	3.854.425,36

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.
------------------------------	-------

Profits et pertes :

Solde reporté	85.508,94	
Bénéfice de l'exercice	2.220.052,20	
	<hr/>	2.305.561,14
		<hr/>
		15.993.158,06
		<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Charges financières	49.940,31
Donation pour le Fonds de Bien être des Indigènes F. S. L.	150.000,—
Frais généraux non répartis	955.075,72
Amortissements plantations	250.000,—
Frais d'entretien plantation non en rapport	33.769,84

Solde bénéficiaire :

Solde reporté	85.508,94	
Bénéfice de l'exercice	2.220.052,20	
	<hr/>	2.305.561,14
		<hr/>
		3.744.347,01
		<hr/>

CREDIT.

Bénéfice reporté	85.508,94
Bénéfice d'exploitation	3.578.898,16
Résultats et régularisations diverses	79.939,91
	<hr/>
	3.744.347,01
	<hr/>

Répartition du solde bénéficiaire.

1) aux 3.000 actions de capital.	
1 ^{er} dividende de 6 %	180.000,—
2) Dividende de 15 frs.	
aux 3.000 actions de capital	45.000,—
aux 3.000 actions ordinaires	45.000,—
	<hr/>
	90.000,—
<i>Du surplus :</i>	
3) Tantièmes au Conseil d'Administration et Collège des Commissaires	195.007,—
4) Répartition entre les actions de capital et ordinaires .	934.819,—
5) Attribution à la réserve disponible	400.000,—
6) Report à nouveau	505.735,14
	<hr/>
	2.305.561,14
	<hr/>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 13 mai 1953.*

Première résolution :

A l'unanimité l'Assemblée approuve le Bilan et Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1952, ainsi que la Répartition du solde bénéficiaire proposée par le Conseil d'Administration.

Deuxième résolution :

Par vote spécial, à l'unanimité, l'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et Commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1952.

Troisième résolution :

A l'unanimité, l'Assemblée décide, de renouveler pour un terme de cinq ans le mandat d'Administrateur de Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe et pour un terme de deux ans le mandat de Commissaire de Monsieur Georges Poumay.

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

S. A. Le Prince Jean-Charles de Ligne, Administrateur de Sociétés, Château de et à Antoing, Administrateur.

S. A. Le Prince Albert-Edouard de Ligne, Administrateur de Sociétés, 125, avenue de Broqueville à Bruxelles, Administrateur.

Le Comte René de Liedekerke de Pailhe, Administrateur de Sociétés, Château de et à Duras, Administrateur.

Monsieur Louis ORTS, Administrateur de Sociétés, 29b, avenue Jeanne à Bruxelles, Administrateur.

Monsieur W. H. SCOTT, Administrateur de Sociétés, 198, rue Victor Hugo à Bruxelles, Administrateur.

Monsieur Georges POUMAY, Comptable, 67, rue Félix Sterckx, Bruxelles III, Commissaire.

Monsieur Fernand SCOTT, Comptable, 241, avenue de Roodebeek à Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 14 mai 1953.

Pour copies et extraits conformes.

Un Administrateur,
W. H. SCOTT.

Société de Linea-Malambo

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Costermansville (Kivu-Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 8, rue de Hornes.

Statuts et acte modificatif publiés dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1946 et 15 août 1948.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	. . . . .	35.428,50	
Apports	. . . . .	P. M.	
Terrains et concessions	. . . . .	16.929,50	
Frais de 1 ^{er} établissement	. . . . .	132.295,80	
Immeubles et matériel	. 1.080.765,45		
Amortiss. de l'exercice	. 126.899,70		
		953.865,75	
Plantations	. . . . .	3.459.715,36	
			4.598.234,91

Disponible :

Caisse	3.579,66
------------------	----------

Réalisable :

Approvisionnements	94.868,69	
Produits en stock	1.258.627,52	
Débiteurs divers	68.169,27	
Portefeuille-Titres	160.000,—	
	<u>1.581.665,48</u>	

Comptes transitoires	268.512,—
--------------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.
	<u>6.451.992,05</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	4.000.000,—
-------------------	-------------

représenté par 8.000 actions de capital de frs. 500 chacune; il existe en outre 8.000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Exigible :

Créditeurs divers	1.926.466,12	
Montant restant à libérer s/portefeuille-Titres	37.500,—	
	<u>1.963.966,12</u>	

Comptes transitoires	287.306,60
--------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
---------------------------------	-------

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté	222.316,24	
Perte de l'exercice	21.596,91	
	<u>200.719,33</u>	
	<u>6.451.992,05</u>	

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Charges financières	70.284,60
Frais d'entretien plantations non en rapport	2.434,—
Régularisations diverses	26.081,65
Amortissements s/frais de constitution	7.085,70
Amortissements s/terrains et concessions	3.385,60
Amortissements s/frais de 1 ^{er} établissement	44.098,50
Créances irrécouvrables	80.785,—

Solde bénéficiaire :

Bénéfice reporté	222.316,24	
Perte de l'exercice	21.596,91	
	<hr/>	200.719,33
		<hr/>
		434.874,38
		<hr/>
		<hr/>

CREDIT.

Bénéfice reporté	222.316,24
Bénéfice d'exploitation	212.558,14
	<hr/>
	434.874,38
	<hr/>
	<hr/>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 13 mai 1953.*

Première résolution :

A l'unanimité, l'Assemblée approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1952.

Deuxième résolution :

Par un vote spécial et à l'unanimité, l'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et aux Commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1952.

Troisième résolution :

A l'unanimité, l'Assemblée décide de renouveler pour un terme de cinq ans le mandat d'Administrateur de S. A. Le Prince Albert-Edouard de Ligne et pour un terme de deux ans le mandat de Commissaire de Monsieur Fernand SCOTT.

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

S. A. Le Prince Jean-Charles de Ligne, Administrateur de Sociétés, Château de et à Antoing, Président.

S. A. Le Prince Albert-Edouard de Ligne, Administrateur de Sociétés, 125, avenue de Broqueville à Bruxelles, Administrateur.

Le Comte René de Liedekerke de Pailhe, Administrateur de Sociétés, Château de et à Duras, Administrateur.

Monsieur Louis ORTS, Administrateur de Sociétés, 29b, avenue Jeanne à Bruxelles, Administrateur.

Monsieur W. H. SCOTT, Administrateur de Sociétés, 198, rue Victor Hugo à Bruxelles, Administrateur.

Monsieur Georges POUMAY, Comptable, 67, rue Félix Sterckx, Bruxelles III, Commissaire.

Monsieur Fernand SCOTT, Comptable, 241, avenue de Roodebeek à Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 14 mai 1953.

Pour copies et extraits conformes.

Un Administrateur,
W. H. SCOTT.

**Les Entreprises de Travaux Paul Montois, S.C.A.R.L.
TRAMONTOT.**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt huit avril, à onze heures quarante cinq minutes à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, numéro 127.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Les Entreprises de Travaux Paul Montois », en abrégé « Tramontot », établie à Elisabethville (Congo belge), constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Ingeveld, notaire à Ixelles, le cinq août mil neuf cent cinquante, publié après autorisation par arrêté royal du seize septembre mil neuf cent cinquante, à l'annexe au Moniteur belge du vingt et un octobre suivant, nu-

méro 22761 et à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo belge du quinze octobre suivant.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 31, rue Père Eudore Devroye, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur John Nieuwland, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 3, avenue des Gaulois et comme scrutateurs Messieurs Henri Davin, entrepreneur, demeurant à Etterbeek, 138, rue de la Grande Haie et José Wilmotte, comptable, demeurant à Etterbeek, 82, rue Commandant Ponthier.

Messieurs René Bidoul, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 186, avenue Franklin Roosevelt, Hubert Zurstrassen, industriel, demeurant à Lambermont-Verviers, A l'Copette, rue des Combattants, tous deux vice-Présidents du conseil d'administration et François Trystram, ingénieur E. P., demeurant à Auderghem, 66, avenue du Parc de Woluwe, administrateur de la société, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Modification de la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle pour la fixer au dernier mercredi du mois de juin à dix heures ou le jour suivant lorsque cette date est un jour férié, au lieu du premier mardi du mois de mai de chaque année à dix heures, l'assemblée générale du cinq mai étant reportée au vingt quatre juin mil neuf cent cinquante trois.

2. Modification de l'article vingt six des statuts pour le mettre en concordance avec la décision prise par l'assemblée générale sur le premier point de l'ordre du jour.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites conformément à l'article vingt sept des statuts dans les journaux suivants :

Le Moniteur belge, numéros des dix/once avril et dix neuf avril mil neuf cent cinquante trois.

Le Bulletin Officiel du Congo belge, numéros des dix et dix neuf avril mil neuf cent cinquante trois.

L'Echo de la Bourse, numéros des dix avril et dix neuf/vingt avril mil neuf cent cinquante trois.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées dans le délai légal.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt huit, vingt neuf et trente des statuts.

IV. Que sur les cinq cent vingt cinq actions d'une valeur nominale de dix mille francs congolais chacune de la société, la présente assemblée réunit quatre cent quarante sept actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente trois des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au dernier mercredi du mois de juin de chaque année à dix heures ou au jour ouvrable suivant à la même heure lorsque cette date est un jour férié légal.

En conséquence, l'assemblée générale annuelle qui devait se tenir le cinq mai mil neuf cent cinquante trois est reportée au vingt quatre juin mil neuf cent cinquante trois.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer le premier alinéa de l'article vingt six des statuts par :

« L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le dernier » mercredi du mois de juin à dix heures au lieu désigné dans les convocations ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures cinquante cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) Y. de Brouwer; J. Nieuwland; H. Davin; J. Wilmotte; R. Bidoul; H. Zurstrassen; F. Trystram; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 7 mai 1953, volume 1388, folio 91, case 7, deux rôles, quatre renvois. Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Tramontoy, Les Entreprises de Travaux Paul Montois, S. C. A. R. L.; établie à Elisabethville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, 132, rue de la Grande Haie.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 230.338.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 28 avril 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Monsieur Paul Montois, entrepreneur, demeurant à Bruxelles, 146, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de quatre cent trente et une actions 431

Représenté par Monsieur Henri Davin, entrepreneur, demeurant à Etterbeek, 138, rue de la Grande Haie, suivant procuration du vingt trois avril dernier.

(signé) H. Davin.

2. Monsieur José Wilmotte, comptable, demeurant à Bruxelles-Etterbeek, 82, rue Commandant Ponthier, propriétaire de six actions . . . 6

(signé) J. Wilmotte.

3. Monsieur Félix Van Cottom, directeur de travaux, demeurant à Uccle, 30, Place Saint-Job, propriétaire de dix actions 10

Représenté par Monsieur José Wilmotte prénommé, suivant procuration du vingt avril dernier.

(signé) J. Wilmotte.

Ensemble : quatre cent quarante sept actions 447

Arrêté au total de 447 actions.

Le Président (signé) Y. de Brouwer.

Le Secrétaire (signé) J. Nieuwland.

Les Scrutateurs (signé) H. Davin; J. Wilmotte.

Signé « ne varietur » pour être annexé à un acte reçu ce jour par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles soussigné.

Bruxelles, le 28 avril 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 7 mai 1953, volume 252, folio 41, case 14, un rôle, sans renvoi. Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 2240.

(signé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 16 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Société Commerciale, Agricole et Industrielle du Katanga « KISANGA »,

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'An mil neuf cent cinquante trois, le vingt huit avril, à onze heures quinze minutes, à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, numéro 127.

Devant Nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société commerciale, agricole et industrielle du Katanga » en abrégé « Kisanga », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge), constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le treize juillet mil neuf cent quarante neuf, publié après autorisation par arrêté royal du vingt deux août mil neuf cent quarante neuf, aux annexes au Moniteur belge du seize septembre mil neuf cent quarante neuf, numéro 18645 et du Bulletin Officiel du Congo belge du quinze octobre suivant.

Les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le cinq octobre mil neuf cent quarante neuf, publié, après autorisation par arrêté royal du six décembre mil neuf cent quarante neuf, à l'annexe au Moniteur belge du trente décembre mil neuf cent quarante neuf, numéro 24112 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze janvier mil neuf cent cinquante et le vingt trois mai mil neuf cent cinquante et un, publié, après autorisation par arrêté royal du vingt cinq juin mil neuf cent cinquante et un, à l'annexe au Moniteur belge du treize juillet mil neuf cent cinquante et un, numéro 16515 et à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante et un.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jean Baron de Villenfagne de Vogelsanck, propriétaire, demeurant au Château de Vogelsanck à Zolder, vice-Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Luc Janssens de Varebeke, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 10, rue Fauchille et comme scrutateurs Messieurs André Offergeld, secrétaire de société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 145, boulevard Brand Whitlock et Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 31, rue Père Eudore Devroye.

Mademoiselle Anne le Hardy de Beaulieu, propriétaire, demeurant au Château de la Bawette par Wavre et Monsieur Charles de Kerchove de Denterghem de Pinto, administrateur de société, demeurant au Château de Maison-Bois à Ensival et Monsieur François Trystram, ingénieur E. P., demeurant à Auderghem, 66, avenue du Parc de Woluwe, administrateurs de la société, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Modification de la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle pour la fixer au deuxième samedi du mois de juin de chaque année à onze heures ou le jour suivant lorsque cette date est un jour férié, au lieu du premier mardi du mois de mai de chaque année à onze heures, l'assemblée générale du cinq mai étant reportée au treize juin mil neuf cent cinquante trois.

2. Modification de l'article vingt huit des statuts pour le mettre en concordance avec la décision prise par l'assemblée générale sur le premier point de l'ordre du jour.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites conformément à l'article vingt neuf des statuts dans les journaux suivants :

Le Moniteur belge, numéro des treize/quatorze avril mil neuf cent cinquante trois.

Le Bulletin Officiel du Congo belge, numéro du treize avril mil neuf cent cinquante trois.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées dans le délai légal.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article trente des statuts.

IV. Que sur les vingt mille actions de mille francs congolais chacune de la société, la présente assemblée réunit seize mille cent septante six actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes, amendement son ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au deuxième mardi du mois de juin de chaque année à onze heures ou au jour ouvrable suivant, à la même heure, lorsque cette date est un jour férié légal.

En conséquence, l'assemblée générale annuelle qui devait se tenir le cinq mai mil neuf cent cinquante trois est reportée au neuf juin mil neuf cent cinquante trois.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer le premier alinéa de l'article vingt huit des statuts par :

« L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le deuxième » mardi du mois de juin à onze heures au siège administratif ou au lieu » désigné dans les convocations ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures vingt cinq minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) Baron de Villenfagne; L. Janssens de Varebeke; A. Offergeld; Y. de Brouwer; A. le Hardy de Beaulieu; Denterghem Pinto; F. Trystram; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 7 mai 1953, volume 1388, folio 91, case 5, deux rôles, deux renvois. Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Kisanga, Société Commerciale Agricole et Industrielle du Katanga, S. C. A. R. L., siège social : Kisanga (Elisabethville) ; siège administratif : 142, chaussée d'Anvers.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 221.322.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du mardi 28 avril 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Congoreal, S. C. A. R. L., établie à Bruxelles, 127, rue du Marché, propriétaire de quatorze mille huit cent nonante et une actions 14.891

Représentée par Monsieur le Baron de Brouwer, ci-après nommé, suivant procuration du vingt avril dernier.

(signé) Y. de Brouwer.

2. Monsieur Louis Zurstrassen, industriel, demeurant à Lambermont, 9, rue des Combattants, propriétaire de cent actions . . . 100

Représenté par Monsieur le Baron de Villenfagne de Vogelsanck, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze avril dernier.

(signé) Baron de Villenfagne.

3. Monsieur Jean Baron de Villenfagne de Vogelsanck, propriétaire, demeurant au Château de Vogelsanck à Zolder (Limbourg), propriétaire de deux cents actions 200

(signé) Baron de Villenfagne.

4. Monsieur Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 31, rue Père Eudore Devroye, propriétaire de deux cents actions 200

(signé) Y. de Brouwer.

5. Le Baron van der Bruggen, Conrad, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 22, rue Major Pétillon, propriétaire de cent actions 100

Représenté par Monsieur le Baron de Villenfagne de Vogelsanck prénommé, suivant procuration du vingt trois avril dernier.

(signé) Baron de Villenfagne.

6. Mademoiselle Anne le Hardy de Beaulieu, propriétaire, demeurant au Château de la Bawette par Wavre, propriétaire de trois cent cinquante actions 350

(signé) A. le Hardy de Beaulieu.

7. Monsieur Paul Hemeleers, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 51, rue de Joncker, propriétaire de quarante trois actions . 43

Représenté par Monsieur André Offergeld, ci-après nommé, suivant procuration du vingt avril dernier.

(signé) A. Offergeld.

8. Monsieur André Offergeld, secrétaire de société, demeurant à Bruxelles, 145, Boulevard Brand Whitlock, propriétaire de sept actions 7

(signé) A. Offergeld.

9. Le Comte André d'Oultremont, propriétaire, demeurant à Elisabethville (Congo belge), 258, Boîte Postale, propriétaire de deux cent quatre vingt cinq actions 285

Représenté par Monsieur le Baron de Brouwer prénommé, suivant procuration du vingt trois avril dernier.

(signé) Y. de Brouwer.

Ensemble : seize mille cent septante six actions 16.176

Arrêté au total de 16.176 actions.

Le Président (signé) Baron de Villenfagne.

Le Secrétaire (signé) L. Janssens de Varebeke.

Les Scrutateurs (signé) Y. de Brouwer; A. Offergeld.

Signé « ne varietur » pour être annexé à un acte reçu ce jour par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, soussigné.

Bruxelles, le 28 avril 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 7 mai 1953, volume 252, folio 41, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 2241.

Bruxelles, le 13 mai 1953.

(signé) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 16 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 18 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

**La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo « AFRICONGO »,
Société congolaise par actions à responsabilité limitée**

MODIFICATIONS AUX STATUTS

L'An mil neuf cent cinquante trois, le vingt huit avril, à onze heures trente minutes à Saint-Josse-ten-Noode, rue du Marché, numéro 127.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo », en abrégé « Africongo » établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue Willem Demol, numéro 8, constituée suivant acte de notre ministère du trois novembre mil neuf cent cinquante, publié, après autorisation par arrêté royal du cinq décembre mil neuf cent cinquante à l'annexe au Moniteur belge des dix huit/dix neuf décembre mil neuf cent cinquante, numéro 25830 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze janvier mil neuf cent cinquante et un et dont les statuts ont été modifiés suivant actes de notre ministère du vingt six janvier mil neuf cent cinquante et un, publié, après autorisation par arrêté royal du six mars mil neuf cent cinquante et un à l'annexe au Moniteur belge du seize du même mois, numéro 3700 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze avril suivant et du vingt neuf mai mil neuf cent cinquante et un, publié, après autorisation par arrêté royal du treize juillet mil neuf cent cinquante et un, à l'annexe au Moniteur belge du quatre août suivant, numéro 18155 et à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo belge du quinze août suivant.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions, demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente et un des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Yves Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Etterbeek, 31, rue Père Eudore Devroye, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jacques Albert Moser, docteur en droit, demeurant à Schaerbeek, 168, avenue Chazal et comme scrutateurs Monsieur Fernand Flament, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 129a, avenue Louise, et Monsieur François Trystram, ingénieur E. P., demeurant à Auderghem, 66, avenue du Parc de Woluwe.

Messieurs André Offerge'd, secrétaire de société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 145, Boulevard Brand Whitlock, Raoul Pérès, directeur de société, demeurant à Uccle, 70, rue de la Mutualité et René Bidoul, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 186, avenue Franklin Roosevelt, administrateurs de la société, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Modification de la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle pour la fixer au troisième vendredi du mois de juin à quinze heures ou le jour suivant lorsque cette date est un jour férié, au lieu du dernier mercredi du mois d'avril à quinze heures, l'assemblée générale du vingt neuf avril étant reportée au dix neuf juin mil neuf cent cinquante trois.

2. Modification de l'article vingt huit des statuts pour le mettre en concordance avec la décision prise par l'assemblée générale sur le premier point de l'ordre du jour.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites conformément à l'article vingt neuf des statuts dans les journaux suivants :

Le Moniteur belge, numéro des treize quatorze avril mil neuf cent cinquante trois.

Le Bulletin Officiel du Congo belge, numéro du treize avril mil neuf cent cinquante trois.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées dans le délai légal.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente et trente et un des statuts.

IV. Que sur les sept mille cinq cents actions de mille francs congolais chacune, représentant le capital social, la présente assemblée réunit six mille sept cent vingt trois actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est régulièrement constituée, conformément à l'article trente cinq des statuts pour délibérer valablement sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes, amendant son ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale ordinaire au troisième jeudi du mois de juin de chaque année à quinze heures ou au jour ouvrable suivant à la même heure lorsque cette date est un jour férié légal.

En conséquence, l'assemblée générale annuelle qui devait se tenir le vingt neuf avril mil neuf cent cinquante trois est reportée au dix huit juin mil neuf cent cinquante trois.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer la première phrase du premier alinéa de l'article vingt huit des statuts par :

« L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège administratif ou au lieu désigné dans les convocations le troisième jeudi du mois de juin à quinze heures ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures quarante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) Y. de Brouwer; J. Moser; F. Flament; F. Trystram; A. Offergeld; R. Pérès; R. Bidoul; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles. A. C. II, le 7 mai 1953, volume 1388, folio 91, case 6, deux rôles, deux renvois. Reçu : quarante francs.

Le Receveur a /i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Africongo, la Nouvelle Compagnie Africaine du Congo, S. C. A. R. L., siège social : Léopoldville; siège administratif : 8, rue Willem Demol, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 229.112.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du mardi 28 avril 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Congoréal, S. C. A. R. L., établie à Bruxelles, 127, rue du Marché, propriétaire de quatre mille vingt trois actions 4.023

Représentée par Monsieur François Trystram, ingénieur E. P., demeurant à Auderghem, 66, avenue du Parc de Woluwe, suivant procuration du vingt avril dernier.

(signé) F. Trystram.

2. Union des Industries, société anonyme établie à Bruxelles, 19, rue de la Chancellerie, propriétaire de deux mille actions 2.000

Représentée par Monsieur Fernand Flament, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 129a, avenue Louise, suivant procuration du vingt avril dernier.

(signé) F. Flament.

3. Le Baron de Brouwer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 31, rue Père Eudore Devroye, propriétaire de cent actions . . . 100

(signé) Y. de Brouwer.

4. Monsieur André Offergeld, secrétaire de société, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 145, Boulevard Brand Whitlock, propriétaire de cent actions 100

(signé) A. Offergeld.

5. Monsieur René Bidoul, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 186, avenue Franklin Roosevelt, propriétaire de cent actions . . . 100

(signé) R. Bidoul.

6. Monsieur Alex Corbeau, industriel, demeurant à Woluwe Saint-Lambert, 6, avenue Herbert Hoover, propriétaire de cent actions . . . 100

Représenté par Monsieur Fernand Flament, prénommé, suivant procuration du onze avril dernier.

(signé) F. Flament.

7. Monsieur Gordon Thomas Fillery, propriétaire, demeurant à Johannesburg, 66, Sivewright avenue, propriétaire de cent actions 100

Représenté par Monsieur le Baron de Brouwer, prénommé, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

(signé) Y. de Brouwer.

8. Monsieur Raoul Pérès, directeur de société, demeurant à Uccle, 70, rue de la Mutualité, propriétaire de cent actions . . 100

(signé) R. Pérès.

9. Monsieur Louis-Didier Zurstrassen, industriel, demeurant à Lambermont, 9, rue des Combattants, propriétaire de cent actions . 100

Représenté par Monsieur le Baron de Brouwer prénommé, suivant procuration du dix huit avril dernier.

(signé) Y. de Brouwer.

Ensemble : six mille sept cent vingt trois actions . . . 6.723

Arrêté au total de six mille sept cent vingt trois actions.

Le Président (signé) Y. de Brouwer.

Le Secrétaire (signé) J. Moser.

Les Scrutateurs (signé) F. Flament; F. Trystram.

Signé « ne varietur » pour être annexé à un acte reçu ce jour par Maître Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, soussigné.

Bruxelles, le 28 avril 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le sept mai mil neuf cent cinquante trois, Volume 252, folio 41, case 13, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 242.

Bruxelles, le 13 mai 1953.

(signé) Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 16 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 18 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 JUIN 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Ateliers Mécaniques du Congo	899	Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels	902
Banque Belge d'Afrique.	819	Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales	904
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	880	Société Congolaise d'Electricité et de Mécanique	867
Compagnie de l'Afrique Orientale Belge, « Old East »	824	Société Coloniale d'Huileries et de Raf- finage	882
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux .	870	Société de Crédit au Colonat	874
Compagnie Financière Africaine	824	Société des Produits et Matériaux au Congo	919
Compagnie Immobilière du Congo . . .	915	Société des Tubes et Entreprises Diverses.	812
Compagnie Pastorale du Lomami . . .	912	Société Fiduciaire de Belgique.	873
Comptoir de Vente des Cotons du Congo.	863	Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo	827
Comptoir International de Représentations « Cointrep-Congo »	893	Société Immobilière Belgo-Africaine. . .	812
Crédit Hypothécaire d'Afrique.	866	Société Métallurgique du Katanga. . . .	835
Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza	895	Société Minière de la Bili.	890
Huileries de Tinda et de Gossamu . .	886	Tuileries et Briqueteries du Congo Belge.	815
Lavenne-Congo	847	Loterie Coloniale.	922
Philips-Congo	897		

7716/53
627.

Société Immobilière Belgo-Africaine

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Ixelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 20.157.

—

Transfert du siège administratif.

En vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 29 avril 1953, prise conformément au prescrit de l'art. 22 des statuts, le siège administratif est fixé actuellement à Ixelles, 9, b, rue Louis Hymans.

—

Société des Tubes et Entreprises Diverses « UTEMA »

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Matadi.

Siège administratif : rue Montoyer, 96, Bruxelles.

Registre du Commerce Léopoldville n° 462.

—

Constituée en date du 12 septembre 1950, par devant Maître Adolphe DETIENNE, Notaire à Liège; statuts publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 29 octobre 1950, sous le n° 23.312 et du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1950.

Autorisée par Arrêté Royal du 14 octobre 1950.

Modifications : Moniteur Belge du 16 janvier 1952, sous le n° 898.

Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1952.

Autorisation du 31 décembre 1951.

Bilan du 2^{me} Exercice social
arrêté au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Actif immobilisé :

Terrains	8.400,—	
Bâtiments	19.935,—	
Matériel et outillage	2.751.505,45	
Frais constitution, 1 ^{er} Etablis. et Augm. capital	408.285,—	
		<hr/>
		3.188.125,45

Actif réalisable :

Actionnaires	2.500.000,—	
Magasin approvisionnements	347.994,10	
	<hr/>	2.847.994,10

Actif disponible :

Caisse et Banques	529.024,21	
Débiteurs divers	2.091.149,19	
	<hr/>	2.620.173,40

Pertes et profits :

Solde de l'exercice précédent	1.039.845,73	
Perte de l'exercice	967.855,08	
	<hr/>	2.007.700,81
		<hr/>
		10.663.993,76
		<hr/>
		<hr/>

PASSIF.

Passif de la Société envers elle-même :

Capital	10.000.000,—	
Amortissements	656.457,76	
	<hr/>	10.656.457,76

Passif de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	7.536,—	
	<hr/>	
		10.663.993,76
		<hr/>
		<hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Report antérieur	1.039.845,73	
Frais généraux	1.911.553,95	
Amortissements	416.732,48	
	<hr/>	
		3.368.132,16
		<hr/>
		<hr/>

CREDIT.

Résultats sur ventes		1.360.431,35
Solde du compte à reporter :		
Perte de l'exercice précédent	1.039.845,73	
Perte de l'exercice	967.855,08	
	<hr/>	2.007.700,81
		<hr/>
		3.368.132,16
		<hr/>

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 12 mai 1953 prend successivement, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. — Approuve le Bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1952, ainsi que le report à nouveau de la perte.
2. — Donne, par vote spécial, décharge aux Administrateurs et Commissaire, des faits de leur gestion pour l'exercice 1952.
3. — Ratifie le renouvellement des mandats d'administrateur et de commissaire, respectivement de MM. LENTE, Jacques et LEROY, François.

Administrateurs et Commissaire en fonction.

M. Jacques LENTE, Industriel, 10, Avenue Percier, Paris, Président.

M. Oscar BIHET, Ingénieur, « La Châtaigneraie », Ramet-Yvoz, Administrateur.

M. Louis WAUTHIER, Directeur-Gérant, à Ramet-Yvoz, Administrateur.

M. Auguste WAUTHIER, Industriel, à Esneux, Administrateur.

M. François LEROY, Chef de Service, Quai de Rome, 55/4, Liège, Commissaire.

Fait à Bruxelles, le 19 mai 1953.

Un Administrateur,

L. WAUTHIER.

Tuileries et Briqueteries du Congo Belge « BRICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 71, rue Joseph II.

Registre du commerce de Bruxelles n° 221.531.

—

Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1949, du 15 juin 1950 et du 15 juillet 1952. — Annexes du Moniteur Belge du 24 novembre 1949, n° 22.275, du 15 juin 1950, n° 14.664 et du 7 juin 1952, n° 13.493.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée générale des actionnaires du 12 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain	572.053,—	
Immeuble industriel	12.678.453,43	
Matériel de transport	1.118.512,27	
Matériel Usine	10.195.595,15	
Mobilier	147.765,90	
	<hr/>	24.712.379,75

Frais de 1^{er} établissement :

Frais de constitution et de mise en route	6.003.730,13	
Rachat de droits et redevances	1.544.800,—	
	<hr/>	32.260.909,88

Réalisable :

Matières d'approvisionnement	610.573,40	
Produits	2.307.194,69	
Emballages en consignation	54.447,—	
Clients	1.734.637,88	
	<hr/>	4.706.852,97

Disponible :

Caisse	89.336,65	
Banque	174.271,72	
	<hr/>	263.608,37
Dépôts statutaires		P. M.
		<hr/>
		37.231.371,22
		<hr/>

PASSIF.

Capital	22.500.000,—	
Amortissements	4.859.896,16	27.359.896,16
<i>Dettes envers les tiers :</i>		
Banque	4.809.083,20	
Fournisseurs	1.627.517,96	
Créditeurs divers	494.971,37	6.931.572,53
<i>Provisions</i>		950.000,—
<i>Pertes et profits :</i>		
Solde net de l'exercice	2.918.405,27	
A déduire solde reporté	928.502,74	1.989.902,53
<i>Déposants statutaires</i>		P. M.
		<u>37.231.371,22</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Solde en perte 1951	928.502,74	
Charges financières	338.602,—	
Frais administratifs	531.532,65	
Provisions pour frais rapatriement et créances douteuses	169.324,—	
Provision fiscale	400.000,—	
Solde de l'exercice	2.918.405,27	
A déduire perte 1951	928.502,74	1.989.902,53
		<u>4.357.863,92</u>

CREDIT.

Bénéfice brut de l'exploitation	4.357.485,92	
Divers	378,—	
		<u>4.357.863,92</u>

Répartition des bénéfices.

Fonds de réserve statutaire	112.155,67
Dividende de 40 frs. brut par titre	900.000,—
Prévisions pour créances douteuses	600.000,—
Report à nouveau	377.746,86
	<hr/>
	1.989.902,53
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs en fonctions :

M. Arsène de LAUNOIT, Administrateur de Sociétés, 4, rue Montoyer, à Bruxelles, Président.

M. Luigi RUSCA, Industriel, 4, via Vigezzi, Lugano (Suisse), Vice-Président.

M. Leonardo ALBERTINI, Administrateur de Sociétés, 1, via della Consulta, Rome, Administrateur.

M. Joseph-Hubert GENERET, Industriel, 68, avenue Emile Duray, Bruxelles, Administrateur.

M. François GUIRCHE, Industriel, 6, viale Vittorio Veneto, Milan, Administrateur.

M. Henri MOXHON, Administrateur de Sociétés, 40, Avenue Herbert Hoover, Woluwe St.-Lambert, Administrateur.

M. Baron Albéric ROLIN, Administrateur de Sociétés, 41, Square Vergote, Schaerbeek, Administrateur.

M. Emil SCHMID, Administrateur de Sociétés, 16, Börsenstrasse, Zürich (Suisse), Administrateur.

Général Raoul VAN OVERSTRAETEN, 55, Avenue de Tervueren, Etterbeek-Bruxelles, Administrateur.

M. Raymond VAXELAIRE, Administrateur de Sociétés, 15, rue Guimard, Bruxelles, Administrateur.

Liste des Commissaires en fonctions :

M. Henri LAMBERT, Expert-comptable, 68i, rue de la Mutualité, Uccle, Commissaire.

M. Maurice CLEMENT, Directeur de Société, 57i, avenue d'Auderghem, Bruxelles, Commissaire.

M. Henri SION, Directeur de Banque, à Léopoldville, Commissaire.

Les Administrateurs :

R. VAXELAIRE. - E. SCHMID. - A. de LAUNOIT. - H. MOXHON.

Tuileries et Briqueteries du Congo Belge « BRICONGO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 71, rue Joseph II.

Registre du commerce de Bruxelles n° 221.531.

NOMINATIONS.

Assemblée Générale Ordinaire du 12 mai 1953.

Extrait du procès-verbal.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale a décidé, à l'unanimité des voix, de porter le nombre des Administrateurs de 10 à 14, et celui des Commissaires de 3 à 4.

L'Assemblée Générale, à l'unanimité des voix, a réélu Monsieur Henri LAMBERT, en qualité de Commissaire. Son mandat expirera à l'Assemblée Générale de 1956.

A l'unanimité des voix, l'Assemblée Générale a appelé :

Aux fonctions d'Administrateurs :

M. Josse BASTINE, Administrateur de sociétés, 453, avenue Louise à Bruxelles.

M. Manio BONFA, Administrateur de sociétés, 6, Piazza Cadorna à Vérone, (Italie).

M. Victor NICOD, Ingénieur, 341, avenue Louise à Bruxelles.

M. Carlo VIGANO, Ingénieur, via IV. Novembre, 7, à Brescia (Italie).

Leur mandat expirera à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1955.

Aux fonctions de Commissaire :

M. Paul FLAMION, Directeur Général de société à Léopoldville (Congo Belge).

Son mandat expirera à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1957.

Pour extrait conforme.

Le Président du Conseil :

A. de LAUNOIT.

« BANQUE BELGE D'AFRIQUE », en flamand : « BELGISCHE
BANK VOOR AFRIKA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social, Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 3, Rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 135.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1949 et aux annexes au Moniteur Belge du 26 février 1949, sous le n° 2912, autorisée par arrêté du Régent du 15 février 1949. Statuts modifiés : 1^{er} par acte du 3 mai 1950, publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950 et aux annexes au Moniteur Belge des 22 et 23 mai 1950, sous le n° 11857; 2^e par acte du 28 décembre 1951, publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1952, et aux annexes au Moniteur Belge du 12 janvier 1952, sous le n° 671.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 6 mai 1953.

ACTIF.

Disponible et réclisable :

Caisse, Banque Nationale de Belgique, Banques d'Emission en Afrique et Offices des Chèques-Postaux en Belgique et en Afrique	236.750.511,39
Prêts au jour le jour	13.000.000,—
Banquiers	224.771.964,69
Maison-Mère	76.627.097,17
Autres valeurs à recevoir à court terme	179.757.846,62

Portefeuille-effets :

a) Portefeuille commercial	316.175.222,56	
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	40.000.000,—	
c) Effets publics nobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	175.000.000,—	
d) Effets publics nobilisables à la Banque Centrale à concurrence de 95 %	310.000.000,—	
		<hr/>
		841.175.222,56
Reports et avances sur titres	3.356.368,32	
Débiteurs divers	642.293.036,54	

• Portefeuille-titres :

a) Valeurs de la réserve légale	5.500.000,—	
b) Fonds publics belges	29.903.170,83	
c) Fonds publics congolais	16.366.366,54	
d) Fonds publics étrangers	9.963.609,37	
e) Autres titres	6.766.040,—	
	<hr/>	68.499.186,74
Divers		5.456.162,18
<i>Total disponible et réalisable</i>		<hr/> 2.291.687.396,21
<i>Immobilisé :</i>		
Immeubles	24.000.000,—	
Matériel et mobilier	1,—	
<i>Total immobilisé</i>	<hr/>	24.000.001,—
<i>Total de l'actif</i>		<hr/> <hr/> 2.315.687.397,21

PASSIF.

Exigible :

Créanciers privilégiés ou garantis	4.063.280,09
Banquiers	49.503.966,99
Autres valeurs à payer à court terme	19.734.273,72
<i>Dépôts et comptes-courants :</i>	
à vue et à 1 mois au plus	1.673.933.256,15
à plus d'un mois	237.909.845,—
	<hr/> 1.911.843.101,15
Montants à libérer sur titres et participations	1.200.000,—
Divers	69.599.925,83
<i>Total de l'exigible</i>	<hr/> 2.055.944.517,78

Non exigible :

Capital	144.000.000,—
Fonds indisponible par prime d'émission	54.000.000,—
Réserve légale	5.500.000,—
Réserve disponible	31.500.000,—
Provisions	4.500.000,—
<i>Total du non exigible</i>	<hr/> 239.500.000,—

Comptes de résultats :

Bénéfice reporté	1.165.915,80	
Bénéfice de l'exercice	19.076.933,63	
	<hr/>	20.242.849,43
<i>Total du passif</i>		<hr/> <hr/> 2.315.687.397,21

Compte d'ordre :

Actifs donnés en garantie	196.761.000,—	
Titres déposés en cautionnement pour compte propre	325.000,—	
Garanties reçues de tiers	1.424.967.588,92	
Nos cautions pour compte de tiers	267.750.776,34	
Effets réescomptés	228.642.064,97	
Opérations de change à terme	60.638.287,89	
Dépôts à découvert	3.398.031.280,41	
Emprunt de l'Assainissement Monétaire. (Art. 1 ^{er} de la Loi du 14-10-45)	13.275.000,—	
Divers	470.064.968,22	
	<hr/>	6.060.455.966,75
		<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Intérêts et commissions bonifiés	13.615.068,53	
Frais généraux :		
Frais d'exploitation	84.418.641,54	
Allocations légales et autres en faveur du personnel	7.404.018,24	
Taxes et impôts	2.614.641,41	
Frais de publicité	747.897,75	
	<hr/>	95.185.198,94
Amortissement sur immobilisé	9.876.198,21	
Amortissements divers	3.780.482,89	
	<hr/>	13.656.681,10
Divers		409.237,30
Bénéfice :		
Solde reporté	1.165.915,80	
Bénéfice de l'exercice	19.076.933,63	
	<hr/>	20.242.849,43
		<hr/> <hr/> 143.109.035,30

CREDIT.

Intérêts et commissions perçus	117.708.674,46
Revenus du portefeuille-titres	3.748.678,09
Divers	20.485.766,95
Bénéfice reporté	1.165.915,80
	<u>143.109.035,30</u>

Répartition.

Réserve légale	1.500.000,—
Premier dividende 5 % aux 144.000 actions	7.200.000,—
Allocations statutaires	1.245.232,43
Réserve disponible	3.000.000,—
Deuxième dividende aux 144.000 actions	5.472.000,—
Report à nouveau	1.825.617,—
	<u>20.242.849,43</u>

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

M. Max-Léo Gérard, ingénieur civil des mines A. I. Lg., demeurant à Uccle, avenue des Ormeaux, n° 4, président.

M. Paul-Marie de Launoit, administrateur de banque, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, n° 92, administrateur-délégué.

M. Victor Raulier, ingénieur commercial A. I. C. M., demeurant à Kraainem, avenue Centrale, n° 1, administrateur-directeur général.

M. Louis Lehembre, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Franz Merjay, n° 203, administrateur.

M. Georges Schnitzer, propriétaire, demeurant à Bruxelles, rue Victor Hugo, n° 188, administrateur.

M. Frédéric Osterrieth, négociant, président de la Chambre de Commerce d'Anvers, demeurant à Kappellen-lez-Anvers, Zonnehuis-Kasteeldreef, administrateur.

M. Fernand Van den Heuvel, propriétaire, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue Charles Thielemans, n° 52, administrateur.

M. Joseph Bastiné, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, n° 453, administrateur.

M. Pierre Delville, ingénieur civil des mines U. I. Lv., demeurant à Uccle, avenue Fond'Roi, n° 145, administrateur.

M. Jean t'Kint de Roodenbeke, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 526, avenue Louise, administrateur.

M. Max Lambert, président-administrateur délégué de la Banque Internationale à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, 2, Boulevard Royal, administrateur.

M. le Chevalier Alfred de Ghellinck d'Elseghem, docteur en droit, demeurant à Anvers, rue de la Duchesse, n° 40, commissaire.

Copie certifiée conforme.

P.-M. de LAUNOIT.
Administrateur-Délégué.

Président.
M. L. GERARD.

**« BANQUE BELGE D'AFRIQUE », en flamand : « BELGISCHE
BANK VOOR AFRIKA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social, Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 3, Rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 135.

NOMINATIONS.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 1953.

L'Assemblée, à l'unanimité, renouvelle, pour une période d'un an, le mandat du Chevalier Alfred de Ghellinck d'Elseghem, commissaire-reviseur.

Pour extrait conforme.

P.-M. de LAUNOIT.
Administrateur-Délégué.

Président.
M. L. GERARD.

Compagnie Financière Africaine
Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif : 112, rue du Commerce, à Bruxelles.

Registre du Commerce : Léopoldville n° 2552 ; Bruxelles n° 412.

Désignation du Président du Conseil d'Administration.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
tenue le 5 mai 1953.

Le Conseil confie la Présidence du Conseil d'administration à M. Henri Depage, qui cumulera cette charge avec ses fonctions d'administrateur-délégué.

Il confère à M. Pierre Orts le titre de Président honoraire.

Pour extrait certifié conforme.

COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

R. ANTHOINE.
Administrateur.

L. MASSAUX.
Vice-Président.

Compagnie de l'Afrique Orientale Belge « Old East », S.C.R.L. Usumbura

Extrait du Procès Verbal de l'Assemblée Générale du 1^{er} mars 1953
à 10 heures au Bureau de la Société à Usumbura.

Sont présents :

The Old East African Trading Company, Ltd., propriétaire de 5225 actions, représentée par Monsieur K. W. Knudsen.

Monsieur Walter Loeb, propriétaire de 50 actions, représenté par Monsieur F. Meidner.

Dr. E. Loewenstein, propriétaire de 25 actions, représenté par Monsieur F. Meidner.

Monsieur A. C. Thompson, propriétaire de 25 actions, représenté par Monsieur F. Meidner.

Monsieur F. Meidner, propriétaire de 500 actions.

Elections :

Le Président propose d'élire le Conseil comme suit :

M. Kurt W. Knudsen, Président.

M. Franz Meidner, Administrateur Délégué.

M. Axel Brondal, Membre.

M. Otto Rasmussen, Membre.

M. Dr. Ernst Loewenstein, Membre.

Il propose ensuite de nommer comme Commissaires Messieurs G. Rude et A. Mosnier.

L'assemblée élit unanimement le Conseil et les Commissaires tel que proposé.

Pour extrait conforme.

Un Administrateur.

Illisible.

Service de la Justice et du Contentieux.

Vu pour légalisation de la signature de M. Meidner F., apposée ci-dessus.

Usumbura, le 8 mai 1953.

Le délégué du Chef du Service du Contentieux et de la Justice, R. BIL-LON.

Droits perçus : 40 frs.

St quit. 946/0424.

(sé) Bellon.

A. S. n° 1066.

Reçu au greffe du Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura, dix huit mai 1900 cinquante trois et inscrit au registre ad hoc sous le numéro mille soixante six.

Le Greffier du Tribunal de 1^{re} Instance, (sé) Illisible.

Perçu : droit dépôt 200.

Copies : 240.

Suivant : Quitt. n° 799 du 19-5-53.

Pour copie certifiée conforme.

Le Greffier, Illisible.

Compagnie de l'Afrique Orientale Belge « Old East », S.C.R.L. Usumbura

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Terrain et bâtiments 6.115.882,50

Mobilier, machines, véhicules	2.972.391,65	
Participations	5.012.741,—	
		<u>14.101.015,15</u>
II. <i>Disponible</i> :		
Banques et Caisse		540.666,54
III. <i>Réalisable</i> :		
Stocks divers	48.095.796,25	
Débiteurs divers	29.816.348,52	
Effets à recevoir	2.971.073,15	
		<u>80.883.217,92</u>
		<u>95.524.899,61</u>

PASSIF.

IV. <i>Capital et réserves</i> :		
Capital		24.000.000,—
Réserve légale		1.450.000,—
Bénéfices réinvestis		3.600.602,05
V. <i>Provisions</i> :		
Impôt, primes		1.950.000,—
IV. <i>Exigible</i> :		
Banques	48.150.842,18	
Créanciers divers	5.431.191,27	
Créanciers à long terme	8.415.897,73	
		<u>61.997.931,18</u>
VII. <i>Bénéfices 1952</i> :		
A distribuer, dividende 1952		720.000,—
A réinvestir		1.806.366,38
		<u>95.524.899,61</u>

Vérifié, approuvé et certifié :

Pour le Collège des Commissaires.

A. Mosnier.

Pour le Conseil d'Administration.

F. MEIDNER.

Administrateur-Délégué.

Compagnie de l'Afrique Orientale Belge « Old East, S.C.R.L. Usumbura »

Extrait du Compte des Pertes et Profits.

Exercice clôturé le 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux	12.914.951,59
Amortissements	2.060.190,72

Provision pour l'impôt et primes	1.950.000,—
Versé à la réserve légale	250.000,—
Dividende 1952 à distribuer	720.000,—
Solde à reporter	1.806.366,38
	<hr/>
	19.701.508,62
	<hr/>

CREDIT.

Bénéfices sur vente de marchandises et produits	17.451.193,62
Commissions et revenus divers	2.250.315,07
	<hr/>
	19.701.508,62
	<hr/>

Pour le Conseil d'Administration.

F. MEIDNER.

Vérifié, approuvé et certifié :

Pour le Collège des Commissaires.

A. Mosnier.

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo, « IMAFOR »,
Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt et un avril, à onze heures trente.

A Bruxelles, rue Joseph II, numéro 71,

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société immobilière, agricole et forestière du Congo », en abrégé « Imafor », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge) constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, soussigné, le cinq mars mil neuf cent trente quatre, autorisée par arrêté royal du quatre avril mil neuf cent trente quatre et dont les statuts publiés à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze avril mil neuf cent trente quatre et à l'annexe au

(1) Arrêté royal du 23 mai 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1953. — 1^{re} Partie.

Moniteur belge du vingt neuf avril mil neuf cent trente quatre, numéro 5842, ont été modifiés suivant actes du dit notaire Hubert Scheyven, des vingt six octobre mil neuf cent trente huit et vingt neuf juin mil neuf cent quarante huit, autorisés par arrêtés royaux des vingt décembre mil neuf cent trente huit et huit septembre mil neuf cent quarante huit et publiés respectivement à l'annexe au Moniteur belge des onze janvier mil neuf cent trente neuf, numéro 347 et sept octobre mil neuf cent quarante huit, numéro 19508 et à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo belge du quinze janvier mil neuf cent trente neuf et du quinze octobre mil neuf cent quarante huit.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, Notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article vingt neuf des statuts l'assemblée est présidée par Monsieur Alphonse Engels, vice-Gouverneur général honoraire du Congo belge, demeurant à Uccle, avenue du Hoef, numéro 24, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Louis Eloy, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, rue du Collège-Saint-Michel, numéro 73 et choisit comme scrutateurs Monsieur Joseph Plas, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, numéro 94 et Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 40.

Monsieur Valère Lecluse, industriel, demeurant à Tieghem-lez-Anseghem, Villa Marguerite, administeur, complète le bureau.

Assiste à l'assemblée Monsieur William Vanderyst, conseiller adjoint au Ministère des Colonies, demeurant à Molenbeek-Saint-Jean, rue de l'Ourthe, numéro 19, délégué de la Colonie auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Constatation que la monnaie en laquelle est défini le montant du capital social est le franc congolais.

2. Exposé du conseil d'administration justifiant la revalorisation à concurrence de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent quarante sept francs de l'actif immobilisé, le produit de cette revalorisation ne pouvant toutefois pas être considéré comme un bénéfice social.

3. Augmentation du capital social sans création de titres nouveaux à concurrence de vingt six millions sept cent cinquante mille francs, pour

le porter de six millions deux cent cinquante mille francs à trente trois millions de francs par incorporation :

a) d'une somme de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent quarante sept francs prévue sub deux (2).

b) d'une somme de trois millions huit cent trois mille sept cent cinquante trois francs à prélever sur la réserve extraordinaire.

4. Modifications aux statuts :

Article deux, après les mots « Bulletin Officiel du Congo belge » ajouter « ou du Bulletin Administratif du Congo belge ».

Article quatre, au deuxième alinéa, intercaler entre les mots « prorogée successivement » et « ou dissoute » les mots « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

A l'article cinq :

1. Au premier alinéa, remplacer les mots « six millions deux cent cinquante mille francs » par « trente trois millions de francs congolais ».

2. In fine, ajouter un alinéa libellé comme suit :

« Il fut ensuite, par décision de l'assemblée générale du vingt et un »
» avril mil neuf cent cinquante trois, porté à trente trois millions de »
» francs, sans création de titres nouveaux, par incorporation d'une som- »
» me de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent qua- »
» rante sept francs, provenant d'une plus-value de réévaluation de l'im- »
» mobilisé et d'une somme de trois millions huit cent trois mille sept cent »
» cinquante trois francs, prélevée sur la réserve extraordinaire. Il fut »
» précisé, à cette occasion, que le capital était libellé en francs congolais ».

A l'article neuf :

1. Après le premier alinéa, ajouter le texte suivant :

» Il est tenu, soit au siège social, soit au siège administratif, suivant ce »
» que décidera le conseil d'administration, un registre des actions nomi- »
» natives. Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont dé- »
» livrés aux propriétaires des titres.

» La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre ».

2. Au dernier alinéa, remplacer les mots « l'une de ces signatures » par « chacune de ces signatures ».

A l'article dix, remplacer au dernier alinéa les mots « de la constitution de la société » par les mots « de leur création ».

A l'article dix huit, premier alinéa, remplacer les mots « ou de gestion » par « ou de disposition ».

A l'article vingt et un, premier alinéa, supprimer les mots « sauf délégation spéciale » et ajouter après les mots « et un fondé de pouvoirs » les mots « soit en vertu d'une délégation spéciale du conseil d'administration ».

A l'article vingt six, remplacer les mots « le premier mercredi d'octobre » par les mots « le deuxième mercredi de juin ».

A l'article trente, alinéa deux, le remplacer par :

« Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix » dépassant la cinquième partie des voix attribuées aux titres émis ou les » deux cinquièmes du nombre des voix attribuées aux titres représentés » à l'assemblée, que ces titres lui appartiennent en propre ou appartiennent à ses mandants ».

A l'article trente sept, dernier alinéa, remplacer les mots « de ce solde » par « du bénéfice après prélèvement de cinq pour cent pour le fonds de réserve statutaire ».

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués conformément à l'article vingt sept des statuts par lettres missives contenant l'ordre du jour, leur adressées sous pli recommandé à la poste, le onze avril mil neuf cent cinquante trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et les récépissés des lettres recommandées délivrées par l'administration des postes.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt sept, vingt huit et trente et un des statuts.

IV. Que les cent dix mille actions sans désignation de valeur nominale, représentatives du capital social, sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente deux des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, au cours duquel il justifie la révalorisation à concurrence de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent quarante sept francs de l'actif immobilisé, le produit de cette révalorisation ne pouvant toutefois pas être considéré comme un bénéfice social, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée constate que la monnaie en laquelle est défini le montant du capital social est le francs congolais et décide de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article cinq des statuts.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir constaté l'existence d'une plus-value de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent quarante sept francs de l'actif immobilisé provenant de la révalorisation de ce dernier, décide d'augmenter le capital social, sans création de titres nouveaux, à concurrence de vingt six millions sept cent cinquante mille francs pour le por-

ter de six millions deux cent cinquante mille francs à trente trois millions de francs par incorporation :

a) de la somme de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent quarante sept francs, montant de la plus-value de l'actif immobilisé, constatée ci-dessus 22.946.247

et b) d'une somme de trois millions huit cent et trois mille sept cent cinquante trois francs à prélever sur la réserve extraordinaire figurant au bilan 3.803.753

Ensemble : vingt six millions sept cent cinquante mille francs 26.750.000

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à trente cinq mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux, à la dernière phrase, après les mots « Bulletin Officiel du Congo belge » sont intercalés les mots « ou du Bulletin Administratif du Congo belge ».

A l'article quatre, au deuxième alinéa, entre les mots « prorogée successivement » et « ou dissoute » sont intercalés les mots « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Le texte du premier alinéa de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à trente trois millions de francs congolais est » représenté par cent et dix mille actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un cent dix millième de l'avoir social ».

In fine du même article cinq, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Il fut ensuite, par décision de l'assemblée générale du vingt et un » avril mil neuf cent cinquante trois, porté à trente trois millions de » francs, sans création de titres nouveaux, par incorporation d'une somme de vingt deux millions neuf cent quarante six mille deux cent quarante sept francs, provenant d'une plus-value de réévaluation de l'immobilisé et d'une somme de trois millions huit cent et trois mille sept cent cinquante trois francs, prélevée sur la réserve extraordinaire. Il fut précisé, à cette occasion, que le capital était libellé en francs congolais ».

A l'article neuf, après le premier alinéa, il est intercalé deux nouveaux alinéas conçus comme suit :

« Il est tenu, soit au siège social, soit au siège administratif, suivant ce » que décidera le conseil d'administration, un registre des actions nominatives. Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux propriétaires des titres.

» La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre ».

Au même article neuf, in fine du troisième alinéa, le membre de phrase « l'une de ces signatures peut être apposée au moyen d'une griffe » est remplacé par : « chacune de ces signatures peut être apposée au moyen d'une griffe ».

A l'article dix, au dernier alinéa, les mots « de la constitution de la société » sont remplacés par « de leur création ».

A l'article dix huit, au premier alinéa, les mots « tous les actes d'administration ou de gestion » sont remplacés par « tous les actes d'administration ou de disposition ».

A l'article vingt et un, au premier alinéa, les mots « sauf délégation spéciale » sont supprimés et après les mots « et un fondé de pouvoirs » sont intercalés les mots « soit en vertu d'une délégation spéciale du conseil d'administration ».

A l'article vingt six, le texte du cinquième alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le deuxième mercredi de juin à quinze heures au siège administratif ».

A l'article trente, le deuxième alinéa est remplacé par :

« Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix » dépassant la cinquième partie du nombre des voix attribuées aux titres » émis, ou les deux cinquièmes du nombre des voix attribuées aux titres » représentés à l'assemblée, que ces titres lui appartiennent en propre » ou appartiennent à ses mandants ».

A l'article trente sept, le texte du dernier alinéa est remplacé par :

« L'assemblée générale peut décider d'affecter tout ou partie du bénéfice, après prélèvement de cinq pour cent pour le fonds de réserve » statutaire; à la création ou à l'alimentation de fonds de réserve extra-ordinaire ou de fonds de prévision ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures cinquante.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Engels; L. Eloy; J. Plas; H. Moxhon; V. Lecluse; E. Voet; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 24 avril 1953, volume 1390, folio 79, case 11, quatre rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo « Imafor », société congolaise à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire du 21 avril 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Usines Textiles de Léopoldville, S. C. R. L. « Utexleo », établie à Léopoldville, propriétaire de cinq mille une actions . . . 5.001

Représentée par Monsieur Henri Moxhon, ci-après nommé, suivant procuration du quatorze avril dernier.

(signé) H. Moxhon.

2. Société Textile Africaine « Texaf », S. C. R. L. établie à Léopoldville, propriétaire de cent quatre mille neuf cent nonante quatre actions . . . 104.994

Représentée par deux administrateurs, Messieurs Valère Lecluse, industriel, demeurant à Tiegem et Joseph Plas, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 94.

(signé) V. Lecluse; J. Plas.

3. Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover, numéro 40, propriétaire de une action . . . 1

(signé) H. Moxhon.

4. Monsieur Robert Pflieger, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Square de Meeûs, numéro 22a, propriétaire de une action . . . 1

Représenté par Monsieur Henri Moxhon prénommé, suivant procuration du quinze avril dernier.

(signé) H. Moxhon.

5. Monsieur Joseph Rhodius, industriel, demeurant à Namur, Castel Bel Air, propriétaire de une action . . . 1

Représenté par Monsieur Henri Moxhon, prénommé, suivant procuration du quinze avril dernier.

(signé) H. Moxhon.

6. Monsieur Max Stevens, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, 32, propriétaire de une action . . . 1

Représenté par Monsieur Joseph Plas prénommé, suivant procuration du seize avril dernier.

(signé) J. Plas.

7. Monsieur Eugène Voet, directeur honoraire de Société, demeurant à Bruxelles, 59, rue du Méridien, propriétaire de une action . . . 1

(signé) E. Voet.

Ensemble : cent dix mille actions . . . 110.000

Le Président (signé) A. Engels.

Le Secrétaire (signé) L. Eloy.

Les Scrutateurs (signé) J. Plas; H. Moxhon.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 21 avril 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 24 avril 1953.

Volume 252, folio 36, case 1, un rôle sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 2150.

Bruxelles, le 2 mai 1953.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 16 mai 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 16 Mei 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Métallurgique du Katanga « METALKAT »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le quatorze janvier, à onze heures.

A Bruxelles, en l'Hôtel de la Société Générale de Belgique, rue Royale, numéro 38.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Métallurgique du Katanga » en abrégé « Métalkat », société par actions à responsabilité limitée, établie à Kolwezi (Katanga-Congo Belge), immatriculée au registre de commerce d'Elisabethville, sous le numéro 954, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo belge, suivant acte de notre ministère du trente juin mil neuf cent quarante huit, publié après autorisation par arrêté royal du sept septembre mil neuf cent quarante huit à l'annexe au Moniteur belge du neuf octobre suivant numéro 19605 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze octobre suivant et dont les statuts ont été modifiés suivant actes du dit notaire Hubert Scheyven des dix neuf décembre mil neuf cent cinquante et seize avril mil neuf cent cinquante et un, publiés, après autorisation par arrêté royal du trente mai mil neuf cent cinquante et un, à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante et un et à l'annexe au Moniteur belge du vingt deux juin mil neuf cent cinquante et un, numéros 14.580 et 14.581.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils déclarent posséder sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte et à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, mentionnées en la liste de présence, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente huit des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Victor Mikolajczak, ingénieur civil des Mines, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 108, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Waldor Arnould, secrétaire administratif de la société, demeurant à Woluwe-Saint-

(1) Arrêté royal du 23 mai 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1953. — 1^{re} Partie.

Pierre, avenue du Monoplan, numéro 46, ici intervenant et comme scrutateurs Messieurs Léon Bruneel, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Antoine Depage, numéro 5 et Paul Verleysen, expert comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue du Castel, numéro 85.

Messieurs Ary Guillaume, vice-Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, numéro 87, Joseph Van Oirbeek, ingénieur civil des mines, demeurant à Angleur (Liège), Quai Saint Paul de Sinçay, numéro 35, Adolphe Fassotte, ingénieur civil des Mines, demeurant à Neerpelt, Villa Merckem, Jules-Emile Delruelle, ingénieur chimiste, demeurant à Prayon, Nouvelle route numéro 702, Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, numéro 43, Herman Robiliart, ingénieur civil des Mines, demeurant à Bruxelles, avenue Jeanne, numéro 35, Emmanuel Roger, ingénieur civil Chimiste, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 11, Jean Verdussen, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 53, Marcel de Merre, ingénieur civil des Mines, demeurant à Hoboken (Anvers), avenue Louise, numéro 7 et Max Nokin, ingénieur civil des Mines, demeurant à Crainhem, chaussée de Malines, numéro 40, administrateurs, complètent le bureau.

Assiste à l'assemblée en sa qualité de délégué du Comité Spécial du Katanga auprès de la Société :

Monsieur Gustave Dubois, ingénieur géologue, demeurant à Uccle, avenue des Cottages, numéro 158.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social à concurrence de quatre vingt sept millions cinq cent mille francs congolais, pour le porter de cinq cent douze millions cinq cent mille francs congolais à six cent millions de francs congolais, par la création de dix sept mille cinq cents parts sociales nouvelles sans mention de valeur nominale, jouissance au premier janvier mil neuf cent cinquante trois, à souscrire en numéraire au prix de cinq mille francs congolais l'une, par les propriétaires des parts sociales actuelles, au prorata de leur participation dans le capital ancien.

2. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour réaliser la dite augmentation de capital dans les six mois de la décision; pour faire constater authentiquement, par deux administrateurs agissant conformément à l'article vingt quatre des statuts, la souscription et la libération des parts sociales nouvelles et que les modifications qui seront apportées aux statuts sont devenues effectives.

3. Modification aux statuts pour :

Remplacer à l'article quatre les mots « à dater du trente juin mil neuf cent quarante huit » par « à dater de l'arrêté royal d'autorisation, soit le sept septembre mil neuf cent quarante huit ».

Mentionner le nouveau capital et sa représentation (article cinq), compléter l'historique du capital et de sa représentation (article six).

II. Que toutes les parts sociales de la société étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites par lettres recommandées adressées à tous les actionnaires le vingt sept décembre mil neuf cent cinquante deux.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et les récépissés des lettres recommandées.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles trente six, trente sept et trente huit des statuts.

IV. Que les cent deux mille cinq cents parts sociales sans mention de valeur nominale représentatives du capital social sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément aux dispositions de l'article quarante deux des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes,

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre vingt sept millions cinq cent mille francs congolais, pour le porter de cinq cent douze millions cinq cent mille francs congolais à six cents millions de francs congolais, par la création de dix sept mille cinq cents parts sociales nouvelles, qui participeront aux bénéfices éventuels de la société à compter du premier janvier mil neuf cent cinquante trois et seront, pour le surplus, en tout semblables aux parts sociales actuelles, ces dix sept mille cinq cents parts sociales nouvelles à souscrire en numéraire, au prix de cinq mille francs congolais chacune, avec libération intégrale, par les propriétaires des parts sociales actuelles, au prorata de leur participation dans le capital ancien.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à un million cent mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous les pouvoirs nécessaires à l'effet de :

Réaliser la dite augmentation de capital dans les six mois des présentes.

Et après réalisation de cette augmentation de capital, faire constater authentiquement par deux administrateurs agissant conformément à l'ar-

ticle vingt quatre des statuts, la souscription et la libération des parts sociales nouvelles et que les modifications qui seront apportées ci-après aux statuts et complétées en ce qui concerne le texte de l'article six par la date de l'acte, sont devenues effectives.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital, objet de la première résolution et de l'autorisation par arrêté royal, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Dans le premier alinéa de l'article quatre, les mots « à dater du trente juin mil neuf cent quarante huit » sont remplacés par les mots « à dater de l'arrêté royal d'autorisation, soit le sept septembre mil neuf cent quarante huit ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à six cents millions de francs congolais, est » représenté par cent vingt mille parts sociales sans mention de valeur » nominale, donnant droit chacune à un/cent et vingt millième de l'avoir » social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts ».

A l'article six, il est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, » le quatorze janvier mil neuf cent cinquante trois, et le mil » neuf cent cinquante trois, le capital social a été porté à six cents millions de francs congolais, par la création de dix sept mille cinq cent » parts sociales nouvelles sans mention de valeur nominale, souscrites au » prix de cinq mille francs congolais chacune et entièrement libérées au » moment de la souscription ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures un/quart.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) V. Mikolajczak; W. Arnould; L. Bruneel; P. Verleysen; A. Guillaume; J. Van Oirbeek; A. Fassotte; J. E. Delruelle; A. Marthoz; H. Robiliart; E. Roger; J. Verdussen; M. De Merre; M. Nokin; W. Weddington; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 22 janvier 1953, volume 1387, folio 90, case 12, trois rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Société Métallurgique du Katanga, société congolaise à responsabilité limitée « Métalkat », siège social : Kolwezi (Katanga) ; siège administratif : 7, rue de la Chancellerie, Bruxelles.

Assemblée générale extraordinaire du 14 janvier 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, propriétaire de dix mille parts sociales . . . 10.000

Représenté par Monsieur Ary Guillaume, Président du Comité Spécial du Katanga, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, numéro 87, suivant procuration du trente et un décembre dernier.

(signé) A. Guillaume.

2. Société Congolaise de la Vieille Montagne « Congovielmont », S. C. R. L., établie à Angleur (Liège), propriétaire de vingt mille quatre cent quatre vingt cinq parts sociales . . . 20.485

Représentée par Monsieur Joseph Van Oirbeek, ci-après nommé, suivant procuration du trente décembre dernier.

(Signé) J. Van Oirbeek.

3. Compagnie Congolaise des Métaux « Congométaux ». S. C. R. L., établie à Elisabethville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, 54, rue des Fabriques, propriétaire de douze mille trois cent nonante parts sociales . . . 12.390

Représentée par Monsieur Adolphe Fassotte ci-après nommé, suivant procuration du vingt neuf décembre dernier.

(signé) A. Fassotte.

4. Société Métallurgique de Prayon, S. A. établie à Prayon-Trooz, propriétaire de neuf mille neuf cent nonante parts sociales 9.990

Représentée par Monsieur Jules Delruelle ci-après nommé, suivant procuration du trois janvier dernier.

(signé) J. Delruelle.

5. Société Africaine de Participations et de Commerce « Soparco » S. C. R. L., établie à Léopoldville (Congo belge) avec siège administratif à Bruxelles, 31, rue du Marais, propriétaire de quatre mille cinq cent septante cinq parts sociales . . . 4.575

Représentée par Monsieur Victor Mikolajczak ci-après nommé, suivant procuration du trente et un décembre dernier.

(signé) V. Mikolajczak.

6. Union Minière du Haut-Katanga, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc, propriétaire de trente cinq mille cent quarante cinq parts sociales 35.145

Représentée par Monsieur Aimé Marthoz, ci-après nommé, suivant procuration du cinq janvier dernier.

(signé) A. Marthoz.

7. Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim », S. C. R. L., établie à Bruxelles, 8, rue Montagne du Parc, propriétaire de onze cent nonante parts sociales 1.190

Représentée par Monsieur Herman Robiliart, ci-après nommé, suivant procuration du huit janvier dernier.

(signé) H. Robiliart.

8. Société de Recherche Minière du Sud-Katanga « Sudkat », S. C. R. L., établie à Bruxelles, 8, rue Montagne du Parc, propriétaire de quatre cents parts sociales 400

Représentée par Monsieur Herman Robiliart, ci-après nommé, suivant procuration du trente décembre dernier.

(signé) H. Robiliart.

9. Société Générale Métallurgique de Hoboken, S. A., établie à Bruxelles, 8, rue Montagne du Parc, propriétaire de cinq mille neuf cent nonante parts sociales 5.990

Représentée par Monsieur Marcel De Merre ci-après nommé, suivant procuration du trente décembre dernier.

(signé) M. De Merre.

10. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 13, rue Bréderode, propriétaire de douze cents parts sociales 1.200

Représentée par Monsieur Jean Verdussen, ci-après nommé, suivant procuration du trois janvier dernier.

(signé) J. Verdussen.

11. Compagnie du Katanga, S. C. R. L., établie à Bruxelles, 13, rue de Bréderode, propriétaire de quatre cents parts sociales 400

Représentée par Monsieur Jean Verdussen, ci-après nommé, suivant procuration du trente décembre dernier.

(signé) J. Verdussen.

12. Tanganyika Concessions Limited, Société de Droit anglais établie à Salisbury, S. Rhodesia, 1, New Africa House, Union Avenue, propriétaire de six cents parts sociales 600

Représentée par Monsieur Wilfred Cecil Waddington, Auditor (expert comptable), demeurant à Uccle, 123, rue de Percke, suivant procuration du neuf janvier dernier.

(signé) W. C. Waddington.

13. Monsieur Victor Mikolajczak, ingénieur civil des Mines, demeurant à Uccle, 108, avenue de l'Observatoire, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) V. Mikolajczak.

14. Monsieur Joseph Van Oirbeek, ingénieur civil des mines, demeurant à Angleur (Liège), 35, Quai Saint Paul de Sinçay, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) J. Van Oirbeek.

15. Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, 43, Square Vergote, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) A. Marthoz.

16. Monsieur Jean Verdussen, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 53, avenue Winston Churchill, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) J. Verdussen.

17. Monsieur Jules Cousin, ingénieur civil des mines et électricien, Boîte Postale 898, Elisabethville (Congo belge), propriétaire de dix parts sociales 10

Représenté par Monsieur Aimé Marthoz, prénommé, suivant procuration du trois janvier dernier.

(signé) A. Marthoz.

18. Monsieur J. Emile Delruelle, ingénieur chimiste, demeurant à Prayon, 702, Nouvelle Route, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) J. E. Delruelle.

19. Monsieur Adolphe Fassotte, ingénieur civil des Mines, demeurant à Neerpelt, Villa Merckem, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) A. Fassotte.

20. Monsieur Max Nokin, ingénieur civil des mines, demeurant à Crainhem, 40, chaussée de Malines, propriétaire de dix parts sociales 10

(signé) M. Nokin.

21. Monsieur Jérôme Quets, ingénieur civil des Mines, c/o U. M. H. K. Elisabethville (Congo belge), propriétaire de dix parts sociales 10

Représenté par Monsieur Aimé Marthoz, prénommé, suivant procuration du deux janvier dernier.

(signé) A. Marthoz.

22. Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 35, avenue Jeanne, propriétaire de dix parts sociales 10
(signé) H. Robiliart.

23. Monsieur Emmanuel Roger, ingénieur civil Chimiste, demeurant à Bruxelles, 11, avenue E. Van Becelaere, propriétaire de dix parts sociales 10
(signé) E. Roger.

24. Monsieur Marcel De Meere, ingénieur civil des Mines, demeurant à Hoboken, 7, avenue Louise, propriétaire de dix parts sociales 10
(signé) M. De Meere.

25. Monsieur Paul Verleysen, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 85, avenue du Castel, propriétaire de cinq parts sociales 5
(signé) P. Verleysen.

26. Monsieur Auguste Berckmoes, expert comptable, demeurant à Bruxelles, 82, avenue de l'Indépendance belge, propriétaire de cinq parts sociales 5
Représenté par Monsieur Jean Verdussen, prénommé, qui se porte fort pour lui.
(signé) J. Verdussen.

27. Monsieur Marcel Dengis, expert comptable, demeurant à Liège, 14, rue Bles, propriétaire de cinq parts sociales 5
Représenté par Monsieur Joseph Van Oirbeek, prénommé, suivant procuration du trente et un décembre dernier.
(signé) J. Van Oirbeek.

Ensemble : cent deux mille cinq cents parts sociales 102.500

Le Président (signé) V. Mikolajczak.

Le Secrétaire (signé) W. Arnould.

Les Scrutateurs (signé) L. Bruneel ; P. Verleysen.

Signé «ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 14 janvier 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 22 janvier 1953, volume 252, folio 4, case 8, cinq rôles, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 1470.

Bruxelles, le 3 février 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 février 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 5 février 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 13 mai 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 13 Mei 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Société Métallurgique du Katanga « METALKAT »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

**CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION
DE CAPITAL.**

L'an mil neuf cent cinquante trois, le dix sept avril.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

Monsieur Victor Mikolajczak, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, numéro 108.

Et Monsieur Jean Verdussen, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 53.

Tous deux administrateurs de la « Société Métallurgique du Katanga » en abrégé « Metalkat », société par actions à responsabilité limitée, établie à Kolwezi (Katanga - Congo belge), immatriculée au registre du Commerce d'Elisabethville sous le numéro 954, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo belge, suivant acte de notre ministère du trente juin mil neuf cent quarante huit, publié après autorisation par arrêté royal du sept septembre mil neuf cent quarante huit, à l'annexe au Moniteur belge du neuf octobre suivant n° 19605 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze octobre suivant et dont les statuts ont été modifiés suivant actes du dit notaire Hubert Scheyven, des dix neuf décembre mil neuf cent cinquante et seize avril mil neuf cent cinquante et un, publiés, après autorisation par arrêté royal du trente mai mil neuf cent cinquante et un à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante et un et à l'annexe au Moniteur belge du vingt deux juin mil neuf cent cinquante et un, numéros 14580 et 14581.

Lesquels comparants, agissant es dite qualité, conformément aux pouvoirs conférés au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, tenue le quatorze janvier dernier, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à cette dernière date par nous, notaire soussigné et conformément à l'article vingt quatre des statuts, nous ont requis d'acter :

1. Que chacune des dix sept mille cinq cents parts sociales sans mention de valeur nominale de la société, créées par décision de la dite assemblée générale extraordinaire des actionnaires du quatorze janvier mill neuf cent cinquante trois, en représentation de l'augmentation de capital de quatre vingt sept millions cinq cent mille francs congolais, a été souscrite en numéraire au prix de cinq mille francs congolais ainsi qu'il suit par :

Comité Spécial du Katanga, établie à Bruxelles, 51, rue des Petits Carmes, dix sept cent et sept parts sociales 1.707

Société Congolaise de la Vieille Montagne, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge), trois mille quatre cent quatre vingt dix sept parts sociales . 3.497

Compagnie Congolaise des Métaux, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge) deux mille cent et quinze parts sociales	2.115
Société Anonyme Métallurgique de Prayon, société anonyme établie à Prayon, dix sept cent et cinq parts sociales	1.705
Société Africaine de Participation et de Commerce, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge) sept cent quatre vingt une parts sociales	781
Union Minière du Haut-Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge) six mille parts sociales	6.000
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Jadotville (Congo belge) deux cent et trois parts sociales	203
Société de Recherche Minière du Sud Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge) soixante huit parts sociales	68
Société Générale Métallurgique de Hoboken, société anonyme, établie à Bruxelles, rue Montagne du Parc n° 8, mille vingt deux parts sociales	1.022
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge) deux cent et cinq parts sociales	205
Compagnie du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge), soixante huit parts sociales	68
Tanganyika Concessions Limited, société de droit anglais, établie à Salisbury 1. New Africa House, Union Avenue, cent et deux parts sociales	102
Monsieur Jules Cousin, ingénieur civil des mines et électricien, demeurant à Elisabethville, deux parts sociales	2
Monsieur Jules-Emile Delruelle, ingénieur-chimiste, demeurant à Prayon, Nouvelle Route n° 702, deux parts sociales	2
Monsieur Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines, demeurant à Neerpelt, Villa Merckem, deux parts sociales	2
Monsieur Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, n° 43, deux parts sociales	2
Monsieur Victor Mikolajczak, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, n° 108, deux parts sociales	2
Monsieur Max Nokin, ingénieur civil des mines, demeurant à Crainhem, chaussée de Malines, n° 40, deux parts sociales	2
Monsieur Jérôme Quets, ingénieur civil des mines, demeurant à Elisabethville (Congo belge), deux parts sociales	2

Monsieur Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Jeanne n° 35, deux parts sociales	2
Monsieur Emmanuel Roger, ingénieur civil, chimiste, demeurant à Bruxelles, avenue Emile Van Becelaere, n° 11, deux parts sociales	2
M. Jean Verdussen, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 53 deux parts sociales	2
Monsieur Joseph Van Oirbeek, ingénieur civil des mines, demeurant à Angleur, Quai Saint Paul de Sinçay, n° 35, deux parts sociales	2
Monsieur Marcel De Merre, ingénieur civil des mines, demeurant à Hoboken, avenue Louise n° 7, deux parts sociales	2
Monsieur Marcel Dengis, expert comptable, demeurant à Liège, rue Bles, n° 14, une part sociale	1
Monsieur Auguste Berckmoes, expert comptable, demeurant à Koekelberg, avenue de l'Indépendance belge, n° 82, une part sociale	1
Monsieur Paul Verleysen, expert comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue du Castel, n° 85, une part sociale . . .	1
Ensemble : dix sept mille cinq cents parts sociales	17.500

2. Que chacune de ces dix sept mille cinq cents parts sociales a été entièrement libérée et que le montant des versements, s'élevant ensemble à quatre vingt sept millions cinq cent mille francs congolais se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

3. Qu'en suite de la réalisation de l'augmentation du capital constatée ci-dessus, le capital social est porté à six cents millions de francs congolais, que les modifications apportées aux statuts par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du quatorze janvier mil neuf cent cinquante trois sont devenues effectives et que le texte du dernier alinéa de l'article six est complété comme suit :

« Suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles,
» le quatorze janvier mil neuf cent cinquante trois et le dix sept avril mil
» neuf cent cinquante trois, le capital social a été porté à six cents millions de francs congolais, par la création de dix sept mille cinq cents
» parts sociales nouvelles, sans mention de valeur nominale, souscrites
» au prix de cinq mille francs congolais chacune et entièrement libérées
» au moment de la souscription ».

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, Notaire.

(signé) V. Mikolajczak ; J. Verdussen ; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 20 avril 1953, volume 1388, folio 75, case 2, deux rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 2066.

Bruxelles, le 23 avril 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 avril 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 24 avril 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Lavenne Congo,

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le dix sept avrîl.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Société anonyme des Usines Lavenne Frères, établie à Dour, rue du Parc, numéro 15.

(1) Arrêté royal du 23 mai 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1953. — 1^{re} Partie.

Ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs André (André-Louis-Victor) Lavenne, ingénieur A. I. C. Ms., demeurant à Dour, rue Fleurichamps, numéro 12 et Pol (Pol-Charles-Victor) Lavenne, ingénieur chimiste, demeurant à Dour, rue du Rossignol, numéro 64.

2. La Société Commerciale et Minière de l'Uele en abrégé « Comuele », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Aketi (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de la Science, numéro 5.

Ici représentée par Messieurs Simon Collin, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, boulevard Louis Schmidt, numéro 34 et Gérard Nagelmackers, banquier, demeurant à Bruxelles, avenue Emile De Mot, numéro 17, tous deux administrateurs de la société.

3. Monsieur Jacques (Jacques-André-Paul) Harmegnies, industriel, demeurant à Dour, rue du Roi Albert, numéro 60.

4. Monsieur André-Jean (André-Jean-Sabin) Lavenne, ingénieur A. I. C. Ms., demeurant à Dour, rue des Canadiens, numéro 49.

5. Monsieur Djoy Amrom, ingénieur chimiste, demeurant à Hornu, rue de la Fontaine, numéro 35.

6. Monsieur Marcel (Marcel-Louis-Arthur) Colin, importateur, demeurant à Schaerbeek, rue Jolly, numéro 35.

7. Monsieur Valère Monnaie, industriel, demeurant à Chapelle-lez-Herlaimont, rue de Trazegnies, numéro 138.

8. Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, rue de la Forêt de Soignes, numéro 12.

Ici représenté par Monsieur Simon Collin prénommé, suivant procuration sous seing privé en date du neuf avril mil neuf cent cinquante trois, qui est demeurée ci-annexée.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE.

Article premier.

Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Lavenne-Congo ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

Article deux.

Le siège social est établi à Léopoldville (Congo belge). Il peut être transféré en toute autre localité du Congo belge, par simple décision du conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Dour, le conseil en fixera l'endroit. Il pourra, par décision du conseil d'administration, être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique ou d'autres pays.

Le transfert du siège social, comme celui du siège administratif, sera publié par avis inséré dans le Bulletin Officiel du Congo belge ou dans le Bulletin Administratif du Congo belge.

Des succursales et agences peuvent être établies, par décision du conseil d'administration, en Belgique, au Congo belge et à l'étranger.

Article trois.

OBJET.

La société a pour objet d'entreprendre en territoire africain et tout spécialement au Congo belge et au Ruanda-Urundi, la fabrication et le commerce de couleurs, vernis, émaux, brosses, outillages, ainsi que tous articles ou accessoires se rapportant directement ou indirectement à cette activité.

Elle peut acquérir, vendre, exploiter et concéder tous brevets, marques de fabrique et licences.

Elle peut faire toutes opérations civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à l'une ou l'autre branche de son objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'interventions financières ou autrement, dans toutes sociétés et entreprises existantes ou à créer, au Congo, en Belgique ou à l'étranger, dont l'objet serait analogue ou connexe au sien.

Sans en altérer l'essence, l'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Article quatre.

La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater de l'arrêté royal autorisant sa fondation.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — OBLIGATIONS.

Article cinq.

Le capital social est fixé à cinq millions de francs congolais et est représenté par cinq mille parts sociales sans mention de valeur nominale, représentant chacune un cinq millième de l'avoir social.

Article six.

Les cinq mille parts sociales sont souscrites contre espèces comme suit, au prix de mille francs chacune :

1. La Société Anonyme des Usines Lavenne Frères, mille parts sociales	1.000
2. La Société Commerciale et Minière de l'Uele, seize cents parts sociales	1.600
3. Monsieur Jacques Harmegnies, tant pour lui même que pour un groupe pour lequel il se porte fort, neuf cents parts sociales . .	900
4. Monsieur André-Jean Lavenne, tant pour lui même que pour un groupe pour lequel il se porte fort, six cents parts sociales . . .	600
5. Monsieur Valère Monnaie, quatre cents parts sociales . . .	400
6. Monsieur Marcel Colin, deux cents parts sociales	200
7. Monsieur Martin Thèves, deux cents parts sociales	200
8. Monsieur Djoy Amrom, cent parts sociales	100
Ensemble : cinq mille parts sociales	5.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune des parts sociales souscrites a été libérée à concurrence de vingt pour cent par des versements s'élevant ensemble à un million de francs congolais, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société.

Article sept.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Les nouvelles parts sociales qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des parts sociales existantes.

Toutefois, le conseil d'administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

Article huit.

Le conseil d'administration fait des appels de fonds sur les parts non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

Article neuf.

Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix.

Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le conseil d'administration fixera les modalités de cette libération et les droits y attachés.

Article onze.

Les parts sociales restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été totalement libéré, elles peuvent être transformées en parts sociales au porteur.

Aucun transfert de part sociale nominative, non entièrement libérée ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une décision, spéciale pour chaque cession, du conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

Les parts sociales au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs; ces signatures peuvent être apposées au moyen de griffes.

Article douze.

Il est tenu au siège social ou au siège administratif, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des parts sociales nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transport des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société aura toujours le droit de refuser d'inscrire sur le registre les transferts de parts sociales nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectué les versements exigibles.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les quinze jours qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante huit des mêmes lois.

Les cessions de parts sociales ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant leur création.

Les parts sociales au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs; une des signatures ou toutes deux pouvant être remplacées par des griffes.

Article treize.

Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article quatorze.

La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêt fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures ou toutes deux pouvant être remplacées par des griffes.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article quinze.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et révocables en tout temps.

Le conseil choisit dans son sein un Président et éventuellement un Vice-Président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article seize.

Le conseil d'administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un comité de direction dont il fixe la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et/ou à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil.

Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la société des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article dix sept.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou, à son défaut, éventuellement de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article dix huit.

Sauf les cas de force majeure, le conseil d'administration et le comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article dix neuf.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit avec ou sans hypothèque ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations.

Aves ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèques ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Dispenser le conservateur des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le conseil d'administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque tous les employés et agents de la société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Article vingt.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Article vingt et un.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article vingt deux.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du Président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article vingt trois.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement des documents.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Article vingt quatre.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de dix parts sociales et par chaque commissaire un cautionnement de cinq parts sociales.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les parts sociales n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

Article vingt cinq.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles; leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur, désigné dans ces conditions, n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article vingt six.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe, à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article vingt sept.

L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

Article vingt huit.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le deuxième jeudi d'octobre à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre, au lieu désigné dans la convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce, par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires sortants, décédés ou démissionnaires et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige, il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires, représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt neuf.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour; elles sont faites par annonces insérées vingt jours au moins avant l'assemblée dans le Bulletin Officiel du Congo belge ou le Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, dans le Moniteur belge et dans un journal de Bruxelles.

Les titulaires de parts sociales nominatives sont convoqués par lettres missives quinze jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les parts sociales sont nominatives, les convocations sont faites uniquement par lettres recommandées, adressées aux actionnaires quinze jours au moins avant l'assemblée.

Article trente.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires de parts sociales, autres que les administrateurs et commissaires, doivent déposer au siège administratif ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, soit leurs titres au porteur, soit leur certificat d'inscription.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés, communautés, établissements peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui, cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Article trente et un.

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à son défaut, éventuellement par le vice-Président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau. Le Président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre de parts sociales qu'ils représentent doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

Article trente deux.

Le conseil d'administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois semaines.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente trois.

Chaque part sociale donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés ou le cinquième du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres.

Les titres ne représentant pas le capital exprimé ne peuvent, en aucun cas, donner droit à plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux/tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Article trente quatre.

Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre de parts sociales représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement, à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au conseil d'administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

Article trente cinq.

Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

- a) Augmenter ou réduire le capital social.
- b) Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la société.

c) Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales).

d) Modifier les présents statuts.

Article trente six.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le Président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article trente sept.

L'exercice social commence le premier juillet et se termine le trente juin de chaque année. Par exception, le premier exercice commencera à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et se terminera le trente juin mil neuf cent cinquante quatre.

Article trente huit.

Au trente juin de chaque année et pour la première fois le trente juin mil neuf cent cinquante quatre, le conseil d'administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Article trente neuf.

Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs parts sociales, du rapport des commissaires et de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société.

Article quarante.

Sur le bénéfice net résultant du bilan, après défaction des charges sociales et amortissements, il est prélevé d'abord cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve; lorsque ce fonds atteint dix pour cent du capital social, ce prélèvement n'est plus obligatoire.

L'assemblée peut décider que tout ou partie de l'excédent bénéficiaire sera affecté à la formation ou à l'alimentation d'un fonds de réserve ou de prévision ou reporté à nouveau.

Sur le surplus, il est prélevé : 1. par priorité la somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende de cinquante francs, prorata temporis et liberationis, ou toute somme moindre en cas d'insuffisance du montant à répartir, ensuite 2, dix pour cent aux membres du conseil d'administration et au collège des commissaires, qui se les répartiront entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Le solde est réparti entre toutes les parts sociales.

Article quarante et un.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Article quarante deux.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, déposés en vue de leur publication aux annexes au Bulletin Officiel ou Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, au Moniteur belge.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — POUVOIRS DES LIQUIDATEURS.

Article quarante trois.

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

Article quarante quatre.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les parts sociales.

Au cas où les parts sociales ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Article quarante cinq.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée des actionnaires délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assemblée.

TITRE SEPT.

ELECTION DE DOMICILE.

Article quarante six.

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'élire domicile au siège administratif, faute de quoi, ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article quarante sept.

Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux, qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article quarante huit.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article quarante neuf.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo belge.

Article cinquante.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à cent mille francs.

Article cinquante et un.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

Monsieur Simon Collin, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, Boulevard Louis Schmidt, numéro 34.

Monsieur Jacques Harmegnies, industriel, demeurant à Dour, rue du Roi Albert, numéro 60.

Monsieur André (André-Louis-Victor) Lavenne, ingénieur A. I. C. Ms., demeurant à Dour, rue Fleurichamps, numéro 12.

Monsieur André-Jeean (André-Jean-Sabin) Lavenne, ingénieur A. I. C. Ms., demeurant à Dour, rue des Canadiens, numéro 49.

Monsieur Pol Lavenne, ingénieur chimiste, demeurant à Dour, rue du Rossignol, numéro 64.

Monsieur Martin Thèves, ingénieur, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, rue de la Forêt de Soignes, numéro 12.

Sont nommés comme premiers commissaires :

Monsieur Louis Leclercq, chef de service, demeurant à Auderghem, avenue Charles Brassine, numéro 17.

Et Monsieur Valère Monnaie, industriel, demeurant à Chapelle-lez-Herlaimont, rue de Trazegnies, numéro 138.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. Lavenne; P. Lavenne; S. Collin; G. Nagelmackers; J. Harmegnies; A. J. Lavenne; D. Amrom; M. Collin; V. Monnaie; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 27 avril 1953, volume 1388, folio 80, case 8, dix rôles, onze renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 2120.

Bruxelles, le 29 avril 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 avril 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 16 mai 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 16 Mei 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Comptoir de Vente des Cotons du Congo

Société coopérative de droit congolais

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles N° 199.778.

Léopoldville N° 935.

Statuts approuvés par arrêté n° 84 Sec./Justice du 29 janvier 1946 du Gouverneur de la Province de Léopoldville (Congo belge) publiés au Bulletin Administratif du Congo belge n° 4 du 25 février 1946, au Moniteur belge du 4 janvier 1947.

Billan arrêté au 31 décembre 1952.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 1953).

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immeuble	1.158.966,—		
Amortis. de l'exercice	57.948,—		
	<u> </u>	1.101.018,—	
Matériel et mobilier	2.863.857,—		
Amort. ant. moins extournes 1.337.662,—			
Amort. de l'exercice 210.886,—	<u> </u>		
	1.548.548,—		
	<u> </u>	1.315.309,—	
			2.416.327,—

II. — Réalisable :

Associés	425.000,—		
Effets à recevoir	57.591.091,—		
Débiteurs divers	74.757.166,—		
	<u> </u>	132.773.257,—	

III. — Disponible :

Banques et Caisses	23.331.773,—	
------------------------------	--------------	--

IV. — Divers	54.561.155,—	
------------------------	--------------	--

V. — Compte d'ordre :

Opérations pour couverture des fluctuations de prix	131.847.739,—	
	<u> </u>	344.930.251,—
		<u> </u>

PASSIF.

I. — <i>Envers elle-même :</i>	
Capital : 17 parts sociales de 50.000 francs	850.000,—
II. — <i>Fonds de provisions et d'assurances</i>	202.061,—
III. — <i>Envers les tiers :</i>	
Créditeurs divers	204.399.201,—
IV. — <i>Divers</i>	7.631.250,—
V. — <i>Compte d'ordre :</i>	
Opérations pour couverture des fluctuations de prix . .	131.847.739,—
VI. — <i>Profits et pertes</i>	P. M.
	<u>344.930.251,—</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Amortissements immeuble, mobilier et matériel . . .	268.834,—
Dotation au Fonds de provisions et d'assurances . . .	202.061,—
Frais généraux	11.061.048,—
	<u>11.531.943,—</u>

CREDIT.

Recettes diverses	212.486,—
Récupération auprès des Associés	11.319.457,—
	<u>11.531.943,—</u>

Situation du capital.

Versements effectués	425.000,—
Capital restant à libérer :	
Compagnie Cotonnière Congolaise . . .	125.000,—
Société Cotonnière du Bomokandi . . .	50.000,—
Société Cotonnière du Tanganika . . .	25.000,—
S. C. R. L. Belgika	25.000,—
La Cotonnière Coloniale	25.000,—

Compagnie Commerciale Belgo-Africaine .	25.000,—	
Compagnie de la Ruzizi	25.000,—	
Nieuwe Afrikaansche Handelsvennoot- schap	25.000,—	
Société Congolaise Bunge	25.000,—	
Compagnie du Lubilash	25.000,—	
Société Cotonnière de la Luisa	25.000,—	
Société Agricole Commerciale et Indus- trielle du Kasai	25.000,—	
	<hr/>	425.000,—
		<hr/>
		850.000,—
		<hr/> <hr/>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des associés
tenue à Bruxelles le 21 mai 1953.*

A l'unanimité, l'Assemblée :

- 1) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1952,
- 2) Donne décharge aux Administrateurs et Commissaires de leur gestion pendant l'année 1952,
- 3) Renouvelle, pour un terme de six ans, les mandats de Messieurs Anatole De Bauw et Jean Bivort, venus à expiration à la présente assemblée.

Conseil d'Administration.

Président.

M. Anatole DE BAUW, Administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs-Délégués.

M. Jean BIVORT, Administrateur de sociétés, 7, avenue de Sumatra, Uccle.

M. Marc HUBAIN, Administrateur de sociétés, 379, chaussée de Courtrai, Gand.

Administrateurs.

M. Léon ERNENST, Administrateur de sociétés, 24, avenue du Hoef, Uccle.

M. Pierre GILLIEAUX, Administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Georges GRIETENS, Administrateur de sociétés, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Jules SOBRY, Administrateur de sociétés, 26, avenue Flora, Mortsel.
M. Ernest LEDENT, Administrateur de sociétés, 254, avenue Rogier, Schaerbeek.

M. Emile VAN GEEM, Administrateur de sociétés, 123, avenue Coghén, Uccle.

M. Johannes ZEEGERS, Administrateur de sociétés, 27, Jan Van Ghestellaan, Rotterdam.

Collège des Commissaires.

M. Van DEGLISE, Commissaire de sociétés, 75, rue Van Bortonne, Jette.

M. Louis UYTENDHOEF, Expert-comptable, 22, Place Armand Steurs, St.-Josse-ten-Noode.

Bruxelles, le 26 mai 1953.

Pour extrait certifié conforme.

COMPTOIR DE VENTE DES COTONS DU CONGO.

Un Administrateur,
G. GRIETENS.

Un Administrateur-Délégué,
J. BIVORT.

Crédit Hypothécaire d'Afrique

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 39, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2448.

NOMINATION.

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil Général du 6 mai 1953.

Le Conseil Général, par application de l'article 16 des statuts, désigne en qualité d'Administrateur, en attendant la prochaine assemblée générale qui aura à statuer sur son élection définitive, Monsieur Louis-Charles d'OREYE de LANTREMANGE, Administrateur de Sociétés, 25, rue de la Réforme, à Bruxelles, en remplacement du Chevalier Louis d'OREYE de LANTREMANGE, démissionnaire.

Bruxelles, le 27 mai 1953.

Pour extrait conforme :

CREDIT HYPOTHECAIRE D'AFRIQUE, S. C. R. L.

A. ANDRIES,
Administrateur-Délégué,

Baron Jean COGELS.
Administrateur.

Société Congolaise d'Electricité et de Mécanique SEMCONGO

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : St-Gilles-Bruxelles, 54, chaussée de Charleroi.

Registre du commerce de Léopoldville n° 1046.

Registre du commerce de Bruxelles n° 232.470.

Acte constitutif publié dans l'annexe au Moniteur belge du 28 juillet 1951, sous le n° 7788, et dans l'annexe I au Bulletin Officiel du Congo Belge, page 2031.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 26 mai 1953.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Immeuble	1.697.177,50	
Matériel	107.900,—	
	<hr/>	1.805.077,50
Mobilier		1,—

B. — Disponible et réalisable :

Caisse et effets à recevoir	591.474,50	
Banques et chèques pos- taux	4.548.715,06	
	<hr/>	5.140.189,56
Cautionnements	49.350,—	
Clients	12.543.410,96	
Débiteurs divers	7.649,—	
Travaux en cours et magasin	5.593.764,09	
Fournisseurs. Avances sur commandes	259.914,30	
	<hr/>	23.594.277,91

C. — Divers :

Compte débiteur	9.917,—
---------------------------	---------

D. — A amortir :

Premier établissement (solde des frais de constitution)	148.588,40
Amortissement	148.588,40
	<hr/>

E. — Comptes d'ordre :

Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissai- res, et divers	P. M.
	<hr/>
	25.409.273,41
	<hr/>

PASSIF.

A. — *Envers la société elle-même :*

Capital : 10.000 actions sans désignation de valeur au prix d'émission de fr. 1.000 par action	10.000.000,—
---	--------------

B. — *Amortissements sur immobilisé :*

Sur immeuble	257.177,50	
Sur matériel	67.437,50	
		324.615,—

C. — *Envers les tiers, exigible à vue et à court terme :*

Clients. Avances sur commandes	38.808,10	
Fournisseurs	11.083.495,56	
Créditeurs divers	503.819,65	
		11.626.123,31

D. — *Divers :*

Comptes créditeurs et provisions diverses	1.512.710,—
---	-------------

E. — *Compte d'ordre :*

Titres déposés pour cautionnements de MM. les Adminis- trateurs et Commissaires, et divers	P. M.
---	-------

F. — *Compte de profits et pertes :*

Solde à affecter	1.945.825,10	
		25.409.273,41

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Allocations au Conseil général	50.000,—
Amortissements sur l'immobilisé	297.640,—
Amortissement solde frais de premier établissement	148.588,40
Provisions fiscales et autres	1.500.000,—
Solde	1.945.825,10
	3.942.053,50

CREDIT.

Résultat brut sur ventes et divers	3.942.053,50

Répartition des bénéfices de l'exercice 1952.

Réserve légale	100.000,—
Fonds de réserve	500.000,—
Report à nouveau	25.825,10
Dividende brut	1.188.000,—
Tantièmes au Conseil général	132.000,—
	<hr/>
	1.945.825,10
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Composition du Conseil Général en fonction à la date du 31 décembre 1952.

Conseil d'administration.

M. Fernand-Adolphe GUILLON, industriel, 407, avenue Brugmann, Bruxelles, président.

M. Jean MOREL, ingénieur A. I. Br., 9, boulevard du Souverain, Boitsfort, administrateur-délégué.

M. Georges DUEZ, ingénieur A. I. G., 27, rue Guido Gezelle, Gand, administrateur.

M. Etienne de LASSUS SAINT-GENIES, industriel, 63, avenue Kléber, Paris, administrateur.

M. Charles HEUZE, industriel, 44, rue des Deux-Auvelais, Auvelais, administrateur.

M. Lucien JANLET, ingénieur A. I. Lg., 48, rue Edmond Picard, Bruxelles, administrateur.

M. Pierre LE BOURHIS, ingénieur, 38, avenue Kléber, Paris, administrateur.

M. Marcel RONGE, ingénieur A. I. A., 122, boulevard Auguste Reyers, Schaerbeek, administrateur.

M. Robert THYS, ingénieur A. I. M. et A. I. Lg., 136, avenue Louise, Bruxelles, administrateur.

Collège des Commissaires.

M. Emile DE HERDT, fondé de pouvoir de société, 48, boulevard de Smet de Naeyer, Jette.

M. Gustave TASSIGNON, licencié en sciences commerciales, 26, rue de Moorslede, Laeken-Bruxelles.

Bruxelles, le 26 mai 1953.

Société Congolaise d'Electricité et de Mécanique SEMCONGO.
Société Congolaise par Actions à responsabilité limitée.

L'Administrateur-délégué,
Jean MOREL.

Le Président du Conseil,
Fernand-Adolphe GUILLON.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.) le 28 mai 1953, volume 94, folio 20, case 18, rôles sans renvoi.

Reçu : 40 francs.

Le receveur (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce le

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « COBELFRUIT »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Sanda (Territoire de Matadi) Congo Belge.

Siège administratif à Bruxelles : 16, Boulevard Bischoffsheim.

Registre de commerce : Bruxelles n° 78.403.

Registre de commerce : Léopoldville n° 2535.

Actes constitutifs et modificatifs publiés sous le n° 4729 des annexes du Moniteur Belge du 17 avril 1935 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1935; sous les numéros 21400 et 21401 des annexes du Moniteur Belge du 11 novembre 1948 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1948; sous le numéro 21020 des annexes du Moniteur Belge du 4 octobre 1951 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 octobre 1951 et 15 juillet 1952.

Bilan au 31 décembre 1952 approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 mai 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Apports, frais de constitution et d'augmentation de capital,
de 1^{er} établissements, plantations, constructions, matériel
et mobilier, matériel roulant 15.426.200,52

2. — Réalisable :

Débiteurs divers, marchandises et approvisionnements . 1.701.468,13

3. — Disponible :

Banques, chèques postaux et caisses 691.759,95

4. — *Divers* :

Dommages de guerre et comptes transitoires . . .	1.507.984,19
--	--------------

5. — *Comptes d'ordre* :

Cautionnements statutaires, engagements, contrats en cours	P. M.
	<hr/>
	19.327.412,79
	<hr/> <hr/>

PASSIF.

1. — *Non exigible* :

Capital : 40.000 actions de capital de frs. 250,— chacune	
16.000 actions de dividende sans désignation de valeur .	10.000.000,—
Réserve légale	18.938,98

2. — *Redressement d'actif* :

Amortissements sur l'immobilisé	6.049.709,27
---	--------------

3. — *Exigible* :

Créditeurs divers	1.413.499,77
-----------------------------	--------------

4. — *Divers* :

Provision pour amortissement des dommages de guerre et comptes transitoires	1.548.880,60
---	--------------

5. — *Comptes d'ordre* :

Déposants statutaires et créditeurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P. M.
6. — <i>Comptes de résultat</i> :	
Solde	296.384,17
	<hr/>
	19.327.412,79
	<hr/> <hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais financiers	19.847,60
Malis divers	7.181,—
Frais généraux Europe	630.809,75
Amortissements	2.092.679,12
Bénéfice 1951 reporté	296.384,17
	<hr/>
	3.046.901,64
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Bénéfice 1951 reporté	296.384,17
Exploitation	2.715.225,65
Produits divers	21.319,82
Revenus financiers	13.972,—
	<hr/>
	3.046.901,64
	<hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

*Décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 26 mai 1953.*

L'assemblée décide de porter le solde, soit frs. 296.384,17 à la réserve légale et réélit en qualité d'administrateur pour un terme de 6 ans M. Thiltges t'Serstevens et en qualité de commissaire pour un terme de 6 ans M. Y. Goethals.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction.

Administrateurs :

Baron de Schaetzen de Schaetzenhoff, administrateurs de sociétés, 87, rue Royale à Bruxelles. Président.

M. Jean De Clercq, administrateur de sociétés, 20, avenue des Acasias à Anvers.

Baron Robert d'Huart, industriel, 119, avenue van Bécelaere, à Watermael-Boitsfort.

Vicomte François du Parc Locmaria, administrateur de société, Le Jonckeu, à Polleur.

M. William C. Luff, directeur de société, 34, avenue des Petits Champs, à Waterloo.

Baron Ydesbalde Rotsart de Hertaing, administrateur de sociétés, 7, square Frère Orban à Bruxelles.

M. Jean Thiltges t'Serstevens, administrateur de société, 2, rue de Pavie à Bruxelles.

Commissaires :

Chevalier Maurice de Schaetzen de Schaetzenhoff, 216, rue Louis Hap, à Etterbeek.

M. Yves Goethals, 50, rue Père Dedeken, à Etterbeek.

Certifié conforme.

COMPAGNIE BELGE DES FRUITS COLONIAUX « COBELFRUIT ».

Un Administrateur, Un Administrateur,
Baron Rotsart de Hertaing. Baron de Schaetzen de Schaetzenhoff

Société Fiduciaire de Belgique

—
PROCURATION.

En vertu des pouvoirs nous conférés par le Conseil d'Administration en sa séance du 20 février 1951, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo belge » du 15 juin 1951, page 1115, nous soussignés Jean MASSON et Maurice STRADLING, respectivement Directeur général et Directeur général adjoint de la Société fiduciaire de Belgique, société anonyme, 60, rue du Trône, à Bruxelles, avons décidé ce qui suit :

A. — Les pouvoirs suivants sont attribués à Monsieur Henri POURBAIX, en sa qualité de préposé de la Société fiduciaire de Belgique, Agence d'Elisabethville, pour :

1) Conclure et résilier tous contrats d'abonnement au service de vérifications comptables avec la clientèle de la susdite agence;

2) Accepter et exécuter tous travaux d'ordre comptable rentrant dans les buts sociaux de la société;

3) Recevoir de l'Administration congolaise des Postes et Télégraphes, tous envois simples, recommandés, assurés, chargés ou autres, tous colis postaux, toucher tous mandats, chèques postaux; quittances et accreditifs; en donner quittance ou décharge;

4) Recevoir des compagnies de transports fonctionnant au Congo Belge, de même que de l'Administration des douanes, toutes expéditions adressées à la Société et acquitter tous montants dus;

5) Traiter toutes opérations et signer toutes pièces, documents ou correspondances relatives à la conduite journalière des affaires de l'agence d'Elisabethville.

B. — Notre préposé, Monsieur Pol LAMBOTTE ayant quitté l'agence d'Elisabethville pour rentrer en Europe, ses pouvoirs publiés aux Annexes du Bulletin officiel du Congo belge du 15 mai 1952, page 800, ont pris fin le quatre avril 1953 et sont remplacés par les pouvoirs conférés ci-dessus à Monsieur POURBAIX avec effet au premier juin 1953.

Bruxelles, le dix-huit mai 1953.

Le Directeur général adjoint,
Illisible.

Le Directeur général,
Illisible.

Société de Crédit au Colonat

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

CHANGEMENT DE LA DENOMINATION SOCIALE EN SOCIETE DE CREDIT AU COLONAT ET A L'INDUSTRIE. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le deux avril, à onze heures.

A Bruxelles, avenue Louise, numéro 146.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société de Crédit au Colonat », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), constituée suivant acte du ministère de Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, du premier juillet mil neuf cent quarante sept, publié au Bulletin Administratif du Congo belge du dix août mil neuf cent quarante sept, après autorisation par arrêté du Prince Régent du trente et un juillet mil neuf cent quarante sept.

Les statuts ont été modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du dix neuf janvier mil neuf cent quarante neuf, approuvée par arrêté du Régent du dix neuf mai mil neuf cent quarante neuf et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du dix neuf janvier mil neuf cent cinquante et un, dont le procès-verbal a été dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, autorisée par arrêté du Prince Royal du six mars mil neuf cent cinquante et un, publié à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze avril mil neuf cent cinquante et un.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations, toutes sous seing privé, mentionnées en la dite liste de présence, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente deux des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur William Van Remoortel, avocat près la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 496, Président du conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur André Baudé, Directeur à la Société de Crédit au Colonat, demeurant à Ixelles, ave-

(1) Arrêté royal du 23 mai 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1953. — 1^{re} Partie.

nue des Phalènes, numéro 35, ici intervenant et sur proposition de Monsieur le Président, l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Henri Lebeau, Directeur du Domaine au Comité National du Kivu, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 441 et Chrétien Neyzen, directeur au Comité Spécial du Katanga, demeurant à Anderlecht, rue Edmond Delcourt, numéro 21.

Messieurs René Duerinckx, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 34, Pierre Jentgen, Directeur général honoraire du Ministère des Colonies, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 117, Paul Quarré, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue du Trône, numéro 38, Robert Vandeputte, Président de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervueren, numéro 282, Richard Baseleer, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Prekelinden, numéro 142, Léon Bruneel, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Antoine Depage, numéro 5, Arthur-Edouard de San, Secrétaire Général honoraire du Congo belge, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Brugmann, numéro 71, Léon Grauls, commissaire de district honoraire du Congo belge, demeurant à Vossem, chaussée de Louvain, numéro 136, Victor Raulier, administrateur-directeur général de la Banque belge d'Afrique, demeurant à Crainhem, avenue Centrale, Paul Jonckheere, administrateur de la Société congolaise de Banque, demeurant à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 2, Emile Van de Ghinste, délégué de l'Association « Aprocolin », demeurant à Coxyde-sur-Mer, avenue de la Mer, numéro 166, Jacques Dubois, délégué de la Fédération « Fédacol », demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, rue de l'Escrime, numéro 41, administrateurs, complètent le bureau.

Monsieur Gaston Derkinderen, conseiller au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue Parmentier, numéro 42, assiste à l'assemblée en qualité de commissaire du Gouvernement de la Colonie auprès de la présente société, ainsi qu'en qualité de porteur de procurations de la Colonie et du Ruanda-Urundi.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a à son ordre du jour les points suivants devant faire l'objet d'un procès-verbal authentique.

1. Modification de l'article premier des statuts, suite au décret du vingt neuf janvier mil neuf cent cinquante trois, autorisant la société à se dénommer « Société de Crédit au Colonnat et à l'Industrie ».

2. Modification sur proposition du Ministre des Colonies, de l'article quarante deux des statuts dont les alinéas deux et trois se liraient comme suit :

2) Sur le solde, cinquante pour cent seront affectés au remboursement à la Colonie des sommes qu'elle aurait décaissées en exécution d'une convention éventuelle de bonne fin; si ce pourcentage excédait les sommes que la colonie aurait ainsi décaissées, la différence serait affectée à un compte de prévision pour amortissement de créances douteuses, fonds qui devra ultérieurement être utilisé avant intervention de la garantie de bonne fin.

3) Sur le surplus sera prélevée la somme nécessaire pour servir au capital appelé et versé un dividende qui ne pourra excéder trois pour cent de ce capital.

II. Que conformément à l'article trente et un des statuts, les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites par lettres recommandées, adressées aux actionnaires le onze mars mil neuf cent cinquante trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et les récépissés délivrés par l'administration des Postes.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions de l'article vingt neuf des statuts.

IV. Que les trente mille actions nominatives de dix mille francs chacune sont toutes représentées à l'assemblée.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément aux dispositions de l'article trente trois des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président au nom du conseil d'administration, l'assemblée, après délibération, prend la résolution suivante:

RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Conformément au décret du vingt neuf janvier mil neuf cent cinquante trois, le texte de l'article premier est remplacé par :

« Fondée sous la forme de société congolaise par actions à responsabilité limitée, la société est dénommée « Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie ».

A l'article quarante deux, les textes repris sub deux et trois sont remplacés par :

« 2. Sur le solde, cinquante pour cent seront affectés au remboursement » à la Colonie des sommes qu'elle aurait décaissées en exécution d'une convention éventuelle de bonne fin; si ce pourcentage excédait les sommes » que la Colonie aurait ainsi décaissées, la différence serait affectée à un » compte de prévision pour amortissement de créances douteuses, fonds » qui devra ultérieurement être utilisé avant intervention de la garantie » de bonne fin.

« 3. Sur le surplus sera prélevée la somme nécessaire pour servir au » capital appelé et versé un dividende qui ne pourra excéder trois pour » cent de ce capital ».

Ces modifications aux statuts sont adoptées par l'assemblée à l'unanimité des voix moins deux mille abstentions.

La séance continue.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) W. Van Remoortel; A. Baude; H. Lebeau; C. Neyzen; R. Due-rinckx; P. Jentgen; P. Quarré; R. Vandeputte; R. Baseleer; L. Bruneel; A. E. de San; L. Grauls; V. Raulier; P. Jonckheere; E. Van de Ghinste; J. Dubois; G. Derkinderen; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 10 avril 1953, volume 1389, folio 65, case 4, trois rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie, société congolaise par ac-tions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du deux avril mil neuf cent cinquante trois.

LISTE DE PRESENCE.

1. Le Congo belge, 7, Place Royale, Bruxelles, propriétaire de
vingt six mille six cents actions 26.600

Représenté par Monsieur Gaston Derkinderen, conseiller au
Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 42,
avenue Parmentier, suivant procuration du dix neuf mars der-
nier.

(signé) G. Derkinderen.

2. Le Ruanda-Urundi, 7, Place Royale, Bruxelles, propriétaire de
huit cents actions 800

Représenté par Monsieur Gaston Derkinderen prénommé, sui-
vant procuration du dix neuf mars dernier.

(signé) G. Derkinderen.

3. Le Comité Spécial du Katanga, établi à Bruxelles, 51, rue des
Petits Carmes, propriétaire de cinq cents actions 500

Représenté par Monsieur Chrétien Neyzen, directeur au C. S.
K., demeurant à Anderlecht, 21, rue Ed. Delcourt, suivant pro-
curation du vingt mars dernier.

(signé) C. Neyzen.

4. Le Comité National du Kivu, association jouissant de la per-
sonnification civile, établie à Bruxelles, 16, rue d'Egmont, proprié-
taire de cinq cents actions 500

Représenté par Monsieur Henri Lebeau, chef de service du
Domaine, demeurant à Bruxelles, 441, avenue Louise, suivant
procuration du seize mars dernier.

(signé) H. Lebeau.

5. Banque du Congo belge, société congolaise par actions à res-
ponsabilité limitée, établie à Bruxelles, 14-16, rue Thérésienne,
propriétaire de neuf cents actions 900

Représentée par Monsieur Richard Baseleer, administrateur,
demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 142, avenue Prekelinden,
suivant procuration du trente mars dernier.

(signé) R. Baseleer.

6. Banque belge d'Afrique, société congolaise par actions à res-
ponsabilité limitée, établie à Bruxelles, 3, rue de Namur, proprié-
taire de cinq cents actions 500

Représentée par Monsieur Victor Raulier, administrateur-di-
recteur général, demeurant à Crainhem, 1, avenue Centrale,
suivant procuration du vingt six mars dernier.

(signé) V. Raulier.

7. Société Congolaise de banque, société congolaise par actions à
responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 11, rue des Colonies,
propriétaire de cent actions 100

Représentée par Monsieur Paul Jonckheere, administrateur,
demeurant à Bruxelles, 2, Montagne du Parc, suivant procu-
ration du douze mars dernier.

(signé) P. Jonckheere.

8. Crédit Hypothécaire d'Afrique, société congolaise par actions
à responsabilité limitée, établie à Bruxelles, 39, rue du Commerce,
propriétaire de cent actions 100

Représentée par Monsieur Arthur-Edouard de San, adminis-
trateur, demeurant à Forest, 71, avenue Brugmann, suivant
procuration du vingt six mars dernier.

(signé) A. de San.

Ensemble : trente mille actions 30.000

Le Président (signé) W. Van Remoortel.

Le Secrétaire (signé) A. Baude.

Les Scrutateurs (signé) H. Lebeau; C. Neyzen.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles,
pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 2 avril 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 10 avril 1953, volume 252, folio 31, case 7, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 2025.

Bruxelles, le 17 avril 1953.

(signé) C. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 avril 1953.

Le Chef de bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 avril 1953.

(signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 13 mai 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 13 Mei 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi

ACTIF — ACTIVA.

	31-3-1953	30-4-1953	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>
Encaisse or <i>Goudvoorraad.</i>	3.827.459.220,34	3.851.389.198,84	+ 23.930
Avoirs en monnaies convertibles en or <i>Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.</i>	4.615.076.343,22	4.753.369.156,60	+ 138.293
Avoirs en francs belges. <i>Tegoed in Belgische franken.</i>			
Banques et divers organismes <i>Banken en diverse organismen.</i>	509.215.983,15	335.441.714,70	— 173.774
Certificats du Trésor belge <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>	900.000.000,—	1.025.398.368,—	+ 125.398
Autres avoirs <i>Andere tegoeden.</i>	94.550.770,25	526.637.385,86	+ 432.087
Francs belges à recevoir <i>Te ontvangen Belgische franken.</i>	2.075.000.000,—	1.975.000.000,—	— 100.000
Avoirs en autres monnaies <i>Tegoed in andere deviezen.</i>	27.712.201,67	42.245.630,51	+ 14.533
Débiteurs pour change et or à terme <i>Debiteuren wegens termijnverkoop van deviezen en goud.</i>	764.440,—	357.000,—	— 407
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi <i>Handelspapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>	525.612,28	88.330,50	— 437
Avances sur fonds publics et substances précieuses <i>Voorschotten op overheidsfondsen en edele stoffen.</i>	17.045.529,15	22.014.000,—	+ 4.968
Avoirs aux offices des chèques-postaux <i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>	4.654.511,22	6.846.548,40	+ 2.192
Effets publics belges émis en francs congolais <i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong. franken.</i>	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—
Fonds publics (Art. 6. Par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts) <i>Overheidsfondsen (Art. 6. Par. 1, litt. 12 en 13 der Statuten).</i>	102.503.766,95	102.503.766,95	—
Immeubles — Matériel — Mobilier . <i>Gebouwen — Materieel — Meubelen.</i>	64.936.271,20	66.961.506,20	+ 2.025
Divers <i>Diversen.</i>	184.357.421,67	145.433.578,63	— 38.924
	<u>16.859.965.408,66</u>	<u>17.289.849.522,75</u>	<u>+ 429.884</u>

PASSIF — PASSIVA.

Billets et monnaies métalliques

en circulation	4.095.970.684,65	4.062.841.224,55	—	33.129
<i>Biljetten en metalen munten in omloop.</i>				

Comptes-courants et créditeurs divers.

Rekeningen-courant en diverse crediteuren.

Congo Belge	3.824.452.328,75	3.299.476.616,56	—	524.976
<i>Belgisch-Congo.</i>				
Ruanda-Urundi	349.145.097,86	380.178.527,17	+	31.033
Comptes-courants divers	3.810.310.293,30	4.687.891.308,13	+	877.581
<i>Diverse rekeningen-courant.</i>				
Valeurs à payer	2.224.013.020,07	2.090.927.907,27	—	133.085
<i>Te betalen waarden.</i>				

Total des engagements à vue	14.303.891.424,63	14.521.315.583,68	+	217.424
<i>Totaal der verbintenissen op zicht.</i>				

Engagements en francs belges.

Verbintenissen in Belgische franken.

A vue	474.609.524,99	308.710.727,60	—	165.899
<i>Op zicht.</i>				
A terme	110.000.000,—	447.500.000,—	+	337.500
<i>Op termijn.</i>				

Engagements en monnaies étrangères.

Verbintenissen in buitenlandse deviezen.

En monnaies convertibles	1.667.173.584,04	1.670.502.378,10	+	3.329
<i>In omzethbare deviezen.</i>				
En autres monnaies	10.800.555,03	12.042.074,18	+	1.242
<i>In andere deviezen.</i>				

Monnaies étrangères et or à livrer	765.000,—	357.000,—	—	408
<i>Te leveren buitenlandse deviezen en goud.</i>				

Divers	142.725.319,97	179.421.759,19	+	36.696
<i>Diversen.</i>				

Capital	150.000.000,—	150.000.000,—	—	
<i>Kapitaal.</i>				
	16.859.965.408,66	17.289.849.522,75	+	429.884

H. LENAERT,
Directeur.

P. CHARLES,
Gouverneur.

Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage

Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 111.235.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 488.

Autorisée par Arrêté Royal du 20 février 1939, statuts publiés dans les annexes au Moniteur Belge du 3 mars 1939 (acte n° 1880) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1939, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 14 mars 1950; annexes au Moniteur Belge du 8 juin 1950, (acte n° 13935), autorisés par Arrêté Royal du 9 mai 1950, publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1950.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Installations, Matériel et Divers en Afrique.

1) Usine d'Elisabethville .	20.930.512,—	
2) Usine de Samba .	30.653.441,—	
	<hr/>	51.583.953,—
Amort. antérieurs,		
moins extournes .	11.023.051,—	
Amort. de l'exercice .	2.668.634,—	
	<hr/>	13.691.685,—
		<hr/>
		37.892.268,—

II. — Réalisable :

b) Effets à recevoir .	3.310.388,—	
c) Portefeuille-Titres .	1.423.000,—	
d) Débiteurs divers .	3.433.785,—	
e) Approvisionnements et emballages .	13.028.122,—	
f) Stock graines .	3.461.591,—	
g) Stock produits finis .	7.533.867,—	
	<hr/>	32.190.753,—

III. — Disponible :

h) Caisses, Banques et Chèques postaux en Europe et en Afrique .	13.332.866,—
--	--------------

IV. — *Divers :*

i) Comptes débiteurs	1.861.531,—
--------------------------------	-------------

V. — *Comptes d'ordre :*

j) Garanties statutaires	P. M.
------------------------------------	-------

k) Engagements et contrats divers en cours	P. M.
--	-------

l) Banque du Congo Belge. — Cautionnement Agents d'Afrique	P. M.
--	-------

85.277.418,—

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital	35.000.000,—	
représenté par 31.500 actions sans désignation de valeur et libéré entièrement.		
b) Réserve statutaire	1.480.087,—	
c) Réserve extraordinaire	9.000.000,—	
d) Fonds de réinvestissement	5.000.000,—	
		50.480.087,—

II. — *Passif de la société envers les tiers.*

e) Créiteurs divers	12.684.416,—	
f) Montant non appelé sur portefeuille	187.500,—	
		12.871.916,—

III. — *Divers :*

g) Comptes créiteurs	6.865.537,—	
h) Fonds de Welfare en faveur des indigènes	295.010,—	
		7.160.547,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

i) Titulaires de cautionnements statutaires	P. M.
---	-------

j) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P. M.
--	-------

k) Agents d'Afrique. Cautionnements Banque du Congo Belge	P. M.
---	-------

V. — *Solde :*

l) Report de l'exercice précédent	5.360.598,—	
m) Bénéfice net de l'exercice	9.404.270,—	
		14.764.868,—

85.277.418,—

Comptes de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux	892.140,—
Charges financières	20.217,—
Amortissements sur :	
Installations et matériel en Afrique	2.668.634,—
Provision fiscale	1.650.000,—
Quote-part des indigènes dans le bénéfice, en contrepartie des graines apportées	9.462.376,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	9.404.270,—
Report solde exercice précédent	5.360.598,—
	<u>29.458.235,—</u>

CREDIT.

Report solde exercice précédent	5.360.598,—
Revenus du portefeuille et divers	160.946,—
Solde du compte « Exploitation »	23.936.691,—
	<u>29.458.235,—</u>

Répartition du bénéfice.

Réserve statutaire	470.214,—
Premier dividende statutaire	1.831.200,—
Dotation au Fonds de Réinvestissement	4.000.000,—
Allocations statutaires	310.286,—
Second dividende	2.614.583,—
Report à nouveau	5.538.585,—
	<u>14.764.868,—</u>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Anatole DE BAUW, Administrateur de Sociétés, 107, avenue Defré,
Uccle.

Administrateurs :

M. Pierre GILLIEAUX, Administrateur de Sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, Administrateur de Sociétés, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

M. Albert MOULAERT, Ministre Plénipotentiaire Honoraire, 6, avenue Emile de Mot, Bruxelles.

M. Maurice PILETTE, Directeur de Sociétés, 28, rue des Ecoliers, Auderghem.

M. Fernand SELIER, Ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Jules SOBRY, Directeur de Sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. Emile VAN GEEM, Administrateur de Sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Collège des Commissaires.

M. Louis UYTENDHOEF, Expert-Comptable, 22, Place Armand Steurs, St.-Josse-ten-Noode.

M. René HEUTEN, Directeur de Société, 535, chaussée de Waterloo, Ixelles.

SOCIETE COLONIALE D'HUILERIES ET DE RAFFINAGE.

Deux Administrateurs.

P. GILLIEAUX.

E. VAN GEEM.

Société Coloniale d'Huileries et de Raffinage

Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 111.235.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 488.

RENOUVELLEMENT DE MANDATS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 1953.

Elle renouvelle, pour un terme de six ans, les mandats d'administrateur de Messieurs Albert Moulaert et Jules Sobry.

Ces deux mandats viendront en conséquence à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1959.

SOCIETE COLONIALE D'HUILERIES ET DE RAFFINAGE.

Deux Administrateurs.

P. GILLIEAUX.

E. VAN GEEM.

Huilleries de Tinda et de Gossamu

Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège social à Tinda (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 232608.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 470.

Société créée le 23 avril 1951; autorisée par arrêté royal du 9 juin 1951, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951; actes constitutifs publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951 et du Moniteur Belge des 2-3 juillet 1951 (N° 15673).

Deuxième exercice social clôturé au 31 décembre 1952
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Frais de constitution	796.758,—	
Amort. antérieurs	32.370,—	
Amort. de l'exercice	39.838,—	
	<u>72.208,—</u>	
		724.550,—
b) Installations, matériel et divers en Afrique.		
1) Usine de Tinda	19.018.976,—	
2) Usine de Gossamu (en constr.)	11.656.559,—	
	<u>30.675.535,—</u>	
Amort. antérieurs, moins extournes	919.032,—	
Amort. de l'exercice	1.039.712,—	
	<u>1.958.744,—</u>	
		28.716.791,—
		<u>29.441.341,—</u>

II. — Réalisable :

c) Débiteurs divers	7.798.450,—	
d) Approvisionnements et emballages	6.881.962,—	
e) Stock produits finis	3.741.353,—	
	<u>18.421.765,—</u>	

III. — *Disponible :*

f) Caisses et Banques en Europe et en Afrique . . . 14.757.267,—

IV. — *Divers :*

g) Comptes débiteurs 1.202.670,—

V. — *Comptes d'ordre :*

h) Banque du Congo Belge. — Cautionnements agents d'Afrique	P. M.
i) Engagements et contrats divers en cours	P. M.
j) Garanties statutaires	230.000,—
	<hr/>
	64.053.043,—
	<hr/>

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital	45.000.000,—	
représenté par 45.000 actions de 1.000 francs congolais chacune.		
b) Réserve statutaire	340.650,—	
	<hr/>	45.340.650,—

II. — *Passif de la société envers les tiers :*

c) Créiteurs divers 8.281.361,—

III. — *Divers :*

d) Comptes créditeurs 2.926.347,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

e) Agents d'Afrique. — Cautionnements chez Banque du Congo Belge	P. M.
f) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P. M.
g) Titulaires de cautionnements statutaires	230.000,—

V. — *Solde :*

h) Report de l'exercice précédent	1.803.659,—	
i) Bénéfice net de l'exercice	5.471.026,—	
	<hr/>	7.274.685,—
		<hr/>
		64.053.043,—
		<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux	882.559,—
Charges financières	407,—
Amortissements sur :	
Frais de constitution	39.838,—
Installations et matériel en Afrique	1.039.712,—
	<u>1.079.550,—</u>
Provision fiscale	1.400.000,—
Quote-part des indigènes dans le bénéfice, en contrepartie des graines apportées	6.646.620,—
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	5.471.026,—
Report solde exercice précédent	1.803.659,—
	<u>17.283.821,—</u>

CREDIT.

Report solde exercice précédent	1.803.659,—
Revenus divers	137.776,—
Solde du compte « Exploitation »	15.342.386,—
	<u>17.283.821,—</u>

Situation du capital.

Le capital social est libéré à concurrence de	44.400.000,—
Montant du capital restant à libérer :	
Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap, société ano- nyme, établie à Rotterdam	599.800,—
Monsieur Jan Willem de Jager, Berkel (Pays-Bas)	200,—
	<u>600.000,—</u>

Conseil d'Administration.

Président :

M. Anatole DE BAUW, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs :

M. Adolphe DE SLOOVERE, administrateur de sociétés, 41, avenue Général Lartigue, Woluwé-Saint-Lambert.

M. Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. André GILSON, administrateur de sociétés, 194a, avenue de Ter-vueren, Woluwé-Saint-Pierre.

M. Jan Willem de JAGER, administrateur de sociétés, Berkel (Pays-Bas).

M. Louis ORTS, administrateur de sociétés, 33, avenue Jeanne, Bruxelles.

M. Emile VAN GEEM, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghén, Uccle.

M. Edmond VERFAILLIE, secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwé-Saint-Lambert.

Collège des Commissaires.

M. Lucien DEMOULIN, secrétaire de société, 78, avenue du Roi-Soldat, Anderlecht.

M. Charles PAPEIANS de MORCHOVEN, docteur en droit, 9, Luxor Park, Boulevard du Souverain, Auderghem.

M. Maurice STRADLING, directeur général adjoint de la Société Fiduciaire de Belgique, 22b, Square de Meeus, Bruxelles.

HUILERIES DE TINDA ET DE GOSSAMU.

Deux Administrateurs.

P. GILLIEAUX.

E. VAN GEEM.

Société Minière de la Bili

Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Buta (Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 41, rue Jean Stas.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 91.100.

Registre du Commerce Stanleyville n° 1224.

—

Actes constitutif et modificatif n° 7007, de 1937,
n°s 13.585 et 13.586 de 1938.

Bilan au 31 décembre 1952.

approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 26 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions		P. M.
Prospections.		
Dépenses exercices antérieurs	2.876.634,94	
Amortissements antérieurs	164.264,83	
	<u>2.712.370,11</u>	
Matériel en service.		
Dépenses ex. ant.	1.164.471,34	
Dépenses de l'ex.	102.751,—	
	<u>1.267.222,34</u>	
Amort. ex. ant.	113.363,40	
	<u>1.153.858,94</u>	
Cessions de l'exercice	1.067.245,20	
	<u>86.613,74</u>	
Routes.		
Dép. ex. ant.	56.799,23	
Amort. ex. ant.	24.024,23	
	<u>32.775,—</u>	
Travaux Préparatoires.		
Dép. ex. ant.	737.558,78	
Amort. ex. ant.	242.055,08	
	<u>495.503,70</u>	
	<u>3.327.262,55</u>	

Réalisable :

Actionnaires	18.400,—	
Portefeuille titres	500,—	
Débiteurs divers	38.254,50	
Or en consignation	118.202,66	
	<hr/>	175.357,16

Disponible :

Caisse et Banques	182.959,99
-----------------------------	------------

Pertes et profits :

Perte reportée	2.293.096,24	
Perte de l'exercice	195.634,19	
	<hr/>	2.488.730,43

Compte d'ordre :

Dépôts titres (cautionnements)	P. M.	
	<hr/>	6.174.310,13
	<hr/>	

PASSIF.

Non exigible :

Capital

10.000 act. Série A. de 500 frs.	5.000.000,—	
1.000 parts de fond. s. d. v.	P. M.	
11.000 act. Série B. s. d. v.	P. M.	
	<hr/>	5.000.000,—
Réserve statutaire	171.406,35	
Fonds de réserve	150.000,—	
	<hr/>	5.321.406,35

Exigible :

Créditeurs divers	852.843,78	
Coupons à payer	60,—	
	<hr/>	852.903,78

Compte d'ordre :

Déposants titres (cautionnements)	P. M.	
	<hr/>	6.174.310,13
	<hr/>	

Pertes et profits au 31 décembre 1952.

DOIT.

Dépenses d'exploitation	417.527,62
Frais généraux	51.042,95
Frais réalisation production	6.606,—
Intérêts et commissions	3.258,—
	<hr/>
	478.434,57
	<hr/>

AVOIR.

Valeur de la production	190.628,50
Bénéfice sur consignation	92.171,88
	<hr/>
	282.800,38
Perte de l'exercice	195.634,19
	<hr/>
	478.434,57
	<hr/>

Situation du capital.

Capital souscrit	5.000.000,—
Capital libéré	4.981.600,—
	<hr/>
Reste à libérer	18.400,—
	<hr/>

RESOLUTIONS.

L'Assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. Elle approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1952.
2. Elle donne, par vote spécial, décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1952.
3. *Election statutaire.* — A l'unanimité, l'Assemblée réélit pour une durée de six ans, aux fonctions d'Administrateur, M. Henry GERADON. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire de 1959.

Conseil d'Administration.

M. Etienne ASSELBERGHS, Géologue, 11, Place Foch, Louvain, Président-Administrateur-Délégué.

M. René BRASSEUR, Ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, 185, Chaussée de la Hulpe, Boitsfort, Administrateur.

S. A. le Prince Albert-Edouard de LIGNE, Administrateur de sociétés, 125, Avenue de Broqueville, Woluwe St. Lambert, Administrateur.

M. Henry GERADON, Ingénieur Civil A. I. A., 103, Avenue de Broqueville, Woluwe St. Lambert, Administrateur.

M. Marcel van de PUTTE, Ingénieur A. I. Lg., 5^{me} Drève, n° 6, Kapellen (Bos), Administrateur.

M. Jacques VAN HALTEREN, Employé, 31, rue des Côteaux, Pontoise (France), Administrateur.

Collège des Commissaires.

Le Baron Marcel de SCHAETZEN, Propriétaire, 87, rue Royale, à Bruxelles.

M. Franz TILMANS, Ingénieur A. I. A., 75, rue de l'Abbaye, Bruxelles.

Délégué du Ministère des Colonies.

M. R. BLAISE, Conseiller adjoint au Ministère des Colonies, 7, Place Royale, à Bruxelles.

SOCIETE MINIERE DE LA BILI.

Le Président-Administrateur-Délégué,

E. ASSELBERGHS.

« COINTREP-CONGO »,

Comptoir International de Représentations

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Constituée par acte passé devant Maître Jozef Dierickx, substituant son confrère Maître Antoine Cols, tous deux notaires de résidence à Anvers, le 16 février 1951, publié aux annexes du Moniteur Belge sous le n° 5594 et le Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1951.

Bilan 1952 au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Disponible	1.080.891,35
Dépôts statutaires	35.000,—
	<hr/>
	1.115.891,35
	<hr/>

PASSIF.

Capital	1.000.000,—
Réserves	3.739,15
Créditeurs	34.997,85
Déposants statutaires	35.000,—
Profits et pertes	42.154,35
	<u>1.115.891,35</u>

Profits et pertes 1952.

PERTES.

Frais d'exploitation	12.885,—
Solde	42.154,35
	<u>55.039,35</u>

PROFITS.

Bénéfice d'exploitation	55.039,35
	<u>55.039,35</u>

Tous les points à l'ordre du jour sont adoptés à l'unanimité.

Le bénéfice est porté au compte réserves. Décharge est donnée aux administrateurs et au commissaire.

Le Conseil d'administration et le Commissaire.

Monsieur Raymond Peiren, négociant, rue de la Fraternité, 52, Anvers.

Mademoiselle Marguerite Peiren, négociante, rue de la Fraternité, 52, Anvers,

Monsieur Lucien Peiren, négociant, rue de la Fraternité, 52, Anvers,

Monsieur Marcel Peiren, porteur de procuration, avenue Wolfjaegers, 16, Borgerhout-Anvers.

Pour extrait conforme.

Raymond PEIREN.

Administrateur-Délégué.

Exploitation Forestière et Agricole de Kamanzanza « FORAKAM »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Matadi.

Sièges administratifs :

20, Square de l'Aviation, Bruxelles.

6, rue du Saphir, Bruxelles.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge
du 15 avril 1952.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Propriétés, concessions, plantations	1.919.000,—
Terrains résidentiels	54.600,—
Immeubles	1.733.540,—
Mobilier	429.638,—
Camps de travailleurs	542.005,—
Routes	154.287,—
Matériel divers (roulant, forestier, scierie, etc.) . . .	5.311.127,50
Installations et équipements divers	179.658,—
	<hr/>
	10.323.855,50

Réalisable :

Stocks divers	1.685.940,—
Clients et débiteurs divers	1.371.996,15
Avances sur salaires	10.150,—
	<hr/>
	3.068.086,15

Disponible :

Caisse	552,65
Perte 1952	1.405.902,08
	<hr/>
	14.798.396,38
	<hr/> <hr/>

PASSIF.

Capital	8.000.000,—
<i>Exigible :</i>	
Fournisseurs et créanciers divers	4.049.368,95
Amortissements	1.268.493,05
Réserves pour paiements dûs	1.480.534,38
	<hr/>
	14.798.396,38
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Président : M. Ferdinand JASSOGNE, Administrateur de Sociétés, 140, Avenue Charles Woeste, Bruxelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Paul KESTEMONT, Administrateur de Sociétés, Monzi-lez-Boma (Congo Belge).

Administrateurs :

M. Jean DECLERCQ, Administrateur de Sociétés, 20, Avenue des Aca-cias, Anvers.

M. Jacques JASSOGNE, Administrateur de Sociétés, 11, Avenue de Koekelberg, Bruxelles.

M. Jean DEROISY, Administrateur de Sociétés, 25, Avenue Godaux, Bruxelles.

Commissaire :

M. Walter HEYNDRIJCKX, 73, rue Ruytenburg, Berchem-Anvers.

Un Administrateur,
Jean DEROISY.

Le Président du Conseil,
Ferdinand JASSOGNE.

PHILIPS CONGO

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : 37, rue d'Anderlecht à Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville n° 260.

Registre du commerce de Bruxelles n° 225591.

Acte constitutif : 6 mars 1950 (Arrêté du Régent du 9 mai 1950) publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 juin 1950.

Acte modificatif : 30 novembre 1951 (Arrêté Royal du 18 janvier 1952) publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 février 1952.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 19 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé	11.893.850,96
Frais augmentation du capital	250.449,50
Réalisable et disponible	40.633.600,98
Transitoires	3.790.003,20
Comptes d'ordre	92.000,—
	<hr/>
	56.659.904,64
	<hr/>

PASSIF.

Capital	20.000.000,—
Réserve légale	52.000,—
Réserve générale	500.000,—
<i>Amortissements :</i>	
Sur immobilisé	498.684,—
Sur frais augmentation du capital	250.449,50
	<hr/>
	749.133,50
Dettes à court terme à : soc. am.	27.211.574,72
Tiers	5.117.218,55
	<hr/>
	32.328.793,27

Transitoires	821.249,28
Comptes d'ordre	92.000,—

Profits :

Bénéfice reporté de l'exercice antérieur .	165.929,01	
Bénéfice de l'exercice	1.950.799,58	
	<u>2.116.728,59</u>	
		<u>56.659.904,64</u>

Compte de profits et pertes au 31-12-1952.

DEBIT.

Frais généraux de l'exercice	8.412.427,13
Bénéfice net au 31-12-1952	2.116.728,59
	<u>10.529.155,72</u>

CREDIT.

Résultat brut d'exploitation	10.293.213,71
Commissions reçues	70.013,—
Bénéfice reporté de l'exercice antérieur	165.929,01
	<u>10.529.155,72</u>

Répartition du bénéfice.

A la réserve légale : 5 % du bénéfice de l'exercice . .	97.500,—
A la réserve générale	2.000.000,—
Solde à reporter	19.228,59
	<u>2.116.728,59</u>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des Actionnaires
du 19 mai 1953.*

- 1) Le bilan, le compte de profits et pertes et la répartition du bénéfice sont approuvés à l'unanimité.
- 2) Décharge est donnée par vote spécial aux administrateurs et au commissaire.
- 3) Monsieur J. HENRI-JASPAR, administrateur sortant et rééligible est réélu à l'unanimité. Son nouveau mandat viendra à expiration à l'assemblée ayant à statuer sur les résultats de l'exercice 1955.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonction.

Administrateurs :

M. Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo belge, 126, Chaussée d'Ixelles à Bruxelles.

M. Jacques HENRI-JASPAR, administrateur de sociétés, 117, avenue de l'Armée, Bruxelles.

M. Charles SPAENS, administrateur de sociétés, 1, Avenue Jeanne, Bruxelles.

Commissaire :

M. Alfred SAENEN, commissaire de sociétés, 114, Avenue Reine Marie Henriette à Bruxelles.

L'Administrateur-Délégué,

Ch. SPAENS.

Ateliers Mécaniques du Congo, en abrégé, « MECANICONGO »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 19, rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 326.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 232.559.

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur belge du 14 juillet 1951, sous le n° 16653 et à l'annexe I du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1951, Rectifié par le numéro 20121 bis du 13 septembre 1951 et le numéro 20.537 du 23 septembre 1951 des annexes du Moniteur belge.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 1953.

ACTIF.

Frais de constitution et de premier établissement . . .	1.326.451,90	
<i>Immobilisé :</i>		
Bâtiments	7.316.127,65	
Matériel	6.096.800,80	
Centrale électrique	1.404.948,85	
Mobilier, habitations et bureaux . . .	799.424,50	
	<hr/>	15.617.301,80
<i>Réalisable :</i>		
Magasins	922.643,65	
Débiteurs divers	693.218,—	
	<hr/>	1.615.861,65
<i>Disponible :</i>		
Caisse	92.971,50	
Banquiers	5.232.309,—	
	<hr/>	5.325.280,50
<i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements de garantie	500.000,—	
Cautionnements statutaires	P. M.	
	<hr/>	24.384.895,85
	<hr/>	<hr/>

PASSIF.

<i>Envers la société :</i>		
Capital	18.000.000,—	
<i>Exigible :</i>		
Créditeurs à long terme	2.000.000,—	
Fournisseurs	3.802.634,85	
Créditeurs divers	82.261,—	
	<hr/>	3.884.895,85
<i>Compte d'ordre :</i>		
Déposants de garantie	500.000,—	
Déposants de cautionnements	P. M.	
	<hr/>	24.384.895,85
	<hr/>	<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Résultats d'exploitation	76.152,75
------------------------------------	-----------

CREDIT.

Profits divers	76.152,75
--------------------------	-----------

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction :

M. Jacques HAUTAIN, Industriel, 76, rue Général Lotz à Uccle, Président.

M. Louis ZURSTRASSEN, Industriel, 9, rue des Combattants à Lambrmont, Vice-Président.

M. Edouard DESGAIN, Ingénieur Civil, 19, avenue Eugène Godaux à Woluwé-Saint-Pierre, Administrateur-Directeur-Général.

M. René BIDOUL, Docteur en droit, 186, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, Administrateur.

M. Alex CORBEAU, Industriel, 6, avenue Herbert Hoover à Woluwé-Saint-Lambert, Administrateur.

M. le Baron Yves de BROUWER, Docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye à Etterbeek, Administrateur.

M. Jean Ernest DUTRY, Ingénieur, 555, avenue Louise à Bruxelles, Administrateur.

M. Arthur GAUPIN, Ingénieur, 34, avenue de Louvain à Tirlemont, Administrateur.

M. Fernand FLAMENT, expert-comptable, 129a, avenue Louise à Bruxelles, Commissaire.

M. Emile HOUTHAVE, Directeur de Société, 27, avenue De Fré à Uccle, Commissaire.

M. Walther LOMBART, Ingénieur commercial, 90, rue de Grammont à Lessines, Commissaire.

Les Administrateurs :

E. DESGAIN.	L. ZURSTRASSEN.	J. HAUTAIN.
Y. de BROUWER.	A. CORBEAU.	R. BIDOUL.
A. GAUPIN.	J. E. DUTRY.	

Les Commissaires :

W. LOMBART.	E. HOUTHAVE.	F. FLAMENT.
-------------	--------------	-------------

Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels « SAPCHIM »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Forescom Building, Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue du Marais, Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville n° 2.416.

Registre du commerce de Bruxelles n° 212.703.

Statuts et actes modificatifs publiés aux annexes du Moniteur belge n° 17194 du 15 août 1948, n° 9286 du 1^{er} mai 1950, n° 3297 du 10 mars 1951, n° 6348 du 15 avril 1952, et aux annexes du Bulletin officiel du Congo belge des 15 septembre 1948, 15 mai 1950, 15 avril 1951 et 15 avril 1952.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé	3.147.242,—	
Moins amortissements	591.048,—	
	<hr/>	2.556.194,—
Actionnaires		5.000.000,—
Réalisable		40.615.021,—
Disponible		949.341,—
Comptes débiteurs		126.002,—
Comptes d'ordre		971.776,—
<i>Profits et pertes :</i>		
Perte de l'exercice	439.117,—	
A déduire : solde reporté de l'exercice antérieur	128.409,—	
	<hr/>	310.708,—
		<hr/>
		50.529.032,—
		<hr/>

PASSIF.

Capital et Réserves	21.060.000,—
Créditeurs	28.282.736,—
Comptes créditeurs	214.530,—
Comptes d'ordre	971.766,—
	<hr/>
	50.529.032,—
	<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	1.003.984,—
Charges financières	9.503,—
Amortissements normaux	188.946,—
Amortissements exceptionnels	57.465,—
	<hr/>
	1.259.898,—
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	128.409,—
Profits financiers	1.202,—
Bénéfice d'exploitation	819.579,—
Solde en perte	310.708,—
	<hr/>
	1.259.898,—
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est représenté par 20.000 actions de 1.000 frs. chacune, dont 10.000 actions entièrement libérées et 10.000 actions libérées à raison de 50 %.

Versements effectués	15.000.000,—
Capital restant à libérer :	
Société Générale Industrielle et Chimique du Kantanga « Sogechim »	2.500.000,—
Société Africaine de Participations et de Commerce « So- parco »	1.700.000,—
Investing and Selling Corporation « Corinsel »	800.000,—
	<hr/>
	20.000.000,—
	<hr/>

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Henry Blaise, Ingénieur A. I. Br., 27, Avenue de l'Horizon, Woluwé-Saint-Pierre, Président.

M. Pierre Dumortier, Ingénieur A. I. Lg., 213, Avenue Brugmann, Ixelles, Administrateur-délégué.

M. Jean Mikolajczak, administrateur de sociétés, 6, rue Copernic, Uccle, administrateur-directeur.

M. Auguste S. Gérard, administrateur de sociétés, 6, Avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles, administrateur.

M. Simon Paternotte, secrétaire général de la Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim », 68, rue Robert's Jones, Uccle, administrateur.

M. Jean Poncelet, Vice-président d'Industrial Sales Corporation, 2, Elmdorf drive Scarsdael, N. Y. (U. S. A.), administrateur.

M. Jules Devillé, directeur de sociétés, 45, Avenue Louis Bertrand, Schaerbeek, commissaire.

M. François Huart, chef de comptabilité, 25, Avenue Michel Sterckmans, Woluwe-Saint-Lambert, commissaire.

Société Africaine de produits chimiques et industriels S.C.R.L.
« Sapchim ».

J. MIKOLAJCZAK,
Administrateur-Directeur.

P. DUMORTIER.
Administrateur-Délégué.

J. DEVILLE.
Commissaire.

F. HUART.
Commissaire.

Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales « SAFRICALE »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL. MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt et un avril, à dix heures quarante cinq minutes.

A Bruxelles, rue de Brederode, numéro 13.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales » en abrégé « Safricale », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Costermansville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de Brederode, numéro 13, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trente novembre mil neuf cent trente neuf, autorisée par arrêté royal du douze janvier mil neuf cent quarante, dont les statuts ont été publiés à l'annexe au Moniteur belge du vingt six janvier mil neuf cent quarante, numéro 667 et à l'annexe au Bulletin Officiel du Congo belge du quinze février mil neuf cent quarante.

(1) Arrêté royal du 29 mai 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1953. — 1^{re} Partie.

Sont présents ou représentés, les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions dont ils déclarent être propriétaires, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les comparants déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

La procuration sous seing privé, mentionnée en la dite liste de présence, est demeurée ci-annexée.

Conformément à l'article vingt huit des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Emile-Jules Lejeune Vincent, administrateur de sociétés, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, chaussée de Charleroi, numéro 48, Président du conseil d'administration, assisté de Monsieur le Comte Charles d'Yve, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue d'Arlon, numéro 102, administrateur.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur François Beeckman, secrétaire de la société, demeurant à Schaerbeek, rue du Pavillon, numéro 82, ici intervenant et comme scrutateurs Messieurs le Comte Charles d'Yve prénommé et Léon Sorg, ingénieur chimiste, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, chaussée de Gand, numéro 1108.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital social à concurrence de cinq millions de francs, pour le porter de cinq cent mille francs à cinq millions cinq cent mille francs, par la création de mille actions nouvelles de cinq mille francs chacune, jouissance avec effet rétroactif au premier janvier mil neuf cent cinquante deux et pour le surplus en tout semblables aux actions actuelles et de les attribuer entièrement libérées en rémunération d'apport de créance existant à charge de la société.

2. Modifications aux statuts :

Article deux, au deuxième alinéa, supprimer les mots « sous réserve d'approbation par arrêté royal ».

Ajouter un nouvel alinéa prévoyant la publication du transfert du siège social ou du siège administratif.

Article quatre, au premier alinéa, dire que la durée de la société est de trente ans à dater de son autorisation par arrêté royal.

Au deuxième alinéa, pour ajouter « et en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Article cinq, pour mentionner le nouveau capital et faire l'historique de sa formation.

Article six, au premier alinéa, pour remplacer les mots « sous réserve d'approbation par arrêté royal » par « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Pour supprimer le deuxième alinéa devenu inutile.

Article neuf, au deuxième alinéa, in fine, remplacer les mots « autorisant la fondation de la société » par les mots « autorisant leur création ».

Au cinquième alinéa, remplacer la deuxième phrase par « L'une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes ».

Article onze, au deuxième alinéa, remplacer le deuxième membre de phrase par : « l'une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes ».

Article douze, supprimer les alinéas deux et suivants, à l'exception du dernier alinéa.

Article vingt, pour supprimer les alinéas deux et trois.

Article vingt cinq, au premier alinéa, supprimer la mention devenue caduque.

Article vingt six, au deuxième alinéa, après les mots « Bulletin Officiel du Congo belge » ajouter « ou au Bulletin Administratif du Congo belge ».

Article trente deux, au dernier alinéa, ajouter les mots « sous réserve de l'application de l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales ».

Article trente quatre, supprimer la deuxième phrase.

Article trente cinq, alinéa premier, pour supprimer les mots « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante ».

Article trente sept, au primo, après les mots « cinq pour cent » ajouter les mots « au moins ».

Article trente huit, après les mots « Bulletin Officiel du Congo belge », remplacer le texte par « ou au Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, à l'annexe au Moniteur belge ».

Article trente neuf, prévoir les dispositions à prendre en cas de perte de la moitié ou des trois quarts du capital social.

Articles quarante deux, quarante quatre et quarante cinq, pour les supprimer.

Changer la numérotation de l'article quarante trois.

3. Réalisation de l'augmentation du capital par apport de créance.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt six des statuts, par lettres missives contenant l'ordre du jour, adressées sous pli recommandé le onze avril mil neuf cent cinquante trois à tous les actionnaires.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation et le récépissé des lettres recommandées.

III. Que pour assister à la présente assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt sept des statuts.

IV. Que sur les cent actions de cinq mille francs chacune, représentatives du capital social, la présente assemblée réunit quatre vingt dix huit actions, soit plus de la moitié du capital social.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente deux des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de cinq millions de francs pour le porter de cinq cent mille francs à cinq millions cinq cent mille francs, par la création de mille actions nouvelles de cinq mille francs chacune, qui participeront au bénéfice éventuel de l'exercice mil neuf cent cinquante deux et seront, pour le surplus, en tout semblables aux actions actuelles, les dites actions à remettre entièrement libérées à la société anonyme Sandoz, établie à Bâle, (Suisse), en rémunération de l'apport à effectuer par elle d'une créance de cinq millions de francs qu'elle possède à charge de la présente société et de procéder séance tenante à la dite augmentation de capital.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation de capital qui précède, s'élève à quatre vingt dix mille francs environ.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

A l'article deux, in fine du deuxième alinéa, le membre de phrase « sous réserve d'approbation par arrêté royal » est supprimé.

Au même article deux, il est ajouté un nouvel alinéa, conçu comme suit :

« Tout changement du siège social ou du siège administratif est publié, » par les soins du conseil d'administration, à l'annexe du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et, » sauf le cas de force majeure, à l'annexe du Moniteur belge ».

A l'article quatre, le texte du premier alinéa est remplacé par :

« La durée de la société est fixée à trente ans ayant pris cours à la date » de son autorisation par arrêté royal, soit le douze janvier mil neuf » cent quarante ».

Au même article quatre, in fine du deuxième alinéa, il est ajouté le membre de phrase « et, en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Le texte de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social est fixé à cinq millions cinq cent mille francs, représenté par mille cent actions de cinq mille francs chacune.

» Le conseil d'administration est autorisé à créer des titres de dix actions ou multiples de dix actions.

» Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à cinq cent mille francs, était représenté par cent actions de cinq mille francs chacune, souscrites contre espèces et entièrement libérées au moment de leur souscription.

» Suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt et un avril mil neuf cent cinquante trois, le capital social a été porté à cinq millions cinq cent mille francs par la création de mille actions nouvelles de cinq mille francs chacune, remises entièrement libérées en rémunération de l'apport d'une créance de cinq millions de francs à charge de la société ».

A l'article six, in fine du premier alinéa, les mots « sous réserve d'approbation par arrêté royal » sont remplacés par « sous réserve d'autorisation par arrêté royal ».

Au même article six, le deuxième alinéa est supprimé.

A l'article neuf, in fine du deuxième alinéa, les mots « autorisant la fondation de la société » sont remplacés par « autorisant leur création ».

Au même article neuf, la dernière phrase du dernier alinéa est remplacée par « L'une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes ».

A l'article onze, au deuxième alinéa, le membre de phrase « une de ces signatures peut être apposée au moyen d'une griffe » est remplacé par : « l'une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes ».

A l'article douze, le deuxième alinéa et la liste des premiers administrateurs sont supprimés.

A l'article vingt, les deuxième et troisième alinéas sont supprimés.

A l'article vingt cinq, au premier alinéa, les mots « et pour la première fois en mil neuf cent quarante et un » sont supprimés.

A l'article vingt six, au deuxième alinéa, après les mots « Bulletin Officiel du Congo belge » sont intercalés les mots « ou au Bulletin Administratif du Congo belge ».

A l'article trente deux, au dernier alinéa, il est ajouté le membre de phrase suivant : « sous réserve de l'application de l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales ».

A l'article trente quatre, la deuxième phrase est supprimée.

A l'article trente cinq, au premier alinéa, les mots « et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante » sont supprimés.

A l'article trente sept, au primo, après les mots « cinq pour cent » sont ajoutés les mots « au moins ».

A l'article trente huit, in fine, les mots « et dans un journal de Bruxelles » sont remplacés par « ou dans le Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, dans l'annexe au Moniteur belge ».

A l'article trente neuf, il est ajouté un nouvel alinéa, conçu comme suit :

« En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs » doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes » prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la » dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un » quart des actions représentées à l'assemblée ».

Le texte de l'article quarante deux est supprimé, l'article quarante trois devient l'article quarante deux et les articles quarante quatre et suivants sont supprimés.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

APPORT.

Et à l'instant, la société anonyme « Sandoz », société anonyme à Bâle (Suisse), dénommée en la liste de présence, ici représentée par Monsieur Léon Sorg, ingénieur chimiste, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, chaussée de Gand, numéro 1108, en vertu des pouvoirs lui conférés suivant procuration en date du seize avril mil neuf cent cinquante trois, ci-annexée.

Après avoir entendu lecture de ce qui précède et reconnu avoir connaissance des statuts de la présente société, a déclaré lui faire apport de sa créance d'un montant de cinq millions de francs, qu'elle possède à sa charge, contre remise des mille actions entièrement libérées de cinq mille francs chacune, créées en la première résolution.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que, par suite de l'apport qui précède, le capital social est porté à cinq millions cinq cent mille francs et que les modifications apportées ci-dessus aux statuts sont devenues définitives, le tout sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La séance est levée à onze heures dix minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, Notaire.

(signé) Emile Lejeune Vincent; Cte. C. d'Yve; F. Beeckman; L. Sorg; P. Omé; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 30 avril 1953, volume 1381, folio 85, case 5, cinq rôles, trois renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

Société Africaine d'Etudes et de Cultures Tropicales Safricale, société par actions à responsabilité limitée.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 avril 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Monsieur Emile Jules Lejeune Vincent, administrateur de sociétés, demeurant à Saint-Gilles, chaussée de Charleroi, 48, propriétaire de une action 1
(signé) Emile Lejeune Vincent.
2. Le Comte Charles d'Yve, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 102, rue d'Arlon, propriétaire de une action 1
(signé) Cte. C. d'Yve.
3. « Sandoz » S. A. établie à Bâle, Suisse, 35, Lichtstrasse, propriétaire de nonante quatre actions 94
Ici représentée par Monsieur Léon Sorg, ci-après nommé, suivant procuration du seize avril dernier.
(signé) L. Sorg.
4. Monsieur Léon Sorg, ingénieur Chimiste, demeurant à Berchem-Sainte-Agathe, 1108, chaussée de Gand, propriétaire de une action . 1
(signé) L. Sorg.
5. Monsieur Pierre Omé, conseiller fiscal, demeurant à Nivelles, 3b, rue Castelain, propriétaire de une action 1
(signé) P. Omé.

Ensemble : nonante huit actions 98

Le Président (signé) Emile Lejeune Vincent.

Le Secrétaire (signé) F. Beeckman.

Les Scrutateurs (signé) Ch. d'Yve; L. Sorg.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 21 avril 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 30 avril 1953, volume 252, folio 39, case 5, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

Hubert Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N° 2172.

Bruxelles, le 5 mai 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 6 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 7 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu,
Le Ministre des Colonies,
le 21 mai 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 21 Mai 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Compagnie Pastorale du Lomami — « PASTORALE »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kamina (Congo belge).

Siège administratif : 34, rue Capitaine Crespel à Bruxelles-Ixelles.

Registres du commerce :

Elisabethville n° 762.

Bruxelles n° 47231.

Const. 7 6-28 Ap. A. R. 17-10-28 Publ. An. Bull. Off. du C. B. 15-11-28
12 -9-28 et

Modif. 15 -5-30	id.	22 -7-30	id.	15 -8-30
2 -8-34	id.	25 -9-34	id.	15-10-34
5 -6-39	id.	22 -6-39	id.	15 -7-39
4 -6-45	id.	1 -8-45	id.	15 -8-45
18-12-50	id.	31 -1-51	id.	15 -3-51

Bilan au 31 décembre 1952.

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires
du 1^{er} juin 1953.

ACTIF.

I. Immobilisé	5.386.374,—
II. Réalisable	52.107.747,—
III. Disponible	22.968.011,—
IV. Divers	5.523,—
V. Comptes d'ordre	P. M.
	<hr/>
	80.467.655,—
	<hr/>

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même	30.486.145,—
II. Fonds d'assurance et de prévisions diverses	22.315.289,—
III. Dettes de la société envers des tiers	17.507.342,—
IV. Divers	1.229.813,—
V. Comptes d'ordre	P. M.
VI. Profits et pertes	8.929.066,—
	<hr/>
	80.467.655,—
	<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	2.074.140,—
Frais financiers divers	124.824,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	10.000.000,—
Amortissements de l'exercice	4.617.855,—
Solde	8.929.066,—
	<hr/>
	25.745.885,—
	<hr/>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	25.463.706,—
Intérêts	82.179,—
Revenus du portefeuille	200.000,—
	<hr/>
	25.745.885,—
	<hr/>

Répartition du bénéfice.

5 % à la réserve légale	446.453,—
1 ^{er} dividende brut de 40 fr. s/88.400 parts sociales	3.536.000,—
Tantièmes statutaires	494.661,—
2 ^{me} dividende brut de 50,361446 fr. s/88.400 parts sociales	4.451.952,—
	<hr/>
	8.929.066,—
	<hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Extraits du procès-verbal

de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 1^{er} juin 1953.

L'Assemblée approuve les rapports, bilan et compte de profits et pertes pour l'exercice 1952.

Le dividende de l'exercice 1952, soit brut 90,36 fr. ou net 75 fr. sera payable contre remise du coupon n° 3 des parts au porteur, à partir du 1^{er} juillet 1953, aux sièges et succursales des établissements suivants :

- Banque de la Société Générale de Belgique, ainsi que la Banque d'Anvers chargée en cette ville de son service d'agence;
- Kredietbank.

Au Congo belge, le dividende sera payable dans les mêmes conditions aux sièges de Léopoldville et d'Elisabethville de la Banque du Congo Belge.

Le dividende revenant aux parts nominatives sera payé par chèque ou virement.

Par un vote spécial l'Assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pour l'exercice 1952.

Composition du Conseil d'Administration.

M. GORLIA, Emile, Président du Comité Spécial du Katanga, 9, avenue de la Sapinière à Uccle, Président.

M. JAUMAIN, Maurice, docteur en médecine vétérinaire, Kambaye (Luputa), Congo belge, Vice-Président.

M. de HALLOY de WAULSORT, Antoine, ingénieur, 61, rue Gachard à Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. LEEMANS, Victor, docteur en droit, 182, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, Administrateur-directeur.

M. COLLARD, Raymond, docteur en médecine vétérinaire, Kiabukwa-Kamina (Congo belge).

M. DE HAES, Joseph, administrateur de sociétés, « Granta » Private Bag nr. 1 à Stutterheim, Cape Prov. Afrique du Sud.

M. DE HAES, René, administrateur de sociétés, 31, rue Comte d'Egmont à Anvers.

M. GILLAIN, Jean, docteur en médecine vétérinaire, 8, avenue René Gobert à Uccle.

M. JACOBS, Fernand, ingénieur, 181, avenue Molière à Bruxelles.

M. LARIELLE, Edgard, ingénieur, 52, avenue Emile Duray à Ixelles.

M. LEEMANS, Jean-Pierre, avocat, 182, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. MULLIE, Gilbert, docteur en médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock à Woluwé-St.-Lambert.

M. NEYZEN, Chrétien, directeur au Comité Spécial du Katanga, 24, avenue du Roi Soldat à Anderlecht.

M. TASCH, Pierre, directeur commercial, 10, avenue de l'Etoile à Elisabethville, Congo belge, administrateurs.

Composition du Collège des Commissaires.

M. BOURGEOIS, Aimable, secrétaire général adj. du Comité Spécial du Katanga, 51, avenue du Diamant à Schaerbeek.

M. LE SERGEANT d'HENDECOURT (vicomte) Roger, administrateur de sociétés, 22, rue Vilain XIII à Bruxelles.

M. MEILY, Jean, inspecteur de comptabilités, 11, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. RENARD, Jules, directeur de sociétés, 26, rue Alphonse Renard à Ixelles.

Bruxelles, le 1^{er} juin 1953.

Certifié conforme.

Le Président,

E. GORLIA.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des actionnaires du 1^{er} juin 1953.

Nominations statutaires.

L'assemblée renouvelle pour un terme de six ans les mandats d'administrateur de MM. Jean Gillain et Pierre Tasch et le mandat de commissaire de M. Aimable Bourgeois.

Bruxelles, le 1^{er} juin 1953.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

E. GORLIA.

Compagnie Immobilière du Congo

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 11, rue Thérésienne.

Registre du commerce :

Bruxelles n° 4451.

Léopoldville n° 450.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge du 21 avril 1928 (acte n° 5.114) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1928.
Acte modificatif publié aux annexes du Moniteur Belge du 8 septembre 1950 (acte n° 20.628) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1950.

Bilan au 31 décembre 1952.

(Vingt cinquième exercice).

Approuvé par l'assemblée générale du 1^{er} juin 1953.

ACTIF.

A. Immobilisé :

Frais de premier établissement	1,—	
Apports (Etudes, travaux, etc.)	1,—	
Mobilier et matériel	678.703,90	678.705,90
		<hr/>

B. Disponible :

Banques et caisses	25.977.101,86
------------------------------	---------------

C. Réalisable :

Terrains et constructions en Afrique	50.102.658,97	
Prêts hypothécaires	60.048,—	
Approvisionnements	9.987,—	
Portefeuille titres	2,—	
Débiteurs divers	3.861.971,41	54.034.667,38
		<hr/>

D. Divers :

Comptes débiteurs	575.442,40	
Compte d'ordre	P. M.	
Cautionnements statutaires	P. M.	575.442,40
		<hr/>
		81.265.917,54
		<hr/>

PASSIF.

A. Dettes de la société envers elle-même :

Capital	25.000.000,—	
Réserve statutaire	2.500.000,—	
Provision pour éventualités diverses	32.341.881,83	
Provision pour gros entretien des bâtiments	325.700,—	60.167.581,83
		<hr/>

B. Dettes de la société envers les tiers.

Créditeurs divers	7.461.568,69	
Coupons à payer	60.772,60	7.522.341,29
		<hr/>

C. Divers :

Comptes créditeurs	3.758.525,25	
Compte d'ordre	P. M.	
Déposants de cautionnements statutaires	P. M.	
		<u>3.758.525,25</u>

D. Profits et pertes.

Bénéfice de l'exercice	9.817.469,17	
		<u>81.265.917,54</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	7.596.292,59	
Impôts	333.413,—	
Amortissements divers	1.059.635,33	
Provision fiscale	1.220.000,—	
Provision pour gros entretien des bâtiments	325.700,—	
Solde favorable	9.817.469,17	
		<u>20.352.510,09</u>

CREDIT.

Intérêts, loyers, bénéfices sur ventes, commissions et divers	<u>20.352.510,09</u>
---	----------------------

Répartition bénéficiaire.

— provision pour éventualité diverses	6.517.469,17	
— premier dividende statutaire de :		
fr. c. 6,— par action à 10.000 actions série B.	60.000,—	
fr. c. 30,— par action à 48.000 actions série A.	1.440.000,—	
— tantième aux administrateurs et commissaires	180.000,—	
— à la disposition du conseil d'administration en faveur de la direction et du personnel d'Europe et d'Afrique	180.000,—	
— second dividende :		
fr. c. 30,— par action à 48.000 actions série A.	1.440.000,—	
		<u>9.817.469,17</u>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

M. Albert MARCHAL, Conseiller à la Société Générale de Belgique, avenue du Vert Chasseur, 46, à Uccle, président du conseil;

M. Georges GAILLARD, Ingénieur, avenue Emile Demot, 18, à Bruxelles, vice-président et administrateur-délégué;

M. Jules BAILLIEUX, ancien directeur du Crédit Foncier d'Extrême-Orient, Châteauneuf-du-Rhône (France);

M. Walter BRIDOUX, Officier retraité, avenue de l'Arbalète, 44, à Boitsfort;

M. Robert CAMBIER, directeur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, avenue Louis Lepoutre, 48, à Ixelles;

M. Fernand DELLICOUR, Professeur d'Université, boulevard de la Sauvenière, 87, à Liège;

M. Egide DEVROEY, Ingénieur, avenue de la Toison d'Or, 75, à Saint-Gilles;

M. Auguste S. GERARD, Administrateur de sociétés coloniales, avenue de la Jonction, 6, à Saint-Gilles;

M. Robert JEANTY, Docteur en droit, à Léopoldville;

M. Fernand NISOT, Ingénieur, rue d'Edimbourg, 15, à Ixelles;

M. Robert THYS, Ingénieur, avenue Louise, 136, à Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Henry DESMET, Expert-comptable, avenue Clémentine, 24, à Forest;

M. le Baron Charles de T'SERCLAES de WOMMERSOM, administrateur de société, Saint Remy de Chevreuse (France);

M. Ferdinand VERBEECK, propriétaire, boulevard Saint Michel, 115, à Etterbeek.

Le Président,
A. MARCHAL.

Compagnie Immobilière du Congo

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, 11, rue Thérésienne.

Registre du commerce :

Bruxelles n° 4451.

Léopoldville n° 450.

REELECTION STATUTAIRE.

A l'unanimité l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 1^{er} juin 1953 réélit MM. Robert CAMBIER et Robert THYS, comme administrateurs, et M. Charles de T'SERCLAES de WOMMERSOM, comme commissaire, jusqu'à l'assemblée générale de 1959.

Le Président,

A. MARCHAL.

Société des Produits & Matériaux au Congo « PROCONGO »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

à Elisabethville.

Siège administratif à Bruxelles, 20, rue du Luxembourg.

Registres du Commerce :

Elisabethville n° 2287.

Bruxelles n° 217.534.

Acte constitutif publié aux annexes au « Moniteur Belge » du 8 avril 1949 sous le n° 5687 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » en date du 15 avril 1949.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mars 1953.

ACTIF.

Immobiliisé	2.646.230,60
Réalizable et disponible	16.036.947,70
Comptes transitoires	960.037,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	90.000,—	
Divers	5.732.707,95	
		5.822.707,95
		<u>25.465.928,25</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	1.000.000,—	
Réserves	683.567,60	
	<hr/>	1.683.567,60

Exigible :

Créditeurs divers	17.369.317,75	
Comptes transitoires	11.207,—	

Pertes et profits :

Résultat de l'exercice	579.122,95	
----------------------------------	------------	--

Comptes d'ordre :

Déposants garanties statutaires	90.000,—	
Divers	5.732.707,95	
	<hr/>	5.822.707,95
		<hr/>
		25.465.923,25
		<hr/>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Amortissements	1.408.731,20	
Solde créditeur	579.122,95	
	<hr/>	1.987.854,15
		<hr/>

CREDIT.

Résultat net d'exploitation et divers	1.987.854,15	
	<hr/>	

Affectation des résultats.

A la réserve légale	28.956,—	
Au Conseil d'Administration	300.000,—	
A la réserve extraordinaire	250.166,95	
	<hr/>	579.122,95
		<hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

Administrateurs :

M. Oswald-William ACHENBACH, industriel, 21, avenue des Chênes, Rhode-St.-Genèse.

M. Roger PLUMET, ingénieur-technicien, 99, Boulevard Albert-Elisabeth, Mons.

M. Maurice DELANGE, ingénieur civil des mines A. I. Br., 101, avenue de Limburg Stirum, Wemmel.

Mme Marthe DELANGE, épouse de M. Oswald-W. ACHENBACH, 21, avenue des Chênes, Rhode-St.-Genèse.

Commissaire :

M. René VINETTE, Chef-comptable, 50, rue de la Pacification, Bruxelles.

*Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 16 mars 1953.*

L'Assemblée prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur, avec effet au 31 décembre 1952, présentée par Monsieur Henri BALASSE et lui donne décharge de sa gestion.

Elle confirme la décision du Conseil d'Administration en date du 12 février 1953 appelant aux fonctions d'administrateur Madame Marthe DELANGE, épouse séparée de biens de Monsieur Oswald-W. ACHENBACH, pour achever le mandat laissé vacant par Monsieur Henri BALASSE. Le mandat de Madame Marthe DELANGE expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de mil neuf cent cinquante quatre.

Pour copie et extrait conformes.

Un administrateur-délégué,

R. PLUMET.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 7^{me} TRANCHE 1953.

SAMEDI 16 MAI 1953.

Les billets dont le numéro se termine par	gagnent	Les billets dont le numéro se termine par	gagnent
73410	20.000 fr.	6	200 fr.
5410	2.500 fr.	4506	5.000 fr.
54720	100.000 fr.	25026	20.000 fr.
56640	20.000 fr.	4426	5.000 fr.
32050	40.000 fr.	9336	2.500 fr.
90470	20.000 fr.	6836	10.000 fr.
3970	10.000 fr.	2456	2.500 fr.
7090	2.500 fr.	4776	5.000 fr.
		86976	20.000 fr.
32931	100.000 fr.		
94291	20.000 fr.	897	1.000 fr.
7891	2.500 fr.	33897	20.000 fr.
5062	2.500 fr.		
1072	2.500 fr.	6408	5.000 fr.
26282	40.000 fr.	67718	100.000 fr.
2092	5.000 fr.	138	1.000 fr.
		2938	5.000 fr.
		60658	40.000 fr.
04713	20.000 fr.	58878	20.000 fr.
57353	20.000 fr.	59698	100.000 fr.
330504	1.000.000 fr.		
37544	20.000 fr.	41409	100.000 fr.
88894	20.000 fr.	45319	20.000 fr.
		177919	1.000.000 fr.
		3229	2.500 fr.
383105	2.500.000 fr.	40629	40.000 fr.
0415	5.000 fr.	01379	20.000 fr.
66745	20.000 fr.	74589	40.000 fr.
95	500 fr.	0799	5.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 7^e SCHIJF 1953.

WOENSDAG 16 MEI 1953.

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
73410 5410 54720 56640 32050 90470 3970 7090	20.000 fr. 2.500 fr. 100.000 fr. 20.000 fr. 40.000 fr. 20.000 fr. 10.000 fr. 2.500 fr.	6 4506 25026 4426 9336 6836 2456 4776 86976	200 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 10.000 fr. 2.500 fr. 5.000 fr. 20.000 fr.
32931 94291 7891	100.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr.	897 33897	1.000 fr. 20.000 fr.
5062 1072 26282 2092	2.500 fr. 2.500 fr. 40.000 fr. 5.000 fr.	6408 67718 138 2938 60658 58878 59698	5.000 fr. 100.000 fr. 1.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
04713 57353	20.000 fr. 20.000 fr.		
330504 37544 88894	1.000.000 fr. 20.000 fr. 20.000 fr.	41409 45319 177919 3229 40629 01379 74589 0799	100.000 fr. 20.000 fr. 1.000.000 fr. 2.500 fr. 40.000 fr. 20.000 fr. 40.000 fr. 5.000 fr.
383105 0415 66745 95	2.500.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 500 fr.		

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

1^{er} JUILLET 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Agence de Transit en Afrique . . .	1172	Congolaise des Boissons	1088
Ateliers de Construction Métallique d'Usumbura	1217	Constructions Métalliques du Katan- ga	1150
Bouteillerie de Léopoldville . . .	1089	Entreprises de Génie Civil au Congo .	945
Centrale Immobilière du Katanga . .	959	Etablissements Pierre Halleux . . .	1024
Chantier Naval et Industriel du Congo	1063	Estaf « Van Santen et Van den Broeck	933
Charbonnages de la Luena	1076	Huilerie d'Usumbura	1042
Ciments Métallurgiques de Jadotville	1099	Inco-Sarma	962
Commerce et Plantations au Ruan- da-Urundi	998	Laminaires, Trefileries et Cableries du Congo	950
Compagnie d'Elevage et d'Alimenta- tion du Katanga	929	Mutuelle Belgo Coloniale	1086
Compagnie de Linéa	1031	Nieuwe Afrikaanse Maatschappij van Algemene Constructies . . .	973
Compagnie des Grands Elevages Con- golais	1018	Office du Tourisme du Congo Belge et du Ruanda-Urundi	1072
Compagnie du Katanga	1059-965	Plantations de la Luba	945
Compagnie Foncière du Katanga . . .	1222	Plantations de Thé au Kivu	985
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo	1012	Sarma-Congo	951
Compagnie Immobilière du Nord du Kivu	1101	Société Africaine de Construction . .	1095
Compagnie industrielle de Diniuniu Kasaï	966	Société Africaine des Cuirs et Déri- vés	1017
Compagnie Minière du Congo Belge	941	Société Africaine d'Explosifs	1080
Congacier	1120	Société Agricole Rumonge	1056
Congo bois et Contreplacage	1008	Société Belge de Recherches Miniè- res en Afrique	988

C 2 +

	Pages		Pages
Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie	936	Société de transports et de Commerce au Congo Belge	1034
Société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises	995	Société d'Expansion Commerciale en Afrique	1050
Société Commerciale Agricole et Industrielle du Katanga	992	Société d'Importation de Textiles .	1179
Société Congolaise de Gestion et de Participation	1058	Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo	1046
Société Congolaise de Matériel Industriel	1022	Société Immobilière Commerciale et Agricole du Congo Belge . .	1072
Société Congolaise des Pétroles Shell	1093	Société Industrielle et Minière du Congo Oriental	1003
Société Congolaise Osterrieth . .	1135	Société Jean Van Gysel pour l'Elevage et la Culture aux Marungu	956
Société Cotonnière de la Luisa . .	981	Société Minière Cololacs	1069
Société Cotonnière du Tanganika .	1037	Société Minière de Bafwaboli . .	1105
Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie	968	Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo . . .	1189
Société des Ciments du Congo . .	977	Société Textile de Stanleyville . .	975
Société des Etablissements Egger Frères	1053	Tuileries et Briqueteries du Congo Belge	1207
Société des Forces Hydro-électriques de l'Est de la Colonie	927	Union Minière du Haut Katanga .	1006
Société des Forces Hydro-électriques de Sanga	1108	Usines pour la Fabrication des Couleurs, Vernis et Emaux J. G. De Coninck et Fils, Congo .	1081
Société des Forces Hydro-électriques du Bas-Congo	1113	Usines Textiles de Léopoldville .	1026
		Loterie Coloniale	1223

Société des Forces Hydro-Electriques de l'Est de la Colonie « FORCES ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : Bruxelles, 45-47, rue de Trèves.

Registre du Commerce :

Stanleyville : n° 766.

Bruxelles : n° 234.110.

*Extraits du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
tenue le 21 mai 1953.*

DELEGATIONS DE POUVOIRS.

Pour le secteur de Stanleyville et le réseau d'Albertville. Modifications.

Le Conseil décide de valider pour la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi les procurations données antérieurement pour la Banque du Congo Belge :

- à MM. Paul TAMI, Julien POLL et Paul VAN EYCKEN à Stanleyville (publiées au B. O. du 15-11-51),
- à M. Hubert ALLART pour le réseau d'Albertville.

Pour le secteur de Bukavu.

Le Conseil d'administration de la Société des Forges Hydro-électriques de l'Est de la Colonie, agissant en vertu de l'article 22 des statuts, délègue à M. Robert OBERLE, Ingénieur, exerçant les fonctions de Chef de poste à Bukavu, les pouvoirs d'agir au nom de la Société, à l'effet :

- 1) de représenter la Société au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou ailleurs en Afrique, auprès de toutes autorités publiques, administrations, sociétés, associations ou particuliers, sans toutefois pouvoir engager la Société avant accord de l'Administration Centrale, sauf en cas d'urgence, mais alors avec ratification ultérieure de l'Administration Centrale;
- 2) de faire les actes d'administration et de disposition indispensables à la bonne marche de la Société en Afrique, en se conformant aux instructions de l'Administration Centrale;
- 3) de traiter avec les entreprises adjudicataires de travaux de construction, leurs fondés de pouvoirs et représentants, dans les limites des dispositions du Cahier des charges;
- 4) de traiter avec les représentants en Afrique des Bureaux d'études;
- 5) de faire établir des devis, conclure des marchés avec des entreprises de travaux accessoires, établir des contrats, dresser des cahiers des charges, recruter la main-d'œuvre, la licencier, pour tous travaux de reconnaissance ou de construction concernant la future centrale hydro-électrique de la Ruzizi;

- 6) de représenter la Société en justice en Afrique, tant en demandant qu'en défendant. Exercer toutes poursuites, diligences et contraintes nécessaires. Obtenir tous jugements et arrêts, les faire mettre en exécution, se désister;
- 7) de disposer du compte mission ouvert au nom de notre Société à Bukavu, à concurrence d'un maximum de 500.000 francs congolais par opération, en signant conjointement, soit avec M. Jean ELISSEN, soit avec M. Albert DAHIN;
- 8) de recevoir à domicile ou retirer au nom de la Société, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes lignes de navigation ou messageries au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des lettres, caisses ou paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats postes ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter la Société dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom de la Société, présenter les encaissements, les lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge.

Tous actes accomplis par M. OBERLE, en violation des présentes dispositions, n'engageraient pas la Société et, en conséquence, seraient sans effet à son égard.

Pour le secteur d'Albertville.

Le Conseil d'administration de la Société des Forces Hydro-électriques de l'Est de la Colonie, agissant en vertu de l'article 22 des statuts, délègue à M. Raymond AERTS, exerçant les fonctions de Chef de poste à Albertville, les pouvoirs d'agir au nom de la Société, à l'effet :

- 1) de représenter la Société au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou ailleurs en Afrique, auprès de toutes autorités publiques, administrations, sociétés, associations ou particuliers, sans toutefois pouvoir engager la Société avant accord de l'Administration Centrale, sauf en cas d'urgence, mais alors avec ratification ultérieure de l'Administration Centrale;
- 2) de faire les actes d'administration et de disposition indispensables à la bonne marche de la Société en Afrique, en se conformant aux instructions de l'Administration Centrale;
- 3) de traiter avec les entreprises adjudicataires de travaux de construction, leurs fondés de pouvoirs et représentants, dans les limites des dispositions du Cahier des charges;
- 4) de traiter avec les représentants en Afrique des Bureaux d'études;
- 5) de faire établir des devis, conclure des marchés avec des entreprises de travaux accessoires, établir des contrats, dresser des cahiers des charges, recruter la main-d'œuvre, la licencier, pour tous travaux de reconnaissance ou de construction concernant la future centrale hydro-électrique de la Kiyumbi, les lignes Haute Tension qui en dépendront et le réseau d'Albertville;
- 6) de représenter la Société en justice en Afrique, tant en demandant qu'en défendant. Exercer toutes poursuites, diligences et contraintes nécessaires. Obtenir tous jugements et arrêts, les faire mettre en exécution, se désister;

- 7) de disposer du compte mission ouvert au nom de notre Société à Albertville, à concurrence d'un maximum de 500.000 francs congolais par opération, en signant conjointement, soit avec M. Ernesto BRES-SI, soit avec M. Raymond GOBBAERTS;
- 8) de recevoir à domicile ou retirer au nom de la Société, de la poste, de la douane, du chemin de fer et de toutes lignes de navigation ou messageries au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, des lettres, caisses ou paquets, colis recommandés, chargés ou non chargés et ceux renfermant des valeurs déclarées, se faire remettre tous dépôts, encaisser tous mandats postes ou chèques postaux, donner toutes quittances et décharges, représenter la Société dans toutes affaires en douane, retirer les marchandises consignées au nom de la Société, présenter les encaissements, lettres de voiture et autres documents nécessaires, signer toutes pièces de décharge.

Tous actes accomplis par M. AERTS, en violation des présentes dispositions, n'engageraient pas la Société et, en conséquence, seraient sans effet à son égard.

Transfert du siège Administratif.

Le siège administratif est transféré du 30, rue Marie de Bourgogne, au 45-47, rue de Trèves, à Bruxelles.

Pour extraits certifiés conformes,

Le Président-Administrateur-Délégué,

P. GEULETTE.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3397.

Constituée le 5 juin 1925, à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 1^{er} juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge des 24 juin 1925, 24 juillet 1926, 24 décembre 1926, 6 mai 1928, 21 décembre 1929, 26 juillet 1930, 18 avril 1935, 19-20 août 1935, 25 juin 1937, 5 janvier 1940, 23 août 1946, 29-30 novembre 1948, 16 mars 1950 et 13 mai 1950, actes n° 8173, 9064, 13424, 6472, 18962, 12157, 4879, 12200, 10241, 111, 17024, 22320, 3942 et 10765, et au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 août 1925, 15 septembre 1926, 15 janvier 1927, 15 mai 1928, 15 mars 1930, 15 septembre 1930, 15 juin 1935, 15 octobre 1935, 15 août 1937, 15 février 1940, 15 novembre 1946, 15 janvier 1949, 15 mai 1950 et 15 juillet 1950.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 1953.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Biens immobiliers, mobilier, matériel, outillage :

Immobilisations antérieures	104.155.528,—	
Immobilisations de l'exercice	17.112.120,—	
	<u>121.267.648,—</u>	
Moins amortissements antérieurs	42.172.488,—	
Moins amortissements de l'exercice	10.393.884,—	
	<u>52.566.372,—</u>	
		68.701.276,—

II. — *Réalisable :*

Bétail	4.328.884,—
Magasins et marchandises en route	25.430.408,—
Portefeuille-titres et participations	28.852.279,—
Débiteurs divers	25.089.706,—

III. — *Disponible :*

Caisses et Banques	22.666.247,—
------------------------------	--------------

IV. — *Divers :*

Divers comptes débiteurs, débours pour exercices ultérieurs	669.018,—
---	-----------

V. — *Compte d'ordre :*

Garanties statutaires	P. M.
	<u>175.737.818,—</u>

PASSIF.

I. — *Non exigible :*

Capital : 65.700 parts sociales	75.000.000,—
Réserve statutaire	2.580.000,—
Fonds de réserve	32.800.000,—
Fonds pour investissements	15.000.000,—

II. — *Exigible :*

Montants non appelés sur souscriptions	1.237.500,—
Créditeurs divers	30.305.710,—
Dividendes non réclamés	211.098,—
Provision pour impôts	7.716.289,—

III. — *Compte d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P. M.
--	-------

IV. — *Solde :*

Profits et pertes	10.887.221,—
	<hr/>
	175.737.818,—
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	2.799.561,—
Amortissement sur immobilisé	10.393.884,—
Provision pour impôts	3.000.000,—
Fonds pour investissements	7.000.000,—
Bénéfice à répartir	10.887.221,—
	<hr/>
	34.080.666,—
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	849.662,—
Résultat brut d'exploitation	29.305.863,—
Revenus et rentrées divers	3.925.141,—
	<hr/>
	34.080.666,—
	<hr/> <hr/>

Répartition.

Réserve statutaire	502.000,—
Premier dividende parts sociales	1.642.500,—
Allocations statutaires	789.306,—
Super-dividende parts sociales	6.273.163,—
Dotation à la Fondation Elakat pour le Bien-Etre des indi- gènes	250.000,—
Solde à reporter	1.430.252,—
	<hr/>
	10.887.221,—
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Président du Conseil et Administrateur-Délégué :

Monsieur Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, docteur en droit, demeurant 90, avenue Molière, à Bruxelles.

Vice-Président :

Monsieur Pierre ORTS, administrateur de sociétés, demeurant 33, avenue Jeanne, à Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

Monsieur Jules VAN BLEYENBERGHE, ingénieur A. I. A., demeurant 3, avenue de l'Uruguay, à Bruxelles.

Administrateurs :

Monsieur Robert CAMBIER, administrateur de sociétés, demeurant 48, avenue Louis Lepoutre, à Ixelles.

Monsieur le Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, administrateur de sociétés, demeurant 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois (Overijse).

Monsieur Jean del MARMOL, docteur en droit, demeurant 16, avenue Bel-Air, à Uccle.

Monsieur Abe GELMAN, administrateur de sociétés, demeurant à Bulawayo (Rhodésie du Sud).

Monsieur Jean GOETHALS, propriétaire, demeurant Villa Madona, à Lophem.

Monsieur Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur général honoraire du Congo, demeurant 126, chaussée d'Ixelles, à Bruxelles.

Monsieur le Baron Léon LAMBERT, administrateur de sociétés, demeurant 24, avenue Marnix, à Bruxelles.

Monsieur Paul PHILIPPSON, banquier, demeurant 17, avenue Général Baron Empain, à Bruxelles.

Collège des Commissaires.

Monsieur Max GOTTSCHALK, avocat honoraire, demeurant 48, rue de l'Ermitage, à Bruxelles.

Monsieur J. F. GREAVES, expert-comptable F. C. A., demeurant 14, rue de la Chancellerie, à Bruxelles.

Monsieur Léon SCHEID, propriétaire, demeurant 25, rue du Clocher, à Bruxelles.

Cie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.

L'Administrateur-Directeur,

(J. Van Bleyenbergh).

Le Président du Conseil,
Administrateur-Délégué,

(G. de Formanoir de la Cazerie).

« ESTAF » Van Santen et Van den Broeck.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

- Acte constitutif publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1926 (Arrêté Royal du 10 août 1926).
 — Actes modificatifs des statuts publiés au « Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi », n° 3 du 31 mars 1952. (Arrêté Royal du 16 février 1952); n° 5 du 31 mai 1952 (Arrêté Royal du 13 mars 1952).

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	23.889.889,81	
Mob. et matériel	9.210.669,58	
Construction en cours	1.315.758,70	
Participation permanente	2.512.740,—	
	<hr/>	
	36.929.058,009	

Amortissements :

sur immeuble	9.575.580,87	
sur mob. et matériel	3.127.546,—	
	<hr/>	
	12.703.126,87	
		24.225.931,22
Portefeuille		5.612.240,—

Réalisable :

Marchandises en stock	119.393.600,—	
Marchandises en cours de route	23.125.558,74	
Produits	3.456.398,—	
	<hr/>	
		145.975.556,74

Débiteurs divers :

Débiteurs	67.058.276,75	
Effets à recevoir	19.513.460,70	
	<hr/>	
		86.571.737,45

Disponible :

Caisses et banques		5.434.595,29
------------------------------	--	--------------

Compte d'ordre :

Comptes divers	23.493.747,—	
Garanties statutaires	P. M.	
	<hr/>	
		23.493.747,—
		<hr/>
		291.313.807,70
		<hr/>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	100.000.000,—	
Réserve légale	10.000.000,—	
Réserve pour pertes éventuelles sur créances	15.000.000,—	
Réserve de réinvestissement dans la Colonie	45.014.215,17	
		<u>170.014.215,17</u>

Exigible :

S. A. Genex	16.540.035,35	
Créditeurs divers	51.370.699,54	
Effets à payer	2.660.490,24	
Provision fiscale	7.500.000,—	
		<u>78.071.225,13</u>

Comptes d'ordre :

Comptes divers	23.493.747,—	
Déposants garanties statutaires	P. M.	
		<u>23.493.747,—</u>

Comptes de profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice	19.734.620,40	
		<u>291.313.807,70</u>

Compte profits et pertes arrêté au 31-12-1952.

DEBIT.

Frais généraux et d'exploitation	20.307.337,42	
Pertes sur créances	375.845,35	
Malis divers	554.899,95	
Amortissements sur immeubles	900.000,—	
Amortissements sur mobilier et matériel	1.200.000,—	
Réserve pour pertes éventuelles sur créances	15.000.000,—	
Provision pour imposition revenus 1952	4.500.000,—	
		<u>42.838.082,72</u>
Bénéfice de l'exercice 1952	19.734.620,40	
		<u>62.572.703,12</u>

CREDIT.

Bénéfices sur marchandises et produits	59.254.119,69
Commissions et bonis divers	2.474.954,93
Bénéfices sur réalisations immeubles	843.628,50
	<hr/>
	62.572.703,12
	<hr/>

Répartition.

Dividende de frs. 1.204.819 brut, soit de frs. 1.000,— net aux 4.500 parts sociales	5.421.687,—
Solde à porter à la Réserve de réinvestissement dans la Co- lonie	14.312.933,40
	<hr/>
	19.734.620,40
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 1953.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 28 mai 1953.

A l'unanimité des voix, l'Assemblée :

- 1) Approuve le Bilan et le Compte Profits et Pertes de l'exercice clôturé au 31 décembre 1952,
- 2) Approuve l'affectation des bénéfices proposée par le Conseil d'Administration,
- 3) Donne quitus aux Administrateurs et Commissaires de leur gestion pour l'exercice clos au 31 décembre 1952,
- 4) a) Réélit en qualité d'Administrateurs MM. Jean LEGUERRIER et Thomas MEYER pour un terme de quatre ans,
b) Réélit en qualité de Commissaire Monsieur Achille STRYBOL pour un terme de deux ans.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction au 28 mai 1953.

M. Georges VAN SANTEN, Administrateur de sociétés, 5, avenue du Prince Albert, Berchem-Anvers, Président et Administrateur-Délégué.

M. Rober WERNER, Administrateur de sociétés, 178, chaussée de Malines, Anvers, Vice-Président.

M. Joseph-Charles VAN ESSCHE, Administrateur de sociétés, 410, boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Pierre LEGUERRIER, Administrateur de sociétés, Usumbura (Ruanda-Urundi), Administrateur-directeur.

Mlle Madeleine KREGLINGER-VAN SANTEN, Docteur en droit, 102, Rempart des Béguines, Anvers, Administrateur.

M. Thomas MEYER, Administrateur de sociétés, Hoof ter Beke, Hoogboomschesteenweg, Brasschaat, Administrateur.

M. René FRILING, Administrateur de sociétés, 140, chaussée de Malines, Anvers, Administrateur.

M. Jean LEGUERRIER, Administrateur de sociétés, 10, avenue Géo Bernier, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

M. Achille STRYBOL, Commissaire de sociétés, 4, rue du Bastion, Anvers, Commissaire.

M. François DE BROUWER, Directeur de sociétés, 7, avenue Posthof, Berchem-Anvers, Commissaire.

Certifié conforme.

Le Président,
Georges VAN SANTEN.

Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « SOCOPHAR ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 5, rue de la Science.

Registre de Commerce :

Bruxelles, n° 270.40.

Léopoldville, n° 1479.

Constituée par acte passé devant M^e Léon Brunet, notaire à Bruxelles, le vingt-sept avril mil neuf cent vingt-sept, autorisée par Arrêté Royal en date du 7 juin 1927 et publiée en annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1927.

Statuts modifiés par acte passé devant M^e Léon Brunet, notaire à Bruxelles, le trente et un août mil neuf cent vingt-sept (Arrêté Royal du 3 octobre 1927) et publié en annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1927.

Statuts modifiés par acte passé devant M^e Alfred Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 21 décembre 1937 (Arrêté Royal du 25 février 1938) et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1938.

Statuts modifiés par acte passé devant M^e Paul Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 25 mars 1947 (Arrêté Royal du 3 juin 1947) et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1947 et annexes du Moniteur Belge des 28 et 29 avril 1947, n° 7860.

Statuts modifiés par acte passé devant M^r Paul Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 4 juillet 1951 (Arrêté Royal du 26 août 1951) et publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1951 et annexes du Moniteur Belge du 13 septembre 1951, n° 20125.

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

Premier établissement	3.606.590,89	
Terrains et immeubles	5.974.472,25	
Immeubles en construction	12.617.386,65	
Matériel et mobilier	5.040.874,80	
Frais de recherches et d'essais Labo . .	213.799,45	
Réévaluation immeubles et matériel . .	2.069.888,41	
	<hr/>	29.523.012,45

II. *Disponible et réalisable :*

Caisses, C. C. P. et Banques	1.484.946,12	
Garanties et cautionnements	372.797,—	
Débiteurs divers	16.041.608,20	
Marchandises Europe, Afrique et en cours de route	49.404.922,87	
	<hr/>	67.304.274,19

III. *Compte d'ordre :*

Garanties statutaires	465,—	
Engagements et contrats divers en cours .	P. M.	
	<hr/>	465,—
		<hr/>
		96.827.751,64
		<hr/>

PASSIF.

I. *Envers la société :*

Capital social	25.000.000,—
représenté par 44.000 parts sociales sans mention de valeur.	
Il existe en outre 4.000 parts de fonda- teur.	
Réserve statutaire	618.296,55
Réserve extraordinaire	769.888,41
Fonds de réserve indisponible	908.000,—

Fonds d'amortissements :		
Premier établissement .	3.606.590,89	
Terrains et immeubles .	604.106,10	
Matériel et mobilier .	1.963.229,46	
Frais de recherches et d'essais Labo . . .	213.799,45	
	<hr/>	6.387.725,90
Amortissements sur réévaluation . .	620.966,52	
	<hr/>	34.304.877,38
II. <i>Envers les tiers :</i>		
Créditeurs divers :		
A. A long terme avec garantie :		
Empr. Caisse d'Epargne .	15.000.000,—	
B. A court terme sans garantie :		
Créditeurs divers . . .	44.406.600,41	
	<hr/>	59.406.600,41
Prévisions diverses	646.515,63	
Dividendes à payer	226.844,30	
		60.279.960,34
III. <i>Compte d'ordre :</i>		
Titulaires de garanties statutaires . .	465,—	
Engagements et contrats divers en cours	P. M.	
	<hr/>	465,—
IV. <i>Profits et pertes :</i>		
Solde reporté de l'exercice précédent . .	686.190,83	
Bénéfice de l'exercice 1952	1.556.258,09	
	<hr/>	2.242.448,92
		<hr/>
		96.827.751,64
		<hr/>

Compte de « Profits et Pertes » arrêté au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Amortissements sur immobilisations :		
a) Normaux	864.828,69	
b) Sur réévaluation	103.494,42	
	<hr/>	968.323,11
Acompte sur impôts		260.000,—
Intérêts et commissions		2.829.122,51
Frais d'administration		2.722.371,90
<i>Solde bénéficiaire :</i>		
Solde reporté exercice précédent . . .	686.190,83	
Bénéfice exercice 1952	1.556.258,09	
	<hr/>	2.242.448,92
		<hr/>
		9.022.266,44
		<hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	686.190,83
Résultats d'exploitation et divers	8.336.075,61
	<hr/>
	9.022.266,44
	<hr/>

Le capital social est entièrement libéré.

Répartition du bénéfice.

1) 5 % sur frs. 1.556.258,09 à la réserve statutaire . .	77.812,90
2) Dividende de 35 francs brut pour l'exercice 1952 aux 44.000 parts sociales	1.540.000,—
3) Solde à reporter à nouveau	624.636,02
	<hr/>
	2.242.448,92
	<hr/>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du mercredi 27 mai 1953.*

- 1) L'Assemblée à l'unanimité, adopte les Rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.
- 2) Sont approuvés, le Bilan et les compte de Profits et Pertes de l'exercice 1952 qui font apparaître un solde bénéficiaire de frs. 2.242.448,92.
- 3) L'Assemblée décide à l'unanimité de répartir ce bénéfice conformément à la proposition faite par le Conseil d'Administration.
- 4) L'Assemblée par un vote spécial, donne aux Administrateurs et Commissaires, décharge de leur gestion pendant l'exercice écoulé.
- 5) L'Assemblée à l'unanimité réélit Messieurs Gustave Gilon, Eugène Gillieaux et Raoul Dupont en qualité d'Administrateurs et Monsieur Emile Leroy en qualité de Commissaire, chacun pour un terme de six ans.

Monsieur le Président signale en outre que Monsieur Jules Van Lancker a, pour motifs de convenances personnelles, demandé d'être déchargé de son mandat d'Administrateur.

Conseil d'Administration.

M. Georges GEERTS, Ingénieur Civil des Mines U. L. B., 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek, Président.

M. Gustave GILON, Directeur de Société, 5, place d'Italie, Liège, Administrateur-Directeur.

M. Albert BRACONIER, Ingénieur A. I. Gx., Directeur de Société, 1, Quai de Rome, Liège, Administrateur.

M. Raoul DUPONT, Pharmacien, 22, avenue Dailly, Bruxelles, Administrateur.

M. Eugène GILLIEAUX, Ingénieur A. I. M. et A. I. Lg., 418, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph JOOS, Pharmacien, 27, chaussée d'Anvers, Broechem (Anvers), Administrateur.

M. Georges PIRLET, Directeur de Société, 26, rue Joseph Louis, Jemeppe s/Meuse, Administrateur.

M. Arnold Ch. PULINX, Directeur de Société, 50, rue de l'Ermitage, Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred RADELET, Administrateur de Société, 35, boulevard Général Wahis, Bruxelles, Administrateur.

M. Robert VAN DER GHINST, Pharmacien, Léopoldville, Congo Belge, Administrateur.

M. Jules VAN LANCKER, Administrateur de Sociétés, 11, avenue Lipkens, Léopoldville, Congo Belge, Administrateur.

M. Maurice WANDELS, Pharmacien, 6, square Marie-José, Ostende, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. Marcel LEFEVER, Chef-Comptable, 160, avenue de l'Observatoire, Liège, Commissaire.

M. Emile LEROY, 57, rue Jos. Lefebvre, Marchienne-au-Pont, Commissaire.

M. Emile LODEWYCK, Agent de Banque, 44, rue du Tir à l'Arc, Hougaerde, Commissaire.

M. Herman METTENS, Expert-Comptable, 43, avenue Ten Dorpe, Mortsel (Anvers), Commissaire.

M. Henri TUYSENS, Pharmacien, 24, place du Cardinal Mercier, St.-Nicolas-Waes, Commissaire.

Certifié conforme :

Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « Socophar ».
Société Congolaise à responsabilité limitée.

Un Administrateur,
Eugène GILLIEAUX.

L'Administrateur-Directeur,
Gustave GILON.

Compagnie Minière du Congo Belge.

Filiale de la Société Colomines

par abréviation « MINCOBEL » .

Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège Social : Kule-Matundu (Congo Belge).

Siège administratif : 2, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce : Stanleyville n° 85.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 62178.

—
Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1933; du 15 juin 1938 et du 15 juillet 1949.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	312.633,75	
Amortissements antérieurs	312.632,75	
	<hr/>	1,—
Concessions et recherches	29.945.048,35	
Amortis. antérieurs	13.671.404,76	
Amortis. de l'exercice	363.730,—	
	<hr/>	
	14.035.134,76	
	<hr/>	15.909.913,59
Matériel	22.651.513,28	
Amortis. antérieurs	12.246.206,11	
Amortis. de l'exercice	622.907,32	
	<hr/>	
	12.869.113,43	
	<hr/>	9.782.399,85
		<hr/>
		25.692.314,44

Disponible et réalisable :

Espèces en caisses et en banques	335.107,07	
Produits en stock	421.450,70	
Marchandises	1.104.379,34	
Débiteurs divers	121.108,63	
	<hr/>	
		1.982.045,74

Comptes débiteurs	841.698,80	
<i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		P. M.
<i>Pertes et Profits :</i>		
Solde reporté	1.321.315,98	
Solde de l'exercice	1.475.359,84	
	<hr/>	2.796.675,82
		<hr/>
		31.312.734,80
		<hr/>

PASSIF.

<i>Envers elle-même :</i>		
Capital :		
représenté par :		
31.400 actions série A sans désignation de valeur	22.200.000,—	
31.400 actions série B sans valeur nominale, remises au Gouvernement de la Colonie		P. M.
Réserve statutaire	1.320.000,—	
<i>Envers les tiers :</i>		
Colomines (Service financier)	6.487.865,69	
Créditeurs divers	1.304.869,11	
	<hr/>	7.792.734,80
<i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		P. M.
		<hr/>
		31.312.734,80
		<hr/>

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Solde à nouveau	1.321.315,98	
Frais généraux d'administration	439.828,65	
Impôt sur la superficie des concessions	28.802,—	
Frais de réalisation	70.678,45	
<i>Amortissements :</i>		
Sur concessions	363.730,—	
Sur matériel	622.907,32	
	<hr/>	986.637,32
		<hr/>
		2.847.262,40
		<hr/>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	50.414,58
Intérêt	172,—
Solde reporté	1.321.315,98
Solde de l'exercice	1.475.359,84
	<hr/>
	2.796.675,82
	<hr/>
	2.847.262,40
	<hr/> <hr/>

Situation du capital :

Entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 3 juin 1953.*

Par vote spécial l'assemblée donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1952.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur M. Adrien Houget et appelle aux fonctions d'administrateur M. John van Kessel en remplacement de M. Paul Fourmarier, démissionnaire.

Composition du Conseil général.

Administrateurs :

M. Adrien Houget, Industriel, 46, rue des Minières, Verviers, Président du Conseil.

M. Frank T. Raeymaekers, Administrateur de sociétés, 86, rue du Pélican, Anvers, Vice-Président.

M. Henry Gérardon, Ingénieur civil, 103, avenue de Broqueville, Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Pierre-Denis de Neuville, Industriel, Château de Rochempré, Solières, (Huy).

M. Paul Fourmarier, Professeur à l'Université de Liège, 9, rue Grétry, Liège.

M. Robert Grandjean, Industriel, 3, rue Grandjean, Verviers.

M. Fernand Houget, Industriel, 9, rue de la Station, Verviers.

M. F. G. Stradiot, Colonel pensionné, 221, rue des Alliés, Forest-Bruxelles.

Commissaires :

M. Louis Beaulieu, Gradué en Sciences Comptables, 1, avenue des Violettes, Rhode-St.-Genèse.

M. Julien Sterckx, Docteur en droit, 133, avenue Dailly, Schaerbeek-Bruxelles.

Délégué du Gouvernement de la Colonie :

M. Emile Dessy, 1, place Constantin Meunier, Forest-Bruxelles.

Le Président.

A. HOUGET.

Compagnie Minière du Congo Belge.

Filiale de la Société Colomines

par abréviation « MINCOBEL ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Kule-Matundu (Congo Belge).

Siège administratif : 2, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 62178.

Registre du Commerce : Stanleyville n° 85.

Nomination d'un administrateur-délégué.

Le Conseil général, en sa séance du 3 juin 1953, a appelé M. John van Kessel, administrateur de sociétés, demeurant, 18, avenues des Celtes à Etterbeek, aux fonctions d'administrateur-délégué pour la Belgique, en vertu de l'article 27, alinéa 9 des Statuts.

Les délégations et pouvoirs conférés antérieurement par le Conseil d'Administration à M. Henry Gérardon, Administrateur-délégué pour l'Afrique, restent inchangés.

Un Administrateur,
J. VAN KESSEL.

Le Président,
A. HOUGET.

Plantations de la Luba.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée en liquidation

Siège administratif : 22, rue du Musée à Bruxelles.

Siège social : Kaniama, Lomami, Congo Belge.

—

Clôture de Liquidation.

Assemblée générales du 2 juin 1953.

A l'unanimité, les actionnaires ont :

1. Approuvé les comptes de liquidation et donné décharge de gestion au liquidateur.
2. Décidé que les livres et documents sociaux seraient déposés pendant cinq ans au moins, 16, rue Louis Hymans à Ixelles.
3. Pris acte que les dividendes dont le paiement n'aurait pu être fait aux actionnaires seront déposés à la Caisse de Dépôts et Consignations, 26-28 Coudenberg à Bruxelles.

Bruxelles, le 7 juin 1953.

Le liquidateur,

Eugène DE LAET.

—

Entreprises de Génie Civil au Congo (GECICO).

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : 90, avenue Valcke, Léopoldville.

Siège administratif : 1, place du Trône, Bruxelles.

Registre du commerce de Léopoldville n° 1.723.

Registre du commerce de Bruxelles n° 218.119.

—

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le vingt-six mai, devant Maître Jean-Maurice DE DONCKER, notaire résidant à Bruxelles et Maître Pierre MUYLLE, notaire résidant à Saint Josse-ten-Noode, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée Entreprises de Génie Civil au Congo, en abrégé : « GECICO », constituée suivant acte reçu par les notaires soussignés, le dix février mil neuf cent quarante-neuf, publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze avril mil neuf cent quarante-neuf, page 542 et aux annexes au Moniteur Belge du trente-

et-un mars mil neuf cent quarante-neuf, sous le numéro 4.802, et modifiés suivant acte reçu par les notaires soussignés, le vingt-sept mai mil neuf cent cinquante-deux, publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante-deux, page 1.574 et aux annexes au Moniteur Belge des sept et huit juillet mil neuf cent cinquante-deux, sous le numéro 16.776.

La séance est ouverte à seize heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Henri DEPAGE, administrateur de sociétés, à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, numéro 44, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Albert de BROUWER, docteur en droit, demeurant à Schaerbeek, rue Auguste Lambiotte, 66.

Et comme scrutateurs, Messieurs Stephen Cerfontaine, directeur de travaux, à Rhode-Saint-Genèse, rue des Dragons, 80 et Albert Thys, ingénieur, Lint Kasteel, à Grimbergen, ici présents et qui acceptent.

Sont présents ou représentés les propriétaires de la totalité des trois mille cinq cents actions de dix mille francs chacune constituant le capital social, dont les nom, prénom, profession et domicile ainsi que le nombre des titres possédés par chacun d'eux figurent sur une liste de présence signée par eux ou par leurs mandataires en entrant à l'assemblée.

Cette liste signée ne varietur par les membres du bureau et les notaires soussignés ainsi que les procurations données par les actionnaires resteront ci-annexées après remise à nous faite par le bureau pour faire partie intégrante du présent procès-verbal.

Monsieur le Président expose et requiert les notaires d'acter :

1) Que les actionnaires se sont conformés aux prescriptions statutaires en vue d'assister à la présente assemblée;

2) Que celle-ci réunit la totalité des titres existants et qu'elle se déclare en conséquence régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur les objets de son ordre du jour, arrêté comme suit :

ORDRE DU JOUR :

Modification de l'article 26 des statuts pour fixer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires au quatrième vendredi de juin à quinze heures, au lieu du dernier jeudi de septembre à onze heures.

Abordant l'ordre du jour, l'assemblée prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer le premier alinéa de l'article 26 des statuts par le texte suivant :

« L'assemblée générale des actionnaires se réunit chaque année le quatrième vendredi de juin, à quinze heures, à l'endroit désigné dans les convocations. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant ».

DELIBERATION.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à seize heures quarante-cinq minutes.

Dont procès-verbal.

Fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec nous notaires, la minute restant à Maître De Doncker.

(signé) Henri Depage, A. de Brouwer, Et. Cerfontaine, A. Thys, P. De Boeck, R. Bertrand, P. Muylle, Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C., le 29 mai 1953, volume 221, folio 87, case 1, deux rôles, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) A. Vandecavey.

ANNEXE.

ENTREPRISES DE GENIE CIVIL AU CONGO
CECICO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : 90, avenue Lieutenant Valcke, Léopoldville.

Siège administratif : 1, place du Trône, Bruxelles.

Registre du commerce de :

Léopoldville, n° 1.723.

Bruxelles, n° 218.119.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 26 mai 1953.

Liste des actions nominatives et liste de présence.

Nom des actionnaires.	Actions de fr. 10.000 nominatives.		Signatures.
	existantes	présentes ou représentées	
Cie Gle d'Entreprises Electriques et Industrielles (Electrobel), Sté Ame, 1, place du Trône, Bruxelles.	700	700	(s) A Thys
Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles (Sofina). Sté Ame, 38, rue de Naples, Bruxelles . .	700	700	(s) P. De Boeck
Compagnie Financière Africaine, S. C. R. L., rue du Commerce, Bruxelles . .	234	234	(s) Henri Depage

Noms des actionnaires.	Actions de fr. 10.000 nominatives.		Signatures.
	existantes	présentes ou représentées	
Crédit Foncier Africain, S. C. R. L., 39, rue du Commerce, Bruxelles . . .	234	234	(s) Henri Depage
Union Foncière Congolaise, S. C. R. L., 112, rue du Commerce, Bruxelles .	232	232	(s) Henri Depage
Cie Internationale des Pieux Armés Frankignoul, Sté. Ame., 196, rue Gré- try. Liège	292	292	(s) R. Bertrand
Les Entreprises Cerfontaine Frères, Sté Ame., 11, rue des Drapiers, Bruxel- les	237	237	(s) Et. Cerfontaine
Sotrah, Sté Ame. de Travaux Hy- drauliques, 11, rue des Drapiers, Bru- xelles	237	237	(s) Et. Cerfontaine
M. Maurice Delens, ingénieur, 207, avenue Molière, Ixelles	466	466	(s) Et. Cerfontaine
M. Paul-Théo Cerfontaine, industriel, 24, rue Beeckman, Uccle	50	50	(s) Et. Cerfontaine
M. Louis Dupont, ingénieur. 175, Pro- menade des Anglais, Nice	10	10	(s) Et. Cerfontaine
M. François Lardinois, chef compta- ble, 85, Square Coghen, Uccle	8	8	(s) Et. Cerfontaine
Mme A. M. G. Cerfontaine, 35, avenue de la Basilique, à Berchem Ste-Agathe .	46	46	(s) Et. Cerfontaine
M. Stephen Cerfontaine, directeur de travaux, 80, rue des Dragons, Rhode-St.- Genèse	50	50	(s) Et. Cerfontaine
Mlle Anne-Marie Cerfontaine, 35, ave- nue de la Basilique, Berchem-Ste-Agathe	2	2	(s) Et. Cerfontaine
Mlle Marina-Alexandra Cerfontaine, 35. avenue de la Basilique, Berchem-Ste- Agathe	2	2	(s) Et. Cerfontaine
Totaux :	<u>3.500</u>	<u>3.500</u>	

Arrêté le présent état à trois mille cinq cents actions de fr. 10.000 nominatives et à trois mille cinq cents actions de fr. 10.000 présentes ou représentées.

Le Président (signé) Henri Depage.

Le Secrétaire (signé) A. de Brouwer.

Les Scrutateurs (signé) A. Thys, Et. Cerfontaine.

Les Notaires (signé) P. Muylle, Jean De Doncker.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C., le 29 mai 1953, volume 28, folio 82, case 16, deux rôles, sans renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) A. Vandecavey.

Pour expédition conforme sans les procurations.

(sé) J. DE DONCKER.

Vu par nous : J. Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^e De Doncker, notaire.

Reçu quatre francs. N^o 2422.

Bruxelles, le 3 juin 1953.

(sé) J. Hubrecht.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. J. Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 juin 1953.

Le Chef de Bureau (sé) Verleysen.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 juin 1953.

Le Conseiller-adjoint (sé) N. Cornet.

.

-

Laminoirs, Trefileries et Cableries du Congo « LATRECA ».

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

à Elisabethville.

Siège Administratif : 82, rue de Froidmont, à Liège.

NOMINATIONS. — DELEGATIONS DE POUVOIRS.

Il est porté à la connaissance des tiers que par décision du Conseil d'Administration prise en date du 15 Mai 1953 ont été nommés :

Président du Conseil d'Administration :

Monsieur Albert RASQUINET, Ingénieur, demeurant à Liège, 156, avenue de l'Observatoire.

Administrateur-Directeur Général :

Monsieur Jacques STAQUET, Industriel, demeurant à Elisabethville (Congo Belge), 63, route de Jadotville.

Administrateurs-Délégués :

Monsieur Pierre RASQUINET, Ingénieur, domicilié à Liège, 84, rue de Froidmont, résidant actuellement à Elisabethville (Congo Belge), 87, avenue Wangermée.

Monsieur Joseph LERUITTE, Secrétaire Général de Société, demeurant à Sprimont, « Les Marronniers ».

Les pleins pouvoirs sont conférés aux Administrateurs ci-dessus nommés pour accomplir, au nom de la Société, agissant en leurs qualités respectives et conjointement deux à deux, tous les actes prévus à l'article 18 des statuts sociaux et la société sera valablement engagée par les signatures de deux d'entre eux employés conjointement.

Fondé de Pouvoirs de la Société.

Monsieur Albert RAEYMAEKERS, Expert-comptable, domicilié, 28, rue du Chêne à Grivegnée, résidant actuellement à Elisabethville (Congo Belge).

En cette qualité, l'intéressé agissant conjointement avec l'un des Administrateurs désignés ci-dessus, pourra accomplir tous actes d'administration en vue de la gestion journalière de la société.

Dans ces limites, la signature de Monsieur Albert RAEYMAEKERS, employée conjointement avec celle d'un des Administrateurs désignés ci-avant engagera valablement la société.

Liège, le 15 mai 1953.

Certifié conforme,

F. BOCHKOLTZ.

G. FRANCOTTE.

G. MAGNIETTE.

J. RASQUINET.

J. LERUITTE.

SARMA - CONGO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : à Bruxelles, Gal. du Commerce, 49-51.

Registre de commerce n° 221.775, Bruxelles.

Registre de commerce n° 2.288, Léopoldville.

—

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur belge du 5-6 décembre 1949 sous le n° 22.766 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1949, page 2158. Acte modificatif publié aux annexes du Moniteur Belge du 18-19 février 1952 sous le n° 2400 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1952.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 3 juin 1953.

ACTIF.

1. Immobilisé :

Immeubles, terrains, Constr.

Report du 31-12-51 . .	6.932.855,65	
Accrois. de l'exercice .	1.859.923,10	
	<hr/>	8.792.778,75

Mobilier et Mat. fixe et roulant.

Report du 31-12-51 . .	6.957.301,95	
Accrois. de l'exercice .	7.888.854,88	
	<hr/>	14.846.156,83

Frais d'installation.

Report du 31-12-51 . .	1.524.606,02	
Accrois. de l'exercice .	3.860.991,09	
	<hr/>	5.385.597,11
Amortis. de l'exercice .	2.254.815,89	
	<hr/>	3.130.781,22

Travaux en cours.

Report du 31-12-51 . .	2.469.543,18	
Accrois. de l'exercice .	13.271.992,14	
	<hr/>	15.741.535,32

Frais de 1^{er} établissement.

Report du 31-12-51 . . .	387.422,75	
Amortis. de l'exercice . . .	74.269,67	
	<u> </u>	313.153,08

Frais Constitution Société.

Report du 31-12-51 . . .	208.745,25	
Amortis. de l'exercice . . .	40.841,46	
	<u> </u>	167.903,79

Frais d'augment. de capital.

De l'exercice	456.260,—	
Amortis. de l'exercice . . .	456.260,—	
	<u> </u>	
		<u> </u> 42.992.308,99

2. Réalisable :

Marchandises div. - Prix rev.	44.197.672,30	
Marchandises flottantes	11.109.083,80	
Portefeuille-titre et participations . . .	1.160.000,—	
Titres en nantissement	126.192,23	
Clients. Débiteurs divers et garanties div.	30.502.858,46	
	<u> </u>	87.095.806,79

3. Disponible :

Caisses. Banques. Chèques Postaux	18.974.039,16
---	---------------

4. Comptes transitoires :

Frais à répartir	646.052,45	
Matériel flottant	1.854.322,50	
	<u> </u>	2.500.374,95

5. Comptes d'ordre :

Dépôts cautionnements agents	182.302,—	
Cautionnements statutaires (dépôt de titres)	P. M.	
	<u> </u>	<u> </u> 182.302,—
		<u> </u> 151.744.831,89

PASSIF.

1. *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital social	
représenté par 4000 actions de frs. 5.000 et	
100.000 actions de frs. 1000	120.000.000,—
Réserve légale	6.519,65
Amortissements sur :	

Constructions.

Report du		
31-12-51 .	235.921,50	
de		
l'exercice .	169.328,67	
	<hr/>	405.250,17

Mobilier et matériel fixe et roulant.

Report du	
13-12-51 .	973.674,05
de	
l'exercice .	1.879.715,78
	<hr/>
	2.853.389,83

annul. sur	
matériel	
vendu .	— 35.416,65
	<hr/>
	2.817.973,18

3.223.223,35

123.229.743,—

2. *Dettes de la société envers les tiers :*

Fournisseurs	18.731.393,63	
Effets à payer	5.679.432,80	
Créanciers div. et déposants de garanties	3.106.304,55	
	<hr/>	27.517.130,98

3. *Comptes d'ordre :*

Déposants cautionnements agents . .	182.302,—	
Cautionnement statutaire (déposants) .	P. M.	
	<hr/>	182.302,—

4. *Résultats :*

Report solde bénéficiaire de l'exercice 1951	123.873,63
Bén. net de l'ex. en cours	5.567.013,75

A déduire :

Amortis. de l'exercice .	4.875.231,47	
	<hr/>	691.782,28
		<hr/>
		815.655,91
		<hr/>
		151.744.831,89
		<hr/>
		<hr/>

Engagements pour commandes passées.

Marchandises diverses à recevoir	11.667.968,—
Matériel à recevoir	1.181.168,—
Travaux	2.576.125,—
	<u>15.425.261,—</u>

Compte de Pertes et Profits.

DEBIT.

Amortissements :

s/Immeubles et constructions	169.328,67	
s/Mobilier et matr. fixe et roulant	1.879.715,78	
s/Frais d'installation	2.254.815,89	
s/Frais de constitution	40.841,46	
s/Frais de 1 ^{er} établissement	74.269,67	
s/Frais d'augmentation de capital	456.260,—	
	<u>4.875.231,47</u>	
Bénéfice net :		
Report du 31-12-51	123.873,63	
De l'exercice	691.782,28	
	<u>815.655,91</u>	
		<u>5.690.887,38</u>

CREDIT.

Report du solde bénéficiaire au 31-12-51	123.873,63
Solde du compte d'exploitation	5.567.013,75
	<u>5.690.887,38</u>
Affectation et répartition du bénéfice :	
1. Réserve statutaire 5 % sur 691.782,28	34.589,35
2. Solde à reporter	781.066,56
	<u>815.655,91</u>

Situation du capital social.

Le capital social est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Jean VAN GIJSEL, Administrateur de Sociétés, Drijtoren, Meise, Président, Administrateur délégué.

M. Georges WOLFF, Administrateur de Société, 5, avenue Maurice, Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred VAN DER KELEN, Administrateur de Sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles, Administrateur.

M. Jacques J. DANSETTE, Administrateur de Sociétés, 114, Boulevard Brand Withlock, Bruxelles, Administrateur.

M. Edgard SOUWEINE, Administrateur de Sociétés, 30, avenue Brugmann, Bruxelles, Administrateur.

M. Edmond HOUSEN, Administrateur de Sociétés, 24, avenue Delcommune, Elisabethville (Congo Belge), Administrateur.

M. Paul-Marc DELHOUGNE, Administrateur de Sociétés, 6, Place Saint Paul, Liège, Administrateur.

M. Marcel NIEMEGEERS, Industriel, Bukavu (Congo Belge), Administrateur.

M. Léon SOUWEINE, Administrateur de Sociétés, 145, Boulevard Brand Withlock, Bruxelles, Commissaire.

M. André LEBRUN, Licencié en sciences agronomiques, Sinda Rutshuru (Congo Belge), Commissaire.

M. Pierre JUNGERS, Docteur en droit, 70, avenue du Chant d'Oiseau, Bruxelles, Commissaire.

M. Paul-Emile de SADELEER, Planteur, à Punga Rutshuru (Congo Belge - Kivu) Commissaire.

Un Administrateur,
(s.) J. J. DANSETTE.

Un Administrateur,
(s.) E. SOUWEINE.

SARMA - CONGO.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : à Bruxelles, Gal. du Commerce, 49-51.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 3-6-1953.

L'Assemblée ratifie à l'unanimité la nomination de Messieurs Paul-Marc DELHOUGNE et Marcel NIEMEGEERS en qualité d'administrateurs en remplacement de Messieurs Marcel DELHOUGNE et Hubert NIEMEGEERS, décédés.

Leur mandat expirera immédiatement après l'Assemblée générale de 1955.

Un Administrateur,
(s.) J. J. DANSETTE.

Un Administrateur,
(s.) E. SOUWEINE.

**Société Jean Van Gijsel
pour l'Élevage et la Culture aux Marungu.**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Pepa (Congo Belge).

Siège administratif : 49-51, Galerie du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles, n° 217.645.

Elisabethville, n° 851.

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge du 25-26 avril
1949 n° 7681 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1949.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 26 mai 1953.

ACTIF.

1. Immobilisé :

Frais de constitution	252.388,—	
Concession	1.800.000,—	
Terrains, constructions	6.872.189,21	
Matériel, mobilier.		
	<hr/>	8.924.577,21

2. Réalisable :

Cheptel bovin	7.000.000,—	
Haras et petit bétail	316.566,58	
Portefeuille titres et participations	2.435.886,72	
Marchandises, clients, débiteurs divers	7.174.961,11	
	<hr/>	16.927.414,41

3. Disponible :

Caisse, Banques, Chèques Postaux	1.509.981,49
--	--------------

4. Compte transitoire :

Frais à répartir	247.821,25
----------------------------	------------

5. Compte d'ordre :

Dépôts cautionnements agents	85.075,15	
Dépôts statutaires	P. M.	
	<hr/>	85.075,15
		<hr/>
		27.694.869,51
		<hr/>

PASSIF.

1. *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital social représenté par 18.000 parts sociales sans désignation de valeur	18.000.000,—	
Réserve statutaire	53.583,70	
Fonds de réserve	600.000,—	
Fonds d'assurances et prévisions diverses	2.400.000,—	
Amortissements :		
Report du 31-12-51	1.780.647,73	
Amortis. de l'exercice	828.103,50	
	<u>2.608.751,23</u>	23.662.334,93

2. *Dettes de la Société envers les tiers :*

Fournisseurs, créanciers divers	1.498.237,83	
Souscription à libérer	1.200.000,—	
	<u>2.698.237,83</u>	2.698.237,83

3. *Comptes d'ordre :*

Déposants cautionnements agents	85.075,15	
Déposants statutaires	P. M.	
	<u>85.075,15</u>	85.075,15

4. *Résultats :*

Report du solde bénéficiaire de l'exercice 1951	18.089,96	
Bénéfice net de l'exercice 1952	1.231.131,64	
	<u>1.249.221,60</u>	
	<u>27.694.869,51</u>	

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Fonds d'assurance et de prévisions diverses	2.400.000,—	
Amortissements :		
s/frais de constitution	25.238,80	
s/concessions	90.000,—	
s/constructions, mobilier, matériel	712.864,70	
	<u>828.103,50</u>	
	<u>3.228.103,50</u>	

Bénéfice de l'exercice 1952	1.231.131,64	
Solde reporté de l'exercice	18.089,96	
	<hr/>	
Solde bénéficiaire au 31-12-52		1.249.221,60
		<hr/>
		4.477.325,10
		<hr/>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1951		18.089,96
Solde du compte d'exploitation	4.412.752,49	
Bénéfice financier	46.482,65	
	<hr/>	
		4.459.235,14
		<hr/>
		4.477.325,10
		<hr/>

Répartition des bénéfices.

1. Réserve légale : 5 % s/1.231.131,64	61.557,—
2. Provision pour impôts	700.000,—
3. Tantièmes aux administrateurs et commissaires	40.000,—
4. Dividendes : frs. 20,— brut ou frs. 16.60 net aux 8.000 parts sociales	360.000,—
5. Solde à reporter	87.664,60
	<hr/>
	1.249.221,60
	<hr/>

Situation du capital social.

Le capital social est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Frédéric Van der Linden, administrateur, 47, rue Stanley, Uccle, Administrateur, Président du Conseil.

M. Jean Baptiste Van Gijssel, administrateur de sociétés, 3, drève de Château à Meisse, administrateur-délégué.

M. Jean Gillain, médecin vétérinaire, 8, rue René Gobert, Uccle, administrateur.

M. Edmond Housen, administrateur de sociétés, 24, avenue Delcommune, Elisabethville (Congo Belge), administrateur.

M. Antoine Gérard de Halloy de Waulsort, ingénieur civil des Mines U. I. Lv., 40, rue du Beau Site à Bruxelles, administrateur.

M. Chrétien Neyzen, attaché au Comité Spécial du Katanga, 24, avenue du Roi Soldat, Anderlecht, administrateur.

M. Aimable Bourgeois, expert-comptable, 51, avenue du Diamant, Schaerbeek, commissaire.

M. Jacques J. Dansette, administrateur de sociétés, 144, boulevard Brand Withlock à Woluwé St.-Lambert, commissaire.

M. Jean Hesbeen, expert comptable, 406, chaussée de Bruxelles, Forest, commissaire.

Un Administrateur,
(s.) J. GILLAIN.

Un Administrateur,
(s.) C. NEYZEN.

Centrale Immobilière du Katanga.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

Registre de Commerce d'Elisabethville : n° 761.

Acte constitutif du 4 octobre 1949, arrêté royal du 10 novembre 1949,
publié au « Bulletin Officiel » du 15 décembre 1949.

Bilan au 31 décembre 1951.

(Approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 3 juin 1953).

ACTIF.

1. Immobilisé :

Concession terrain	2.000.000,—	
Frais sur concession	41.687,—	
Amortissements	41.687,—	
	<hr/>	
Frais de constitution Société	274.576,60	
Frais de 1 ^{er} Etablis.	1.702,—	
Amortissements	1.702,—	
	<hr/>	
	<hr/>	2.274.576,60

2. Réalisable et disponible :

Actionnaires	14.400.000,—	
Portefeuille-titres	2.494.832,87	
Banques	894.243,53	
	<hr/>	17.789.076,40

3. Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.	
	<hr/>	20.063.653,—
		<hr/>

PASSIF.

1. Dettes de la Société envers elle-même :

Capital social	20.000.000,—
représenté par 20.000 actions de capital de 1.000 frs. chacune.	

Amortissements

sur frais de constitution Société	63.653,—	
	<hr/>	20.063.653,—

2. Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.	
	<hr/>	20.063.653,—
		<hr/>

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux		13.861,—
Amortissements :		
Sur frais s/concession	20.147,—	
s/frais de 1 ^{er} établissement	1.702,—	
s/frais de constitution	63.653,—	
	<hr/>	85.502,—
		<hr/>
		99.363,—
		<hr/>

CREDIT.

Résultats financiers		99.363,—
		<hr/>

Situation du capital social.

Versements effectués	5.600.000,—
Capital restant à libérer :	
S. C. R. L. Inco Sarma	13.496.000,—
Comité spécial du Katanga	800.000,—
M. J. Van Gijssel	24.000,—
M. G. Wolff	24.000,—
M. A. Van der Kelen	24.000,—
M. H. Niemegeers	24.000,—
Monsieur le Baron P. de Sadeleer	8.000,—
	<hr/>
	14.400.000,—
	<hr/>
	20.000.000,—
	<hr/>

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Jean VAN GIJSEL, Administrateur de Sociétés, Drytoren, Meise, Président du Conseil.

M. Georges WOLFF, Administrateur de Sociétés, 5, avenue Maurice, Bruxelles, Administrateur.

M. Alfred VAN DER KELEN, Administrateur de Sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles, Administrateur.

M. Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, Administrateur de Sociétés, 57, Witherendreef, Overijse N.-D. au Bois, Administrateur.

M. Paul Emile de SADELEER, Planteur à Punga-Rutshuru (Kivu) Congo Belge, Commissaire.

M. Aimable BOURGEOIS, Expert-comptable, 51, avenue du Diamant, Bruxelles.

Un Administrateur,
J. VAN GYSEL.

Un Administrateur,
A. VAN DER KELEN.

—

INCO - SARMA.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

Registre de Commerce de Bruxelles : 216.835.

Registre de Commerce de Léopoldville : 2.209.

Acte constitutif du 22 septembre 1948. Arrêté royal du 25 octobre 1948 publié au « Bulletin Officiel » du 15 décembre 1948 et aux annexes du Moniteur Belge du 22 janvier 1949, acte 1172. Modifications publiées au « Bulletin Officiel » du 15 janvier 1951 et aux annexes du Moniteur Belge du 22-23 janvier 1951, acte 1251.

Bilan au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 3-6-1953.

ACTIF.

1. Immobilisé :

Terrains	1.475.519,50	
Frais de const. Soc.	782.932,65	
Amortissements	782.931,65	
	<hr/>	1,—
Frais de 1 ^{er} établissem.	27.205,30	
Amortissements	27.204,30	
	<hr/>	1,—
Frais augment. capital	496.521,—	
Amortissements	496.520,—	
	<hr/>	1,—
Frais d'installation	358.473,75	
Amortissements	358.473,75	
	<hr/>	
	<hr/>	1.475.522,50

2. Réalisable et disponible :

Marchandises	2.250.000,—	
Portefeuille-titres et participations	88.078.000,—	
Débiteurs divers	24.133.158,50	
Actionnaires	480.000,—	
Banques	10.973.546,30	
	<hr/>	125.914.704,80

3. Compte d'ordre :

Garantie statutaire (dépôts de titres)	P. M.	
	<hr/>	127.390.227,30
	<hr/>	

PASSIF.

<i>1. Dettes de la Société envers elle-même :</i>		
Capital social représenté par 10.000 actions de frs. 10.000 chacune	100.000.000,—	
Réserve statutaire	328,—	
	<hr/>	100.000.328,—
<i>2. Dettes de la Société envers les tiers :</i>		
Souscriptions à libérer	25.466.500,—	
Créanciers divers	354.500,—	
	<hr/>	25.821.000,—
<i>3. Résultats :</i>		
Bénéf. net de l'exercice	2.901.131,85	
<i>A déduire :</i>		
Amortis. de l'exercice	1.338.464,70	
	<hr/>	1.562.667,15
Report bénéfice au 31-12-51	6.232,15	
	<hr/>	1.568.899,30
<i>4. Compte d'ordre :</i>		
Garantie statutaire (déposants de titres)	P. M.	
	<hr/>	127.390.227,30
	<hr/>	<hr/>

Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

<i>Amortissements :</i>	
s/frais constitution société	587.197,65
s/frais 1 ^{er} établissement	20.403,30
s/frais augmentation de capital	372.390,—
s/frais d'installation	358.473,75
	<hr/>
	1.338.464,70
Bénéfice net de l'exercice	1.562.667,15
Report bénéfice au 31-12-51	6.232,15
	<hr/>
	2.907.364,—
	<hr/>

CREDIT.

Report bénéfice au 31-12-51	6.232,15
Solde bénéficiaire de l'exercice	2.901.131,85
	<hr/>
	2.907.364,—
	<hr/>

Répartition du bénéfice :

5 % à la réserve statutaire	78.133,—
Solde à reporter	1.490.766,30
	<hr/>
	1.568.899,30
	<hr/>

Situation du capital social.

Versements effectués	99.520.000,—
Capital restant à libérer : M. A. Van der Kelen . . .	480.000,—
	<hr/>
	100.000.000,—
	<hr/>

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Président du Conseil :

M. Jean VAN GIJSEL, Administrateur de Sociétés, Drijtoren, Meise.

Administrateurs :

M. Georges WOLFF, Administrateur de Sociétés, 5, avenue Maurice, Bruxelles.

M. Fernand MEUNIER, Administrateur de Sociétés, 1, avenue des Héliotropes, Bruxelles.

M. Jacques J. DANSETTE, Administrateur de Sociétés, 114, Boulevard Brand Withlock, Bruxelles.

M. Alfred VAN DER KELEN, Administrateur de Sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles.

M. Edgard SOUWEINE, Administrateur de Sociétés, 30, avenue Brugmann, Bruxelles.

M. Paul-Marc DELHOUGNE, Administrateur de Sociétés, 6, Place Saint Paul, Liège.

Commissaires :

M. Léon SOUWEINE, Administrateur de Sociétés, 145, Boulevard Brand Withlock, Bruxelles.

M. Jean DE GREEF, Administrateur de Sociétés, 126, avenue Winston Churchill, Bruxelles.

M. André LE BRUN, Licencié en Sciences agronomiques, Sinda - Ruts-huru (Congo Belge).

Un Administrateur,
F. MEUNIER.

Un Administrateur,
J. J. DANSETTE.

INCO - SARMA.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, Galerie du Commerce, 49-51.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du Procès verbal de l'Assemblée Générale ordinaire du 3 juin 1953.

A l'unanimité des voix, l'Assemblée ratifie la nomination de Monsieur Paul-Marc DELHOUGNE en qualité d'Administrateur en remplacement de Monsieur Hubert NIEMEGERES, décédé.

Le mandat de Monsieur Paul-Marc DELHOUGNE expirera immédiatement après l'Assemblée Générale ordinaire de 1955.

Un Administrateur,
F. MEUNIER.

Un Administrateur,
J. J. DANSETTE.

Compagnie du Katanga.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles n° 3878.

Elisabethville n° 989.

Extrait du procès-verbal de la séance du conseil général du 11 mai 1953.

NOMINATION — POUVOIRS.

Le conseil, agissant conformément aux articles 18, 24 et 26 des statuts, appelle Monsieur Lucien de BECO, secrétaire général, 213, Avenue Brugmann, Bruxelles, aux fonctions de directeur et décide que ses pouvoirs sont ceux stipulés aux articles 25 et 27 des statuts et que ceux-ci peuvent être exercés en Afrique.

Toutefois, les opérations sur des comptes existants ou à ouvrir en banque ou à l'office des chèques postaux, notamment pour effectuer tous retraits et transferts de fonds, faire clôturer tous comptes, les approuver, en retirer le solde, donner décharge, signer tous endos et acquits, devront, pour être valable, être signé soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et le Directeur, soit par le président, le vice-président et administrateur-délégué ou le directeur signant conjointement avec M. A. GONZE, chef du service de la comptabilité, 65, Avenue des Citrinelles, Audergem.

Les présents pouvoirs remplacent les pouvoirs délégués par le conseil à Monsieur de BECO en sa séance du 8 mai 1950.

Certifié conforme,

Un Administrateur,
E. VAN DER STRAETEN.

Un Administrateur,
G. PERIER.

Compagnie Industrielle de Diniuniu-Kasai, in verkorting « CIDEKA ».

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid

Maatschappelijke zetel : Diniuniu-bij-Luebo (Belg. Kongo).

Administratieve zetel : Brugge, Oude Zak, 20.

Handelsregister Luluabourg n^o 523.

Opgericht bij akte verleden vóór Mr Jacques RICHIR, Notaris te Brussel, in dd. 8 Maart 1951, goedgekeurd bij Besluit van de Koninklijke Prins in dd. 24 April 1951, verschenen in het « Bulletin Officiel du Congo Belge » in dd. 15 Mei 1951 — Bijlage I — Blz. 1084 à 1094, gewijzigd bij akte verleden vóór Mr Jacques Richir, Notaris te Brussel, in dd. 17 Oktober 1952, verschenen in het « Bulletin Officiel du Congo Belge » in dd. 15 December 1952 — Bijlage I — Blz. 2754 à 2758.

Balans per 31 December 1952.

Goedgekeurd door de Algemene Vergadering der aandeelhouders van 6 Juni 1953.

ACTIVA.

Vastliggend :

Plantages, gebouwen, machienes, materieel, meubelen, op- richtingskosten, materieel	2.033.070,50
--	--------------

Verwezenlijkbaar :

Producten, magazijn goederen in voorraad, niet verbruikte algemene onkosten, en debiteuren	1.174.966,44
---	--------------

Beschikbaar :

Kassen, banken en postcheckrekening	726.771,84
---	------------

Orderekening :

Statutaire waarborgen	memorie
	<hr/>
	3.934.808,78
	<hr/>

PASSIVA.

Tegenover de vennootschap :

Kapitaal en afschrijvingen	2.553.385,18
--------------------------------------	--------------

Tegenover derden :

Leveranciers, crediteuren, te betalen kosten en vergoedin- gen	1.271.366,90
---	--------------

Orderekening :

Statutaire waarborgen memorie

Verlies en winstrekening :

Winst van het boekjaar	333.673,96	
Verliessaldo opnieuw	223.617,26	
	<hr/>	110.056,70
		<hr/>
		3.934.808,78
		<hr/>
		<hr/>

Verlies- en winstrekening per 31 December 1952.

DEBET.

Saldo opnieuw	223.617,26
Algemene onkosten	1.048.002,66
Afschrijvingen	43.535,18
Vergoedingen beheerders en commissaris	70.000,—
Netto winst	110.056,70
	<hr/>
	1.495.211,80
	<hr/>
	<hr/>

CREDIT.

Bruto exploitatie-winst	1.479.339,80
Diverse baten	15.872,—
	<hr/>
	1.495.211,80
	<hr/>
	<hr/>

Uittreksel uit het proces-verbaal van de gewone algemene vergadering der aandeelhouders, gehouden in dato 6 Juni 1953.

De vergadering hecht haar goedkeuring aan het verslag, de balans en verlies- en winstrekening over het boekjaar 1952, afgesloten door de Raad van Beheer, en goedgekeurd door de Commissaris. Te zelfder tijd keurt zij het voorstel van de Raad van Beheer goed, het winstsaldo te verdelen als volgt :

Statutaire reserve	5.502,85
Speciaal reservefonds	100.000,—
Op nieuwe rekening	4.553,85
	<hr/>
	110.056,70
	<hr/>
	<hr/>

Deze beslissing wordt aangenomen met algemeenheid van stemmen.

Door bijzondere stemming verleent de vergadering, ontlasting aan de beheerders en de commissaris, voor hun mandaat tot op 31 December 1952.

Deze beslissing wordt aangenomen met algemene stemmen.

Toestand van het maatschappelijk kapitaal op 31 December 1952 : Het maatschappelijk kapitaal, zijnde 2.500.000 fr., is volstort.

Samenstelling van de raad van beheer :

De heer Raymond Zwartjes, Industrieel, Oude Zak, 20, te Brugge.

De heer Michel Zwartjes, Industrieel, Zandstraat, 461, Sint-Andries-Brugge.

Mevrouw Monique Vlamynck, Wwe Cesar Heinkens, zonder beroep, Sulferbergstraat, 32, te Brugge.

De Commissaris :

De heer Kamiel Dedeckel, Licenciaat in Handels- en Financieel Wetenschappen, Leopold I-laan, 80, te Brugge.

Voor eensluidend afschrift :

De Voorzitter,
Raymond ZWARTJES.

Société de Crédit au Colonat et à l'Industrie

Constituée sous forme de

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège administratif : Avenue Louise, 146, à Bruxelles.

Siège principal : Avenue Lippens, à Léopoldville-Kalina.

Fondée en vertu du Décret du 1^{er} juillet 1947, modifié par Décret du 29-1-1953.

Statuts approuvés par A. R. du 31-7-47 et modifications approuvées par arrêtés des 19-5-49, 6-3-51 et 23-5-53.

Publications au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15-9-1947, 15-6-1949, 15-4-1951 et 15-6-1953.

Bilan au 31 décembre 1952

(approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	11.365.751,80	
Matériel et mobilier	2.946.990,—	
	<hr/>	14.312.741,80
Amortissements :		
Antérieurs	2.438.433,75	
De l'exercice	1.481.481,05	
	<hr/>	3.919.914,80
		<hr/>
		10.392.827,—

Réalisable :

Bon du Trésor Colonie	20.000.000,—	
Colonie : convention de bonne fin	3.870.281,35	
	<hr/>	23.870.281,35

Disponible :

Caisse, banques, chèques-postaux	18.857.368,33
--	---------------

Emprunteurs (Portefeuille effets) :

Crédits ordinaires	255.174.264,25	
Amortissements s/dito	3.870.281,35	
	<hr/>	251.303.982,90
Crédits financés par la Colonie : colons issus des fermes-écoles	6.729.253,50	
	<hr/>	258.033.236,40
Débiteurs divers	227.948,—	
	<hr/>	311.381.661,08
	<hr/>	<hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	300.000.000,—	
Réserve légale	85.566,10	
	<hr/>	300.085.566,10

Dettes envers les tiers :

Colonie : avances pour financement de colons issus des fermes-écoles	6.753.000,—	
Créditeurs divers	254.438,30	
	<hr/>	7.007.438,30

Compte transitoire :

Intérêts perçus d'avance	2.887.491,—	
<i>Pertes et profits :</i>		
Report de l'exercice précédent	125.756,03	
Bénéfice de l'exercice	1.275.409,65	
	<hr/>	1.401.165,68
		<hr/>
		311.381.661,08
		<hr/>

Comptes d'ordre :

Crédits autorisés et non encore utilisés	32.926.390,50
Promesses souscrites par les emprunteurs	P. M.
Garanties reçues	P. M.
Cautionnements à l'immigration	132.300.000,—
Cautionnements statutaires	P. M.

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais de gestion	7.149.980,95	
Amortissements s/immobilisé	1.481.481,05	
Solde bénéficiaire :		
Bénéfice de l'exercice	1.275.409,65	
Report de l'exercice précédent	125.756,03	
	<hr/>	1.401.165,68
		<hr/>
		10.032.627,68
		<hr/>

CREDIT.

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	125.756,03	
Intérêts sur prêts	8.981.048,91	
Intérêts sur Bons du Trésor Colonie	672.214,—	
Commissions, indemnités et divers	253.608,74	
	<hr/>	9.906.871,65
		<hr/>
		10.032.627,68
		<hr/>

Répartition du bénéfice.

Solde disponible	1.401.165,68	
Solde reporté de l'exercice précédent	125.756,03	
	<hr/>	- 1.275.409,65
Bénéfice net de l'exercice :		
5 % à la réserve légale	63.770,48	
50 % du surplus au fonds de prévision	605.819,57	
	<hr/>	669.590,05
		<hr/>
		605.819,60
Report de l'exercice précédent		125.756,03
		<hr/>
Report à nouveau		731.575,63
		<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Conseil d'Administration :

Monsieur William VAN REMOORTEL, avocat près la Cour, Avenue Louise, 496, Bruxelles.

Monsieur Jules VAN LANCKER, administrateur de sociétés, Avenue Lippens, 11, Léopoldville-Kalina.

Monsieur René DUERINCKX, administrateur de société, Avenue Winston Churchill, 34, Uccle.

Monsieur Jacques DUBOIS, délégué en Belgique de la Fédération des Associations de colons du Congo et du Ruanda-Urundi belges, en abrégé Fédacol, Avenue de l'Escrime, 41, Woluwé-St.-Pierre.

Monsieur Pierre JENTGEN, Directeur Général honoraire du Ministère des Colonies, Avenue Molière, 117, Forest.

Monsieur Robert VANDEPUTTE, Président de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Avenue de Tervueren, 282, Woluwé-St.-Pierre.

Monsieur Richard BASELEER, administrateur de sociétés, Avenue Prekelinden, 142, Woluwé-St.-Lambert.

Monsieur Léon BRUNEEL, administrateur de sociétés, Avenue Antoine Depage, 5, Bruxelles.

Monsieur Henri LEBEAU, Directeur du service du Domaine au Comité National du Kivu, Avenue Louise, 441, Bruxelles.

Monsieur Arthur-Edouard de SAN, Secrétaire Général honoraire du Congo Belge, Avenue Brugmann, 71, Forest.

Monsieur Léon GRAULS, Commissaire de District honoraire du Congo Belge, Chaussée de Louvain, 136, Vossem.

Monsieur Hector MARTIN, Premier-Directeur de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Avenue Richard Neybergh, 16, Bruxelles II.

Monsieur Chrétien NEYZEN, Directeur au Comité Spécial du Katanga, Avenue du Roi Soldat, 24, Anderlecht.

Monsieur Paul QUARRE, Administrateur de sociétés, Rue du Trône, 38, Bruxelles.

Monsieur Victor RAULIER, Administrateur-Directeur Général de la Banque Belge d'Afrique, Avenue Centrale, 1, Crainhem.

Monsieur Paul JONCKHEERE, Administrateur de la Société Congolaise de Banque, Rue Montagne du Parc, 2, Bruxelles.

Monsieur Emile VAN DE GHINSTE, Représentant de l'Aprocolin, Avenue de la Mer, 166, Coxyde.

Monsieur Ernest STOFFELS, Professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux et Conseiller Technique à l'INEAC, Rue d'Arlon, 78, Bruxelles.

Commissaires aux comptes :

Monsieur Aimable BOURGEOIS, Secrétaire-Général adjoint du Comité Spécial du Katanga, Avenue du Diamant, 51, Schaerbeek.

Monsieur Ivan DELHAYE, Directeur au Ministère des Colonies, Rue des Garennnes, 18, Watermael-Boitsfort.

Monsieur Jacques LEFEBVRE, Fonctionnaire du Ministère des Colonies, Avenue Georges Henri, 437, Woluwé-St.-Lambert.

Commissaires du Gouvernement :

Monsieur Gaston DERKINDEREN, Conseiller au Ministère des Colonies, Avenue Parmentier, 42, Woluwé-St.-Pierre.

Monsieur Germain PETIT, Fonctionnaire de la Colonie, Avenue Van Becelaere, 113, Watermael-Boitsfort.

« NAMACO »

Nieuwe Afrikaanse maatschappij van Algemene Constructies.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid.

te Leopoldstad-Kalina.

Bestuurlijke zetel : Antwerpen, Amerikalei, 202.

Handelsregister van Leopoldstad, n° 5053.

Handelsregister van Antwerpen, n° 124418.

—

Gesticht bij akte verleden vóór notaris A. Cols, te Antwerpen, in datum van 21 Februari 1953, standregelen gepubliceerd in de bijlagen aan het « Belgisch Staatsblad » van 20 Maart 1953, onder n° 4166.

MACHTEN.

*Uittreksel uit het verslag van de vergadering van de beheerraad
in datum van 14 Maart 1953.*

De beheerraad beslist volgende machten toe te kennen aan de beheerders Louis Van Rijmenant en Eugène Stuyck.

a) Onder hun gezamenlijke handtekening :

Alle contracten afsluiten die tot de normale activiteit der vennootschap behoren, doch met uitdrukkelijke uitsluiting van alle akten van beschikking van bestendige aard; alle administratieve, technische en boekhoudkundige werkzaamheden leiden en opleggen; het personeel van de vennootschap aan- en afstellen, hun machten en bevoegdheden bepalen, wedden en vergoedingen ervan vaststellen.

b) Onder hun enkele en afzonderlijke handtekening :

De briefwisseling voeren en ondertekenen; rekeningen openen voor de vennootschap bij banken, kassenbeheren, posterijen, postcheckambt, toldiensten, enz.; er alle stortingen op doen, overschrijvingen, bewaargevingen of terugbetalingen van sommen, effecten of waarden; checks, wissels, orderbriefjes en alle andere betalingsmandaten uitgeven, ondertekenen, rugtekenen, accepteren en avaliseren; alle zendingen en brieven, aangetekend, verzekerd of niet, terugtrekken bij en ontvangen van posterijen, telegraaf, toldiensten, spoorweg, vervoerondernemingen, enz.; alle sommen of waarden betalen of ontvangen, er kwijting of ontlasting voor verlenen; in alle rechtsvorderingen de vennootschap, zo als aanlegster als verweerster, vertegenwoordigen; ten voorgescreven einde, alle verklaringen, stukken en akten tekenen, woonst kiezen, in de plaats stellen en in één woord, alles doen wat nodig zal blijken voor de uitoefening van hun volmacht.

Voor gelijkvormig afschrift :

J. MEULEMEESTER.

Ondervoorzitter.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de 30 April 1953, boekdeel 234, blad 2, vak 1. Eén blad geen verzending.

Ontvangen 40 frank. De ontvanger.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen de 9 Mei 1953).

« NAMACO »

Nieuwe Afrikaanse maatschappij van Algemene Constructies.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid.

Maatschappelijke zetel : Leopoldstad.

Bestuurlijke zetel : Antwerpen, Amerikalei, 202.

Handelsregister van Leopoldstad, n^o 5.053.

Handelsregister van Antwerpen, n^o 124.418.

VOLMACHTEN.

In zijn zitting van 16 Mei 1953, heeft de beheerraad beslist volgende machten toe te kennen binnen het grondgebied van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi, aan de heer René SANNEN, Conducteur bij de vennootschap, en dit behoudens herroeping voor een termijn van drie jaar ingaande op 30 Juni 1953.

1. *Onder zijn enkele en afzonderlijke handtekening.*

De lopende briefwisseling voeren en ondertekenen; alle zendingen en brieven aangetekend, verzekerd of niet, terugtrekken bij en ontvangen van posterijen, telegraaf, toldiensten, spoorwegen en andere vervoerdiens-ten; checks en overschrijvingsorders, uitschrijven op banken, postcheck-diensten en posterijen tot een bedrag per betalingsorder van fr. 50.000 per week en per begunstigde.

Inlands personeel van de vennootschap aan- en afstellen, hun lonen en vergoedingen bepalen, hun werkzaamheden opleggen en leiden; alle contractuele of wettelijke wedden, lonen en vergoedingen uitbetalen.

2. *Onder de gezamentlijke handtekening van hem zelve met de handtekening van één der beheerders Louis VAN RYMENANT, ofwel Eugene STUYCK.*

Rekeningen openen voor de vennootschap bij banken, openbare besturen, posterijen, toldiensten, enz.; postbussen openen, alle stortingen, overschrijvingen, bewaargevingen, of terugbetalingen van sommen, effecten of waarden doen; checks, wissels, orderbriefjes en alle andere betalingsmandaten ondertekenen, rugtekenen, accepteren en avaliseren; alle sommen ontvangen en er kwijting of ontlasting voor verlenen; in alle rechtsvorderingen de vennootschap, zowel als aanlegster als verweerster vertegenwoordigen; ten voorgescreven einde alle verklaringen, stukken, akten tekenen, woonstkiezen, in de plaats stellen en in één woord, alles doen wat noodzakelijk is voor de uitoefening van deze volmacht.

NAMACO, C. V. A. B. A.

E. STUYCK.

Beheerder.

J. MEULEMEESTER.

Ondervoorzitter.

Gemeentebestuur van Berchem, Prov. Antwerpen.

Gezien voor echtverklaring van de hier achter staande handtekening van Mijnheer Stuyck Eugène, in onze aanwezigheid geplaatst.

Berchem, 3-6-1953.

De Burgemeester, R. Bossaerts.

A. S. 101434.

Gemeentebestuur Antwerpen.

Gezien door ons, Burgemeester van de Stad Antwerpen, voor wettiging van de achterstaande handtekening van Mijnheer Meulemeester Julius.

Voor de Burgemeester : De afgevaardigde Schepen,

Onleesbaar.

SOCIETE TEXTILE DE STANLEYVILLE.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social à Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Gand, 29, rue Neuve Saint-Pierre.

Registre du Commerce de Gand n° 61511.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 543.

Autorisé par arrêté royal du 24 juin 1949, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1949, statuts publiés aux Annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 août 1949 et du Moniteur Belge du 16 juillet 1949, n° 15634.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
du 9 juin 1953.

ACTIF.

Frais de 1 ^{er} établissement	117.255,10
Frais de constitution	22.991,30
Débiteurs divers	37.806,25
Banque Belge d'Afrique compte courant	241,95
Banque Belge d'Afrique compte dépôt à terme	850.000,—
	<hr/>
	1.028.294,60
	<hr/>

PASSIF.

Capital	1.000.000,—
Amortissements	26.031,25
Créditeurs divers	2.263,35
	<hr/>
	1.028.294,60
	<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Amortissements sur frais de 1 ^{er} établissement	12.750,—
	<hr/>

CREDIT.

Intérêts sur compte dépôt à la Banque Belge d'Afrique .	12.750,—
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président.

M. Anatole DE BAUW, Administrateur de Sociétés, 107, avenue De-fré, Uccle.

Administrateurs.

M. Gaston BRAUN, Administrateur de Sociétés, 29, rue Neuve Saint-Pierre, Gand.

M. Auguste-Georges CLOSON, Administrateur de Société, avenue du Prince d'Orange, 16, Uccle.

M. Marcel DEGUENT, Administrateur de Sociétés, avenue des Ormeaux, 6, Uccle.

Collège des Commissaires.

M. René HANET, Industriel, Boulevard Britannique, 21, Gand.

M. François VANHOEGAERDEN, Secrétaire de Société, rue des Haies, 6, Ottignies.

SOCIETE TEXTILE DE STANLEYVILLE.

Un Administrateur,
G. BRAUN.

Le Président,
A. DE BAUW.

Société des Ciments du Congo.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Lukala (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles n° 1989.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2415.

--

Acte constitutif publié aux annexes du Moniteur Belge : année 1949, n° 24.176, et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1950.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 1953.

ACTIF.

<i>Premier établissement :</i>	<i>(en francs congolais)</i>	
Apports	200.000,—	
Amortissements	199.999,—	1,—
	<hr/>	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	418.267,40	
Amortissements	418.266,40	1,—
	<hr/>	
		<hr/>
		2,—
 <i>Immobilisé :</i>		
Terrains en Afrique	257.997,64	
Amortissements	94.447,41	
	<hr/>	163.550,23
Usine, matériel industriel et rechanges .	198.858.731,09	
Amortissements	65.732.467,93	
	<hr/>	133.126.263,16
Habitations et bâtiments non industriels .	20.117.625,05	
Amortissements	8.073.964,53	
	<hr/>	12.043.660,52
Camps indigènes	19.028.022,32	
Amortissements	1.420.832,94	
	<hr/>	17.607.189,38

Matériel de manutention, de transport et divers	17.682.442,65	
Amortissements	7.222.396,36	10.460.046,29
		<hr/>
Mobilier en Europe et en Afrique	5.464.906,74	
Amortissements	2.164.953,66	3.299.953,08
		<hr/>
		176.700.664,66

Réalisable et disponible :

Produits fabriqués et en cours de fabrication	4.193.326,—	
Approvisionnements en Afrique	52.443.781,34	
Avances sur commandes en cours	7.639.959,66	
Approvisionnements en Europe et en cours de route	7.072.319,—	
Banquiers, caisse et chèques-postaux en Afrique	4.914.718,25	
Banquiers, caissé et chèques-postaux en Europe	36.248.593,22	
Portefeuille et participations	40.449.300,—	
Débiteurs en Afrique	44.788.511,97	
Débiteurs en Europe	4.410.816,—	202.161.325,44
		<hr/>

Divers :

Cautionnements et garanties	6.500,—	
Frais d'études diverses	5.304.349,12	5.310.849,12
		<hr/>

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	
Fonds syndicaux	P. M.	
		<hr/>
		384.172.839,22
		<hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	150.000.000,—
Réserve statutaire	3.825.295,68
Fonds de réserve disponible	58.782.597,58
Fonds du personnel	4.980.145,20

Fonds de renouvellement	676.698,60	
Fonds de révision	428.482,10	
Fonds pour investissement dans la Colonie en faveur des indigènes	8.333.987,56	227.027.206,72
	<hr/>	

Dettes de la société envers les tiers :
(sans garanties réelles)

Créditeurs en Afrique	23.458.003,91	
Créditeurs en Europe	3.280.104,48	
Effets à payer	60.139.680,—	
Dividendes à payer	384.419,11	
Versements non appelés sur titres du por- tefeuille et participations	6.400.500,—	93.662.707,50
	<hr/>	

Divers :

Comptes créditeurs	25.542.967,20
------------------------------	---------------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
Titulaires syndicaux	P. M.

Profits et pertes :

Solde de l'exercice	37.939.957,80
	<hr/>
	384.172.839,22
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DOIT.

Partie des frais généraux d'administration, charges finan- cières et fiscales non couverte par prix de revient . . .	11.300.259,67
---	---------------

Amortissements :

sur usine, matériel industriel et rechanges	16.073.658,02	
sur habitations et bâtiments	681.521,59	
sur camps indigènes	102.010,46	
sur matériel de manutention, de transport et divers	2.130.024,60	
sur mobilier	367.158,94	19.354.373,61
	<hr/>	

Amortissement sur portefeuille et participations . . .	100.000,—
Provision pour impôts	8.000.000,—
Solde favorable	37.939.957,80
	<u>76.694.591,08</u>

AVOIR.

Produit brut d'exploitation	76.556.388,94
Revenus du portefeuille	138.202,14
	<u>76.694.591,08</u>

Répartition du solde bénéficiaire :

à la réserve statutaire 5 %	1.896.997,89
au fonds de réserve disponible	9.196.369,01
dividende brut aux 75.600 actions anciennes	18.900.000,—
demi-dividende brut aux 37.800 actions nouvelles . .	4.725.000,—
tantièmes aux administrateurs et commissaires . . .	3.221.590,90
	<u>37.939.957,80</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

MM. L. BECKERS et G. GAILLARD sont réélus en qualité d'administrateur.

Les décisions des conseils généraux qui ont élu respectivement en qualité d'administrateur MM. G. REGNIER et A. JADOUL pour achever les mandats devenus vacants par la démission de M. E. SENGIER et le décès de M. A. BEMELMANS, sont ratifiées.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Président :

M. Max NOKIN, directeur de la Société Générale de Belgique, chaussée de Malines, 40 à Crainhem.

Vice-Président :

M. Robert THYS, ingénieur, avenue Louise, 136, à Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Fernand NISOT, ingénieur, rue d'Edimbourg, 15, à Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien BECKERS, ingénieur, avenue Hamoir, 24, à Uccle;

M. Robert CAMBIER, directeur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, avenue Louis Lepoutre, 48 à Ixelles;

M. Ernest DALIMIER, ingénieur, avenue Blonden, 17 à Liège;

M. Georges GAILLARD, ingénieur civil des mines, avenue Emile Demot, 18 à Bruxelles;

M. Robert JADOUL, ingénieur, avenue du Prince d'Orange, 26 à Uccle;

M. Robert LIPPENS, ingénieur-chimiste, Lindenplaats à Moerbeke-Waas;

M. Albert MARCHAL, conseiller de la Société Générale de Belgique, avenue du Vert Chasseur, 46 à Uccle;

M. Georges REGNIER, ingénieur, avenue Sidonio Pais, 16-2-E à Lisbonne (Portugal).

Commissaires :

M. Max BOEL, ingénieur, Beauregard à Court-Saint-Etienne;

M. Jules DE BRUYN, secrétaire-comptable, avenue Jasogne, 25 A, à Waterloo;

M. Joseph PILATE, chef de comptabilité, rue de Hennin, 91 à Ixelles.

Un Administrateur,

R. CAMBIER.

L'Administrateur-délégué,

F. NISOT.

Société Cotonnière de la Luisa.

Société Anonyme, à Anvers.

rue Arenberg, 21.

Registre du Commerce d'Anvers n° 113164.

Constituée par acte passé devant M^e Victor Goffinet, notaire à Genck, le 19 décembre 1938, publié aux annexes du Moniteur belge, le 31 décembre 1938, sous le n° 16762; dont les statuts ont été modifiés suivant actes passés devant : a) M^e Henri van Soest à Hasselt, le 3 janvier 1949, publié aux annexes du Moniteur belge du 28 janvier 1949, sous le n° 1451; b) M^e Antoine Cols à Anvers, le 3 août 1950, publié aux annexes du Moniteur belge des 21 et 22 août 1950, sous le n° 15802.

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles Afrique	2.071.331,05	
Machines Afrique	2.507.611,58	
Mobilier et matériel Afrique	917.332,76	
Matériel roulant Afrique	680.746,—	
Mobilier et matériel Europe	4.284,50	
	<u>6.181.305,89</u>	
Amort. précédents	995.439,14	
Amort. de l'exercice	480.533,41	
	<u>1.475.972,55</u>	4.705.333,34
Terrains Afrique		19.550,—
		<u>4.724.883,34</u>

Réalisable :

Débiteurs divers	6.524.305,26	
Approvisionnements et produits	1.375.758,31	
Portefeuille	60.226,—	
	<u>7.960.289,57</u>	

Comptes spéciaux (décret du 18 juin 1947) :

Sommes à percevoir lors de la vente des produits cotonniers confiés à la société	4.065.754,74
Produits cotonniers confiés à la société	P. M.

Disponible :

Caisse et Banque Afrique	550.139,09
------------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Dépôts cautions	21.635,—
Dépôts statutaires	P. M.
	<u>17.322.701,74</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	7.500.000,—	
Réserve légale	750.000,—	
Réserve extraordinaire	5.000.000,—	
	<u> </u>	13.250.000,—

Exigible :

Créditeurs divers	754.403,78	
Portefeuille à libérer	25.000,—	
	<u> </u>	779.403,78

Compte de régularisation :

Prévision fiscale		428.950,—
-----------------------------	--	-----------

Compte spécial (Décret du 18 juin 1947) :

Ayants-droit aux produits cotonniers confiés à la société .	P. M.
---	-------

Comptes d'ordre :

Déposants cautions	21.635,—	
Déposants statutaires		P. M.

Compte profits et pertes :

Report de l'exercice précédent	773.842,23	
Bénéfice de l'exercice	2.068.870,73	
	<u> </u>	2.842.712,96
		<u> </u>
		17.322.701,74
		<u> </u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux Europe et Afrique	1.219.463,28	
Amortissements de l'exercice	480.533,41	
Prévision fiscale	100.000,—	
Report de l'exercice précédent	773.842,23	
Bénéfice de l'exercice	2.068.870,73	
	<u> </u>	2.842.712,96
		<u> </u>
		4.642.709,65
		<u> </u>

CREDIT.

Report à nouveau au 1 janvier 1952	773.842,23
Bénéfice brut d'exploitation	3.868.867,42
	<hr/>
	4.642.709,65
	<hr/>

Répartition du bénéfice de l'exercice 1952.

Dividende de fr. 6.000 brut sur 250 parts sociales ou fr. 4.980 net par titre	1.500.000,—
Report à nouveau	1.342.712,96
	<hr/>
	2.842.712,96
	<hr/>

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 1 juin 1953, a voté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

- 1) Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice clôturé au 31 décembre 1952.
- 2) Approbation de la répartition des bénéfices accusés par le susdit bilan.
- 3) Mise en paiement du dividende de fr. 4.980,— net par part sociale à partir du 1^{er} août 1953 contre remise du coupon n° 2.
- 4) Par vote spécial, décharge aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion pendant l'exercice clos au 31 décembre 1952.
- 5) L'assemblée, à l'unanimité, décide de maintenir à cinq le nombre d'administrateurs et désigne à ces fonctions : MM. René Friling, Thomas J. Meyer, J. Charles Van Essche, Jules Sobry et François De Brouwer, pour un terme d'un an.

L'assemblée, à l'unanimité, renouvelle le mandat de commissaire de M. Edmond Burg, pour un terme d'un an.

Conseil d'Administration.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 140, Chaussée de Malines, Anvers, administrateur.

M. Thomas J. Meyer, administrateur de sociétés, Hof ter Beke, Bras-schaet, administrateur.

M. J. Charles Van Essche, administrateur de sociétés, 410, Boulevard Lambermont, Schaerbeek-Bruxelles, administrateur.

M. Jules Sobry, directeur de sociétés, 26, avenue Flora, Mortsel-Anvers, administrateur.

M. François De Brouwer, directeur de société, 7, avenue Posthof, Berchem-Anvers, administrateur.

Commissaire.

M. Edmond Burg, directeur de sociétés, 138, avenue des Cerisiers, Woluwe-Saint-Lambert.

Pour copie certifiée conforme :

SOCIETE COTONNIERE DE LA LUISA.

Deux administrateurs,

(signé) Fr. De Brouwer.

(signé) J. Sobry.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. et O. H. Akten) de tien Juni 1900 drie en vijftig. Boekdeel 233, blad 65, vak 17, twee blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger (get.) J. Torfs.

Plantations de Thé au Kivu « THEKI ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Nyabiondo (Kivu - Congo Belge).

Siège administratif : 148, rue Royale, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 149.808.

Registre du commerce de Bukavu n° 661.

Actes constitutifs et modifications des statuts publiés : aux annexes du Moniteur Belge : année 1937 n° 2113, année 1938 n° 4321, année 1939 n° 13108, année 1947 n° 10896 et 10897, année 1950 n° 26357; aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge : année 1937 n° du 15-3, année 1938 n° du 15-4, année 1939 n° du 15-10, année 1947 n° du 30-5, année 1951 n° du 15-1.

Bilan au 31 décembre 1952

(approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1953).

ACTIF.

A. Immobilisé :

Frais de constitution	1,—
Terrains	372.768,—
Etablissement des plantations . . .	10.237.163,14
Bâtiments	5.550.846,52
Centrale Hydro Electrique	1.733.874,76

Matériel industriel	2.842.194,99	
Matériel et outillage	142.561,61	
Matériel roulant	325.010,—	
Mobilier	118.424,69	
	<hr/>	21.322.844,71

B. Disponible et réalisable :

Caisse et Banques en Europe et en Afrique	108.513,53	
Débiteurs en Afrique	377.917,—	
Matériel et approvisionnements	1.477.582,73	
Thé en stock	4.157.279,25	
Comptes débiteurs	638.126,40	
	<hr/>	6.759.418,91

C. Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	
	<hr/>	28.082.263,62
	<hr/>	

PASSIF.

A. Dettes de la société envers elle-même :

Capital	15.000.000,—	
Réserve légale	162.701,29	
Réserve disponible	2.750.000,—	
Amortissements ordinaires	5.300.630,02	
	<hr/>	23.213.331,31

B. Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs en Europe et en Afrique	3.658.728,88	
Comptes créditeurs en Europe et en Afrique	840.133,69	
	<hr/>	4.498.862,57

C. Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.	
---------------------------------	-------	--

D. Pertes et profits :

Report de l'exercice précédent	328.754,84	
Bénéfice de l'exercice	41.314,90	
	<hr/>	370.069,74
	<hr/>	28.082.263,62
	<hr/>	

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais d'administration en Europe	212.800,—
Frais généraux en Europe	145.255,21
Solde : report exercice précédent	328.754,84
bénéfice de l'exercice	41.314,90
	<hr/>
	370.069,74
	<hr/>
	728.124,95
	<hr/>

CREDIT.

Solde reporté	328.754,84
Bénéfice d'exploitation	399.091,36
Divers	278,75
	<hr/>
	728.124,95
	<hr/>

Répartition des bénéfices.

A la réserve légale	2.065,72
A reporter	368.004,02
	<hr/>
	370.069,74
	<hr/>

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4-6-1953.

L'assemblée renouvelle pour six années le mandat d'Administrateur de M. E. LEJEUNE VINCENT et de Commissaire de M. W. H. SCOTT.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. LEJEUNE VINCENT, Emile, Planteur, 48, Chaussée de Charleroi, Bruxelles, Président.

M. DUPRET, Marcel, ingénieur U. I. Lv., 98, Avenue de l'Observatoire Uccle, Administrateur-Délégué.

M. BRASSEUR, René, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Bruxelles, Administrateur.

M. de DECKER, Gaston, administrateur de sociétés, 24, Avenue du Prince Albert, Berchem-Anvers, Administrateur.

M. Comte de HEMRICOURT de GRUNNE, Administrateur de sociétés, 102, Avenue Molière, Bruxelles, Administrateur.

M. ECTORS, Max, administrateur de sociétés, 175, Avenue des Alliés, Louvain, Administrateur.

M. LIPPENS, Léon, administrateur de sociétés, « Den Hul », Avenue du Bois, Le Zoute, Administrateur.

M. NIEUWENHUYTS, John, administrateur de sociétés, 7, Avenue de la Clairière, Bruxelles, Administrateur.

M. ORTS, Louis, docteur en droit, 33, Avenue Jeanne, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

M. SELLEKAERS, Joseph, administrateur de sociétés, 125, Avenue de la Brabançonne, Bruxelles, Administrateur.

M. LIPPENS, Philippe, Villa « Hazegras » Le Zoute, Commissaire.

M. SCOTT, Walter-Henri, directeur-comptable, 198, rue Victor Hugo, Bruxelles, Commissaire.

M. RAEMDONCK van MEGRODE, Etienne, Délégué d'agent de change, 49, Square Ambiorix, Bruxelles, Commissaire.

PLANTATIONS DE THE AU KIVU S. C. R. L.

L'Administrateur-Délégué,
Marcel DUPRET.

Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce :

Bruxelles, n° 1041.

Léopoldville, n° 2678.

Constituée par acte du 23 janvier 1926, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge (B. O.) du 15 mars 1926; statuts modifiés par décisions des assemblées des 18 mai 1926, 22 novembre 1927, 23 février 1928, 28 décembre 1928, 4 octobre 1929, 17 juillet 1931, 17 mars 1936, 26 novembre 1937, 20 septembre 1938 et 8 juin 1948 (B. O. des 15 août 1926, 15 janvier 1928, 15 avril 1928, 15 mars 1929, 15 décembre 1929, 15 octobre 1931, 15 juin 1936, 15 février 1938, 15 novembre 1938 et 15 août 1948); statuts et actes modificatifs publiés aux Annexes du Moniteur Belge des 2-3 novembre 1938 (statuts coordonnés à cette date) et du 22 août 1948.

Bilan au 31 décembre 1952

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Matériel de sondage et de transport	1.285.256,—	
Amortissements antérieurs	33.248,—	
Amortissements de l'exercice	410.878,—	
	<hr/>	
	841.130,—	
Matériel et mobilier divers	1,—	
	<hr/>	841.131,—

Disponible :

Dépôts à vue	5.175.588,—
------------------------	-------------

Réalisable :

Débiteurs divers	11.537.449,—
Portefeuille-titres	11.977.055,—
Participations financières	901.142,—
Approvisionnements	333.023,—
Comptes transitoires	1.747.256,—

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.
	<hr/>
	32.512.644,—
	<hr/>

PASSIF.

De la Société envers elle-même :

Capital	10.000.000,—
Réserve statutaire	1.000.000,—
Réserve extraordinaire	2.000.000,—
Plus-value immunisée sur réalisations portefeuille	32.162,—

Envers les tiers :

Créditeurs divers	14.498.603,—
Participations à libérer	427.500,—
Dividendes non réclamés	75.036,—

<i>Comptes transitoires</i>	1.752.510,—
<i>Compte d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	P. M.
<i>Résultats :</i>	
Solde reporté de l'exercice précédent	52.484,—
Bénéfice de l'exercice	2.674.349,—
	<hr/>
	32.512.644,—
	<hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux (sous déduction des frais récupérés)	1.527.907,—
Prévision fiscale	400.000,—
Amortissement sur matériel de sondage et de transport	410.878,—
Solde bénéficiaire	2.726.833,—
	<hr/>
	5.065.618,—
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	52.484,—
Résultats bruts sur entreprises	3.490.729,—
Revenus du portefeuille-titres et divers	1.522.405,—
	<hr/>
	5.065.618,—
	<hr/>

Répartition des bénéfices.

Provision pour risques divers	1.000.000,—
Report à nouveau	81.253,—
Premier dividende de 5 francs brut par titre à 50.000 parts sociales	250.000,—
Du surplus, soit 1.395.580,— francs	
10 % sont attribués à titre de tantième au Conseil Général	139.558,—
90 % sont répartis à titre de second dividende et à raison de fr. 25,1204 par part sociale	1.256.022,—
	<hr/>
	2.726.833,—
	<hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

M. Orts, Pierre, docteur en droit, 33, Avenue Jeanne, Ixelles-Bruxelles, Président.

M. Depage, Henri, Président et Administrateur-Délégué de la Cie Financière Africaine, 44, Avenue du Parc de Woluwé, Auderghem, Vice-Président.

M. Deligne, Albert, Directeur de la Cie Financière Africaine, 98, rue de Linthout, Schaerbeek, Administrateur-Délégué.

M. de Bournonville, Alfred, industriel, 36-38, rue aux Fleurs, Bruxelles, Administrateur.

M. Chaudron, Edouard, industriel, 495, Avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. De Roover, Marcel, ingénieur A. I. A., 33, Avenue des Gaulois, Etterbeek, Administrateur.

M. Hansen, Marcel, ingénieur civil (U. I. Lv.), 18b, rue Montoyer, Bruxelles, Administrateur.

M. Harroy, Jules, ingénieur civil des mines, 196, Avenue de Tervueren, Bruxelles, Administrateur.

M. Teirlinck, Herman, administrateur de sociétés, Huis Uwenberg, Beersel, Administrateur.

M. Tilmant, Désiré, expert-comptable, 19, rue Raoul Waroqué, Morlanwelz, Commissaire.

L'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1953 a renouvelé pour 5 ans les mandats d'administrateurs de MM. Orts, Deligne et Chaudron et le mandat de commissaire de M. D. Tilmant.

A. DELIGNE.

Administrateur-Délégué.

H. DEPAGE.

Vice-Président.

24.392.214,32

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	20.000.000,—
Capital représenté par 20.000 actions de 1.000 fr. congolais chacune.	
Fonds d'amortissement	890.067,95

Dettes de la société envers les tiers :

à court et moyen terme :

Créditeurs divers	3.344.581,52
Comptes créditeurs	107.564,85
Comptes d'ordre	50.000,—
	<hr/>
	24.392.214,32
	<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DOIT.

Report de l'exercice précédent	3.397.711,84
Frais généraux	254.066,55
<i>Amortissements :</i>	
Sur premier établissement	255.122,—
Sur valeurs immatérielles	322.185,—
	<hr/>
	577.307,—
Pertes brutes d'exploitation	160.801,98
	<hr/>
	4.389.887,37
	<hr/>

AVOIR.

Intérêts, escomptes et divers	1.498,45
<i>Résultats :</i>	
Report de l'exercice précédent	3.397.711,84
Perte de l'exercice	990.677,08
	<hr/>
	4.388.388,92
	<hr/>
	4.389.887,37
	<hr/>

Situation du capital.

Versements effectués	15.050.000,—
Capital restant à libérer :	
Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation « Congoreal »	4.560.000,—
Baron Jean de Villenfagne de Vogelsanck	50.000,—
Baron de Brouwer	50.000,—
Mlle Anne le Hardy de Beaulieu	125.000,—
Mlle Gisèle le Hardy de Beaulieu	125.000,—
Succession J. le Hardy de Beaulieu	21.500,—
M. André Offergeld	3.500,—
Comte André d'Oultremont	15.000,—
	<hr/>
	20.000.000,—
	<hr/>

Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Louis ZURSTRASSEN, industriel, 9, rue des Combattants, Lambermont, président.

Baron de VILLENFAGNE de VOGELSANCK, propriétaire, Château de Vogelsanck, Zolder (Limbourg), vice-président.

Baron de BROUWER, docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek, administrateur-délégué.

M. René BIDOUL, docteur en droit, 186, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

Baron van der BRUGGEN, docteur en droit, 22, rue Major Pétillon, administrateur.

M. Jean ELLISSEN, administrateur de sociétés, 89, Avenue de Wagram, Paris, administrateur.

M. Charles de KERCHOVE de DENTERGHEM de Pinto, administrateur de sociétés, Château de Maison-Bois, Ensival, administrateur.

Mlle Anne le HARDY de BEAULIEU, propriétaire, Château de la Bawette, par Wavre, administrateur.

M. François TRYSTRAM, ingénieur E. P., 66, Avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, administrateur.

M. Gérard ZURSTRASSEN, ingénieur, 19, rue Fernand Houget, Verviers, administrateur.

M. Comte Michel de BORGHGRAVE d'ALTENA, docteur en droit, « Coulory », Lambermont, président du Collège des Commissaires.

Baron Albert GILLES de PELICHY, propriétaire, Manoir de la Trégonce, Villedieu s/Indre, commissaire.

[illegible]

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	20.000.000,—
représenté par 20.000 actions de 1.000 fr. congolais chacune.	
Fonds d'amortissement	2.038.009,43

Dettes de la Société envers les tiers :

à court et moyen terme :

Créditeurs divers	79.796.913,28	
Banquiers	7.248.608,61	
	<hr/>	87.045.521,89
Comptes créditeurs		1.597.478,83
Comptes d'ordre		174.645.820,—
		<hr/>
		285.326.830,15
		<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DOIT.

Frais généraux	1.653.902,70
Frais financiers et charges diverses	1.111.416,30
Amortissements :	
s/premier établissement	2.036.009,43
	<hr/>
	4.803.328,43
	<hr/> <hr/>

AVOIR.

Transfert des frais généraux et amortissements de l'exercice à travaux en cours	4.803.328,43
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Versements effectués	12.000.000,—
Capital restant à libérer :	
« Congoreal », Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation S. C. A. R. L., 127, rue du Marché, Bruxelles	8.000.000,—
	<hr/>
	20.000.000,—
	<hr/> <hr/>

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Léon MOREL, Ancien Gouverneur de province au Congo, 72, avenue de l'Hippodrome, Ixelles, Administrateur.

M. Léon-Joseph DUBOIS, ingénieur des Arts et Métiers, 1, avenue Général Maunoury, Paris, Administrateur.

M. Baron de BROUWER, docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek, Administrateur.

M. René BIDOUL, docteur en droit, 186, avenue F. Roosevelt, Bruxelles. Administrateur.

M. Antoine HUSSON, Administrateur de Sociétés, 127, rue Perronet, Neuilly-sur-Seine, Administrateur.

M. Victor TRIEF, industriel, 133, rue Royale Ste Marie, Schaerbeek, Administrateur.

M. François TRYSTRAM, ingénieur E. P., 66, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, Administrateur.

M. Hubert ZURSTRASSEN, industriel, A l'Copette, rue des Combattants, Lambermont-Verviers, Administrateur.

M. Jacques DUBOIS, ingénieur des Arts et Manufactures, Tananarive (Madagascar), Commissaire.

M. Emile LIENART, docteur en droit, 6, rue de la Limite, St.-Josse-ten-Noode, Commissaire.

M. Louis VAN DEN BLOOCK, comptable, 128, avenue du Hockey, Woluwe-St.-Pierre, Commissaire.

Les Administrateurs.

(s.) François TRYSTRAM.

(s.) Léon MOREL.

(s.) Victor TRIEF.

(s.) René BIDOUL.

Un Commissaire.

(s.) Louis VAN DEN BLOOCK.

COLETEN

Société Coloniale d'Etudes et d'Entreprises.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : rue du Marché, 127, St.-Josse-ten-Noode.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 229.113.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

**Extrait des résolutions votées par l'assemblée générale ordinaire
du jeudi 4 juin 1953.**

Quatrième résolution.

Messieurs René Bidoul et François Trystram, administrateurs sortants, sont réélus administrateurs : leur mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1959.

Monsieur Louis Van den Bloock, commissaire sortant, est réélu commissaire ; son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 1959.

Pour extrait conforme :

Un Administrateur.

Le Président.

(s.) François TRYSTRAM.

(s.) Léon MOREL.

Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi (Platarundi).

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Usumbura (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du commerce :

Usumbura, n° 700.

Bruxelles, n° 48.761.

Constituée suivant acte passé devant Maître Edouard VAN HALTEREN, Notaire à Bruxelles, le 30 juillet 1930 et autorisée par arrêté royal du 6 septembre 1930 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1930).

Statuts modifiés suivant actes passés devant Maître Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 14 juin 1933 et devant Maître Léon COENEN, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935 ; modifications autorisées par arrêté royal du 6 février 1936 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1936).

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles	10.644.534,—		
Amort. antérieurs	5.008.423,—		
Amort. de l'exercice	1.063.323,—		
	<u>6.071.746,—</u>		
		4.572.788,—	
Matériel	1.825.434,—		
Amort. antérieurs	978.633,—		
Amort. de l'exercice	182.543,—		
	<u>1.161.176,—</u>		
		664.258,—	
Mobilier	1.124.497,—		
Amort. antérieurs	547.440,—		
Amort. de l'exercice	112.450,—		
	<u>659.890,—</u>		
		464.607,—	
			5.701.653,—

Réalisable :

Portefeuille	215.710,—		
Marchandises en magasin et en cours de route	51.279.319,—		
Débiteurs divers	23.169.356,—		
Effets à recevoir	3.855.703,—		
	<u>78.520.088,—</u>		

Disponible :

Banques et caisses	3.224.989,—		
Comptes débiteurs	4.893.129,—		

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	59.500,—		
Cautionnements des agents d'Afrique	97.021,—		
Divers	1.280.796,—		
	<u>1.437.317,—</u>		
		<u>93.777.176,—</u>	

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	5.524.000,—	
représenté par :		
55.240 actions de capital de fr. 100		
20.000 parts de fondateur s. d. v.		
Réserve statutaire	552.400,—	
Fonds de réserve	16.500.000,—	
Fonds de renouvellement matériel	173.263,—	
	<hr/>	22.749.663,—
Réserve pour créances douteuses		2.211.376,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	62.084.724,—	
Dividendes restant à payer	10.192,—	
	<hr/>	62.094.916,—
<i>Comptes créditeurs</i>		3.345.759,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	59.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	97.021,—	
Divers	1.280.796,—	
	<hr/>	1.437.317,—

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté	1.931.974,—	
Bénéfice de l'exercice	6.171,—	
	<hr/>	1.938.145,—
		<hr/>
		93.777.176,—
		<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Droits de douane sur produits	8.264.284,—
Frais financiers	2.191.130,—
Impôts et taxes	104.683,—
Frais généraux Afrique	3.495.177,—
Frais généraux Bruxelles	1.435.596,—

Amortissements :

sur immeubles	1.063.323,—	
sur matériel	182.543,—	
sur mobilier	112.450,—	
	<hr/>	1.358.316,—
Réserve pour créances douteuses		500.000,—
Solde bénéficiaire reporté	1.931.974,—	
Bénéfice de l'exercice	6.171,—	
	<hr/>	1.938.145,—
		<hr/>
		19.287.331,—
		<hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	1.931.974,—
Résultat d'exploitation	17.239.972,—
Revenu du portefeuille	115.385,—
	<hr/>
	19.287.331,—
	<hr/>

*Répartition du solde bénéficiaire de fr. 1.938.145,—
(art. 49 des statuts).*

Ce solde bénéficiaire qui comprend un report de l'exercice précédent (fr. 1.931.974,—) est reporté à nouveau.

Situation du capital social.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. Paul ORBAN, docteur en droit, 24, Boulevard du Régent, Bruxelles, Président, Administrateur-délégué;

M. Fernand SELLIER, ingénieur civil (U. L. B.), avenue du Derby, 15, Ixelles-Bruxelles, Administrateur-directeur;

M. Walter BRIDOUX, colonel retraité, 44, avenue de l'Arbalète, Boitsfort;

M. Pierre de la CROIX d'OGIMONT, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome, Ixelles-Bruxelles;

M. Guy de la ROCHETTE, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris;

M. le baron Adolphe de VIRON, propriétaire, Château de et à Brussegem;

M. Jacques GRAZIA, industriel, « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo;

M. Marc LEVEQUE, directeur de sociétés, 144, Boulevard Brand Withlock, à Bruxelles;

M. Maurice LOUVEAUX, docteur en droit, 51, avenue de Tervueren, à Etterbeek-Bruxelles;

M. Maurice VAN HECKE, inspecteur royal des Colonies, 44, avenue Albertyn, Woluwé-St.-Lambert.

Commissaires :

M. Emile COULON, directeur de société, 63, Boulevard Louis Schmidt, Etterbeek-Bruxelles;

M. Arille DESCAMPS, expert-comptable, 62, avenue Parmentier à Woluwé-St.-Pierre;

M. Emile THIELEMANS, chef comptable au C. F. L. (Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains), 188a, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 10 juin 1953.

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1952, ainsi que la proposition consistant à reporter à nouveau le solde bénéficiaire soit fr. 1.938.145 qui comprend le solde reporté au 1^{er} janvier 1952 de fr. 1.931.974.
- 2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1952.
- 3) appelle aux fonctions d'administrateur, M. Florimond STUCKENS, administrateur de sociétés, 54, avenue du Parc de Woluwé à Auderghem en remplacement du Chevalier Michel-Ernest LALLEMAND, décédé en septembre 1952 et dont le mandat expire en 1957.

Elle renouvelle pour un terme de 6 ans les mandats d'administrateurs de MM. Guy de la ROCHETTE et Marc LEVEQUE et pour un terme de 3 ans le mandat de commissaire de M. Emile THIELEMANS.

Bruxelles, le 11 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

F. SELLIER.

P. ORBAN.

Société Industrielle et Minière du Congo Oriental « CONGORIENT ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif à Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 601.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 5751.

—

Actes constitutifs publiés : aux annexes du Moniteur belge : année 1951, n° 14472-14473; aux annexes du Bulletin officiel du Congo belge du 15 juin 1951.

Bilan au 31 mars 1953

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier et machines de bureau 1,—

Réalisable :

Portefeuille-titres	15.412.088,09	
Débiteurs divers	6.988.489,65	
	<hr/>	22.400.577,74

Disponible :

Banques, dépôts, caisses et chèques postaux 1.523.188,67

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	—
		<hr/>
		23.923.767,41
		<hr/>

PASSIF.

Passif de la Société envers elle-même :

Capital	18.750.000,—	
15.750 parts sociales sans désignation de valeur.		
26.250 dix. d'actions de fondateur sans valeur nom.		
Réserve légale	565.724,35	
Fonds de prévisions	1.368.386,82	
	<hr/>	20.684.111,17

Dettes sans garanties réelles :

Engagements sur portefeuille-titres	195.000,—	
Coupons à payer	305.435,70	
Créditeurs divers	217.539,14	
		<hr/>
		717.974,84

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.	—
---------------------------------	-------	---

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire	2.521.681,40	
		<hr/>
		23.923.767,41
		<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	537.865,32	
Taxes et impôts	33.579,—	
Amortissement du solde des frais de constitution et divers	10.261,20	
Solde bénéficiaire	2.521.681,40	
		<hr/>
		3.103.386,92
		<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	236.181,88	
Revenus du portefeuille et divers	2.867.205,04	
		<hr/>
		3.103.386,92
		<hr/>

Répartition du bénéfice.

Réserve légale 5 %	114.274,97	
Premier dividende de 6 % aux 15.750 parts sociales . .	1.125.000,—	
Report à nouveau (art. 44 des statuts)	29.406,43	
Superdividende aux 15.750 parts sociales	588.910,—	
Superdividende aux 26.250 dix. d'act. de fondateur . .	588.910,—	
Tantièmes du conseil général	75.180,—	
		<hr/>
		2.521.681,40
		<hr/>

Situation du capital social.

Le capital social de 18.750.000 francs congolais est représenté par 15.750 parts sociales sans désignation de valeur, entièrement libérées.

Il existe, en outre, 2.625 actions de fondateur sans valeur nominale.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Président :

M. Louis Frère, administrateur de sociétés, 15, avenue des Chasseurs, Crainhem (Quatre-Bras);

Vice-Président :

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Ter-vueren, Etterbeek;

Administrateur-directeur :

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René Brasseur, ingénieur de l'Ecole centrale des Arts et Manufacture de Paris, 185, chaussée de la Hulpe, Boitsfort;

Comte Robert de Meeûs, administrateur de sociétés, 143, rue Froissart, Bruxelles;

Baron Louis du Roy de Blicquy, administrateur de sociétés, 566, avenue Louise, Bruxelles.

M. Ferdinand Germanès, industriel, 5, avenue Emile Demot, Ixelles;

M. Paul Glibert, propriétaire, 114, avenue Molière, Forest;

Chevalier Jean t'Serstévens, propriétaire, 27, avenue des Gaulois, Etterbeek;

M. Albert Vogel, ingénieur commercial, 10, place Jean Jacobs, Bruxelles.

Commissaires :

M. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallaert, Ixelles;

M. Pierre De Leeuw, expert-comptable, 2, rue Doyen Adriaens, Molenbeek-St.-Jean;

M. Arthur De Meyer, fondé de pouvoirs de sociétés, 9, rue de Veeweyde, Anderlecht.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 9 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- fixe à douze le nombre des administrateurs et désigne pour remplir les nouveaux mandats qui expireront à l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-six :
 - le Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, 125, avenue de Broqueville à Woluwé-St.-Pierre;
 - Monsieur Franz Tilmans, ingénieur civil ICG ICA IEM, 75, rue de l'Abbaye à Ixelles.
- Bruxelles, le 9 juin 1953.

Certifié conforme,

Deux administrateurs :

Marcel JACQUES.	Léopold HOOGVELST.
Administrateur de sociétés,	Administrateur de sociétés,
1, avenue des Scarabées, Bruxelles.	29, avenue de Tervueren, Etterbeek.

Union Minière du Haut-Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce d'Elisabethville, n° 1.014.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 13.377.

PROCURATION

pour des actes accomplis hors d'Afrique.

En complément :

- 1) de la délégation de la signature sociale pour les actes accomplis hors d'Afrique, donnée par le Conseil d'Administration en date du 28 juin 1951, (Annexes du Moniteur Belge du 26 juillet 1951, n° 17.677, et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1951);
- 2) de la procuration donnée le 21 septembre 1951 par deux administrateurs à M. Jean Verdussen (Annexes du Moniteur Belge du 28 septembre 1951, n° 20.755, et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1951);

- 3) de la procuration donnée le 22 janvier 1952 par deux administrateurs à MM. Georges Lombar, Léon Dechamps et Maurice Fischer (Annexes du Moniteur Belge du 28-29 janvier 1952, n° 1.520, et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1952);
- 4) de la procuration donnée le 1^{er} juillet 1952 par deux administrateurs à M. Georges Dubois (Annexes du Moniteur Belge du 11 juillet 1952, n° 17.061, et Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1952);

les deux administrateurs soussignés, agissant en vertu de l'article 20 des statuts :

- a) substituent M. Albert BARBIAUX, demeurant 106, Avenue Gribau-mont, à Woluwé St.-Lambert, à M. Vincent DE RIDDER, demeurant, 2, Avenue Bel-Air, à Uccle, dans les pouvoirs conférés à ce dernier par le paragraphe 2 (deux) de la délégation de la signature sociale du 28 juin 1951, rappelée ci-avant.
- b) confèrent à M. Vincent DE RIDDER, prénommé, les mêmes pouvoirs que ceux dévolus à MM. André FAUVILLE et Hubert CARDON par le paragraphe 3 (trois) de la délégation de la signature sociale du 28 juin 1951, citée ci-dessus.
- c) annulent, comme étant devenus sans effet, les pouvoirs qui avaient été conférés à M. Jean SWAELUS, demeurant 21, Avenue Beau Séjour, à Uccle, par le paragraphe 11 (onze) de la susdite délégation de la signature sociale du 28 juin 1951.
- d) confèrent à M. Paul DECAMPS, demeurant Avenue Soyer, Chemin de Hoeilaert, à La Hulpe, les mêmes pouvoirs que ceux dévolus à MM. Armand MASSART, Louis PLIER, Joseph FRESON, René COOSE-MANS et Léopold DESCHEPPER par le paragraphe 11 (onze) de la délégation de la signature sociale du 28 juin 1951 prérappelée.

La présente procuration sort ses effets à dater de ce jour.

Bruxelles, le 9 juin 1953.

UNION MINIERE DU HAUT-KATANGA.

R. TERWAGNE.

Administrateur-Directeur.

H. ROBILIART.

Administrateur-Délégué.

Congo Bois et Contreplaquage.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent cinquante trois le samedi, vingt trois mai à dix heures trente.

Au Grand'Hôtel, rue de Tournai à Courtrai.

Devant Maître Pierre BOES, notaire résidant à Courtrai.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « *Congo Bois et Contreplaquage (Coboco)* » ayant son siège social à Elisabethville, Congo Belge, et son siège administratif à Courtrai, Chaussée de Gand, 129, Registre de Commerce de Courtrai numéro 45663, dont les statuts ont été arrêtés suivant acte reçu par Maître Albert Raucq, notaire résidant à Bruxelles, le quatre novembre mil neuf cent quarante-six, publié au recueil des actes et documents relatifs aux sociétés commerciales annexes au Moniteur Belge du vingt-neuf janvier mil neuf cent quarante-sept sous les numéros 1590-1591.

La séance est ouverte à dix heures trente sous la présidence de Monsieur André De Beir, administrateur délégué;

Monsieur le président choisit et désigne comme secrétaire Monsieur Caveye.

L'assemblée choisit pour remplir les fonctions de scrutateurs Monsieur Saey et Monsieur Lamoral Frans.

Monsieur Moyaert complète le bureau avec Monsieur Swenden.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants lesquels d'après déclarations faites possèdent le nombre d'actions ci-après rappelé :

Noms des actionnaires et désignation écrite du nombre.

P. Sociale P. fond.

I. Monsieur André De Beir, industriel, Courtrai, sept cents soixante parts sociales et neuf cent cinq parts de fondateurs	760	905
---	-----	-----

II. Monsieur Baldewijn Steverlynck, industriel à Courtrai, cinq cents parts de chaque genre	500	500
---	-----	-----

III. Monsieur Vandenabeele, industriel à Gand, sept cent cinquante parts sociales sept cent quarante parts de fondateur	750	740
---	-----	-----

IV. Monsieur Mouson, négociant à Bruxelles, six cent parts sociales et cinq cent vingt-cinq parts de fondateur	600	525
--	-----	-----

V. Monsieur Frans Lamoral, industriel à Courtrai, cinq cent parts sociales, deux cent cinquante parts de fondateur .	500	250
--	-----	-----

VI. Mademoiselle Vansteenkiste à Sint-Pieters-Kapelle, vingt cinq parts de fondateur	—	25
VII. Monsieur l'abbé Albert Rodenbach à Sint-Pieters-Kapelle, deux cent cinquante de chaque sorte	250	250
VIII. Mademoiselle Mia Lamoral à Courtrai, septante-cinq parts de fondateur	—	75
IX. Monsieur Albrecht Rodenbach, industriel à Ootegem, cinq cents parts sociales et deux cent cinquante parts de fondateur	500	250
X. Monsieur Georges Rodenbach, industriel à Courtrai, quatre cents parts sociales et cinq cent quinze parts de fondateur	400	515
XI. Monsieur Saey Léon, industriel à Courtrai, mille parts sociales et neuf cent soixantes parts de fondateur	1000	960
XII. Monsieur Devos Robert, industriel à Courtrai, Boulevard Albert, sept cent cinquante parts sociales et six cent cinquante parts de fondateur	750	650
XIII. Monsieur le Docteur Vuylsteke à Zele, cents parts de fondateur	—	100
XIV. Monsieur l'avocat Van Parys à Bruxelles, cent parts sociales et cinquante parts de fondateur	100	50
XV. Monsieur Valère Capon, employé à Courtrai, cent parts sociales et cinquante parts de fondateur	100	50
XVI. Monsieur Maurice Swenden à Anvers, six cent vingt cinq parts de fondateur	—	625
XVII. Monsieur De Vriese, docteur à Courtrai, deux cents parts sociales et cent vingt cinq parts de fondateur	250	125
XVIII. Monsieur A. Tuypens, expert à Courtrai, cent parts sociales et cinquante parts de fondateur	100	50
XIX. Monsieur Caveye, secrétaire à Courtrai, vingt parts sociales et trente cinq parts de fondateur	20	35
XX. Monsieur le Docteur Vuylsteke, à Wetteren, trois cents parts sociales et deux cent dix parts de fondateur	300	210
XXI. Monsieur Moyaert, brasseur à Ypres, cent cinquante parts sociales et septante cinq parts de fondateur	150	75
XXII. Monsieur Windels, comptable à Courtrai, cinquante parts de fondateur	—	50
XXIII. Monsieur Vervaet, employé à Courtrai, trente parts sociales et quinze parts de fondateur	30	15
Soit un total de sept mille soixante parts sociales et sept mille et trente parts de fondateur sur dix mille dans chaque catégorie	7060	7030

PROCURATIONS.

A. *Monsieur André De Beir*, représente Messieurs Windels Vuylsteke de Wetteren et de Zele, Van Parys, soit un total de voix de :

1. parts sociales : mille cent soixante ;
2. parts de fondateur, mille trois cent quinze.

B. *Monsieur Moyaert*, représente Messieurs Vanden Abeele et Steverlynck, soit :

1. parts sociales, mille quatre cents.
2. parts de fondateur : mille trois cent quinze.

C. *Monsieur Swenden*, représente Messieurs Tuypens, Capon, Vervaet, Mouson, soit un total de voix de :

1. parts sociales huit cent trente.
2. parts de fondateur mille deux cent soixante cinq.

D. *Monsieur Lamoral Frans*, représente Mesdemoiselles Vansteenkiste, Mia Lamoral, Messieurs Rodenbach d'Ootegem et Georges, soit :

1. parts sociales mille quatre cents.
2. parts de fondateur mille cent quinze.

E. *Monsieur Léon Saey*, représente Monsieur Albert Rodenbach de Sint Pieters Kapelle, soit ensemble un nombre de voix de :

1. parts sociales mille deux cent cinquante.
2. parts de fondateur mille deux cent dix.

F. *Monsieur Caveye*, représente Monsieur Devos, soit :

1. parts sociales sept cent septante.
2. parts de fondateur six cent quatre vingt-cinq.

Les procurations sous seing privé dont question ci-dessus demeureront annexées aux présentes et enregistrées en même temps.

Monsieur le président expose :

1. que la présente assemblée générale extraordinaire à pour ordre du jour :

- A. Dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation.
- B. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

2. Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément aux statuts et à la loi par insertion dans les Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge et le Notarieel Annoncenblad, journal publié à Bruges, des lettres missives ont été envoyées à tous les actionnaires.

Monsieur le président dépose sur le bureau les pièces justificatives.

3. que pour assister à la présente assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformé aux prescriptions des articles vingt neuf et trente des statuts.

4. que tous les porteurs de procuration sont actionnaires comme l'exigent les statuts, ou possesseurs de parts de fondateur.

5. que l'article trente et un des statuts exige, vu l'ordre du jour de la présente assemblée, que les deux tiers des parts sociales et des parts de fondateurs soient présents (soit six mille six cents soixante sept en arrondissant vers le haut).

Exigeance à laquelle la présente assemblée satisfait et peut donc valablement délibérer.

6. qu'il n'y a pas lieu d'appliquer des réductions de voix seul votant ne dépassant le nombre de mille quatre cent douze pour les parts sociales et de mille quatre cent six pour les parts de fondateur.

En conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement telle qu'elle est représentée sur les objets portés à l'ordre du jour.

Que les majorités doivent être des trois quart des voix des parts présentes ou représentées en conformité à l'article trente et un des statuts.

Ces faits exposés et constatés reconnus exacts par l'assemblée Monsieur le Président fait connaître les motifs qui ont amené les propositions figurant à l'ordre du jour de la présente assemblée.

Ensuite l'assemblée aborde cet ordre du jour et après avoir délibéré elle prend les décisions suivantes :

ORDRE DU JOUR.

Première disposition : Dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation.

Proposition acceptée à l'unanimité des voix.

Seconde disposition : Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs :

a. *Nomination d'un liquidateur* : après proposition de Monsieur Léon Saey, précité, l'assemblée le nomme comme liquidateur à l'unanimité des voix.

b. *Détermination de ses pouvoirs* : l'assemblée à l'unanimité des voix détermine que les pouvoirs du liquidateur seront les plus étendus sans restriction aucune, l'assemblée désirant qu'il ne soit mis aucune entrave restriction à ses pouvoirs pour mener à bien et rapidement la liquidation de la société et plus spécialement sans que la liste soit restrictive.

1. Le liquidateur ne devra recourir à l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires et possesseurs de parts de fondateur dans le cas où la loi le prévoit et spécialement les pouvoirs de vendre en bloc ou en partie l'actif de la société, la liquidation par la reprise en bloc de l'actif et passif par des tiers.

2. Le liquidateur pourra constituer tous tiers mandataires et leur déléguer les pouvoirs qu'il jugera convenable.

3. Le liquidateur sera dispensé de faire inventaire et pourra se référer aux livres et écritures de la société.

Le liquidateur ici présent accepte sa mission et ses pouvoirs. Le mandat du liquidateur sera gratuit.

La séance est levée à onze heures trente cinq.

De tout quoi le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Et lecture faite les membres du bureau avec les actionnaires qui l'ont demandé ont signé avec nous notaires.

(Suivent les signatures).

Geregistreerd drie rollen drie verzendingen te Kortrijk, B. A. en Erf II de twee Juni 1900 drie en vijftig, boek 36, blad 53, vak 6.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger, (get.) Van Biervliet.

Pour copie conforme.

Pierre BOES, Notaris, Kortrijk.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 13, Rue Bréderode à Bruxelles.

Registres du Commerce :

Bruxelles, n° 194.881.

Léopoldville, n° 1.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge, année 1946, n° 16.649; année 1948, n° 15.510; année 1951, n° 121; année 1952, n° 13.629.

Bilan au 31 décembre 1953

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1953.

ACTIF.

A. Immobilisé :

Frais de constitution	2.645.236,—
Amortissements antérieurs	2.645.235,—

1,—

Terrains et constructions	73.690.296,—		
Amort. antérieurs	13.538.172,89		
Amort. de l'exercice	2.836.030,11		
	<u>16.374.203,—</u>		
Réduction des amort. par suppression d'actif	369.360,—	16.004.843,—	57.685.453,—
		<u>27.553.447,—</u>	
Matériel et mobilier en Afrique	29.430.678,—		
Amort. antérieurs	20.661.977,81		
Amort. de l'exercice	6.891.469,19		
	<u>27.553.447,—</u>		1.877.231,—
Matériel et mobilier en Europe	990.207,—		
Amort. antérieurs	733.969,—		
Amort. de l'exercice	256.237,—		
	<u>990.206,—</u>		1,—
			<u>59.562.686,—</u>

B. Réalisable et disponible :

Magasins	249.491.976,—	
Marchandises en cours de route	81.549.845,—	
Avances sur commandes	3.787.129,—	
Débiteurs	119.423.425,—	
Travaux en cours	658.534,—	
Participations syndicales et diverses	50.001,—	
Caisses et banques	24.231.261,—	479.192.171,—

C. Comptes divers :

Comptes de régularisation. Comptes débiteurs	2.594.884,—
--	-------------

D. Comptes d'ordre :

Contrats de change souscrits	71.533.640,—	
Dépôts : Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires et inscriptions nominatives	P. M.	71.533.640,—
		<u>612.883.381,—</u>

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital : 150.000 actions sans désignation de valeur	200.000.000,—	
Réserve statutaire	4.924.109,—	
Fonds de prévision	15.352.800,—	
Fonds de réserve pour investissements dans la Colonie	9.000.000,—	
Réserve immunisée	163.342,—	
	<hr/>	229.440.251,—

B. Envers les tiers avec garanties réelles :

Banquiers	70.437.813,—
---------------------	--------------

C. Envers les tiers sans garanties réelles :

Banquiers	95.000.000,—	
Créditeurs	81.859.943,—	
	<hr/>	176.859.943,—

D. Comptes divers :

Fonds social pour la main-d'œuvre indigène	5.855.000,—	
Comptes de régularisation. Comptes cré- diteurs	20.839.077,—	
	<hr/>	26.694.077,—

E. Comptes d'ordre :

Engagements pour contrats de change souscrits	71.533.640,—	
Déposants : Cautionnements de MM. les Administrateurs et Commissaires et Ti- tulaires d'inscriptions nominatives	P. M.	
	<hr/>	71.533.640,—

F. Profits et pertes :

Report de l'exercice précédent	364.267,90	
Solde bénéficiaire de l'exercice	37.553.389,10	
	<hr/>	37.917.657,—
		<hr/>
		612.883.381,—
		<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux Europe	5.745.366,—	
Amortissements en Europe	256.237,—	
	<hr/>	6.001.603,—
Amortissements en Afrique		9.727.499,30
Frais d'augmentation de capital et d'émission titres . .		689.772,—
Prévision fiscale		8.000.000,—
Participation du personnel		1.706.827,—

Bénéfice :

Report de l'exercice précédent	364.267,90	
Solde bénéficiaire de l'exercice	37.553.389,10	
	<hr/>	37.917.657,—
		<hr/>
		64.043.358,30
		<hr/>
		<hr/>

CREDIT.

Report à nouveau	364.267,90	
Résultats bruts des opérations en Afrique	63.679.090,40	
	<hr/>	64.043.358,30
		<hr/>
		<hr/>

Répartition des bénéfices.

— A la réserve statutaire	2.075.891,—	
— Au fonds de prévision	5.647.200,—	
— Au fonds de réserve pour investissements dans la Colonie	13.000.000,—	
— Report à nouveau	126.294,—	
— 90 p. c. du solde aux actions, soit un dividende de fr. 102,4096 brut (fr. 85,— net) par action	15.361.445,—	
— 10 p. c. du solde au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	1.706.827,—	
	<hr/>	37.917.657,—
		<hr/>
		<hr/>

Situation du capital.

Le capital social qui s'élève à 200.000.000,— de francs congolais est entièrement libéré et est représenté par 150.000 actions sans désignation de valeur.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, Chaussée de Vleurgat, 268 à Bruxelles, Président.

M. le Comte Albert de BEAUFFORT, Administrateur de Sociétés, Avenue de la Toison d'Or, 68 à Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. le Baron Jacques van der BRUGGEN, Administrateur de Sociétés, 1, Avenue des Gaulois à Etterbeek, Administrateur-Directeur.

M. Louis AHRENS, Administrateur de Sociétés, Avenue de Tervueren, 114 à Bruxelles, Administrateur.

M. le Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, Administrateur de Sociétés, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois, Administrateur.

M. Joseph JENNEN, Administrateur de Sociétés, Room 5600, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N. Y., Administrateur.

M. Léon LIPPENS, Administrateur de Sociétés, Avenue du Bois, Knokke-sur-Mer, Administrateur.

M. Gilbert PERIER, Administrateur de Sociétés, Avenue Louise, 573 à Bruxelles, Administrateur.

M. Jean-Baptiste PRIJOT, Directeur de Sociétés, résidant à Léopoldville (Congo Belge), Administrateur.

M. Joseph VAN DEN BOOGAERDE, Administrateur de Sociétés, Avenue des Phalènes, 19 à Bruxelles, Administrateur.

M. Raymond VANDERLINDEN, Administrateur de Sociétés, 40, Avenue de l'Arbalète à Boitsfort, Administrateur.

M. Charles HULET, Expert-Comptable, Rue Alfred Cluysenaer, 66 à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Commissaire.

M. Robert CAMBIER, ingénieur A. I. A., 48, Avenue Louis Lepoutre à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Commissaire.

M. Georges DESMET, Chef Comptable, rue du Pinson, 138 à Watermael-Boitsfort, Commissaire.

M. Georges OLYFF, Docteur en droit, 26a, rue Jourdan à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 10 juin 1953.

Pour copie et extrait conforme.

L'Administrateur-Délégué,

A. de BEAUFFORT.

Le Président,

E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 13, Rue Bréderode à Bruxelles.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge, année 1946, n° 16.649; année 1948, n° 15.510; année 1951, n° 121; année 1952, n° 13.629.

DIVERS.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 1953.

L'Assemblée appelle M. Pierre JENTGEN, Président du Conseil d'Administration de la CHANIC, 117, Avenue Molière, Bruxelles, aux fonctions d'administrateur par un vote unanime pour achever le mandat de M. Adolphe RUWET, décédé le 24 mars 1953.

Son mandat prendra fin à l'Assemblée générale de 1954.

Bruxelles, le 10 juin 1953.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cegeac ».

L'Administrateur-Délégué,

A. de BEAUFFORT.

Le Président,

E. VAN DER STRAETEN.

Société Africaine des Cuirs et Dérives « AFRICUIR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : à Costermansville (Congo Belge).

Siège administratif : à Zaventem-lez-Bruxelles, 10, rue Lambroek

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 207.799.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Conformément aux dispositions de l'article 2 des statuts, le Conseil d'Administration a décidé de transférer, à la date du 5 juin 1953, le siège administratif de la *Société Africaine des Cuirs et Dérives « Africuir »*, qui était établi 58, Rue St. Bernard à St.-Gilles-Bruxelles, au n° 10, Rue Lambroek à Zaventem-lez-Bruxelles.

Zaventem, le 9 juin 1953.

Deux Administrateurs :

E. H. POSSELT.

H. FELDHEIM.

Société Africaine des Cuirs et Dérives « AFRICUIR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : à Costermansville (Congo Belge).

Siège administratif : à Zaventem-lez-Bruxelles, 10, rue Lambroek.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 207.799.

DEMISSION D'ADMINISTRATEUR.

Monsieur Georges BOUCKAERT, docteur en droit, domicilié 58, Rue St. Bernard à St.-Gilles-Bruxelles, a remis sa démission d'administrateur de la *Société Africaine des Cuirs et Dérivés « Africuir »* en date du 1^{er} juin 1953.

Zaventem-lez-Bruxelles, le 9 juin 1953.

Deux Administrateurs :

E. H. POSSELT.

H. FELDHEIM.

Compagnie des Grands Elevages Congolais.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Bianco (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 4, rue d'Egmont, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 44.043.

Constituée le 9 janvier 1930, à Bruxelles, et autorisée par Arrêté Royal du 11 février 1930. Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge du 23 janvier 1930, acte n° 1000, du 31 décembre 1937, acte n° 17067, du 31 mai 1947, acte n° 11041 et du 10 mai 1953, acte n° 10039, et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1930, du 15 mai 1938, du 15 mai 1947 et du 15 mars 1953.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Terrains, concessions, biens immobiliers, mobilier, matériel, outillage :

Immob. antérieures . . . 22.981.702,—

Immob. de l'exercice . . . 3.536.854,—

26.518.556,—

Moins amort. antérieurs . 17.237.250,—

Moins amort. de l'exercice 3.534.780,—

20.772.030,—

5.746.526,—

II. *Réalisable :*

1) Cheptel	20.600.000,—	
2) Magasins et cantines	6.078.869,—	
3) Portefeuille-titres et participations	330.000,—	
4) Débiteurs Europe et Afrique	4.934.398,—	
	<hr/>	31.943.267,—

III. *Disponible :*

Banques, chèques-postaux, caisses, Europe et Afrique	4.970.045,—
--	-------------

IV. *Compte de redressement :*

Dépenses engagées et frais généraux anticipatifs	622.798,—
--	-----------

V. *Compte d'ordre :*

Garanties statutaires	P. M.
	<hr/>
	43.282.636,—
	<hr/>

PASSIF.

I. *Non exigible :*

Capital : 45.249 parts sociales sans dési- gnation de valeur	22.644.039,—	
Réserve statutaire	1.035.608,—	
Fonds de réserve	11.000.000,—	
	<hr/>	34.679.647,—

II. *Exigible :*

Créditeurs Europe et Afrique	3.025.990,—
--	-------------

III. *Divers :*

Compte créditeur : provision pour impôts	1.709.980,—	
Fonds de prévoyance en faveur du person- nel	500.000,—	
	<hr/>	2.209.980,—

IV. *Compte de redressement :*

Frais généraux à payer	777.336,—
----------------------------------	-----------

V. *Compte d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	P. M.
--	-------

VI. *Solde :*

Bénéficiaire :

Report antérieur	1.271.909,—	
De l'année	1.317.774,—	
	<hr/>	2.589.683,—
	<hr/>	43.282.636,—
	<hr/>	

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Charges financières	54.673,—
Amortissements sur immobilisé	3.534.780,—
Provision pour impôts	720.000,—
Solde bénéficiaire :	
Report antérieur	1.271.909,—
De l'année	1.317.774,—
	<hr/>
	2.589.683,—
	<hr/>
	6.899.136,—
	<hr/>

CREDIT.

Report antérieur	1.271.909,—
Résultats bruts d'exploitation	5.452.765,—
Revenus financiers et divers	174.462,—
	<hr/>
	6.899.136,—
	<hr/>

Répartition.

Réserve statutaire 5 %	65.889,—
Dividendes bruts	1.260.753,—
Solde à reporter	1.263.041,—
	<hr/>
	2.589.683,—
	<hr/>

Situation du capital au 31 décembre 1952.

Entièrement libéré.

Composition des Conseil d'Administration et Collège des Commissaires avant l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.

Conseil d'Administration.

Président :

Monsieur Pierre ORTS, administrateur de sociétés, demeurant, 33, avenue Jeanne, à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, docteur en droit, demeurant, 90, avenue Molière, à Forest.

Administrateurs :

M. Robert CAMBIER, administrateur de sociétés, demeurant, 48, avenue Louis Lepoutre, à Ixelles.

M. Jean del MARMOL, docteur en droit, demeurant, 16, avenue Bel-Air, Uccle.

M. André GILSON, Commissaire Général Honoraire du Congo Belge, demeurant, 194a, avenue de Tervueren, à Woluwé-St.-Pierre.

M. Gaston HEENEN, Général-Major honoraire, demeurant, 126, Chaussée d'Ixelles, à Bruxelles.

M. Maurice JAUMAIN, docteur en médecine vétérinaire, demeurant à Assesse.

M. le Baron LAMBERT, administrateur de sociétés, demeurant, 24, avenue Marnix, à Bruxelles.

M. le Vicomte Roger LE SERGEANT d'HENDECOURT, officier retraité, demeurant, 22, rue Vilain XIII, à Bruxelles.

M. Gilbert MULLE, médecin-vétérinaire, demeurant, 58, Boulevard Brand Whitlock, à Bruxelles.

M. Paul PHILIPPSON, administrateur de sociétés, demeurant, 17, avenue Général Baron Empain, Bruxelles.

Délégué du Comité Spécial du Katanga :

Monsieur Hubert FISSON, directeur honoraire au Ministère des Colonies, demeurant, 95, avenue Emile de Béco, à Ixelles.

Délégué du Ministère des Colonies :

Monsieur René GUYAUX, médecin-vétérinaire, demeurant, 85, Champs du Vert-Chasseur, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

Monsieur le Baron José de CROMBRUGGHE de LOORINGHE, directeur de sociétés, demeurant, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois, (Overysche).

Monsieur J. F. GREAVES, expert-comptable F. C. A., demeurant, 14, rue de la Chancellerie, à Bruxelles.

Monsieur Robert VASSEUR, expert-comptable, demeurant, 5, avenue Bel-Air, à Wesembeek.

Un Administrateur,
R. d'HENDECOURT.

L'Administrateur-Délégué.
G. de FORMANOIR de la CAZERIE.

Société Congolaise de Matériel Industriel « SOCOMI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 998.

Constituée par acte du 23 avril 1951, publié aux annexes du Bulletin Officiel du 15 juillet 1951.

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>	
Matériel d'entreprise	31.669.481,90
Matériel d'atelier	1.445.311,—
Mobilier	36.315,—
Matériel de laboratoire	69.312,04
Constructions en cours	948.178,80
	<hr/>
	34.168.598,74
Frais de constitution	62.997,—
	<hr/>
	34.231.595,74
<i>Réalisable :</i>	
Magasin et cours de route	6.340.770,95
Débiteurs divers	4.720.321,95
	<hr/>
	11.061.092,90
<i>Disponible :</i>	
Banquiers	330.969,15
	<hr/>
	45.623.657,79
	<hr/>

PASSIF.

Capital	5.000.000,—
Réserve légale	8.130,—
Fonds d'amortissement	8.564.169,—
<i>Dette avec garantie :</i>	
Crédit bancaire	27.830.948,62
<i>Dettes sans garantie :</i>	
Comptes créditeurs :	
Fournisseurs et divers	4.049.362,46
<i>Pertes et profits :</i>	
Solde bénéficiaire	171.047,71
	<hr/>
	45.623.657,79
	<hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'exploitation, location de matériel. Impôts et charges financières	8.271.709,59
<i>Amortissements :</i>	
1) sur frais de constitution	21.000,—
2) sur matériel	6.651.812,—
	<hr/>
	6.672.812,—
Solde à reporter	171.047,71
	<hr/>
	15.115.569,30
	<hr/>

CREDIT.

Bénéfice reporté	154.474,33
Recettes de locations et de divers	14.961.094,97
	<hr/>
	15.115.569,30
	<hr/>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 1^{er} juin 1953.*

L'assemblée à l'unanimité, approuve les bilan et compte de profits et pertes ci-dessus,

Elle décide de reporter à nouveau le solde bénéficiaire de frs. c. 171.047,71.

Elle donne décharge de leur gestion à Messieurs les Administrateurs et Commissaire en fonctions.

Composition du Conseil d'Administration.

Monsieur Henri GRANDMAITRE, Directeur de Société, 4, avenue Liot, Billancourt, Président du Conseil.

Monsieur Jean DE MYTTENAERE, Ingénieur Civil, demeurant à Léopoldville, 32 A, avenue Général Tombeur de Tabora, Administrateur-délégué.

Monsieur Jacques DELORME, Directeur de Société, demeurant 97, rue Erlanger, Paris, Administrateur.

Monsieur Octave DE JONGHE, Directeur de Société, demeurant 20, rue Henri Smets, Wesembeek, Administrateur.

Monsieur Charles GUILLOU, Ingénieur A. I. Lg., 117, boulevard G. Van Haelen, Forest-Bruxelles, Administrateur.

Monsieur François ROLLOY, Directeur de Société, 12, boulevard Peireire, Paris, Administrateur.

Commissaire :

Monsieur Henri GRAD, Expert-comptable, 38, avenue Alexandre Bertrand, Forest-Bruxelles.

Un Administrateur,
O. DE JONGHE.

Un Administrateur,
Ch. GUILLOU.

Etablissements Pierre Halleux, « PIERAL ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo belge).

Siège administratif : à Bruxelles, 39, avenue de l'Emeraude.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 217.777.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur belge : année 1952, n° 15741, du 27 juin 1952; année 1952, n° 19274, du 9 août 1952.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale du 7 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé	2.612.722,10
Réalisable et disponible	7.749.709,40
	<hr/>
	10.362.431,50
	<hr/>

PASSIF.

Capital	4.250.000 »
Réserve légale	55.169 »
Prévision pour impôts	250.000 »
Créditeurs divers	5.524.450,11
Report exercice 1951	8.162,38
Résultat	274.650,01
	<hr/>
	10.362.431,50
	<hr/>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux	1.854.993,10
Prévision fiscale	50.000 »
Amortissements	325.553 »
Bénéfice 1952	282.812,39
	<hr/>
	2.513.358,49
	<hr/>

CREDIT.

Report exercice 1951	8.162,38
Bénéfice sur transactions	2.505.196,11
	<hr/>
	2.513.358,49
	<hr/>

Affectation et répartition des bénéfices.

A la réserve légale	14.140 »
Dividendes . 40 francs aux 4.250 parts sociales . . .	170.000 »
Report à nouveau	98.672,39
	<hr/>
	282.812,39
	<hr/>

Situation du capital.

Complètement libéré.

Liste des administrateurs et commissaire en fonction.

M. Ed. Halleux, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles, président.

M. L. Bours, procureur général honoraire du Congo, 19a, avenue Marx, Bruxelles, vice-président.

M. Pierre Halleux, administrateur de société, Djelo-Binza-Léopoldville, administrateur délégué.

M. Jean-Pierre Egger, administrateur de sociétés, Km. 87, Mayumbe (Congo belge), administrateur.

M. Walter Osterrieth, administrateur de sociétés, 9, Kastagnelaan, Wilrijk-Anvers, administrateur.

Mme veuve F. Jacquemain, administrateur de sociétés, 12, avenue Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles, administrateur.

Mlle Ida Schaerer, administrateur de société, 39, avenue de l'Emeraude, Bruxelles, administrateur.

Mlle Louise Ruytens, administrateur de sociétés, 228, avenue de la Couronne, Ixelles-Bruxelles, commissaire.

L'Administrateur-Président.

E. HALLEUX.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 18 mai 1953, volume 940, folio 98, case 4/1. Deux rôles sans revoi.

Reçu 40 francs.

(signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 18 mai 1953).

Usines Textiles de Léopoldville « UTEXLEO ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 71, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 70.715.

Statuts publiés au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 avril 1934, folio 262 et aux annexes du Moniteur belge du 29 avril 1934, n° 5840; modifications publiées au Bulletin officiel du Congo belge du 15 mars 1936, folio 200, et aux annexes du Moniteur belge du 4 mars 1936, n° 2200, du 2 mars 1947, n° 3121, à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge, du 15 mars 1947, à l'annexe du Moniteur belge des 16-17 février 1948, n° 2689 et à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 février 1948, à l'annexe du Moniteur belge du 26 juillet 1951, n° 17706 et à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 août 1951, à l'annexe du Moniteur belge des 4-5 août 1952, n° 19091 et à l'annexe du Bulletin officiel du Congo belge du 15 août 1952.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Bruxelles.

Siège administratif 4.276.047,—

Afrique.

Terrains 7.532.616,—

Constructions 122.830.008,—

Matériel 313.966.981,—

Mobilier 2.075.536,—

Raccordement chemin de fer 884.743,—

451.565.931,—

Disponible :

Caisses	387.198,85	
Banques	42.418.594,15	
Sociétés du groupe	26.251.327,—	
	<hr/>	69.057.120,—

Réalisable :

Acomptes aux fournisseurs	32.236.763,80	
Clients	102.841.258,97	
Avances aux indigènes	4.280.243,—	
Cotons	46.945.010,—	
Approvisionnements	76.560.272,—	
Fabrication	39.407.270,—	
Produits finis	19.797.838,—	
Dépôts tissus	52.646.477,—	
Portefeuille-titres	21.875.545,—	
Fonds publics à court terme	49.969.930,—	
	<hr/>	446.560.607,77

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.	
	<hr/>	
		967.183.658,77
		<hr/>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	260.000.000,—	
Réserve statutaire	26.000.000,—	
Réserve extraordinaire	94.000.000,—	
	<hr/>	380.000.000,—
Réserve pour reconstitution des stocks	10.000.000,—	

Amortissements :

Sur constructions	69.047.460,—	
Sur matériel	215.992.003,—	
Sur mobilier	1.239.697,—	
Sur raccordement chemin de fer	260.663,—	
	<hr/>	286.539.823,—

Exigible :

Fournisseurs	39.824.717,67	
Créditeurs divers	23.033.178,70	
Titres à libérer	2.442.500,—	65.300.396,37
		<hr/>
Provisions diverses		123.316.223,—

Profits et pertes :

Report 1951	14.336.133,78	
Bénéfice de 1952	87.691.082,62	102.027.216,40
		<hr/>

Compte d'ordre :

Dépôts cautionnements	P. M.	
		<hr/>
		967.183.658,77
		<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux Europe	4.612.660,20	
Frais généraux Afrique	31.201.672,25	
Impôt colonial	2.597.638,40	
Voyages	3.325.506,90	
Service médical	3.247.793,40	
Charges sociales	3.807.988,—	48.793.259,15
		<hr/>
Amortissements	34.272.292,—	
Intérêts et frais de banque	945.836,32	
Prévision fiscale	19.000.000,—	
Primes au personnel	11.398.807,—	
Provision F. B. E.	3.000.000,—	68.616.935,32
		<hr/>
Solde bénéficiaire		102.027.216,40
		<hr/>
		219.437.410,87
		<hr/> <hr/>

CREDIT.

Report de 1951	14.336.133,78
Résultat d'exploitation	201.422.272,72
Revenus du portefeuille	2.431.858,37
Intérêts	1.247.146,—
	<hr/>
	219.437.410,87
	<hr/>

Répartition du bénéfice.

Réserve extraordinaire	36.000.000,—
Report à nouveau	13.818.381,40
Aux actions	46.987.952,—
Tantièmes	5.220.883,—
	<hr/>
	102.027.216,40
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. Georges MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, 47, Avenue de l'Observatoire, Uccle, Président.

M. Joseph RHODIUS, Administrateur de sociétés, Léopoldville-Kalina, (Congo Belge), Vice-Président.

M. Henri MOXHON, Administrateur de sociétés, 40, Avenue Herbert Hoover, Woluwe St.-Lambert, Administrateur-Directeur général.

M. Robert GHEUDE, 7, Drève du Prieuré, à Auderghem, Administrateur.

M. Henry DETRY, 51, Square François Riga, à Schaerbeek, Administrateur.

M. Louis-Nicolas ELOY, 73, rue du Collège St.-Michel, à Woluwe St.-Pierre, Administrateur.

M. Fernand JONAS, 97, Avenue Louis Lepoutre, à Ixelles, Administrateur.

M. Valère LECLUSE, Villa Marguerite, à Tiegem-lez-Ansegem, Administrateur.

M. Robert PFLIEGER, 22-A, Square de Meeûs, Bruxelles, Administrateur.

M. Max STEVENS, 32, rue des Taxandres, à Etterbeek, Administrateur.

M. Edmond VAN HOOREBEKE, 34, Chaussée de Bruxelles, à Ledeborg-lez-Gand, Administrateur.

M. Joseph PLAS, 94, Avenue Molière, à Bruxelles, Commissaire.

Mme NICOD-JONAS, 341, Avenue Louise, à Bruxelles, Commissaire.

Pour extrait conforme.

G. MOULAERT.
Président.

F. JONAS.
Administrateur.

R. GHEUDE.
Administrateur.

E. VAN HOOREBEKE.
Administrateur.

R. PFLIEGER.
Administrateur.

J. PLAS.
Commissaire.

H. DETRY.
Administrateur.

V. LECLUSE.
Administrateur.

H. MOXHON.
Administrateur, Directeur Général.

M. STEVENS.
Administrateur.

M^{me} NICOD-JONAS.
Commissaire.

Usines Textiles de Léopoldville « UTEXLEO ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville.

Siège administratif : 71, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 70.715.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 436.

NOMINATIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 10 juin 1953.*

L'Assemblée Générale a réélu pour un terme de six ans MM. Joseph RHODIUS, Fernand JONAS et Robert GHEUDE en qualité d'Administrateurs, et M. Joseph PLAS en qualité de Commissaire.

Elle a fixé à trois le nombre des Commissaires et elle a appelé à ces fonctions M. Herman VANDE CASTEELE, dont le mandat prendra cours le 1^{er} janvier 1954 pour terminer à l'Assemblée Générale de 1959.

Pour extrait conforme.

Deux Administrateurs.

Henri MOXHON.

George MOULAERT.

Compagnie de Linea.

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Kakondo (Kivu) - Congo Belge.

Siège Administratif : 8, rue de Hornes à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 938.

—

Acte constitutif : Annexes au « Moniteur Belge » du 28 août 1927, n° 10989; n° 10298 du 12 juillet 1928; n° 265 du 8 janvier 1930; n° 11821 du 9 septembre 1933; n° 17004 du 18 décembre 1936; n° 12750 des 5 et 6 septembre 1938; n° 487 du 11 janvier 1947; n° 210 du 5 janvier 1950; n° 4735 du 25-26 mars 1950.

Bilan au 31 décembre 1952

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 1953.)

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier	101,—	
Exploit. en Afrique	587.524,35	
Amort. de l'exercice	253.171,90	
	<u>334.352,45</u>	334.453,45

Disponible :

Caisse, Banques et Chèques Postaux	800.105,24
--	------------

Réalisable :

Portefeuille titres et participations	6.287.224,76	
Cautionnements	6.450,—	
Débiteurs divers	248.978,50	
	<u>6.542.653,26</u>	6.542.653,26

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	
	<u>7.677.211,95</u>	

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital Social : représenté par 10.000 p. s.	5.000.000,—
Réserve légale	357.761,67
Fonds d'amortissements	621.827,84

De la société envers des tiers :

Non exigible :

Compte créditeur	1,—	
----------------------------	-----	--

Exigible :

Créditeurs divers	294.943,49	
	<hr/>	294.944,49

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
---------------------------------	-------

Pertes et profits :

Solde bénéficiaire à répartir	1.402.677,95	
	<hr/>	7.677.211,95
	<hr/>	<hr/>

Compte de pertes et profits au 31-12-52.

DEBIT.

Frais généraux 1952 et Lois Sociales	198.513,85	
Impôts et taxes	26.786,—	
Participation mandataire spécial s/résultats 1951 . .	57.960,—	
Libéralité en faveur du Fonds de Bien-Etre aux Indigènes « F. S. L. »	100.000,—	
Solde bénéficiaire à répartir	1.402.677,95	
	<hr/>	1.785.937,80
	<hr/>	<hr/>

CREDIT.

Report antérieur	19.400,—	
Dividendes, intérêts et divers	1.766.537,80	
	<hr/>	1.785.937,80
	<hr/>	<hr/>

Affectation et répartition des bénéfices.

A la réserve légale	69.677,95	
Tantièmes au Conseil Général	133.300,—	
Dividende de frs. 115 brut aux 10.000 parts sociales .	1.150.000,—	
Report à nouveau	49.700,—	
	<hr/>	1.402.677,95
	<hr/>	<hr/>

Le coupon n° 14 sera rendu payable par frs. 115 net.

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

1. Le Comte Henry de Liedekerke de Pailhe, Propriétaire, 47, rue du Commerce à Bruxelles, Administrateur.

2. S. A. Le Prince Jean-Charles de Ligne, Propriétaire, Château d'Antoing à Antoing, Administrateur.

3. Monsieur Walter Henri Scott, Administrateur de Sociétés, 198, rue Victor Hugo à Bruxelles, Administrateur.

4. S. A. Le Prince Albert de Ligne, Propriétaire, 50, rue de l'Industrie à Bruxelles, Commissaire.

Les Administrateurs.

W. H. Scott. — Prince J. Ch. de Ligne. — Comte H. de Liedekerke.

Le Commissaire.

Prince Albert de Ligne.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 9 juin 1953.*

Par vote spécial, l'Assemblée à l'unanimité, renouvelle pour une période de six années le mandat d'Administrateur de Monsieur W. H. SCOTT.

Certifié conforme.

Un Administrateur.

W. H. SCOTT.

Société de Transports et de Commerce au Congo Belge.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Gemena (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 215.204.

Registre du Commerce de Coquilhatville, n° 102.

—

Société créée le 28 juillet 1948; autorisée par arrêté royal du 3 octobre 1948, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1948; actes constitutifs publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1948, et du Moniteur Belge du 8 novembre 1948, (N° 21.203), statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 1952; annexes au Moniteur Belge du 10 août 1952, acte N° 19359; autorisés par Arrêté Royal du 17 juillet 1952, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 5 août 1952.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 mai 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Frais de constitution	358.013,—	
Amort. antérieurs	107.404,—	
Amort. de l'exercice	35.802,—	
	<u>143.206,—</u>	214.807,—
b) Installations et matériel en Afrique.		
Terrains	342.960,—	
Constructions durables	10.659.134,—	
Matériel transp. par terre	13.903.472,—	
Matériel d'atelier et divers	1.110.402,—	
Mobil. et matér. de bureau	1.177.186,—	
Gros outillage	1.350.800,—	
	<u>28.543.954,—</u>	
Amortissements antérieurs		
moins extourne	6.253.711,58	
Amort. de l'exercice	2.050.161,42	
	<u>8.303.873,—</u>	20.240.081,—
		<u>20.454.888,—</u>

II. — *Réalisable :*

Marchandises en stock et en cours de route.

c) Marchandises et rechan- ges industriels	13.595.988,—	
d) March. commerciales	12.421.915,—	
	<hr/>	26.017.903,—
e) Débiteurs divers	5.270.515,—	
Débiteurs pour cautionnements et ga- rantie déposés	60.000,—	
	<hr/>	31.348.418,—

III. — *Disponible :*

f) Caisses, Banques et Chèques postaux en Europe et en Afrique	2.265.013,—
---	-------------

IV. — *Divers :*

g) Comptes débiteurs	370.692,—
--------------------------------	-----------

V. — *Comptes d'ordre :*

h) Garanties statutaires	P. M.
	<hr/>
	54.439.011,—
	<hr/>

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital :	
représenté par 35.000 parts sociales sans désignation de valeur	35.000.000,—
b) Réserve statutaire	106.852,—
c) Fonds de prévision et d'assurance	500.000,—

II. — *Passif de la société envers les tiers :*

d) Créiteurs divers	8.526.477,—
-------------------------------	-------------

III. — *Divers :*

e) Comptes créditeurs	7.084.375,—
---------------------------------	-------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

f) Titulaires de garanties statutaires	P. M.
--	-------

V. — *Solde :*

g) Report de l'exercice précédent	1.530.178,05	
h) Bénéfice de l'exercice	1.691.128,95	
	<hr/>	3.221.307,—
	<hr/>	54.439.011,—
	<hr/>	

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	863.754,—
Charges financières	33.604,18

Amortissements :

a) sur installations et matériel en Afrique.

s/Constructions durables	448.303,45	
s/Matériel de transports automobiles	1.111.672,29	
s/Matériel d'atelier et divers	109.750,86	
s/Mobilier et matériel de bureau	253.504,28	
s/Gros outillage	126.930,54	
	<hr/>	2.050.161,42

b) sur Frais de constitution	35.802,—
--	----------

c) sur Frais augmentation capital	141.585,—
---	-----------

Dotations :

à la Provision pour impôts divers et charges	650.000,—
--	-----------

à la Provision pour dépréciations, pertes et manquants	4.204.688,—
--	-------------

Solde disponible :

Bénéfice de l'exercice	1.691.128,95	
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	1.530.178,05	
	<hr/>	3.221.307,—

11.200.901,60

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	1.530.178,05
--	--------------

Revenus divers	739,—
--------------------------	-------

Résultats des exploitations	9.669.984,55
---------------------------------------	--------------

11.200.901,60

Répartition du bénéfice.

A la réserve statutaire	84.556,—
-----------------------------------	----------

Au fonds de prévision et d'assurance	1.500.000,—
--	-------------

Au report à nouveau	1.636.751,—
-------------------------------	-------------

3.221.307,—

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président.

M. Emile VAN GEEM, Administrateur de Sociétés, 123, avenue Coghén, Uccle.

Administrateurs.

M. Pierre GILLIEAUX, Administrateur de Sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Maurice HERSSENS, Directeur de Société, Gemena (Congo Belge).

M. Marcel LEROT, Administrateur de Société, 274, avenue Molière, Bruxelles.

M. Fernand STRADIOT, 221, rue des Alliés, Forest.

Collège des Commissaires.

M. Paul MARCHAL, Propriétaire, 163, Route de Fumay, Oignies en Thierache.

M. Maurice DELALIEUX, Ingénieur Commercial, 50, avenue Huart Hamoir, Schaerbeek.

Société de Transports et de Commerce au Congo Belge.

Un Administrateur,
P. GILLIEAUX.

Le Président,
E. VAN GEEM.

Société Cotonnière du Tanganika.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Kongolo (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 68.059.

Registre du Commerce d'Elisabethville, n° 705.

Autorisée par arrêté royal du 31 janvier 1934; statuts publiés dans les annexes au Moniteur Belge du 21 février 1934 (acte n° 1557) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1934; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1936 (annexes au Moniteur Belge du 12 août 1936, acte n° 12603), autorisés par arrêté royal du 28 juillet 1936, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1936; par l'assemblée générale extraordinaire du 17 avril 1947 (annexes au Moniteur Belge des 14-15 juillet 1947, acte n° 14440 et au Bulletin Administratif du Congo Belge n° 16 du 25 août 1947), autorisés par arrêté royal du 19 juin 1947; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire

du 7 juin 1951 (annexes au Moniteur Belge du 4 août 1951, acte n° 18156), autorisés par arrêté royal du 13 juillet 1951, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1951.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1953.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

a) Installations et matériel en Afrique (y compris plus-value de réévaluation) .	38.773.067,—	
Amort. antérieurs		
moins extournes	15.847.239,—	
Amort. de l'exercice	3.451.312,—	
	<u>19.298.551,—</u>	19.474.516,—

II. — *Réalisable :*

b) Portefeuille-titres	14.802.000,—	
c) Débiteurs divers	18.216.431,—	
d) Approvisionnements	6.355.544,—	
e) Stock produits	2.357.115,—	
	<u>41.731.090,—</u>	

III. — *Disponible :*

f) Caisses, Banques et Chèques Postaux en Europe et en Afrique	14.630.745,—	
--	--------------	--

IV. — *Divers :*

g) Comptes débiteurs	1.946.387,—	
--------------------------------	-------------	--

V. — *Comptes spéciaux.*

(Décret du 18 juin 1947).

h) Sommes à percevoir lors de la vente des produits cotonniers confiés à la société	79.205.971,—	
i) Produits cotonniers confiés à la société	P. M.	
	<u>79.205.971,—</u>	

VI. — *Comptes d'ordre :*

j) Garanties statutaires	P. M.	
k) Engagements et contrats en cours	P. M.	
l) Banques du Congo Belge. Cautionnements des Agents d'Afrique	P. M.	
	<u>P. M.</u>	
	<u>156.988.709,—</u>	

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital	45.000.000,—	
50.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale.		
b) Réserve statutaire	4.500.000,—	
c) Réserve extraordinaire	5.500.000,—	
	<hr/>	55.000.000,—

II. — d) <i>Fonds d'assurance</i>	4.029.868,—
---	-------------

III. — *Passif de la société envers les tiers :*

e) Créiteurs divers	37.691.463,—	
f) Montant non appelé sur portefeuille- titres	25.000,—	
	<hr/>	37.716.463,—

IV. — Divers :

g) Comptes créditeurs	23.203.149,—	
h) Fonds de Welfare en faveur des indi- gènes	3.000.000,—	
	<hr/>	26.203.149,—

V. — *Comptes spéciaux.*

(Décret du 18 juin 1947).

i) Ayants-droit aux produits cotonniers confiés à la So- ciété	P. M.
---	-------

VI. — *Comptes d'ordre :*

j) Titulaires de garanties statutaires	P. M.	
k) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats en cours	P. M.	
l) Agents d'Afrique. Cautionnements chez Banque du Congo Belge	P. M.	
	<hr/>	P. M.

VII. — *Solde :*

m) Report de l'exercice précédent	5.285.994,—	
n) Bénéfice net de l'exercice	28.753.235,—	
	<hr/>	34.039.229,—
		<hr/>
		156.988.709,—
		<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et de Léopoldville	2.310.138,—	
Charges financières	913.052,—	
Amortissements sur :		
Installations et matériel en Afrique	2.076.193,—	
Matériel de transport	1.154.490,—	
Construction pour indigènes	220.629,—	
	<u>3.451.312,—</u>	
Provision pour impôts et charges	10.000.000,—	
Dotation :		
au Fonds de Welfare en faveur des indigènes	2.973.669,—	
au Fonds de renouvellement	1.500.000,—	
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice	28.753.235,—	
Report de l'exercice précédent	5.285.994,—	
	<u>55.187.400,—</u>	

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	5.285.994,—	
Revenus du portefeuille-titres et divers	1.152.263,—	
Solde du compte « Exploitation » et produits divers .	48.749.143,—	
	<u>55.187.400,—</u>	

Répartition du bénéfice.

Provision pour investissements nouveaux	8.000.000,—	
Report à nouveau	5.958.908,—	
Dividendes (bruts)	18.072.289,—	
Tantièmes statutaires	2.008.032,—	
	<u>34.039.229,—</u>	

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président.

M. Anatole DE BAUW, administrateur de société, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs.

M. le Baron Edouard EMPAIN, propriétaire, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Georges LECART, comptable, Château de la Hulle, Profondeville.

M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, administrateur de sociétés, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

M. Fernand SELLIER, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Fernand TRICOT, ingénieur, 18, avenue des Arts, Bruxelles.

M. Emile VAN GEEM, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Collège des Commissaires.

M. Emile COULON, directeur de société coloniale, 63-65, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

M. Maurice GRIETENS, directeur de sociétés, 42, avenue Jules Malou, Etterbeek.

M. Paul MARCHAL, 163, Route de Fumay, Oignies-en-Tierache.

M. Louis UYTENDHOEF, expert-comptable, 22, Place Armand Steurs, Saint-Josse-ten-Noode.

SOCIETE COTONNIERE DU TANGANIKA.

Deux Administrateurs,

E. VAN GEEM.

P. GILLIEAUX.

Société Cotonnière du Tanganika.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Kongolo (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Trône.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 68.059.

Registre du Commerce d'Elisabethville, n° 705.

—

RENOUVELLEMENT DE MANDATS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 1953.

Elle renouvelle, pour un terme de six ans, le mandat d'administrateur de Monsieur le baron Edouard Empain et celui de commissaire de Monsieur Emile Coulon.

Ces mandats viendront à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1959.

SOCIETE COTONNIERE DU TANGANIKA.

Deux Administrateurs,

E. VAN GEEM.

P. GILLIEAUX.

—

Huilerie d'Usumbura.

Société à responsabilité limitée de Droit Colonial.

Siège social à Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 226.358.

Registre du Commerce d'Usumbura, n° 833.

—

Autorisée par arrêté royal du 13 juillet 1950; statuts publiés dans les annexes au Moniteur Belge du 5 août 1950 (acte n° 18836) et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1950; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 1951 (annexes au Moniteur Belge des 22, 23 octobre 1951, acte n° 22145), autorisés par arrêté royal du 1^{er} octobre 1951, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 novembre 1951.

Deuxième exercice social clôturé au 31 décembre 1952.

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1952.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

a) Frais de constitution	275.531,—		
b) Frais d'augmentation de capital	100.147,—	375.678,—	
Amortissements de l'exercice	18.784,—		356.894,—
c) Terrains, constructions, matériel et di- vers en Afrique	23.965.713,—		
Amort. antérieurs	8.756,—		
Amort. de l'exercice	1.181.041,—	1.189.797,—	22.775.916,—
			23.132.810,—

II. — *Réalisable :*

d) Débiteurs divers	504.266,—	
e) Approvisionnements et emballages	8.206.706,—	
f) Stock graines	455.398,—	
g) Stock produits finis	1.904.011,—	11.070.381,—

III. — *Disponible :*

h) Caisse et Banques en Europe et en Afrique	791.278,—
--	-----------

IV. — *Divers :*

i) Comptes débiteurs	1.644.040,—
--------------------------------	-------------

V. — *Comptes d'ordre :*

j) Banque du Congo Belge. Cautionnements Agents d'Afri- que	P. M.
k) Engagements et contrats divers en cours	P. M.
l) Garanties statutaires	195.000,—
	36.833.509,—

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

a) Capital	25.000.000,—
représenté par 25.000 actions de 1.000 francs congolais chacune.	

II. — *Passif de la société envers les tiers :*

b) Créiteurs divers	10.529.532,—
-------------------------------	--------------

III. — *Divers :*

c) Comptes créditeurs	125.000,—
---------------------------------	-----------

IV. — *Comptes d'ordre :*

d) Agents d'Afrique. Cautionnements chez la Banque du Congo Belge	P. M.
e) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats di- vers en cours	P. M.
f) Titulaires de cautionnements statutaires	195.000,—

V. — *Solde :*

g) Bénéfice net de l'exercice	983.977,—
	<hr/>
	36.833.509,—
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux	210.391,—
Charges financières	924,—
Amortissements sur :	
Frais de constitution	13.777,—
Frais d'augmentation du capital	5.007,—
Installations et matériel en Afrique	1.181.041,—
	<hr/>
	1.199.825,—
Provision fiscale	125.000,—
Quote-part des indigènes dans le bénéfice en contre-partie des graines apportées	1.075.522,—
<i>Solde :</i>	
Bénéfice net de l'exercice	983.977,—
	<hr/>
	3.595.639,—
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Revenus divers	2.187,—
Solde du compte exploitation	3.593.452,—
	<hr/>
	3.595.639,—
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président.

M. le Baron Edouard EMPAIN, propriétaire, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

Vice-Président.

M. Anatole DE BAUW, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs.

M. Pierre GILLIEAUX, administrateur de sociétés, 92, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Fernand SELLIER, ingénieur, 15, avenue du Derby, Ixelles.

M. Florimond STUCKENS, administrateur de sociétés, 54, avenue du Parc de Woluwé, Auderghem.

M. Emile VAN GEEM, administrateur de sociétés, 123, avenue Coghen, Uccle.

Collège des Commissaires.

M. Lucien MARQUET, licencié en sciences commerciales et consulaires, 64, rue Henri Maus, Liège.

M. Louis UYTENDHOEF, expert-comptable, 22, Place Armand Steurs, Saint-Josse-ten-Noode.

HUILERIE D'USUMBURA.

Deux Administrateurs,

E. VAN GEEM.

P. GILLIEAUX.

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « IMAFOR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 71, Rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 70.714.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 470.

Statuts publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1934 et aux annexes du Moniteur belge du 29 avril 1934, n° 5842.

Modifications publiées au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1939, aux annexes du Moniteur belge du 11 janvier 1939, n° 347; aux annexes du Moniteur belge du 7 octobre 1948, n° 19508 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1948.

Bilan au 31 décembre 1952

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1953).

ACTIF.

Terrains et concessions :

Léo	3.369.388,—	
Rhodeby	19.791.590,—	
	<hr/>	23.160.978,—

Constructions :

Léo	31.509.745,—	
Rhodeby	9.172.451,—	
	<hr/>	40.682.196,—

Réalisable :

Portefeuille	688.290,—	
Bétail	583.184,—	
Débiteurs	10.902.964,50	
	<hr/>	12.174.438,50

Disponible :

Banques	758.025,75
-------------------	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.
	<hr/>
	76.775.638,25
	<hr/>

PASSIF.

Capital	6.250.000,—	
Réserve légale	972.468,—	
Réserve extraordinaire	10.527.532,—	
Plus-value de réévaluation	22.946.247,—	
	<u>40.696.247,—</u>	

Amortissements :

sur terrains	1.083.837,—	
sur constructions	19.200.360,—	
	<u>20.284.197,—</u>	
Créditeurs	7.111.869,—	
Provision débiteurs douteux	50.198,—	
Provisions diverses	2.081.680,—	

Profits et pertes :

Report 1951	1.043.274,88	
Résultat 1952	5.508.172,37	
	<u>6.551.447,25</u>	

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.	
	<u>76.775.638,25</u>	

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Amortissement :

sur constructions 5 %	2.034.110,—	
Frais généraux	342.802,50	
Prévision fiscale	500.000,—	
	<u>2.876.912,50</u>	
Solde en bénéfice	6.551.447,25	
	<u>9.428.359,75</u>	

CREDIT.

Report 1951	1.043.274,88
Intérêts	342.691,—
Loyers	7.032.399,—
Divers	1.009.994,87
	<hr/>
	9.428.359,75
	<hr/>

Affectation et répartition des bénéfices.

Réserve légale	275.409,—
Dividende statutaire	1.925.000,—
Tantièmes	496.164,—
Second dividende	1.925.000,—
Report à nouveau	1.929.874,25
	<hr/>
	6.551.447,25
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. Alphonse ENGELS, Vice-Gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, Avenue du Hoef, Uccle, Président.

M. Marcel de CLIPPELE, Administrateur de sociétés, Borchstadt, à Assche, Administrateur.

M. Louis N. ELOY, Administrateur de sociétés, 73, rue du Collège St.-Michel, à Woluwe-St.-Pierre, Administrateur.

M. Valère LECLUSE, Industriel, Villa Marguerite, à Tiegem-lez-Anse-gem, Administrateur.

M. Henri MOXHON, Administrateur de sociétés, 40, Avenue Herbert Hoover, à Woluwe-St.-Lambert, Administrateur.

M. Robert PFLIEGER, Administrateur de sociétés, 22-A, Square de Meeûs, à Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph PLAS, Administrateur de sociétés, 94, Avenue Molière, à Bruxelles, Administrateur.

M. Joseph RHODIUS, Administrateur de sociétés, à Léopoldville, Administrateur.

M. Frans TERLINCK, Administrateur de sociétés, Suite 1700. Broadway 50, à New-York 4. N. Y. (U. S. A.), Administrateur.

M. Eugène VOET, Directeur honoraire de sociétés, 60, Avenue Parmentier, à Woluwe-St.-Pierre, Commissaire.

M. Jean-Edouard THOMAS, Expert-Comptable, 34, rue Charles Martel, à Bruxelles, Commissaire.

Les Administrateurs :

M. de CLIPPELE — R. PFLIEGER — V. LECLUSE — J. PLAS
H. MOXHON — A. ENGELS.

Les Commissaires.

J. E. THOMAS.

Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « IMAFOR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif : 71, Rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 70.714.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 470.

NOMINATION.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 10 juin 1953.*

L'Assemblée Générale a réélu pour un terme de six ans, Monsieur Valère LECLUSE, en qualité d'Administrateur.

Pour extrait conforme.

Deux Administrateurs.

Henri MOXHON.

Alphonse ENGELS.

Société d'Expansion Commerciale en Afrique « SODEXCOM ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Registre du Commerce d'Anvers, n° 102.404.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 616.

Constituée à Bruxelles, par acte passé le 24 janvier 1947, devant M^e Paul Ectors, notaire; autorisée par arrêté royal du 24 février 1947. Statuts publiés aux annexes au Moniteur Belge du 13 mars 1947 sous le n° 3618 et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1947, page 460.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

ACTIF.

1. Immobilisé :

1) Frais de constitution et de premier établissement	1.985.717,33	
2) Terrains et immeubles en Afrique	4.228.150,80	
3) Installations, matériel et mobilier en Europe et en Afrique	973.478,93	
	<hr/>	7.187.347,06

2. Disponible :

Caisses et Banques en Europe et en Afrique	2.705.814,98
--	--------------

3. Réalisable :

1) Marchandises en Europe, en Afrique et en cours de route	7.640.506,73	
2) Effets à recevoir	38.630,—	
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique	11.801.677,10	
4) Comptes de régularisation	743.929,87	
	<hr/>	20.224.743,70

4. Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	
	<hr/>	
		30.117.905,74
		<hr/>

PASSIF.

1. *Non exigible :*

1) Capital	10.000.000,—	
représenté par 20.000 actions de capital de 500 francs chacune.		
2) Amortissements :		
Solde reporté du 31-12-51	1.468.056,64	
Prélèvement en 1952 pour diminution d'actif	54.089,—	
	<hr/>	
	1.413.967,64	
Augmentation en 1952 : amortissements	635.490,16	
	<hr/>	
	2.049.457,80	
	<hr/>	
		12.049.457,80

2. *Exigibilité :*

1) Créiteurs divers en Europe et en Afrique, sans garanties réelles	15.954.371,15	
2) Effets à payer	1.417.363,—	
3) Comptes de régularisation	696.713,79	
		18.068.447,94

3. *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	P. M.	
	<hr/>	
	30.117.905,74	
	<hr/>	

Compte de profits et pertes arrêté au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Report à nouveau	1.387.214,95	
Frais généraux	2.215.571,82	
Intérêts divers	138.086,32	
Amortissements nécessaires sur installations, matériel et mobilier	97.348,—	
Amortissements sur frais de constitution et de premier établissement	538.142,16	
	<hr/>	
	4.376.363,25	
	<hr/>	

CREDIT.

Bénéfices bruts divers	4.376.363,25
	<hr/>
	4.376.363,25
	<hr/>

Arrêté en séance du Conseil d'Administration du 12 mai 1953 par MM. André GILSON, le Comte Thierry de RENESSE et Nicolas DECKER.

Approuvé par le Collège des Commissaires : MM. Charles SAMPERS, Pierre CORBEEL, Arthur DE MULDER et René THUYSBAERT, en date du 18 mai 1953.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

I. Conseil d'Administration.

Président :

M. André GILSON, Commissaire Général honoraire du Congo Belge, 194a, Avenue de Tervueren, Woluwé-St.-Pierre.

Vice-Président :

M. le Comte Thierry de RENESSE, Docteur en droit, Château de et à Oostmalle.

Administrateur-délégué :

M. Nicolas DECKER, Administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée, à Berchem-Anvers.

Administrateur :

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

II. Collège des Commissaires.

Président :

M. Charles SAMPERS, Industriel, 9, avenue Léopold III, Edegem.

Commissaires :

M. René THUYSBAERT, Directeur de société, 15, rue van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

M. Pierre CORBEEL, Chef de Service, 9, rue Vandenboogaerde, Molenbeek-Saint-Jean.

M. Arthur DE MULDER, Professeur pensionné, 34, Rempart du Tabac, Anvers.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 1953.

L'assemblée, à l'unanimité :

- 1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels que présentés par le Conseil d'Administration,
- 2) par vote spécial, donne décharge, pour l'exercice 1952, aux administrateurs et commissaires,
- 3) décide de porter le nombre des administrateurs à six et appelle aux fonctions d'administrateurs Messieurs Edmond VERFAILLIE, Secrétaire de Sociétés, domicilié, 26, avenue Albert Elisabeth à Woluwé-Saint-Lambert et Albert JACQUES, Administrateur de Sociétés, domicilié, 19, rue des Aduatiques à Bruxelles, dont les mandats viendront à expiration respectivement en 1956 et 1954.

Anvers, le 9 juin 1953.

Pour copie et extrait certifiés conformes.

Société d'Expansion Commerciale en Afrique SODEXCOM.

Deux Administrateurs,

N. DECKER.

Comte THIERRY de RENESSE.

Société des Etablissements Egger frères, « Palmegger ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège administratif : Bruxelles, 39, avenue de l'Emeraude.

Siège social : Lukula, Mayumbe (Congo belge).

Registre du commerce de Bruxelles, n° 9155.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur belge : année 1928, n° 10541, des 16-17 juillet 1928; année 1937, n° 12290, du 11 août 1937.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale du 13 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé	8.872.023,66
Réalisable et disponible	5.428.276,82
	<hr/>
	14.300.300,48
	<hr/>

PASSIF.

Capital	5.000.000,—
Envers elle-même	7.977.204,59
Envers les tiers	381.014,37
Résultat	942.081,52
	<u>14.300.300,48</u>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux	6.120.990,18
Provision pour impôts	125.655,—
Amortissement sur terrains et plantations	165.500,—
Amortissement sur matériel	532.300,—
Amortissement sur immeubles	185.480,—
Amortissement sur mobilier	29.100,—
Bénéfice net	942.081,52
	<u>8.101.106,70</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation et divers	8.101.106,70
--	--------------

Affectation et répartition des bénéfices.

Réserve légale portée à 500.000 francs	P. M.
Dividendes statutaires	240.000,—
Tantièmes au conseil général	105.312,11
Gratifications en faveur du personnel	52.000,—
Superdividendes aux parts sociales (8.000 × 25)	200.000,—
Dividendes aux parts de fondateur (4,000 × 50)	200.000,—
Réserve extraordinaire	86.795,41
Réserve pour renouvellement du matériel	57.974,—
	<u>942.081,52</u>

Situation du capital.

Complètement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction.

M. Edmond Halleux, administrateur de sociétés, 115, avenue Albert Girard, Bruxelles, président.

M. Jean-Pierre Egger, administrateur de société, Km. 87, Mayumbe (Congo belge), administrateur-délégué.

M. le comte Gaëtan de Ribaucourt, industriel, 119, rue Edith Cavell, Bruxelles, administrateur.

Mlle H. Egger, administrateur de société, 26, Dieweg, Uccle-Bruxelles, administrateur.

Mlle Ida Schaerer, administrateur de société, 39, avenue de l'Emeraude, Bruxelles, commissaire.

M. Pierre Halleux, directeur de société, Léopoldville (Congo belge), commissaire.

L'Administrateur-Président,

E. HALLEUX.

MM. le comte Gaëtan de Ribaucourt, administrateur, et Pierre Halleux, commissaire, sortants cette année, ont été réélus.

L'Administrateur-Président,

E. HALLEUX.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 18 mai 1953, volume 940, folio 98, case 4/3. Deux rôles sans revoi.

Reçu 40 francs.

Le receveur, (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 18 mai 1953.)

SOCIETE AGRICOLE RUMONGE
en anglais « Agricultural Company Rumonge », en abrégé « SOCARU ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Rumonge (Ruanda-Urundi).

Constituée le 30 janvier 1950.

Autorisée par Arrêté Royal du 6 avril 1950.

Publié au Bulletin Officiel du Congo du 15 mai 1950.

Statuts publiés aux annexes du B. O. du 15 mai 1950.

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Actionnaires	4.000.000,—
Immobilisé	8.593.380,90
Disponible	20.451,50
Réalisable	2.060.950,10
Frais à répartir	14.846,—
Pertes : Report	753.430,16
Perte de l'exercice	1.521.892,34
	<u>2.275.322,50</u>
	<u><u>16.964.951,—</u></u>

PASSIF.

Capital	12.000.000,—
Exigible	2.722.537,95
Amortissements	2.242.413,05
	<u>16.964.951,—</u>

Comptes de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'exploitation	98.243,50
Frais généraux d'administration	995.348,95
Pertes diverses	100.163,59
Intérêts et escompte	78.660,—
Amortissements non-répartis	373.874,50
	<u>1.646.290,54</u>

CREDIT.

Ventes - produits	124.398,20
Résultat en perte	1.521.892,34
	<hr/>
	1.646.290,54
	<hr/>

Situation du capital 8.000.000,—

Versements effectués.

Capital restant à libérer :

M. Haïm Israël	500.000,—
M. Albert Israël	500.000,—
M. Edm. J. M. Mertens	800.000,—
M. Jos. Vandenberghe	800.000,—
M. Osw. Dewilde	700.000,—
M. Dr. Ach. Maes	692.000,—
M. Pierre Mertens	8.000,—
	<hr/>
	12.000.000,—
	<hr/>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle
tenue à Bruxelles le mardi 2 juin 1953.*

L'assemblée approuve :

- 1) le rapport du conseil d'administration,
- 2) le rapport du commissaire,
- 3) le Bilan et le Compte de Pertes et Profits arrêtés au 31 décembre 1952;

donne décharge aux administrateurs et commissaire,
décide :

- 1) qu'en cas d'absence ou indisponibilité de M. Jos. Vandenberghe, administrateur-délégué, tous actes et documents, ayant trait à la gestion courante, seront signés conjointement par Messieurs Mertens, Président et Dewilde, Administrateur;
- 2) que M. Govaert, Directeur Gérant de Socaru à Rumonge, est investi du pouvoir de signer les actes, relevant de sa gestion;
- 3) que le Siège Social sera transféré à Rumonge.

Pour extrait conforme.

Edm. MERTENS.

Président.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. en O. h. Akten), de tien Juni 1900 drie en vijftig. Boekdeel 233, blad 66, vak 14, twee blad, geen verzending.

Ontvangen veertig frank.

De Ontvanger a/i (get.) J. Torfs.

Société Congolaise de Gestion et de Participation SOCOGEPAR.

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 3.

**REEMPLACEMENT DES LIQUIDATEURS.
POUVOIRS DE LA LIQUIDATION.**

L'an mil neuf cent cinquante-trois.

Le douze juin.

A Bruxelles, en l'Etude.

Par devant Nous, Maître Maurice GERARD, Notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la Société de personnes à responsabilité limitée dénommée « Société Congolaise de Gestion et de Participation » dite « Socogepar », ayant son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 3, et son siège social à Léopoldville.

Constituée suivant acte reçu par Maître Edmond-Jean-Michel-Franz Wetz, notaire de résidence à Léopoldville (Congo Belge) le dix décembre mil neuf cent quarante-sept, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge, numéro 1, du dix janvier mil neuf cent quarante-huit. Dissoute suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés aux termes du procès-verbal dressé par le notaire soussigné le vingt septembre mil neuf cent cinquante et un.

La séance est ouverte à neuf heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Victor SOQUET, ci-après qualifié.

Sont présents :

1. Monsieur Louis-Victor-Anne-Michel RIMBOUT, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart Hamoir, 37.

2. Monsieur Victor-Fernand-Jean SOQUET, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, Boulevard Reyers, 33.

Seuls associés de la dite société et propriétaires ensemble des quatre cents parts, formant l'intégralité du capital.

Monsieur le Président expose que, la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, il n'y a pas lieu de justifier du mode de convocation, et qu'elle peut délibérer valablement sur tous les points qu'il lui plaira de porter à son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes :

1. L'assemblée accepte la démission de ses fonctions de liquidateur offerte par Monsieur Léon Charles René De Rudder, conseiller financier, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, 392, avenue Slegers, intervenant aux présentes.

2. Elle met fin au mandat de liquidateur de Monsieur Albert Sinéchal, expert-comptable, demeurant à Bruxelles-Forest, rue du Charme, 26.

3. La décharge aux deux liquidateurs pour leur gestion fera l'objet d'une nouvelle délibération de l'assemblée générale des associés lorsqu'elle aura reçu communication de leurs comptes à ce jour.

4. L'assemblée décide, en attendant de désigner un nouveau liquidateur, que les pouvoirs attribués à la liquidation par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du vingt septembre mil neuf cent cinquante et un, seront exercés conjointement par les deux associés, jusqu'à la désignation d'un liquidateur.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les parties ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 12 juin 1953, volume 1392, folio 25, case 9, aux droits de quarante francs perçus par le Receveur (s.) illisible.

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre pour le Ministère des Colonies.

(Publication au B. O.).

Compagnie du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles, n° 3878.

Elisabethville, n° 989.

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés : Aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1950, 15 août 1951, et aux Annexes au Moniteur Belge des 5-6 juin 1950, 21 juillet 1951.

Bilan au 31 décembre 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Premier établissement de
la Société Anonyme Belge
Compagnie du Katanga :

Apports et frais de constitution	426.519,—
--	-----------

Expéditions, factoreries et matériel fluvial apportés au Comité Spécial du Katanga	2.194.561,—
--	-------------

2.621.080,—

Amortissements antérieurs	2.621.079,—
---------------------------	-------------

1,—

Mobilier	1,—	
Terrains et droits concédés par l'Etat In- dépendant du Congo	P. M.	
Constructions en cours	3.012.397,—	
	<hr/>	3.012.399,—
B. — <i>Réalisable</i> :		
Participation au Comité Spécial du Ka- tanga	600.000,—	
Portefeuille	281.549.834,—	
Syndicats, participations temporaires et diverses	5.457.151,—	
Banques et caisse	26.026.870,—	
Débiteurs divers	70.004.821,—	
	<hr/>	388.638.676,—
C. — <i>Compte de régularisation</i> :		
Comptes débiteurs		1.512.858,—
D. — <i>Comptes d'ordre</i> :		
Cautionnements statutaires		P. M.
Inscriptions d'actions nominatives		P. M.
		<hr/>
		388.163.933,—
		<hr/>

PASSIF.

A. — <i>De la société envers elle-même</i> :		
Capital :		
12.000 actions de priori- té de 100 frs.	1.200.000,—	
216.150 parts sociales s. d. v.	148.800.000,—	
	<hr/>	150.000.000,—
Fonds de réserve	80.000.000,—	
Fonds de prévision	7.000.000,—	
Réserve immunisée	3.115.139,—	
	<hr/>	240.115.139,—
B. — <i>Envers les tiers, sans garanties réelles</i> :		
Dividendes à payer	6.398.209,—	
Créditeurs divers	640.514,—	
Versements restant à faire sur participa- tions	1.410.000,—	
	<hr/>	8.448.723,—

C. — *Compte de régularisation :*

Comptes créditeurs	8.338.589,—
------------------------------	-------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires de cautionnements statutaires	P. M.
Titulaires d'inscriptions nominatives	P. M.
Solde en bénéfice	131.261.482,—
	<u>388.163.933,—</u>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux et divers	2.578.475,—
Service financier	638.664,—
Frais résultant de l'échange des titres	889.178,—
Taxe sur titres cotés en bourse	1.020.114,—
Prévision pour impôts et éventualités diverses	3.000.000,—
Solde en bénéfice	131.261.482,—
	<u>139.387.913,—</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	597.805,—
Quote-part dans les résultats du Comité Spécial du Katanga	100.000.162,—
Revenus du portefeuille, intérêts et divers	38.789.946,—
	<u>139.387.913,—</u>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Répartition du bénéfice.

Fonds de réserve	20.000.000,—
Fonds de prévision	3.000.000,—
Dividende aux actions de priorité	60.000,—
Tantièmes statutaires	9.619.862,—
Coupon n° 3 des parts sociales	97.267.500,—
Solde à reporter à nouveau	1.314.120,—
	<u>131.261.482,—</u>

Conseil d'Administration.

Président :

M. Firmin VAN BREE, Directeur honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-président, Administrateur-délégué :

M. Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, Chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateurs :

M. Lucien BECKERS, Ingénieur civil des Mines, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Léon BRUNEEL, Docteur en droit, 5, avenue Antoine Depage, Bruxelles.

M. Anatole DE BAUW, Président de la Cie Cotonnière Congolaise, 107, avenue Defré, Uccle.

M. Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, Docteur en droit, 90, avenue Molière, Ixelles.

M. Gaston HEENEN, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, 126, Chaussée d'Ixelles, Ixelles.

M. Maurice LIPPENS, Comte, Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Frédéric OLSEN, Général honoraire de la Force Publique du Congo Belge, 21, rue des Taxandres, Etterbeek.

M. Gilbert PERIER, Administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert THYS, Ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 209, avenue Louise, Bruxelles.

M. Louis WALLEF, Ingénieur civil des Mines, 67, Boulevard Auguste Reyers, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. André DE COCK, Industriel, 49, rue des Bataves, Bruxelles.

M. Jean KOECKX, Directeur de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael-Boitsfort.

M. Albert van ZUYLEN, Docteur en droit, Château de et à Argenteau.

Délégué du Gouvernement :

M. Maurice EVRARD, 12, rue V. Lefèvre, Bruxelles.

Bruxelles, le 12 juin 1953.

Certifié conforme,

Un Administrateur,
G. PERIER.

Un Administrateur,
E. VAN DER STRAETEN.

Compagnie du Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce :

Bruxelles, n° 3878.

Elisabethville, n° 989.

ELECTIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 11 juin 1953.*

L'assemblée à l'unanimité réélit MM. Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE et Gilbert PERIER en qualité d'administrateurs et M. Jean KOECKX en qualité de commissaire.

Bruxelles, le 12 juin 1953.

Pour extrait certifié conforme,

Un Administrateur,

G. PERIER.

Un Administrateur,

E. VAN DER STRAETEN.

Chantier Naval et Industriel du Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 37, Square de Meeûs.

Registre de Commerce : Bruxelles n° 11.999.

Autorisée par arrêté royal du 6 octobre 1928 (Bulletin Officiel du Congo Belge n° 11 du 15-11-28) constituée le 5-9-1928; statuts publiés à l'annexe du Moniteur Belge du 22-9-1928, n° 12.747.

Modifications aux statuts.

<i>Date de l'acte</i>	<i>Date de la publication</i>	
	<i>au Moniteur Belge et n°</i>	<i>au Bulletin Officiel du Congo Belge</i>
11-10-1928	3- 4-12-1928	N° 15.667
10- 7-1930	28-29-7-1930	N° 12.326
11- 6-1936	21-8-1936	N° 12.831
22-11-1948	14-1-1949	N° 681
8- 6-1950	5-8-1950	N° 18.834
21-4-1952	26-6-1952	N° 15.161

Bilan au 31 décembre 1952
approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale Ordinaire
des actionnaires du 11 juin 1953.

ACTIF.

<i>I. Immobilisé :</i>	
Frais de constitution	1.016.022,59
Terrains, immeubles, machines, mobilier, etc.	226.724.687,70
	<hr/>
	227.740.710,29
Augmentations de l'année	37.039.050,59
	<hr/>
	264.779.760,88
Diminutions de l'année	1.525.058,48
	<hr/>
	263.254.702,40
Amortissements sur frais de constitution	1.016.022,59
Amortissements sur im- meubles, machines, mo- bilier, etc.	138.798.936,09
	<hr/>
	139.814.958,68
Amortis. de l'année	20.469.335,—
	<hr/>
	160.284.293,68
Extourne amortis. sur im- mobilisations déclassées ou vendues	1.354.165,28
	<hr/>
	158.930.128,40
	<hr/>
	104.324.574,—
<i>II. Disponible :</i>	
Banques et caisses	3.217.340,57
<i>III. Réalisable :</i>	
Débiteurs divers	143.831.271,98
Avances sur marchandises en commande	11.648.651,75
Marchandises en cours de route	108.906.391,08
Magasins	179.906.249,86
Travaux en cours	78.834.630,15
	<hr/>
	523.127.194,82
<i>IV. Portefeuille titres</i> (déduction faite des amortissements)	
	52.839.143,15

V. *Divers* :

Comptes débiteurs	2.368.502,15
-----------------------------	--------------

VI. *Comptes d'ordre* :

Cautions agents	3.055.966,86	
Banque du Congo Belge (contrats de change en cours et garanties diverses) . . .	39.793.037,—	
Garanties statutaires et inscrip. nominat.	P. M.	
Engagements et contrats divers en cours .	P. M.	
		<u>42.849.003,86</u>
		<u><u>728.725.758,55</u></u>

PASSIF.

I. *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital	150.000.000,—	
représenté par 48.000 actions s. d. v.		
Réserve statutaire	9.202.304,91	
Réserve pour éventualités diverses	51.758.958,66	
Prélèvement pour augmentation du cap. en 1952 .	19.994.443,06	
		<u>31.764.515,60</u>
Plus-value de réévaluation du matériel et des bâtiments industriels . . .	28.005.556,94	•
Prélèvements pour augm. du cap. en 1948 et 1952 .	28.005.556,94	
		<u>190.966.820,51</u>

II. *Dettes envers les tiers* ,

Créditeurs à terme	20.000.000,—	
Créditeurs divers	220.085.408,56	
Versements restant à effectuer sur titres en portefeuille	255.500,—	
		<u>240.340.908,56</u>

III. *Divers* :

Comptes créditeurs	32.580.518,88	
Avances sur travaux en cours	90.861.277,50	
Avances sur ventes	67.626.201,77	
Provisions diverses	19.335.612,25	
		<u>210.403.610,40</u>

IV. *Comptes d'ordre :*

Agents (cautionnements)	3.055.966,86	
Banque du Congo Belge (contrats de change en cours et garanties diverses) . .	39.793.037,—	
Titulaires garanties statutaires et inscriptions nominatives	P. M.	
Engagements et contrats divers en cours .	P. M.	
		<hr/> 42.849.003,86

V. *Profits et pertes :*

Report de l'exercice précédent	7.728.351,83	
Bénéfice de l'exercice	36.437.063,39	
		<hr/> 42.165.415,22
		<hr/> <hr/> 728.725.758,55

Comptes de profits et pertes.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation	393.882.702,98	
Frais généraux Europe	6.326.037,73	
Amortissements de l'exercice	20.469.335,—	
		<hr/> 420.678.075,71
Charges financières		6.944.566,48
Prévision fiscale		10.000.000,—
Participations diverses		3.707.024,—
Provision pour entretien gros matériel		1.209.960,05
Amortissement sur portefeuille titres		325.000,—
Provision pension complémentaire personnel Afrique .		1.062.643,25
Divers		3.757.719,79
Allocation statutaire au personnel (art. 42)		4.018.426,—
Report de l'exercice précédent	7.728.351,83	
Bénéfice de l'exercice	36.437.063,39	
		<hr/> 44.165.415,22
		<hr/> <hr/> 495.868.830,50

CREDIT.

Recettes d'exploitation	485.078.078,67
Revenus du portefeuille titres	3.062.400,—
Report de l'exercice précédent	7.728.351,83
	<hr/>
	495.868.830,50
	<hr/>

Répartition des bénéfices.

Bénéfice à répartir :	F. C.	
Report à nouveau de l'exercice précédent .	7.728.351,83	
Bénéfice de l'exercice 1952	36.437.063,39	
	<hr/>	44.165.415,22
A la réserve statutaire de 5 % de 36.437.063,39	1.821.853,—	
A la réserve pour éventualités diverses .	15.554.052,22	
	<hr/>	17.375.905,22
		<hr/>
		26.789.510,—
Dividende brut de 542,17 francs congolais par titre ancien et demi-dividende de 271,08 francs congolais par titre nou- veau	22.771.084,—	
Tantièmes statutaires	4.018.426,—	
	<hr/>	26.789.510,—
		<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires au 31-12-52.

Président du Conseil :

Monsieur Pierre JENTGEN, Docteur en Droit, 117, avenue Molière, Bruxelles.

Vice-Président. Administrateur-Délégué :

Monsieur Adolphe RUWET, Avenue du Suffrage Universel, 31, Schaerbeek.

Administrateur-Directeur :

Monsieur Raymond VANDERLINDEN, Ingénieur Civil, 46, avenue de l'Arbalète, Boitsfort.

Administrateurs :

Monsieur Ernest COMHAIRE, Ingénieur Civil, 40, avenue Michel-Ange, Bruxelles.

Monsieur Egide DEVROEY, Ingénieur Civil, 43, rue Jourdan, Bruxelles.

Monsieur Joseph GEERINCKX, Inspecteur Général, Honoraire au Ministère des Colonies, 19a, rue Forestière, Bruxelles.

Monsieur Jean GILLET, Administrateur de sociétés, 38, rue des Champs Elysées, Bruxelles.

Monsieur Léon GREINER, Ingénieur Civil, 23, avenue Emile Demot, Bruxelles.

Monsieur Albert MARCHAL, Ingénieur Civil, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

Monsieur George MOULAERT, Administrateur de sociétés, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

Monsieur Gilbert PERIER, Administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

Commissaires :

Monsieur Jacques DE ROUCK, Ingénieur Civil, 55, rue du Prince Royal, Bruxelles.

Monsieur Jean GHILAIN, Ingénieur Commercial, 55, avenue Général Lotz, Uccle.

Monsieur Fernand NISOT, Ingénieur Civil, 15, rue d'Edimbourg, Bruxelles.

Monsieur Georges OLYFF, Docteur en Droit, 28a, rue Jourdan, Bruxelles.

Le Président,

P. JENTGEN.

Chantier Naval et Industriel du Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 37, Square de Meeûs.

Registre de Commerce : Bruxelles n° 11.999.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953 a réélu à l'unanimité, en qualité d'administrateurs, MM. Jean GILLET et Gilbert PERIER et elle a élu définitivement MM. Raymond VANDERLINDEN et Georges REGNIER, Ingénieur civil, 11, avenue de l'Orée, Bruxelles, pour continuer les mandats devenus vacants par le décès de MM. Arthur BEMELMANS et Adolphe RUWET.

Le Président,

P. JENTGEN.

Société Minière Cololacs. Filiale de la Société Colomines.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : 2, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce : Stanleyville n° 84.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 107.986.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1938; du 15 décembre 1940; des 15 avril, 15 mai 1946 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 août 1938, n° 12156; du 21 novembre 1940, n° 11581; du 6 janvier 1946, n° 163.

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	79.677,90	
Amortissements antérieurs	79.676,90	
	<hr/>	1,—
Concessions et recherches	13.217.721,08	
Amort. antérieurs	9.908.853,27	
Amort. de l'exercice	1.692.233,86	
	<hr/>	
	11.601.087,13	
	<hr/>	1.616.633,95
Matériel d'Afrique	1.425.619,01	
Amort. antérieurs	991.810,59	
Amort. de l'exercice	55.667,65	
	<hr/>	
	1.047.478,24	
	<hr/>	378.140,77
Fonds bloqués		17.000,—
		<hr/>
		2.011.775,72

Disponible :

Espèces en caisses et en banques	332.439,89
--	------------

Réalisable :

Mineral en stock et en cours de route	1.642.977,—	
Marchandises	281.452,31	
Débiteurs divers	1.352.858,76	
	<hr/>	3.277.288,07

<i>Comptes débiteurs</i>	50.453,89
<i>Compte d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	P. M.
<i>Profits et pertes :</i>	
Solde reporté	2.118.187,73
	<hr/>
	7.790.145,30
	<hr/>

PASSIF.

<i>Envers elle-même :</i>	
<i>Capital :</i>	
Représenté par 10.000 actions de capital de 500 francs .	5.000.000,—
<i>Envers les tiers :</i>	
Colomines (Service financier)	1.219.275,41
Créditeurs divers	1.570.869,89
<i>Compte d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	P. M.
	<hr/>
	7.790.145,30
	<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Solde à nouveau	2.118.187,73
Frais généraux d'administration	365.662,80
Impôt sur la superficie des concessions	16.248,—
Droits de sortie	780.105,—
<i>Amortissements :</i>	
sur concessions	1.692.233,86
sur matériel	55.667,65
	<hr/>
	1.747.901,51
	<hr/>
	5.028.105,04
	<hr/>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	2.908.437,26
Intérêts divers	1.480,05
Solde reporté	2.118.187,73
	<hr/>
	5.028.105,04
	<hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

M. Adrien Houget, industriel, 46, rue des Minières, Verviers, Président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Henry Gérardon, ingénieur civil, à Kule-Matundu par Bondo (Bas-Uélé) Congo Belge, Administrateur-délégué.

Collège des Commissaires.

M. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Pierre-Denis de Neuville, industriel, Château de Rochempré, Solières-Ben-Ahin.

Délégué :

M. Paul Orban, fondé de pouvoirs de la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains, 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1953.

L'assemblée à l'unanimité : 1) approuve les rapports, bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1952; 2) par vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1952; 3) appelle aux fonctions d'administrateurs : 1° M. Pierre-Denis de Neuville en remplacement de M. George Michiels, démissionnaire; 2° M. Frank T. Raeymaekers en remplacement de M. Jules Laoureux, démissionnaire; 3° M. John van Kessel en remplacement de S. E. Mahmoud Khan Mofakham, décédé; et aux fonctions de commissaire M^e Julien Sterckx en remplacement de M. P. D. de Neuville, démissionnaire.

Le Président du Conseil d'administration.

(sé) A. HOUGET.

Office du Tourisme du Congo Belge et Ruanda-Urundi.

87, rue de la Loi, Bruxelles.

Election et réélections d'Administrateurs et de Commissaire.

Monsieur Henry-Léon KEYSER, Gouverneur de Province hon. du Congo Belge, de nationalité belge, demeurant à Uccle-Bruxelles, 258, Dieweg, est élu administrateur à la date du 23 mars 1953.

Messieurs Alfred LIENART et Henry de RAECK (administrateurs) sortant et rééligible, ainsi que Monsieur Ch. Piroton, commissaire sortant et rééligible, ont été réélus à la date du 23 mars 1953.

Bruxelles, le 5 juin 1953.

Pour extrait conforme du registre aux délibérations du Conseil,

Le Vice-Président,

A. GUILLAUME.

Le Président,

A. MOELLER de LADDERSOUS.

S. I. C. A. Société Immobilière Commerciale et Agricole du Congo Belge.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Bruxelles, rue de l'Ecuyer, 48.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 34.194.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 170.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge du 15 juin 1928, n° 9.007-9.008-9.009; des 18 août 1929, n° 13.315; 17 septembre 1931; n° 13.001; 21 octobre 1936, n° 14.571; 26-27 janvier 1948, n° 1.559; 27 octobre 1948, n° 20.624.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	23.387.937,21	
Terrains	8.221.195,61	
Matériel et mobilier	3.446.003,89	
	<hr/>	35.055.136,71

Réalisable :

Magasin Léopoldville	13.388,60	
Portefeuille-titres	2.792.701,63	
Timbres poste	391,35	
Comptes courants	2.960.584,38	
		<u>5.767.065,96</u>

Disponible :

Caisse, Banques et C. C. P.	15.846.121,81
-------------------------------------	---------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.
	<u>56.668.324,48</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	40.000.000,—	
Réserve légale	746.281,88	
Amortissements divers	4.386.948,—	
		<u>45.133.229,88</u>

Dettes envers les tiers :

Dividendes. Divers	111.056,42	
Prévision fiscale	2.581.153,—	
		<u>2.692.209,42</u>

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.
------------------------------	-------

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire	8.842.885,18	
		<u>56.668.324,48</u>

Profits et Pertes.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles	716.996,98
Frais d'exploitation Afrique	1.914.021,60
Charges diverses	43.710,89
Amortissements	1.000.000,—
Prévision fiscale	1.750.000,—
Solde bénéficiaire	8.842.885,18
	<u>14.267.614,65</u>

CREDIT.

Report exercice 1951	600.601,16
Produits de locations	5.748.407,50
Opérations Immobilières et produits divers	7.918.605,99
	<hr/>
	14.267.614,65
	<hr/>

Répartition du solde bénéficiaire.

5 % à la réserve légale	412.114,20
Premier dividende de 60 frs. aux 14.525 parts entièrement libérées	871.500,—
Premier dividende de 19.50 frs. aux 26.600 parts libérées en cours d'exercice	518.700,—
Tantièmes aux Administrateurs et aux commissaires	639.722,—
Deuxième dividende de 140 frs. aux 41.125 parts de capital	5.757.500,—
Report à nouveau	643.348,98
	<hr/>
	8.842.885,18
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. Lambelin, Louis, Charles, industriel à Léopoldville (Congo Belge), Président du Conseil, Administrateur-délégué.

M. Bidart, Alexandre, ingénieur commercial, 349, avenue Louise, Bruxelles.

M. Hanet, Georges, industriel, 21, Boulevard Britannique, Gand.

M. Van Coillie, Gérard, industriel à Léopoldville (Congo Belge).

Mme Veuve Robert Cousin, 13, rue Père De Deken, Bruxelles.

M. Lang, Freddy, industriel, 99, avenue Houzeau, Bruxelles.

M. Dupont, Maurice, Administrateur de Sociétés, 6, avenue de Broqueville, Woluwé-St.-Pierre.

M. Van Campenhout, Guillaume, industriel, 34, rue des Paons, Bruxelles.

Commissaires.

M. Colleye, Joseph, expert comptable, 148, rue Américaine, Bruxelles.

M. Bartelous, Georges, directeur de Société, 69, avenue Prékelinden, Woluwé-St.-Lambert.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 1953.

- 1) Après examen par les actionnaires des comptes présentés, l'assemblée a approuvé le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1952.
- 2) Ayant pris connaissance des opérations intervenues entre la Société et d'autres organismes ayant des administrateurs communs, l'assemblée a donné décharge aux administrateurs et aux commissaires en fonction pendant l'exercice 1952.
- 3) L'assemblée a adopté la répartition du solde bénéficiaire proposée et a décidé que le dividende de l'exercice 1952 sera payable à partir du 8 juin 1953 :
 - 1° par 200 frs. brut par part de capital n° 1 à 14.525 contre remise du coupon n° 6 ;
 - 2° par 159,50 frs. brut par part de capital, libérée en cours d'exercice (n° 14.526 à 41.125) contre remise du coupon n° 6 barré aux guichets des établissements suivants :

Banque Belge d'Afrique à Léopoldville et à Bruxelles, 3, rue de Namur ; Union Financière d'Anvers « BUFA » 55, rue des Tanneurs à Anvers ; Crédit du Nord Belge, 32, rue Fossé aux Loups à Bruxelles et ses agences en province. Les dividendes dûs aux actionnaires nominatifs seront payés directement aux bénéficiaires par le siège administratif.
- 4) L'assemblée a ratifié la nomination par le Conseil d'Administration de M. Guillaume Van Camphenout pour remplir le mandat d'administrateur laissé à la disposition du Conseil lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1952. Son mandat prendra fin à l'assemblée ordinaire de 1959.
- 5) L'assemblée a décidé de porter à trois le nombre des commissaires. Sur proposition du Conseil d'administration elle a appelé à ces fonctions M. Pierre Malinovsky, ingénieur commercial, 259, avenue Brugmann à Uccle. Son mandat expirera à l'assemblée ordinaire de 1955.
- 6) M. Joseph Colleye a été réélu commissaire pour un terme de deux ans prenant fin à l'assemblée ordinaire de 1955.

Le Président du Conseil.

L. LAMBELIN.

Charbonnages de la Luena.

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 10, rue Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 16.134.

Actes de constitution et de modifications aux statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge :

Année 1922 n° 3536; année 1923 n° 12.307; année 1926 n° 1172; année 1928 n° 2183; année 1951 n° 1765,

et au Bulletin Officiel du Congo Belge :

Année 1922 le 15 mai; année 1923 le 15 décembre; année 1926 le 15 mars; année 1928 le 15 avril; année 1951 le 15 mars.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
du 9 juin 1953.

ACTIF.

I. Immobilisé	78.399.218,77
II. Réalisable et disponible	52.077.585,41
III. Divers	71.796,—
IV. Compte d'ordre	P. M.
	<hr/>
	130.548.600,18
	<hr/> <hr/>

PASSIF.

I. Dettes de la Société envers elle-même	44.052.100,02
II. Dettes de la société envers des tiers	47.845.619,92
III. Divers	31.898.973,—
IV. Compte d'ordre	P. M.
V. Profits et pertes	6.751.907,24
	<hr/>
	130.548.600,18
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux Europe	2.324.509,22
Amortissement de l'exercice	9.948.906,38
Solde disponible :	
de l'exercice précédent	605.986,37
de l'exercice	6.145.920,87
	<u>6.751.907,24</u>
	<u><u>19.025.322,84</u></u>

CREDIT.

Solde à nouveau de l'exercice précédent	605.986,37
Résultats des opérations	18.419.336,47
	<u>19.025.322,84</u>
	<u><u>19.025.322,84</u></u>

Répartition du bénéfice.

5 % à la réserve légale	307.296,04
Report à nouveau	292.611,20
Redevance au C. S. K.	1.136.800,—
Tantièmes aux Administrateurs et aux Commissaires . .	615.200,—
Dividende 11 %, 55 frs. brut aux actions	4.400.000,—
	<u>6.751.907,24</u>
	<u><u>6.751.907,24</u></u>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

M. COUSIN, Jules, ingénieur civil des mines, Elisabethville, Katanga Congo Belge, Président.

M. MARTHOZ, Aimé, ingénieur civil, 43, Square Vergote à Bruxelles, Vice-Président.

M. LEBLANC, Edouard, ingénieur civil des mines, à Nassogne, Administrateur-Délégué.

M. CAMBIER, René, Ingénieur A. I. Ms., 3, avenue des Phalènes à Bruxelles, Administrateur.

M. COPPENS, Paul, docteur en droit, 73, rue Montoyer à Bruxelles, Administrateur.

M. de STRYCKER, Robert, ingénieur civil des mines, 34, rue Frédéric Lints à Louvain, Administrateur.

M. RASKIN, Georges, ingénieur civil des mines, 38, avenue du Parc de Woluwé à Auderghem, Administrateur.

M. SOREL, Paul, ingénieur civil des mines, 75, rue du Marteau à Bruxelles, Administrateur.

M. BECQUEVORT, Georges, Directeur de Société, 186, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, Commissaire.

M. BERCKMOES, Auguste, Chef de Comptabilité, 82, avenue de l'Indépendance Belge à Koekelberg, Commissaire.

M. BOURGEOIS, Aimable, Directeur de Société, 51, avenue du Diamant à Bruxelles, Commissaire.

M. GERARD, André Eric, ingénieur électricien, 16, avenue Emile Demot à Bruxelles, Commissaire.

M. GOFFIN, Armand, docteur en droit, 22, avenue Van Becelaere à Boitsfort, Commissaire.

M. REINTJENS, Elomire, 12, rue des Taxandres à Bruxelles, Délégué du Comité Spécial du Katanga.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du 9 juin 1953.*

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée porte de huit à neuf le nombre d'Administrateurs et nomme Monsieur Georges PORTE pour un terme statutaire de cinq ans.

L'assemblée renouvelle, pour un terme de cinq ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Georges RASKIN et pour un terme de trois ans, les mandats de Commissaire de Messieurs Aimable BOURGEOIS et Armand GOFFIN.

Un Administrateur,
Georges RASKIN.

L'Administrateur-Délégué.
Edouard LEBLANC.

— — —

« **IMPORTIS** » Société d'Importation de Textiles.

Société congolaise à responsabilité limitée sans actions.

Siège social : Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 71, rue Joseph II.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 205.818.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 469.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge année 1947, n° 17274 et 17275 et au Bulletin Administratif du Congo Belge du dix septembre 1946 n° 17.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire des Associés du 10 juin 1953.

ACTIF.

Utexléo	745.845,85
Chèques Postaux	1.158,05
	<hr/>
	747.003,90
	<hr/>

PASSIF.

Capital	500.000,—
Réserve légale	13.812,—
Créditeurs	193.406,—
Provision fiscale	23.389,—
<i>Profits et pertes :</i>	
Report de 1951	67.179,30
Perte de 1952	50.782,40
	<hr/>
	16.396,90
	<hr/>
	747.003,90
	<hr/>

Situation du capital.

Il est entièrement libéré.

Gérant en fonctions :

M. Robert P. PFLIEGER, Courtier en cotons, 22a, Square de Meeûs, Bruxelles.

Le Gérant,
Robert PFLIEGER.

« IMPORTIS » Société d'Importation de Textiles.

Société congolaise à responsabilité limitée sans actions.

Siège social : Léopoldville.

Siège Administratif : Bruxelles, 71, rue Joseph II.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 205.818.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 469.

LIQUIDATION.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des Associés du 10 juin 1953.*

L'assemblée décide la mise en liquidation de la société. Elle nomme Monsieur Robert PFLIEGER liquidateur.

Extrait certifié conforme,

Le Gérant,

Robert PFLIEGER.

AFRIDEX.

Société Africaine d'Explosifs « Afridex ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Jadotville (Congo Belge).

Siège Administratif : 1, rue aux Laines à Bruxelles.

Registre du Commerce : E'ville 1018.

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge »
du 3 mars 1949, sous le n° 3119.

DELEGATION DE POUVOIRS.

*(Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
tenue à Bruxelles le 2-6-1953).*

Sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil d'Administration, par délibération spéciale prise en exécution des articles 21, 25 et 26 des statuts, complète comme suit la désignation des titulaires de la signature sociale pour les actes émanant du siège social au Congo Belge :

Sans préjudice aux dispositions de la délégation du 10 janvier 1949 et aux modifications qui y ont été apportées à ce jour, tous les actes de gestion journalière émanant du siège social au Congo Belge, en ce compris les commandes de matériel et d'approvisionnement, les contrats de transport et d'assurance; les engagements et licenciements du personnel; les

actes de gestion financière, notamment la création ou l'endossement de tous chèques, mandats, accreditifs, virements ou autres ordres de paiement, tous acquits ou décharges de paiements et toute correspondance relative à la gestion financière peuvent également être valablement signés à la Colonie du Congo Belge par Monsieur Maurice PARIS, secrétaire comptable, résidant à Kakontwe (Congo Belge) et domicilié à Uccle, 140, rue Basse et Monsieur Josephe MERTES, ingénieur, résidant à Kakontwe (Congo Belge) et domicilié à Ampsin, 336, rue de Liège, lesquels signeront soit à deux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec un administrateur ou avec Monsieur André DEFRENNE, ingénieur, Directeur en Afrique de la Société, résidant à Kakontwe (Congo Belge) et domicilié à Schaerbeek, 9, rue Général Graty, ou avec Monsieur Louis STEYGERS, Représentant de la Direction Générale de l'Union Minière du Haut Katanga à Jadotville (Congo Belge), ou avec Monsieur Isidore VANSTRYDONCK, ingénieur, directeur en Afrique de la Sogechim, domicilié à Jadotville (Congo Belge), ou avec Monsieur Fernand LEGRAND, comptable aux Minoteries du Katanga à Kakontwe (Congo Belge), domicilié, 50, rue Jules Despy à Fontaine l'Evêque.

L'Administrateur-Délégué,
E. RASKIN.

**Usines pour la Fabrication des Couleurs, Vernis et Emaux
« Conicongo ». J. G. de Coninck et Fils - Congo.**

Société congolaise à responsabilité limitée.

Elisabethville (Congo Belge).

Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 16 décembre 1948 sous le n° 23281 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » en date du 10 août, page 772.

Modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » des 12 juillet 1950 et 4 décembre 1952 sous les numéros 17223 et 1666 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » en date des 25-4-50 page 1251 et 1-2-53 page 210.

Bilan au 31 décembre 1952
approuvé par l'Assemblée Générale du 28 avril 1953.

ACTIF.

Immobilisé	5.000.812,75
Disponible	1.719.359,60
Réalisable	11.857.784,05
Comptes d'ordre	65.000,—
	<hr/>
	18.642.956,40
	<hr/>

PASSIF.

Capital	9.000.000,—
Amortissements	679.176,75
Réserves	2.516.746,51
Créditeurs divers	4.435.991,28
Compte d'ordre	65.000,—
Résultat. Bénéfice	1.946.041,86
	<u>18.642.956,40</u>

Compte des pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Amortissements et frais d'exploitation	578.490,30
Bénéfice net	1.946.041,86
	<u>2.524.532,16</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	<u>2.524.532,16</u>
-----------------------------------	---------------------

Répartition Bénéficiaire.

A la réserve légale	97.302,91
A la réserve de réinvestissement	1.428.738,95
Dividende	420.000,—
	<u>1.946.041,86</u>

Situation du capital.

Le capital social est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaire en fonction.

M. Paul de Coninck, industriel, demeurant à Woluwé-St.-Pierre, 272, avenue de Tervueren, Président du Conseil, administrateur.

M. Christian de Coninck, industriel, demeurant à Uccle, 23, avenue Vert Chasseur, administrateur-délégué.

M. Isidore Verheecke, directeur commercial, demeurant à Brasschaet, 16, avenue Voshol, administrateur.

M. Jean Callebaut, industriel, Château de et à Deurle (Gand), administrateur.

M. Robert Callebaut, Château de et à Deurle (Gand), administrateur.

M. Frédéric Speth, 1, Bloemenlei, Kapellen, administrateur.

M. Louis-Antoine Kempenaers, comptable, demeurant à Wilrijk, 104, rue Vallaar, commissaire.

L'administrateur-Délégué,

Christian de CONINCK.

Congolaise des Boissons.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, rue de Namur.

Registre du commerce de Bruxelles n° 221.218.

Registre du commerce de Léopoldville n° 692.

Autorisée par arrêté royal du 25 octobre 1949.

Publications faites : constitution : annexes au Moniteur Belge des 28-29 novembre 1949, Bulletin officiel du Congo Belge du 15 décembre 1949; modifications aux statuts : annexes au Moniteur Belge du 30 avril 1953, Bulletin officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953.

1) *Bilan au 31 décembre 1952*

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et de premier établissement	1.194.323,36	
Terrains et constructions	5.287.717,40	
Matériel, mobilier et outillage	5.452.964,68	
	<hr/>	
	11.935.005,44	
Amortissements	3.421.143,30	
	<hr/>	
		8.513.862,14

Disponible :

Caisses, Banques, C. C. P.	656.150,59
------------------------------------	------------

Réalisable :

Débiteurs divers	1.103.146,10	
Matières premières et approvisionnements divers	1.671.658,40	
Participations financières	525.000,—	
		<u>3.299.804,50</u>
<i>Compte d'ordre :</i>		
Dépôts statutaires		P. M.
		<u>12.469.817,23</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	10.000.000,—	
Réserve statutaire	71.600,—	
		<u>10.071.600,—</u>

Dettes de la société envers des tiers :

Fournisseurs et créiteurs divers	1.057.308,58
--	--------------

Compte de régularisation :

Prévision fiscale	300.000,—
-----------------------------	-----------

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
---------------------------------	-------

Profits et pertes :

Report de l'exercice antérieur	231.702,94	
Bénéfice net de l'exercice	809.205,71	
		<u>1.040.908,65</u>
		<u>12.469.817,23</u>

2) *Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.*

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux, frais vente, impôts et divers	8.245.672,44
Amortissements	1.160.067,20
<i>Solde en bénéfice :</i>	
Report de l'exercice antérieur	231.702,94
Bénéfice net de l'exercice	809.205,71
	<u>1.040.908,65</u>
	<u>10.446.648,29</u>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	231.702,94
Produit des ventes de l'exercice et rentrées diverses . .	10.214.945,35
	<hr/>
	10.446.648,29
	<hr/>

3) Répartition bénéficiaire.

A la réserve statutaire	40.500,—
Dividendes et tantièmes	900.000,—
A reporter à nouveau	100.408,65
	<hr/>
	1.040.908,65
	<hr/>

4) Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

5) *Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 2 juin 1953.*

- 1) L'Assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1952;
- 2) donne décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leur mandat pendant l'exercice 1952;
- 3) renouvelle pour un terme de six années expirant à l'issue de l'Assemblée Générale de 1959, les mandats de MM. Maurice HOUSSA et Maurice MICHAUX, administrateurs sortants.

6) *Composition du Conseil d'Administration.*

Président. Administrateur-Délégué :

Monsieur Robert LIPPENS, ingénieur chimiste E. T. H. Zurich, 15, rue Guimard, à Bruxelles.

Administrateurs :

Monsieur Lucien DIRRIX, secrétaire général de la Compagnie Sucrière Congolaise, 3, Avenue des Nénuphars, à Auderghem.

Monsieur Maurice HOUSSA, administrateur de sociétés, 2, Avenue Américaine à Hoeilaert.

Monsieur Maurice MICHAUX, commerçant, 445, Avenue Louise, à Bruxelles.

Monsieur Jean MIKOLAJCZAK, directeur de sociétés, 6, rue Copernic, à Bruxelles.

Monsieur Oma-Alexandre PROCOUBOVSKY, directeur de sociétés, 48, Boulevard Louis Schmidt, à Bruxelles.

Monsieur Eric WIELEMANS, ingénieur A. I. B., 84, Avenue de l'Observatoire, à Uccle.

7) *Collège des Commissaires :*

Monsieur Désiré BELLEMANS, licencié en sciences commerciales, 137, rue de Lombartzijde, à Bruxelles.

Monsieur Florian COURBET, chef-comptable, 40, rue Leys à Bruxelles.

Monsieur Edmond NOIRFALISE, expert-comptable, 223, Avenue A. J. Slegers à Woluwé-St.-Lambert,

Monsieur Jean ROTTHIER, ingénieur commercial U. L. B., Cense d'Aquinot, à Lasne.

Un Administrateur,
Maurice MICHAUX.

Le Président,
Robert LIPPENS.

Mutuelle Belgo Coloniale.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 40, rue de l'Ecuyer à Bruxelles.

Registre de commerce de Bruxelles n° 29920.

Registre de commerce de Léopoldville n° 726.

Constituée le 17 avril 1928, statuts approuvés par Arrêté Royal du 4 mai 1928, actes publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1928, folios 891 à 909 et aux annexes du Moniteur Belge du 7-8 mai 1928, acte n° 6572; réduction du capital et modifications aux statuts le 11 juin 1935, approuvées par Arrêté Royal du 17 juillet 1935, actes publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1935, folios 481 à 489 et 875 et aux annexes du Moniteur Belge du 4 août 1935, actes n° 11.712 et 11.713; augmentation du capital et modifications aux statuts le 31 mars 1939, approuvées par Arrêté Royal du 15 mai 1939, actes publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1939, folios 507 à 515 et 322 et aux annexes du Moniteur Belge du 8 juin 1939, acte n° 9262; augmentation du capital et modifications aux statuts le 15 novembre 1939, approuvées par Arrêté Royal du 2 janvier 1940, actes publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1940, folios 102 à 120 et aux annexes du Moniteur Belge du 24 janvier 1940, acte n° 624; modifications aux statuts le 3 décembre 1947, actes publiés aux annexes du Moniteur Belge du 30 janvier 1948, acte n° 1710 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1948,

folios 152 à 156; augmentation du capital et modifications aux statuts, le 10 janvier 1952, autorisées par Arrêté Royal du 26 février 1952, actes publiés aux annexes du Moniteur Belge du 13 mars 1952, acte n° 3401 et aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1952, folios 516 à 524.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

ACTIF.

<i>Immobilisé</i>	2,—
Immeuble	1,—
Mobilier	1,—
<i>Disponible</i> : Fonds en caisse et en banque	1.293.922,50
<i>Réalisable</i>	10.799.445,75
Débiteurs divers	65.300,—
Portefeuille	10.734.145,75
Compte d'ordre (Caution. des administrateurs et commis- saires)	P. M.
	<u>12.093.370,25</u>

PASSIF.

<i>Dettes de la société envers elle-même</i>	10.740.000,—
Capital :	
84.640 actions de frs. 125,—	
20.000 parts de fondateur sans désigna- tion de valeur	10.580.000,—
Réserve légale	160.000,—
	<u>372.713,91</u>
<i>Dettes de la société envers des tiers</i>	372.713,91
Créditeurs	125.264,84
Provision pour impositions fiscales	179.019,—
Coupons restant à payer	68.430,07
	<u>980.656,34</u>
<i>Solde bénéficiaire</i>	980.656,34
Compte d'ordre	P. M.
	<u>12.093.370,25</u>

Compte de pertes et profits.

DOIT.

Frais généraux	262.999,51
Frais d'augmentation de capital	81.898,20
Provision pour impositions fiscales	50.000,—
Solde bénéficiaire	980.656,34
Répartition :	
Réserve légale	190.000,—
Dividende de frs. 6,25 aux 84.640 actions .	529.000,—
Solde à reporter	261.656,34
	<hr/>
	1.375.554,05
	<hr/>

AVOIR.

Report de l'exercice précédent	19.244,85
Coupons du portefeuille	695.784,10
Résultats d'exploitation et divers	660.525,10
	<hr/>
	1.375.554,05
	<hr/>

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

- 1) le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 1952 ainsi que la répartition du bénéfice sont adoptés.
- 2) décharge de leur gestion, pour l'exercice précité, est donnée aux administrateurs et commissaires et l'assemblée autorise la restitution du cautionnement de Monsieur Pierre Buzon, administrateur démissionnaire.
Monsieur Gaston Moreau est nommé administrateur.
- 3) Monsieur Lucien Soenen, Administrateur sortant et Monsieur Louis Robatel, commissaire sortant, sont réélus respectivement administrateur et commissaire.

Conseil d'Administration.

M. SOENEN, Lucien, Ingénieur Commercial U L. B. 92, avenue du Castel à Bruxelles, Président.

M. JONAS, Gustave, Administrateur de Sociétés, « La Palmeraie », Boulevard de l'Eden, Cap d'Ail, A. M., Vice-Président.

M. BUZON, Jean Ch., Administrateur de Sociétés, 347, avenue Louise à Bruxelles.

M. MOREAU, Gaston, Administrateur de Sociétés, 135, Boulevard Maurice Lemonnier à Bruxelles.

M. SIMONIS, René, Administrateur de Sociétés, 18, rue de Livourne à Bruxelles.

M. VAN GHELUWE, Freddy, Ingénieur A. I. G., 144, rue d'Ecloo à Mariakerke-lez-Gand.

Collège des Commissaires.

M. VAN ROY, Josse, Directeur de Société, 182, avenue R. Neybergh à Bruxelles.

M. BUZON, Lucien, Propriétaire, 262, rue du Noyer à Bruxelles.

M. ROBATEL, Louis, Directeur de Société, avenue Beernaert à Léopoldville.

M. DE DUITSCHAEVER, Jean-Marie, Chef de Service de Société, 41, rue de Gravelines à Bruxelles.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil.

L. SOENEN.

Bouteillerie de Léopoldville.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif :

Chaussée de Charleroi, 46, Saint-Gilles-Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 204.601.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 2782.

Acte constitutif approuvé par arrêté royal du 19 mai 1947, publié aux annexes du « Moniteur belge » du 5 juin 1947, n° 11400.

Bilan au 31 décembre 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais 1 ^{er} établissement	.	.	.	.	.	5.838.938,02
Terrain	.	.	.	.	.	2.737.230,—
Constructions industrielles	.	.	.	.	.	13.003.349,13
Habitations	.	.	.	.	.	6.145.575,57
Matériel	.	.	.	.	.	32.390.258,04
						<hr/>
						60.115 350,76

<i>Disponible :</i>		
Caisses, banques, chèques postaux	262.394,17	
		262.394,17
<i>Réalisable :</i>		
Débiteurs divers	3.355.941,70	
Matières premières et approvisionnements	9.877.278,28	
Produits fabriqués	2.704.185,38	
Cautions données	72.995,—	
		16.010.400,36
<i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		P. M.
		76.388.145,29

PASSIF.

<i>Non exigible :</i>		
Capital		20.000.000,—
Réserve légale		225.000,—
<i>Amortissements</i>		16.488.937,02
a) Sur frais 1 ^{er} établissement	5.838.937,02	
b) Sur autre immobilisé	10.650.000,—	
<i>Exigible :</i>		
Créditeurs divers, fournisseurs et prévisions de dépenses à effectuer	25.924.519,09	
		25.924.519,09
<i>Compte de résultat :</i>		
Report de l'exercice 1951		4.222.779,04
Bénéfice net exercice 1952		9.526.910,14
<i>Compte d'ordre :</i>		
Dépôts de cautionnements statutaires		P. M.
		76.388.145,29

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux hors exploitation et charges financières	3.132.892,90
Amortissement exercice 1952 s/frais de 1 ^{er} établissement	3.812.806,33
Amortissement exercice 1952 sur autre immobilisé	5.150.000,—
	12.095.699,23

Solde créditeur :

Report exercice 1951	4.222.779,04	
Bénéfice net exercice 1952	9.526.910,14	
	<hr/>	13.749.689,18
		<hr/>
		25.845.388,41
		<hr/>
		<hr/>

CREDIT.

Report exercice 1951	4.222.779,04	
Bénéfice brut d'exploitation	21.622.609,37	
	<hr/>	25.845.388,41
		<hr/>
		<hr/>

Répartition.

Dotation à la réserve légale	480.000,—	
Dotation à la réserve extraordinaire	10.000.000,—	
A reporter à nouveau	3.269.689,18	
	<hr/>	13.749.689,18

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction au 31 déc. 1952.

Le général Georges Moulaert, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 47, avenue de l'Observatoire, Bruxe'lles, président.

M. Rémi van der Vaeren, administrateur de sociétés, 60, rue du Canal, Louvain, vice-président.

M. Charles Despret, docteur en droit, 45, rue de la Longue Haie, Bruxelles, administrateur-délégué.

Administrateurs :

M. Paul Bodart, docteur en droit, 247, boulevard de Tervueren, Louvain.

M. Johannes-M. Honig, directeur de société, 197, Appollolaan, Amsterdam (Hollande).

M. George-A. Martin, administrateur de sociétés, 27, Embassy Court, Brighton 1 (Sussex), Angleterre.

M. Georges Roque, administrateur de sociétés, 35, place Bellecour, Lyon (France).

M. Albert Vandendries, ingénieur-brasseur, U. C. Lv., Léopoldville, (Congo Belge).

M. Pierre van der Vaeren, ingénieur civil U. C. Lv., 168, boulevard de Tirlemont, Louvain.

M. Anthelme Visez, ingénieur-brasseur U. C. Lv., Léopoldville (Congo Belge).

Commissaires :

M. Edmond du Bus de Warnaffe, administrateur de sociétés, 127, avenue de l'Armée, Bruxelles.

M. Gustave Simoens, expert comptable, Léopoldville (Congo Belge).

Les administrateurs :

(Signés) R. Van der Vaeren; G. Moulaert; G.-A. Martin;
C. Despret; P. Bodart; G. Roque; P. van der Vaeren.

Les Commissaires :

(Signés) G. Simoens; E. du Bus de Warnaffe.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 19 mai 1953, volume 942, folio 2, case 12/1, Deux rôles sans renvoi. Reçu 40 francs.

Le receveur (signé) Louyest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 19 mai 1953).

Bouteillerie de Léopoldville.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif :

Chaussée de Charleroi, 46, Saint-Gilles-Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 204.601.

Registre du commerce de Léopoldville, n° 2782.

NOMINATION STATUTAIRE.

Assemblée générale ordinaire du 5 mai 1953.

EXTRAIT.

Suivant l'article 11 des statuts, M. le président propose à l'assemblée de réélire M. George-Arthur Martin, dont le mandat est arrivé à expiration.

L'assemblée, à l'unanimité, décide de renouveler, pour un terme de six ans, le mandat d'administrateur de M. George-Arthur Martin.

Le Président,

(Signé) G. MOULAERT.

Enregistré à Bruxelles (A. A. et A. S. S. P.), le 19 mai 1953, volume 942, folio 2, case 12/2. Un rôle sans renvoi.

Reçu 40 francs.

Le receveur, (signé) Louvest.

(Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le 19 mai 1953).

Société Congolaise des Pétroles Shell.

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Léopoldville.

Siège social : 16, avenue Van Gele, à Léopoldville.

Siège administratif : 47, Cantersteen, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6552.

Actes constitutifs publiés dans les annexes du Moniteur Belge : année 1928, n° 13796; année 1929, n° 2363; année 1931, n° 10490 et dans le Bulletin officiel du Congo Belge du 15 avril 1929.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisations :

Installations, constructions et matériel 21.635.808,—

Réalizable :

Marchandises, débiteurs et portefeuille 113.183.678,—

Disponible :

Caisse et banque 5.302.575,—

140.122.061,—

PASSIF.

Capital et réserve légale 44.000.000,—

Amortissements spéciaux. Décret 10-9-51 3.110.990,—

Amortissements 9.710.859,—

Créditeurs divers et prévisions 40.295.272,—

Profits et pertes 43.004.940,—

140.122.061,—

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais d'exploitation, prévision fiscale et amortissements .	153.140.109,—
Amortissements spéciaux. Décret 10-9-51	618.030,—
Bénéfice net	24.002.087,—
	<hr/>
	177.760.226,—
	<hr/>

CREDIT.

Intérêt	541.425,—
Bénéfice brut	177.218.801,—
	<hr/>
	177.760.226,—
	<hr/>

Affectation du bénéfice de l'exercice 1952.

Report à pertes et profits	24.002.087,—
	<hr/>

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

M. James W. PLATT, St. Helens Court, Great St. Helens, Londres, E. C. 3, Administrateur.

M. Félix A. GUEPIN, St. Helens Court, Great St. Helens, Londres, E. C. 3, Administrateur.

M. Robert DE KEYSER, industriel, 57, avenue de l'Observatoire, Uccle, Administrateur.

M. Philippe de BROCHOWSKI, ingénieur civil, 25, avenue de l'Armée, Etterbeek, Administrateur.

M. Maurice ROGER, 163, avenue du Domaine, Forest, Administrateur.

M. Vital HASTIR, 12, rue Paul Leduc, Schaerbeek, Commissaire.

Un Administrateur,
M. ROGER.

Un Administrateur,
Ph. de BROCHOWSKI.

Le Commissaire,
V. HASTIR.

Société Congolaise des Pétroles Shell.

Société congolaise à responsabilité limitée.

à Léopoldville.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 47, Cantersteen, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6552.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 1953.

Messieurs Robert DE KEYSER, James W. PLATT et Félix A. C. GUEPIN ayant demandé à ce que leur mandat ne soit plus renouvelé, l'assemblée générale réélit pour un nouveau terme d'un an Monsieur Philippe de BROCHOWSKI et Monsieur Maurice ROGER en qualité d'administrateurs, et Monsieur Vital HASTIR, commissaire.

Elle appelle aux fonctions d'administrateur, pour un terme d'un an, Monsieur E. B. MAYNE, Sir Peter NORTON-GRIFFITHS et Monsieur Albert WALTER.

Bruxelles, le 18 mai 1953.

Pour copie certifiée conforme.

Un Administrateur,
M. ROGER.

Un Administrateur,
Ph. de BROCHOWSKI.

Société Africaine de Construction « SAFRICAS ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 33, rue de l'Industrie.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 905.

Constituée par acte authentique du 8 août 1923 (Annexes au Moniteur Belge du 9 janvier 1949 n° 447).

Autorisée par Arrêté Royal du 30 août 1923, publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge, le 15 septembre 1923.

Modifications aux statuts : Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 mars 1926, 15 juillet 1934, 15 septembre 1939, 15 octobre 1949 et 15 septembre 1951.

Bilan au 31 décembre 1952
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles	20.454.076,25	
Matériel	39.861.339,50	
Frais d'augmentation de capital et de pro- rogation de la Société	690.292,20	
	<hr/>	61.005.707,95

Réalisable :

Portefeuille, caisse, banquiers et débiteurs divers	8.587.578,58	
Entreprises en Afrique	26.374.245,75	
	<hr/>	34.961.824,33

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.	
	<hr/>	95.967.532,28
	<hr/>	

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	49.000.000,—	
Réserve statutaire	1.668.357,55	
Amortissements sur immeubles et matériel	14.773.924,30	
Amortissements sur frais d'augmentation de capital et de prorogation de la société	239.921,90	
	<hr/>	65.682.203,75

Dettes sans garanties réelles :

Versements à effectuer sur titres du por- tefeuille	606.000,—	
Créditeurs divers	15.475.215,10	
	<hr/>	16.081.215,10
Provisions pour éventualités diverses		7.000.000,—

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements	P. M.	
---------------------------------------	-------	--

Profits et pertes :

Solde		7.204.113,43
	<hr/>	95.967.532,28
	<hr/>	

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux, impôts et divers	4.046.214,35
Amortissements sur immeubles et matériel	5.678.591,25
Amortissements sur frais d'augmentation de capital et de prorogation de la Société	69.029,—
Solde	7.204.113,43
	<hr/>
	16.997.948,03
	<hr/>

CREDIT.

Solde reporté	459.252,58
Résultat des travaux et divers	16.538.695,45
	<hr/>
	16.997.948,03
	<hr/>

Répartition des bénéfices.

Allocation à la réserve	337.243,—
Dotation aux » Provisions pour éventualités diverses »	3.000.000,—
Dividende aux 98.000 actions	2.952.000,—
Tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	328.000,—
A reporter	586.870,43
	<hr/>
	7.204.113,43
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement versé.

Administrateurs en fonctions.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, Square Vergote, Schaerbeek, Président.

M. Albert Marchal, ingénieur E., 46, Avenue du Vert Chasseur, Uccle, Vice-Président.

M. Albéric May, ingénieur C. C., 60, Avenue Hamoir, Uccle, Vice-Président.

M. Ernest Dierkens, ingénieur C. C., 8, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

M. Le Comte Albert de Beaufort, Docteur en droit, 68, Avenue de la Toison d'Or, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Gaston Claeys, ingénieur C. C., 43, Avenue de l'Aviation, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Léonce Depoorter, ingénieur C. C., 23, Avenue de l'Echevinage, Uccle.

M. Auguste Gérard, Docteur en droit, 6, Avenue de la Jonction, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Jean Gillet, administrateur de Sociétés, 38, rue des Champs Elysées, Ixelles.

M. Jules Philippson, banquier, 10, Square Frère-Orban, Bruxelles.

Commissaires en fonctions.

M. Le Comte Henri d'Hanins de Moerkerke, Propriétaire, Houtain-le-Val.

M. Charles de Launois, ingénieur, 33, Avenue Slegers, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Léon Raquez, Docteur en droit, 149, Avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Raymond Saliès, Expert-comptable, 29, rue de Gerlache, Etterbeek.

Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 1953.

Extrait du procès-verbal.

... ..

TROISIEME RESOLUTION.

« M. Albert Marchal, ingénieur électricien, domicilié à Uccle, avenue
» du Vert Chasseur, n° 46, est réélu administrateur; son mandat expirera
» à l'assemblée générale annuelle de 1959.

» M. Albéric May, ingénieur des constructions civiles, domicilié à Uccle,
» avenue Hamoir, n° 60, est réélu administrateur; son mandat expirera
» à l'assemblée générale annuelle de 1959 ».

Certifié conforme.

Un Administrateur,
(s.) L. DEPOORTER.

Le Président,
(s.) A. MARTHOZ.

Ciments Métallurgiques de Jadotville.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Jadotville (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles n° 233.244.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1017.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur Belge année 1951, n° 19.784, année 1953, n° 1712 et aux Bulletins Officiels du Congo Belge des 15 septembre 1951 et 1^{er} février 1953.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 1953.

(en francs congolais)

ACTIF.

Premier établissement :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	607.411,15	
Frais de premier établissement	874.902,04	
	<hr/>	1.482.313,19

Immobilisé :

Terrain en Afrique	46.160,—	
Usine et matériel industriel	43.052.599,80	
Matériel divers et petit outillage	1.579.549,—	
Mobilier en Europe et en Afrique	66.882,—	
	<hr/>	44.745.190,80

Réalisable et disponible :

Approvisionnements en Afrique	3.164.192,—	
Avances sur commandes en cours	100.553,—	
Approvisionnements en cours de route	276.977,—	
Banquier en Afrique	1.343.845,20	
Banquier et caisse en Europe	4.572.686,31	
Débiteurs en Afrique	8.000,—	
Débiteurs en Europe	900.151,—	
	<hr/>	10.366.404,51

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	
	<hr/>	56.593.908,50
		<hr/>

PASSIF.

Dette de la Société envers elle-même :

Capital	50.000.000,—
-------------------	--------------

Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs en Afrique	1.362,—	
Créditeurs en Europe	6.466.266.50	
		6.467.628,50

Divers :

Comptes créditeurs	126.280,—
------------------------------	-----------

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
	<u>56.593.908,50</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Président :

M. Max NOKIN, directeur de la Société Générale de Belgique, chaussée de Malines, 40, à Crainhem.

Administrateur-délégué :

M. André LANTREMANGE, ingénieur civil des mines, avenue Roger Van den Driessche, 57, à Woluwé-St.-Pierre.

Administrateurs :

M. Robert CAMBIER, directeur de la Cie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, avenue Louis Lepoutre, 48, à Ixelles.

M. Edgard LARIELLE, ingénieur civil des mines, avenue Emile Duray, 52, à Ixelles.

M. Fernand NISOT, ingénieur, rue d Edimbourg, 15, à Ixelles.

M. Georges PORTE, directeur général de la Sté des Ciments du Katanga à Lubudi (Congo Belge).

M. Maurice VAN WEYENBERGH, directeur général en Afrique de l'Union Minière du Haut-Katanga, Boite Postale n° 780 à Elisabethville (Congo Belge).

M. Louis WALLEF, ingénieur civil des mines, boulevard Auguste Reyers 67, à Schaerbeek.

Commissaires :

M. Armand GONZE, chef-comptable de la Cie du Katanga, avenue des Citrinelles, 65, à Auderghem.

M. Charles HULET, licencié en sciences commerciales, rue Alfred Cluy-senaer, 66, à St.-Gilles.

M. Arthur SCHROVENS, directeur des services comptables de l'Union Minière du Haut-Katanga, Boîte Postale n° 1.039 à Elisabethville (Congo Belge).

Un Administrateur,
R. CAMBIER.

L'Administrateur-délégué,
A. LANTREMANGE.

Compagnie Immobilière du Nord du Kivu « CIMNOKI ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Constituée par acte passé par devant Maître Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 24 juillet 1931 et autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 octobre 1931, annexe p. 719).

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître Léon COENEN, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par arrêté royal du 20 juin 1936 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1936).

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de 1 ^{er} établissement .	5.154.231,—	
Amortis. antérieurs . .	5.154.230,—	
	<hr/>	1,—
Concession	47.890,—	
Amortis. antérieurs . .	47.889,—	
	<hr/>	1,—
Immeubles	5.369.056,—	
Am. antér.	4.255.016,—	
Am. de l'ex.	111.404,—	
	<hr/>	
	4.366.420,—	
	<hr/>	1.002.636,—

Distr. eau et électricité .	10.340.644,—	
Amort. antérieurs . . .	603.966,—	
	<u> </u>	9.736.678,—
Matériel et mobilier .	4.880.355,—	
Am. antér.	1.439.841,—	
Am. de l'ex.	488.036,—	
	<u> </u>	1.927.877,—
	<u> </u>	2.952.478,—
		<u> </u>
		13.691.794,—

Réalisable :

Marchandises	8.683.176,—	
Débiteurs	4.053.025,—	
Effets à recevoir	260.702,—	
	<u> </u>	12.996.903,—

Disponible :

Banques et caisses	6.031.791,—
Comptes débiteurs	2.117.148,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	49.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique .	105.512,—	
Engagements en cours	8.897.156,—	
	<u> </u>	9.051.668,—
		<u> </u>
		<u> </u>
		43.889.304,—

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	20.000.000,—	
Représenté par :		
100.000 actions de capital de fr. 200,—		
25.000 parts de fondateur s. d. v.		
Réserve statutaire	495.429,—	
Fonds de prévision	7.000.000,—	
	<u> </u>	27.495.429,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	2.459.962,—
Comptes créditeurs	1.657.767,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	49.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	105.512,—	
Engagements en cours	8.897.156,—	9.051.668,—
		<hr/>
<i>Profits et pertes :</i>		
Solde bénéficiaire reporté	1.013.160,—	
Bénéfice de l'exercice	2.211.318,—	3.224.478,—
		<hr/>
		43.889.304,—
		<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux Bruxelles		662.746,—
Amortissements sur :		
Immeubles	111.404,—	
Matériel et mobilier	488.036,—	599.440,—
		<hr/>
Solde bénéficiaire reporté	1.013.160,—	
Bénéfice de l'exercice	2.211.318,—	3.224.478,—
		<hr/>
		4.486.664,—
		<hr/> <hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	1.013.160,—	
Résultat d'exploitation	3.467.919,—	
Intérêts sur dépôts en banque	5.585,—	
		<hr/>
		4.486.664,—
		<hr/> <hr/>

Répartition du solde bénéficiaire de fr. 3.224.478,—.

(Art. 49 des statuts).

Réserve statutaire : 5 % de fr. 2.211.318	110.566,—	
Dividende (7 %) aux 100.000 actions de capital	1.400.000,—	
Solde à reporter	1.713.912,—	
		<hr/>
		3.224.478,—
		<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. baron Edouard EMPAIN, industriel, 72, avenue Fr. Roosevelt, Bruxelles, président;

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, St.-Gilles-Bruxelles, administrateur-délégué;

M. Fernand SELLIER, ingénieur civil (U. L. B.) 15, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur;

M. Maurice-Jules ANSPACH, docteur droit, Lives;

M. Paul DELACAVE, ingénieur civil, avenue Nestor Plissart, 94, à Woluwé-St.-Pierre;

M. Léon HELBIG de BALZAC, président du Comité National du Kivu, 50, Boulevard St.-Michel à Bruxelles;

M. Henri LEBEAU, ingénieur agronome (A. I. Gx.), 4, avenue de la Folle Chanson, Ixelles-Bruxelles;

M. Edouard STROUMZA, directeur de société à Goma (Congo Belge);

M. Emmanuel VAES, ingénieur civil des mines, 96, rue Baron Castro, Etterbeek-Bruxelles.

Commissaires :

M. Edgard MARCHAL, comptable, 235, avenue Limburg Stirum, Wemmel;

M. Emile POINSIGNON, secrétaire de société, 34, rue des H.boux à Woluwé-St.-Pierre.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 16 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes relatifs à l'exercice 1952, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire. En conséquence, le dividende afférent aux actions de capital (nominatives) sera payable par fr. 14,— brut ou fr. 11,62 net à dater du 22 juin 1953);
- 2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1952;
- 3) renouvelle, pour un terme de 6 ans les mandats d'administrateurs de MM. Paul DELACAVE et Edouard STROUMZA, et pour un terme de 2 ans, le mandat de commissaire de M. Emile POINSIGNON.

Bruxelles, le 17 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux administrateurs.

F. SELLIER.

M. LEFRANC.

Dépenses antérieurs . . .	7.637.514,26	
Dépenses exercice . . .	1.548.067,—	
	<u> </u>	9.185.581,26

Amort. antérieurs	2.159.856,70		
Amort. exercice	439.353,—		
	<u>2.599.209,70</u>		
			6.586.371,56
			<u>23.822.908,38</u>
<i>Réalisable :</i>			
Portefeuille titres	750,—		
Débiteurs divers	979.477,84		
Stocks	<u>2.861.000,—</u>		
			3.841.227,84
<i>Divers :</i>			
Comptes divers			3.313.390,—
<i>Disponible :</i>			
Caisse et Banques	50.219,09		
Dépôt à la Coloniale de Belgique	<u>12.310,—</u>		
			62.529,09
<i>Pertes et profits :</i>			
Perte de l'exercice			1.524.213,87
<i>Comptes d'ordre :</i>			
Dépôts statutaires			P. M.
			<u>32.564.270,18</u>

PASSIF.

<i>Non exigible :</i>			
<i>Capital :</i>			
146.000 act. s. d. v. n.	29.200.000,—		
50.000 1/5 p. fondat.	P. M.		
Réserve statutaire	<u>309.332,52</u>		
			29.539.332,52
<i>Exigible :</i>			
Créditeurs divers	3.013.971,38		
Coupons à payer	<u>40.966,28</u>		
			3.054.937,66
<i>Compte d'ordre :</i>			
Dépôts statutaires			P. M.
			<u>32.564.270,18</u>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DOIT.

Dépenses d'exploitation	6.631.313,—
Frais d'administration	412.049,70
Droits de sortie	445.102,—
Frais de réalisation	851.175,—
Impôts payés	27.028,—
Redevances et divers	730.103,92
Amortissements	507.729,—
	<hr/>
	9.604.500,62
	<hr/>

AVOIR.

Valeur de la production	8.078.790,—
Intérêts et commissions	1.496,75
	<hr/>
	8.080.286,75
Perte de l'exercice	1.524.213,87
	<hr/>
	9.604.500,62
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonctions.

M. Prosper LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines, A. I. Lv., Avenue du Val d'Or, 34, Woluwe-St.-Pierre, Président;

M. Etienne ASSELBERGHS, Géologue, 11, Place Foch, Louvain, Administrateur-Délégué;

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines A. I. Br., Avenue Louise, 435, Bruxelles, Administrateur-Délégué;

M. René BRASSEUR, Ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, 185, Chaussée de la Hulpe, Boitsfort, Administrateur;

M. André GILSON, Commissaire Général honoraire du Congo Belge, 194a, Avenue de Tervueren, Woluwe-St.-Pierre, Administrateur;

M. Marcel JACQUES, Administrateur de sociétés, 1, Avenue des Scarabées, Bruxelles, Administrateur;

M. Maurice LEFRANC, Ingénieur Civil, 88. rue Bosquet, Bruxelles. Administrateur;

Mme Antoinette de MATHELIN de PAPIGNY, Administrateur de sociétés, Château de Lince, par Sprimont, Administrateur;

M. le Lieutenant-Général Léon BUREAU, Vice-Gouverneur-Général honoraire du Congo Belge, 3b, rue du Beau-Site, Bruxelles, Commissaire;

M. Léonce DEMOULIN, fondé de pouvoirs de société, 16, Avenue de la Peinture, Dilbeek, Commissaire;

M. le Baron Marcel de SCHAETZEN, Propriétaire, 87, rue Royale, Bruxelles, Commissaire.

Un Administrateur-Délégué,

Etienne ASSELBERGHS.

Le Président,

Prosper LANCSWEERT.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 79, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 47410.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 2604.

Constituée suivant acte publié au Moniteur Belge, annexe du 19 juillet 1930, n° 11866 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 août 1930.

Statuts modifiés : Acte publié au Moniteur Belge, annexe du 17 avril 1948, n° 6800 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 mai 1948; acte publié au Moniteur Belge, annexe des 22-23 juillet 1949, n° 16109 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 août 1949; acte publié au Moniteur Belge, annexe du 3 juin 1951, n° 12558 et au Bulletin Officiel du Congo Belge, annexe du 15 juin 1951.

Bilan au 31 décembre 1952.

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1,—
Frais de premier établissement	1,—
Terrains et immeubles	16.253.355,70
Travaux et constructions	43.661.521,04
	<hr/>
	59.914.876,74

Construction routes	1,—
Matériel	124.527.296,40
Lignes de transport de force et téléphoniques	79.234.269,88
Matériel des installations	2.985.392,48
	<u>206.746.958,76</u>

Raccordement concession :

Brazzaville	5.050.507,95
Mobilier en Europe	278.784,45
Mobilier en Afrique	1.599.922,18
	<u>1.878.706,63</u>
	<u>273.591.053,08</u>
Avances sur commandes	4.533.078,50
	<u>278.124.131,58</u>

Réalisable :

Magasin : matériel, approvisionnements et divers	5.799.813,02
Débiteurs	12.153.363,12
Frais anticipatifs	964.296,17
Portefeuille	28.000.010,—
	<u>46.917.482,31</u>

Disponible :

Europe	1.906.056,81
Afrique	2.228.358,03
	<u>4.134.414,84</u>

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	425.000,—
	<u>329.601.028,73</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 190.000 actions de 500 francs	95.000.000,—
Réserve légale	2.426.155,—
Fonds de réserve indisponible	19.500.000,—
Plus-value de réévaluation	40.951.824,—
	<u>157.877.979,—</u>

Amortissements :

Immeubles, travaux, constructions	32.102.111,56	
Matériel et lignes	94.571.441,53	
Raccordement concession Brazzaville	2.245.999,95	
Mobilier	920.862,59	
	<hr/>	129.840.415,63

Exigible :

S. N. C. I.	12.000.000,—	
Créditeurs	7.526.911,37	
Souscriptions à libérer	1.950.000,—	
Coupons échus	337.926,20	
	<hr/>	21.814.837,57

Pertes et profits 19.642.796,53

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	425.000,—	
	<hr/>	
		329.601.028,73
		<hr/> <hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais d'exploitation et frais généraux	15.582.545,73	
Charges Financières	938.753,40	
Charges Fiscales	1.200.448,—	
<i>Amortissements :</i>		
Immeubles, travaux et constructions	2.995.743,80	
Matériel et lignes	14.180.826,11	
Raccordement concession Brazzaville	258.342,72	
Mobiliers	375.741,32	
	<hr/>	17.810.653,95
		<hr/>
		35.532.401,08
Solde bénéficiaire	19.642.796,53	
	<hr/>	
		55.175.197,61
		<hr/> <hr/>

CREDIT.

Report à nouveau	1.731.862,88
Recettes d'exploitation	53.166.423,93
Recettes diverses	276.910,80
	<hr/>
	55.175.197,61
	<hr/>

Répartition des bénéfices.

Réserve statutaire	895.547,—
Dividendes	15.200.000,—
Tantièmes statutaires	1.688.888,—
Réserve extraordinaire	1.298.176,—
Report à nouveau	560.185,53
	<hr/>
	19.642.796,53
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction au 9 juin 1953.

M. Alphonse ENGELS, Vice-Gouverneur Général, Honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle, Président.

M. Paul GEERINCKX, Industriel, 150, chaussée de Gand, à Alost, Administrateur.

M. Valère LECLUSE, Industriel à Tiegem, Administrateur.

M. Henri MOXHON, Administrateur de Sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Woluwe-St.-Lambert, Administrateur.

M. Joseph RHODIUS, Industriel, Castel Bel-Air, Namur (Citadelle), Administrateur.

M. Robert RICHARD, Ingénieur A. I. Br., 140, rue de Marbaix, Montigny-le-Tilleul, Administrateur.

M. Joseph SELEKAERS, Administrateur de Sociétés, 125, avenue de la Brabançonne, Bruxelles, Administrateur.

M. Charles BOELS, Ingénieur A. I. A., 2, avenue Boileau, à Bruxelles, Commissaire.

M. Jean-E. THOMAS, Expert-Comptable, 34, rue Charles Martel, à Bruxelles, Commissaire.

Administrateur,
R. RICHARD.

Président du Conseil,
A. ENGELS.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 79, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 47410.

Registre du Commerce de Léopoldville, n° 2604.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 9 juin 1953.*

L'Assemblée générale a :

... ..

5) Réélu en qualité d'Administrateurs :

- Monsieur Valère LECLUSE, Industriel, Villa Marguerite, Tiegem.
- Monsieur Robert RICHARD, Ingénieur A. I. Br., 140, rue de Marbaix, Montigny-le-Tilleul.

Ces mandats prendront fin immédiatement après l'Assemblée Générale de 1959.

Bruxelles, le 12 juin 1953.

Pour extrait conforme.

Administrateur,
R. RICHARD.

Président du Conseil,
A. ENGELS.

—

Société des Forces Hydro-Electriques du Bas-Congo.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo belge).

Autorisée par A. R. du neuf janvier mil neuf cent cinquante et un.

**AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le vingt-deux mai, à dix heures et demie.

Au siège administratif de la Société à Bruxelles, rue de Trèves, num. 47.

Devant Nous, Edmond INGEVELD, notaire à Ixelles.

Se sont réunis en Assemblée générale extraordinaire avec l'ordre du jour ci-après mentionné, les actionnaires de la Société des « FORCES DU BAS-CONGO » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue de Trèves, numéro 47.

Constituée par acte reçu par Maître NOLS, notaire à Berchem-Sainte-Agathe, le dix-huit décembre mil neuf cent cinquante, autorisée par arrêté royal du neuf janvier mil neuf cent cinquante et un, et dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du neuf février mil neuf cent cinquante et un, sous le numéro 2.002, ainsi qu'au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le quinze février mil neuf cent cinquante et un, les dits statuts modifiés, suivant autorisation par arrêté royal du vingt septembre mil neuf cent cinquante-deux, par procès-verbal de l'Assemblée générale des actionnaires tenue devant le dit notaire Nols, le cinq août mil neuf cent cinquante-deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du douze octobre suivant, sous le numéro 22.292, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze octobre mil neuf cent cinquante-deux.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pascal GEULETTE, ingénieur, demeurant à Gourdinne-Vieille-Brasserie, Président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme Secrétaire Monsieur Jacques-Henri PIRENNE, docteur en philosophie et lettres, demeurant à Bruxelles, rue Defacqz, au numéro 125.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Monsieur Jacques WERTZ, ci-après qualifié et Monsieur Eugène VAN WYNSBERGHE, administrateur, également désigné ci-après.

Le bureau est complété par les administrateurs présents, savoir :

Monsieur Charles VIGNERON, Monsieur Frédéric SIMON et Monsieur René VAN LAERE, ci-après qualifiés et Monsieur Georges MARCHAL, ingénieur, demeurant à Woluwé-Saint-Pierre, avenue de Lothier, num. 28.

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} juillet 1953 - 1^{re} partie.

Sont présents ou représentés :

1°) La Colonie du Congo Belge, représentée par Monsieur Jacques WERTZ, directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Bruxelles II, avenue Ferdauci, numéro 31.

Aux termes d'une procuration sous seing privé lui donnée par le Ministère des Colonies le dix-huit mai mil neuf cent cinquante-trois.

	Actions	
	B	A
Propriétaire de cent-vingt mille actions catégorie A et deux cent mille actions catégorie B	200.000	120.000

2°) La Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga, Société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 79.

Représentée par Monsieur Charles VIGNERON, directeur général de la Société SANGA, demeurant à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 79, aux termes d'une procuration sous seing privé du douze mai courant.

Propriétaire de vingt-cinq mille actions A	25.000
--	--------

3°) La Société anonyme « BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES FERNAND COURTOY », ayant son siège à Bruxelles, rue des Colonies, numéro 43.

Représentée par Monsieur Guillaume FIRKET, ingénieur civil des Mines, demeurant à Schaerbeek, avenue Emile Max.

Suivant procuration sous seing privé du sept mai courant.

Propriétaire de deux cents actions A	200
--	-----

4°) La Société anonyme « UNION GENERALE BELGE D'ELECTRICITE », ayant son siège à Bruxelles, rue de Livourne, numéro 76.

Représentée par Monsieur Victor BRICOURT, ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue de Praetere, numéro 24.

Suivant procuration sous seing privé du onze mai courant.

Propriétaire de sept cent cinquante actions A	750
---	-----

5°) La Société anonyme « UNION DES CENTRALES ELECTRIQUES DE LIEGE-NAMUR-LUXEMBOURG U.C.E. LINA LUX », ayant son siège à Liège, rue de Spa, numéro 1.

Représentée par Monsieur Victor BRICOURT, pré-nommé.

Suivant procuration sous seing privé du onze mai courant.

Propriétaire de sept cent cinquante actions A	750
---	-----

6°) La Compagnie Générale d'Entreprises Electriques et Industrielles « ELECTROBEL », Société anonyme ayant son siège à Bruxelles, rue du Trône, numéro 1.

Représentée par Monsieur Frédéric SIMON, ingénieur civil, demeurant à Etterbeek, avenue de Tervueren, numéro 86.

Suivant procuration sous seing privé du treize mai courant.

Propriétaire de sept mille actions A 7.000

7°) Les COMPAGNIES REUNIES D'ELECTRICITE ET DE TRANSPORTS « ELECTRO-RAIL », Société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 33.

Représentée par Monsieur René VAN LAERE, ingénieur, demeurant à Woluwé-St-Lambert, avenue Georges-Henri, numéro 453.

Suivant procuration sous seing privé du huit mai courant.

Propriétaire de dix actions A 10

8°) La SOCIETE AUXILIAIRE INDUSTRIELLE ET FINANCIERE DES GRANDS LACS AFRICAINS « AUXILACS », Société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, avenue de l'Astronomie, numéro 24.

Représentée par Monsieur René VAN LAERE, pré-qualifié.

Suivant procuration sous seing privé du onze mai courant.

Propriétaire de trois mille cinq cents actions A 3.500

9°) La Société Bruxelloise d'Electricité « BRUXELLOISE D'ELECTRICITE », Société anonyme ayant son siège social à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 3b, représentée par Monsieur René VAN LAERE, susdit.

Suivant procuration sous seing privé du huit mai courant.

Propriétaire de trois mille quatre cent nonante actions A 3.490

10°) La Société « TRACTION ET D'ELECTRICITE », Société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue de la Science, numéro 31.

Représentée par Monsieur Pierre MELIN, docteur en droit, demeurant à Uccle, rue Joseph Bens, numéro 51.

Propriétaire de sept mille actions A 7.000

11°) La Société FINANCIERE DE TRANSPORTS ET D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES « S O F I N A », Société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue de Naples, numéro 38.

Représentée par Monsieur Engène VAN WYNSBERGHE, licencié en sciences commerciales, demeurant à Bruxelles, avenue du Congo, 4.

Suivant procuration sous seing privé du sept mai courant.

Propriétaire de sept mille actions A	7.000
--	-------

12°) La Société anonyme « UNION DES CENTRALES ELECTRIQUES DU HAINAUT, GROUPEMENT DU CENTRE », ayant son siège à La Louvière.

Représentée par Monsieur Victor BRICOURT, pré-nommé.

Suivant procuration sous seing privé du onze mai courant.

Propriétaire de soixante actions A	60
--	----

13°) La Société anonyme « UNION DES CENTRALES ELECTRIQUES DU HAINAUT », GROUPEMENT DE LA SAMBRE, ayant son siège à Charleroi, rue Puissant, numéro 16.

Représentée par Monsieur Victor BRICOURT, pré-nommé.

Suivant procuration sous seing privé du onze mai courant.

Propriétaire de cent-vingt actions A	120
--	-----

14°) La Société anonyme « UNION DES CENTRALES ELECTRIQUES DU HAINAUT », GROUPEMENT DU BORINAGE, ayant son siège à Mons.

Représentée par Monsieur Victor BRICOURT, pré-nommé.

Suivant procuration sous seing privé du onze mai courant.

Propriétaire de cent-vingt actions A	120
--	-----

AU TOTAL :	
CENT SEPTANTE CINQ MILLE ACTIONS catégorie A	175.000
et DEUX CENT MILLE ACTIONS catégorie B . . .	200.000

Les procurations prérappelées restent annexées au procès-verbal.

Les comparants représentés comme dit est, ont requis le notaire soussigné de dresser procès-verbal des délibérations et des résolutions que la présente assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société sera appelée à prendre.

La présente assemblée a pour ordre du jour :

1°) Nomination statutaire.

2°) Nouvelle augmentation de capital de trois cents millions de francs.

A cet effet :

a) Porter le capital social de quatre cents millions à sept cents millions de francs congolais par la souscription et la libération en espèces de trois cent mille actions B de mille francs congolais chacune, dont la souscription sera assurée par la Colonie ou par les entités désignées par elle, conformément à l'article sept des statuts sociaux.

b) Acter la souscription de ces trois cent mille actions B nouvelles, au prix de mille francs congolais chacune, avec libération de vingt pour cent en espèces par la Colonie du Congo belge.

c) Modifier les statuts pour acter aux articles cinq et six l'augmentation du capital social.

Monsieur le Président expose :

1°) Que toutes les actions étant nominatives des lettres recommandées de convocation pour la présente assemblée avec indications de l'ordre du jour ont été adressées à tous les actionnaires le six mai courant.

2°) Que l'assemblée représente cent septante cinq mille actions sur les deux cent mille actions A existantes et en outre : la totalité ou les deux cent mille actions B, soit plus de la moitié du capital social.

3°) Qu'en conséquence, elle est valablement constituée pour délibérer « sur les objets à l'ordre du jour ».

A. — Monsieur le Président soumet ensuite à l'assemblée, la résolution suivante :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée ratifie la nomination comme administrateur de la Société de Monsieur Jacques-Henri PIRENNE, docteur en philosophie et lettres, demeurant à Bruxelles, rue Defacqz, numéro 125, en remplacement de Monsieur Eudore DE BACKER, démissionnaire.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

B. — Ensuite Monsieur le Président expose que les résolutions qui suivent seront prises sous réserve d'approbation par arrêté royal et que l'augmentation de capital, suite à une communication de Monsieur le Ministre des Colonies dont il est donné connaissance à l'assemblée à souscrire par la Colonie du Congo Belge, est limitée à cent soixante-quatre millions de francs en cent soixante-quatre mille actions B de mille francs congolais chacune.

Monsieur le Président soumet ensuite à l'adoption de l'Assemblée les résolutions suivantes :

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent soixante-quatre millions de francs congolais par la souscription et la libération de vingt pour cent en espèces de cent soixante-quatre mille actions

B, d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune, dont la souscription sera assurée par la Colonie ou par des entités désignées par elle, conformément à l'article sept des statuts sociaux.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des deux catégories de titres, délibérant et votant séparément.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide sans préjudice à l'application des dispositions légales concernant l'autorisation par arrêté royal, la souscription de cent soixante-quatre mille actions B, au prix de mille francs congolais, chacune avec libération de vingt pour cent en espèces par la Colonie du Congo Belge.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des deux catégories de titres, délibérant et votant séparément.

SOUSCRIPTIONS.

A l'instant Monsieur Jacques WERTZ préqualifié, agissant comme mandataire spécial de la Colonie du Congo Belge.

Après avoir entendu lecture de ce qui précède, et reconnu que sa mandante a pris connaissance des statuts de la Société « FORCES DU BAS-CONGO », déclare souscrire au nom de la Colonie du Congo Belge, les cent soixante-quatre mille actions B, et les libérer de vingt pour cent.

Messieurs GEULETTE, PIRENNE, SIMON, VAN LAERE, VAN WYNSBERGHE, VIGNERON et MARCHAL, tous prénommés administrateurs de la Société « FORCES DU BAS-CONGO », ont déclaré et requis d'acter le fait de cette souscription intégrale, avec libération de vingt pour cent de ces actions B et que le montant de la libération ou trente-deux millions huit cent mille francs congolais, se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société ainsi que tous les actionnaires et la Colonie du Congo Belge, souscrivante, le reconnaissent expressément.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription qui précède, le Capital social est porté à cinq cent soixante-quatre millions de francs congolais et que les modifications devant être apportées aux statuts sont définitives sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge du chef de l'augmentation du capital qui précède s'élève approximativement à deux millions de francs.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts sociaux les modifications suivantes, à l'effet de les mettre en concordance avec les décisions qui précèdent.

L'article cinq est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à cinq cent soixante-quatre millions de francs congolais. »

Il est représenté par deux cent mille actions A et par trois cent soixante-quatre mille actions B, toutes d'une valeur nominale de mille francs congolais chacune.

Article six : l'ajoute apportée in fine au texte de l'article six, par l'assemblée générale extraordinaire du cinq août mil neuf cent cinquante-deux est supprimée et remplacée par :

« Les trois cent soixante-quatre mille actions B, sont souscrites intégralement en espèces par la Colonie du Congo Belge : deux cent mille actions B portant les numéros 1 à 200.000, sont entièrement libérées; les cent soixante-quatre mille actions B, numéros 200.001 à 364.000, sont libérées à concurrence de vingt pour cent.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée comprenant la représentation des actions nouvelles à l'unanimité des voix dans chacune des deux catégories de titres délibérant et votant séparément.

La séance est levée à onze heures et demie.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures.)

Enregistré quatre rôles, deux renvois.

A Ixelles A. C., le 27 mai 1953, volume 300, folio 59, case 9.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (signé), E. Van Poelvoorde.

Pour expédition conforme.

(signé) Edm. INGEVELD.

Edmond Ingeveld, Notaire à Ixelles (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Léon Walravens, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de Maître Ingeveld, Notaire à Ixelles. Reçu : quatre francs. N° 2.416.

Bruxelles, le 2 juin 1953.

(signé) L. Walravens.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Léon Walravens apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 juin 1953. Le Chef de bureau, (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 2 juin 1953.

Le Conseiller adjoint (signé), N. Cornet.

Droits perçus : quarante francs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 11 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 11 Juni 1953,

(sé) DEQUAE (get.).

« CONGACIER ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois,

Le quinze avril,

Par devant Nous, Maître Jacques RICHIR, Notaire de résidence à Bruxelles,

En son Etude à Bruxelles, 77, Boulevard de Waterloo;

Ont comparu :

1) La « PACIFIC IRON AND STEEL COMPANY », Société de droit californien, dont le siège social se trouve South Alameda street numéro 11.633 à Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique.

2) Monsieur H. G. SMITS, Administrateur de sociétés, domicilié Chanceroad numéro 2.300, San Marino, Californie, Etats Unis d'Amérique.

3) Monsieur Robert D. MAC DONALD, Administrateur de sociétés, domicilié Kearsarge street numéro 11909, Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique.

4) Monsieur C. L. LODGIC, directeur, domicilié South Alameda street numéro 11.633, à Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique.

5) Monsieur John LANGLOIS, directeur, domicilié à South Alameda street, numéro 11633, 4 Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique.

6) Monsieur Paul COPPENS, professeur d'Université, domicilié, rue Montoyer numéro 73, à Ixelles.

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juillet 1953. — 1^{re} Partie.

7) Monsieur Walpart de la KETHULE de RYHOVE, Avocat près la Cour d'Appel, domicilié à Léopoldville (Congo Belge).

REPRESENTATIONS :

Les comparants sub 1), 2), 3), 4), 5) et 7) sont ici représentés par Monsieur Paul Coppens, prénommé, comparant sub 6), aux termes de six procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit est, ont requis le notaire soussigné de dresser acte de la convention suivante :

CHAPITRE I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET.

Article 1. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « CONGACIER ».

Article 2. — Le siège social est à Léopoldville (Congo Belge).

Il pourra être établi ultérieurement, dans toute autre localité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi qui serait désignée par le conseil d'Administration.

Il pourra être créé des agences ou succursales au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou en tous autres pays. Tout transfert du siège social devra être publié sous forme d'avis, soit au Bulletin Officiel du Congo Belge, soit au Bulletin Administratif du Congo Belge.

Article 3. — La Société a pour objet l'importation, la fabrication, l'achat et la vente de chassis et charpentes métalliques, de constructions métalliques, ainsi que de toutes autres parties métalliques intervenant dans la construction ou dans l'industrie en général.

Elle pourra faire toutes opérations généralement quelconques, financières, industrielles, commerciales, mobilières, immobilières, d'assurances, de transport pouvant concourir directement ou indirectement à la réalisation de son objet social.

Dans le même but, elle pourra s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, d'association ou autrement à toutes entreprises présentes ou futures au Congo Belge ou ailleurs.

Article 4. — L'existence de la Société prendra cours à la date de l'Arrêté Royal d'autorisation. Sa durée sera de trente années à partir de cette date.

La durée de la Société pourra être prorogée, de même que la Société pourra être dissoute anticipativement, par simple décision de l'assemblée générale des associés, convoqués et délibérant dans les conditions prévues à l'article 36 ci-après.

La Société peut stipuler ou s'engager pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS.

Article 5. — Le capital social est fixé à seize millions de francs congolais, représenté par deux mille actions ordinaires de mille francs et par quatorze mille actions privilégiées de mille francs, les dites actions privilégiées ayant droit à un intérêt fixé à huit pour cent l'an, payable avant la répartition des dividendes aux actions ordinaires.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant dans les formes requises pour les modifications à apporter aux statuts, sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'autorisation royale.

Article 6. — Il est fait apport à la Société, par la « Pacific Iron and Steel Company » de Los Angeles, préqualifiée, d'un ensemble de valeurs réelles se composant de machines, matériel, marchandises et objets divers, suivant inventaire estimatif annexé aux présentes et contradictoirement évaluées à la somme globale de un million cinq cent mille francs congolais.

En rémunération de son apport, franc, quitte et libre de toutes dettes, il est attribué à la « Pacific Iron and Steel Company », précitée, mille cinq cents actions ordinaires, entièrement libérées.

Le surplus du capital social représentant cinq cents actions ordinaires et quatorze mille actions privilégiées, a été intégralement souscrit en numéraire, au pair, à mille francs congolais par action, par :

- 1) La « Pacific Iron and Steel Company », société de droit californien. South Alameda street numéro 11.633, à Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique quatre cent nonante quatre actions ordinaires 494
- 2) Monsieur H. G. Smits, administrateur de sociétés, domicilié Chancerroad numéro 2300 San Marino, Californie, Etats Unis d'Amérique, une action ordinaire 1
- 3) Monsieur R. D. Mac Donald, administrateur de sociétés, domicilié Kearsarge street numéro 11909, Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique, une action ordinaire 1
- 4) Monsieur C. L. Lodgic, directeur, domicilié South Alameda street 11.633, à Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique, une action ordinaire 1
- 5) Monsieur John Langlois, directeur, domicilié South Alameda street 11.633, à Los Angeles, Californie, Etats Unis d'Amérique, une action ordinaire 1
- 6) Monsieur Paul Coppens, professeur d'Université, domicilié, 73, rue Montoyer, à Bruxelles, une action ordinaire 1

7) Monsieur Walpart de la Kethulle de Ryhove, Avocat près la Cour d'Appel, domicilié à Léopoldville (Congo Belge) une action ordinaire	1
--	---

Soit cinq cents actions ordinaires	500
--	-----

8) La « Pacific Iron and Steel Company », préqualifiée, quatorze mille actions privilégiées	14.000
---	--------

Les comparants déclarent et reconnaissent que les cinq cents actions ordinaires ont été intégralement libérées et les quatorze mille actions privilégiées ont été libérées à concurrence de vingt pour cent, le tout en dehors de la présence du notaire soussigné et qu'à la suite de ces versements, une somme de trois millions trois cent mille francs congolais se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la Société.

En cas d'augmentation de capital et si les nouvelles actions n'étaient pas entièrement libérées au moment de la souscription, l'associé qui, après un préavis de trente jours, signifié par lettre recommandée, resterait en retard de libération, devrait bonifier la Société d'un intérêt de retard calculé à raison de sept pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité de son versement.

Le Conseil d'Administration peut en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'associé et faire vendre ses titres, sans préjudice au droit de réclamer le restant dû, ainsi que les dommages et intérêts éventuels.

Article 7. — Les actions ordinaires seront productives d'un dividende qui sera fixé chaque année par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.

Article 8. — Le conseil d'administration a délégation pour régler toutes modalités qui ne seraient pas fixées dans les présents statuts, d'émissions d'actions, de parts nouvelles ou d'obligations, à décider par l'assemblée générale. Il pourra, notamment, admettre d'autres personnes que les porteurs d'actions anciennes, à la souscription de titres nouveaux.

Article 9. — Les actions resteront nominatives jusqu'à leur entière libération et soumises aux dispositions des articles quarante deux, quarante trois, quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, conformément à l'Arrêté Royal du vingt novembre mil neuf cent vingt huit, en vigueur au Congo Belge.

Leur cession sera valable, tant vis-à-vis de la Société que vis-à-vis des tiers, tant qu'elles resteront nominatives à partir de l'inscription du transfert au registre des actions nominatives, tenu au siège de la Société, avec l'accord du conseil d'administration.

Les cessions d'actions ne seront toutefois valables qu'après l'Arrêté Royal autorisant leur création.

Article 10. — Les porteurs d'actions ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur souscription.

La possession d'une action comporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Articles 11. — Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Tous les propriétaires indivis d'un titre ou tous les ayants-droit, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne. La Société pourra suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire du titre.

Article 12. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants-droit d'un possesseur d'action, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens, livres ou valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, prendre les mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée générale des associés.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article 13. — La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle et pour la première fois par l'assemblée constitutive, ainsi qu'il sera précisé à l'article 26.

Article 14. — Les administrateurs sont nommés pour un terme de trois ans, sauf l'effet du renouvellement. Les premiers administrateurs seront renouvelés suivant un ordre de sortie réglé par tirage au sort, de manière à ce que, pour l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante cinq, ils aient été tous soumis à réélection ou à remplacement.

En cas de vacation dans le conseil d'administration d'une place d'administrateur par décès, démission ou pour toute autre cause, les administrateurs restés en fonction peuvent nommer provisoirement un administrateur, qui ne restera en fonction que pendant le temps restant à courir de l'exercice de son prédécesseur. Cette nomination sera soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Article 15. — Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et un administrateur délégué. En cas d'absence du président, le conseil choisit pour chaque séance un président parmi les administrateurs présents.

Article 16. — Le conseil d'administration se réunit, sous la convocation du président ou de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et à l'endroit fixé dans les convocations.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres sont présents ou représentés. Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les administrateurs empêchés ou absents peuvent, par simple lettre ou télégramme, déléguer un de leurs collègues pour les représenter et voter en leur lieu et place; ils seront dès lors réputés présents.

Article 17. — Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège du conseil d'administration.

Les membres présents à la séance sont invités à le signer.

Les copies à produire en justice ou en toute autre circonstance seront signées par deux administrateurs, ou par l'administrateur délégué.

Article 18. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale, par les statuts ou par la loi, est de la compétence du conseil d'administration.

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens meubles ou immeubles ou concessions quelconques, ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la Société.

Il peut faire ouvrir tous comptes au nom de la Société et en demander la clôture.

Il peut contracter tous emprunts, sauf par voie d'émission d'obligations.

Il autorise tous compromis, transactions, acquiescements, désistements, tant en demandant qu'en défendant.

Il nomme, suspend et révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles, ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la Société et de leur départ.

L'administrateur délégué est chargé de la gestion journalière des affaires sociales, ainsi que de l'exécution des décisions du Conseil, sans préjudice aux pouvoirs plus étendus qui pourront lui être conférés par le conseil d'administration.

Le Conseil peut en outre, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors de son sein, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées aux alinéas précédents. Le Conseil peut les révoquer en tout temps.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

Article 19. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la Société, par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences, soit de son président, soit de l'administrateur-délégué, soit de son représentant en Afrique, soit enfin d'un mandataire, spécialement délégué à cette fin.

Article 20. — Tous les actes engageant la société, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations, à défaut de délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration, sont signés par deux administrateurs.

Les actes de gestion journalière sont signés par l'administrateur délégué, ou par un ou plusieurs agents mandatés à cette fin.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Afrique, à un ou plusieurs agents agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du conseil d'administration, auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les actes de mainlevée avec ou sans constatation de paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil, ou par l'administration déléguée.

Article 21. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la Société; ils n'engagent que dans la mesure de leur mandat la Société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article 22. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans par l'assemblée générale, qui détermine leur nombre et peut toujours les révoquer, et pour la première fois par l'assemblée constitutive, ainsi qu'il sera dit à l'article 26.

Les premiers commissaires, à moins qu'ils ne soient préalablement révoqués par l'assemblée générale, resteront en fonction jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante six, laquelle procédera à leur réélection ou à leur remplacement.

Article 23. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la Société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des documents, des livres, procès-verbaux, correspondances et généralement de toutes les écritures de la Société. Il leur est remis chaque semestre, par l'administration, un état résumant la situation active et passive.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale des associés le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Article 24. — Les tantièmes et émoluments des administrateurs et des commissaires seront fixés par l'assemblée générale, sous réserve de ce qui sera dit à l'article 41 ci-après.

Article 25. — En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et des commissaires, il sera déposé par chaque administrateur ou par un tiers, pour son compte, un cautionnement de cinq actions ordinaires et par chaque commissaire, ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de trois actions ordinaires.

A défaut d'avoir exécuté au siège de la Société les conditions du cautionnement stipulées ci-dessus, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite, si elle a eu lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements seront restituées après que l'assemblée générale des associés aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle leurs fonctions auront été exercées et donné décharge aux administrateurs et commissaires.

Article 26. — L'assemblée constitutive nomme comme premiers administrateurs :

- 1) Monsieur H. G. Smits;
- 2) Monsieur John Langlois;
- 3) Monsieur R. D. Mac Donald.

et comme premier commissaire :

Monsieur Walpart de la Kethulle de Ryhove,

tous préqualifiés et acceptant les dites fonctions par l'organe de leur représentant.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article 27. — L'assemblée générale des porteurs d'actions, régulièrement convoquée et constituée, représente l'universalité des associés. Ses délibérations, prises conformément aux statuts, sont obligatoires pour tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société, la liquider anticipativement ou modifier les statuts.

Article 28. — Les assemblées générales se réunissent au lieu et heure qui seront désignés dans la convocation du conseil d'administration.

L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année, le premier lundi d'avril, à l'heure fixée sur les convocations et pour la première fois le premier lundi d'avril mil neuf cent cinquante cinq. Si ce jour est férié, la réunion est remise à huitaine.

Les assemblées générales extraordinaires seront convoquées par le conseil d'administration chaque fois que l'intérêt social lui paraît l'exiger. Le conseil d'administration sera tenu de convoquer également une assemblée générale extraordinaire, sur la demande écrite d'associés justifiant de la possession du cinquième des actions, ou d'un commissaire.

Article 29. — Les assemblées générales se composent de tous les propriétaires d'actions. Tout associé pourra se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire.

Les mineurs, les interdits et les personnes civiles peuvent être représentés par un mandataire porteur d'actions et la femme mariée peut être représentée par son mari.

L'usufruitier et le nu-propriétaire sont représentés par l'un d'eux muni de pouvoirs de l'autre, ou par un mandataire commun.

Une liste, indiquant les noms des associés régulièrement présents ou représentés et le nombre de leurs actions, sera dressée par les soins du conseil d'administration et signée par chacun d'eux ou par leur mandataire, avant d'avoir accès à l'assemblée. Les droits afférents à chaque action ne pourront être exercés par plus d'une personne.

Les propriétaires d'actions doivent, pour avoir droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, justifier de leur possession de ces actions. S'il s'agit d'actions au porteur, celles-ci devront être déposées cinq jours avant l'assemblée, au lieu qui sera indiqué dans la convocation.

Article 30. — Chaque action donne droit à une voix, conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du treize janvier mil neuf cent trente six, complétant celui du vingt deux juin mil neuf cent vingt six, et tenues ici pour textuellement reproduites, nul associé ne pouvant, notamment, prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou des deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 31. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée, dans le Bulletin Officiel du Congo Belge et dans deux journaux, l'un congolais, l'autre de Belgique. Toutefois, tant que tous les titres seront nominatifs, la convocation par lettre recommandée, à vingt et un jours d'intervalle, sera suffisante.

Article 32. — L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration; il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au Conseil trente jours au moins avant la réunion, soit par des associés représentant au moins un cinquième des actions, soit par les commissaires.

Les associés qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, justifier de la propriété de leurs titres.

Article 33. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par celui des administrateurs qui est désigné séance tenante par ses collègues présents.

Article 34. — Le président choisit parmi les associés réunis, deux scrutateurs qu'il propose à l'assemblée.

Le président désigne le secrétaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix, dans chaque catégorie de titres.

L'assemblée générale des associés ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises, quel que soit le nombre des titres représentés, à la simple majorité.

Le vote a lieu par assis et levé ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations, si l'un des intéressés ou un actionnaire l'exige.

En cas de vote par scrutin, si aucun candidat ne réunit la majorité, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Article 35. — L'assemblée ordinaire entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, sur la situation de la Société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir s'il y a lieu.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial, sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse, dissimulant la situation réelle de la Société et quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils sont spécialement indiqués dans la convocation.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs et commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la Société, donne quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article 36. — Par dérogation à l'article 34, lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications à apporter aux statuts, sur la dissolution anticipée de la Société, sur les pouvoirs à donner aux liquidateurs, sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que sur l'augmentation de capital, l'émission d'obligations ou la prolongation de la durée de la Société, aucune proposition n'est admise que si elle réunit au moins les trois quarts des voix valablement exprimées à l'assemblée, dans chaque catégorie de titres, et que celle-ci représente la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quelle que soit la proportion du capital représentée par les associés présents.

Article 37. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau et les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par le président du conseil d'administration ou l'administrateur délégué ou encore par deux administrateurs. Après la dissolution de la Société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article 38. — L'exercice social commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le lendemain de la date de l'Arrêté Royal d'autorisation des présents statuts et se termine le trente et un décembre mil neuf cent cinquante quatre.

Article 39. — Le conseil d'administration dresse, à la fin de chaque année sociale, un inventaire général de l'actif et du passif de la Société. Il forme ensuite le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition des commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article 40. — Dix jours avant l'assemblée générale ordinaire des associés, ceux-ci peuvent prendre connaissance, à l'endroit indiqué par les convocations :

- 1) du bilan et du compte de profits et pertes;
- 2) de la liste des fonds publics, des titres de sociétés qui composent le portefeuille;
- 3) de la liste des associés qui n'ont pas libéré leurs titres, avec l'indication du nombre de leurs parts et celle de leur domicile;
- 4) du rapport des commissaires.

Article 41. — L'excédent favorable du bilan, après déduction des charges sociales, des frais généraux, des amortissements, dépréciations et moins-values, de la dotation du fonds de renouvellement du matériel et des installations, sera réparti de la manière et dans l'ordre ci-après :

- 1) cinq pour cent pour le fonds de réserve sociale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteindra un dixième du capital;
- 2) huit pour cent aux actions privilégiées, sur le montant dont elles sont libérées, prorata temporis;
- 3) le solde aux porteurs d'actions ordinaires.

Toutefois, le conseil d'administration peut recommander à l'assemblée générale, ou que les bénéfices nets, en tout ou en partie, soient portés à un fonds de réserve spécial ou général, ou qu'ils soient reportés à nouveau.

Article 42. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, publiés dans le Bulletin Officiel du Congo Belge ou dans le Bulletin administratif du Congo Belge.

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 43. — La Société peut être dissoute en tout temps, par décision d'une assemblée générale extraordinaire convoquée et siégeant suivant les conditions prévues à l'article trente six.

A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale des associés a les pouvoirs les plus étendus pour régler le mode de liquidation et nommer un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

Article 44. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

CHAPITRE VII.

ELECTION DE DOMICILE — FRAIS.

Article 45. — Tout associé domicilié à l'étranger est tenu d'élire domicile dans la Colonie pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. Faute de ce faire, il est censé, de plein droit, avoir élu domicile au siège social, où toutes les convocations, sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui seront valablement faites.

Les administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés ailleurs que dans la Colonie, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social de la Société, où toutes assignations et notifications peuvent être données, relativement aux affaires de la Société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Le Conseil d'administration, et en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés, pour les litiges qui intéressent les succursales de la Société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article 46. — Toutes contestations entre la Société et ses associés, comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège social de la Société.

Article 47. — Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de trois cent mille francs.

Article 48. — La Société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite. les parties présentes ou représentées comme dit est ont signé avec Nous, Notaire.

Enregistré un rôle trois renvois à Bruxelles (A. C. III) le 17 avril 1953, vol. 605, fol. 78, case 11.

Reçu quarante francs.

Le Receveur (s.) Tillœuil.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Jacques Richir, Notaire, Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Richir, Notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 21 mai 1953.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 mai 1953.

Le Directeur (s.) H. Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée au recto.

Bruxelles, le 26 mai 1953.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 10 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get).

« CONGACIER ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.
à Léopoldville.

—

REUNION DU CONSEIL — NOMINATIONS — POUVOIRS.

L'an mil neuf cent cinquante trois.

Le onze mai.

Devant Maître Jacques RICHIR, notaire à Bruxelles.

En son Etude à Bruxelles, 77, Boulevard de Waterloo.

Ont comparu :

1) Monsieur Howard Gardner SMITS, administrateur de sociétés, domicilié Chancerroad, numéro 2.300, San Marino, (Californie-Etats Unis d'Amérique).

2) Monsieur John LANGLOIS, Directeur, domicilié South Alameda Street, numéro 11.633 à Los Angeles (Californie-Etats-Unis d'Amérique).

3) Monsieur Robert D. MAC DONALD, administrateur de sociétés, domicilié Kearsarge street, numéro 11.909 à Los Angeles (Californie-Etats Unis d'Amérique).

Le comparant sub 3 ici représenté par Monsieur Paul COPPENS, professeur d'université, domicilié à Ixelles, 73, rue Montoyer, en vertu d'une procuration qui est restée annexée à l'acte constitutif de la société reçu par le notaire Richir, soussigné, le quinze avril mil neuf cent cinquante trois.

Etant et représentant la totalité des membres du conseil d'administration de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « CONGACIER » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) constituée suivant acte reçu par le notaire Richir soussigné, le quinze avril mil neuf cent cinquante trois.

Lesquels réunis en conseil, ont désigné à l'unanimité.

Comme président : Monsieur Howard Gardner SMITS, préqualifié, ici présent et acceptant.

Comme administrateur-délégué :

Monsieur John LANGLOIS, préqualifié, ici présent et acceptant.

Et ensuite le Conseil confère à Monsieur John LANGLOIS prénommé tous les pouvoirs qu'il détient de par l'article 18 des statuts.

Il a tous pouvoirs de gestion et d'administration.

Il pourra accomplir tous actes réservés au conseil d'administration à l'exclusion de ceux réservés à l'assemblée générale des actionnaires.

Il pourra notamment procéder à toutes ventes ou achats, locations, échange de tous biens meubles et immeubles.

Il pourra représenter la société au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, dans toutes opérations entrant dans son objet social, aussi bien vis-à-vis des tiers que vis-à-vis de toute administration et à cet effet :

Acheter, vendre, transporter, travailler tous produits congolais et toutes marchandises importées dans la Colonie.

Acheter tout matériel, équipement et machines, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, acquérir, affermer, exploiter toutes concessions de quelque nature qu'elles soient, créer, acquérir, obtenir licences de toutes marques de fabrication, tous brevets, dessins et modèles ou tout autre droit de propriété commerciale.

Signer tous documents de retraits de fonds ou valeurs chez toutes administrations, banques, sociétés ou caisses soit publiques, soit privées, effectuer tous virements, signer et endosser tous chèques, effets de commerce, mandats, recevoir toutes espèces de valeurs et en donner valablement décharge.

Retirer de l'administration des postes, de toutes autres administrations, entreprises de transport, messageries, roulages et autres, toutes lettres, et correspondances, chargées et recommandées, tous mandats-postes et télégraphes, tous colis, paquets, espèces, en délivrer reçus et décharges.

Représenter le mandant dans ses rapports avec les administrations publiques, notamment avec les douanes, faire entrer et sortir toutes marchandises, remplir toutes formalités, signer et émarger tous registres et documents, formuler toutes demandes, pétitions et réclamations.

Engager, révoquer ou congédier tous agents européens et indigènes.

Agir au nom de la Société en Justice, suivre toutes actions judiciaires, tous actes de poursuites et de procédures généralement quelconques, tant en demandant qu'en défendant et à cet effet, citer et comparaître devant tous tribunaux et cours compétents, faire et recevoir toutes citations et toutes significations, concilier, compromettre, traiter et transiger, plaider, s'opposer, appeler, se pourvoir en cassation, prendre communication de tous titres et pièces, obtenir tous jugements et arrêts, les faire mettre à exécution par tous moyens et voies de droit, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences nécessaires, former toutes oppositions, faire toutes saisies, remettre ou retirer tous titres et pièces, en donner ou recevoir toutes décharges, signer tous acquits, reconnaître toutes compensations.

Il pourra se substituer une ou plusieurs personnes en tout ou parties des dits pouvoirs.

Dont procès-verbal sur projet présenté.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les comparants présents ou représentés comme dit est ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré un rôle, trois renvois à Bruxelles A. C. III, le 13 mai 1953, vol. 608, fol. 3 case 11.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (sé) Graas.

Pour expédition conforme.

(s.) Jacques RICHIR.

Jacques Richir, Notaire, Bruxelles-Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Prés'dent.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Richir, Notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 21 mai 1953.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 23 mai 1953.

Le Directeur (s.) Heymans.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies, pour légalisation de la signature de M. Heymans, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 mai 1953.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

« Société Congolaise Osterrieth » en abrégé « OSTERCONGO ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le quatre mai.

Devant nous Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

Ont comparu :

1. La société anonyme « Etablissements Osterrieth », établie à Anvers, 9, rue des Chênes, ici représentée par deux de ses administrateurs Messieurs Walter Osterrieth, demeurant à Wilrijk, 9, Kastanjelaan et Félix Faber, demeurant à Borgerhout, 40, Wolfjagerslei.

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juillet 1953. — 1^{re} Partie.

2. Monsieur Nestor Coclet, administrateur de sociétés à Bakavu (Congo Belge).

3. La société anonyme « Crédit National et Colonial », établie à Anvers, 64, Longue rue Neuve, ici représentée par son administrateur délégué Monsieur Walter Osterrieth, prénommé.

4. Monsieur Félix Faber, prénommé.

5. Monsieur Walter Osterrieth, prénommé.

6. Monsieur Paul Titz, directeur de société, à Léopoldville, 78, avenue Major Cambier.

7. Monsieur Gonzalve de Bève, industriel, à Bukavu (Kivu, Congo Belge).

8. Monsieur Charles de Maleingreau d'Hembise, planteur à Kalehe (Kivu Congo Belge).

9. La société de personnes à responsabilité limitée « Max Osterrieth et Co Succrs. », établie à Anvers, 104, avenue de France, ici représentée par son gérant Monsieur Herman Osterrieth, négociant à Kapellen.

10. Monsieur Albert Osterrieth, industriel à Berchem-Anvers, 17, avenue Cardinal Mercier.

11. La société anonyme « Upag », établie à Zurich (Suisse) 243, Seefeldstrasse.

Les comparants, ici représentés en vertu de procurations sous seing privé ci-annexées : sub 6 et 11 par sub 5 ; sub 7 par 2 et sub 8 par sub 4.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

CHAPITRE I.

DENOMINATION — SIEGE SOCIAL — OBJET — DUREE.

Article 1. — Il est créé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Société Congolaise Osterrieth » en abrégé « Ostercongo ».

Article 2. — Le siège social est établi à Bukavu (Congo Belge). Il pourra être transféré dans toute autre localité du Congo Belge par simple décision du conseil d'administration.

Tout changement du siège social sera publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge. Le siège administratif est établi à Anvers, 64, Longue rue Neuve. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, par décision du conseil d'administration, publié comme il est dit ci-dessus.

Article 3. — La société a pour objet de faire, pour compte propre et/ou pour compte de tiers et/ou en participation, au Congo Belge et dans le Ruanda-Urundi, toutes opérations commerciales ainsi que l'exportation et l'importation de tous produits.

La société pourra acquérir et exploiter toute concession agricole, forestière, d'élevage ou autre et faire toutes opérations immobilières, industrielles et financières qui sont de nature à réaliser, faciliter ou développer son objet.

L'objet de la société pourra être modifié toujours, sans toutefois en altérer l'essence, par décision prise en assemblée générale extraordinaire et moyennant autorisation par arrêté royal.

Article 4. — La durée de la société est de trente ans à dater de l'arrêté royal d'autorisation.

Cette durée pourra être successivement prorogée, par décision de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut stipuler ou s'engager pour un terme excédant sa durée.

Article 5. — La société pourra être dissoute anticipativement par simple décision de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée à cet effet et délibérant dans les formes prévues pour les modifications aux statuts.

CHAPITRE II.

CAPITAL — ACTIONS — APPORTS.

Article 6. — Le capital social est fixé à cinq millions de francs congolais, représenté par cinq cents actions de capital sans désignation de valeur, donnant droit chacune à un/cinq cent centième de l'avoir social.

Article 7. — La société anonyme Etablissements Osterrieth à Anvers et Monsieur Nestor Coclet à Bukavu déclarent faire apport à la présente société de leurs relations commerciales ainsi que du bénéfice de leurs études, travaux et démarches, faits en vue de la constitution de la société et de l'organisation de ses services.

En rémunération de cet apport, que les autres comparants déclarent accepter, dont ils assurent connaître la consistance et la réalité et dont ils admettent la valeur fixée de commun accord à cinq cent mille francs congolais, il est attribué à la Société anonyme Etablissements Osterrieth et à Monsieur Nestor Coclet, préqualifiés, qui acceptent, chacun vingt-cinq actions sans désignation de valeur, entièrement libérées de la société présentement constituée.

Quant aux quatre cent cinquante actions restantes, elles sont souscrites en numéraire, comme suit, au prix de dix mille francs congolais par titre, par :

1. La société anonyme « Etablissements Osterrieth » nonante-et-une actions	91
2. Monsieur Nestor Coclet, cent cinquante actions	150
3. La société anonyme « Crédit National et Colonial » pour elle-même et pour un groupe pour lequel elle se porte fort quatre vingt-quatre actions	84
4. Monsieur Félix Faber, cinq actions	5
5. Monsieur Walter Osterrieth, cinq actions	5
6. Monsieur Paul Titz, dix actions	10
7. Monsieur Gonzalve de Bève, soixante actions	60
8. Monsieur Charles de Maleingreau d'Hembise, quinze actions	15
9. La société de personnes à responsabilité limitée « Max Osterrieth et Co Succrs. » vingt actions	20
10. Monsieur Albert Osterrieth, cinq actions	5
11. La société anonyme « Upag » cinq actions	5
Ensemble : quatre cent cinquante actions	450

Les comparants déclarent et reconnaissent que toutes et chacune des quatre cent cinquante actions ainsi souscrites en numéraire, ont été libérées par leurs souscripteurs respectifs, à concurrence de cinquante pour cent, soit à raison de cinq mille francs congolais par titre et que la somme de deux millions deux cent cinquante mille francs congolais, montant total de ces versements, se trouve, dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Article 8. — Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, et, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

Sauf décision contraire de l'assemblée qui décide l'augmentation de capital, les actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles dans la proportion du nombre de leurs actions et le conseil d'administration détermine les conditions et délais dans lesquels ce droit de préférence devra être exercé.

Article 9. — Pour la libération des actions souscrites ci-dessus ou qui viendraient à être créées en suite d'une augmentation de capital, le conseil d'administration fera les appels de fonds et fixera les époques de versements dans un avis envoyé par lettre recommandée aux actionnaires, au moins quinze jours avant l'époque fixée pour les versements.

Tout versement qui n'a pas été effectué à l'échéance produit de plein droit, au profit de la société, un intérêt de six pour cent l'an

En cas de non paiement à la date fixée par le conseil d'administration, celui-ci est en droit, quinze jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ou par exploit adressé à l'actionnaire défaillant, de faire vendre en Bourse, sans autre procédure, les titres de ce dernier; cette vente se fera pour le compte et aux risques du retardataire et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartient à la société jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire exécuté; celui-ci reste passible de la différence en moins, comme il profite de l'excédent éventuel. Les certificats représentant les actions exécutées n'auront plus aucune valeur, le tout sans préjudice à l'exercice même simultanément, de tous les autres moyens de droit.

Les actions ne peuvent être libérées anticipativement que dans les conditions déterminées par le conseil d'administration.

Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leur souscription. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Article 10. — Les actions même entièrement libérées sont et restent nominatives.

Article 11. — La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription dans un registre, tenu soit au siège social, soit au siège administratif.

Le registre des actions nominatives contient les indications suivantes : la désignation précise des actionnaires, le nombre et les numéros des actions possédées par chacun d'eux, la date et le montant des versements effectués, la date des transferts.

Article 12. — La cession des actions nominatives est inscrite dans le registre précité. Vis-à-vis de la société, elle s'opère exclusivement par une déclaration de transfert, inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs. Il est loisible au conseil d'administration d'accepter et d'inscrire dans le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

Aucune cession d'actions n'est valable, si ce n'est moyennant l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Tout transfert d'actions nominatives est suspendu pendant la période de dix jours précédant l'assemblée générale. Cette suspension prend fin immédiatement après l'assemblée.

Article 13. — Des certificats non transmissibles, constatant les inscriptions nominatives, sont délivrés aux actionnaires. Ces certificats sont extraits de registres à souches, numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué spécial du conseil d'administration.

Ils mentionnent la date de l'acte constitutif et celles des modifications qui auraient été faites postérieurement ainsi que celle des arrêtés royaux

qui les autorisent, l'objet social, les sièges social et administratif, la durée de la société, le capital social, le nombre et la nature des actions, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

Article 14. — Les cessions d'actions de quelque nature qu'elles soient, ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal qui autorise la constitution de la société au l'augmentation de son capital.

Article 15. — Les titres, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pourront toutefois être exemptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois. Les titres étant nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et les certificats d'inscription.

Article 16. — Les actionnaires ne sont engagés qu'à concurrence du prix de souscription de leurs actions.

Les actions sont indivisibles.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires pour une seule action, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce que les propriétaires se soient entendus pour désigner l'un d'entre eux comme étant à l'égard de la société, propriétaire de l'action.

La possession d'une action comporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Les représentants, héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'une manière quelconque dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilan et aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.

Article 17. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non. Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale, statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et sont révocables en tout temps par elle.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur, par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du conseil d'administration et le ou les commissaires réunis en conseil général, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive par l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa première réunion.

Tout administrateur, nommé dans ces conditions n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Le conseil choisit dans son sein un président ou éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer. Le conseil nomme également, s'il y a lieu, un secrétaire qui peut n'être pas administrateur.

Article 18. — Le conseil d'administration peut constituer parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, un comité de direction dont il nomme le président, qui doit être choisi parmi les administrateurs. Il détermine les pouvoirs, les attributions et le mode de fonctionnement de ce comité.

Il peut en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués, et/ou à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil et du comité de direction.

Il peut aussi donner tous mandats ou pouvoirs en tous pays pour des affaires générales ou spéciales, à des administrateurs, directeurs ou sous-directeurs, fondés de pouvoirs ou agents et même à des personnes étrangères à la société.

Le conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Article 19. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins, le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 20. — Sauf dans les cas de force majeure, à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, qui sont

consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué, ou par deux administrateurs, ou par un administrateur et un directeur.

Article 21. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes de disposition et d'administration qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires, par les statuts ou par la loi, est de sa compétence.

Il pourra notamment emprunter, même par voie d'obligations.

Sauf délégation, il nomme et révoque tous employés et agents et fixe leurs conditions d'emploi.

Article 22. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, qui n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du conseil d'administration, soit par d'autres titulaires de la signature sociale, nommés par le conseil d'administration.

Article 23. — Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations en Belgique, au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

Article 24. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus, au nom de la société, poursuites et diligences soit du président, soit d'un administrateur délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article 25. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que celle-ci et ne contractent aucune obligation personnelle. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Article 26. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et révocables en tout temps par elle.

Le nombre des commissaires est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société. Ils peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. Ils peuvent prendre connaissance,

sans les déplacer, des documents, des livres, des procès-verbaux, et généralement, de toutes les écritures de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

La responsabilité des commissaires, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

Article 27. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de cinq actions et par chaque commissaire ou par un tiers pour son compte, un cautionnement d'une action.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateurs ou de commissaires ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura donné décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation et il doit en être donné connaissance à l'assemblée générale lors de sa plus prochaine réunion.

Article 28. — L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par un tirage au sort, de manière qu'aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et les commissaires sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortant de charge prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Article 29. — Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article 46, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une rémunération fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et commissaires, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à imputer aux frais généraux.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

Article 30. — L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société; la liquider anticipativement, la proroger, modifier les statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Sous réserve de ce qui est dit aux articles 40 et 48 des résolutions sont prises, quelle que soit la portion des actions représentées à l'assemblée à la majorité absolue des votes exprimés.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables ou les dissidents.

Tous les actionnaires ont, en se conformant aux règles des présents statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Article 31. — Les assemblées générales se réunissent dans la localité où le siège administratif est établi ou à l'endroit désigné dans la convocation.

Une réunion de l'assemblée générale se tient de plein droit le premier mardi du mois de mai de chaque année, à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-cinq. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite, par le collège des commissaires ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins.

Toute demande de convocation adressée au conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour.

Article 32. — Toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour peuvent être faites uniquement par lettres recommandées, adressées aux actionnaires quinze jours avant l'assemblée.

Article 33. — L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y est porté que les objets fixés par le conseil d'administration ou qui auraient été notifiés au conseil trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des actions émises, soit par les commissaires dans le cas où, suivant l'article 31, ils auraient requis la convocation de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale, conformément à l'article 31, doivent en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, justifier de la propriété d'actions en nombre prévu.

Article 34. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les actionnaires doivent aviser le siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les actions appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

Article 35. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Article 36. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou à son défaut, par le vice-président ou à défaut de celui-ci par un administrateur désigné par ses collègues.

Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau.

Le président de l'assemblée désigne le secrétaire qui ne doit pas être actionnaire. Il propose à l'assemblée comme scrutateurs deux des actionnaires présents et acceptant.

Une liste de présence, mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou leurs mandataires avant qu'ils soient admis à l'assemblée.

Article 37. — Le président de l'assemblée a le droit de proroger séance tenante, toute assemblée quelconque à six semaines au maximum.

Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions sont nulles de plein droit. En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit d'assister à la nouvelle réunion, à condition d'avoir rempli les formalités nécessaires, même s'il ne les avait pas faites en vue de la première réunion.

Article 38. — Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième des voix attachées à l'ensemble des actions ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux actions représentées.

Article 39. — L'assemblée générale tenue conformément à l'article 31, alinéa 2, entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes. Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes, s'il y a lieu et dans les limites déterminées par l'article 46, elle fixe les dividendes à répartir et décide de la constitution des réserves et de leur distribution.

Elle se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

L'assemblée nomme ou remplace les administrateurs et commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous les pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article 40. — Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment sur la fusion avec d'autres sociétés, la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, la transformation de la société en une société de toute autre forme, coloniale ou belge, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article 41. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale, sont signés par le président du conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou encore par deux administrateurs.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE V.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article 42. — L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra la période de temps à courir depuis la fondation de la société jusqu'au trente-et-un décembre mil neuf cent cinquante-quatre.

Article 43. — Le conseil dresse à la fin de chaque exercice social un inventaire reprenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et, en général, de toutes les dettes actives et passives de la société et contenant le résumé de tous les engagements et également des dettes des administrateurs, commissaires et directeurs envers la société.

Article 44. — Le trente-et-un décembre de chaque année et pour la première fois le trente-et-un décembre mil neuf cent cinquante-quatre, après avoir arrêté les écritures sociales, le conseil établit le bilan et le compte de profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexes établies comme dit ci-dessus, sont, avec le rapport du conseil d'administration, mis à la disposition des commissaires qui doivent faire un rapport énonçant leurs observations.

Article 45. — Quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, du rapport des commissaires, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société ainsi que de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et de leur domicile.

Article 46. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux, des amortissements, des dotations à un fonds de prévision ainsi que des provisions à déterminer par le conseil d'administration, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1) D'abord cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve ; ce prélèvement devient facultatif lorsque ce fonds atteint le dixième du capital social.

2) Ensuite la somme nécessaire pour attribuer à chaque action un dividende de six cents francs congolais par action entièrement libérée.

3) Sur le surplus, il est prélevé quinze pour cent à répartir entre les administrateurs et les commissaires suivant un règlement d'ordre intérieur qu'ils arrêteront.

4) Le solde sera partagé également entre toutes les actions.

L'assemblée pourra décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à une réserve extraordinaire ou à un fonds de prévision et/ou reporté à nouveau.

L'assemblée pourra décider également que tout le bénéfice, après le prélèvement en faveur de la réserve légale, sera affecté à un fonds de réserve extraordinaire ou de prévision et/ou reporté à nouveau.

Le paiement des dividendes se fait aux dates et lieux désignés par le conseil d'administration.

Article 47. — Dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, le bilan et le compte de profits et pertes seront déposés en vue de leur publication dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo-Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

A la suite du bilan sont publiés les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article 48. — La société peut être dissoute en tout temps par décision d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée et siégeant suivant les conditions prévues aux articles 32 et 40.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de décider, s'il y a lieu, de prononcer la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

La dissolution doit être prononcée à la demande de tout intéressé lorsque six mois se sont écoulés depuis l'époque où le nombre des actionnaires est inférieur à sept.

Article 49. — Lors de la dissolution de la société, soit à l'expiration de sa durée, soit pour toute autre cause, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si les actions ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs avant de procéder à la répartition, prévue à l'alinéa qui précède, les mettent sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti également entre toutes les actions.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article 50. — Pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur, qui n'aurait pas un domicile officiellement connu de la société et situé en Belgique ou au Congo Belge, sera de plein droit censé avoir élu domicile au siège administratif (social) où toutes les sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires lui sont valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

Le conseil d'administration et, en cas de liquidation, le ou les liquidateurs, sont autorisés, pour les litiges qui intéressent les succursales de la société, à se soumettre à une juridiction étrangère.

Article 51. — Toutes contestations entre la société et les actionnaires comme tels, sont portées devant les juridictions compétentes du lieu du siège administratif de la société.

Article 52. — La société faisant l'objet des présents statuts est constituée sous condition suspensive de son autorisation par arrêté royal.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 53. — Immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires sans autre convocation, se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour statuer sur tous objets sociaux.

Article 54. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

Le montant approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est d'environ cent quinze mille francs.

Article 55. — Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à six et celui des commissaires à un.

Sont nommés administrateurs, Messieurs : 1) Walter Osterrieth ; 2) Nestor Coclet ; 3) Félix Faber, tous prénommés, ici présents et acceptant ; 4) Paul Titz ; 5) Gonzalve de Bève ; 6) Charles de Maleingreau d'Hembise, prénommés, pour qui acceptent leur mandataire respectif Messieurs Osterrieth, Coclet et Faber.

Est nommé commissaire Monsieur Albert Osterrieth, prénommé, ici présent et acceptant.

Dont acte.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Suivent les signatures).

Geregistreerd acht bladen vier verzendingen te Antwerpen, B. A. I, kantoor den 11 Mei 1953. Deel 194, blad 83, vak 3.

Ontvangen veertig frank.

De ontvanger (get.) Hougardy.

(Suivent les procurations).

Pour expédition.

Le Notaire,
(sé) A. COLS.

Antoine Cols, Notaire à Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van 1^e Aanleg, Antwerpen.

Gezien door ons Ch. Van Hal, Voorzitter a. i. der Rechtbank van Eerste Aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring van het hierboven staande handteken van A. Cols.

Antwerpen, de 20 Mei 1953

(Get.) Ch. Van Hal.

Ministerie van Justitie.

Gezien in het Ministerie van Justitie voor legalisatie van de handtekening van de heer Ch. Van Hal, hier op de andere zijde geplaatst.

Brussel, de 26 Mei 1953.

Het Bureelhoofd (get.) R. Verleysen.

Ministerie van Koloniën.

Gezien voor legalisatie van de handtekening van de heer Verleysen hierboven aangebracht.

Brussel, de 26 Mei 1953.

Voor de Minister, De Adjunct adviseur (get.) N. Cornet.

Geheven rechten : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 10 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën.
de 10 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Construction Métalliques du Katanga « COMEKAT ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le quatre mai.

Devant nous, Hubert SCHEYVEN, notaire résidant à Bruxelles.

Ont comparu :

1. La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie «C.C.C.I.», société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de Brédérode, numéro 13.

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juillet 1953. — 1^{re} Partie.

Ici représentée par Monsieur Georges-Charles Regnier, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée numéro 11, suivant procuration du dix sept avril dernier.

2. La Compagnie du Katanga, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Ici représentée par Monsieur Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 48, suivant procuration du dix huit avril dernier.

3. La Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains « Auxilacs », société anonyme, établie à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 24.

Ici représentée par Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue Bosquet, numéro 88, suivant procuration du vingt avril dernier.

4. La Compagnie Congo'aise des Métaux « Congométaux », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue des Fabriques, numéro 54.

Ici représentée par Monsieur Emmanuel Charpentier, administrateur de sociétés, demeurant à Dilbeek, avenue Sleutelplas, numéro 75, suivant procuration du dix huit avril dernier.

5. La Société Congolaise de la Vieille Montagne « Congovieilmont », société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo belge), avec siège administratif à Angleur.

Ici représentée par Monsieur Alex De Boeck, ingénieur A. I. Br., demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Escrime, numéro 106, suivant procuration du dix sept avril dernier.

6. Les Ateliers Métallurgiques, société anonyme établie à Nivelles, rue Henri Pauwels, numéro 83.

Ici représentée par Monsieur André Dubuisson, ingénieur A. I. Lv., demeurant à Schaerbeek, avenue Eugène Plasky, numéro 66, suivant procuration du vingt et un avril dernier.

7. La Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo belge), avec siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 4.

Ici représentée par Monsieur Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Uccle, avenue Bel Air numéro 16, suivant procuration du dix sept avril dernier.

8. Les Ateliers Sainte Barbe, société anonyme établie à Eysden.

Ici représentée par Monsieur Emmanuel Charpentier prénommé, suivant procuration du dix huit avril dernier.

9. Electrorail, Compagnies Réunies d'Electricité et de Transports, société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 33.

Ici représentée par Monsieur Maurice Lefranc prénommé, suivant procuration du vingt avril dernier.

10. Monsieur Giovanni Pileri, industriel, demeurant à Jadotville (Congo belge).

Ici représenté par Monsieur Georges-Charles Regnier, prénommé, suivant procuration du vingt cinq avril dernier.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, à l'exception de celle de Monsieur Pileri, qui est authentique, sont demeurées ci-annexées.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE. DENOMINATION.

Article premier.

Il est constitué, sous le régime de la législation en vigueur au Congo belge, une société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Constructions Métalliques du Katanga » en abrégé « Comeka ».

SIEGE.

Article deux.

Le siège social est établi à Jadotville (Katanga - Congo belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo belge, par décision du conseil d'administration.

Le siège administratif est établi à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise; le conseil en fixe l'endroit. Il pourra être transféré ultérieurement dans toute autre localité de Belgique, du Congo belge ou de l'étranger, par décision du conseil d'administration.

Le transfert du siège social ou du siège administratif sera publié par avis inséré aux annexes du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, aux annexes du Moniteur belge.

Des succursales, bureaux et agences peuvent être établis, par décision du conseil d'administration, en Belgique, au Congo belge et à l'étranger.

OBJET.

Article trois.

La société a pour objet la fabrication, la construction, la vente, la réparation, l'installation au Congo et à l'étranger, soit directement par ses ateliers et par elle-même, soit indirectement par d'autres ateliers et par associations, d'objets et constructions métalliques généralement quelconques et notamment la préparation et la transformation des matières premières nécessaires à ses industries.

Elle peut :

Créer, construire, acquérir, exploiter, prendre ou donner à bail tous établissements, ateliers de constructions, usines, fabriques, se rapportant à ces industries.

Prendre, acquérir, exploiter ou céder tous brevets relatifs aux dites industries, participer à toutes adjudications, solliciter, exploiter et céder toutes concessions et faire en général toutes opérations industrielles, commerciales, financières ou immobilières spécifiées ou non aux présents statuts, pourvu qu'elles rentrent dans le cadre de son objet social.

S'intéresser de toutes manières, seule ou en participation, temporairement ou à demeure, par voie de souscription en numéraire, d'achat de titres, d'apports en nature, de cession, de fusion ou autrement, dans toutes entreprises ou sociétés existantes ou à créer, dans toutes concessions, commerces ou industries, entreprises de travaux, de transport ou de services publics ou privés et dans toutes autres affaires se rattachant à son objet social ou susceptibles de développer ou favoriser son activité industrielle ou son essor commercial.

L'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint mais sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

DUREE.

Article quatre.

La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à la date de l'autorisation de sa fondation par arrêté royal.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions reprises à l'article trente huit ci-après et, dans le cas de prorogation, moyennant autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

CAPITAL SOCIAL — ACTIONS — APPORTS — OBLIGATIONS. CAPITAL.

Article cinq.

Le capital social, fixé à soixante quinze millions de francs congolais, est représenté par soixante quinze mille actions sans désignation de valeur, donnant droit chacune à un/soixante quinze millième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Article six.

A. Il est fait apport à la société, par Monsieur Giovanni Pileri prénommé, des biens suivants :

I. Commune de Jadotville (Congo belge).

Une parcelle de terre, tenant ou ayant tenu au nord à Baldocchi Antoine; à l'est à Pileri Giovanni au sud à Hellstrom Knut-Bernard; à l'ouest à Demesse Henri-Léon, enregistré le vingt sept décembre mil neuf cent quarante six à la conservation des titres fonciers de Jadotville, volume DLXIII folio II dont la superficie est de treize ares dix huit centiares deux centièmes, d'après un procès-verbal d'arpentage en date du six septembre mil neuf cent vingt neuf, numéro 228, inscrite au plan communal sous le numéro 191a.

II. Commune de Jadotville (Congo belge).

Une parcelle de terre, tenant ou ayant tenu au nord à Marucchi et Bozone; à l'est à Pileri Giovanni; au sud à Pileri Giovanni; à l'ouest à Sadin Nestor, enregistrée à la Conservation des titres fonciers de Jadotville, le vingt sept septembre mil neuf cent cinquante volume D. XCVI, folio 50, d'une superficie de onze ares quatre vingt dix huit centiares deux centièmes, d'après un procès-verbal d'arpentage en date du vingt trois août mil neuf cent vingt neuf, numéro 223, inscrite au plan communal sous le numéro 200.

III. Commune de Jadotville (Congo belge).

a) Les droits que Monsieur Giovanni Pileri possède sur une parcelle de terre subdivisée en lots portant provisoirement les numéros n° 1 à sept, d'une superficie de trente sept mille quatre cent vingt quatre mètres carrés, à prendre dans un terrain de plus grande contenance, appartenant au Comité Spécial du Katanga et situé entre l'avenue Livingstone (ancienne route Hellstrom), la route de la Luanga et le raccordement au Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.

Ces droits résultent des conventions conclues le treize avril mil neuf cent cinquante trois entre Monsieur Giovanni Pileri et le Comité Spécial du Katanga. Cet apport est effectué avec l'accord du Comité Spécial du Katanga.

b) Les droits que Monsieur Giovanni Pileri possède sur les bâtiments et constructions érigés par lui sur la dite parcelle reprise au littera a) et consistant en des bureaux et ateliers, tels que décrits dans le rapport d'expertise établi par le département « Etudes et Constructions de l'Union Minière du Haut-Katanga » sous le numéro E. C. 1540 E.

Cet apport est effectué avec le consentement du Comité Spécial du Katanga.

IV. Un fonds de commerce comprenant la clientèle, le matériel et les stocks ci-après décrits sub V et VI, les commandes passées aux établissements Pileri à partir du jour de la constitution de la société.

V. La totalité des machines telles qu'elles ont été recensées par un inventaire établi le cinq mars mil neuf cent cinquante trois par Messieurs Laurent et Storme.

VI. Des stocks d'acier et profilés tels qu'ils ont été recensés par un inventaire établi le dix mars mil neuf cent cinquante trois.

ORIGINE DE PROPRIETE.

A ce sujet, le mandataire de Monsieur Giovanni Pileri déclare que ce dernier est propriétaire des parcelles de terrain ci-avant décrites de la manière suivante :

De la parcelle reprise sous le numéro I pour l'avoir acquise de Madame Jean Cillen, née Marie Remy, suivant acte de vente numéro spécial A. V. 5052 du treize septembre mil neuf cent quarante six.

Et de la parcelle reprise sous le numéro II pour l'avoir acquise de Monsieur Antoine Baldocchi, suivant acte de vente numéro spécial A. V. 6682 du dix huit septembre mil neuf cent cinquante.

CONDITIONS.

1. La société présentement constituée aura la propriété et la jouissance des biens ci-dessus apportés à compter de la date de l'arrêté royal autorisant la constitution de la société.

2. Les biens et bâtiments compris dans le dit apport sont apportés dans l'état où ils se trouvent avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, pouvant les avantager ou les grever, sauf à la présente société à faire valoir les uns à son profit ou à se défendre des autres à ses frais, risques et périls.

A ce sujet, les comparants déclarent avoir parfaite connaissance des servitudes de passage indiquées aux certificats d'enregistrement prémentionnés et dispenser expressément le notaire soussigné de les reproduire aux présentes.

3. Les biens ci-dessus apportés sont quittes et libres de charges privilégiées ou hypothécaires quelconques et n'ont fait l'objet d'aucune mutation à titre onéreux pendant les cinq dernières années, à l'exception de la parcelle numéro II ci-dessus acquise le dix huit septembre mil neuf cent cinquante pour le prix de trente cinq mille francs congolais.

Les comparants déclarent avoir parfaite connaissance de la nature, de la consistance, de la valeur et de la réalité des apports dont question ci-dessus, dispenser le notaire soussigné de toutes justifications à cet égard et plus spécialement quant à la situation hypothécaire des biens immeubles compris dans le présent apport.

REMUNERATION DES APPORTS.

En rémunération de ces apports, il est attribué à Monsieur Pileri vingt mille actions sans désignation de valeur et entièrement libérées.

B. Les cinquante cinq mille actions restantes sont souscrites en espèces au prix de mille francs congolais chacune comme suit :

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, C. C. C.	
I., dix mille actions	10.000
Compagnie du Katanga, dix mille actions	10.000

Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains « Auxilacs » cinq mille actions	5.000
Compagnie Congo'aise des Métaux « Congométaux », cinq mille actions	5.000
Société Congolaise de la Vieille Montagne « Congovieilmont », cinq mille actions	5.000
Les Ateliers Métallurgiques, cinq mille actions	5.000
Compagnie d'Afrique pour l'Industrie et la Finance, sept mille cinq cents actions	7.500
Ateliers Sainte Barbe, cinq mille actions	5.000
Compagnies Réunies d'Electricité et de Transports « Electro- rail », deux mille cinq cents actions	2.500
Soit au total cinquante cinq mille actions sans désignation de valeur	55.000

Les comparants déclarent et reconnaissent expressément que chacune des actions souscrites a été libérée de cent pour cent par des versements s'élevant ensemble à cinquante cinq millions de francs congolais, somme qui se trouve, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société présentement constituée.

AUGMENTATION DE CAPITAL.

Article sept.

Lors de toute augmentation du capital social, les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux actionnaires au prorata de leur intérêt social au jour de l'émission, dans le délai et aux conditions fixés par le conseil d'administration.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale pourra toujours décider, à la simple majorité des voix représentées que tout ou partie des nouvelles actions à souscrire contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

Le conseil d'administration aura, dans tous les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à garantir la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

APPEL DE FONDS.

Article huit.

Le conseil d'administration fait des appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou ac-

tion judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard.

Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement du principal et des intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, en Belgique ou ailleurs, sans préjudice au droit de réclamer à l'actionnaire le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Article neuf.

Les souscripteurs restent tenus envers la société malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'ils possèdent et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

Article dix.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

ACTIONS NOMINATIVES ET AU PORTEUR.

Article onze.

Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération sur appel de fonds elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première mise des titres au porteur se font aux frais de la société.

Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives se font à la demande et aux frais des propriétaires.

Toutes les actions portent un numéro d'ordre.

Article douze.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription dans un registre tenu au siège social; ce registre peut être consulté, sans déplacement, par les actionnaires.

Il contient les indications suivantes : la désignation précise des propriétaires, le nombre de titres possédés par chacun d'eux, la date et le montant des versements effectués, la date des transferts ou conversions.

Vis-à-vis de la société, les transferts de titres nominatifs s'opèrent exclusivement par une déclaration inscrite dans le registre, la dite déclaration étant datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs mandataires agissant en vertu des pouvoirs dont il doit être justifié. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire dans le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. Aucun transfert d'actions non entièrement libérées ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale du conseil d'administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

Il est délivré aux titulaires d'inscriptions nominatives un certificat non transmissible, constatant l'inscription au registre des titres qui leur appartiennent. Ce certificat indique les numéros de leurs titres. Il est signé soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et une personne spécialement déléguée à cet effet par le conseil d'administration. L'une de ces signatures ou toutes deux peuvent être apposées au moyen de griffes.

Chaque certificat est restitué, annulé et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il se rapporte.

Il n'est procédé à aucun transfert d'actions nominatives, à aucune conversion d'inscription nominatives en titres au porteur ou de titres au porteur en inscriptions nominatives le jour où les actionnaires sont réunis en assemblée générale, ainsi que pendant les dix jours francs qui précèdent ce jour.

Article treize.

Les titres au porteur sont signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et une personne spécialement déléguée à cet effet par le conseil d'administration.

L'une de ces deux signatures ou toutes deux peuvent être remplacées par des griffes.

Ils mentionnent la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication, ainsi que celle de l'arrêté royal autorisant la création de la société, l'objet, le siège et la durée de la société, le capital social, le nombre, la nature des actions, la date de l'assemblée générale annuelle, la répartition des bénéfices.

La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions quelconques ne sont valables qu'après autorisation de leur création par arrêté royal.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article quatorze.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leur mise.

La possession d'une action emporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Article quinze.

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Tous les copropriétaires indivis d'une action ou les ayants droit, même usufruitiers et nu propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne. La société peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce que cette personne soit désignée comme propriétaire à son égard de l'action.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Article seize.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non, par décision du conseil d'administration, qui en détermine le type, le taux d'intérêt, le taux d'émission ainsi que les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; ces signatures peuvent être apposées au moyen de griffes.

TITRE TROIS.

ADMINISTRATION — DIRECTION — SURVEILLANCE.
CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Article dix sept.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non. Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale, statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale et sont révocables en tout temps.

Le conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Article dix huit.

Le conseil d'administration peut constituer, parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, un comité de direction, dont il fixe les attributions et le mode de fonctionnement.

Il peut, en outre, confier la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et à un ou plusieurs directeurs, chargés également de l'exécution des décisions du conseil et du comité de direction.

Il détermine les rémunérations afférentes à ces attributions et fonctions.

Article dix neuf.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à son défaut, de son vice-président ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article vingt.

Sauf les cas de force majeure, à mentionner dans le procès-verbal de la réunion, le conseil d'administration et le comité de direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du conseil d'administration un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Article vingt et un.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts est de sa compétence.

Il peut, notamment, donner tous mandats ou pouvoirs pour des affaires générales ou spéciales à des administrateurs, directeurs ou agents et même à des personnes étrangères à la société. Il détermine les appointements, émoluments, tantièmes ou indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

Sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, il nomme et révoque tous employés et agents et fixe les conditions de leur engagement.

Article vingt deux.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs ou procurations sont signés soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par le dit conseil.

Article vingt trois.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus au nom de la société, poursuites et diligences soit du président ou d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le conseil d'administration.

Article vingt quatre.

Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

COMMISSAIRES.

Article vingt cinq.

Les opérations de la société sont surveillées par un collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle; celle-ci statuant comme en matière ordinaire, fixe leur nombre.

Le collège des commissaires peut élire un Président parmi ses membres.

Les commissaires ont, soit collectivement, soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société, mais sans déplacement de ceux-ci.

Chaque semestre, le conseil d'administration remet au collège des commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

CAUTIONNEMENT DES ADMINISTRATEURS
ET COMMISSAIRES.

Article vingt six.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de dix actions et par chaque commissaire un cautionnement de cinq actions.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt; il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

Ce cautionnement prend fin et peut être restitué lorsque, après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel l'administrateur ou le commissaire sortant a été en fonction, l'assemblée générale, par vote spécial, lui aura donné décharge de sa gestion.

VACANCES ET SORTIE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Article vingt sept.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que, par des sorties simples ou multiples, aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et les commissaires sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortant de charge prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur, les membres restants du conseil d'administration et les commissaires réunis peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires. Tout administrateur nommé dans ces conditions n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES.

Article vingt huit.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante trois, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une rémunération fixe, à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES.

Article vingt neuf.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

REUNIONS.

Article trente.

Les assemblées générales se réunissent dans la localité où est établi le siège administratif, à l'endroit désigné dans la convocation.

Une réunion de l'assemblée générale se tient le premier lundi de juin de chaque année, à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante quatre; si ce jour est un jour férié légal, la réunion aura lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite par la majorité des membres du collège des commissaires ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital au moins.

Toute demande de convocation adressée au conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour. L'assemblée devra se réunir dans les trois mois à compter de la demande de convocation qui se fera par lettre recommandée à la poste.

CONVOCATIONS.

Article trente et un.

Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par annonce paraissant quinze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du Bulletin Officiel du Congo belge ou du Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, dans le Moniteur belge et dans un journal de Bruxelles ou de la localité où le siège administratif se trouve établi.

Des lettres missives seront adressées, quinze jours au moins avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article trente deux.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y est porté que des propositions émanant du conseil d'administration ou qui auraient été communiquées au conseil, trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des titres émis soit par la majorité des membres du collège des commissaires.

DEPOT DE TITRES.

Article trente trois.

Pour être admis à la réunion de l'assemblée générale, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer ceux-ci, cinq jours au moins avant la réunion, au siège administratif ou dans un des établissements financiers indiqués dans l'avis de convocation.

Les propriétaires de titres nominatifs doivent aviser ce siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à la réunion, cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter des inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les titres appartenant aux administrateurs et commissaires et formant leur cautionnement.

REPRESENTATION.

Article trente quatre.

Tout actionnaire peut se faire représenter à la réunion de l'assemblée par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à la réunion. Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nu propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

DELIBERATION.

Article trente cinq.

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-Président ou, à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du conseil complètent le bureau. Le Président désigne le secrétaire et l'assemblée choisit deux scrutateurs.

Une liste de présence, mentionnant les nom, prénoms, profession, et demeure des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou leur représentant avant d'entrer à l'assemblée.

Article trente six.

Le conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante toute réunion quelconque de l'assemblée à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions notamment sont nulles de plein droit. En ce cas, une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

Article trente sept.

Chacune des actions sur lesquelles les versements régulièrement appelés et exigibles ont été opérés donne droit à une voix. Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés à l'assemblée.

Article trente huit.

Sous réserve de ce qui est dit ci-après, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement, à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, sauf dans le cas prévu dans l'article cent trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à cette réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre des titres représentés.

Les décisions sur les objets prévus à l'alinéa qui précède ne seront valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

Article trente neuf.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le Président du conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou, à défaut de l'un ou de l'autre, par un administrateur.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

TITRE CINQ.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION DES BENEFICES.

Article quarante.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société et se clôture au trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois.

Article quarante et un.

Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements.

A la même époque, les écritures sociales sont arrêtées et le conseil d'administration forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles. Les engagements de la société sont résumés en annexe.

Le conseil d'administration procède à l'évaluation des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il établit ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société.

L'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes, leurs annexes et le rapport du conseil d'administration sont mis, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, à la disposition du collège des commissaires qui, dans les quinze jours doit présenter un rapport contenant ses propositions.

Dans les quinze jours précédant l'assemblée générale statutaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du montant des sommes restant dues sur celles-ci et du rapport des commissaires.

Article quarante deux.

L'assemblée générale annuelle entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

L'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutif et modificatif des statuts de la société sont, dans le mois de leur approbation, déposés aux fins de publication aux annexes au Bulletin Officiel du Congo belge ou au Bulletin Administratif du Congo belge et, sauf le cas de force majeure, aux annexes au Moniteur belge.

REPARTITION.

Article quarante trois.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque ce fonds aura atteint dix pour cent du capital social.

Sur le surplus, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau les montants que décidera l'assemblée générale.

Le solde est attribué à raison de quatre vingt dix pour cent aux actions et dix pour cent pour tantième au conseil d'administration et au collège des commissaires.

Les tantièmes sont répartis entre les membres du conseil d'administration et du collège des commissaires suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers des tantièmes d'un administrateur non investi de fonctions spéciales.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Article quarante quatre.

Le conseil d'administration peut décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive des bénéfices nets, conformément à l'article quarante trois des statuts, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

Article quarante cinq.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

A défaut de convocation par les administrateurs, le collège des commissaires peut réunir l'assemblée générale suivant les dispositions et conditions stipulées à l'article trente huit.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des titres représentés à l'assemblée.

La décision de l'assemblée, dans ce cas, est rendue publique dans les conditions prévues à l'article quarante deux.

TITRE SIX.

DISSOLUTION — LIQUIDATION.

Article quarante six.

A l'expiration du terme de durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

Article quarante sept.

Pendant tout le cours de la liquidation, tous les éléments de l'actif social non encore répartis continuent à demeurer la propriété de l'être moral.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée continuent comme pendant l'existence de la société. Elle peut, à la simple majorité, décider notamment que les liquidateurs continueront, jusqu'à la réalisation de l'avoir social, l'industrie ou le commerce de la société, qu'ils pourront emprunter pour régler les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles, même de gré à gré et faire apport de tout ou partie de l'avoir social à d'autres sociétés congolaises ou non, quel que soit leur objet.

L'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne tous quitus et décharges.

Article quarante huit.

Après apurement de toutes dettes et charges et des frais de la liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions.

Si les actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder au remboursement, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'égalité entre toutes les actions, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus, après déduction d'une somme à fixer par l'assemblée générale pour rémunération des liquidateurs est réparti entre les actions. La répartition peut être faite en titres d'une autre société.

L'acte de clôture de la liquidation est publié dans les formes prévues à l'article quarante deux.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

Article quarante neuf.

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur non domicilié dans la Province où le siège administratif se trouve établi est tenu d'y élire domicile; faute de ce faire il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif où toutes les sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires lui sont valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

Article cinquante.

La société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal, conformément à la législation coloniale.

Article cinquante et un.

Les frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à un million vingt mille francs.

Article cinquante deux.

Les parties entendent se conformer entièrement à la législation du Congo Belge et, en conséquence, les dispositions de cette législation auxquelles il n'est pas licitement dérogé par les présents statuts sont réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation sont censées non écrites.

TITRE HUIT.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article cinquante trois.

Immédiatement après la constitution de la société et sans autre convocation, les actionnaires, réunis en assemblée générale extraordinaire, statuent sur tous les objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article cinquante quatre.

Par dérogation aux articles dix sept et vingt cinq des statuts, sont nommés pour la première fois :

Administrateurs :

Monsieur Georges (Georges-Charles) Regnier, ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, avenue de l'Orée, numéro 11.

Monsieur Emmanuel Charpentier, administrateur de sociétés, demeurant à Dilbeek, avenue Sleutelplas, numéro 75.

Monsieur Alex De Boeck, ingénieur A. I. Br., demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de l'Escrime, numéro 106.

Monsieur Louis de Fontaine, ingénieur civil, demeurant à Elisabethville (Congo belge).

Monsieur Jean del Marmol, avocat honoraire, demeurant à Uccle, avenue Bel Air, numéro 16.

Monsieur André Dubuisson, ingénieur A. I. Lv., demeurant à Schaerbeek, avenue Eugène Plasky, numéro 66.

Monsieur Georges Liebecq, ingénieur civil des mines A. I. Br., ingénieur A. I. Lg., demeurant à Liège, avenue du Luxembourg, numéro 25.

Monsieur Giovanni Pileri, industriel, demeurant à Jadotville (Congo belge).

Monsieur Fernand Tricot, ingénieur mécanicien, ingénieur électricien, demeurant à Albertville (Congo belge).

Commissaires :

Monsieur Paul (Paul-Jean) Verleysen, expert comptable, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue du Castel, numéro 85.

Monsieur Charles Gassée, chef de comptabilité, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Alexandre Bertrand, numéro 51.

Monsieur Jacques Massardo, chef des services administratifs de la Sogechim, résidant à Jadotville (Congo belge).

Monsieur Lucien Decoster, expert comptable, demeurant à Ixelles, rue César Franck, numéro 71.

Les mandats ainsi conférés prendront fin immédiatement après la réunion de l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante huit.

A partir de cette assemblée, les administrateurs et commissaires seront nommés conformément aux stipulations des articles dix sept et vingt cinq des statuts et l'ordre de sortie prévu par l'article vingt sept des présents statuts sera établi.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) G. Regnier; R. Cambier; M. Lefranc; E. Charpentier; A. De Boeck; A. Dubuisson; J. del Marmol; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 8 mai 1953, volume 1390, folio 91, case 12, 14 rôles, 17 renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

(sé) Hubert SCHEYVEN.

H. Scheyven, Notaire à Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance
séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Scheyven,
Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. N° 2278.

Bruxelles, le 20 mai 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de
M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 mai 1953.

Le Conseiller (signé) A. Marquet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies.
le 10 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën.
de 10 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Agence de Transit en Afrique, en abrégé « AGETRAF ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Matadi.

Siège administratif à Anvers Kipdorp, 43.

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le vingt-huit avril.

Par devant Nous, Maître Emile GEVERS, docteur en droit, notaire de résidence à Anvers.

Ont comparu :

1. Monsieur Joseph Gorman, diamantaire, domicilié à New-York, 24, Riverside Drive, 186.

2. Monsieur Karel De Wieuw, expéditeur, demeurant à Anvers, rue de l'Escaut, 53.

3. Monsieur Paul De Vylder, expéditeur, demeurant à Deurne-Anvers, Ter Rivierenlaan, 89.

4. Monsieur Johannes Buytaert, directeur de société, demeurant à Bruxelles, avenue du Diamant, 94.

5. Monsieur François-Xavier Buytaert, expéditeur, demeurant à Anvers, rue des Ardoises, 33.

6. Monsieur Henri D'hoedt, pelletier, domicilié à Bruxelles, 14, rue de la Comète.

7. Monsieur Hendrik Dhont, accountant, demeurant à Anvers, 22, rue Albert Grisar.

MANDATS.

Les comparants sub un et six sont ici représentés par M. Johannes Buytaert, comparant sub quatre, en vertu de deux procurations sous seing privé qui demeureront et resteront ci-annexées.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtés comme suit :

CHAPITRE I.

DENOMINATION. — SIEGE. — OBJET. — DUREE.

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué par les présentes sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Agence de Transit en Afrique », en abrégé « AGETRAF ».

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} juillet 1953 - 1^{re} partie.

ART. 2. — Le siège social est établi à Matadi. Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'administration, qui sera publiée par voie d'avis aux annexes du « Bulletin Officiel » ou du « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Le siège administratif est établi à Anvers, ou dans l'agglomération anversoise, actuellement Kipdorp, 43.

Il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique ou du Congo par décision du Conseil d'administration.

La société peut établir, par décision du Conseil d'administration, des succursales, agences et comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge et à l'étranger.

ART. 3. — La société a pour objet toutes les opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement aux transports maritimes, terrestres et aériens de personnes et de marchandises, y compris les assurances et les opérations financières, l'exploitation de tout matériel flottant et roulant et de toutes installations portuaires et autres; l'arrimage, la manipulation et l'emmagasinage de marchandises, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Elle peut aussi s'intéresser par voie d'apport, de souscription, d'achat ou échange de titres, de participation, d'interventions financières ou de toute autre manière dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet analogue, similaire ou connexe au sien ou dont la collaboration peut favoriser directement ou indirectement la poursuite de son but social; fusionner totalement ou partiellement avec ces sociétés ou entreprises, leur prêter tous concours techniques, industriels ou financiers.

L'activité de la société s'exerce en ordre principal en Afrique, tout particulièrement au Congo Belge.

L'objet social peut en tout temps être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts sans toutefois en altérer l'essence et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

ART. 4. — La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours le jour de son autorisation par arrêté royal.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

La société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

CHAPITRE II.

CAPITAL SOCIAL. — ACTIONS. — OBLIGATIONS.

ART. 5. — Le capital social est fixé à un million de francs congolais, représenté par mille actions de capital de mille francs chacune.

Il est créé en outre cinq cents parts de fondateur sans désignation de valeur, dont les droits et avantages sont fixés ci-après.

Ces droits et avantages ne pourront jamais être réduits, si ce n'est à l'unanimité des voix.

Les parts de fondateur sont réparties entre les souscripteurs, suivant leurs conventions particulières.

ART. 6. — Les mille actions de capital sont souscrites en espèces par les comparants, comme suit :

1. Monsieur Joseph Gorman prénommé : sept cent cinquante actions	750
2. Monsieur Karel De Wieuw prénommé : cent actions	100
3. Monsieur Paul De Vylder prénommé : vingt cinq actions	25
4. Monsieur Johannes Buytaert prénommé : soixante-quinze actions	75
5. Monsieur François Buytaert prénommé : quinze actions	15
6. Monsieur Henri D'Hoedt prénommé : vingt-cinq actions	25
7. Monsieur Hendrik Dhont prénommé : dix actions	10

Ensemble : mille actions.	1.000
---------------------------	-------

Les mille actions de capital ont été entièrement libérées et la somme de un million de francs congolais se trouve donc, dès à présent, à la libre et entière disposition de la société, ainsi que le déclarent et le certifient tous les comparants.

ART. 7. — Les actions de capital sont nominatives. A la demande de l'actionnaire, le Conseil d'administration peut les convertir en actions au porteur, dans les limites fixées par la loi. Le Conseil ne peut être contraint à motiver son refus éventuel.

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les parts de fondateur sont au porteur.

ART. 8. — Il est tenu un registre des actions nominatives au siège social ou au siège administratif.

Ce registre contient :

- a) la désignation précise du propriétaire des actions et l'indication du nombre d'actions qui lui appartiennent ;
- b) l'indication des versements effectués ;
- c) les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

La propriété des actions nominatives s'établit par l'inscription dans le registre prévu ci-dessus.

Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le registre, datée et signée par le cédant ou le cessionnaire, ou leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles de transfert des créances établies

par l'article trois cent cinquante-trois du Code Civil de la Colonie du Congo Belge.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par correspondance ou autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

ART. 9. — La cession à un titre quelconque des actions nominatives à un non associé ne peut se faire qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale.

Dans tous les cas le titulaire d'actions nominatives qui voudra céder toutes ou une partie de ses actions devra en faire l'offre aux autres associés, qui pourront les acquérir par priorité proportionnellement au nombre d'actions dont chacun est déjà propriétaire au moment de la cession.

De même les héritiers d'actions nominatives sont obligés de les offrir aux associés survivants, dans les mêmes conditions. Cette condition n'existe pas pour les héritiers directs des fondateurs.

Le prix de la cession sera fixé de commun accord entre parties.

Si les parties ne tombent pas d'accord sur le prix de la cession, celui-ci sera fixé par deux experts, dont un nommé par la partie cédante et un par les actionnaires intéressés.

Si les deux experts ne tombent pas d'accord sur la fixation du prix de la cession, ils désigneront un troisième expert, qui statuera arbitralement. Le cas échéant, ce troisième expert sera nommé par le président du Tribunal de Commerce du lieu où le siège administratif est établi, ceci à la demande de la partie la plus diligente.

Les actionnaires à qui les actions sont offertes doivent faire connaître leur décision au plus tard soixante jours après la communication du prix de la cession fixé dans les conditions précitées.

A défaut d'agrément par les autres actionnaires de toutes ou partie des actions offertes, l'assemblée générale peut autoriser la cession aux acheteurs présentés par les actionnaires cédants.

S'il s'agit d'actions faisant objet d'un héritage, les héritiers seront inscrits comme actionnaires pour les actions non acceptées par les actionnaires survivants.

ART. 10. — L'action au porteur est signée soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration. Ces signatures peuvent être remplacées par une griffe.

Il est mentionné sur l'action :

- la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;
- le capital social ;
- le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres ;
- la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits ;
- la durée de la société;
- le mois de la répartition des bénéfices;
- le jour et l'heure de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société a été autorisée par arrêté royal et ultérieurement après la date de l'arrêté royal autorisant l'augmentation de capital.

ART. 11. — Les parts représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces parts ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces parts mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Si les parts prévues au premier alinéa du présent article sont nominatives, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession est faite sur le registre et sur les certificats d'inscription.

Si elles sont au porteur, elles doivent rester déposées dans la Caisse de la Société jusqu'à l'expiration du délai fixé au premier alinéa du présent article et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession. Les mêmes mentions doivent être transcrites sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

ART. 12. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal.

En cas d'augmentation du capital contre espèces, les propriétaires des parts sociales existantes ont le droit de souscrire par priorité les parts nouvelles, au prorata du nombre des parts qu'ils possèdent.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'assemblée générale peut toujours décider, à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que les nouvelles parts à souscrire contre espèces ne seront point offertes en tout ou en partie par préférence aux actionnaires.

Les propriétaires de parts sociales ne peuvent user du droit de souscription que si leurs parts sont libérées de tous les versements exigibles au jour de la nouvelle émission.

L'assemblée générale fixe le taux et les conditions de l'émission des parts nouvelles et décide si le non usage total ou partiel par certains actionnaires du droit de préférence a pour effet ou non d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le Conseil d'administration a, dans tous les cas, mais sous réserve toutefois des droits de préférence stipulés ci-dessus, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts à émettre.

ART. 13. — Le Conseil d'administration fait les appels de fonds sur les parts non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé, par lettre recommandée, au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme, sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an, à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux parts resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis donné par lettre recommandée et resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et dans ce cas, faire vendre les parts en Bourse ou hors Bourse, en Belgique ou ailleurs, sans préjudice aux autres droits de la société envers le retardataire.

ART. 14. — Les souscripteurs restent tenus envers la société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des parts sociales qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

ART. 15. — Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs parts sociales par anticipation, dans ce cas il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis.

ART. 16. — Les actionnaires ne sont engagés qu'à concurrence de leur mise.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les parts sont indivisibles.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part.

En cas de co-propriété d'une part ou de démembrement de la propriété d'une part en nue propriété et en usufruit, les copropriétaires de même que les nu-propriétaires et les usufruitiers sont tenus de désigner une seule et même personne pour exercer à l'égard de la société les droits attachés à la part. Jusqu'à cette désignation, l'exercice des dits droits reste en suspens.

ART. 17. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants-droit d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires et s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

ART. 18. — La société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, statuant comme en matière ordinaire, émettre des obligations hypothécaires ou non dont l'assemblée générale déterminera le type, le taux d'intérêts, fixe ou variable, d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs, l'une des signatures ou toutes les deux peuvent être remplacées par des griffes.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION. — DIRECTION. — SURVEILLANCE.

ART. 19. — La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et sept au plus, associés ou non. Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et sont révocables en tout temps par elle. Leurs mandats sont renouvelés suivant un roulement déterminé par tirage au sort.

En cas de vacance du mandat d'un administrateur, par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du Conseil d'administration et les commissaires réunis en Conseil général, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive par l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa première réunion.

Tout administrateur nommé dans ces conditions n'exerce ses fonctions que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

Le Conseil nomme également, s'il y a lieu, un secrétaire qui peut ne pas être administrateur.

ART. 20. — Le Conseil d'administration peut constituer parmi ses membres ou en dehors de ceux-ci, un comité permanent dont il fixe les pouvoirs, les attributions et le mode de fonctionnement.

Il peut en outre déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués ou à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil et du Comité permanent.

Il peut aussi donner tous mandats ou pouvoirs en tous pays pour des affaires générales ou spéciales à des administrateurs, directeurs ou agents et même à des personnes étrangères à la société.

Le Conseil d'administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

ART. 21. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, à défaut, de son vice-président, ou à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois qu'un administrateur le demande.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

ART. 22. — Sauf dans les cas de force majeure, mentionnés dans le procès-verbal de la réunion, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et y voter en ses lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la proposition est rejetée.

Si dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises, à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

La minorité peut faire stipuler les raisons de son opposition.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

ART. 23. — L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'administration est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Le Conseil d'administration doit spécialement rendre compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

ART. 24. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus sans limitation et sans réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes les opérations et tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société et qui sont relatives à son objet. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières, relatifs aux dites opérations.

Le Conseil d'administration peut notamment recevoir toutes sommes et valeurs; prendre et donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner, échanger tous biens meubles et immeubles acquérir, exploiter, échanger affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder tous brevets; traiter, autoriser ou ratifier toutes conventions, tous devis et marchés de toute nature, régler tous approvisionnements, contracter tous emprunts par emprunts directs, ouvertures de crédit ou autrement, avec toutes banques ou particuliers, même par voie d'émission de bons ou obligations, consentir tous prêts, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires, tous gages et nantissements, avec stipulation de voie parée, avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et donner main-levée à toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements et dispenser de toutes inscriptions d'office; traiter et plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

ART. 25. — Sauf en cas de délégation spéciale, tous actes engageant la société, tous pouvoirs ou procurations sont signés soit par deux administrateurs, qui n'auront pas à justifier à l'égard des tiers, d'une délégation spéciale du Conseil, soit par une personne autorisée spécialement à cette fin par le Conseil d'administration; il en est ainsi même pour les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours.

Cependant, il suffira de la signature d'un des administrateurs ou fondés de pouvoirs lorsqu'il s'agira de pièces de décharge pour les postes, chemins de fer, télégraphes et téléphone.

Au Congo Belge, ainsi que dans les autres sièges d'exploitation en Afrique et sauf le cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à un directeur, à un fondé de pouvoir ou à un agent, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un directeur et un fondé de pouvoir ou par deux fondés de pouvoir.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

ART. 26. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs sont intentés, formés ou soutenus suivant décision du Conseil au nom de la société, poursuites et diligences soit du président, soit d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'administration.

ART. 27. — Les administrateurs ne sont que les mandataires de la société; dans la mesure de leur mandat, ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

ART. 28. — Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire au moins, trois au plus, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et révocables en tout temps par elle.

Le nombre des commissaires est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Les commissaires délibèrent dans les mêmes formes que les administrateurs.

Les commissaires ont soit collectivement, soit individuellement un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et également de toutes les écritures de la société.

Chaque semestre le Conseil d'administration remet aux commissaires un état résumant la situation active et passive de la société.

La responsabilité des commissaires en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

ART. 29. — En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni, par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de cinq parts, et par chaque commissaire ou par un tiers pour son compte un cautionnement de deux parts.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura donné décharge.

Si les parts n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

ART. 30. — Les administrateurs et commissaires sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs et commissaires sortant de charge prennent fin, sauf réélection, immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

ART. 31. — En dehors des tantièmes prévus à l'article quarante-sept et indépendamment du remboursement des frais de déplacement et de représentation et autres débours effectués par les administrateurs à l'occasion de l'exercice de leur mandat, l'assemblée générale peut allouer des émoluments fixes ou proportionnels et/ ou des jetons de présence ou toutes autres rémunérations ou avantages sous quelque forme que ce soit et à porter aux frais généraux, chaque fois que le Conseil d'administration donnera un mandat spécial ou général à un administrateur, il pourra lui attribuer toutes rémunérations ou tous avantages qu'il estimera convenir, à porter aux frais généraux.

CHAPITRE IV.

ASSEMBLEES GENERALES.

ART. 32. — L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires, elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société, la liquider anticipativement, la proroger, modifier les statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Sous réserve de ce qui est dit aux articles quarante-deux et cinquante, les résolutions sont prises, quelle que soit la portion des parts représentées à l'assemblée, à la majorité absolue des votes exprimés.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les incapables ou dissidents.

Tous les actionnaires ont, en se conformant aux règles des présents statuts, le droit de vote par eux-mêmes ou par mandataires.

ART. 33. — Les assemblées générales se réunissent dans la localité où le siège administratif est établi, à l'endroit désigné dans la convocation.

La réunion de l'assemblée générale se tient de plein droit le dernier mardi d'octobre de chaque année, à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent cinquante-quatre; si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Les autres réunions se tiennent sur convocation du Conseil d'administration, soit lorsque celui-ci estime que l'intérêt social l'exige, soit lorsque la demande lui en est faite par un commissaire ou par des actionnaires représentant le cinquième du capital social au moins.

Toute demande de convocation adressée au Conseil d'administration doit indiquer les objets à mettre à l'ordre du jour.

ART. 34. — Les convocations contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites par deux annonces paraissant l'une quinze jours au moins et vingt-et-un jours au plus avant l'assemblée et l'autre huit jours après la précédente dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », et dans un journal d'Anvers ou de la localité où le siège administratif se trouve établi.

Des lettres missives sont adressées quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

ART. 35. — L'assemblée ne peut valablement délibérer que sur les objets à l'ordre du jour.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration. Il n'y est porté que les objets fixés par le Conseil d'administration ou qui auraient été notifiés au Conseil trois semaines au moins avant la réunion, soit par des actionnaires possédant ensemble au moins un cinquième des actions émises, soit par le commissaire dans le cas où, suivant l'article trente-trois, il requiert convocation de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu au paragraphe précédent ou de celui de faire convoquer une assemblée générale conformément à l'article trente-trois, doivent, en même temps qu'ils forment la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, justifier de la propriété des parts en nombre prévu.

ART. 36. — Pour pouvoir assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer leurs titres, cinq jours au moins avant l'assemblée, au siège administratif ou dans les établissements indiqués dans l'avis de convocation.

Les actionnaires inscrits nominativement doivent aviser le siège administratif de leur intention d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée, cinq jours au moins avant la date de celle-ci.

Toutefois, le Conseil d'administration a toujours la faculté de réduire ces délais et d'accepter les inscriptions et des dépôts en dehors de ces limites.

Les formalités prévues par les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas requises pour les parts formant le cautionnement des administrateurs et commissaires.

ART. 37. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire.

Toutefois les mineurs, les interdits et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

ART. 38. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par le vice-président ou à défaut de celui-ci par un administrateur désigné séance tenante par ses collègues présents.

Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau. Le président désigne le secrétaire, qui peut être associé ou non. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre des parts qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux ou leurs mandataires avant qu'ils soient admis à l'assemblée.

ART. 39. — Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, toute assemblée quelconque à six semaines au maximum. Par l'effet de cette prorogation, l'assemblée est réputée n'avoir pas été tenue et ses décisions sont nulles de plein droit. En ce cas une nouvelle réunion de l'assemblée est convoquée et les décisions prises par celle-ci sont définitives.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit d'assister à la nouvelle réunion de l'assemblée à condition d'avoir rempli les formalités nécessaires, même s'il ne les avait pas faites en vue de la première réunion.

ART. 40. — Chaque action de capital et chaque part de fondateur donne droit à une voix. Toutefois les parts de fondateur ne peuvent être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions de capital. Si les votes soumis à limitation sont émis en sens différent, les réductions s'opèrent proportionnellement, il n'est pas tenu compte des fractions de voix. La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt-deux juin mil neuf cent quatorze.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le cinquième des voix attachées à l'ensemble des parts sociales ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux parts représentées.

ART. 41. — L'assemblée générale tenue en exécution de l'article trente-trois, alinéa deux, entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, sur la situation de la société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes et fixe les dividendes à répartir s'il y a lieu : elle décide de la constitution des réserves et de leur distribution, s'il y a lieu sous réserve d'application de l'article quarante-sept.

L'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires, en tant seulement que l'assemblée n'ait pas fait de réserve et que le bilan ne contienne ni omission, ni fausse indication dissimulant la situation réelle de la société.

L'assemblée nomme, remplace et révoque les administrateurs et commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la société, donne tous quitus, ratifications et décharges et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

ART. 42. — Lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts, notamment la fusion avec d'autres sociétés, la dissolution anticipée de la société, l'augmentation ou la réduction du capital, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si ceux qui assistent à la réunion représentent au moins la moitié du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre des parts représentées.

Les décisions sur les objets prévus au présent article ne seront valablement prises que si elles réunissent dans chaque catégorie les trois quarts des voix représentées à l'assemblée et exprimées valablement.

ART. 43. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du Conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou encore par deux administrateurs.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés conformes par les liquidateurs ou l'un d'eux.

CHAPITRE V.

INVENTAIRE. — BILAN. — REPARTITION DES BENEFICES.

ART. 44. — L'exercice social commence le premier mai et se termine le trente avril de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence à la date de la constitution de la société et se clôture le trente avril mil neuf cent cinquante-quatre.

ART. 45. — Au trente avril de chaque année et pour la première fois le trente avril mil neuf cent cinquante-quatre, le Conseil d'administration dresse l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements.

Après avoir arrêté les écritures sociales, le Conseil forme ensuite le bilan et le compte de pertes et profits, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages, et les dettes sans garanties réelles.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que toutes pièces annexées établies comme il est dit ci-dessus, sont mis avec le rapport du Conseil d'administration, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, à la disposition des commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs observations.

ART. 46. — Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif du bilan et du compte de pertes et profits ainsi que du rapport des commissaires.

ART. 47. — Sur les bénéfices constatés sur le bilan, après déduction des amortissements et des frais généraux, y compris les intérêts à payer sur les versements anticipés, il sera prélevé :

1°) cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légal. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social;

2°) la somme nécessaire pour payer aux actions de capital un premier dividende jusqu'à concurrence de cinq pour cent sur le montant appelé et versé.

Du surplus, il est alloué dix pour cent aux administrateurs et commissaires, qui se les partageront d'après leurs conventions particulières.

Du solde, cinquante pour cent est attribué aux actions de capital comme second dividende et cinquante pour cent aux parts de fondateur.

Toutefois, l'assemblée générale pourra décider que tout ou partie du bénéfice, après le prélèvement en faveur de la réserve légale, sera versé à fonds de réserve extraordinaire ou de prévision ou sera reporté à nouveau ou bien distribué suivant les modalités qu'elle déterminera.

ART. 48. — Le paiement des dividendes se fait aux dates et aux endroits fixés par l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut, sur proposition du Conseil d'administration, décider que, en attendant l'approbation du bilan et la répartition définitive des bénéfices nets, conformément à l'article quarante-sept des statuts, il soit attribué des acomptes à valoir sur la dite répartition.

ART. 49. — Le bilan et le compte de pertes et profits, précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société seront, dans le mois de leur approbation, déposés en vue de leur publication aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

CHAPITRE VI.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

ART. 50. — La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale convoquée et siégeant dans les conditions prévues à l'article quarante-deux.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, de prononcer la dissolution de la société.

A défaut de convocation, par les administrateurs, le ou les commissaires, peuvent réunir l'assemblée générale suivant les conditions et dispositions stipulées à l'article trente-quatre.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

La décision de l'assemblée dans ce cas est rendue publique, dans les conditions prévues à l'article quarante-neuf.

ART. 51. — L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs qui peuvent être choisis parmi les membres du Conseil d'administration et dont elle fixe les pouvoirs et la rémunération.

L'assemblée générale jouit à cette fin des droits les plus étendus.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux mandats des administrateurs et commissaires.

ART. 52. — Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social, non encore répartis, continuent à demeurer la propriété de l'être moral.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale continuent comme pendant l'existence de la société. Elle peut par la simple majorité décider notamment que le ou les liquidateurs continueront jusqu'à la réalisation, l'industrie ou le commerce de la société; qu'ils pourront emprunter pour payer les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles même de gré à gré et faire apport de tout ou partie de l'avoir social à d'autres sociétés congolaises ou non, quel que soit leur objet.

L'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne toutes décharges.

ART. 53. — Après apurement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de la liquidation, l'avoir sera réparti entre toutes les actions de capital.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées, toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent, avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires, à charge des parts insuffisamment libérées, soit par des remboursements au profit des parts libérées dans une proportion supérieure.

L'acte de clôture de la liquidation sera publié dans les formes prévues à l'article quarante-neuf.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

ART. 54. — Pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur est tenu d'élire domicile en Belgique ou au Congo Belge; faute de ce faire, il est censé de plein droit avoir élu domicile au siège administratif; toutes sommations, assignations, significations et notifications quelconques, même celles qui concernent la responsabilité et le contrôle des administrateurs et commissaires, lui sont valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire.

ART. 55. — Le montant approximatif des frais, rémunérations ou charges qui incombent à la société ou qui sont mises à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à la somme de cinquante mille francs.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 56. — Par application de l'article dix-neuf, le nombre d'administrateurs est fixé pour la première fois à trois.

Sont appelés à ces fonctions, pour un terme de six ans :

1. — M. Johannes Buytaert.

2. — M. Karel De Wieuw.

3. — M. Henri D'Hoedt.

Tous prénommés qui acceptent.

Le nombre de commissaires est fixé pour la première fois à un.

Est appelé à cette fonction pour un terme de six ans, M. Hendrik Dhont prénommé qui accepte.

ART. 57. — Une assemblée extraordinaire tenue sans convocation ni ordre du jour préalables, sera tenue immédiatement après la constitution de la société, pour fixer éventuellement la rémunération des administrateurs et commissaires et pour statuer dans la limite des statuts, sur tous autres objets.

ART. 58. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal.

DONT ACTE.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec Nous, notaire.

Geregistreerd acht blad zeven verzending te Antwerpen B.A. 4^e Kantoor, den 5 Mei 1953. Deel 537, blad 33, vak 7.

Ontvangen Veertig frank — 40 fr.

De Ontvanger (get.) onleesbaar.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Le notaire,

(s.) E. GEVERS.

Emile Gevers, Notaire, Anvers.

Voorzitter der Rechtbank van 1^e Aanleg, Antwerpen.

Gezien door ons, Ch. Van Hal, Voorzitter a. i. der Rechtbank van Eerste Aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring van het hierboven staande handteken van Emile Gevers.

Antwerpen, de 15de Mei 1953.

(get) : Ch. Van Hal.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Van Hal, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 mai 1953.

Le Chef de bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 mai 1953.

Le Conseiller-adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 francs.

Vu, le Ministre des Colonies,
le 8 juin 1953.

Mij bekend, de Minister van Koloniën,
de 8 Juni 1953.

(s.) DEQUAE (get.)

**« Société pour l'Industrie du Bois et des Plaquages au Congo »
(CONGO VENEERS).**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : N'Kolo (Bolobo - Congo Belge).

Siège administratif : Ixelles-Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg.

**DECISION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)**

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt quatre février à dix heures trente.

Au siège administratif de la société à Ixelles, 26, rue d'Edimbourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Congolaise par actions à Responsabilité Limitée, sous la dénomination de « Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo », (Congo Veneers), Société Congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à N'Kolo (Bololo - Congo Belge), ayant son siège administratif à Ixelles, 26, rue d'Edimbourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Hubert Scheyven, de résidence à Bruxelles, le vingt cinq octobre mil neuf cent cinquante et un, autorisée par Arrêté Royal en date du trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent cinquante deux, et aux annexes au « Moniteur Belge » des premier et deux décembre mil neuf cent cinquante deux sous le numéro 25.267.

Sont présents ou représentés, les actionnaires qui déclarent être propriétaires des titres ci-après.

1) La Baronne Estelle de TORNACO, veuve du Baron Pierre de Broqueville, sans profession, 2, rue Belliard à Bruxelles, propriétaire de quinze cents actions, ci 1.500

2) Mademoiselle le Baronne Claudine de BROQUEVILLE, sans profession, demeurant 2, rue Belliard à Bruxelles, propriétaire de cinq cents actions 500

3) Le Baron Jacques de FIERLANT-DORMER, administrateur de société, demeurant au Domaine de Freux, propriétaire de trois mille cinq cent cinquante actions 3.550

4) La Comtesse Guillaume de LIEDEKERKE, née Hélène de Fierlant-Dormer, sans profession, demeurant au Château d'Arville par Faulx, propriétaire de trois mille cinquante actions 3.050

5) Le Comte Charles de LIMBURG-STIRUM, propriétaire, demeurant Bois Saint-Jean par Bihain, propriétaire de quinze cents actions 1.500

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juillet 1953. — 1^{re} Partie.

6) Le Baron Camille de JACQUIER de ROSEE, administrateur de société, 25, rue Belliard, à Bruxelles, propriétaire de quatre mille sept cents actions	4.700
7) Le Comte Bernard d'URSEL, administrateur de société, 27, Boulevard Saint-Michel à Bruxelles, propriétaire de douze cent cinquante actions	1.250
8) Madame Marie-Madeleine de JACQUIER de ROSEE, veuve du Baron Edouard de le Court, sans profession, 28, avenue de la Couronne à Ixelles, propriétaire de sept cent cinquante actions	750
9) Madame Geneviève-Marie-Ghislaine de JACQUIER de ROSEE, sans profession, épouse du Baron Jean della FAILLE d'HUYSSSE, demeurant à Attines (Ehein) propriétaire de sept cent cinquante actions	750
10) Monsieur Eugène GILLIEAUX, ingénieur, demeurant, 418, avenue Louise à Bruxelles, propriétaire de deux mille deux cents actions	2.200
11) Monsieur Gottfried LAUPRECHT, industriel, demeurant à Brême, 56, rue Contrescarpe, propriétaire de quatre mille actions	4.000
12) Monsieur Albert LEJEUNE, assureur, 24, Avenue Prince Albert à Anvers, propriétaire de cinq cents actions	500
13) Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Assurances C. H. LEJEUNE » ayant son siège social à Léopoldville, ici représentée par son Président du Conseil, Monsieur Albert LEJEUNE, prénommé, propriétaire de douze cent cinquante actions.	1.250
14) Monsieur Xavier LEJEUNE de SCHIERVEL, docteur en droit, demeurant 19 Square du Val de la Cambre à Ixelles, propriétaire de deux mille cinq cents actions	2.500
15) Monsieur Georges POLET, notaire honoraire demeurant 18 avenue de l'Yser, à Etterbeek, propriétaire de mille actions	1.000
16) Le Comte Gaëtan van de WERVE d'IMMERSEEL, Bourgmestre de la commune de Pulle, Château de et à Pulle, propriétaire de cinq cents actions	500
17) Le Comte Eugène d'OULTREMONT, administrateur de société, demeurant au Château de et à Presle, propriétaire de huit cent cinquante actions	850
Soit ensemble : trente mille trois cent cinquante actions	<u>30.350</u>

Les comparants sub numéris 1, 2 et 6, ici représentés par le comparant numéro 5.

Les comparants sub numéris 4 et 8, ici représentés par le comparant sub numéro 3.

Les comparants sub numéris 11 et 14, ici représentés par le comparant numéro 7.

La comparante sub numéro 9, ici représentée par son époux le Baron Jean della Faille, prénommé.

Le comparant sub numéro 16, ici représenté par le comparant sub numéro 10.

Tous en vertu de procurations sous seing privé ci-annexées.

Conformément à l'article 33 des statuts, l'assemblée est présidée par :
Monsieur le Comte Bernard d'Ursel, prénommé, Président du Conseil.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur le Baron Jacques de Fierlant Dormer, prénommé.

et l'Assemblée choisit comme scrutateurs) :

- 1) Monsieur le Comte Charles de Limburg Stirum, prénommé;
- 2) Monsieur Eugène Gillieaux, prénommé.

Monsieur le Président expose :

I. que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Rapport sur l'activité de la société,

2) Augmentation du capital à concurrence de dix millions de francs, pour le porter de quarante millions de francs à cinquante millions de francs, par la création de dix mille actions de capital de mille francs chacune, à libérer à concurrence de cinquante pour cent avant le trente et un mars mil neuf cent cinquante-trois et cinquante pour cent avant le trente juin mil neuf cent cinquante-trois, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au quinze mars mil neuf cent cinquante trois, à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes, entièrement libérées.

3) Divers.

II. Que les actionnaires, tous en nom, ont été convoqués par lettre missive contenant l'ordre du jour, leur adressée sous pli recommandé à la poste, les six février mil neuf cent cinquante trois, conformément à l'article trente et un des statuts,

Monsieur le Président dépose sur le bureau, un exemplaire des lettres de convocation et les récépissés des lettres recommandées délivrées par l'administration des postes.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des statuts.

IV. Que sur les quarante mille actions de la société, la présente assemblée réunit 30.350 actions, soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article 37 des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Après un exposé fait par Monsieur le Président sur l'activité de la société, l'assemblée après délibération, prend les résolutions suivantes, à l'unanimité.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de dix millions de francs pour le porter de quarante millions de francs à cinquante millions de francs, par la création de dix mille actions de capital de mille francs chacune, à libérer à concurrence de cinquante pour cent avant le trente et un mars mil neuf cent cinquante trois et cinquante pour cent avant le trente juin mil neuf cent cinquante trois, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et libérationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au quinze mars mil neuf cent cinquante trois, à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes, entièrement libérées.

L'assemblée charge le Conseil d'Administration de l'exécution de cette décision dans un délai expirant le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois, et lui a conféré à cet effet tous pouvoirs pour l'accomplissement de tous actes et formalités nécessaires et notamment pour recueillir toutes souscriptions et tous versements et faire éventuellement avec tous tiers, aux conditions qu'il déterminera, tous accords en vue de la prise ferme des actions nouvelles, constater leur libération et apporter aux statuts les modifications ci-après mentionnées.

DEUXIEME RESOLUTION.

Qu'elle a décidé les modifications aux statuts ci-après :

A l'article 5 :

L'article 5 est remplacé par ce qui suit :

« *Article 5* : Le capital social fixé à cinquante millions de francs congolais, est représenté par cinquante mille actions de mille francs congolais chacune ».

A l'article 6 :

L'article 6 est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la constitution de la société, le capital social fixé à quarante millions de francs congolais était représenté par quarante mille actions de mille francs congolais chacune, dont douze cents actions souscrites par apport d'étude, travaux, et recherches effectués en vue de la constitution de la présente société, ainsi que des contrats de fourniture de matériel nécessaire aux installations et intégralement libérées et le solde soit trente huit mille huit cents actions souscrites contre espèces et libérées de soixante pour cent au moment de leur souscription; elles ont été entièrement libérées dans la suite.

» Suivant procès-verbal du ministère du notaire Mourlon Beernaert à Bruxelles, en date du vingt quatre février mil neuf cent cinquante trois.

» Le capital social a été porté de quarante à cinquante millions de francs congolais, par la création de dix mille nouvelles actions de mille francs congolais chacune, toutes souscrites contre espèces et libérées de cinquante pour cent au moment de leur souscription ».

Ces modifications aux statuts ne devant entrer en vigueur que lorsque l'augmentation de capital ci-dessus rappelée aura été réalisée et constatée authentiquement à la requête du Conseil d'Administration, et sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal.

FRAIS.

Le montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, s'élève à la somme de cent cinquante mille francs.

La séance est levée à onze heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en expriment le désir, ont signé avec Nous, Notaire.

(Signé) Cte Ch. de Limburg Stirum; Bn de Fierlant-Dormer; Cte B. d'Ursel; Bn Jean della Faille d'Huyse; E. Gillieaux; A. Lejeune; G. Pollet; Cte E. d'Oultremont; G. Mourlon Beernaert.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} Bureau A. C. le 26 février 1953, volume 214, folio 5, case 6, trois rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

ANNEXES.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

La soussignée Baronne Pierre de BROQUEVILLE, née Baronne Estelle de TORNACO, sans profession, 2, rue Belliard, à Bruxelles,

propriétaire de 1.500 actions de frs. 1.000 chacune de la « SOCIETE POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES » SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo - Bolobo et le siège administratif à Bruxelles 26, rue d'Edimbourg, constitue pour mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur le Baron Camille Jacquier de Rosée, administrateur de société, 25 rue Belliard à Bruxelles, ou Monsieur le Comte Charles de Limburg Stirum, propriétaire, demeurant Bois Saint-Jean, par Bihain à qui elle confère tous pouvoirs de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires de la Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953, à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport sur l'activité de la Société,

2) Augmentation de capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de francs à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953, et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 20 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) Baronne Pierre de Broqueville.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

La soussignée Baronne Claudine de BROQUEVILLE, sans profession, demeurant 2 rue Belliard, à Bruxelles, propriétaire de 500 actions de frs. 1.000 chacune de la SOCIETE POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES, SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo - Bololo et le siège administratif à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, constitue pour mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur le Baron Camille Jacquier de Rosée, administrateur de société, 25 rue Belliard, à Bruxelles ou Monsieur le Comte Charles de Limbourg Stirum, propriétaire, demeurant Bois Saint-Jean par Bihain.

A qui elle confère tous pouvoirs de la représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953 à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport sur l'activité de la société;

2) Augmentation de capital à concurrence de dix millions de francs, pour le porter de 40 millions de francs à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de 150.000 frs.

4) Divers.

En conséquence prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 20 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) Cl. de Broqueville.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

Le soussigné : Baron Camille JACQUIER de ROSEE, administrateur de société, 25 rue Belliard à Bruxelles, propriétaire de 4.700 actions de 1.000 frs. chacune de la « SOCIÉTÉ POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES » SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo Bololo et le siège administratif à Bruxelles 26, rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer : Monsieur Comte Ch. de Limburg Stirum, propriétaire, demeurant Bois Saint-Jean par Bihain,

à qui il confère tous pouvoirs de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg le mardi 24 février 1953 à 10 h. 30 avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

- 1) Rapport sur l'activité de la société;
- 2) Augmentation de capital;
- 3) Divers.

En conséquence, prendre part à toute délibération et voter au nom du soussigné, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 3 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(Signé) Baron C. de Rosée.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

La soussignée, Comtesse Guillaume de LIEDEKERKE, née Hélène de Fierlant Dormer, sans profession, demeurant au Château d'Arville par Faulx,

propriétaire de 3.050 actions de frs. 1.000 chacune de la Société POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES, SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo - Bololo, et le siège administratif à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur le Baron J. de Fierlant Dormer, sans profession, demeurant au Château d'Arville par Faulx, à qui elle confère tous pouvoirs de la représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953, à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

- 1) Rapport sur l'activité de la Société;
- 2) Augmentation de capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de francs à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de frs. 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Faulx, le 8 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) Comtesse Guill. de Liedekerke.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau, le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

La soussignée : Baronne de le COURT, née Marie Madeleine de JACQUIER de ROSEE, sans profession, 28, avenue de la Couronne à Ixelles.

propriétaire de 750 actions de frs. 1.000 chacune de la SOCIÉTÉ POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo-Bolobo, et le siège administratif à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur le Baron de FIERLANT DORMER, Jacques, administrateur de société, Domaine de Fraux,

à qui elle confère tous pouvoirs de la représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953 à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport sur l'activité de la société;

2) Augmentation de capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de francs à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation du capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Montana, le 15 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) Baronne de le Court.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

Le soussigné : Gottfried LAUPRECHT, Bremen, industriel, 56, rue Contrescarpe,

propriétaire de 4.000 actions de frs. 1.000 chacune de la SOCIÉTÉ POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES SOBOPLA, dont le siège est établi à N'Kolo - Bolobo et le siège administratif à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur Comte B. d'URSEL, Bernard, administrateur de société, 27 Boulevard Saint-Michel à Bruxelles, à qui il confère tous pouvoirs de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953 à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport sur l'activité de la société;

2) Augmentation de capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de fr. à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence, prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessous, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat; promettant ratification au besoin.

Fait à Bremen, le 21 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) Gottfried Lauprecht.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

Le soussigné : Xavier LEJEUNE de SCHIERVEL, docteur en droit, demeurant 19, Square du Val de la Cambre à Ixelles,

propriétaire de 2.500 actions à frs. 1.000 chacune de la SOCIETE POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo - Bolobo et le siège administratif à Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur Comte Bernard d'URSEL, administrateur de société, 27 Boulevard Saint-Michel, à Bruxelles à qui il confère tous pouvoirs de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953 à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport sur l'activité de la société;

2) Augmentation de capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de francs à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat; promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 13 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) X. Lejeune de Schiervel.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

La soussignée : Baronne Geneviève della FAILLE d'HUYSSSE, demeurant à Attines (Ehein).

propriétaire de 750 actions de frs. 1.000 chacune de la SOCIÉTÉ POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES - SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo - Bolobo et le siège administratif à Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer :

Monsieur Baron Jean della FAILLE d'HUYSSSE, demeurant à Attines (Ehein) sans profession,

à qui elle confère tous pouvoirs de la représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953 à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport avec l'activité de la Société.

2) Augmentation du capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de frs. à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence, prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessous, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat; promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 18 février 1953.

Bon pour pouvoir,

(signé) Baronne Jean della Faille d'Huyse.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

SOBOPLA.

Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 1953.

PROCURATION.

Le soussigné Gaëtan-Antoine van de WERVE d'IMMERSEEL, bourgmestre de la Commune de Puile,

propriétaire de 500 actions de frs. 1.000 chacune de la SOCIETE POUR L'INDUSTRIE DU BOIS ET DES PLACAGES - SOBOPLA, dont le siège social est établi à N'Kolo - Bolobo et le siège administratif à Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg, constitue par mandataire spécial avec faculté de substituer : Monsieur Eugène GILLIEAUX, ingénieur, 418, avenue Louise à Bruxelles,

à qui il confère tous pouvoirs de le représenter à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la dite Société qui se tiendra à Bruxelles, 26 rue d'Edimbourg, le mardi 24 février 1953 à 10 heures 30, avec l'ordre du jour suivant :

1) Rapport sur l'activité de la Société;

2) Augmentation de capital à concurrence de 10 millions de francs, pour le porter de 40 millions de francs à 50 millions de francs, par la création de 10.000 actions de capital de francs 1.000 chacune, à libérer à concurrence de 50 % avant le 31 mars 1953 et 50 % avant le 30 juin 1953, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au 15 mars 1953, à raison d'une action nouvelle pour 4 actions anciennes, entièrement libérées.

3) Fixation du montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant, à la somme de frs. 150.000.

4) Divers.

En conséquence, prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné, toutes décisions se rapportant à l'ordre du jour préindiqué. Aux effets ci-dessus approuver et signer tous actes et procès-verbaux et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat, promettant ratification au besoin.

Fait à Pulle, le 5 février 1953.

Bon pour pouvoir :

(signé) G. van de Werve.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 26 février 1953, volume 28, folio 51, case 4, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) A. Vandecavey.

Pour expédition conforme.

(sé) G. MOURLON BEERNAERT.

G. Mourlon Beernaert, Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Jean Hubrecht, Président du Tribunal de Première Instance à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de Maître Mourlon Beernaert, Notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 27 mai 1953.

(s.) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

Chef de Bureau (s.) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au verso.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

Le Conseiller adjoint (s.) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 10 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

**« Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo »
(CONGO VENEERS).**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : N'Kolo (Bololo - Congo Belge).

Siège administratif : Ixelles-Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg.

—

**CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION
DE CAPITAL. — MODIFICATIONS AUX STATUTS.**

L'an m^l neuf cent cinquante-trois, le quinze mai, à quatorze heures.

Par devant Maître Guy MOURLON BEERNAERT, notaire à Bruxelles,

Ont comparu :

1. Monsieur Bernard Comte d'URSEL, administrateur de sociétés, boulevard Saint-Michel, numéro 27, à Etterbeek.
2. Monsieur Jacques Baron de FIERLANT DORMER, administrateur de société, Domaine de et Freux.
3. Monsieur Charles Comte de LIMBURG STIRUM, propriétaire, Château de Bois Saint-Jean, commune de Samrée.
4. Monsieur Eugène GILLIEAUX, ingénieur, avenue Louise, numéro 418, à Bruxelles.
5. Monsieur Gottfried LAUPRECHT, industriel, Contrescarpe, numéro 56, Bremen (Allemagne).
6. Monsieur Antoine de JACQUIER de ROSEE, industriel, demeurant à N'Kolo, Bololo (Congo Belge).

Formant ensemble la majorité des membres du conseil d'administration de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo » (Congo Veneers), établie à N'Kolo (Bololo - Congo Belge) ayant son siège administratif à Ixelles, 26, rue d'Edimbourg.

Lesquels exposent :

I. Que la dite société a été constituée par acte reçu par le notaire Hubert Scheyven de résidence à Bruxelles, le vingt-cinq octobre mil neuf cent cinquante et un, autorisée par Arrêté Royal en date du trente et un décembre mil neuf cent cinquante et un et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le quinze février mil neuf cent cinquante-deux et aux annexes au « Moniteur Belge » des premier et deux décembre mil neuf cent cinquante et un sous le numéro 25.267 et dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal dressé par le notaire Mourlon Beernaert, soussigné, le vingt-quatre février mil neuf cent cinquante-trois, sous la condition suspensive de la constatation de réalisation de l'augmentation de capital, objet des présentes.

II. Que le procès-verbal du vingt-quatre février mil neuf cent cinquante-trois, constatant que l'assemblée générale extraordinaire a décidé l'augmentation du capital social à concurrence de dix millions de francs con-

golais, pour le porter de quarante millions de francs congolais à cinquante millions de francs congolais, par la création de dix mille actions de capital de mille francs congolais chacune, à libérer à concurrence de cinquante pour cent avant le trente et un mars mil neuf cent cinquante-trois et cinquante pour cent avant le trente juin mil neuf cent cinquante-trois, identiques aux actions anciennes et ayant les mêmes droits que celles-ci prorata temporis et liberationis.

Un droit de préférence est accordé aux anciennes actions jusqu'au quinze mars mil neuf cent cinquante-trois à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes, entièrement libérées.

III. Que la même assemblée générale a chargé le Conseil d'Administration de l'exécution de cette décision, endéans un délai expirant le trente et un décembre mil neuf cent cinquante-trois et lui a conféré à cet effet tous pouvoirs pour l'accomplissement de tous actes et formalités nécessaires et notamment pour recueillir toutes souscriptions et tous versements et faire éventuellement avec tous tiers, aux conditions qu'il déterminera tout accord en vue de la prise ferme des actions nouvelles, constater leur libération et apporter aux statuts les modifications ci-après mentionnées.

IV. Qu'elle a décidé de modifier les statuts comme suit :

A l'article 5 :

L'article 5 est remplacé par ce qui suit : « Le capital social fixé à cinquante millions de francs congolais est représenté par cinquante mille actions de mille francs congolais chacune ».

A l'article 6 :

L'article 6 est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la constitution de la société, le capital social, fixé à quarante millions de francs congolais était représenté par quarante mille actions de mille francs congolais chacune, dont douze cents actions souscrites par apport d'étude, travaux et recherches effectués en vue de la constitution de la présente société, ainsi que des contrats de fourniture de matériel nécessaire aux installations et intégralement libérées et le solde soit trente-huit mille huit cents actions souscrites contre espèces et libérées de soixante pour cent au moment de leur souscription, elles ont été entièrement libérées dans la suite.

» Suivant procès-verbal du ministère du notaire Mourlon Beernaert à Bruxelles, en date du vingt-quatre février mil neuf cent cinquante-trois, le capital social a été porté de quarante à cinquante millions de francs congolais, par la création de dix mille nouvelles actions de mille francs congolais chacune, toutes souscrites contre espèces et libérées de cinquante pour cent au moment de leur souscription ».

Ces modifications aux statuts ne devant entrer en vigueur que lorsque l'augmentation de capital ci-dessus rappelée aura été réalisée et constatée authentiquement à la requête du Conseil d'Administration.

V. Enfin, que la même assemblée a pris acte que le montant des frais, dépenses ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital dont question ci-avant à la somme de cent cinquante mille francs.

Cet exposé fait, les comparants es qualité qu'ils agissent déclarent que le Conseil d'administration usant valablement des pouvoirs lui conférés par la dite assemblée générale du vingt-quatre février mil neuf cent cinquante-deux a procédé à l'émission de dix mille actions nouvelles de mille francs congolais chacune aux conditions ci-avant stipulées.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION.

Et à l'instant, les dix mille actions nouvelles de mille francs congolais chacune ont été intégralement souscrites, savoir :

1. Mademoiselle Claudine de Broqueville, sans profession, rue Belliard, numéro 2, à Bruxelles, cent vingt-cinq actions	125
2. Madame la Baronne Estelle de Tornaco, sans profession, veuve de Monsieur Pierre Baron de Broqueville, rue Belliard, numéro 2 à Bruxelles, cent cinquante actions	150
3. Monsieur Jacques Baron de Fierlant Dormer, administrateur de sociétés, Domaine de et à Freux, dix huit cent quatre vingt-huit actions	1.888
4. Madame Hélène Baronne de Fierlant Dormer, sans profession, épouse de Monsieur Guillaume Comte de Liedekerke de Pailhe, Château d'Arville par Faulx, dix-sept cent soixante-trois actions	1.763
5. Monsieur Charles Comte de Limburg Stirum, propriétaire, château de Bois Saint-Jean, commune de Samrée, cinq cents actions	500
6. Madame Marie Louise Baronne de Fierlant Dormer, sans profession, épouse de Monsieur Thiery, Baron d'Huart, Château de et à Vonèche, quinze cents actions	1.500
7. Monsieur Antoine de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, à N'Kolo, Bololo (Congo Belge), cent cinquante actions	150
8. Monsieur Camille Baron de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, rue Belliard, numéro 25, à Bruxelles, onze cent septante-cinq actions	1.175
9. Monsieur Eugène Comte d'Oultremont, administrateur de sociétés, Château de et à Presle, quatre cents actions	400
10. Monsieur Bernard Comte d'Ursel, administrateur de sociétés, Boulevard Saint-Michel, 27, à Bruxelles, six cents actions	600
11. Monsieur Marcel Klep van Velthoven, industriel, avenue d'Hougoumont, 4, à Uccle, cent-cinq actions	125
12. Monsieur Gaëtan, Vicomte van de Werve d'Immerseel, bourgmestre de la commune de Pulle, Château de et à Pulle, cent vingt-cinq actions	125
13. Monsieur Emile Joris, négociant, chaussée de Bouchout à Hove, mille actions	1.000
14. Monsieur Bernard Comte d'Ursel, préqualifié, agissant tant pour lui-même que pour un groupe pour lequel il se porte fort, quatre cent quatre vingt dix-neuf actions	499
Soit au total : dix mille actions	<u>10.000</u>

Sur chacune de ces actions, il a été fait par les souscripteurs préqualifiés, au profit de la société, un versement de cinquante pour cent, soit ensemble la somme de cinq millions de francs congolais, laquelle somme se trouve, dès à présent, à la libre disposition de la société; ce que les comparants déclarent et reconnaissent.

Les mêmes comparants déclarent que l'augmentation du capital dont question ci-avant étant entièrement réalisée, les modifications aux statuts ci-avant reprises, deviennent définitives à compter de ce jour, sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal.

Dont acte.

Fait et passé à Ixelles-Bruxelles, 26, rue d'Edimbourg.

Lecture faite, les comparants et le notaire ont signé.

(signé) B. d'Ursel; B. de Fierlant Dormer; Cte Ch. de Limburg Stirum; E. Gillieaux; Gottfried Lauprecht; Ant. de Jacquier de Rosée; Mourlon Beernaert.

Enregistré à Bruxelles 4^{me} bureau A. C. le 18 mai 1953, volume 219, folio 74, case 9, deux rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) A. Vandecavey.

Pour expédition conforme.

(signé) G. MOURLON BEERNAERT.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous, Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de G. Mourlon Beernaert, Notaire à Bruxelles.

Bruxelles, 27 mai 1953.

(signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

« Tuileries et Briqueteries du Congo Belge » en abrégé « BRICONGO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, n° 71.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 221.531.

—
AUGMENTATION DU CAPITAL.
MODIFICATION DES STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent cinquante-trois,

Le douze mai.

A Bruxelles, rue Joseph II, n° 71.

Devant Maître Albert RAUCQ, notaire à Bruxelles.

S'est réunie immédiatement après l'assemblée ordinaire, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Tuileries et Briqueteries du Congo Belge » en abrégé « BRICONGO », ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, n° 71.

Société constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le vingt-six juillet mil neuf cent quarante-neuf, autorisée par Arrêté Royal en date du vingt-cinq octobre mil neuf cent quarante-neuf; les statuts ont été publiés aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent quarante-neuf et aux Annexes du Moniteur Belge du vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-neuf, sous le n° 22275.

Statuts modifiés : 1) suivant procès-verbal dressé par le notaire soussigné le trente mars mil neuf cent cinquante, modifications autorisées par Arrêté Royal du quinze mai mil neuf cent cinquante, publiées aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juin mil neuf cent cinquante et aux annexes au Moniteur Belge du quinze juin mil neuf cent cinquante, sous le n° 14664; 2) suivant procès-verbal dressé par le notaire soussigné le treize mai mil neuf cent cinquante-deux, publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent cinquante-deux et aux annexes au Moniteur Belge du sept juin mil neuf cent cinquante-deux sous le numéro 13.493.

Société immatriculée au Registre du Commerce de Bruxelles, sous le numéro 221.531.

BUREAU.

La séance est ouverte à onze heures et demie sous la présidence de Monsieur Arsène-François-Cyrille de Launoit, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juillet 1953. — 1^{re} Partie.

Messieurs Henri-Jules-Marie-Ghislain Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Avenue Herbert Hoover, n° 40; Emil Schmid, administrateur de sociétés, demeurant à Zurich (Suisse) Börsenstrasse, n° 16; Raymond-Ernest-Paul-François-Marie-Joseph Vaxelaire, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Guimard, n° 15 et Joseph-Frédéric-Paul Bastiné, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, n° 453, administrateurs présents complètent le bureau.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Emmanuel Ortoleva, secrétaire du Conseil de la société, demeurant à Schaerbeek, rue de l'Orme, n° 58.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par Messieurs Henri Moxhon et Emile Schmid, prénommés.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE.

Sont présents ou représentés les actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures ou les dénominations et sièges sociaux, ainsi que le nombre de titres de chacun d'eux, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

Cette liste de présence est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture, cette liste de présence est revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations mentionnées en la dite liste de présence sont toutes sous seing privé et demeurent également ci-annexées.

EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT.

Monsieur le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter que :

1. La présente assemblée a pour ordre du jour :

« 1. Augmentation du capital à concurrence de deux millions cinq cent » mille francs congolais, pour le porter de vingt-deux millions cinq cent » mille francs congolais à vingt-cinq millions de francs congolais, par la » création de deux mille cinq cents parts sociales ayant les mêmes droits » et avantage que les parts sociales existantes, mais à partir du premier » janvier mil neuf cent cinquante-trois seulement.

» Constatation de la réalisation de cette augmentation de capital par » souscription en espèces, au prix de mille francs congolais, des deux » mille cinq cents parts sociales susdites.

» 2) Modification des articles suivants des statuts :

» a) *Article quatre* : Remplacer les mots « le vingt-six juillet mil neuf » cent quarante-neuf » par « le jour de son autorisation par arrêté royal ».

» b) *Article cinq* : pour le mettre en concordance avec la situation nou- » velle du capital.

» c) *Article six* : Remplacer les mots « en réservant notamment un droit de préférence à certains possesseurs de parts sociales ou en réglant toutes modalités de cette augmentation » par :

» en passant notamment avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre.

» En cas d'augmentation de capital contre espèces, un droit de préférence à la souscription du nouveau capital sera accordé aux porteurs des parts sociales anciennes.

» Le conseil d'administration décidera si le non-usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires de titres, aura pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

» d) *Article sept* : Pour compléter l'exposé de la formation du capital.

» c) *Article neuf* : Au onzième alinéa, après les mots « La part sociale au porteur est signée par deux administrateurs » remplacer les mots « Une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe » par « Ces signatures peuvent être apposées au moyen de griffes ».

» f) *Article quatorze* : Au premier alinéa, remplacer « Un Vice-Président » par « un ou deux Vice-Présidents ».

» g) *Article quarante* : Pour modifier le mode de répartition du bénéfice comme suit :

» 1. Il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint un dixième du capital social.

» 2. Il est prélevé la somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende jusqu'à concurrence de six pour cent du montant dont elles sont libérées, et ce, prorata temporis.

» 3. Ensuite, il est prélevé la somme nécessaire pour attribuer au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires quinze pour cent de la somme attribuée comme premier dividende aux actionnaires.

» 4. Ensuite, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision ou de renouvellement ou reporté à nouveau, les montants que décide l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration.

» 5. Du surplus, il est attribué quatre-vingt-cinq pour cent aux parts sociales et quinze pour cent au conseil d'administration et au collège des commissaires. Les membres de ceux-ci répartiront entre eux, suivant leurs conventions particulières, les sommes leur revenant, sans toutefois que la part d'un commissaire puisse dépasser le tiers de la somme allouée à un administrateur non investi de fonctions spéciales.

» h) *Article quarante-trois* : Ajouter un deuxième alinéa libellé comme suit :

» En cas de perte de la moitié du capital, le conseil d'administration est tenu de soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée pourront prononcer la dissolution de la société ».

II. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites quinze jours au moins avant l'assemblée dans :

1. Le Bulletin Officiel du Congo Belge du vingt-cinq avril mil neuf cent cinquante-trois.

2. La Côte Libre (journal publié à Bruxelles) du vingt-quatre-vingt-cinq avril mil neuf cent cinquante-trois.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

Les propriétaires d'actions nominatives ont été convoqués dans le même délai par lettres missives.

III. Il existe actuellement vingt-deux mille cinq cents parts sociales.

Il résulte de la liste de présence que seize mille trois cent vingt-cinq parts sociales sont représentées, soit plus de la moitié des parts sociales existantes.

La présente assemblée est donc en nombre pour délibérer et statuer valablement sur l'ordre du jour, conformément à l'article trente-quatre des statuts.

IV. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote, en nom personnel et comme mandataire pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

V. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article vingt-neuf des statuts relatif aux formalités d'admission à l'assemblée et à l'article trente des statuts relatif au dépôt des procurations.

La liste des actionnaires ayant déposé leurs titres au porteur est produite à l'assemblée.

VI. Pour être admises, les propositions à l'ordre du jour doivent réunir les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

CONSTATATION DE LA VALIDITE DE L'ASSEMBLEE.

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'assemblée, celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les propositions à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes :

I. AUGMENTATION DU CAPITAL.

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de deux millions cinq cent mille francs congolais pour le porter de vingt-deux millions cinq cent mille francs congolais à vingt-cinq millions de francs con-

golais par la création de deux mille cinq cents parts sociales, du même type, ayant les mêmes droits et avantages que les parts sociales existantes et participant aux bénéfices à partir du premier janvier mil neuf cent cinquante-trois.

Ces deux mille cinq cents parts sociales nouvelles seront émises au prix de mille francs congolais; elles seront immédiatement souscrites en espèces et entièrement libérées.

Vote.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SOUSCRIPTION — LIBERATION.

Les deux mille cinq cents parts sociales nouvelles sont à l'instant souscrites en espèces au prix de mille francs congolais chacune comme suit :

La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo - IMAFOR » ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Henri Moxhon, prénommé, cinq cents parts sociales . . . 500

La société anonyme de droit suisse « REFI S. A. » ici représentée suivant procuration sous seing privé ci-annexée par Monsieur Emil Schmid, prénommé, deux mille parts sociales . . . 2.000

Ensemble : deux mille cinq cents parts sociales . . . 2.500

Les représentants des sociétés souscriptrices déclarent, et tous les membres de l'assemblée reconnaissent, que chacune des parts ainsi souscrites est entièrement libérée par un versement en espèces de sorte que la société a, dès à présent, de ce chef, à sa libre et entière disposition, une somme de deux millions cinq cent mille francs congolais.

CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL.

Messieurs Arsène de Launoit, Henri Moxhon, Emil Schmid, Raymond Vaxelaire et Joseph Bastiné, administrateurs présents et tous les membres de l'assemblée constatent, à l'unanimité, que l'augmentation de capital est intégralement souscrite et que le capital est effectivement porté à vingt-cinq millions de francs congolais.

II. MODIFICATION DES STATUTS.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Article quatre : Le premier alinéa de cet article est remplacé par le texte suivant :

« La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours » le jour de son autorisation par Arrêté Royal ».

Article cinq : Cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à vingt-cinq millions de francs congolais.

» Il est divisé en vingt-cinq mille parts sociales sans mention de valeur nominale représentant chacune un vingt-cinq millième de l'avoir social.

» Le conseil d'administration peut créer des titres de dix parts sociales ou d'un multiple de dix parts sociales ».

Article six : Cet article est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par arrêté royal; le conseil d'administration peut, lors de chaque augmentation de capital, fixer les conditions de réalisation de l'augmentation, en passant notamment avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera, ces conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des parts sociales à émettre. En cas d'augmentation de capital contre espèces, un droit de préférence à la souscription du nouveau capital sera accordé aux propriétaires des parts sociales anciennes. Le conseil d'administration décidera si le non-usage, total ou partiel, du droit de préférence par certains propriétaires de titres aura pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres ».

Article sept : Le texte suivant est ajouté à cet article :

« 3. L'assemblée générale extraordinaire du douze mai mil neuf cent cinquante-trois a décidé de porter le capital à vingt-cinq millions de francs congolais par la création de deux mille cinq cents parts sociales du même type que les parts existantes.

» Ces deux mille cinq cents parts nouvelles ont été souscrites en espèces et entièrement libérées ».

Article neuf : Le onzième alinéa est remplacé par le texte suivant :

» La part sociale au porteur est signée par deux administrateurs au moins. Ces signatures peuvent être apposées au moyen de griffes ».

Article quatorze : La première phrase du premier alinéa est remplacée par le texte suivant :

« Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et, s'il le juge convenable, un ou deux vice-présidents ».

Article quarante : Cet article est remplacé par le texte suivant :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des charges sociales et des amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice.

» De ce bénéfice, il est successivement prélevé :

» 1) Cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve qui sera dénommé « Fonds de réserve statutaire »; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint un dixième du capital social;

» 2) La somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende jusqu'à concurrence de six pour cent du montant dont elles sont libérées, et ce prorata temporis.

» 3) Après attribution de six pour cent au capital, la somme nécessaire
» pour attribuer au conseil d'administration et au collège des commissai-
» res quinze pour cent de la somme attribuée comme premier dividende
» aux actionnaires.

» Ensuite, il est affecté à des fonds spéciaux de réserve, de prévision
» ou de renouvellement ou reporté à nouveau les montants que décide
» l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration.

» 4) Le solde est attribué comme suit :

» quatre-vingt-cinq pour cent aux parts sociales;

» quinze pour cent au conseil d'administration et au collège des com-
» missaires. Les membres de ceux-ci se répartiront entre eux, suivant
» leurs conventions particulières, les sommes leur revenant, sans toute-
» fois que la part d'un commissaire puisse dépasser le tiers de la somme
» allouée à un administrateur non investi de fonctions spéciales ».

Article quarante-trois : Le texte suivant est ajouté à cet article et en
deviendra le deuxième alinéa.

« En cas de perte de la moitié du capital, le conseil d'administration
» est tenu de soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolu-
» tion de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, les ac-
» tionnaires possédant un quart des parts sociales représentées à l'assem-
» blée pourront prononcer la dissolution de la société ».

Vote.

Chacune de ces modifications est adoptée à l'unanimité.

CONDITION SUSPENSIVE.

L'assemblée constate, à l'unanimité, que toutes les résolutions ci-dessus
sont prises sous la condition suspensive de l'autorisation par Arrêté Royal
de l'augmentation de capital conformément à la loi coloniale.

FRAIS.

Monsieur le Président déclare que le montant des frais, dépenses, ré-
munérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à
la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation du ca-
pital s'élève à septante mille francs environ.

La séance est levée à midi.

De tout quoi, le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau ont signé avec le notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le 18 mai 1953, volume 219,
folio 76, case 5, trois rôles, cinq renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur int. (signé) A. Vandecavey.

ANNEXE.

TUILERIES ET BRIQUETERIES DU CONGO BELGE « BRICONGO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue Joseph II, 71.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 221.531.

Assemblée Générale Extraordinaire du douze mai mil neuf cent cinquante-trois.

LISTE DE PRESENCE.

Actionnaires.	Nombre de parts sociales	Mandataires	Signatures
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Mutuelle Mobilière Africaine » ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, n° 4.	3.000	Arsène de Launoit	A. de Launoit
La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo-IMAFOR, ayant son siège social à Léopoldville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Joseph II, n° 71.	3.000	Henri Moxhon	H. Moxhon
Monsieur Albéric-Emile-baron Rolin, administrateur de sociétés. demeurant à Schaerbeek, Square Vergote, n° 41.	420	Arsène de Launoit	A. de Launoit
Monsieur François Guirche, industriel, demeurant à Milan, Viale Vittorio Veneto, 6.	20	Emile Schmid	E. Schmid
Monsieur Jules-Louis Roose, agent de change, demeurant à Bruxelles, Avenue Louise, n° 363.	200	Henri Moxhon	H. Moxhon
Monsieur Joseph-Hubert Generet. industriel, demeurant à Ixelles, (Bruxelles), Avenue Emile Duray, n° 68.	140	Henri Moxhon	H. Moxhon
Monsieur Leonardo Albertini, demeurant à Rome (Italie) Via della Consulta. n° 1.	20	Emil Schmid	E. Schmid

Actionnaires.	Nombre de parts sociales	Mandataires	Signatures
Monsieur Emil Schmid, directeur de Banque, demeurant à Zurich, Börsenstrasse, 16.	20		E. Schmid
Monsieur Luigi Rusca, administrateur de sociétés, demeurant à Lugano (Suisse) Via Vigezzi.	20	Emil Schmid	E. Schmid
Monsieur Mario Bonfa, administrateur de sociétés, demeurant à Verone (Italie) Lungadige Matteoti, n° 12.	10	Emil Schmid	E. Schmid
La société anonyme de droit suisse « Refi S. A. » ayant son siège à Glarus (Suisse) Postgasse, 2.	2.169	Emil Schmid	E. Schmid
La société anonyme de droit suisse « Tisadep A. G. » ayant son siège à Chur (Suisse).	2.500	Emil Schmid	E. Schmid
La société anonyme de droit suisse « Société de Placements mobiliers et Immobiliers S. A. » ayant son siège à Genève (Suisse) rue d'Italie, 3.	2.500	Emil Schmid	E. Schmid
La société anonyme de droit suisse « Rotar Beteiligungs-und Finanzierungs A. G. » ayant son siège à Zurich (Suisse) Börsenstrasse, 16.	2306	Emil Schmid	E. Schmid

Arrêté à 16325 parts sociales.

Le Président (signé) A. de Launoit.

Le Secrétaire (signé) E. Ortoleva.

Les Scrutateurs (signé) H. Moxhon, E. Schmid.

Les administrateurs présents (signé) E. Schmid, J. Bastiné, R. Vaxelaire.

Signé « ne varietur » pour demeurer annexé au procès-verbal dressé par Maître Albert RAUCQ, notaire à Bruxelles, le douze mai mil neuf cent cinquante-trois.

(signé) Albert Raucq.

Enregistré à Bruxelles, 4^{me} bureau A. C. le 18 mai 1953, volume 28, folio 78, case 18, un rôle, renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur int. (signé) A. Vandecavey.

Pour expédition conforme.

(signé) Albert RAUCQ.

Albert Raucq, Notaire à Bruxelles. Brabant.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Léon Walravens, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles pour la légalisation de la signature de M^c Raucq, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

(signé) L. Walravens.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Léon Walravens, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

Le Chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de Monsieur Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 29 mai 1953.

Le Conseiller adjoint (signé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 10 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.).

Ateliers de Construction Métallique d'Usumbura.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

à Usumbura (Urundi).

**AUGMENTATION DE CAPITAL.
MODIFICATION AUX STATUTS (1).**

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le vingt-six mai.

Devant Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, 131a, avenue Louise, l'assemblée générale des actionnaires de la société « ATELIERS DE CONSTRUCTION METALLIQUE D'USUMBURA », société par actions à responsabilité limitée établie à Usumbura (Urundi) dont le siège administratif est à Marchienne-au-Pont, constituée par acte reçu par le notaire Adolphe DETIENNE, à Liège, le douze octobre mil neuf cent cinquante et un, sous le régime de la législation congolaise.

Autorisée par arrêté royal du neuf novembre mil neuf cent cinquante et un, et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent cinquante et un et aux annexes du « Moniteur Belge » du trente novembre mil neuf cent cinquante et un, sous le numéro 24.113.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après.

1. La société anonyme des Ateliers de Construction et Chaudronneries de l'Est, ayant son siège social à Marchienne-au-Pont.

Ici représentée par deux administrateurs, conformément aux statuts, Monsieur Henri BARZIN et Monsieur Henri FRANCE, ci-après nommés.

Propriétaire de neuf mille actions 9.000

2. La société anonyme « Atelier de La Louvière-Bouvy », ayant son siège social à Saint-Vaast.

Ici représentée conformément aux statuts par deux administrateurs, Monsieur Henri BARZIN et Monsieur Henri FRANCE, ci-après nommés.

Propriétaire de huit mille actions 8.000

3. Monsieur Henri-Pierre-Marie-Antoine FRANCE, docteur en droit, industriel, demeurant à Liège, numéro 1, rue Lebeau, propriétaire de trente actions 30

4. Monsieur Henri BARZIN, ingénieur, demeurant à Bruxelles, drève du Prieuré, 9.

Propriétaire de trente actions 30

(1) Arrêté royal du 16 juin 1953. Voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 1^{er} juillet 1953, 1^{re} partie.

5. Monsieur Henri VINCENT, industriel, demeurant à Marchienne-au-Pont, 319, rue de Châtelet.

Propriétaire de trente actions 30

6. Monsieur Léon-Auguste-Marie BREGY, ingénieur, demeurant à Shangugu (Ruanda).

Ici représenté par Monsieur Henri FRANCE, prénommé, suivant procuration sous seing privé en date du dix-neuf mai mil neuf cent cinquante-trois à Shangugu.

Propriétaire de trente actions 30

7. Monsieur Léopold LANDA, ingénieur, 5, rue du Trône, à Bruxelles.

Ici représenté par Monsieur Paul LEYNEN, ci-après nommé, suivant procuration sous seing privé en date du vingt mai dernier.

Propriétaire de dix actions 10

8. Monsieur Paul LEYNEN, docteur en droit, 23, chemin de Hoogvorst à Tervueren.

Propriétaire de dix actions 10

Ensemble dix-sept mille cent quarante actions 17.140

Les procurations prémentionnées toutes sous seing privé sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article 27 des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Henri BARZIN, prénommé.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Paul LEYNEN, prénommé.

L'assemblée choisit comme scrutateurs : Monsieur Henri FRANCE et Monsieur Henri VINCENT, prénommés.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

A. — Augmentation du capital à concurrence de quinze millions de francs congolais, pour le porter de dix millions à vingt-cinq millions de francs congolais pour création de trente mille actions nouvelles de cinq cents francs congolais chacune.

B. — Modification aux statuts relative à cette augmentation de capital.

II. Que toutes les parts sociales sont encore actuellement nominatives et que les convocations contenant l'ordre du jour de la présente assemblée ont été faites conformément à l'article 24 des statuts par lettre recommandée à la poste, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Le secrétaire dépose sur le bureau un exemplaire de la lettre de convocation datée du huit mai dernier.

III. Que pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux dispositions des articles 25 et 26 des statuts.

IV. Que les actions présentes ou représentées s'élèvent à dix-sept mille cent quarante actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par les scrutateurs, Monsieur le Président constate que l'assemblée est valablement constituée conformément à l'article vingt-huit des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide :

1. A augmenter le capital social à concurrence de quinze millions de francs congolais pour le porter de dix millions à vingt-cinq millions de francs congolais par la création de trente mille actions nouvelles de cinq cents francs congolais chacune à souscrire en espèces.

2. De procéder séance tenante à la dite augmentation de capital avec élévation immédiate à concurrence de cinquante pour cent.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital s'élèvent approximativement à deux cent cinquante mille francs. Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

Sous la condition suspensive de l'autorisation par arrêté royal de la réalisation de l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide de supprimer le texte de l'article cinq des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

Article cinq. — Le capital social est fixé à vingt-cinq millions de francs congolais, représenté par cinquante mille actions de cinq cents francs chacune.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

SOUSCRIPTION.

Et à l'instant, les sociétés et personnes comparantes, après avoir entendu lecture de ce qui précède, ont déclaré souscrire ainsi qu'il suit les trente mille actions nouvelles créées en première résolution.

- | | |
|---|--------|
| 1. La société anonyme de constructions et chaudronneries de l'Est à Marchienne-au-Pont : neuf mille actions | 9.000 |
| 2. La société anonyme Ateliers de La Louvière-Bouvvy à Saint-Vaast : douze mille actions | 12.000 |
| 3. Monsieur Henri FRANCE, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : six mille vingt-cinq actions . . . | 6.025 |

4. Monsieur Henri BARZIN, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : six cent cinquante actions	650
5. Monsieur Henri VINCENT, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : six cent cinquante actions	650
6. Monsieur Paul LEYNEN, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort : mille six cent septante-cinq actions	1.675
Ensemble : trente mille actions	30.000

Les souscripteurs déclarent libérer leurs participations à concurrence de cinquante pour cent.

Les comparants déclarent et reconnaissent que le montant des libérations s'élevant à sept millions cinq cent mille francs congolais se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

Monsieur le Président constate et l'assemblée reconnaît que par suite de la souscription qui précède, le capital social est porté à vingt-cinq millions de francs congolais et que la modification aux statuts faisant l'objet de la deuxième résolution ci-dessus est devenue définitive sous condition suspensive de l'autorisation par Arrêté Royal.

La séance est levée à seize heures.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau, les souscripteurs ont signé avec Nous, Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. I. le vingt sept mai mil neuf cent cinquante trois, vol. 1128, folio 16, case 3, trois rôles, deux renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur (signé) Denys.

Pour expédition conforme.

(sé) A. SNYERS d'ATTENHOVEN.

A. Snyers d'Attenhoven, Notaire, Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par nous Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^e Snyers d'Attenhoven, Notaire à Bruxelles.

Reçu : quatre francs. N^o 2399.

Bruxelles, le 30 mai 1953.

(sé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de
M. Ch. Bareel, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 mai 1953.

Le Chef de Bureau (sé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de
M. Verleysen, apposée au recto.

Bruxelles, le 30 mai 1953.

Le Conseiller adjoint (sé) N. Cornet.

Droits perçus : 40 frs.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 10 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 10 Juni 1953.

.(sé) DEQUAE (get.).

COMPAGNIE FONCIERE DU KATANGA.

—

RECTIFICATION.

Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge n° du 6 et 15 juin.

Lire : — Avis aux actionnaires,
— rue Montagne du parc,
— actionnaire.

—

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 8^e TRANCHE 1953

SAMEDI 6 JUIN 1953

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
270900	1.000.000 fr.	1925	5.000 fr.
7690	20.000 fr.	78925	20.000 fr.
49360	2.500 fr.	4765	5.000 fr.
		2375	2.500 fr.
		33575	20.000 fr.
1521	2.500 fr.		
310761	2.500.000 fr.	16116	20.000 fr.
73771	20.000 fr.	46	500 fr.
83602	100.000 fr.		
1802	2.500 fr.	7137	10.000 fr.
40902	20.000 fr.	07937	20.000 fr.
7952	5.000 fr.	457	1.000 fr.
51062	40.000 fr.	49457	100.000 fr.
280562	1.000.000 fr.	1187	5.000 fr.
		5287	5.000 fr.
		29587	40.000 fr.
5213	5.000 fr.		
5613	2.500 fr.	8	200 fr.
02023	40.000 fr.	8238	2.500 fr.
053	1.000 fr.	95548	20.000 fr.
87753	20.000 fr.	25458	20.000 fr.
8263	10.000 fr.	38868	100.000 fr.
86773	100.000 fr.	07178	20.000 fr.
1483	5.000 fr.		
16004	20.000 fr.	44209	20.000 fr.
13314	40.000 fr.	7729	2.500 fr.
51414	20.000 fr.	18759	20.000 fr.
38144	40.000 fr.	1179	5.000 fr.
08384	100.000 fr.		
3194	2.500 fr.		

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 8^e SCHIJF 1953

ZATERDAG 6 JUNI 1953

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
270900 7690 49360	1.000.000 fr. 20.000 fr. 2.500 fr.	1925 78925 4765 2375 33575	5.000 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr.
1521 310761 73771	2.500 fr. 2.500.000 fr. 20.000 fr.	16116 46	20.000 fr. 500 fr.
83602 1802 40902 7952 51062 280562	100.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr. 1.000.000 fr.	7137 07937 457 49457 1187 5287 29587	10.000 fr. 20.000 fr. 1.000 fr. 100.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr. 40.000 fr.
5213 5613 02023 053 87753 8263 86773 1483	5.000 fr. 2.500 fr. 40.000 fr. 1.000 fr. 20.000 fr. 10.000 fr. 100.000 fr. 5.000 fr.	8 8238 95548 25458 38868 07178	200 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr. 20.000 fr.
16004 13314 51414 38144 08384 3194	20.000 fr. 40.000 fr. 20.000 fr. 40.000 fr. 100.000 fr. 2.500 fr.	44209 7729 18759 1179	20.000 fr. 2.500 fr. 20.000 fr. 5.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

« Bulletin Officiel du Congo Belge »

15 JUILLET 1953.

ANNEXE I

SOCIETES COMMERCIALES

SOMMAIRE ALPHABETIQUE DES SOCIETES

	Pages		Pages
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda Urundi	1356	Compagnie Géologique et Minière du Ruanda Urundi	1319
Bécéka Manganèse	1314	Crédit Hypothécaire d'Afrique . .	1479
Brasserie de Stanleyville . . .	1420	Cultures Equatoriales	1276
Brasserie du Bas Congo	1415	Eloi-Congo	1439
Brasserie du Kasai	1418	Filatures et Tissages Africains . .	1330
Brasseries du Katanga	1227	Filatures et Tissages de Fibres au Congo	1450
Centrale Immobilière du Katanga .	1412	Grands Moulins du Kivu	1490
Chantier Naval de N'Dolo	1311	Katangaise des Boissons	1367
Chocolaterie Marcq	1454	La Niengélé	1393
Cimenterie d'Albertville	1290	La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo	1424
Citas	1377-1433	Les Mines d'Or et d'Etain de Kindu	1370
Compagnie Belge d'Entreprises Mi- nières	1374	Minoteries du Katanga	1255
Compagnie Commerciale Industrielle et Minière	1240	Nieuwe Afrikaanse Maatschappij van Algemene Constructies	1447
Compagnie Congolaise de l'Hévéa .	1272	Plantations de Katombe au Katanga	1460
Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation	1427	Plantations Tropicales	1279
Compagnie de la Ruzizi	1386	Société Africaine d'Explosifs . .	1322
Compagnie d'Elevage et d'Alimen- tation du Katanga	1358	Société Africaine pour la Fabrication de Mèches de Sûreté	1317
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	1266	Société Belge des Textiles au Congo	1431
Compagnie Forestières de l'Equateur	1448	Société Coloniale des Entreprises Garnier	1494

	Pages		Pages
Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa	1351	Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga . . .	1486
Société Commerciale du Centre Africain	1309	Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga	1301
Société Congolaise de Gestion et de Participation	1325	Société Immobilière au Kivu . . .	1333
Société Congolaise de Gestion Immobilière	1385	Société Immobilière Belgo Africaine	1391-1497
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe	1293	Société Immobilière et Hypothécaire Arficaïne	1347
Société de Cultures au Congo Belge	1235	Société Métallurgique du Katanga	1353
Société d'Elevage de la Luilu	1363	Société Minière de la Luama	1455
Société d'Elevage et de Culture au Congo	1358	Société Minière de la Lueta	1476
Société de Recherche Minière du Sud-Katanga	1337	Société Minière de Muhinga et de Kigali	1250
Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga	1327	Société Minière du Bécéka	1231
Société des Bois et Produits du Mayumbe	1244	Société Minière du Kasai	1472
Société des Moulins de Léopoldville	1287	Société Minière Victoria	1247
Société de Transport et de Commerce en Afrique	1406	Société pour la Production de Produits Coloniaux	1283
Société d'Importation et de Fabrication de Matériaux de Construction	1396	Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo	1260
Société du Haut Uélé et du Nil	1441	Société Urbaine et Rurale du Kivu	1307
Société Equatoriale Congolaise Lu-longa Ikelemba	1468	Socol-Congo	1298
Société Générale de Cultures	1344	Symétain	1463
		Symor	1262
		Union Minière du Haut Katanga	1504
		Erratum	1510
		Loterie Coloniale	1511

Brasseries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement :

a) Bâtiments industriels et immeubles	100.763.027,09
b) Mobilier, matériel et outillage	67.081.153,53
	<hr/>
	167.844.180,62

Moins :

Amortissements antérieurs	52.957.835,86	
Amortissements de l'exercice	9.000.000,—	
	<hr/>	61.957.835,86
		<hr/>
		105.886.344,76
		<hr/>
		<hr/>

II. — Réalisable :

Bières en fabrication, approvisionnements et matériel en stock, en commande et en cours de route pour l'Afrique	81.124.794,05
Débiteurs divers	19.782.812,77
Portefeuille titres	371.001,—
	<hr/>
	101.278.607,82
	<hr/>
	<hr/>

III. — Disponible :

Caisses, Banques, Chèques Postaux en Europe et en Afrique	48.847.340,76
---	---------------

IV. — Divers :

Dépenses à répartir	1.658.206,—
-------------------------------	-------------

V. — Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	<hr/>
	257.670.499,34
	<hr/>
	<hr/>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital	140.000.000,—
210.000 actions sans désignation de valeur.	
Fonds de réserve statutaire	4.200.000,—
Fonds de réserve, de prévision et d'assurance	4.500.000,—
Fonds de réserve indisponible	15.400.000,—

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers à court terme	14.919.426,67
Fonds de pension du personnel	4.866.907,—

III. — *Divers :*

Provisions diverses	6.856.773,85
Provisions pour impôts et charges	19.231.591,—
Fonds statutaire en faveur du personnel	2.566.616,41

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants de cautionnements statutaires	P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.

V. — *Solde :*

Profits et pertes	45.129.184,41
	<hr/>
	257.670.499,34
	<hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais d'administration	1.850.524,42
Fonds statutaire en faveur du personnel	2.041.666,67
Charges financières	111.529,13
Amortissement de l'immobilisé	9.000.000,—
Dotation au Fonds de pension du personnel	467.636,75
Provision pour impôts et charges	10.000.000,—
Frais de prorogation anticipée de la durée de la Société	504.000,—
Solde bénéficiaire net	45.129.184,41
	<hr/>
	69.104.541,38
	<hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau de l'exercice précédent	1.186.453,31
Résultats bruts d'exploitation	64.235.812,35
Rentrées diverses	2.680.675,72
Revenus du portefeuille titres	1.600,—
Transfert de « Provisions diverses »	1.000.000,—
	<hr/>
	69.104.541,38
	<hr/>

Arrêté le 24 avril 1953.

Le Conseil d'Administration.

Certifié conforme.

Un Administrateur-Directeur,
E. LEON.

Le Président,
A. DE BAUW.

Vérifié par le Collège des Commissaires, le 12 mai 1953.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction du 9 juin 1953.

M. Anatole De Bauw, Administrateur de Sociétés, 107 avenue Defré à Uccle, Président.

M. Jules Cousin, Ingénieur A. I. Lv., à Elisabethville (Congo Belge), Vice-Président.

M. Paul Alsteen, Ingénieur des Industries de Fermentation à Elisabethville (Congo Belge), Administrateur-Directeur.

M. Edmond Leon, Ingénieur Civil des Mines, 153 chaussée de Charle-roi à Saint-Gilles, Administrateur-Directeur.

M. Auguste Gerard, Administrateur de Sociétés, 6 avenue de la Jonction, Bruxelles, Administrateur.

M. Albert Marchal, Ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur à Uccle, Administrateur.

M. Fernand Nisot, Ingénieur, 13, rue d'Edimbourg, Ixelles, Adminis-trateur.

M. Gilbert Perier, Administrateur de Sociétés, 573, avenue Louise, Bru-xelles, Administrateur.

M. Ernest Toussaint, Licencié en Sciences Commerciales et Consulaire à Elisabethville (Congo Belge) Administrateur.

M. André De Cock, Industriel, 49, rue des Bataves, Bruxelles, Commis-saire.

M. Camille Hela, Licencié en sciences commerciales et coloniales, 21, rue Rembrandt à Bruxelles, Commissaire.

M. Lucien Puissant Baeyens, propriétaire, 2, rue du Monastère à Bruxelles, Commissaire.

M. Jules Van Bleyenbergh, Directeur de Sociétés, 3, avenue de l'Uruguay, Bruxelles, Commissaire.

Bruxelles, le 10 juin 1953.

Un Administrateur-Directeur,
E. LEON.

Le Président,
A. DE BAUW.

Brasseries du Katanga

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Elisabethville (Katanga Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 4, rue de la Chancellerie.

REELECTION DE DEUX ADMINISTRATEURS.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 1953.

... ..
L'Assemblée réélit en qualité d'administrateurs Messieurs A. S. GERARD et G. PERIER, administrateurs sortants, pour un terme de six années prenant cours ce jour et venant à expiration immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1959.

... ..
Bruxelles, le 9 juin 1953.

Certifié conforme.

Un Administrateur-Directeur,
E. LEON.

Le Président,
A. DE BAUW.

Brasseries du Katanga

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social : Elisabethville (Katanga Congo Belge).

Siège Administratif : Bruxelles, 4, rue de la Chancellerie.

ELECTION D'UN ADMINISTRATEUR.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 1953.

... ..

L'Assemblée élit en qualité d'administrateur, Monsieur Léon BRU-NEEL, pour reprendre le mandat de Monsieur Emile DUJARDIN, décédé. Ce mandat prend fin immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

... ..

Certifié conforme.

L'Administrateur-Directeur,
E. LEON.

Le Président,
A. DE BAUW.

Société Minière du Beceka

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Tshikapa (Kasaï - Congo Belge).

Siège administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Luluabourg, n° 242.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 15.267.

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés : Aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 février 1920, 15 août 1937; 15 avril 1947; 15 février 1948, et aux annexes au Moniteur Belge des 6 juin 1931 (acte n° 8.966); 26 juillet 1937 (acte n° 11.715); 1^{er} juin 1947 (acte n° 11.121); 12 février 1948 (acte n° 2.384).

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Concession et droits miniers (°) . . . P. M.

Premier établissement non réévalué . . 722.004.026,—

(°) La concession a été obtenue moyennant attribution à la Colonie d'une redevance de 50 % du solde du bénéfice (art. 36 des statuts) et d'une quote-part de 50 % du solde de l'actif net, en cas de liquidation (art. 37 des statuts).

dont à déduire pour amortissement . . .	722.004.025,—	
	<hr/>	1,—
Réévaluation de l'actif immobilisé (1947)	P. M.	
	<hr/>	1,—

II. — *Réalisable* :

Portefeuille :

a) Participations (sociétés filiales) . . .	111.933.716,—	
b) Participations diverses	103.202.231,—	
c) Fonds d'Etat belges et congolais . . .	196.544.750,—	
Marchandises et produits miniers . . .	25.668.610,—	
Débiteurs divers	520.009.248,—	
	<hr/>	957.358.555,—

III. — *Disponible* :

Caisses et Banques	1.045.234.985,—
------------------------------	-----------------

IV. — <i>Comptes débiteurs</i>	3.860.882,—
--	-------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Dépôts statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
Gestion pour compte de tiers	P. M.
	<hr/>
	2.006.454.423,—
	<hr/>

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital	180.000.000,—	
représenté par 100.000 parts sociales sans désignation de valeur.		
Fonds de réserve	108.000.000,—	
Fonds de renouvellement	80.000.000,—	
Réserve pour régularisation (stock)	210.000.000,—	
	<hr/>	578.000.000,—

II. — <i>Fonds d'assurances</i>	60.000.000,—
---	--------------

III. — <i>Fonds d'œuvres sociales</i>	75.000.000,—
---	--------------

IV. — *Dettes de la société envers des tiers* :

Créditeurs divers	195.197.452,—
-----------------------------	---------------

V. — *Comptes créditeurs :*

Provisions pour grosses réparations et remplacements de matériel et provisions diverses	225.070.000,—	
Autres comptes créditeurs	689.440.280,—	
		<u>914.510.280,—</u>

VI. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.
Gestion pour compte de tiers	P. M.

VII. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	183.746.691,—	
		<u>2.006.454.423,—</u>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'administration et divers	4.863.860,—
Impôts belges et coloniaux (y compris versement provi- sionnel)	57.297.305,—
Impôt sur la superficie des concessions	1.955.515,—
Provision pour impôt complémentaire colonial	45.000.000,—
Droit de sortie	87.756.942,—
Dotation au Fonds de renouvellement	20.000.000,—
Dotation à la réserve pour régularisation (stock)	90.000.000,—
Redevance statutaire à la Colonie	127.864.420,—
Solde	183.746.691,—
	<u>618.484.733,—</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	319.934.207,—
Revenus de participations (sociétés filiales)	268.876.037,—
Revenus de participations diverses et de fonds d'Etat	16.804.209,—
Intérêts, commissions et divers	12.870.280,—
	<u>618.484.733,—</u>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du 16 juin 1953.*

L'assemblée approuve les bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1952, tels qu'ils lui sont soumis par le Conseil d'administration.

L'assemblée réélit ensuite, aux fonctions d'administrateur, MM. le Baron CARTON de WIART et Edgar SENGIER; leurs mandats expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1959. Elle réélit également, aux fonctions de commissaire, MM. Victor FELSENHART, Jean LOTHAIRE et Hubert MENESTRET, dont les mandats expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1959.

Toutes les décisions qui précèdent sont prises à l'unanimité.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions :

Conseil d'administration :

Président :

(X) M. Gaston BLAISE, Ingénieur, 47, Avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Vice-Président :

(X) M. Firmin VAN BREE, Ingénieur, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

(X) M. Lambert JADOT, Ingénieur, 15, rue du Bourgmestre, Ixelles.

Administrateurs :

M. le Baron CARTON de WIART, Docteur en droit, 177, Avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Willy de MUNCK, Vice-Gouverneur Honoraire de la Société Générale de Belgique, 26 b, Boulevard Général Jacques, Bruxelles.

(X) M. Paul FONTAINAS, Ingénieur, 526, Avenue Louise, Bruxelles.

(X) M. Paul GILLET, Ingénieur, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

M. Odon JADOT, Ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Pierre JADOT, Ingénieur, Château de Jolimont, La Hulpe.

(X) M. Alfred MOELLER de LADDERSOUS, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, 1, Place de la Sainte Alliance, Uccle.

Sir Ernest OPPENHEIMER, Industriel, Johannesburg.

M. Philip J. OPPENHEIMER, Administrateur de société, « Lynwood Chase », Bracknell, Berkshire (Grande-Bretagne).

(X) Edgar SENGIER, Ingénieur, 24, Avenue Ernestine, Bruxelles.

(X) Comité permanent.

Collège des Commissaires :

M. Victor FELSENHART, Agent de change, 216, rue de la Loi, Bruxelles.

M. Jean LOTHAIRE, Ingénieur, 13, Avenue Marie-Louise, Rhode St.-Genèse.

M. Hubert MENESTRET, Directeur-adjoint de société, 95, Drève du Duc, Watermael-Boitsfort.

M. Léon RAQUEZ, Docteur en droit, 149, Avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Jean J. RENKIN, Avocat, 115, rue Belliard, Bruxelles.

M. Eugène WITMEUR, Ingénieur, 68, Avenue Michel Ange, Bruxelles.

Un Administrateur,
P. FONTAINAS.

L'Administrateur-Délégué,
L. JADOT.

Société de Cultures au Congo Belge

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Binga par Lisala.

Siège administratif : 9, Grand'Place, Anvers.

Direction et bureau : 150, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce à Anvers : 117.238.

Registre du Commerce à Coquilhatville : 72.

Société Cong. par actions à responsabilité limitée, constituée à Anvers, le 24 novembre 1950, au capital de frs. 100.000.000, par acte du notaire Antoine Cols, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1951, et aux Annexes du Moniteur Belge du 1^{er} février 1951, n° 1683. Capital porté à frs. 150.000.000 par acte du notaire Antoine Cols publié au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1952 et aux Annexes du Moniteur Belge des 24 et 25 décembre 1951, n° 25518.

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Convention du 20-12-1913 avec la Colonie du Congo Belge, palmeraies, plantations, constructions, usines, voies ferrées, matériel roulant, bateaux à vapeur, automobiles, routes, ponts et mobilier :

Avoirs réévalués au

1-1-1952 43.400.221,—

Avoirs non réévalués au

1-1-1952 106.202.786,—

Immobilisations de l'année 24.751.239,—

174.354.246,—

Suppression à l'inventaire d'éléments d'actif devenus sans valeur :

Avoirs réévalués	13.119.756,—	
Avoirs non réévalués	3.876.243,—	
	<hr/>	16.995.999,—
		<hr/>
		157.358.247,—
Amortissements sur avoirs réévalués	13.155.805,—	
Amortissements sur avoirs non réévalués	24.743.254,—	
	<hr/>	37.899.059,—
		<hr/>
		119.459.188,—

Disponible et réalisable :

Banques et Caisses	23.418.749,—	
Portefeuille et participations	26.046.163,—	
Comptes courants	83.580.080,—	
A recevoir pour produits vendus et livrés	20.278.347,—	
Débiteurs divers	9.677.941,—	
Produits en stock au Congo	12.634.582,—	
Marchandises au Congo	8.500.010,—	
Approvisionnements	29.333.126,—	
	<hr/>	213.468.998,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.	
		<hr/>
		332.928.186,—
		<hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital (représenté par 141.024 parts sociales sans désignation de valeur)	150.000.000,—
Réserve légale	11.348.535,—
Réserve pour renouvellement d'immobilisé	10.000.000,—
Fonds d'amortissement fiscal (décret du 1-1-1946)	4.168.529,—
	<hr/>
	14.168.529,—

Dettes de la société envers des tiers :

Provisions diverses	61.969.975,—	
Créditeurs divers	8.169.620,—	
Fonds pour « Welfare » indigène	5.462.514,—	
Participation du personnel d'Afrique aux bénéfices	6.800.000,—	
Dividendes non encaissés	430.030,—	
	<hr/>	82.832.139,—

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P. M.
---------------------------------	-------

Compte des profits et pertes :

Solde reporté	13.476.495,—	
Bénéfice de l'exercice	61.102.488,—	
	<hr/>	74.578.983,—
		<hr/>
		332.928.186,—
		<hr/>
		<hr/>

Compte de profits et pertes de l'exercice 1952.

DEBIT.

Frais généraux	4.904.774,—	
Dépenses d'exploitation	70.774.813,—	
Services sociaux et bien-être indigène	3.341.359,—	
Dotation au bien-être indigène	4.321.314,—	
Amortissements	11.155.823,—	
Plantations vétustes et matériel hors d'usage	7.145.701,—	
Réserve pour impôts	15.000.000,—	
Participation du personnel d'Afrique aux bénéfices	6.800.000,—	
Solde en bénéfice de l'exercice	61.102.488,—	
	<hr/>	184.546.272,—
		<hr/>
		<hr/>

CREDIT.

Produit brut de l'exploitation	182.539.647,—	
Intérêts, commissions et divers	2.006.625,—	
	<hr/>	184.546.272,—
		<hr/>
		<hr/>

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 1953.

L'assemblée générale ordinaire du 4 juin 1953 a approuvé, à l'unanimité, le bilan et le compte des profits et pertes de l'exercice social 1952, clôturés au 31 décembre 1952, tels qu'ils lui ont été soumis, et a décidé de répartir le bénéfice de cet exercice comme suit :

1) 5 % à la réserve légale	3.055.465,—
2) Premier dividende de 30 francs aux 141.024 parts sociales	4.230.720,—
3) Tantièmes statutaires du Conseil d'Administration	5.381.630,—
4) Deuxième dividende de fr. 271,20 aux 141.024 parts sociales	38.245.708,—
5) Report à nouveau	10.188.965,—
	<hr/>
	61.102.488,—
	<hr/>

En conséquence, le coupon n° 21 des 141.024 parts sociales a été rendu payable par 250 francs net, à partir du 8 juin 1953, aux guichets des banques ci-après :

Au Congo Belge : à Léopoldville, Elisabethville et Bukavu.
à la Banque du Congo Belge.

En Belgique : à Bruxelles :

à la Banque du Congo Belge, 14-16, rue Thérésienne, à Anvers,
à la Banque G. et C. Kreglinger, 9, Grand'Place, et
à la Banque de la Compagnie Commerciale Belge, 23, Place de Meir.

Par un vote spécial, et à l'unanimité, l'assemblée a accordé décharge de leur gestion au cours de l'exercice 1952 aux administrateurs et commissaires.

L'assemblée a, à l'unanimité, renouvelé les mandats d'administrateur de M. M. L. C. Beaumont, Oscar Kreglinger, Enrique Mistler pour un terme de 4 ans venant à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire de 1957, ainsi que les mandats de commissaire de M. M. William Grisar et Joseph Stiénon pour un terme de deux ans venant à échéance à la date de l'assemblée générale ordinaire de 1955.

L'assemblée a, à l'unanimité, désigné pour remplacer au sein du Conseil d'Administration M. Léon Genon, administrateur démissionnaire, M. Willy Mancaux, commissaire; M. W. Mancaux achèvera le mandat de M. L. Genon, mandat venant à expiration à la date de l'assemblée générale ordinaire de 1955.

Egalement, à l'unanimité, l'assemblée a désigné pour remplacer au sein du collège des commissaires M. W. Mancaux, devenu administrateur, M. P. Gillain, docteur en droit; le mandat de M. P. Gillain lui est confié pour deux ans et prendra donc fin à l'assemblée générale ordinaire de 1955.

Le Conseil d'Administration et le Collège des Commissaires sont actuellement constitués comme suit :

Conseil d'Administration.

M. Robert Godding, docteur en droit, « Lindenhof », Kapellen-Anvers, président, administrateur-délégué.

M. Luke-Cyril Beaumont, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Bruxelles, administrateur.

M. Gustave Blutz, administrateur de sociétés, 22, avenue des Scarabées, Bruxelles, administrateur.

M. William Allison Skinner, administrateur de sociétés, 18, avenue du Roi Chevalier, Woluwé St.-Lambert, Bruxelles, administrateur.

M. Sidney Edkins, administrateur de sociétés, 150, rue Royale, Bruxelles, administrateur.

M. Victor Goossens, ingénieur agronome, Panzi par Bukavu, Congo Belge, administrateur.

M. Théodore Grutering, administrateur de sociétés, 9, Grand'Place, Anvers, administrateur.

M. Oscar Kreglinger, administrateur de sociétés, 9, Grand'Place, Anvers, administrateur.

M. baron Paul Kronacker, docteur en sciences, 101, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Willy Mancaux, administrateur de sociétés, 26, Avenue de Tervuren, Etterbeek, administrateur.

M. Enrique Mistler, administrateur de sociétés, 18, Marché aux Souliers, Anvers, administrateur.

M. Joseph Ravet, ingénieur agronome à Binga par Lisala, Congo Belge, administrateur.

M. François Van Uytven, administrateur de sociétés, 36, rue Drakenhof, Deurne-Anvers, administrateur.

Collège des Commissaires.

M. John-Frederik Greaves, Chartered Accountant, 292, Avenue Molière, Bruxelles, commissaire.

M. William Grisar, assureur, 26, rue Osy, Anvers, commissaire.

M. Paul Gillain, docteur en droit, 60, Avenue Vanden Driessche, Bruxelles, commissaire.

M. Frédéric Pott, directeur de sociétés, 8, Avenue Groenendaels, La Hulpe (Malaise), commissaire.

M. Edouard Stappers, agent de change, 1, Meir, Anvers, commissaire.

M. Joseph Stiénon, administrateur de sociétés, 35, Avenue de Mérode, Berchem-Anvers, commissaire.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs.

F. VAN UYTVEN.

E. GODDING.

Compagnie Commerciale Industrielle et Minière (C.I.M.)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Goma (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4497.

Registre du Commerce de Bukavu (C. B.) n° 550.

—

Constituée suivant acte passé devant M^e Victor SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le 31 décembre 1927, et autorisée par Arrêté Royal du 1^{er} février 1928 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1928).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Hubert SCHEYVEN, notaire à Bruxelles, le 16 octobre 1929; modifications autorisées par Arrêté Royal du 16 novembre 1929 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1929).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Edouard VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le 6 octobre 1931; modifications autorisées par Arrêté Royal du 16 novembre 1931 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 16 décembre 1931).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Léon COENEN, notaire à Bruxelles, le 3 décembre 1935; modifications autorisées par Arrêté Royal du 23 janvier 1936 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1936).

—

Bilan au 31 décembre 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Mobilier	185.255,—	
Amortis. antérieurs	77.828,—	
Amortis. de l'exercice	18.525,—	
	<u>96.353,—</u>	
		88.902,—

Réalisable :

Portefeuille	30.554.848,—	
Amortis. antérieurs	1.241.701,—	
	<u>29.313.147,—</u>	
Débiteurs divers	10.033.010,—	
	<u>39.346.157,—</u>	

Disponible :

Banque, chèques postaux et caisse	1.659.870,—
<i>Comptes débiteurs</i>	444.189,—
<i>Versements restant à effectuer sur titres</i>	180.000,—

Compte d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	465.000,—	
Divers	268.500,—	
	<hr/>	733.500,—
		<hr/> <hr/>
		42.452.618,—
		<hr/> <hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	35.000.000,—	
représenté par :		
70.000 actions de 500 francs.		
2.500 parts de fondateur s. d. v.		
Réserve statutaire	682.881,—	
	<hr/>	35.682.881,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	122.352,—	
Dividendes restant à payer	38.608,—	
	<hr/>	160.960,—

<i>Comptes créditeurs</i>	225.826,—
-------------------------------------	-----------

<i>Versements restant à effectuer sur titres</i>	180.000,—
--	-----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	465.000,—	
Divers	268.500,—	
	<hr/>	733.500,—

Profits et pertes :

Solde à nouveau	1.765.868,—	
Bénéfice de l'exercice	3.703.583,—	
	<hr/>	5.469.451,—
		<hr/> <hr/>
		42.452.618,—
		<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux et d'administration	1.423.630,—
Amortissement sur mobilier	18.525,—
Provision pour impôts	100.000,—
Solde bénéficiaire reporté	1.765.868,—
Bénéfice de l'exercice	3.703.583,—
	<hr/>
	5.469.451,—
	<hr/>
	7.011.606,—
	<hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	1.765.868,—
Revenu du portefeuille, intérêts, redevances et divers	5.245.738,—
	<hr/>
	7.011.606,—
	<hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. baron Edouard EMPAIN, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles, président;

M. Maurice LEFRANC, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-Bruxelles, administrateur-directeur;

M. Fernand SELLIER, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby à Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur;

M. Pierre de la CROIX d'OGIMONT, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome à Ixelles-Bruxelles;

M. Jacques GRAZIA, industriel, « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo;

M. Fernand TRICOT, ingénieur mécanicien-électricien, à Albertville, (Congo Belge);

M. Pierre WITMEUR, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg à Ixelles-Bruxelles.

Commissaires :

M. Gaston COCKAERTS, sous-directeur de banque, 37, rue Victor Leffèvre à Schaerbeek-Bruxelles;

M. Gaston PAQUET, administrateur de sociétés, 167, avenue des Aubépines, Uccle-Bruxelles;

M. Emile POINSIGNON, secrétaire de société, 34, rue des Hiboux à Woluwé-St.-Pierre.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 17 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

1) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires.

L'assemblée décide en conséquence de répartir le solde bénéficiaire de fr. 5.469.451, — comme suit :

— réserve statutaire : 5 % sur fr. 3.703.583	185.179,—
— premier dividende de 6 % aux 70.000 actions de capital	2.100.000,—
— allocations statutaires : 5 % de fr. 1.418.404	70.920,—
— second dividende aux actions de capital	350.000,—
— dividende aux parts de fondateur	350.000,—
— solde à reporter	2.413.352,—
	<hr/>
	5.469.451,—
	<hr/>

Le coupon n° 9 des actions de capital sera payable par fr. 35 brut et net et le coupon n° 3 des parts de fondateur par fr. 140 brut et net, à partir du 30 juin 1953, aux guichets des banques ci-après :

- Banque Industrielle Belge à Bruxelles,
- Banque Belge pour l'Industrie à Bruxelles.

2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1952;

3) élit M. Florimond STUCKENS, administrateur de sociétés, domicilié 54, avenue du Parc de Woluwé à Auderghem, en remplacement du Chevalier M. E. LALLEMAND, administrateur décédé; le mandat de M. STUCKENS expire en 1958;

renouvelle pour un terme de six ans, le mandat d'administrateur de M. Fernand SELLIER, et, pour un terme de trois ans, le mandat de commissaire de M. Emile POINSIGNON.

Bruxelles, le 18 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

Fernand SELLIER.

Maurice LEFRANC.

Société des Bois et Produits du Mayumbe « BOPROMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lukula M'Bavu (Congo).

Siège administratif : Bruxelles, 7 et 9, rue du Lombard.

Direction en Europe : Charleroi, 9, quai de Brabant.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6038.

Constituée à Bruxelles, suivant acte publié aux annexes du Moniteur Belge : année 1926, n° 787. Modifications aux statuts publiés : année 1929 n° 8408 ; année 1950 n° 3029.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé à l'Assemblée Générale du 4 juin 1953.

ACTIF.

I. Immobilisé :

Concessions anciennes	1,—
Frais de premier établissement	1,—
Frais d'augmentation de capital	1,—
Mobilier Belgique	1,—
Immeubles Afrique	2.628.924,81
Plantations	3.219.444,21
Nouvelles concessions	24.077,50
Routes construites	244.182,21
Matériel, outillage et raccordement	3.258.486,06
Mobilier Afrique	121.948,94
	<hr/>
	9.497.067,73
Réévaluation de l'immobilisé	4.145.475,10
	<hr/>
	13.642.542,83

II. Réalisable :

Portefeuille-titres	224.425,—
Marchandises, approvisionnements et produits de plantations	1.924.717,88
Débiteurs divers	501.857,—
	<hr/>
	2.650.999,88

III. Disponible :

Caisse, Chèques-Postaux et Banques	1.152.183,55
	<hr/>
	17.445.726,26
	<hr/>

PASSIF.

I. *Envers la société :*

Capital	10.000.000,—	
Réserve légale	1.000.000,—	
Réserve spéciale	1.250.000,—	
Prévision fiscale	491.307,—	
Provision frais de congé	273.766,52	
	<hr/>	13.015.073,52
Amortissement sur réévaluation	2.487.284,55	
	<hr/>	15.502.358,07

II. *Envers les tiers :*

Salaires	113.237,—	
Dividendes	51.110,—	
Créditeurs divers	1.479.299,46	
	<hr/>	1.643.646,46

III. *Profits et pertes :*

Report de l'exercice précédent	195.356,60	
Bénéfice de l'exercice	104.365,13	
	<hr/>	299.721,73
	<hr/>	17.445.726,26
	<hr/>	

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux Belgique	176.388,50	
Amortissements sur :		
Immobilisé	744.313,19	
Plantations	207.345,08	
Réévaluation	414.547,—	
	<hr/>	1.366.205,27
Solde créditeur :		
Report de l'exercice précédent	195.356,60	
Bénéfice net de l'exercice	104.365,13	
	<hr/>	299.721,73
	<hr/>	1.842.315,50
	<hr/>	

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	195.356,60
Recettes nettes d'exploitation	1.615.797,54
Recettes diverses	31.161,36
	<hr/>
	1.842.315,50
	<hr/>

Répartition.

Dividende net de 10 fr. par action	221.687,—
Tantièmes au conseil général	39.121,—
Report à nouveau du solde	38.913,73
	<hr/>
	299.721,73
	<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Composition du Conseil Général en fonctions.

M. Jacques Piret, licencié en sciences financières et économiques, industriel, « Chantebise », à Chastres-Walcourt, président.

M. Isidore Van Roy, docteur en médecine, à Jeuk par Borloo, vice-président.

M. André Cornil, industriel, Chaussée de Charleroi, Fleurus, administrateur.

M. Edmond Lambrette, administrateur de sociétés, 248, avenue de Ter-vueren, Woluwe-Saint-Pierre, administrateur.

M. André Piret, industriel, à Thy-le-Château, administrateur.

M. Rodolphe Plafeau, directeur de société, rue Ernest Charles, Marcinelle, administrateur.

M. Henri Franken, directeur de la société, Lukula-M'Bavu, administrateur-directeur.

M. Jean Lambrette, docteur en droit, 50, avenue de l'Hippodrome, Ixelles, commissaire.

M. Henri Sauvage, docteur en droit, 44, rue Léopold, Saint-Ghislain, commissaire.

M. Georges Van der Kerken, docteur en droit, 104, rue Général Lartigue, Woluwe-Saint-Lambert, commissaire.

Le Président,
(s.) Jacques PIRET.

Société des Bois et Produits du Mayumbe « BOPROMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lukula M'Bavu (Congo).

Siège administratif : Bruxelles, 7 et 9, rue du Lombard.

Direction en Europe : Charleroi, 9, quai de Brabant.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 6038.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée Générale du 4 juin 1953 a renouvelé à l'unanimité, le mandat d'administrateur de M. Edmond Lambrette.

Le Président,
(s.) Jacques PIRET.

—

Société Minière Victoria

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Registres du Commerce :

Costermansville n° 463. Bruxelles n° 104.362.

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

—

Société constituée le 13 avril 1938. Statuts publiés aux Annexes au Moniteur Belge le 12 juin 1938, aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juin 1938, p. 335. Modifications publiées aux Annexes au Moniteur Belge du 9 janvier 1948 (n° 468) et aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1948.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation du capital	104.752,—	
Frais de prospections	6.881.003,—	
	<hr/>	
	6.985.755,—	
Amortissements	3.365.222,—	
	<hr/>	
		3.620.533,—

II. — *Réalisable* :

Débiteurs divers	3.232,—
----------------------------	---------

III. — *Disponible* :

Banques	11.483,—
-------------------	----------

IV. — *Comptes d'ordre* :

Cautionnements statutaires	P. M.
--------------------------------------	-------

Engagements et contrats divers en cours	P. M.
---	-------

V. — *Profits et pertes* :

Perte des exercices antérieurs	168.095,—
--	-----------

Perte de l'exercice 1952	15.921,—
------------------------------------	----------

	<u>184.016,—</u>
--	------------------

	<u>3.819.264,—</u>
--	--------------------

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital : représenté par :

8.200 actions de capital de 125 fr.	1.025.000,—
---	-------------

8.200 actions de dividende de 12,50 fr.	102.500,—
---	-----------

10.000 actions privilégiées de 125 fr.	1.250.000,—
--	-------------

	<u>2.377.500,—</u>
--	--------------------

II. — *Dettes de la société envers des tiers* :

Créditeurs divers	1.441.764,—
-----------------------------	-------------

III. — *Comptes d'ordre* :

Déposants des garanties statutaires	P. M.
---	-------

Engagements et contrats divers en cours	P. M.
---	-------

	<u>3.819.264,—</u>
--	--------------------

Compte de profits et pertes de l'exercice 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	15.921,—
-----------------------------------	----------

CREDIT.

Solde	15.921,—
-----------------	----------

Situation du capital.

Entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du mardi 2 juin 1953.*

« L'Assemblée réélit à l'unanimité Monsieur Jacques RELECOM en
» qualité d'administrateur et Monsieur André DE VALCK en qualité de
» commissaire. Leur mandat expire en 1959 ».

Composition du Conseil d'Administration.

M. Prosper LANCSWEERT, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du
Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles, Président du Conseil d'adminis-
tration.

M. Jacques RELECOM, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise,
Bruxelles, Administrateur-délégué.

M. Raoul JACQUET, Administrateur de sociétés, 53 rue du Lac, Bru-
xelles, Administrateur.

M. Henri JACQUET, Administrateur de sociétés, 32, boulevard Brand
Whitlock, Woluwe-St.-Lambert, Administrateur.

M. Maurice LEFRANC, Ingénieur Civil, 88, rue Bosquet, St.-Gilles,
Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. André DE VALCK, Ingénieur Civil des Mines, 43, rue du Ruisseau,
Wesembeek-Oppem, Bruxelles.

M. Floris ERNOULD, Expert-comptable, 206, avenue de la Reine,
Schaerbeek, Bruxelles.

M. Louis-Nicolas UYTDEHOF, Expert-comptable, 22, place Ar-
mand Steurs, Bruxelles.

M. Flavien VANDE PITTE, Ingénieur, 8, chaussée de Louvain, Cor-
tenberg.

Bruxelles, le 16 juin 1953.

SOCIETE MINIERE VICTORIA.

L'Administrateur-délégué,
J. RELECOM.

Le Président,
P. LANCSWEERT.

Société Minière de Muhinga et de Kigali « SOMUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Siège social : Kigali (Ruanda).

Registre du Commerce d'Anvers : N° 289.77.

Registre du Commerce d'Usumbura : N° 1059.

Constituée à Anvers, par acte passé le 20 janvier 1933, devant Maître Antoine Cols, notaire; autorisée par arrêté royal du 27 février 1933. Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1933, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 22 mars 1933, sous le N° 2526; modifiés par actes des 8 août 1934, 29 mai 1936, 20 juillet 1936, 9 décembre 1938, 17 juin 1947 et 16 novembre 1948, publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 26 août 1934, 25 juin 1936, 26 septembre 1936, 10 février 1939, 1-2 décembre 1947 et 30 juin 1949, sous les N° 11719, 10650, 13658, 1217, 21225 et 14380, et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1934, 15 septembre 1936, 15 février 1939, 15 janvier 1948 et 15 juillet 1949.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

1. Immobilisé :

1) Apports, frais d'études et de prospection	1,—	
2) Frais de premier établissement	1,—	
3) Recherches minières, routes et communications, plantations	22.457.105,82	
4) Installations, matériel et mobilier	26.711.294,48	
Plus-value de réévaluation	5.534.415,—	
	<u>32.245.709,48</u>	
5) Terrains et immeubles	12.148.298,19	
Plus-value de réévaluation	943.454,—	
	<u>13.091.752,19</u>	
		<u>67.794.569,49</u>

2. Disponible :

Caisses et Banques en Europe et en Afrique	8.881.659,93
--	--------------

3. Réalisable :

1) Stock minéral et métal	32.200.468,38
2) Approvisionnements divers	35.602.707,26
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique	6.135.744,75

4) Portefeuille et participations financières :		
a) Fonds publics belges	4.898.250,—	
b) Autres valeurs	10.944.250,—	
	<u>15.842.500,—</u>	
5) Comptes de régularisation	5.745.195,28	
	<u>95.526.615,67</u>	

4. Comptes d'ordre :

1) Dépôts statutaires		pour mémoire
2) Engagements divers	197.031,—	
	<u>Fr. 172.399.876,09</u>	

PASSIF.

1. Non exigible :

1) Capital :	
Versements des actionnaires	fr. 7.000.000,—
Incorporation de réserves	21.000.000,—
	<u>28.000.000,—</u>

représenté par 20.000 actions de capital série A sans désignation de valeur.

Il existe en outre 30.000 parts de fondateur sans désignation de valeur et 30.000 actions série B.

2) Réserve légale	2.800.000,—
3) Réserve extraordinaire	4.952.854,22
4) Plus-value de réévaluation sur l'immobilisé	6.477.869,—
5) Fonds du Bien-Etre indigène	4.500.000,—
6) Réserve d'amortissements	2.936.684,91
7) Amortissements divers :	

Solde reporté du 31/12/1951 39.934.021,29

Prélèvements en 1952 pour
diminution d'actif 805.914,65

39.128.106,64

Augmentation en 1952 :

Amortissements nécessaires	3.467.154,39	
	<u>42.595.261,03</u>	
		<u>92.262.669,16</u>

2. *Exigible :*

1) Crédoiteurs avec garanties réelles	18.216.777,30	
2) Crédoiteurs sans garanties réelles	9.780.436,83	
3) Effets à payer	1.553.301,50	
4) Versements à faire sur Portefeuille	2.319.600,—	
5) Comptes de régularisation	11.286.180,30	
	<hr/>	43.156.295,93

3) *Comptes d'ordre :*

1) Déposants statutaires	pour mémoire
2) Engagements divers	197.031,—

4) *Comptes de résultats :*

Report antérieur	10.220.000,—	
Profits et Pertes, solde bénéficiaire	26.563.880,—	
	<hr/>	36.783.880,—
		<hr/>
	Fr.	172.399.876,09
		<hr/>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Amortissements nécessaires sur recherches minières, installations, matériel et mobilier, immeubles, plantations, routes et communications	3.467.154,39
Fonds du Bien-Etre indigène	870.723,03
Prévision fiscale	1.500.000,—
Report antérieur	10.220.000,—
Solde bénéficiaire de l'exercice	26.563.880,—
	<hr/>
	36.783.880,—
	<hr/>
	Fr. 42.621.757,42
	<hr/>

CREDIT.

Report à nouveau	fr. 10.220.000,—
Bénéfices et revenus du Portefeuille	261.577,85
Bénéfices bruts d'exploitation, charges sociales déduites ..	32.140.179,57
	<hr/>
	Fr. 42.621.757,42
	<hr/>

REPARTITION DU SOLDE DISPONIBLE.

1) Réserve légale	maximum atteint	
2) Tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires	1.859.471,60	
3) Fonds de prévision en faveur du personnel	1.328.194,—	3.187.665,60
4) Réserve extraordinaire		2.555.798,80
5) Redevance 1952 aux actions série B		9.918.015,60
6) Premier dividende aux 20.000 actions de capital série A : Frs. 24,50 par titre	490.000,—	
7) Second dividende aux 20.000 actions de capital série A : Frs. 260,31 par titre	5.206.200,—	
8) Dividende aux 30.000 parts de fondateur : Frs. 173,54 par titre	5.206.200,—	10.902.400,—
9) Report à nouveau		10.220.000,—
	Fr.	36.783.880,—

Arrêté en séance du Conseil d'administration du 15 mai 1935 par MM. Nicolas Decker, le Comte Christian de Renesse, le Comte Thierry de Renesse, le Comte Constantin de Renesse, François Diels, Albert Jacques et Charles Sampers.

Approuvé par le Collège des commissaires : MM. Robert Delwiche, Armand De Smet et Arthur De Mulder, en date du 19 mai 1953.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

I. Conseil d'administration.

Président-Administrateur-délégué :

M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, 25, Grande Chaussée à Berchem (lez-Anvers).

Vice-Président :

M. le Comte Christian de Renesse, ingénieur-technicien, Château de et à Jabbeke-lez-Bruges.

Administrateurs :

M^{me} la Comtesse de Renesse Breidbach, propriétaire, 9, rue Adrien Wil-laert à Bruges.

M. le Comte Thierry de Renesse, docteur en droit, Château de et à Oost-malle.

M. François Diels, courtier en assurance, 72, avenue Van Put à Anvers.

M. Charles Sampers, industriel, 9, avenue Léopold III à Edegem (Iez-Anvers).

M. le Comte Constantin de Renesse, licencié en sciences commerciales et consulaires, 44, avenue Victor Emmanuel III, à Uccle.

M. Albert Jacques, administrateur de sociétés, 19, rue des Aduatiques à Bruxelles.

II. Collège des Commissaires.

Président :

M. Robert Delwiche, avocat, 3, rue des Deux Ponts à Gand.

Commissaires :

M. Armand De Smet, industriel, 137A, Chaussée de Bruxelles à Waterloo

M. Arthur De Mulder, professeur pensionné, 34, Rempart du Tabac à Anvers.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise à Bruxelles.

III. Délégués du Gouvernement du Ruanda-Urundi.

M. Fernand de Bock.

M. Georges Sandrart.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1953.

L'assemblée, à l'unanimité :

1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration;

2°) approuve la répartition des bénéfices telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration, de sorte que, défalcation faite du dividende intercalaire payé en 1952 et tenant compte du fait que le coupon N° 22 des actions de capital série A a servi à l'exercice du droit de souscription à notre récente augmentation de capital, le coupon 22 des parts de fondateur étant sans valeur, les coupons N° 23 seront payables à partir du 30 juin 1953 par net :

Frs. 120,19 pour les actions de capital série A.

Frs. 80,14 pour les parts de fondateur,

aux guichets suivants :

à Bruxelles :

Banque de la Société Générale de Belgique,
3, Montagne du Parc.

Banque du Congo Belge,
14, rue Thérésienne.

à Anvers :

Kredietbank,
Torengbouw, Marché aux Souliers.
Banque Belge d'Afrique,
44, rue des Tanneurs.
Caisse Anversoise de Reports et de Crédit,
12, rue Arenberg.
Siège administratif de la Société,
34, avenue Rubens.

3°) par vote spécial, donne décharge, pour l'exercice 1952, aux administrateurs et commissaires.

Anvers, le 16 juin 1953.

Pour copie et extrait certifiés conformes.

SOCIETE MINIERE DE MUHINGA ET DE KIGALI.
« SOMUKI ».

Deux administrateurs :

(sé) Fr. DIELS.

(sé) N. DECKER.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

6, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registres du commerce : Bruxelles N° 42.800.

: Elisabethville N° 314.

—
Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1930.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15/3/30 et à l'annexe au « Moniteur Belge » des 6-7 janvier 1930 (acte 194) modifiés et publiés aux annexes du « Moniteur Belge », année 1935, N° 13466 — année 1948, N° 17087 — année 1950, N° 2369.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

approuvé par l'Assemblée générale du 16 juin 1953.

ACTIF.

I. — Actif immobilisé :

a) Terrains, bâtiments industriels et habitations	fr.	49.322.068,—
b) Installations et machineries		39.261.655,—
c) Accroissement de plus-value		43.381.964,—
		<hr/> 131.965.687,—

A déduire :

Amortissements antérieurs... 54.807.920,—

Prélèvements de l'exercice... 235.580,—

54.572.340,—

Amortiss. de l'exercice 8.626.322,—

63.198.662,—

68.767.025,—

d) Mobilier, Matériel et Outillage 1,—

II. — Actif réalisable :

e) Magasins et stocks 42.047.756,—

f) Portefeuille titres 7.070.474,—

g) Débiteurs divers 30.678.360,—

79.796.590,—

III. — Actif disponible :

h) Caisses, banques et divers en Europe et en Afrique 13.960.693,—

IV. — Divers :

1) Titres de la société rachetés par celle-ci (art. 51bis des statuts : 5.000 actions rachetées par la société et dont le prix d'achat a été imputé au Fonds de prévision.

V. — Comptes débiteurs :

j) Comptes débiteurs divers : dépenses à répartir 407.116,—

VI. — Comptes d'ordre :

k) Garanties statutaires Pour mémoire

l) Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

m) Cautionnements agents Pour mémoire

Fr. 162.931.425,—

PASSIF.

I. — Passif de la Société envers elle-même :

a) Capital fr. 72.000.000,—

Représenté par 60.000 actions de capital sans mention de valeur nominale, dont 5.000 rachetées par la Société.

b) Réserve statutaire 7.200.000,—

c) Fonds de prévision 30.529.921,—

d) Plus-value de réévaluation 7.319.704,—

II. — *Passif de la Société envers des tiers :*

e) Créiteurs	14.339.808,—
f) Dividendes non réclamés	45.484,—

III. — *Divers :*

g) Comptes créiteurs divers	14.935.755,—
-----------------------------------	--------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

h) Titulaires de garanties statutaires	Pour mémoire
i) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
j) Agents cautionnements	Pour mémoire

V. — *Solde :*

k) Profits et Pertes :

Report de l'exercice antérieur	1.033.764,—	
Solde bénéficiaire de l'exercice	15.526.989,—	
	<u>16.560.753,—</u>	
	Fr.	<u>162.931.425,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et charges financières	fr.	2.931.288,—
Amortissements sur l'immobilisé		8.626.322,—
Bénéfice net		<u>16.560.753,—</u>
	Fr.	<u>28.118.363,—</u>

CREDIT.

A nouveau	fr.	1.033.764,—
Résultats d'exploitation		17.661.584,—
Intérêts sur dépôts en banque et divers		42.295,—
Revenus et produits du portefeuille		759.500,—
Plus-value sur ventes de titres		<u>8.621.220,—</u>
	Fr.	<u>28.118.363,—</u>

REPARTITION.

Fonds de prévision	fr.	8.621.220,—
A reporter à nouveau		736.809,—
Aux 55.000 actions en circulation		6.626.506,—
Tantièmes au Conseil général		576.218,—
	Fr.	<u>16.560.753,—</u>

Pour copie certifiée conforme.

Un administrateur,
L. MOTTOULLE.

Un administrateur,
J. VERDUSSEN.

Minoteries du Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée.

Registre du commerce Bruxelles N° 42.800.

Registre du commerce Elisabethville N° 314.

Constituée le 3 décembre 1929 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 5 février 1930.

Statuts modifiés par décision de l'Assemblée générale extraordinaire des 9 juillet 1935, 13 juillet 1948 et 7 décembre 1949.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 16 JUIN 1953.**

» 4. — L'Assemblée réélit en qualité d'administrateurs MM. Jules Cousin et Herman Robiliart, pour une période qui prend cours ce jour et expire immédiatement après l'Assemblée générale de 1958.

L'Assemblée procède à l'élection définitive de Mr. Jean Verdussen, directeur à l'Union Minière du Haut-Katanga, en qualité d'administrateur, pour une période prenant cours ce jour et expirant immédiatement après l'Assemblée générale de 1956.

L'Assemblée élit Mr. Jules Moens, fondé de pouvoirs à la Société Générale de Belgique, en remplacement de Mr. Jean Koeckx, en qualité de commissaire.

Ce mandat prend cours ce jour et expire immédiatement après l'Assemblée générale de 1958.

Les décisions ci-dessus sont prises à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 16 JUIN 1953.

M. Herman Robiliart, administrateur-délégué de l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Ixelles, 35, avenue Jeanne. Président du Conseil.

M. Jules Cousin, Président du Comité local en Afrique de l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Elisabethville (Congo Belge). Vice-Président du Conseil.

M. Jean Verdussen, ingénieur civil des mines, A. I. Br., demeurant à Uccle, 53, avenue Winston Churchill. Administrateur-délégué.

M. Roger Staes, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 51, avenue de Ter-
vueren. Administrateur-directeur.

M. Henry Terve, directeur de société, demeurant à Auderghem, 75, avenue Mgr. Micara. Administrateur-directeur.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest, 90, avenue Molière. Administrateur.

M. le Baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement. Administrateur.

M. Odon Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, 14, square du Val de la Cambre. Administrateur.

M. Charles Henry Janssen, ingénieur, demeurant à Waterloo, 60, avenue des Chasseurs. Administrateur.

M. Léopold Mottoulle, docteur en médecine, demeurant à Ixelles, 31, rue des Liégeois. Administrateur.

M. Gilbert Mullie, propriétaire, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 58, boulevard Brand Withlock. Administrateur.

M. Georges Rogogine, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 441, avenue Louise. Administrateur.

M. Paul Vuylsteke, industriel, demeurant à Bruxelles, 14, avenue Emile Demot. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, directeur de département à l'Union Minière du Haut-Katanga, demeurant à Koekelberg, 82, avenue de l'Indépendance Belge.

M. Edmond de Ryckman de Betz, ancien magistrat du Congo Belge, demeurant Château de Petit Fresin, par Montenaeken (Limbourg).

M. Louis Habran, sans profession, demeurant à Bruxelles, 33, rue Van Ostade.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Boitsfort, 7, avenue Van Becelaer.

Pour copie certifiée conforme.

MINOTERIES DU KATANGA.

Un administrateur,
L. MOTTOULLE.

Un administrateur.
J. VERDUSSEN.

**Société pour l'Industrie du Bois et des Placages au Congo
(CONGO VENEERS)**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : N'Kolo-Bolobo (Congo Belge).

Siège administratif : 26, rue d'Edimbourg, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 241.161.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 3.135.

Acte constitutif publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1952.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 15 mai 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr. 569.402,50
Frais de 1 ^{er} Etablissement	2.960.708,79
Frais de prospections forestières	657.613,50
Frais Etudes, travaux recherches	1.200.000,—

Constructions :

Usines	5.675.947,16
Européennes	1.159.194,75
Camp indigène	179.668,—
Diverses	138.066,—
	<hr/>
	7.152.875,91

Matériel et outillage :

Usines	18.072.109,69
Transport	6.000.112,70
Divers	387.104,20
Outillage	187.250,75
	<hr/>
	24.646.577,34
Mobilier, habitations et bureaux	374.022,65
Approv. Trav. en cours	720.965,50
	<hr/>
	38.282.166,19

Disponible :

Caisse Europe	6.056,95	
Banques - Afrique	6.267,57	
	<hr/>	12.324,52

Réalisable :

Actionnaires	990.600,—	
Participations	3.000.000,—	
Approv. Divers	1.343.426,50	
Débiteurs divers	487.553,95	
	<hr/>	5.821.580,45
		<hr/>
	Fr.	<u><u>44.116.071,16</u></u>

PASSIF.

De la Société envers elle-même :

Capital	fr.	40.000.000,—
représenté par 40.000 actions de 1.000 francs congolais chacune.		

De la Société envers les tiers :

Banques - Europe	2.295.000,01	
Créditeurs divers en Europe et en Afrique	1.097.915,60	
Versements restant à faire sur participations	723.155,55	
	<hr/>	4.116.071,16
		<hr/>
	Fr.	<u><u>44.116.071,16</u></u>

SITUATION DU CAPITAL AU 9 AVRIL 1953.

Versements effectués	fr.	39.250.800,—
Versements restant à effectuer :		
Mr. R. Vinchent	500.000,—	
Société Charles Le Jeune (Assur.)	249.200,—	
	<hr/>	749.200,—
		<hr/>
	Fr.	<u><u>40.000.000,—</u></u>

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Baron Camille de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 25, rue Belliard. Président.

Comte Bernard d'Ursel, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 27, boulevard Saint-Michel. Administrateur-délégué.

Baron Jacques de Fierlant-Dormer, administrateur de sociétés, demeurant au Domaine de Freux à Freux. Administrateur.

Mr. Antoine de Jacquier de Rosée, administrateur de sociétés, demeurant à N'Kolo-Bolobo (Congo Belge). Administrateur.

Mr. Gottfried Lauprecht, négociant, demeurant à Bremen (Allemagne, 56, Contrescarpe. Administrateur.

Comte Charles de Limburg-Stirum, propriétaire, demeurant au Château de Bois-Saint-Jean par Bihain, commune de Samrée. Administrateur.

Mr. Eugène Gillieaux, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 418. avenue Louise. Administrateur.

Mr. Albert Le Jeune, assureur, demeurant à Anvers, 24, avenue Prince Albert. Commissaire.

Mr. Georges Polet, notaire honoraire, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, 18. Commissaire.

Pour copie conforme.

(s.) Illisible.

SYMOR

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 55.451.

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2.349.

Constituée le 23 avril 1931, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931.

Statuts modifiés suivant actes des 7 octobre 1931, 25 novembre 1935, 29 décembre 1938, 27 juin 1939 et 16 juin 1948, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier 1932, 15 juillet 1936, 15 mai 1939 (B. A. C. du 10 octobre 1939) et 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

(Approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 17 juin 1953.)

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	P.M.	
Concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	22.546.811,—	
Constructions	1.520.734,—	
Matériel et gros outillage	3.382.918,—	
Mobilier	221.266,—	
		27.671.729,—

Disponible et réalisable :

Caisses, Dépôts à vue et à court terme	8.372.384,—	
Actionnaires	1.769.250,—	
Part coopérative Congor	250,—	
Débiteurs divers	3.065.073,—	
Approvisionnements en stock et en cours de route	1.534.108,—	
Or en stock et en cours de route	850.511,—	
		15.591.576,—

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	50.842,—
--	----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires (85 actions de 500 francs)	P.M.
	Fr. 43.314.147,—

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 15.000.000,—
Représenté par 30.000 actions de frs. 500.	
Réserve statutaire	127.337,—

Amortissements :

s/concessions, prospections, travaux préparatoires et divers	22.546.811,—	
s/constructions	1.520.734,—	
s/matériel et gros outillage	2.046.255,—	
s/mobilier	221.266,—	
	26.335.066,—	
Plus-value exonérée sur réalisation d'actifs.....	345.167,—	
		41.807.570,—

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	973.661,—
-------------------------	-----------

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers	188.876,—
---	-----------

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires (85 actions de 500 francs.)	P.M.
--	------

Résultats :

Solde bénéficiaire de l'exercice	1.275.877,—
--	-------------

à déduire :

Solde déficitaire reporté de l'exercice précéd.	1.231.837,—	
		44.040,—

Fr.	43.314.147,—
-----	--------------

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	1.231.837,—
---	-----	-------------

Frais généraux	73.872,—
----------------------	----------

Prévision fiscale	165.000,—
-------------------------	-----------

Amortissements :

sur matériel et gros outillage	365.613,—
--------------------------------------	-----------

sur mobilier	12.466,—
--------------------	----------

	378.079,—
--	-----------

Solde bénéficiaire :

Solde bénéficiaire de l'exercice	1.275.877,—
--	-------------

à déduire :

Solde déficitaire reporté de l'exercice précéd.	1.231.837,—	
		44.040,—

Fr.	1.892.828,—
-----	-------------

CREDIT.

Résultats divers et intérêts	fr.	1.892.828,—
------------------------------------	-----	-------------

Fr.	1.892.828,—
-----	-------------

AFFECTATION DES BENEFICES.

Réserve légale	fr.	2.202,—
Report à nouveau		41.838,—
	Fr.	44.040,—

SITUATION DU CAPITAL.

Versements effectués	fr.	13.230.750,—
Versements restant à effectuer :		
« Symaf » Syndicat Minier Africain	fr.	1.761.550,—
Compagnie Financière Africaine		875,—
Mr. Raymond Anthoine		175,—
Mr. George Moulaert		175,—
Mr. Franz Timmermans		175,—
Mr. Didier de Bournonville		700,—
M ^{lle} Sabine de Bournonville		700,—
M ^{me} Jacques Maes de Bournonville		350,—
Mr. Albert Carrière		875,—
M ^{me} V ^{ve} Jules Mathieu-Chaudron		1.750,—
M ^{me} V ^{ve} Désiré De Schoonen-Corduant		175,—
Succession de Mr. Albert Paulis		1.750,—
		1.769.250,—
	Fr.	15.000.000,—

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION.

Mr. George Moulaert, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. Président.

Mr. Pierre Van Hoegaerden, ingénieur civil des mines, place Charles Graux, 15, Ixelles. Administrateur-directeur.

Mr. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, avenue Franklin Roosevelt 64, Bruxelles. Administrateur.

Mr. Henri Depage, Président, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwé, 44, Auderghem. Administrateur.

Mr. Pierre Orts, administrateur de sociétés, 33, avenue Jeanne, Ixelles. Administrateur.

Mr. Georges Schaar, ingénieur civil des mines et géologue, avenue Franklin Roosevelt, 144, Bruxelles. Administrateur.

Mr. Robert Schwennicke, ingénieur civil des mines, avenue du Parc de Woluwé, 64, Auderghem. Administrateur.

Mr. Franz Timmermans, ingénieur civil des mines, rue Franz Merjay, 182, Ixelles. Administrateur.

Mr. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz. Commissaire.

Un administrateur,
Pierre VAN HOEGAERDEN.

Un administrateur,
Robert SCHWENNICKE.

**Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur
aux Grands Lacs Africains**

Société Anonyme

à Bruxelles.

24, avenue de l'Astronomie.

Registre du commerce : Bruxelles n° 3902.

Registre du commerce : Stanleyville n° 910.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 janvier 1902, n° 176, et « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de janvier 1902; des 11-12 janvier 1909, n° 189; du 3 août 1922, n° 8405; du 5 novembre 1922, n° 11009; du 15 janvier 1928, n° 645; du 18 janvier 1929, n° 745; du 17 janvier 1930, n° 773; des 6-7 juillet 1931, n° 10742; du 18 novembre 1936, n° 15807; du 7 février 1948, n° 2161.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement :

Installations, voies, matériel, bâtiments,
etc., (montant réévalué) 1.207.799.823

Domaine foncier en Afrique 3.069.561

1.210.869.384

Réalisable :

Portefeuille 73.326.457

Approvisionnements 164.499.149

Débiteurs divers 118.771.780

Banquiers, chèques postaux, caisses 253.515.504

610.112.890

Comptes débiteurs 13.168.697

Compte d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires 195.000

Fr. 1.834.345.971

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	fr.	124.102.500	
représenté par :			
269.514 actions de capital anciennes de fr. 250			
190.726 actions de capital nouvelles de fr. 250			
<hr/>			
460.240			
30.486 actions de jouissance anciennes s.v.n.			
5.684 actions de jouissance nouvelles s.v.n.			
<hr/>			
496.410			
496.410 actions de dividende s.v.n.			
Plus-value de réévaluation du premier éta-			
blissement :			
loi du 13 juillet 1939	121.381.597		
décret du 6 juillet 1948	320.222.529		
	<hr/>	441.604.126	
Réserve légale		9.602.474	
Fonds de renouvellement du matériel		615.539.774	
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		11.664.338	
Provision pour versement initial à une caisse			
de pension complémentaire du personnel			
non indigène d'Afrique		12.000.000	
Fonds pour installations et œuvres en faveur			
du personnel indigène		31.100.000	
Fonds d'assurance		21.252.835	
Fonds d'amortissement complémentaire des			
troisième, quatrième et cinquième augmen-			
tations de capital		4.524.250	
Provision pour grosses réparations du maté-			
riel		13.254.753	
Provision pour impôts		16.740.977	
Amortissements :			
a) sur obligations	8.184.500		
b) sur raccordement Kongo-			
lo-Kabalo	37.950.586		
	<hr/>	46.135.086	
Fonds d'amortis. de l'immobilisé à céder.....		60.132.336	
		<hr/>	1.407.653.449

Dettes de la Société envers des tiers :

Emprunt obligataire 1930 :

485.426 obligations de fr. 500	242.713.000	
Créditeurs divers	81.754.716	
Coupons d'actions et d'obligations à payer	6.320.930	
Actions et obligations à rembourser	296.500	
Coupons d'actions et d'obligations échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923)	1.000.140	
Montants non encore appelés s/souscriptions	652.000	
		<u>332.737.286</u>

<i>Comptes créditeurs</i>	15.501.367
---------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Déposants de cautionnement (administrateurs et commissaires)	195.000
--	---------

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire	78.258.869
	<u>Fr. 1.834.345.971</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Exploitation du réseau :

Frais généraux	fr. 8.100.294	
Dépenses d'exploitation	239.591.991	
		<u>247.692.285</u>
Impôts en Afrique	2.517.409	
Quote-part pensions coloniales anciens agents de la Colonie repris le 1 ^{er} janvier 1923	329.519	
Provision pour versement initial à une caisse de pension complémentaire du personnel non indigène d'Afrique	12.000.000	
Fonds d'assurance	10.000.000	
		<u>24.846.928</u>
Amortissement industriel (renouvellement du matériel)	49.206.576	
Fonds d'amortiss. de l'immobilisé à céder	60.132.336	
		<u>109.338.912</u>
		<u>381.878.125</u>

Domaines minier et foncier :

Dépenses de gestion des domaines minier et foncier	9.155.012
--	-----------

Divers :

Taxes en Europe	434.700
-----------------------	---------

Provision pour impôts	9.100.000
-----------------------------	-----------

Amortissement sur portefeuille	2.000.000
--------------------------------------	-----------

Amortissement des troisième, quatrième et cinquième augmentations de capital	265.000
	<hr/>
	2.265.000

Charges obligataires 1930 :

Amortissement de 1.312 obligations	656.000
--	---------

Intérêt aux obligations en circulation	9.733.160
	<hr/>
	10.389.160

413.221.997

Solde bénéficiaire	78.258.869
--------------------------	------------

Fr.	<hr/> <hr/> 491.480.866
-----	-------------------------

CREDIT.

Exploitation du réseau :

Recettes d'exploitation et produits divers	fr.	383.618.935
--	-----	-------------

Domaines minier et foncier :

Recettes des domaines minier et foncier	86.131.581
---	------------

Produits du portefeuille (titres miniers)	20.176.508
	<hr/>
	106.308.089

Divers :

Produits du portefeuille (titres divers)	1.411.475
--	-----------

491.338.499

Solde reporté de l'exercice précédent	142.367
---	---------

Fr.	<hr/> <hr/> 491.480.866
-----	-------------------------

REPARTITION.

Somme à répartir : fr. 78.258.869.

Réserve légale	3.905.825
----------------------	-----------

Amortissement du capital :

1.472 actions anciennes (n°s 1 à 300.000)	368.000
--	---------

502 actions nouvelles (n°s 300.001 à 496.410)	125.500
	<hr/>
	493.500

Intérêt statutaire de 4 p. c. aux 460.240 actions de capital en circulation au 31 décembre 1952	4.602.400	
		5.095.900
Aux 496.410 actions de capital et de jouissance en circulation	32.894.638	
Aux 496.410 actions de dividende détenues par la Colonie	32.894.638	
		65.789.276
Au conseil d'administration et au collège des commissaires		3.455.739
Solde à reporter		12.129
	Fr.	78.258.869

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-lez-Bruxelles, président et administrateur-délégué;

M. le baron Edouard Empain, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, vice-président et administrateur-délégué;

M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, 28, rue Lesbroussart, Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur général;

M. Louis Cousin, ingénieur des constructions civiles, 31, rue Gallait, Bruxelles, administrateur;

M. Jacques Grazia, industriel, 29, Drève de la Meute, Waterloo, administrateur;

M. Paul Lalou, ingénieur civil des mines, Rotheux-Rimière, administrateur;

M. Maurice Louveaux, docteur en droit, 51, avenue de Tervueren, Etterbeek-Bruxelles, administrateur;

M. Albert Mary, propriétaire, 30, rue Desrenaudes, Paris, administrateur;

M. Paul Mesureur, industriel, 14, avenue des Klauwaerts, Ixelles-Bruxelles, administrateur;

M. Alfred Moeller de Laddersous, propriétaire, 1, place de la Sainte Alliance, Uccle-Bruxelles, administrateur;

M. Paul Sorel, ingénieur civil des mines, 75, rue du Marteau, Bruxelles, administrateur;

M. Fernand Tricot, ingénieur mécanicien (Gand) et ingénieur électricien (Grenoble), Albertville (Congo Belge), administrateur;

M. Edgar van der Straeten, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles-Bruxelles, administrateur;

M. Pierre Witmeur, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg, Ixelles-Bruxelles, administrateur;

M. Désiré Libbrecht, sous-directeur de banque, 67, avenue de l'Université, Bruxelles, commissaire;

M. Edgard Marchal, directeur de société, 235, avenue Limburg-Stirum, Wemmel, commissaire;

M. Antoine Minne, propriétaire, 25, avenue Victor Jacobs, Bruxelles, commissaire;

M. Jules Sauvage, propriétaire, 12, chaussée d'Enghien, Hal, commissaire
Bruxelles, le 18 juin 1953.

Certifié conforme.

C. CAMUS,

M. LEFRANC,

Administrateur-directeur général. Président du conseil d'administration.

**Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur
aux Grands Lacs Africains**

Société Anonyme

à Bruxelles.

24, avenue de l'Astronomie.

Registre du commerce : Bruxelles n° 3902.

Registre du commerce : Stanleyville n° 910.

NOMINATIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1953.

A l'unanimité, l'assemblée réélit en qualité d'administrateur, pour un terme de trois ans : Mr. Maurice LOUVEAUX, docteur en droit, domicilié 51, avenue de Tervueren à Etterbeek; Mr. Fernand TRICOT, ingénieur mécanicien (Gand) et ingénieur électricien (Grenoble), Albertville (Congo Belge); Mr. Edgar van der STRAETEN, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, domicilié 268, chaussée de Vleurgat à Ixelles-Bruxelles et en qualité de commissaire, pour un terme de deux ans, Mr. Edgard MARCHAL, directeur de société, domicilié 235, avenue Limburg-Stirum à Wemmel et Mr. Jules SAUVAGE, propriétaire, domicilié, 12, chaussée d'Enghien à Hal.

A l'unanimité, l'assemblée ratifie la nomination faite provisoirement par le conseil général du 23 décembre 1952, de Mr. Paul LALOU, ingénieur civil des mines, domicilié à Rotheux-Rimière, en qualité d'administrateur,

pour achever le mandat de Mr. Robert HAERENS, administrateur décédé, qui expire en 1954, et la nomination faite provisoirement par le conseil général du 5 mars 1953, de Mr. Jacques GRAZIA, industriel, domicilié, 29, Drève de la Meute à Waterloo, en qualité d'administrateur, pour achever le mandat de Mr. Paul ORBAN, administrateur démissionnaire, qui expire en 1954.

d'OG/EM. Bruxelles, le 18 juin 1953.

Pour extrait conforme.

C. CAMUS,
Administrateur-directeur général,

M. LEFRANC,
Président du conseil.

Compagnie Congolaise de l'Hevea

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 115.512.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 1518.

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 mars 1940, arrêté royal du 23 février 1940, 15 octobre 1947, arrêté royal du 5 août 1947, 15 août 1949, arrêté royal du 21 juin 1949, 15 juillet 1950, arrêté royal du 24 mai 1950, 15 février 1951, arrêté royal du 27 janvier 1951, ainsi qu'aux annexes du Moniteur Belge année 1950, n° 53, 55, 56, 57, 9151; année 1951 n° 2546.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.

(13^{me} exercice social).

ACTIF.

I. Immobilisé :

<i>Propriétés et plantations</i>	82.643.991,78	
Dépenses de l'exercice	. 10.891.065,68	
	<hr/>	93.535.057,46
Amortiss. à fin 1951	. 17.535.035,79	
Amortiss. de l'exercice	. 10.708.349,95	
	<hr/>	28.243.385,74
	<hr/>	65.291.671,72

<i>Constructions</i> . . .	19.586.418,28		
Dépenses de l'exercice .	18.078.183,27		
	<hr/>	37.664.601,55	
Amortiss. à fin 1951 .	3.493.633,81		
Amortiss. de l'exercice .	3.712.764,11		
	<hr/>	7.206.397,92	
		<hr/>	30.458.203,63
<i>Constructions en cours</i>			3.097.402,72
<i>Machines et Matériel</i> .	13.579.494,63		
Dépenses de l'exercice .	5.282.285,45		
	<hr/>	18.861.780,08	
Amortiss. à fin 1951 .	5.447.922,50		
Amortiss. de l'exercice .	3.385.492,96		
	<hr/>	8.833.415,46	
		<hr/>	10.028.364,62
<i>Mobilier</i>	1.823.450,90		
Dépenses de l'exercice .	557.745,65		
	<hr/>	2.381.196,55	
Amortiss. à fin 1951 .	1.823.449,90		
Amortiss. de l'exercice .	557.745,65		
	<hr/>	2.381.195,55	
		<hr/>	1,—
II. <i>Disponible et réalisable :</i>			
1. <i>Caisses et banques :</i>			
a) Europe	32.302.002,83		
b) Afrique	10.453.472,57		
	<hr/>	42.755.475,40	
2. <i>Débiteurs divers :</i>			
a) Europe	3.076.752,65		
b) Afrique	4.187.873,94		
	<hr/>	7.264.626,59	
3. <i>Stocks en Afrique :</i>			
a) Produits à réaliser .	23.827.889,50		
b) Approvis. divers .	24.191.626,82		
	<hr/>	48.019.516,32	
		<hr/>	98.039.618,31
III. <i>Compte d'ordre :</i>			
Titres en dépôt (cautionnements)		800.000,—	
		<hr/>	
		<hr/>	207.715.262,—
		<hr/>	

PASSIF.

I. *De la société envers elle-même :*

Capital : représenté par 140.000 actions ordinaires de 1.000 fr. de valeur nominale, de 20.000 actions privilégiées de 1.000 fr. de valeur nominale et de 30.000 parts de fondateur sans désignation de valeur	160.000.000,—
Réserve statutaire	1.888.812,64
Réserve extraordinaire	12.137.440,18

II. *De la société envers des tiers :*

Créditeurs divers :

a) Europe	11.872.205,77	
b) Afrique	10.845.687,81	
	<hr/>	22.717.893,58

III. *Compte d'ordre :*

Déposants de titres (cautionnements)	800.000,—
--	-----------

IV. *Profits et pertes :*

Solde bénéficiaire	10.171.115,60
	<hr/>
	207.715.262,—
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	837.130,93
Provision fiscale	2.000.000,—
	<hr/>
	2.837.130,93
Solde bénéficiaire	10.171.115,60
	<hr/>
	13.008.246,53
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Bénéfice net d'exploitation et divers	13.008.246,53
	<hr/> <hr/>

Répartition bénéficiaire.

A. Réserve statutaire	508.555,78
B. Réserve extraordinaire	1.862.559,82

C. Du solde :

Dividende statutaire 6 % soit :	
60 fr. brut aux 20.000 actions privil. .	1.200.000,—
60 fr. brut aux 80.000 actions libé. ent.	4.800.000,—
30 fr. brut aux 60.000 actions libérées	
de 50 %	1.800.000,—
	<hr/>
	7.800.000,—
	<hr/>
	10.171.115,60
	<hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Albert DE VLEESCHAUWER, avocat, 583, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateurs :

Mme Yvonne HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68, West 58 th Street, New York.

M. René de RIVAUD, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

M. Philippe LANGLOIS-BERTHELOT, administrateur de sociétés, 236, rue Général de Gaulle, Saïgon.

M. Maurice SCHOofs, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prevost, Bruxelles.

M. Léon WIELEMANS, industriel, 360, avenue Van Volxem, Bruxelles.

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Maurice MARIEN, agent de change, 62, avenue Hamoir, Uccle.

M. Léon VERHAEGEN, administrateur de sociétés, 23, avenue Jeanne, Bruxelles.

Direction Générale.

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Ixelles.

COMPAGNIE CONGOLAISE DE L'HEVEA, S.C.P.A.R.L.

Les Administrateurs,

A. DE VLEESCHAUWER.

L. WIELEMANS.

Les Commissaires,

M. SCHOofs.

M. MARIEN.

Cultures Equatorales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lukula Bavu.

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 1.115.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 96.007.

—

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 décembre 1937, arrêté royal du 13 décembre 1937; 15 février 1949, arrêté royal du 27 décembre 1948; 15 octobre 1950, arrêté royal du 8 septembre 1950; 15 août 1951, arrêté royal du 13 juillet 1951, ainsi qu'aux Annexes du Moniteur Belge des 1-2-3 janvier 1950 n° 43 et 45, 28 septembre 1950 n° 21491 et 12 septembre 1951 n° 20070.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.

(15^{me} exercice social).

ACTIF.

I. Immobilisé :

1. <i>Propriétés et Plantat.</i>	12.607.837,80		
Dépenses de l'exercice	4.132.227,66		
	<hr/>	16.740.065,46	
Amortiss. antérieurs	3.469.973,19		
Amortiss. de l'exercice	1.200.674,—		
	<hr/>	4.670.647,19	
		<hr/>	12.069.418,27
2. <i>Constructions</i>	9.662.080,70		
Dépenses de l'exercice	4.875.184,45		
	<hr/>	14.537.265,15	
Amortiss. antérieurs	3.844.186,84		
Amortiss. de l'exercice	1.452.421,15		
	<hr/>	5.296.607,99	
		<hr/>	9.240.657,16
Constructions en cours			84.918,21
3. <i>Machines et matériel</i>	6.325.867,09		
Dépenses de l'exercice	743.233,90		
	<hr/>	7.069.100,99	
Amortiss. antérieurs	3.871.777,73		
Amortiss. de l'exercice	1.268.126,57		
	<hr/>	5.139.904,30	
		<hr/>	1.929.196,69

4. Mobilier	379.640,46		
Dépenses de l'exercice .	71.352,67		
		450.993,13	
Amortiss. antérieurs .	379.639,46		
Amortiss. de l'exercice .	71.352,67		
		450.992,13	
			1,—
II. Disponible et réalisable :			
Caisses et banques :			
Europe	33.574.917,14		
Afrique	1.867.146,33		
		35.442.063,47	
Débiteurs divers :			
Europe	6.279.605,70		
Afrique	832.031,80		
		7.111.637,50	
Stocks en Afrique :			
Approvision. divers . .	6.395.134,06		
Caoutchouc à réaliser .	9.712.926,—		
		16.108.060,06	
			58.661.761,03
III. Compte d'ordre			85.000,—
			<u>82.070.952,36</u>

PASSIF.

I. De la société envers elle-même :			
Capital : représenté par 50.000 actions de 1.000 fr. valeur nominale		50.000.000,—	
Réserve statutaire		2.169.399,50	
Réserve indisponible		2.333.676,06	
Réserve extraordinaire		8.180.979,86	
II. De la société envers des tiers :			
Europe	3.338.813,31		
Afrique	4.033.025,17		
		7.371.838,48	
III. Compte d'ordre			85.000,—
IV. Solde bénéficiaire			11.930.058,46
			<u>82.070.952,36</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	571.177,66
Prévision fiscale	1.800.000,—
	<hr/>
	2.371.177,66
Solde bénéficiaire	11.930.058,46
	<hr/>
	<u>14.301.236,12</u>

CREDIT.

Intérêts et divers	86.084,23
Bénéfice net d'exploitation	14.215.151,89
	<hr/>
	<u>14.301.236,12</u>

Répartition bénéficiaire.

Réserve statutaire	596.502,92
Intérêt statutaire 5 %, soit 50 fr. aux 50.000 actions .	2.500.000,—
Tantièmes statutaires 5 % sur le bénéfice distribuable .	566.677,78
Sur le solde :	
Réserve extraordinaire	3.266.877,76
100 fr. aux 50.000 actions	5.000.000,—
	<hr/>
	<u>11.930.058,46</u>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaire en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

Administrateurs :

M. René de RIVAUD, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris 2^{me}.

M. Maurice SCHOofs, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prevost, Bruxelles.

M. Georges VAN DE VELDE, ingénieur civil des mines U. L. B., 13, avenue du Derby, Bruxelles.

M. Marcel VAN DE PUTTE, ingénieur A. I. Lg., Villa Nyumba, Capellenbosch, Anvers.

M. Fred VANDERLINDEN, administrateur de sociétés, 47, rue Stanley, Bruxelles.

Mme Yvonne HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68, West 58th Street, New York 19 N. Y.

Commissaire :

M. Maurice MARIEN, agent de change, 62, avenue Hamoir, Bruxelles.

Direction générale :

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

CULTURES EQUATORIALES, S.C.P.A.R.L.

Les Administrateurs,

G. VAN DE VELDE.

F. VANDERLINDEN.

M. SCHOofs.

Le Commissaire,

M. MARIEN.

Plantations Tropicales

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lukula M'Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 835.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 5939.

Acte constitutif publié aux Annexes du Moniteur Belge année 1952 n° 20433 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1952.
Arrêté Royal du 7 août 1952.

Bilan au 31 décembre 1952
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.
(1^{er} exercice social).

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

Propriétés et plantations

Total dépenses à fin 1951	10.503.228,30		
Dépenses de 1952 . . .	2.452.974,90		
		12.956.203,20	
Amortiss. fin 1951 . . .	6.895.011,68		
Amortiss. de 1952 . . .	2.269.613,48		
		9.164.625,16	
			3.791.578,04

*Bâtiments, Mobilier,
Machines et Matériel.*

Total dépenses à fin 1951 .	8.661.300,44		
Dépenses de 1952 . . .	1.479.587,19		
		10.140.887,63	
Amortiss. fin 1951 . . .	4.977.012,86		
Amortiss. de 1952 . . .	1.258.601,18		
		6.235.614,04	
			3.905.273,59
Constructions en cours			88.210,—

II. *Disponible et réalisable :*

1) *Caisses et Banques :*

a) Europe	2.437.668,64		
b) Afrique	9.246.194,43		
		11.683.863,07	

2) *Débiteurs divers :*

a) Europe	1.462.128,05		
b) Afrique	309.210,—		
		1.771.338,05	

3) *Titres en portefeuille* 25.630.869,85

4) *Stocks en Afrique :*

a) Produits à réaliser .	1.656.374,14		
b) Approv. divers .	2.240.211,94		
		3.896.586,08	

42.982.657,05

III. *Compte d'ordre :*

Titres en dépôt (cautionnements)	P. M.	
		50.767.718,68

PASSIF.

I. *De la société envers elle-même :*

1. Capital : représenté par 92.000 actions sans désignation de valeur	23.000.000,—
2. Réserve statutaire	2.300.000,—
3. Réserve extraordinaire	10.000.000,—
4. Réserve immunisée s/réalisation titres	778.258,05

II. <i>Provisions diverses</i>	3.314.790,60
--	--------------

III. *De la société envers des tiers :*

Créditeurs :

a) Europe	3.644.933,50	
b) Afrique	1.571.771,35	
		5.216.704,85

IV. *Compte d'ordre :*

Déposants titres (cautionnements)	P. M.
---	-------

V. *Profits et pertes :*

Solde bénéficiaire	6.157.965,18
	<u>50.767.718,68</u>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux	842.521,93
Provision fiscale	1.192.245,03
Solde bénéficiaire de l'exercice	6.157.965,18
	<u>8.192.732,14</u>

CREDIT.

Bénéfice net d'exploitation	3.726.386,45
Revenus du portefeuille et divers	4.466.345,69
	<u>8.192.732,14</u>

Répartition bénéficiaire.

90 % aux 92.000 actions, soit 50 fr. net (dont 942.168,67 fr. taxe mobilière à charge de la société	5.542.168,67
10 % tantièmes aux administrateurs et commissaires	615.796,51
	<hr/>
	6.157.965,18
	<hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Pierre BOTY, ingénieur U. L. B., 24, rue de Belle Vue, Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Ixelles.

Administrateurs :

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, boulevard Général Jacques, Ixelles.

M. Ernest de GERADON, propriétaire, Château de Wansoul, Vinalmont par Moha.

M. Hubert DOCHEN, licencié en sciences commerciales et coloniales, 17, Longs-Thiers, Huy.

M. Henri FAUCONNIER, administrateur de sociétés, Lo Liviano, Parc Liserb Supérieur, Nice.

M. Lucien PIRLET, administrateur de sociétés, 120, rue Berkendael, Ixelles.

M. Maurice SCHOOF, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prevost, Ixelles.

M. Georges VAN DE VELDE, ingénieur civil des mines U. L. B., 13, avenue du Derby, Ixelles.

M. Léon WIELEMANS, industriel, 360, avenue Van Volxem, Bruxelles.

Collège des Commissaires.

M. Jules PREUD'HOMME, industriel, Château de la Sarte, Tihange.

M. Adrien PREVINAIRE, licencié en sciences commerciales et financières, 35, rue de Roumanie, Bruxelles.

Nominations statutaires.

L'assemblée générale ordinaire, à l'unanimité et séparément, renouvelle les mandats de MM. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur, et Adrien PREVINAIRE, commissaire, sortants.

PLANTATIONS TROPICALES ,S.C.P.A.R.L.

Les Administrateurs,

M. SCHOOF.		P. BOTY.
L. PIRLET.	G. VAN DE VELDE.	L. WIELEMANS.
	J. LE BORNE.	

Les Commissaires,

E. de GERADON.	A. PREVINAIRE.
----------------	----------------

Société pour la Production de Produits Coloniaux « PROCOL »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Boende (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Coquilhatville : n° 65.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 235.068.

Actes constitutifs publiés aux Annexes du Bulletin Administratif du Congo Belge du 25 janvier 1943, Arrêté Ministériel du 27 novembre 1942, et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1950, Arrêté Royal du 20 juin 1950, ainsi qu'aux Annexes du Moniteur Belge du 1^{er} janvier 1952, n° 36 et 37.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1953.

(11^{me} exercice social).

ACTIF.

I. Immobilisé :

Propriétés et plantations	.	.	.	.	3.519.546,89	
Dépenses de l'exercice	.	.	.	.	4.571.188,55	
					<hr/>	8.090.735,44

Constructions	860.591,80	
Dépenses de l'exercice	1.802.474,95	
	<hr/>	2.663.066,75
Constructions en cours		187.836,05
<i>Matériel</i>	378.269,—	
Dépenses de l'exercice	607.328,30	
	<hr/>	985.597,30
Amortiss. antérieurs	61.010,02	
Amortiss. de l'exercice	528.813,12	
	<hr/>	589.823,14
		395.774,16
<i>Mobilier</i>	41.339,45	
Dépenses de l'exercice	50.447,30	
	<hr/>	91.786,75
Amortiss. de l'exercice	91.785,75	
	<hr/>	1,—

II. *Disponible et réalisable :*

Caisses et banques :

Europe	1.759.792,03	
Afrique	184.023,91	
	<hr/>	1.943.815,94

Débiteurs divers :

Afrique	65.030,85	
<i>Titres en portefeuille</i>	9.307.466,50	

Stocks en Afrique :

Approvisionnements divers	1.143.935,66	
	<hr/>	12.460.248,95

III. *Compte d'ordre :*

Titres en dépôt (cautionnements)	P. M.
--	-------

IV. *Profits et pertes :*

Report de l'exercice antérieur	4.238.178,24	
Perte de l'exercice	136.821,76	
	<hr/>	4.375.000,—
		<hr/>
		28.172.662,35
		<hr/>

PASSIF.

I. *De la société envers elle-même :*

Capital : représenté par 21.87 parts sociales sans désignation de valeur	21.875.000,—
--	--------------

II. *De la société envers des tiers :*

Europe	6.245.009,23	
Afrique	52.653,12	6.297.662,35
	<hr/>	

III. *Compte d'ordre :*

Déposants de titres (cautionnements)	P. M.
	<hr/>
	28.172.662,35
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Report de l'exercice précédent	4.238.178,24
Frais généraux et divers	33.336,94
Amortissements s/matériel et mobilier	620.598,87
	<hr/>
	4.892.114,05
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Intérêts bancaires	15.783,75
Revenus du portefeuille	415.115,—
Bénéfice s/réalisation titres	86.215,30
	<hr/>
	517.114,05
Solde déficitaire à reporter	4.375.000,—
	<hr/>
	4.892.114,05
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Maurice SCHOOF, ingénieur commercial U. L. B., 137, rue du Prevost, Bruxelles.

Administrateurs :

Mme Yvonne HALLET-CARTWRIGHT, administrateur de sociétés, 68, West, 58 th Street, New York 19 N. Y.

M. Jacques LE BORNE, licencié en sciences économiques et financières U. L. B., 44, rue Jules Lejeune, Ixelles.

M. Jules ROOSE, administrateur de sociétés, 363, avenue Louise, Bruxelles.

M. Arsène SMEKENS, administrateur de sociétés, 22, boulevard Lambert, Schaerbeek.

M. H. H. CARTWRIGHT-HALLET, administrateur de sociétés, 30, boulevard Général Jacques, Ixelles.

Collège des Commissaires.

M. Jacques DUPONT, administrateur de sociétés, 70, rue Dautzenberg, Bruxelles.

M. René GROLAUX, secrétaire de sociétés, 43, avenue Louis Bertrand, Schaerbeek.

Nominations statutaires.

L'assemblée, à l'unanimité et séparément, renouvelle les mandats de Madame Yvonne HALLET-CARTWRIGHT, MM. Jacques LE BORNE, Arsène SMEKENS, administrateurs, René GROLAUX, commissaire, sortants.

A l'unanimité, elle décide de porter à sept le nombre des administrateurs, et appelle à ces fonctions le Comte René de RIVAUD, banquier, 13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris. Son mandat viendra à échéance en 1956.

SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE PRODUITS COLONIAUX
« PROCOL », S.C.P.A.R.L.

Les Administrateurs,

J. LE BORNE. — J. ROOSE. — A. SMEKENS. — M. SCHOOF.

Les Commissaires.

J. DUPONT.

R. GROLAUX.

Société des Moulins de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville-N'Dolo (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, rue de Namur.

Registre du commerce de Bruxelles n° 217.530.

Registre du commerce de Léopoldville n° 559.

—

Autorisée par Arrêté du Régent du 30 mars 1949. Constituée par acte publié aux annexes du Moniteur belge du 23 avril 1949, n° 7287 et au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mai 1949.

Bilan au 31 décembre 1952

(approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement et frais de constitution	3.630.465,90	
Terrain, raccordement au rail et constructions	18.615.499,51	
Matériel, mobilier et outillage	13.952.176,01	
	<hr/>	
	36.198.141,42	
Amortissements	831.383,—	
	<hr/>	
		35.366.758,42

Réalisable et disponible :

Matières premières et produits manufacturés	10.821.110,28	
Rechanges et accessoires	492.830,59	
Banques, Chèques Postaux et Caisse	348.311,27	
Débiteurs divers	1.443.352,77	
	<hr/>	
		13.105.604,91

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M. •
------------------------------	---------

Pertes et profits :

Perte de l'exercice	8.986.375,03	
	<hr/>	
		57.458.738,36
		<hr/>

PASSIF.

De la société envers elle-même :

Capital	30.000.000,—
-------------------	--------------

Envers les tiers :

Fournisseurs et créiteurs divers	2.764.814,59
Créancier à long terme	4.500.000,—
Créancier à court terme	20.193.923,77
	<hr/>
	27.458.738,36

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.
	<hr/>
	57.458.738,36
	<hr/> <hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux et divers	18.183.238,85
Charges financières	1.175.211,—
Amortissements	831.383,—
	<hr/>
	20.189.832,85
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Ventes de l'exercice et bonis divers	11.203.457,82
Solde en perte	8.986.375,03
	<hr/>
	20.189.832,85
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Conseil d'Administration.

Président :

Monsieur Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Ixelles, Chaussée de Vleurgat, n° 268.

• *Vice-Président :*

Monsieur Jean-Baptiste VAN GIJSEL, Administrateur de sociétés, demeurant à Meise, Kasteeldreef, n° 3.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Robert LIPPENS, Ingénieur chimiste E. T. H. Zürich, demeurant à Bruxelles, 15, rue Guimard.

Administrateurs :

Monsieur A. S. GERARD, Administrateur de sociétés coloniales, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, Avenue de la Jonction n° 6.

Monsieur Roger STAES, Administrateur de sociétés, demeurant à Berlaer-lez-Termonde, Heidekasteel.

Monsieur Alfred VAN DER KELEN, Industriel, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Avenue de Broqueville n° 62.

Monsieur Anthelme VISEZ, Administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville (Congo belge).

Monsieur Georges WOLFF, Administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, Avenue Maurice n° 5.

Collège des Commissaires.

Monsieur Jacques DANSETTE, Administrateur de sociétés, demeurant à Woluwé-Saint-Lambert, Boulevard Brand Whitlock n° 114.

Monsieur Paul FLAMION, Directeur Général d'Utexléo, demeurant à Léopoldville (Congo belge).

Monsieur Charles PAPEIANS de MORCHOVEN, Docteur en droit, demeurant à Ixelles, Avenue Géo Bernier n° 2.

Un Administrateur,
Illisible.

L'Administrateur-Délégué,
Robert LIPPENS.

Société des Moulins de Léopoldville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville-N'Dolo (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, rue de Namur.

Registre du commerce de Bruxelles n° 217.530.

Registre du commerce de Léopoldville n° 559.

Autorisée par Arrêté du Régent du 30 mars 1949. Constituée par acte publié aux annexes du Moniteur belge du 23 avril 1949, n° 7287 et au Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mai 1949.

REELECTIONS STATUTAIRES.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1953.

L'assemblée, à l'unanimité, réélit MM. Georges WOLFF et Anthelme VISEZ en qualité d'administrateurs et M. Jacques DANSETTE en qualité de commissaire. Leurs mandats viendront à expiration lors de l'assemblée générale ordinaire de 1959.

Un Administrateur,
Illisible.

L'Administrateur-Délégué,
Robert LIPPENS.

Cimenterie d'Albertville « CIMENTAL »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Rue du Commerce, 112, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 227.843.

Registre du Commerce : Elisabethville n° 1.468.

Constituée par acte du 29 septembre 1950, publié aux Annexes au Moniteur Belge du 15 novembre 1950 acte 24114 et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 décembre 1950, autorisé par Arrêté Royal du 28 octobre 1950.

Statuts modifiés par acte du 16 mars 1952 publié aux Annexes du Moniteur Belge du 1^{er} mai 1953 acte n° 8989 et aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953, autorisé par Arrêté Royal du 7 avril 1953.

Bilan au 31 décembre 1952

(approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 1953).

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	546.895,70
Concession	4.000.000,—
Frais d'études et de premier établissement	16.082.949,01
Usine; dépenses d'installation en cours	95.871.240,25

Disponible et réalisable :

Banques et caisses	2.911.898,11
Débiteurs	1.388.175,58
Approvisionnements et divers	2.092.457,30
Ciments en cours de route	672.970,—

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	583.190,20
--	------------

Comptes d'ordre :

Dépôts de cautionnements statutaires	P. M.
Débiteurs pour garanties reçues	157.408,—
Devises achetées à terme	8.848.567,77
Fournisseurs; nos engagements	14.681.750,—
Cautionnements agents	33.000,—
	<hr/>
	147.870.501,92
	<hr/>

PASSIF.

Envers la société :

Capital	40.000.000,—
-------------------	--------------

Envers les tiers :

Créditeurs divers	83.969.731,15
-----------------------------	---------------

Comptes transitoires :

Provisions et comptes divers	180.045,—
--	-----------

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires	P. M.
Créditeurs pour garanties	157.408,—
Devises achetées à terme	8.848.567,77
Fournisseurs; nos engagements	14.681.750,—
Cautionnements agents	33.000,—
	<hr/>
	147.870.501,92
	<hr/> <hr/>

Compte de frais et de résultats de l'exercice.

DEBIT.

Frais généraux	1.894.625,05
Frais de stage et préliminaires à l'engagement des agents	344.199,—
Charges financières	2.276.845,33
	<hr/>
	4.515.669,38
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Profits divers	561.514,—
Solde transféré à « Frais de 1 ^{er} établissement »	3.954.155,38
	<hr/>
	4.515.669,38
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction :

M. Henri DEPAGE, Administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, Avenue du Parc de Woluwé, Auderghem, Président.

M. Albert THYS, Ingénieur, Lint Kasteel, Grimbergen, Vice-Président.

M. Marcel DEGUENT, Ingénieur, 6, Avenue des Ormeaux, Uccle, Administrateur-délégué.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines, 34, Avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, Administrateur.

M. Pedro DE BOECK, Ingénieur Civil des Mines, 9, Avenue de Putdael, Woluwé-St.-Pierre, Administrateur.

M. Hubert de WASSEIGE, Ingénieur, 26, rue Marianne, Uccle, Administrateur.

M. André GAUDISSERT, Ingénieur, 43, rue François Roffiaen, Bruxelles, Administrateur.

M. Ary GUILLAUME, Vice-Président Secrétaire général du Comité Spécial du Katanga, 87, Avenue Paul Deschanel, Bruxelles, Administrateur.

M. Amédée HUS, Ingénieur, 94, Avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

M. Ernst SCHMIDHEINY, Industriel, « Garengo », Céligny-Genève, Administrateur.

M. Max SCHMIDHEINY, Ingénieur, Heerbrugg (Canton de St. Gall) Suisse, Administrateur.

M. Aimable BOURGEOIS, Directeur au Comité Spécial du Katanga, 51, Avenue du Diamant, Schaerbeek, Commissaire.

M. Yvan DRYEPONDT, Licencié en Sciences commerciales, 152, Avenue de Fré, Uccle, Commissaire.

M. Hans STOFFEL, Expert-comptable, Hauptstrasse, Heerbrugg (Canton de St. Gall) Suisse, Commissaire.

M. Désiré TILMANT, Expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz, Commissaire.

M. Georges VAN CAMPENHOUT, Ingénieur, 31, Avenue Gevaert, Genval, Commissaire.

Marcel DEGUENT.

Administrateur.

Henri DEPAGE.

Administrateur.

Société de Colonisation Agricole au Mayumbe
(comprenant le domaine Ursélia)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : « Tshela » (Mayumbe) Congo Belge.

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 8547.

Registre du commerce de Léopoldville n° 1229.

Constituée à Bruxelles le 9 janvier 1913. Statuts publiés aux annexes du Moniteur Belge du 15-16 octobre 1928; modifications aux Statuts publiées aux annexes du Moniteur Belge des 15-16 octobre 1928, 22 décembre 1928, 10 août 1934, du 6 mars 1936 et des 26-27 septembre 1949.

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
du 15 juin 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement, terrains, constructions, plantations, routes . . .	65.568.125,—		
Nouvelles immobilisations	18.701.399,—	84.269.524,—	
Amortiss. antérieurs . . .	41.903.445,—		
Amortiss. de l'exercice . . .	2.754.283,—	44.657.728,—	
			39.611.796,—
Usines, matériel, outillage	59.318.349,—		
Nouvelles immobilisations	16.346.853,—	75.665.202,—	
Amortiss. antérieurs . . .	37.103.466,—		
Amortiss. de l'exercice . . .	8.816.766,—	45.920.232,—	
			29.744.970,—
Réévaluation de l'immobilisé	28.746.368,—		
Amortiss. antérieurs . . .	14.373.182,—		
Amortiss. de l'exercice . . .	2.874.637,—	17.247.819,—	
			11.498.549,—
			80.855.315,—

II. — *Réalisable.*

Produits Africains	10.314.777,—	
Matériel, marchandises et approvisionnements	50.586.228,—	
Cheptel	480.786,—	
Débiteurs et débiteurs en comptes-courants	26.666.563,—	
Portefeuille-titres	8.948.195,—	
	<hr/>	96.996.549,—

III. — *Disponible :*

Banques, Caisses et Chèques-Postaux	50.084.525,—
---	--------------

IV. — *Comptes divers :*

Comptes de régularisation. - Compte débiteurs	495.328,—
---	-----------

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	<hr/>
	228.431.717,—
	<hr/>

PASSIF.

I. — *De la société envers elle-même :*

Capital :

120.000 parts sociales sans désignation de valeur	80.000.000,—	
Réserve statutaire	4.584.496,—	
Fonds de renouvellement du matériel	46.000.000,—	
Réserve pour investissements dans la Colonie	28.500.000,—	
Réserve immunisée	295.091,—	
	<hr/>	159.379.587,—

II. — *Envers les tiers sans garanties réelles :*

Versements restant à faire sur participations	1.667.000,—	
Dividendes non réclamés	136.836,—	
Créditeurs et créditeurs en comptes courants	10.192.030,—	
	<hr/>	11.995.866.—

III. — *Comptes divers :*

Fonds pour investissements en faveur des indigènes	13.716.488,—	
Fonds de prévisions pour impôts et pour éventualités diverses	16.250.854,—	
Comptes de régularisation. Comptes créditeurs	5.219.571,—	
	<hr/>	35.186.913,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	P. M.
Créditeurs pour engagements et contrats divers en cours	P. M.

V. — *Profits et pertes :*

Report de l'exercice 1951	1.180.665,—	
Solde bénéficiaire de l'exercice	20.688.686,—	
	<hr/>	21.869.351,—
		<hr/>
		228.431.717,—
		<hr/>

Profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	4.920.258,—
Allocation statutaire ou fonds du personnel	1.285.140,—
Amortissements en Afrique :	
s/plantations et constructions	2.754.283,—
s/usines, matériel et outillage	8.816.766,—
s/immobilisé réévalué	2.874.637,—
	<hr/>
	14.445.686,—
Fonds du renouvellement du matériel	8.000.000,—
Fonds pour investissements en faveur des indigènes	4.000.000,—
Solde bénéficiaire	21.869.351,—
	<hr/>
	54.520.435,—
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	1.180.665,—
Résultat des opérations d'Afrique	47.430.246,—
Intérêts, dividendes et bénéfices divers	5.909.524,—
	<hr/>
	54.520.435,—
	<hr/> <hr/>

Répartition.

5 % au Fonds de réserve statutaire	1.034.434,—
Réserve pour investissements dans la Colonie	7.000.000,—
Solde à reporter	983.517,—
Dividende au 120.000 parts sociales	11.566.260,—
Tantièmes du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires	1.285.140,—
	<hr/>
	21.869.351,—
	<hr/> <hr/>

Le capital est entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du 15 juin 1953.*

REELECTIONS.

L'Assemblée, à l'unanimité, les intéressés s'abstenant réélit pour un terme de trois ans aux fonctions d'administrateurs MM. Louis AHRENS, Auguste S. GERARD, le baron Camille de JACQUIER de ROSEE, Gilbert MULLIE, le comte Bernard d'URSEL et Edgar VAN DER STRAETEN et de commissaires MM. Stéphane HALOT et Jean MEILY.

Ces mandats expireront donc à l'assemblée générale ordinaire de 1956.

Conseil d'Administration.

Président :

M. Edgar VAN DER STRAETEN, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, Chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Louis AHRENS, Directeur de sociétés coloniales, 114, avenue de Tervueren, Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

M. Pierre MINY, administrateur de sociétés, 39, rue Jean-Baptiste Meunier, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Alfred BUISSE, Administrateur de sociétés, 108, Chaussée de Termonde, Gand.

M. Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, Docteur en droit, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. le baron Camille de JACQUIER de ROSEE, Administrateur de sociétés, 25, rue Belliard, Bruxelles.

M. Auguste S. GERARD, Directeur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Bruxelles.

M. Francis LAMBIN, Ingénieur, 63, avenue des Chênes, Bruxelles.

M. Léopold MOTTOULLE, Docteur en médecine, 31, rue des Liégeois, Bruxelles.

M. Gilbert MULLIE, Docteur en Médecine vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Bruxelles.

M. John NIEUWENHUYNS, Administrateur de sociétés, 7, avenue de la Clairière, Bruxelles.

M. Lucien PUISSANT BAEYENS, Administrateur de sociétés, 2, rue du Monastère, Bruxelles.

M. le comte Bernard d'URSEL, Propriétaire, 27, boulevard St.-Michel, Bruxelles.

M. le comte d'URSEL, Propriétaire, 1, rue d'Ursel à Hingene.

Collège des Commissaires.

M. Stéphane HALOT, Diplomate, « La Fresnaie », Genval.

M. Jean MEILY, expert-comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Victor STINGLHAMBER, avocat, 159, rue Franz Merjay, Bruxelles.

Société de Colonisation Agricole au Mayumbe
(comprenant le domaine Ursélia).

Un Administrateur,
Illisible.

L'Administrateur-Directeur,
Illisible.

SOCOL-CONGO

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 5, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 231.124.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant acte publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le 15 avril 1951 et au « Moniteur Belge » le 12 avril 1951 sous le n° 5.773.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisés :

Mobilier, matériel, outillage et divers	25.125.461,97	
Augmentation en 1952 sous déduction du matériel vendu ou hors usage	2.689.633,15	27.815.095,12
		<hr/>
Amortissements au 31/12/51 ..	2.452.591,72	
Prélèvement en 1952 pour matériel vendu ou hors usage ..	86.775,84	
	<hr/>	2.365.815,88
Amortissements de 1952	2.689.946,24	
		<hr/>
		5.055.762,12
		<hr/>
		22.759.333,—
		<hr/>
Premier établissement	3.380.372,73	
Amortissements au 31 décembre 1952	225.358,20	
	<hr/>	3.155.014,53
Frais de constitution	619.056,80	
Amortissements au 31 décembre 1952	41.270,44	
	<hr/>	577.786,36
		<hr/>
		26.492.133,89

Disponible :

Caisses et banques	638.101,35
--------------------------	------------

Réalisable :

Portefeuille	1.658.000,—	
Travaux en cours et travaux en participation	18.754.662,92	
Approvisionnements	12.811.114,68	
Débiteurs divers	20.507.612,87	
	<hr/>	53.731.390,47

Divers :

Comptes débiteurs	318.175,—
-------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	410.000,—
--------------------------	-----------

Garanties :

par des tiers pour notre compte et par nous-mêmes	40.820.533,—
--	--------------

Cautionnements des agents et divers	689.325,—	
	<hr/>	41.509.858,—

Commandes en cours	Mémoire	
	<hr/>	41.919.858,—

Compte de résultat :

Report au 1 ^{er} janvier	445.973,94	
Perte d'exploitation de l'exerc.	2.725.725,63	
Amortissements sur mobilier, matériel, outillage et divers	2.823.260,56	
	<hr/>	5.548.986,19
		<hr/>
		5.994.960,13
		<hr/>
	Fr.	129.094.618,84
		<hr/>
		<hr/>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr.	40.000.000,—
représenté par 40.000 parts sociales s.d.v.n.		

Exigible :

Banquiers	24.352.021,87	
Créditeurs divers	21.414.682,53	
	<hr/>	45.766.704,40

Divers :

Comptes créditeurs	1.408.056,44
--------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	410.000,—	
Garanties :		
par des tiers pour notre compte et par nous-mêmes	40.820.533,—	
Cautionnements des agents et divers	689.325,—	
	<u>41.509.858,—</u>	
Créditeurs pour commandes en cours	Mémoire	
		<u>41.919.858,—</u>
		<u>Fr. 129.094.618,84</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DOIT.

Report au 1 ^{er} janvier 1952	fr.	445.973,94
Frais généraux et dépenses d'exploitation Europe - Afrique		69.653.744,05
Amortissements sur :		
Mobilier, Matériel, Outillage et divers	2.689.946,24	
Premier établissement	112.679,10	
Frais de constitution	20.635,22	
		<u>2.823.260,56</u>
	Fr.	<u>72.922.978,55</u>

AVOIR.

Recettes d'exploitation	fr.	66.928.018,42
Solde déficitaire		<u>5.994.960,13</u>
	Fr.	<u>72.922.978,55</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs :

Mr. le Baron de Steenhault de Waerbeek, banquier, à Vollezeele.

Mr. Marcel Delporte, administrateur de sociétés, 32, avenue Léon Van Dromme, Auderghem.

Mr. Christian Janssens van der Maelen, ingénieur, 34, avenue Jeanne, Bruxelles.

Mr. Ernst Gerber, docteur en droit, 24, Amthausgasse, Berne (Suisse).

Mr. Charles Desclée de Maredsous, docteur en droit, 24, avenue Prince Charles, Knokke-Le Zoute.

Mr. Raoul Oger, ingénieur, 38, avenue Félicien Rops, Namur.

Mr. Jean Casier, ingénieur, Château de et à Nokere.

Commissaires :

Mr. Joseph De Smidt, fondé de pouvoirs de sociétés, 34, rue des Pelletiers, Bruges.

Mr. Albert Dumont, ingénieur, à Flostox.

L'administrateur-délégué,
M. DELPORTE.

Les administrateurs :

Baron de STEENHAULT de WAERBEEK.	DELPORTE, M.
Ch. JANSSENS van der MAELEN.	
E. GERBER.	Ch. DESCLEE de MAREDSOUS.
	R. OGER.
	Jean CASIER.

Les commissaires :

DE SMIDT, J.

A. DUMONT.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 8, rue Montagne du Parc.

Registre du commerce de Bruxelles n° 36653.

Registre du commerce d'Elisabethville n° 1015.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » : n° 16051, du 24 octobre 1929; n° 6851 du 11 mai 1932; n° 5757 du 24 avril 1938; n° 2808 du 20 février 1948; n° 17080 du 13 août 1948.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain, immeubles, installations, travaux en
cours, mobilier et matériel fr. 450.430.225,—

à déduire :

Fonds d'amortissement 120.179.787,—
330.250.438,—

Réalisable :

Magasins d'approvisionnements et de produits 10.810.906,—

Portefeuille 34.104.970,—

à déduire :

Montant restant à appeler 2.500.000,—
31.604.970,—

Débiteurs 24.001.095,—
66.416.971,—

Disponible :

Banques et caisses 32.514.996,—

Divers :

Comptes débiteurs 1.117.983,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires P.M.

Engagements et contrats en cours P.M.

Fr. 430.300.388,—

PASSIF.

Capital et réserves :

Capital fr. 100.000.000,—

Réserve statutaire 4.825.306,—

Fonds spéciaux de réserve et de prévision 40.000.000,—

Fonds de renouvellement 8.000.000,—

Plus-value de réévaluation 65.173.865,—
217.999.171,—

Exigible :

Emprunts	152.734.196,—	
Créditeurs	29.349.364,—	
	<u>182.083.560,—</u>	

Divers :

Comptes créditeurs	8.409.569,—	
--------------------------	-------------	--

Résultats :

Report antérieur	1.749.691,—	
Bénéfice de l'exercice	20.058.397,—	
	<u>21.808.088,—</u>	

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P.M.	
Engagements et contrats en cours	P.M.	
	<u>Fr. 430.300.388,—</u>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr. 8.759.438,—	
Charges financières	1.314.388,—	
Amortissement :		
— normal sur immobilisé	8.334.519,—	
— spécial sur immobilisé	20.115.178,—	
	<u>28.449.697,—</u>	
— sur portefeuille	2.625.714,—	
Prévision fiscale	2.500.000,—	
Solde bénéficiaire	21.808.088,—	
	<u>Fr. 65.457.325,—</u>	

CREDIT.

Report à nouveau	fr. 1.749.691,—	
Revenus financiers et divers	368.467,—	
Résultats d'exploitation	63.339.167,—	
	<u>Fr. 65.457.325,—</u>	

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

— à la réserve statutaire : 5 % de fr. 20.058.397	fr. 1.002.920,—
— aux fonds spéciaux de réserve et de prévision	4.000.000,—
— en report à nouveau	1.407.577,—
— aux actions : 6 % de dividende brut	6.000.000,—
— tantièmes statutaires	939.759,—
— le solde aux actions	8.457.832,—
	<hr/>
	Fr. 21.808.088,—
	<hr/>

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Serge Lambert, ingénieur A. I. Ms., 23, avenue du Manoir, Uccle, administrateur, président du conseil.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, 35, avenue Jeanne, Bruxelles, administrateur- vice-président du conseil.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, 43, square Vergote, Schaerbeek, administrateur- vice-président du conseil.

M. Louis Wallef, ingénieur U. I. Lv., 67, boulevard Reyers, Schaerbeek, administrateur-délégué.

M. Pierre Dumortier, ingénieur civil des mines, 213, avenue Brugmann, Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, Elisabethville (Congo Belge), administrateur.

M. Alex De Boeck, ingénieur A. I. Br., avenue de l'Escrime, 106, Woluwé-Saint-Pierre, administrateur.

M. Albert Delefortrie, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile, Ixelles, administrateur.

M. Georges Delhayé, ingénieur civil des mines, 2, boulevard Dolez, Mons, administrateur, ingénieur conseil.

M. Marcel De Merre, ingénieur civil des mines, 7, avenue Louise, Hoboken, administrateur.

M. Adolphe Fassotte, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, Villa Merckem, 29, Fabriekstraat, Neerpelt, administrateur.

M. Jérôme Quets, ingénieur civil des mines, 94, boulevard de Namur, Louvain, administrateur.

M. Désiré Van Bleyenberghé, docteur en droit, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle, commissaire.

M. Auguste Berckmoes, commissaire de sociétés, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg, commissaire.

M. Henri Cornelius, ingénieur civil A. I. A., 1, place Constantin Meunier, Forest, commissaire.

M. Paul Verleysen, expert-comptable, 85, avenue du Castel, Woluwé-Saint-Lambert, commissaire.

M. Georges Verstraeten, directeur administratif à la Société Générale Métallurgique de Hoboken, 22, avenue Prince Albert, Berchem-Anvers, commissaire.

L. WALLEF,

Administrateur-délégué.

H. ROBILIART,

Vice-Président du Conseil.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 36653.

Registre du commerce d'Elisabethville n° 1015.

*Extrait du procès-verbal
de l'Assemblée générale ordinaire du 12 juin 1953.*

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'Assemblée renouvelle les mandats de Messieurs Serge LAMBERT et Louis WALLEF, administrateurs sortants. Par application de l'article 21 des statuts, ces mandats viendront à expiration immédiatement après l'Assemblée générale ordinaire de 1958.

Cette décision est prise à l'unanimité, Monsieur Serge LAMBERT, actionnaire, s'abstenant en ce qui le concerne.

Pour extrait conforme.

L. WALLEF,

Administrateur-délégué.

H. ROBILIART,

Vice-Président du Conseil.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « SOGECHIM »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Jadotville (Katanga, Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 36653.

Registre du commerce d'Elisabethville n° 1015.

NOMINATIONS.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 12 juin 1953.

1°) Bureau et fonctions spéciales :

... le Conseil renomme :

- en qualité de Président du Conseil : M. Serge LAMBERT;
- en qualité de Vices-Présidents du Conseil : MM. Herman Robiliart et Aimé MARTHOZ;
- en qualité d'administrateur-délégué : M. Louis WALLEF;
- en qualité d'administrateur-directeur : M. Pierre DUMORTIER.

2°) Comité Technique :

Le Conseil renomme membres du Comité Technique MM. Serge LAMBERT et Louis WALLEF, dont le mandat d'administrateur a été renouvelé pour cinq ans par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 12 juin 1953.

RETRAIT DE POUVOIRS.

Les fonctions de M. Jean-Joseph SCHILTZ, directeur technique de la société au Congo Belge, ayant pris fin le 30 avril 1953, le Conseil, par délibération spéciale, annule les pouvoirs qu'il avait conférés le 9 mai 1951 à M. Jean-Joseph SCHILTZ prénommé, pour signer les actes émanant du siège social au Congo Belge, aux termes d'une délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 juin 1951 (acte n° 13.367), aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1951, et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 octobre 1951.

Pour extrait conforme.

L. WALLEF,

Administrateur-délégué.

H. ROBILIART,

Vice-Président du Conseil.

Société Urbaine et Rurale du Kivu « URUKI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Costermansville.

Constituée le 22 janvier 1951, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1951, folio 537. Statuts modifiés le 15 février 1951, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1951, folio 976.

BILAN.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	7.676.827,--
Réalisable		140.000,—
Disponible		617.697,20
Résultat :		
Perte 1951	537.557,60	
Bénéfice 1952	53.055,90	
		<u>484.501,70</u>
	Fr.	<u>8.919.025,90</u>

PASSIF.

Capital	fr.	8.000.000,--
Prévisions		624.576,50
Créditeurs		294.449,40
		<u>8.919.025,90</u>
	Fr.	<u>8.919.025,90</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Prix de revient	fr.	374.605,--
Frais généraux		30.886,10
Bénéfice de l'exercice 1952		53.055,90
		<u>458.547,—</u>
	Fr.	<u>458.547,—</u>

CREDIT.

Ventes terrains	fr.	408.700,—
Prévisions et amortissements		47.677,—
Intérêts bancaires		2.170,—
	Fr.	<u>458.547,—</u>

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 8/5/1953.

L'Assemblée générale, à l'unanimité des voix :

1. Ratifie la décision du Conseil d'administration d'avoir remis au vendredi 8 mai 1953 la réunion de l'assemblée générale statutaire de la société.
2. Approuve les rapports du conseil d'administration et du commissaire, ainsi que le bilan et le compte de pertes et profits établis au 31 décembre 1952.
3. Donne par vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaire, pour l'exercice 1952.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Alfred Buysse, industriel, Latem-Saint-Martin.

Administrateurs :

Baronne Guy le Grom de Maret, née Jacqueline Rolin, Bruxelles.

Madame Marcel Michaux, née Hélène Beckhaus, Costermansville.

Monsieur Marcel Michaux, avocat, Costermansville.

Monsieur Ragnar Ringkjøb, ingénieur, Cagnes s/Mer.

Baron Claude Tibbaut, Bruxelles.

Commissaire :

Monsieur Christian Tibbaut, Bruxelles.

Un administrateur,

M. MICHAUX.

Le Président,

A. BUYSSE.

Société Commerciale du Centre Africain « SOCCA »
anciennement Valckenaere Frères

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Anvers, n° 80, rue Everaerts.

Registre du commerce d'Anvers : n° 1893.

Constituée les 13/12 24 et 6/2/25; approuvée par arrêté royal du 4/4/25; publiée au « Bulletin Officiel du Congo » du 15/4/25 et au « Moniteur Belge » du 10/5/25 sous le n° 5903.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 2 JUIN 1953.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles et terrains	fr.	3.294.825,—
Matériel, outillage et mobilier		576.040,40

Disponible :

Caisses, C. C. P. et banques		420.785,24
------------------------------------	--	------------

Réalisable :

Avances sur produits		2.261.398,64
Débiteurs		4.178.905,78
Cautions		47.350,—
Exploitation factoreries		103.764,50
Créances douteuses et dommages de guerre		2,—
Stocks marchandises et produits		5.344.782,—
Portefeuille		2.496.482,10

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P.M.
--------------------------	------

Totaux : 18.724.335,66

PASSIF.

Envers la société :

Capital actions et parts de fondateur	fr.	4.500.000,—
Réserve légale		196.125,55
Réserve extraordinaire		409.525,—
Provision pour créance douteuse		250.000,—
Amortissements		362.468,—

Envers les tiers :

Créanciers et effets à payer	11.315.809,55
Dividendes	14.473,57

Compte d'ordre :

Déposants statutaires	P.M.
-----------------------------	------

Résultats :

Bénéfice de l'exercice	1.675.933,99
------------------------------	--------------

Totaux : 18.724.335,66

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT.

Frais généraux et de banques	fr.	3.831.768,23
Amortissements		64.543,—
Perte sur portefeuille		65.000,—
Créances irrécouvrables		9.269,65
Solde bénéficiaire		1.675.933,99
Totaux :		<u>5.646.514,87</u>

CREDIT.

Résultat de l'exercice	fr.	5.646.514,87
Totaux :		<u>5.646.514,87</u>

DECISIONS.

L'assemblée générale du 2 juin 1953, à l'unanimité : 1°) approuve les rapports, bilan et compte de profits et pertes de 1952; 2°) par vote spécial donne décharge aux administrateurs et commissaire; 3°) affecte 83.796,45 francs à la réserve légale; 4°) affecte 1.590.475,— francs à la réserve extraordinaire; 5°) reporte à nouveau 1.662,54 francs; 6°) prend acte de la démission de l'administrateur Mr. Marcel Loumaye; 7°) décide de porter le nombre des administrateurs à sept; 8°) nomme en qualité d'administrateurs MM. Georges Casimir et Georges Bral; 9°) renouvelle pour six ans les mandats des administrateurs sortants : MM. Arthur Stoffyn et baron Kervyn de Marcke ten Driessche.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Charles Valckenaere, administrateur-délégué, 45, rue Carnot, Anvers.

M. Georges M. Valckenaere, administrateur-délégué, 6 B, avenue Paul Hauzeur, Léopoldville.

M. André Valckenaere, administrateur-directeur, 4, avenue Britannique, Anvers.

M. le baron Kervyn de Marcke ten Driessche, 72, rue Montoyer, Bruxelles.

M. Arthur Stoffyn, agent de change, 46, rue Pletinckx, Bruxelles.

M. Georges Casimir, inspecteur général honoraire au Ministère des Finances, 49, rue Hobbema, Bruxelles.

M. Georges Bral, agent de change, 15, avenue des Sept Bonniers, Bruxelles.

COMMISSAIRE.

M. Edouard Hanssens, négociant, 49, boulevard Guido Gezelle, Bruges.

SOCIETE COMMERCIALE DU CENTRE AFRICAIN « SOCCA ».

André VALCKENAERE,
Administrateur-directeur.

Charles VALCKENAERE,
Administrateur-délégué.

Chantier Naval de N'Dolo « CHANADO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Anvers, n° 80, rue Everaerts.

Registre du commerce d'Anvers n° 2521.

Constituée le 11 octobre 1927; approuvée par arrêté royal du 19 novembre 1927; publiée au « Bulletin Officiel du Congo » du 15 décembre 1927 et au « Moniteur Belge » des 5-6 décembre 1927, sous le n° 14275.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 5 JUIN 1953.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>	
Frais de constitution	fr. 1,—
Immeuble	1.768.637,50
Machines, outillages et mobilier	441.685,—
<i>Disponible :</i>	
Caisses, C. C. P. et banques	106.047,12
<i>Réalisable :</i>	
Portefeuille	1.029.783,95
Débiteurs	7.415.711,—
Participations	22.457,85
Avances sur portefeuille	48.283,25
Commandes à facturer	12.230,—
<i>Compte d'ordre :</i>	
Dépôts statutaires	P.M.
<i>Résultats :</i>	
Solde déficitaire	643.990,68
Totaux :	11.488.827,35

PASSIF.

<i>Envers la société :</i>	
Capital	fr. 10.000.000,—
Amortissements	385.863,75
Réserve légale	9.213,60
Plus-value immunisée sur immeubles vendus	1.045.000,—
<i>Envers les tiers :</i>	
Créanciers	48.750,—
<i>Compte d'ordre :</i>	
Déposants statutaires	P.M.
Totaux :	11.488.827,35

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report précédent	fr. 236.791,95
Frais généraux	347.236,90
Perte sur portefeuille	533.702,—
Amortissements	77.172,75
Perte d'exploitation	10.436,90
Totaux :	1.205.340,50

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr. 516.949,82
Prélèvement sur la plus-value immunisée	44.400,—
Solde déficitaire	643.990,68
Totaux :	1.205.340,50

DECISIONS.

L'assemblée générale du 5 juin 1953, à l'unanimité : 1°) approuve les rapports, bilan et compte de profits et pertes de 1952; 2°) décide de reporter à nouveau le solde déficitaire; 3°) par vote spécial donne décharge aux administrateurs et commissaire; 4°) prend acte de la démission de l'administrateur Mr. Marcel Loumaye et décide de ne pas procéder à son remplacement; 5°) renouvelle pour six ans le mandat de l'administrateur sortant Mr. Charles Valckenaere.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Charles Valckenaere, administrateur-délégué, 45, rue Carnot, Anvers.

M. Georges M. Valckenaere, administrateur-délégué, 6 B, avenue Paul Hauzeur, Léopoldville.

M. André Valckenaere, administrateur, 4, avenue Britannique, Anvers.

M. le baron Kervyn de Marcke ten Driessche, 72, rue Montoyer, Bruxelles.

COMMISSAIRE.

M. Edouard Hanssens, négociant, 49, boulevard Guido Gezelle, Bruges.

CHANTIER NAVAL DE N'DOLO « CHANADO ».

André VALCKENAERE.

Administrateur.

Charles VALCKENAERE.

Administrateur-délégué.

Société Beceka - Manganèse

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : 46, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 225613.

Constitution : 9 mai 1950 (annexes au « Moniteur Belge » du 6 juillet 1950, acte n° 16828, « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1950)
Modifications aux statuts : 24 avril 1951 (acte n° 15674, annexes au « Moniteur Belge » des 2-3 juillet 1951; « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1951).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier Etablissement	fr. 49.864.954,—	
dont à déduire :		
Amortissements :		
à fin 1951	8.089.063,—	
de l'exercice	4.986.495,—	
	<u>13.075.558,—</u>	
		36.789.396,—

II. — Réalisable :

Produits en stock	3.859.434,—	
Approvisionnements	13.836.594,—	
Débiteurs divers	18.818.132,—	
Portefeuille - titres	31.850.110,—	
	<u>68.364.270,—</u>	

III. — Disponible :

Caisse, banques, chèques postaux en Europe et en Afrique	48.851.115,—
--	--------------

IV. — Comptes débiteurs	44.396,—
-------------------------------	----------

V. — Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers	pour mémoire

Francs congolais : 154.049.177,—

PASSIF.

I. — Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 80.000 actions de fr.	
500,— chacune	40.000.000,—
Réserve statutaire	5.056.614,—
	<u>45.056.614,—</u>

II. — Dettes de la société envers des tiers :

Divers créanciers	63.000.602,—
-------------------	--------------

III. — Comptes créditeurs :

Provision pour grosses réparations et renouvellement du matériel	8.883.033,—
Autres comptes créditeurs	20.919.765,—
	<u>29.802.798,—</u>

IV. — Comptes d'ordre :

Propriétaires de cautionnements statutaires	pour mémoire
créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers	pour mémoire

V. — Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice	16.189.163,—
	<u>16.189.163,—</u>
Francs congolais :	<u>154.049.177,—</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 1.982.214,—
Amortissements	4.986.495,—
Droits de sortie sur minerais	20.528.931,—
Provision pour impôts à charge de la Société	7.540.622,—
Redevance à la Colonie du Congo Belge	7.229.600,—
Fonds de prévision du personnel européen et indigène	1.500.000,—
Solde	<u>16.189.163,—</u>
Francs congolais :	<u>59.957.025,—</u>

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation	fr. 59.410.404,—
Intérêts sur dépôts en banque, revenus du portefeuille et divers	546.621,—
Francs congolais :	<u>59.957.025,—</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Paul Gillet, ingénieur civil des mines, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Maurice Van Mulders, ingénieur civil, 31, avenue René Gobert, Uccle.

Administrateur-directeur :

M. Léon Vanderstichele, ingénieur des Arts et Métiers, 12, avenue Boileau, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jean Koeckx, directeur de société, 7, av. Van Becelaere, Boitsfort.

M. Julien Leroy, administrateur de société, 41, avenue Delleur, Boitsfort.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil des mines, 43, square Vergote, Schaerbeek.

M. Jacques Neve de Mevergnies, ingénieur civil des mines, 241, rue Théodore Coppens, Zellick.

M. Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek.

M. Georges Regnier, ingénieur civil des mines, 11, avenue de l'Orée, Bruxelles.

COMMISSAIRES.

M. Arthur Coppens, secrétaire de sociétés, 26, avenue Marie-Louise, Dilbeek.

M. Henri Demanet, secrétaire de sociétés, 80, rue Vanderkinderen, Uccle.

M. Jacques Dupont, docteur en droit, 70, rue Dautzenberg, Bruxelles.

M. Albert Gonze, licencié en sciences financières, 11, rue André Fauchille, Woluwé-Saint-Pierre.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 1953.

L'Assemblée ayant pris connaissance du bilan et du compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1952, les approuve.

Par application de l'article 33 des statuts, l'Assemblée appelle aux fonctions de commissaire Monsieur Auguste BERCKMOES, demeurant à Koeckelberg, 82, avenue de l'Indépendance.

Le Président,
Paul GILLET.

Société Africaine pour la Fabrication de Mèches de Sûreté « Afrimèches »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 1, rue aux Laines.

—
Acte constitutif publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 14 mai 1953, sous le n° 10.312, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo » du 15 mai 1953.

DELEGATION DE POUVOIRS.

(Extrait du procès-verbal

de la réunion du Conseil d'administration tenue à Bruxelles le 19/6/1953.)

Sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil d'administration, par délibération spéciale prise en exécution des articles 20, 24 et 25, désigne comme suit les titulaires de la signature sociale :

1°) Pour tous actes, en toutes matières, émanant du siège administratif de Bruxelles :

Sans préjudice à ce qui est dit à l'article 24 des statuts quant à la signature de deux administrateurs valable pour tous actes engageant la société et pour tous pouvoirs et procuration, tous actes émanant du siège administratif de Bruxelles se rapportant à toutes matières et constatant des droits ou obligations, libérations ou décharges pour ou contre la Société, tous pouvoirs et procurations y relatifs, sont valablement signés par un administrateur signant conjointement, avec Monsieur Robert LE CERFF, secrétaire de la Société, domicilié à Woluwé-Saint-Lambert, 8, rue Saint-Henri.

2°) Pour les actes émanant du siège administratif de Bruxelles et n'engageant pas la Société :

Les actes émanant du siège administratif de Bruxelles et n'engageant pas la Société peuvent être signés par Monsieur Emile RASKIN, ingénieur, administrateur-délégué de la Société, domicilié à Woluwé-Saint-Lambert, 8, Clos Victor Gilsoul, ou par Monsieur Robert LE CERFF, prénommé.

3°) Pour tous actes, en toutes matières, émanant du Congo Belge, siège social :

Sans préjudice à ce qui est dit à l'article 24 des statuts quant à la signature de deux administrateurs valable pour tous actes engageant la société et pour tous pouvoirs et procurations, tous actes émanant du siège social au Congo Belge se rapportant à toutes matières et constatant des droits ou obligations, libérations ou décharges pour ou contre la Société, tous pouvoirs et procurations y relatifs, sont valablement signés par un administrateur signant conjointement avec Monsieur André DEFRENNE, ingénieur, directeur en Afrique de la Société, domicilié à Schaerbeek, 9, rue Général Gratry, résidant à Kakontwe, Congo Belge.

4°) Sans préjudice aux dispositions du 3° ci-dessus, tous les actes de gestion journalière émanant du siège social au Congo Belge, en ce compris les commandes de matériel et d'approvisionnement, les contrats de transport et d'assurance, les engagements et licenciements du personnel, les

actes de gestion financière, notamment la création ou l'endossement de tous chèques, mandats, accreditifs, virements ou autres ordres de paiement, tous acquits ou décharges de paiement et toute correspondance relative à la gestion financière, peuvent également être valablement signés à la Colonie du Congo Belge par Monsieur Maurice PARIS, secrétaire comptable, résidant à Kakontwe, Congo Belge, domicilié à Uccle, 140, rue Basse et Monsieur Joseph MERTES, ingénieur, résidant à Kakontwe, Congo Belge, domicilié à Ampsin, 336, rue de Liège, lesquels signeront soit à deux conjointement, soit l'un d'entre eux conjointement avec un administrateur ou avec Monsieur André DEFRENNE, ingénieur, directeur en Afrique de la Société, prénommé ou avec Monsieur Louis STEYGERS, représentant de la Direction Générale de l'Union Minière du Haut-Katanga à Jadotville, Congo Belge, ou avec Monsieur Isidore VANSTRYDONCK, ingénieur, directeur en Afrique de la Sogechim, domicilié à Jadotville, Congo Belge, ou avec Monsieur Fernand LEGRAND, comptable aux Minoteries du Katanga à Kakontwe, Congo Belge, domicilié 50, rue Jules Despy à Fontaine-l'Évêque.

5°) Pour les actes émanant du siège social au Congo Belge et n'engageant pas la Société :

Les actes émanant du siège social au Congo Belge et n'engageant pas la Société, peuvent également être signés par Monsieur Emile RASKIN prénommé, ou Monsieur A. DEFRENNE, prénommé.

Le Conseil, en application de l'article 26 des statuts désigne Monsieur André DEFRENNE, ingénieur, directeur en Afrique de la Société, domicilié à Schaerbeek, 9, rue Général Gratry, résidant à Kakontwe, Congo Belge, comme mandataire de la Société chargé de suivre au nom de celle-ci dans la Colonie du Congo Belge les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, ainsi que tout recours judiciaire ou administratif.

6°) Sans préjudice aux pouvoirs conférés par les statuts spécialement en leur article 14, et sans préjudice à la délégation de la signature sociale donnée ci-dessus, le Conseil, par application de l'article 14 des statuts, délègue spécialement à Monsieur André DEFRENNE, ingénieur, directeur en Afrique de la Société prénommé, pouvoirs à l'effet de signer en Afrique au nom de la Société, conjointement avec un administrateur, les certificats d'inscription dans le registre des actions nominatives tenu au siège social. Le Conseil décide en outre que les inscriptions effectuées dans le registre des actions nominatives tenu au siège social, conformément à l'article 12 des statuts, ainsi que les déclarations de transferts mentionnés dans ce même registre, devront être visées et signées soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et par Monsieur André DEFRENNE prénommé.

Etant donné qu'il n'est pas procédé actuellement à l'émission d'actions au porteur, le Conseil d'administration sursoit à la désignation d'un délégué spécial pour leur signature.

*
**

Les mandataires désignés dans la délégation de pouvoirs ci-dessus n'auront pas à justifier dans l'exercice de leurs pouvoirs d'une décision préalable du Conseil.

Un administrateur,
E. RASKIN.

Un administrateur,
S. LAMBERT.

Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi « GEORUANDA »

Société par actions à responsabilité limitée

Siège social : Rwinkwavu (Ruanda).

Registre du Commerce : Usumbura n° 1434.

Siège administratif : Bruxelles, 5, rue du Trône.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 200.751.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	399.500,—	
Amortissements précédents		399.499,—	1,—
		<hr/>	
Frais de concessions		11.705.251,61	
Amortissements précédents ...	5.905.251,61		
Amortissements de l'exercice	1.200.000,—		
	<hr/>	7.105.251,61	4.600.000,—
		<hr/>	
Recherches et travaux préparatoires		11.050.775,78	
Amortissements précédents ...	4.118.613,78		
Amortissements de l'exercice	1.232.162,—		
	<hr/>	5.350.775,78	5.700.000,—
		<hr/>	
Immeubles, matériel, outillage		129.506.151,02	
Amortissements précédents ...	32.031.437,94		
Amortissements de l'exercice	11.817.838,—		
	<hr/>	43.849.275,94	85.656.875,08
		<hr/>	
			95.956.876,08

Réalisable et disponible :

Minerais en stock et en cours de route	23.467.500,—	
Magasins d'approvisionnements	33.861.006,82	
Caisses et banques	6.946.461,85	
Portefeuille	9.461.000,—	
Débiteurs divers	18.991.412,99	
	<hr/>	92.727.381,66

Comptes débiteurs à liquider	53.036,—
Dépôts statutaires et nominatifs	pour mémoire
Engagements et contrats en cours	pour mémoire
Total général : Fr.	<u>188.737.293,74</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 150.000.000,—
représenté par 300.000 actions de 500 francs valeur nominale	
Réserve statutaire	2.213.501,60

Dettes envers les tiers :

Créditeurs divers	27.815.898,44
Coupons à payer	529.050,—
	<u>28.344.948,44</u>
Comptes créditeurs à liquider	2.056.710,59
Déposants statutaires et nominatifs	pour mémoire
Engagements et contrats en cours	pour mémoire

Solde disponible :

de l'exercice	5.345.899,25
report de l'exercice 1951	776.233,86
	<u>6.122.133,11</u>
Total général : Fr.	<u>188.737.293,74</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Frais généraux Belgique	fr. 1.482.748,95
Impôts	2.167.018,—
Taxe sur cotation titres	107.820,—
Intérêts et Agios	420.831,54
Amortissements	14.250.000,—

Solde disponible :

de l'exercice	5.345.899,25
report de l'exercice 1951	776.233,86
	<u>6.122.133,11</u>
Total général : Fr.	<u>24.550.551,60</u>

CREDIT.

Bénéfice brut sur ventes	fr.	23.774.317,74
Report exercice 1951		776.233,86
Total général : Fr.		<u>24.550.551,60</u>

REPARTITION DES BENEFICES.

5 % réserve statutaire	fr.	267.295,—
Réserve spéciale		5.854.838,11
Fr.		<u>6 122.133,11</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

M. Paul Fontainas, ingénieur, 526a, avenue Louise, Bruxelles, président du conseil.

M. Henry Barzin, ingénieur, 9, drève du Prieuré, Auderghem, administrateur-délégué.

M. Léopold Landa, ingénieur, Compagnie Géomines - Manono (Congo Belge), administrateur-directeur.

M. Victor Brien, ingénieur, 45, rue du Pépin, Bruxelles, administrateur.

M. René Cambier, ingénieur, 2, avenue des Phalènes, Bruxelles, administrateur.

M. Michaël Moses, propriétaire, Kampala (Uganda), administrateur.

M. Aimable Bourgeois, directeur au Comité Spécial du Katanga, 51, avenue du Diamant, Bruxelles, commissaire.

M. Yvan Greiner, industriel, 21, avenue Ed. Lacomblé, Bruxelles, commissaire.

Certifié conforme.

Les administrateurs :

Paul FONTAINAS.	Henry BARZIN.	Léopold LANDA.
Victor BRIEN.	René CAMBIER.	Michaël MOSES.

Les commissaires :

Aimable BOURGEOIS.	Yvan GREINER.
--------------------	---------------

Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi « GEORUANDA »

Société par actions à responsabilité limitée

Siège social : Rwinkwavu (Ruanda).

Registre du Commerce : Usumbura n° 1434.

Siège administratif : Bruxelles, 5, rue du Trône.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 200.751.

—

NOMINATION STATUTAIRE.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Bruxelles
le 10 juin 1953.*

A l'unanimité moins une voix, l'assemblée réélit Monsieur Victor Brien,
en qualité d'administrateur.

Pour la Compagnie « GEORUANDA » s.c.r.l.

Certifié conforme :

L'administrateur-directeur,

(sé) LANDA, L.

L'administrateur-délégué,

(sé) BARZIN, H.

—

Société Africaine d'Explosifs, en abrégé « AFRIDEX »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Créée par arrêté royal en date du 8 février 1949.

Siège social : Kakontwe, Jadotville.

Siège administratif : 1, rue aux Laines à Bruxelles.

Registre de commerce Bruxelles n° 216.957.

Registre de Commerce Elisabethville n° 1018.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » n° 3119 du
3 mars 1949.

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Corgo
Belge » du 15 mars 1949.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Usines, installations, routes et raccordements, mobilier, matériel, outillage, travaux en cours	49.454.241,—	
Amortissements	9.240.847,—	40.213.394,—
Frais d'études et de constitution	3.754.711,—	
Amortissements	2.400.000,—	1.354.711,—

Réalisable et disponible :

Approvisionnements et produits finis	61.690.205,—	
Débiteurs divers	17.377.018,—	
Participations	83.334,—	
Banques, caisses et chèques postaux	4.800.050,—	83.950.607,—

Comptes d'ordre et divers :

Dépôts statutaires		P.M.
Comptes débiteurs divers		338.764,—

Profits et Pertes :

Pertes de l'exercice 1951	3.308.715,—	
Bénéfice de l'exercice 1952	43.733,—	
Perte reportée		3.264.982,—
	Fr.	129.122.458,—

PASSIF.

Envers elle-même :

Capital	fr.	54.000.000,—
représenté par 54.000 parts sociales sans désignation de val.		
Réserves statutaires		1.358,—

Envers des tiers :

Créditeurs divers		74.477.823,—
-------------------------	--	--------------

Comptes d'ordre et divers :

Comptes créditeurs		643.277,—
Déposants statutaires		P.M.
	Fr.	129.122.458,—

COMPTES DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Amortissements :	
sur usines, installations, routes et raccordements, mobilier, matériel, outillage, travaux en cours	4.500.000,—
sur frais d'études et de constitution	600.000,—
Intérêts, commissions et divers	1.017.744,—
Bénéfice de l'exercice	43.733,—
	<u>Fr. 6.161.477,—</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr. 6.161.477,—
--------------------------------	-----------------

SITUATION DU CAPITAL (entièrement libéré)	fr. 54.000.000,—
---	------------------

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

Mr. Lambert Serge, ingénieur, directeur de la Société Générale de Belgique, 23, avenue du Manoir, Uccle. Président.

Mr. Raskin, Emile, ingénieur, administrateur-directeur général des Poudreries Réunies de Belgique, 8, Clos Victor Gilsoul, Woluwé-Saint-Lambert. Administrateur-délégué.

Mr. Belpaire, André, administrateur-directeur de la Société Cooppal et Cie, 13, rue d'Arenberg, Bruxelles. Administrateur.

Mr. Coste, Henri, ingénieur, administrateur-directeur de la Compagnie Géomines, 22a, square de Meeus, Bruxelles. Administrateur.

Mr. Defourny, Emile, ingénieur conseil Union Minière du Haut-Katanga, 18, Chemin Ducal, Tervuren. Administrateur.

Mr. Dumortier, Pierre, ingénieur, administrateur-directeur de la Sogechim, 213, avenue Brugmann, Bruxelles. Administrateur.

Mr. Landa, Léopold, ingénieur, représentant le Conseil d'administration de la Compagnie Géomines, Manono. Administrateur.

Mr. Thiriart, Pierre, ingénieur, directeur général en Afrique de la Compagnie Géomines, Manono. Administrateur.

Mr. Weberg, Eugène, inspecteur des Mines à l'Union Minière du Haut-Katanga Elisabethville. Administrateur.

Mr. Borremans, Emile, licencié en sciences commerciales, 65, avenue Alex. Bertrand, Bruxelles. Commissaire.

Mr. Paridaens, Gérard, fondé de pouvoirs à la Compagnie Géomines, 59, avenue Nellie Melba, Bruxelles. Commissaire.

Mr. Verleysen, Paul, expert comptable, 85, avenue du Castel, Bruxelles. Commissaire.

Les administrateurs :

E. RASKIN.

S. LAMBERT.

Société Congolaise de Gestion et de Participation « SOCOGEPAR »

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 3.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.

**NOMINATION DU LIQUIDATEUR.
POUVOIRS.**

L'an mil neuf cent cinquante-trois.

Le dix-neuf juin.

A Bruxelles, en l'Etude.

Par devant nous, Maître Maurice Gérard, notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société de personnes à responsabilité limitée dénommée « Société Congolaise de Gestion et de Participation », dite « Socogepar » ayant son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 3, et son siège social à Léopoldville.

Constituée suivant acte reçu par Maître Edmond, Jean, Franz Wets, notaire de résidence à Léopoldville (Congo Belge), le dix décembre mil neuf cent quarante-sept, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro 1, du dix janvier mil neuf cent quarante-huit.

Dissoute suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés aux termes du procès-verbal dressé par le notaire soussigné, le vingt septembre mil neuf cent cinquante et un.

La séance est ouverte à quatorze heures, sous la présidence de Monsieur Victor Soquet, ci-après qualifié.

Sont présents :

1. Monsieur Louis, Victor, Anne, Michel Rimbout, agent de change, demeurant à Schaerbeek, avenue Huart-Hamoir, 37.

2. Monsieur Victor, Fernand, Jean Soquet, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, boulevard Reyers, 33.

Seuls associés de la dite société et propriétaires ensemble des quatre cents parts, formant l'intégralité du capital.

Monsieur le Président expose que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, il n'y a pas lieu de justifier du mode de convocation et qu'elle peut délibérer valablement sur tous les points qu'il lui plaira de porter à son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité, la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE.

L'assemblée appelle aux fonctions de liquidateur unique, en remplacement de Messieurs Léon De Ridder et Albert Sinéchal, Monsieur Armand Heilporn, expert en comptabilité, demeurant à Bruxelles, square de Meeus, 33.

Monsieur le liquidateur est dispensé de faire inventaire; il pourra s'en remettre aux livres et écritures sociaux.

Il disposera dans l'accomplissement de sa mission, des pouvoirs les plus étendus : il pourra accomplir au nom de la société tous actes d'administration et de dispositions quelconques, sans qu'il faille en aucun cas recourir à une nouvelle délibération de l'assemblée générale des associés de la société.

Monsieur le liquidateur pourra notamment valablement représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant devant toutes juridictions.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec Nous, notaire.

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 22 juin 1953. Volume 1391, folio 36, case 9, un rôle, un renvoi.

Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i (s.) Boon.

Pour expédition conforme :

(sé) M. GERARD.

**Société de Recherches & d'Exploitations Aurifères au Katanga
« SOREKAT »**

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 168, rue Royale.

Registre du Commerce d'Elisabethville : n° 608.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 60642.

—

Actes constitutifs publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1932, 15 juin 1934, 15 juillet 1938, 15 février 1939, 15 décembre 1948 et 15 juillet 1951.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	fr.	31.155,—	
Prospections, développements, travaux préparatoires, immeubles et matériel	33.792.874,01		
Amortissements	4.998.833,78		
		<u>28.794.040,23</u>	
			28.825.195,23

Réalisable :

Débiteurs divers	525.823,—		
Produits en stocks	45.750,—		
Participation	mémoire		
		<u>571.573,—</u>	

Disponible :

Banques et chèques postaux	493.473,02		
----------------------------------	------------	--	--

Divers :

Comptes débiteurs	4.545.965,—		
-------------------------	-------------	--	--

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire		
		<u>Fr. 34.436.206,25</u>	

PASSIF.

Passif de la société envers elle-même :

Capital : 16.500 parts sociales s. d. v. fr. 8.000.000,—

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers 26.436.206,25

Compte d'ordre :

Déposants statutaires mémoire —

Fr. 34.436.206,25

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux fr. 147.676,25

Charges financières 746.570,40

Amortissement sur participation 250,—

Fr. 894.496,65

CREDIT.

Transfert à Frais de prospection fr. 894.496,65

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL.

Le capital social de 8.000.000 de francs, représenté par 16.500 parts sociales sans désignation de valeur, est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Mr. Louis Frère, administrateur de sociétés, 15, avenue des Chasseurs, Crainhem (Quatre-Bras).

Administrateur-délégué :

Mr. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

Administrateurs :

Mr. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 4, boulevard Louis Schmidt, Etterbeek.

Mr. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, Etterbeek.

Mr. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwé-Saint-Pierre.

Mr. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Mr. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines, Bruxelles.

Mr. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

Mr. Léon Wielemans, industriel, 14, rue Defacqz, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Mr. Jacques Bettendorf, comptable, 252, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek.

Mr. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallaert, Ixelles.

Baron Marcel de Schaetzen, administrateur de sociétés, 87, rue Royale, Bruxelles.

DELEGUE DE LA COLONIE.

Mr. Elomire Reintjens, 51, rue des Petits Carmes, Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
du 23 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

— renouvelle pour un terme de six ans, expirant à l'assemblée générale ordinaire de 1959, les mandats de Messieurs Georges Lescornez et Jacques Relecom, administrateurs.

Bruxelles, le 23 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

Marcel JACQUES,
administrateur de sociétés,
1, avenue des Scarabées,
Bruxelles.

Léopold HOOGVELST,
administrateur de sociétés,
29, avenue de Tervueren,
Etterbeek.

Filatures et Tissages Africains

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social, à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif, à Gand, 29, rue Neuve Saint Pierre.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 714.

Registre du Commerce de Gand n° 55774.

Autorisée par arrêté royal du 4 novembre 1946, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1946; statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1946 et du « Moniteur Belge » des 2-3 décembre 1946, n° 21551; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 octobre 1947, approuvés par arrêté royal du 30 novembre 1947 (annexes au « Bulletin administratif du Congo Belge » du 25 février 1948 et annexes du « Moniteur Belge » du 11 décembre 1947, n° 21729) et par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1948 (annexes au « Bulletin administratif du Congo Belge » du 25 septembre 1948 et du « Moniteur Belge » du 22 juillet 1948, n° 15850; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 1950, autorisés par arrêté royal du 20 juin 1950, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1950, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1950 et du « Moniteur Belge » des 3-4 juillet 1950, n° 16606.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains, bâtiments, matériel et mobilier	191.393.451,26	
Amortissements	53.214.616,50	
	<hr/>	138.178.834,76

Réalisable :

Marchandises	60.099.476,86	
Débiteurs	32.979.508,65	
Portefeuille titres	12.516.000,00	
	<hr/>	105.594.985,51
Caisses et banques		10.724.766,93
		<hr/>
	Fr.	254.498.587,20
		<hr/>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	fr. 105.000.000,00	
Réserve légale	434.435,00	
Fonds de prévision	8.000.000,00	
	<u>113.434.435,00</u>	

Exigible à long terme :

Emprunts obligations	87.400.000,00	
----------------------------	---------------	--

Exigible à moyen et court terme :

Divers créditeurs et frais à payer	35.519.470,88	
--	---------------	--

Pertes et Profits :

Report de l'exercice précédent	254.271,17	
Bénéfice de l'exercice	17.890.410,15	
	<u>18.144.681,32</u>	
	Fr. 254.498.587,20	
	<u><u>254.498.587,20</u></u>	

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Charges financières	fr. 3.818.665,00	
Pertes sur désaffectation matériel	1.063.256,00	
Charges diverses	1.836.377,87	
Bénéfice de l'exercice	17.890.410,15	
	<u>24.608.709,02</u>	
	Fr. 24.608.709,02	
	<u><u>24.608.709,02</u></u>	

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	fr. 24.608.709,02	
	<u>24.608.709,02</u>	

AFFECTATION BENEFICIAIRE.

— A la réserve légale	fr. 894.521,00	
— Au Fonds de prévision	17.000.000,00	
— Au report à nouveau	250.160,32	
	<u>18.144.681,32</u>	
	Fr. 18.144.681,32	
	<u><u>18.144.681,32</u></u>	

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital social est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateur-délégué :

M. Gaston Braun, industriel, 29, rue Neuve Saint Pierre, Gand.

Administrateurs :

M. James Baldwin, administrateur de sociétés, Old Westbury — New-York, U. S. A.

M. Thomas Bancroft, industriel, 40, North Street, New-York, U. S. A.

M. René Friling, administrateur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Anvers.

M. René Hanet, industriel, 21, boulevard Britannique, Gand.

M. Paul Hebbelynck, ingénieur A. I. G., 144, avenue Saint-Denis, Gand.

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 126, chaussée d'Ixelles, Ixelles.

M. Joseph Jennen, ministre plénipotentiaire, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N. Y., U. S. A.

M. le Chevalier Jean Kraft de la Saulx, administrateur de sociétés, 2, boulevard Militaire, Gand.

M. Robert P. Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, square de Meeus, Bruxelles.

M. Laurance S. Rockefeller, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N. Y., U. S. A.

M. Ogden White, administrateur de sociétés, 30, Rockefeller Plaza, New-York 20, N. Y., U. S. A.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Dierckx, directeur de société, à Léopoldville.

M. Thomas-L. Ferguson, chartered accountant, 182, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Georges Passau, ingénieur des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS.

Deux administrateurs :

Paul HEBBELYNCK.

Gaston BRAUN.

Filatures et Tissages Africains

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social, à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif, à Gand, 29, rue Neuve Saint Pierre.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 714.

Registre du Commerce de Gand n° 55774.

—

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 1953 a renouvelé pour un terme de six ans les mandats d'administrateur de MM. Joseph Jennen et Robert P. Pflieger.

Ces mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1959.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS.

Deux administrateurs :

Paul HEBBELYNCK.

Gaston BRAUN.

—

Société Immobilière au Kivu (SIMAK)

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Bukavu, Congo Belge.

Siège administratif : 80, rue de la Loi à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bukavu n° 366.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 42.387.

—

Constituée à Bruxelles par acte passé devant Maître Ed. Van Halteren, notaire à Bruxelles, le 10 octobre 1929, autorisée par arrêté royal du 14 novembre 1929, publié au recueil-annexes du « Moniteur Belge » du 2-3 décembre 1929 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître C. Claes, notaire à Bruxelles, le 7 novembre 1934, modification approuvée par arrêté royal du 5 décembre 1934, acte publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1935, aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1935 et au recueil-annexe du « Moniteur Belge » du 6 janvier 1935.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître J. Nerincx, notaire à Bruxelles, le 14 mars 1946, modification approuvée par arrêté du Régent du 8 juillet 1946, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1946 et au recueil-annexe du « Moniteur Belge » du 3 août 1946.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître J. Nerincx, notaire à Bruxelles, le 7 juillet 1949, modification approuvée par arrêté du Régent du 31 décembre 1949, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1950 et au recueil-annexe du « Moniteur Belge » du 28 janvier 1950.

Statuts modifiés suivant acte passé devant Maître J. Nerincx, notaire à Bruxelles, le 3 juillet 1952, modification approuvée par arrêté royal du 26 février 1953, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1953 et au recueil-annexe du « Moniteur Belge » des 16-17 mars 1953.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr. 1.390.333,60	
moins amortissements	1.390.333,60	P.M.
Concessions de terres	10.000.000,—	
moins amortissements	1.750.000,—	8.250.000,—
Frais de premier établissement Domaine Foncier		P.M.
Bâtiments	23.282.325,56	
moins amortissements	4.586.614,64	18.695.710,92
Matériel et Mobilier	3.345.358,26	
moins amortissements	3.345.358,26	P.M.

Réalisable :

Marchandises	3.760.037,51	
Débiteurs divers	2.599.059,21	
Portefeuille	7.695.215,40	14.054.312,12
Disponible banques et caisses		15.627.951,95
Comptes débiteurs		3.110.463,47

Compte d'ordre :

Garanties statutaires		P.M.
	Fr. 59.738.438,46	

PASSIF.

Dette de la société envers elle-même :

Capital	fr. 40.000.000,00	
Réserve statutaire	2.228.014,10	
Fonds de prévision	1.400.000,—	
Plus-value immunisée sur Immeubles réalisés	106.486,—	
	<hr/>	43.734.500,10

Dette de la société envers les tiers :

Créditeurs divers	3.021.983,23	
Dividendes restant à payer	130.128,65	
Montant non appelé sur participations	997.600,—	
Provision pour impôts et éventualités diverses	3.162.514,—	
	<hr/>	7.312.225,88

<i>Comptes créditeurs</i>	1.352.532,72
---------------------------------	--------------

Compte d'ordre :

Titulaires de cautionnements statutaires	P.M.
--	------

Profits et Pertes :

Report de l'exercice précédent	17.547,04	
Bénéfice de l'exercice	7.321.632,72	
	<hr/>	7.339.179,76
	<hr/>	
	Fr.	59.738.438,46
		<hr/> <hr/>

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 13 mai 1953.

Vérifié par le Collège des Commissaires en séance du 18 mai 1953.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952.

DEBIT.

Amortissements :

sur concessions	fr. 500.000,—	
sur Bâtiments	1.023.911,50	
sur Matériel et Mobilier	362.710,64	
	<hr/>	1.886.622,14
Provision pour impôts et éventualités diverses	1.000.000,—	
Solde bénéficiaire de l'exercice	7.321.632,72	
	<hr/>	
	Fr.	10.208.254,86
		<hr/> <hr/>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	8.525.457,67
Produits du Portefeuille et recettés diverses		1.682.797,19
	Fr.	<u>10.208.254,86</u>

REPARTITION

(art. 43 des statuts)

Réserve statutaire	fr.	366.959,—
Dividendes aux parts sociales		5.421.686,—
Tantièmes au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires		522.917,—
Tantièmes au Personnel d'Europe et d'Afrique		522.917,—
Au fonds de prévision		500.000,—
Solde à reporter		<u>4.700,76</u>
	Fr.	<u>7.339.179,76</u>

Arrêté par le Conseil d'administration en séance du 13 mai 1953.

Vérifié par le Collège des Commissaires en séance du 18 mai 1953.

SITUATION DU CAPITAL.

Le capital est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel à Bruxelles. Président.

M. Marcel Hansen, ingénieur U. I. Lv., 18b, rue Montoyer à Bruxelles. Administrateur-délégué.

M. le Baron André de Broqueville, administrateur de sociétés, 38, rue Joseph II à Bruxelles. Administrateur.

M. Marcel De Roover, ingénieur A. I. A., 33, avenue des Gaulois à Bruxelles. Administrateur.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, 90, avenue Molière à Bruxelles. Administrateur.

M. Charles Hervy-Cousin, avocat honoraire, 69, rue de l'Abbaye à Bruxelles. Administrateur.

M. le Chevalier Adolphe de Laminne de Bex, administrateur de sociétés, Château d'Englebermont, Rotheux-Rimière. Administrateur.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Bruxelles. Administrateur.

M. le Baron Freddy de Menten de Horne, administrateur de sociétés, Rulinzangwe (Rutshuru) Bukavu (Congo Belge). Administrateur.

M. Alfred Moeller de Laddersous, Vice-Gouverneur honoraire du Congo Belge, 1, place de la Sainte-Alliance, Uccle. Administrateur.

M. Victor de Bellefroid, ingénieur agronome, 51, rue du Parc à Liège. Commissaire.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome à Bruxelles. Commissaire.

M. le Baron Adolphe de Cuvelier, secrétaire de sociétés, 3, avenue Centrale à Crainhem. Commissaire.

M. Raymond Janssens, docteur en droit, 298, chaussée de Vleurgat à Bruxelles. Commissaire.

M. Henri de Raeck, substitut du Procureur général honoraire, 73, avenue du Beau Séjour à Uccle. Commissaire.

M. José Magotte, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, délégué du Comité National du Kivu.

Bruxelles, le 22 juin 1953.

Certifié conforme.

L'administrateur-délégué,

M. HANSEN.

Société de Recherche minière du Sud-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo belge).

Siège administratif : 6-8, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1013.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 62077.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur belge du 5 janvier 1933 (acte n° 69) ; du 29 décembre 1946 (acte n° 22920) ; des 27-28 juin 1949 (acte n° 14145).

Bilan au 31 décembre 1952
approuvé par l'assemblée générale du 24 juin 1953.

ACTIF.

I. Immobilisé :

y compris mines reconnues : Musoshi, Kengere, Kasekelesa.

Frais de constitution	595.289,—	
Mobilier d'Europe	123.927,—	
Droits miniers et études	10.025.000,—	
Travaux de recherche et de développement	44.125.993,—	
Frais généraux	16.470.015,—	
	<hr/>	71.340.224,—

Amortissements :

des exercices précédents	66.851.701,—	
de l'exercice	4.488.522,—	
	<hr/>	71.340.223,—

1,—

Immobilisations pour exploitation :

Récupération de minerai de plomb (Kengere)	1.390.267,—	
Amortissements des exercices précédents	1.390.267,—	
Exploitation et recherche de manganèse (Kasekelesa)	1.100.733,—	

Amortissements :

des exercices précédents	707.501,—	
de l'exercice	393.232,—	
	<hr/>	1.100.733,—

Exploitation et recherche d'or	173.405,—	
--	-----------	--

Amortissements des exercices précédents	173.405,—	
---	-----------	--

II. Réalisable :

Minerais et métaux	4.646.296,—	
Portefeuille-titres et participations	47.048.065,—	
Moins : montant restant à appeler	150.000,—	
	<hr/>	46.898.065,—
Débiteurs divers	7.430.639,—	
Actionnaires	3.585.000,—	
	<hr/>	62.560.000,—

III. *Disponible :*

Banques et caisses	4.698.432,—
------------------------------	-------------

IV. *Divers :*

Engagements divers	P. M.
------------------------------	-------

Cautionnements statutaires	P. M.
--------------------------------------	-------

	67.258.433,—
--	--------------

PASSIF.

I. *Non exigible :*

Capital :

40.000 actions de 250 frs.	10.000.000,—
------------------------------------	--------------

36.000 actions de 1000 frs.	36.000.000,—
-------------------------------------	--------------

	46.000.000,—
--	--------------

Fonds de réserve statutaire	464.873,—
---------------------------------------	-----------

Fonds spécial de réserve	3.742.793,—
------------------------------------	-------------

II. *Exigible :*

Créditeurs divers	8.195.495,—
-----------------------------	-------------

III. *Divers :*

Compte créditeur	21.093,—
----------------------------	----------

Provisions pour impôts	1.052.716,—
----------------------------------	-------------

Engagements divers	P. M.
------------------------------	-------

Déposants statutaires	P. M.
---------------------------------	-------

IV. *Résultats :*

Bénéfice de l'exercice	7.781.463,—
----------------------------------	-------------

	67.258.433,—
--	--------------

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Amortissements sur immobilisé	4.881.754,—
---	-------------

Provisions pour impôts	860.000,—
----------------------------------	-----------

Amortissements sur portefeuille	316.409,—
---	-----------

Solde bénéficiaire	7.781.463,—
------------------------------	-------------

	13.839.626,—
--	--------------

CREDIT.

Résultats sur minerais de manganèse	10.748.177,—
Revenus du portefeuille, intérêts et divers	3.091.449,—
	<u>13.839.626,—</u>

4

Affectation et répartition des bénéfices.

Fonds de réserve obligatoire	389.073,—
Fonds spécial de réserve	3.883.512,—
Aux actionnaires	3.393.200,—
Aux administrateurs et commissaires	77.118,—
Au Fonds spécial du personnel	38.560,—
	<u>7.781.463,—</u>

Situation du capital social au 24 juin 1953.

Le capital de la société s'élève à 46.000.000 de francs et est représenté par :

40.000 actions d'une valeur nominale de 250 francs chacune, entièrement libérées, appartenant à l'Union Minière du Haut-Katanga.

36.000 actions d'une valeur nominale de 1000 francs chacune.

Versements effectués : 32.415.000,—

Capital restant à libérer :

1. Union minière du Haut-Katanga, 6, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles 3.008.500,—
2. Société auxiliaire, industrielle et financière des Grands Lacs africains « Auxilacs », 24, avenue de l'Astronomie, St.-Josse-ten-Noode 203.000,—
3. Société générale métallurgique de Hoboken, 8, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles 200.000,—
4. Compagnie commerciale, industrielle et minière « C. I. M. », 24, avenue de l'Astronomie, St-Josse-ten-Noode 50.000,—
5. MM. Mirabaud et Cie, 56, rue de Provence, Paris 30.000,—
6. Fédération d'Entreprises industrielles, s. a., 33, rue du Congrès, Bruxelles 28.100,—
7. MM. F.-M. Philippson et Cie, 44, rue de l'Industrie, Bruxelles 18.000,—
8. La Belgo-Katanga, 126, chaussée d'Ixelles, Ixelles 10.000,—

9. Mme M.-A. Hunter, veuve Ed. Solvay, 218, avenue Louise, Bruxelles	5.000,—
10. M. Solvay, M.-A., La Hulpe	5.000,—
11. M. Cousin, J., Elisabethville, Congo belge	3.000,—
12. Succession Baron Liebrechts, c/o M. et Mme E. Puissant d'Agimont d'Heer et Herlette, 19, rue J.-B. Meunier, Ixelles	3.000,—
13. M. Sengier, E. 24, avenue Ernestine, Ixelles	3.000,—
14. Succession M. Olyff, G., 51, avenue A. Jonnart, Woluwe-St.-Lambert	2.500,—
15. Mme la comtesse douairière Y. du Bourblanc, Château de Taviet, Achêne	2.000,—
16. M. le baron B. d'Huart, Sovet	2.000,—
17. M. le baron R. d'Huart, château de Taviet, Achêne	2.000,—
18. Mme la vicomtesse J. Le Hardy de Beaulieu, Pavillon des Etangs, Gosselies	2.000,—
19. Mme la vicomtesse R. Le Hardy de Beaulieu, château du Bois-Lombut, Gosselies	2.000,—
20. M. Mullie, G., 58, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-St.-Lambert	2.000,—
21. Mme veuve J. B. Deschacht-Peemans, 60, rue Antoine-Bréart, St.-Gilles	1.500,—
22. M. Schulling, H. Jadotville, Congo belge	900,—
23. Mme Paul Brutsaert-Deschacht, 115, chaussée de Ter- vueren, Perk	500,—
24. Mlle Lucienne Deschacht, 60, rue Antoine-Bréart, St.-Gilles	500,—
25. Mme E. Van Wynsberghe-Deschacht, 4, avenue du Congo, Ixelles	500,—
	<hr/>
	36.000.000,—
	<hr/>

Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. Herman Robiliart, administrateur de sociétés, 35, avenue Jeanne, Ixelles, administrateur, président du conseil.

M. Jacques Nève de Mévergnies, ingénieur civil des mines, 63, avenue de l'Armée, Etterbeek, administrateur délégué.

M. Henri Buttgenbach, administrateur de sociétés, 182, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, administrateur.

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, Elisabethville, Congo belge, administrateur.

M. Maurice Lefranc, administrateur de sociétés, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles, administrateur.

M. Désiré Van Bleyenbergh, administrateur de sociétés, 25, avenue Henri-Pirenne, Uccle, administrateur.

M. Louis Wallef, ingénieur civil des mines, 67, boulevard Auguste-Reyers, Schaerbeek, administrateur.

M. Raoul Depas, secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile-Claus, Ixelles, commissaire, président du collège.

M. Auguste Berckmoes, directeur du Département des services comptables d'Afrique de l'Union minière du Haut-Katanga, 82, avenue de l'Indépendance belge, Koekelberg, commissaire.

M. Georges Melin, directeur de société, 55, rue Alphonse-Hottat, Ixelles, commissaire.

M. Adhémar Mullie, directeur de banque, 116, rue des Confédérés, Bruxelles, commissaire.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 136, avenue Louise, Bruxelles, commissaire.

J. NEVE de MEVERGNIES.

Administrateur.

H. ROBILIART.

Administrateur.

Société de Recherche minière du Sud-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo belge).

Siège administratif : 6-8, rue Montagne-du-Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1013.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 62077.

Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur belge du 5 janvier 1933 (acte n° 69) ; du 29 décembre 1946 (acte n° 22920) ; des 27-28 juin 1949 (acte n° 14145).

DEMISSION D'ADMINISTRATEUR.

NOMINATIONS STATUTAIRES.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 juin 1953 prend acte de la démission d'administrateur, au 1^{er} janvier 1953, de M. Edgar Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine, Ixelles et confirme, pour le remplacer, la nomination provisoire par le conseil de M. Louis Wallef, ingénieur civil des mines, 67, boulevard Auguste-Reyers, Schaerbeek, pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1957.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs MM. J. Nève de Mévergnies, ingénieur civil des mines, 63, avenue de l'Armée, Etterbeek et D. Van Bleyenbergh, administrateur de sociétés, 25, avenue Henri-Pirenne, Uccle, tous deux pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1958.

L'assemblée réélit en qualité de commissaires MM. G. Melin, directeur de société, 55, rue Alphonse-Hottat, Ixelles et R. Thys, administrateur de sociétés, 136, avenue Louise, Bruxelles, tous deux pour une durée qui expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1958.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le conseil décide, en réunion du 8 mai 1953, conformément à l'article 34 des statuts, que tous les actes constatant libération ou obligation, tous pouvoirs et procurations y relatifs, seront valablement signés en Belgique, au Congo belge ou à l'étranger, soit par deux administrateurs dont l'un au moins membre du comité de direction, soit par l'administrateur délégué signant conjointement avec l'ingénieur-chef de service ou par ce dernier signant conjointement avec un administrateur membre du comité de direction.

Toutefois les actes concernant la disposition des fonds, notamment les chèques, mandats, accreditifs ou autres effets de banque pourront être signés :

1) Pour des montants supérieurs à 50.000 francs, par l'administrateur délégué signant conjointement avec un administrateur ou avec l'ingénieur-chef de service ou par ce dernier signant conjointement avec un administrateur membre du comité de direction. Ces actes devront avoir reçu au préalable le paraphe du comptable.

2) Pour des montants inférieurs à cette somme, le comptable de la société pourra signer conjointement avec l'administrateur délégué ou avec l'ingénieur-chef de service.

NOMINATION.

Est nommé ingénieur-chef de service, à la date du 1^{er} mars 1953, M. Paul Grosemans, ingénieur civil des mines et géologue, 22, avenue Bel-Air, Uccle.

J. NEVE de MEVERGNIES.

Administrateur.

H. ROBILIART.

Administrateur.

Société Générale de Cultures

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Nya-Lukemba (Congo belge).

Siège administratif : rue Royale, 148, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 81079.

Acte constitutif et modificatifs publiés aux annexes du Moniteur belge :
année 1928, n° 1737; année 1929, n° 18929; année 1931, n° 3444; année
1933, n° 10551; année 1948, n° 23135 et 23409bis; année 1951, n° 21024;
année 1952, n° 8664; et aux annexes du Bulletin officiel du Congo belge
des 15 février 1928, 15 janvier 1930, 15 avril 1931, 15 août 1933, 15 jan-
vier 1949, 15 octobre 1951 et 15 mai 1952.

Bilan au 31 décembre 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé en Afrique	6.541.687,12
Immobilisé en Europe	56.462,60
Disponible et réalisable :	
Caisses et Banques	6.608.755,42
Titres et participations	18.927.141,30
Approvisionnements	148.879,97
Cafés en magasin	789.228,45
Débiteurs	2.603.842,28
Comptes débiteurs	396.416,35
Emprunt assainissement monétaire	3.000,—
	<hr/>
	29.477.263,77
<i>Compte d'ordre :</i>	
Dépôts statutaires	P. M.
	<hr/>
	36.075.413,49
	<hr/>

PASSIF.

Capital et réserves	29.605.772,97
Amortissements	1.335.364,56
Créditeurs	162.706,80
Comptes créditeurs	920.659,14
Déposants statutaires	P. M.
Pertes et profits	4.050.910,02
	<hr/>
	36.075.413,49
	<hr/>

Compte de pertes et profits.

DEBIT.

Frais généraux	720.398,12
Amortissements	735.876,89
Bénéfice	4.050.910,02
	<hr/>
	5.507.185,03
	<hr/>

CREDIT.

Report exercice précédent	28.289,84
Bénéfice d'exploitation	2.954.518,74
Revenus divers	2.524.376,45
	<hr/>
	5.507.185,03
	<hr/>

Répartition des bénéfices.

A la réserve légale	201.131,—
A la réserve disponible	1.500.000,—
Aux provisions diverses	400.000,—
Report à nouveau	35.427,02
Premier dividende statutaire de 20 francs brut aux 60.000 parts sociales	1.200.000,—
Deuxième dividende de 10,12 francs brut	607.200,—
Tantièmes au Conseil et au Collège des Commissaires	107.152,—
	<hr/>
	4.050.910,02
	<hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal du 16 juin 1953.

RESOLUTIONS.

- 1) L'assemblée donne décharge aux Administrateurs et Commissaires des fonctions qu'ils ont remplies durant l'exercice 1952.
- 2) L'assemblée réélit pour un terme de six années MM. Ivan de BRACONIER et Louis ORTEGAT aux fonctions d'Administrateur et M. Georges SPEECKAERT aux fonctions de Commissaire.

Ces décisions sont prises à l'unanimité,

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. John NIEUWENHUYS, administrateur de sociétés, 7, Avenue de la Clairière, Bruxelles, Président.

M. Albert SPEECKAERT, industriel, 17, rue du Magistrat, Bruxelles, Vice-Président.

M. Marcel DUPRET, ingénieur civil, 98, Avenue de l'Observatoire, Uccle, Administrateur-Délégué.

M. le Baron Antoine ALLARD, administrateur de sociétés, 38, Avenue Em. Duray, Bruxelles, Administrateur.

M. Ivan de BRACONIER, docteur en droit, 55, boulevard de la Cambre, Bruxelles, Administrateur.

M. Fernand DIERCKX, notaire, 7, rue de l'Hôpital, Turnhout, Administrateur.

M. Xavier DIERCKX, Planteur, Nya-Lukemba (Congo belge) Administrateur.

M. Max ECTORS, administrateur de sociétés, 175, Avenue des Alliés, Louvain, Administrateur.

M. Louis ORTEGAT, avocat honoraire, 19, rue Haute, Gand, Administrateur.

Collège des Commissaires.

M. J. Chr. de BROUWER, directeur de société, 23, rue du Luxembourg, Bruxelles, Commissaire.

M. Joseph DIERCKX, industriel « Het Heiken » Turnhout, Commissaire.

M. Etienne RAEMDONCK van MEGRODE, délégué d'agent de change, 49, Square Ambiorix, Bruxelles, Commissaire.

M. Georges SPEECKAERT, docteur en droit, 88, Boulevard du Souverain, Boitsfort, Commissaire.

SOCIETE GENERALE DE CULTURES, S. C. R. L.

L'Administrateur-Délégué,
Marcel DUPRET.

Le Président,
John NIEUWENHUYS.

Société Immobilière et Hypothécaire Africaine « IMMOAF »

Société congolaise à responsabilité limitée

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue de la Science, 5.

Registre du Commerce Bruxelles, n° 16669.

Registre du Commerce Léopoldville, n° 2378.

—
Actes constitutifs publiés aux annexes du Moniteur belge, année 1928, n° 11447, année 1939, n° 12248, année 1951, n° 1429 et 22146, année 1952, n° 6426, au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15-10-1928, 15-10-1939, 15-2-1951, 15-11-1951 et 15-5-1952.

Bilan au 31 décembre 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles et terrains en Afrique :

Au 31 décembre 1951	.	35.392.786,62	
Augmentation en 1952	.	19.475.342,83	
		<hr/>	
		54.868.129,45	
Diminution en 1952	.	663.665,21	
		<hr/>	
			54.204.464,24

Matériel et mobilier :

Au 31 décembre 1951	.	8.498.861,58	
Augmentation en 1952	.	2.089.193,30	
		<hr/>	
		10.588.054,88	
Diminution en 1952	.	745.038,95	
		<hr/>	
			9.843.015,93
Premier établissement	.	.	1,—
		<hr/>	
			64.047.481,17

Réalisable :

Portefeuille en Europe et Afrique	.	.	1.629.000,—
Effets à recevoir	.	.	29.081,20
Magasins	.	.	871.039,44
Marchandises en cours de route	.	.	170.920,75

Débiteurs :

Assurés, agents et sous- agents	10.922.622,09	
Sociétés sœurs	679.351,03	
Débiteurs divers	6.214.612,49	
	<u>17.816.585,61</u>	20.516.627,—

Disponible :

Caisses, banques et chèques postaux en Europe et en Afri- que	6.696.234,11
--	--------------

Divers :

Compte débiteurs	660.449,55
Transactions immobilières en cours	6.231.578,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des Administrateurs et Commissaires	190.000,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	693.438,96	
Garantie pour l'émission des billets de voyages en Europe et en Afrique	555.000,—	
Garantie déposée en Afrique	45.000,—	
Notre participation dans cautions solidai- res de frs. 3.100.000	775.000,—	
Engagements et contrats divers en cours	P. M.	2.258.438,96
		<u>100.410.808,79</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital	33.000.000,—	
Réserve statutaire	558.102,09	
Réserve extraordinaire	1.096.112,30	
Plus-value immunisée sur vente d'immeu- bles	1.154.552,85	35.808.767,24

Amortissements :

Sur immeubles et terrains	12.986.879,11	
Sur matériel et mobilier	5.947.801,34	
Sur portefeuille	73.998,—	
	<hr/>	19.008.678,45

Exigible :

A long terme.

Emprunt hypothécaire	6.000.000,—	
--------------------------------	-------------	--

A court terme.

Créditeurs.

Compagnies d'assurances	14.964.263,79	
Sociétés sœurs	8.264,45	
Créditeurs divers	7.061.706,80	
	<hr/>	22.034.235,04
Dividendes non réclamés	23.436,32	
Versements non appelés sur portefeuille	41.500,—	
	<hr/>	28.099.171,36

Divers :

Comptes créditeurs	1.422.341,27	
Provision pour impôts à payer	1.281.429,—	
Transactions immobilières en cours	9.093.872,—	

Comptes d'ordre :

Cautionnements des Administrateurs et Commissaires	190.000,—	
Agents déposants de cautionnements	693.438,96	
Garantie pour l'émission de billets de voyages en Europe et en Afrique	555.000,—	
Compte dépôt en Afrique	45.000,—	
Notre participation dans cautions solidaires de frs. 3.100.000	775.000,—	
Engagements et contrats divers en cours	P. M.	
	<hr/>	2.258.438,96

Compte de résultat :

Report de 1951	114.183,90	
Bénéfice de l'exercice	3.323.926,61	
	<hr/>	3.438.110,51
		<hr/>
		100.410.808,79

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	5.108.812,61
Amortissements divers	4.269.265,01
Provision pour impôts	500.000,—
Solde bénéficiaire	3.323.926,61
	<hr/>
	13.202.004,23
	<hr/>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation et divers	13.202.004,23
	<hr/>
	13.202.004,23
	<hr/>

Répartition bénéficiaire.

Bénéfice de l'exercice	3.323.926,61
Report de 1951	114.183,90
	<hr/>
	3.438.110,51
	<hr/>
5 % à la réserve statutaire	166.196,61
Premier dividende brut de 5 % aux 66.000 actions, soit 25 francs par titre	1.650.000,—
Allocations statutaires	150.773,—
Second dividende brut de fr. 20,45 par action	1.349.700,—
Report à nouveau	121.440,90
	<hr/>
	3.438.110,51
	<hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonctions.

M. le baron de STEENHAULT de WAERBEEK, banquier, Vollezele, président.

M. le baron ALLARD, Administrateur de Sociétés, 38, Avenue Emile Duray, Bruxelles, administrateur.

M. Christian JANSSENS, ingénieur, 34, Avenue Jeanne, Bruxelles, administrateur.

M. Alfred LIENART, ingénieur, 196, Avenue de Tervueren, Bruxelles, administrateur.

M. Henri de STEENHAULT de WAERBEEK, administrateur de sociétés, Vollezele, administrateur.

M. Martin THEVES, ingénieur, 12, Avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-St.-Genèse, administrateur.

M. Alfred VALKENBERG, administrateur de sociétés, 1, Avenue Hoover, Genval, administrateur.

M. Raymond DEPIREUX, Licencié en sciences commerciales, 24, rue Jules Lejeune, Ixelles-Bruxelles, commissaire.

M. Michel PROCUREUR, Chef de Service Administratif, 7, Avenue Adrien Bayet, Bruxelles, commissaire.

M. Charles SCHEEN, Expert-comptable, 51a, rue d'Arlon, Bruxelles, commissaire.

Les Administrateurs :

C. JANSSENS — A. LIENART — Baron ALLARD
H. de STEENHAULT — M. THEVES.

Les Commissaires :

R. DEPIREUX — Ch. SCHEEN.

**Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle
de la Tshuapa, en abrégé : S.C.A.F.I.T.**

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social à Wema (Congo Belge).

Siège administratif : Place du Roi Albert I^{er}, n° 1, Liège.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 211.188.

DEMISSION ET NOMINATION D'ADMINISTRATEURS.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 28 mai 1953.*

A l'unanimité des voix, l'assemblée :

- a) entérine les démissions de Monsieur Raphaël JOIE, comme administrateur et directeur de la Société.

b) Nomme pour un terme de six ans comme nouveaux administrateurs :

- 1) Monsieur Gérard BRANDENBERG, Négociant, demeurant à Liège, 71, rue Grétry.
- 2) Monsieur René WERY, Administrateur de sociétés, demeurant à Dji-lo-Binza, Léopoldville.

Pouvoirs accordés à Monsieur René WERY, administrateur à Léopoldville.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la S. C. A. F. I. T. tenue le 19 mai 1953, au siège administratif.

- 1) de contrôle et d'investigation les plus étendus pour tout ce qui concerne la société.
- 2) de suspendre, révoquer, résilier tout membre de la direction ou du personnel en Afrique, de modifier ou annuler leurs pouvoirs.
- 3) de prendre toutes mesures généralement quelconques nécessaires ou utiles à l'intérêt de la société.

Suite aux décisions du Conseil d'Administration en date des 3 mars, 8 avril et 15 mai 1953, tous pouvoirs généralement quelconques sont retirés à Monsieur Raphaël JOIE, dont la signature ne peut engager la société.

Pour extrait analytique conforme.

(s.) F. JOIE.

Administrateur.

(s.) R. BRANDENBERG.

Administrateur.

Enregistré à Bruxelles A. A. et A. S. S. P., le 24-6-1953, vol. 942, folio 77, case 13³, 1 rôle, sans renvoi.

Reçu : 40 fr.

Le Receveur (s.) Louyest.

Société Métallurgique du Katanga « METALKAT »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Kolwezi (Katanga, Congo Be'ge).

Siège administratif : Bruxelles, 7, rue de la Chancellerie.

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 954.

Actes constitutifs publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge. Année 1948, 15 octobre.

Actes modificatifs publiés au Bulletin Officiel du Congo Be'ge. Année 1951, 15 juillet.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Statutaire du 15 juin 1953.

ACTIF.

Actif immobilisé :

Apports	12.500.000,—	
Frais de constitution et d'augmentation de capital	6.290.597,—	
moins :		
Am. ant. .	739.174,—	
Amort. de l'exerc.	631.644,—	
	<u>1.370.818,—</u>	
		4.919.779,—
Terrains	87.384,—	
Usine. Installations et matériel en Afri- que	399.059.420,—	
Matériel et mobilier de bureau et d'habi- tation	252.499,—	
Frais généraux durant la période de con- struction	1.629.183,—	
moins :		
Am. ant. .	844.159,—	
Amort. de l'exerc.	785.023,—	
	<u>1.629.182,—</u>	
		1,—
		<u>416.819.083,—</u>
<i>Actif réalisable :</i>		
Débiteurs divers		199.382,—

Actif disponible :

Banque du Congo Belge	39.760.771,—	
Banque de la Société Générale de Belgique	4.142.380,—	
Chèques postaux	287.718,—	
Caisse Bruxelles	201,—	
Union Minière du Haut-Katanga	51.092.343,—	
	<hr/>	95.283.413,—

Divers :

Comptes débiteurs	483.506,—	
	<hr/>	512.785.384,—
		<hr/>

PASSIF.

Passif de la société envers elle-même :

Capital	512.500.000,—
-------------------	---------------

Passif de la société envers les tiers :

Créditeurs divers	285.384,—	
	<hr/>	512.785.384,—
		<hr/>

Situation du capital.

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs en fonction.

Président :

M. Victor MIKOLAJCZAK, Ingénieur Civil des Mines, à Uccle, 108, avenue de l'Observatoire.

Vice-Président :

M. Joseph VAN OIRBEEK, Ingénieur Civil des Mines, à Angleur, 35, quai St-Paul de Sinçay.

Administrateur-délégué :

M. Aimé MARTHOZ, Ingénieur Civil, à Schaerbeek, 43, square Vergote.

Administrateur-Directeur :

M. Jean VERDUSSEN, Ingénieur Civil des Mines, à Uccle, 53, avenue Winston Churchill.

Administrateurs :

M. Léon BRUNEEL, Administrateur de Sociétés, à Bruxelles, 5, avenue Antoine Depage.

M. Jules COUSIN, Ingénieur Civil des Mines et Electricien, à Elisabethville, Congo Belge.

M. Jules-Emile DELRUELLE, Ingénieur Chimiste, à Prayon-Trooz, 702, Nouvelle Route.

M. Marcel DE MERRE, Ingénieur Civil des Mines, à Hoboken-Anvers, 7, avenue Louise.

M. Adolphe FASSOTTE, Ingénieur Civil des Mines, à Neerpelt, Villa Merckem.

M. Ary GUILLAUME, Vice-Président du Comité Spécial du Katanga, à Bruxelles, 402, boulevard du Souverain.

M. Max NOKIN, Ingénieur Civil des Mines, à Crainhem, 40, chaussée de Malines.

M. Jérôme QUETS, Ingénieur Civil des Mines, à Elisabethville, Congo Belge.

M. Herman ROBILIART, Ingénieur Civil des Mines, à Bruxelles, 35, avenue Jeanne.

M. Emmanuel ROGER, Ingénieur Civil Chimiste, à Watermael-Boitsfort, 11, avenue Emile Van Becelaere.

Délégué du Comité Spécial du Katanga.

M. Gustave DUBOIS, Ingénieur Civil des Mines et Ingénieur Géologue, à Uccle, 203, avenue Messidor.

Liste des Commissaires en fonction.

Président :

M. Paul VERLEYSSEN, Expert-comptable, à Woluwe-St.-Lambert, 85, avenue du Castel.

Commissaires :

M. Auguste BERCKMOES, Expert-comptable, à Koekelberg, 82, avenue de l'Indépendance Belge.

M. Aimable BOURGEOIS, Directeur au Comité Spécial du Katanga, à Schaerbeek, 51, avenue du Diamant.

M. Marcel DENGIS, Expert-comptable, à Liège, 14, rue Blès.

Un Administrateur,
J. VERDUSSEN.

Un Administrateur,
A. MARTHOZ.

Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi
Centrale Bank van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi

ACTIF — ACTIVA.

	30-4-1953	31-5-1953	Différences en milliers de fr. <i>Verschillen in duizenden fr.</i>
Encaisse-or <i>Goudvoorraad.</i>	3.851.389.198,84	3.877.432.895,75	+ 26.044
Avoirs en monnaies convertibles en or <i>Tegoed in deviezen omzetbaar in goud.</i>	4.753.369.156,60	4.833.775.424,15	+ 80.406
Avoirs en francs belges. <i>Tegoed in Belgische franken.</i>			
Banques et divers organismes . . . <i>Banken en diverse organismen.</i>	335.441.714,70	1.398.690,62	— 334.043
Certificats du Trésor Belge <i>Certificaten der Belgische Schatkist.</i>	1.025.398.368,—	1.025.398.368,—	—
Autres avoirs <i>Andere tegoeden.</i>	526.637.385,86	410.856.636,60	— 115.781
Francs belges à recevoir <i>Te ontvangen Belgische franken.</i>	1.975.000.000,—	1.775.000.000,—	— 200.000
Avoirs en autres monnaies <i>Tegoed in andere deviezen.</i>	42.245.630,51	30.352.632,81	— 11.893
Débiteurs pour change et or à terme . <i>Debiteuren wegens termijnverkopen van deviezen en goud.</i>	357.000,—	4.164.307,—	+ 3.807
Effets commerciaux sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi <i>Handlespapier op Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.</i>	88.330,50	2.000.000,—	+ 1.912
Avances sur fonds publics et substances précieuses <i>Voorschotten op overheidsfondsen en edele stoffen.</i>	22.014.000,—	32.734.000,—	+ 10.720
Avoirs aux offices des chèques postaux <i>Tegoed bij de diensten der postchecks.</i>	6.846.548,40	9.527.723,77	+ 2.681
Effets publics belges émis en francs congolais <i>Belgische overheidseffecten uitgegeven in Cong. franken.</i>	4.436.163.337,56	4.436.163.337,56	—
Fonds publics (Art. 6. Par. 1, litt. 12 et 13 des Statuts) <i>Overheidsfondsen (Art. 6. Par. 1, litt. 12 en 13 der Statuten).</i>	102.503.766,95	102.503.766,95	—
Immeubles - Matériel - Mobilier . . . <i>Gebouwen - Materieel - Meubelen.</i>	66.961.506,20	70.957.782,40	+ 3.996
Divers <i>Diversen.</i>	145.433.578,63	206.933.298,46	+ 61.500
	<u>17.289.849.522,75</u>	<u>16.819.198.864,07</u>	<u>— 470.651</u>

PASSIF — PASSIVA.

Billets et monnaies métalliques en circulation 4.062.841.224,55 4.196.588.982,80 + 133.748
Biljetten en metalen munten in omloop.

Comptes-courants et créditeurs divers.

Rekeningen-courant en diverse crediteuren.

Congo Belge 3.299.476.616,56 2.420.845.885,61 — 878.631
Belgisch-Congo.

Ruanda-Urundi 380.178.527,17 801.994.912,18 + 421.817

Comptes-courants divers 4.687.891.308 13 4.384.227.463,52 — 303.664
Diverse rekeningen-courant.

Valeurs à payer 2.090.927.907,27 1.851.705.091,74 — 239.223
Te betalen waarden.

Total des engagements à vue 14.521.315.583,68 13.655.362.335,85 — 865.953
Totaal der verbintenissen op zicht.

Engagements en francs belges.

Verbintenissen in Belgische franken.

A vue 308.710.727,60 750.679.961,74 + 441.969
Op zicht.

A terme 447.500.000,— 365.000.000,— — 82.500
Op termijn.

Engagements en monnaies étrangères.

Verbintenissen in buitenlandse deviezen.

En monnaies convertibles 1.670.502.378,10 1.674.028.752,15 + 3.526
In omzethare deviezen.

En autres monnaies 12.042.074,18 14.553.129,37 + 2.511
In andere deviezen.

Monnaies étrangères et or à livrer 357.000,— 4.147.580,— + 3.791
Te leveren buitenlandse deviezen en goud.

Divers 179.421.759,19 205.427.104,96 + 26.005
Diversen.

Capital 150.000.000,— 150.000.000,— —
Kapitaal.

17.289.849.522,75 16.819.198.864,07 — 470.651

H. LENAERT,
Directeur,

P. CHARLES,
Gouverneur.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga
Société congolaise à responsabilité limitée
Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).
Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

DEMISSION DE L'ADMINISTRATEUR-DELEGUE.
NOMINATION DE SON REMPLAÇANT.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 4 juin 1953 :

« 2) Monsieur de FORMANOIR prie le Conseil de mettre fin à son mandat d'administrateur-délégué et propose de confier ce mandat à Monsieur del MARMOL; la transmission des pouvoirs se ferait à la date du 1^{er} juillet 1953.

» Le Conseil marque son accord ».

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA.

L'Administrateur-Directeur,	Le Président du Conseil.
Illisible.	Administrateur-Délégué,
	Illisible.

Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge

Société Congolaise à responsabilité limitée.
Siège social : Kambaye (Kasai - Congo Belge).
Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.
Registre du commerce de Bruxelles n° 8.544.
Registre du commerce de Luluabourg n° 134.

PUBLICATIONS LEGALES.

	Date des actes	Autorisation par arrêté royal	Publication aux an nexes du Bulletin Officiel du Congo Belge
Constitution	27- 8-1925	15-11-1925	15-12-1925
Modifications	3- 4-1928	14- 5-1928	15- 6-1928
	29- 4-1930	27- 5-1930	15- 7-1930
	13-10-1932	—	15-11-1933
	17- 5-1934	2- 7-1934	15- 8-1934
	11-10-1934	—	15- 3-1935
	14-10-1936	26- 1-1937	15- 2-1937
	19- 6-1939	29- 7-1939	15- 9-1939

Bilan arrêté au 31 décembre 1952.

ACTIF.

I. *Immobilisé :*

a) *Concession :*

Amortissements antérieurs	2.300.000,—
A déduire	2.300.000,—
	<hr/>

P. M.

b) *Premier établissement :*

Immeubles, installations, matériel et divers	25.221.077,—
Nouvelles immobilisations en 1952	4.530.052,—
	<hr/>
	29.751.129,—

Amortissements à déduire :

Exercices antérieurs	16.537.409,—
De l'exercice	3.322.319,—
	<hr/>
	19.859.728,—
	<hr/>

9.891.401,—

c) *Laboratoire vétérinaire de Luputa :*

Immeubles, installations, matériel et divers	1.342.239,—
Nouvelles immobilisations en 1952	25.714,—
	<hr/>
	1.367.953,—

Amortissements à déduire :

Exercices antérieurs	835.852,—
De l'exercice	256.245,—
	<hr/>
	1.092.097,—
	<hr/>

275.856,—

d) *Réévaluation :*

Premier établissement :

Immeubles, installations, matériel et divers	3.266.252,—
--	-------------

Amortis. à déduire:

Ex. ant.	1.916.500,—
De l'ex.	326.625,—
	<hr/>
	2.243.125,—
	<hr/>
	1.023.127,—

Laboratoire vétérinaire de Luputa :

Immeubles, installations, matériel et divers . . .	1.366.619,—		
Amortis. à déduire :			
Ex. ant.	546.644,—		
De l'ex.	136.661,—		
	<u>683.305,—</u>		
		683.314,—	
			1.706.441,—
			<u>11.873.698,—</u>

II. Réalisable :

Cheptel	8.000.000,—		
Réévaluation du cheptel	44.000.000,—		
	<u>52.000.000,—</u>		
Portefeuille	28.647.813,—		
Fonds publics	4.300.009,—		
Débiteurs	5.034.020,—		
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	6.485.481,—		
	<u>96.467.323,—</u>		

III. Disponible :

Banques et caisses	20.794.525,—		
------------------------------	--------------	--	--

IV. Divers :

Comptes débiteurs	19.237,—		
-----------------------------	----------	--	--

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	P. M.		
Engagements et contrats divers en cours	P. M.		
			<u>129.154.783,—</u>

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

80.000 parts sociales sans désignation de valeur	18.000.000,—		
Réserve statutaire	2.915.874,—		

Plus-value de réévaluation :

a) Premier établissement	3.266.252,—		
b) Laboratoire vétérinaire de Luputa	1.366.619,—		
c) Cheptel	44.000.000,—		
	<u>48.632.871,—</u>		
			69.548.745,—

II. <i>Fonds d'assurance et de prévisions diverses</i>	33.822.312,—	
III. <i>Dettes de la société envers des tiers :</i>		
Montants non appelés sur participations	7.204.000,—	
Créditeurs	4.488.971,—	
	<u>11.692.971,—</u>	
IV. <i>Divers :</i>		
Fonds de prévoyance main-d'œuvre indigène	1.891.052,—	
Comptes créditeurs	1.261.538,—	
	<u>3.152.590,—</u>	
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Titulaires des garanties statutaires	P. M.	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.	
VI. — <i>Profits et pertes :</i>		
Bénéfice de l'exercice	10.938.165,—	
	<u>129.154.783,—</u>	

Compte de profits et pertes arrêté au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	1.264.288,—	
Frais financiers divers	16.744,—	
Amortissements de l'exercice :		
s/Premier établissement	3.322.319,—	
s/Laboratoire vétérinaire de Luputa	256.245,—	
s/Révaluation :		
Immeubles, installations, matériel et divers	326.625,—	
Laboratoire vétérinaire de Luputa	136.661,—	
	<u>463.286,—</u>	
		4.041.850,—
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	10.400.000,—	
Bénéfice de l'exercice	10.938.165,—	
	<u>26.661.047,—</u>	

CREDIT.

Résultat d'exploitation	23.877.948,—
Revenus des portefeuilles et fonds publics	2.732.555,—
Intérêts et rentrées diverses	50.544,—
	<hr/>
	26.661.047,—
	<hr/> <hr/>

Tableau de la répartition des bénéfices.

Réserve statutaire	546.908,—
13,50 fr. brut aux 80.000 parts sociales	1.080.000,—
Sur le solde :	
6 p. c. au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	558.975,—
5 p. c. au fonds spécial en faveur du personnel	465.819,—
Superdividende aux 80.000 parts sociales	8.076.626,—
Solde à reporter	209.837,—
	<hr/>
	10.938.165,—
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 15 juin 1953.

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions d'Administrateur Messieurs Lambert Jadot et Paul Sorel.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Edgar Van der Straeten, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles. Président.

M. Lambert Jadot, Ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, Bruxelles. Président Honoraire.

M. Albert Parmentier, Ingénieur, 24, avenue des Cerisiers, Bruxelles. Vice-Président.

M. Maurice Jaumain, Médecin vétérinaire, Assesse (Namur). Administrateur-Délégué.

M. Paul Fontainas, Ingénieur, 526, avenue Louise, Bruxelles. Administrateur.

M. André H. Gilson, Commissaire Général Honoraire du Gouvernement de la Colonie, 194a, avenue de Tervueren, Woluwé-St.-Pierre. Administrateur.

M. Odon Jadot, Ingénieur, 14, Square Val de la Cambre, Bruxelles. Administrateur.

M. Ernest Mélot, Avocat, 21, avenue de la Vecquée, Namur. Administrateur.

M. Léopold Mottoulle, Docteur en médecine, 31, rue des Liégeois, Bruxelles. Administrateur.

M. Gilbert Mullie, Médecin vétérinaire, 58, boulevard Brand Whitlock, Woluwé-St.-Lambert. Administrateur.

M. Lucien Puissant-Bayens, Administrateur de sociétés, 2, rue du Monastère. Bruxelles, Administrateur.

M. Paul Sorel, Ingénieur, 75, rue du Marteau, Bruxelles. Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Georges Dansaert, Avocat, 58, rue Paul Lauters, Bruxelles.

M. Victor Gillard, Expert comptable, 37, rue de la Brasserie, Bruxelles.

M. Hubert Menestret, Chef comptable, 95, Drève du Duc, Boitsfort.

Certifié conforme.

SOCIÉTÉ D'ÉLEVAGE ET DE CULTURE AU CONGO BELGE.

Le Président,

Edg. VAN DER STRAETEN.

Société d'Élevage de la Luilu, en abrégé ELVALUILU

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Kambaye (Kasai - Congo Belge).

Siège administratif : 54, rue Royale, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 231.463.

Registre du commerce de Luluabourg n° 139.

PUBLICATION LEGALE.

	Date de l'acte	Autorisation par arrêté royal	Publication aux an- nexes du Bulletin Officiel du Congo Belge
Constitution :	16-3-1951	24-4-1951	15-5-1951

Bilan arrêté au 31 décembre 1952

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

a) Apports	1.600.421,—	
b) Immeubles, installations, matériel et divers	973.699,—	
Nouvelles immobilis.	1.241.194,—	
	<hr/>	2.214.893,—
c) Dépenses de premier établissement :		
1) Frais de constitution	706.938,—	
2) Frais de 1 ^{er} étab.	811.252,—	
Nouvelles immobil.	226.656,—	
	<hr/>	1.037.908,—
3) Frais d'imp. et d'instal. du cheptel	921.304,—	
Nouvelles immobil.	1.945.782,—	
	<hr/>	2.867.086,—
	<hr/>	4.611.932,—
		<hr/>
		8.427.246,—

A déduire :

Amortissements :

antérieurs	100.000,—	
de l'exercice	300.000,—	
	<hr/>	400.000,—
		<hr/>
		8.027.246,—

II. — *Réalisable :*

Actionnaires	28.800.000,—	
Cheptel	7.500.000,—	
Débiteurs divers	53.931,—	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	250.214,—	
	<hr/>	36.604.145,—

III. — *Disponible :*

Banques et caisses	5.788.991,—
------------------------------	-------------

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs	8.067,—
-----------------------------	---------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.

50.428.449,—

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

50.000 parts sociales sans désignation de valeur nominale . 50.000.000,—

II. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers 387.679,—

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs 40.770,—

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires P. M.

Créditeurs éventuels pour engagements et
contrats divers en cours P. M.

50.428.449,—

Situation du capital.

Non entièrement libéré.

Noms	Adresses	Reste à verser
Union Minière du Haut-Katanga.	6, Montagne du Parc, Bruxelles.	7.200.000
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge.	42, rue Royale, Bruxelles.	7.200.000
Compagnie Pastorale du Lomami.	34, rue Capitaine Crespel, Bruxelles.	7.200.000
Compagnie du Congo pour le Com- merce et l'Industrie.	13, rue de Bréderode, Bruxelles.	1.200.000
Compagnie du Katanga.	13, rue de Bréderode, Bruxelles.	1.200.000
Compagnie d'Elevage et d'Alimen- tation du Katanga.	4, rue d'Egmont, Bruxelles.	1.200.000
Société Jean Van Gysel pour l'Elevage et la Culture aux Marungu.	49, Galerie du Commerce, Bruxelles.	1.200.000
Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville.	60, rue Marie de Bourgogne, Bruxelles.	1.200.000
Ciments du Katanga.	48, rue de Namur, Bruxelles.	600.000
Société d'Exploitation et de Re- cherches Minières au Katanga.	48, rue de Namur, Bruxelles.	600.000
		<u>28.800.000</u>

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du 15 juin 1953.*

L'assemblée réélit, à l'unanimité, pour un terme de six ans aux fonctions d'Administrateur Monsieur Albert Parmentier.

L'assemblée décide, à l'unanimité, de ne pas procéder provisoirement au remplacement de Monsieur Louis Tobback, Commissaire décédé.

Composition du Conseil d'Administration.

M. Edgar Van der Straeten, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles. Président.

M. Albert Parmentier, Ingénieur, 24, avenue des Cerisiers, Bruxelles. Vice-Président.

M. Maurice Jaumain, Médecin vétérinaire, Assesse (Namur). Administrateur-Délégué.

M. Roger Carle, Ingénieur, 17a, rue Vilain XIV, Bruxelles. Administrateur.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, Administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Bruxelles. Administrateur.

M. Antoine de Halloy de Waulsort, Ingénieur, 61, rue Gachard, Bruxelles. Administrateur.

M. Edgar Larielle, Ingénieur, 52, avenue Emile Duray, Bruxelles. Administrateur.

M. Léon Morel, Ancien Gouverneur de Province au Congo Belge, 72 avenue de l'Hippodrome, Bruxelles. Administrateur.

M. Jean Verdussen, Ingénieur, 53, avenue Winston Churchill, Bruxelles. Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. Robert Angerhausen, Licencié en sciences commerciales, 154, rue Frans Merjay, Bruxelles.

M. Charles Hulet, Licencié en sciences commerciales, 66, rue Alfred Cluysenaer, Bruxelles.

M. Charles Papeians de Morchoven, Docteur en droit, Luxor Park, 9, boulevard du Souverain, Auderghem.

Certifié conforme.

SOCIETE D'ELEVAGE DE LA LUILU.

Le Président,

Edg. VAN DER STRAETEN.

Katangaïse des Boissons

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Congo belge).

Siège administratif : Bruxelles, 74, rue de Namur.

Registre du commerce de Bruxelles n° 231.468.

Registre du commerce d'Elisabethville n° 296.

Autorisée par Arrêté Royal du 24 avril 1951.

Constituée le 19 mars 1951, annexes du Moniteur Belge du 12 mai 1951,
acte n° 9.699; Bulletin Officiel du Congo belge du 15 mai 1951.

Bilan au 31 décembre 1952

approuvée par l'Assemblée générale ordinaire du 18 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et de premier établissement	1.159.465,55	
Terrains et constructions	4.996.923,70	
Matériel et outillage	4.665.561,70	
	<hr/>	
	10.821.950,95	
Amortissements	397.630,49	
	<hr/>	
		10.424.320,46

Disponible :

Caisse et banques	379.502,02
-----------------------------	------------

Réalisable :

Débiteurs divers	1.393.712,53	
Matières premières et approvisionnements	1.063.208,03	
Participation financière	15.000,—	
	<hr/>	
		2.471.920,56

Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	P. M.
------------------------------	-------

Profits et pertes :

Perte de l'exercice	359.019,81	
	<hr/>	
		13.634.762,85
		<hr/>

PASSIF.

<i>Dettes de la société envers elle-même :</i>	
Capital	10.000.000,—
<i>Dettes de la société envers des tiers :</i>	
Fournisseurs et créiteurs divers	3.634.762,85
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Déposants statutaires	P. M.
	<hr/>
	13.634.762,85
	<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

<i>Dépenses d'exploitation, frais généraux, frais de vente, im-</i> <i>pôts et divers</i>	3.348.788,21
<i>Charges financières et diverses</i>	58.740,56
<i>Amortissements</i>	397.630,49
	<hr/>
	3.805.159,26
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

<i>Produit des ventes et rentrées diverses</i>	3.446.139,45
<i>Perte de l'exercice</i>	359.019,81
	<hr/>
	3.805.159,26
	<hr/> <hr/>

Situation du capital.

Capital entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire
du 18 juin 1953.*

Les mandats de MM. Robert LIPPENS et Jean del MARMOL, administrateurs sortants, sont renouvelés pour une durée de six années expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire de 1959.

Composition du conseil d'administration.

Président-Administrateur-Délégué :

Monsieur Robert LIPPENS, Ingénieur chimiste E. T. H. Zürich, 15, rue Guimard à Bruxelles.

Administrateurs :

Monsieur Gaston de FORMANOIR de la CAZERIE, administrateur de sociétés, 90, Avenue Molière à Forest.

Monsieur Jean del MARMOL, administrateur de sociétés, 16, Avenue Bel-Air à Uccle.

Monsieur Roger STAES, administrateur de sociétés, à Kakontwe par Jadotville, Congo belge.

Monsieur Pierre-André TASCH, négociant, à Elisabethville, Congo belge.

Monsieur le baron Jacques van der BRUGGEN, administrateur de sociétés, 1, Avenue des Gaulois, à Bruxelles.

Monsieur Paul WOLTER, Ingénieur A. I. Br., 23, rue du Luxembourg, à Bruxelles.

Collège des Commissaires.

Monsieur Lucien DIRRIX, Secrétaire général de la Compagnie Sucrière Congolaise, 3, Avenue des Nénuphars à Auderghem.

Monsieur Armand GONZE, Chef-comptable de la Compagnie du Katanga, 65, Avenue des Citrinelles, à Auderghem.

Monsieur Jean HESBEEN, Directeur de société, 406, Chaussée de Bruxelles, à Forest-Bruxelles.

Un Administrateur,
Paul WOLTER.

Le Président,
Robert LIPPENS.

Les Mines d'Or et d'Etain de Kindu « KINORETAIN »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Bruxelles, 42, rue Royale.

Siège social : Kindu-Port Empain (Congo Belge).

Registre du Commerce de Bruxelles n° 65.750.

Registre du Commerce de Bukavu n° 287.

Acte constitutif publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1933.

Modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mai 1937, 15 juillet 1938, 15 mai 1947, 15 mars 1949 et 15 avril 1950.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952.

(Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1953)

ACTIF.

I. Immobilisé :

Prospections, développements, routes, immeubles, matériel et installations minières :

Solde au 1^{er} janvier 1952 fr. 29.879.931,—

Dépenses de l'exercice 71.154.795,—

101.034.726,—

moins :

Amortissement de l'exercice 17.608.768,—

83.425.958,—

Litige Somikin 448.321,—

83.874.279,—

II. Réalisable :

Participations 1.256.002,—

Fonds publics 14.976.958,—

Débiteurs divers 26.845.663,—

Stock produits 25.675.300,—

68.753.923,—

III. Disponible :

Banques 78.847.965,—

IV. Divers :

Comptes débiteurs 20.394.917,—

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires Pour mémoire

Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

Fr. 251.871.084,—

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même :

Capital :	
120.000 actions de 500 fr. chacune	60.000.000,—
Fonds de réserve sociale	9.391.757,—
Fonds de réserve spécial	67.000.000,—
Réserve indisponible	1.608.243,—
	<hr/>
	138.000.000,—

II. Dettes de la société envers des tiers :

Créditeurs divers	18.984.719,—
-------------------------	--------------

III. Divers :

Comptes créditeurs	22.815.650,—
--------------------------	--------------

IV. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire

V. Profits et Pertes :

Bénéfice de l'exercice	72.070.715,—
	<hr/>
Fr.	251.871.084,—
	<hr/>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1952.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	2.012.633,—
Droits de sortie		17.987.595,—
Amortissements sur prospections, développements, immeu- bles, matériel et installations minières		17.608.768,—
Prévision fiscale		11.000.000,—
Solde		72.070.715,—
		<hr/>
	Fr.	120.679.711,—
		<hr/>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	119.425.378,—
Revenus financiers et divers		1.254.333,—
		<hr/>
	Fr.	120.679.711,—
		<hr/>

REPARTITION — 20^{me} EXERCICE SOCIAL.

— au Fonds de réserve spéciale	fr. 22.000.000,—
— Participation de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains conformément aux articles 76 et 124 du décret du 24 septembre 1937	21.063.644,—
— 10 % au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires	5.007.071,—
— Dividende aux actions de capital	24.000.000,—
	<hr/>
	Fr. 72.070.715,—

Versements effectués : Le capital a été entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Bruxelles
le 24 juin 1953.*

.....

L'assemblée entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, approuve le bilan et le compte de profits et pertes du 20^{me} exercice social tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'administration et vérifiés par le Collège des commissaires.

.....

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1952.

.....

L'assemblée :

- a) réélit en qualité d'administrateur le Prince Albert-Edouard de Ligne et Messieurs Florimond Stuckens et Pierre Witmeur et en qualité de commissaire Monsieur Pierre Vlayen. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1959.
 - b) prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur donnée le 22 juin 1953 par Monsieur Louis Frère et nomme le Comte Guy du Boisrouvray, ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, domicilié à Bois-Malagny, Versoix-Genève, pour achever son mandat lequel prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1958.
-

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 24 JUIN 1953.

Président :

Mr. Alfred Moeller de Laddersous, vice-gouverneur général honoraire, 1, place de la Sainte-Alliance, Uccle.

Vice-Président :

Le Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, 125, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateurs-délégués :

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines, Schaerbeek.

M. René Brasseur, ingénieur Ecole Centrale de Paris, 185, chaussée de la Hulpe, Boitsfort.

Administrateurs :

M. Etienne Asselberghs, géologue, 11, place Foch, Louvain.

M. Jacques d'Andrimont, ingénieur A. I. Lg., 4, boulevard Louis Schmidt, Bruxelles.

M. Emmanuel de Beer de Laer, docteur en droit, 4, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

M. Hector de Rauw, ingénieur civil des mines, géologue, Eghezée.

M. le Comte Guy de Boisrouvray, ingénieur Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, Bois-Malagny, Versoix-Genève.

M. Léopold Hoogvelst, administrateur de sociétés, 29, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

M. Florimond Stuckens, administrateur de sociétés, 54, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

M. Fernand Tomson, ingénieur des mines — ingénieur électricien, 40, boulevard de Dixmude, Bruxelles.

M. Fernand Tricot, ingénieur-mécanicien, ingénieur-électricien, 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

M. Pierre Witmeur, docteur en droit, 38, rue Dautzenberg, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Carly, administrateur de sociétés, 28, rue Joseph Stallaert, Ixelles.

M. Edgard Leruth, secrétaire de sociétés, 25, rue Fritz Toussaint, Ixelles.

M. Emile Thielemans, chef comptable, 61, avenue Voltaire, Schaerbeek.

M. Pierre Vlayen, expert comptable, 19, avenue des Klauwaerts, Ixelles.

LES MINIES D'OR ET D'ETAIN DE KINDU « KINORETAIN ».

Un administrateur-délégué,

G. LESCORNEZ.

Le Président du conseil d'administration,

A. MOELLER de LADDERSOUS.

Compagnie Belge d'Entreprises Minières « COBELMIN »

Société commerciale congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Bukavu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 91, rue de l'Enseignement.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 60.664.

Registre du Commerce de Bukavu n° 289.

Acte constitutif publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932.

Modifications publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 septembre 1934 et 15 octobre 1951.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 1953.

ACTIF.

Immeubles, matériel et installations en Afrique :

Solde au 1 ^{er} janvier 1952	fr. 1.269.310,—	
Amortissements de l'exercice	242.453,—	
	<hr/>	1.026.857,—

II. Réalisable :

Participations diverses	1.452.860,—	
Débiteurs divers	48.076.753,—	
	<hr/>	49.529.613,—

III. Disponible :

Banques et caisses	65.516.252,—	
--------------------------	--------------	--

IV. Divers :

Comptes débiteurs	2.463.128,—	
Gestion pour compte de tiers	700.915.677,—	
	<hr/>	703.378.805,—

V. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	Pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire	

Fr. 819.451.527,—

PASSIF.

I. Dettes de la société envers elle-même :

Capital :

10.000 actions de capital de 500 frs	5.000.000,—	
10.000 parts de fondateur sans désignation de valeur	Pour mémoire	
Réserve statutaire	500.000,—	
Fonds de prévision	800.000,—	
	<hr/>	6.300.000,—

II. Dettes de la société envers des tiers :

Montants non appelés sur participations	107.500,—	
Créditeurs divers	102.077.363,—	
	<hr/>	102.184.863,—

III. Divers :

Comptes créditeurs	8.143.277,—	
Gestion pour compte de tiers	700.915.677,—	
	<hr/>	709.058.954,—

IV. Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	Pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire	

V. Profits et Pertes :

Solde en bénéfice	1.907.710,—	
	<hr/>	
	Fr. 819.451.527,—	
	<hr/> <hr/>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1952.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 934.354,—	
Prévision fiscale	320.000,—	
Amortissements sur immeubles, matériel et installations en Afrique	242.453,—	
	<hr/>	1.496.807,—
Solde	1.907.710,—	
	<hr/>	
	Fr. 3.404.517,—	
	<hr/> <hr/>	

CREDIT.

Résultat des entreprises	fr.	3.030.802,—
Revenus du portefeuille, intérêts divers		315.195,—
Rentrée sur impôts		58.520,—
	Fr.	<u>3.404.517,—</u>

Versements effectués : le capital a été entièrement libéré.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire tenue le 17 juin 1953.*

.....
L'assemblée approuve le rapport, le bilan et le compte de profits et pertes du 20^{me} exercice social tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil d'administration et vérifiés par le Collège des commissaires.

.....
L'assemblée réélit en qualité d'administrateur Messieurs Jacques Grazia et Pierre Witmeur et en qualité de commissaire Monsieur Louis Uytenhoef.

Le mandat de Messieurs Grazia et Witmeur prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1959; celui de Monsieur Uytenhoef immédiatement après celle de 1956.

Cette résolution est votée à l'unanimité.

.....

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil et administrateur-délégué :

Mr. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Bruxelles.

Vice-Président du Conseil et administrateur-délégué :

Mr. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 9, avenue des Capucines, Schaerbeek-Bruxelles.

Administrateurs :

Mr. José Glorieux, docteur en droit, 125, boulevard Saint-Michel, Bruxelles.

Mr. Jacques Grazia, administrateur de sociétés, château du Manoir, Drève de la Meute, Waterloo.

Mr. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 1, avenue des Scarabées, Bruxelles.

Mr. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles.

Chevalier Joë le Clément de Saint-Marcq, docteur en droit, 1, rue Zinner, Bruxelles.

Mr. Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek.

Mr. Georges Passau, ingénieur civil des mines, 67, rue de Spa, Bruxelles.

Mr. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

Mr. Pierre Witmeur, administrateur de sociétés, 38, rue Dautzenberg, Ixelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Mr. Gaston Cockaerts, propriétaire, 37, rue Victor Lefèvre, Bruxelles.

Mr. Jean Deglise, commissaire de sociétés, 75, rue Van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

Mr. Louis Uytdenhoef, expert comptable, 22, place Armand Steurs, Bruxelles.

Bruxelles, le 19 juin 1953.

COMPAGNIE BELGE D'ENTREPRISES MINIERES.

Le Vice-Président du Conseil,

G. LESCORNEZ

Le Président du Conseil,

M. LEFRANC.

« CITAS »

Société Anonyme

NOMINATION DE COMMISSAIRES. — VERIFICATEURS.

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le seize juin, à quatorze heures trente minutes.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « Citas » établie à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Auguste Scheyven, notaire à Bruxelles, le dix-sept décembre mil neuf cent sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » des six/sept/huit janvier mil neuf cent huit, numéro 157, et mise en liquidation ainsi qu'il résulte des actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, les vingt-cinq novembre mil neuf cent quarante-neuf et premier février mil neuf cent cinquante, publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » des treize/quatorze février mil neuf cent cinquante, numéros 2380 et 2381.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclare propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

Les procurations y mentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Emile Claus, numéro 5, assisté de Monsieur Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 48, tous deux liquidateurs de la société.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Michel Kelecom, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347, ici intervenant, et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Albert Marchal, ingénieur A. I. Lg., administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 46 et le Comte Albert de Beauafort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1. Rapport des liquidateurs.
2. Nomination des commissaires-vérificateurs.
3. Ratification de la date et de l'heure de l'assemblée et clôture de la liquidation.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article soixante-treize des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans les journaux suivants :

Le « Moniteur Belge », numéros du vingt-neuf mai et du sept juin mil neuf cent cinquante-trois.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéros du vingt-neuf/trente/trente et un mai et du sept/huit juin mil neuf cent cinquante-trois.

L'« Echo de la Bourse », numéros du vingt-neuf/trente/trente et un mai et du sept/huit juin mil neuf cent cinquante-trois.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives leur adressées le quatre juin mil neuf cent cinquante-trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente-quatre et trente-cinq des statuts.

IV. Que la présente assemblée réunit sept mille deux cent sept actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

Monsieur Robert Cambier prénommé, au nom du Collège des Liquidateurs, fait rapport à l'assemblée des opérations de la liquidation et sur l'emploi des valeurs sociales.

Cet exposé fait, l'assemblée, à l'unanimité des voix, appelle aux fonctions de commissaires-vérificateurs Messieurs Léon Raquez, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 149 et Fernand Kuhnémant, chef de comptabilité, demeurant à Etterbeek, avenue Victor Jacobs, numéro 88.

Et leur donne mission d'examiner les documents et comptes mis par les liquidateurs à la disposition de l'assemblée.

L'assemblée décide ensuite, à l'unanimité des voix, qu'une dernière assemblée aura lieu ce jour à quatorze heures quarante-cinq minutes, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport des commissaires-vérificateurs.
2. Décharge à donner aux liquidateurs ainsi qu'aux administrateurs et commissaires.
3. Clôture de la liquidation.
4. Désignation du lieu de la conservation des archives sociales; dispositions à prendre en ce qui concerne les dividendes dont le paiement n'aurait pu être fait aux actionnaires.

La séance est levée à quatorze heures quarante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Depas; R. Cambier; M. Kelecom; A. Marchal; Comte A. de Beaufort; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 22 juin 1953, volume 1393, folio 37, case 10, deux rôles, un renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

CITAS, S. A., en liquidation.

Assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de sept mille nonante actions 7.090

Représentée par Monsieur Albert Marchal et le Comte Albert de Beaufort, tous deux administrateurs de la société.

(signé) A. Marchal; Comte A. de Beaufort.

2. Monsieur Gilbert Périer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 573, avenue Louise, propriétaire de vingt actions 20
(signé) Gilbert Périer.
3. Monsieur le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 68, avenue de la Toison d'Or, propriétaire de vingt actions 20
(signé) Comte A. de Beaufort.
4. Monsieur Henry Rulmonde, administrateur de sociétés, demeurant à Waterloo, 7, avenue Beau Séjour, propriétaire de vingt actions 20
Représenté par Monsieur Georges Biart, ci-après nommé, suivant procuration du cinq juin dernier.
(signé) G. Biart.
5. Monsieur Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 5, rue Emile Claus, propriétaire de dix actions 10
(signé) R. Depas.
6. Monsieur Fernand Kuhnemant, chef de comptabilité, demeurant à Etterbeek, 88, avenue Victor Jacobs, propriétaire de sept actions 7
(signé) F. Kuhnemant.
7. Monsieur Georges Biart, administrateur de sociétés, demeurant à Forest, 40, avenue Molière, propriétaire de vingt actions 20
(signé) G. Biart.
8. Monsieur Albert Marchal, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 46, avenue du Vert Chasseur, propriétaire de vingt actions 20
(signé) A. Marchal.

Ensemble : sept mille deux cent sept actions 7.207

Le Président (signé) R. Depas.

Le Secrétaire (signé) W. Kelecom.

Les Scrutateurs (signé) A. Marchal; Comte A. de Beaufort.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 16 juin 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 22 juin 1953, volume 252, folio 60, case 12, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

« CITAS »

Société Anonyme

CLOTURE DE LA LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le seize juin, à quatorze heures quarante-cinq minutes.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « Citas », établie à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Auguste Scheyven, notaire à Bruxelles, le dix-sept décembre mil neuf cent sept, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » des six/sept/huit janvier mil neuf cent huit, numéro 157 et mise en liquidation, ainsi qu'il résulte des actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles soussigné, les vingt-cinq novembre mil neuf cent quarante-neuf et premier février mil neuf cent cinquante, publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » des treize/quatorze février mil neuf cent cinquante, numéros 2380 et 2381.

L'assemblée se compose des actionnaires dont les noms, prénoms, professions et demeures, ainsi que le nombre d'actions dont chacun d'eux se déclarent propriétaire, sont mentionnés en la liste de présence ci-annexée.

En conséquence, la comparution devant nous, notaire, est arrêtée comme en la liste de présence précitée, à laquelle les parties déclarent se référer; cette liste de présence, signée par les membres du bureau qui l'ont reconnue exacte, a été revêtue de la mention d'annexe et signée par nous, notaire.

La procuration y mentionnée, sous seing privé, est demeurée annexée au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires dressé ce jour par nous, notaire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, rue Emile Claus, numéro 5, assisté de Monsieur Robert Cambier, ingénieur A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Louis Lepoutre, numéro 48, tous deux liquidateurs de la société.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Michel Kelecom, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 347, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Albert Marchal, ingénieur A. I. Lg., administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Vert-Chasseur, numéro 46 et le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, numéro 68.

Monsieur le Président expose :

I. Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

1. Rapport des commissaires-vérificateurs.

2. Décharge à donner aux liquidateurs, ainsi qu'aux administrateurs et commissaires.

3. Clôture de la liquidation.

4. Désignation du lieu de la conservation des archives sociales; dispositions à prendre en ce qui concerne les dividendes dont le paiement n'aurait pu être fait aux actionnaires.

II. Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article soixante treize des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans les journaux suivants :

Le « Moniteur Belge » numéros du vingt-neuf mai et du sept juin mil neuf cent cinquante-trois.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéros du vingt-neuf/trente/trente et un mai et du sept/huit juin mil neuf cent cinquante-trois.

L' « Echo de la Bourse », numéros du vingt-neuf/trente/trente et un mai et du sept/huit juin mil neuf cent cinquante-trois.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres missives, leur adressées le quatre juin mil neuf cent cinquante-trois.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente-quatre et trente-cinq des statuts.

IV. Que la présente assemblée réunit sept mille deux cent sept actions.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci constate qu'elle est valablement constituée pour délibérer sur son ordre du jour.

Monsieur Fernand Kuhnémant, chef de comptabilité, demeurant à Etterbeek, avenue Victor Jacobs, numéro 83, tant en son nom qu'au nom de Monsieur Léon Raquez, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Winston Churchill, numéro 149, commissaires-vérificateurs, nommés à ces fonctions par l'assemblée générale extraordinaire précitée, fait rapport à l'assemblée de l'examen qu'ils ont fait des documents et comptes remis par les liquidateurs, de la gestion de ceux-ci et conclut à l'approbation de la gestion des liquidateurs.

L'assemblée, à l'unanimité des voix, approuve la gestion des liquidateurs et leur donne décharge pure et simple.

Ensuite, l'assemblée, à l'unanimité des voix, donne décharge aux anciens administrateurs et commissaires.

Elle constate qu'en conséquence de ce vote, la liquidation est close, que la société anonyme « Citas » établie à Bruxelles, a cessé d'exister, même pour les besoins de sa liquidation et se trouve à présent liquidée.

L'assemblée décide de confier les livres et documents sociaux à la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Citas », dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge), qui en a accepté le dépôt en son siège administratif à Bruxelles, rue de Namur, numéro 48 et en assumera la garde pendant le délai fixé par la loi.

L'échange des actions de la société dissoute contre celles de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Citas » ayant coïncidé avec l'échange des titres qui devait être effectué en application des dispositions de l'arrêté du Régent du dix-sept janvier mil neuf cent quarante-neuf lequel prescrit de transférer à l'Etat la contrevaletur des titres anciens, non présentés à l'échange dans les délais impartis, les titres nouveaux non attribués ont été remis au Caissier de l'Etat.

Quant aux sommes réservées au paiement aux actionnaires des dividendes échus mais non réclamés, elles seront versées dans les six mois, conformément aux prescriptions légales, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

La séance est levée à quatorze heures cinquante minutes.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les commissaires-vérificateurs ont signé avec nous, notaire.

(signé) R. Depas; R. Cambier; M. Kelecom; A. Marchal; Comte A. de Beaufort; F. Kuhnémant; L. Raquez; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 22 juin 1953, volume 1393, folio 37, case 11, deux rôles, quatre renvois.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

ANNEXE.

CITAS, S. A., en liquidation.

Assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1953.

LISTE DE PRESENCE.

1. Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), propriétaire de sept mille nonante actions 7.090
Représentée par Monsieur Albert Marchal et le Comte Albert de Beaufort, tous deux administrateurs de la société.
(signé) A. Marchal; Comte A. de Beaufort.
2. Monsieur Gilbert Périer, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 573, avenue Louise, propriétaire de vingt actions 20
(signé) G. Périer.
3. Monsieur le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 68, avenue de la Toison d'Or, propriétaire de vingt actions 20
(signé) Comte A. de Beaufort.

4. Monsieur Henry Rulmonde, administrateur de sociétés, demeurant à Waterloo, 7, avenue Beau Séjour, propriétaire de vingt actions 2)

Représenté par Monsieur Georges Biart, ci-après nommé, suivant procuration du cinq juin dernier.

(signé) G. Biart.

5. Monsieur Raoul Depas, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, 5, rue Emile Claus, propriétaire de dix actions 10

(signé) R. Depas.

6. Monsieur Fernand Kuhnémant, chef de comptabilité, demeurant à Etterbeek, 88, avenue Victor Jacobs, propriétaire de sept actions 7

(signé) F. Kuhnémant.

7. Monsieur Georges Biart, administrateur de sociétés, demeurant à Forest, 40, avenue Molière, propriétaire de vingt actions 20

(signé) G. Biart.

8. Monsieur Albert Marchal, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 46, avenue du Vert-Chasseur, propriétaire de vingt actions 20

(signé) A. Marchal.

Ensemble : sept mille deux cent sept actions 7.207

Le Président (signé) R. Depas.

Le Secrétaire (signé) M. Kelecom.

Les Scrutateurs (signé) A. Marchal; Comte A. de Beaufort.

Signé « ne varietur » par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, pour demeurer annexé à un acte de son ministère en date de ce jour.

Bruxelles, le 16 juin 1953.

(signé) Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le 22 juin 1953, volume 252, folio 60, case 13, un rôle, sans renvoi.

Reçu : quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) J. Boon.

Pour expédition conforme.

Hubert SCHEYVEN.

Société Congolaise de Gestion Immobilière, en abrégé « COGIMO »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

—

REVOCATION ET NOMINATION D'ADMINISTRATEURS.

D'un procès-verbal dressé par Maître Jacques Van Wetter, notaire à Ixelles, substituant son confrère Maître Albert Snyers d'Attenhoven, notaire à Bruxelles, le douze juin mil neuf cent cinquante-trois, portant la relation d'enregistrement suivante : « Enregistré trois rôles, quatre renvois à Ixelles, A. C., le treize juin mil neuf cent cinquante-trois, volume 301, folio 77, case 1, reçu quarante francs; le Receveur : signé : Van Poelvoorde », de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise de gestion immobilière, en abrégé « COGIMO », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville et le siège administratif 16, rue de l'Industrie à Bruxelles,

Il résulte que :

1. — le Comte Albert d'Aspremont Lynden a donné sa démission d'administrateur;

2. — Messieurs les Administrateurs Lucien Callebaut, Firmin Fivez, Fernand Nyssen ont été révoqués.

En lieu et place des administrateurs démissionnaire et révoqués, et pour achever le mandat de ces derniers, ont été nommés administrateurs :

A. — Monsieur André de Limelette, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 116.

B. — Monsieur Florian Boucqueau, délégué en bourse, demeurant à Amelgem, Brussegem par Nerchtem.

C. — Monsieur Roger Fabri, banquier, demeurant Château de Fond-l'Evêque à Tilhange.

D. — Monsieur Philippe Fabri, docteur en droit, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 8, avenue Père Damien.

Pour extrait analytique conforme.

(sé) A. SNYERS d'ATTENHOVEN.

Jacques Van Wetter, notaire - Ixelles.

—

Compagnie de la Ruzizi

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du commerce de Bruxelles n° 5949.

Registre du commerce d'Usumbura (R.-U.) n° 834.

Constituée par acte passé devant Maître Albert Tyman, notaire à Gand, le 30 décembre 1927 et autorisée par arrêté royal du 28 janvier 1928. Statuts publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire Van Wassenhove, à Gand, le 14 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire Tyman, à Gand, le 21 janvier 1929, approuvé par arrêté royal du 4 mars 1929, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929. Modifiés suivant acte reçu par Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles, le 23 décembre 1935, approuvé par arrêté royal du 30 janvier 1936, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936. Modifiés suivant acte reçu par le notaire L. Coenen à Bruxelles, le 30 décembre 1938, approuvé par arrêté royal du 2 février 1939, publié à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939. Modifiés suivant avis publié au « Moniteur Belge » des 13-14 mai 1946 (acte n° 8993).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions	fr.	1.691.774,—	
Amortissements antérieurs		1.691.773,—	1,—
		<hr/>	
Plantations		6.802.845,—	
Amortissements antérieurs		6.802.844,—	1,—
		<hr/>	
Terrains et immeubles		16.636.032,—	
Amort. antérieurs	14.698.910,—		
Amort. de l'exercice	1.643.308,—		
	<hr/>	16.342.218,—	
		<hr/>	293.814,—
Matériel		9.377.743,—	
Amort. antérieurs	6.332.429,—		
Amort. de l'exercice	1.875.548,—		
	<hr/>	8.207.977,—	
		<hr/>	1.169.766,—

Mobilier	1.675.851,—	
Amort. antérieurs	1.030.791,—	
Amort. de l'exercice	503.755,—	
	<u>1.534.546,—</u>	141.305,—
		<u>1.604.887,—</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	20.545.016,—	
Stocks	3.602.452,—	
Approvisionnements en magasin et en cours de route	4.823.770,—	
Débiteurs divers	39.050.664,—	
	<u>68.021.902,—</u>	

Disponible :

Banques et caisses	8.622.917,—	
Compte débiteurs	1.040.432,—	

Comptes spéciaux (Décret du 18 juin 1947).

a) Sommes à percevoir lors de la vente des produits cotonniers confiés à la société	11.029.429,—	
b) produits cotonniers confiés à la société	P.M.	
Versements restant à effectuer sur titres	2.337.000,—	

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	57.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	155.680,—	
Divers	637.978,—	
	<u>851.158,—</u>	
	Fr. <u>93.507.725,—</u>	

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 9.500.000,—	
représenté par :		
39.900 parts sociales sans désignation de val.		
42.000 parts de fondateur sans désign. de val.		
Réserve statutaire	950.000,—	
Fonds de prévision	20.000.000,—	
Réserve pour renouvellement du matériel (décret du 8-1-1946)	1.385.145,—	
	<u>31.835.145,—</u>	
Réserve pour créances douteuses	247.394,—	

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	1.496.807,—	
Dividendes restant à payer	343.187,—	
	<hr/>	1.839.994,—

<i>Comptes créditeurs</i>		41.360.879,—
---------------------------------	--	--------------

Comptes spéciaux (Décret du 18 juin 1947)

b) Ayants droit aux produits cotonniers confiés à la société	P.M.	
Versements restant à effectuer sur titres		2.337.000,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	57.500,—	
Cautionnements des agents d'Afrique	155.680,—	
Divers	637.978,—	
	<hr/>	851.158,—

Profits et Pertes :

Solde bénéficiaire reporté	617.875,—	
Bénéfice de l'exercice	14.418.280,—	
	<hr/>	15.036.155,—
	<hr/>	
	Fr.	93.507.725,—
		<hr/>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux Afrique	fr.	1.384.241,—
Frais généraux Europe		1.447.712,—
Taxe sur titres cotés en bourse		34.562,—
Amortissements :		
sur immeubles	1.643.308,—	
sur matériel	1.875.548,—	
sur mobilier	503.755,—	
	<hr/>	4.022.611,—
Provision pour impôts		2.000.000,—
Solde bénéficiaire reporté	617.875,—	
Bénéfice de l'exercice	14.418.280,—	
	<hr/>	15.036.155,—
	<hr/>	
	Fr.	23.925.281,—
		<hr/>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	617.875,—
Résultat d'exploitation		14.785.424,—
Revenu du portefeuille		8.427.678,—
Intérêts sur fonds en banque		94.304,—
	Fr.	<u>23.925.281,—</u>

SITUATION DU CAPITAL.

Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION.

Administrateurs :

M. le baron Edouard Empain, industriel, 72, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles, président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles, Bruxelles, vice-président.

M. Fernand Sellier, ingénieur civil (U. Br.), 15, avenue du Derby, Ixelles-Bruxelles, administrateur-directeur.

M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, 28, rue Lesbroussart, Ixelles-Bruxelles.

M. Edouard Chaudron, industriel, 495, avenue Louise, Bruxelles.

M. Guy Rimoz de la Rochette, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris.

M. Jacques Grazia, industriel, « Manoir Tudor », Drève de la Meute à Waterloo.

M. Georges Lecart, expert-comptable, 37, rue Antoine Gemenne à Profondeville.

M. Lucien Molle, ingénieur, 67, rue de la Réforme, Ixelles-Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 24, boulevard du Régent, Bruxelles.

Commissaires :

M. Gaston Cockaerts, sous-directeur de banque, 37, rue Victor Lefèbvre, Schaerbeek-Bruxelles.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 1, avenue de l'Hippodrome, Ixelles-Bruxelles.

M. Emile Poinsignon, secrétaire de société, 34, rue des Hiboux, Woluwé-Saint-Pierre-Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 25 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1°) approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1952 tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires, ainsi que la répartition du solde bénéficiaire proposée par le conseil, à savoir :

Premier dividende de fr. 16,66 aux 39.900 parts sociales	665.000,—
Allocations statutaires : 10 % de fr. 14.418.280	1.441.828,—
Fonds en faveur du personnel	600.000,—
Deuxième dividende aux parts sociales	6.545.700,—
Dividende aux 42.000 parts de fondateur	2.181.900,—
Fonds de prévision	3.000.000,—
Solde à reporter	601.727,—
	<hr/>
	Fr. 15.036.155,—
	<hr/>

Elle décide, en conséquence que le coupon n° 25 des parts sociales sera payable par fr. 180,72 brut ou fr. 150,— net et le coupon n° 25 des parts de fondateur par fr. 51,95 brut ou fr. 43,— net à partir du 29 juin 1953 aux guichets des banques ci-après :

- Banque Industrielle Belge à Bruxelles;
- Banque Belge pour l'Industrie à Bruxelles.

- 2°) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires, pour leur gestion au 31 décembre 1952;
- 3°) renouvelle pour un terme de 6 ans les mandats d'administrateurs de Messieurs le Baron Edouard Empain, Célestin Camus et Fernand Sellier, et pour un terme de 3 ans le mandat de commissaire de M. Emile Poinsignon.

Bruxelles, le 26 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux administrateurs :

F. SELLIER.

M. LEFRANC.

Société Immobilière « Belgo-Africaine », en abrégé « Belgafrica »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social à Léopoldville

Siège Administratif 9B, rue Louis Hymans à Ixelles.

Registre du Commerce n° 20.157.

—

Actes constitutifs : Bulletin officiel du Congo Belge du 15 août 1927.

Modification : Publication aux annexes du Moniteur Belge des 2-3-4 juin 1941, sous le n° 8940.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

approuvé par l'assemblée statutaire du 21 mai 1953

ACTIF.

Disponible et réalisable :

Engagé	1.270.001,46	
Réalisable	647.041,—	
Disponible	611.789,73	
	<hr/>	2.528.832,19
		<hr/>

PASSIF.

Capital et ses prolongements	1.609.047,—	
Exigible à court terme	87.802,79	
Compte d'attente	415.616,05	
Compte de résultat	416.366,35	
	<hr/>	2.528.832,19
		<hr/>

Compte de profits et pertes

DEBIT.

Frais généraux	28.424,20	
Résultats de l'exercice 1952	279.060,85	
Report de l'exercice 1951	137.305,50	
	<hr/>	444.790,55
		<hr/>

CREDIT.

Bénéfices sur vente terrain, produit du Portefeuille, intérêts, etc.	307,485,05	
Report de l'exercice 1951	137.305,50	
	<hr/>	444.790,55

Affectation et répartition des bénéfices.

5 % à la réserve légale	13.953,—	
Dividende brut 5 %, soit fr. 25,— par titre	75.000,—	
Reporté à l'exercice 1953	327.413,35	
	<hr/>	416.366,35
		<hr/>

Situation du capital.

Entièrement libéré.

RESOLUTIONS.

A l'unanimité :

Approbation du bilan et compte de profits et pertes.

Décharge aux Administrateurs et Commissaires.

Est réélu Commissaire pour un terme de six ans, Monsieur Paul Walon, Administrateur de société, domicilié à Etterbeek, 25, rue Major Pétillon.

Est nommé Administrateur pour un terme de six ans, Monsieur Fernand Simonet, Administrateur de société, domicilié à Bruxelles, 4, rue Locquenghien.

Liste des Administrateurs et Commissaires.

M. Albert Hendrichs, courtier d'assurances, Président, Administrateur, Ixelles, 3, Rond Point de l'Etoile.

M. André Darche, Architecte, Administrateur, Uccle, Av. de la Chênaie n° 135.

M^{me} Vve Oscar Vandebussche née Madeleine Stiernet, Négociante, Administrateur, Uccle, 581, Avenue Brugmann.

M. Joseph Jonniaux, Directeur Commercial, Administrateur, Etterbeek, 5, Avenue Boileau.

M. Fernand Simonet, Administrateur de société, Administrateur, Bruxelles, 4, rue Locquenghien.

M. Paul Walon, Administrateur de société, Commissaire, Etterbeek, 25, rue Major Pétillon.

CERTIFIE CONFORME :

Un Administrateur,
André DARCHE.

Le Président,
Albert HENDRICHS

La NIENGELE

Société congolaise à responsabilité limitée

Acte constitutif du 15 novembre 1924, publié aux annexes du Moniteur Belge du 10 mai 1925 N° 5913 (Arrêté Royal du 28 février 1925), statuts modifiés par acte du 11 juin 1927, publié aux annexes du Moniteur Belge du 10 août 1927 N° 10381 (Arrêté Royal du 22 juillet 1927) et par actes des 31 juillet et 4 septembre 1937, publiés aux annexes du Moniteur Belge du 28 octobre 1937 N° 14649 et 14650 (Arrêté Royal du 16 octobre 1937)

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF.

Immobilisé :			
Terrains, Immeubles et Installations		3.688.823,03	
Amortissements antérieurs	3.381.096,61		
Amortissements 1952	57.726,42		
		<u>3.438.823,03</u>	250.000,—
Plantations		996.206,32	
Amortissements antérieurs		996.205,32	
		<u></u>	1,—
Mobilier, Matériel et Outillage		310.706,18	
Amortissements antérieurs	233.405,38		
Amortissements 1952	17.300,80		
		<u>250.706,18</u>	60.000,—
Réalisable :			
Magasins		1.765.207,59	
Débiteurs divers		459.164,64	
Caisse et Banques		1.021.573,—	
Comptes d'ordre :			
Cautionnements statutaires		pr. mémoire	
Dépôts de garantie		109.617,70	
		<u>3.665.563,93</u>	

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 5.000 parts sociales s.d.d.v.	1.500.000,—
Réserve légale	116.736,32
Réserve extraordinaire	200.000,—
Provision pour amortissement sur réévaluation des actifs au Congo	700.000,—
Fonds pour le bien-être du personnel indigène (solde) . .	14.135,21
Fonds de Renouvellement	350.000,—

Exigible :

Créditeurs divers	398.012,37
Dividendes non encaissés	99.430,73

Comptes d'ordres :

Déposants statutaires	pr. mémoire
Déposants (garanties)	109.617,70
Solde bénéficiaire	177.631,60
	<hr/>
	3.665.563,93
	<hr/>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1952

DEBIT.

Frais généraux et d'administration	154.715,25
Provision pour amortissement sur réévaluation des actifs au Congo	150.000,—
Fonds de renouvellement	50.000,—
Provision pour impôts	26.305,64
Amortissements sur :	
Immeubles et Installations	57.726,42
Mobilier, Matériel et Outillage	17.300,80
	<hr/>
	75.027,22
Solde bénéficiaire	177.631,60
	<hr/>
	633.679,71
	<hr/>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation	633.658,71
Intérêts	21,—
	<hr/>
	633.679,71
	<hr/>

Arrêté par le Conseil d'Administration.

Approuvé par MM. les Commissaires.

Répartition du solde bénéficiaire :

Réserve légale	8.881,60
Aux parts sociales	150.000,—
Tantièmes statutaires	18.750,—
	<hr/>
	177.631,60

Résolutions prises par l'assemblée statutaire du 25 juin 1953

L'assemblée décide :

1. d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1952 ainsi que la répartition proposée ;
2. de fixer le dividende à raison de :
Fr. 24,90 net par part sociale nouvelle (cadre vert) contre coupon N° 26 des parts sociales nouvelles échangées ;
Fr. 1,25 net par part sociale ancienne (cadre rouge) contre coupon N° 28 (exercice 1952), payable à partir du 13 juillet 1953 ;
3. de donner décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1952.

Anvers, le 26 juin 1953

Pour copie certifiée conforme :

G. de DECKER.

Président.

Geregistreerd te Antwerpen (Adm. & O.h. Akten) den zeven twintig Juni 1900 drie en vijftig. Boekdeel 233 blad 83 vak 17, twee blad geen verzending. Ontvangen veertig frank. Fr. 40,—.

De Ontvanger,
get. J. TORFS.

La NIENGELE

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège administratif : 21-23, Longue rue Neuve, Anvers.

Siège Social : Niengélé (Lusambo) Congo Belge

Registre du Commerce de Luluabourg N° 98 - 12 mars 1952

Registre du Commerce d'Anvers N° 30.200.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. Gaston de Decker, administrateur de sociétés, Président-Administrateur-délégué, 24, Avenue Prince Albert, Anvers;

Jean del Marmol, Industriel, administrateur, 16, Avenue Bel-Air, Uccle-Bruxelles;

Pierre Donck, directeur de sociétés, administrateur, 34, Avenue des Erables, Wilrijck-Anvers;

Chevalier Jean Kraft de la Saulx, administrateur de sociétés, administrateur, 2, Boulevard Militaire, Gand;

Guy van Ackere, Industriel, administrateur, Léopoldville, Congo Belge.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Albert Mendès da Costa, expert-comptable, 26, Avenue Charles Schöller, Auderghem-Bruxelles;

Walter Philippsen, fondé de pouvoirs, 52, rue Jan Moorkens, Berchem-Anvers.

ACTE DE CONSTITUTION

de la Société Congolaise à Responsabilité Limitée

« S I M C O »

Société d'Importation et de Fabrication de Matériaux de Construction (1)

Entre les soussignés :

- a) Monsieur VROONEN Arthur, Avocat, résidant à Elisabethville, agissant pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort, ici représenté par Monsieur LOZET Norbert, Avocat à Elisabethville, sui-

(1) Arrêté royal du 24 juin 1953. Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1953. 1^{re} Partie.

vant procuration en date du quatorze février mil neuf cent cinquante trois, passé devant le notaire Maurice De Doncker à Bruxelles, volume 217, folio nonante quatre, case douze.

- b) Monsieur AHRENMARK Rune, Directeur de Société, résidant à Elisabethville, représenté par Monsieur VAN HASENBROECK Gaston, Directeur de Société, suivant procuration en date du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante-trois,
- c) Monsieur VAN HASENBROECK Gaston, Directeur de Société, résidant à Elisabethville,
- d) Monsieur BEMELMANS Maurice, Directeur de Société, résidant à Elisabethville,
- e) Monsieur LOZET Norbert, Avocat, résidant à Elisabethville,
- f) Monsieur VIGNERON Walter, Artiste-Peintre, résidant à Elisabethville, marié sous le régime de la séparation de biens,
- g) Madame VIGNERON Walter, née CLOSSON Lucienne, Artiste-Peintre, résidant à Elisabethville, pour autant que de besoin, dûment autorisée aux fins des présentes par son époux préqualifié, mariée sous le régime de la séparation de biens.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Titre I

DENOMINATION — SIEGE SOCIAL — OBJET — DUREE

Article premier. — Il est formé entre les soussignés, une Société Congolaise à Responsabilité Limitée, sous la dénomination « SIMCO » — Société d'Importation et de fabrication de matériaux de construction.

Article Deux. — Le Siège social de la Société est à Elisabethville. Il peut être transféré en tout autre endroit du Congo, par décision de l'Assemblée Générale, mais ce transfert devra être publié au Bulletin Administratif du Congo.

Article Trois. — L'objet de la Société est en ordre principal d'importation de marchandises, la fabrication de matériaux de construction et, accessoirement le commerce en général et l'exportation de marchandises et de produits.

Article Quatre. — La Société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à la date de l'Arrêté Royal autorisant sa constitution. Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée. Elle pourra être prorogée ou dissoute anticipativement par décision de l'Assemblée Générale statuant dans les formes prescrites par les modifications aux statuts, et ce en cas de prorogation, sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal.

Titre II

CAPITAL — ACTIONS

Article Cinq. — Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION SIX CENT MILLE FRANCS CONGOLAIS, divisé en cent soixante actions de dix mille francs chacune.

Article Six. — Le capital est souscrit de la façon suivante :

Maître VROONEN Arthur souscrit pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort: CENT CINQUANTE-QUATRE actions entièrement libérées par un versement de UN MILLION CINQ CENT QUARANTE MILLE FRANCS.

Monsieur AHRENMARK Rune, souscrit une action,

Monsieur VAN HASENBROECK Gaston, souscrit une action,

Monsieur BEMELMANS Maurice souscrit une action,

Monsieur Norbert LOZET, souscrit une action,

Monseur Walter VIGNERON souscrit une action,

Madame Walter VIGNERON, née CLOSSON Lucienne souscrit une action,

soit ensemble CENT SOIXANTE ACTIONS de DIX MILLE FRANCS, formant un capital de UN MILLION SIX CENT MILLE FRANCS CONGOLAIS.

Les soussignés déclarent et reconnaissent que toutes les actions ont été entièrement souscrites et libérées et que le montant de UN MILLION SIX CENT MILLE FRANCS se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

Article Sept. — Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises par les modifications aux statuts et sous réserve d'autorisation par Arrêté Royal.

Article Huit. — Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Les cessions d'action ne sont autorisées qu'après l'Arrêté Royal autorisant leur création. Dès que les actions ont été entièrement libérés, elle sont au porteur et peuvent être cédés sans formalités.

Il sera tenu au Siège de la Société un registre des actions nominatives mentionnant la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre de ses actions, et des versements opérés, leur nature, la date de leur création; les renseignements seront également repris sur les certificats d'inscription.

Article Neuf. — La propriété d'une action comporte de plein droit d'adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Article Dix. — Les associés ne sont pas tenus au delà de leur souscription.

Article Onze. — La Société ne reconnaît pour l'exercice des droits attachés aux actions, qu'un seul propriétaire; s'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'au moment où une seule personne aura été désignée à son égard comme propriétaire du titre.

Article Douze. — La Société peut créer et émettre des bons ou obligations hypothécaires et autres par décision de l'Assemblée Générale qui détermine les conditions d'émission, le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de remboursement des bons ou obligations. Les bons et obligations sont valablement signés par deux administrateurs.

Titre III

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE

Article Treize. — La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres associés au moins. Leur mandat a une durée de trois ans. Le cautionnement de chaque administrateur et de chaque commissaire est fixé à une action.

Le premier Conseil d'Administration est composé comme suit :

Monsieur Arthur VROONEN, Avocat à Elisabethville,

Monsieur AHRENMARK Rune,

Monsieur VAN HASENBROECK Gaston.

Le mandat des administrateurs a en principe une durée de trois ans. Toutefois, après la première année il est mis fin au mandat d'un administrateur désigné par tirage au sort. Après la deuxième année, il est mis fin au mandat d'un autre administrateur et, après la troisième année, il est mis fin au mandat du troisième administrateur.

Les administrateurs sortants sont remplacés par décision de l'Assemblée Générale statutaire prise à la majorité simple des voix.

Article Quatorze. — Au cas où un Administrateur viendrait à décéder ou démissionnerait au cours de son mandat, le Conseil d'Administration peut le remplacer sous réserve d'approbation par la première assemblée générale statuant à la majorité simple des voix. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article Quinze. — Le Conseil d'Administration choisit chaque année dans son sein un Président et un Administrateur délégué. Ce dernier sera chargé de la gestion journalière et remplacera le Président en cas d'empêchement de celui-ci. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, ou sur demande de deux Administrateurs.

Article Seize. — Le Conseil ne peut délibérer que si la moitié des membres au moins sont présents ou représentés. Un administrateur ne peut se faire représenter par un autre administrateur. Un administrateur ne peut représenter plus d'un membre du Conseil. Les résolutions sont prises à la

majorité simple des voix. En cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Article Dix-sept. — Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par tous les membres présents. Ces procès-verbaux sont reproduits dans un registre tenu au siège de la Société et signé par le Président et un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux seront signés par un administrateur.

Article Dix-huit. — Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'Administration et la gestion des affaires de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les Statuts à l'Assemblée Générale, ou formellement interdit par la loi, est de la compétence du Conseil.

Le Conseil peut déléguer certains pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres — ou toute autre personne.

Article Dix-neuf. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, seront suivies, au nom de la Société poursuivies et diligencées du Conseil d'Administration, représenté par un Administrateur ou par toute autre personne ayant reçu un mandat formel.

Article Vingt. — La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut dépasser un an. Le ou les commissaires sont nommés par l'Assemblée Générale qui pourra les révoquer. Toutefois le premier commissaire est désigné par les présents statuts et sera Monsieur Walter VIGNERON.

Article Vingt-et-un. — Le ou les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la Société. Ils soumettent à l'Assemblée Générale le résultat de leur mission ainsi que les propositions qu'ils croient convenables.

Article Vingt-deux. — Les Administrateurs et Commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société.

Titre IV

ASSEMBLEE GENERALE

Article Vingt-trois. — L'Assemblée Générale se compose des porteurs d'actions. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents. Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés. Le maximum le moins important constitue la limite à ne pas dépasser. Tous les porteurs d'actions ont le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataires, associés ou non, en se conformant aux règles des statuts.

Article Vingt-quatre. — Les convocations pour toute Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour. Elles sont convoquées par un avis paraissant au Bulletin Administratif du Congo — au moins huit jours avant l'Assemblée Générale.

Article Vingt-cinq. — Les propriétaires de titres au porteur sont tenus de les déposer cinq jours avant l'Assemblée Générale soit au Siège Social soit dans une Banque d'Elisabethville qui délivrera une attestation concernant ce dépôt.

Article Vingt-six. — Les Assemblées Générales se tiennent au siège social ou en tout autre lieu à désigner par le Conseil d'Administration dans l'avis de convocation. Le premier exercice social se terminera le trente et un décembre mil neuf cent cinquante trois. L'Assemblée Générale statutaire se tiendra le deuxième mardi d'avril à quinze heures.

L'Assemblée Générale entend le rapport des administrateurs et du ou des commissaires, discute et arrête le bilan et procède à la réélection ou au remplacement du ou des administrateurs sortants et du ou des commissaires sortants. L'adoption du bilan par l'assemblée générale vaut décharge pour les administrateurs et commissaires.

Article Vingt-sept. — Sont spécialement réservées à l'Assemblée Générale, les décisions relatives aux points suivants :

- a) Fixation du bilan,
- b) Détermination des réserves et des dividendes à répartir,
- c) Détermination du nombre et nomination des membres du Conseil,
- d) Détermination du nombre et nomination du ou des commissaires,
- e) Modification aux statuts,
- f) Augmentation du capital,
- g) Réduction du capital,
- h) Fusion, prorogation ou dissolution anticipée de la Société,
- i) Nomination des liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Article Vingt-huit. — Les résolutions ayant trait aux modifications des statuts, à l'augmentation ou à la réduction du capital social à la prolongation ou à la dissolution anticipée de la Société, à la fusion avec une ou plusieurs autres sociétés, doivent être prises à une assemblée générale dont les convocations portent ce ou ces points à l'ordre du jour. Cette assemblée générale n'est valablement constituée que si les porteurs d'actions présents ou représentés, représentent la moitié au moins du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation avec le même ordre du jour est faite et la nouvelle assemblée générale délibérera valablement quelque soit le nombre d'actions représentées. Les résolutions sur les objets indiqués dans le présent paragraphe doivent, pour être acceptées, être prises aux trois quarts des voix des actions représentées. En toute autre matière, l'Assemblée Générale statue valablement à la majorité simple des voix et quelle que soit la portion de capital représentée.

Article Vingt-Neuf. — Les porteurs d'actions peuvent être convoqués en assemblée générale extraordinaire par le Conseil d'Administration ou par le ou les Commissaires. Ils doivent l'être sur la demande écrite des porteurs d'actions qui représentent le cinquième du nombre total des actions existantes.

Article Trente. — L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration — ou en cas d'empêchement par l'Administrateur délégué — ou en cas d'empêchement de celui-ci, par l'Administrateur le plus ancien. Le Président de l'Assemblée nomme le Secrétaire et désigne des scrutateurs. Les procès-verbaux sont signés par le Président, le Secrétaire et deux scrutateurs. Ils seront en outre reproduits dans un registre social tenu au siège social, signé par le Président et le Secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à délivrer aux tiers sont signés par le Président du Conseil ou par un membre du Conseil d'Administration.

Article Trente et un. — L'Assemblée Générale délibère sur toutes les propositions faites par le Conseil d'Administration ou par le ou les commissaires, pourvu qu'elles aient été énoncées à l'ordre du jour. Aucune proposition faite par les porteurs de parts sociales n'est mise en délibération si elle n'est signée par les porteurs d'actions représentant le dixième du nombre total d'actions présentes ou représentées à l'Assemblée, et si elles n'ont pas été communiquées en temps utile au Conseil d'Administration pour être insérées dans les convocations.

Titre V

BILAN — REPARTITION — RESERVES

Article Trente-deux. — Tous les ans, le trente et un décembre, la Société arrête les comptes et dresse le bilan.

Article Trente-trois. — Le Conseil d'Administration, trente jours au moins avant l'Assemblée Générale annuelle, soumet le bilan et les comptes avec un rapport sur les opérations de la Société du ou des commissaires qui doivent dans la quinzaine; faire un rapport contenant leurs observations et propositions. Le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que le rapport du ou des commissaires seront mis à la disposition des porteurs de parts sociales, au siège social, au moins quinze jours avant l'assemblée générale.

Article Trente-quatre. — Les bénéfices bruts, après déduction des frais généraux constituent le bénéfice net. Il est fait annuellement sur les bénéfices nets ainsi déterminés un prélèvement de cinq pour cent au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital. Le surplus des bénéfices sera réparti par l'Assemblée Générale qui pourra constituer entre autres une réserve extraordinaire — payer un dividende alloué aux membres du Conseil d'Administration — ou aux commissaires, des tantièmes ne pouvant pas dépasser dix pour cent du bénéfice net — et aux membres du personnel qui ont donné pleine satisfaction : des gratifications.

Article Trente-cinq. — Le bilan et le compte de profits et pertes seront publiés au Bulletin Administratif du Congo.

Titre VI

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Article Trente-six. — La Société peut être dissoute anticipativement en tout temps par décision de l'assemblée générale statuant dans les formes prévues pour la modification des statuts. En cas de perte de la moitié du capital social les administrateurs doivent soumettre à l'Assemblée Générale la question de la dissolution de la Société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'Assemblée.

Article Trente-sept. — Lors de la dissolution de la Société, soit par anticipation soit par expiration de sa durée, la liquidation s'opérera par les soins du Conseil d'administration alors en exercice ou par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs. Les liquidateurs pourront notamment être autorisés à faire le transfert, soit à une Société, soit à des particuliers, soit par voie de cession ou de fusion contre argent ou contre titres, de tout ou partie des droits et charge de la Société dissoute.

Article Trente-sept. — Les pouvoirs de l'assemblée générale se continueront pendant toute la durée de la liquidation.

Titre VII

ELECTION DE DOMICILE

Article Trente-huit. — Tout actionnaire domicilié en dehors du Congo Belge, sera censé élire domicile au siège social de la Société, où toutes notifications, sommations, assignations et significations seront valablement faites. Les administrateurs, commissaires et liquidateurs qui résident hors du Congo Belge devront aussi pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social où toutes significations et notifications peut leur être données, relativement aux affaires de la Société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Titre VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article Trente-neuf. — La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par Arrêté Royal. La société en formation sera gérée et administrée par le Conseil d'Administration désigné par les présents statuts.

Article Quarante. — Le montant des frais de constitution de la Société est évalué à VINGT CINQ MILLE FRANCS.

Fait à Elisabethville, par acte authentique, le onzième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-trois.

pour Maître VROONEN
(sé) N. LOZET
(sé) VAN HASENBROECK
(sé) Luc. VIGNERON

pour Mr. AHRENMARK
(sé) G. VAN HASENBROECK
(sé) N. LOZET
(sé) VIGNERON
(sé) M. BEMELMANS.

Pour autorisation maritale,
(sé) VIGNERON.

L'an mil neuf cent cinquante trois, le onzième jour du mois de mars, Nous, DORVAL Robert, Nofaire à Elisabethville, certifions que les présent acte, Nous a été présenté ce jour en présence de Messieurs DEFOSSE Albert et GERARD Joseph, tous deux agents de la Colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions fixées par la Loi.

Après lecture de l'acte :

- a) Monsieur VROONEN Arthur, Avocat, résidant à Elisabethville agissant pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort, ici représenté par Monsieur LOZET Norbert, Avocat à Elisabethville, suivant procuration en date du quatorze février mil neuf cent cinquante trois, passée devant le Notaire Maurice De Donker à Bruxelles, Vol. deux cent dix-sept F^o nonante-quatre, Case douze,
- b) Monsieur AHRENMARK Rune, Directeur de Société, résidant à Elisabethville, représenté par Monsieur VAN HASENBROECK Gaston, Directeur de Société, suivant procuration en date du vingt-cinq février mil neuf cent cinquante trois,
- c) Monsieur VAN HASENBROECK Gaston, Directeur de Société, résidant à Elisabethville,
- d) Monsieur BEMELMANS Maurice, Directeur de Société, résidant à Elisabethville,
- e) Monsieur LOZET Norbert, Avocat, résidant à Elisabethville,
- f) Monsieur VIGNERON Walter, Artiste-Peintre, résidant à Elisabethville, marié sous le régime de la séparation de biens,
- g) Madame VIGNERON Walter, née CLOSSON Lucienne, Artiste-Peintre, résidant à Elisabethville, pour autant que de besoin, dûment autorisée aux fins des présentes par son époux préqualifié, mariée sous le régime de la séparation de biens.

Déclarent par devant Nous, et en présence des dits témoins que le présent acte tel qu'il est dressé renferme bien l'expression de sa volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par Nous, Notaire et par les Parties et les Témoins.

Les Parties	Les Témoins	Le Notaire
pour Maître VROONEN (sé) N. LOZET	(sé) A. DEFOSSE	(sé) R. DORVAL
pour Mr. AHRENMARK (sé) VAN HASENBROECK (sé) G. VAN HASENBROECK (sé) M. BEMELMANS (sé) N. LOZET (sé) VIGNERON (sé) Luc. VIGNERON	(sé) J. GERARD	
Pour autorisation maritale, (sé) VIGNERON.		

Enregistré et scellé à l'Office Notarial d'Elisabethville
Volume XXX — Folio 14 - 15 - 16 - 17

Mots barrés	:	—
Mots ajoutés	:	—
Frais d'acte	:	500,—
Enregistrement	:	1.240,—
2 copies conformes	:	2.480,—
Légalisation	:	40,—

Total perçu Fr. : 4.260,— Quittance n° 99/D/526
du 11 mars 1953.

LE NOTAIRE, Robert DORVAL,
(sé) R. DORVAL

Vu, pour légalisation de la signature de Monsieur DORVAL Robert,
Notaire à Elisabethville,

Elisabethville, le 11 mars 1953,

Le Chef du Service de la Justice et du Contentieux,

Par délégation, J.-E. GERARD.

(sé) J. GERARD.

Vu, le Ministre des Colonies,
le 20 juin 1953.

Mij bekend, de Minister van Koloniën,
de 20 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

**« Société de Transport et de Commerce en Afrique »
en abrégé « TRACOMA »**

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

à Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif à Schaerbeek (Bruxelles) rue Dupont, 92. —

**MODIFICATIONS AUX STATUTS. —
AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL (1)**

Constituée suivant acte du notaire Hippolyte Simonart à Léopoldville, en date du vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-huit, autorisée par Arrêté Royal du vingt-neuf mai mil neuf cent vingt-neuf et dont les statuts ont été publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze juillet mil neuf cent vingt-neuf et aux annexes du Moniteur Belge des seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf août mil neuf cent cinquante-deux, sous le n° 19715; ces statuts ont été modifiés par décision des assemblées générales extraordinaires des quinze janvier mil neuf cent trente (Arrêté royal du vingt-deux juillet mil neuf cent trente), dix juillet mil neuf cent trente (Arrêté Royal du vingt-trois janvier mil neuf cent trente et un) et vingt septembre mil neuf cent trente-deux; les procès-verbaux des assemblées ont été publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge, respectivement le quinze août mil neuf cent trente, le quinze février mil neuf cent trente et un et le quinze janvier mil neuf cent trente-trois; les procès-verbaux des deux premières assemblées ont été en outre publiés aux annexes du Moniteur Belge des seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf août mil neuf cent cinquante-deux, respectivement sous les n° 19716 et 19717.

**Augmentation du capital social
Modifications aux statuts**

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue devant Maître Pierre VAN HALTEREN, notaire à Bruxelles, le vingt-six mai mil neuf cent cinquante-trois, en son Etude, à Bruxelles, rue de l'Association n° 30.

La séance est ouverte à seize heures, sous la présidence de Monsieur Jean Spitalier.

Monsieur le Président choisit comme scrutateurs, Messieurs Fernand Simonet et Fernand Caprasse.

Le bureau désigne comme secrétaire, Monsieur Georges Plisnier, fondé de pouvoirs, 53, avenue Lambeau à Woluwe-Saint-Lambert.

Sont présents ou représentés à l'assemblée, tous les actionnaires de la société, à savoir :

(1) Arrêté royal du 24 juin 1953. Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1953. — 1^{re} Partie.

1. Monsieur Jean Spitalier, Docteur en Droit, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Broqueville, 5, propriétaire de sept mille sept cents actions de capital et de trois mille huit cents parts de fondateur
ci... 7.700 3.800

2. Madame Marie-Thérèse Quinet, sans profession, veuve de Monsieur Paul Caprasse, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, rue Général Lartigue 115

Agissant :

A. en nom personnel, comme propriétaire de six cent cinquante actions de capital et de trois cent vingt cinq parts de fondateur 650 325

B. en sa qualité de tutrice légale de ses trois enfants mineurs demeurant avec elle, savoir :

a) Pierre Caprasse, propriétaire de cent soixante actions de capital et de quatre-vingts parts de fondateur 160 80

b) Geneviève Caprasse, propriétaire de cent soixante actions de capital et de quatre-vingt parts de fondateur 160 80

c) Michel Caprasse, propriétaire de cent soixante actions de capital et de quatre-vingts parts de fondateur 160 80

3. Monsieur Paul Caprasse, étudiant, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, rue Général Lartigue, 115, propriétaire de cent soixante actions de capital et de quatre-vingts parts de fondateur 160 80

4. Monsieur Fernand Simonet, Directeur de société, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, rue Bemel, 89, propriétaire de cinquante parts de fondateur 50

5. Monsieur Fernand Caprasse, notaire, demeurant à La Roche en Ardennes, propriétaire de dix actions de capital et de cinq parts de fondateur 10 5

Ensemble : neuf mille actions de capital et quatre mille cinq cents parts de fondateur, soit l'intégralité du capital social et des titres de chaque catégorie. 9.000 4.500

Procurations

Madame Paul Caprasse-Quinet, tant en nom personnel que comme tutrice légale de ses enfants mineurs Pierre, Geneviève et Michel Caprasse et Monsieur Paul Caprasse, sont ici représentés par Maître Fernand Caprasse, en vertu d'une procuration collective, sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1° Transformation des actions de capital de cinq cents francs en actions de capital sans désignation de valeur nominale.

2° Augmentation du capital social à concurrence de sept millions cinq cent mille francs, pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à douze millions de francs, sans création de titres nouveaux, par l'incorporation au capital :

a) de la réserve légale de cinq cent soixante-six mille deux cent dix francs et onze centimes.

b) de la réserve extraordinaire de six millions neuf cent trente trois mille sept cent quatre vingt neuf francs quatre vingt neuf centimes.

3° Modifications aux articles 5, 6, 16, 33, 39, 43, 45 et 48 des statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises et avec la législation congolaise, pour compléter l'historique du capital, pour fixer la valeur de remboursement des actions de capital en cas de liquidation de la société.

II. — Que l'intégralité des titres de chaque catégorie, représentant ensemble l'entière du capital social, étant présents ou représentés à l'assemblée, il n'y a pas lieu de justifier de l'envoi des convocations.

III. — Que, par conséquent, la présente assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président soumet à l'adoption de celle-ci les résolutions suivantes :

Première résolution

L'assemblée décide de transformer les neuf mille actions de capital de cinq cents francs chacune existantes, en neuf mille actions de capital sans désignation de valeur nominale.

Délibération

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de sept millions cinq cent mille francs pour le porter de quatre millions cinq cent mille francs à douze millions de francs, sans création de titres nouveaux, par l'incorporation au capital :

a) de la réserve légale de cinq cent soixante-mille deux cent dix francs onze centimes,

b) de la réserve extraordinaire de six millions neuf cent trente trois mille sept cent quatre-vingt neuf francs quatre-vingt neuf centimes.

Délibération

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'apporter aux articles 5, 6, 16, 33, 39, 43, 45, 48 des statuts les modifications suivantes :

1° à l'article 5 :

a) à la première phrase, pour la remplacer par : « Le capital social est fixé à douze millions de francs, représenté par neuf mille actions de capital sans désignation de valeur nominale ».

b) à la dernière phrase, pour la supprimer.

2° à l'article 6 :

a) pour y intercaler, immédiatement après la première phrase le texte suivant :

« Il est tenu au siège social un registre des actions et parts de fondateur nominatives. Les titulaires de ces titres nominatifs recevront un certificat des titres inscrits à leur nom ».

b) et pour y intercaler, immédiatement après la deuxième phrase actuelle de cet article, la phrase suivante :

« Aucune cession d'action ou de part de fondateur ne sera valable qu'après la date de l'arrêté royal autorisant leur création. »

3° à l'article 16 :

pour y ajouter in fine le texte suivant :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-six mai mil neuf cent cinquante-trois, les actions de capital de cinq cents francs chacune ont été transformées en actions sans désignation de valeur nominale.

4° à l'article 33 :

pour y ajouter in fine les alinéas suivants :

« Les parts de fondateur, ne pourront en aucun cas donner droit à plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions représentatives du capital exprimé.

» Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opéreront proportionnellement, il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

» La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt-deux juin mil neuf cent quatorze.

« Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés. »

5° à l'article 39 :

pour remplacer les mots « des actions de capital ET des actions de jouissance » par ceux « des actions de capital OU des actions de jouissance ».

6° à l'article 43 :

pour y ajouter in fine le texte ci-après :

« Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société doivent, au plus tard dans les deux mois, après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs dans les annexes du Bulletin Officiel ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

» A la suite du bilan et du compte de profits et pertes, sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale. »

7° à l'article 45 :

pour le remplacer par le texte suivant :

« En cas de perte de la moitié du capital social, le conseil d'administration doit soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée. »

8° à l'article 48 :

au deuxième alinéa, pour y remplacer les mots « à leur valeur nominale des » par ceux « d'une somme de cinq cents francs aux ».

Délibération

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chacune des catégories de titres.

Déclarations

Les membres du bureau et de l'assemblée déclarent :

1° que les décisions ci-avant ont été prises sous réserve de leur autorisation par arrêté royal.

2° que les frais, dépenses, rémunérations ou charges qui incombent à la société à raison de l'augmentation de capital ci-avant, s'élèveront approximativement à vingt-trois mille francs.

La séance est levée à seize heures vingt minutes.

De tout quoi ledit notaire Van Halteren a dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres du bureau et de l'assemblée ont signé avec le Notaire.

(suivent les signatures)

Enregistré à Bruxelles A.C. II le 1^{er} juin 1953. Vol. 1393 Fⁿ 11 Ce 1.
Cinq rôles quatre renvois. Reçu quarante francs.

Le Receveur a/i (signé) Boon.

Pour expédition conforme,

(signé) P. Van Halteren.

Pierre Van Halteren - Notaire
Bruxelles (Brabant)

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous : Charles Bareel, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Van Halteren, Notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs — N^o 2451.

Bruxelles, 6 juin 1953 (signé) Ch. Bareel.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Charles Bareel apposée d'autre part.

Bruxelles, le 9 juin 1953.

Le Chef de Bureau, (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus. Bruxelles, le 9 juin 1953. Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet.

Vu, le Ministre des Colonies,	Mij bekend, de Minister van Koloniën,
le 20 juin 1953.	de 20 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

« Centrale Immobilière du Katanga »

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville.

Siège administratif : Bruxelles, Galeries du Commerce, n° 49/51

Changement de la dénomination sociale en :
« Mutuelle Immobilière du Katanga ». (1)

L'an mil neuf cent cinquante-trois, le mercredi trois juin, à onze heures et demie.

Etant à Bruxelles, Galerie du Commerce, numéros 49/51.

Par devant Nous, Théodore Taymans, notaire de résidence à Bruxelles.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire les actionnaires de la Société Congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Centrale Immobilière du Katanga » dont le siège social est établi à Elisabethville, et le siège administratif à Bruxelles, Galerie du Commerce, numéros 49/51, constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, suivant acte du ministère du notaire soussigné en date du quatre octobre mil neuf cent quarante-neuf, autorisée par Arrêté du Régent en date du dix novembre suivant, dont les statuts ont été publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze décembre mil neuf cent quarante-neuf.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alfred Vanderkelen, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Pierre Jungers, Docteur en droit, demeurant à Watermael-Boitsfort, Avenue Van Becelaere, N° 28.

Et il choisit pour scrutateurs Monsieur le Baron de Sadeleer et Monsieur Jacques Dansette, tous ceux ci-après qualifiés, ici présents et qui acceptent.

Ces choix sont ratifiés par l'assemblée.

Sont présents ou représentés, les actionnaires ci-après nommés possédant, ainsi qu'ils le déclarent et que l'assemblée le reconnaît, le nombre de titres ci-après indiqué, savoir :

- | | |
|---|--------|
| 1) La Société Congolaise par actions à responsabilité limitée « Inco-Sarma » dont le siège est à Léopoldville, propriétaire de seize mille huit cent soixant-dix actions | 16.870 |
| 2) Le « Comité Spécial du Katanga » Etablissement de droit public congolais, dont le siège est à Bruxelles, rue des Petits Carmes, n° 51, propriétaire de trois mille actions | 3.000 |

(1) Arrêté royal du 24 juin 1953 — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1953 — 1^{re} Partie.

3) Monsieur Alfred Vanderkelen, industriel, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, Avenue de Broqueville, n° 62, propriétaire de trente actions	30
--	----

4) Monsieur le Baron Paul de Sadeleer, Avocat près la Cour d'Appel, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, n° 25, propriétaire de dix actions	10
---	----

Soit quatre actionnaires possédant ensemble dix-neuf mille neuf cent dix actions	19.910
--	--------

Mandats

Sont représentés :

1°) La Société « Inco-Sarma » par a) Monsieur Alfred Vanderkelen prénommé et b) Monsieur Jacques Dansette, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, n° 114, tous deux administrateurs de la dite société, agissant conformément à l'article trente et un des statuts sociaux.

2°) Le « Comité Spécial du Katanga » par Monsieur Oscar Delcampe, comptable, demeurant à Anderlues, en vertu des pouvoirs lui conférés par le Président du susdit Comité, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du vingt-huit mai dernier, qui est ci-annexée et sera enregistrée en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

1. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

« Modification de la raison sociale qui de « Centrale Immobilière du » Katanga » devient « Mutuelle Immobilière du Katanga ».

II. Que toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément au dernier alinéa de l'article trente-trois des statuts sociaux.

III. Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés à l'article trente-quatre des statuts sociaux.

IV. Que sur les vingt mille actions constituant l'intégralité du capital social, les actionnaires présents ou représentés possèdent ensemble dix-neuf mille neuf cent dix actions, soit plus de la moitié.

Qu'en conséquence, la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

V. Que chaque action donne droit à une voix, sauf les limitations résultant des stipulations de l'article trente-huit des statuts sociaux.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président propose à celle-ci d'aborder l'examen de l'objet à l'ordre du jour.

Et après que Monsieur le Président ait fait connaître les raisons qui ont motivé la proposition figurant à l'ordre du jour, l'assemblée délibérant prend la résolution suivante :

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale actuelle de « Centrale Immobilière du Katanga » en celle de « Mutuelle Immobilière du Katanga ».

En conséquence, l'assemblée décide de supprimer le texte de l'article premier des statuts sociaux et de le remplacer par le texte suivant :

« Article un. — Il a été formé, le quatre octobre mil neuf cent quarante-neuf, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Centrale Immobilière du Katanga ».

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le trois juin mil neuf cent cinquante trois, cette dénomination sociale a été modifiée en celle de « Mutuelle Immobilière du Katanga ».

Délibération

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, dressé date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont fait la demande et nous notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A.C.II. le 5 juin 1953, vol. 1392, f° 17, Ce 1, deux rôles, un renvoi. Reçu quarante francs (40,—). Le Receveur a/i (signé) Boon.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée sans l'annexe.

(signé) T. Taymans.

Th. Taymans. Notaire à Bruxelles (Brabant).

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles. Président.

Vu par Nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M. Taymans, Notaire à Bruxelles. Reçu quatre francs. N° 2474.

Bruxelles, le 10 juin 1953. (signé) J. Hubrecht.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Hubrecht, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 juin 1953. Le chef de Bureau (signé) R. Verleysen.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 11 juin 1953.

Le Conseiller-adjoint (signé) N. Cornet. Droits perçus : 40 fr.

Vu, le Ministre des Colonies, Mij bekend, de Minister van Koloniën,
le 18 juin 1953. de 18 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Brasserie du Bas-Congo

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE (Congo Belge).

Siège administratif : rue de l'Enseignement, 91, à Bruxelles

Registre de commerce :

Bruxelles : N° 237.084 — Léopoldville : N° 2.977

Constituée suivant acte passé devant Maître Albert RAUCQ, notaire à Bruxelles, le 5 mars 1952 et autorisée par arrêté royal du 25 mars 1952 (BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE du 15/4/1952).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1.764.653,—	
Frais généraux de premier établissement	758.927,—	
	2.523.580,—	
Intérêts perçus	—878.910,—	
	<hr/>	
	1.644.670,—	
Terrains	3.290.571,—	
Matériel et mobilier	33.097,—	
	<hr/>	
		4.968.338,—

Réalisable :	
Participation	656.042,—
Débiteurs divers	310.337,—
	<u>966.379,—</u>
Disponible :	
Banque, chèques postaux, caisse, placements temporaires	118.567.093,—
Comptes Transitoires	5.525.604,—
Comptes d'ordre :	
Cautionnements des administrateurs et des commissaires	P.M.
Engagements et contrats divers en cours	P.M.
	<u>130.027.414,—</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :	
Capital	130.000.000,—
représenté par :	
130.000 actions de capital s.d.v.	
Dettes sans garanties réelles :	
Créditeurs divers	25.845,—
Comptes créditeurs :	1.569,—
Comptes d'ordre :	
Cautionnements des administrateurs et des commissaires	P.M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P.M.
	<u>130.027.414,—</u>

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL entièrement libéré

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

Administrateurs :

- MM. Maurice LEFRANC, ingénieur-civil, président du Conseil d'Administration de la S.C.R.L. Brasserie de Stanleyville, rue Bosquet, 88, Bruxelles, président.
- Jean VAN GIJSEL, administrateur de sociétés, « Drij Toren », Kas-teeldreef 3 à Meise, Vice-Président
- René LANEAU, professeur et ingénieur-conseil de brasseries « La Chênaie » à Kortenberg, Administrateur-Délégué
- Pierre COLMANT, Docteur en droit, administrateur-délégué de la S.A. Brasserie Caulier, 55, Av. Edmond Mesens à Etterbeek

Albert FRANÇOIS, ingénieur-commercial, gérant de la Brasserie du Bavary, 61, chaussée de Philippeville à Loverval (Try d'Haies)

Jacques SEGARD, ingénieur-civil, administrateur-délégué des Brasseries Labor-Hainaut Réunies, rue de la Grosse Pomme, 10 à Mons

Alfred VAN DER KELEN, industriel, 62 avenue de Broqueville à Woluwe-Saint-Lambert

Claude P. WIELEMANS, ingénieur-commercial (U.L.B.) directeur gérant de la société anonyme Brasserie Wielemans-Ceuppens, 168 avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

Georges WOLFF, administrateur de sociétés, 5 avenue Maurice à Bruxelles

André LEBRUN, licencié en sciences agronomiques à Sinda-Rutshuru (Kivu-Congo Belge)

Commissaires :

MM. Jean ROTHIER, ingénieur-commercial U.L.B., 245 avenue Louise à Bruxelles, président

Gaston COCKAERTS, sous-directeur de banque, 37, rue Victor Lefèvre à Bruxelles

Paul DEVAUX, directeur commercial de la S.A. Brasserie de Haecht 267, Route Provinciale à Wespelaer

Jean-Marie DUESBERG, ingénieur des constructions civiles, électricien et urbaniste, 30, rue Vergote à Bruxelles

Henri VERBRUGGEN, ingénieur des Industries agricoles (Université de Louvain) Administrateur de sociétés, avenue des Cyclistes, 39, Woluwe-St-Pierre

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 25 JUIN 1953

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1°) approuve le bilan de l'exercice 1952 tel qu'il est présenté par le conseil d'administration et approuvé par le collège des commissaires;
- 2°) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1952;
- 3°) renouvelle pour un terme de six ans le mandat d'administrateur de Messieurs René Laneau et André Lebrun et pour un terme de cinq ans le mandat de commissaire de Monsieur Jean Rothier; élit en qualité d'administrateur pour achever le mandat de Monsieur Hubert NIEMEGERES, décédé, Monsieur André Prudhomme, administrateur de société à Léopoldville; le mandat de Monsieur Prudhomme expire en 1957.

Bruxelles, le 26 juin 1953.

Certifié conforme,

Deux administrateurs,

R. LANEAU

M. LEFRANC.

Brasserie du Kasai

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : 91, rue de l'Enseignement, Bruxelles.

Siège social : Luluabourg.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 233.248.

Registre du Commerce de Luluabourg n° 571.

—

Constituée suivant acte passé devant Maître Albert RAUCQ, à l'intervention de son confrère Armand WYFFELS, tous deux Notaires à Bruxelles, le 5 juillet 1951 et autorisée par arrêté royal du 26 août 1951 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15-9-1951).

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1.294.289,—	
Frais généraux de premier établissement	767.886,—	
Bâtiments industriels, immeubles . . .	15.979.392,—	
Matériel, outillage et mobilier . . .	315.682,—	
	<hr/>	18.357.249,—

Réalisable :

Participation	656.042,—	
Débiteurs divers	349.626,—	
Marchandises en magasin et en cours de route	16.454.721,—	
Matériel à installer et en cours de route .	29.354.103,—	
	<hr/>	46.814.492,—

Disponible :

Banques, chèques postaux, caisse, placements temporaires	26.867.423,—
Comptes transitoires	3.848.864,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	P. M.
Cautionnements des agents d'Afrique	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	<hr/>
	95.888.028,—
	<hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	90.000.000,—
-------------------	--------------

représenté par :

90.000 actions de capital s. d. v.

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	5.706.563,—
-----------------------------	-------------

Comptes créditeurs	181.465,—
------------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	P. M.
--	-------

Cautionnements des agents d'Afrique	P. M.
---	-------

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.
--	-------

95.888.028,—

Situation du capital social.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. Maurice LEFRANC, ingénieur-civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles, président.

M. René LANEAU, professeur et ingénieur-conseil de brasseries, Kievitstraat, 63 à Kortenberg, administrateur-délégué.

M. Pierre COLMANT, docteur en droit, avenue E. Mesens, 55 à Woluwé-St.-Pierre.

M. Albert FRANÇOIS, ingénieur-commercial, directeur-gérant de la Brasserie du Bavary S. P. R. L. à Couillet, 61, chaussée de Philippeville à Loverval (Try-d'Haies).

M. Valère SEGARD, président de la Brasserie Labor-Hainaut S. A. à Mons, 34, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles.

M. Henri VERBRUGGEN, ingénieur des industries agricoles Lv., avenue des Cyclistes, 39, à Woluwé-Saint-Pierre.

M. Claude P. WIELEMANS, ingénieur-commercial (U. L. B.) et directeur-gérant de la Brasserie Wielemans-Ceuppens, 366, avenue Van Volxem à Forest-Bruxelles.

Commissaires :

M. Philippe de MUNNYNCK, directeur-général de la Brasserie Zeberg à Alost, rue de Brabant, 30 à Alost.

M. Alexis CASSALETTE, directeur de la Compagnie du Kasai à Dina (Congo Belge) rue de la Colline, 34 à Verviers.

M. Edgard MARCHAL, comptable, 235, avenue Limburg-Stirum à Wemmel.

M. Edmond RICHARD, industriel, rue de la Duchesse, 2 à Bruxelles.

M. Edouard VAN DEN HOVE, administrateur de sociétés, 199, avenue Albert à Bruxelles.

M. Paul VAN ESPEN, administrateur de sociétés, 18, avenue du Roi Chevalier à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale Ordinaire
des Actionnaires du 25 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve le bilan de l'exercice 1952 tel qu'il est présenté par le conseil d'administration et approuvé par le collège des commissaires;
- 2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1952;
- 3) renouvelle pour un terme de six ans le mandat d'administrateur le Monsieur Henri Verbruggen et pour un terme de six ans le mandat de commissaire de Monsieur Edgard MARCHAL.

Bruxelles, le 26 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

R. LANEAU.

M. LEFRANC.

Brasserie de Stanleyville

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 91, rue de l'Enseignement, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 219.582.

Registre du Commerce de Stanleyville n° 174.

Constituée suivant acte passé devant Maître Albert RAUCQ et Henri CLAVAREAU, Notaires à Bruxelles, le 8 juin 1949 et autorisées par arrêté royal du 23 juillet 1949 (Bulletin Officiel du Congo Belge du 15-8-1949).

Bilan au 31 décembre 1952.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	1.156.914,—		
Apports	1.500.000,—		
Frais généraux de premier établissement	3.037.874,—		
	<u>5.694.788,—</u>		
Amortiss. de l'exercice	4.818.324,—		
	<u>876.464,—</u>		
Terrains, bâtiments industriels et immeubles	23.177.958,—		
Installations, matériel, outillage et mobilier	34.485.273,—		
	<u>57.663.231,—</u>		
Amortiss. de l'exercice	5.640.896,—		
	<u>52.022.335,—</u>		
			<u>52.898.799,—</u>

Réalisable :

Marchandises en magasin et en cours de route	37.396.780,—		
Participation	656.043,—		
Débiteurs divers	10.050.841,—		
Effets à recevoir	842.611,—		
	<u>48.946.275,—</u>		

Disponible :

Banques, chèques postaux et caisses	2.768.441,—		
Comptes transitoires	3.497.644,—		

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	P. M.		
Cautionnements agents d'Afrique	P. M.		
Matériel cautionné en circulation dans la clientèle	P. M.		
Engagements et contrats divers en cours	P. M.		
			<u>108.111.159,—</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	70.000.000,—
représenté par :	
70.000 actions de capital S. D. V.	

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	37.086.154,—
Comptes créditeurs	1.025.005,—

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et des commissaires	P. M.
Cautionnements agents d'Afrique	P. M.
Cautionnements du matériel en circulation dans la clientèle	P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	P. M.
	<hr/>
	108.111.159,—
	<hr/>

Compte de profits et pertes.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	789.336,—
Amortissements des frais de constitution apports et des frais de premier établissement	4.818.324,—
Amortissements de l'immobilisé	5.640.896,—
	<hr/>
	11.248.556,—
	<hr/>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	11.248.556,—
	<hr/>

Situation du capital social.

Entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction.

Administrateurs :

M. Maurice LEFRANC, ingénieur-civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles, président.

M. René LANEAU, professeur et ingénieur-conseil de brasseries, 63, Kievitstraat à Kortenberg, administrateur-délégué.

M. Pierre COLMANT, docteur en droit, 55, avenue E. Mesens à Woluwé-Saint-Pierre.

M. Albert FRANÇOIS, ingénieur-commercial, directeur-gérant de la Brasserie du Bavary S. P. R. L. à Couillet, 61, chaussée de Philippeville à Loverval (Try d'Haies).

M. Valère SEGARD, président de la Brasserie Labor-Hainaut S. A. à Mons, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Henri VERBRUGGEN, ingénieur des industries agricoles (Lv.), 39, avenue des Cyclistes à Woluwé-Saint-Pierre.

M. Claude P. WIELEMANS, ingénieur-commercial (U. L. B.) et directeur-gérant de la Brasserie Wielemans Ceuppens, 366, avenue Van Volxem à Forest-Bruxelles.

Commissaires :

M. Philippe DE MUNNYNCK, directeur-général Brasserie Zeeberg (Alost), 30, rue de Brabant à Alost.

M. Georges AUTRIQUE, directeur Société Belgika à Stanleyville (Congo Belge).

M. Georges DE BLIECK, administrateur-délégué Brasserie De Blicck Frère (Alost), 38, avenue du Vert Chasseur à Uccle.

M. Emile THIELEMANS, chef comptable au C. F. L. (Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains), 188a, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. Edouard VAN DEN HOVE, administrateur de sociétés, 199, avenue Albert à Bruxelles.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 25 juin 1953.*

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve le bilan et le compte de profits de l'exercice 1952 tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration et approuvés par le collège des commissaires;
- 2) donne décharge à Messieurs les administrateurs et commissaires pour leur gestion au 31 décembre 1952;
- 3) renouvelle pour un terme de six ans le mandat d'administrateur de Monsieur Valère Segard et pour un terme de cinq ans le mandat de commissaire de Monsieur Edouard Van den Hove.

Bruxelles, le 26 juin 1953.

Certifié conforme.

Deux administrateurs,

R. LANEAU.

M. LEFRANC.

AFRICONGO

La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville

Siège administratif : 8, rue Willem Demol, Bruxelles

Registre du Commerce de Léopoldville n° 1.669

Registre du Commerce de Bruxelles n° 229.112

Actes constitutifs publiés :

- aux Annexes du Moniteur Belge : année 1950, n° 25830; année 1951, n° 3700 et 18155; année 1953, n° 11874.
- au Bulletin Officiel du Congo Belge : année 1951, n°s des 15 janvier, 15 avril et 15 août; année 1953, n° du 1 juin.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 18 juin 1953.

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement :

Matériel, outillage, etc. 331.385,—

Valeurs immatérielles :

Frais de constitution, de transformation en S.C.A.R.L.	72.682,50	
	<hr/>	404.067,50

Réalisable :

Portefeuille	214.954,65	
Approvisionnements	24.985.359,05	
Débiteurs divers	19.712.004,47	
Caisses, banques, chèques postaux	2.266.571,06	
	<hr/>	47.178.889,23
Comptes débiteurs :		1.210.031,25
Comptes d'ordre :		1.714.678,61
		<hr/>
		50.507.666,59
		<hr/>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital représenté par 7.500 actions d'une valeur nominale de 1.000 francs congolais chacune	7.500.000,—	
Fonds d'amortissement	95.079,70	7.595.079,70
		<hr/>

Dettes de la Société envers les tiers :

à court terme :

Créditeurs divers	41.044.193,97	
Comptes créditeurs :	133.881,—	
Comptes d'ordre :	1.714.678,61	

Profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice	1.007.019,03	
à déduire :		
Report de l'exercice précédent	987.185,72	19.833,31
		<hr/>
		50.507.666,59
		<hr/> <hr/>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952

DOIT

Report de l'exercice précédent	987.185,72	
Frais généraux	401.504,35	
Intérêts, escomptes et divers	1.462.740,75	

Amortissements :

sur premier établissement	84.377,40	
sur valeurs immatérielles	2.669,50	87.046,90
		<hr/>

Résultats :

Bénéfice de l'exercice	1.007.019,03	
à déduire :		
Report de l'exercice précédent	987.185,72	19.833,31
		<hr/>
		2.958.311,03
		<hr/> <hr/>

AVOIR

Produits bruts d'exploitation et divers	2.958.311,03
	<u>2.958.311,03</u>

Situation du Capital

Le capital est entièrement libéré.

Liste des Administrateurs et Commissaires en fonction

Baron de BROUWER, docteur en droit, 31, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek	Administrateur
MM. Jacques HAUTAIN, industriel, 76, rue Général Lotz, Uccle	»
André OFFERGELD, secrétaire de Société, 145, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-St-Lambert	»
René BIDOUL, docteur en droit, 186, avenue F. Roosevelt, Bruxelles	»
Alex CORBEAU, industriel, 6, avenue Herbert Hoover, Woluwe-St-Lambert	»
Gordon Thomas FILLERY, propriétaire, 66, Sivewright avenue, Johannesburg	»
Raoul PERES, agent commercial, 70, rue de la Mutualité, Uccle	»
François TRYSTRAM, ingénieur E.P. 66, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem	»
Louis-Didier ZURSTRASSEN, industriel, 9, rue des Combattants, Lambermont	»
Fernand FLAMENT, expert-comptable, 129 A., avenue Louise, Bruxelles	Commissaire
Louis VAN DEN BLOCK, comptable 128, avenue du Hockey, Woluwe-St-Pierre	»
Paul VAN ESPEN, administrateur de Sociétés, 18, avenue du Roi Chevalier, Woluwe-St-Lambert.	»

Les Administrateurs,

(s) François TRYSTAM	(s) Raoul PERES
(s) René BIDOUL	(s) André OFFERGELD
(s) Baron de BROUWER	

Les Commissaires,

(s) Paul VAN ESPEN	(s) Fernand FLAMENT
--------------------	---------------------

AFRICONGO

La Nouvelle Compagnie Africaine du Congo

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 8, rue Willem Demol, Bruxelles

Registre du Commerce de Léopoldville n° 1.669

Registre du Commerce de Bruxelles n° 229.112

—

Nominations statutaires

**Extrait des résolutions votées par l'Assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 18 juin 1953**

Quatrième résolution.

Messieurs René Bidoul, Gordon Thomas Fillery et François Trystram, administrateurs sortants, sont réélus administrateurs; leur mandat expirera respectivement à l'issue des assemblées générales ordinaires de 1957, 1958 et 1959.

Pour extrait conforme :

L'Administrateur délégué

(s) André OFFERGELD

Le Président

(s) Baron de BROUWER

—

CONGOREAL

Compagnie Congolaise d'Entreprise et de Réalisation

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville

Siège administratif : 127, rue du Marché, Bruxelles

Registre du Commerce de Léopoldville n° 1.668

Registre du Commerce de Bruxelles n° 227.371

—

Actes constitutifs publiés :

Aux annexes du Moniteur Belge : année 1950, n° 22464; année 1951, n° 18692.

Au Bulletin Officiel du Congo Belge : année 1950, n° du 15 novembre; année 1951, n° du 15 août.

BILAN AU 31 MARS 1953

approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 24 juin 1953

ACTIF.

Immobilisé :

Premier établissement :

Terrains, bâtiments, matériel, etc.	20.925.170,50	
Travaux en cours	1.676.700,—	
	<hr/>	22.601.870,50

Valeurs immatérielles :

Frais de constitution et de premier établissement	972.540,20	
Autorisation de recherches sur terrains de 150 Ha — Rives de la Lukaya	96.950,80	
	<hr/>	1.069.491,—
		<hr/>
		23.671.361,50

Réalisable :

Portefeuille	44.652.759,—	
dont à déduire :		
Versements restant à appeler	13.416.800,—	
	<hr/>	31.235.959,—
Débiteurs divers	3.837.289,70	
Société du groupe débitrices	23.630.574,46	
Chèques postaux, banque	995.970,68	
	<hr/>	59.699.793,84
Comptes débiteurs :		2.323.396,15
Comptes d'ordre :		129.422.751,—
Profits et pertes :		
Résultat de l'exercice antérieur	1.857.830,26	
Perte de l'exercice	2.786.816,48	
	<hr/>	4.644.646,74
		<hr/>
		219.761.949,23
		<hr/>
		<hr/>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital, représenté par

50.000 actions de

1.000 fr. . congolais 50.000.000,— 50.000.000,—

5.500 parts de fondateur pour mémoire

Fonds d'amortissement	1.367.446,53	
	<hr/>	51.367.446,53

Dettes de la Société envers les tiers :

a) à court terme :

Créditeurs divers	33.280.251,65
-----------------------------	---------------

Sociétés du groupe crédi- trices	5.648.958,90
---	--------------

	<hr/>	38.929.210,55
--	-------	---------------

Comptes créditeurs :	42.541,15
--------------------------------	-----------

Comptes d'ordre :	129.422.751,—
-----------------------------	---------------

	<hr/>	219.761.949,23
	<hr/>	

Compte de profits et pertes au 31 mars 1953

DOIT

Report de l'exercice antérieur	1.857.830,26
--	--------------

Frais généraux	3.312.121,84
--------------------------	--------------

Intérêts, escomptes et divers	326.717,95
---	------------

Amortissements :

Sur premier établissement	787.518,94
-------------------------------------	------------

Sur valeurs immatérielles	48.240,—
-------------------------------------	----------

	<hr/>	835.758,94
--	-------	------------

	<hr/>	6.332.428,99
	<hr/>	

AVOIR

Produits divers	1.687.782,25
---------------------------	--------------

Résultats :

Report de l'exercice antérieur	1.857.830,26
--	--------------

Perte de l'exercice	2.786.816,48
-------------------------------	--------------

	<hr/>	4.644.646,74
--	-------	--------------

	<hr/>	6.332.428,99
	<hr/>	

Situation du Capital

Le capital est entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction

MM. Robert ELLISSEN, ingénieur des Arts & Manufactures, Paris	Administrateur
1, rue de Longchamp, Paris	
Louis ZURSTRASSEN, industriel,	»
9, rue des Combattants, Lambermont	
Baron de BROUWER, docteur en droit,	
31, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek	
MM. René BIDOUL, docteur en droit,	»
186, avenue F. Roosevelt, Bruxelles	
Léon-Joseph DUBOIS, ingénieur des Arts & Métiers,	»
1, avenue Général Maunoury, Paris	
Antoine J. LEENARDS, administrateur de Sociétés,	»
875, Park Avenue, New-York (E.U.)	
Jean LEMAIGRE, avocat,	»
17, rue Willy Ernst, Charleroi	
Joseph MOISE, administrateur de Sociétés,	»
41, rue de la Vallée, Bruxelles	
Etienne NOEL, industriel,	»
74, avenue Paul Doumer, Paris	
Fernand THOMAS, ingénieur I.E. Nancy	»
14, rue Jean Richepin, Paris	
François TRYSTRAM, ingénieur E.P.,	»
66, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem	
Gérard ZURSTRASSEN, ingénieur	»
19, rue Fernand Houget, Verviers	
Louis-Didier ZURSTRASSEN, industriel,	»
9, rue des Combattants, Lambermont	
Emile LIENART, docteur en droit,	commissaire,
6, rue de la Limite, St. Josse-ten-Noode	
Jacques DANDOIS, technicien,	»
94, avenue du Diamant, Schaerbeek	
Jacques JUNGERS, docteur en droit,	»
371, avenue A. J. Slegers, Woluwe-St-Lambert	
Achille MUSSCHOOT, expert-comptable,	»
45, boulevard H. Conscience, Bruges	

Les Administrateurs,

(s) Baron de BROUWER	(s) François TRYSTRAM
(s) Louis-Didier ZURSTRASSEN	(s) Joseph MOISE
(s) Jean LEMAIGRE	(s) René BIDOUL

Un Commissaire,

(s) Jacques DANDOIS

Immobilisés	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1,—
Disponibles	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1.459.667,94
Réalisables	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	133.747.463,45
												135.207.132,39

PASSIF.

Capital	36.000.000,—
Réserve légale	3.600.000,—
Réserves	418.964,65
Créanciers	88.930.356,81
Report exerc. préc.	3.346.267,68
Bénéfice de l'exerc.	2.911.543,25
	<u>135.207.132,39</u>

Compte Profits & Pertes

A reporter	2.911.543,25
Résultat de l'exercice	<u>2.911.543,25</u>

Gand, le 30 juin 1953.

Certifié sincère et conforme

L'Administrateur-Délégué.

Le Chevalier Kraft de la Saulx.

Société Belge des Textiles au Congo « BELTEXCO »

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 29 juin 1953

L'Assemblée Générale à l'unanimité des voix :

- 1° Approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, ainsi que le bilan.
- 2° Donne, par un vote spécial, pleine et entière décharge de leur gestion aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1952.
- 3° Réélit à l'unanimité Monsieur Georges Buysse, commissaire sortant, pour un terme de trois ans.
- 4° Appelle à l'unanimité aux fonctions de commissaire, Monsieur Henri Florin de Duikingberg, pour un terme de trois ans.

Composition du Conseil d'Administration

Président : Le Baron van Ackere, ingénieur, rue longue de la Croix, 13, Gand.

Administrateur-Délégué : Le Chevalier Kraft de la Saulx, industriel, 2, Bd. Militaire, Gand.

Administrateurs : M. Buysse, industriel, rue Nelemeersch, Laethem-St-Martin.

M. Walter Gisin, Léopoldville (Congo Belge).

Commissaires : M. Guy van Ackere, industriel, Léopoldville (Congo Belge).

M. Georges Buysse, industriel, Hoekje, Waerschoot.

M. Georges De Sutter, expert-comptable C.N.E.C.B. agréé, 61, Bromeliastraat, Mont-St. Amand.

M. Henri Florin de Duikingberg, administrateur de sociétés, rue Gérard David, 9, Bruges.

Gand, le 30 juin 1953,

Certifié sincère et conforme,

l'Administrateur-Délégué,

Le Chevalier Kraft de la Saulx.

« CITAS »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE-CONGO BELGE

Siège administratif : 48, rue de Namur à BRUXELLES

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4476

Registre du Commerce de Léopoldville n° 355

Constituée suivant actes du 25 novembre 1949, publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 février 1950 et aux annexes au Moniteur Belge du 13/14 février 1950 sous le numéro 2382, et autorisée par arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

Les statuts ont été modifiés suivant acte du 4 juillet 1950 publié aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, du 15 octobre 1950 et aux annexes au Moniteur Belge du 7 septembre 1950 sous le numéro 20555, laquelle modification a été autorisée par arrêté royal du 8 septembre 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952
approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire
du 16 juin 1953

ACTIF.

Francs Congolais

I. Immobilisé :

Immobilisations :		
Terrains en Afrique	4.623.982,06	
Diminutions antérieures	906.592,78	
	<hr/>	3.717.389,28
Constructions en Afrique	42.184.880,98	
Amortissements et diminutions antérieurs	20.437.139,22	
	<hr/>	
	21.747.741,76	
Investissements de l'exercice	11.510.480,46	
	<hr/>	
	33.258.222,22	
Amortissements de l'exercice	1.556.541,22	
	<hr/>	31.701.681,—
Immobilisations en cours		1.067.169,—
Matériel et outillage :		
Matériel de manutention	15.730.656,39	
Amortissements et diminutions antérieurs	8.923.163,61	
	<hr/>	
	6.807.492,78	
Investissements de l'exercice	3.320.808,—	
	<hr/>	
	10.128.300,78	
Amortissements de l'exercice	1.000.968,78	
	<hr/>	9.127.332,—
Matériel roulant	7.372.223,85	
Amortissements	3.928.906,75	
	<hr/>	
	3.443.317,10	
Investissements de l'exercice	1.358.480,—	
	<hr/>	
	4.801.797,10	
Matériel vendu au cours de l'exercice . .	31.686,65	
	<hr/>	
	4.770.110,45	
Amortissements de l'exercice	527.962,45	
	<hr/>	4.242.148,—

Outillage divers	2.088.847,86	
Amortissements et diminutions antérieurs	1.461.797,61	
	<u>627.050,25</u>	
Investissements de l'exercice	996.459,50	
	<u>1.623.509,75</u>	
Amortissements de l'exercice	415.705,75	1.207.804,—
Matériel en commande		10.978.149,—
Mobilier Europe et Afrique	3.232.117,29	
Amortissements et diminutions antérieurs	2.036.586,03	
	<u>1.195.531,26</u>	
Investissements de l'exercice	607.795,04	
	<u>1.803.326,30</u>	
Amortissements de l'exercice	272.581,30	1.530.745,—
Marchandises en cours de route		166.200,—
Frais de constitution		1,—

II. Disponible :

Banques et Caisses	15.865.056,71
Effets à recevoir	1.550.730,40

III. Réalisable :

Portefeuille	6.682.500,—
Débiteurs divers	22.232.471,13
Approvisionnements	5.416.341,20

IV. Divers :

Comptes débiteurs	1.096.841,07
-----------------------------	--------------

V. Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
	<u>116.582.558,79</u>

PASSIF.

Francs congolais

I. De la Société envers elle-même :		
Capital		40.000.000,—
Réserve statutaire		1.109.194,5
II. Fonds divers :		
Fonds de renouvellement	3.100.247,70	
Fonds de prévisions pour mécanisation des installations	6.810.000,—	
Fonds de réserve pour grosses réparations	61.049,43	
Fonds de pension du personnel d'Afrique	502.099,66	
Fonds d'aide sociale aux indigènes . . .	51.213,83	
Provision fiscale	1.165.603,—	
		<u>11.690.213,62</u>
III. Envers les tiers :		
Créditeurs divers		48.354.862,26
Dividendes à payer		369.493,01
IV. Divers :		
Comptes créditeurs		3.068.617,64
V. Compte d'ordre :		
Déposants statutaires		pour mémoire
Solde bénéficiaire		11.990.178,11
		<u><u>116.582.558,79</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Francs congolais

Frais d'administration	3.627.264,65
Frais généraux	5.514.601,46
Allocation statutaire au personnel	928.941,—
Amortissements de l'exercice :	
s/ immobilisations	1.556.541,22
s/ matériel et outillage	1.944.636,98
s/ mobilier Europe et Afrique	272.581,30
s/ portefeuille	100.000,—
	<u>3.873.759,50</u>
Solde bénéficiaire	11.990.178,11
	<u><u>25.934.744,72</u></u>

CREDIT.

	Francs congolais
Solde à nouveau	633.549,12
Résultats des exploitations	25.301.195,60
	<hr/>
	25.934.744,72
	<hr/> <hr/>

REPARTITION.

	Francs congolais
au Fonds de réserve statutaire: 5 % du bénéfice propre à l'exercice	567.831,85
au fonds d'aide sociale aux indigènes	190.000,—
au fonds de prévoyance en faveur du personnel	1.000.000,—
provision pour éventualités diverses	4.039.405,26
aux 65.800 actions, soit un dividende de 80,— fr. bruts par action	5.264.000,—
au conseil général	928.941,—
	<hr/>
	11.990.178,11
	<hr/> <hr/>

SITUATION DU CAPITAL :

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. Albert MARCHAL, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur à Uccle; Président du Conseil.

Gilbert PERIER, docteur en droit, 573, avenue Louise à Bruxelles, Vice-Président du Conseil.

Georges BIART, administrateur de sociétés, 40, avenue Molière à Forest; Administrateur Directeur général.

ADMINISTRATEURS :

MM. Robert CAMBIER, ingénieur A.I.A., 48, avenue Louis Lepoutre à Ixelles.

Anatole DE BAUW, Président de la Compagnie Cotonnière Congolaise, 107, avenue Defré à Uccle.

Comte Albert de BEAUFFORT, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, à Saint Gilles.

Jules DUBOIS-PELERIN, docteur en droit, 10, avenue du Rond-Point à Rixensart.

Fernand NISOT, ingénieur, 15, rue d'Edimbourg à Ixelles.

Henry RULMONDE, administrateur de sociétés, 7, avenue Beau-Séjour à Waterloo,

Maurice STUBBE, administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo à Ixelles.

Robert THYS, vice-président de la Société Anonyme des Ciments du Congo, 18, avenue des Erables à Rhode-Saint-Genèse.

COMITE DE DIRECTION :

MM. A. MARCHAL, président.

G. BIART, A. DE BAUW, G. PERIER, membres.

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Raoul DEPAS, secrétaire honoraire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus à Bruxelles.

Fernand KUHNEMANT, chef de comptabilité, 88, avenue Victor Jacobs à Etterbeek.

Léon RAQUEZ, docteur en droit, 149, avenue Winston Churchill à Uccle.

« CITAS », S.C.R.L.

Un Administrateur,
Comte A. de Beaufort

Un Administrateur,
G. Biart

« CITAS »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE-CONGO BELGE

Siège administratif : 48, rue de Namur à BRUXELLES

Registre du Commerce de Bruxelles n° 4476

Registre du Commerce de Léopoldville n° 355

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale
Ordinaire du 16 juin 1953

Nomination statutaire

L'assemblée a renouvelé le mandat :

d'administrateur de Messieurs Gilbert PERIER et Robert THYS et celui de commissaire de Monsieur Fernand KUHNEMANT .

Elle a appelé aux fonctions de commissaire, le Chevalier de GHEL-LINCK d'ELSEGHEM.

« CITAS », S.C.R.L.

Un Administrateur,
Comte A. de Beaufort

Un Administrateur,
G. Biart

ELOI CONGO

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège administratif : Charleroi, 37, boulevard Audent.

Siège social : Léopoldville, 6, avenue du Port

Registre du commerce de Léopoldville, n° 2699

Statuts publiés au B.O.C.B. du 15 mai 1952, page 834, annexe 1, et aux annexes du Moniteur belge des 19-20 mai 1952, page 3273, n° 10890.

Bilan au 31 décembre 1952,
approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 1953

ACTIF.

Immobilisé	1.099.753,95
Réalisable	16.779.328,93
Marchandises flottantes	4.508.256,45
Magasin	8.917.768,73
Clients et divers	3.353.303,75
Disponibilités	1.484.290,10
Dépôts statutaires	24.000,—
	<hr/>
	19.387.372,98
	<hr/>

PASSIF.

Non exigible	5.084.500,—
Capital	5.000.000,—
Amortissements	84.500,—
Exigible	14.278.819,65
Service financier	9.026.140,90
Fournisseurs, comptes courants et divers	5.252.678,75
Pertes et profits	53,33
Déposants statutaires	24.000,—
	<hr/>
	19.387.372,98
	<hr/>

Compte de pertes et profits au 31 décembre 1952

DEBIT.

Revient des ventes	17.799.096,0;
Amortissements	84.500,—
Agios de Banque	290.745,5;
Frais généraux et divers	1.395.092,2)
Solde bénéficiaire	53,3;
	<hr/>
	19.569.487,13
	<hr/>

CREDIT.

Ventes	19.377.964,8)
Apport ventes Eloi, S.A.	104.220,6;
Régularisation marchandises flottantes	16.586,6l
Régularisations diverses	70.715,1)
	<hr/>
	19.569.487,13
	<hr/>

Répartition bénéficiaire

Report à nouveau	53,33
----------------------------	-------

Situation du capital social

Entièrement libéré.

Liste des administrateurs et commissaires en fonction en 1952

- M. Edouard Chaudron, industriel, Bruxelles, avenue Louise, 495, président du conseil d'administration.
- M^{me} veuve Florian Eloi, sans profession, Charleroi, boulevard Audent, 37, administrateur.
- MM. Jacques Eloi, docteur en médecine, Charleroi, boulevard Jacques Bertrand, 7, administrateur.
- Guy-Paul Defay, ingénieur commercial U.L.B., Frasnes-lez-Gosselies, chaussée de Bruxelles, 63, administrateur délégué.
- Gilbert Musin, expert comptable, Pâturages, rue des Ferroniers, 36, commissaire.
- M. Remy Cordier, secrétaire de sociétés, Montignies-sur-Sambre, rue du Commerce, 21, commissaire.

Un Administrateur,
Monsieur G.-P. DEFAY.

Un Administrateur,
Docteur Jacques ELOI.

Enregistré à Bruxelles A.A. et A.S.S.P., le 13 mai 1953. Vol. 939, F^o 95, C. 3/8.

Reçu 40 fr. Le Receveur Louyest.

Société du Haut Uele et du Nil « SHUN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ABA (Congo Belge).

Registre du Commerce : Stanleyville N° 608.

Siège administratif : 66, rue du Commerce, BRUXELLES.

Registre du Commerce : Bruxelles N° 3596.

Autorisée par Arrêté Royal en date du 10 novembre 1924.

Actes constitutifs publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1924, page 511, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1928, acte N° 594.

Modifiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1928, page 185, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1928, acte N° 595; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1932, page 923, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1932, acte N° 13829; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1935, page 66, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1934, acte N° 13501; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1936, page 27, et aux annexes au Moniteur Belge, année 1936, acte N° 760; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1946, page 189; aux annexes au Moniteur Belge, année 1945, acte N° 10422; aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1950, page 1754, aux annexes au Moniteur Belge, année 1950, acte N° 17251.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 1953

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains et Constructions en Afrique.

Au 1 ^{er} janvier 1952	12.000.000,—	
Augmentation de l'exercice	1.065.547,58	
	<hr/>	
	13.065.547,58	
Amortissement de l'exercice	3.065.547,58	
	<hr/>	
		10.000.000,—

Véhicules Automobiles en Afrique.

Au 1 ^{er} janvier 1952	5.750.000,—	
Augmentation de l'exercice	5.603.057,06	
	<hr/>	
	11.353.057,06	
Amortissement de l'exercice	3.233.057,06	
	<hr/>	
		8.120.000,—

Mobilier et Matériel.

Au 1 ^{er} janvier 1952	1.600.000,—	
Augmentation de l'exercice	612.339,90	
	<u>2.212.339,90</u>	
Amortissement de l'exercice	602.339,90	
	<u>1.610.000,—</u>	
Exploitations Agricoles.		
Au 1 ^{er} janvier 1952	1.968.500,—	
Diminution de l'exercice	169.500,—	
	<u>1.799.000,—</u>	
Amortissement de l'exercice	120.000,—	
	<u>1.679.000,—</u>	
		<u>21.409.000,—</u>

II. — Réalisable :

Marchandises et approvisionnements	70.795.195,67	
Produits africains et emballages	6.895.691,89	
Cheptel	2.700.000,—	
Portefeuille et participation	300.003,—	
Cautionnements en numéraire	40.100,—	
Débiteurs divers	22.857.590,16	
	<u>103.588.580,72</u>	

III. — Disponible :

Caisses, banques et chèques-postaux	5.965.406,13
---	--------------

IV. — Comptes divers :

Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer pendant les exercices ultérieurs	4.554.396,59
--	--------------

V. — Exploitations au Soudan :

Actifs Immobilisé, Réalisable et Disponible actuellement intransférables	4.389.095,86
--	--------------

VI. — Comptes d'ordre :

Banque du Congo Belge : cautionnements agents	150.000,—
Garanties statutaires	mémoire
Divers engagements et contrats en cours	mémoire

Total de l'Actif : 140.056.479,30

PASSIF.

I. — Envers la Société :

a) Capital :

Représenté par 49.200 parts sociales
sans désignation de valeur . . . 30.000.000,—

b) Réserve Statutaire . . . 3.000.000,—

c) Réserve Extraordinaire . . . 25.000.000,—

58.000.000,—

II. — Envers les tiers :

Bons de caisse . . . 7.000.000,—

Créditeurs divers . . . 45.667.195,25

Dividendes non réclamés . . . 285.297,53

Versement non appelé sur portefeuille . 180.000,—

53.132.492,78

III. — Comptes divers :

Provision pour divers frais à payer pendant les exercices ultérieurs . . . 5.757.607,38

Provision pour pertes et avaries éventuelles 3.400,—

Provision pour impôts . . . 4.509.755,—

13.667.362,38

IV. — Exploitations au Soudan :

Créditeurs . . . 4.086.494,57

Bénéfice intransférable à appliquer en amortissement de l'actif . . . 302.601,29

4.389.095,86

V. — Comptes d'ordre :

Agents : comptes cautionnements . . . 150.000,—

Titulaires des garanties statutaires . . . mémoire

Divers engagements et contrats en cours . . . mémoire

VI. — Compte de profits et pertes :

Report de l'exercice précédent . . . 3.015.390,78

Bénéfice de l'exercice . . . 7.702.137,50

10.717.528,28

Total du Passif : 140.056.479,30

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Frais généraux :

Afrique non imputés	7.094.817,39	
Charges sociales Afrique	2.377.921,—	
	<u> </u>	9.472.738,39

Frais généraux :

Bruxelles	4.582.441,14	
	<u> </u>	14.055.179,53

Amortissements ordinaires :

— sur Terrains et Constructions en Afrique	3.065.547,58	
— sur Véhicules Automobiles en Afrique	3.233.057,06	
— sur Mobilier et Matériel	602.339,90	
— sur Exploitations Agricoles	120.000,—	
	<u> </u>	7.020.944,54
Intérêts sur bons de caisse	391.500,—	
Charges financières	1.069.467,73	
Provision pour pertes et avaries	1.636.370,29	
Provision pour impôts	1.400.000,—	
Report de l'exercice précédent	3.015.390,78	
Bénéfice de l'exercice	7.702.137,50	
	<u> </u>	10.717.528,28

Total du Débit : 36.290.990,37

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	3.015.390,78
Résultat brut d'exploitation	31.069.073,23
Résultats sur exploitations agricoles	1.381.381,36
Provision pour impôts devenue disponible	825.145,—

Total du Crédit : 36.290.990,37

AFFECTATION DU BENEFICE

1) A la Réserve Extraordinaire	2.500.000,—
2) Premier dividende de 5 % aux 49.200 parts sociales	1.500.000,—
3) Tantièmes statutaires	420.129,70
4) Deuxième dividende aux 49.200 parts sociales précitées	2.946.204,—
5) Solde à reporter à nouveau	3.351.194,58
	<hr/>
	10.717.528,28
	<hr/>

SITUATION DU CAPITAL

- Entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION AU 29 JUIN 1953

MM. ROGOGINE, Georges, Administrateur	Président.
de Sociétés, 441, Avenue Louise, Bruxelles.	
BOMBEECK, Jean, Administrateur	Vice-Président.
de sociétés, 92, Avenue du Castel, Woluwé-Saint-Lambert.	
LEROT, Marcel, Ingénieur Commercial,	Administrateur-Délégué.
274, Avenue Molière, Uccle.	
GERARD, Auguste, Docteur en droit,	Administrateur.
6, Avenue de la Jonction, Saint-Gilles.	
GOFERS, Hubert Agent de Change,	Administrateur.
196, Avenue Winston Churchill, Uccle.	
NANNAN, Charles, Directeur de Société,	Administrateur.
31, Avenue de la Tenderie, Boitsfort.	
ORBAN, Paul, Avocat,	Administrateur.
24, Boulevard du Régent, Bruxelles.	
JACQUET, Sadi, Officier retraité,	Commissaire.
43, Avenue Delleur, Boitsfort.	
LAROCQUE, Armand, Industriel,	Commissaire.
118, Rue de l'Escaut, Molenbeek-St-Jean.	
STRADLING, Maurice, Licencié en sciences commerciales et consulaires,	Commissaire.
22 b, Square de Meeus, Ixelles.	

Les Administrateurs :

(s) G. ROGOGINE.	(s) H. GOFERS.
(s) J. BOMBEECK.	(s) CH. NANNAN.
(s) M. LEROT.	(s) P. ORBAN.
(s) A. GERARD	

Les Commissaires,

(s) A. LAROCQUE.	(s) M. STRADLING.
------------------	-------------------

Société du Haut Uele et du Nil « SHUN »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ABA (Congo Belge).

Registre du Commerce : Stanleyville N° 608.

Siège administratif : 66, rue du Commerce, BRUXELLES.

Registre du Commerce : Bruxelles N° 3596.

NOMINATIONS STATUTAIRES

(Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du 29 juin 1953.)

L'assemblée réélit MM. Jean BOMBEECK et Marcel LEROT aux fonctions d'administrateur.

Le mandat de ces messieurs prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 1959.

Pour extrait conforme :

L'administrateur-délégué,

(s) M. LEROT.

« NAMACO »

Nieuwe Afrikaanse maatschappij van Algemene Constructies

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid.

Maatschappelijke zetel : Leopoldstad

Bestuurlijke zetel : Antwerpen, Amerikalei, 202

Handelsregister van Leopoldstad n^o 5.053

Handelsregister van Antwerpen n^o 124.418

VERPLAATSING MAATSCHAPPELIJKE ZETEL

Uittreksel uit het verslag der vergadering van de beheerraad
in datum van 12 Juni 1953

De beheerraad beslist de maatschappelijke zetel der vennootschap over te brengen van Leopoldstad-Kalina naar ELISABETHSTAD, Sankuru-
laan, 108.

Voor gelijkvormig uittreksel

« NAMACO »

C.V.A.B.A.

E. STUYCK

Beheerder

J. MEULEMEESTER

Ondervoorzitter

Gemeentebestuur van Berchem. —
Provincie Antwerpen

Gezien voor echtverklaring van de
hierbovenstaande handtekening
van Mijnheer Stuyck Eugène
in onze aanwezigheid geplaatst.

Berchem, 24-6-1953.

De Burgemeester,

R. BOSSAERTS.

Gezien door Ons, burgemeester
van de stad Antwerpen voor
wettiging van de bovenstaande
handtekening van Mijnheer
Meulemeester Julius.

Voor de burgemeester :
De afgevaardigde Schepen.

Stad Antwerpen, 23 Juni 1953. —
Bureau voor Burgerlijke Stand

Gemeentebestuur van Antwerpen

Compagnie Forestière de l'Equateur

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social à Wendji-lez-Coquilhatville (Congo-Belge)

Siège administratif à Bruxelles : 112, rue du Commerce

Registre du Commerce : Bruxelles n° 63.585

Registre du Commerce : Coquilhatville n° 206

—

Statuts du 6 mars 1933 et modifications des 18 novembre 1935, 27 novembre 1936 et 26 juin 1941, publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1933, 15 février 1936, 15 février 1937 et 15 août 1941. Autorisé par Arrêté Royal du 26 avril 1933.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25/6/1953)

ACTIF.

Disponible :

Dépôts à vue et à court terme 268.841,—

Réalisable :

Emprunt de l'assainissement monétaire (fonds bloqués) . 198.000,—

Portefeuille-titres 844.419,—

Débiteurs divers 38.238,—

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires P.M.

1.349.498,—

PASSIF.

Non exigible :

Capital 1.000.000,—

Réserve statutaire 100.000,—

Exigible :

Créditeurs divers 82.750,—

Comptes transitoires :

Provision fiscale 25.849,—

Réserve pour fluctuations du portefeuille 40.000,—

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires P.M.

Résultats :

Solde reporté au 31/12/1951	14.463,—
Solde bénéficiaire de l'exercice	86.436,—
	<hr/>
	1.349.498,—
	<hr/> <hr/>

COMPTES DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Frais généraux	85.719,—
Provision fiscale	10.000,—
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1952	100.899,—
	<hr/>
	196.618,—
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Solde reporté au 31 décembre 1951	14.463,—
Intérêts, dividendes perçus et divers	95.056,—
Bénéfice sur réalisation titres	87.099,—
	<hr/>
	196.618,—
	<hr/> <hr/>

REPARTITION DES BENEFICES

Premier dividende de 5 % à chacune des 5.000 actions de fr. 200,—, soit fr. 10,— par action	50.000,—
Tantièmes au Conseil Général : 10 % du solde des bénéfices de l'exercice, soit fr. 36.436,—	3.644,—
Second dividende de fr. 8.072,— par action	40.360,—
Report à nouveau	6.895,—
	<hr/>
	100.899,—
	<hr/> <hr/>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 25/6/1952

M. Depage ne désirant pas voir renouveler son mandat d'administrateur, venu à expiration, l'assemblée, à l'unanimité, confie ce mandat, pour un terme de trois ans, à M. Georges Poumay.

A l'unanimité, l'assemblée réélit, pour un terme d'un an, M. Tilmant, commissaire sortant.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FONCTION

- M. Herman Teirlinck, administrateur de société, Huis Uwenberg, Beersel (Loth) ; Président.
- M. Albert Deligne, directeur de société, 98, rue de Linthout, Bruxelles 3, administrateur-délégué.
- M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem, administrateur.

COMMISSAIRE

- M. Désiré Tilmant, expert-comptable, 19 rue Raoul Waroqué, Morlanwelz.

Bruxelles, le 29 juin 1953.

Pour copie certifiée conforme.

A. DELIGNE

Administrateur-délégué.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo « TISSACO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce Bruxelles : 212.486

Registre du Commerce Léopoldville : 1307

Siège social : KALINA-LEOPOLDVILLE (Congo Belge)

Siège administratif : BRUXELLES, 32, Rue Ten Bosch.

Acte constitutif paru aux Annexes du MONITEUR BELGE du 17 mars 1948, N^{os} 4027, 4028 et 4029, et au BULLETIN ADMINISTRATIF DU CONGO BELGE, N^o 6 du 25 mars 1948.

Augmentation du capital et modifications aux Statuts, suivant acte passé par devant M^r Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 15 octobre 1952 et publié à l'annexe au Moniteur belge des 8 et 9 décembre 1952, sous le N^o 25636, ainsi qu'aux annexes au Bulletin officiel du Congo belge du 15 décembre 1952, autorisée par arrêté royal du 25 novembre 1952, publié au même bulletin.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952
(Approuvé à l'Assemblée Générale du 24 juin 1953)

ACTIF.

Immobilisé :	
Frais de Constitution et de 1 ^{re} Etablis- sement	1.541.456,—
Terrains	2.003.000,—
Constructions	22.327.000,—
Matériel et Mobilier	47.847.000,—
	<hr/>
	73.718.456,—
Disponible et réalisable :	
Caisses, Banques, Ch. Postaux	1.340.576,—
Actionnaires	9.000.000,—
Débiteurs divers	4.894.187,—
Portefeuille-titres	19.880.000,—
Matières. — Rechanges et produits	15.117.927,—
	<hr/>
	50.232.690,—
Comptes transitoires	277.294,—
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	pour mémoire
	<hr/>
	124.228.440,—
	<hr/> <hr/>

PASSIF.

Non exigible :	
Capital	66.000.000,—
Réserve statutaire	268.425,—
	<hr/>
	6.268.425,—
Amortissements sur l'immobilisé	17.332.883,—
	<hr/>
	83.601.308,—
Exigible :	
Créditeurs divers	22.434.429,—
Montant restant à libérer sur portefeuille- titres	11.868.000,—
	<hr/>
	34.302.429,—
Comptes divers :	
Prévision fiscale	900.000,—
Prévisions diverses	712.159,—
	<hr/>
	1.612.159,—

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires pour mémoire

Pertes et profits :

Solde bénéficiaire reporté	280.813,28	
Solde bénéficiaire de l'exercice	4.431.730,72	
	<hr/>	4.712.544,—
		<hr/>
		124.228.440,—
		<hr/> <hr/>

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

DEBIT.

Amortissements sur l'immobilisé	7.171.545,—
Frais d'administration générale	1.688.908,03
Prévision fiscale	900.000,—
Solde bénéficiaire	4.712.544,—
	<hr/>
	14.472.997,03
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Solde bénéficiaire reporté	280.813,28
Résultat d'exploitation et divers	14.192.183,75
	<hr/>
	14.472.997,03
	<hr/> <hr/>

REPARTITION DU BENEFICE

Réserve statutaire	235.627,—
Report à nouveau	621.496,—
Dividende	3.469.879,—
Tantièmes au Conseil général	385.542,—
	<hr/>
	4.712.544,—
	<hr/> <hr/>

SITUATION DU CAPITAL

Versements effectués : Fr. 57.000.000,—.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- M. Joseph van den BOOGAERDE, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, 19, Président.
- M. George MOULAERT, vice-gouverneur général honoraire de la colonie du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, 47, Vice-Président.

Administrateurs :

- M. Joseph BLONDEAU, industriel, demeurant à Ixelles, rue Washington, 113, Président du Comité de Direction.
- M. George COUSIN, administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue des Lucanes, 3.
- M. Alfred CRUYSMANS, industriel, demeurant à Uccle, avenue de Foes-traets, 11.
- M. le Comte Albert de BEAUFFORT, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue de la Toison d'Or, 68.
- M. Paul GEERINCKX, administrateur de sociétés, demeurant à Alost, Chaussée de Gand, 150.
- M. Auguste GERARD, administrateur de sociétés coloniales, demeurant à St-Gilles-Bruxelles, avenue de la Jonction, 6.
- M. Fernand JONAS, administrateur de sociétés, demeurant à Berlare-lez-Termonde, Dorp, 1.
- M. René LAMARCHE, docteur en droit, demeurant à Saint Denis Westrem, Chaussée de Courtrai 12.
- M. Henry MOXHON, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Herbert Hoover 40.
- M. Pierre van der MEERSCHEN, docteur en droit, demeurant à Uccle, rue de la Primevère 5.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

- M. Lucien de BECO, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, rue Bel-liard, 23 a.
- M. Marcel de CLIPPELE, administrateur de sociétés, demeurant à Asse, Borchstadt.
- M. Emile NEIRYNCK, industriel, demeurant à Courtrai, Meiweg ,1.
- M. Désiré TILMANT, expert-comptable, demeurant à Morlanwelz, rue Raoul Warocqué, 19.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo
« TISSACO » - S.C.R.L.

Le Président du Conseil

J. van den BOOGAERDE.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo « TISSACO »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce Bruxelles : 212.486

Registre du Commerce Léopoldville : 1307

Siège social : KALINA-LEOPOLDVILLE (Congo Belge)

Siège administratif : BRUXELLES, 32, Rue Ten Bosch.

Acte constitutif paru aux Annexes du MONITEUR BELGE du 17 mars 1948, N^{os} 4027, 4028 et 4029, et au BULLETIN ADMINISTRATIF DU CONGO BELGE, N^o 6 du 25 mars 1948.

Augmentation du capital et modifications aux Statuts, suivant acte passé par devant M^e Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 15 octobre 1952 et publié à l'annexe au Moniteur belge des 8 et 9 décembre 1952, sous le N^o 25636, ainsi qu'aux annexes au Bulletin officiel du Congo belge du 15 décembre 1952, autorisée par arrêté royal du 25 novembre 1952, publié au même bulletin.

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale du 24 juin 1953 a réélu pour un terme de six ans MM. George MOULAERT et Henry MOXHON aux fonctions d'Administrateur.

Filatures et Tissages de Fibres au Congo
« TISSACO » - S.C.R.L.

Le Président du Conseil

J. van den BOOGAERDE.

Chocolaterie MARCQ

Société Anonyme Belge

constituée par acte publié aux annexes du Moniteur Belge du 19 décembre 1948 et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} mai 1953

Les soussignés :

1. Madame Marie ROLAND, négociante, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur Auguste MARCQ, chocolatier, avec qui elle demeure à Pont-à-Celles;
2. Monsieur Albert GRAFE, Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles;
3. Monsieur Pierre VAN VLIET, docteur en médecine, demeurant à Bruxelles;

formant ensemble le Conseil d'Administration de la société anonyme Belge « CHOCOLATERIE MARCQ » dont le siège est à Fleurus,

agissant ensemble au nom du dit conseil,

décident conformément à l'article 2 et 12 des statuts de la dite Société :

- 1°) la création d'une succursale à ELISABETHVILLE (Congo-Belge) sous la dénomination MARCONGO.
- 2°) de faire élection de domicile à ELISABETHVILLE (Congo-Belge).
- 3°) de déléguer, pour sa succursale d'Elisabethville, à Monsieur Emile COENEN, demeurant à Elisabethville, BP 1418, tous les pouvoirs qui appartiennent au Conseil d'Administration en vertu de la loi et des statuts de la Société, sans aucunes exceptions ni réserves.

Fleurus le 8 juin 1953

Albert GRAFE

Marie ROLAND

Pierre VAN VLIET

Bon pour pouvoir

Bon pour pouvoir

Bon pour pouvoir

Enregistré un rôle, sans renvoi à Fleurus, le 29 juin 1953. Vol. 4, folio 42, case 6.

Reçu : 40 fr.

VARLEZ.

Société Minière de la Luama « SYLUMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE (Congo Belge)

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 52.538

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 2.350

Constituée le 17 mars 1931, acte publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1931, Statuts modifiés suivant actes des 29 décembre 1938, 27 juin 1939 et 29 juin 1948 publiés aux annexes du Buletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1939, 15 février 1949 et 15 novembre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

(Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 1953)

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	P.M.	
Concessions, prospections, travaux prépa- ratoires et divers	25.012.767,—	
Constructions	3.409.216,—	
Matériel et gros outillage	3.583.917,—	
Mobilier	221.266,—	
	<hr/>	51.026.166,—

Disponible et réalisable :

Caisses, Dépôts à vue et à court terme	6.178.586,—	
Actionnaires	1.500.000,—	
Parts coopératives Congor	1.750,—	
Débiteurs divers	2.737.098,—	
Approvisionnements en stocks et en cours de route	1.534.110,—	
Or en stock et en cours de route	3.149.842,—	
	<hr/>	15.101.386,—

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	50.841,—
--	----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires (540 actions de 500 francs)	P.M.
	<hr/>
	46.178.393,—
	<hr/>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital

représenté par 20.000 actions de Fr. 500,— 10.000.000,—

Pour mémoire : 10.000 actions nominati-
ves Série B sans désignation de valeur
nominale (art. 5 des Statuts)

Réserve statutaire 561.956,—

Amortissements :

s/concessions, prospections,
travaux préparatoires et
divers 24.904.262,—

s/constructions 2.409.216,—

s/matériel et gros outil-
lage 2.046.254,—

s/mobilier 221.266,—

29.580.998,—

Plus-value exonérée sur réalisation d'ac-
tifs 350.119,—

40.493.073,—

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers 3.605.280,—

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers 815.899,—

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires
(540 actions de 500 fr.) P.M.

Résultats :

Solde bénéficiaire de l'exercice 1.426.525,—

A déduire :

Solde déficitaire reporté de l'exercice pré-
cédent 162.384,—

1.264.141,—

46.178.393,—

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Solde reporté de l'exercice précédent 162.384,—
Frais généraux 324.736,—
Prévision fiscale 80.000,—
Amortissements :
sur matériel et gros outillage 365.613,—
sur mobilier 12.466,—

378.079,—
Solde bénéficiaire de l'exercice 1.426.525,—
A déduire :
Solde déficitaire reporté de l'exercice pré-
cédent 162.384,—

1.264.141,—

2.209.340,—

CREDIT.

Résultats d'exploitation 1.469.888,—
Intérêts et divers 739.452,—

2.209.340,—

Affectation des bénéfices :

1) Réserve légale	63.207,—
2) Fonds de Prévoyance en faveur des Membres du Personnel	63.207,—
3) Fonds de Réserve pour éventualités diverses	1.137.727,—
	<u>1.264.141,—</u>

SITUATION DU CAPITAL

Versements effectués	8.500.000,—
Versements restant à effectuer :	
« SYMAF » Syndicat Minier Africain	965.625,—
Compagnie Financière Africaine	191.850,—
Société Belge de Recherches Minières en Afrique « REMINA »	187.500,—
Comité Spécial du Katanga	150.000,—
M. Georges SCHAAR	4.425,—
Baron Jean de STEENHAULT de WAER- BEEK	150,—
M ^{me} Jacques MAES de BOURNONVILLE	150,—
M. Raymond ANTHOINE	75,—
M. René CAMBIER	75,—
M. André-Eric GERARD	75,—
M. Henri BARZIN	75,—
	<u>1.500.000,—</u>
	<u>10.000.000,—</u>

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTION

M. George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. Président.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines, avenue Franklin Roosevelt, 34, Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. Pierre VAN HOEGAERDEN, Ingénieur Civil des Mines, Place Charles Graux, 15, Ixelles. Administrateur-Directeur.

M. Gaston COLLET, Directeur Général en disponibilité au Ministère des Colonies, rue des Floralies, 29, Woluwe St-Lambert. Administrateur.

M. Henri DEPAGE, Président, Administrateur-Délégué, de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem. Administrateur.

M. Paul FONTAINAS, Ingénieur Civil des Mines, avenue Louise 526, Bruxelles. Administrateur.

M. André-Eric GERARD, Ingénieur Electricien, avenue Emile Demot 16, Bruxelles. Administrateur.

M. Georges SCHAAAR, Ingénieur Civil des Mines et Géologue, avenue Franklin Roosevelt, 144, Bruxelles. Administrateur.

M. Robert SCHWENNICKE, Ingénieur Civil des Mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem. Administrateur.

M. le Baron Jean de STEENHAULT de WAERBECK, Banquier, rue Linde, 11, Vollezele. Administrateur.

M. Bernard LUYCKAERTS, Licencié en Sciences Commerciales, Place de l'Altitude Cent, 20, Forest. Commissaire.

M. Désiré TILMANT, Expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz. Commissaire.

Un Administrateur,
Pierre VAN HOEGAERDEN.

Un Administrateur,
Raymond ANTHOINE.

Société Minière de la Luama « SYLUMA »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : LEOPOLDVILLE (Congo Belge)

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.451

Registre du Commerce de Léopoldville : n° 2.350

NOMINATIONS STATUTAIRES

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin a renouvelé les mandats d'Administrateurs de MM. R. ANTHOINE et R. SCHWENNICKE, et le mandat de Commissaire de M. D. TILMANT. Ces mandats viendront à expiration après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958.

Un Administrateur,
Pierre VAN HOEGAERDEN.

Un Administrateur,
Raymond ANTHOINE.

Plantations de Katombe au Katanga

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Katombe (Congo-Belge)

Siège administratif : 23, Place de Meir, à Anvers

Registre du commerce d'Anvers, N° 113390

Registre du commerce d'Elisabethville : N° 361.

Acte constitutif publié aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 janvier 1950, arrêté du Régent du 19 décembre 1949, et aux annexes du Moniteur Belge du 8 janvier 1950, acte N° 492.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF.

Immobilisations :

Plantations et domaines .	10.655.540,80	
Amortissements . . .	4.696.542,93	
	<u>5.958.997,87</u>	
Immeubles et camps . .	1.873.695,72	
Amortissements . . .	1.336.697,06	
	<u>536.998,66</u>	
Matériel et mobilier . .	3.747.120,19	
Amortissements . . .	2.168.680,32	
	<u>1.578.439,87</u>	
Impôt sur le capital . .	500.000,—	
Amortissements . . .	200.000,—	
	<u>300.000,—</u>	
		8.374.436,40

Disponible :

Caisses et banques	2.903.746,26
------------------------------	--------------

Réalisable :

Café vert	651.100,52	
Marchandises — Bétail et approvisionnements .	632.293,93	
Amortissements . . .	43.514,56	
	<u>588.779,37</u>	
Débiteurs divers	649.377,34	
Portefeuille	1.495.013,35	
	<u>3.384.270,58</u>	

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	P.M.
	<u>14.662.453,24</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	5.000.000,—	
Réserve légale	500.000,—	
Plus-value par réévaluation d'actifs sur :		
Plantations pérennes	4.533.596,37	
Immeubles industriels	258.134,97	
Matériel et outillage	885.837,95	
	<u>5.677.569,29</u>	
Prévision fiscale	641.354,—	
	<u>11.818.923,29</u>	

Dettes de la Société envers des tiers :

Personnel blanc	194.554,78	
Créditeurs divers	142.828,85	
Œuvres sociales pour indigènes	46.179,41	
Coupons à payer	86.231,04	
Compte à régler	119.520,—	
	<u>589.314,08</u>	

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	P.M.	
Solde en bénéfice	2.254.215,87	
	<u>14.662.453,24</u>	

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Frais généraux et divers	866.805,03	
Pertes diverses	7.850,—	
Amortissements sur :		
Matériel et mobilier	455.416,21	
Impôt sur le capital	100.000,—	
	<u>555.416,21</u>	
Solde en bénéfice	2.254.215,87	
	<u>3.684.287,11</u>	

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	1.973.048,50
Bénéfices d'exploitation	1.661.404,43
Bénéfices divers	49.834,18
	<hr/>
	3.684.287,11
	<hr/> <hr/>

Répartition du bénéfice

Bénéfice à répartir	2.254.215,87
— Premier dividende de Fr. 12,50 aux 22.500 actions sans désignation de va- leur	281.250,—
— Deuxième dividende de 35,6928 Fr. aux 22.500 actions sans désignation de va- leur	803.088,—
— A l'œuvre soc. pr. indigènes	50.000,—
— A la prévision fiscale	50.000,—
	<hr/>
	1.184.338,—
	<hr/>
Report à nouveau	1.069.877,87
	<hr/> <hr/>

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. le Comte Henri de Hemptinne, industriel, Président du Conseil, 25, Rue Charles-Quint, Gand.

M. Georges W. Van de Velde, ingénieur civil des mines, Vice-Président, 13, Avenue du Derby, Bruxelles.

M. Adolphe Berg, administrateur de sociétés, 91, Longue Rue Lozane, à Anvers, Administrateur-délégué.

M. Pierre Ortmans, administrateur de sociétés, Katombe par Kabalo, Katanga (Congo-Belge), Administrateur-délégué.

M^{me} Jacques t'Serstevens, secrétaire, 82, Rue de l'Harmonie, Anvers, Administrateur.

M. le Baron Lheureux Armilde, administrateur de sociétés, 28, Avenue d'Amérique, Anvers, Administrateur.

M. Marcel W. Van de Velde, docteur en droit, 33, Rue de l'Harmonie, Anvers, Administrateur.

M. Maurice Schoofs, Administrateur de sociétés, 58, Rue Royale, Bruxelles, Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Henri Neyt, Directeur de société, 17, Rue Van Ertborn, Anvers.

M^{lle} Paulette Gustin, professeur, 4, Square de la Résidence, Ixelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30/6/1953

L'assemblée, à l'unanimité, a) renouvelle le mandat d'Administrateur de Monsieur le Baron Lheureux et celui de Commissaire de Monsieur Henri Neyt, pour un terme de six ans, venant à expiration en 1959;

b) appelle Monsieur Philippe Verhoosel aux fonctions de Commissaire pour un terme de trois ans, venant à expiration en 1956.

Pour copie conforme :

L'administrateur-délégué,

A. BERG.

SYMETAÏN

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 56.961

Registre du Commerce de Léopoldville : N° 2.553

Constituée le 29 janvier 1932, acte publié aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1932. Statuts modifiés suivant actes des 25 novembre 1935, 24 août 1938, 6 juin 1939, 28 juillet 1939, 26 juin 1946, 25 juin 1947 et 30 juin 1948 publiés aux Annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 juin 1936, 15 décembre 1938, 15 octobre 1948, 15 octobre 1939, 15 octobre 1946, 15 novembre 1947 et 15 octobre 1948.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

(Approuvé par l'assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1953)

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de premier établissement et prospections	P.M.
Concessions, travaux préparatoires et divers	18.453.784,—
Terrains, constructions et installations diverses	389.229.758,—
Matériel et gros outillage	208.028.844,—
Mobilier	11.588.168,—
	<hr/> 627.300.554,—

Disponible et réalisable :

Caisses, dépôts à vue et à court terme	174.489.488,—	
Débiteurs divers	36.158.909,—	
Portefeuille et participations	600.000,—	
Approvisionnements en stock et en cours de route	114.502.124,—	
Produits miniers en stock et en cours de route	123.170.754,—	
	<u>448.921.275,—</u>	

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et comptes divers	8.806.012,—
--	-------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	P.M.	
(360 parts sociales s.d.v.n.)		
Cautionnements agents	1.972.896,—	
	<u>1.972.896,—</u>	
		<u>1.087.000.737,—</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital

représenté par 182.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale	85.000.000,—
Réserve statutaire	8.500.000,—
Fonds de réserve	212.154.394,—
Réserve d'amortissement sur matériel	9.345.606,—
(Décret au 8 janvier 1946, art. 2, littera 2, 3°)	<u>315.000.000,—</u>

Amortissements :

sur concessions, travaux préparatoires et divers	18.453.784,—	
sur terrains, constructions, installations diverses	282.989.203,—	
sur matériel et gros outillage	107.357.408,—	
sur mobilier	11.588.168,—	
	<u>420.388.563,—</u>	
		<u>735.388.563,—</u>

Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	138.650.331,—	
Dividendes à payer	336.286,—	
	<u> </u>	138.986.617,—

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers		82.123.589,—
---	--	--------------

Comptes d'ordre :

Déposant de cautionnements statutaires (360 parts sociales s.d.v.n.)	P.M.	
Cautionnements agents	1.972.896,—	
	<u> </u>	1.972.896,—

Résultats :

Solde reporté exercice 1951	29.528.246,—	
Solde bénéficiaire de l'exercice	99.000.826,—	
	<u> </u>	128.529.072,—
		<u> </u>
		<u>1.087.000.737,—</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT.

Frais généraux	11.887.661,—
Charges financières	1.615.628,—
Fondation Symétain (Affectation pour l'exercice 1952)	20.000.000,—
Provision pour agrandissement Club des agents Européens à Kalima	5.000.000,—
Impôts et taxes divers	3.804.613,—
Taxe sur cotation titres	158.679,—
Droits de sortie sur produits	48.422.737,—
Prévision fiscale	16.000.000,—
Amortissements :	
sur terrains, constructions et installations diverses	77.921.712,—
sur matériel et gros outillage	18.459.670,—
sur mobilier	1.282.549,—
sur portefeuille	947.000,—
	<u> </u>
	98.610.931,—

Solde bénéficiaire :

Solde reporté de l'exercice 1951	29.528.246,—	
Solde bénéficiaire de l'exercice	99.000.826,—	
	<u>128.529.072,—</u>	
		<u>334.029.321,—</u>

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice 1951	29.528.246,—	
Résultats d'exploitation	300.884.363,—	
Résultats divers et intérêts	3.616.712,—	
	<u>334.029.321,—</u>	

Affectation et répartition des bénéfices :

a) Affectation proposée en application de l'article 53bis des Statuts :

1) Fonds de réserve	10.000.000,—	
2) Report à nouveau	31.105.497,—	
	<u>41.105.497,—</u>	

b) Répartition :

1) Redevance à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	36.883.751,—	
2) Premier dividende aux parts sociales	6.378.750,—	
3) Conseil d'Administration et Collège des Commissaires	4.416.107,—	
4) Fonds de Prévoyance en faveur du personnel	2.208.054,—	
5) Deuxième dividende aux parts sociales	37.536.913,—	
	<u>128.529.072,—</u>	

SITUATION DU CAPITAL

Capital entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES
EN FONCTION

M. George MOULAERT, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, avenue de l'Observatoire, 47, Uccle. Président.

M. Henri BUTTGENBACH, Professeur à l'Université de Liège, avenue Franklin Roosevelt, 182, Bruxelles. Vice-Président.

M. Raymond ANTHOINE, Ingénieur Civil des Mines, avenue Franklin Roosevelt 34, Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. Henri DEPAGE, Président, Administrateur-Délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, Auderghem. Administrateur-Délégué.

M. Robert SCHWENNICKÉ, Ingénieur Civil des Mines, avenue du Parc de Woluwe, 64, Auderghem. Administrateur-Directeur.

M. Marcel DE ROOVER, Ingénieur A.I.A., avenue des Gaulois, 33, Etterbeek. Administrateur.

M. Léon HELBIG de BALZAC, Docteur en Droit, Boulevard St. Michel, 50, Etterbeek. Administrateur.

M. Georges LALOUX, Docteur en Droit, rue Saint Remy, 2, Liège. Administrateur.

M. Maurice LEFRANC, Ingénieur Civil, rue Bosquet, 88, St. Gilles, Bruxelles. Administrateur.

M. Marcel PAULIS, Ingénieur U.L.B., avenue Louise 418, Bruxelles. Administrateur.

M. Jean-Pierre PAULUS, Magistrat honoraire, rue Marianne, 14, Uccle. Administrateur.

M. Jean NAGELMACKERS, Banquier, Boulevard d'Avroy, 206, Liège. Président du Collège des Commissaires.

M. Robert DE MERECHY, Docteur en Droit, avenue Franklin Roosevelt, 160, Bruxelles. Commissaire.

M. Hubert KEPPELNE, Chef-Comptable, rue du Beau Site 3b, Bruxelles. Commissaire.

M. Roger KNEIPE, Major, Breveté d'Etat-Major. Pé. avenue Herbert Hoover 115, Schaerbeek. Commissaire.

M. Désiré TILMANT, Expert-Comptable, rue Raoul Warocqué, 19, Morlanwelz. Commissaire.

M. Louis UYTENDHOEF, Expert-Comptable, Place Armand Steurs, 22, St. Joost-ten-Noode. Commissaire.

Un administrateur,
Robert SCHWENNICKÉ.

Un administrateur,
Raymond ANTHOINE.

SYMETAÏN

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège Social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège Administratif : 112, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles : N° 56.961

Registre du Commerce de Léopoldville : N° 2.553

NOMINATIONS STATUTAIRES

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1953 a réélu dans leurs fonctions d'Administrateur, Messieurs, Raymond ANTHOINE et Robert SCHWENNICKÉ et dans ses fonctions de Commissaire, Monsieur Désiré TILMANT. Le mandat des précités viendra à expiration après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1959.

L'Assemblée a décidé de procéder à la nomination de Monsieur Pierre GALLAND, Industriel, 66, avenue Hamoir à Uccle, pour achever le mandat d'Administrateur laissé vacant par le décès de Monsieur Michel LALLEMAND.

Le mandat de Monsieur Pierre GALLAND viendra à expiration après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1957.

Un administrateur,
Robert SCHWENNICKÉ.

Un administrateur,
Raymond ANTHOINE.

Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba « SECLI »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Wendji (Congo Belge)

Siège administratif : Anvers, 3, rue Solvyns

Registre du Commerce de Cocquihatville N° 74

Registre du Commerce d'Anvers N° 1650

Constituée par acte de MM^{es} Antoine Cols et Constant De Deken, notaires à Anvers, le 20 juillet 1949. — Autorisée par Arrêté du Régent en date du 12 septembre 1949. — Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1949 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 17-18 octobre 1949, sous le n° 20140.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF.

Immobilisé :

En Europe :

Immeubles	4.367.503,26
Matériel	178.906,70
Mobilier	474.738,75

En Afrique :

Terrains et Immeubles	18.724.712,66
Plantations	12.509.007,87
Matériel de Transport terrestre	3.589.505,95
Matériel de Transport fluvial	8.267.886,11
Matériel divers	6.261.697,75
Mobilier	1.463.522,06
	<hr/>
	55.837.481,11

Réalisable :

Marchandises et Approvisionnements	29.177.429,33
Produits d'Afrique	13.731.993,59
Portefeuille Titres	1.943.890,95
Débiteurs divers	6.032.021,32
	<hr/>
	50.885.335,19

Disponible :

Caisses, Banques et Chèques Postaux	11.283.577,43
---	---------------

Comptes Transitoires :

Frais payés anticipativement, travaux en cours et divers	771.184,76
--	------------

Comptes d'ordre :

Produits en dépôt	P.M.
Dépôts statutaires	P.M.
	<hr/>
	P.M.
	<hr/>
	118.777.578,49
	<hr/>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital	12.000.000,—	
Réserve statutaire	1.200.000,—	
Fonds de prévision	27.500.264,—	
Plus-value exonérée sur réalisation de l'Im- mobilisé	519.736,—	
Amortissement sur Immobilisé	53.687.475,11	
	<hr/>	94.907.475,11

Dettes de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	13.191.842,26	
Dividendes non réclamés	252.825,—	
Sommes restant à verser sur Portefeuille Titres	146.000,—	
	<hr/>	13.590.667,26

Comptes Transitoires :

Provision pour frais à payer et divers	3.627.703,55	
Prévision fiscale	2.408.681,24	
	<hr/>	6.036.384,79

Comptes d'ordre :

Déposants Produits	P.M.	
Déposants statutaires	P.M.	
	<hr/>	P.M.

Pertes et Profits :

Report de l'exercice précédent	1.488.357,93	
Bénéfice de l'exercice	2.754.693,40	
	<hr/>	4.243.051,33
		<hr/>
		118.777.578,49
		<hr/>

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

DEBIT.

Frais Généraux Europe	3.713.939,40
Amortissement sur Immobilisé	6.060.049,29
Solde créditeur	4.243.051,33
	<hr/>
	14.017.040,02
	<hr/>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	1.488.357,93
Bénéfice de l'exploitation	12.467.220,77
Profits sur réalisations et divers	61.461,32
	<hr/>
	14.017.040,02
	<hr/>

REPARTITION

Premier dividende de Fr. 6,— brut aux 120.000 parts sociales	720.000,—
Tantièmes au Conseil Général (10 % sur Fr. 2.034.693,40)	203.469,34
Second dividende de Fr. 18,09 brut par part sociale . .	2.171.566,27
Report à nouveau	1.148.015,72
	<hr/>
	4.243.051,33
	<hr/>

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

Président : M. Pierre Orts, docteur en droit, avenue Jeanne 33, à Bruxelles.

Administrateur-délégué : M. Marcel van de Putte, ingénieur civil des mines, à Kapellenbos (Kapellen).

Administrateur-directeur : M. Georges Van Dooren, ingénieur civil des mines, rue Jan Moorkens 100, à Berchem-lez-Anvers.

Administrateurs :

M. Albert Deligne, directeur de la Compagnie Financière Africaine, rue de Linthout 98, à Schaerbeek.

M. Henri Depage, administrateur-délégué de la Compagnie Financière Africaine, avenue du Parc de Woluwe, 44, à Auderghem.

M. Francis Junod, administrateur de société, rue de l'Ermitage 16, à Bruxelles.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, avenue Jeanne 33, à Bruxelles.

M. Guillaume Stoffels, ingénieur civil des mines, Boulevard Frère Orban 14, à Liège.

M. Henri Van den Bosch, agent de change, à Kapellenbos (Kapellen).

Commissaires:

M. Jean Butaye, industriel, rue Albert Liénart 11, à Alost.

M. Rolf Gerling, administrateur de sociétés, avenue Cardinal Mercier 78, à Berchem-lez-Anvers.

M. Désiré Tilmant, expert-comptable, rue Raoul Warocqué, 19, à Morlanwelz.

Extrait du procès-verbal
de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1953

RESOLUTIONS

1) L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de pertes et profits de l'exercice 1952, ainsi que la répartition des bénéfices tels qu'ils sont proposés par le Conseil d'administration.

2) L'assemblée, par un vote spécial et séparé, donne, à l'unanimité, décharge de leurs gestion et fonctions aux administrateurs et commissaires.

3) L'assemblée, à l'unanimité, réélit aux fonctions d'administrateur, Messieurs Albert Deligne, Pierre Orts et Georges Van Dooren, et aux fonctions de commissaire, Monsieur Désiré Tilmant.

Anvers le 1^{er} juillet 1953.

Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba
s.c.r.l.

G. VAN DOOREN
Administrateur-directeur

M. van de PUTTE
Administrateur Délégué.

Société Minière du Kasai

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Registre du Commerce : Bruxelles n° 8.871
Luluabourg n° 396

Siège social : Tshikapa (Kasai) — Congo Belge

Siège administratif : Rue de Naples, n° 41, Bruxelles

Acte constitutif et modifications publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 septembre 1920, aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 février 1924, 15 mars 1935 et 15 février 1939, aux annexes au Moniteur Belge des 5 janvier 1935 (acte n° 167), 1^{er} février 1939 (acte n° 961) et 22-23 juillet 1946 (acte n° 15210), et aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 août 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement 1,—

II. — Réalisable :

Portefeuille 13.441.486,—
Fonds publics belges et congolais 565.000,—
Débiteurs 15.532,—

14.022.018,—

III. — Disponible :

Banquiers 10.198.943,—

IV. — Divers :

Comptes débiteurs (1) 25.964.750,—

V. — Comptes d'ordre :

Garanties statutaires pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours pour mémoire

50.185.712,—

PASSIF.

I. — Dettes de la Société envers elle-même :

Capital :

10.000 actions de capital de 500 francs
chacune 5.000.000,—
10.000 actions de dividende sans désigna-
tion de valeur pour mémoire
Réserve statutaire 5.000.000,—
Fonds spécial de prévision 5.000.000,—

15.000.000,—

II. — Fonds d'Assurance et de Provision diverses 12.962.598,—

III. — Dettes de la Société envers des tiers :

Montants non appelés sur participations 425.000.—
Créditeurs 84.148,—

509.148,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre - Kasai - Luebo.

IV. — Divers :

Comptes créditeurs (1) 13.263.389,—

V. — Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires pour mémoire

Créditeurs éventuels pour contrats et divers en cours . pour mémoire

VI. — Profits et Pertes :

Solde en bénéfice 8.450.577,—

50.185.712,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Frais d'administration et divers 297.442,—

Droits de sortie 2.164.816,—

Fonds d'assurance et de provisions diverses 3.750.000,—

Solde en bénéfice 8.450.577,—

14.662.835,—

CREDIT.

Résultats d'exploitation 4.981.833,—

Intérêts 206.666,—

Revenus et produits du portefeuille 8.895.222,—

Rentrées diverses 579.114,—

14.662.835,—

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE

Fonds spécial de prévision 2.000.000,—

Tantièmes (sur Fr. 6.450.577,—) 322.528,—

Prévision pour personnel (sur idem) 322.529,—

Aux 10.000 actions de capital (2) 2.902.760,—

Aux 10.000 actions de dividende (2) 2.902.760,—

8.450.577,—

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes
d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre -
Kasai - Luebo.

(2) Net : Fr. 240,—.

Situation du capital :

Entièrement libéré.

Composition du Conseil d'Administration.

M. le Comte LIPPENS, Maurice, Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Bruxelles, Président du Conseil d'administration.

M. LANCSWEERT, Prosper, Ingénieur Civil des Mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles, Administrateur-Délégué.

M. de HEMPTINNE, Paulo, Administrateur de sociétés, 10-12, rue Mignot Delstanche, Ixelles-Bruxelles, Administrateur.

M. GERARD, Auguste, S. Administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Forest-Bruxelles, Administrateur.

M. GILSON, André, H., Administrateur de sociétés, 194a, avenue de Tervueren, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles, Administrateur.

M. KOECKX, Jean, Administrateur de sociétés, 7, avenue Van Beeckelaer, Boitsfort-Bruxelles, Administrateur.

M. PARMENTIER, Albert, Ingénieur Civil des Mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek-Bruxelles, Administrateur.

M. RELECOM, Jacques, Ingénieur Civil des Mines, 435, avenue Louise, Bruxelles, Administrateur.

Composition du Collège des Commissaires.

M. le Chevalier Josué HENRY de la LINDI, Officier retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St.-Lambert, Bruxelles.

M. MATHY, Joseph, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. INGENBLEEK, Jules, Administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles.

M. le Major VAN DEN HEUVEL, Fernand, Joseph, Marie, Administrateur de Sociétés, 52, avenue Charles Thielemans, Woluwe-St.-Pierre, Bruxelles.

Bruxelles, le 2 juillet 1953.

SOCIETE MINIERE DU KASAI.

Société à responsabilité limitée.

Un Administrateur,
P. de HEMPTINNE.

L'Administrateur-délégué,
P. LANCSWEERT.

Société Minière de La Lueta

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Tshikapa (Congo Belge).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Luluabourg, n° 197.

Registre du Commerce de Bruxelles, n° 8872.

Actes publiés au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15-12-26, 15-7-31,
15-8-35, 15-2-39 et 15-8-46.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1952

(approuvé par l'Assemblée générale ordinaire du 1-7-1953).

ACTIF.

1. Immobilisé :

Premier établissement	1,—
---------------------------------	-----

2. Réalisable :

Portefeuille	1.979.891,—	
Fonds publics belges et congolais	4.380.515,—	
Débiteurs	173.301,—	
	<hr/>	6.533.707,—

3. Disponible :

Banquiers	329.218,—
---------------------	-----------

4. Divers :

Compte débiteurs (1)	3.846.630,—
--------------------------------	-------------

5. Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	P. M.
Engagements et contrats divers en cours	P. M.
	<hr/>
	10.709.556,—
	<hr/>

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasai-Luebo.

PASSIF.

1. Dettes de la société envers elle-même :		
Capital :		
8.000 actions de capital de 500 fr. chacune	4.000.000,—	
6.400 actions de dividende sans désignation de valeur	—	
	<hr/>	
	4.000.000,—	
Réserve statutaire	947.466,—	
Fonds spécial de prévision	600.000,—	
	<hr/>	
		5.547.466,—
2. Fonds d'assurance et de provision diverses :		2.092.768,—
3. Dettes de la société envers des tiers :		
Montants non appelés sur participations .	60.000,—	
Créditeurs	34.402,—	
	<hr/>	
		94.402,—
4. Divers :		
Compte créditeurs (1)		1.577.367,—
5. Comptes d'ordre :		
Titulaires des garanties statutaires		P. M.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		P. M.
6. Profits et pertes :		
Solde en bénéfice		1.397.553,—
		<hr/>
		10.709.556,—
		<hr/>

Compte de profits et pertes arrêté au 31-12-1952.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	328.281,—
Droits de sortie	320.713,—
Fonds d'assurance et de provisions diverses	600.000,—
Solde en bénéfice	1.397.553,—
	<hr/>
	2.646.547,—
	<hr/>

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre-Kasai-Luebo.

CREDIT.

Résultats de l'exploitation	738.050,—
Revenus du portefeuille	1.733.063,—
Intérêts	18.703,—
Rentrées diverses	156.731,—
	<hr/>
	2.646.547,—
	<hr/>

Répartition du solde bénéficiaire :

5 % réserve statutaire	69.878,—
Dotation au Fonds spécial de prévision	600.000,—
Du solde :	
5 % tantièmes aux administrateurs et commissaires	39.878,—
5 % prévisions pour personnel	39.878,—
aux 8.000 actions de capital	359.955,—
aux 6.400 actions de dividende	287.964,—
	<hr/>
	1.397.553,—
	<hr/>

SITUATION DU CAPITAL

Entièrement libéré.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 1^{er} JUILLET 1953

.....

« L'assemblée réélit ensuite pour un terme de six ans expirant en
» 1959, MM. le comte Albert de Beaufort et Albert Parmentier en qualité
» d'administrateur, et M. Joseph Mathy en qualité de commissaire. »

.....

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : M. Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, 526, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur délégué : M. Albert Parmentier, ingénieur civil des mines, 24, avenue des Cerisiers, Schaerbeek.

Administrateurs :

M. le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, 68, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.

M. Emile Dessy, ancien magistrat colonial, 1, place Constantin Meunier, Forest.

M. Eide Devroey, ingénieur, 75, avenue de la Toison d'Or, St-Gilles-Bruxelles.

M. Georges Geerts, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo, 194a, avenue de Tervueren, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 435, avenue Louise, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. Georges Becquevort, directeur de sociétés, 186, avenue Franklin Roosevelt, Bruxelles.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, administrateur de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-St-Lambert.

L'Administrateur-Délégué,
A. PARMENTIER.

Le Président,
Paul FONTAINAS.

Crédit Hypothécaire d'Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège administratif : 39, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2448.

Constituée le 21 décembre 1949, suivant acte publié aux Annexes du « Moniteur Belge » du 18 février 1950, n° 2606, et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1950.

Autorisée par Arrêté Royal du 28 janvier 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1953.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immeuble à Bruxelles	943.726,79
--------------------------------	------------

II. — Réalisable :

Débiteurs hypothécaires :

a) capital	144.882.346,33
b) frais accessoires à recouvrer	86.803,75
c) intérêts à recouvrer	1.727.859,70
	<hr/>
	146.697.009,78

Intérêts acquis mais non échus	811.998,05	
Immeubles	11.234.727,97	
Matériel et mobilier	1,—	
Actionnaires	9.000.000,—	
Portefeuille-titres	1.010.200,—	
Comptes débiteurs et divers	20.643,50	
	<hr/>	168.774.580,30

III. — Disponible :

Banques, Caisses, Chèques-postaux	9.883.773,98
---	--------------

IV. — Comptes Transitoires :

Divers	723.407,35
------------------	------------

V. — Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	mémoire	
Débiteurs par caution pour compte de tiers	9.000.000,—	
Prêts autorisés et à réaliser	5.665.000,—	
Prêts réalisés mais restant à verser	7.839.077,60	
	<hr/>	22.504.077,60
		<hr/>
		202.829.566,02

PASSIF.

I. — Envers la Société :

Capital : 60.000 actions de 500 fr.	30.000.000,—	
Réserve statutaire	2.379.408,88	
Réserve extraordinaire	13.500.000,—	
Amortissements antérieurs	6.636.461,69	
Plus-value immunisée sur propriétés vendues (réserve indisponible)	2.374.614,82	
	<hr/>	54.890.485,39

II. — Envers les tiers :

Emprunts-obligations	49.930.000,—	
Emprunts par mobilisation de créances hypothécaires	51.645.197,89	
Coupons d'obligations et dividendes non encaissés	81.481,76	
Comptes éditeurs et divers	4.501.415,94	
Garanties versées par des locataires	141.550,—	
Impôts à payer et provision fiscale	6.954.264,50	
Prorata d'intérêt sur obligations	482.632,50	
	<hr/>	113.736.542,59

III. — Comptes Transitoires :

Divers	1.724.633,75
------------------	--------------

IV. — Comptes d'ordre :

Déposants cautionnements statutaires	mémoire	
Cautions reçues pour compte de tiers	9.000.000,—	
Engagements par prêts à réaliser	5.665.000,—	
Engagements par prêts réalisés restant à verser	7.839.077,60	
		<u>22.504.077,60</u>

V. — Résultat :

Solde reporté de 1951	6.417,54	
Solde bénéficiaire 1952	9.967.409,15	
		<u>9.973.826,69</u>
		<u><u>202.829.566,02</u></u>

COMPTES DE PERTES & PROFITS DE L'EXERCICE 1952

DEBIT.

Intérêts sur emprunts	4.207.633,76	
Frais sur emprunts	2.535,—	
Intérêts, commissions et divers	86.702,30	
Frais généraux	4.771.268,27	
Frais sur immeubles	304.855,77	
Impôts et provision fiscale	3.570.566,—	
Provision pour éventualités diverses	1.000.000,—	
Solde reporté de 1951	6.417,54	
Solde bénéficiaire 1952	9.967.409,15	
		<u>9.973.826,69</u>
		<u><u>23.917.387,79</u></u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	6.417,54	
Intérêts, commissions, loyers, résultat sur réalisation d'immeubles et divers	23.910.970,25	
		<u>23.917.387,79</u>

REPARTITION BENEFICIAIRE

Réserve statutaire : 5 % du bénéfice de 1952	498.370,45
1 ^{er} dividende de 4 % sur le montant libéré des actions	840.000,—
Allocations statutaires	1.294.355,80
Second dividende aux actions	2.414.457,85
Réserve extraordinaire	4.900.000,—
Solde à reporter	26.642,59
	<hr/>
	9.973.826,69
	<hr/>

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL

Capital social	30.000.000,—
Montant libéré	21.000.000,—
	<hr/>
Montant restant à libérer	9.000.000,—
	<hr/>

LISTE DES ACTIONNAIRES DONT LES TITRES NE SONT PAS ENTIEREMENT LIBERES

CREDIT FONCIER AFRICAÏN, Bruxelles : 1.677.600 fr. — COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAÏNE, Bruxelles : 1.219.500 — CAISSE HYPOTHECAIRE ANVERSOISE, Anvers : 1.154.400 — CAISSE HYPOTHECAIRE D'EGYPTE, Anvers : 608.400 — SOBELTI, Société Belge de Gestion, Anvers : 579.600 — CAISSE CENTRALE DE CREDIT RURAL DU BOERENBOND BELGE, Louvain : 450.000 — SOCIETE HYPOTHECAIRE & IMMOBILIERE D'ANVERS, Anvers : 300.000 — le Chevalier d'OREYE de LANTREMANGE, Bruxelles : 276.900 — CAISSE HYPOTHECAIRE WEST-FLAMANDE, Bruges : 150.000 — M. A.-E. de SAN, Bruxelles : 150.000 — LE LLOYD BELGE, Anvers : 103.200 — M. Gérard van VEEN, Rhode St Genèse : 93.900 — Sté Ame BRACHT & Co, Anvers : 90.000 — M. Gaston COLLET, Administrateur des Biens de S.A.R. Madame la Princesse Joséphine de Belgique, Woluwe Saint Lambert : 90.000 — M^{me} Vve Raymond BERNARD-BRULS-de-BERANGER, Paris : 71.400 — Succession Baron de Browne, Anvers : 60.000 — M. Daniel SCHELLEKENS, Termonde : 60.000 — Succession François VAN ROY, Anvers : 60.000 — M. Marcel BAELE, Anvers : 50.100 — M. Guillaume POULIART, Berchem-Anvers : 50.100 — M^{me} Alice van BEVER, Bruges : 45.000 — M. Paul van den BOSCH, Anvers : 45.000 — M. Alfred HUBLET, Montigny-sur-Sambre : 41.400 — M. Francis de DECKER, Brasschaet : 39.000 — M. Gustave VERHOOSSEL, Berchem-Anvers : 30.600 — M^{lle} Valentine BAL, Mortsels : 30.000 — M. G. BEECKMANS de WEST-MEER-BEECK, Edegheem : 30.000 — M. Gaston de DECKER, Berchem/Anvers :

30.000 — M. Henri DEPAGE, Auderghem : 30.000 — Louis-Charles d'OREYE de LANTREMANGE, Bruxelles : 30.000 — M. Georges GAILLARD, Bruxelles : 30.000 — M^{lle} Louise JONAS, Uccle : 30.000 — M. le Docteur MARCHAL, Anvers : 30.000 — M. Jean SMEETS, Anvers : 30.000 — M. J. VAN den WYNGAERT, Lierre : 30.000 — M^{me} Charles VUYLSTEKE, Edegem, 30.000 — M. Albert de CURTE, 26.100 — M. Edouard DE SAEGHER, Mortsel : 24.900 — M^{lle} Hélène DE SAEGHER, Anvers : 24.900 — M^{me} René DANNEEL, Anvers : 24.000 — M. André de DECKER, Anvers, Genève : 24.000 — M^{me} Charles de PIERPONT, Arbre-par-Rivière : 24.000 — M^{me} Freddy HOORICKX, Bruxelles : 24.000 — la Comtesse Marita LE GRELLE, Anvers : 24.000 — le Comte Raoul LE GRELLE, Cappellen-lez-Anvers : 24.000 — M. Antoine BEECKMANS de WEST-MEERBEECK, Ranst : 22.200 — M. le Notaire Charles MEEUS, Borgerhout-Anvers : 21.000 — M^{lle} Germaine CARDON de LICHTBUER, Anvers : 19.500 — M. Pierre-Léon CARDON de LICHTBUER, Anvers : 19.500 — M^{lle} Yvonne CARDON de LICHTBUER, Anvers : 19.500 — M. Fr. VANOVERSTYNS, Bruxelles : 18.600 — M. Stanislas de MEESTER, Lierre : 18.000 — M^{lle} Monique HUBLET, Montigny-sur-Sambre : 16.500 — M^{me} Eugène-Louis BOONEN, Schaerbeek-Bruxelles : 15.000 — Succession Paul de KINDER, Anvers : 15.000 — M^{me} Jacques de VALENSART-SCHOENMACKERS, Wijneghem : 15.000 — M. Pierre GAILLARD, Bruxelles : 15.000 — M^{me} Veuve André GOUZEE, Bruxelles : 15.000 — M. Gabriel HEIRMAN, Wildert : 15.000 — M. Edouard HERMANS de HEEL, Bruxelles : 15.000 — M. Henri LE CONTE, Paris : 15.000 — M. Edmond LE JEUNE, Ostende : 15.000 — La Baronne Marie LIMNANDER de NIEUWENHOVE, Etterbeek : 15.000 — la Baronne REINE LIMNANDER de NIEUWENHOVE, Etterbeek : 15.000 — Succession Comte Aimé MOTIN de la BALME, Plemet (Côtes du Nord-France) : 15.000 — M. René MUTSAARS, Malines : 15.000 — M. Willy MUTSAARS, Malines : 15.000 — M. Emmanuel WAUTERS, Berchem-Anvers : 14.400 — M^{me} Yvonne WAUTERS, Anvers : 14.400 — M. Michel-Marie BERNARD-BRULS, Paris : 12.000 — le Baron BRAUN, Melle-lez-Gand : 12.000 — M. Ludovic CARDON de LICHTBUER, Lovenjoul : 12.000 — M^{me} Robert Guy de HEMPTINNE, Buysenberg, Laethem-St-Martin : 12.000 — M^{me} Vve Guillaume van den BOSCH, Turnhout : 12.000 — M. J. Louis LEHEMBRE, Bruxelles : 11.700 — la Baronne Edmond de GRUBEN, Wijneghem : 11.400 — M. Frans BEECKMANS de WEST-MEERBEECK, Wilrijk : 10.800 — M. Jules BEECKMANS de WEST-MEERBEECK, Anvers : 10.800 — M. Paul CLEMENT de CLETY, Bruxelles : 9.900 — M. Albert ANDRIES, Schaerbeek : 9.300 — M. Raymond BAUSART, St-Gilles : 9.000 — le Baron Jean COGELS, Deurne-Anvers : 9.000 — M. Charley GILLIOT, Nylen : 9.000 — M^{lle} Zoé GILLIOT, Anvers : 9.000 — M. Robert MARSILLY, Le Zoute : 9.000 — M. William MARSILY, Berchem-Anvers : 9.000 — M^{me} Guy COOMANS de BRACHENE, Aerschot : 7.800 — M^{me} Pierre de le COURT-GAILLARD, Bruxelles : 7.800 — M. Luc GAILLARD, Bruxelles : 7.800 — M^{lle} Marie GAILLARD, Bruxelles : 7.800 — M^{lle} Marthe GAILLARD, Bruxelles : 7.800 — M^{me} Joseph BIESWAL, Bruxelles : 7.500 — M^{me} André CRUYSMANS-COLS, Anvers : 7.500 — M. Henry-Jos. DE PORTERE, Courtrai : 7.500 — M^{me} E. de RYCKER-COILLIER, Bruxelles : 7.500 — M^{me} Joceline-Alberte GOUZEE, épouse Ph. DERBYSHIRE, Denham (Angleterre) : 7.500 — M^{me} Jacqueline-Marie GOUZEE, Epouse Gust. Alph. VAN DE KERCHOVE, Bruxelles : 7.500 — M. Christian-Pierre GOUZEE, Bruxelles : 7.500 — M. Victor MICHIELS, Bruxelles : 7.500 — M. Gérard-Louis MONIN, Nevers (France) : 7.500 —

M^{lle} Lilyanne-Zaire MONIN, Nevers (France) : 7.500 — M. Gaétan MOREL de WESTGAVER, Bruxelles : 7.500 — M. l'Abbé Georges MOREL de WESTGAVER, Bruxelles : 7.500 — M^{me} R. PEETERS-COILLIER, Bruxelles : 7.500 — M^{me} Marthe-Julie POLLET, Hem (Nord-France) : 7.500 — M. Robert-Gabriel POLLET, Tourcoing (Nord-France) : 7.500 — M^{me} Fernande BEECKMANS de WEST-MEERBEECK, Anvers : 6.000 — M. Albert BIEBUYCK, Bruxelles : 6.000 — M^{me} Marguerite DE JARDIN, Anvers : 6.000 — M. Léon de la KETHULLE de RYHOVE, Bruges : 6.000 — M^{me} Marcel DE PUYDT, Brasschaet : 6.000 — M. Marcel DRORY, Meirelbeke : 6.000 — M^{me} Léon KEULLER, Hamme-lez-Termonde : 6.000 — M. Omer OPSOMER, St. Nicolas-Waes : 6.000 — M. Henri SIRAUT, Gand : 6.000 — M. Jacques SIRAUT, Gand : 6.000 — M. André VERCRUYSSSE, Gand : 6.000 — M^{lle} Claire VINCENTELLI, Anvers : 6.000 — M^{lle} Claudine VINCENTELLI, Anvers : 6.000 — M^{lle} Marie-Anne VINCENTELLI, Anvers : 6.000 — M^{lle} Micheline VINCENTELLI, Anvers : 6.000 — M. Guillaume van LERIU, Anvers : 5.400 — M^{lle} Suzanne van LERIU, Anvers : 5.400 — M^{lle} Jeanne CLEMENT de CLETY, Bruxelles : 4.800 — M^{lle} Marthe CLEMENT de CLETY, Bruxelles : 4.800 — M^{me} Anne-Marie BERNARD-BRUL, Epouse Fr. de DROUAS, Paris : 4.500 — M. François-Raymond BERNARD-BRULS, Paris : 4.500 — M. Joseph CRUYSMANS, Wilrijk-Anvers : 4.500 — M^{me} A. DIERCXSSENS-CRUYSMANS, Anvers : 4.500 — M^{lle} Hélène LEFEVER, Berchem-Anvers : 4.500 — M. Antoine MORETUS de BOUCHOUT, Bouchout-lez-Lierre : 4.500 — M^{lle} Gabrielle van LERIU, Anvers : 4.500 — M. Joseph-Marie-Auguste van LERIU, Anvers : 4.500 — M. Raoul van LERIU, Anvers : 4.500 — M. René VAN ROY, Bruxelles : 4.500 — M^{me} Charles WINCKELMANS, née Mathilde CLEMENT de CLETY, Overysse : 4.500 — Révérend Père Alfred MORETUS de BOUCHOUT, Kihéta par Kitega (Urundi) : 3.900 — M. Christian MORETUS de BOUCHOUT, Bouchout-lez-Lierre : 3.900 — M^{me} Hélène MORETUS de BOUCHOUT, Anvers : 3.900 — Révérend Père Robert MORETUS de BOUCHOUT, Rugari par Muhinga (Urundi) : 3.900 — M^{me} Geneviève DE JARDIN, épouse Etienne DE DONCKER, Neerysse : 3.600 — M. Guy DE JARDIN, Bruxelles : 3.600 — M^{lle} Elisabeth CLEMENT de CLETY, Rome (Italie) : 3.000 — M^{me} Hector HENNEAU-VERHULST, Saventhem : 3.000 — M. Léon HERMANS de HEEL, Bruxelles : 3.000 — M. Jacques HUBLET, Montigny-sur-Sambre : 3.000 — M^{lle} Yvonne KESTENS, Heverlé-Louvain : 3.000 — M^{lle} Julia PEETERS, Mortsel : 3.000 — M. Didier SAVOYE, Anvers : 3.000 — M^{lle} Nicole SAVOYE, Anvers : 3.000 — M. Franz WEYN, St. Nicolas-Waes : 3.000 — M^{lle} Monique KESTENS, Anvers : 2.400 — M^{me} Marie-Louise COOMANS de BRACHENE, Bruxelles : 2.100 — M. Paul-Jacques KESTENS, Anvers : 2.100 — M. Alain-Marie THOMAS, Paris : 1.800 — M^{lle} Béatrice-Marie THOMAS, Paris : 1.800 — M^{me} Alice de BRUYN-FUCHS, Malines : 1.500 — M^{lle} Gisèle DE BRUYN, Mortsel-Anvers : 1.500 — M. G. DEGHILAGE, Kigali (Ruanda) : 1.500 — M. Louis LAMBRECHTS, Anvers : 1.500 — M^{lle} Marthe LAMBRECHTS, Anvers : 1.500 — M. André VAN DAMME, Baesrode : 900 — M^{lle} Mireille WINCKELMANS, Overysse : 900 — le Chevalier André CLEMENT de CLETY, Bruxelles : 300 — le Chevalier Jacques CLEMENT de CLETY, Bruxelles : 300 — M^{me} Marthe d'ANDRIMONT-CLEMENT de CLETY, Château de Beckerzeel par Assche : 300 — M. Baudouin-Marie WINCKELMANS, Overysse : 300 — M. Charles-Louis de Gonzague WINCKELMANS, Eigenhoven : 300 — M^{lle} Geneviève-Marie WINCKELMANS, Nivelles : 300 fr.

ADMINISTRATEURS EN FONCTIONS

M. Henri DEPAGE, Administrateur-Délégué de la Compagnie Financière Africaine, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem. Président.

M. Henri van den BOSCH, Administrateur de la Caisse Hypothécaire Anversoise, 35, Canal des Récollets, Anvers. Vice-Président.

M. le Baron Jean COGELS, Président, Administrateur-Délégué de la Société Hypothécaire Belge et Caisse d'Epargne, 124, avenue Alfons Schneider, Deurne-Anvers. Président du Comité de Direction.

M. Albert ANDRIES, Docteur en Droit, 48, rue Victor Lefèvre, Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. Antoine BEECKMANS de WEST-MEERBEECK, Administrateur de la Centrale Financière (Anciennement Beeckmans Frères), « Heidehoef », Ranst (Anvers). Administrateur.

M. Arthur-Edouard de SAN, Secrétaire Général honoraire du Congo, 71, avenue Brugmann, Bruxelles. Administrateur.

Monsieur Louis-Charles d'OREYE de LANTREMANGE, Administrateur de Sociétés, 25, rue de la Réforme, Bruxelles. Administrateur.

M. Gaston HEENEN, Administrateur de Sociétés, 126, chaussée d'Ixelles, Bruxelles. Administrateur.

M. Jacques MERTENS, Docteur en droit, Directeur Général de la Caisse Hypothécaire Anversoise, 122, rue de l'Harmonie, Anvers. Administrateur.

M. Gilbert MULLIE, propriétaire, 58, Boulevard Brand Whitlock, Bruxelles. Administrateur.

M. Paul van den BOSCH, Administrateur-délégué de la Caisse Hypothécaire d'Egypte, 4, avenue Marie-Thérèse, Anvers. Administrateur.

M. Gérard van VEEN, Administrateur de Sociétés, 170, chaussée de la Grande Espinette, Rhode Saint Genèse. Administrateur.

COMMISSAIRES EN FONCTIONS

M. Léon BALLION, Directeur honoraire du Crédit Foncier Aricain, 39, chaussée de Haecht, Bruxelles.

M. Félix DE VOCHT, Directeur de Sociétés, 212, avenue Elisabeth, Berchem-Anvers.

M. Désiré TILMANT, expert-comptable, 19, rue Raoul Warocqué, Morlanwelz.

CREDIT HYPOTHECAIRE D'AFRIQUE, S.C.R.L.

A. ANDRIES
Baron COGELS
Paul van den BOSCH

A.-E. de SAN
L. Ch. d'OREYE
L. BALLION

J. MERTENS

Crédit Hypothécaire d'Afrique

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Léopoldville (Congo Belge)

Siège administratif : 39, rue du Commerce, Bruxelles

Registre du Commerce de Léopoldville n° 2448.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 1953

NOMINATIONS.

L'assemblée a réélu en qualité d'Administrateurs le Baron Jean COGELS et Monsieur Albert ANDRIES.

Elle a élu définitivement en qualité d'administrateur Monsieur Louis-Charles d'OREYE de LANTREMANGE.

**CREDIT HYPOTHECAIRE D'AFRIQUE,
S.C.R.L.**

A. ANDRIES

Baron COGELS

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga « SOGEFOR »

Siège social : Jadotville (Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles, 31, rue de la Science

Registre du Commerce : Bruxelles n° 809

Registre du Commerce : Elisabethville n° 830

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 15 décembre 1925, 15 septembre 1928, 15 octobre 1929, 15 septembre 1930, 15 août 1945, 15 septembre 1948, 15 juin 1949 et 15 juin 1950 et aux annexes au Moniteur Belge des 7/8 décembre 1925, 13/14 août 1928, 8 août 1929, 17 mai 1930, 9/10 juillet 1945, 7 août 1948, 6 mai 1949 et 9 juin 1950 (actes n° 13.495, 11.574, 12.938, 8.098, 9.526, 16.743, 8.772 et 14.142).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

(Approuvé par l'Assemblée Générale annuelle du 15 juin 1953)

ACTIF.

Immobilisé :

Etudes, travaux et installations :

Etudes initiales . . .	9.250.000,—
Travaux du Lualaba . .	4.126.830,02
Installations de la Lufira	278.993.570,93
Divers	6.923.324,65
	<hr/>
	299.293.725,60

Réévaluation (décret du 6 juillet 1948)	. 262.084.244,—	
	<u>561.377.969,60</u>	
Travaux en cours	. . . . .	18.725.798,45
Réalisable :		
Approvisionnements	. . . . . 9.346.807,86	
Amortissements exercices antérieurs	. . . . . 4.814.438,74	
Amortissement exercice 1952	. . . . . 160.263,62	
	<u>4.974.702,36</u>	
		4.372.105,50
Portefeuille	. . . . .	58.798.011,06
Débiteurs divers	. . . . .	27.248.930,65
Disponible :		
Caisses, Banques et Dépôts	. . . . .	35.557.877,76
Divers :		
Comptes débiteurs	. . . . .	1.998.438,58
Compte d'ordre :		
Cautionnements statutaires	. . . . .	pour mémoire
		<u>708.079.131,60</u>

PASSIF.

Envers la Société :	
Capital :	
représenté par 250.000 actions sans mention de valeur nominale	. . . . . 80.000.000,—
Fonds de réserve social	. . . . . 8.000.000,—
Fonds d'amortissement	. . . . . 263.857.343,08
Plus-value de réévaluation	. . . . . 262.084.244,—
Envers des tiers :	
Créditeurs divers	. . . . . 21.533.660,84
Coupons d'actions	. . . . . 1.017.269,95
Divers :	
Comptes créditeurs	. . . . . 18.548.373,82
Compte d'ordre :	
Cautionnements statutaires	. . . . . P. M.
Profits et pertes :	
Solde	. . . . . 53.038.239,91
	<u>708.079.131,60</u>

Compte de profits et pertes au 31 décembre 1952.

DEBIT.

Frais généraux et divers	1.144.831,34
Impôts, taxes et provision pour impôt complémentaire	8.761.988,42
Amortissements	12.306.007,12
Solde créditeur	53.038.239,91
	<hr/>
	75.251.066,79
	<hr/>

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation, intérêts, revenus du portefeuille et divers	72.489.040,37
Remboursement sur impôts payés pour les exercices antérieurs	2.762.026,42
	<hr/>
	75.251.066,79
	<hr/>

REPARTITION

Solde disponible :	53.038.239,91
92 % aux actions sans mention de valeur nominale	48.795.180,72
	<hr/>
	4.243.059,19
8 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	4.243.059,19
	<hr/>
	—
	<hr/>

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est entièrement libéré.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

M. Robert VAN CAUWENBERGHE, ingénieur A.I.G., 17, rue Guimard, Bruxelles.

Vice-Présidents :

M. Jules COUSIN, ingénieur, Elisabethville (Congo Belge).

M. Victor DOOMS, ingénieur, 571, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-délégué :

M. Robert BETTE, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur-directeur :

M. Aimé MARTHOZ, ingénieur, 43, Square Vergote, Schaerbeek.

Administrateurs :

M. Lucien BECKERS, ingénieur, 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Gaston DELADRIERE, ingénieur, 43, avenue de l'Horizon, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Léonce DEPOORTER, ingénieur des constructions civiles, 23, avenue de l'Echevinage, Uccle.

M. le Baron Jean de STEENHAULT de WAERBEEK, banquier, Lindestraat, Vollezele.

M. le Baron Edouard EMPAIN, Administrateur de sociétés, 33, rue du Congrès, Bruxelles.

M. Gustave GILLON, professeur, 13, place Foch, Louvain.

M. Armand HALLEUX, ingénieur des mines, 3, rue de la Révolution, Bruxelles.

M. Gaston HEENEN, vice-gouverneur général honoraire du Congo, 126, Chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

M. Georges LECART, expert-comptable, 37, rue Gémenne, Profondeville.

M. le Comte Maurice LIPPENS, avocat à la Cour d'Appel de Gand, 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Albert MARCHAL, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Herman ROBILIART, ingénieur des mines, 31, avenue Jeanne, Ixelles.

M. Edgar SENGIER, ingénieur, 24, avenue Ernestine, Ixelles.

M. Pierre SMITS, ingénieur, 39-41, rue de l'Abbaye, Ixelles.

M. Robert THYS, ingénieur, 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

Collège des Commissaires :

M. Auguste BERCKMOES, Chef de Comptabilité, 82, avenue de l'Indépendance Belge, Koekelberg.

M. Raoul DEPAS, Secrétaire honoraire de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE, 5, rue Emile Claus, Bruxelles.

M. Max GOTTSCHALK, Avocat honoraire, 48, rue de l'Ermitage, Bruxelles.

M. Fred VAN DER LINDEN, Administrateur de Sociétés, 47, rue Stanley, Uccle.

M. Paul VUYLSTEKE, industriel, 14, avenue Emile Demot, Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ANNUELLE DU 15 JUIN 1953

L'assemblée réélit le Comte LIPPENS en qualité d'administrateur.

Son mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1959.

L'assemblée ratifie la nomination provisoire faite par le Conseil Général le 10 février 1953 et élit définitivement M. Léonce DEPOORTER en qualité d'administrateur, pour achever le mandat de M. Albéric MAY, démissionnaire. Ce mandat viendra à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1958.

BRUXELLES, le 15 juin 1953.

Certifié conforme,

Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga
Société Congolaise à responsabilité limitée

Signé : R. BETTE

Signé : R. VAN CAUWENBERGHE

Grands Moulins du Kivu

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Lubero (Congo Belge)

Siège administratif : 49/51, Galerie du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce : Bruxelles n° 228.292
Bukavu n° 515

Actes constitutifs et modificatifs publiés aux annexes du Moniteur Belge des 9 juin 1950 n° 14.150 — 14.151 — 14.152 et 27 septembre 1950 n° 21.469 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 mai 1947 et 15 février 1950.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

(approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 1 juillet 1953)

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	124.104,40	
Frais de 1 ^{er} établissement	1,—	
Constructions	1.153.482,55	
Mobilier et Matériel	1.176.996,20	
	<hr/>	2.454.584,15

II. — Réalisable :

Magasins Afrique	1.055.282,55	
Clients et Débiteurs divers	867.470,83	
	<u> </u>	1.922.753,38

III. — Disponible :

Caisse et Banques	885.616,02
-----------------------------	------------

IV. — Compte transitoire :

Frais à répartir	72.823,—
----------------------------	----------

V. — Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire	
	<u> </u>	5.535.776,55
	<u> </u>	<u> </u>

PASSIF.

I. — Dettes de la Société envers elle-même :

Capital social	3.600.000,—	
représenté par 3.600 actions de Fr. 1.000,—		
Réserve statutaire	4.032,05	
Amortissements :		
Report du 31.12.51	1.111.658,83	
de l'exercice	237.495,85	
	<u> </u>	1.349.154,68
	<u> </u>	4.953.186,73

II. — Dettes de la Société envers les tiers :

Fournisseurs et Créanciers divers	322.206,45
---	------------

III. — Compte d'ordre :

Déposants statutaires	pour mémoire
---------------------------------	--------------

IV. — Résultats :

Bénéfice reporté au 31.12.51	76.609,41	
Bénéfice d'exploitation de l'exercice	221.269,81	
A déduire : amortissements de l'exercice	237.495,85	
	<u> </u>	—16.226,04
	<u> </u>	60.383,37
		<u> </u>
		5.535.776,55
		<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

DEBIT.

Charges financières	3.204,50
Bénéfice net d'exploitation	221.269,81
	<u>224.474,31</u>

CREDIT.

Solde du compte d'exploitation	224.474,31
--	------------

Bénéfice net d'exploitation	221.269,81	
Amortissements de l'exercice :		
sur Constructions	115.348,25	
sur Mobilier et Matériel fixe	117.699,60	
sur frais de constitution	3.000,—	
sur frais d'augmentation de capital	1.448,—	
	<u>237.495,85</u>	
Solde déficitaire de l'exercice		16.226,04
Bénéfice reporté du 31.12.51		76.609,41
Solde bénéficiaire au 31.12.52		<u>60.383,37</u>

SITUATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION

M. Jean VAN GIJSEL, Administrateur de Sociétés, Drytoren, Meise. Président.

M. Alfred VAN DER KELEN, Administrateur de sociétés, 62, avenue de Broqueville, Bruxelles. Administrateur-Délégué.

M. Morphée ANCIAUX, industriel, Bunia (Iituri) Congo Belge. Administrateur-Délégué.

M. Edmond HOUSEN, Administrateur de sociétés, 24, avenue Delcommune, Elisabethville (Congo Belge). Administrateur.

M. Hector TRIGALLEZ, Directeur de société, Lubero (Congo Belge).
Administrateur.

M. Jean DE GREEF, administrateur de sociétés, 126, avenue Winston Churchill, Uccle. Commissaire.

M. Jean HESBEEN, expert-comptable, 406, chaussée de Bruxelles, Forest. Commissaire.

Un Administrateur
A. VAN DER KELEN

Un Administrateur
J. VAN GIJSEL

Grands Moulins du Kivu

Société congolaise par actions à responsabilité limitée

Siège social : Lubero (Congo Belge)

Siège administratif : 49/51, Galerie du Commerce, Bruxelles.

NOMINATIONS STATUTAIRES

**Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire
du 1^{er} juillet 1953**

A l'unanimité des voix, l'Assemblée réélit Monsieur Jean VAN GIJSEL en qualité d'administrateur et Monsieur Jean DE GREEF en qualité de commissaire.

Le mandat de Monsieur VAN GIJSEL expirera immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1958 et celui de Monsieur Jean DE GREEF immédiatement après l'Assemblée Générale Ordinaire de 1955.

Un Administrateur
A. VAN DER KELEN

Un Administrateur
J. VAN GIJSEL

Société Coloniale des Entreprises Garnier « SOCOGA »
Société congolaise à responsabilité limitée
Siège Social à LEOPOLDVILLE, Building Forescom 7^me étage
Siège Administratif : BRUXELLES, 136, Rue Royale

Statuts publiés aux Annexes du Moniteur Belge du 11 février 1950
et au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mars 1951

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

ACTIF.

Immobilisé :	
Terrains et Immeubles	8.440.587,97
Matériel	11.893.536,65
Mobilier et machines de bureau	2.387.834,66
	<hr/>
	22.721.959,28
Frais de constitution	161.888,75
Frais de 1 ^{er} Etablissement	1.117.602,43
	<hr/>
	1.279.491,18
Disponible	679.444,38
Réalisable :	
Chantiers en cours	143.124.659,37
Débiteurs divers	33.666.350,52
	<hr/>
	176.791.009,89
Comptes d'ordre :	
Dépôts Administrateurs et Commissaires	p.m.
Cautions déposées	4.492.975,47
	<hr/>
	4.492.975,47
	<hr/>
	205.964.880,20
	<hr/>
Non exigible :	
Capital	10.000.000,—
Réserve légale	126.252,—
Réserves extraordinaires	2.398.779,99
Amortissements s/Immobilisé	6.956.141,20
Amortissements s/Frais de constitution	161.888,75
Amortissements s/Frais 1 ^{er} Etablissem.	943.858,18
	<hr/>
	20.586.920,12

Exigible avec garanties réelles :	
Banques	14.898.819,88
Exigible à court terme :	
Créditeurs divers	25.659.930,90
Ventes générales	139.037.096,71
	<u>164.697.027,61</u>
Comptes résultats :	
Profits et Pertes	1.289.137,12
Comptes d'ordre :	
Administrateurs et Commissaires	p.m.
Déposants cautions	4.492.975,47
	<u>4.492.975,47</u>
	<u>205.964.880,20</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1952

DEBIT.

Amortissements s/Immobilisé	3.925.316,35	
Amortissements s/Frais 1 ^{er} Etablissement	173.744,—	
	<u>4.099.060,35</u>	
Pertes diverses	138.614,99	
Solde bénéficiaire de l'exercice	1.289.137,12	
	<u>5.526.812,46</u>	

CREDIT.

Bénéfice brut de l'exercice	4.915.065,96	
Profits divers	611.746,50	
	<u>5.526.812,46</u>	

REPARTITION BENEFICIAIRE

5 % réserve légale	64.457,—	
Fonds de réserve	1.224.680,12	
	<u>1.289.137,12</u>	

Le capital est entièrement libéré.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Joseph GARNIER, Administrateur de Sociétés, 16, Rue Emile Claus, Ixelles. Président et Administrateur-Délégué.

M. François de KERCHOVE de DENTERGHEM, Administrateur de Sociétés, 103, Avenue Lippens, LEOPOLDVILLE. Administrateur-Délégué.

M. Jean GARNIER, Administrateur de Sociétés, 33, Boulevard St-Michel, Bruxelles. Administrateur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

M. René HANCART, Expert Comptable, 31, rue Seutin, Schaerbeek.

M. Jean BLYAU, Négociant, 161, rue Rosendael, Forest-Bruxelles.

Un administrateur
(s) Jean GARNIER

L'administrateur-délégué
(s) Fr. de KERCHOVE
de DENTERGHEM

Un commissaire
(s) R. HANCART

Société Coloniale des Entreprises Garnier « SOCOGA »

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège Social à LEOPOLDVILLE, Building Forescom 7^{me} étage

Siège Administratif : BRUXELLES, 136, Rue Royale

Registre du Commerce Léopoldville n° 1378

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 19 MAI 1953

Nominations statutaires

A l'unanimité, Monsieur Jean BLYAU, 161, rue Rosendael à Forest et Monsieur René HANCART, 31, rue Seutin à Schaerbeek sont réélus commissaires pour un terme de trois ans.

Un administrateur
(s) Jean GARNIER

L'administrateur-délégué
(s) Fr. de KERCHOVE
de DENTERGHEM

**Société Immobilière Belgo-Africaine, en abrégé « BELGAFRICA »
et en anglais « BELGO AFRICAN LAND CORPORATION »**

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo Belge)

Siège Administratif à Ixelles-Bruxelles

Registre du Commerce de Bruxelles n° 20.157

REPRODUCTION DE CAPITAL ET MODIFICATION AUX STATUTS (1)

L'an mil neuf cent cinquante trois, le vingt et un mai à onze heures de relevée, à Ixelles, 9b, rue Louis Hymans.

Devant Maître Albert SNYERS d'ATTENHOVEN, Notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'Assemblée Générale extraordinaire de la Société Immobilière Belgo-Africaine, Société Congolaise par actions à responsabilité limitée dont le siège social est fixé à Léopoldville et le siège administratif à Ixelles, 9b, rue Louis Hymans en vertu d'une délibération du Conseil Général du vingt-neuf avril mil neuf cent cinquante-trois, conformément à l'article deux des statuts, constituée par acte reçu par le Notaire Léon BRUNET, résidant à Bruxelles, le vingt-sept juin mil neuf cent vingt sept, autorisée par Arrêté Royal du quinze juillet suivant, publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge du quinze août suivant, et dont les statuts ont été modifiés suivant publication au recueil des actes et documents relatifs aux sociétés commerciales, annexes du Moniteur Belge des deux, trois et quatre juin mil neuf cent quarante et un, sous le numéro 8940.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Albert HENDRICHS, qualifié ci-après.

Conformément à l'article trente des statuts, le Président désigné comme secrétaire Monsieur Louis MULLENS, expert-comptable, 107, rue des Deux Tours, qui accepte et l'assemblée désigne comme scrutateurs : Monsieur Fernand SIMONET et Monsieur Jules VAN LIER, ci-après qualifiés, lesquels déclarent accepter les dites fonctions.

Sont présents ou représentés les actionnaires ci-après qualifiés, lesquels par eux-mêmes ou par leur mandataire déclarent posséder le nombre d'actions ci-après indiqué :

	Actions de capital	Actions de divi- dende
1. Monsieur André DARCHE, architecte, demeurant à Uccle, avenue de la Chênaie, 135; propriétaire de quatre cents actions de capital, y compris les vingt-cinq titres de cautionnement d'administrateur et quarante actions de dividende .	400	40

(1) Arrêté royal du 30 juin 1953. — Voir Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 juillet 1953. — 1^{re} Partie.

2. Monsieur Albert HENDRICHs, courtier d'assurances, demeurant à Ixelles, 3, Rond-Point de l'Etoile, propriétaire de vingt-cinq actions de capital représentant son cautionnement d'administrateur	25	1
3. Madame Albert HENDRICHs, née Eugénie DARCHe, sans profession, demeurant à Ixelles, 3, Rond-Point de l'Etoile, propriétaire de cent septante-cinq actions de capital et de vingt actions de dividende, ici représentée en vertu de procuration, par Monsieur Albert HENDRICHs, préqualifié	175	20
4. Monsieur Joseph JONNIAUX, directeur commercial, demeurant à Etterbeek, 5, avenue Boileau, propriétaire de vingt-cinq actions de capital, représentant son cautionnement d'administrateur	25	
5. Madame veuve Oscar VANDENBUSSCHE, née Madeleine STIERNET, négociante, demeurant à Uccle, 581, avenue Brugmann, propriétaire de cent septante-huit actions de capital dont vingt-cinq titres de cautionnement d'administrateur et de vingt actions de dividende	178	20
6. Monsieur Paul WALON, administrateur de société, demeurant à Etterbeek, 25, rue Major Pétillon, propriétaire de soixante-cinq actions de capital dont quinze titres de cautionnement de commissaire et de cinq actions de dividende, ici représenté en vertu de procuration par Monsieur Fernand SIMONET, ci-après qualifié	65	5
7. Monsieur Andé-Charles WALON, administrateur de société, demeurant à Schaerbeek 154, avenue Eugène Demolder, propriétaire de cinquante actions de capital et de cinq actions de dividende, ici représenté en vertu de procuration par Monsieur Fernand SIMONET, ci-après qualifié	50	5
8. Monsieur Fernand SIMONET, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, 4, rue Locquenghien, propriétaire de cent actions de capital et de vingt et une actions de dividende	100	21
9. Monsieur Joseph JONNIAUX, prénommé, propriétaire de cent trente-cinq actions de capital et de quatorze actions de dividende	135	14
10. Monsieur Edouard NELIS, administrateur de sociétés, demeurant à Forest, 15, rue des Alliés, propriétaire de vingt-six actions de capital ici représenté en vertu de procuration, par Monsieur Fernand SIMONET, préqualifié	26	
11. Monsieur Charles DRAMARD, demeurant à Pantin (Seine), 23, rue Hoche, propriétaire de cent actions de capital et de dix actions de dividende, ici représenté en vertu de procuration par Monsieur André DARCHe, préqualifié	100	10
12. Monsieur Arthur ANCIAUX, fonctionnaire retraité, demeurant à Ixelles, 33, rue de Venise, propriétaire de trois actions de capital	3	

13. Monsieur Jules VAN LIER, industriel, demeurant a Hoeilart, 16, chaussée d'Overysse, propriétaire de soixante-six actions de capital	66	
14. Madame Marie-Louise DEPAGE, sans profession, épouse de Monsieur Jean DE ROECK, docteur en médecine, demeurant à Anvers, Broederminstraat, 54, propriétaire de vingt et une actions de capital et une action de dividende .	21	1
15. Mademoiselle Agatha-Mathilde GLIBERT, sans profession, demeurant à Bruxelles, 87, boulevard Louis Schmidt, propriétaire d'une action de capital	1	
16. Madame Adèle-Joséphine TILLY, sans profession, veuve de Monsieur Albert GLIBERT, demeurant à Bruxelles, 87, boulevard Louis Schmidt, propriétaire de cent quarante-six actions de capital et vingt actions de dividende	146	20
Soit au total : quinze cent seize actions de capital et cent cinquante-six actions de dividende	1.516	156

Les procurations sous seing privé susvisées demeureront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront enregistrées.

Monsieur le Président expose et prie le Notaire instrumentant d'acter :

1. Que l'assemblée a été convoquée par les soins du Conseil d'Administration pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

I. — Rapport sur la situation financière de la Société.

2. Réduction de vingt pour cent de la valeur nominale de l'action de capital par voie de remboursement de cent francs par titre de capital.

3. Modifications aux statuts :

a) supprimer l'article cinq, remplacer par :

article cinq nouveau : « Le capital est fixé à un million deux cent mille francs, représenté par trois mille actions de capital de quatre cent francs nominale chacune et trois cents actions de dividende, sans mention de valeur nominale.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, sans pouvoir être tenus à aucun appel de fonds au-delà.

b) article onze : « ...quatre membres », ajouter : « associés ou non ».

c) article vingt-deux « ...par un ou plusieurs commissaires » ajouter : « associés ou non ».

d) supprimer l'article vingt-six.

Remplacer par : article vingt-six nouveau « L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires qui se sont conformés à l'article suivant ».

Chaque action de capital donne droit à une voix.

Chaque action de dividende donne droit à une voix.

Les actions de dividende ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur au deux tiers du nombre de voix émises, par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix. »

e) supprimer l'article trente-six;

Remplacer par article trente-six nouveau : « L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net ». Sur ce bénéfice, il sera prélevé :

1) cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra le dixième du capital social;

2) sur le solde, il sera prélevé :

a) la somme nécessaire pour payer aux actions de capital un premier dividende de huit pour cent.

b) dix pour cent à répartir entre les administrateurs et commissaires;

c) le solde éventuel se répartira comme suit :

1. soixante pour cent aux actions de capital à titre de second dividende;

2. quarante pour cent aux actions de dividende.

II. — Que la convocation contenant l'ordre du jour ci-dessus reproduit, a été faite dans l'Annexe au Bulletin Officiel du Congo Belge du dix mai mil neuf cent cinquante-trois, et que des lettres missives ont été adressées sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité, conformément à l'article vingt-cinq des statuts.

Monsieur le Président dépose sur le bureau le numéro justificatif de l'insertion.

III. — Que pour assister à la présente assemblée les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles vingt-sept et vingt-huit des statuts;

IV. — Le président rappelle :

Que lorsqu'il s'agit de délibérer sur les modifications aux statuts portées à l'ordre du jour, les articles septante et septante et un, des lois coordonnées, sur les sociétés commerciales, et l'article vingt-neuf des statuts, exigent que l'assemblée réunisse au moins la moitié du capital social et lorsqu'il s'agit de modifier les droits respectifs des deux catégories de titres, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie

de titres, les conditions de présence et de majorité prescrites par les derniers alinéa de l'article septante.

V. — Que sur les trois mille actions de capital et les trois cent actions de dividende, formant l'ensemble du capital, sont présentes ou représentées, pour lesquelles, les actionnaires ou leur mandataire ont signé la liste de présence, mille cinq cent seize actions de capital, et cent cinquante-six actions de dividende, les premières donnant droit à une voix par action, et les secondes à dix voix par action, soit plus de la moitié des actions de capital et de dividende.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par les scrutateurs, Monsieur le Président constate que l'assemblée est valablement constituée conformément à l'article vingt-neuf des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

Ensuite après avoir délibéré, l'assemblée prend et vote successivement les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide de réduire le capital à concurrence de trois cent mille francs, pour le ramener ainsi de un million cinq cent mille francs à un million deux cent mille francs, et ce par réduction de vingt pour cent de la valeur nominale de l'action de capital par voie de remboursement de cent francs par titre de capital.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Sous la condition suspensive d'autorisation par Arrêté Royal, de la réduction de capital qui précède, l'assemblée décide de supprimer le texte de l'article cinq des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

ARTICLE CINQ : « Le capital est fixé à un million deux cent mille francs représenté par trois mille actions de capital de quatre cent francs nominal chacune et de trois cents actions de dividende sans mention de valeur nominale.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, sans pouvoir être tenus à aucun appel de fonds au-delà. »

L'assemblée décide en outre de modifier les statuts comme suit :

A) ARTICLE ONZE : « ...quatre membres », ajouter « associés ou non ».

B) ARTICLE VINGT-DEUX : « ...par un ou plusieurs commissaires » ajouter : « associés ou non ».

C) Supprimer article vingt-six, et remplacer par :

ARTICLE VINGT-SIX : « L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires qui se sont conformés à l'article suivant.

Chaque action de capital donne droit à une voix.

Chaque action de dividende donne droit à une voix.

Les actions de dividende ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur au deux/tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé. Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix. »

D) Supprimer article trente-six et remplacer par :

ARTICLE TRENTE-SIX : « l'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il sera prélevé :

1. cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra le dixième du capital social.

2. sur le solde, il sera prélevé :

a) la somme nécessaire pour payer aux actions de capital un premier dividende de huit pour cent.

b) sur le reliquat dix pour cent à répartir entre les administrateurs.

c) le solde éventuel se répartira comme suit :

1. soixante pour cent aux actions de capital, à titre de second dividende;

2. quarante pour cent aux actions de dividende. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite tant des présentes que des procurations ci-annexées, les membres du bureau et les actionnaires qui le désirent ont signé avec Nous, Notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A.C.I., le vingt-sept mai mil neuf cent cinquante-trois — Vol. 1128 — F° 16 — ce. 2 — trois rôles — quatre renvois — Reçu quarante francs — Le Receveur : DENYS.

Pour Expédition conforme

(sé) A. SNYERS d'ATTENHOVEN.

A. Snyers d'Attenhoven, Notaire, Bruxelles.

Tribunal de 1^{re} Instance de Bruxelles, Président.

Vu par nous : Jean Hubrecht, Président du Tribunal de 1^{re} Instance, séant à Bruxelles, pour la légalisation de la signature de M^c Snyers d'Attenhoven, Notaire à Bruxelles.

Reçu quatre francs. - N^o 2444.

Bruxelles, 5 juin 1953.

(sé) J. HUBRECHT.

Ministère de la Justice.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. J. Hubrecht apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 juin 1953.

Le Chef de Bureau.

(sé) R. VERLEYSSEN.

Ministère des Colonies.

Vu au Ministère des Colonies pour légalisation de la signature de M. Verleysen apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 8 juin 1953.

Le Conseiller-adjoint.

(sé) N. CORNET.

Droits perçus : 40 fr.

Vu,
le Ministre des Colonies,
le 26 juin 1953.

Mij bekend,
de Minister van Koloniën,
de 26 Juni 1953.

(sé) DEQUAE (get.)

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ELISABETHVILLE (Congo Belge)

Siège Administratif : BRUXELLES, 6, rue Montagne du Parc

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1.014

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377

Acte de constitution et modifications aux statuts publiés :

- au Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo de novembre 1906, aux Annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937, 15 août 1945, 15 avril 1947, 15 janvier 1948, 15 septembre 1948, 15 septembre 1949, 15 décembre 1952.
- et aux Annexes au Moniteur Belge des 9 avril 1919 (acte n° 2105), 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16/17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n° 2066. 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1937 (actes n° 5554, 5555), 14/15 mai 1945 (acte n° 6.185), 19 avril 1947 (acte n° 6.678), 7 février 1948 (acte n° 2.163), 1^{er} septembre 1948 (acte n° 17.885), 25/26 juillet 1949 (acte n° 16.287), 15/16 décembre 1952 (acte n° 26045).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1952

Approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1953

ACTIF.

I. — Actif Immobilisé :

Premier Etablissement :

- | | Francs congolais |
|---|------------------|
| a) Concessions minières pour mémoire(*) | |
| b) Usines, bâtiments, mobilier, installations diverses, matériel et avances sur commandes de matériel . | 11.265.439.341,— |

Moins :

Amortissements	5.612.726.499,—	
	<hr/>	5.652.712.842,—

(*) Les concessions ont été obtenues en échange des titres et avantages suivants :

264.000 actions de dividende, remplacées depuis lors par des parts sociales.

Une somme de Fr. 6.000.000,— en 1922.

Une redevance annuelle égale à 10 p.c. du bénéfice distribué au-delà de Fr. 93.150.000,— depuis 1937.

414.000 voix aux assemblées générales.

Des droits de souscription par priorité pour le quart des titres nouveaux offerts pour souscription aux actionnaires.

II. — Actif Réalisable :

Magasins d'approvisionnements	341.228.920,—
Portefeuille :	
a) Participations	698.493.676,—
Moins :	
Montant restant à appeler	13.792.500,—
	<hr/>
	684.701.176,—
b) Fonds d'Etat et Obligations	1.684.955.929 —
	<hr/>
	2.369.657.105,—
Produits : Minerais et Métaux	829.485.710,—
Débiteurs divers	1.952.471.437,—

III. — Actif disponible :

Banques et caisses	3.285.095.559,—
------------------------------	-----------------

IV. — Divers :

Comptes débiteurs divers	45.624.744,—
------------------------------------	--------------

V. — Comptes d'Ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	<hr/>
	14.476.276.317,—
	<hr/>

PASSIF.

I. — Passif de la Société envers elle-même :

Francs congolais

Capital social :

Représenté par 1. 242.000 parts sociales sans désignation de valeur	5.00.000.000,—
---	----------------

Réserves :

Fonds de réserve	300.000.000,—
Fonds spécial de réserve et de prévision	593.923.279,—
Réserve pour régularisation de la valeur des stocks	132.614.712,—
	<hr/>
	1.026.537.991,—

II. — Passif de la Société envers des tiers :

Exigible à long terme :

Obligations :

200.000 obligations nominatives 4½ % de 100 francs chacune à droit de vote	20.000.000,—
---	--------------

Exigible à court terme :

Créditeurs divers	2.802.914.608,—
Coupons à payer	32.190.312,—

III. — Divers :

Comptes créditeurs divers :

Provisions pour grosses réparations et remplacements de matériel	1.496.455.322,—	
Autres comptes créditeurs	929.665.574,—	
	<hr/>	2.426.120.896,—

IV. — Comptes d'Ordre :

Titulaires de cautionnements statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

V. — Solde :

Profits et Pertes :

Reports à nouveau de l'exercice précé- dent	77.437.865,—	
Bénéfice de l'exercice 1952	3.091.074.645,—	
	<hr/>	3.168.512.510,—
		<hr/>
		14.476.276.317,—
		<hr/> <hr/>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1952

DEBIT.

Francs congolais

Intérêts et taxe mobilière sur obligations 4 ½ %	1.034.483,—
Redevance au Comité Spécial du Katanga (Art. 37 des Statuts)	177.733.193,—
Amortissements :	
sur premier établissement	800.000.000,—
sur magasins d'approvisionnements	6.963.855,—
	<hr/>
	806.963.855,—
Provision pour impôt complémentaire sur les bénéfices	694.147.198,—
Solde Bénéficiaire	3.091.074.645,—
	<hr/>
	4.770.953.374,—
	<hr/> <hr/>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	4.615.199.109,—
Revenus de Portefeuille	143.198.162,—
Intérêts, Commission et Divers	12.556.103,—
	<hr/>
	4.770.953.374,—
	<hr/>

Taxes et Impôts afférents à l'exercice 1952
(Récapitulation)

Droits de sortie	1.080.042.298,—
(déduits des résultats d'exploitation)	
Taxes et impôts divers	192.337.949,—
(déduits des résultats d'exploitation)	
Impôt complémentaire sur les bénéfices	694.147.198,—
(inscrit au compte de profits et pertes)	
Taxe mobilière sur le dividende	317.981.928,—
(déduite du dividende distribué)	
	<hr/>
	2.284.509.373,—
	<hr/>

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES NETS

Bénéfice net de l'exercice 1952	3.091.074.645,—
Report à nouveau de l'exercice précédent	77.437.865,—
	<hr/>
	3.168.512.510,—
	<hr/>
Dotation au Fonds de réserve	154.553.732,—
Dotation au Fonds spécial de réserve et de prévision	1.000.000.000,—
Report à nouveau	45.030.433,—
Dividende à 1.242.000 parts sociales	1.870.481.928,—
Tantièmes au Conseil d'Administration, au Collège des Commissaires et au Personnel	98.446.417,—
	<hr/>
	3.168.512.510,—
	<hr/>

SITUATION DU CAPITAL

Le capital social est entièrement libéré.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTION
AU MOMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 25 JUIN 1953

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :

* M. Gaston BLAISE, Gouverneur honoraire de la Société Générale de Belgique, 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Président honoraire :

* M. Firmin VAN BREE, Ingénieur des Constructions Civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Paul GILLET, Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

Président du Comité Permanent :

* M. Edgar SENGIER, Ingénieur civil des Mines, 24, Avenue Ernestine, Ixelles.

Président du Comité Local (Elisabethville) :

M. Jules COUSIN, Ingénieur civil des Mines « La Roseraie », Boulevard Elisabeth, Elisabethville.

Administrateur-Délégués :

M. Aimé MARTHOZ, Ingénieur civil, 43, Square Vergote, Schaerbeek.

M. Herman ROBILIART, Ingénieur civil des Mines, 35, avenue Jeanne, Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

M. Richard TERWAGNE, Ingénieur civil des Mines, 276, avenue Molière, Uccle.

Administrateurs :

M. Henri BUTTGENBACH, Ingénieur des Mines, 182, avenue F.-D. Roosevelt, Bruxelles.

* M. Ary GUILLAUME, Vice-Président du Comité Spécial du Katanga, 402, boulevard du Souverain, Auderghem.

* M. Godfrey C. HUTCHINSON, Administrateur-Directeur de la Tanganyika Concessions Ltd., 19/21 Chesham Street, Londres.

M. The Earl of SELBORNE, Administrateur de la Tanganyika Concessions Ltd., St Ermin's, Caxton Street, Londres.

* Membres du Comité Permanent.

COLLEGE DES COMMISSAIRES

Président :

M. Léon HELBIG de BALZAC, Administrateur de Sociétés, 50, Boulevard St Michel, Etterbeek.

Commissaires :

le Comte CAPELLE, Docteur en droit, La Bruyère par Meux.

M. Pierre JADOT, Administrateur de Sociétés, Château de Jolimont — La Hulpe.

M. Maurice ROBERT, Ingénieur Géologue, 210, Avenue Molière, Ixelles.

M. Louis H. WEATHERLEY, Chartered Accountant F.C.A., 2 Devonshirestreet, Londres.

Un Administrateur-Délégué

H. ROBILIART

Union Minière du Haut-Katanga

Société congolaise à responsabilité limitée

Siège social : ELISABETHVILLE (Congo Belge)

Siège Administratif : BRUXELLES, 6, rue Montagne du Parc

Registre du Commerce d'Elisabethville n° 1.014

Registre du Commerce de Bruxelles n° 13.377

NOMINATIONS STATUTAIRES

Extrait du procès-verbal de
l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
tenue le 25 juin 1953

L'Assemblée renouvelle les mandats de MM. Jules COUSIN et Godfrey C. HUTCHINSON, Administrateurs, et celui de M. Léon HELBIG de BALZAC, Commissaire, qui viennent à expiration immédiatement après l'assemblée.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Pour extrait conforme

Un Administrateur-Délégué

H. ROBILIART

ERRATUM

Bulletin Officiel du Congo Belge du 1^{er} juillet 1953. Compagnie Générale d'Automobile et d'Aviation au Congo page 1012 lire : Bilan au 31 décembre 1952 au lieu de : Bilan au 31 décembre 1953.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 9^e TRANCHE 1953

SAMEDI 27 JUIN 1953

Les billets dont le n° se termine par	gagnent	Les billets dont le n° se termine par	gagnent
0	200 fr.	0254	5.000 fr.
8000	5.000 fr.	84	500 fr.
168300	1.000.000 fr.		
210	1.000 fr.		
5430	5.000 fr.	5105	2.500 fr.
1170	2.500 fr.	10705	20.000 fr.
16570	20.000 fr.	5525	2.500 fr.
		3075	5.000 fr.
		87375	100.000 fr.
		4285	2.500 fr.
		17995	20.000 fr.
19021	20.000 fr.		
46951	100.000 fr.		
8461	10.000 fr.	2906	5.000 fr.
77271	100.000 fr.	916	1.000 fr.
37391	40.000 fr.	43226	20.000 fr.
18591	20.000 fr.	09546	100.000 fr.
70891	20.000 fr.	18166	40.000 fr.
		8676	2.500 fr.
9502	10.000 fr.		
9012	5.000 fr.	06727	40.000 fr.
20442	20.000 fr.	49347	40.000 fr.
46752	100.000 fr.	2567	2.500 fr.
2462	2.500 fr.	4797	2.500 fr.
13382	40.000 fr.		
		44648	20.000 fr.
6773	5.000 fr.	63258	20.000 fr.
11973	20.000 fr.	4968	5.000 fr.
127183	1.000.000 fr.		
53383	20.000 fr.	04669	20.000 fr.
65393	20.000 fr.	14079	20.000 fr.
		100589	2.500.000 fr.

Les dixièmes de billet gagnent le dixième de la somme attribuée au
billet entier correspondant.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING DER 9^e SCHIJF 1953

ZATERDAG 27 JUNI 1953

De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op	winnen
0	200 fr.	0254	5.000 fr.
8000	5.000 fr.	84	500 fr.
168300	1.000.000 fr.		
210	1.000 fr.		
5430	5.000 fr.	5105	2.500 fr.
1170	2.500 fr.	10705	20.000 fr.
16570	20.000 fr.	5525	2.500 fr.
		3075	5.000 fr.
		87375	100.000 fr.
		4285	2.500 fr.
		17995	20.000 fr.
19021	20.000 fr.		
46951	100.000 fr.		
8461	10.000 fr.	2906	5.000 fr.
77271	100.000 fr.	916	1.000 fr.
37391	40.000 fr.	43226	20.000 fr.
18591	20.000 fr.	09546	100.000 fr.
70891	20.000 fr.	18166	40.000 fr.
		8676	2.500 fr.
9502	10.000 fr.		
9012	5.000 fr.	06727	40.000 fr.
20442	20.000 fr.	49347	40.000 fr.
46752	100.000 fr.	2567	2.500 fr.
2462	2.500 fr.	4797	2.500 fr.
13382	40.000 fr.		
		44648	20.000 fr.
		63258	20.000 fr.
		4968	5.000 fr.
6773	5.000 fr.		
11973	20.000 fr.		
127183	1.000.000 fr.	04669	20.000 fr.
53383	20.000 fr.	14079	20.000 fr.
65393	20.000 fr.	100589	2.500.000 fr.

De tienden van het biljet winnen het tiende van het bedrag toegekend
aan het overeenstemmend geheel biljet.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE**

Dates	Pages
3 novembre 1952. — D. — Terres. — Concession à M. Bostandji Pro- dromo, d'un droit de choisir 20.600 Ha. de terres de pacage dans le district du Lac Léopold II. — Convention du 20 mars 1952. — Approbation.	
Rapport du Conseil Colonial . .	3
Décret.	5
25 novembre 1952. — D. — Terres. — Cession gratuite à l'« Association Armée du Salut » d'un terrain de 80 a. 18 ca. sis à Léopoldville- Est. — Convention du 12 juillet 1952. — Approbation.	
Rapport du Conseil Colonial . .	11
Décret.	11
25 novembre 1952. — D. — Terres. — Echange de terrains sis dans la circonscription urbaine de Bunia entre la Colonie et la « Mission du Lac Albert. — Convention du 7 août 1952. — Approbation.	
Rapport du Conseil Colonial . .	13
Décret.	14
25 novembre 1952. — D. — Terres. — Concession en emphytéose à M. Ménager Napoléon, d'un terrain de 100 Ha. sis à Dimba. — Con- vention du 23 octobre 1950. — Approbation.	
Rapport du Conseil Colonial . .	16
Décret	18

INHOUD

Data	Bladz.
3 November 1952. — D. — Gronden — Concessie aan de Heer Bostandji Prodromo, van het recht om 20.600 Ha. weidegrond te kiezen in het Leopold II Meer distrikt. — Overeenkomst van 20 Maart 1952 — Goedkeuring.	
Verslag van de Koloniale Raad .	3
Decreet	5
25 November 1952. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « As- sociation Armée du Salut » van een grond groot 80 Ha. 18 ca. gelegen in Leopoldstad-Oost. — Overeenkomst van 12 Juli 1952. — Goedkeuring.	
Verslag van de Koloniale Raad .	11
Decreet	11
25 November 1952. — D. — Gronden. — Ruiling van gronden gelegen in het stadsgebied van Bunia, tussen de Kolonie en de « Missie van het Albert-Meer ». — Over- eenkomst van 7 Augustus 1952. — Goedkeuring.	
Verslag van de Koloniale Raad .	13
Decreet	14
25 November 1952. — D. — Gronden. — Concessie in erfpacht aan de Heer Napoleon Ménager, van een grond groot 100 Ha. te Dimba gelegen. — Overeenkomst van 23 October 1950. — Goedkeuring.	
Verslag van de Koloniale Raad .	16
Decreet	18

7/1/53
C29

Dates	Pages	Data	Bla. lz.
29 novembre 1952. — A.R. — Terres. — Cession gratuite à l' « Association des Religieux du Très-Saint-Sacrement » d'un terrain de 5 Ha. sis à Kitega. — Convention du 4 novembre 1952. — Approbation.	21	29 November 1952. — K. B. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Religieux du Très-Saint-Sacrement » van een stuk grond van 5 Ha. gelegen te Kitega. — Overeenkomst van 4 November 1952. — Goedkeuring.	21
8 décembre 1952. — D. — Terres. — Concession en occupation provisoire à M. Mamet M. d'un terrain de 50 Ha. sis à Yemba. — Conventions des 14 janvier et 8 septembre 1952. — Approbation.		8 December 1952. — D. — Gronden. — Concessie in voorlopige bezitneming aan de Heer Mamet, van een grond groot 50 Ha. gelegen te Yemba. — Overeenkomst van 14 Januari en 8 September 1952. — Goedkeuring.	
Rapport du Conseil Colonial	23	Verslag van de Koloniale Raad	23
Décret	24	Decreet	24
8 décembre 1952. — A. R. — Terres. — Concession gratuite en superficie à la « Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » de deux terrains de 36 a. 36 ca. 70 % et de 31 a. 57 ca. 10 %, sis à Luluabourg. — Conventions du 16 octobre 1952. — Approbation.	27	8 December 1952. — K. B. — Gronden. Kosteloze concessie in opstal aan de « Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » van twee gronden van 36 a. 36 ca. 70 % en 31 a. 57 ca. 10 % gelegen te Luluaburg. — Overeenkomsten van 16 October 1952. — Goedkeuring.	27
8 décembre 1952. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Pères Capucins de deux terrains de 26 Ha. et 20 Ha. sis à Dondo. — Convention du 29 octobre 1952. — Approbation	31	8 December 1952. — K. B. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Capucins » van twee gronden van 26 Ha. en 20 Ha. te Dondo. — Overeenkomst van 29 October 1952. — Goedkeuring	31
8 décembre 1952. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l' « Association Présentation Notre-Dame » d'un terrain de 25 Ha. situé à Bokurubi. — Convention du 7 novembre 1952. — Approbation	33	8 December 1952. — K. B. — Gronden. Kosteloze afstand aan de « Association Présentation Notre-Dame » van een grond groot 25 Ha. te Bokurubi. — Overeenkomst van 7 November 1952. — Goedkeuring	33
8 décembre 1952. — A. R. — Terres. — Concession gratuite par le Comité Spécial du Katanga à l' « Association du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie » d'un terrain de 1 Ha. 56 a. sis à Kinkotonkoto. — Convention du 28 novembre 1950 — Approbation	36	8 December 1952. — K. B. — Gronden. Kosteloze concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan de « Association du Saint-Esprit et du Saint Cœur de Marie » van een grond groot 1 Ha. 56 a. gelegen te Kinkotonkoto. — Overeenkomst van 28 November 1950. — Goedkeuring	36

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret approuvant la concession à M. Bostandji Prodromo, ingénieur agronome résidant à Léopoldville, d'un droit de choisir 20.600 hectares de terres dans le district du Lac Léopold II.

Dans sa séance du 3 octobre 1952, le Conseil Colonial a examiné le projet de décret approuvant une convention intervenue le 20 mars 1952 entre la Colonie et M. Bostandji Prodromo, ingénieur agronome résidant à Léopoldville, et en vertu de laquelle la Colonie accorde à l'intéressé le droit de choisir, dans le district du Lac Léopold II, 20.600 hectares de terres. Cette superficie se décompose comme suit : 20.000 hectares de terres de pacage, un bloc de 500 hectares destiné à un kraal d'étape et de quarantaine, un bloc de 100 hectares devant servir de kraal d'attente pour les animaux destinés à être embarqués vers les centres urbains.

Cette convention s'inspire des directives générales adoptées par le Conseil Colonial en matière de concessions d'élevage.

Elle comporte :

1° droit de choisir pendant 10 ans — mais sans monopole — 20.600 hectares de terres d'élevage dans le district du Lac Léopold II (ce qui exclut les terres à vocation agricole et les terres boisées) ;

2° dénonciation des terres choisies, par blocs de 300 hectares au minimum ;

3° enquête de vacances de ces terres, car le choix ne peut porter que sur des terres libres de droits indigènes ;

4° droit d'occuper à titre provisoire, jusqu'à expiration du délai de 10 ans, les terres retenues comme terres libres ;

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie aan de Hr. Bostandji Prodromo, landbouwingenieur verblijvend te Leopoldstad, van het recht om 20.600 hectaren grond te kiezen, in het district Leopold II Meer.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 3 October 1952. Hierbij wordt een overeenkomst goedgekeurd die op 20 Maart 1952 is getroffen tussen de Kolonie en de Hr. Bostandji Prodromo, landbouwingenieur verblijvende te Leopoldstad, krachtens welke de Kolonie aan belanghebbende het recht verleent 20.600 hectaren grond te kiezen in het district Leopold II Meer. Deze oppervlakte behelst : 2.000 hectaren weidegrond, een blok van 500 hectaren bestemd voor een kraal als etappe- en quarantaineplaats, een blok van 100 hectaren bestemd voor een kraal waarin het vee wordt ondergebracht in afwachting dat het naar stedelijke centra wordt verscheept.

Onderhavige overeenkomst werd afgesloten op grond van de nieuwe richtlijnen door de Koloniale Raad inzake veeteeltconcessies aangenomen.

Zij behelst :

1° het recht van keuze gedurende 10 jaren — maar zonder monopolie — over 20.600 hectaren veeteeltgrond in het district Leopold II Meer (landbouwgrond en bosterrein is hiermede uitgesloten) ;

2° de aanduiding van de gekozen gronden met blokken van ten minste 300 hectaren ;

3° onderzoek naar het onbeheerd zijn dezer gronden, aangezien men alleen gronden mag kiezen die vrij zijn van inlandse rechten ;

4° het recht om voor de termijn van 10 jaren, de gronden die als vrije gronden weerhouden werden, voorlopig in bezit te nemen ;

5° dans l'entretemps, mise à la disposition du Conseil Colonial du résultat des enquêtes de vacances;

6° à l'expiration du délai du droit de choix, droit d'occuper les terres retenues comme terres libres, pendant 30 ans au titre d'emphytéote;

7° à l'expiration de ce délai, qui pourra être renouvelé pour une durée de 30 ans si les terrains concédés ont fait l'objet d'une mise en valeur rationnelle compatible avec les possibilités économiques de l'entreprise, droit d'acquérir en pleine propriété les terres concédées qui auront été couvertes par des constructions ou transformées en pâturages à caractère intensif, mais avec un maximum de 2.000 hectares;

8° au cas où, à l'expiration de la seconde emphytéose, la région concédée serait destinée à conserver son caractère pastoral, l'emphytéote jouira d'un droit de priorité pour le renouvellement de l'emphytéose à des conditions à déterminer de commun accord;

9° l'emphytéote jouira de la même priorité au cas où la Colonie déciderait d'aliéner tout ou parties des terres concédées dont le caractère pastoral serait maintenu.

La présente concession est située dans la région où 80.000 hectares avaient été demandés et se substitue à la demande faite antérieurement par la Société Congolaise de Banque et ayant fait l'objet d'une convention en date du 15 septembre 1950, approuvée par décret du 31 mars 1951. Cet organisme n'ayant pas constitué la société d'exploitation qu'elle s'était engagée à créer conformément à l'article premier de la convention susvisée, celle-ci est dès lors devenue sans objet.

Mis aux voix, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

5° in de tussentijd : voorlegging van de uitslag der onderzoekingen naar de onbeheerde gronden aan de Koloniale Raad;

6° het recht om de als vrije grond weerhouden gronden bij het einde van de termijn van het keuzerecht, als erfpachter gedurende dertig jaar in bezit te nemen;

7° na verloop van deze termijn, vatbaar voor verlenging voor een termijn van 30 jaar, bijaldien de in concessie gegeven gronden op rationele wijze, overeenkomstig de economische mogelijkheden der onderneming productief zijn gemaakt, het recht om de volle eigendom te verkrijgen van de in concessie gegeven gronden die met gebouwen bedekt zijn of die tot intensieve weidegrond zijn veranderd, ten belope noch tans van ten hoogste 2.000 hectaren;

8° ingeval de in concessie gegeven streek bij het einde van de tweede erfpacht voorbestemd is om haar herderlijk karakter te behouden heeft de erfpachter de voorrang om de vernieuwing van de erfpacht te bekomen tegen voorwaarden te bepalen in gemeen overleg;

9° de erfpachter geniet dezelfde voorrang ingeval de Kolonie beslist de concessiegronden, waarvan het herderlijk karakter behouden wordt, geheel of ten dele te vervreemden.

Deze concessie ligt in de streek waar 80.000 hectaren werden aangevraagd en vervangt deze aanvraag, vroeger gedaan door de « Société Congolaise de Banque » en die het voorwerp heeft uitgemaakt van een overeenkomst van 15 September 1950, goedgekeurd bij decreet van 31 Maart 1951. Aangezien dit organisme geen exploitatiemaatschappij heeft opgericht, hoewel het zich hieertoe verbonden heeft bij artikel 1 van de overeenkomst, heeft deze laatste geen voorwerp meer.

Het ontwerp wordt in stemming gebracht en eenparig goedgekeurd.

M. le Conseiller Deraedt était absent
et excusé.

Bruxelles, le 7 novembre 1952.

Le Conseiller-Rapporteur,

N. DE CLEENE.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

De Hr. Deraedt is afwezig met kennisgeving.

Brussel, 7 November 1952.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession à M. Bostandji Prodrorno, d'un droit de choisir 20.600 hectares de terres de pacage dans le district du Lac Léopold II. — Convention du 20 mars 1952. — Approbation.

—
BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 3 octobre 1952,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Léopoldville, ci-après dénommée « la Colonie » d'une part, et M. BOSTANDJI Prodrorno, ingénieur agronome, résidant à Léopoldville, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie :

Article premier. — La Colonie accorde à M. Bostandji qui accepte, le droit de choisir :

- a) 20.000 hectares de terres de pacage dans les limites du bloc représenté par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 200.000;

Gronden. — Concessie aan de Heer Bostandji Prodrorno, van het recht om 20.600 ha. weidegrond te kiezen in het Leopold II Meer district. — Overeenkomst van 20 Maart 1952. — Goedkeuring.

—
BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 3 October 1952,

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ GEDECRETEERD EN DECRETEREN WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- b) un bloc de 500 hectares maximum le long de la route Mpelu Tshumbii à proximité du village Lewo, ce bloc étant destiné à un kraal d'étape et de quarantaine;
- c) un bloc de 100 hectares de savane à délimiter à proximité de Tshumbii, devant servir de kraal d'attente pour les animaux destinés à être emballés vers les centres urbains.

Article 2. — Le droit de choix accordé en vertu de l'article premier pourra s'exercer pendant une durée de dix ans prenant cours à la date d'approbation de la présente convention par le pouvoir compétent. M. Bostandji notifiera au Commissaire de District du Lac Léopold II le choix des blocs, qui devront avoir une superficie minimum de 300 hectares, avec croquis à l'appui. Toutes les contestations qui pourraient s'élever au sujet du choix des terres entre M. Bostandji et le Commissaire de district seront portées devant le Gouverneur de la Province qui tranchera souverainement.

A l'expiration du délai fixé à l'alinéa précédent, le droit de M. Bostandji sera réduit à la superficie des terres dénoncées et délimitées provisoirement en vue des enquêtes de vacance.

Il est expressément stipulé que le choix de M. Bostandji ne pourra s'exercer en aucun cas sur des terres occupées par les indigènes ni sur des jachères et les terres d'extension. Il ne pourra non plus porter sur des parcelles boisées lorsque celles-ci atteignent une superficie supérieure à 20 hectares ni sur des terres à vocation nettement agricole (sauf dans le cas où ces dernières seraient destinées à la pratique de l'élevage intensif) situées dans un rayon de 25 kilomètres de part et d'autre de grandes voies d'évacuation (routes d'intérêt général, chemins de fer, ports, etc.).

Article 3. — L'occupation provisoire des blocs, choisis conformément aux stipulations de l'article 2 ci-dessus, ne pourra être réalisée qu'avec l'autorisation préalable du Gouverneur de la Province; cette autorisation sera délivrée pour autant que la domanialité des terres choisies ait été reconnue après l'enquête de vacance prévue par le décret du 31 mai 1934.

L'autorisation d'occupation provisoire est valable jusqu'à expiration du délai du droit de choix.

M. Bostandji paiera pour les superficies occupées provisoirement une redevance annuelle de fr. 0.25 l'hectare, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

Article 4. — A l'expiration du délai du droit de choix, les terres occupées provisoirement ou agréées seront concédées en emphytéose pour 30 ans, aux conditions générales de l'arrêté royal du 30 mai 1922.

Sous peine de déchéance, le concessionnaire s'engage, sur les terres détenues en emphytéose :

- a) à développer son élevage et à y posséder, dès l'achèvement des dix premières années de l'emphytéose et jusqu'à l'expiration du contrat, des troupeaux totalisant au moins 2.000 têtes de gros bétail. Le troupeau devra comprendre 1 p. c. de bétail mâle reproducteur de race améliorée et acclimatée et 60 p. c. de bétail femelle de tout âge dont 30 p. c. en âge de reproduction;

- b) à utiliser rationnellement les terrains;
- c) un constat de mise en valeur devra être effectué avant l'expiration des dix premières années susvisées.

Si la mise en valeur est jugée insuffisante, par suite d'un cas de force majeure reconnu par la Colonie, celle-ci accordera à M. Bostandji un délai supplémentaire dont la durée sera fixée selon les circonstances.

Article 5. — 1. A l'expiration du bail emphytéotique, M. Bostandji aura la faculté d'acquérir en propriété les parties des terres concédées, couvertes par des constructions ainsi que celles qui auront été transformées en pâturages à caractère intensif, au tarif en vigueur au moment de la vente pour les terrains à usage d'élevage de la dernière catégorie.

Ces parties ne pourront dépasser dix pour cent (10 p.c.) de la superficie totale faisant l'objet du droit d'emphytéose (avec maximum de 2.000 hectares pour l'ensemble des terres visées à l'article premier de la présente convention).

2. A l'expiration du bail emphytéotique, M. Bostandji aura droit au renouvellement automatique du bail pour trente ans, si les terrains concédés ont fait l'objet d'une mise en valeur rationnelle compatible avec les possibilités économiques de l'entreprise.

3. La mise en valeur sera constatée par une commission comprenant un représentant de l'Etat, un de l'Inéac et un de M. Bostandji. Cette commission devra se prononcer cinq ans avant l'expiration du premier bail emphytéotique.

4. Si la mise en valeur est jugée insuffisante par suite d'un cas de force majeure, reconnu par la Colonie, celle-ci accordera à M. Bostandji un délai supplémentaire dont la durée sera fixée selon les circonstances.

5. Le renouvellement de l'emphytéose s'effectuera en tout cas si M. Bostandji a établi sur ses concessions un troupeau comportant au moins une tête de gros bétail par 6, 8 ou 10 hectares suivant la fertilité du sol, sans que l'occupation des terres par le bétail soit suivie de signes de dégradation.

6. Dix ans avant l'expiration de la seconde emphytéose de trente ans, la Colonie fera part à M. Bostandji de son intention de renouveler ou non l'emphytéose en cours, en tout ou en partie.

Toutefois, au cas où la région concédée serait destinée à conserver à l'expiration de la période de septante ans, son caractère pastoral, M. Bostandji jouira d'un droit de priorité pour le renouvellement de l'emphytéose à des conditions à déterminer de commun accord.

L'emphytéote jouira également d'une priorité au cas où la Colonie déciderait d'aliéner tout ou partie des terres concédées dont le caractère pastoral serait maintenu.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, l'emphytéote exercera son droit dans un délai de six mois à dater du moment où la décision de la Colonie lui aura été notifiée; passé ce délai, il sera considéré comme y ayant renoncé.

Pour déterminer les conditions de location, les terres concédées seront considérées comme formant un tout.

Dans tous les cas et au préalable, les intérêts fonciers des indigènes devront être respectés.

Article 6. — La location des terrains au cours de la période de dix ans durant laquelle M. Bostandji pourra exercer son droit de choix et des deux périodes trentenaires couvertes par les baux emphytéotiques s'effectuera sur les bases suivantes :

- pendant 10 ans : 0,25 fr. par hectare et par an ;
- pendant 15 ans : 2 francs par hectare et par an ;
- pendant 5 ans : 3 francs par hectare et par an ;
- pendant 5 ans : 4 francs par hectare et par an ;
- pendant 5 ans : 5 francs par hectare et par an ;
- pendant 30 ans : 5 francs par hectare et par an.

Article 7. — M. Bostandji aura la faculté d'établir sur les terres concédées :

- 1° les constructions et installations nécessaires à l'élevage, notamment les logements pour le personnel européen et indigène, les abris et dipping-tanks pour bétail, les garages pour véhicules, les magasins nécessaires à l'entreprise ;
- 2° les cultures nécessaires à l'alimentation du bétail et à celle du personnel européen et indigène attaché à l'exploitation.

Article 8. — M. Bostandji s'engage à commencer les essais d'élevage par petits noyaux localisés et à n'étendre l'occupation des terres par les troupeaux qu'après :

- a) déboisement des rives des cours d'eau aux passages obligés du bétail ;
- b) création d'abreuvoirs et curage des passages boueux ;
- c) destruction des plantes épineuses ou nocives.

Article 9. — M. Bostandji s'engage à :

- 1° prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures et autres biens des tiers, sans préjudice des mesures sanitaires, édictées par l'autorité compétente ;
- 2° clôturer aussitôt que possible et dans la mesure où ce travail s'avère économiquement désirable ;
- 3° adopter dans toute la mesure du possible des moyens mécaniques de transport et de travail ;
- 4° établir et maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de ses exploitations ainsi que de leur famille.

Article 10. — M. Bostandji ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de l'entreprise.

Il acquittera les taxes de coupe et de reboisement fixées par les ordonnances sur la matière, en cas de vente à des tiers.

Article 11. — Le droit de choix dont question à l'article 2 de la convention ne comporte pas un monopole au profit de M. Bostandji, la Colonie se réservant la faculté pendant la période de l'exercice de ce droit, de concéder des terres à d'autres fins que celles d'élevage.

La Colonie ne garantit pas que M. Bostandji trouvera, dans la région déterminée par l'article premier, des terres libres de droits indigènes à concurrence des superficies envisagées.

Article 12. — M. Bostandji ne pourra aliéner ou hypothéquer son droit, ni grever le fonds de servitude, ni changer la destination du terrain, sans l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur de la Province.

Article 13. — La Colonie se réserve le droit de reprendre aux conditions de l'article 15 de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location de terres, les terres de pacage qui deviendraient nécessaires à une destination d'intérêt public (routes, chemins de fer, canaux, haltes, garages, etc.), y compris celles qui devraient servir au lotissement d'agglomérations nouvelles. Dans ce cas, l'emphytéote accepterait en compensation, dans la région déterminée à l'article premier, une parcelle de surface équivalente à celle rétrocédée à la Colonie, sans qu'il y ait lieu à indemnisation, sauf pour les impenses réalisées et sans expropriation, étant donné que la rétrocession aurait le caractère d'un échange de terrain.

Article 14. — La Colonie accorde à M. Bostandji le droit d'établir des routes et des quais, pour l'usage de ses exploitations et dans la limite de ses besoins.

M. Bostandji aura l'usage gratuit du terrain domanial disponible non concédé, non bâti, ni mis en culture pour l'établissement de ces routes et quais.

Les projets de tracés devront être déposés au Commissariat de district.

Le Commissaire de district pourra, dans les trois mois suivant ce dépôt, faire opposition à leur exécution totale ou partielle; dans ce cas et durant ce délai, il notifiera son opposition à M. Bostandji et adressera un rapport motivé au Gouverneur de la Province auprès de qui M. Bostandji pourra en appeler et qui statuera en dernier ressort.

Les routes créées par l'emphytéote seront réservées uniquement à l'exploitation, sauf exceptions autorisées par le Gouverneur de Province.

Ces routes pourront être déclarées d'intérêt public lorsqu'il apparaîtra par statistique, qu'elles ont fait naître une activité économique nouvelle entraînant un trafic supérieur à celui pour lequel elles ont été créées. La Colonie prendra à sa charge l'entretien des routes dès qu'elles auront été déclarées d'intérêt général (par voie d'arrêté du Gouverneur de province).

Si les routes, devenues d'intérêt public, sont d'intérêt local, elles seront entretenues par les circonscriptions indigènes. En aucun cas M. Bostandji ne pourra élever quelque prétention que ce soit au remboursement des dépenses antérieures de construction ou d'entretien.

M. Bostandji ne pourra établir ni péage, ni service public de transport qu'avec l'autorisation de la Colonie et aux conditions que celle-ci déterminera.

Article 15. — A l'expiration de son droit, pour quelque cause que ce soit, M. Bostandji emphytéote pourra enlever les constructions qu'il aurait érigées à moins que la Colonie ne désire les conserver.

Si les constructions sont laissées en place soit que la Colonie ait fait usage du droit de les conserver, soit que le concessionnaire ait renoncé à les enlever,

ainsi qu'il est prévu à l'alinéa précédent, la Colonie paiera à M. Bostandji emphytéote une indemnité fixée aux trois quarts de la valeur intrinsèque de ces constructions établie par deux experts : l'un nommé par l'emphytéote, l'autre par le Gouvernement. En cas de désaccord entre les dits experts, les parties nommeront un tiers expert qui les départagera. Si l'accord n'intervient pas au sujet de cet expert, celui-ci sera désigné par le Juge du Tribunal compétent.

Article 16. — M. Bostandji devra avoir construit au plus tard trois ans après la date de prise en cours du contrat d'emphytéose dérivant de l'article 4 ci-dessus, autant de dipping-tanks qu'il sera nécessaire pour qu'aucun des troupeaux n'ait à parcourir plus de dix kilomètres pour y parvenir.

M. Bostandji s'engage à améliorer les pâturages pour parfaire l'alimentation de son cheptel, en s'inspirant des résultats obtenus dans les stations régionales de recherches agrostologiques. Les méthodes préconisées devront être pratiques et économiquement applicables. Les services de la Colonie auront le droit, en tout temps, de faire procéder à des inspections périodiques des concessions.

Article 17. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté royal du 30 mai 1922 et des conditions spéciales ci-dessus donnera au Gouvernement le droit de prononcer la résiliation des baux emphytéotiques sans l'intervention des tribunaux, si, après sommation faite par lettre recommandée, l'emphytéote ne remplit pas les dites conditions dans un délai de six mois à partir de la réception de la lettre recommandée.

Toute décision qui interviendrait à ce sujet sera valablement portée à la connaissance de M. Bostandji par lettre recommandée.

Article 18. — Pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites les parties font élection de domicile : le Gouvernement chez le Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville en ses bureaux et M. Bostandji en les bureaux de l'Administrateur Territoria^l, chef du Territoire, dans lequel se situe le bien ci-dessus visé, où toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt mars mil neuf cent cinquante-deux.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 3 November 1952.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre des Colonies
en mission :

Le Ministre de l'Instruction publique,

Van Koningswege :

Voor de Minister van Koloniën
op zending :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

P. HARMEL.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la cession gratuite à l'Association Armée du Salut, d'un terrain d'une superficie de 80 a. 18 ca. situé dans la Cité Indigène de Léopoldville-Est.

Examiné au cours de la séance du Conseil du 7 novembre 1952, ce projet a été approuvé, sans discussion, à l'unanimité des membres présents.

Le R. P. Van Wing, absent, s'était fait excuser.

Bruxelles, le 7 novembre 1952.

Le Conseiller-Rapporteur,

NORBERT LAUDE.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze afstand aan de vereniging van het « Leger des Heils » van een grond van 80 a. 18 ca., in de inlandse wijk van Leopoldstad-Oost.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp onderzocht in de vergadering van 7 November 1952, en zonder bespreking eenparig goedgekeurd.

E. P. Van Wing is afwezig met kennisgeving.

Brussel, 7 November 1952.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession gratuite à l'Association « Armée du Salut », d'un terrain de 80 a. 18 ca. sis dans la cité indigène de Léopoldville-Est. — Convention du 12 juillet 1952. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 7 novembre 1952,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de Vereniging van het « Leger des Heils » van een stuk grond groot 80 a. 18 ca. gelegen in de inlandse wijk van Leopoldstad-Oost. — Overeenkomst van 12 Juli 1952. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 7 November 1952.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ GEDECRETEERD EN DECRETEREN WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'Association ARMEE DU SALUT, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 21 février 1936 (B. O. de 1936, page 330, 1^{re} partie) représentée par M. Becquet Henri, agréé en qualité de représentant légal par arrêté royal du 21 février 1936 (B. O. de 1936, page 330, 1^{re} partie) ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné aux œuvres scolaires de la Mission, situé à Léopoldville-Est, cité indigène, d'une superficie de QUATRE-VINGTS ARES DIX-HUIT CENTIARES (8.018 m²) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Article 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes sur 1/10 au moins de leur surface par des constructions en matériaux durables, entièrement achevées, répondant à la destination mentionnée ci-dessus.

Les constructions et clôtures devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par la Mission pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

La Mission sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'autorité administrative en ce qui concerne la zone de recul à obtenir éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions.

Article 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de la Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

Article 4. — La Mission bénéficiera des dispositions de l'article 7 du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945.

Article 5. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le 12 juillet 1952.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 Novembre 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 25 November 1952.

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën,

A. DEQUAE.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant un échange de terrains entre la Colonie et la Mission du Lac Albert : un terrain de 7 ha. 70 a. contre un terrain de 87 ares situés tous deux dans la circonscription urbaine de Bunia.

Ce projet a été examiné par le Conseil au cours de sa séance du 7 novembre 1952.

Un membre a fait observer qu'une concession de 7 hectares semblait trop importante dans une circonscription urbaine telle celle de Bunia.

M. le Président a répondu que cette circonscription prenait un grand développement et qu'il fallait prévoir des extensions.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité, moins une abstention.

Le R. P. Van Wing, absent, s'était fait excuser.

Bruxelles, le 28 novembre 1952.

Le Conseiller-Rapporteur,

NORBERT LAUDE.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van een ruiling tussen de Kolonie en de Missie van het Albert-Meer van gronden gelegen in het stadsgebied van Bunia : een grond van 7 ha. 70 a. tegen een grond van 87 aren.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp onderzocht in de vergadering van 7 November 1952.

Een Raadslid vindt dat een concessie van 7 hectaren blijkbaar te uitgestrekt is in een stadsgebied zoals dat van Bunia.

De Heer Voorzitter antwoordt dat dit stadsgebied aanmerkelijk uitbreiding neemt en dat met uitbreidingen rekening moet gehouden worden.

Het ontwerp wordt in stemming gebracht en eenparig goedgekeurd, min een onthouding.

E. P. Van Wing is afwezig met kennisgeving.

Brussel, 28 November 1952.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur.

Terres. — Echange de terrains sis dans la circonscription urbaine de Bunia entre la Colonie et la Mission du Lac Albert. — Convention du 7 août 1952. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 7 novembre 1952,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Ruiling van gronden gelegen in het stadsgebied van Bunia, tussen de Kolonie en de Missie van het Albert-Meer. — Overeenkomst van 7 Augustus 1952. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 7 November 1952,

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ GEDECRETEERD EN DECRETEREN WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre la COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur général, d'une part,

et la MISSION DU LAC ALBERT, personnalité civile reconnue par décret du 23 août 1913 (Bulletin Officiel de 1913, page 859) représentée par Son Excellence Monseigneur Matthysen Alphonse, résidant à Bunia, agréé en qualité de représentant légal (Bulletin Administratif de 1923, page 543) ci-après dénommée « la Mission », d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir législatif.

Article 2. — La Mission rétrocède gratuitement à la Colonie du Congo Belge qui accepte, un terrain situé dans la Circonscription urbaine de Bunia d'une superficie de quatre-vingt-sept ares, acquis par contrat de cession gratuite n° H. 457 intervenu le dix-sept août mil neuf cent quarante-six, approuvé par arrêté royal en date du 31 décembre 1946 (« Bulletin Administratif » de 1947, page 271), enregistré volume C-XXIV-folio n° 93).

Article 3. — Les frais résultant de la présente rétrocession sont à charge de la Colonie.

Article 4. — Le Conservateur des Titres Fonciers est dispensé d'enregistrer au nom de la Colonie le terrain rétrocédé par la Mission et décrit à l'article 2 ci-dessus.

Article 5. — En compensation de la rétrocession, la Colonie du Congo Belge cède gratuitement, en toute propriété, à la Mission qui accepte, aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des œuvres missionnaires, situé dans la Circonscription urbaine de Bunia, d'une superficie de sept hectares septante ares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

Article 6. — Le terrain sera considéré comme mis en valeur par l'établissement d'une école pour enfants européens (internat et externat) et l'édification d'une église.

Article 7. — Sous peine de résolution de plein droit de la présente convention, la Mission s'engage à ne pas détourner la destination du terrain cédé.

Article 8. — Le terrain cédé est soumis aux mesures imposées par la législation sur l'urbanisme par application de l'ordonnance du Gouverneur général n° 61/376 du 10 décembre 1949.

Article 9. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

Article 10. — Si, lors du mesurage officiel du terrain, il se trouve une contenance inférieure à celle fixée au présent contrat, la superficie sera ramenée à celle constatée par le mesurage.

Si par contre, ce mesurage fait apparaître une contenance supérieure à celle renseignée au contrat, la Mission évacuera la superficie excédentaire dans les quinze jours de la signification par lettre recommandée.

Le désistement pourra, au choix de la Mission, porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur, pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non-indigènes.

La superficie évacuée devra être d'un seul tenant et ne pourra constituer une enclave.

Dans l'un ou l'autre cas, la Mission ne pourra prétendre à compensation, remboursement, ou dommages-intérêts à quelque titre que ce soit.

Article 11. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations

dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée et en tout cas dans les nonante jours de son dépôt à la poste.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le 7 août 1952.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 25 November 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën,

A. DEQUAE.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret approuvant la concession en emphytéose à M. Napoléon Ménager, d'un terrain de 100 hectares situé à Dimba (District Watsa).

L'examen de ce projet a commencé à la séance du 23 mai 1952.

Un membre s'est étonné de la formule « concession d'emphytéose avec option d'achat ». Elle semble illogique, l'emphytéose ayant pour but de ménager l'avenir. Un représentant de l'Administration explique que cette formule a été préférée à la simple concession avec option d'achat afin de permettre au concessionnaire d'obtenir des prêts destinés à la mise en valeur du terrain en donnant comme garantie le droit réel enregistré d'emphytéose.

Un membre signale qu'il s'agit d'une région qui se dépeuple. Il semble impossible de réaliser le programme d'exploitation avec les 20 travailleurs prévus, chiffre d'ailleurs important pour la ré-

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de erfpachtconcessie aan de Hr. Napoléon Ménager, van een grond van 100 hectaren te Dimba (Gewest Watsa).

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp voor het eerst onderzocht in de vergadering van 23 Mei 1952.

Een raadslid is verwonderd over de formule « erfpachtconcessie met optie om te kopen ». Deze formule is blijkbaar onlogisch aangezien de erfpacht er toe strekt de toekomst te vrijwaren. Een vertegenwoordiger van het Bestuur legt uit dat deze formule verkozen werd boven deze van de gewone concessie met optie om te kopen. Aldus immers wordt de concessiehouder in staat gesteld als waarborg het geregistreerd zakelijk recht van erfpacht te geven en alzo leningen te verkrijgen om de grond productief te maken.

Een raadslid wijst er op dat het een streek geldt die ontvolkt wordt. Het exploitatieprogramma ten uitvoer leggen met 20 arbeiders zoals is voorzien is blijkbaar onmogelijk. Dit cijfer is trouw-

gion. Il est répondu que l'impétrant étant ancien directeur de l'Inéac sera capable d'obtenir le maximum de rendement avec le minimum de main-d'œuvre.

Un autre membre constate qu'un indigène était installé sur les terrains faisant l'objet de la concession. Le chef l'a fait déguerpir pour le motif qu'il n'appartenait pas à la chefferie. Or, le droit coutumier comporte un type de contrat autorisant l'installation d'étrangers, et le fait que l'indigène avait fait des plantations semble indiquer que le chef avait au moins tacitement marqué son accord. C'est là un genre d'abus contre lequel il importe de réagir.

Après échange de vues, l'examen fut renvoyé à une séance ultérieure aux fins d'obtenir une documentation supplémentaire.

Celle-ci fut fournie par l'Administration à la séance du 7 novembre 1952. Il résulte des renseignements fournis par les autorités locales d'une part, que le concessionnaire pourra obtenir une main-d'œuvre venant de l'extérieur, sans appel à la population; d'autre part, que l'indigène installé sur place n'y était qu'à titre provisoire, qu'il a regagné sa chefferie d'origine et a touché une indemnité pour la cession de ses cultures.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité.

Le R. P. Van Wing était absent pour motif de santé.

Bruxelles, le 28 novembre 1952.

Le Conseiller-Rapporteur,

A. SOHIER.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

wens hoog voor deze streek. Het antwoord is dat de aanvrager een gewezen directeur is van het Ineac en bijgevolg bekwaam om het hoogste rendement te bereiken met een minimum van arbeiders.

Een ander raadslid stelt vast dat een inlander geïnstalleerd was op deze concessiegrond. Het hoofd heeft hem doen weggaan omdat hij niet tot de hoofdijs behoorde. Welnu het gewoonterecht behelst een bepaald contract waarbij de vestiging van vreemden is toegelaten. Dat de inlander grote beplantingen had aangelegd wijst er blijkbaar op dat het hoofd althans stilzwijgend zijn instemming had gegeven. Tegen misbruiken van deze aard moet dringend opgetreden worden.

Na deze gedachtenwisseling wordt het onderzoek verzonden naar een latere vergadering in afwachting dat bijkomende inlichtingen bekomen worden.

Deze worden door het Bestuur verstrekt in de vergadering van 7 November 1952. Uit de inlichtingen van de plaatselijke overheid blijkt enerzijds dat de concessiehouder arbeiders kan krijgen uit andere streken zonder op de bevolking beroep te doen, anderzijds dat de ter plaatse gevestigde inlander aldaar slechts voorlopig verbleven heeft, dat hij teruggekeerd is naar de hoofdijs waaruit hij herkomstig is en een vergoeding heeft ontvangen voor de afgestane cultures.

Het ontwerp wordt in stemming gebracht en eenparig goedgekeurd.

E. P. Van Wing is afwezig met kennisgeving wegens ziekte.

Brussel, 28 November 1952.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession en emphytéose à M. Ménager Napoléon, colon, d'un terrain de 100 ha. sis à Dimba (Territoire de Watsa). — Convention du 23 octobre 1950. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 7 novembre 1952,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par ceux des 27 juin 1947, 3 octobre 1948, 8 novembre 1948, 15 mai 1949 et 16 novembre 1949, concède en emphytéose, pour un terme de trente ans, à M. MENAGER Napoléon, colon, résidant à Nioka, qui accepte aux conditions générales des arrêtés précités, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à DIMBA, d'une superficie de CENT HECTARES, dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — La redevance annuelle du terrain est fixée comme suit :
cinq cents francs pour la première année à calculer au prorata des mois entiers depuis la prise en cours du contrat jusqu'au 31 décembre suivant ;
mille francs pour la deuxième année ;
mille cinq cents francs pour la troisième année ;
deux mille francs pour les années suivantes, toute fraction d'année étant calculée jusqu'à fin du mois suivant l'expiration du contrat.

Article 2. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Gronden. — Concessie in erfpacht aan de Heer Napoléon Ménager, kolonist, van een stuk grond groot 100 ha. te Dimba gelegen (Gewest Watsa). — Overeenkomst van 23 October 1950. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 7 November 1952.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ GEDECRETEERD EN DECRIETEREN WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Article 3. — Pour l'application des délais prévus à l'article 31, quatrième alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, les parties se réfèrent à l'article 16 du dit arrêté.

En cas de résiliation du présent contrat après l'expiration du terme de dix années, si les conditions de mise en valeur prévues ne sont pas accomplies, l'emphytéote sera tenu de verser une indemnité correspondant au montant d'une année locative indépendamment de toutes sommes déjà versées et restant acquises au Trésor.

Article 4. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10 au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres sur lesquelles il aura été fait des cultures arbustives sur 5/10 au moins de leur surface avec un minimum à l'hectare de 100 palmiers, 240 hévéas, 650 cacaoyers, 900 caféiers, 6.940 quinquinas, 5.470 de thés, 121 d'aleurites ou des plantations d'espèces de boisement, à raison de 100 arbres par hectare au minimum pour les enrichissements de forêts et 1.000 arbres par hectare au minimum pour les boisements en terrains nus.
Toutefois pour les cultures arbustives autres, la densité minimum sera fixée par le service compétent consulté et dans le cas particulier des bananeraies, la mise en valeur ne sera effective que pour autant que les dispositions précitées aient été observées sous forme de culture intercalaire aux bananiers.
- c) les cultures sur sol en déclivité seront établies parallèlement aux courbes de niveau et toutes mesures contre l'érosion seront prises;
- d) la mise en culture de terres ayant une inclinaison de plus de 30° est interdite de même que les déboisements dans un rayon de septante-cinq mètres de sources.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Articles 5. — Dans les dix premières années, l'emphytéote pourra obtenir l'achat des terres concédées en emphytéose et mises en valeur comme dit à l'article 4 et au prix de quatre cents francs l'hectare.

Article 6. — Pour l'application de la disposition faisant l'objet de l'article 31, cinquième alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote sera considéré comme ayant cédé son droit à une personne physique ou morale ou l'avoir grevé d'hypothèque ou de servitude, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose.

Les dommages-intérêts qui pourraient lui être éventuellement réclamés sont fixés à cinq cents francs par hectare.

Article 7. — L'emphytéote ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, l'emphytéote acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

Article 8. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A.E.T. du 12 novembre 1937, l'emphytéote s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

Article 9. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé en emphytéose appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente emphytéose; leur situation ainsi que leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

Article 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article 11. — L'emphytéote déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

Article 12. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie, et le cas échéant, le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

Article 13. — L'emphytéote aura l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté une zone de cent mètres autour des constructions.

Article 14. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 tel qu'il a été modifié à ce jour, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, l'emphytéote ne satisfait pas aux obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Article 15. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt-trois octobre mil neuf cent cinquante.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 25 November 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën,

A. DEQUAE.

Tierres. — Cession gratuite par le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi à l'Association des « Religieux du Très Saint-Sacrement » d'un terrain de 5 ha. sis à Kitega. — Convention du 4 novembre 1952. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur général du Congo Belge, cède gratuitement, en toute propriété, à l'Association « RELIGIEUX DU TRÈS SAINT SACREMENT », ayant son siège à Kitega, la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 4 mars 1952 (B.O.C.B. 1952, page 791), représentée par le Révérend Père Deffontaine Jean, résidant à Kitega, agréé en qualité de Représentant légal par arrêté royal du 4 mars 1952, ci-après dénommée « la Mission » qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi, par ordonnance n° 51/TF du 22 septembre 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de poste principal de Mission, situé à KITEGA, d'une superficie de CINQ HECTARES (5 ha.) dont les limites sont représentées par un liséré rose au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent.

Article 2. — Le terrain sera mis en valeur par la construction d'une école-internat pour infirmiers, d'une grande église, d'une maison d'habitation, d'une salle d'œuvres et par l'établissement d'une place de jeux, d'un jardin potager et d'un verger.

Article 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Gronden. — Kosteloze afstand door het Gouvernement van het Gewest Ruanda-Urundi aan de vereniging « Religieux du Très Saint-Sacrement » van een stuk grond 5 ha. gelegen te Kitega. — Overeenkomst van 4 November 1952. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HERBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN Wij :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Mission s'engage dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

Article 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

Article 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Article 6. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé. Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission.

Les travaux devront être achevés en cinq ans et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

Article 7. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions qui seraient éventuellement érigées.

Article 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le 4 novembre 1952.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 29 November 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies.

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën.

A. DEQUAE.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret approuvant la concession en occupation provisoire à M. Mamet, Maurice, d'un terrain de 50 hectares situé à Yembé (territoire de Bikoro).

Le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret au cours de sa séance du 23 mai 1952.

Le manque de main-d'œuvre disponible ayant été évoqué par un membre, le représentant de l'Administration a signalé que, selon le dossier, le requérant avait déclaré n'avoir aucun besoin de travailleurs supplémentaires pour la mise en valeur des 50 hectares demandés. Mais un autre membre a fait remarquer que pratiquement, les autorités locales étaient désarmées, lorsque le concessionnaire ne se conformait pas, à ce sujet, à sa propre déclaration. Estimant cette remarque justifiée, le Conseil, sur la suggestion de son Président, a émis le vœu de voir introduire une clause, dans les conventions de cette espèce, tendant au retrait de la concession lorsque les déclarations ou promesses du requérant sont infirmées par les faits.

Sous réserve d'acceptation par le concessionnaire de cette clause supplémentaire, le projet, mis aux voix, a été approuvé à l'unanimité.

MM. Gustin et Laude avaient prié d'excuser leur absence.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie in voorlopige bezitting aan de Hr. Maurice Mamet, van een grond van 50 hectaren te Yembe (Gewest Bikoro).

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 23 Mei 1952.

Een raadslid wijst op het tekort aan arbeidskrachten. De vertegenwoordiger van het Bestuur merkt op dat de aanvrager, volgens het dossier, verklaard heeft geen nieuwe arbeiders nodig te hebben om de gevraagde 50 hectaren productief te maken. Een ander raadslid zegt evenwel dat de plaatselijke overheden praktisch machteloos moeten toezien wanneer de concessiehouder zich terzake niet voegt naar zijn eigen verklaring. De Raad acht deze opmerking gerechtvaardigd en spreekt daarom op voorstel van de Voorzitter de wens uit in dergelijke overeenkomsten het beding te zien invoegen dat de concessie ingetrokken wordt bijaldien de werkelijkheid in tegenspraak is met de verklaring of belofte van de aanvrager.

Onder het voorbehoud dat de concessiehouder dit bijkomend beding aanvaardt wordt het ontwerp in stemming gebracht en eenparig goedgekeurd.

De raadsleden Gustin en Laude zijn afwezig met kennisgeving.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession en occupation provisoire à M. Mamet, Maurice, d'un terrain de 50 hectares sis à Yembe (Territoire de Bikoro). — Conventions des 14 janvier et 8 septembre 1952. — Approbation.

—
BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 mai 1952,

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE 1.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées :

Gronden. — Concessie in voorlopige bezitneming aan de Heer Maurice Mamet van een stuk grond groot 50 ha. gelegen te Yembe (Gewest Bikoro). — Overeenkomsten van 14 Januari en 8 September 1952.— Goedkeuring.

—
ROUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 Mei 1952,

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ GEDECRETEERD EN DECRETEREN WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd :

I.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de l'Equateur, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par ceux des 27 juin 1947, 3 octobre 1948, 8 novembre 1948, 15 mai 1949, 16 novembre 1949, 2 octobre 1950 et 1^{er} juin 1951, accorde en occupation provisoire, pour un terme de cinq (5 ans), à M. MAMET Maurice, colon, résidant à Bikoro, qui accepte, aux conditions générales des arrêtés précités et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à YEMBE, d'une superficie de CINQUANTE (50) HECTARES, dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — La redevance annuelle du terrain est fixée comme suit ::
pour la première année : mille (1.000) francs ;

pour la deuxième année : mille cinq cents (1.500) francs ;

pour la troisième année : deux mille (2.000) francs ;

pour la quatrième année et les années suivantes : deux mille cinq centss (2.500) francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts, à Coquilhatville, sans qu'il soit besoin d'au-

cun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge. La première année de loyer s'entend pour la période comprise entre la date de la prise en cours du présent contrat et le 31 décembre suivant.

Article 2. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent et prend cours le jour de cette approbation.

Article 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10 au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 5/10 au moins de leur surface par des cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) les terres sur lesquelles il aura été fait, sur 5/10 au moins de leur surface des plantations : de palmiers, à raison d'au moins 100 unités par hectare; d'hévéas, à raison d'au moins 240 unités par hectare; de cacaoyers, à raison d'au moins 650 unités par hectare; de caféiers, à raison d'au moins 900 unités par hectare; d'aleurites, à raison d'au moins 121 unités par hectare; d'arbres de boisement, à raison d'au moins 100 arbres par hectare pour les enrichissements de forêts et d'au moins 1.000 arbres par hectare pour les boisements en terrains découverts.

Pour les autres espèces d'arbres et arbustes, la densité minimum sera fixée de commun accord entre le concessionnaire et le service compétent.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Article 4. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3, seront, au gré de l'occupant, cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur, soit :

- a) prix de vente : mille (1.000) francs l'hectare ou partie d'hectare;
- b) prix de location : cinquante (50) francs l'hectare ou partie d'hectare.

Article 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise et en application des règles d'exploitation édictées par l'ordonnance n° 187/AGRI. du 16 juin 1947, modifiée par l'ordonnance n° 52/209 du 15 juin 1950.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe et les redevances proportionnelles fixées par les ordonnances sur la matière.

Toutefois, si l'occupant utilise le bois pour ses besoins personnels uniquement, les taxes et redevances prévues à l'alinéa précédent seront dues également pour les essences commerciales dont l'abatage serait imposé en cas de délivrance d'un permis de coupe de bois.

Article 6. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A.E.T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

Article 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

Article 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance prévue à l'article 7, deuxième alinéa de ce décret, a été faite le 30 mars 1951.

Article 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

Article 10. — Pour économiser dans toute la mesure du possible la main-d'œuvre indigène, l'occupant s'engage à se pourvoir de moyens mécaniques de travail pour réaliser la mise en valeur du terrain.

Article 11. — L'occupant s'engage à débroussailler et à tenir dans un parfait état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

Article 12. — Si lors du mesurage officiel du terrain, il se trouve une contenance inférieure à celle fixée au présent contrat, la superficie sera ramenée à celle constatée par le mesurage.

Si par contre, le mesurage fait apparaître une contenance supérieure à celle renseignée au contrat, l'occupant évacuera la superficie excédentaire dans les quinze jours de la signification par lettre recommandée.

Le désistement pourra, au choix de l'occupant, porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur, pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non-indigènes.

La superficie évacuée devra être d'un seul tenant et ne pourra constituer une enclave.

Dans l'un ou l'autre cas, l'occupant ne pourra prétendre à compensation, remboursement ou dommages-intérêts à quelque titre que ce soit.

Article 13. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par les arrêtés des 27 juin 1947, 3 octobre 1948, 8 novembre 1948, 15 mai 1949, 16 novembre 1949, 2 octobre 1950 et 1^{er} juin 1951, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai d'un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le quatorze janvier mil neuf cent cinquante-deux.

II.

Entre la COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de l'Equateur, d'une part, et

Monsieur MAMET, Maurice, colon, résidant à BIKORO, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie :

Article unique. — Le contrat d'occupation provisoire n° L. 13.845 intervenu le 14 janvier 1952, relatif à la concession d'un terrain de 50 hectares, sis à YEMBE, est complété par la disposition suivante :

« Sous peine de déchéance, l'occupant ne pourra procéder à l'engagement d'une main-d'œuvre nouvelle en vue de la mise en valeur de la concession ».

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le huit septembre mil neuf cent cinquante-deux.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 8 December 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën.

A. DEQUAE.

Terres. — Concession gratuite en superficie à la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, de deux terrains de 36 a. 36 ca. 70 cts et de 31 a. 57 ca. 10 cts, sis à Luluabourg. — Conventions du 16 octobre 1952. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze concessie in opstal aan de « Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » van twee stukken grond groot 36 a. 36 ca. 70 cts. en 31 a. 57 ca. 10 cts. gelegen te Luluaburg. — Overeenkomsten van 16 October 1952. — Goedkeuring.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN
WIJ :

ARTICLE 1.

ARTIKEL 1.

Les conventions dont la teneur suit
sont approuvées :

De overeenkomsten waarvan de tekst
volgt worden goedgekeurd :

I.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province du Kasai, concède gratuitement en superficie pour un terme de cinquante ans, à la BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI, association congolaise de droit public, dont le siège social est à Léopoldville, représentée par Monsieur Louis Henderickx, Inspecteur Général, résidant à Léopoldville, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs publiée au B. A. de 1952, page 99 des annexes, ci-après dénommée « la Banque » qui accepte aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage exclusivement résidentiel, situé dans la Circonscription urbaine de LULUA-BOURG, étant la parcelle n° 384 du plan de lotissement, d'une superficie de TRENTE-SIX ARES TRENTE-SIX CENTIARES SEPTANTE CENTIEMES (36 a 36 ca. 70 cts) dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Banque qui déclare renoncer à la garantie des vices ou défauts pouvant résulter de la situation des lieux.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie et prend cours à la date de cette approbation.

Article 2. — La parcelle devra être clôturée sur toutes les parties de son périmètre libres de constructions. Les clôtures à front d'avenue devront présenter un certain caractère architectural qu'appréciera l'autorité compétente lors de la demande d'autorisation de bâtir.

Article 3. — Dans les deux années qui suivront la date d'approbation du contrat, la Banque s'engage à construire sur le terrain concédé un immeuble à usage d'habitation pour le personnel de la Banque.

Article 4. — Les constructions et clôtures à ériger sur le terrain concédé devront être autorisées par l'autorité administrative compétente. Il appartiendra à la Banque de faire en temps utile toute diligence auprès de la dite autorité afin d'obtenir l'autorisation nécessaire.

Article 5. — Il est interdit à la Banque, sous peine de résiliation du contrat, de détourner le terrain de sa destination. Celui-ci devra rester affecté à la construction d'un immeuble à usage résidentiel. Il ne pourra être loué, vendu, hypothéqué, ou grevé de droits réels que moyennant autorisation spéciale et écrite du Gouverneur de Province.

Article 6. — Au moment où le droit de superficie viendrait à prendre fin, la Colonie s'engage à reprendre à leur valeur réelle, à dire d'experts, les constructions édifiées par la Banque.

Article 7. — La Colonie s'engage, au cas où elle ne désirerait pas renouveler la concession pour une nouvelle période de 50 ans, à signifier ses intentions à la Banque avec un préavis de cinq ans.

Article 8. — La présente concession est régie, pour le surplus, par les conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par ceux des 27 juin 1947, 3 octobre 1948, 8 novembre 1948, 15 mai 1949, 16 novembre 1949, 2 octobre 1950, 1^{er} juin 1951 et 17 novembre 1951; l'inexécution de l'une quelconque des conditions générales ou spéciales reprises ci-dessus fera s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Banque ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Fait à Luluabourg, en double expédition, le 16 octobre 1900 cinquante-deux.

II.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province du Kasai, concède gratuitement en superficie pour un terme de cinquante ans à la BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI, association congolaise de droit public, dont le siège social est à Léopoldville, représentée par Monsieur Louis Henderickx, Inspecteur Général, résidant à Léopoldville agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs publiée au B. A. de 1952, page 99 des annexes, ci-après dénommée « la Banque » qui accepte, aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage exclusivement résidentiel, situé dans la Circonscription urbaine de LULUABOURG, étant la parcelle n° 331 du plan de lotissement, d'une superficie de TRENTE ET UN ARES CINQUANTE-SEPT CENTIARES DIX CENTIEMES (31 a. 57 ca. 10 cts) dont les limites sont représentées par un liséré jauné au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Banque qui déclare renoncer à la garantie des vices ou défauts pouvant résulter de la situation des lieux.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie et prend cours à la date de cette approbation.

Article 2. — La parcelle devra être clôturée sur toutes les parties de son périmètre libres de constructions. Les clôtures à front d'avenue devront présenter un certain caractère architectural qu'appréciera l'autorité compétente lors de la demande d'autorisation de bâtir.

Article 3. — Dans les deux années qui suivront la date d'approbation du contrat, la Banque s'engage à construire sur le terrain concédé un immeuble à usage d'habitation pour le personnel de la Banque.

Article 4. — Les constructions et clôtures à ériger sur le terrain concédé devront être autorisées par l'autorité administrative compétente. Il appartiendra à la Banque de faire en temps utile toute diligence auprès de la dite autorité afin d'obtenir l'autorisation nécessaire.

Article 5. — Il est interdit à la Banque, sous peine de résolution du contrat de détourner le terrain de sa destination. Celui-ci devra rester affecté à la construction d'un immeuble à usage résidentiel. Il ne pourra être loué, vendu, hypothéqué ou grevé de droits réels que moyennant autorisation spéciale et écrite du Gouverneur de Province.

Article 6. — Au moment où le droit de superficie viendrait à prendre fin, la Colonie s'engage à reprendre à leur valeur réelle, à dire d'experts, les constructions édifiées par la Banque.

Article 7. — La Colonie s'engage, au cas où elle ne désirerait pas renouveler la concession pour une nouvelle période de 50 ans, à signifier ses intentions à la Banque avec un préavis de cinq ans.

Article 8. — La présente concession est régie, pour le surplus, par les conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par ceux des 27 juin 1947, 3 octobre 1948, 8 novembre 1948, 15 mai 1949, 15 novembre 1949, 2 octobre 1950, 1^{er} juin 1951 et 17 novembre 1951; l'inexécution de l'une quelconque des conditions générales ou spéciales reprises ci-dessus fera s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Banque ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Fait à Luluabourg, en double expédition, le 16 octobre 1950 cinquante-deux.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 8 December 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën.

A. DEQUAE.

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Pères Capucins, de deux terrains de 26 ha. et 20 ha. sis à Dondo. — Convention du 29 octobre 1952. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Capucins », van twee stukken grond groot 26 ha. en 20 ha. gelegen te Dondo. — Overeenkomsten van 29 October 1952. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN
WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la MISSION DES PERES CAPUCINS, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 23 novembre 1910, publiée au « Bulletin Officiel du Congo Belge », année 1910, page 906, représentée par Son Excellence Monseigneur Delcuve, Jean-Ghislain, agréé en qualité de Représentant légal par ordonnance du Secrétaire général, n° 22/50 du 22 janvier 1949, suivant avis publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge », année 1949, page 250, ci-après dénommée « la Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, deux terrains destinés à l'extension d'un poste principal de Mission, situés à DONDO, d'une superficie respective de VINGT-SIX (26) HECTARES et de VINGT (20) HECTARES, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites des terrains sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal ; il prend cours à la date de cette approbation.

Article 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur 1/10 au moins de leur surface par des constructions ;
- b) les terres qui sont couvertes sur 6/10 au moins de leur surface de cultures alimentaires, annuelles ou bisannuelles et fourragères ;

- c) les pâturages clôturés et améliorés dont 1/10 au moins par semis ou plantations de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par 10 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait sur 5/10 au moins de leur surface des plantations : de palmiers, à raison d'au moins 100 unités par hectare; d'hévéas, à raison d'au moins 240 unités par hectare; de cacaoyers, à raison d'au moins 650 unités par hectare; de caféiers, à raison d'au moins 900 unités par hectare; d'aleurites, à raison d'au moins 121 unités par hectare; d'arbres de boisement, à raison d'au moins 100 arbres par hectare pour les enrichissements de forêts ou d'au moins 1.000 arbres par hectare pour les reboisements en terrains découverts.

Pour les autres espèces d'arbres et arbustes, la densité minimum sera fixée de commun accord entre la Mission et le service compétent.

Les terres auxquelles n'auront pas été appliquées les mesures fixées par la convention ou légalement prescrites en vue de la conservation du sol ne pourront jamais être considérées comme mises en valeur.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Article 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. La Mission s'engage d'ores et déjà à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

Article 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant les terrains cédés appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession. Leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

Article 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terrains que dans la mesure nécessaire au développement de son entreprise.

Article 6. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

Article 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer selon la procédure et dans le délai prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance, prévue à l'article 7, deuxième alinéa de ce décret, a eu lieu le 20 octobre 1951.

Article 8. — Si lors du mesurage officiel du terrain il se trouve une contenance inférieure à celle fixée au présent contrat, la superficie sera ramenée à celle constatée par le mesurage.

Si par contre ce mesurage fait apparaître une contenance supérieure à celle renseignée au contrat, la Mission évacuera la superficie excédentaire dans les quinze jours de la signification par lettre recommandée.

Le désistement pourra, au choix de la Mission, porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur, pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non-indigènes.

La superficie évacuées devra être d'un seul tenant et ne pourra constituer une enclave.

Dans l'un ou l'autre cas, la Mission ne pourra prétendre à compensation, remboursement ou dommages-intérêts à quelque titre que ce soit.

Article 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, modifié par le décret du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront d'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le 29 octobre 1952.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1952.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 8 December 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van Koningswege :

De Minister van Koloniën.

A. DEQUAE.

Terres. — Cession gratuite à l'Association « Présentation Notre-Dame », d'un terrain de 25 ha. situé à Bokurubi. — Convention du 7 novembre 1952. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de Vereniging « Présentation Notre-Dame », van een stuk grond groot 25 ha. gelegen te Bokurubi. — Overeenkomst van 7 November 1952. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITN
Wij :

ARTICLE 1.

ARTIKEL 1.

La convention dont la teneur suit est
approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur général, cède gratuitement en toute propriété, à l'Association PRESENTATION NOTRE DAME, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal d' 24 septembre 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », année 1934 page 1032, représentée par Dame Goethals Amélie, agréée en qualité de Représentante légale par arrêté royal susdit, ci-après dénommée « la Mission » qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un poste principal de Mission, situé à BOKURUBI, d'une superficie de VINGT-CINQ (25) HECTARES, dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

Article premier. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Article 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10 au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 6/10 au moins de leur surface par des cultures alimentaires, annuelles ou bisannuelles et fourragères;
- c) les pâturages clôturés et améliorés dont 1/10 au moins par semis ou plantations de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevage ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait, sur 5/10 au moins de leur surface des plantations : de palmiers, à raison d'au moins 100 unités par hectare; de cacaoyers, à raison d'au moins 650 unités par hectare; de caféiers, à raison d'au moins 900 unités par hectare; d'arbres de boisement, à raison d'au moins 100 arbres par hectare pour les enrichissements de forêts ou d'au moins 1.000 arbres par hectare pour les reboisements en terrains découverts.

Pour les autres espèces d'arbres et arbustes, la densité minimum sera fixée de commun accord entre la Mission et le service compétent

Les terres auxquelles n'auront pas été appliquées les mesures fixées par la convention ou légalement prescrites en vue de la conservation du sol, ne pourront jamais être considérées comme mises en valeur.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Article 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. La Mission s'engage d'ores et déjà à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

Article 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession. Leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

Article 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure nécessaire au développement de son entreprise.

Article 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer selon la procédure et dans le délai prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance a eu lieu le 3 juin 1952.

Article 7. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone autour des constructions.

Article 8. — Si, lors du mesurage officiel du terrain, il se trouve une contenance inférieure à celle fixée au présent contrat, la superficie sera ramenée à celle constatée par le mesurage.

Si par contre, ce mesurage fait apparaître une contenance supérieure à celle renseignée au contrat, la Mission évacuera la superficie excédentaire dans les quinze jours de la signification par lettre recommandée.

Le désistement pourra, au choix de la Mission, porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur, pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non-indigènes.

La superficie évacuée devra être d'un seul tenant et ne pourra constituer une enclave.

Dans l'un ou l'autre cas, la Mission ne pourra prétendre à compensation, remboursement ou dommages-intérêts à quelque titre que ce soit.

Article 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, modifié par le décret du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales, reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le 7 novembre 1952.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

A. DEQUAE.

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 8 December 1952.

Van Koningswege :
De Minister van Koloniën,

Terres. — Concession gratuite par le Comité Spécial du Katanga à l'Association du St-Esprit et du St-Cœur de Marie, d'un terrain de 1 ha. 56 a. sis à Kinkotonkoto. — Convention du 28 novembre 1950. — Approbation.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE 1.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, pour qui agit M. Henri Verbois, résidant à Elisabethville, agissant en vertu de procuration authentique déposée à la Conservation des Titres Fonciers d'Elisabethville, sous le numéro spécial 1477, contractant d'une part,

et l'ASSOCIATION DU SAINT ESPRIT ET DU CŒUR DE MARIE, dont le siège est à Kindu, reconnue par décret du quatorze janvier mil neuf cent et onze, paru page 112 du « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro deux du dix février mil neuf cent et onze, représentée par Son Excellence Monseigneur Georges Haezaert, résidant à Kongolo, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance du Gouverneur général du Congo Belge, en date du vingt-huit mars mil neuf cent trente-trois, parue page six cent vingt-neuf du « Bulletin

Gronden. — Kosteloze concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan de « Association du St-Esprit et du St-Cœur de Marie » van een stuk grond groot 1 ha. 56 a. gelegen te Kinkotonkoto. — Overeenkomst van 28 November 1950. — Goedkeuring.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN
WIJ :

ARTIKEL 1.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Administratif du Congo Belge », numéro vingt-deux du vingt-cinq novembre mil neuf cent trente-sept, contractant d'autre part,

Il est convenu ce qui suit sous réserve d'approbation par arrêté royal :

Le contractant d'une part concède à titre gratuit au contractant d'autre part :

Un terrain non urbain, situé à KINKOTONKOTO, d'une superficie de UN HECTARE CINQUANTE-SIX ARES, conformément au croquis ci-annexé.

Le présent contrat est conclu aux conditions du Règlement Général du Comité Spécial du Katanga sur les cessions et concessions gratuites de terres aux Missions religieuses, associations scientifiques et établissements d'utilité publique ci-annexé et aux conditions spéciales qui suivent :

Article premier. — Durée du contrat. — La durée du contrat est fixée à dix années, prenant cours à la date de l'arrêté royal d'approbation.

Article 2. — Destination du terrain. — Dans les limites de l'article 6 du Règlement général ci-annexé, le terrain concédé est destiné exclusivement à la construction d'une école et de ses dépendances.

Article 3. — Mise en valeur. — Avant l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part devra avoir érigé sur le terrain concédé, des constructions en matériaux durables, en rapport avec la destination du terrain, telle qu'elle est déterminée par l'article 2 du présent contrat.

Article 4. — Cession gratuite de la propriété. — A tout moment au cours du contrat, le contractant d'autre part aura le droit d'obtenir la cession gratuite de la propriété du terrain, à la condition d'avoir réalisé les conditions du présent contrat et notamment les obligations de mise en valeur déterminées par l'article 3 ci-dessus.

Fait en double exemplaire, à Elisabethville, le vingt-huit novembre mil neuf cent cinquante.

ART. 2.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

ART. 2.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 8 December 1952.

Van Koningswege :
De Minister van Koloniën.

A. DEQUAE.